

COMMISSION NATIONALE
POUR LA PUBLICATION DE DOCUMENTS DIPLOMATIQUES SUISSES

NATIONALE KOMMISSION
FÜR DIE VERÖFFENTLICHUNG DIPLOMATISCHER DOKUMENTE DER SCHWEIZ

COMMISSIONE NAZIONALE
PER LA PUBBLICAZIONE DI DOCUMENTI DIPLOMATICI SVIZZERI

DOCUMENTS DIPLOMATIQUES SUISSES

DIPLOMATISCHE DOKUMENTE DER SCHWEIZ

DOCUMENTI DIPLOMATICI SVIZZERI

1848–1945

VOLUME 10 (1930–1933)

1^{er} janvier 1930–31 décembre 1933

Préparé par
Mauro Cerutti
Jean-Claude Favez
Michèle Seemuller
avec la collaboration de
Youssef Cassis
Yves Gaillard
Ladislas Mysyrowicz

BENTELI VERLAG BERN

Document reproduit sur la jaquette:
Lettre autographe de Gottlieb Bachmann, Président du
Directoire de la Banque nationale suisse

Dokument auf dem Umschlag:
Handschriftlicher Brief von Gottlieb Bachmann,
Direktionspräsident der Schweizerischen Nationalbank

©

1982 Benteli Verlag, 3011 Bern
Gestaltung, Satz und Druck: Benteli AG, 3018 Bern
Printed in Switzerland

ISBN 3-7165-0422-X

COMMISSION NATIONALE POUR LA PUBLICATION
DE DOCUMENTS DIPLOMATIQUES SUISSES

NATIONALE KOMMISSION FÜR DIE VERÖFFENTLICHUNG
DIPLOMATISCHER DOKUMENTE DER SCHWEIZ

COMMISSIONE NAZIONALE PER LA PUBBLICAZIONE
DI DOCUMENTI DIPLOMATICI SVIZZERI

Président	Jacques Freymond, Professeur à l'Institut universitaire de hautes études internationales, Genève
Vice-président	Oscar Gauye, Directeur des Archives fédérales, Berne
Secrétaire	Antoine Fleury, Chargé de cours à l'Université de Genève
Membres	
Jean-François Bergier	Professeur à l'Ecole polytechnique fédérale de Zurich
Jean-Charles Biaudet	Professeur à l'Université de Lausanne
Rudolf Bindschedler	Botschafter, Rechtsberater des Eidgenössischen Departements für auswärtige Angelegenheiten
Erwin Bucher	Professor an der Universität Zürich
Yves Collart	Professeur à l'Institut universitaire de hautes études internationales, Genève
Jean-Claude Favez	Professeur à l'Université de Genève
Walther Hofer	Professor an der Universität Bern
Herbert Lüthy	Professor an der Universität Basel
Philippe Marguerat	Professeur à l'Université de Neuchâtel
Beatrix Mesmer	Professor an der Universität Bern
Louis-Edouard Roulet	Professeur à l'Université de Neuchâtel, Membre du Conseil national suisse de la recherche
Roland Ruffieux	Professeur aux Universités de Fribourg et Lausanne
Andreas Staehelin	Präsident der Allgemeinen Geschichtforschenden Gesellschaft der Schweiz
Rudolf Stettler	Stellvertretender Direktor bei der Direktion für Völkerrecht im Eidgenössischen Departement für auswärtige Angelegenheiten

TABLE DES MATIÈRES - *INHALTSÜBERSICHT*

I.	Avant-propos	VII
	<i>Vorwort</i>	X
II.	Introduction	XIII
	<i>Einleitung</i>	XVI
III.	Abréviations	XIX
IV.	Plan de la table méthodique des documents	XXI
V.	Table méthodique des documents	XXV
VI.	Documents	1
VII.	Annexes	
	1. Organigramme de l'Administration fédérale concernée par les relations internationales	932
	2. Les postes diplomatiques et consulaires suisses à l'étranger	934
	3. Les postes diplomatiques et consulaires étrangers en Suisse	938
VIII.	Index	
	1. Noms de personnes	942
	2. Noms géographiques	958
IX.	Liste de fonds des Archives fédérales consultés pour la préparation de ce volume	965
X.	Paraphes de correspondants du Département politique	967

I. AVANT-PROPOS

L'objectif de la collection de «Documents diplomatiques suisses» est à la fois scientifique et pratique. Il s'agit, dans l'esprit de ceux qui en assument la responsabilité, de mettre à la disposition des chercheurs et des praticiens, les sources officielles utiles pour la reconstitution et pour la compréhension de l'histoire de la politique étrangère de la Suisse, d'un Etat neutre mais profondément impliqué dans le système politique international.

Placée sous le patronage de la Société Générale Suisse d'Histoire, l'entreprise a reçu l'appui du Département fédéral des affaires étrangères¹ et le soutien financier du Fonds national suisse de la recherche scientifique. L'Association suisse de politique étrangère lui a apporté le témoignage de son intérêt. Une Commission nationale pour la publication de documents diplomatiques suisses, comprenant des représentants de tous les milieux concernés, assume la responsabilité de la publication. L'édition des 15 volumes prévus pour la période 1848–1945 est assurée par les divers Instituts d'histoire des Universités et Hautes Ecoles suisses: Bâle, Berne, Fribourg, Genève, Lausanne, Neuchâtel et Zurich, par le Bureau de la commission de publication et par les Archives fédérales. L'ordre de parution des volumes est fonction de l'avancement des travaux au sein de chacune de ces institutions.

Les documents publiés proviennent des Archives fédérales où sont conservés les actes du Parlement, du Gouvernement et des départements fédéraux (ministères). La Suisse ayant un gouvernement collégial, toutes les décisions de quelque portée relèvent du seul Conseil fédéral. De plus, les divers départements et offices sont concernés par l'un ou l'autre aspect de la politique étrangère de la Suisse. Il s'ensuit que les documents publiés ne reproduisent pas uniquement les actes du Département fédéral des affaires étrangères; une part appréciable des textes provient des actes du gouvernement lui-même – ainsi les procès-verbaux des séances et les décisions du Conseil fédéral –, de divers départements ou d'offices spécialisés, ou encore de délégations et de commissions spéciales qui ont transmis des rapports au gouvernement, sans oublier des lettres de personnalités officielles ou exerçant des fonctions semi-officielles, voire de représentants d'institutions privées.

La collection ne vise pas à documenter l'ensemble des événements extérieurs intéressant la Suisse ni à reconstituer toute l'évolution de la politique étrangère de la Confédération. Elle s'attache plutôt à illustrer les traits essentiels de la politique extérieure suisse dans ses diverses dimensions ainsi que les conceptions et les données fondamentales des relations internationales. Ont été retenus pour la publication d'abord des textes qui font saisir l'orientation générale de la politique extérieure suisse ou qui ont pu déterminer, à un moment donné, cette orientation; en-

¹ Anciennement: Département politique fédéral

suite des textes qui montrent le rôle de la Suisse dans la politique internationale ou qui éclairent son attitude face à tel événement ou face à tel problème; des rapports, des analyses de situation qui contiennent des informations originales ou qui reflètent le point de vue du neutre sur des événements importants; enfin, des instructions, des avis, des notices et des correspondances qui sont indispensables à la compréhension de telle ou telle affaire.

Les documents sont présentés dans l'ordre chronologique à l'exception des textes placés en annexe. Afin d'en faciliter la consultation thématique, on a établi une table méthodique et un index. En règle générale, les documents sont publiés intégralement et dans leur langue d'origine. Les passages supprimés sont indiqués par des points de suspension entre crochets; une note en donne parfois l'essentiel. Les formules de salutations ont été supprimées, sauf dans le cas où elles paraissent avoir une signification particulière.

La partie rédactionnelle est écrite dans la langue du directeur du volume. Elle se distingue du texte du document lui-même reproduit en caractère romain, par l'emploi de l'*italique*. Les passages soulignés ou en caractères espacés du document original sont également rendus par l'italique. Les interventions de la rédaction à l'intérieur du document figurent entre crochets. L'orthographe et la ponctuation ont été modifiées sans autre dans les cas de fautes évidentes ou pour unifier l'écriture à l'intérieur du texte.

L'en-tête des documents comprend les éléments suivants: la cote d'archives, le titre rédactionnel – pour les auteurs et les destinataires des documents, on indique soit les noms et les initiales des prénoms des personnes avec leur fonction, soit les administrations et les services concernés –, la qualification du texte (copie, minute) dans le cas où l'on n'a pu reproduire l'original, le genre du document, sa date et son lieu de rédaction. En outre, lorsque ces indications apparaissent sur l'original, l'en-tête peut comprendre encore: le degré de classification (confidentiel, secret) ou d'urgence du document, son numéro d'ordre, les initiales (ou la référence) du rédacteur et du secrétariat, l'objet du texte reproduit. Quand il est repris littéralement, le titre du document lui-même est rendu en PETITES CAPITALES DE CARACTÈRE ROMAIN. Lorsqu'elles sont suffisamment caractérisées dans le texte qui les introduit, les annexes sont reproduites sans nouvel intitulé. Des organigrammes en fin de chaque volume fournissent des renseignements sur la structure administrative et sur la représentation diplomatique de la Suisse à l'étranger et des pays étrangers en Suisse.

L'appareil critique est délibérément limité. Les notes visent avant tout à corriger les inconvénients de l'indispensable sélection, en fournissant notamment des références aux documents non publiés et aux imprimés officiels que le lecteur voudrait pouvoir consulter. Dans la mesure du possible, il est fait renvoi aux documents mentionnés dans les textes publiés, sauf dans les cas où leur contenu ressort suffisamment du document. La formule «non reproduit», sans indication de provenance, signifie que les documents en question figurent dans les mêmes dossiers que le texte reproduit. Lorsqu'un document présumé important a fait l'objet d'une recherche approfondie qui aboutit à un résultat négatif, on l'indique par la formule «non retrouvé».

Ces quelques règles ont pour objet d'assurer l'homogénéité de cette publication de documents qui couvre près d'un siècle, tout en laissant aux éditeurs de chaque volume la liberté nécessaire pour tenir compte de l'esprit d'une époque et de la variété des problèmes qui se sont posés au gouvernement et au peuple suisses.

Genève et Berne, septembre 1979

Commission nationale
pour la publication de documents
diplomatiques suisses:
JACQUES FREYMOND, *Président*
OSCAR GAUYE, *Vice-président*

I. VORWORT

Das Anliegen der Reihe «Diplomatische Dokumente der Schweiz» ist ein wissenschaftliches und praktisches zugleich. Den verantwortlichen Herausgebern geht es darum, der Forschung und Praxis die amtlichen Quellen zur Verfügung zu stellen, die nötig sind für die Rekonstruktion und das Verständnis der aussenpolitischen Geschichte der Schweiz, eines neutralen Staates, der jedoch zutiefst ins internationale politische System verwickelt ist.

Das Unternehmen steht unter dem Patronat der Allgemeinen Geschichtforschenden Gesellschaft der Schweiz; es fand die Unterstützung des Eidgenössischen Departementes für auswärtige Angelegenheiten¹ und die finanzielle Hilfe des Schweizerischen Nationalfonds zur Förderung der wissenschaftlichen Forschung wie auch das Interesse der Schweizerischen Gesellschaft für Aussenpolitik. Die Verantwortung für die Publikation trägt eine nationale Kommission für die Veröffentlichung diplomatischer Dokumente der Schweiz, in der alle betroffenen Kreise vertreten sind. Für die Periode 1848–1945 sind 15 Bände vorgesehen; mit der Bearbeitung sind die Schweizer Universitäten und Hochschulen betraut: Basel, Bern, Freiburg, Genf, Lausanne, Neuenburg und Zürich, sowie das Büro der Publikationskommission und das Schweizerische Bundesarchiv. Die Reihenfolge des Erscheinens hängt ab vom Voranschreiten der Arbeiten innerhalb dieser Institutionen.

Die veröffentlichten Dokumente stammen aus dem Schweizerischen Bundesarchiv, das die Akten von Parlament, Regierung und eidgenössischen Departementen (Ministerien) aufbewahrt. Die Schweiz hat eine Kollegialregierung, und alle Entscheide von irgendwelcher Tragweite fällt der Gesamtbundesrat. Darüber hinaus sind die verschiedenen Departemente und Amtsstellen vom einen oder andern Aspekt der schweizerischen Aussenpolitik betroffen. Demzufolge geben die veröffentlichten Dokumente nicht allein die Akten des Eidgenössischen Departementes für auswärtige Angelegenheiten wieder; ein beachtlicher Teil der Texte sind Akten der Regierung selbst – so die Sitzungsprotokolle und Entscheide des Bundesrates –, der verschiedenen Departemente und besonderer Ämter oder gar von Delegationen und Spezialmissionen, die der Regierung Berichte zukommen liessen, selbst Briefe von Persönlichkeiten in amtlicher oder halbamtlischer Funktion oder gar von privaten Institutionen waren zu berücksichtigen.

Die Reihe strebt keine lückenlose Dokumentation aussenpolitischer Ereignisse aus schweizerischer Sicht an und kann auch nicht die ganze Entwicklung der eidgenössischen Aussenpolitik vollständig aufzeigen. Vielmehr versucht sie, die Gründzüge, die Leitideen und fundamentalen Gegebenheiten der internationalen Beziehungen der Schweiz in den verschiedenen Sparten zu illustrieren. Abge-

¹ vormals: Eidgenössisches Politisches Departement

druckt werden darum vornehmlich: Texte, die eine generelle Ausrichtung der schweizerischen Aussenpolitik erkennen lassen oder die zu einem gegebenen Zeitpunkt diese Orientierung nachhaltig beeinflussen konnten; ferner Texte, welche die Rolle der Schweiz in der internationalen Politik zeigen oder Erklärungen bieten für die Haltung der Schweiz gegenüber wichtigen Geschehnissen oder Problemen; sodann Berichte und Lageanalysen, die originale Informationen enthalten oder die den neutralen Blickwinkel geben zu wichtigen Vorgängen; schliesslich Anstruktionen, Gutachten, Aufzeichnungen und Korrespondenzen, die unerlässlich sind für das Verständnis des jeweiligen Geschehens.

Die Dokumente sind in chronologischer Reihenfolge abgedruckt, ausgenommen die Anhänge. Zur Erleichterung der Benutzung wird jeder Band mit einem thematischen Verzeichnis der Dokumente und einem Register ausgestattet. Im allgemeinen sind die Dokumente vollständig und in der Originalsprache abgedruckt. Gestrichene Abschnitte sind durch Auslassungszeichen in eckiger Klammer gekennzeichnet. Mitunter gibt eine Fussnote eine Zusammenfassung der Tilgung. Anrede- und Grussformeln wurden weggelassen ausser in Fällen, wo sie eine besondere Bedeutung zu haben scheinen.

Der redaktionelle Teil ist in der Sprache des Leiters des Bandes abgefasst und setzt sich deutlich (*kursiv*) vom Text des Dokumentes (aufrecht) ab. Kursivsatz innerhalb des Dokumentes gibt originale Auszeichnungen an (Unterstreichungen, Sperrungen). Eingriffe der Redaktion in den Dokumenten sind kursiv in eckiger Klammer gesetzt. Orthographie und Interpunktionsregeln wurden nur bei offensichtlichen Fehlern stillschweigend bereinigt und die Schreibweise einzig innerhalb des Textes vereinheitlicht.

Der Kopf der Dokumente enthält folgende Elemente: Archivsignatur, redaktioneller Titel – für Absender und Empfänger werden entweder die Initialen des Vornamens, Name und Funktion angegeben oder die betreffenden Amtsstellen –, Kennzeichnung der Textvorlage (Kopie, Minute), falls nicht das Original abgedruckt werden konnte, Gattungsbestimmung des Dokumentes, Ort und Datum seiner Entstehung. Der Titel enthält ferner, wenn die Angaben auf der Vorlage stehen: Klassifikation (vertraulich, geheim) oder Dringlichkeitsvermerk des Dokumentes, seine Ordnungsnummer, Paraphen von Autor und Sekretariat und Inhaltsangabe des abgedruckten Textes (Randvermerk). Wörtlich wiedergegebene Titel, die auf dem Dokument selbst stehen, sind in aufrechten KAPITÄLCHEN gesetzt. Bei Anhängen, die im vorangehenden Haupttext hinreichend charakterisiert sind, wird auf eine Wiederholung der Angaben verzichtet. Die Organigramme am Ende jedes Bandes geben Aufschluss über die Struktur der Verwaltung und der diplomatischen Vertretung der Schweiz im Ausland und des Auslandes in der Schweiz.

Der wissenschaftliche Apparat ist bewusst sparsam gehalten. Die Fussnoten wollen vor allem die Unzulänglichkeiten, die jede Auswahl mit sich bringt, beheben, indem sie die Fundstellen nicht veröffentlichter Dokumente angeben und auf amtliche Publikationen verweisen, die den Leser weiter führen können. Soweit möglich, wird auf Dokumente, die in den veröffentlichten Texten erwähnt sind, verwiesen, ausser wenn ihr Inhalt hinreichend aus dem Text hervorgeht. Die For-

mel «non reproduit / nicht abgedruckt» ohne Angabe der Herkunft heisst, dass sich die betreffenden Dokumente im selben Dossier befinden wie der veröffentlichte Text. Wo ein wichtig scheinendes Dokument trotz gründlicher Nachforschungen nicht ermittelt werden konnte, steht die Formel «non retrouvé / nicht ermittelt».

Diese paar Regeln sollen die Einheitlichkeit der Aktenpublikation sichern, die beinahe ein Jahrhundert umspannt; freilich haben die Herausgeber jedes Bandes die nötige Freiheit, um dem Geist der Epoche und der Vielfalt der Probleme, die sich dem Schweizer Volk und seiner Regierung stellten, Rechnung zu tragen.

Genf und Bern im September 1979

Nationale Kommission
für die Veröffentlichung diplomatischer Dokumente
der Schweiz:

JACQUES FREYMOND, *Präsident*
OSCAR GAUYE, *Vize-Präsident*

II. INTRODUCTION

Ce volume s'inscrit tout entier dans la période de la dépression économique mondiale. Un rapport officiel décrit les principaux caractères de cette dernière en 1932: «Mévente des matières premières, accumulation de denrées sans débouchés, chute verticale des prix de gros, surproduction de produits agricoles et fabriqués, absence ou retrait de crédits, déroutes bancaires, paniques financières, production arrêtée ou réduite, chômage sur une grande échelle, capacité d'achat diminuée du consommateur, engourdissement des exportations, recrudescence du protectionnisme.»

L'économie suisse qui à la fin des années 20 vit pour deux tiers des échanges extérieurs, subit le contrecoup de la situation mondiale en deux phases successives. De 1929 à 1932, alors que les Etats-Unis, la Grande-Bretagne et l'Allemagne sont sévèrement perturbés par la dépression, la Suisse fait, avec la France, figure d'oasis dans la tourmente. Le recul de la production reste limité, ainsi que l'augmentation du chômage. Les prix de détail sont stables. Les réserves d'or et de devises augmentent. A partir de 1932 toute l'économie est touchée et la Suisse s'enfonce à son tour dans la dépression, prix et salaires baissent et le nombre de chômeurs grossit de mois en mois. Les capitaux repartent et la Bourse s'effondre, entraînant de retentissantes faillites bancaires et une nécessaire réorganisation de ce secteur.

L'action diplomatique de la Confédération s'inscrit donc de 1930 à 1933 dans une conjoncture politique, intérieure et extérieure, nouvelle par rapport à la période d'expansion économique libérale et de concertation internationale du volume précédent. Entre les appels à l'aide des entreprises et des secteurs menacés – le textile et la broderie, l'horlogerie, la métallurgie et les machines-outils, puis la banque et le tourisme –, la nécessité d'atténuer les conséquences sociales de la dépression et le souci de maintenir l'équilibre des finances publiques, l'Etat fédéral comme les gouvernements cantonaux hésitent et entrent à reculons dans la voie d'un interventionnisme économique pragmatique qui n'ose s'affirmer doctrinalement face au libéralisme. Durant cette période le Conseil fédéral place au premier plan de ses préoccupations la défense de l'étalon-or. Pour sauvegarder l'emploi, il doit donc s'efforcer d'agir sur les prix intérieurs, soutenir les exportations, limiter les importations, accepter un déficit certain du budget fédéral.

Les tentatives de concertation internationale pour combattre la crise échouent les unes après les autres (Conférence de Genève, de Londres, de Stresa). Reste la défense des intérêts économiques extérieurs par des moyens politiques et diplomatiques: revisions des traités de commerce, accords de clearing, pour permettre le maintien des échanges commerciaux, malgré les mesures de contrôle des changes pris par nos partenaires, recherches de nouveaux débouchés notamment dans les pays neufs d'Amérique latine, du Proche et de l'Extrême-Orient, contingements des importations, etc. Les préoccupations économiques accrues de la

diplomatie se font sentir dans les institutions et les processus de décision: rôle croissant de la Division du commerce du Département de l'Economie publique, de la Banque nationale, mais aussi concertation plus serrée avec les milieux économiques, importance des experts mis à disposition par les milieux privés. Les conflits entre les intérêts parfois opposés de l'industrie d'exportation, du tourisme, de la banque et de l'agriculture se répercutent jusqu'au Conseil fédéral. Plus qu'une stratégie cohérente, la politique déflationniste adoptée traduit le désarroi de la société, le pessimisme des autorités, la profondeur de la crise qui n'est pas uniquement économique.

Incapable d'organiser une riposte internationale à la dépression, la Société des Nations devient le lieu d'affrontement des égoïsmes nationaux, son action pâtit de la détérioration des relations internationales. Cette évolution renforce le pragmatisme de Motta et le pessimisme très largement répandu face à l'institution genevoise. Aussi la Suisse adopte-t-elle une attitude réservée tant lors de la Conférence du désarmement que devant le projet d'Union européenne, mesurant chaque jour davantage les limites des moyens dont dispose un petit Etat, l'inconfort d'une situation au cœur de l'Europe, au milieu de grands voisins qui se comprennent de moins en moins, les contraintes et les possibilités de la neutralité.

La politique extérieure de la Confédération de 1930 à 1933 est donc dominée par les relations avec les grands pays qui nous entourent. Si, malgré les problèmes politiques de l'irrédentisme, du fascisme et de l'antifascisme, les rapports se sont normalisés avec l'Italie mussolinienne, la situation est plus mouvante avec la France, en raison de l'interminable procès des zones qui grève la traditionnelle amitié avec Paris. Le sort de l'Autriche, dont l'instabilité intérieure est aggravée par la crise, est un objet de préoccupation. Mais c'est évidemment l'évolution de l'Allemagne, notre principal partenaire économique, notre plus influent voisin à tous égards, qui retient avant tout l'attention. La nomination de Hitler à la Chancellerie, le 30 janvier 1933, l'établissement du III^e Reich inaugurent une nouvelle étape dans l'histoire des relations germano-suisses.

Il n'était évidemment pas possible de rendre compte de tous les événements qui bouleversent la scène internationale durant la période couverte par ce volume. Nous avons donc décidé de donner priorité aux relations avec l'Allemagne, l'Italie et la France. Nous avons ensuite choisi, à titre d'exemples, un certain nombre de pays qui illustrent les préoccupations commerciales et financières nouvelles de la Confédération et l'intervention des intérêts privés dans la sphère de l'Etat et de sa diplomatie. Les relations multilatérales ont donc passé au second plan; elles n'apparaissent pour l'essentiel qu'à l'occasion de grandes négociations comme les conférences économiques ou le désarmement. Si dans ce volume la Société des Nations paraît n'occuper plus qu'un strapontin, c'est qu'elle commence de perdre en effet la place qui était la sienne précédemment aux yeux du Département politique et de son chef. Enfin, nous avons dû passer presque entièrement sous silence les questions juridiques, humanitaires, sociales, techniques et culturelles qui continuent d'être présentes dans les relations internationales, ainsi que les problèmes politiques particuliers, mais secondaires, qui ont pu surgir entre la Suisse et tel ou tel de ses partenaires. Faute de place la diplomatie, trop souvent à notre goût, l'a emporté

dans notre perspective des relations internationales et nous n'avons pu en regard des rapports entre les Etats assez souligner l'importance que revêtent pour notre pays tout particulièrement les relations transnationales. Malgré ces omissions et ces silences – qui ne sont pas tous des absences – nous espérons que les pièces retenues donneront un aperçu équilibré et cohérent de la diplomatie suisse, de son élaboration, de ses moyens, de ses possibilités et de ses limites à ce moment tout particulièrement difficile de l'entre-deux-guerres.

C'est avec plaisir que nous remercions, en conclusion, les Archives fédérales, son directeur, ses archivistes, son personnel, dont le devouement, la compétence et l'accueil toujours amical nous ont permis de travailler dans les meilleures conditions possibles. Mais nous n'oubliions pas non plus la générosité du Fonds national de la recherche scientifique et de l'Université de Genève, qui nous ont fourni les moyens matériels nécessaires, ni l'appui de la Société suisse des sciences humaines.

II. EINLEITUNG

Dieser Band steht vor allem unter dem Zeichen der Weltwirtschaftskrise. In einem offiziellen Bericht von 1932 wird sie wie folgt beschrieben:

«Deroute auf dem Rohstoffmarkt, Aufstapelung unabsetzbarer Waren, plötzlicher Sturz der Engrospreise, Überproduktion an landwirtschaftlichen Erzeugnissen und Fabrikaten, Kreditmangel und Kreditkündigungen, Bankkrache, finanzielle Panik, Einstellung oder Einschränkung des Produktionsprozesses, Arbeitslosigkeit in grossem Massstabe, verminderte Kaufkraft der Konsumenten, Abnahme der Ausfuhr, Zunahme des Protektionismus.»

Die Volkswirtschaft der Schweiz, die bis in die zwanziger Jahre zu 2/3 vom Aussenhandel lebt, erfährt die Nachwirkungen der Weltlage in zwei zeitlich verschiedenen Phasen. Währenddem die Vereinigten Staaten, Grossbritannien und Deutschland von 1929 bis 1932 von der Krise schwer betroffen sind, erscheinen die Schweiz und Frankreich wie unberührt davon. Der Produktionsrückgang hält sich in beschränktem Rahmen, so wie auch das Anwachsen der Arbeitslosigkeit. Der Einzelhandelspreis ist stabil. Der Gold- und Devisenbestand steigt an. Ab 1932 aber ist die ganze Wirtschaft betroffen, und die Schweiz gerät ihrerseits in die Weltwirtschaftskrise; Preise und Löhne sinken, und die Anzahl der Arbeitslosen wächst von Monat zu Monat. Die Kapitalanlagen verlassen die Schweiz, die Börse fällt ins Bodenlose, aufsehenerregende Bankzusammenbrüche nach sich ziehend, die eine Neuorganisation des Sektors zur Folge haben.

Die diplomatischen Beziehungen der Eidgenossenschaft zwischen 1930 und 1933 spielen sich demzufolge in einer neuen innen- und aussenpolitischen Konjunktur ab, im Gegensatz zu der im vorangehenden Band beschriebenen Periode liberaler und wirtschaftlicher Expansion und internationaler Zusammenarbeit. Auch zögern der Bund und die Kantone, einerseits dem Aufruf der Unternehmen zu folgen und die bedrohten Sektoren zu unterstützen, d. h. die Textil- und Stikkereiindustrie, die Uhrenindustrie, die Metallurgie und die Maschinenindustrie, später auch das Bankwesen und den Tourismus – und damit die sozialen Folgen der Krise zu mildern, und anderseits die öffentlichen Finanzen in einem gewissen Gleichgewicht zu bewahren. Sie verfolgen, wenn auch zurückhaltend, die Politik eines pragmatischen wirtschaftlichen Interventionismus, die sich dem Liberalismus gegenüber jedoch nicht als Doktrin zu behaupten wagt. In dieser Zeit setzt sich der Bundesrat vor allem für die Verteidigung des Goldstandards ein. Und um den Beschäftigungsstand zu schützen, muss er somit auf die Inlandpreise wirken, den Export fördern, den Import einschränken und ein gewisses Defizit des eidgenössischen Budgets hinnehmen.

Die Versuche einer internationalen Zusammenarbeit zur Bekämpfung der Krise verlaufen alle erfolglos (Konferenzen von Genf, London und Stresa). Somit bleibt allein noch die Möglichkeit, die Interessen des Aussenhandels mit politischen und diplomatischen Mitteln zu verteidigen. Dies bedeutet die Revision der

Handelsabkommen, die Einführung von Clearingabkommen – um trotz der Devisenbewirtschaftung des Auslands die Handelsbeziehungen aufrechtzuerhalten –, die Suche nach Absatzmöglichkeiten in den neugeschaffenen Staaten Lateinamerikas, des Nahen und Fernen Ostens, die Kontingentierung der Einfuhr usw. Die Diplomatie ist mehr und mehr mit wirtschaftlichen Fragen beschäftigt, was sowohl in den einzelnen Institutionen wie auch in den Entscheidungsphasen bemerkbar ist. Die Handelsabteilung des Volkswirtschaftsdepartements und die Nationalbank spielen eine immer grössere Rolle; die Zusammenarbeit mit den Wirtschaftskreisen wird immer wichtiger. Die Interessenkonflikte zwischen Exportindustrie, Tourismus, Bankwesen und Landwirtschaft haben Rückwirkungen bis zum Bundesrat. Mehr als einer durchdachten Strategie entspricht die deflationistische Politik einem Gefühl der Verwirrung in der Gesellschaft, dem Pessimismus der Behörden und dem Charakter einer nicht nur wirtschaftlichen Krise.

Der Völkerbund ist unfähig, sich auf internationaler Ebene der Krise zu widersetzen, und wird zum Schauplatz der sich gegenüberstehenden egoistischen nationalen Interessen. Seine Eingriffsmöglichkeiten leiden an der Verschlechterung der internationalen Beziehungen. Diese Entwicklung bekräftigt den Pragmatismus Mottas, und der verbreitete Pessimismus der Genfer Institution gegenüber verstärkt sich. Auch verhält sich die Schweiz während der Abrüstungskonferenz und im Hinblick auf das Projekt einer europäischen Union zurückhaltend, indem sie von Tag zu Tag feststellen muss, wie beschränkt die Mittel eines kleinen Staates sind, wie unbequem seine Lage im Herzen Europas ist, umgeben von grossen sich immer weniger verstehenden Nachbarstaaten, und der dadurch gezwungen ist, die Möglichkeiten und Grenzen seiner Neutralitätspolitik ständig zu überprüfen.

Die Aussenpolitik der Eidgenossenschaft wird somit in den Jahren 1930–1933 durch die Beziehungen zu den grossen Nachbarstaaten bestimmt. Trotz der politischen Probleme, die durch den Irredentismus, den Faschismus und den Antifaschismus entstehen, haben sich die Beziehungen mit Italien ausgeglichen; mit Frankreich aber bleiben sie unsicher, vor allem wegen des endlos dauernden Zonenprozesses, der die traditionelle Freundschaft mit diesem Land belastet.

Mit Besorgnis wird das Schicksal Österreichs verfolgt, dessen innere Unstabilität durch die Weltkrise verschärft wird. Das grösste Interesse, natürlich, richtet sich auf die Entwicklung Deutschlands – unseres wichtigsten Wirtschaftspartners und unseres in jeder Hinsicht einflussreichsten Nachbarn. Die am 30. Januar 1933 erfolgte Ernennung Hitlers zum Reichskanzler und die Errichtung des Dritten Reichs eröffnen eine neue Phase in der Geschichte der Beziehungen zwischen den zwei Ländern.

Wir konnten die diesen Band umfassende Zeitspanne nicht mit allen Ereignissen, welche die internationale Szene erschütterten, dokumentieren. Wir beschlossen daher, den Beziehungen mit Deutschland, Italien und Frankreich den Vorrang zu geben, und wählten dann eine gewisse Anzahl von Ländern aus, an deren Beispiel die neuen Handels- und Finanzbestrebungen der Eidgenossenschaft sowie auch das Eingreifen privater Interessen im Rahmen des Staates und seiner diplomatischen Tätigkeit deutlich werden. Die multilateralen Beziehungen stehen somit an zweiter Stelle. Sie treten wesentlich während wichtiger Verhandlungen

wie in Wirtschafts- und Abrüstungskonferenzen hervor. Und wenn in diesem Buch dem Völkerbund nur noch wenig Platz zukommt, so widerspiegelt dies den beginnenden Verlust seines Ranges in den Augen des Chefs der schweizerischen Aussenpolitik und seines Departementes. Letztlich mussten wir auch juristische, menschenrechtliche, soziale, technische und kulturelle Fragen – die sogenannten transnationalen Beziehungen – übergehen wie auch einzelne, aber sekundäre politische Probleme, die zwischen der Schweiz und ihren Partnern auftreten konnten, fast gänzlich weglassen. Leider nimmt die Diplomatie – in unserer Perspektive der internationalen Beziehungen – überhand, was ihr unserer Ansicht nach nicht zusteht, und wir konnten aus Platzmangel nicht genug hervorheben, wie wichtig, ganz besonders für unser Land, die transnationalen Beziehungen sind. Trotz dieser Unvollkommenheiten hoffen wir mit den vorliegenden Dokumenten einen ausgeglichenen und zusammenhängenden Überblick über die Schweizer Diplomatie zu vermitteln – ihren Erarbeitungsprozess, ihre Mittel, ihre Möglichkeiten und Grenzen, und dies in der schwierigen Zeitspanne der Zwischenkriegszeit.

Wir möchten abschliessend dem Bundesarchiv und seinem Leiter, den Archiven und dem Personal herzlich für ihre Hingabe, ihre Kompetenz und ihr freundliches Entgegenkommen danken. Mit ihrer Hilfe konnten wir in angenehmen und besten Verhältnissen arbeiten. Gedankt sei auch dem Schweizerischen Nationalfonds zur Förderung der wissenschaftlichen Forschung und der Universität Genf, die uns finanziell unterstützt haben, so wie auch der Schweizerischen Geisteswissenschaftlichen Gesellschaft.

III. ABRÉVIATIONS

A	Annexe
AM	Aide-mémoire
An	Annotation
CR	Compte rendu
DEP	Département fédéral de l'Économie publique
DDS	Documents diplomatiques suisses
DFD	Département fédéral des Finances et des Douanes
DFI	Département fédéral de l'Intérieur
DFPC	Département fédéral des Postes et des Chemins de Fer
DMF	Département militaire fédéral
DPF	Département politique fédéral
FF	Feuille fédérale de la Confédération suisse
JO.RF	Journal officiel de la République française
JO.SDN	Journal officiel de la Société des Nations
L	Lettre
M	Mémoire/Memorandum
N	Note
No	Notice
PV	Procès-verbal
PVCF	Procès-verbal des séances du Conseil fédéral
R	Rapport
RC	Rapport commercial
RG	Rapport du Conseil fédéral à l'Assemblée fédérale sur sa gestion
RO	Recueil officiel des lois et ordonnances de la Confédération suisse
RP	Rapport politique
SdN	Société des Nations
T	Télégramme

III. ABKÜRZUNGEN

EMD	Eidgenössisches Militärdepartement
EPD	Eidgenössisches Politisches Departement
Abs.	Absatz
Art.	Artikel
B. V.	Bundesverfassung
betr.	betreffend
ca.	circa
eidg.	eidgenössisch
ev.	eventuell
Gst. Abt.	Generalstabsabteilung
h.	hohe
Hr.	Herr
lit.	litera
m. E.	meines Erachtens
m. W.	meines Wissens
NZZ	Neue Zürcher Zeitung
Nat. Rat	Nationalrat
polit.	politisch
q	Zentner
Rekr. Schule	Rekrutenschule
S.	Seite
schweiz.	schweizerisch
sog.	sogenannt
s. Zt.	seinerzeit
u.	und
u. a. m.	und anderes mehr
u. E.	unseres Erachtens
V. B.	Völkerbund
v. M.	vorigen Monats
vgl.	vergleiche

IV. PLAN DE LA TABLE MÉTHODIQUE DES DOCUMENTS

I.	Société des Nations	
1.	Conférence pour la réduction et la limitation des armements	XXVI
2.	Trêve des armements	XXVII
3.	Union européenne	XXVII
4.	Conférence de Genève pour une action économique concertée	XXVIII
5.	Problèmes politiques	
5.1.	Emprunt international en faveur de l'Autriche	XXIX
5.2.	La Suisse et le conflit sino-japonais	XXIX
5.3.	Retrait de l'Allemagne de la SdN	XXIX
5.4.	L'Italie et la SdN	XXIX
5.5.	Visa de journalistes étrangers auprès de la SdN	XXIX
6.	Questions culturelles	
6.1.	Les persécutions religieuses en URSS	XXIX
6.2.	Exposition internationale des arts populaires	XXIX
II.	Relations bilatérales	
1.	Allemagne	
1.1.	Relations commerciales	XXIX
1.2.	Relations financières	XXXII
1.3.	Questions de travail	XXXV
1.4.	Réfugiés	XXXV
1.5.	Affaires de presse	XXXVI
1.6.	Activités politiques des Suisses en Allemagne et des Allemands en Suisse	XXXVII
1.7.	Questions politiques générales	XXXVIII
2.	Autriche	
2.1.	Relations commerciales	XXXIX
2.2.	Clearing	XL
2.3.	Emprunt international	XLI
2.4.	Accord austro-suisse sur l'industrie de la broderie dans le Vorarlberg	XLII
2.5.	Questions politiques générales	XLII
3.	Belgique	
3.1.	Relations commerciales	XLIII
4.	Bulgarie	
4.1.	Relations commerciales	XLIII
5.	Chili	
5.1.	Emprunts suisses et clearing	XLIII
5.2.	Transformation du Consulat suisse à Santiago en Légation	XLIV

6. Chine		
6.1. Droits des ressortissants chinois en Suisse et traité de commerce	XLIV	
6.2. Exterritorialité	XLV	
6.3. Cours consulaires étrangères	XLV	
6.4. Nomination du Consul suisse à Schanghai en qualité de Chargé d'affaires	XLV	
6.5. Exportation d'armes	XLVI	
6.6. Conflit sino-japonais	XLVI	
6.7. Questions politiques générales	XLVI	
7. Danemark		
7.1. Relations commerciales	XLVI	
8. Egypte		
8.1. Relations commerciales	XLVII	
8.2. Représentations diplomatiques	XLVII	
9. Etats-Unis		
9.1. Nouveaux tarifs douaniers	XLVIII	
9.2. Emprunt suisse et abandon de l'étalon-or	XLVIII	
10. Ethiopie		
10.1. Traité d'amitié et de commerce	IL	
10.2. Exportation d'armes	L	
11. France		
11.1. Relations commerciales	L	
11.2. Relations financières	LII	
11.3. Questions de travail	LII	
11.4. Questions politiques générales	LIII	
11.5. Affaire des zones	LIV	
12. Grande-Bretagne		
12.1. Relations commerciales	LVII	
12.2. Abandon de l'étalon-or	LVIII	
12.3. Questions politiques générales	LIX	
13. Grèce		
13.1. Pénétration suisse dans les Balkans	LIX	
14. Hongrie		
14.1. Relations commerciales	LX	
14.2. Clearing	LX	
15. Italie		
15.1. Relations commerciales	LXII	
15.2. Irrédentisme	LXIV	
15.3. Réfugiés antifascistes et services de renseignement	LXV	
15.4. Affaire Bassanesi	LXVI	
15.5. Affaire Fonjallaz	LXVII	
15.6. Questions politiques générales	LXVII	
16. Pays-Bas		
16.1. Relations commerciales	LXVIII	

PLAN DE LA TABLE MÉTHODIQUE DES DOCUMENTS XXIII

17. Perse		
17.1. Exportation d'armes		LXVIII
18. Pologne		
18.1. Relations commerciales		LXVIII
18.2. Relations financières		LXVIII
18.3. Traité d'établissement		LXIX
18.4. Questions politiques générales		LXIX
19. Roumanie		
19.1. Relations commerciales		LXIX
19.2. Emprunt roumain		LXIX
19.3. Pénétration suisse dans les Balkans		LXX
19.4. Questions politiques générales		LXXI
20. Suède		
20.1. Relations commerciales		LXXI
21. Tchécoslovaquie		
21.1. Relations commerciales		LXXI
22. Turquie		
22.1. Traité de commerce et clearing		LXXI
22.2. Politique monétaire		LXXII
23. Union soviétique		
23.1. Relations commerciales et financières		LXXII
23.2. Visa d'un journaliste de l'agence Tass		LXXIII
23.3. Exposition internationale des arts populaires		LXXIII
24. Yougoslavie		
24.1. Pénétration suisse dans les Balkans		LXXIII
 III. Réfugiés et questions de travail		
1. Réfugiés		LXXIV
2. Questions de travail		LXXIV
 IV. Questions économiques générales		
1. Relations commerciales multilatérales		LXXIV
2. Relations financières multilatérales		LXXIV
3. Recherche de nouveaux marchés		LXXV
4. Problèmes agricoles de l'Europe orientale		LXXV
5. Politique extérieure et emprunts étrangers en Suisse		LXXV
 V. Conférences économiques et financières		
1. Conférence de Genève pour une action économique concertée		LXXV
2. Conférence de Stresa		LXXV
3. Conférence monétaire et économique de Londres		LXXV
 VI. Banque des règlements internationaux		LXXVI

XXIV PLAN DE LA TABLE MÉTHODIQUE DES DOCUMENTS

VII.	Clearing et accords de transfert	
1.	Négociations des accords de clearing et de transfert	LXXVII
2.	Organisation et fonctionnement du clearing	LXXVII
VIII.	Abandon de l'éta ⁿ lon-or	LXXVIII
IX.	Enumération des avoirs suisses dans quelques pays	LXXVIII
X.	Questions politiques générales	
1.	La Suisse, puissance capitulaire	LXXVIII
2.	Union douanière austro-allemande	LXXVIII
3.	Fédération danubienne et Petite-Entente	LXXVIII
4.	Pacte à Quatre	LXXIX
XI.	La Suisse et les fascismes	LXXIX
XII.	Tensions et troubles intérieurs	LXXIX

V. TABLE MÉTHODIQUE DES DOCUMENTS

I. SOCIÉTÉ DES NATIONS

Nº	Date – Nature du document	Provenance – Destinataire	Objet
1. Conférence pour la réduction et la limitation des armements			
34	23.8.1930 L	DMF (Minger) au DPF (Motta)	Le DMF suggère de s'opposer à la convocation trop hâtive de la Conférence du désarmement.
99	11.9.1931 PVCF	Conseil fédéral	Motta propose d'appuyer la trêve des armements projetée par les pays scandinaves. Inquiétude du DMF au sujet de la publication du budget militaire suisse.
101	25.9.1931 L	DPF (Motta) au DMF (Minger)	Motta pense, à l'opposé du DMF, que l'armée suisse est concernée par le projet de convention sur le désarmement. La Suisse répond avec retard à l'enquête sur l'état des armements.
105	3.10.1931 L	DMF (Roost) au DMF (Minger)	L'expert du DMF pour la SdN estime que l'armée de milice suisse ne devrait pas être incluse dans la convention sur le désarmement. Il s'oppose à la participation suisse à la trêve des armements et à la raison invoquée par DPF à propos du retard de la réponse suisse à l'enquête sur l'état des armements.
109	12.10.1931 L	DPF (Motta) au DMF (Minger)	Désaccord entre Motta et Minger sur la réponse à donner à la SdN sur l'état de l'armement suisse, sur l'inclusion de l'armée suisse dans la future convention du désarmement, sur la justification de la politique suisse en matière militaire.
132	29.12.1931 L	Zurich (Huber) au DPF (Motta)	Analyse du projet de convention. Position de la Suisse au sujet de la question du désarmement. Différentes attitudes que la Suisse peut adopter lors de la future Conférence du désarmement. Les accords internationaux et le désarmement.
133	30.12.1931 L	DMF (Roost) au DMF	Au sujet des instructions aux délégués de la Suisse à la Conférence du désarmement, l'Etat-major souhaite mettre l'accent sur la question de l'armée de milice, la diminution de la durée du service militaire, l'échange de renseignements et la prohibition de la guerre chimique.
139	19.1.1932 N	DMF (Etat-major général)	Instructions de l'Etat-major aux délégués de la Suisse à la Conférence du désarmement.
142	26.1.1932 L	Berne (Huber) au DPF (Motta)	Remarques de Huber sur les instructions aux délégués de la Suisse à la Conférence du désarmement.

Nº	Date – Nature du document	Provenance – Destinataire	Objet
143	28.1.1932 Proposition	DPF (Motta) au Conseil fédéral	Instructions à la délégation suisse à la Conférence du désarmement présentées par Motta et adoptées par le Conseil fédéral.
222	19.12.1932 L	DPF (Gorgé) à Martin (Rédacteur au Journal de Genève)	L'activité de la délégation suisse à la Conférence du désarmement depuis son ouverture le 2 février 1932.
A	15.6.1932 Proposition	Genève	Mémoire présenté par la délégation suisse à la Conférence du désarmement proposant un régime spécial pour les armées de milice.
261	21.4.1933 L	DPF (de Stoutz) aux Légations de Suisse	Analyse du déroulement de la Conférence du désarmement, des initiatives prises par la délégation suisse et du travail effectué dans les différentes commissions.
345	23.10.1933 PVCF	Conseil fédéral	Instructions sur l'attitude à adopter par la délégation suisse après le départ de l'Allemagne de la Conférence du désarmement.
<i>Cf. aussi</i>			
II/1.7. Allemagne, n° 341. II/11.4. France, n°s 155 et 191. II/12.3. Grande-Bretagne, n°s 213 et 279.			
<i>Pour le commerce des armes, cf.</i>			
II/6.5. Chine. II/10.2. Ethiopie. II/17.1. Perse.			
2. Trêve des armements			
<i>Cf. I/1. Conférence pour la réduction et la limitation des armements, n°s 99 et 105.</i>			
3. Union européenne			
29	16.7.1930 L	DEP (Schulthess) au DPF (Motta)	La France propose l'organisation d'un régime d'union fédérale européenne – Schulthess pense que la Suisse ne doit pas refuser sa participation à la discussion.
54	5.1.1931 L	DEP (Minger) au DPF (Motta)	Instructions du DEP en vue de la réunion de la Commission d'étude pour l'Union européenne.

Nº	Date – Nature du document	Provenance – Destinataire	Objet
77	17.4.1931 PVCF	Conseil fédéral	La Suisse décide de participer à l'action de crédit en faveur de l'agriculture des pays d'Europe orientale. Création d'une Banque agraire internationale ayant éventuellement son siège à Zurich.
80	18.5.1931 No	DEP	Le point de vue suisse sur les questions économiques soulevées par la Commission d'étude pour l'Union européenne.
82	1.6.1931 PVCF	Conseil fédéral	Délibérations de la Commission d'étude pour l'Union européenne – Genève: siège de la Banque agraire internationale; l'union douanière austro-allemande; participation d'une délégation russe.
196	1.10.1932 Proposition	DEP (Schulthess)	Rapport sur la Conférence de Stresa – point de vue de la Suisse sur la question de l'aide économique et financière aux pays d'Europe orientale; la question du blé; le point de vue de la Suisse sur les questions financières et monétaires.

Cf. aussi

II / 11.4. France, n° 31.

4. Conférence de Genève pour une action économique concertée

5	18.2.1930 PVCF	Conseil fédéral	Conférence pour la conclusion d'une trêve douanière – examen des questions soulevées par l'adhésion de la Suisse. Instructions à la délégation suisse. Divergences entre Schulthess et Musy.
39	9.10.1930 PVCF	Conseil fédéral	Action économique de la SdN – proposition de la Suisse concernant la surproduction agricole et les débouchés pour les produits agricoles; le marché des produits industriels; l'aide aux pays d'Europe orientale; les échanges économiques entre pays agricoles et industriels.
66	16.3.1931 PVCF	Conseil fédéral	La ratification de la convention commerciale internationale du 24.3.1930 par les pays signataires a pris du retard – instructions aux délégués suisses à la conférence des pays signataires.

Cf. aussi

II / 12.1. Grande-Bretagne, n° 57.

5. Problèmes politiques

5.1. Emprunt international en faveur de l'Autriche

Cf. II / 2.3. Autriche.

5.2. La Suisse et le conflit sino-japonais

Cf. II / 6.5. Chine, n° 111; 6.6. et 6.7. n°s 130 et 197.

5.3. Retrait de l'Allemagne de la SdN

Cf. I / 1. Conférence pour la réduction des armements n° 345.
II / 1.7. Allemagne, n°s 341 et 357.

5.4. L'Italie et la SdN

Cf. II / 12.3. Grande-Bretagne, n° 368.
II / 15.6. Italie, n° 358.

5.5 Visa de journalistes étrangers auprès de la SdN

Cf. II / 23.2. URSS.

6. Questions culturelles

6.1. Les persécutions religieuses en URSS

Cf. II / 12.3. Grande-Bretagne, n° 4.
II / 23.2. URSS.

6.2. Exposition internationale des arts populaires

Cf. II / 23.3. URSS.

II. RELATIONS BILATÉRALES

N°	Date – Nature du document	Provenance – Destinataire	Objet
----	---------------------------	---------------------------	-------

1. Allemagne

1.1. Relations commerciales

58	24.1.1931 L	DEP (Stucki) à Berlin (Rüfenacht)	L'excédent des importations allemandes en Suisse est trop élevé. Une révision du traité de commerce est à envisager.
----	----------------	---	--

Nº	Date – Nature du document	Provenance – Destinataire	Objet
104	2.10.1931 PVCF	Conseil fédéral	Le Conseil fédéral désire une révision du traité de commerce germano-suisse. Il fait parvenir une note à cet effet par son représentant à Berlin.
A	Projet		Note présentée par la Légation de Suisse à Berlin à l'Office des Affaires étrangères du Reich.
112	29.10.1931 Communication	DEP (Schulthess) au Conseil fédéral	Le Gouvernement allemand refuse de limiter ses exportations vers la Suisse. Schulthess propose de dénoncer le traité de commerce germano-suisse.
A	N		Note de retour présentée par la Légation d'Allemagne à Berne au Chef du DEP, Schulthess.
113	30.10.1931 No	DEP (Stucki)	Notice de W. Stucki sur son entretien privé avec le principal négociateur allemand, cause du refus du Gouvernement allemand.
115	30.10.1931 L	Berlin (Rüfenacht) au DEP (Schulthess)	Entretien de Rüfenacht à Berlin à propos de l'incident survenu dans les négociations commerciales entre la Suisse et l'Allemagne.
A	30.10.1931 Communiqué	Conseil fédéral	Communiqué du Conseil fédéral concernant les négociations économiques très perturbées avec l'Allemagne.
116	31.10.1931 T	Berlin (v. Bülow) au DEP (Schulthess)	L'Allemagne souhaite de nouvelles négociations commerciales. Concession allemande.
119	7.11.1931 L	Berlin (Rüfenacht) au DPF (Motta)	Observations et impressions de Rüfenacht sur les négociations commerciales interrompues et la campagne de presse déclenchée à ce propos en Allemagne.
122	19.11.1931 L	Brugg (Union suisse des paysans) au DEP (Schulthess)	Constatation de l'Union suisse des paysans: la révision prévue du traité de commerce germano-suisse profitera avant tout à l'industrie et l'artisanat.
126	2.12.1931 L	DEP (Stucki) à la Délégation suisse pour les négociations commerciales avec l'Allemagne	Stucki va négocier directement à Berlin et veut connaître l'opinion des membres de la délégation suisse pour les négociations commerciales avec l'Allemagne.
128	14.12.1931 L	DEP (Stucki) à Berlin (Rüfenacht)	Le Conseil fédéral décide de dénoncer le traité de commerce avec l'Allemagne.

Nº	Date – Nature du document	Provenance – Destinataire	Objet
A I	14.12.1931 PVCF	Conseil fédéral	Les raisons de la rupture des négociations commerciales et de la dénonciation du traité de commerce avec l'Allemagne.
A II	N		Projet de note de dénonciation du traité de commerce avec l'Allemagne.
135	11.1.1932 No	DEP (Schulthess)	La Suisse se déclare prête à accorder la clause de la nation la plus favorisée à l'Allemagne sans renoncer au contingentement de certaines marchandises.
144	29.1. 1932 No	DEP (Schulthess)	Contingentement de certaines marchandises importées depuis l'Allemagne – une nécessité pour la Suisse.
146	10.2.1932 No	Berlin (Légation de Suisse)	Vive émotion en Allemagne à propos du contingentement de marchandises allemandes.
174	10.6.1932 PVCF	Conseil fédéral	Les exportations suisses en Allemagne et le tourisme allemand en Suisse subissent des pertes intolérables dues à la politique de devises très rigoureuse de l'Allemagne.
178	29.6.1932 PVCF	Conseil fédéral	Pour ne pas nuire au tourisme en Suisse, le Conseil fédéral consent à un accord commercial de 3 mois.
A			Texte de l'accord commercial germano-suisse conclu le 29.6.1932.
186	25.7.1932 R	Zurich (Vorort de l'Union suisse du commerce et de l'industrie) à ses sections	Information sur l'accord commercial conclu avec l'Allemagne facilitant le paiement des exportations suisses.
206	4.11.1932 L	Brugg (Union suisse des paysans) au DEP (Stucki)	Vif mécontentement de l'Union suisse des paysans à propos de la quantité de fromage suisse que l'Allemagne accepte d'importer.
207	5.11.1932 Proposition	DEP (Schulthess) au Conseil fédéral	Récapitulation des négociations commerciales germano-suisse et proposition d'un nouvel accord avec le Reich.
258	6.4.1933 L	Berlin (Dinichert) au DEP (Stucki)	Introduction du visa de sortie pour les citoyens allemands: décision qui concerne les affaires internes de l'Allemagne et ne touche en rien la Suisse.
A	7.4.1933 L	Berlin (Dinichert) au DPF (Motta)	Protestations de Dinichert contre les instructions intempestives lui parvenant des différents départements fédéraux.

Nº	Date – Nature du document	Provenance – Destinataire	Objet
271	17.5.1933 L	Berlin (Wetter) au DEP (Schulthess)	L'Allemagne envisagerait de décréter un moratoire des transferts, dans ce cas la Suisse se sentirait libre de ses engagements commerciaux envers elle.
276	24.5.1933 L	Brugg (Union suisse des paysans) au DEP (Stucki)	Rapport sur les négociations avec l'Allemagne concernant le contingentement des fromages suisses.
296	30.6.1933 L	Berlin (Dinichert) au DPF (Motta)	Lors d'un entretien avec le Ministre des Affaires étrangères, Dinichert se déclare préoccupé de la détérioration des relations économiques germano-suisses due à l'introduction par le Reich d'un visa de sortie.
A	N	Berlin (Dinichert)	Note verbale adressée à l'Office des Affaires étrangères du Reich traduisant l'inquiétude de la Suisse à propos de la restriction du trafic des voyageurs vers l'étranger.
326	4.9.1933 L	Berlin (Dinichert) au DEP (Stucki)	Dinichert commente la réponse que l'Allemagne fait à la Suisse, suite à une note exprimant les difficultés grandissantes dans les relations économiques avec l'Allemagne.
334	22.9.1933 PVCF	Conseil fédéral	Rapport sur les négociations économiques avec l'Allemagne traitant des questions de transferts financiers, du trafic touristique et commercial. Discussion du Conseil fédéral.
362	27.11.1933 L	Berlin (Dinichert) au DEP (Stucki)	Campagne de presse en Allemagne contre la Suisse à propos des négociations économiques germano-suisses.
379	28.12.1933 No	DEP (Schulthess)	Le Conseil fédéral exige que l'Allemagne respecte le traité récemment conclu jusqu'à l'aboutissement de nouvelles négociations.

Cf. aussi

II/14.2. Hongrie, n° 124.

II/15.1. Italie, n° 98.

V/3. Conférence monétaire et économique de Londres, n° 286.

IV/1. Relations commerciales multilatérales, n° 162.

1.2. Relations financières

40	18.10.1930 L	Berlin (Rüfenacht) au DPF (Motta)	Les banques suisses décident, sans concertation, de ne participer que conditionnellement à l'emprunt extérieur allemand. Vif mécontentement du Gouvernement allemand.
----	-----------------	---	---

Nº	Date - Nature du document	Provenance - Destinataire	Objet
42	22.10.1930 L	DPF à Berlin (Rüfenacht)	Le Conseil fédéral désapprouve la démarche singulière des banques suisses, mais déclare ne pas pouvoir intervenir dans la politique de crédit des banques.
A I	22.10.1930 L	DPF à Zurich (Directoire de la Banque nationale)	Le Conseil fédéral s'étonne que les banques se permettent d'attacher des conditions de portée politique à leur participation à un emprunt international, sans même le consulter.
A II	27.2.1932		Convention entre la Banque nationale et les banques du 27.2.1932.
44	27.10.1930 L	Zurich (Directoire de la Banque nationale) au DPF (Motta)	Raisons du refus des banques suisses de participer à l'emprunt extérieur allemand.
93	24.7.1931 L	Zurich (Directoire de la Banque nationale) à Berlin (Président de la Reichsbank)	Pour combattre la fuite des capitaux, le Gouvernement allemand veut connaître les avoirs allemands à l'étranger. Bachmann demande une exemption pour les Suisses résidant en Allemagne.
A	31.7.1931 L	Zurich (Directoire de la Banque nationale) au DPF	Des facilités seront accordées par la Reichsbank aux étrangers résidant en Allemagne pour leurs avoirs à l'étranger.
94	11.8.1931 L	Zurich (Directoire de la Banque nationale) au DPF	La situation financière de l'Allemagne s'aggrave toujours, vu les paiements en or qu'elle doit effectuer – situation que les banques suisses ont contribué à créer.
117	31.10.1931 L	Berlin (Office des Affaires étrangères) à la Légation de Suisse	La dette extérieure à court terme de l'Allemagne envers la Suisse se révèle beaucoup plus élevée que les estimations de la Banque nationale.
A	26.11.1931		Liste détaillée des créances suisses à court terme.
168	25.5.1932 PVCF	Conseil fédéral	Le Conseil fédéral décide de proposer la création d'un institut financier destiné à soutenir les établissements bancaires en difficulté en raison du gel des avoirs suisses à l'étranger.
267	8.5.1933 L	Zurich (Directoire de la Banque nationale) au DFD	Affaiblissement du franc suisse par la spéculation en Suisse et à l'étranger. Crainte d'un moratoire des paiements allemands.
277	24.5.1933 L	DPF (Motta) à Berlin (Dinichert)	La Reichsbank a invité les représentants des créanciers suisses à une conférence. Motta craint un moratoire des transferts allemands. Délégation suisse composée de représentants des milieux bancaires.

Nº	Date – Nature du document	Provenance – Destinataire	Objet
283	7.6.1933 PV	Association suisse des banquiers	Rapport sur la conférence financière à Berlin.
289	15.6.1933 PV	Londres	Echange de vues entre la délégation suisse à la conférence de Londres et les participants suisses aux négociations relatives au moratoire allemand.
295	29.6.1933 PV	Berne	Incertitude sur les mesures financières allemandes.
297	4.7.1933 PVCF	Conseil fédéral	Le moratoire des transferts allemands est en vigueur – les pires prévisions se sont avérées exactes. La Suisse décide de protester.
A	5.7.1933 N	Légation de Suisse à Berlin à l'Office des Affaires étrangères du Reich	Note de protestation exigeant que tous les droits des créanciers suisses soient maintenus.
299	12.7.1933 L	Zurich (Vorort de l'Union suisse du commerce et de l'industrie) au DEP	Le Vorort n'approuve pas le règlement financier intervenu avec l'Allemagne dans le cadre du moratoire des transferts.
308	25.7.1933 R	DPF aux Légations de Suisse	Informations sur les modalités de paiement en vigueur entre l'Allemagne et la Suisse depuis l'introduction du moratoire des transferts.
314	11.8.1933 L	DPF (de Stoutz) au DEP	La Suisse décide d'exercer des pressions sur l'Allemagne afin d'obtenir un traitement préférentiel pour les créanciers suisses.
328	7.9.1933 L	DEP (Stucki) à Berlin (Dinichert)	Tentative de nouvelles négociations financières avec l'Allemagne avant d'envisager des mesures de rétorsion.
329	8.9.1933 L	Berlin (Dinichert) au DPF (Motta)	Le Ministre de Suisse pense qu'un meilleur arrangement dans le cadre du moratoire allemand des transferts pourra être obtenu par voie de négociations.
339	6.10.1933 PVCF	Conseil fédéral	Le DEP se déclare satisfait du résultat des négociations avec l'Allemagne concernant le moratoire des transferts. De nouvelles négociations sont envisagées afin de régler les questions restées en suspens.
A I	7.10.1933 Protocole	Berne	Texte de l'accord conclu entre la Suisse et l'Allemagne sur l'exécution du moratoire allemand des transferts.
A II	7.10.1933 N	DEP (Schulthess) à Berne (Légation d'Allemagne)	En ce qui concerne l'accord sur l'exécution du moratoire allemand des transferts, la Suisse refuse tout engagement ultérieur à la date convenue.

Nº	Date – Nature du document	Provenance – Destinataire	Objet
371	14.12.1933 PVCF	Conseil fédéral	Discours de Schacht sur les difficultés faites à l'Allemagne par l'étranger et sur l'éventuelle introduction du système de clearing par la Suisse. Réaction du Conseil fédéral.
373	18.12.1933 L	La Haye (de Pury) au DEP	Prorogation éventuelle du moratoire allemand des transferts; accords spéciaux intervenus entre la Reichsbank et les créanciers suisses et hollandais: réactions du Gouvernement hollandais.
A	7.12.1933 L	Bâle (Association suisse des banquiers) à ses membres	Rapport sur les négociations relatives aux transferts entre l'Allemagne et les pays créanciers à propos de la prorogation du moratoire des transferts. Attaques des USA et de la GB contre l'arrangement spécial entre l'Allemagne, la Suisse et la Hollande.

Cf. aussi

V/3. Conférence monétaire et économique de Londres, n°s 272 et 286.

1.3. Questions de travail

244	10.3.1933 L	DJP (Haeberlin) à Berlin (Dinichert)	Promulgation d'une nouvelle loi sur les étrangers en Allemagne. La Suisse désire l'ouverture de négociations sur la base des traités existants.
282	6.6.1933 PVCF	Conseil fédéral	Conclusion d'un accord le 4.5.1933 avec l'Allemagne concernant l'établissement et le travail des ressortissants des deux pays.
A	4.5.1933	Berlin	Annexe au protocole du 4.5.1933: Questions relatives au marché du travail et à la police des étrangers; allocations de crise aux ressortissants des deux pays.
312	4.8.1933 L	DJP (Rothmund) à Berlin (Frölicher)	Inquiétude de Rothmund à propos des difficultés que les Suisses continuent de rencontrer en Allemagne.

1.4. Réfugiés

253	24.3.1933 L	Berlin (Dinichert) au DJP (Haeberlin)	Face à la demande accrue de visas pour la Suisse de juifs et d'apatrides résidant en Allemagne, Dinichert conseille d'exercer un contrôle plus sévère sur les réfugiés pénétrant en Suisse.
-----	----------------	---	---

N°	Date – Nature du document	Provenance – Destinataire	Objet
255	29.3.1933 CR	DJP	Compte-rendu d'une conversation entre Haeberlin et une délégation du Parti socialiste suisse concernant l'accueil en Suisse des réfugiés politiques allemands.
256	31.3.1933 PVCF	Conseil fédéral	Le DJP propose d'accorder une autorisation de séjour provisoire aux réfugiés juifs et recommande aux cantons d'expulser du territoire suisse tout contrevenant au règlement sur la police des étrangers.
A		DJP	Circulaire du Département de Justice et Police aux Directions de police des cantons, ainsi qu'aux Légations et Consulats de Suisse en Europe. Contrôle de l'entrée en Suisse des Israélites.
257	4.4.1933 AM	DJP (Rothmund)	Définition du réfugié politique correspondant aux critères suisses. Manière d'entrer en Suisse du réfugié qui se présente à la frontière.
A	20.4.1933	DJP	Circulaire du Département de Justice et Police aux gouvernements des cantons concernant le traitement des réfugiés politiques.
365	1.12.1933 PVCF	Conseil fédéral	En acceptant de participer aux travaux du Haut-Commissariat pour les réfugiés d'Allemagne, le Conseil fédéral justifie la restriction qu'il impose au nombre de réfugiés provenant de ce pays.

1.5. Affaires de presse

252	22.3.1933 L	DPF (Motta) au DJP (Haeberlin)	Motifs d'intervention contre la presse qui s'attaque à Hitler et à d'autres hommes d'Etat.
313	11.8.1933 L	DPF (Motta) au DJP (Haeberlin)	Des mesures plus sévères sont envisagées contre les journaux suisses qui attaquent des hommes d'Etat étrangers.
319	18.8.1933 L	DPF (Motta) à Berlin (Frölicher)	Motta soutient la presse suisse qui s'élève contre les visées pangermanistes.
330	8.9.1933 PVCF	Conseil fédéral	Le Conseil fédéral discute de l'interdiction de la Neue Zürcher Zeitung en Allemagne.
333	12.9.1933 L	Berlin (Dinichert) au DPF (Motta)	Entretien de Dinichert avec von Neurath à propos de l'interdiction de journaux suisses en Allemagne.
356	15.11.1933 L	DPF (Motta) à Berlin (Dinichert)	L'interdiction en Allemagne de la Neue Zürcher Zeitung est levée. Il s'agit d'obtenir la même chose pour les autres journaux.

Nº	Date – Nature du document	Provenance – Destinataire	Objet
359	22.11.1933 L	DPF (Motta) au DJP (Haeberlin)	Mesures éventuelles contre les journaux qui persistent à injurier des gouvernements étrangers.
A	24.11.1933 PVCF	Conseil fédéral	Rapport sur la question de la presse suisse en Allemagne.
363	28.11.1933 L	L'Association de la presse suisse au DPF (Motta)	L'Association de la presse suisse propose des mesures de retorsion contre l'interdiction de journaux suisses en Allemagne; elle offre sa collaboration afin d'éviter des excès de langage; elle s'oppose aux mesures d'urgence prises par le Conseil fédéral.

Cf. aussi

II / 1.7. Allemagne, n° 336.

1.6. Activités politiques des Suisses en Allemagne et des Allemands en Suisse

240	1.3.1933 L	DPF (Motta) au DJP (Haeberlin)	Limitation imposée aux Allemands dans leurs activités politiques en faveur du IIIe Reich sur sol suisse.
245	10.3.1933 L	Berlin (Dinichert) au DPF (Motta)	Entretiens de Dinichert avec le Secrétaire d'Etat sur la question de la sécurité des citoyens suisses en Allemagne.
260	20.4.1933 L	DPF (de Stoutz) à Berlin (Dinichert)	Insistance de la Suisse auprès de l'Allemagne sur l'égalité des droits entre les Suisses quelle que soit leur race, langue ou religion.
305	20.7.1933 L	DPF (Motta) à Berlin (Frölicher)	Les services diplomatiques et consulaires ne sont pas à disposition des ressortissants suisses qui ont des activités communistes. Les autorités allemandes sont priées d'aviser les représentants suisses lors de l'arrestation d'un citoyen suisse.
310	31.7.1933 L	DPF (Motta) à Berlin (Frölicher)	L'adhésion des Suisses résidant en Allemagne aux organisations professionnelles et politiques national-socialistes.

Cf. aussi

II / 1.7. Allemagne, n° 336.

Nº	Date – Nature du document	Provenance – Destinataire	Objet
1.7. Questions politiques générales			
36	29.9.1930 RP	Berlin (Rüfenacht) au DPF (Motta)	Grande victoire national-socialiste lors des élections au Reichstag le 14.9.1930. L'avenir politique du parti national-socialiste. Réaction de la presse du centre.
59	2.2.1931 RP	Berlin (Frölicher) au DPF (Motta)	Observations sur l'activité et la personne de Goebbels. Participation éventuelle des nationaux-socialistes au gouvernement du Reich. Danger pour la démocratie. La volonté de résistance contre l'emprise anti-démocratique. La situation du Gouvernement Brüning et sa politique étrangère.
84	20.6.1931 RP	Berlin (Rüfenacht) au DPF (Motta)	L'Allemagne ne supporte plus le poids du paiement des réparations. Il faut trouver une solution internationale afin de soulager le Reich pour parer au danger national-socialiste ou communiste.
198	7.10.1932 RP	Berlin (Frölicher) au DPF (Motta)	Le Chargé d'affaires suisse à Berlin assiste aux manœuvres de la Reichswehr. Constatation d'un déploiement d'armes et de formations de troupes proscrites. Comparaison entre le système de milice suisse et un projet allemand.
211	22.11.1932 RP	Berlin (Dinichert) au DPF (Motta)	Démission de von Papen. Formation éventuelle d'un nouveau gouvernement – alliance des partis de droite et du Centre avec les nationaux-socialistes. La position de von Schleicher. Dinichert est reçu par von Papen.
241	2.3.1933 RP	Berlin (Dinichert) au DPF (Motta)	L'incendie du Reichstag. Entretiens de Dinichert avec des membres du Gouvernement allemand. Les élections au Reichstag du 5.3.1933. Le national-socialisme, rempart contre le communisme. La position internationale d'un gouvernement national-socialiste.
327	5.9.1933 L	Berlin (Dinichert) au DPF (Motta)	Invitation du Ministre de Suisse au congrès du parti à Nuremberg – ses impressions lors de la manifestation.
336	27.9.1933 Discours	DPF (Motta) au Conseil national	Entretien de Motta avec Goebbels et von Neurath concernant les incidents de frontière, les mauvais traitements subis par des Suisses en Allemagne, la question de la presse et le pangermanisme.
341	14.10.1933 L	DPF (Motta) à Berlin (Dinichert)	Lettre personnelle de Motta: Les impressions de Motta sur la situation de l'Allemagne à la SdN. Le départ de l'Allemagne de la Conférence du désarmement. La neutralité de la Suisse.

Nº	Date – Nature du document	Provenance – Destinataire	Objet
357	17.11.1933 RP	Berlin (Dinichert) au DPF (Motta)	Elections au Reichstag et plébiscite sur le retrait de l'Allemagne de la SdN. La confiance absolue témoignée à Hitler par le peuple allemand. Spéculation sur le remplacement de von Neurath par Rudolf Hess. Tensions entre Goering et Goebbels. La politique extérieure du Reich.
376	22.12.1933 L	Berlin (Dinichert) au DPF (Motta)	Lettre personnelle de Dinichert: Affirmation de la politique de neutralité de la Suisse. Expression d'un certain désarroi face à la situation en Allemagne. Visite du Nonce. Fermeté de Dinichert devant les autorités allemandes. Le lien entre relations commerciales et relations financières dans les négociations économiques avec l'Allemagne.

Cf. aussi

II / 12.3. Grande-Bretagne, n° 86.

2. Autriche

2.1. Relations commerciales

107	9.10.1931 L	Brugg (Union suisse des paysans) au DEP	L'Union suisse des paysans se déclare opposée à une ouverture prochaine de négociations avec l'Autriche en vue d'une révision du traité de commerce du 6.1.1926.
108	10.10.1931 T	DEP (Stucki) à Vienne (Légation de Suisse)	Nouvelle réglementation des devises en Autriche. Conséquence pour le traité de commerce austro-suisse.
118	31.10.1931 L	DEP (Stucki) à Vienne (Jaeger)	Plaintes des exportateurs suisses à cause du manque de devises en Autriche. Des mesures de rétorsion seront prises, si une réglementation prochaine n'est pas en vue.
120	17.11.1931 L	DEP (Schulthess) à Vienne (Jaeger)	Vu la situation confuse en Autriche, la Suisse veut réduire le délai de dénonciation de l'accord commercial de trois mois à un mois, sinon elle dénonce immédiatement le traité.
140	20.1.1932 Proposition	DEP (Schulthess) au Conseil fédéral	Réduction du délai de dénonciation de l'accord commercial avec l'Autriche. Contingentement de l'importation du bois.
176	27.6.1932 L	Brugg (Union suisse des paysans) au DEP	Dénonciation de l'accord commercial avec l'Autriche: l'Union suisse des paysans considère le moment mal choisi.

Nº	Date – Nature du document	Provenance – Destinataire	Objet
180	4.7.1932 L	Zurich (Vorort de l'Union suisse du commerce et de l'industrie) au DEP	Dénonciation de l'accord commercial avec l'Autriche: Le Vorort n'en voit aucune nécessité, ni économique, ni psychologique, ni pratique et conseille d'attendre l'occasion d'une révision partielle de l'accord.

Cf. IV / 1. Relations commerciales multilatérales, n° 162.

2.2. Clearing

125	1.12.1931 PVCF	Conseil fédéral	Négociations avec l'Autriche en vue d'un accord de compensation. Malgré de graves objections, le Conseil fédéral accepte l'accord proposé par Vienne en exigeant quelques modifications.
136	11.1.1932 Proposition	DEP (Schulthess) au Conseil fédéral	Schulthess propose au Conseil fédéral de prendre des mesures d'urgence contre les importateurs suisses, afin de les empêcher de contrevir aux dispositions dictées par l'accord de compensation avec l'Autriche.
A	3.2.1932 L	DEP (Schulthess) au DJP (Haeberlin)	L'Association suisse des banquiers s'oppose à l'art. 8 de l'arrêté du 14.1.1932. Demande que les banques n'y soient pas soumises. Schulthess remarque qu'il s'agit d'un manquement à l'autorité de l'Etat.
138	13.1.1932 L	Zurich (Vorort de l'Union suisse du commerce et de l'industrie) au DEP (Schulthess)	Les importateurs suisses de marchandises autrichiennes ne versent pas leurs paiements à la Banque nationale. Le Vorort insiste pour que le Conseil fédéral prenne un arrêté à cet effet.
159	15.4.1932 L	Banque nationale (Bachmann) au DEP (Schulthess)	La Suisse conclut un accord de clearing additionnel avec l'Autriche. Liquidation du solde de clearing en faveur de la Suisse à la Banque nationale autrichienne. Négociations avec la Hongrie en vue d'un nouvel accord de clearing.
187	15.8.1932 L	Bâle (Association suisse des banquiers) au Président de la Confédération et au Conseil fédéral	Protestation de l'Association suisse des banquiers constatant que les intérêts des banques ne sont pas suffisamment pris en considération lors des négociations des accords de clearing; elle désire envoyer un représentant aux prochaines négociations.
203	28.10.1932 L	DEP (Schulthess) à l'Association suisse des banquiers	Le DEP veut avant tout protéger l'exportation suisse dans les accords de clearing vu la situation préoccupante de l'industrie suisse.

N°	Date – Nature du document	Provenance – Destinataire	Objet
224	29.12.1932 L	DPF (Motta) à la Banque nationale	Le DPF a sous sa protection la totalité des biens suisses à l'étranger. Sa participation à la commission des clearings lui semble indispensable.
234	26.1.1933 L	Bâle (Association suisse des banquiers) au DPF (Motta)	L'Association suisse des banquiers qui n'est plus représentée à la commission des clearings pense défendre les intérêts financiers globaux de la Suisse. Elle demande à y participer à nouveau au même titre que le Vorort.
250	17.3.1933 PVCF	Conseil fédéral	Le Conseil fédéral décide de modifier l'accord de liquidation du solde provenant des opérations de clearing avec l'Autriche, en employant la totalité des versements faits à la Banque nationale au règlement de ce solde.
259	7.4.1933	DEP (Hotz) au Vorort de l'Union suisse du commerce et de l'industrie	La majorité des exportateurs suisses ne désire pas renouveler l'accord de clearing avec l'Autriche. Le DEP, vu que le Vorort s'y oppose également, renonce à conclure un nouvel accord.

Cf. aussi

II / 14.2. Hongrie, n° 124.

2.3. Emprunt international

172	8.6.1932 PVCF	Conseil fédéral	Musy, président de la Commission d'experts de la SdN sur l'aide à accorder à l'Autriche, interroge ses collègues pour savoir dans quelle mesure la Suisse doit participer à l'action de secours envisagée.
190	2.9.1932 L	Zurich (Vorort de l'Union suisse du commerce et de l'industrie) au DFD (Musy)	Le Vorort demande que la Suisse ne souscrive qu'à certaines conditions à l'emprunt international autrichien: satisfaction financière des souscripteurs et créanciers suisses; exigences encore à déterminer pour l'exportation suisse.
201	19.10.1932 L	Banque nationale (Bachmann) au DEP (Schulthess)	Du point de vue de Bachmann, la participation suisse à l'emprunt international autrichien n'a pas d'utilité financière et économique et ne peut se justifier que politiquement.

Nº	Date – Nature du document	Provenance – Destinataire	Objet
209	7.11.1932 L	DPF (Motta) au DEP (Schulthess)	Le Crédit Suisse s'adresse au DPF afin de s'assurer que la tranche suisse de l'emprunt international autrichien servira à l'extinction des créances suisses. Cette opinion est partagée par le DEP qui a prié le ministre de Suisse à Vienne d'en faire part au gouvernement autrichien, sans avoir averti le DPF. Différends entre DPF et DEP.
211	15.11.1932 L	DPF (de Stoutz) à Vienne (Jäger)	Démarche de l'Ambassadeur de France, des Ministres de Grande-Bretagne et Autriche au sujet de la participation de la Suisse à l'aide en faveur de l'Autriche. Plusieurs Etats attendent la décision suisse pour se prononcer.
232	26.1.1932 PVCF	Conseil fédéral	Discussion au sein du Conseil fédéral pour fixer le montant de la participation à l'emprunt international autrichien. L'accord ne sera ratifié qu'à la condition que l'arrangement sur la broderie se réalise.

2.4. Accord austro-suisse sur l'industrie de la broderie dans le Vorarlberg

202	27.10.1932 L	DEP (Schulthess) au DPF (Motta)	Schulthess pose comme condition à la participation de la Suisse à l'emprunt autrichien, l'ouverture de négociations en vue d'un accord sur la broderie.
228	18.1.1933 Proposition	DEP (Schulthess) au Conseil fédéral	Le DEP propose: – Continuer à subventionner les exportateurs qui renoncent à sous-traiter la broderie au Vorarlberg. – Arrêter les négociations officieuses pour engager des négociations officielles. – Exiger qu'une partie de la tranche suisse de l'emprunt international autrichien soit employée à la destruction de métiers à broder.

2.5. Questions politiques générales

35	Début septembre 1930 RP	Vienne (Jenny) au DPF (Motta)	Agitation des mouvements révisionniste et monarchiste à Vienne. Répercussions internationales.
71	1.4.1931 L	DEP (Schulthess) à Paris (Légation de Suisse)	Union douanière austro-allemande: La Suisse ne souhaite aucun rapprochement entre l'Autriche et l'Allemagne, ni douanier, ni politique.

Cf. aussi

II / 11.4. France, n° 337.

N°	Date – Nature du document	Provenance – Destinataire	Objet
3. Belgique			
3.1. Relations commerciales			
<i>Cf. V/3. Conférence monétaire et économique de Londres, n° 286.</i>			
IV/1. Relations commerciales multilatérales.			
4. Bulgarie			
4.1. Relations commerciales			
<i>Cf. IV/1. Relations commerciales multilaterales, n° 162.</i>			
5. Chili			
5.1. Emprunts suisses et clearing			
100	12.9.1931 L	Zurich (Direction générale du Crédit Suisse) au DPF	Requête au DPF afin que la Suisse intervienne auprès du Gouvernement chilien à propos de sa décision de cesser le paiement de ses emprunts internationaux.
137	11.1.1932 L	DPF (Dinichert) à Buenos Aires (Légation de Suisse)	Demande d'intervention auprès du Gouvernement chilien afin que celui-ci renonce à l'ajournement du remboursement d'un crédit consenti par le Crédit Suisse.
A	31.12.1931 L		Le Crédit Suisse demande au DPF d'appuyer, par l'intermédiaire de ses services diplomatiques ou consulaires, la démarche de la Banque française et italienne pour l'Amérique du Sud auprès du Gouvernement chilien.
148	12.2.1932 L	DEP (Hotz) à Buenos Aires (Légation de Suisse)	Il est impossible de conclure un accord de clearing avec le Chili vu la nature des relations économiques et financières entre la Suisse et le Chili.
156	16.3.1932 L	Bâle (Association suisse des banquiers) au DPF	Demande d'intervention diplomatique auprès du Chili et du Pérou afin de protéger les créanciers suisses.
A			Tableau des intérêts suisses au Chili et au Pérou.
200	14.10.1932 L	DPF (de Stoutz) à Santiago du Chili (Consulat de Suisse)	Publication d'un décret par le Gouvernement chilien au sujet du règlement des emprunts chiliens. Satisfaction, mais doute sur l'efficacité vu la situation financière grave du Chili.

II. RELATIONS BILATÉRALES

N°	Date – Nature du document	Provenance – Destinataire	Objet
270	16.5.1933 L	DEP (Hotz) à Santiago du Chili (Consulat de Suisse)	Echec des négociations concernant la compensation entre les créances suisses gelées au Chili et un achat de salpêtre par la Suisse. Proposition d'un accord de clearing par le Chili excluant le commerce du cuivre et du salpêtre.
294	27.6.1933 L	Zurich (Office suisse d'expansion commerciale) au DEP	Vue l'attitude négative du Gouvernement chilien pour trouver une solution aux problèmes persistant entre la Suisse et le Chili, les exportateurs suisses souhaitent des négociations officielles.
311	2.8.1933 L	DEP (Hotz) à Buenos Aires (Légation de Suisse)	La Suisse souhaite conclure un accord de clearing avec le Chili en acceptant les conditions de celui-ci sous toute réserve.
A	31.8.1933 L	Buenos-Aires (Fumasoli) au DEP	Proposition de laisser le Consulat de Suisse à Santiago du Chili entreprendre les démarches en vue d'un accord de clearing.
335	25.9.1933 L	DEP (Hotz) à Buenos-Aires (Légation de Suisse)	Le DEP souhaite conclure un accord de clearing avec le Chili en deux parties: introduction d'une clause de réserve au sujet du cuivre et du salpêtre et un clearing général pour les autres produits.
352	4.11.1933 L	DEP (Stucki) à Bruxelles (Valdès Mendeville)	Les négociations avec le Chili concernant l'accord de clearing n'ont pas encore abouti. La Suisse désire une réponse définitive en vue d'une conclusion rapide.

5.2. Transformation du Consulat suisse à Santiago en Légation

248	13.3.1933 L	Buenos-Aires (Traversini) au DPF	Le Ministre de Suisse à Buenos-Aires souhaite la transformation du Consulat général de Santiago du Chili en Légation, afin d'améliorer les relations entre la Suisse et le Chili.
-----	----------------	--	---

6. Chine

6.1. Droits des ressortissants chinois en Suisse et traité de commerce

56	7.1.1931 N	DPF à Berne (Légation de Chine)	La Suisse assure à la Chine que les ressortissants chinois en Suisse jouissent des mêmes droits que les ressortissants suisses en Chine en vertu du traité d'amitié de 1918. La Suisse souhaite la conclusion d'un traité d'établissement et de commerce avec la Chine.
----	---------------	------------------------------------	---

II. RELATIONS BILATÉRALES

XLV

N°	Date – Nature du document	Provenance – Destinataire	Objet
6.2. Exterritorialité			
1	3.1.1930 L	Londres (Paravicini) au DPF (Motta)	Le Gouvernement de Nankin déclare abolies les prérogatives d'extritorialité – réactions en Grande-Bretagne. L'attitude du Gouvernement travailliste face à la Chine.
83	3.6.1931 L	DPF (Motta) à Shanghai (Consulat de Suisse)	Problèmes juridiques entraînés par la suppression des droits d'extritorialité en Chine. Des accords bilatéraux sont exigés par les Etats touchés par les mesures chinoises.
194	24.9.1932 R	DPF aux Légations de Suisse	Définition du statut de la Suisse en Chine par rapport au statut des «puissances capitulaires».
6.3. Cours consulaires étrangères			
12	28.3.1930 L	DPF (Motta) au DJP (Häberlin)	Signature d'un accord le 17.2.1930 relatif aux tribunaux chinois dans la concession internationale de Shanghai avec les six «puissances capitulaires». Conséquences pour la Suisse.
A			Effet majeur de l'accord – les assesseurs étrangers ne sont plus admis dans les causes civiles mixtes.
287	13.6.1933 L	DPF (Motta) au DJP (Häberlin)	Conséquences de l'accord du 17.2.1930 – les Suisses et autres étrangers choisissent des solutions extra-judiciaires vu les lenteurs de la justice chinoise.
6.4. Nomination du Consul suisse de Shanghai en qualité de Chargé d'affaires			
51	8.12.1930 L	Shanghai (Isler) au DPF	La majorité des missions diplomatiques en Chine refusent de résider à Nankin.
A	24.9.1932		Eventuel transfert du Consulat général d'Italie à Nankin.
141	26.1.1932 L	DPF (Motta) à Shanghai (Lardy)	Proposition d'un cumul des fonctions de Consul général à Shanghai et de Chargé d'affaires à Nankin.
161	22.4.1932 R	Shanghai (Lardy) au DPF (Motta)	Le Consul de Suisse à Shanghai analyse les pouvoirs diplomatiques d'un chargé d'affaires en Chine par rapport aux pouvoirs limités d'un consul.
231	24.1.1933 RP	Shanghai (Lardy) au DPF (Motta)	Le Chargé d'affaires suisse en Chine remet ses lettres de créance au Ministre des Affaires étrangères chinois. L'avance japonaise en Chine. Les relations de la Chine avec l'URSS.

Nº	Date – Nature du document	Provenance – Destinataire	Objet
6.5. Exportation d'armes			
23	12.6.1930 L	DPF (Dinichert) à Shanghai (Consulat de Suisse)	Note du Gouvernement chinois à propos de la réglementation douanière chinoise sur le commerce des armes.
75	14.4.1931 L	DPF (Dinichert) à Shanghai (Consulat de Suisse)	Mission du colonel divisionnaire Sonderegger en Chine pour le compte de sociétés suisses fabriquant des armes.
111	22.10.1931 L	Shanghai (Daeniker) au DPF	Les activités du colonel divisionnaire Sonderegger en Chine. La Suisse fournit des armes aux deux parties dans le conflit sino-japonais, sa neutralité est, par conséquent, préservée.
6.6. Conflit sino-japonais			
278	26.5.1933 R	DPF (de Stoutz) aux Légations de Suisse et au Consulat général de Suisse à Shanghai	Le conflit sino-japonais – rapport sur l'Assemblée de la SdN; la participation de la Suisse au Comité de rédaction de la SdN; l'embargo sur les armes; le régime de neutralité de la Suisse; la non-reconnaissance du Mandchoukouo.
6.7. Questions politiques générales			
130	19.12.1931 RP	Shanghai (Daeniker) au DPF	Rapport sur les luttes intestines en Chine face à l'invasion japonaise et à la démission de Tchang Kai-shek.
197	5.10.1932 RP	Shanghai (Lardy) au DPF	La reconnaissance du Mandchoukouo comme Etat indépendant par le Japon. La position du Gouvernement chinois devant l'invasion japonaise. La lutte contre les communistes. Entretiens avec des membres du Gouvernement chinois, les Ministres d'Italie et du Japon en Chine.
219	7.12.1932 RP	Shanghai (Lardy) au DPF	L'administration des provinces chinoises se trouvant sous contrôle communiste. Proclamation d'un gouvernement communiste. Les combats de l'armée communiste chinoise.
7. Danemark			
7.1. Relations commerciales			
<i>Cf. IV / 1. Relations commerciales multilatérales, n° 162.</i>			

Nº	Date – Nature du document	Provenance – Destinataire	Objet
8. Egypte			
8.1. Relations commerciales			
3	7.2.1930 PV	DEP	Discussion sur la situation des relations commerciales de la Suisse avec l'Egypte, la Turquie, la Roumanie et les Pays-Bas.
A	11.2.1930 L	Brugg (Union suisse des paysans) au DEP (Stucki)	Les milieux de l'agriculture suisse préconisent un traité sur la base de la clause de la nation la plus favorisée avec les pays relativement éloignés de la Suisse, et l'Egypte en particulier.
11	25.3.1930 L	Le Caire (Commission commerciale suisse) au DEP (Stucki)	Compte-rendu d'un entretien avec le Ministre des Affaires étrangères égyptien concernant la réduction réciproque des droits de douane sur certaines marchandises. L'Egypte propose un accord sur la base de la clause de la nation la plus favorisée.
15	1.5.1930 Proposition	DEP (Schulthess) au Conseil fédéral	Schulthess propose d'accepter l'échange de notes avec l'Egypte afin de consolider le régime de la nation la plus favorisée.
25	27.6.1930 L	Le Caire (Commission commerciale suisse) au DEP (Stucki)	La Suisse décide de réduire les droits d'entrée sur le coton. La Commission commerciale suisse estime que cela nuit aux négociations tarifaires avec l'Egypte.
8.2. Représentation diplomatique			
149	13.2.1932 R	DPF (Dinichert) aux Légations de Suisse	Rapport sur la situation des Suisses en Egypte. Désir de réouverture de négociations en vue de la conclusion d'un traité d'amitié avec l'Egypte.
273	19.5.1933 L	DPF (Motta) au DEP (Schulthess)	Le Vorort de l'Union suisse du commerce et de l'industrie souhaite une représentation officielle de la Suisse en Egypte. Approbation du DPF.
A	15.5.1933 L	Zurich (Vorort de l'Union suisse du commerce et de l'industrie) au DEP	Rapport présenté par les milieux de l'industrie et du commerce suisses sur l'urgence de créer une représentation officielle en Egypte.
332	11.9.1933 L	Ankara (Martin) au DPF (Motta)	La colonie suisse en Egypte tient aux priviléges capitulaires. Efforts de la Suisse pour obtenir la conclusion d'un traité d'amitié avec l'Egypte qui maintienne ces priviléges.

Nº	Date – Nature du document	Provenance – Destinataire	Objet
347	24.10.1933 L	DPF (Motta) à Istanbul (Martin)	Organisation d'une première rencontre avec les autorités égyptiennes afin de voir si la situation politique en Egypte s'avère propice à l'ouverture de négociations.
9. Etats-Unis			
9.1. Nouveau tarif douanier			
16	1.5.1930 PVCF	Conseil fédéral	Une hausse des tarifs douaniers américains entraînerait de grosses difficultés pour l'industrie d'exportation suisse. Conception des relations commerciales par les USA.
<i>Cf. aussi</i>			
V/3. Conférence monétaire et économique de Londres, n° 286.			
9.2. Emprunt suisse et abandon de l'étalon-or			
274	19.5.1933 L	DEP (de Stoutz) à Bâle (Association suisse des banquiers)	Abandon du régime de l'étalon-or par les USA. Offre du DPF de faire des réserves quant au paiement en dollars-papier des obligations contractées en dollars-or.
284	9.6.1933 PVCF	Conseil fédéral	Le Conseil fédéral décide de se tenir aux engagements pris sur la base du régime de l'étalon-or lors de l'émission en 1924 de l'emprunt suisse de 5½ %.
293	19.6.1933 L	DPF (de Stoutz) à Bâle (Association suisse des banquiers)	Le DPF insiste pour présenter ses réserves auprès des USA quant à l'abandon de l'étalon-or, malgré l'opinion de la Légation de Suisse à Washington.
307	24.7.1933 L	DPF (Motta) aux Légations de Suisse à Paris, Bruxelles et La Haye	Un comité international de défense contre la répudiation de l'étalon-or par les USA s'est constitué. Motta se demande s'il faut agir de concert avec celui-ci ou notifier par voie diplomatique les réserves de la Suisse.
309	28.7.1933 L	Bâle (Association suisse des banquiers) au DPF	Proposition de se pourvoir en justice, d'un commun accord avec la Belgique et la Hollande, contre le Danemark qui refuse de reconnaître la validité de la clause-or insérée dans ses contrats d'emprunts.
322	31.8.1933 L	Paris (Ruegger) au DPF (Motta)	Relation d'un entretien inofficiel – la France ne paraît pas vouloir s'associer à une action commune contre la nouvelle politique financière des USA.

II. RELATIONS BILATÉRALES

1L

N°	Date – Nature du document	Provenance – Destinataire	Objet
323	31.8.1933 L	DPF (Motta) au DJP (Häberlin)	Le DPF estime que l'emprunt suisse de 1924 est régi par le droit suisse et non américain, comme le pense le DFD.
324	1.9.1933 PVCF	Conseil fédéral	Le Conseil fédéral décide de payer le coupon de l'emprunt suisse de 1924 dû au 1.10.1933 au cours de l'or. Il ne prend pas d'engagement ultérieur.
340	14.10.1933 PV	DPF	Compte-rendu de la conférence sur l'étalon-or du 13.10.1933 avec la participation du DPF, du DFD, de la Banque nationale et de l'Association suisse des banquiers.
354	10.11.1933 L	DPF (Motta) à Bâle (Association suisse des banquiers)	Le DPF passe en revue tous les pays qui répudient la clause-or contenue dans leurs emprunts internationaux et constate que c'est la condamnation de la Grande-Bretagne ou de la Suède par la Cour internationale de La Haye pour non-respect des engagements pris qui profiterait le plus à la Suisse.
377	22.12.1933 L	DPF (Motta) à Londres (Légation de Suisse)	Le Ministre de Suisse à Londres est prié de demander au Gouvernement anglais s'il compte respecter la clause-or figurant dans le contrat de l'emprunt anglais de 1917.

Cf. aussi

IV / 3. Conférence monétaire et économique de Londres, n° 262.

10. Ethiopie 10.1. Traité d'amitié et de commerce			
50	25.11.1930 L	Hall au DPF	Tentative d'un particulier de créer des relations officielles entre la Suisse et l'Ethiopie.
78	1.5.1931 L	DPF (Dinichert) au DEP	Commentaire sur le projet de l'Ethiopie de conclure un traité d'amitié et d'établissement avec la Suisse.
79	8.5.1931 L	Paris (Dunant) au DPF (Motta)	Observations du Ministre de Grèce à Paris sur la situation générale en Ethiopie.
153	26.2.1932 No	Kappeler au DPF (Motta)	Inquiétude à propos de l'absence de réaction de la part de l'Ethiopie à l'acceptation par la Suisse du projet de traité de commerce et d'établissement.
166	10.5.1932 No	DPF	Etat des négociations et relations commerciales avec l'Ethiopie.

II. RELATIONS BILATÉRALES

Nº	Date – Nature du document	Provenance – Destinataire	Objet
265	29.4.1933 No	DPF	Les relations commerciales et financières avec l'Ethiopie se développent malgré le retard pris dans les négociations concernant le traité d'amitié et de commerce.
10.2. Exportation d'armes			
338	3.10.1933 L	Paris (Dunant) au DPF (Motta)	Demande du Gouvernement éthiopien de faire contrôler la livraison d'armes suisses destinée à l'Ethiopie par un représentant officiel suisse.
11. France			
11.1. Relations commerciales			
8	13.3.1930 L	DEP (Hotz) au DEP (Stucki)	La convention commerciale franco-suisse signée le 8.7.1929 n'est toujours pas ratifiée. Crainte d'une mise en rapport de ce retard avec l'affaire des zones.
96	1.9.1931 Proposition	DEP (Schulthess)	La France abaisse l'impôt sur le chiffre d'affaires de certains produits, mais ne réduit pas parallèlement la taxe à l'importation. Protestation suisse et menace de soumettre l'affaire à la décision d'un tribunal arbitral.
127	2.12.1931 L	DEP (Stucki) à Paris (Dunant)	Réponse à l'augmentation de la taxe française à l'importation et au contingentement de certaines marchandises. Deux moyens de pression: réduction des importations en Suisse des produits alsaciens et zoniens.
A	1.12.1931 N	Paris (Dunant) au DEP (Schulthess)	Projet de note à adresser au Gouvernement français au sujet du relèvement de la taxe à l'importation.
150	16.2.1932 L	Zurich (Vorort de l'Union suisse du commerce et de l'industrie) à ses sections	Le contingentement de certaines marchandises par la France est contraire à l'accord commercial franco-suisse. Appel aux sections du Vorort de ne pas négocier individuellement avec l'industrie française, mais de laisser le soin au Conseil fédéral de traiter avec la France.
152	24.2.1932 CR	Berne	Compte-rendu des entretiens franco-suisses relatifs au contingentement réciproque de certaines marchandises.
157	28.3.1932 No	DEP (Stucki)	La France désire reprendre sa liberté en matière tarifaire pour se protéger des importations allemandes. Crainte de la Suisse d'une augmentation des tarifs douaniers français.
163	27.4.1932 L	DEP (Schulthess) à Paris (Dunant)	Prochaines discussions à Paris à propos de la taxe à l'importation et des contingentements.

Nº	Date - Nature du document	Provenance - Destinataire	Objet
A I	29.3.1932 CR	DEP (Schulthess)	Entretien Schulthess-Tardieu les 23 et 24 mars sur les zones, la fédération danubienne, la taxe à l'importation.
A II	30.3.1932 PVCF	Conseil fédéral	Le Conseil fédéral approuve les positions prises par Schulthess dans ses conversations à Paris. La Suisse, la fédération danubienne et les zones.
165	4.5.1932 L	Paris (Dunant) au DEP (Schulthess)	Tardieu, lors d'un entretien avec Dunant, se déclare dans l'impossibilité d'abroger la taxe à l'importation.
171	N (28.5.1932)	Paris (Dunant)	Transmission à la France de l'arrêté du Conseil fédéral introduisant une taxe à l'importation sur certaines marchandises françaises.
173	9.6.1932 L	DEP (Stucki) à Paris (Dunant)	La conclusion rapide d'un accord franco-suisse réglant le contingentement de certaines marchandises est souhaité, afin de ne pas entraver les échanges commerciaux en cours.
177	27.6.1932 Proposition	DEP (Schulthess) au Conseil fédéral	Conclusion d'un accord avec la France réglant le contingentement des produits industriels. La Suisse ne souhaite pas de dispositions particulières pour les produits agricoles.
264	25.4.1933 PVCF	Conseil fédéral	Insistance de la France en vue d'obtenir la déconsolidation d'une série de droits de douane liés à l'arrangement commercial de 1928. Ouverture de négociations officieuses.
275	23.5.1933 PVCF	Conseil fédéral	La France expose les raisons pour lesquelles elle souhaite modifier l'arrangement commercial franco-suisse. Refus de la Suisse.
280	3.6.1933 N	DEP (Schulthess) à Berne (Ambassade de France)	Le Conseil fédéral prend note de la dénonciation de la convention de commerce franco-suisse de 1929 par la France.
292	18.6.1933 L	Paris (Dunant) au DPF (Motta)	La Suisse envisage une campagne publicitaire dans la presse française afin d'exposer son point de vue et d'améliorer son image.
320	28.8.1933 L	Zurich (Vorort de l'Union suisse du commerce et de l'industrie) à Paris (Chambre de commerce suisse)	Recommandation du Vorort d'attendre de nouvelles propositions françaises. Refus de participer financièrement à une campagne publicitaire en France. La convention de commerce de 1929 doit servir de base aux négociations futures.

Nº	Date – Nature du document	Provenance – Destinataire	Objet
360	24.11.1933 PVCF	Conseil fédéral	La Suisse et la France se trouvent dans l'impossibilité de conclure un nouvel accord commercial. La convention de commerce de 1929 dénoncée par la France est prorogée de deux mois.
366	1.12.1933 PVCF	Conseil fédéral	Le Gouvernement français émet de façon impérative deux réserves à la prorogation de la convention de 1929, ce que le Conseil fédéral accepte.

Cf. aussi

IV / 1. Relations commerciales multilatérales.

V/3. Conférence monétaire et économique de Londres, n° 286.

11.2. Relations financières			
243	9.3.1933 L	Zurich (Directoire de la Banque nationale) au DPF (Motta)	Face à la demande de deux banques suisses d'acheter des Bons du Trésor français, la Banque nationale émet un avis négatif. Les deux banques renoncent à l'achat.
11.3. Questions de travail			
169	25.5.1932 PVCF	Conseil fédéral	Conclusion d'un accord avec la France prévoyant une indemnité de chômage pour les ressortissants des deux pays. Echange de notes garantissant aux Suisses établis en France depuis un certain nombre d'années le non-retrait de leur autorisation de séjour en cas de chômage.
238	11.2.1933 L	DPF à Paris (Dunant)	La France envisage de limiter la main d'œuvre étrangère, en violation de l'art. 3 du traité d'établissement franco-suisse de 1882. Démarches suisses.
285	12.6.1933 L	DPF (Motta) à Paris (Dunant)	La France applique une politique de limitation de la main d'œuvre étrangère envers les Suisses. La Suisse insiste sur le principe de l'égalité de traitement des ressortissants des deux pays selon le traité d'établissement de 1882.
A	8.6.1933 L	Paris (Dunant) au DPF (Motta)	Licenciement de Suisses à Nice. Démarches infructueuses du Ministre de Suisse à Paris.

Nº	Date – Nature du document	Provenance – Destinataire	Objet
298	7.7.1933 PVCF	Conseil fédéral	La France refuse d'appliquer provisoirement l'accord sur les indemnités de chômage. Elle exige avant sa ratification par le parlement l'égalité de traitement au niveau cantonal et communal. Accord secret concernant la prolongation du permis de séjour en cas de chômage en Suisse et en France.
316	12.8.1933 L	DJP (Haeberlin) au DPF (Motta)	Les négociations concernant la limitation de la main d'oeuvre étrangère en France ne progressent pas. Face à cela, la Suisse envisage des mesures de rétorsion.
321	31.8.1933 L	Paris (Ruegger) au DPF (Motta)	Entretien avec Bargeton à propos de la détérioration de la situation des Suisses établis en France.
370	9.12.1933 L	Paris (Dunant) au DPF (Motta)	La France interdit l'exercice de certaines professions aux étrangers. Régression du nombre de Suisses établis en France. Difficultés d'obtenir un permis de travail en France. Le parlement français tarde à ratifier l'accord en matière d'indemnité de chômage. Licencements de travailleurs suisses.
375	20.12.1933 L	DPF (Motta) à Paris (Dunant)	Motta ne voit pas la nécessité d'un nouveau traité d'établissement avec la France, mais il souhaite que l'ancien soit respecté. Une mise au point de la situation actuelle est à faire. Que faire pour rompre l'inertie des relations diplomatiques avec la France?

11.4. Questions politiques générales

31	9.8.1930 RP	Paris (Dunant) au DPF (Motta)	Situation politique du Gouvernement Tardieu à l'intérieur. Accueil à l'étranger du mémorandum sur l'Union européenne de Briand. Evacuation des derniers territoires rhénans occupés.
155	7.3.1932 RP	Paris (Dunant) au DPF (Motta)	Entretien de Dunant avec le Président du Sénat français. Inquiétude au sujet du réarmement de l'Allemagne. Menace sur l'avenir de la Conférence du désarmement.
191	8.9.1932 RP	Paris (de Weck) au DPF (Motta)	Mémorandum sur l'égalité des droits en matière d'armements remis par l'Allemagne à la France. Répercussions sur le gouvernement et l'opinion française. Consultation des Etats signataires de l'Accord de confiance.
254	28.3.1933 RP	Paris (Dunant) au DPF (Motta)	Entretiens Mussolini-MacDonald. Révision des traités de paix. La situation des Etats de la Petite Entente.

II. RELATIONS BILATÉRALES

Nº	Date – Nature du document	Provenance – Destinataire	Objet
290	16.6.1933 RP	Paris (Dunant) au DPF (Motta)	Les relations franco-suisses stagnent. Liste des accords signés mais non ratifiés. Questions faisant l'objet de négociations souvent difficiles. Causes de la stagnation des relations diplomatiques.
337	28.9.1933 RP	Paris (Ruegger) au DPF (Motta)	Point de vue de la France sur la situation autrichienne. Rapprochement franco-russe. Tentative française de dialoguer avec l'Allemagne.
348	24.10.1933 L	DPF (Motta) à Paris (Dunant)	Publication d'articles de journaux en France suggérant que la Suisse se trouve sous l'influence de la propagande national-socialiste.
364	28.11.1933 RP	Paris (Dunant) au DPF (Motta)	Réactions françaises et remarques du Ministre de Suisse à Paris au sujet de la victoire socialiste aux élections genevoises.

11.5. Affaire des zones

6	26.2.1930 PVCF	Conseil fédéral	Le Conseil fédéral discute de la suite à donner à l'affaire des zones après la rupture des négociations entre la France et la Suisse en décembre 1929.
10	17.3.1930 L	DPF (Motta) à Logoz	Remarques de Motta sur la note française du 12.3.1930. En constatant l'échec total des négociations sur les zones avec la France, le Chef du DPF souhaite la réouverture de la procédure judiciaire le plus tôt possible.
27	3.7.1930 PVCF	Conseil fédéral	Le Conseil fédéral examine le premier mémoire suisse à remettre à la Cour internationale de La Haye. Ce mémoire contient notamment un projet de règlement du futur régime des zones franches.
38	9.10.1930 L	DPF (Motta) à Logoz	Motta fait part des décisions et inquiétudes du Conseil fédéral concernant le deuxième mémoire suisse sur l'affaire des zones.
41	22.10.1930 L	DPF (Motta) à Logoz	Réfutation par Motta de l'argumentation française concernant l'attitude de la Suisse pendant le procès des zones. Conduite à adopter lors de la fixation des premiers crédits et contingents par la Cour internationale de La Haye.
46	5.11.1930 L	Genève (Chambre genevoise d'agriculture) au DPF (Motta)	La Chambre genevoise d'agriculture se plaint de ne pas avoir été consultée lors de la rédaction des mémoires suisses, et de ne pas avoir pu participer activement au procès des zones.

II. RELATIONS BILATÉRALES

LV

Nº	Date – Nature du document	Provenance – Destinataire	Objet
47	22.11.1930 PVCF	Conseil fédéral	Le Conseil fédéral examine avec ses experts les réponses à donner aux questions posées par la Cour internationale de La Haye au sujet des zones.
52	23.12.1930 PVCF	Conseil fédéral	Le DPF convoque une conférence de représentants du Gouvernement genevois et d'experts afin d'examiner la suite à donner à l'affaire des zones.
60	2.2.1931 PVCF	Conseil fédéral	Compte-rendu d'un entretien de Motta avec le Président de la Cour internationale de La Haye. Instructions pour les discussions officieuses avec la France dont le but est la reprise des négociations.
65	13.3.1931 L	DPF (Motta) à Paris (Dunant)	Le Conseil fédéral décide de prendre l'initiative d'ouvrir des négociations officielles avec la France, malgré l'absence de résultats lors des conversations officieuses.
74	13.4.1931 PVCF	Conseil fédéral	Instructions du Conseil fédéral aux délégués à la conférence de Paris sur l'affaire des zones.
81	26.5.1931 PVCF	Conseil fédéral	Rapport du DPF sur l'entretien avec les représentants des cantons de Genève, Vaud et Valais à propos des nouvelles propositions françaises. Délibération du Conseil fédéral.
85	23.6.1931 L	Brugg (Union suisse des paysans) au DPF (Motta)	Réaction de Laur aux concessions faites par la Suisse dans l'affaire des zones. Opposition ferme à des engagements suisses qui auraient un caractère permanent. Les accords doivent être soumis au référendum.
87	30.6.1931 PVCF	Conseil fédéral	Rapport du DPF sur les différentes conférences, négociations et prises de position des parties intéressées en Suisse par la question des zones au sujet des négociations avec la France. Discussion du Conseil fédéral.
90	6.7.1931 L	DPF (Motta) à Brugg (Union suisse des paysans)	Motta énumère les clauses d'un éventuel traité avec la France en vue du désenclavement de Genève.
160	18.4.1932 Déclaration		Déclaration du Conseil fédéral le 22.4.1932 à la Cour internationale de La Haye concernant les suites que la Suisse pense donner à la future décision de la Cour.
193	24.9.1932 N	Conseil fédéral au Gouvernement français	Le Conseil fédéral affirme vouloir se conformer à larrêt du 7.6.1932 rendu par la Cour internationale de La Haye, sans tenir compte des critiques de la France.

II. RELATIONS BILATÉRALES

Nº	Date – Nature du document	Provenance – Destinataire	Objet
208	7.11.1932 PVCF	Conseil fédéral	Divergence entre le DEP et le DFP au sujet de l'interprétation d'un point de l'arrêt de la Cour internationale de La Haye du 7.6.1932, qui oblige la Suisse à établir un régime libéral en faveur des produits des zones, abstraction faite de la présence d'un cordon fiscal français à la frontière.
210	8.11.1932 L	Brugg (Union suisse des paysans) au DPF (Motta)	Opinion de Laur sur l'interprétation à donner à l'arrêt de la Cour internationale de La Haye, et sur l'application de ce dernier.
229	18.1.1933 L	Paris (Dunant) au DPF (Motta)	La France souhaite connaître les dispositions que la Suisse compte prendre en faveur d'un régime plus libéral pour les produits zoniens.
236	27.1.1933 PVCF	Conseil fédéral	Exposé de Motta sur l'application par la France de l'arrêt du 7.6.1932 de la Cour internationale de La Haye, sur le point de vue du DEP, sur les conséquences du rétablissement des zones pour l'agriculture suisse. Discussion du Conseil fédéral.
249	17.3.1933 PVCF	Conseil fédéral	Proposition d'un projet d'arrêté fédéral indiquant les facilités douanières accordées aux produits zoniens par la Suisse. Délibération du Conseil fédéral.
268	8.5.1933 L	DPF (Motta) à Paris (Dunant)	Motta expose les différentes réponses possibles à la note française du 1.5.1933 au sujet du régime plus libéral que la Suisse doit accorder aux produits des zones.
303	19.7.1933 No	DPF	Point de vue de Logoz sur la volonté française d'ouvrir des négociations avant la procédure d'expertise, afin de décider de l'application de l'arrêt de la Cour internationale de La Haye.
331	11.9.1933 No	DPF	Objectifs de la Suisse en vue de la conférence avec la France, en présence d'experts-arbitres, qui portera sur l'application de l'arrêt de la Cour internationale de La Haye.
346	24.10.1933 L	DPF (Motta) à Genève (Conseil d'Etat)	Compte-rendu des négociations avec la France sur le tracé de la ligne douanière française, la circulation et les échanges commerciaux entre les zones, la Suisse et Genève. Etablissement par la Suisse d'un nouveau projet de convention.
349	26.10.1933 L	Président de la Confédération, Schulthess, au DPF (Motta)	Schulthess s'oppose au nouveau projet suisse de convention relative au règlement de l'affaire des zones.

N°	Date – Nature du document	Provenance – Destinataire	Objet
350	26.10.1933 L	Brugg (Union suisse des paysans) au DPF (Motta)	Proposition de Laur de faire coïncider le tracé de la ligne douanière française avec la frontière politique, en conséquence de la modification radicale de la situation économique.
351	3.11.1933 PVCF	Conseil fédéral	Le Conseil fédéral examine les nouvelles instructions à la délégation suisse chargée de négocier avec la France le futur régime des zones.
A	30.10.1933	DPF au Conseil fédéral	Proposition des nouvelles instructions à la délégation suisse.
372	16.12.1933 L	Genève (Martin) à Bonna	Martin se plaint de l'attitude du Conseil d'Etat genevois dans l'affaire des zones. Il suggère une intervention écrite de Berne.
374	18.12.1933 L	Brugg (Union suisse des paysans) au DPF (Motta)	L'Union suisse des paysans estime que le verdict des experts-arbitres est défavorable à la Suisse et à son agriculture.

Cf. aussi

II / 11.1. France, n°s 8, 127 et 163 AI + A II.

12. Grande-Bretagne

12.1. Relations commerciales

57	9.1.1931 PVCF	Conseil fédéral	Décision prise à la 2ème conférence économique mondiale: l'Angleterre engage des négociations bilatérales en vue de la conclusion d'une trêve douanière avec les Etats intéressés. Réponse positive du Conseil fédéral à la note anglaise.
61	17.2.1931 L	Londres (Paravicini) au DEP (Schulthess)	Conversations à Londres au sujet de la note adressée à la Suisse et à six autres Etats.
63	2.3.1931 N	Londres (Paravicini) au Ministre des Affaires étrangères (Henderson)	Note suisse informant la Grande-Bretagne que le Conseil fédéral élève les droits de douane sur les tissus de coton. Indications sur les échanges commerciaux en cette matière en 1929 et 1930.
69	20.3.1931 N	DEP (Schulthess) à Berne (Légation de Grande-Bretagne)	Le Chef du DEP fait parvenir au gouvernement anglais la liste des produits pour lesquels le Conseil fédéral désire obtenir une réduction des droits de douane.

Nº	Date – Nature du document	Provenance – Destinataire	Objet
A			Liste des produits pour lesquels la Suisse demande des réductions des droits de douane britanniques.
76	15.4.1931 N	Berne (Légation de Grande-Bretagne) au DEP	Note britannique informant le DEP que le Gouvernement anglais désire attendre la réponse des six autres gouvernements avant de décider s'il va donner suite aux négociations présentes.
91	16.7.1931 No	DEP (Stucki)	L'Angleterre demande à la Suisse d'accepter de négocier uniquement sur la base des exigences anglaises, sans tenir compte de celles de la Suisse.
92	22.7.1931 L	Londres (Paravicini) au DEP (Stucki)	Conversation de Paravicini avec Sir Fountain – l'Angleterre n'avait pas l'intention d'entreprendre des négociations commerciales, mais plutôt d'affirmer le maintien du système de libre échange.

Cf. aussi

IV / 1. Relations commerciales multilatérales, n° 162.

12.2. Abandon de l'étaillon-or

102	1.10.1931 L	DPF (Dinichert) à Londres (Paravicini)	Baisse de la livre sterling due à l'abandon du régime de l'étaillon-or par l'Angleterre. Grosses pertes pour les entreprises suisses qui possèdent des avoirs financiers en Angleterre. Question du Vorort sur la responsabilité financière du Gouvernement anglais face aux pertes subies.
103	1.10.1931 RC	Londres (Rezzonico) au DEP (Stucki)	Chute de la livre sterling – indications sur les modifications subies par les modalités de paiement. Recommandation aux industriels suisses dans leurs négociations futures de contrats en Angleterre.
106	8.10.1931 RP	Londres (Paravicini) au DPF (Motta)	Anxiété en Suisse due à l'abandon du régime de l'étaillon-or par la Grande-Bretagne. Réaction favorable et calme en Angleterre.
110	19.10.1931 L	DPF (Dinichert) aux Légations et aux Consulats de Suisse	Nécessité de soutenir autant que faire se peut le commerce et l'industrie suisses face aux mesures de protection financière et douanière prises à l'étranger.

Cf. aussi

II / 9.2. Etats-Unis, n° 377.

V / 3. Conférence monétaire et économique de Londres, n° 286.

Nº	Date – Nature du document	Provenance – Destinataire	Objet
12.3. Questions politiques générales			
4	13.2.1930 PV	Londres	Entretien de Motta avec Henderson à Londres au sujet de la conclusion d'un traité d'arbitrage anglo-suisse, malgré l'existence de traités d'arbitrage multilatéraux. Les persécutions religieuses en URSS.
86	27.6.1931 RP	Londres (Paravicini) au DPF (Motta)	Constatation d'une vive inquiétude en Suisse à propos de la situation en Allemagne. Accueil enthousiaste du plan Hoover en Angleterre. Récapitulation des événements précédant la proposition Hoover et ses effets positifs.
213	19.11.1932 RP	Londres (Paravicini) au DPF (Motta)	Persistance de la crise économique en Angleterre et des grandes préoccupations comme la dette de guerre; la Conférence du désarmement; la Conférence économique mondiale. Etat de santé du Premier Ministre anglais.
279	2.6.1933 RP	Londres (Paravicini) au DPF (Motta)	Confusion dans la préparation de la Conférence économique mondiale. La Conférence du désarmement n'est toujours pas arrivée à un accord. Le Pacte des Quatre Puissances se révèle sans importance. Paiement de la dette anglaise.
368	8.12.1933 RP	Londres (Paravicini) au DPF (Motta)	Réactions au discours de Mussolini critiquant sévèrement la SdN.
13. Grèce			
13.1. Pénétration suisse dans les Balkans			
315	11.8.1933 RP	Bucarest (de Weck) au DPF (Motta)	Rapport du Ministre de Suisse à Bucarest, Athènes et Belgrade sur le souverain yougoslave; la situation économique de la Roumanie, la Yougoslavie et la Grèce; les exportations suisses dans la péninsule balkanique; les colonies suisses; la situation des représentations officielles de la Suisse.
<i>Cf. aussi</i>			
IV / 1. Relations commerciales multilatérales, n° 162.			

N°	Date – Nature du document	Provenance – Destinataire	Objet
14. Hongrie			
14.1. Relations commerciales			
<i>Cf. IV / 1. Relations commerciales multilatérales, n° 162.</i>			
14.2. Clearing			
95	26.8.1931 L	DPF (Dinichert) à Budapest (Consulat) de Suisse)	La Hongrie a adopté une nouvelle réglementation des devises – conséquences néfastes pour l'exportation suisse. Une intervention inofficielle du Consul suisse est souhaitée.
124	28.11.1931 L	DPF (Dinichert) à Paris (Dunant)	Rapport sur les négociations avec la Hongrie et l'Autriche concernant la réglementation des paiements internationaux.
151	16.2.1932 L	Zurich (Vorort de l'Union suisse du commerce et de l'industrie) au Conseil fédéral	En vue de la prolongation de l'accord de clearing avec la Hongrie, propositions de la Chambre de commerce suisse afin de permettre à l'industrie suisse d'augmenter ses exportations vers la Hongrie.
158	31.3.1932 PV	Berne	Conférence en vue de fixer les instructions aux délégués qui négocieront avec la Hongrie la modification de l'accord de clearing.
170	25.5.1932 L	DPF (Motta) au DEP (Schulthess)	Motta souhaite inclure la défense des intérêts financiers dans les négociations avec la Hongrie concernant un nouvel accord de clearing.
A I	No		Notice au sujet des intérêts financiers suisses immobilisés en Hongrie.
A II	8.6.1932 L	DEP (Schulthess) au DPF (Motta)	Rapport sur la négociation commerciale avec la Hongrie. Les intérêts financiers suisses. L'importation en Suisse de bétail et de céréales hongrois.
182	12.7.1932 L	Zurich (Directoire de la Banque nationale) au DFD (Musy)	Malgré la modification de l'accord de clearing avec la Hongrie, on constate une augmentation des avoirs en faveur des exportateurs suisses. La proposition d'une importation accrue depuis la Hongrie se heurte à l'opposition de l'administration fédérale des blés.

N°	Date – Nature du document	Provenance – Destinataire	Objet
183	12.7.1932 L	Zurich (Vorort de l'Union suisse du commerce et de l'industrie) au Conseil fédéral	Le Vorort proteste auprès du Conseil fédéral contre les mesures de restriction à l'importation de produits hongrois.
184	15.7.1932 No	DEP (Stucki) à Minger	Mise au point de Stucki sur la participation des experts de l'administration des blés à l'élaboration de la modification de l'accord de clearing avec la Hongrie.
185	16.7.1932 PVCF	Conseil fédéral	Rapport du DEP sur les négociations avec la Hongrie en vue d'une modification de l'accord de clearing, et sur les concessions faites par la Suisse. Le Conseil fédéral examine la conclusion des négociations avec la Hongrie.
188	26.8.1932 L	DEP (Schulthess) au DFD (Musy)	La Hongrie vend son blé à l'Allemagne et la France à un prix plus élevé que celui dont elle a convenu avec la Suisse. Elle propose de remplacer le blé par d'autres céréales. Nouvelles négociations.
192	19.9.1932 PVCF	Conseil fédéral	Rapport sur les négociations avec la Hongrie en vue d'une nouvelle modification de l'accord de clearing.
195	24.9.1932 L	Zurich (Vorort de l'Union suisse du commerce et de l'industrie) au DEP (Schulthess)	Protestation du Vorort qui n'a pas été consulté lors des dernières négociations avec la Hongrie.
214	19.11.1932 L	Zurich (Crédit suisse) au DEP	Négociations des banques suisses avec la Hongrie afin d'assurer le paiement des intérêts des avoirs suisses. Proposition d'inclure les créances suisses dans un prochain accord de clearing avec la Hongrie.
217	22.11.1932 PVCF	Conseil fédéral	Rapport du DEP sur les négociations avec la Hongrie en vue d'une livraison de plantes fourragères et de céréales en Suisse. Discussion du Conseil fédéral.
288	13.6.1933 L	DEP (Hotz) à Budapest (Consulat de Suisse)	La Hongrie a décidé de limiter fortement les importations suisses. Le Consul de Suisse est prié de protester.
302	18.7.1933 L	DFD (Musy) au DEP (Schulthess)	Rapport sur la négociation préliminaire avec la Hongrie en vue d'autres échanges de marchandises dans le cadre de l'accord de clearing. La Hongrie tient à la majoration de son prix du blé.
318	17.8.1933 L	DEP (Stucki) à Budapest (Consulat de Suisse)	Compte-rendu du déroulement des négociations avec la Hongrie concernant de nouvelles modifications de l'accord de clearing.

II. RELATIONS BILATÉRALES

Nº	Date – Nature du document	Provenance – Destinataire	Objet
342	18.10.1933 L	DEP (Hotz) à Budapest (Consulat de Suisse)	Commentaire à propos d'articles de journaux hongrois sur les négociations de clearing entre la Suisse et la Hongrie.
361	24.11.1933 PVCF	Conseil fédéral	Rapport du DEP sur les opérations de compensation avec la Hongrie.

Cf. aussi

II/2.2. Autriche, n° 159.

15. Italie

15.1. Relations commerciales

24	25.6.1930 L	Rome (Wagnière) au DEP (Schulthess)	Le Ministère italien des Corporations demande à la Suisse de libérer le tarif douanier sur l'aluminium fixé dans le traité de commerce italo-suisse.
26	2.7.1930 L	DEP (Stucki) à Zurich (Vorort de l'Union suisse du commerce et de l'industrie)	La libération du tarif douanier pour l'aluminium doit être compensée par une hausse de tarif sur un autre produit.
53	29.12.1930 Proposition	DEP (Minger) au Conseil fédéral	Enumération des concessions à obtenir de l'Italie en cas de libération du tarif douanier sur l'aluminium.
70	24.3.1931 L	DEP (Stucki) au DEP (Schulthess)	Négociations avec l'Italie concernant la libération du tarif douanier sur l'aluminium et les droits de douane sur les pièces détachées pour voitures automobiles. Proposition inacceptable de l'Italie.
72	9.4.1931 L	Rome (Vieli) au DEP (Schulthess)	Nouvelle proposition de l'Italie au sujet des tarifs douaniers sur les pièces détachées pour voitures automobiles. Discussion concernant ces nouvelles propositions, ainsi que les tarifs douaniers pour d'autres produits.
89	3.7.1931 PVCF	Conseil fédéral	Conclusion d'un protocole additionnel au traité de commerce avec l'Italie concernant les tarifs douaniers italiens et suisses pour certains produits.
93 a	25.7.1931 L	Rome (Wagnière) au DPF (Motta)	L'Italie demande l'ouverture de négociations entre industriels suisses et italiens afin de conclure un accord concernant l'importation d'azotates en Italie.

N°	Date – Nature du document	Provenance – Destinataire	Objet
A	29.7.1931 L	DPF (Dinichert) au DPF (Motta)	Le DEP et le Vorort sont informés de la demande italienne de conclure un accord sur les azotates.
97	5.9.1931 L	Zurich (Vorort de l'Union suisse du commerce et de l'industrie) au DEP	Des contacts ont été établis entre industriels suisses et italiens. Avis du Vorort à propos d'une modification du traité de commerce avec l'Italie.
98	8.9.1931 L	Bâle (Société Lonza) au DEP	Rapport de la direction de Lonza sur les négociations avec l'Italie et l'Allemagne à propos des azotates. Recommandation aux paysans suisses de s'approvisionner en azotates provenant de l'industrie suisse.
A	7.12.1931 L	Bâle (Société Lonza) au DEP	Fin des négociations avec l'Italie concernant les azotates.
131	21.12.1931 L	DEP (Stucki) à Rome (Légation de Suisse)	Vu la situation grave des industries de la soie artificielle, la Suisse souhaite la libération du tarif douanier sur la soie artificielle prévu par le traité de commerce avec l'Italie.
A	30.12.1931 L	Zurich (Association des fabricants suisses de soieries) au DEP	Rapport sur la situation de l'industrie suisse de la soie. Proposition de prendre des mesures de contingement.
147	11.2.1932 L	Rome (Wagnière) au DEP (Schulthess)	Entretien de Wagnière avec un représentant du Gouvernement italien à propos de la demande de la Suisse de réduire à un mois le délai de dénonciation du traité de commerce avec l'Italie.
181	6.7.1932 No	DEP (Stucki)	Entretien de Stucki avec des représentants du Gouvernement italien à propos des relations commerciales italo-suisses.
220	12.12.1932 L	Rome (Wagnière) au DEP (Schulthess)	L'Italie annonce qu'elle va prendre des mesures en réponse aux restrictions des importations italiennes décidées par la Suisse.
263	24.4.1933 L	Rome (Wagnière) au DEP (Schulthess)	Entretien de Motta avec Mussolini sur le tarif douanier pour la soie artificielle.
A	(27.4.1933) AM	Berne (Stucki) à Rome (Wagnière)	Récapitulation des échanges commerciaux de la Suisse avec l'Italie, ainsi que des négociations concernant la soie artificielle.

Nº	Date – Nature du document	Provenance – Destinataire	Objet
291	16.6.1933 L	DEP (Hotz) au DEP (Stucki)	Discussion des industries chimiques de Bâle avec un représentant du DEP au sujet de l'aggravation des relations commerciales avec l'Italie.
306	20.7.1933 L	Bâle (Société Geigy) au DEP (Stucki)	Les activités de l'industrie chimique d'origine germano-suisse en Italie.

Cf. aussi

V/3. Conférence monétaire et économique de Londres, n° 286.

IV/1. Relations commerciales multilatérales.

15.2. Irrédentisme

55	6.1.1931 PVCF	Conseil fédéral	Publications irrédentistes au Tessin – décision du Conseil fédéral.
A	22.1.1931 L	DPF (Motta) à l'Evêque de Lugano	La lutte de Motta contre l'irrédentisme au Tessin. La législation suisse concernant les publications politiques.
123	20.11.1931 L	DPF (Motta) à Rome (Légation de Suisse)	Motta charge le Ministre de Suisse à Rome de s'entretenir avec un représentant du Gouvernement italien des agissements irrédentistes, et de ce que le Gouvernement compte faire pour y mettre fin.
129	17.12.1931 L	Rome (Wagnière) au DPF (Motta)	Intervention de Wagnière auprès du Ministre italien des Affaires étrangères à propos de publications et discours irrédentistes.
145	1.2.1932 L	Rome (Wagnière) au DPF (Motta)	Soutien de la société Dante Alighieri à un organe irrédentiste. Activités des représentants officiels italiens en Suisse. Opinion de Wagnière sur le rôle des journaux suisses.
154	26.2.1932 L	DPF (Motta) à Rome (Wagnière)	Motta désire que le Gouvernement italien intervienne auprès des pourvoyeurs de fonds de l'Adula. Extrait d'une lettre prouvant le rôle de la police italienne dans les menées irrédentistes au Tessin.

Cf. aussi

II/15.6. Italie, n° 167.

N°	Date – Nature du document	Provenance – Destinataire	Objet
15.3. Réfugiés antifascistes et services de renseignements			
9	14.3.1930 L	DPF (Motta) au DJP	De l'avis du DPF, l'espionnage politique commis par des étrangers en Suisse doit être réglé administrativement. Projet de démarche auprès de l'Italie afin de protester contre l'espionnage des opposants italiens en Suisse.
28	10.7.1930 L	Rome (Wagnière) au DPF (Motta)	Le problème du passage de ressortissants italiens sans papiers d'identité par la frontière suisse. Position de Wagnière à ce sujet.
73	10.4.1931 L	Rome (Wagnière) au DPF (Motta)	Inquiétude de Wagnière à propos de l'installation au Monte Ceneri d'une station radiophonique.
88	2.7.1931 L	Berne (Directeur général des Douanes) au DJP	Demande d'instructions concernant le traitement des ressortissants italiens qui franchissent clandestinement et sans papiers la frontière suisse.
175	10.6.1932 L	DPF (Motta) au DJP (Haeberlin)	Motta s'interroge sur la suite à donner à la démarche du Ministre d'Italie à Berne concernant les excès de langage au sujet de Mussolini.
179	2.7.1932 L	DJP (Haeberlin) au DPF (Motta)	Crainte que les relations diplomatiques avec l'Italie ne soient troublées par des écrits et des actions outranciers – démarches auprès des autorités tessinoises et du Ministre d'Italie à Berne. La question de la pré-censure.
189	29.8.1932 L	Berne (Direction de la Police des étrangers) au DPF	Les catégories de réfugiés qui se présentent à la frontière suisse. Les mesures à prendre lors de l'arrivée des réfugiés italiens en Suisse.
204	2.11.1932 L	DPF (Motta) à Rome (Wagnière)	Agissements de la police italienne au Tessin.
205	3.11.1932 PVCF	Conseil fédéral	Proposition du DJP de poursuivre pénalement un agent de la police italienne ayant sévi au Tessin.
A	1.2.1933 M	Rome	Mémoire concernant l'organisation d'un service de police au Tessin dépendant des autorités italiennes.
223	23.12.1932 PVCF	Conseil fédéral	Mesure prise contre l'antifasciste Pacciardi.
227	16.1.1933 L	DPF (Motta) à Rome (Wagnière)	Instructions à Wagnière relatives à sa démarche auprès des autorités italiennes dans l'affaire des agissements de la police italienne au Tessin.

Nº	Date – Nature du document	Provenance – Destinataire	Objet
235	27.1.1932 PVCF	Conseil fédéral	Emotion au Tessin après l'ordre d'expulsion de Pacciardi. Vu l'absence de réaction italienne aux démanches de la Suisse, l'expulsion de Pacciardi est différée d'un mois.
A	24.1.1933 L	Rome (Wagnière) au DPF (Motta)	Entretien de Wagnière avec un représentant du Gouvernement italien à propos de l'espionnage italien en Suisse.
237	28.1.1933 L	DPF (Motta) à Rome (Wagnière)	Wagnière doit demander audience à Mussolini dans le but d'obtenir l'assurance formelle qu'il sera mis un terme aux agissements de la police italienne en Suisse.
239	11.2.1933 L	Rome (Wagnière) au DPF (Motta)	Entretien de Wagnière avec un membre du Gouvernement italien – promesse d'une déclaration de l'Italie à propos de l'action policière au Tessin.
242	2.3.1933 L	DJP (Haeberlin) au DPF (Motta)	L'Italie n'a fait aucune déclaration sur les machinations de sa police en Suisse. Haeberlin propose de présenter une note de protestation.
246	13.3.1933 PVCF	Conseil fédéral	Le Conseil fédéral examine la réponse de l'Italie concernant l'activité de sa police en Suisse.
247	13.3.1933 L	DPF (Motta) à Rome (Wagnière)	Motta, opposé à la remise d'une note de protestation à l'Italie, désire que Wagnière demande une audience à Mussolini afin d'obtenir une déclaration satisfaisante pour la Suisse.
A	17.3.1933 PVCF	Conseil fédéral	Le Conseil fédéral se demande si le Ministre de Suisse doit se rendre à l'audience accordée par Mussolini.
251	18.3.1933 L	Rome (Wagnière) au DPF (Motta)	Rapport de Wagnière sur son entretien avec Mussolini – déclaration du Duce sur le respect de la liberté intérieure de la Suisse.

15.4. Affaire Bassanesi

30	19.7.1930 L	Rome (Wagnière) au DPF (Motta)	Entrevue de Wagnière avec Mussolini concernant l'affaire Bassanesi.
32	14.8.1930 PVCF	Conseil fédéral	Les différentes infractions commises par Bassanesi et ses compagnons. Décision du Conseil fédéral de traduire ces derniers devant la Cour pénale fédérale.
33	14.8.1930 L	DPF (Motta) à Rome (Ruegger)	Pour éviter un procès politique, le Conseil fédéral préfère que l'affaire Bassanesi soit jugée devant la Cour pénale fédérale sur la base de l'ordonnance fédérale concernant le trafic aérien.

Nº	Date – Nature du document	Provenance – Destinataire	Objet
45	3.11.1930 L	Rome (Wagnière) au DPF (Motta)	Intervention de Wagnière pour faire transférer le lieu du procès Bassanesi de Lugano à Lausanne.
48	24.11.1930 L	Rome (Wagnière) au DPF (Motta)	Pour Wagnière, la peine infligée à Bassanesi est trop légère. Critique du procès.

15.5. Affaire Fonjallaz

343	20.10.1933 PVCF	Conseil fédéral	Le Colonel Fonjallaz est invité à choisir entre ses activités politiques et son enseignement à l'école des sciences militaires.
344	23.10.1933 L	DPF (Motta) à Rome (Wagnière)	Motta juge ridicule l'audience de Fonjallaz et d'autres fascistes suisses par Mussolini.
A	27.10.1933 L	Rome (Wagnière) au DPF (Motta)	Les audiences de groupes fascistes étrangers auprès de Mussolini. La santé mentale de Fonjallaz. La lutte des classes à Genève.

15.6. Questions politiques générales

164	2.5.1932 L	Rome (Wagnière) au DPF (Motta)	Les dommages de guerre subis par des Suisses en Italie. Les activités et la situation d'entreprises suisses à Venise.
167	17.5.1932 RP	Rome (Wagnière) au DPF (Motta)	Conversation de Wagnière avec Mussolini au sujet du soutien de l'Italie aux mouvements irrédentistes; du licenciement d'employés suisses pour motifs politiques; de la crise économique; du danger bolchévique.
225	3.1.1933 RP	Rome (Wagnière) au DPF (Motta)	Entretien de Wagnière avec Mussolini sur la situation intérieure de la Suisse et le danger communiste dans différents pays européens.
317	14.8.1933 L	Rome (Broye) au DPF (Motta)	Rapport sur la réception de l'escadrille de Balbo à Rome.
A	26.5.1933 N	DPF à Berne (Légation d'Italie)	Le gouvernement suisse autorise à l'escadrille de Balbo le survol du territoire suisse, jusqu'au col du Gothard inclus.
358	21.11.1933 L	DPF (Motta) à Rome (Wagnière)	Le point de vue de Motta sur la menace proférée par Mussolini de quitter la SdN.

Nº	Date – Nature du document	Provenance – Destinataire	Objet
A 367	23.11.1933 L	DPF (Motta) à Rome (Wagnière)	Motta intervient personnellement sur le projet de l'Italie de rompre toute relation avec la SdN.
	2.12.1933 L	Rome (Wagnière) au DPF (Motta)	Impressions de Gonzague de Reynold lors d'une conversation avec Mussolini sur la situation intérieure de la Suisse.

16. Pays-Bas

16.1. Relations commerciales

Cf. II/8.1. Egypte, n° 3.

V/3. Conférence monétaire et économique de Londres, n° 286.

IV/1. Relations commerciales multilatérales, n° 162.

17. Perse

17.1. Exportation d'armes

49	24.11.1930 L	DPF (Motta) à Paris (Dunant)	Le Ministre de Suisse à Paris est autorisé à recommander à la Perse la Société industrielle suisse de Neuhausen, entreprise fabriquant et exportant des armes.
A I	8.6.1932 PVCF	Conseil fédéral	Le DMF reçoit l'accord du Conseil fédéral pour accepter la demande d'une nouvelle livraison d'armes à la Perse, ce qui contribue à la lutte contre le chômage.
A II	28.12.1933 PVCF	Conseil fédéral	La Perse réitère sa commande d'armes. Le Conseil fédéral donne son accord.

18. Pologne

18.1. Relations commerciales

Cf. IV/1. Relations commerciales multilatérales, n° 162.

18.2. Relations financières

64	10.3.1931 L	Varsovie (von Segesser) au DPF	La Pologne refuse de reconnaître les obligations du chemin de fer Varsovie-Vienne comme dette polonaise – le Ministre de Suisse à Varsovie propose de soumettre cette affaire à une procédure d'arbitrage.
----	----------------	---	--

N°	Date – Nature du document	Provenance – Destinataire	Objet
68	19.3.1931 L	DPF (Motta) à Varsovie (Légation de Suisse)	De l'avis du DPF, l'affaire des obligations du chemin de fer Varsovie–Vienne concerne le droit privé; l'adoption d'une procédure d'arbitrage ne semble donc pas possible.
355	14.11.1933 L	Varsovie (von Segesser) au DPF	Le Ministre de Belgique à Varsovie désire soumettre l'affaire des obligations du chemin de fer Varsovie–Vienne à une procédure d'arbitrage, en commun avec tous les pays concernés par les mesures polonaises, dont la Suisse.
18.3. Traité d'établissement			
304	19.7.1933 L	Varsovie (von Segesser) au DPF (Motta)	Renseignements concernant les articles qui doivent figurer dans le traité d'établissement avec la Pologne. L'attitude de la Pologne. Questions concernant la double imposition.
18.4. Questions politiques générales			
22	7.6.1930 RP	Varsovie (von Segesser) au DPF (Motta)	Voyage à travers la Prusse orientale du Ministre de Suisse à Varsovie – ses observations et conclusions.
215	21.11.1932 RP	Varsovie (von Segesser) au DPF (Motta)	Les observations politiques du nouveau Ministre des Affaires étrangères polonais concernant la France et l'Allemagne. La germanophobie des Polonais. L'apathie du peuple polonais face au gouvernement autoritaire.
19. Roumanie			
19.1. Relations commerciales			
<i>Cf. II/8.1. Egypte, n° 3.</i>			
19.2. Emprunt roumain			
14	26.4.1930 L	DPF (Dinichert) à Bucarest (von Salis)	Recommandation de l'Association suisse des banquiers à ses membres de ne plus participer à des emprunts roumains d'aucune sorte, aussi longtemps que les dettes d'avant-guerre ne sont pas réglées.

Nº	Date – Nature du document	Provenance – Destinataire	Objet
A I	23.4.1930 L	Bâle (Association suisse des banquiers) à ses membres	Circulaire de l'Association suisse des banquiers concernant la souscription d'emprunts roumains.
A II	(24.5.1930)		Liste des affaires financières encore pendantes en Roumanie au mois de mai 1930.
19	21.5.1930 L	Zurich (Directoire de la Banque nationale) au DPF (Motta)	Le Directoire de la Banque nationale propose une conférence, sous la direction du DPF, à propos des dettes de la Roumanie, avec la participation des représentants de créanciers et éventuellement de la Banque nationale.
67	16.3.1931 L	DPF (Motta) à Bucarest (von Salis)	Emission d'un nouvel emprunt roumain. La Suisse souhaite y participer et aimera régler la question des emprunts d'avant-guerre. Démarche auprès du Gouvernement roumain afin d'obtenir l'ouverture de négociations.
A	10.3.1931 L	Bâle (Association suisse des banquiers) au DPF (Motta)	A la demande du DPF, l'Association suisse des banquiers décide de lever son opposition à la souscription d'un nouvel emprunt roumain.
121	17.11.1931 L	DPF (Motta) à Bucarest (von Salis)	Le Ministre de Suisse à Bucarest est prié d'entreprendre une nouvelle démarche auprès du Gouvernement roumain concernant les créances suisses. La Suisse souhaite étudier les problèmes en suspens avec une délégation roumaine.
218	28.11.1932 L	Zurich (Banque nationale) au DFD (Musy)	Rapport sur les transactions financières et commerciales du Crédit Suisse et de l'Union de Banques suisses avec la Roumanie.
325	1.9.1933 L	DPF (Motta) à Bucarest (Légation de Suisse)	Le Ministre de Suisse à Bucarest est prié de faire des réserves auprès du Gouvernement roumain sur la suspension des transferts afférents au service de la dette publique roumaine.
353	8.11.1933 L	Bucarest (de Weck) au DPF (Motta)	Entretien du Ministre de Suisse à Bucarest avec le Ministre des Affaires étrangères roumain à propos du moratoire des transferts et de la situation financière très grave que connaît la Roumanie.
19.2. Pénétration suisse dans les Balkans			
<i>Cf. II/13.1. Grèce.</i>			

Nº	Date – Nature du document	Provenance – Destinataire	Objet
19.3. Questions politiques générales			
266	6.5.1933 RP	Bucarest (de Weck) au DPF (Motta)	Déclarations du Ministre des Affaires étrangères roumain sur l'agitation révisionniste en Europe, le Pacte à Quatre, la Petite Entente, les visées de Mussolini, l'union de l'Autriche à l'Allemagne.
20. Suède			
20.1. Relations commerciales			
<i>Cf. IV / 1. Relations commerciales multilatérales, n° 162.</i>			
21. Tchécoslovaquie			
21.1. Relations commerciales			
<i>Cf. IV / 1. Relations commerciales multilatérales, n° 162.</i>			
22. Turquie			
22.1. Traité de commerce et clearing			
13	10.4.1930 PVCF	Conseil fédéral	Suite à la dénonciation du traité de commerce turco-suisse par la Turquie, les deux pays ont réglementé provisoirement leurs échanges commerciaux. La Turquie souhaite l'ouverture de négociations en vue de la conclusion d'un traité commercial définitif.
43	24.10.1930 PV	Commission pour la négociation des traités de commerce	Discussion sur les stipulations tarifaires que la Turquie veut inclure dans le futur traité commercial. Proposition au Conseil fédéral de renoncer à un traité tarifaire.
212	18.11.1932 L	Ankara (Martin) au DEP (Stucki)	Le Ministre de Suisse à Istanbul expose au Ministre de l'Economie nationale turc la situation jugée grave des relations commerciales et financières turco-suisses.
230	20.1.1933 L	Ankara (Martin) au DEP (Stucki)	La Suisse proteste auprès du Gouvernement turc contre les prohibitions et contingements qui frappent les marchandises suisses, malgré une balance commerciale favorable à la Turquie.
A	18.1.1933 No	Légation de Suisse à Istanbul	Investissements suisses en Turquie.

Nº	Date – Nature du document	Provenance – Destinataire	Objet
369	8.12.1933 PVCF	Conseil fédéral	Conclusion d'un accord provisoire avec la Turquie garantissant à la Suisse l'exportation vers la Turquie de certaines marchandises.
378	27.12.1933 L	DEP (Schulthess) au DPF (Motta)	Relation des différentes phases de la négociation en vue de la conclusion d'un accord commercial et de clearing avec la Turquie.

Cf. aussi

II / 8.1. Egypte, n° 3.

22.2. Politique monétaire

17	6.5.1930 L	DPF (Motta) à Istanbul (Martin)	Remarques de Motta à propos d'interventions imprudentes de l'Association suisse des banquiers. Le Ministre de Suisse à Istanbul est prié d'adresser ses rapports en première instance au DPF.
18	14.5.1930 L	Ankara (Martin) au DPF (Motta)	Le Ministre de Suisse à Istanbul justifie ses relations directes avec la Banque nationale et le DEP.
21	30.5.1930 L	DPF (Motta) à Istanbul (Martin)	Rappel au Ministre de Suisse à Istanbul que selon la loi seul le DPF est responsable des Légations et Consulats suisses vis-à-vis du Conseil fédéral.

23. Union soviétique

23.1. Relations commerciales et financières

114	30.10.1931 PVCF	Conseil fédéral	La Banque d'Etat soviétique s'adresse à la Banque nationale dans le but d'établir des relations commerciales directes. Le DFD conseille de rejeter la requête soviétique.
221	16.12.1932 PVCF	Conseil fédéral	Rapport sur la conférence du 12.11.1932 entre les Conseillers fédéraux Motta, Meyer et Schulthess et l'industrie mécanique suisse concernant l'étendue des relations commerciales et financières avec l'URSS. Echange de vue au sein du Conseil fédéral le 5.12. et le 16.12.1932 à propos d'une éventuelle prise de contact directe entre la Division du commerce du DEP et la délégation commerciale soviétique à Berlin afin de négocier un trafic de compensation, et à propos d'une couverture partielle par la Confédération des risques courus par les exportateurs suisses.

Nº	Date – Nature du document	Provenance – Destinataire	Objet
A 226 233	5.9.1932 PVCF 11.1.1933 PV 26.1.1933 PVCF	Conseil fédéral Genève (Association des Suisses de Russie) Conseil fédéral	Demande de l'Union fromagère de pouvoir donner suite à l'accord soviétique pour un marché de compensation. Après discussion et un exposé sur la situation des relations commerciales avec l'URSS, le Conseil fédéral décide de rejeter la requête de l'Union fromagère. Procès-verbal de l'audience accordée à l'Association des Suisses de Russie qui s'inquiète d'un rapprochement commercial de la Suisse avec l'URSS. Etablissement d'un projet soviétique et d'un contre-projet suisse d'un contrat-cadre réglant le trafic de compensation entre la Suisse et l'URSS. Commentaire du DEP.
23.2. Visa d'un journaliste de l'agence Tass			
37	29.9.1930 PVCF	Conseil fédéral	Le Conseil fédéral examine une demande de visa pour un journaliste de l'Agence Tass désirant suivre les conférences de la SdN.
23.3. Exposition internationale des arts populaires			
62	24.2.1931 PVCF	Conseil fédéral	Le Conseil fédéral discute des invitations à adresser aux pays participants à l'Exposition internationale des arts populaires à Berne en général, et examine la participation de l'URSS en particulier.
<i>Persécutions religieuses en URSS, cf. II / 12.3. Grande-Bretagne, n° 4.</i>			
24. Yougoslavie			
24.1. Pénétration suisse dans les Balkans			
<i>Cf. II / 13.1. Grèce.</i>			
<i>Relations commerciales, cf. IV/1. Relations commerciales multilatérales, n° 162.</i>			

III. RÉFUGIÉS ET QUESTIONS DE TRAVAIL

1. Réfugiés
<i>Cf. II/1.4. Allemagne. II/15.3. Italie.</i>
2. Questions de travail
<i>Cf. II/1.3. Allemagne. II/11.3. France. II/15.6. Italie, n° 167.</i>

IV. QUESTIONS ÉCONOMIQUES GÉNÉRALES

N°	Date – Nature du document	Provenance – Destinataire	Objet
1. Relations commerciales multilatérales			
134	8.1.1932 L	DEP (Schulthess) aux Légations de Suisse à Rome, Bruxelles, Paris, Prague	Les représentants suisses sont chargés de proposer la réduction du délai de dénonciation des traités commerciaux tarifaires à un mois.
162	26.4.1932 No	DEP (Stucki)	Rapport sur les négociations commerciales avec différents gouvernements.
<i>Cf. aussi</i>			
V/3. Conférence monétaire et économique de Londres, n° 281.			
2. Relations financières multilatérales			
<i>Cf. V/3. Conférence monétaire et économique de Londres, n° 301.</i>			

3. Recherche de nouveaux marchés

Cf. II/8.1. et 8.2. Egypte.
II/10.1. Ethiopie.

4. Problèmes agricoles de l'Europe orientale

Cf. I/3. Société des Nations, n°s 77, 82, 196 et I/4. n° 39.
II/14.2. Hongrie, n°s 184, 185, 188, 192, 195, 217, 302, 318, 342 et 361.

5. Politique extérieure et emprunts étrangers en Suisse

Cf. II/1.2. Allemagne, n°s 40, 42 + A I et 44.
II/11.2. France.
II/19.1. Roumanie.

V. CONFÉRENCES ÉCONOMIQUES ET FINANCIÈRES

N°	Date – Nature du document	Provenance – Destinataire	Objet
1. Conférence de Genève pour une action économique concertée cf. I/4.			
2. Conférence de Stresa cf. I/3. n° 196			
3. Conférence monétaire et économique de Londres			
199	11.10.1932 PVCF	Conseil fédéral	Sur l'opportunité pour un conseiller fédéral de participer à des conférences internationales. Décision du Conseil fédéral.
262	21.4.1933 L	Paris (Dunant) au DPF (Motta)	Réaction d'un membre du gouvernement français à la décision des USA d'abandonner le régime de l'éta-lon-or.
269	10.5.1933 L	Zurich (Directoire de la Banque nationale) au DEP (Stucki)	La Banque nationale souhaite examiner les moyens de rétablir la liberté du commerce au niveau international et le régime de l'éta-lon-or.

LXXVI VI. BANQUE DES RÈGLEMENTS INTERNATIONAUX

Nº	Date – Nature du document	Provenance – Destinataire	Objet
272	18.5.1933 Proposition	DFD (Musy) au Conseil fédéral	Entretien de Musy avec des représentants des banques dans le but d'établir les instructions aux délégués suisses à la Conférence de Londres et aux négociations économiques avec l'Allemagne. Proposition du DFD.
281	3.6.1933 PV	Berne	Conseillers fédéraux et représentants des milieux économiques et bancaires suisses examinent les points figurant dans le projet d'instructions aux délégués suisses à la Conférence de Londres.
286	12.6.1933 PV	Londres	Compte-rendu de la discussion au sein de la délégation suisse afin de définir l'attitude de la Suisse à la Conférence de Londres.
300	12.7.1933 PVCF	Conseil fédéral	Le Conseil fédéral donne son accord à la déclaration exprimant la volonté d'un certain nombre de gouvernements de maintenir le régime de l'étalon-or.
A	15.7.1933 R	DPF aux Légations de Suisse	Rapport sur la situation financière et monétaire de la Suisse, basé sur des renseignements de la Banque nationale.
301	17.7.1933 L	Zurich (Directoire de la Banque nationale) au DEP	La Suisse ne peut plus tolérer la situation incertaine de ses avoirs à l'étranger. Elle doit chercher des solutions dans des négociations bilatérales.

Cf. aussi

- II/1.2. Allemagne, n°s 289 et 295.
II/12.3. Grande-Bretagne, n°s 213 et 279.

VI. BANQUE DES RÈGLEMENTS INTERNATIONAUX

Nº	Date – Nature du document	Provenance – Destinataire	Objet
2	14.1.1930 PVCF	Conseil fédéral	Rapport sur les négociations qui doivent fixer le siège de la Banque des règlements internationaux, et sur les conséquences résultant de ce choix.

N°	Date – Nature du document	Provenance – Destinataire	Objet
A 7 20	8.1.1930 L 26.2.1930 PVCF 28.5.1930 L	La Haye au DPF (Motta) Conseil fédéral Berne (Conseil de la Banque nationale) au Conseil fédéral	Le Président de la Banque nationale discute avec plusieurs participants à la conférence chargée d'organiser la Banque des règlements internationaux, du choix du siège de la banque, d'une clause de résiliation, du statut international de l'institution. Le Conseil fédéral décide de ratifier la convention de la Banque des règlements internationaux. Inquiétude à l'Assemblée fédérale pour la souveraineté de la Suisse en matière de politique monétaire. Proposition de participer au capital-actions de la Banque des règlements internationaux.

VII. CLEARING ET ACCORDS DE TRANSFERT

1. Négociations des accords de clearing et de transfert
<i>Cf. II/1.2. Allemagne, n°s 267-373.</i>
<i>Cf. aussi</i>
II/1.7. Allemagne, n° 376. II/2.2. Autriche. II/5.1. Chili. II/14.2. Hongrie. II/22.1. Turquie.
2. Organisation et fonctionnement du clearing
<i>Cf. II/2.2 Autriche, n°s 136, 138, 187, 203, 224 et 234 et II/2.3. n° 209. II/14.2. Hongrie, n°s 170 A I + A II et 214. II/22.1. Turquie.</i>

VIII. ABANDON DE L'ÉTALON-OR

Cf. II/1.2. Allemagne, n°s 267 et 283.
II/9.2. Etats-Unis.
II/12.2. Grande-Bretagne.
V/3. Conférence monétaire et économique de Londres, n°s 262, 281 et 300.

IX. ÉNUMÉRATION DES AVOIRS SUISSES DANS QUELQUES PAYS

Cf. II/1.2. Allemagne, n° 117 A.
II/5.1. Chili, n°s 100 et 156 A.
II/14.2. Hongrie, n° 170 AI.
II/19.2. Roumanie, n° 14 AII.
II/22.1. Turquie, n° 230 A.

X. QUESTIONS POLITIQUES GÉNÉRALES

1. La Suisse, puissance capitulaire

Cf. II/6.2. et 6.3. Chine.
II/8.2. Egypte, n° 332.

2. Union douanière austro-allemande

Cf. II/2.5. Autriche, n° 71.
II/19.3. Roumanie, n° 266.

3. Fédération danubienne et Petite Entente

Cf. II/11.1. France, n° 163 AI + AII et II/11.4. n°s 254 et 337.
II/19.3. Roumanie, n° 266.

4. Pacte à Quatre

Cf. II/11.4. France, n° 290.
II/12.3. Grande-Bretagne, n° 279.
II/19.3. Roumanie, n° 266.

XI. LA SUISSE ET LES FASCISMES

Cf. II/1.6. Allemagne.
II/11.4. France, n° 348.
II/15.2., 15.3. et 15.5. Italie.

XII. TENSIONS ET TROUBLES INTÉRIEURS

Cf. II/11.4. France, n° 364.
II/15.5. Italie, n° 344 A et II/15.6. n°s 225 et 367

VI. DOCUMENTS

E 2001 (C) 3/13

*Le Ministre de Suisse à Londres, C. Paravicini,
au Chef du Département politique, G. Motta*

L
Droits d'Exterritorialité en Chine

Londres, 3 janvier 1930

Vous êtes, sans doute, en possession de mon rapport du 30 décembre ainsi que de mon télégramme numéro treize du même jour¹ concernant le manifeste du Gouvernement de Nankin, déclarant l'abolition de l'exterritorialité à partir du 1^{er} janvier.

Je vous ai donné connaissance des impressions recueillies dans les milieux officiels, français et anglais, dès que la presse fit connaître au grand public la publication du manifeste. Il paraissait, d'une manière générale, constituer un affront à l'égard des Puissances qui, on le sait, se trouvent toutes depuis longtemps déjà en négociations avec le Gouvernement de Nankin sur la question de l'abrogation graduelle des droits d'exterritorialité dont bénéficient les étrangers en Chine.

Il vous intéressera de connaître le résultat d'un entretien que j'ai eu lundi dernier avec Sir Victor Wellesley, le Premier Sous-Secrétaire d'Etat au Foreign Office, qui est d'ailleurs chargé plus spécialement des affaires de Chine et d'Extrême-Orient. Notre conversation avait, bien entendu, un caractère confidentiel et amical.

Il me paraît intéressant de souligner encore que l'attitude du Foreign Office, qui venait d'avoir connaissance par la presse du manifeste dont il s'agit, m'a paru particulièrement calme et différente sur ce point de celle dont j'avais eu l'impression à l'Ambassade de France. Je ne dirai pas que les Français paraissaient s'agiter outre mesure de ce pronunciamento du Ministre des Affaires Etrangères de Nankin, mais on admettait que les nouvelles de presse devaient être exactes et que la déclaration intempestive ne manquait pas d'une certaine insolence à laquelle les Puissances feraient bien de répondre avec fermeté si elles se souciaient de ne pas compromettre leur position et leur situation dans les négociations qui doivent se poursuivre.

Le Sous-Secrétaire d'Etat au Foreign Office constate qu'il s'agit en l'espèce d'une de ces promesses que le Gouvernement national de Nankin se voit contraint de faire de temps en temps au peuple chinois pour calmer l'agitation et pour lutter contre la coalition très étendue de ses ennemis, en flattant l'amour propre des Chinois. En fait, il serait difficile de fixer les raisons politiques qui ont pu déterminer la déclaration du Ministre des Affaires Etrangères. Il est difficile aussi, en face du gâchis et de la confusion des esprits en Chine de savoir quelles pourront être les conséquences de la manifestation abolissant les droits d'exterritorialité à partir du 1^{er} janvier. Il est bien possible que toute cette affaire n'ait aucun résultat pratique et que le Gouvernement de Nankin se contente de l'interpréta-

1. Non reproduit.

tion que doivent donner les Puissances à cet acte politique. Elles ne peuvent le comprendre qu'en ce sens que la Chine établit que les droits d'extritorialité seront abolis en principe à partir du 1^{er} janvier 1930, mais que cette disposition n'aura un effet pratique qu'à partir du moment où les négociations en cours auront établi le nouveau régime et fixé les garanties qu'exigent les Puissances.

La Grande-Bretagne n'a aucune objection à formuler contre le désir d'abolir l'extritorialité, mais elle estime, aujourd'hui comme auparavant, que c'est l'*abrogation graduelle qui s'impose*. C'est d'ailleurs ce qu'elle a développé dans sa déclaration de 1926² et ce qu'elle n'a pas cessé de faire valoir dans ses notes subséquentes.

La question de l'extritorialité, et surtout en Chine, est un problème infiniment complexe et compliqué. Il comprend la juridiction, l'administration, l'organisation des municipalités (settlement, concession, etc.). Il est donc évident qu'un pareil système ne peut pas être aboli d'un jour à l'autre par une déclaration unilatérale. Il faudra des travaux de longue haleine qui examineront à fond la situation, la législation, les garanties et les innombrables intérêts étrangers qui seront soumis à la juridiction chinoise.

Un coup de grand éclat est peut-être chose facile, mais il tombe sous le sens que la réalisation immédiate d'un système nouveau est impossible. Cela aurait des conséquences graves, non seulement pour les étrangers et leurs propriétés, mais surtout pour la Chine elle-même. Celle-ci ne serait pas en mesure de prendre à sa charge, sans préparation soigneuse, toutes les obligations découlant pour elle de l'abolition de l'extritorialité. Il est même à prévoir qu'un grand nombre de Chinois se rendront compte de cet état de choses et, craignant les responsabilités à encourir, feront opposition à une abrogation immédiate.

Sir Victor Wellesley ne connaissait pas encore autrement que par les agences de presse le texte du manifeste chinois, mais il a déclaré qu'au cas où le Gouvernement de Nankin aurait réellement, et il en doute fort, l'intention d'abolir d'une façon nette et définitive les droits d'extritorialité à partir du 1^{er} janvier, le Gouvernement britannique constaterait, dans une note précise, l'impossibilité d'admettre une solution sans négociations préparatoires. Si d'autre part, le pronunciamiento stipulait que le 1^{er} janvier devait être considéré comme date pour le début de nouvelles négociations conclusives, à terminer, par exemple, dans la période de trois mois, le Gouvernement britannique se limiterait, sans doute à prendre acte de la date du début des négociations, mais il serait aussi persuadé que le terme de trois mois pour arriver à la conclusion des négociations ne serait pas suffisant, qu'une prorogation serait indispensable et qu'on arriverait à s'entendre pour fixer un délai raisonnable afin de pouvoir aborder avec soin toutes les questions inhérentes au problème.

Le point de vue du Gouvernement britannique est donc que l'abolition des droits d'extritorialité ne peut être que graduelle et qu'il est indispensable d'y procéder d'un commun accord entre la Chine et les Puissances. Les dispositions

2. Le 18 décembre 1926, le Gouvernement de Londres propose aux signataires du traité de Washington en 1922 de se déclarer prêts à négocier la révision des traités signés avec la Chine, dès que ce pays aura constitué un gouvernement qui puisse être un interlocuteur valable.

de caractère unilatéral que prendrait le Gouvernement de Nankin ne pourraient pas être acceptées.

En ce qui a trait à la graduation de l'abolition des droits, on a déjà relevé au cours des négociations qui ont eu lieu jusqu'ici que deux systèmes pourraient être adoptés.

L'un consiste à procéder par l'abolition successive de l'extritorialité d'après les zones géographiques de la Chine, c'est l'idée qui a été émise par la France.

L'autre point de vue consisterait à diviser les priviléges en différentes catégories pour les abolir graduellement en commençant par ceux de moindre importance.

Le Foreign Office estime que cette dernière méthode est la meilleure. Pour ne pas tarder à donner certaines satisfactions à la Chine, l'extritorialité pourrait être abolie, pour commencer, dans les zones ou dans les catégories d'intérêts où les priviléges seraient relativement insignifiants. Des échanges de vue entre la France et l'Angleterre ont d'ailleurs déjà eu lieu sur ce mode de procéder et on pense qu'il sera éventuellement indiqué d'adopter un système mixte.

Je répète que j'ai relevé dans mon entretien avec Sir Victor Wellesley qu'il évitait ostensiblement de se servir du terme de protestation et que le Gouvernement britannique chercherait plutôt à adopter autant que possible des procédés de conciliation en s'efforçant surtout de donner au manifeste chinois une interprétation favorable. On constatera qu'à partir du 1^{er} janvier la situation des étrangers en Chine ne sera pas modifiée, mais que formellement l'abolition des droits d'extritorialité pourra être considérée comme acquise à partir de ce moment, à condition qu'elle soit introduite à la suite de négociations qui débuteraient en principe le 1^{er} janvier et qui devraient être conduites avec le plus de célérité possible. Il est à prévoir que la Grande-Bretagne ne se ralliera pas à une démarche collective des Puissances, mais qu'elle estime qu'il est plus conforme à ses intérêts d'agir pour elle seule. Vous savez que du côté français on avait, en quelque sorte, envisagé la nécessité d'agir de commun accord. Sir Victor Wellesley constate d'ailleurs à ce propos que l'attitude intempestive des Chinois a presque été favorisée par le fait que la collaboration entre les puissances dans les questions de Chine a été jusqu'ici décousue, assez embrouillée et peu encourageante pour ceux qui auraient voulu s'efforcer d'agir de concert. Cela ne signifie naturellement point qu'une collaboration ne se produira pas automatiquement au moment où des négociations précises vont s'engager.

/.../

J'ai voulu profiter aussi de ma conversation avec Sir Victor Wellesley que je connais fort bien depuis de nombreuses années pour entendre par lui si les Chefs du Gouvernement travailliste ont pris une décision définitive à l'égard de la politique qu'ils se proposent de suivre envers la Chine et si, le cas échéant, cette politique diffère d'une manière appréciable de celle que poursuivit le Gouvernement conservateur. Mon interlocuteur m'a répondu très confidentiellement qu'il n'a guère pu constater que MM. MacDonald et Henderson eussent des dessins particulièrement marqués et dont ils auraient fait part aux Hauts Fonctionnaires du Foreign Office. En fait, ce sont ces derniers, spécialistes dans une matière aussi compliquée que celle des affaires chinoises, qui décident en quelque sorte du cours de la politique de la Grande-Bretagne. Le Gouvernement travailliste a

adopté, bien entendu, la déclaration conciliante à l'égard des revendications de la Chine faite par le Gouvernement conservateur en 1926³, mais il peut toutefois être noté que les tendances actuelles sont plus libérales encore. A vrai dire, MM. MacDonald et Henderson ne connaissent guère l'ensemble de ces affaires, car ils sont constamment et fortement engagés ailleurs. On peut en conséquence ne pas exclure que le Gouvernement travailliste adopte, à un moment donné, une attitude sensiblement plus large que celle qui a été tracée dans le dernier document britannique. Il pourrait se faire notamment que le Cabinet de Londres, fidèle à sa politique de libéralité parfois un peu précipitée, se laisse aller à avancer trop rapidement dans la voie de l'abolition complète des priviléges en Chine et surtout sans fixer au préalable aussi soigneusement les garanties nécessaires que ne l'aurait fait un Cabinet plus conservateur.

Je prendrai soin de suivre ici avec attention le développement de cette affaire et de vous tenir au courant. Je vous serais d'autre part très obligé si vous pouviez me donner connaissance à l'occasion des observations qui vous auront été transmises par notre Représentant à Shanghai et de la situation des Suisses en Chine.

3. Cf. n. 2 ci-dessus.

2

E 1004 1/320

*CONSEIL FÉDÉRAL
Procès-verbal de la séance du 14 janvier 1930¹*

61. Internationale Zahlungsbank

Politisches Departement. Antrag vom 30. Dezember 1929

Das Politische Departement legt folgenden Bericht vor:

I.

«Der Vorsteher des Politischen Departements hat dem Bundesrat wiederholt Bericht erstattet (vgl. Protokolle vom 22. Oktober², 22. November und 6. Dezember 1929) über die Frage der Internationalen Zahlungsbank, Welch letztere gemäss Artikel 2 der Statuten, wie sie von dem Organisationskomitee in Baden-Baden ausgearbeitet worden waren, ihren Sitz in Basel haben soll³.

1. Absent: Meyer.

2. Cf. DDS vol. 9, n° 514. Sur les négociations pour la création de la Banque des règlements internationaux voir aussi dans ce même volume 9, les n°s 474, 496 et 525.

3. Le comité d'organisation réuni à Baden-Baden en octobre-novembre 1929 (cf. DDS vol. 9, n° 514), était composé d'experts désignés par les banques d'émission des puissances intéressées à la question des réparations. Il avait été chargé par la conférence de la Haye, au mois d'août, de pré-

Das Organisationskomitee von Baden-Baden hatte neben den Statuten einen Entwurf zu einem Staatsvertrag (genannt Grundgesetz) ausgearbeitet. Dieser Staatsvertrag hätte die allgemeine Rechtsstellung der Bank gegenüber den beteiligten Ländern und dem Sitzlande ordnen sollen. Der Entwurf dieses Grundgesetzes ist offiziell nicht veröffentlicht worden. Dagegen wurden die Bestimmungen dem Präsidenten des Generaldirektoriums der Schweizerischen Nationalbank zur Kenntnis gebracht, um damit den schweizerischen Behörden zu ermöglichen, die Frage zu prüfen, ob und inwieweit sie die darin vorgesehenen Verpflichtungen übernehmen können.

Juristen der Regierungen der in der Reparationsfrage hauptsächlich beteiligten Länder haben nun diesen Entwurf zu einem Grundgesetz umgearbeitet. In Vorbereitungssprechungen in Paris und später an einer Konferenz in Brüssel haben sie einen Entwurf zu einem Schlussprotokoll⁴ nebst Anlagen aufgestellt; in diesen Instrumenten sind – wenigstens inhaltlich – die Bestimmungen zu finden, die das vor erwähnte Grundgesetz zu umschreiben gesucht hatte.

Schweizerische offiziöse Vertreter sind von den Juristen der Gläubigerländer anlässlich ihrer Besprechungen in Paris eingeladen worden, sich zu dem Entwurf zu äussern. Die schweizerischen Vertreter, nämlich Herr Minister Dinichert⁵, Herr Präsident Bachmann⁶ und Herr Direktor Blau⁷, nahmen von den in Aussicht genommenen Änderungen Kenntnis und suchten namentlich zu erreichen, die Schwierigkeiten zu beseitigen, die sich einer raschen Aufnahme der Tätigkeit der Bank wegen des Staatsvertragsreferendums entgegenstellten. Es gelang auch den schweizerischen Vertretern, die Juristen für eine Lösung zu gewinnen, wonach der Staatsvertrag alle fünfzehn Jahre vom Sitzland einerseits und von den beteiligten Regierungen insgesamt anderseits gekündigt werden kann. An der nachfolgenden Brüsseler Besprechung der Juristen wurde an dieser Vorschrift nichts geändert.

parer un projet pour la création d'une Banque des règlements internationaux, dont la tâche principale devait être le règlement des réparations, conformément aux dispositions du Plan Young, signé à Paris le 7 juin 1929.

La désignation de la ville de Bâle comme siège de la Banque s'était faite en dehors de toute intervention directe de la Suisse. Le chef du Département politique, Motta, était personnellement favorable à une installation de la Banque dans la ville rhénane. Cf. sa lettre de 8 janvier 1930 au Ministre de Suisse à la Haye, de Pury:

/.../

... nous préférions voir la Banque des Règlements internationaux s'installer à Bâle plutôt qu'à Genève, car la concentration des organismes internationaux dans cette dernière ville pourrait, à la longue, présenter certains inconvénients, dont il serait absurde de s'exagérer l'importance, mais qui ne peuvent être complètement négligés. Nous pensons, notamment, à certain projet d'internationalisation de Genève, lancé l'été dernier par le belge Ottlet, qui a sombré dans le ridicule, mais qui est cependant l'indication qu'un état d'esprit dangereux existe dans quelques milieux. La constitution dans une autre ville suisse d'une institution internationale de l'importance de la Banque des Règlements internationaux serait un excellent antidote contre de telles chimères (E 2001 (C) 2/43).

4. Cf. Esquisse d'un Protocole final, non daté (E 2001 (C) 2/43).

5. Chef de la Division des Affaires étrangères du Département politique.

6. Président du Directoire de la Banque nationale.

7. Directeur de l'Administration des contributions au Département des Finances.

Die schweizerische Gesandtschaft in Paris erhielt vom Juristen der französischen Regierung, Herrn Jacques Lyon, einen Entwurf des Schlussprotokolls, genannt «*Esquisse d'un protocole final*». Die Bestimmungen, welche für die Schweiz in Betracht kommen, sind die Artikel VIII, IX und XV⁸. Ferner kommen für das Sitzland in Frage Anlagen zu diesem Protokoll, die die Nummern IX, X und XVI tragen. Anlage IX enthält die Statuten, die vom Organisationskomitee der Bank entworfen und veröffentlicht worden sind. Es ist kaum anzunehmen, dass die Statuten eine Abänderung erfahren werden. Die Anlagen X und XVI sind dem Departement nicht in der Fassung der Brüsseler Besprechungen bekannt. Dagegen liegt der Text dieser Anlagen vor⁹, wie er sich auf Grund der Besprechungen in Paris ergeben hatte.

Die schweizerische Gesandtschaft teilte vor kurzem mit, dass nach Angabe von Herrn Lyon und des italienischen Juristen, Herrn Pilotti¹⁰, die betreffenden Regierungen mit den Vorschlägen, insbesondere auch bezüglich der Kündigungs-klausel, einverstanden seien. Auf Grund von Aufschlüssen, die wir von Herrn Präsident Bachmann besitzen, bestehen jedoch bei den Vertretern der Zentralbanken im Organisationskomitee noch diesbezüglich gewisse Bedenken. Aus einem Bericht der schweizerischen Gesandtschaft in Paris¹¹ scheint sich übrigens neuerdings zu ergeben, dass auch die Juristen damit rechnen, dass möglicherweise die Kündigungs-klausel nur in einer provisorischen Lösung vorgesehen wird, die durch einen unkündbaren endgültigen Staatsvertrag nach Ablauf der Referendumsfrist ersetzt würde.

Der Beginn der Haager Konferenz¹² ist auf den 3. Januar 1930 festgesetzt. Die Schweiz wird zunächst keine Einladung erhalten, an der Konferenz teilzunehmen. Es ist zu erwarten, dass die belgische Regierung noch einmal einen Versuch machen wird, den Sitz der Bank nach Brüssel zu bringen. Erst wenn sich die Haager Konferenz mit dem Vorschlag des Organisationskomitees einverstanden erklärt haben wird, kann erwartet werden, dass die Schweiz eingeladen wird, ihre Vertreter in den Haag zu entsenden. Es ist jedoch nicht ausgeschlossen, dass bereits in der zweiten Januarwoche eine solche Einladung an die schweizerische Regierung ergehen wird.

Da vielleicht der Bundesrat vor jenem Zeitpunkte nicht zusammentreten wird, so empfiehlt es sich jetzt schon, die Delegation zu bezeichnen, für den Fall, dass die Schweiz zur Teilnahme an der Konferenz eingeladen würde.

Nachdem die Bestimmungen des Schlussprotokolls, welche für die Schweiz Bedeutung haben, bereits entworfen sind, und es den Anschein hat, dass die beteiligten andern Regierungen ihre Zustimmung dazu erteilt haben, so wird es für die

8. Il y était question de la nécessité de la constitution de la Banque des règlements internationaux pour la mise en application du Plan Young (article VIII), de la reconnaissance à la B.R.I. du statut de personne juridique internationale (IX) et de la procédure à suivre dans les cas de différends entre la B.R.I. et les Etats intéressés (XV).

9. Non reproduit. Cf. E 2001 (C) 2/43.

10. Jurisconsulte du Ministère italien des Affaires étrangères.

11. Non retrouvé.

12. Sur la première conférence de la Haye, qui avait eu lieu au mois d'août 1929, cf. DDS vol. 9, n° 496.

schweizerische Delegation schwierig sein, eine allfällig im Interesse der Schweiz notwendig werdende Abänderung herbeizuführen, wenn sie sich nicht rechtzeitig dafür die Unterstützung anderer Delegationen oder wenigstens der Vertreter der Zentralbanken verschaffen kann. Das Politische Departement würde es daher begrüssen, wenn Herr Präsident Bachmann sich bereits bei Beginn der Konferenz in den Haag begeben würde, um bezüglich der die Schweiz interessierenden Fragen als Vertreter der Schweizerischen Nationalbank mit den Leitern der Zentralbanken, die sich voraussichtlich auch im Haag einfinden werden, Fühlung zu nehmen. Herr Präsident Bachmann würde jedoch, falls der Bundesrat Bedenken gegen diese Fühlungnahme hätte, von seiner Reise Abstand nehmen.

II.

Die Instruktionen, die der schweizerischen Delegation zu erteilen sind, wurden in zwei vom Politischen Departement einberufenen Konferenzen vorbereitet. An der ersten Besprechung nahm auch der Vorsteher des Finanzdepartements teil. Herr Professor Burckhardt verfasste für den internen Gebrauch der schweizerischen Behörden das vorgelegte Memorandum¹³ über die internationale Persönlichkeit der Bank zum Zahlungsausgleich.

Da die Bestimmungen, über deren Annahme sich die Schweiz auszusprechen haben wird, nicht offiziell der schweizerischen Regierung bekanntgegeben worden sind und da, was die Anlagen betrifft, nicht einmal endgültige Fassungen der Juristenvorschläge vorliegen, so können die Instruktionen, die der Bundesrat der schweizerischen Delegation erteilt, nur den Sinn einer allgemeinen Wegleitung haben. Sie könnten allenfalls später bestimmter gefasst werden, wenn die Fühlungnahme von Herrn Präsident Bachmann im Haag zeigen sollte, dass gewisse schweizerische Postulate auf die Unterstützung gewisser Regierungen zählen könnten. Ganz allgemein wird sich die schweizerische Delegation von dem Gedanken leiten lassen, dass sie es vermeiden muss, bei der Konferenz durch ihre Abänderungsvorschläge, namentlich dann, wenn sie nur formeller Natur sind, eine ungünstige Stimmung zu schaffen, die vielleicht dazu führen könnte, die Entschließung bezüglich des Sitzes der Bank wieder in Frage zu stellen. Die schweizerischen Vertreter sollen hauptsächlich zu erreichen suchen, dass bezüglich der Kündigungsklausel eine Lösung gefunden wird, die dem schweizerischen Verfassungsrecht entspricht, dass die einzuräumenden Sonderrechte möglichst genau und zwar im Sinne der Vorschläge des Organisationskomitees umschrieben werden und dass die Schweiz gewisse Zusicherungen erhält, wonach die schweizerische Nationalbank im Verwaltungsrate der Internationalen Zahlungsbank vertreten sein wird.

/.../¹⁴

M. le chef du département politique expose que, depuis le dépôt du rapport, M. Bachmann est parti pour La Haye, où il s'est mis en relation avec les membres de

13. Voir le texte de ce mémorandum, daté du 28 décembre 1929, in E 2001 (C) 2/43.

14. La proposition du Département politique expose ensuite les instructions destinées aux délégués suisses à la Haye, instructions déjà résumées ci-dessus sous le point II.

la conférence. En outre, M. Bachmann ayant fait savoir, il y a quelques jours¹⁵, que la Suisse serait invitée incessamment à prendre part aux négociations sur le siège de la Banque, le chef du département politique a pris sur lui, pour éviter toute perte de temps, d'envoyer également les autres délégués à La Haye¹⁶. Ils s'y trouvent actuellement. Les instructions qui leur ont été remises sont contenues dans le rapport ci-dessus. Elles ont été, en outre, précisées et complétées sur deux points: la durée de la convention et la personnalité internationale de la Banque.

En ce qui concerne le premier point, les délégués sont chargés de faire tout leur possible pour que l'institution de la Banque soit l'objet d'une convention dénonçable. S'ils n'y parvenaient pas, ils accepteraient l'autre solution, mais non sans attirer l'attention sur la conséquence qu'elle aurait au point de vue de notre droit public, qui nous oblige à retarder l'approbation de l'arrangement jusqu'à l'expiration du délai référendaire¹⁷.

Quant au second point, les délégués ont pour instructions d'éviter autant que possible que l'arrangement ne confère la personnalité internationale à la Banque et, s'ils n'y arrivaient pas, de faire préciser la nature et la portée de cette attribution. En ce qui concerne l'exemption fiscale du personnel, qui est liée étroitement à cette question, les délégués sont chargés en première ligne de la refuser, en seconde ligne de faire des concessions, mais au sujet du personnel supérieur seulement.

Dans la discussion, tous les membres du conseil déclarent approuver les mesures prises et les instructions données par le département. En particulier, le conseil est unanime à penser que si la conférence n'admettait pas le système de la convention dénonçable, les règles constitutionnelles relatives au droit de referendum en matière de traités internationaux devraient être strictement observées.

En conséquence, le conseil *arrête*:

1. Le rapport du département politique est approuvé.
2. Feront partie de la mission de la Suisse à la conférence de La Haye: MM. G. Bachmann, président de la direction générale de la Banque nationale, W. Burckhardt, professeur, à Berne, et R. Miescher, conseiller d'Etat, à Bâle, comme délégués; M. Blau, directeur des contributions, comme expert; M. Frölicher¹⁸ comme secrétaire.
3. Les instructions données aux délégués par le département politique sont confirmées.

15. Cf. la lettre de Bachmann du 8 janvier, en annexe au présent document.

16. Cf. PVCF du 31 décembre 1929 (DDS vol. 9, n° 525).

17. Suivant l'art. 89, § 3 de la Constitution fédérale, les traités internationaux conclus pour une durée indéterminée ou pour plus de quinze ans sont soumis ... à l'adoption ou au rejet du peuple lorsque la demande en est faite par 30 000 citoyens actifs ou par huit cantons.

18. De la Division des Affaires étrangères du Département politique.

ANNEXE

E 2001 (C) 2/43

*Le Président du Directoire de la Banque nationale, G. Bachmann,
au Chef du Département politique, G. Motta*

L

Den Haag, 8. Januar 1930

Mit Teilnehmern an der Konferenz und solchen, die zu den an ihr beteiligten Personen Beziehungen haben, konnte ich gestern mich über eine Reihe von Punkten unterhalten, worüber ich Ihnen, hochgeehrter Herr Bundesrat, in Kürze einige Mitteilungen machen möchte.

Es scheint, dass von belgischer Seite Anstrengungen gemacht werden, um der Konferenz die Entschliessung für Basel zu erschweren. In erster Linie wird die Kündigungsklausel aufgegriffen und bemerkt, dass mit ihr eine Unsicherheit für die Bank geschaffen werde. Nicht nur könne die Schweiz die Bank mit ihren Geschäften und die Angestellten mit ihren vielfachen Beziehungen nach fünfzehn Jahren aus der Schweiz verweisen. Es sei namentlich bei der stark kommunistischen Färbung Basels zu befürchten, dass die dort gewährten Steuerprivilegien nach fünfzehn Jahren zurückgezogen würden und so die Bank in Verlegenheit käme. Überhaupt werden über diesen angeblichen Kommunismus von Basel allerlei Gerüchte in Umlauf gesetzt, die dann der Begründung der These der Exterritorialität der Bank dienen sollen. In diesem Zusammenhang mag auch interessieren, dass mir von zwei Seiten die Ansicht geäussert wurde, die auch unser Gesandter in London vor einigen Wochen Ihrem Departement meldete, dass England, nachdem London als Bankplatz in Wegfall kam, mit Nachdruck für eine kleine schweizerische Stadt – so für Bern lieber als für Basel oder gar Zürich – eintrat, weil England die Absicht hege, nach einiger Zeit die Errichtung einer Filiale der Internationalen Bank in London zu erreichen, welche Filiale dann von selbst sich zum Hauptgeschäft entwickeln werde. Aus diesem Grunde werde auch England bemüht sein, in der Verwaltung und Leitung der Bank sich und Amerika den gebührenden Platz zu sichern. In diesem Zusammenhang dürfte die Mitteilung interessieren, dass von den verschiedenen Abteilungen der Internationalen Bank – man sprach anfänglich von 4, jetzt von 6 Abteilungen – England die Leitung der Devisen-Abteilung und der Abteilung für Sachlieferungen für sich beanspruche, die letztere namentlich deshalb, um die eigenen handelspolitischen Interessen gegenüber Deutschland wahren zu können.

Was den internationalen Charakter der Bank anlangt, so scheint auch bei Mitgliedern des Juristen-Komitees, wie bei Herrn Ministerialdirektor Dr. Gauss, vom deutschen auswärtigen Amt, die Ansicht durchzudringen, dass diese internationale Rechtsperson mit der Aktiengesellschaft Internationale Bank, wie sie in den Statuten vorgesehen ist, nicht harmonieren kann. Ich habe eine Besprechung mit Herrn Gauss in Aussicht, habe aber bereits durch den deutschen Delegierten, Herrn Vocke¹⁹, vernommen, dass im Juristen-Komitee Bedenken gegen diese internationale Rechtsperson der Bank erhoben wurden, welche Bedenken von Herrn Lyon (Frankreich) und Herrn Pilotti (Italien) mit dem Hinweis darauf zurückgedrängt wurden, dass die schweizerischen Vertreter in Paris gegen die internationale Rechtsperson keine Einwendungen erhoben hätten. Ich habe nicht ermanagt, zu betonen, dass diese Darstellung nur so weit richtig sei, als die Herren Dinichert, Blau und der Schreibende in Paris nicht einen förmlichen Protest erhoben hätten, sondern sich darauf beschränkten, Erklärungen zu dieser Rechtsfigur zu erbitten und Bedenken dazu zu äussern²⁰.

In bezug auf den Gang der Arbeiten hier, wird nun für Sonntag oder Montag der nächsten Woche die erste Sitzung des Organisations-Komitees erwartet, und ich nehme an, dass der Vertreter der Schweizerischen Nationalbank zu dieser Sitzung, wenigstens soweit sie die Charte betrifft, zugezogen werde. Bei diesem Anlasse wird es dann angezeigt sein, die Anregungen, die wir schweizerischerseits zu machen haben, vorzubringen. Dabei werden die beiden Formulierungen, die heute mit einem Schreiben des Herrn Dr. Fröhlicher an Sie²¹ abgehen, nützlich sein, indem sie diese schweizeri-

19. *De la Reichsbank.*

20. Cf. DDS vol. 9, n° 474.

21. *Non reproduit.*

schen Anregungen für die Form des besonderen Staatsvertrages, wie auch für die Form des Schlussprotokolles zur Veranschaulichung bringen. Was den sachlichen Inhalt anlangt, so ist nirgends mehr von der internationalen Rechtsperson die Rede und weiterhin ist ein abweichender Vorschlag für ein vereinfachtes Schiedsgericht gemacht. Wird es dazu kommen, dass das Verhältnis zur Schweiz in einem Sondervertrag geordnet wird, so wird dieses besondere Schiedsgericht kaum auf Schwierigkeiten stossen. Bleibt die Ordnung als Teil des Schlussprotokolles, so werden wir bei dem in jenem Protokoll vorgesehenen Schiedsgericht gegebenenfalls unsere Wünsche anzubringen haben. – Die Frage der Steuerfreiheit des Bankpersonals spukt ebenfalls stark in der Unterhaltung. Es ist bekannt, dass Holland zu zwei Malen sich um den Sitz der Bank unter Anerbietung einer vollen Steuerfreiheit für Bank und Personal beworben hat und unter dem weiteren Anerbieten von Lokalitäten für die Bank. Das gleiche hat Belgien getan. Von dieser Seite wird jetzt neuerdings die Offerte herumgeboten, um damit namentlich in den Kreisen Stimmung zu machen, die irgendwie als Funktionäre der Bank in Betracht kommen und denen deshalb die Steuerfreiheit willkommen wäre. Es wird bei diesem Anlass auf den Völkerbund und auf den internationalen Gerichtshof verwiesen. Solchen Äusserungen gegenüber habe ich stets den Standpunkt vertreten, dass die Schweiz das zuzubilligen gewillt ist, was von ihr verlangt werde. Zur Zeit aber handle es sich nur um die Steuerbefreiungen in dem Entwurf von Baden-Baden, und diese sei die Schweiz ohne weiteres bereit zu gewähren. Wenn das Organisations-Komitee zu weiteren Steuerbefreiungs-Wünschen gelange, so sei die Schweiz bereit, auch diese wohlwollend zu prüfen. Ich habe es aber abgelehnt, so sehr ich gelegentlich dazu gedrängt wurde, entsprechend der Haltung, die ich in diesem Punkte immer eingenommen habe, irgendwie ein weiteres Anerbieten von der Schweiz aus in Vorschlag zu bringen. Immerhin habe ich den Eindruck, dass über diesen Punkt noch Verhandlungen folgen werden, und es wird von Nutzen sein, wenn auch Herr Regierungsrat Miescher dabei mitmachen kann, zumal auch sonst das «kommunistische» Basel nach anderer Richtung in Diskussion steht.

Soviel ich bis jetzt feststellen konnte, ist die allgemeine Meinung, dass die Verhandlungen hier spätestens Freitag, den 17ten abgeschlossen werden. Es bleibt damit nicht allzuviel Zeit für die Behandlung und Erledigung unserer Sache, und ich werde mich deshalb bemühen, dass für die Beteiligung der schweizerischen Delegation an den Arbeiten der Konferenz die Situation so bald als möglich geklärt wird.

3

E 7110 1/131

*Procès-verbal¹ de la séance du 7 février 1930,
en vue des négociations commerciales
avec la Turquie, l'Egypte, La Roumanie et les Pays-Bas*

Sont présents:

MM. W. Stucki, Directeur de la Division du Commerce,
le Dr. E. Wetter, Vice-Président du Vorort de l'Union Suisse pour le commerce et
l'industrie,
A. Gassmann, Directeur général des douanes,
Borel, de l'Union suisse des paysans.

La séance est présidée par M. Stucki.

1. Rédigé par M. Fumasoli, de la Division du Commerce du Département de l'Economie publique.

M. Stucki expose que la Roumanie, la Turquie et l'Egypte – qui ont modifié ou sont sur le point de modifier leur législation douanière – ayant dénoncé les traités de commerce qu'ils avaient conclus avec la Suisse, il est nécessaire pour nous d'ouvrir avec ces pays des négociations commerciales.

Egypte: Les négociations avec l'Egypte paraissant être les plus urgentes, M. Stucki en causera en premier lieu.

Ce pays a publié, le 17 décembre 1929, un projet de tarif douanier, dont l'entrée en vigueur est prévue pour le 17 février 1930. Alors que l'ancien tarif comportait à quelques exceptions près un droit unique de 8% ad valorem, le projet actuel prévoit des droits ad valorem et des droits spécifiques en livres égyptiennes. Désireux de régler ses rapports commerciaux avec l'Etranger, sur la base de ce nouveau tarif, le Gouvernement égyptien a dénoncé, en même temps que les traités de commerce avec d'autres pays, l'Accord commercial provisoire avec la Suisse, du 9 juin 1923².

D'après nos informations, le Gouvernement égyptien ne s'opposerait, toutefois, pas à conclure encore à l'avenir, des Traités de commerce reposant sur la clause de la nation la plus favorisée. Nous ignorons, par contre, si ce Gouvernement nous demandera d'insérer dans notre future Convention des dispositions tarifaires. Dans l'attente d'une étude complète de la situation par notre division, nous avons chargé M. Trembley³ d'attirer l'attention du Gouvernement égyptien sur le fait que les taux du nouveau tarif relatifs à certains articles de notre exportation en Egypte, comme le lait condensé, le fromage, le chocolat, les produits textiles et l'horlogerie, porteraient, s'ils devaient être maintenus tels quels, un grave préjudice à nos industries. M. Trembley, après avoir examiné la situation dans une réunion des principaux importateurs suisses en Egypte, a adressé une longue note⁴ au Ministère égyptien des Finances, dans laquelle, tout en n'attribuant à ce document aucun caractère officiel et en le signant uniquement au nom de la commission commerciale, il a exposé aux autorités égyptiennes les desiderata des milieux suisses intéressés.

D'une façon générale, nous sommes d'accord avec l'exposé de M. Trembley. Cependant, si nous avions à mener avec l'Egypte des négociations tarifaires, nous devrions concentrer nos efforts sur une liste de demandes beaucoup plus restreinte que le nombre des points examinés dans la note remise au Ministère des Finances par M. Trembley, notre situation n'étant pas très forte, ayant peu de concessions à faire. En effet, notre plus grande importation de l'Egypte est constituée presque complètement par le coton brut, qui est une matière première indispensable à notre industrie, de sorte que les droits y relatifs ne sauraient être élevés. D'ailleurs, les intéressés suisses viennent de demander une réduction du tarif pour cette marchandise.

M. Gassmann fait observer que la Direction générale des douanes est contraire à une réduction autonome du droit sur le coton, pour des raisons financières évi-

2. DDS vol. 9, n° 360.

3. E. Trembley, Président de la Commission commerciale suisse en Egypte.

4. Le 15 janvier 1930 (E 2001 (C) 2/6).

dentes, parce qu'une concession sur ce point provoquerait de nombreuses demandes de la part d'autres industries suisses, pour la réduction des droits d'entrée sur d'autres matières premières. Cependant, dans le cas particulier, une réduction du droit sur le coton, stipulée dans un traité et revêtant par conséquent le caractère d'une mesure contractuelle particulière, pourrait être envisagée.

M. Wetter estime que, par rapport à la situation de la politique économique générale, la situation avec l'Egypte n'est pas extrêmement compliquée, vu que nous pourrions toujours vraisemblablement obtenir la clause de la nation la plus favorisée. Il croit en outre que, même en négociant une liste, nous n'obtiendrions pas une situation bien meilleure que celle que nous aurions en vertu de la clause de la nation la plus favorisée.

Au sujet du tabac, il regrette notre tarif différentiel parce que les pays avec lesquels nous négocions des traités de commerce accepteraient nos droits élevés sur le tabac si ce produit était toujours taxé de la même façon. Par contre, les pays orientaux en particulier voient de très mauvais œil que leurs tabacs soient taxés en Suisse plus haut que le tabac noir en général, ce qui complique nos négociations commerciales avec eux.⁵

M. Borel fait observer que les échanges de produits agricoles avec l'Egypte sont assez peu importants, de sorte que, dans les négociations avec ce pays, on pourrait tenir compte surtout des intérêts industriels.⁶

M. Stucki ajoute que les négociations ne sont pas imminentées et qu'il s'agit à présent seulement d'en fixer les lignes directives, étant donné que le projet de tarif pourrait encore subir des variations.

/.../

Turquie: M. Stucki expose la situation qui résulte pour la Turquie du fait de l'échéance du Traité de Lausanne⁷, le 29 août dernier; de la mise en vigueur, à partir du 1^{er} octobre, du nouveau tarif douanier élaboré sur une base fiscale, et de la dénonciation de tous les traités de commerce entre la Turquie et les différents

5. Cf. aussi la lettre du Vorort du 4 février 1930 à la Division du commerce du Département de l'Economie publique (E 7110 1/131):

/.../

Wir dürfen voraussetzen, dass schweizerischerseits nichts unversucht bleiben wird, um mit Ägypten zunächst einmal die Kontinuität des bestehenden Meistbegünstigungsverhältnisses sicherzustellen. Die Gleichbehandlung mit dem übrigen Ausland ist in diesem Falle um so wichtiger, als die ägyptischen Beziehungen gegenüber den sogenannten Kapitularmächten augenblicklich noch nicht völlig abgeklärt erscheinen und die schweizerische Exportindustrie selbstverständlich das grösste Interesse daran hat, von einer eventuellen Wirkung diesbezüglicher Einreden sogleich ebenfalls zu profitieren. In jedem Fall wird aber der endgültige neue Zolltarif die Frage entstehen lassen, ob die Schweiz nicht auch mit Ägypten ein über die blosse Meistbegünstigungsvereinbarung hinausgehendes Tarifabkommen anzustreben hat.

/.../

6. Sur la position de l'Union suisse des paysans, voir aussi la lettre du même Borel à la Division du commerce du Département de l'Economie publique, du 11 février 1930, en annexe au présent document (E 7110 1/131).

7. Signé le 24 juillet 1923 entre la Turquie et la Grèce.

pays, y compris le traité turco-suisse⁸ qui viendra à échéance le 29 avril prochain. Nous avons une position tactique privilégiée du fait qu'il nous sera possible de négocier après la France et l'Allemagne, en tout cas. Nous connaissons déjà la liste B du traité turco-français⁹, qui contient de nombreux abattements dont nous profiterons aussi, notamment au sujet des chaussures, des tissus de laine, de coton et de soie ainsi que du chocolat. L'Allemagne a également presque terminé ses négociations et nous espérons pouvoir prendre connaissance de la liste B de sa convention avec la Turquie au courant de ce mois, ou les premiers jours de mars. Il s'agit donc, à présent, de rédiger avant tout le texte du traité. Il est cependant utile de préparer dès maintenant les listes de notre future convention.

Pour ce qui concerne les importations, la situation est claire: nous n'avons pas de grandes concessions à faire: l'opium et le tabac n'entrant pas en ligne de compte, il ne reste que les tapis, les figues, les olives et les œufs. Dans ces conditions, nous avons tout intérêt à attendre encore la publication des listes A et B du traité allemand sur la base desquelles le Vorort pourra grouper définitivement les desiderata suisses en choisissant parmi les produits les plus importants ou les plus frappés de notre exportation.

M. Wetter se rallie à cette proposition.

M. Borel ne peut pas se prononcer d'une façon définitive sur les concessions que l'agriculture pourrait éventuellement accorder pour dégrevier par exemple le fromage, dont l'exportation n'est toutefois pas importante. Il préférerait tout simplement la clause de la nation la plus favorisée. Il étudiera cependant la situation à nouveau.

Nos efforts tendent donc, pour le moment, à obtenir des renseignements sur les résultats des négociations allemandes.¹⁰

Roumanie: M. le Directeur Stucki expose que la Roumanie a mis en vigueur, le premier août dernier, son nouveau tarif douanier qui contient, pour plusieurs marchandises, des taux maxima et minima, en décidant qu'à partir du 1^{er} mars prochain le tarif général seul (donc à l'exception des taux minima) sera appliqué vis-à-vis des pays qui n'auraient pas entamé des négociations commerciales avec la Roumanie. Bien qu'il eût été à la Roumanie de nous soumettre des propositions, cependant, afin d'écartier toutes complications, nous avons élaboré un projet de traité que nous nous proposons de soumettre au Gouvernement Roumain, par l'entremise de notre Légation à Bucarest, avant le 1^{er} mars. Ce projet ne contient pas encore des propositions tarifaires. Avant de nous aventurer sur ce terrain (la Roumanie n'acceptera probablement pas des traités basés uniquement sur la clause de la nation la plus favorisée), nous voudrions obtenir, si possible, au moins une des listes soumises par la Roumanie à l'Italie, à l'Allemagne et à la France. Ces listes une fois obtenues, nous pourrions examiner d'abord les réductions qui sauraient être consenties de notre part. Comme il n'y a rien à faire pour

8. *Convention de commerce turco-suisse, signée le 4 mai 1927.*

9. *Du 29 août 1929.*

10. *Une convention de commerce turco-allemande est conclue le 27 mai suivant.*

la benzine et l'orge, il ne reste que la volaille morte, les œufs et les planches de bois. Nous rédigerons la liste de nos demandes d'accord avec le Vorort.

M. Borel ne voit pas l'intérêt que l'agriculture pourrait avoir à consentir des réductions qui sont importantes pour nous, pour obtenir des concessions qui ne le seraient pas beaucoup. L'exportation du fromage dont les droits roumains sont très hauts n'est pas assez importante pour nous arracher des concessions.¹¹

M. Wetter est d'accord avec la procédure indiquée par *M. Stucki* et se propose de faire élaborer au Vorort une liste de demandes très réduite comprenant quelques espèces de tissus de soie et de coton, les broderies, les montres, les chaussures et les dynamos. Cette liste pourra être rédigée en un espace de temps très court. On peut par conséquent en suspendre la rédaction pour le moment.

Pays-Bas: *M. Stucki* expose à titre d'information que les Pays-Bas nous ont proposé la conclusion d'un traité de commerce. Il estime que nous pouvons accepter en principe de le négocier, la Hollande étant un pays très libéral et possédant un tarif douanier très bas.

M. Wetter estime que des négociations avec la Hollande nous seraient surtout utiles si on pouvait obtenir des consolidations, sinon des réductions.

M. Stucki répond qu'il ne sait pas encore si les Pays-Bas voudront d'un traité tarifaire, qu'ils n'ont consenti que quelques consolidations à l'Allemagne et que, d'ailleurs, nous aurions trop peu à leur offrir pour espérer de grands avantages. Il a la conviction que la Hollande ne consentira guère à se lier avec nous.

Par contre, nous aurions intérêt à conclure avec les Pays-Bas un traité sur une base moderne.

E 7110 1/131

ANNEXE

*Le Vice-directeur de l'Union suisse des paysans, A. Borel,
au Directeur de la Division du Commerce du Département de l'Economie publique, W. Stucki*

L

Brougg, 11 février 1930

/.../ En principe, je ne pense pas que la conclusion de traités à tarifs avec les pays relativement éloignés et avec lesquels la Suisse ne procède qu'à des échanges très limités, soit recommandable. On ne saurait s'attendre à ce que les concessions que nous ferions stimulent beaucoup notre com-

11. Cf. aussi la lettre du même Borel à la Division du Commerce, du 10 mars suivant:

/.../

En conclusion, l'Union suisse des paysans estime qu'il serait contre l'intérêt de l'agriculture et contre l'intérêt général d'entrer en négociations avec la Roumanie en vue d'obtenir certaines concessions tarifaires en échange de celles que la Suisse, de son côté, accorderait à ce pays. Du côté de la Suisse, les concessions devraient être supportées en totalité par l'agriculture, et consenties sur des positions ne jouissant que d'une protection modérée. Or, non seulement la situation de notre agriculture nationale reste peu satisfaisante; mais encore, l'encombrement général et toujours croissant du marché mondial des céréales l'expose à de nouveaux et très sérieux dangers.

/.../

A notre avis, il serait donc bien préférable de se borner à conclure avec la Roumanie un traité de commerce succinct, renfermant la clause de la nation la plus favorisée. /.../ (E 7110 1/111).

merce d'exportation; en revanche, par l'application de la clause de la nation la plus favorisée accordée aux autres Etats, elles créeraient une concurrence redoutable pour les branches de notre économie nationale aux dépens desquelles elles seraient faites.

D'une manière générale, je crois également prudent de ne pas consolider tels ou tels droits à l'égard de ces Etats. Cela risquerait de nous priver de notre liberté d'action à l'égard d'Etats plus importants au cas où, dans la suite, des circonstances imprévues rendraient nécessaire un rajustement de ces droits.

En revanche, il paraîtrait généralement indiqué d'accorder à ces Etats la clause de la nation la plus favorisée.

Il semblerait naturel que l'initiative des négociations fût prise par les pays qui modifient leur tarif, plutôt que par nous-mêmes, ou qu'on laissât d'abord agir des Etats plus importants et plus puissants que le nôtre.

De même, la Suisse ayant jugé qu'il serait imprudent de conclure des conventions vétérinaires avec les grands Etats ses voisins, il est exclu qu'elle puisse songer à en conclure avec des pays éloignés et d'une moindre importance.

En ce qui concerne *l'Egypte*, pour laquelle il convient de prendre une prompte décision, il semble résulter de ce qui a été dit à la séance que l'on devra probablement se borner à conclure un traité sur la base de la clause de la nation la plus favorisée. L'agriculture suisse n'aurait rien à objecter toutefois à ce que l'on s'efforçât d'obtenir certaines concessions en échange d'une réduction de la taxe d'importation sur le coton. Comme les droits prévus par le tarif provisoire égyptien sont modérés, l'agriculture serait probablement d'accord que les concessions accordées par l'Egypte profitent essentiellement à l'industrie. Les droits du tarif provisoire sur le lait condensé et le fromage, comme aussi ceux sur le chocolat, sont modérés; sous réserve qu'ils ne seront pas sensiblement relevés dans le tarif définitif, on pourrait se borner à demander que le droit sur le fromage soit consolidé.

/.../

4

J.I.1.1/2

*Entretien du Chef du Département politique, G. Motta,
avec le Secrétaire d'Etat britannique aux Affaires étrangères, A. Henderson*

(le 13 février 1930, au Foreign Office)¹

PV

M. Motta, en expliquant que sa visite n'a aucun caractère officiel et qu'il est à Londres pour une semaine à titre tout à fait privé, rappelle la première rencontre qu'il a eu le plaisir d'avoir avec Mr. Henderson, en 1919, lors du Congrès socialiste de la II^{me} Internationale². Mr. Henderson observe en plaisantant qu'à ce moment là, il n'était pas particulièrement populaire en Suisse, puisqu'à son arrivée à Lausanne les Autorités lui firent comprendre qu'il serait plus indiqué qu'il aille ailleurs et qu'en arrivant à Berne, ses premières expériences ne furent guère plus encourageantes³. Toutefois, ses collègues et lui s'installèrent au Belle-

1. M. Paravicini, Ministre de Suisse, assiste à l'entrevue. *C'est certainement lui l'auteur de ce procès-verbal non signé.*

2. *Conférence socialiste internationale de Berne, du 3 février 1919.*

3. *DDS vol. 7.I, nos 157, 182 et 185 et index.*

vue Palace, où ils se trouvèrent fort bien pendant toute la durée du Congrès. De Berne, Mr. Henderson se rendit à Paris pour procéder à la mise au point de la «Charte ouvrière», acte constitutif du Bureau international du travail⁴. A son départ, un de nos journalistes s'est approché de lui, en lui demandant s'il n'était pas préoccupé de l'impression que causerait, parmi ses camarades à Paris, le fait qu'il s'était installé, lui représentant des ouvriers, dans un hôtel considéré comme étant l'un des plus luxueux de la Suisse. Il lui répondit qu'il n'y avait aucune raison d'avoir des inquiétudes, puisque, selon lui, ce qu'il y avait de meilleur au monde était tout juste assez bon pour un ouvrier.

M. Motta: Vous vous souvenez de l'entretien que nous avons eu à Genève⁵ au sujet de la possibilité de conclure un traité d'arbitrage entre la Suisse et la Grande-Bretagne. Je vous ai dit alors que si, à l'avis du Gouvernement de Sa Majesté, une telle possibilité se présentait, le Conseil Fédéral serait heureux, à n'importe quel moment, d'entrer en pourparlers. Je me rappelle fort bien de votre réponse d'alors. Entre temps, des faits nouveaux ont surgi sur ce terrain et dans cette matière. La situation a peut-être changé dans un sens favorable. Il m'intéresserait de connaître vos vues à ce sujet par rapport aux circonstances telles qu'elles se présentent actuellement.

Mr. Henderson. Je me rappelle fort bien de tout ce que vous m'avez dit à Genève en Septembre, ainsi que tout ce que je vous ai répondu alors. Je ne suis pas à l'heure qu'il est, en mesure de vous donner une réponse qui différerait d'une manière essentielle. En fait de traités internationaux qui se concluent par l'Empire britannique, la position du Gouvernement de Sa Majesté est particulièrement complexe. Pour chacun de ces arrangements, le consentement des différents Gouvernements des Dominions doit être obtenu. Ceci occasionne souvent de longues négociations. Dans le domaine de l'arbitrage, la Grande-Bretagne et les Dominions britanniques ont adhéré dernièrement au *pacte Kellogg*⁶ et à la *clause facultative* de la Cour internationale⁷; en outre, une adhésion à l'*acte général* d'arbitrage de la Société des Nations⁸ est sérieusement envisagée et j'espère pouvoir faire une proposition définitive à ce sujet à la prochaine assemblée. Il me semble qu'ajouter encore à ces actes, d'un type général, des traités bilatéraux et spéciaux, constitue nécessairement une répétition, dont la valeur pourrait être mise en doute et comme il faudra, là encore, entamer les correspondances et délibérations indispensables avec les Gouvernements des Dominions, on risquerait de se heurter à des objections qui ne faciliteraient rien. Toutefois, il est à noter que l'esprit du Gouvernement est favorable à tous les moyens susceptibles de servir la cause de la paix par l'arbitrage. Une Commission spéciale siège actuellement au Foreign

4. Partie XIII du Traité de Versailles.

5. En septembre 1929 (DDS vol. 9, n° 507).

6. Pacte Briand-Kellogg de renonciation générale à la guerre, du 27 août 1928. DDS vol. 9, n°s 389, 390, 422, 444 et 448.

7. Clause facultative de l'article 36 du Statut de la Cour permanente de justice internationale de La Haye (clause relative à l'acceptation obligatoire de la juridiction de la Cour).

8. Acte général en matière de règlement pacifique des différends internationaux, voté par la IX^e Assemblée de la SdN, le 26 septembre 1928. Cf. FF, 1928, II, pp. 1308-1320.

Office, sous la présidence de Lord Cecil et cette Commission fera d'ici peu un rapport en la matière. J'ai reçu du Premier Ministre⁹ et de ses collègues, l'autorisation d'entamer des négociations en vue de la conclusion d'un traité d'arbitrage spécial avec d'autres pays, dans les cas où leur [*sic!*] utilité serait évidente et recommandée par la Commission, malgré l'adhésion au pacte Kellogg, à la clause facultative et à l'acte général.

M. Motta: Le Conseil Fédéral connaissant la mentalité et les tendances du peuple suisse, s'estimerait heureux de conclure un traité d'arbitrage individuel avec le Gouvernement de Sa Majesté, mais je reconnais sans autre que, telle que la situation se présente aujourd'hui, le moment propice n'est pas encore venu. Je tiens surtout à vous dire ici que lorsque ce moment semblera proche, vous nous trouverez prêts à entamer les pourparlers. La conclusion d'un traité individuel malgré l'adhésion aux actes généraux pourrait bien trouver des motifs, disons exceptionnels. Je prends note avec satisfaction que la possibilité d'une telle solution existe et existera encore, grâce à la fonction de la Commission spéciale que vous venez de mentionner.

M. Motta veut prendre congé. Mr. Henderson le retient.

Mr. Henderson: Me permettez-vous de profiter de votre présence pour vous prier de me faire part de votre avis sur un sujet qui m'occupe en ce moment. On me posera cet après-midi à la Chambre des Communes la question si le Gouvernement de Sa Majesté ne croit pas opportun de prendre l'initiative d'une intervention de la Société des Nations auprès de la Russie concernant la persécution religieuse¹⁰. On voudrait invoquer l'art. 11 paragraphe 2 du Pacte de la Société des Nations¹¹. Personnellement, je ne crois pas que ceci pourrait servir utilement. Tout d'abord parce que la Russie ne fait pas partie de la Société des Nations, ensuite la base juridique pour une intervention de cette nature fait défaut. Cependant, il me serait utile de connaître votre opinion, ceci à titre strictement privé, puisque grâce à votre longue et inestimable expérience des conciliabules de Genève, votre impression pourrait me fournir des indications précieuses.

M. Motta: Il est inutile de dire que tout comme vous j'ai personnellement horreur des persécutions telles qu'elles sont rapportées actuellement de Russie et que je suis profondément partisan de toute action qui pourrait avoir une influence bienfaisante. Mais en tâchant de me rendre compte des résultats d'une intervention des organes de la Société des Nations, il m'est difficile d'y découvrir des effets utiles. Comme vous le dites, le paragraphe 2, de l'art. 11, n'offre pas une base juridique suffisante. En outre, l'intervention de la Société des Nations auprès d'un Etat qui n'en est pas membre et où l'«immixtion dans les affaires intérieures» donnerait promptement lieu à une riposte, ne laisse en effet espérer aucun succès pratique. Tout au plus, pourrait-on compter avec la possibilité d'un effet moral provoqué par cette démarche dans les pays d'Europe. Cet effet moral auquel on

9. J. Ramsay MacDonald.

10. Sur l'attitude du Conseil fédéral face à cette question, cf. les procès-verbaux des séances du 1^{er} avril 1930 (E 1004 1/321) et du 2 septembre 1931 (E 1004 1/330).

11. ... tout Membre de la Société a le droit, à titre amical, d'appeler l'attention de l'Assemblée ou du Conseil sur toute circonstance de nature à affecter les relations internationales et qui menace par suite de troubler la paix ou la bonne entente entre nations dont la paix dépend.

pourrait éventuellement s'attendre me paraît cependant trop peu certain pour justifier le risque que prendrait la Société des Nations en intervenant.

Mr. Henderson: Parfaitemt, l'autre jour, un Membre du Parlement m'a dit qu'il fallait exercer une pression à Moscou pour provoquer un changement de méthodes. Je lui ai répondu: «Pouvez-vous me citer un seul exemple ou quel Gouvernement étranger ou qui que ce soit ait jamais pu amener le Gouvernement de Moscou à changer de méthode.»

L'entrevue qui a été extrêmement cordiale et intéressante a duré 25 minutes.

5

E 1004 1/320

*CONSEIL FÉDÉRAL
Procès-verbal de la séance du 18 février 1930¹*

294. Konferenz betr. Zollwaffenstillstand. Instruktion für die schweizerische Delegation

Volkswirtschaftsdepartement. Antrag vom 5. Februar 1930

Das Volkswirtschaftsdepartement legt folgenden Bericht vor:

I.

«Der Chef des Volkswirtschaftsdepartementes hatte bereits Gelegenheit, den Bundesrat mündlich darauf aufmerksam zu machen², dass die Aussichten, anlässlich der am 17. d. M. in Genf beginnenden internationalen Konferenz zum Abschlusse einer Konvention über einen Zollwaffenstillstand zu gelangen, sehr gering sind. Seither hat sich in verschiedenen Ländern, insbesondere in Frankreich, der Widerstand gegen eine solche Konvention verstärkt. Die am 31. Januar in der französischen Deputiertenkammer diskutierten 4 Interpellationen über diese Frage lassen keinen Zweifel darüber, dass das französische Parlament in seiner grossen Mehrheit der Idee des Zollwaffenstillstandes durchaus ablehnend gegenübersteht und der französischen Regierung nicht gestatten wird, ihr Land auf diesem Wege zu binden. Ähnlich tönen die Stimmen aus Italien und Deutschland sowie aus verschiedenen Staaten Osteuropas. Es ist übrigens nicht uninteressant, festzustellen, dass man sich offenbar auch im Völkerbundssekretariat keinerlei Illusionen mehr hingibt, indem die offiziellen Dokumente nicht mehr, wie früher,

1. *Absent: Minger.*

2. *Lors de la séance du 31 janvier. Cf. PVCF du 31 janvier 1930 (E 1004 1/320). Cf. aussi DDS vol. 9, n° 524. Sur l'attitude de la Suisse par rapport à la conférence de Genève cf. E 2001 (C) 5/39.*

von einer «Conférence internationale pour la conclusion d'une trêve douanière», sondern von einer «Conférence préliminaire des délégués prévu par la résolution de la 10^e assemblée³, § 2, sur l'œuvre économique de la Société des Nations» sprechen. Es ist deshalb heute mit Sicherheit anzunehmen, dass man in Genf wohl sehr viel über die wirtschaftliche Tätigkeit des Völkerbundes im allgemeinen sowie über die wirtschaftliche Annäherung der europäischen Staaten im besondern reden, dass aber der vorgesehene Abschluss einer Konvention betreffend Zollwaffenstillstand kaum mehr ernsthaft diskutiert, geschweige denn realisiert wird.

Trotz dieser, jedenfalls in negativer Hinsicht, ziemlich klaren Situation dürfte es angezeigt sein, das offiziell immer noch vorliegende, vom Comité économique ausgearbeitete Vertragsprojekt vom schweizerischen Standpunkt aus einer näheren Prüfung zu unterwerfen und als Instruktion für die schweizerische Delegation aus dieser Prüfung die notwendigen Konsequenzen zu ziehen.

II.

/.../⁴

III.

Prüft man nun die Frage, ob und eventuell unter welchen Bedingungen die Schweiz den soeben erwähnten Grundzügen einer internationalen Konvention zustimmen könnte, so gelangt man zu folgenden Überlegungen:

1. Die Konvention bezweckt nicht, die heutigen Zollverhältnisse, die von Land zu Land bekanntlich sehr variieren, einfach auf kürzere oder längere Dauer festzulegen. Sie ist nicht Selbstzweck, sondern Mittel zum Zweck, die nötigen Grundlagen zu schaffen, um in einer zweiten Etappe durch plurilaterale Verhandlungen den Versuch zu unternehmen, den internationalen Warenaustausch zu erleichtern. Es ist dies ein Ziel, das bereits von der Weltwirtschaftskonferenz von 1927⁵ in den Vordergrund gestellt wurde, dem fast alle Regierungen zugestimmt haben und das auch sowohl vom Bundesrat als von der Bundesversammlung, getreu der bisherigen schweizerischen Handelspolitik, gebilligt worden ist⁶.

Dass die Verwirklichung dieses Ziels auf plurilateralem Wege gewaltige Schwierigkeiten bietet, ist unbestreitbar. Ob sich diese Schwierigkeiten überhaupt in befriedigender Weise überwinden lassen, ist sehr schwer zu sagen. Jedenfalls bestehen aber gewisse Möglichkeiten für den Fall, dass die bezüglichen Verhandlungen in einer Atmosphäre der Ruhe und des Vertrauens geführt werden könnten, die dann nicht denkbar ist, wenn sie ständig durch neue Zollerhöhungen ge-

3. *De septembre 1929. Résolution publiée in FF, 1930, II, pp. 170–172.*

4. *La proposition du Département de l'Economie publique expose ensuite les points principaux de l'avant-projet de convention établi par le Comité économique; document publié par la SdN le 1^{er} novembre 1929. Cf. aussi E 2001 (C) 5/39.*

5. *Cf. DDS vol. 9, nos 249, 328, 343 et 346.*

6. *La Convention internationale pour l'abolition des prohibitions et restrictions à l'importation et à l'exportation, conclue à Genève le 8 novembre 1927, avait été approuvée par les Chambres fédérales le 20 juin 1929. Cf. RO, 1930, vol. 46, pp. 11 et ss. et p. 470.*

stört wird. Will man also das Ziel: Erleichterung der Handelsbeziehungen durch plurilateralen Abbau der Zollschränken – nicht etwa Zollunion⁷, Pan-Europa⁸ und ähnliche Phantastereien – erreichen, so wird man grundsätzlich auch dem ersten Mittel, dem vorläufigen Waffenstillstand, zustimmen müssen.

2. Man hat gegen eine Zollwaffenstillstands-Konvention hauptsächlich eingewendet, sie beschränke die Souveränität, die Zollautonomie der mitmachenden Staaten. Dies ist zweifellos richtig, aber für Staaten, die – wie die Schweiz – seit Jahrzehnten ihre Handelspolitik auf den Abschluss bilateraler Tarifhandelsverträge eingestellt haben, grundsätzlich nichts Neues. Jeder Tarifhandelsvertrag beschränkt für die gebundenen Positionen die Zollautonomie, gibt aber dafür durch die vom Vertragsgegner übernommene gleiche Beschränkung die notwendige Grundlage für die Entwicklung des Exportes. Wenn diese Autonomie im plurilateralen Vertrag bedeutend mehr eingeschränkt wird als in einem bilateralen, so steht dem gegenüber, dass sich nicht nur ein einzelner Staat für einen bestimmten grösseren oder kleinern Teil seines Zolltarifes bindet, sondern dass eine Vielheit von Staaten sich für die Totalität ihrer Zollpositionen verpflichtet, dem Export nicht neue Schwierigkeiten zu bereiten. Das grössere Opfer wird deshalb durch die grössere Gegenleistung kompensiert.

Von den rund 1400 Positionen des schweizerischen Gebrauchstarifes⁹ ist gegenwärtig durch Handelsverträge rund die Hälfte gebunden. Wenn auch theoretisch diese Handelsverträge in kurzer Frist gekündigt werden können, so ist doch unbestreitbar, dass unser Land niemals stark genug wäre, alle diese Verträge, oder auch nur mehrere von ihnen, zu kündigen. Praktisch wird man wohl sagen dürfen, dass schon heute die Hälfte unseres Zolltarifes mindestens auf die Dauer festgelegt ist, welche für die internationale Konvention vorgesehen wurde. Darunter befindet sich aber die Grosszahl derjenigen Positionen, die handelspolitisch und wirtschaftlich wichtig sind, und es gibt verhältnismässig wenig Artikel, für welche die Notwendigkeit oder Zweckmässigkeit einer Erhöhung in allernächster Zeit voraussehbar wäre. Gewiss dürfte die von der Schweiz durch Unterzeichnung einer internationalen Konvention übernommene generelle Bindung der heutigen Zölle nicht unterschätzt werden; allein man wird anderseits nicht behaupten können, dass eine solche Bindung im grundsätzlichen Widerspruch stände mit unserer bisherigen Auffassung und Handhabung der Handelspolitik oder mit den schweizerischen Bedürfnissen für die kommenden 2–3 Jahre. Eine Beschränkung unserer Bewegungsfreiheit wäre da, aber sie könnte kaum von vornherein als unerträglich und deshalb unannehmbar bezeichnet werden. Ob sie annehmbar wäre, hängt deshalb in ausschlaggebender Weise davon ab, welche Vorteile auf der andern Seite für unsere Wirtschaft erzielt werden könnten. Darüber ist folgendes zu sagen:

3. Ausser Japan und Kuba bleiben der bevorstehenden Konferenz alle ausser-europäischen Staaten als Vertragskontrahenten fern. Von diesen sind also Gegen-

7. Cf. n° 71.

8. Mouvement fondé en 1923 par le comte R. Coudenhove-Kalergi.

9. Le tarif douanier suisse datait du 8 juin 1921 et était entré en vigueur le 1^{er} juillet de la même année. Cf. RO, 1921, vol. 37, pp. 367–473.

leistungen irgendwelcher Art nicht zu erwarten. Insbesondere ist mit Recht gesagt worden, dass das Fernbleiben der Vereinigten Staaten von Amerika für eine allfällige Konvention eine grosse Schwächung bedeute. Es bleibt somit die Frage zu untersuchen, ob die Teilnahme der europäischen Staaten allein für die Schweiz ein genügendes Äquivalent für ihre eingegangene Bindung bietet. Dabei wird man diejenigen europäischen Staaten, denen gegenüber wir durch den Abschluss umfassender Tarifhandelsverträge für unsern Export ohnehin gesorgt haben, beiseite lassen müssen. Eine durch uns vorgenommene Untersuchung gelangt zum Resultat, dass die schweizerische Ausfuhr nach denjenigen europäischen Staaten, mit welchen keine solchen Tarifabreden getroffen wurden, ungefähr jährlich einen Betrag von Fr. 500000000 ausmacht. Dabei ist selbstverständlich vorausgesetzt, dass durch die Konvention diesen Staaten keine für den schweizerischen Export wichtigen Ausnahmen bewilligt würden. Auf diesen wichtigen Punkt werden wir in anderem Zusammenhange zurückkommen.

In den erwähnten 500 Millionen nimmt insbesondere England, mit ca. 300 Millionen, und dann auch Holland, mit ca. 60 Millionen, eine ganz überragende Stellung ein. England hat sich bisher in seiner Zollpolitik keinem Staate gegenüber irgendwie gebunden. Es kann jederzeit neue Zölle in beliebiger Höhe einführen und dadurch den Hunderte von Millionen ausmachenden schweizerischen Export dorthin ganz oder teilweise unterbinden. Da gerade in England gegenwärtig die Tendenzen, dem Arbeitslosenproblem durch Einführung neuer und hoher Schutzzölle zu begegnen¹⁰, ständig im Wachsen sind, so ergibt sich ohne weiteres das grosse schweizerische Interesse, durch Abschluss einer Konvention, an der auch England mitwirkt, diese Gefahr zu beseitigen. Ähnlich liegen die Dinge mit Holland und andern Staaten. Wir sind deshalb der Ansicht, dass eine Sicherung des erwähnten schweizerischen Exportes von rund 500 Millionen Franken jährlich die Einschränkung unserer Bewegungsfreiheit mehr als wettmachen würde.

4. Dazu kommt aber noch etwas anderes: Gerade die Diskussion über den Zollwaffenstillstand in vielen für unsere Ausfuhr wichtigen Staaten hat mit erschreckender Deutlichkeit gezeigt, wie gross mancherorts das Bestreben ist, den heutigen Zollschutz wesentlich zu verstärken. Es sei nur an die Vorgänge in Deutschland¹¹, Frankreich¹², Italien¹³ und Österreich erinnert. Unser kleines Land, das nach diesen grossen Staaten exportieren muss, würde durch eine Verwirklichung dieser Zollerhöhungsbegehren in empfindlicher Weise getroffen, und es könnte seiner wirtschaftlichen Struktur gemäss den Schaden nur zu einem kleinen Teil durch Erhöhung der eigenen Zölle ausgleichen. Gerade der Widerstand dieser Staaten gegen das Projekt eines Zollwaffenstillstandes scheint uns ein Grund mehr dafür zu sein, dass die Schweiz grundsätzlich für den Gedanken ein-

10. Cf. plus bas les allusions aux déclarations de Baldwin et de Lloyd George.

11. Une loi du 22 décembre 1929 avait relevé plusieurs droits de douane, notamment les droits sur divers produits agricoles.

12. Par une loi du 1^{er} décembre 1929 le Gouvernement français avait relevé les droits de douane sur plusieurs produits agricoles.

13. En 1929 l'Italie avait relevé fortement les droits d'entrée sur les céréales et leurs dérivés et au début de décembre de la même année ceux de plusieurs produits industriels.

treten sollte, durch internationale Abkommen einem weiteren Ansteigen der Zollmauern ein Ende zu bereiten.

5. Darüber, dass die heutige zollpolitische Situation in Europa unbefriedigend ist und dass insbesondere für unsren industriellen und landwirtschaftlichen Export die Zollmauern abgebaut werden sollten, herrscht Einstimmigkeit. In vielen Kreisen möchte man dieses Ziel aber erstreben durch Weiterführung der bisherigen bilateralen Handelsvertragsverhandlungen, nicht aber auf multilateralem Weg. Demgegenüber ist aber festzustellen, dass auf bilateralem Weg die direkten Möglichkeiten für unser Land nahezu erschöpft sind und dass auch indirekt, durch das Spiel der Meistbegünstigungsklausel, grundlegende Verbesserungen in nächster Zeit nicht zu erwarten sind. Wir sind übrigens der bestimmten Auffassung, dass plurilaterale Verhandlungen nicht an die Stelle des bisherigen Handelsvertragssystems treten, sondern dieses ergänzen sollen.

IV.

/.../

Gestützt auf obige Ausführungen gelangen wir zu folgenden *Anträgen*:

I. Die schweizerische Delegation an der am 17. d. M. in Genf zusammentretenden internationalen Konferenz erhält folgende Instruktionen:

1. Die Delegation wird sich in der Generaldebatte zunächst abwartend verhalten und mit Aufmerksamkeit die Erklärungen verfolgen, welche von den europäischen Grossstaaten sowie von den übrigen Ländern, die für den Absatz schweizerischer Produkte besonders wichtig sind, abgegeben werden. Sollten sich diese Erklärungen, wie zu erwarten ist, im wesentlichen grundsätzlich gegen die Idee des Zollwaffenstillstandes aussprechen oder aber zu dieser Bedingungen und Ausnahmen postulieren, die den Wert der Konvention für die Schweiz wesentlich beeinträchtigen, so wird der Chef der schweizerischen Delegation ungefähr folgende Erklärung abgeben:

Obschon sich die Schweiz wirtschaftlich in einer besonders schwierigen Lage befindet und soweinig als andere Länder ihre Inlandsproduktion schutzlos lassen kann, hat sie doch die Idee eines Zollwaffenstillstandes als Grundlage für Verhandlungen über eine wirtschaftliche Annäherung insbesondere der europäischen Staaten begrüsst. Sie wäre bereit gewesen, auf der Grundlage des vom Comité économique ausgearbeiteten Entwurfs in eine Detaildiskussion einzutreten ...

/.../

2. Sollte wider Erwarten die Generaldebatte die Möglichkeit schaffen, zum Abschlusse einer einen Fortschritt bedeutenden Konvention zu gelangen und sollte in diesem Sinne auf eine Detailberatung eingetreten werden, so wird die schweizerische Delegation eventuell unter Bezug von Vertretern der grösseren Wirtschaftsorganisationen die im Sinne von Art. 11 des Vorentwurfes¹⁴ allfällig notwendigen Ausnahmebegehren feststellen, wobei sie sich immerhin auf das wirklich Nötige zu beschränken hat. Umgekehrt wird sie allen von andern Staaten geforderten Ausnahmebestimmungen Widerstand leisten, wenn solche Ausnahmen für den schweizerischen Export von wesentlicher Bedeutung sind.

14. Cf. n. 4 ci-dessus.

3. Sollten sich im Verlaufe der Verhandlungen grundsätzlich neue Ideen oder Vorschläge zeigen, so wird die Delegation dem Bundesrate Bericht und Antrag stellen.

/.../

Mündlich fügt der *Vorsteher des Volkswirtschaftsdepartementes* den Ausführungen im schriftlichen Antrage noch folgendes bei:

Vorläufig komme keine Herabsetzung der Zölle in Betracht und überdies werde in der Übereinkunft ein Vorbehalt bezüglich der Fiskalzölle gemacht werden. Es liege somit kein Grund vor, vom Standpunkt der staatlichen Finanzen den Zollwaffenstillstand zu bekämpfen.

In wirtschaftlicher Hinsicht sei insofern in letzter Zeit eine weitere Abklärung erfolgt, als der österreichische Handelsminister¹⁵ erklärt hat, wenn die Konvention nicht zustande komme, so müsse Österreich zu höhern Schutzzöllen übergehen. In England hat Baldwin¹⁶ in einer Rede ausgeführt, eine neue konservative Regierung werde genötigt sein, die Industrie durch Schutzzölle zu stützen und dadurch die Arbeitslosigkeit zu bekämpfen. Lloyd Georg¹⁷ hat sich in ähnlichem Sinne geäussert. Auch dürfe nicht vergessen werden, dass wir selbst vor einigen Jahren zu Zollerhöhungen und Einfuhrbeschränkungen gegriffen haben, um unsere Wirtschaft aufrechtzuerhalten¹⁸. Kommt in Genf nichts zustande, so ist zu befürchten, dass England ähnlich vorgeht, seine Zölle erhöht. Was das für uns bedeutet, wird sofort klar, wenn man sich erinnert, dass die Schweiz jährlich für 300 Millionen Franken Waren nach England ausführt; Holland und wahrscheinlich auch andere Länder werden das Beispiel Englands nachahmen. Das wäre für die Schweiz von unabsehbaren Folgen. Sie findet auf ihrem kleinen Inlandsmarkt keine Kompensation.

Was unsere Landwirtschaft anbelangt, so darf sie nicht vergessen, dass sie wegen ihrer hohen Produktionskosten nur wenig ausführen kann. Sie ist in der Hauptsache auf den Inlandmarkt angewiesen und kann daher nur gedeihen, wenn die Schweiz eine kaufkräftige Bevölkerung aufweist, d. h. eine Bevölkerung, die in der Industrie Verdienst hat. Es ist nicht ersichtlich, welche landwirtschaftlichen Zölle in nächster Zeit erhöht werden könnten. Die Schweine- und Ochsenzölle kommen nicht in Betracht; denn auf diesem Gebiet kann unserer Landwirtschaft nur durch die Grenzsperre aus seuchenpolizeilichen Gründen geholfen werden. Um dieselbe Wirkung mit dem Zoll zu erreichen, müsste er in einem Masse erhöht werden, das das Volk nie annehmen würde. Eine weitere Erhöhung des Butterzolles ist schon mit Rücksicht auf das Beispiel, das wir geben, im Hinblick auf unsere Käseausfuhr ausgeschlossen.

Dagegen hat unsere zurzeit teilweise stark leidende Industrie ein wachsendes Bedürfnis nach Zollerleichterungen.

Scheitern die Verhandlungen in Genf, so bleibt es nicht bei dem heutigen An-

15. M. Hainisch.

16. *Premier Ministre anglais jusqu'en 1929.*

17. *Député aux Communes, ancien Premier Ministre.*

18. *Ces mesures avaient été prises à la suite de l'arrêté fédéral concernant la restriction des importations du 18 février 1921 (RO, 1921. vol. 37, pp. 129–131).*

satz, sondern die fremden Zollschränken werden erhöht und damit auch unsere Ausfuhr in eine sehr schwierige Lage gebracht.

Ursprünglich war ich der Meinung, wir könnten uns in Genf eher passiv verhalten; nach reiflicher Überlegung bin ich zur Überzeugung gekommen, dass wir uns grundsätzlich für den Zollwaffenstillstand einsetzen sollen. Kommt er dann nicht zustande, so wird es uns doch sowohl in späteren Verhandlungen mit dem Ausland als auch für unsere Stellung nach innen zustatten kommen, wenn wir an einem Scheitern nicht schuld sind, sondern darauf hinweisen können, dass wir die Hand zu einer Verständigung bieten wollten. Jedenfalls ist es für uns besser, wenn ein Scheitern der Konferenz nicht uns, sondern andern zur Last gelegt werden kann. Wir haben also alles Interesse daran, in Genf zu erklären, die Schweiz würde es begrüssen, wenn eine Übereinkunft zustande käme, wobei wir natürlich unsern Beitreitt von der endgültigen Gestaltung dieser Übereinkunft abhängig machen müssen. Ich ersuche um die Ermächtigung, in Genf in diesem Sinne Stellung zu nehmen.

M. le président¹⁹ tient à attirer l'attention sur le danger que présenterait, au point de vue fiscal, la conclusion d'une trêve douanière. Une convention de ce genre, en cristallisant la situation actuelle non seulement quant aux droits de douane proprement dits, mais également quant aux droits accessoires, nous placerait dans un état d'infériorité manifeste. Et cela pour deux raisons:

1^o Tous les Etats demeureront libres de prélever des impôts de consommation à l'intérieur et de paralyser ainsi les conséquences fiscales de la cristallisation des droits de douane. Or nous nous trouvons, à cet égard, dans une situation différente de celle des autres Etats. Notre peuple, en effet, ne veut pas d'impôts de consommation. Et en voudrait-il même, que notre structure fédérative ne nous permettrait pas d'en percevoir. Actuellement, les impôts de consommation sont perçus chez nous pour 90 pour cent à la frontière et pour 10 pour cent seulement à l'intérieur. Les autres pays, au contraire, les prélèvent surtout à l'intérieur.

Ainsi le tarif douanier anglais ne compte qu'une douzaine de droits fiscaux. Le nôtre, en revanche, n'en compte pas moins de 250. En réalité, notre tarif tout entier a un caractère fiscal, sauf pour un petit nombre de positions. De sorte que, si nous ne pouvons pas obtenir une exception pour ces 250 positions, nous devrons demander à l'impôt direct les ressources nécessaires aux besoins croissants du ménage fédéral.

2^o Il ne sert à rien de démolir les barrières douanières si l'on n'empêche pas de dresser à l'intérieur des pays d'autres barrières qui paralysent indirectement nos exportations. Or nous voyons en Allemagne, en France, en Angleterre, le fisc imposer sous différentes formes nos maisons d'exportation pour les affaires qu'elles font dans ces pays. Dans ce domaine également nous sommes désarmés, car l'examen de la question nous a obligés à reconnaître qu'une imposition analogue serait impraticable chez nous.

La conférence a été insuffisamment préparée. La nomenclature douanière, qui seule peut permettre d'établir des comparaisons entre les divers tarifs, fait défaut. De plus, quand on veut comparer, il faut employer des mesures égales: ici entre

19. *J. M. Musy.*

en jeu le mode de dédouanement, car il n'est nullement indifférent que le dédouanement se fasse au poids brut ou au poids net.

Dans ces conditions, la conférence ne peut pas aboutir. Et, par les motifs exposés ci-dessus, ce sera un bien pour notre pays.

Il ressort de la discussion, à laquelle prennent part tous les membres du conseil, que dans les conditions où elle s'ouvre, la conférence ne paraît pas, en effet, avoir grande chance de succès. Mais même si elle n'aboutit pas à la conclusion d'un projet de convention, ses délibérations n'en marqueront pas moins un premier essai d'accord économique et peut-être le début d'une évolution. Quelques fondées que puissent être les critiques de M. le président relatives à la préparation insuffisante de la conférence et ses craintes quant aux conséquences fiscales d'une cristallisation des droits de douane, les suites d'un échec de la conférence, tant au point de vue économique que moral, seraient telles que la Suisse ne saurait y assumer la moindre part de responsabilité. C'est à éviter ce danger que la délégation devra s'employer en premier lieu.

Au vu de ces considérations, le Conseil arrête:

Les propositions du département de l'économie publique sont adoptées avec les modifications résultant de l'exposé verbal de M. le chef du département.

6

E 1004 1/320

*CONSEIL FÉDÉRAL
Procès-verbal de la séance du 26 février 1930*

323. Zones de Genève

Verbal

M. le chef du département politique rappelle que dans la dernière séance le conseil a envisagé la remise d'une note à l'ambassade de France au sujet de la question des zones. Quelle que soit la force des arguments que nous pourrons développer à La Haye en faveur de notre cause, il importe de laisser l'impression à la cour que nous avons fait tout notre possible pour arriver à une entente. Or cette impression, d'après M. Logoz¹ ne se dégage pas pleinement de la lecture des procès-verbaux, des négociations de décembre 1929². Il est de fait que ces négociations ont tourné de court et que nous n'avons pas trouvé l'occasion de déposer notre projet de convention³. D'autre part, dans les trois entretiens que M. Motta

1. Agent de la Confédération dans l'affaire des zones.

2. Cf. DDS vol. 9, nos 522 et 523. Les procès-verbaux figurent également dans les documents imprimés par la Cour (Publications de la Cour permanente de justice internationale, série C, no 19, Documents relatifs à l'ordonnance du 6 décembre 1930. Affaire des zones franches de la Haute-Savoie et du Pays de Gex (deuxième phase), vol. II, pp. 791 ss).

3. Cf. DDS vol. 9, no 513, A.

a eus avec M. de Marcilly⁴ depuis la rupture, l'ambassadeur a déclaré qu'il était absolument exclu que les négociateurs français fussent autorisés à examiner, même à titre éventuel, un projet fondé sur le rétablissement des zones. Il y aurait donc intérêt à provoquer à nouveau une déclaration de l'ambassadeur pour poser ensuite la question par la voie d'une note. Si, comme on peut s'y attendre, la réponse est négative, la note attestera aux yeux de la cour de La Haye le désir de la Suisse d'aboutir à un arrangement. Si elle permettait aux négociateurs de se rencontrer à nouveau, ce serait l'occasion de déposer notre projet de convention.

Mais il reste à savoir quelle attitude devra prendre le chef du département politique au cas où l'ambassadeur répondrait en demandant si le Conseil fédéral est disposé de son côté à examiner un projet fondé sur le maintien du cordon douanier à la frontière. M. Motta serait-il autorisé à répondre que le Conseil fédéral est disposé à en prendre connaissance?

Au cours de la discussion, plusieurs membres du conseil déclarent que si le Conseil fédéral acceptait, même à titre de contre-partie, d'examiner un projet fondé sur le maintien du cordon douanier à la frontière, il heurterait les sentiments d'une fraction notable de l'opinion tant à Genève que dans le reste du pays. Cette éventualité doit donc être écartée. Dans ces conditions, on peut se demander s'il est utile de renouer les négociations, surtout après l'indiscrétion qui a appris au public que telle était l'intention du Conseil fédéral. Toutefois, comme l'ambassadeur est convoqué pour cet après-midi et qu'il s'attend qu'il lui sera parlé des zones, le conseil estime que l'entretien ne peut plus être évité. Mais le chef du département politique pourra l'engager en demandant à l'ambassadeur si, vu l'impossibilité d'aboutir à un accord, il ne serait pas indiqué d'abréger le délai imparti par la cour⁵ et de retourner à brève échéance à La Haye. Il lui sera loisible de demander également au cours de la conversation si les négociateurs français ne pourraient pas être autorisés à examiner, à titre éventuel, un projet de convention fondé sur le rétablissement des petites zones. Au cas où l'ambassadeur répondrait en demandant si les négociateurs suisses seraient disposés à examiner, de leur côté, un projet fondé sur le maintien du cordon douanier à la frontière, M. Motta déclarera que, cette solution ayant été écartée par la cour de La Haye, il n'y a pas lieu de l'envisager à nouveau⁶.

4. *Ambassadeur de France à Berne.*

5. Cf. DDS vol. 9, n° 498. *Le délai imparti par la Cour aux deux parties pour tenter de s'entendre directement échoit le 30 mai 1930.*

6. *La note du 7 mars 1930 du Chef du Département politique à l'Ambassadeur de France à Berne revient sur l'entretien du 26 février et propose que les deux parties constatent l'impossibilité d'une entente directe, ce qui ouvrirait ainsi la voie à la poursuite de la procédure judiciaire. (Publications de la Cour permanente de justice internationale, série C, n° 19, Documents relatifs à l'ordonnance du 6 décembre 1930. Affaire des zones franches de la Haute-Savoie et du Pays de Gex (deuxième phase), vol. II, pp. 832-833).*

CONSEIL FÉDÉRAL
Procès-verbal de la séance du 26 février 1930

326. Bank für internationalen Zahlungsausgleich

Politisches Departement. Antrag vom 25. Februar 1930

Die Bundesversammlung hat in der ausserordentlichen Februar-Session 1930 mit den Bundesbeschlüssen vom 25. Februar das Abkommen über die Bank für Internationalen Zahlungsausgleich genehmigt und der Verlängerung dieses Abkommens für die Dauer der Bank zugestimmt¹.

Bereits vor den Beratungen in der Bundesversammlung ist von Anhängern der Freigeldbewegung² dem politischen Departement gegenüber der Befürchtung Ausdruck gegeben worden, dass die Schweiz durch das Abkommen gehindert sein könnte, die Goldwährung zu verlassen. Diese Befürchtungen, die überhaupt nur bei Verkennen der bewährten Grundsätze unserer Währungspolitik bestehen können, wurden damit begründet, dass im Ingress des Grundgesetzes das Aktienkapital der Bank nicht nur in Schweizerfranken, sondern auch nach dessen Feingoldgewicht bestimmt sei und dass in Artikel 5 der Statuten eine ähnliche Vorschrift bestehe. Daraus wurde gefolgert, dass auch die Schweiz verpflichtet sei, die Goldwährung beizubehalten.

Auch Herr Ständerat Schneider (Baselland) hat vor Beginn der Beratungen in der Bundesversammlung das politische Departement angefragt³, ob aus den erwähnten Gründen die Schweiz bezüglich ihrer Währungsgesetzgebung gebunden sei und ob Artikel 10 des Grundgesetzes nicht die zuständigen Behörden der Schweiz hindere, in Krisenzeiten die zum Schutze der Währung nötigen Massnahmen zu treffen. Das politische Departement hat über diese Fragen die Meinungsäusserung von Herrn Professor Bachmann, Präsident des Direktoriums der Schweizerischen Nationalbank, eingeholt⁴. Nach eingehender Prüfung wurde Herrn Ständerat Schneider geantwortet⁵, dass seine Befürchtungen nicht begründet seien. Der Ingress des Grundgesetzes enthält keine Verpflichtungen der Schweiz, sondern hat seiner Rechtsnatur entsprechend nur historische Bedeutung. Die Bestimmungen der Statuten, die von der Schweiz genehmigt sind, gelten für die Bank, und zwar für ihr Aktienkapital, nicht aber für den Bund und seine

1. Cf. RO, 1930, vol. 46, p. 67 et pp. 305–306. Cf. aussi le Message du Conseil fédéral du 7 février 1930 (FF, 1930, I, pp. 73–76). La convention sur la Banque des règlements internationaux avait été conclue à la Haye le 20 janvier (texte de la convention in RO, 1930, vol. 46, pp. 68–71).

2. Sur le mouvement pour la «monnaie franche» cf. E 6100 (A), Archiv-Nr. 447.

3. Cf. lettre de G. Schneider à Motta du 31 janvier (E 2001 (C) 2/43).

4. Cf. lettre de Motta à Bachmann du 5 février. Cf. aussi les lettres de Bachmann à Motta du 11 et du 14 février (E 2001 (C) 2/43).

5. Cf. lettre de Motta à G. Schneider du 18 février (E 2001 (C) 2/43).

Währungsgesetzgebung. Was Artikel 10 des Grundgesetzes anbelangt, so handelt es sich dabei um Verpflichtungen, die auch von den andern Vertragsstaaten in Artikel X, Absatz 2, des Haager Abkommens⁶ übernommen worden sind. Das Verbot, das in Artikel 10 des Grundgesetzes enthalten ist, gilt nur bezüglich der Bank. Dank Artikel 20 der Statuten hat jedoch die Schweizerische Nationalbank die Möglichkeit, durch Einspruch zu verhindern, dass die Bank für Internationalen Zahlungsausgleich mit ihrer Geschäftstätigkeit die Bestrebungen des schweizerischen Währungsinstituts zur Aufrechterhaltung unserer Währung durchkreuzen könnte. Herrn Ständerat Schneider wurde vom Ergebnis dieser Untersuchung Mitteilung gemacht und er erklärte sich von der Antwort anlässlich seines Votums im Ständerate befriedigt.

Auch in den Kommissionen des Nationalrates und des Ständerates und in den Verhandlungen in den Räten selbst sind die erwähnten Fragen aufgeworfen worden, und zwar im Nationalrat von Herrn Seiler⁷ (Baselland) und im Ständerat wiederum von Herrn Schneider⁸. Beide Herren erklärten zwar, dass die Antworten, die sie erhalten hätten, die von ihnen geäußerten Bedenken zerstreuen würden, machten jedoch die Anregung, dass bei der Notifizierung der Ratifikation des Abkommens die Auffassung der Schweiz den andern Vertragsstaaten zur Kenntnis gebracht werde. Der Sprecher des Bundesrates behielt den Entscheid des Bundesrates vor, brachte jedoch bereits zum Ausdruck, dass gewisse Bedenken gegen solche Erklärungen beständen⁹. Der Bundesrat wird daher darüber zu befinden haben, ob der Anregung der Herren Seiler und Schneider Folge zu geben sei.

Wie ausgeführt wurde, ist es eine Selbstverständlichkeit, dass die Schweiz durch das Abkommen in ihrer Währungsgesetzgebung nicht behindert ist. Eine andere Auffassung ist rechtlich unhaltbar. Ebenso kann die Befugnis der Schweizerischen Nationalbank, Einspruch zu erheben gegen den Verkauf von in der Schweiz gekauftem Gold und daselbst gekauften Golddevisen nicht bestritten werden, sofern beim Ankauf die nötigen Vorbehalte gemacht worden sind. Über unbestrittene Auslegungen Erklärungen abzugeben, erübrigts sich.

Ferner aber müsste es nicht unbedenklich erscheinen, der Anregung Seiler/Schneider Folge zu geben, weil dadurch der Eindruck erweckt werden könnte, dass die Schweiz beabsichtigt, die Goldwährung, für die sie zur Zeit die rechtliche Grundlage schafft, wieder preiszugeben. Niemand ausser den Freigeldnern hat die Souveränität der Schweiz bezüglich ihrer Währungsgesetzgebung in Frage gestellt. Solche Erklärungen müssten daher von den Vertragsstaaten dahin ausgelegt werden, dass die schweizerische Regierung nicht von der Richtigkeit ihrer bisherigen Währungspolitik überzeugt ist. Dank dieser Politik ist unserm Lande der Sitz der Bank zuerkannt worden. Es sollte daher auch der Schein vermieden

6. Cf. n. 1 ci-dessus.

7. Lors de la séance du 24 février. Cf. *Bulletin sténographique officiel de l'Assemblée fédérale, Conseil national, 1930*, session extraordinaire de février, pp. 14–15.

8. Lors de la séance du 25 février. Cf. *Bulletin ...*, *Conseil des Etats, 1930, session extraordinaire de février*, pp. 7–9.

9. Cf. les interventions de Motta devant le Conseil national le 24 février (*Bulletin ...*, pp. 19–20) et devant le Conseil des Etats le 25 février (*Bulletin ...*, pp. 9–13).

werden, dass die Schweiz jemals diese Grundsätze verlassen könnte und dass die zuständigen Organe, dem Rate Unberufener folgend, sich ernstlich mit dem Gedanken befassten, wie die bewährte Goldwährung durch ein Phantasiegebilde ersetzt werden solle.

Die gleiche Auffassung, dass Erklärungen nicht abzugeben sind, wird auch von Herrn Präsident Bachmann geteilt.

Antragsgemäß wird *beschlossen*:

1. Das Abkommen über die Bank für Internationalen Zahlungsausgleich, abgeschlossen im Haag am 20. Januar 1930, genehmigt seitens der Bundesversammlung mit Bundesbeschluss vom 25. Februar 1930, wird ratifiziert.

/... /

3. Das politische Departement wird beauftragt, die Ratifikationsurkunde dem französischen Ausserministerium in Paris zu übergeben¹⁰.

/... /

5. Auf die in den Räten gemachten Anregungen über Erklärungen, welche vom Bundesrate bei der Notifizierung der Ratifikation des Abkommens abgegeben werden sollten, wird nicht eingetreten.

10. *L'instrument de ratification de la convention est remis le 27 février par le Ministre de Suisse, Dunant, au Ministre français des Affaires étrangères, A. Briand. Cf. lettre de Dunant à Motta du 28 février* (E 2001 (C) 2/43).

8

E 7110 1/56

*Le Vice-directeur de la Division du Commerce du Département
de l'Economie publique, J. Hotz, au Directeur de la Division du Commerce
du Département de l'Economie publique, W. Stucki*

Frankreich. Handelsübereinkunft vom 8. Juli 1929

L FS

Bern, 13. März 1930

/... /¹¹

Auf Grund von Informationen aus offiziöser Quelle hat uns die Gesandtschaft konfidential noch mitgeteilt, dass einige Parlamentarier aus den benachbarten Departementen versucht hätten, den Präsidenten der Zollkommission der Kammer, Hrn. Fougère, von der Opportunität einer Verbindung der Ratifikation der Handelsübereinkunft mit der Regelung der Zonenfrage zu überzeugen. Das Handelsministerium habe aber Hrn. Fougère aufgeklärt, dass zwi-

11. *L'industrie chimique bâloise se plaint de la lenteur mise par la France à ratifier la convention de commerce franco-suisse, à l'examen devant la Commission des douanes de la Chambre des députés.*

schen beiden Fragen kein Zusammenhang bestehe. Immerhin sei der Schritt dieser Parlamentarier an der Verzögerung der Berichterstattung über die Handelsübereinkunft durch die Zollkommission nicht ganz unbeteiligt. Hr. Fougère habe die Absicht, diese Parlamentarier einzuladen, ihren Standpunkt vor der Zollkommission darzulegen. Im Handelsministerium hoffe man, dass sich die Kommission damit begnügen werde, die Befürworter einer Verquickung der beiden Fragen anzuhören, und über ihre Einwendungen hinweggehen werde.

Die Gesandtschaft schreibt weiter, übrigens sei nun der schärfste Gegner der Freizonen, Hr. Fernand David, als Landwirtschaftsminister in die neue Regierung eingetreten², was die Sache wahrscheinlich nicht erleichtern werde. Man könne schon jetzt voraussehen, dass die Beratung des Budgets das Parlament wie das neue Kabinett vollständig in Anspruch nehmen werde. Unsere Handelsübereinkunft dürfte daher nicht vor einigen Wochen ratifiziert werden.

2. *Sénateur de la Haute-Savoie, Ministre de l'Agriculture du 2^e cabinet Tardieu.*

9

E 2001 (C) 3/99

*Le Chef du Département politique, G. Motta,
au Département de Justice et Police*

*Copie
L VH*

Berne, 14 mars 1930

Nous avons pris connaissance avec un vif intérêt de l'étude très travaillée que le Ministère public fédéral a consacrée aux diverses affaires d'espionnage politique au profit de l'Italie qui ont été découvertes simultanément au Tessin et à St-Gall¹ et qui appellent indubitablement une réaction énergique de notre part.

Nous ne saurions dissimuler, toutefois, que, si nous aboutissons à des conclusions assez voisines de celles de M. le Procureur de la Confédération, en ce qui concerne la suite pratique à donner à ces affaires, nous ne pouvons nous rallier à l'argumentation qu'il développe touchant l'application aux cas actuellement pendents de l'article 39 du code pénal fédéral².

1. Cf. le rapport du Ministère public au Département de Justice et Police du 7 mars 1930 (E 2001 (C) 3/99).

A St-Gall, en 1929, le Vice-consul d'Italie, G. Ungarelli, avait chargé un détective privé d'origine allemande mais naturalisé suisse, E. Obermayr, de recueillir des informations sur les antifascistes italiens de la région. Au Tessin, c'est un citoyen suisse, F. Imperiali, qui depuis 1928 était payé par des émissaires de la police italienne, L. Guidone et S. Saltamerenda, pour prendre des renseignements sur le compte d'émigrés italiens en Suisse.

2. Quiconque viole le territoire suisse, ou se rend coupable envers la Suisse ou une partie de la Suisse d'autres actes contraires au droit des gens, ou favorise d'une manière quelconque des actes de cette nature, est puni de l'emprisonnement avec amende, et dans les cas graves de la réclusion.

Nous sommes pleinement d'accord avec M. Stämpfli pour admettre que l'article 39 du code pénal fédéral assimile à une violation du territoire suisse et punit comme telle tous les actes officiels effectués sur notre territoire *au nom* d'un Gouvernement étranger autres que ceux qui sont autorisés par un accord international (comme, par exemple, ceux des douaniers étrangers dans une gare internationale) ou ceux qui, selon les principes du droit des gens, constituent l'activité licite d'une représentation diplomatique ou consulaire.

L'article 39 du code pénal fédéral vise indiscutablement – encore qu'à notre connaissance, il n'ait jamais été appliqué en pareil cas – la commission, sur notre territoire, d'actes tels que:

- a) l'arrestation de fugitifs par des policiers étrangers,
- b) l'audition de témoins par des consuls étrangers,
- c) la célébration de mariages consulaires,
- d) la perception d'impôts en faveur d'un Etat étranger,
- e) l'organisation d'une milice ou d'une police répressive.

Ces actes, fort divers, ont un caractère commun; ils usurpent, au profit d'un Etat étranger et même à son nom, un attribut de la puissance publique, qui n'appartient qu'au souverain territorial, et c'est en cela qu'ils sont contraires au droit des gens.

Les agissements de mouchards à la solde d'une police étrangère ont un tout autre caractère. Ils ne se présentent nullement comme des actes officiels effectués au nom d'un autre Etat; ils sont, tout au contraire, inofficiels et clandestins.

Ainsi que le prouve l'existence des agences de police privées compromises dans les affaires dont il s'agit, l'organisation d'un service d'information est permise à de simples particuliers; elle n'est donc pas l'apanage exclusif du souverain territorial.

Ces agissements sont répréhensibles dans la mesure où ils portent atteinte à l'ordre et à la paix publics (cf. projet d'article 48ter du code pénal fédéral); ils relèvent du droit pénal interne et non pas du droit des gens.

Il est entendu que l'espionnage politique est répréhensible et qu'un Etat est fondé à le réprimer, de même qu'il peut réprimer l'espionnage militaire. Mais force est bien de constater que le code pénal fédéral ne contient pas de disposition visant l'espionnage et que les peines prévues par le code pénal militaire pour l'espionnage militaire sont inapplicables à l'espionnage politique. La lacune que présente, à cet égard, le code pénal fédéral a déjà été constatée à diverses reprises. Ainsi que le rapport du Ministère public fédéral le relate, il avait été question, en 1890, de faire adopter par les Chambres fédérales un article 48ter, qui aurait permis de punir les agissements effectués à la solde d'une police étrangère susceptibles de nuire à l'ordre et à la paix publics. Il y a été renoncé, non pas parce que cette adjonction aurait été superflue, mais parce qu'il a paru vain de chercher à combler les lacunes «d'un code pénal suranné, qui ne connaît pas les délits politiques des temps présents ... ni les anarchistes, ni la dynamite, ni l'espionnage politique».

Il est bien compréhensible qu'en présence d'actes répréhensibles qui ne font pas l'objet d'une disposition précise de la loi pénale, on soit tenté de les faire tomber sous le coup d'un article qui ne les vise pas expressément. En 1854 déjà, le Con-

seil fédéral a cédé à cette tentation, à l'occasion de l'affaire Contini, mais il n'a pas été suivi par le Tribunal fédéral, dont la Chambre d'accusation a rendu, le 7 avril 1854, un arrêt constatant qu'aucun article du code pénal fédéral ne punit des actes d'espionnage politique en faveur d'un Etat étranger³. Cette jurisprudence a fait règle depuis lors en ce sens que, selon une pratique de soixantequinze ans, tous les cas d'espionnage politique qui ont été constatés en Suisse – qui, ainsi que M. Stämpfli le relève, sont extrêmement nombreux – ont été réglés par la voie administrative, sans que l'on ait cherché à leur donner une sanction pénale. L'impossibilité de punir judiciairement des actes d'espionnage politique a été admise même dans l'affaire Wohlgemuth⁴, à l'occasion de laquelle Bismarck avait pourtant déclaré que, devant l'inaction de la police suisse, l'Allemagne était obligée de faire elle-même, sur territoire suisse, des opérations de police, et bien que cette déclaration reflète une volonté d'usurper une parcelle de la puissance publique du souverain territorial, volonté qui, à notre avis, fait manifestement défaut dans les cas actuellement constatés.

Abstraction faite des sérieux arguments qui précèdent en faveur de la jurisprudence fixée par l'arrêt de la Chambre d'accusation du Tribunal fédéral du 7 avril 1854, nous ne saurions dissimuler que, du point de vue politique, il nous paraîtrait particulièrement inopportun de chercher à modifier cette jurisprudence à l'occasion des cas actuellement constatés, qui n'ont certes pas la gravité d'une affaire Wohlgemuth et qui mettent en cause un Etat voisin de la Suisse avec lequel nous avons intérêt à ne pas provoquer des froissements évitables.

Nous nous félicitons de constater que le Ministère public fédéral arrive par une autre voie à des conclusions analogues et, renonçant à préconiser une suite judiciaire aux affaires d'espionnage politique dont il s'agit, propose lui-même de les liquider par des moyens administratifs et diplomatiques.

Nous partageons l'avis du Ministère public fédéral qu'il se justifierait pleinement de prononcer l'expulsion administrative des nommés *Guidone, Saltamerenda, Pradella, Bazzi, Scala, Valt et Panella* et d'adresser à Andreas *Obermayr* père et à Casimiro et Rosario *Pauletto* un avertissement avec menace d'expulsion⁵.

3. Venu en Suisse en novembre 1853, le lombard A. Contini était chargé par la police autrichienne de Milan et de Côme de surveiller les exilés du royaume lombardo-vénitien établis au Tessin. Il étendit même ses activités d'espionnage à des citoyens suisses sympathisants de Mazzini. Arrêté, il fut expulsé de Suisse à la suite de l'arrêt du Tribunal fédéral du 7 avril 1854.

4. A. Wohlgemuth, inspecteur de police de Mulhouse, avait engagé pour l'utiliser comme agent provocateur dans les milieux socialistes allemands, un tailleur bavarois habitant Bâle, B.-A. Lutz. Dénoncé, Wohlgemuth fut arrêté par la police argovienne et expulsé de Suisse par le Conseil fédéral le 30 avril 1889. Malgré les pressions de Bismarck, le Gouvernement suisse maintint son décret d'expulsion. Comme mesure de rétorsion, le Chancelier allemand dénonça unilatéralement, le 20 juillet 1889, le traité d'établissement avec la Suisse de 1876.

5. Les cinq premiers impliqués dans l'affaire du service d'information au Tessin, les autres ayant collaboré aux activités de renseignements dirigées par le Vice-consul d'Italie à St-Gall. Le père du détective E. Obermayr, de nationalité allemande, avait fourni au fils de petits renseignements tout en ignorant leur destination réelle. Cf. rapport du Ministère public du 7 mars 1930 (E 2001 (C) 3/99). Cf. aussi n. 1 ci-dessus.

Dans sa séance du 26 mars suivant, le Conseil fédéral adhéra à la proposition du Ministère public en décidant l'expulsion, respectivement l'avertissement de ces mouchards (E 1004 1/321).

Nous sommes prêts, d'autre part, à exposer au Ministre d'Italie à Berne que, le Conseil fédéral ayant dû prendre des mesures d'expulsion contre des étrangers en Suisse que le Vice-Consul d'Italie à St-Gall avait chargés d'effectuer pour son compte des actes d'espionnage politique, M. Ungarelli ne peut continuer à remplir des fonctions officielles dans notre pays et que nous serions, à notre regret, dans l'obligation de lui retirer l'exequatur si, prenant les devants, le Gouvernement italien ne jugeait préférable de le rappeler sans délai.

A l'occasion de la démarche que nous ferions auprès de M. Marchi touchant le cas Ungarelli, nous serions disposés à lui faire observer, de la façon la plus explicite, que le Conseil fédéral ne saurait tolérer qu'un Etat étranger organisât sur notre territoire un service clandestin de renseignements politiques, que le mouchardage répugne tout particulièrement à notre peuple et lui inspire une indignation d'autant plus grande que nos moeurs n'ont jamais toléré que nos Gouvernements recourussent pour leur compte à de telles pratiques et que, ainsi que nous avons déjà eu l'occasion de le faire savoir au Gouvernement italien, nous considérions comme un acte amical de sa part de faire en sorte que ne se reproduisent plus des incidents semblables, dont la répercussion sur les bonnes relations entre les deux pays est plus profonde qu'on ne pense. Il ne nous paraîtrait guère opportun, en revanche, de demander au Gouvernement italien la promesse formelle qu'il ne sera plus effectué sur le territoire suisse des actes d'espionnage politique au profit de l'Italie. On ne peut se dissimuler, en effet, que, pour un Gouvernement dictatorial, l'exercice, à l'intérieur et dans les pays voisins, d'une stricte surveillance sur les ennemis du régime doit forcément apparaître, même si c'est à tort, comme une nécessité vitale, qu'il serait vain d'espérer faire partager au Gouvernement italien le sentiment d'intime réprobation que nous inspire le mouchardage et que l'engagement que nous lui demanderions de ne plus recourir à de semblables pratiques sur notre territoire ne pourrait que nous être refusé ou nous être donné avec des réserves mentales qui le rendraient dénué de valeur. Mieux vaut, semble-t-il, nous borner à demander une satisfaction concrète. Le rappel de M. Ungarelli comporterait un désaveu implicite de ses actes et devrait suffire à nous donner satisfaction.

Nous ne pouvons cacher, enfin, qu'il nous paraîtrait inopportun de rouvrir, à l'occasion des faits récemment constatés, l'affaire Zen-Barth⁶, qui date du mois de février 1928 et a fait l'objet, en son temps, de représentations de notre part auprès du Ministre d'Italie à Berne, à la suite desquelles le Vice-Consul d'Italie à St-Gall, M. Grazzi, a été déplacé et remplacé par M. Ungarelli, ainsi que les affaires Buffoni et Rizzoli⁷, dont nous avons entretenu la Légation d'Italie au cours de l'année 1929 déjà et que, du côté italien, on pouvait à bon droit considérer comme liquidées. Tout au plus pourrions-nous saisir l'occasion pour attirer l'attention du Ministre d'Italie sur le fait que les affaires Buffoni et Rizzoli, qu'il n'a

6. En février 1928, A. Zen, Secrétaire du Consulat d'Italie à St-Gall et secrétaire politique du groupe fasciste local, chargea le détective privé A. Barth de surveiller deux ressortissants italiens.

7. U. Buffoni et A. Rizzoli avaient recueilli des renseignements sur les activités politiques de ressortissants italiens établis à Lausanne. Le premier était en liaison avec le Consul d'Italie à Lausanne, I. Zappoli. Arrêtés, ils furent expulsés de Suisse par le Conseil fédéral le 29 août 1929 (E 1004 1/317).

pas été possible de cacher au public, ont nui à la réputation de M. Zappoli et qu'il serait sans doute de l'intérêt du Gouvernement italien lui-même de déplacer un agent dont la situation est devenue difficile. Une remarque analogue pourrait être faite au sujet du secrétaire du Vice-Consul d'Italie à St-Gall, M. Zen, déjà compromis, en 1928, dans une affaire d'espionnage politique et dont il est difficile de ne pas s'imaginer qu'il est un peu responsable des erreurs commises par M. Ungarrelli.

10

E 2, Archiv-Nr. 1703

Le Chef du Département politique, G. Motta, au Professeur P. Logoz¹

LVH

Berne, 17 mars 1930

/.../

La note française du 12 mars² nous paraît, ..., une expression fort caractéristique des méthodes qui ont été employées par la délégation française et qui ont frappé de stérilité les négociations de décembre dernier: parti pris de faire complète abstraction de l'ordonnance de la Cour permanente de Justice internationale du 19 août 1929³; volonté arrêtée de ne rien concéder à l'adversaire, même dans les détails, même au prix de flagrante contradiction, et de s'abstenir de toute proposition concrète qui pourrait, si peu que ce soit, engager l'avenir; affirmation hautaine d'une bonne volonté qui se manifestera quand la partie adverse sera venue à récipiscence.

/.../⁴

Nous ne pouvons cacher, d'ailleurs, que la question de savoir si c'est à la Suisse ou à la France qu'incombe la responsabilité de l'échec des négociations⁵ nous paraît tout à fait secondaire et presque négligeable. Nous ne saurions considérer la Cour de Justice comme un jury chargé d'apprecier laquelle des Parties a témoigné de l'esprit le plus conciliant et de récompenser la bonne volonté dont il a été fait preuve.

Nous croyons pouvoir admettre que, les Parties n'ayant pu s'entendre directement, la Cour aura, au cours de la seconde phase du procès, à examiner en premier lieu, dans le cadre de son ordonnance du 19 août 1929, si le régime traditionnel des zones peut ou non être adapté aux circonstances actuelles sans que sa

1. Agent de la Confédération dans l'affaire des zones.

2. En réponse à la note suisse du 7 mars 1930. (*Publications de la Cour permanente de justice internationale*, série C, n° 19. *Documents relatifs à l'ordonnance du 6 décembre 1930. Affaire des zones franches de la Haute-Savoie et du Pays de Gex (deuxième phase)*, vol. II, pp. 833-836).

3. Cf. DDS vol. 9, n° 498, A.

4. La lettre donne ensuite un exemple, tiré des procès-verbaux des conversations des 9 et 10 décembre 1929, de l'attitude française.

5. Des 9 et 10 décembre 1929.

structure essentielle soit modifiée et que ce n'est qu'au cas où cette question devrait être résolue par la négative qu'une solution comportant la suppression des zones serait envisagée.

Nous pensons que, dans ces conditions, il ne peut nous être fait le reproche de n'avoir pas examiné avec la France à quel prix les zones pourraient être supprimées, du moment qu'elle se refusait à discuter d'abord avec nous à quelles conditions elles pourraient être maintenues. Au risque même d'être taxés d'intransigeance, nous estimons que nous avons intérêt à rester fidèles à cette ligne de conduite.

La note française du 12 mars est, elle aussi, fidèle à la thèse que M. de Marcilly⁶ n'a cessé de soutenir et selon laquelle, la France excluant d'emblée qu'il soit possible d'adapter le régime traditionnel des zones aux circonstances actuelles, une entente ne peut se faire que sur leur valeur de rachat, valeur qu'il appartient à la Suisse d'indiquer.

S'attacher à la déclaration de M. de Marcilly que les Parties ne sont pas fondées à constater l'impossibilité d'une entente directe au sujet de la valeur de rachat des zones pour proposer la reprise des négociations, ce serait, nous semble-t-il, affaiblir gravement la position très nette au bénéfice de laquelle nous nous trouvons actuellement et nous avons la conviction que le Conseil fédéral ne s'y résoudrait pas.

Rouvrir, un mois avant l'expiration du délai qui nous a été imparti par la Cour pour régler l'affaire des zones par une entente directe⁷, les négociations interrompues en décembre, ce serait, d'autre part, nous exposer de gaieté de cœur à de dangereuses manœuvres tendant à la prorogation à laquelle la France aurait certainement intérêt. Ce serait, enfin, courir le risque de dérouter l'opinion suisse, dont les manifestations publiques ont été jusqu'ici presque unanimes, encore qu'il ne faille guère se dissimuler que des tendances assez diverses la parcoururent, et de rompre une unité de front qui nous est favorable.

Nous inclinons donc à penser que, la note française du 12 mars ne comportant pas nécessairement de réponse, le mieux serait de laisser tomber une conversation qui ne peut plus conduire qu'à des redites, afin d'avoir les mains entièrement libres pour provoquer, le plus tôt que faire se pourra, la réouverture de la procédure judiciaire. On pourrait être tenté de réfuter telles ou telles assertions de M. de Marcilly, mais nous redouterions d'engager, à la veille de retourner devant la Cour, une polémique diplomatique à laquelle il faudrait, tôt ou tard, couper court⁸.

6. Ambassadeur de France à Berne.

7. Le délai expire en effet le 30 mai 1930.

8. Le 28 mars, le Chef du Département politique, G. Motta, avise le greffier de la Cour qu'il apparaît au Conseil fédéral impossible d'arriver à une entente directe dans le délai imparti aux deux gouvernements. (*Publications de la Cour permanente de justice internationale*, série C, no 19. Documents relatifs à l'ordonnance du 6 décembre 1930. Affaire des zones franches de la Haute-Savoie et du Pays de Gex, vol. V, p. 2189).

11

E 7110 1/131

*Le Président de la Commission commerciale suisse en Egypte, E. Trembley,
au Directeur de la Division du Commerce du Département de l'Economie
publique, W. Stucki*

L

Le Caire, 25 mars 1930

J'ai l'honneur de vous confirmer ma lettre du 7 mars¹ vous accusant réception de vos missives des 18² et 24 février arrivées pendant que moi-même je me trouvais en voyage en Europe.

Le 8 mars je fus reçu en audience par S.E. Wacyf Pacha Ghali, Ministre des Affaires Etrangères pour prendre contact quant à la mission dont vous m'avez fait l'honneur de me charger. Les explications qui, au cours de cette première entrevue, me furent données sur la manière (très différente de la vôtre) selon laquelle le Gouvernement Egyptien envisageait le renouvellement des accords commerciaux ne me paraissant, après réflexion, pas suffisamment claires, j'attendis, avant de vous en faire part, d'avoir pu les faire préciser par le Sous-Secrétaire d'Etat, Cherif Bey Sabry. Il se passa cependant quelque temps avant que je pusse le rencontrer, tous les hauts fonctionnaires égyptiens étant fort affairés par la réception officielle du Roi et de la Reine des Belges, puis par le départ des trois Ministres (dont celui des Affaires Etrangères) délégués à Londres pour négocier l'accord anglo-égyptien³. En outre, je suis moi-même, en ce moment, débordé de travail par la mise sur pied d'une très grosse affaire (la constitution du cartel des fabriques égyptiennes de ciment). Je ne pus donc, bien malgré moi, rencontrer Sabry Bey que le 23 mars. Entretemps le Ministre m'avait adressé, en date du 9 mars⁴ la lettre ... contenant le projet égyptien d'accord.

1. Non reproduit.

2. Par lettre du 18 février, la Division du Commerce du Département de l'Economie publique avait chargé Trembley d'entreprendre des négociations avec le Gouvernement égyptien:
/.../

Se fondant sur notre proposition, le Conseil fédéral, en date de ce jour, a autorisé en conséquence notre département:

1^o à entamer, par votre intermédiaire, des négociations avec le Gouvernement égyptien en vue d'une réglementation nouvelle des rapports commerciaux avec l'Egypte;

2^o à tenter d'obtenir, en échange d'un abaissement du droit suisse sur le coton brut, d'un franc à 30 cts au maximum par quintal, des réductions, selon la liste ci-jointe, sur les droits du nouveau tarif douanier égyptien pour les produits d'exportation les plus importants de notre industrie.

En ce qui concerne les contre-prestations de la Suisse, il n'est pas besoin de longues explications. ... dans nos rapports commerciaux avec l'Egypte, le coton occupe de beaucoup le poste le plus important de notre importation. Il est donc compréhensible qu'il ne puisse être question de concessions suisses que sur cet article. *Confidentiallement et à titre d'orientation personnelle*, nous vous faisons remarquer que, tout en consentant un sacrifice sur les droits à prélever sur le coton, la Suisse accède à un vœu de son industrie cotonnière, qui subit actuellement une crise assez aiguë. /.../ (E 7110 1/131).

3. Les négociations se sont ouvertes le 27 mars.

4. Non reproduit.

De ces deux entretiens il résulte ce qui suit:

Tout en ne refusant pas d'examiner les suggestions qui pourraient lui être faites avant que le tarif soit soumis à la discussion du Parlement, le Gouvernement égyptien ne se propose pas de réellement négocier à son sujet. Il se borne à dire aux Etats Etrangers: «Voici mon tarif minimum. Il vous sera appliqué si vous consentez à ce que nous nous accordions réciproquement les clauses de la nation la plus favorisée. Sinon je vous appliquerai des droits doubles de ceux indiqués. Par courtoisie envers vous, le Parlement m'a autorisé à suspendre à votre égard et pendant un certain temps, l'application de cette surtaxe. Mais ce délai de grâce n'est nullement d'une année à partir du 17 février 1930, comme vous semblez le croire (c'est en effet ce qui m'avait paru ressortir clairement de mon entretien avec le Ministre). Son expiration a été fixée une première fois au 17 mars 1930, puis nous avons consenti à en prolonger la durée de deux mois encore, soit jusqu'au 17 mai prochain. Si à cette date vous n'avez pas accédé à notre proposition, la surtaxe sera automatiquement appliquée à vos produits. Le nouveau tarif n'a pas encore été soumis à la discussion de la Chambre. Nous ne pouvons vous dire quand cela aura lieu, mais lorsque le tarif aura reçu la sanction parlementaire il deviendra définitif et ne pourra plus être modifié que par de nouvelles décisions de la chambre. Les accords provisoires seront alors remplacés par des accords définitifs. Si d'ici à l'ouverture des débats vous nous présentez une note exposant les réductions que vous préconisez, nous la transmettrons au Ministère des Finances, ne jouant en cela aucun autre rôle que celui d'une boîte postale (c'est là l'expression même employée par le Ministre des Affaires Etrangères) et ce Ministère examinera s'il y a lieu ou non de faire droit à vos propositions.»

Il résulte donc de ce qui précède que la question se scinde en deux parties bien distinctes. 1^o Echange de notes selon le projet égyptien pour l'accord réciproque du régime de la nation la plus favorisée. 2^o Dépôt d'une note exposant nos observations tarifaires laquelle sera éventuellement examinée et donnera peut-être lieu à une discussion avec le Ministère des Finances.

/.../

En ce qui concerne la note exposant nos réclamations sur certains postes du tarif, veuillez me faire savoir si vous maintenez votre désir qu'elle soit déposée, et dans quelle forme, bien que je doute fort que cette démarche rencontre grand succès, car la réduction de droit de Frs.0.70 par 100 Kgs. sur le coton que nous offrons est bien peu de chose par rapport à la valeur du produit. L'Egypte, presque exclusivement exportatrice d'une matière première indispensable à nos filatures, se trouve dans une position qui lui permet facilement l'intransigeance. Je serais très soulagé et vous serais en même temps très obligé, si vous vouliez bien me donner vous-même le texte du préambule de la note, précédant l'énumération des articles, préambule qui devra être aussi convaincant que possible. Peut-être serait-il préférable dans cette note, au lieu de préciser d'emblée une réduction à 30 centimes du droit d'entrée sur le coton, de dire simplement que nous envisageons, en compensation de ce qui nous serait accordé, «une très forte réduction du droit d'entrée suisse sur le coton», me laissant la latitude d'exprimer verbalement le chiffre au moment opportun.

Je ne sais si votre attention a été attirée par la récente et brusque menace des

Etats-Unis de hausser fortement les droits d'entrée sur le coton égyptien. Cela a causé ici une émotion considérable. Le Ministre des Finances s'est précipité à la Légation d'Amérique pour protester. Peut-être n'était-ce qu'une manœuvre pour inviter l'Egypte à examiner avec une faveur toute particulière les réclamations américaines.

/.../

12

E 2001 (D) 3/162

*Le Chef du Département politique, G. Motta,
au Chef du Département de Justice et Police, H. Häberlin*

*Copie
L VH*

Berne, 28 mars 1930

Pour faire suite à notre lettre du 5 septembre, nous avons l'honneur de vous communiquer copie d'un rapport du Consulat général de Suisse à Shanghai¹ signalant qu'un accord relatif aux Tribunaux chinois dans l'établissement international de Shanghai a été conclu, les 17/22 février 1930, entre la République chinoise et les six Puissances en faveur desquelles des traités stipulent expressément des droits capitulaires en Chine².

Ainsi que vous le verrez, l'accord dont il s'agit, qui ne peut guère être envisagé que comme un fait accompli par les Etats qui, comme la Suisse, bénéficient des capitulations en Chine en vertu de la clause de la nation la plus favorisée, supprime la Cour provisoire mixte qui avait remplacé, en 1928, l'ancienne Cour internationale mixte et institue à sa place une juridiction purement chinoise, comportant un Tribunal de district et une Cour d'appel dont les arrêts sont susceptibles de recours à la Cour suprême de Chine.

La différence essentielle entre le nouveau régime juridictionnel de la concession internationale de Shanghai (distincte de la concession française de Shanghai, qui conserve un régime juridictionnel spécial) réside dans le fait que les procès entre demandeurs étrangers et défendeurs chinois seront, dorénavant, jugés sans le concours d'assesseurs étrangers. Cette modification paraît assez regrettable, car les faibles garanties de sérieux et d'impartialité qu'offrent actuellement les tribunaux chinois ne donnent pas aux étrangers la certitude de pouvoir obtenir justice contre les Chinois établis dans la concession internationale et M. Isler est certainement fondé à envisager la situation avec quelque pessimisme.

On ne saurait, toutefois, se dissimuler que le mouvement d'opinion qui se manifeste en Chine contre les priviléges des étrangers est trop fort pour ne pas entraîner, tôt ou tard, l'abrogation des capitulations. La tactique des Puissances, tendant à les supprimer par étapes pour éviter qu'elles ne disparaissent du jour au lendemain, comme cela a été le cas en Turquie et en Perse, est dès lors compré-

1. *Rapport du Consul Isler au Département politique, du 4 mars 1930* (E 2001 (D) 3/162). Voir annexe au présent document.

2. Brésil, Etats-Unis, France, Grande-Bretagne, Norvège et Pays-Bas.

hensible. Si l'accord des 17/22 février permet de maintenir quelque temps encore en vigueur la juridiction consulaire, seule compétente aujourd'hui encore pour connaître des litiges entre étrangers capitulaires et entre demandeurs chinois et défendeurs étrangers et qui garantit ces derniers contre les exactions de la justice chinoise, on peut admettre qu'un tel avantage compense ses inconvénients.

ANNEXE

E 2001 (D) 3/162

Shanghaï, 4 mars 1930

/.../

Il va sans dire que la modification */introduite par le nouvel accord des 17/22 février 1930/* appelée à avoir la plus grande répercussion est celle qui supprime les assesseurs étrangers dans les causes civiles mixtes et l'on ne peut qu'exprimer sa surprise de voir quatre Puissances ayant des intérêts commerciaux importants dans ce pays-ci priver ainsi leurs ressortissants d'un élément de sécurité dans leurs différends et litiges avec des chinois ou étrangers soumis à la juridiction locale. Sans doute l'institution des assesseurs étrangers ne s'était-elle, malgré les dispositions des traités, pas généralisée en dehors de Shanghaï et de quelques ports ouverts au commerce – elle est par exemple inconnue à Tientsin – et n'y avait-il jamais eu réciprocité, puisque les tribunaux consulaires, dans la grande majorité des cas, n'admettaient pas même la présence d'observateurs chinois. Mais la nécessité de pareille concession est d'autant moins apparente que la France qui possède à Shanghaï son propre Tribunal Mixte n'a pas estimé utile de la faire. En effet l'*Ordre de Service pour le Greffe de la Cour Mixte*, pris par le Consul général de France en date du 25 janvier 1930, ne vise que les affaires pénales ...

La question serait de moindre importance si la décision des Puissances signataires de l'Accord n'avait dû avoir d'influence que sur la situation de leurs propres ressortissants. Mais tel n'est pas le cas. De par la clause de la nation la plus favorisée insérée dans le traité sino-suisse de 1918 et dans les traités provisoires conclus en 1928 par divers Gouvernements étrangers, il se trouve que cette signature décide en même temps du statut en matière de juridiction mixte des Belges, Danois, Espagnols, Italiens, Portugais et Suisses et vraisemblablement aussi des Japonais.

/.../

Il tombe sous le sens que la nation la plus favorisée est la France, qui conserve le système des assesseurs auquel l'Accord du 17 février 1930 met fin et aussi que la clause de la nation la plus favorisée ne saurait jouer en l'occurrence. Les Belges, Danois, Espagnols, Italiens, Portugais et Suisses n'ont aucune possibilité d'accéder à la Cour mixte française et il est oiseux de prévoir l'éventualité de porter les causes mixtes devant un autre tribunal chinois, par exemple devant le Magistrat de la Cité, ainsi que le suggère le Doyen du Corps Consulaire. Des négociations dans ce but, à moins qu'elles ne soient entreprises en commun par tous les Etats intéressés, y compris le Japon, seraient vouées à un échec certain. Or, à part le Japon dont l'attitude future est inconnue et qui fera sans doute dépendre son consentement éventuel de concessions qui pourront lui être faites dans d'autres domaines, les Gouvernements en cause paraissent disposés à accepter le fait accompli, l'Accord du 17 février ayant d'ailleurs reçu l'approbation expresse ou tacite de leurs légations en Chine.

J'ajoute que le nouvel Accord a été fort mal accueilli par la presse et la population étrangères de Shanghaï, en particulier par les principaux journaux anglais. On y raille ouvertement l'incompétence des négociateurs étrangers – ce qui est excessif, ceux-ci n'ayant, en somme, agi que sur les instructions expresses de leurs légations – et celle des représentants des Puissances à Pékin – ce qui est peut-être plus près de la vérité –. On se montre encore moins réticent dans les conversations particulières et le Ministre de Grande Bretagne semble en particulier s'être attiré le ressentiment de ses compatriotes. Mais, comme le démontrent les deux rapports de M. le Ministre Paravicini³ que Vous avez

3. Le rapport de Paravicini du 3 janvier 1930 a été reproduit au n° 1.

bien voulu me communiquer, l'erreur vient évidemment de plus haut: on assiste à une nouvelle surenchère entre Londres et Washington à qui fera le plus de concessions à la Chine, dans l'idée que celle-ci saura s'en montrer reconnaissante et que le commerce des nations anglo-saxonnes en tirera de sérieux avantages. C'est là une illusion que les faits se chargeront, je pense, de dissiper.

Pour l'instant et en ce qui nous concerne l'on ne peut que recommander à nos ressortissants de faire en sorte que leurs transactions avec les chinois ne donnent, s'il est possible, lieu à aucun litige les obligeant à entamer une procédure devant les nouveaux tribunaux. L'expérience des neuf dernières années a en effet démontré que la *Cour Provisoire* fonctionnait, tant au civil qu'au pénal, sensiblement plus mal que l'ancienne *Cour Mixte* et il ne faut donc pas attendre grand'chose du futur Tribunal de district.

13

E 1004 1/321

CONSEIL FÉDÉRAL
Procès-verbal de la séance du 10 avril 1930¹

666. Traité de commerce avec la Turquie

Département de l'économie publique. Proposition du 9 avril 30.

Le 26 mars dernier², le Département de l'Economie publique a exposé que le traité de commerce turco-suisse, du 4 mai 1927³, venant à échéance le 29 avril prochain, à la suite de la dénonciation par la Turquie, il était opportun d'assurer à notre exportation dans ce pays des conditions normales à partir du 29 avril, en négociant avec la Turquie un modus vivendi provisoire, reposant sur la clause de la nation la plus favorisée. Cette façon de procéder avait également pour but de faire profiter le négociateur suisse du futur accord commercial définitif, des expériences faites par l'Allemagne, qui est précisément en pourparlers avec la Turquie, depuis plusieurs mois, pour la conclusion d'une convention commerciale.

Le ministre de Suisse en Turquie, chargé de négocier avec la Turquie le modus vivendi susmentionné, a communiqué⁴ qu'il avait eu, le 29 du même mois, une entrevue à Angora avec le président de la Commission turque de négociations, qui lui a fait savoir qu'il était d'accord quant à la signature du modus vivendi proposé par le Gouvernement suisse, à la condition que les pourparlers tendant à la conclusion d'un accord commercial définitif fussent entamés sans retard.

Dans ces conditions, vu la nécessité pour la Suisse d'obtenir un modus vivendi réglant nos échanges commerciaux avec la Turquie à partir du 29 avril prochain, et attendu que la convention turco-allemande n'a pas encore pu être signée et ne le sera probablement pas dans un avenir rapproché, il paraît utile de déférer au

1. Absents: Häberlin et Schulthess.

2. La proposition du Département de l'Economie publique date en réalité du 28 mars. Cf. PVCF du même jour (E 1004 1/321).

3. Cf. RO, 1927, vol. 43, pp. 439–454. Cf. aussi DDS vol. 9, nos 274, 283 et 296.

4. Cf. la lettre du Ministre Martin du 1^{er} avril 1930 (E 2001 (C) 3/171).

désir des autorités turques, en entamant prochainement les pourparlers dont il s'agit.

Le ministre de Suisse en Turquie est tout à fait indiqué pour entreprendre les négociations commerciales dont il est question.

Etant donné que le nouveau tarif douanier, promulgué par la Turquie le 8 juin 1929, comporte des taux très hauts, il est nécessaire, pour tâcher de donner satisfaction aux exportateurs suisses, de chercher à obtenir du Gouvernement turc, non seulement des stipulations d'ordre général, mais également des stipulations tarifaires, ainsi qu'il a été fait par la France, dont le traité de commerce avec la Turquie, du 29 août 1929, contient plus de 60 réductions, sous la forme de pourcentages de réductions de droits. En effet, la Turquie ne consent plus à se lier par des consolidations fixes et n'octroie dans les traités de commerce que des pourcentages de réduction des droits d'entrée.

Les choses étant ainsi, il faudrait envisager:

1^o de proposer au gouvernement turc de reprendre dans notre futur accord la partie générale du traité turco-suisse actuellement en vigueur, avec les quelques modifications qui se révéleraient nécessaires. En effet, de l'avis également des milieux économiques suisses, ce traité s'est révélé suffisant pour les besoins de notre exportation en Turquie et on pourrait s'en accommoder aussi à l'avenir. Au cas où la délégation turque préférerait négocier sur la base d'un projet de traité plus moderne, notre négociateur lui soumettrait le projet soumis en copie au Conseil, qui a été élaboré sur la base de nos récentes conventions avec la France⁵ et l'Union économique belgo-luxembourgeoise⁶, ainsi que du projet d'accord avec la Roumanie, en tenant compte de la convention de commerce turco-française, du 29 août 1929. Ce projet a été également approuvé par les instances fédérales intéressées, notamment par le Département politique fédéral, la Direction générale des douanes, le Bureau fédéral des matières d'or et d'argent, etc.

2^o De charger le négociateur suisse de remettre aux délégués turcs la liste des desiderata suisses également soumise en copie au Conseil, établie d'entente avec les milieux économiques suisses et comportant un nombre restreint de demandes de réductions tarifaires en faveur des principaux articles de notre exportation en Turquie.

Sur la proposition du département de l'économie publique, il est *décidé*:

1. d'autoriser le Département fédéral de l'économie publique à conclure avec le Gouvernement turc, par l'entremise du ministre de Suisse en Turquie, une nouvelle convention de commerce comportant une partie générale et une partie tarifaire, reposant sur les bases ci-dessus décrites;

2. de nommer M. Henri Martin, ministre de Suisse en Turquie, en qualité de négociateur suisse pour l'accord précité et de lui faire établir les pleins-pouvoirs nécessaires⁷.

5. *Arrangement commercial franco-suisse du 21 janvier et avenant du 11 mars 1928. Cf. RO, 1928, vol. 44, pp. 59–197. Cf. aussi DDS vol. 9.*

6. *Traité de commerce du 26 août 1929. Cf. RO, 1930, vol. 46, pp. 328–387. Cf. aussi DDS vol. 9, nos 449, 455, 471 et 489.*

7. *Le 21 avril 1930, un modus vivendi commercial entre la Suisse et la Turquie est conclu à Ankara par échange de notes. Cf. RO, 1930, vol. 46, pp. 287–290.*

26 AVRIL 1930

14

E 2001 (C) 2/59

*Le Chef de la Division des Affaires étrangères du Département politique,
P. Dinichert, au Ministre de Suisse à Bucarest, F. von Salis*

Copie

L VS Vertraulich

Bern, 26. April 1930

Anschliessend an unser Schreiben vom 23.d.M.¹, betreffend Anleihen der Stadt Bukarest, beehren wir uns, Ihnen beifolgend Abschrift eines streng vertraulichen Zirkulars der Schweizerischen Bankervereinigung² zu Ihrer Kenntnisnahme zu übermitteln.

Wie Sie aus dem Kreisschreiben ersehen, werden die in der Bankervereinigung vertretenen Banken eingeladen, die Beteiligung an Anleihen rumänischer Gemeinden und Privater abzulehnen, solange eine befriedigende Regelung der verschiedenen notleidenden rumänischen Vorkriegsschulden³ nicht gewährleistet ist.

Wir wären Ihnen dankbar, wenn Sie uns über die rumänischen Anleihensabsichten weiterhin auf dem laufenden halten wollten ...

ANNEXE I

E 2001 (C) 2/59

L'Association suisse des Banquiers à ses membres⁴

Copie

L circulaire N° 55

Basel, 23. April 1930

Komitee Balkan Streng vertraulich

RUMÄNIEN

Wie wir erfahren, ist die Gründung einer staatlichen rumänischen Hypothekenbank in Aussicht genommen, die alsdann mit Bankinstituten verschiedener Länder in Verbindung treten wird, um eine grössere Obligationenanleihe unterzubringen.

Unser Komitee möchte den Anlass benützen, darauf hinzuweisen, dass leider immer noch eine Reihe von Vorkriegsanleihen rumänischer Gemeinden und Privatgesellschaften ungeregelt sind. Wir verweisen auf die 4 ½%-Anleihen der Stadt Bukarest von 1895 und 1898, die 5%-Anleihe der Stadt Craiova von 1906, die Pfandbriefe der Ersten Rumänischen Bodenkredit-Gesellschaft, der Städtischen Bodenkredit-Gesellschaft in Bukarest und der Jasier Bodenkredit-Gesellschaft⁵ sowie die

1. Non reproduit.

2. Cf. annexe I ci-dessous.

3. Sur les principaux emprunts roumains en mains suisses, cf. annexe II au présent document.

4. Lettre signée par le Président du Comité Balkans de l'Association suisse des banquiers, A. Morrel-Vischer et par le Secrétaire, E. de Rham.

5. Sur ces affaires, cf. annexe II ci-dessous.

Cf. aussi le rapport politique du Ministre de Salis, du 19 novembre 1930: [...]

... permettez-moi de toucher en deux mots aux emprunts de Bucarest et de Craiova. Tandis que les pourparlers se poursuivent péniblement et que les offres du côté roumain sont inacceptables, la ville de Bucarest embellit journellement et à vue d'œil, on peut dire. – Il en serait de même à

Übernahme einer Reihe von Schulden, welche auf Grund des Friedensvertrages durch Rumänien oder doch mit Hilfe der rumänischen Gesetzgebung übernommen werden sollten.

Wir sind der Ansicht, dass nach Rumänien keine neuen Gelder gegeben werden sollten, solange die verschiedenen pendenten Angelegenheiten, für deren freundschaftliche Lösung wir seit Jahren kämpfen, noch ungeregelt sind. Wir möchten Sie bitten, die Beteiligung an Anleihen rumänischer Gemeinden und Privater ablehnen zu wollen, solange eine befriedigende Regelung der verschiedenen notleidenden Vorkriegsschulden nicht gewährleistet ist. Sollten Ihnen nähere Mitteilungen über Auflage einer Obligationenanleihe in der Schweiz für die zu gründende rumänische Hypothekenbank zugehen, so wären wir Ihnen dankbar für Bericht.

ANNEXE II

E 2001 (C) 2/59

Liste des affaires financières encore pendantes en Roumanie au mois de mai 1930⁶

No

I. Emprunts or Ville de Bucarest 4 1/2% 1895 et 1898

Se basant sur la loi roumaine du 21 décembre 1916 qui autorise les débiteurs d'obligations libellées en or à s'acquitter en lei papier, la Ville de Bucarest a décidé en 1925 de faire en papier le service de ses emprunts 4 1/2% 1895 et 1898, bien que les stipulations d'émission prévoient le paiement en or.

A la demande de l'Association suisse des banquiers, nous priâmes, en 1925, la Légation de Suisse à Bucarest de faire des représentations à la Municipalité de cette ville en vue de sauvegarder les intérêts de nos porteurs propriétaires pour un montant de 380000 lei or environ de ces titres. Jusqu'en automne 1927, il n'avait pas été possible à la Légation d'arriver à ses fins, les élections communales étant proches et ayant été suivies du remplacement de la Municipalité.

A cette époque, l'Association suisse des banquiers, de concert avec l'Association Nationale des Porteurs Français de Valeurs mobilières et l'Association belge pour la défense des Détenteurs de fonds publics, demanda à la Ville de Bucarest de s'acquitter de ses engagements à des conditions meilleures, en admettant d'emblée le principe d'une réduction de la créance de ses mandataires qui «tiendrait compte de tous les intérêts en cause». Cette requête fut appuyée simultanément auprès du Gouvernement roumain par les représentants diplomatiques suisse, français et belge à Bucarest.

En décembre dernier, M. de Salis a, d'entente avec le Ministre d'Allemagne en Roumanie, renouvelé sa démarche en vue d'amener le Gouvernement roumain à faire pression sur la Municipalité de Bucarest pour que des pourparlers soient engagés avec les porteurs. Ces efforts n'ont, toutefois, pas encore abouti.

II. Emprunt or Ville de Craiova 5% 1906

A fin 1919, l'Association suisse des banquiers sollicita notre appui auprès des Autorités roumaines en vue d'obtenir de la Ville de Craiova qu'elle se conforme au contrat d'émission des titres de son emprunt 5% 1906 stipulant que tant le paiement des coupons que le remboursement des obligations étaient à faire en or. La Ville de Craiova, qui avait suspendu ses versements en 1916, refusait de reprendre le service de son emprunt dans cette monnaie, mais offrait de verser des lei au cours du jour, proposition que l'Association suisse des banquiers jugeait inacceptable.

Craiova, m'assure-t-on, une des villes les plus riches du pays! On se moque ainsi du monde et dépense l'argent dû à l'étranger à ses propres fins!

Comme on me le disait encore hier, *l'expert français* auprès de la Banque Nationale est impuissant à mettre le frein. C'est bien ce qu'il m'avouait l'autre jour, quand je lui fis la remarque que, malgré tout, ses rapports étaient toujours teints de rose, en me répondant: «Que voulez-vous, il le faut bien»! (E 2300 Bukarest, Archiv-Nr. 5.)

6. *L'original de la notice n'est pas signé; une copie est datée du 24 mai 1930.*

Cette affaire étant liée à la constitution d'un syndicat des créanciers suisses et des débiteurs roumains, nous décidâmes, à fin 1922, de surseoir à toute démarche diplomatique jusqu'à la formation du syndicat. A cette époque, la Ville de Craiova faisait payer en lei papier les intérêts des titres présentés à l'encaissement; le service d'amortissement, en vue duquel aucun tirage au sort n'avait eu lieu, n'avait, en revanche, pas repris.

Donnant suite à l'avis exprimé par M. de Salis, le Crédit suisse, domicile de paiement en Suisse de l'emprunt, s'adressa, au printemps 1926, directement à la Ville de Craiova. Ses communications étant restées sans réponse, nous chargeâmes à nouveau notre Ministre, en été 1927, de prendre l'affaire en mains et de s'entremettre auprès de la Ville de Craiova, ainsi qu'auprès du Gouvernement roumain. Grâce aux efforts conjugués de notre Légation et de la Légation de Grande-Bretagne, des pourparlers aboutirent, au mois d'octobre 1928, à la signature d'un projet d'accord. Le Conseil Municipal de Craiova ayant été destitué sur ces entrefaites, l'approbation de la part de la Municipalité ne put avoir lieu.

Désireux de ne pas compromettre le placement d'une tranche de l'emprunt de stabilisation⁷ qu'il négociait, le Gouvernement roumain se porta fort envers l'Association des banquiers de l'acceptation, avant le 20 août 1929, du projet d'accord soumis à la Ville de Craiova, faute de quoi il s'engageait à verser les fonds nécessaires à la reprise du service financier de l'emprunt municipal de Craiova sur la base du projet d'accord qui avait été établi.

Les élections municipales n'ayant pas encore eu lieu à la date fixée, le Gouvernement roumain versa, conformément aux engagements pris, les sommes prévues, qui sont actuellement bloquées au Crédit suisse, jusqu'à la signature de l'accord par la Ville de Craiova. Par lettre du 8 avril 1930, la Municipalité de cette ville a fait savoir à l'Association des banquiers que la constitution du Conseil municipal était retardée de quelques jours, certaines contestations s'étant élevées au sujet de la validité des élections qui ont eu lieu récemment. Aux termes de cette communication, la signature de l'accord ne pourra intervenir qu'une fois ces contestations liquidées.

Malgré nos démarches, le Gouvernement roumain n'a pas encore répondu aux interventions de M. de Salis concernant la demi-annuité échue le 1^{er} avril 1930, somme que l'article 8 du projet d'accord oblige la débitrice à déposer 15 jours d'avance. Il y a lieu d'admettre que ce montant ne sera versé qu'à l'occasion du règlement définitif.

III. Lettres de gage de la I^e Société de crédit foncier roumain, de la Société de crédit foncier urbain de Bucarest et du crédit foncier urbain de Jassy

L'Association suisse des banquiers a été récemment avisée par l'Office suisse pour les créances en Roumanie qu'un des délégués de l'Office qui s'est trouvé, il y a peu de temps, à Bucarest, n'a pas réussi à faire modifier l'attitude prise par ces établissements lesquels font une opposition absolue aux revendications suisses.

7. Cf. DDS vol. 9, n^os 426, 431, 434 et 442.

15

E 7110 1/131

*Proposition du Chef du Département de l'Economie publique, E. Schulthess,
au Conseil fédéral*

*Copie**Proposition AL**Berne, 1^{er} mai 1930*

[...]

Dem Bericht des Herrn Trembley, vom 25. März¹, ist zu entnehmen, dass sich der ägyptische Unterstaatssekretär in den Besprechungen dahin äusserte, es sei nicht beabsichtigt, mit der Schweiz oder irgendeinem andern Staate eine Übereinkunft mit Tarifvereinbarungen abzuschliessen, sondern es könne sich nur um den Abschluss eines Meistbegünstigungsabkommens in Form eines Notenaustausches handeln. Er überreichte unserem Vertreter einen bezüglichen Entwurf. Anderseits erklärte er sich bereit, eventuelle Wünsche für die noch bevorstehende parlamentarische Beratung des Zolltarifes entgegenzunehmen. Angesichts dieser Sachlage sahen wir uns genötigt, zunächst einmal die Fortdauer der Meistbegünstigung sicherzustellen.

Wir beauftragten daher Herrn Trembley, der ägyptischen Regierung einen etwas erweiterten Notenentwurf vorzuschlagen, indem wir die Klausel betreffend Liechtenstein, die schon im Notenaustausch vom 9. Juni 1928² figurierte, wieder aufnahmen. Dagegen ersuchten wir unsren Unterhändler, wenn immer möglich auf Weglassung der folgenden Bestimmung zu dringen: «*Provisoirement ledit traitement sera appliqué aux produits qui seront importés en Egypte par la voie de pays n'ayant pas avec l'Egypte des arrangements commerciaux.*»

Der Notenwechsel hat am 19. April in Kairo stattgefunden³. Wie erwartet, war es Herrn Trembley unmöglich, die Weglassung der von uns beanstandeten Klausel in bezug auf die Durchfuhr durch dritte Staaten durchzusetzen.

Anlässlich der Unterzeichnung überreichte Herr Trembley auch die schweizerische Note über die Wünsche in bezug auf die Herabsetzung der ägyptischen Zölle für schweizerische Exportartikel.

Das vorliegende Abkommen ist am 19. April in Kraft getreten. Es kann durch die vertragschliessenden Teile jederzeit auf drei Monate gekündigt werden. Das Abkommen soll durch die zuständigen Behörden in beiden Ländern ratifiziert werden, und der Austausch der Ratifikationsinstrumente soll so bald als möglich in Kairo stattfinden.

Wir beantragen daher:

1. Der am 19. April 1930 in Kairo stattgefundene Notenwechsel zur Neuregelung der Handelsbeziehungen zwischen der Schweiz und Ägypten sei zu genehmigen⁴.

[...]

1. Cf. n° 11.

2. Cf. DDS vol. 9, n° 360.

3. Le texte des notes se trouve in RO 1930, vol. 46, pp. 321-323.

4. Proposition acceptée par le Conseil fédéral dans sa séance du 6 mai suivant (E 1004 1/322). Instruments de ratification échangés au Caire le 7 juin 1930.

16

E 1004 1/321

CONSEIL FÉDÉRAL
Procès-verbal de la séance du 1^{er} mai 1930

766. Zollerhöhungen in Amerika

Volkswirtschaftsdepartement. Mündlich

Der Vorsteher des Volkswirtschaftsdepartementes berichtet über die in den Vereinigten Staaten von Amerika geplanten Zollerhöhungen¹ und über die leider bisher wenig erfolgreichen Schritte, die unsere Gesandtschaft in Washington unternommen hat, um den unserm Lande drohenden Schaden abzuwenden oder doch möglichst zu verringern.

[...]²

Wir stehen somit vor der Tatsache, dass der schweizerische Export, namentlich soweit es die Uhren, Stickereien und Schuhe betrifft, ernstlich bedroht ist. Am schwierigsten ist wohl die Lage für die Uhrenindustrie, die überdies an unserm Export nach den Vereinigten Staaten den verhältnismässig grössten Anteil hat, indem sie heute noch für 65 Millionen Franken dorthin ausführt.

Während der Beratungen des amerikanischen Parlamentes und seiner Ausschüsse hat die schweizerische Gesandtschaft infolge verschiedener Aufträge des Bundesrates mehrfach interveniert und auf die schweren Folgen der projektierten Massnahmen für unsern Export hingewiesen. Das Volkswirtschaftsdepartement wie die Gesandtschaft sind stets im engsten Kontakt mit den beteiligten industriellen Kreisen gestanden.

Die Gesandtschaft in Washington, das Volkswirtschaftsdepartement und die Industrie haben beständig zusammengearbeitet und Schritte unternommen. Die Lage ist als ernst anzusehen und die Erbitterung im Volk, namentlich in den meistbetroffenen Kreisen, begreiflich. Trotzdem heisst es der Situation nüchtern begegnen und nichts überstürzen, nichts unternehmen, das nichts fruchtet, aber schaden könnte. Man schlägt den *Boykott* der Waren aus der nordamerikanischen Union vor. Da heisst es die Wirkungen übersehen. In den Vereinigten Staaten wurden 1928 rund 4,6 Millionen Automobile hergestellt im Wert von 16 Milliarden Franken. Davon hat die Schweiz 6530 Stück im Wert von 44 Millionen Franken gekauft. Das ist ungefähr 1,5 Promille der Produktion. Wir kaufen für unsere Industrie ägyptische und amerikanische Rohbaumwolle. Auf die letztere können wir nicht verzichten, weil die ägyptische andere Eigenschaften hat, die für gewisse Gewebe nicht taugen. Im Jahr 1928 haben wir für 32 Millionen amerikanische Baumwolle eingeführt. Die Gesamterzeugung der Union beträgt jedoch

1. *Le nouveau tarif douanier américain entrera en vigueur le 18 juin suivant.*

2. *Schulthess rappelle ensuite l'activité déployée depuis 1929 par les deux Chambres américaines pour élaborer un nouveau tarif douanier.*

7,5 bis 8 Milliarden Franken. Rohtabak kauften wir den Amerikanern für rund 10 Millionen ab bei einer Gesamtproduktion von über 1,5 Milliarden Franken. Die Bezüge, die wir in den Vereinigten Staaten machen, sind an sich, besonders für ein kleines Land, ganz respektabel, und auch ein grosser Staat sollte über derartige Summen nicht hinwegsehen. Aber im Verhältnis betrachtet sind die von uns gemachten Käufe doch sehr minim und können allenfalls verschmerzt werden. Unser Export nach den Vereinigten Staaten belief sich im verflossenen Jahre auf 208 Millionen Franken, während wir für 291 Millionen importierten. Davon gehen allerdings 52 Millionen für Gold, das keine Handelsware ist, ab. Wir exportierten nach Amerika fast ausschliesslich Fertigfabrikate, wie Farben, Uhren (für 65 Millionen, die also fast den Dritteln der Exportquote ausmachen), Stickereien (10 Millionen). Wir führen jedoch aus der nordamerikanischen Union zum grössten Teil Rohstoffe und Lebensmittel ein, wie Weizen, Rohtabak, Baumwolle, Kupfer, Benzin, Öl, Petrol. Dazu kommen die oben erwähnten Automobile.

Sicher ist, dass der Uhrenexport sehr bedroht ist, in Mitleidenschaft wird auch die Schuhausfuhr gezogen, ebenso die Stickerei. Schon ein geringer Rückgang kann der Uhrenindustrie wegen der in dieser Branche herrschenden Verhältnisse schaden. Es käme eine zu grosse Konkurrenzierung auf mit Preisdrückereien usw.

Die Amerikaner, die Engländer übrigens auch, betrachten das Zollwesen vollkommen als *interne staatliche Angelegenheit*. Es besteht nicht die Auffassung, dass es sich um zwischenstaatliche Beziehungen handelt. Deshalb werden auch keine Handelsverträge mit Tarifabmachungen geschlossen. Es werden allenfalls Meistbegünstigungsabkommen eingegangen. Das macht das Eingreifen sehr schwer, besonders auch auf dem diplomatischen Weg, denn nicht die Regierung und ihre Organe sind die handelnden Faktoren, sondern die Sache spielt sich in parlamentarischen Kommissionen ab. Mit Amerika leben wir in einem *Meistbegünstigungs-Vertrag*³. Sollen wir den künden und unsere Freiheit zurücknehmen, so dass wir auf die amerikanischen Waren erhöhte Zölle legen könnten. Das wäre der offene *Zollkrieg* und hätte zur Folge, dass der Markt für schweizerische Waren gesperrt würde. Die Konsequenzen des Wirtschaftskrieges wären für uns ungleich schwerer, denn der Schweizer Markt ist für die Union nur von geringer Bedeutung, während der nordamerikanische Markt für uns sehr wichtig ist. Wir verlören denselben ganz beim offenen Konflikt, während wir einen guten Teil auch bei Verwirklichung der höhern Zölle behalten. Der schweizerische Export nach den Vereinigten Staaten beläuft sich pro Kopf der Bevölkerung auf rund 50 Fr., während der amerikanische Export nach der Schweiz auf den Kopf der Unionsbevölkerung bloss Fr. 1.50 ausmacht.

Man kann auch nicht auf das *Zusammengehen Europas* abstufen. Denn keine Grossmacht will überhaupt nur in ihrem eigenen Namen etwas unternehmen. Europa ist weder ein Wirtschaftskörper noch ist es einig, noch haben die verschiedenen Staaten gleichlaufende Interessen. Es will in der Frage gar niemand die Führung übernehmen. Die Amerikaner herrschen mit ihren *Geldinvestitionen* zu sehr. Die Hoffnung auf den amerikanischen Präsidenten Hoover scheint eine

3. *Le traité avec les Etats-Unis remonte à 1850.*

verfehlte Spekulation zu sein, denn es stellt sich immer mehr heraus, dass er ein Mitträger der heutigen Wirtschaftspolitik ist, die sich gegen Europa richtet.

Von diesen Mitteilungen wird am Protokoll Vormerk genommen und dabei festgestellt, dass der Bundesrat die vom Volkswirtschaftsdepartement sowie von Kantonsregierungen, öffentlichen Versammlungen und Handelskammern zum Ausdruck gekommenen Befürchtungen teilt. Er billigt die bisher unternommenen Schritte und wird weiterhin alles tun, was im Bereich der Möglichkeit liegt, um den drohenden Schaden von unserm Export abzuwenden.

Zu diesem Zwecke soll insbesondere die schweizerische Gesandtschaft in Washington beauftragt werden, nochmals im Namen des Bundesrates die amerikanische Regierung in freundschaftlicher Weise auf den Charakter der projektierten Zollmassnahmen und ihre schweren Folgen für die schweizerisch-amerikanischen Handelsbeziehungen sowie auf die in unserm Lande dadurch ausgelöste starke Beunruhigung und Bewegung hinzuweisen, und dabei der Hoffnung Ausdruck zu geben, dass diejenigen wesentlichen Milderungen eintreten werden, die billigerweise im Interesse des gegenseitigen Warenaustausches erwartet werden dürfen.

17

E 2001 (C) 3/171

*Le Chef du Département politique, G. Motta,
au Ministre de Suisse à Istanbul, H. Martin*

*Copie
L VS*

Bern, 6. Mai 1930

Wir sind im Besitz Ihrer Berichte vom 26., 29. und 30. v. M.¹, betreffend die Lage der türkischen Währung, und beeilen uns, Ihnen mitzuteilen, dass wir mit Befriedigung davon Kenntnis genommen haben, dass durch ein Dekret² und eine entgegenkommende Praxis die bisherigen Massnahmen der türkischen Regierung gemildert worden sind.

Wir haben uns veranlasst gesehen, hievon u. a. auch der Schweizerischen Bankiervereinigung Kenntnis zu geben, die wir seinerzeit von Ihren Berichten über die schweren Beeinträchtigungen des Devisenverkehrs unterrichtet hatten. Mit Befremden mussten wir aus Ihrem Berichte vom 30. April³ abhinn ersehen, dass die

1. Non reproduit.

2. Décret n° 2 du 24 avril.

3. Dans sa lettre, datée en réalité du 29 avril, le ministre Martin se plaignait de l'attitude de l'Association suisse des banquiers:

... vous m'obligeriez en attirant l'attention de l'Association Suisse des Banquiers sur l'inopportunité qu'il y a, soit à vous mentionner dans une circulaire, soit à me l'envoyer ouverte dans un pays où, en raison même de l'interdiction de l'envoi de chèques ou devises étrangères, il existe la censure postale. Il est facile de concevoir, et il est étonnant qu'on n'y ait pas songé à Bâle, que toute activité de vos agents diplomatiques à l'étranger serait paralysée si votre Département ou vos Legations étaient librement cités dans les circulaires expédiées sous enveloppes ouvertes. Il y a certainement là un malentendu, dont vous ne manquerez pas de dissiper les effets pour l'avenir (E 2001 (C) 3/171).

Bankiervereinigung in einer etwas eigentümlichen Form sich mit einem offenen Zirkular an Sie gewandt hat, in dem erwähnt wird, dass das Politische Departement gebeten worden sei, sich durch Ihre Vermittlung bei der türkischen Regierung zugunsten der Wahrung wohlerworbener Rechte von Schweizerbürgern zu verwenden. Es ist sehr bedauerlich, dass die Bankiervereinigung in einer beinahe leichtfertigen Weise die Versendung eines Zirkulars vorgenommen hat, das schon an sich nicht sehr glücklich abgefasst ist. Wir haben denn auch nicht unterlassen, der Institution gegenüber unsere Auffassung deutlich zum Ausdrucke zu bringen.

Mit Ihrem Schreiben vom 30. v. M. übermitteln Sie uns Durchschlag Ihres Berichts⁴ über die Errichtung einer türkischen Staatsbank⁵, den Sie direkt an Herrn Professor Bachmann, Präsident des Generaldirektoriums der Schweizerischen Nationalbank, gerichtet haben. Sie fügen hinzu, dass Sie Durchschläge auch dem Finanzdepartement und der Handelsabteilung haben zukommen lassen, dass Sie es aber vermieden haben, der Schweizerischen Bankiervereinigung ein Exemplar zuzusenden, damit der Inhalt des Berichts nicht unbefugterweise veröffentlicht werde. Wenn uns Ihre Vorsicht im Hinblick auf das Vorgefallene auch nicht unverständlich ist, so möchten wir doch vorziehen, dass Sie uns inskünftig solche Berichte unmittelbar zukommen lassen und es uns überlassen, zu entscheiden, welchen Stellen sie gegebenenfalls noch zur Kenntnis zu bringen sind.

4. Non reproduit.

5. Suivant ce projet, les banques et les sociétés installées en Turquie devaient participer à la constitution de la Banque d'Etat en achetant une part de son capital-actions. Sur les inquiétudes suscitées par ce projet auprès des sociétés suisses établies en Turquie, cf. la lettre de la direction de Nestlé à la Division du Commerce du 2 mai 1930 (E 2001 (C) 3/171).

18

E 2001 (C) 3/171

*Le Ministre de Suisse à Istanbul, H. Martin,
au Chef du Département politique, G. Motta*

L

Ankara, 14 mai 1930

J'ai l'honneur de vous accuser réception de votre lettre du 6 mai¹, qui m'a appris que vous partagiez mon point de vue vis-à-vis de l'emploi peu raisonnable que l'Association Suisse des Banquiers a fait de certaines informations financières émanant de moi-même.

M'occupant de façon spéciale des affaires économiques et financières depuis plus de vingt ans, il s'est créé entre moi et quelques grandes associations ou institutions suisses, des relations directes parmi lesquelles je puis citer la Banque Nationale, etc.

Ma correspondance avec le Professeur Bachmann, que je connais personnelle-

1. Cf. n° 17.

ment, est assez fréquente, et je dois avouer que je me trouverais dans une situation difficile s'il lui était fait entendre, soit par vous, soit par moi, que mes renseignements ne lui parviendront plus dorénavant par voie directe.

D'autre part, j'ai comme instructions de la Division du Commerce de lui faire tenir des copies de mes rapports d'intérêt général sur des sujets qui relèvent du domaine économique ou financier, pour le cas où ils ne seraient pas adressés d'emblée au Département de l'Economie Publique. De même, dès que je vois qu'une question traitée dans un rapport à un autre Département pourrait peut-être vous intéresser, je ne manque pas de vous le faire parvenir. Au cours de toute ma carrière, il m'a été donné à entendre que les Légations doivent considérer comme un devoir d'envoyer directement aux Départements compétents les copies de rapports adressés à un Département, mais qui en intéresseraient aussi un autre. Vous m'obligeriez dès lors en me faisant connaître les règlements en cette matière, afin que je ne sois pas exposé à un rappel de la Division du Commerce.

J'ajoute que lorsque votre lettre du 6 mai m'est parvenue, je venais justement d'écrire à la Division du Commerce, au Département des Finances et à la Banque Nationale Suisse, au sujet de la question des coupons de la Dette Ottomane et des finances turques², objet de ma dépêche N° 1964 du 10 de ce mois³.

2. Remarque marginale du Chef de la Division des Affaires étrangères, P. Dinichert:

M. Martin ignore-t-il que c'est le Département politique qui est, à proprement parler, le Département compétent en ces matières!! *Sur la Dette ottomane, cf. l'annexe au n° 230.*

3. Non retrouvé.

19

E 2001 (C) 2/59

*Le Président du Directoire de la Banque nationale, G. Bachmann,
au Chef du Département politique, G. Motta*

L

Zürich, 21. Mai 1930

Mitfolgend beehre ich mich, Ihnen unter Bezugnahme auf mein Schreiben vom 10. dies.¹ (C 42 Ro. Allg.) Kopie der von Herrn Charles Rist, dem technischen Berater bei der Rumänischen Nationalbank, erhaltenen Antwort² zuzustellen.

1. Non reproduit.

2. Dans sa lettre, datée du 19 mai, Rist ne cachait pas son étonnement devant le contenu de la circulaire de l'Association suisse des banquiers du 23 avril précédent (Cf. n° 14 A I): [...]

Je ne vous cacherai pas que j'ai été un peu ému de la circulaire de l'Association Suisse des Banquiers dont vous avez bien voulu me donner communication. Il y a, en effet, des différences sensibles entre les revendications dont vous voulez bien me donner la liste. La solution de certaines de ces difficultés dépend exclusivement des municipalités ou de l'Etat roumains, d'autres dépendent d'institutions privées, d'autres, enfin, des Etats voisins de la Roumanie autant que de la Roumanie elle-même. Le refus de participer à tout emprunt tant que l'ensemble de ces questions n'aura pas trouvé une solution satisfaisante me paraît donc bien rigoureux.

/.../(E 2001 (C) 2/59).

Wie Sie daraus zu ersehen belieben, hat Herr Rist bereits das Nötige veranlasst, um soweit möglich die die schweizerischen Interessen berührenden Verhandlungen mit Rumänien zu beschleunigen. Ich frage mich deshalb, ob nicht der Moment gekommen sei, um schweizerischerseits erneut Schritte bei den rumänischen Instanzen zu tun. Es scheint mir, dass die Gelegenheit, gewissermassen unter doppeltem Drucke auf die rumänische Behörden einwirken zu können, sofort wahrgenommen werden sollte. Nach meinem Dafürhalten kämen dabei nur offizielle Demarchen unserer diplomatischen Vertretung in Bukarest in Frage, die als Mandatarin der schweizerischen Gläubigergruppen sollte auftreten können. Dass es gelingen wird, eine restlose Befriedigung der schweizerischen Ansprüche zu erzielen, scheint nach den bisherigen Erfahrungen ausgeschlossen. Vielmehr wird man sich schweizerischerseits letzten Endes auf gewisse Minimalforderungen zu beschränken haben, dies auch im Interesse einer – was wichtig ist – *baldigen* Liquidierung der Pendenzen. Ob und wie weit man jedoch bei den zwei in Betracht kommenden Gläubigervertretungen, d. h. beim Schutzkomitee Balkan der Schweizerischen Bankiervereinigung und beim Schweiz. Office für Forderungen in Rumänien, sich auf solche Minimalforderungen einigen, m. a. W. gewisse Opfer zugestehen kann, vermag ich nicht zu beurteilen. Anderseits erachte ich eine Klarstellung nach dieser Richtung für ein zielbewusstes Vorgehen gegenüber Rumänien als unerlässlich. Aus diesen Gründen erlaube ich mir, Ihnen den Vorschlag zu unterbreiten, es sei, vorgängig weiterer diplomatischer Demarchen bei der rumänischen Regierung, eine Konferenz mit den beiden genannten Gläubigerorganisationen einzuberufen, die unter dem Vorsitz Ihres Departements und eventuell im Beisein einer Vertretung unserer Bank über das weitere Vorgehen sowie allenfalls über die Instruierung unseres diplomatischen Vertreters zu beraten hätte. Eine Mitwirkung der Nationalbank kann freilich nur in dem Sinne in Betracht kommen, als sie auf die Rumänische Nationalbank bzw. auf den ihr beigegebenen Berater einwirken könnte.

Dem Schutzkomitee Balkan der Schweizerischen Bankiervereinigung wie auch Herrn Hodler, Präsidenten der Schweiz. Office für Forderungen in Rumänien, in Bern, sind Kopien der eingangs erwähnten Antwort des Herrn Rist zugegangen.

20

E 6100 (A), Archiv-Nr. 268

*Le Président du Conseil de la Banque nationale, A. Sarasin,
aux membres du Conseil fédéral¹*

L

Bern, den 28. Mai 1930

Wir haben die Ehre, Ihnen zur Kenntnis zu bringen, dass die ausserordentliche Generalversammlung der Aktionäre der Schweizerischen Nationalbank heute beschlossen hat, folgenden *Antrag auf Ergänzung der Gesetzgebung über die*

1. A. Sarasin signe cette lettre au nom de l'Assemblée générale de la Banque nationale. La lettre est adressée au Président de la Confédération, J.-M. Musy, pour l'ensemble du Conseil fédéral.

Schweizerische Nationalbank an den Bundesrat zuhanden der Bundesversammlung zu richten:

«Die Schweizerische Nationalbank ist ermächtigt, sich am Aktienkapital der Bank für internationalen Zahlungsausgleich zu beteiligen und die daraus sich ergebenden Rechte auszuüben. Die Höhe der Beteiligung wird im Einverständnis mit dem Bundesrat festgesetzt.»

Indem wir Ihnen diesen Antrag in Anwendung von Art. 40, Ziff. 5, des Bundesgesetzes über die Schweizerische Nationalbank² zuhanden der Bundesversammlung übermitteln, gestatten wir uns dazu folgende Bemerkungen:

I.

In seiner Botschaft vom 7. Februar 1930³ betreffend die Genehmigung des Abkommens über die Bank für internationalen Zahlungsausgleich hat der Bundesrat, unter Bezugnahme auf das der Botschaft beigegebene Grundgesetz und Statut der Bank für internationalen Zahlungsausgleich (kurz: B.I.Z.) sich eingehend über Organisation, Aufgaben und Bedeutung dieses Instituts ausgesprochen. Es äusserte sich bereits in diesem Zusammenhang auch über die Möglichkeit und Wünschbarkeit einer Beteiligung der Nationalbank bei der B.I.Z., indem darüber folgendes ausgeführt wurde:

«Die Schweiz hat wegen der Rückwirkungen, welche die Tätigkeit der Bank auf unserm Gebiete haben kann, ein Interesse daran, dass unser Noteninstitut in der Lage ist, seinen Einfluss bei der Internationalen Zahlungsbank geltend zu machen. Es wird sich daher empfehlen, dass die Schweizerische Nationalbank von ihrem Zeichnungsrecht Gebrauch macht. Da für diese Aktienübernahme eine Ergänzung des Nationalbankgesetzes nötig ist, wird der Bundesrat im gegebenen Zeitpunkt mit einer diesbezüglichen Botschaft an die Räte gelangen.»

Nachdem am 25. Februar dieses Jahres die eidgenössischen Räte dem Abkommen über die B.I.Z. ihre Genehmigung erteilt haben⁴, ist am 27. Mai abhin auch die Referendumsfrist für den Bundesbeschluss über die Verlängerung der Gültigkeit des von der Bundesversammlung genehmigten Abkommens für die Dauer der Bank (d. h. bis zum Jahre 1966) unbenutzt abgelaufen, wodurch auf Seite der Schweiz die rechtlichen Grundlagen für die B.I.Z. nunmehr geschaffen sind. Die B.I.Z. selber hat sich inzwischen konstituiert und am 17. Mai ihre Tätigkeit aufgenommen.

Es bestand bei den Gründern der B.I.Z. von Anfang an die Absicht, und Art. 10 der Statuten gibt dem besondern Ausdruck, einen möglichst weiten Kreis von zentralen Notenbanken bei der B.I.Z. zu beteiligen, und es wird denn auch bei der Umschreibung des Zweckes der Bank in den Statuten die Förderung der Zusammenarbeit der Zentralbanken an erster Stelle genannt.

In seiner Sitzung vom 23. April hat nun der Verwaltungsrat der B.I.Z. beschlossen, der Schweizerischen Nationalbank eine Beteiligung am Aktienkapital

2. *Loi du 6 octobre 1905, Cf. RO, 1906, vol. 22, pp. 50–83.*

3. *Cf. FF, 1930, I, pp. 73–96.*

4. *Cf. n° 7, n. 1.*

mit 4000 Aktien im Nominalbetrag von je 2500 Schweizerfranken = nom. 10 Millionen Franken anzubieten, wovon zunächst ein Viertel, d. h. $2\frac{1}{2}$ Millionen Franken, einzubezahlen sind. Ein gleiches Angebot erging gleichzeitig an die Niederländische Bank und die Schwedische Reichsbank.

Über Höhe und Beschaffung des Aktienkapitals sowie über die Konstituierung und Befugnisse des Verwaltungsrates der B.I.Z. wurde in der bundesrätlichen Botschaft vom 7. Februar 1930 bereits erschöpfend Aufschluss gegeben. Es mag deshalb hier lediglich daran erinnert werden, dass der von den 7 Gründerbanken⁵ bzw. -Staaten nicht übernommene Anteil von nom. 220 Millionen Schweizerfranken den übrigen Notenbanken solcher Länder angeboten werden soll, deren Währung den Erfordernissen der Gold- oder Goldkernwährung entspricht oder die an den Reparationszahlungen interessiert sind, wobei der Maximalbetrag, der von einer solchen Notenbank gezeichnet werden kann, nom. 20 Millionen Schweizerfranken — 8000 Aktien beträgt. Ferner werden von den insgesamt 25 Verwaltungsratssitzen neun denjenigen Ländern zur Verfügung gestellt, die von dem ihnen nach der Gründung angebotenen Recht der Aktienzeichnung Gebrauch gemacht haben.

II.

Die grundsätzliche Frage, ob die Nationalbank von dem ihr nun angebotenen Aktien-Zeichnungsrecht Gebrauch machen bzw. hiezu ermächtigt werden soll, wurde eigentlich schon durch die schweizerischerseits angestrebte Verlegung des Sitzes der B.I.Z. in unser Land präjudiziert. Denn dadurch, dass die B.I.Z. ihre Tätigkeit nun in der Schweiz ausübt, hat diese und die als Hüterin ihrer Währung bestellte Notenbank ein erhebliches Interesse daran, mit der internationalen Bank in näheren Kontakt zu kommen, sich über deren Geschäftstätigkeit fortlaufend orientieren und gegebenenfalls ihren Einfluss auf den Gang dieser Tätigkeit geltend machen zu können, steht der Nationalbank doch ein Vetorecht in bezug auf alle auf dem schweizerischen Markt oder in Schweizerwährung tätigenden Operationen der B.I.Z. zu. Diesen Einfluss könnte sich aber die Nationalbank am wirksamsten durch eine aktive Mitwirkung im Verwaltungsrat der B.I.Z. verschaffen, wozu jedoch, wie schon bemerkt, die Beteiligung am Aktienkapital Voraussetzung ist. Diese aktive Beteiligung ist im weitern auch im Hinblick auf die nun der B.I.Z. übertragene Förderung der Zusammenarbeit der zentralen Notenbanken erwünscht. An diesen auf die Initiative der Bank von England zurückgehenden Bestrebungen, die für die Gesundung der Weltwirtschaft von weittragender Bedeutung sind, hat die Nationalbank von Anfang an regen Anteil genommen und dabei neben wertvollen Anregungen für ihre Politik auch mannigfache Vorteile gefunden. Sie hat daher an der weitern Förderung dieser Zusammenarbeit und der Möglichkeit, dabei auch ihren Einfluss zur Geltung bringen zu können, ein namhaftes Interesse.

5. Il s'agit des banques centrales d'Allemagne, de Belgique, de France, de Grande-Bretagne, d'Italie et du Japon ainsi que d'un groupe bancaire américain comprenant MM. J.P. Morgan & Co de New York, the First National Bank of New York, New York, et the First National Bank of Chicago, Chicago.

So sind denn die Bankbehörden, in Übereinstimmung mit der in der bundesrätlichen Botschaft vom 7. Februar a. c. vertretenen Ansicht, zum Schlusse gelangt, dass das Interesse der Nationalbank sowohl wie dasjenige des Landes eine Beteiligung am Aktienkapital der B.I.Z. als dringend wünschbar erscheinen lässt, und es hat auch die Generalversammlung der Aktionäre der Nationalbank sich dieser Auffassung durch Gutheissung des ihr unterbreiteten, eingangs wiedergegebenen Antrages an den Bundesrat angeschlossen.

/.../

III.

In bezug auf die Höhe der Beteiligung der Nationalbank am Aktienkapital der B.I.Z. enthält der Ihnen unterbreitete Antrag keine ziffernmässige Beschränkung. Eine solche würden wir als inopportun erachten, da die zurzeit angebotene Beteiligung sich wohl auf 4000 Aktien beschränkt, es jedoch nicht ausgeschlossen ist, dass sie in einem späteren Zeitpunkt eine Erhöhung erfahren könnte, und zwar, wie bereits oben bemerkt, bis zu einem Maximum von 8000 Stück, entsprechend einem Nominalbetrag von 20 Millionen Franken. Die Möglichkeit einer solchen weiten Beteiligung, die sich unter Umständen im allgemeinen Interesse aufdrängen kann und der Stimme der Nationalbank in der Generalversammlung der B.I.Z., eventuell auch im Verwaltungsrat, entsprechend mehr Gewicht verschaffen würde, sollte daher durch die nun zu treffende Ergänzung der Nationalbankgesetzgebung gewahrt bleiben. Der Antrag sieht jedoch vor, dass im Rahmen der genannten Maximalbeteiligung ihre Höhe von der Nationalbank im Einverständnis mit dem Bundesrat festzusetzen ist, wodurch der Bundes-Aufsichtsbehörde das ihr gebührende Mitspracherecht eingeräumt wird. Dabei kann die Frage, ob die Nationalbank mit ihrer eigenen Beteiligung über den vorläufig übernommenen Betrag von 10 Millionen Franken überhaupt hinausgehen soll, noch offenbleiben, indem auch bei allfälligen weiten Zeichnungen die Nationalbank immer die Möglichkeit hat, die gezeichneten Aktien ganz oder teilweise an Dritte weiterzu-begeben.

IV.

Was die letztere Frage anbetrifft, ob die Nationalbank die gezeichneten Aktien der B.I.Z. für sich behalten oder – wie es in ihr Ermessen gestellt ist – an Dritte weiterbegeben soll, haben sich die Bankbehörden zunächst für die erste Alternative ausgesprochen. Entscheidend hiefür waren in erster Linie die mit der Begebung eines relativ beschränkten Postens solch begehrter Titel verbundenen praktischen Schwierigkeiten und unerwünschten Begleiterscheinungen, wie sich dies z. B. anlässlich der jüngsten Begebung solcher Titel in Frankreich gezeigt hat. Aus ähnlichen Gründen haben wohl auch die Notenbanken Deutschlands, Englands, Hollands und Schwedens von einer Emission in ihren Ländern abgesehen und ziehen vor, die Aktien in ihren eigenen Portefeuilles zu behalten. In gleicher Richtung haben die Notenbanken Polens und Österreichs für die ihnen dann-zumal anzubietenden Aktien bereits Vorsorge getroffen.

/.../

V.

Nach diesen begleitenden Bemerkungen dürfte sich ein weiterer Kommentar des Ihnen unterbreiteten formulierten Antrages wohl erübrigen. Einer kurzen Erläuterung bedarf vielleicht noch die im ersten Satz des Antrages vorgesehene Ermächtigung der Bank, auch die aus der Aktienübernahme «sich ergebenden Rechte auszuüben». Darunter ist neben dem Behalten der Aktien im Portefeuille der Bank und dem Dividendenbezugsrecht insbesondere verstanden die Befugnis zur aktiven Teilnahme an den Generalversammlungen der B.I.Z. sowie das aktive und passive Wahlrecht bezüglich der Behörden der B.I.Z. (Rechnungsrevisoren, Verwaltungsrat), d.h. die Befugnis, Vertreter der Nationalbank gegebenenfalls in jene Behörden abzuordnen⁶.

6. *Le 6 juin suivant, le Conseil fédéral présente à l'Assemblée fédérale son Message concernant la participation de la Banque nationale suisse à la Banque des règlements internationaux, message qui reprend les principaux points exposés dans la lettre de Sarasin du 28 mai (FF, 1930, I, pp. 705-708). Le 26 juin 1930, les Chambres fédérales acceptent l'Arrêté fédéral sur la participation de la Banque nationale suisse à la Banque des règlements internationaux. Cf. RO, 1930, vol. 46, pp. 537-538.*

21

E 2001 (C) 3/171

*Le Chef du Département politique, G. Motta,
au Ministre de Suisse à Istanbul, H. Martin*

Copie

L VH

Berne, 30 mai 1930

Nous avons eu l'honneur de recevoir votre lettre du 14 mai¹; elle reflète, au sujet des tâches respectives du Département Politique et des représentations de la Suisse à l'étranger, un malentendu que nous tenons à dissiper.

Pour autant qu'il ne s'agit pas des affaires spéciales que l'arrêté du Conseil fédéral, du 17 novembre 1914², concernant la compétence des Départements fédéraux et de leurs services attribue au Département de Justice et Police ou à la Division du Commerce, c'est, aux termes de l'article 29 de la loi fédérale sur l'organisation de l'administration fédérale, du 26 mars 1914³, du Département Politique que les Légations et Consulats de Suisse reçoivent leurs instructions. Il en découle que c'est le Département Politique qui est responsable, vis-à-vis du Conseil fédéral, de l'activité générale de nos Légations et Consulats et, plus particulièrement, des affaires qu'ils traitent dans le cadre de nos instructions.

Pour pouvoir assumer cette responsabilité, il est évidemment nécessaire, d'une part, que nous soyons tenus au courant de toutes les affaires importantes que tra-

1. Cf. n° 18.

2. Cf. RO, 1914, vol. 30, pp. 606-646.

3. Cf. RO, 1914, vol. 30, pp. 292-314.

tent nos Légations et Consulats, même lorsqu'elles rentrent dans le cadre des instructions qu'ils reçoivent d'autres services fédéraux – c'est pourquoi nous tenons à recevoir des copies des rapports adressés par nos représentants à d'autres Départements – et, d'autre part, que nous ayons la direction effective des affaires pour lesquelles c'est au Département Politique à donner des instructions – c'est pourquoi nous demandons à nos représentants à l'étranger de n'adresser qu'à notre Département les rapports concernant des affaires qui nous incombent–.

Si vous voulez bien y donner réflexion, vous vous convaincrez sans peine que la méthode consistant à faire parvenir directement, à d'autres services fédéraux, à des institutions suisses ou même à des particuliers, des rapports ou des informations concernant les affaires que nous devons traiter est génératrice de désordre et pourrait, suivant les cas, nous placer dans l'embarras.

Il est évident qu'en raison même de la complexité des affaires qui sont du ressort du Département Politique, nous aurons, dans un très grand nombre de cas, à nous concerter à leur sujet avec d'autres services fédéraux, des institutions suisses ou même des particuliers et il va de soi que nous savons grand gré à nos représentations de nous envoyer, dans le nombre voulu, des copies de leurs rapports lorsqu'il est à prévoir que nous les communiquerons à d'autres instances. Nous prétendons, pourtant, être seuls juges de savoir qui devra être informé ou consulté et il nous semble que cette prétention est très naturelle.

Nos agents à l'étranger peuvent être parfois tentés, dans des affaires un peu techniques, de correspondre directement avec des spécialistes ou de renseigner directement des instances fédérales sur un fait qui paraît devoir les intéresser, mais nous comptons sur leur sens de la discipline pour éviter de le faire en raison des inconvénients qui peuvent en résulter pour la bonne marche du service et nous nous félicitons de constater que cette nécessité est, en général, fort bien comprise.

Nous en avons assez dit pour être certains que nous pourrons compter sur votre concours pour nous aider à maintenir, dans les affaires que nous traitons, la méthode indispensable pour éviter qu'elles ne se compliquent.

Ajoutons que la protection des intérêts suisses lésés par la législation fiscale, des dispositions sur les titres, des interdictions d'exporter des capitaux, des emprunts, etc. d'Etats étrangers constitue actuellement l'activité principale du Service du Contentieux de la Divisions des Affaires étrangères et que c'est lui qu'il importe avant tout de renseigner dans ce domaine. Si vous voulez bien nous envoyer des duplicatas des rapports que vous nous adressez au sujet de ces questions financières, nous nous chargerons volontiers de les faire parvenir aux Départements des Finances et de l'Economie publique, qu'ils seront certainement susceptibles d'intéresser. Quant aux renseignements qu'il pourrait y avoir lieu de communiquer, concernant ces questions, à d'autres instances, nous nous réservons d'apprecier, dans chaque cas, ce qu'il conviendra de faire.

22

E 2300 Warschau, Archiv-Nr. 6

*Le Ministre de Suisse à Varsovie, H.A. von Segesser,
au Chef du Département politique, G. Motta*

RP n° 17

Varsovie, 7 juin 1930

/.../¹

En rentrant de Danzig il y a quelques jours, j'avais traversé la *Prusse Orientale* pour avoir une impression sur cette province vers laquelle l'impérialisme polonais regarde toujours avec convoitise. C'est un pays hautement cultivé, tout à fait allemand. Les villes, villages et fermes, propres et fleuries, sont habitées par une population aimable; l'agriculture y est très développée. Dans la partie plébiscitaire, réclamée à Versailles par la Pologne, mais qui refusa si énergiquement d'être arrachée à la Prusse, les 50 000 «Mazoures» sont germanisés depuis des siècles, ce qui ne les empêche pas de parler en famille leur dialecte slave. Mais, on rencontre à côté de beaux villages et de belles fermes allemandes des petites fermes et masures, sans fleurs, mal tenues et généralement un peu à l'écart où grouillent des enfants crasseux et où l'herbe ne pousse pas à 50 m à l'entour; leurs habitants parlent le polonais. Même aspect dans l'extrême orientale de la Poméranie qu'on traverse par Soldau (débaptisé Dzialdowo). C'est encore une coquette ville allemande avec population polonaise. Mais, dès qu'on pénètre dans l'ancienne Pologne russe c'est un autre monde; la première agglomération Mława est sale, la pierre et la brique deviennent plus rares et cèdent la place aux misérables masures en bois. Les rues sont pleines de Juifs. Les routes deviennent mauvaises.

Le récent grave incident de frontière au cours duquel deux sous-officiers des gardes-frontière polonais furent surpris armés sur territoire allemand dans une maisonnette de contrôle de passeports allemand, cause ici un embarras croissant; d'abord parce qu'un des Polonais fut tué au cours de la fusillade et l'autre emmené prisonnier par les Allemands. On plaide ici la thèse d'un guet-apens allemand, mais il s'agit d'une vulgaire affaire d'espionnage polonaise. Même dans les milieux diplomatiques alliés on trouve que les Polonais se sont gravement compromis dans cette affaire. La question de savoir si oui ou non les Allemands ont posé un guet-apens ne change rien à ce fait.

1. Von Segesser décrit d'abord la grave crise économique et politique qui sévit en Pologne; le maréchal Piłsudski refuse de collaborer avec le Parlement, dont la session extraordinaire vient d'être ajournée.

23

E 2001 (C) 2/11

*Le Chef de la Division des Affaires étrangères du Département politique,
P. Dinichert, au Consulat général de Suisse à Shanghai*

Copie

L VH

Berne, 12 juin 1930

Nous avons eu l'honneur de recevoir votre lettre du 19 mai¹ et nous avons pris connaissance avec intérêt de la note que le Bureau de Shanghai du Ministère chinois des Affaires étrangères vous a adressée, le 14 mai¹, au sujet de l'importation en Chine d'armes et de munitions destinées aux troupes nordistes.

Nous avions reçu nous-mêmes, de la Légation de Chine à Berne, la note dont vous trouverez copie sous ce pli² et dont la portée est analogue à celle de la communication qui vous a été faite. Nous nous sommes bornés à donner connaissance de cette note au Département fédéral de l'Economie publique.

Ainsi que vous le relevez, la question de savoir si le Gouvernement de Nankin pourra exercer un contrôle effectif sur les importations d'armes et de munitions destinées à ses adversaires ne saurait guère être résolue a priori. Elle présente peu d'intérêt pratique pour nous, car nous n'avons pas lieu de croire que des commandes d'armes et de munitions destinées à d'autres armées chinoises que celles du Gouvernement soient exécutées en Suisse.

1. *Non reproduit.*

2. *Il s'agit d'une note du 30 avril 1930, dont voici le texte:*

D'ordre de Son Gouvernement, la Légation de Chine a l'honneur de communiquer au Département Politique Fédéral la note suivante: «Toutes les marchandises susceptibles d'être employées militairement, telles que, par exemple, des armes, des munitions, des effets militaires, etc. ... ne peuvent entrer sur territoire chinois qu'avec un certificat d'importation dûment visé par une des Légations de Chine à l'Etranger. A défaut de quoi, ces marchandises seront considérées comme de la contrebande, leurs propriétaires pourront être poursuivis pénallement et les navires qui les transportent pourront être confisqués.» (E 2001 (C) 2/11.)

24

E 7110 1/84

*Le Ministre de Suisse à Rome, G. Wagnière,
au Chef du Département de l'Economie publique, E. Schulthess*

Italienisch-schweizerischer Handelsvertrag
Freigabe der Aluminiumpositionen

L

Rom, 25. Juni 1930

Die bereits mit unserm Schreiben vom 3. Juni¹ gemachte Andeutung, dass Italien gegebenenfalls versuchen könnte, von uns die Freigabe der Aluminiumpositionen zu verlangen, ist nun zur Tatsache geworden.

In der Tat sind wir vom Korporationsministerium in offizieller Form ersucht worden, Ihnen den Vorschlag zu unterbreiten, die Schweiz möchte auf die in unserm Handelsvertrag gebundenen Positionen 370, 371 und 372² verzichten.

Das Korporationsministerium begründete seinen Vorschlag damit, dass die interessierte italienische Aluminiumindustrie mit einem derartigen Verlangen an die Regierung herangetreten sei, und zwar ist dieses Verlangen von folgenden Gesellschaften gestellt worden:

- 1.) von der Società Anonima Alluminio Veneto (Sava) in Marghera bei Venezia,
- 2.) von der Società italiana dell'Alluminio,
- 3.) von der Società Alluminio Italiana (Società di vendita italo-svizzera),
- 4.) von der soeben neugegründeten Società Leghe Alluminio italo-svizzera.

Die erstgenannte ist nicht viel anders als ein Tochterunternehmen der Aluminiumfabrik Neuhausen³, welche 95% des Kapitals der Sava in Händen hat.

Die zweite Gesellschaft ist in den Händen der Società Anonima Montecatini.

Die unter Nummer drei aufgeführte Gesellschaft ist eine Verkaufsorganisation, welche den Zweck hat, die Produkte der Sava und der von der Montecatinigesellschaft beeinflussten Società dell'Alluminio zu verkaufen. Die unter 4 genannte Gesellschaft ist soeben erst gegründet worden, und zwar scheint auch hier zur Hauptsache schweizerisches Kapital beteiligt zu sein. Wie man uns auf dem Korporationsministerium versicherte, hätten die schweizerischen Komponenten der erwähnten Gesellschaften erklärt, sie würden ihrerseits bei den schweizerischen Behörden vorstellig werden, um die Freigabe der erwähnten Zollpositionen zu verlangen. Es liege dies im gegenseitigen Interesse und ermögliche, Schutzzölle einzuführen, um die nordamerikanische Konkurrenz fernzuhalten.

Wir haben uns selbstverständlich zu dem Vorschlage des Korporationsministeriums in keiner Weise ausgesprochen, sondern uns darauf beschränkt, die Erklärung abzugeben, wir würden Ihnen die Angelegenheit unterbreiten.

Wir gewärtigen nunmehr Ihre Stellungnahme, die wir alsdann den italienischen Behörden bekanntgeben werden.

1. Non retrouvé.

2. Cf. RO, 1924, vol. 40, pp. 150-151.

3. Cf. n° 164.

25

E 7110 1/131

*Le Président de la Commission commerciale suisse en Egypte, E. Trembley,
au Directeur de la Division du Commerce
du Département de l'Economie publique, W. Stucki*

L

Le Caire, 27 juin 1930

J'ai l'honneur d'accuser réception de votre lettre du 6 courant¹ ainsi que de l'arrêté fédéral du 6 juin 1930 concernant la réduction du droit d'entrée sur le coton².

Je ne vous cache pas que je regrette beaucoup que cette décision ait été prise avant que nous ayons pu obtenir quelque avantage sur le nouveau tarif égyptien. C'était en effet la seule arme que j'avais à ma disposition. La réduction étant décidée, il n'y a aucun espoir à garder que l'Egypte tienne compte de cet acte spontané lors de l'examen de nos demandes. Ils feront le raisonnement très simple suivant: S'ils ont réduit le tarif du coton c'est qu'ils y ont été obligés; cela ne peut donc pas être pris en considération. C'est comme cela que l'on raisonne ici.

Il est cependant possible que le Département compétent ignore cette mesure. Si donc j'arrive enfin à discuter avec lui, je ferai celui qui ne sait rien.

Il m'a été impossible jusqu'ici d'obtenir une audience du Sous-Secrétaire d'Etat aux Finances pour l'entretenir des propositions suisses, malgré une demande adressée officiellement au nom du Gouvernement Suisse. J'ai appris d'ailleurs qu'il en était de même pour les autres pays protestataires, dont les représentants accrédités n'ont, ni les uns, ni les autres, obtenu jusqu'ici ni réponse, ni discussion.

Vous aurez appris la chute du Ministère Nahas, à la suite d'un grave conflit avec le Palais.

Ayant eu, il y a quelques jours, une audience du nouveau Président du Conseil et Ministre des Finances, Ismail Pacha Sidky³, j'en ai profité pour attirer son attention sur cet étrange silence. Je connais fort bien Sidky Pacha, qui, avant de former le cabinet, était membre du Conseil d'Administration de la Société que je dirige. J'espère donc que peut-être je pourrai obtenir de discuter la question des droits avant mon départ pour l'Europe mi-juillet.

La session parlementaire a été close par ordre Royal. Il est fort probable que le Parlement sera dissout et que de nouvelles élections auront lieu. Cela repousse à fort loin l'époque où il pourra discuter et voter définitivement le tarif. Il est impossible, actuellement, de savoir si, entre temps, des modifications temporaires pourront être apportées au tarif par décrets ministériels.

1. Non reproduit.

2. Ramené de 1 franc à 20 centimes par quintal, avec effet dès le 12 juin 1930. Cf. le texte de l'arrêté fédéral susmentionné in RO 1930, vol. 46, p. 309.

3. Son gouvernement est entré en fonction le 20 juin 1930.

26

E 7110 1/84

*Le Directeur de la Division du Commerce du Département de l'Economie
publique, W. Stucki
au Vorort de l'Union suisse du Commerce et de l'Industrie*

*Copie**L*

Italien. – Aluminiumzoll.

Bern, 2.Juli 1930

Die italienische Regierung hat bei uns durch die Schweizerische Gesandtschaft in Rom das Begehrten gestellt, wir möchten auf die im schweizerisch-italienischen Handelsvertrag gebundenen Positionen 370, 371 und 372 des italienischen Tarifs verzichten¹. Das Begehrten wird damit begründet, dass es im gemeinsamen Interesse sei, sich gegen die immer gefährlicher werdende amerikanische Konkurrenz zu schützen, und dass es der schweizerischen Aluminiumindustrie, die bei den um vermehrten Schutz nachsuchenden italienischen Produktionsgesellschaften stark beteiligt sei, nicht schwerfallen werde, dem Gesuch zuzustimmen.

Tatsache ist, dass sich die schweizerische Aluminium-Gesellschaft in Neuhausen bereits in diesem Sinne bei uns verwendet hat². Wir möchten trotzdem dem Gesuch nicht entsprechen, ohne auch den Standpunkt derjenigen schweizerischen Interessenten zu kennen, die nicht Rohaluminium, sondern Aluminiumfabrikate nach Italien liefern. Wir wären Ihnen dankbar, wenn Sie sich diesbezüglich informieren und uns so rasch als irgendwie möglich orientieren wollten.

Dass dem Gesuch nicht ohne Kompensation entsprochen werden könnte, scheint uns selbstverständlich zu sein. Nun kennen Sie die Begehren der schweizerischen Müllereiindustrie um Abwehrmassnahmen gegen die übermässige Einfuhr fremder Futtermittel. Da einer Zollerhöhung die Bindung unserer Position 216a³ mit Italien entgegensteht, ist es naheliegend, die beiden Fragen miteinander in Verbindung zu bringen. Wir glauben, sagen zu dürfen, dass der Bundesrat schon heute entschlossen ist, dies zu tun, und teilen Ihnen dies zu Ihrer persönlichen und *streng vertraulichen* Information mit. Sie ersehen daraus ohne weiteres, wie wichtig es ist, dass das italienische Gesuch sehr rasch behandelt wird.

1. Cf. n° 24.

2. Cf. la lettre de Neuhausen à la Division du Commerce du 8 juillet 1930. Non reproduit.

3. Cf. RO, 1924, vol. 40, p. 204.

CONSEIL FÉDÉRAL
Procès-verbal de la séance du 3 juillet 1930

Secret. Approbation du premier Mémoire suisse¹
dans la deuxième phase judiciaire de l'affaire des zones

Département politique. Proposition du 23 juin 1930

I

/.../

II

Au cours des délibérations, il est fait diverses remarques et diverses propositions de modification portant en partie sur le texte du mémoire, en partie sur celui du projet de règlement.

M. *Schulthess* exprime tout d'abord plusieurs considérations d'ordre général ayant principalement pour objet les avantages économiques que nous sommes en train d'offrir en compensation du maintien de l'ancien cordon douanier d'avant-guerre. Il fait remarquer que le système de contingentement, tel qu'il est prévu, augmentera dans une forte mesure l'importation de produits des zones en Suisse. Actuellement cette importation est limitée aux produits agricoles et à quelques produits industriels fabriqués avec des matières premières provenant des zones. D'après le projet de règlement, cette réserve tombera.

Il est également à noter que, sous l'ancien régime, les marchandises d'autres pays étrangers que le Suisse pouvaient elles-aussi entrer dans les zones en franchise de douane. En sera-t-il encore ainsi à l'avenir au cas où nous gagnerions le procès et où l'ancien cordon douanier serait rétabli? Si tel ne devait pas être le cas, comment la France pourra-t-elle empêcher l'entrée en franchise de ces marchandises dans le territoire des zones sans établir un contrôle douanier à la frontière politique? Et alors, tout en ayant obtenu gain de cause en principe, le cordon douanier, en pratique, resterait où il est actuellement, quoique peut-être réduit. Ainsi, nous aurions accordé à la France des avantages et renoncé à des droits importants, c'est-à-dire prêté la main à un marché dont les suites pour notre économie nationale pourraient être extrêmement fâcheuses, sans avoir, en compensation, reçu vraiment ce que nous désirions obtenir par nos sacrifices. L'orateur estime dès lors que notre offre contenue dans le «projet de règlement» va beaucoup trop loin. Elle prévoit, d'ailleurs, des prestations ou des renoncias-

1. Ce mémoire doit être remis à la Cour, conformément au compromis conclu entre la France et la Suisse au sujet de l'affaire des zones, le 30 octobre 1924. Il comprend notamment un projet de règlement du futur régime des zones franches de 1815 et 1816, basé sur le projet de convention dont le Conseil fédéral avait arrêté les termes en vue des négociations de décembre 1929. (Cf. DDS vol. 9, n° 513, A.)

tions à des droits de notre part qui, à son avis, ne peuvent que faire l'objet d'un traité soumis à la votation populaire en vertu de la constitution fédérale². La question se pose donc de savoir si le Conseil fédéral est légitimé et compétent pour liquider, au cours du présent procès et sans que le peuple ait son mot à dire, certaines questions qui, normalement, ne peuvent trouver leur solution que dans un traité soumis au référendum facultatif.

Cette affaire des zones a pris une tournure inquiétante. Il est à craindre que la cour de La Haye, malgré son premier arrêt³ et tout en prenant acte des offres faites par la Suisse dans son «projet de règlement» et en déclarant la Suisse liée par ses offres, n'arrive à la conclusion définitive qu'un certain contrôle douanier par la France à la frontière genevoise est indispensable pour sauvegarder ses intérêts légitimes et en particulier ceux de la zone. Or, il va sans dire que les avantages que nous consentons et que les sacrifices que nous nous imposons en faveur des zones en vertu du «projet de règlement» dépendent de la façon la plus absolue de la suppression complète du cordon douanier français à la frontière politique. Si cela n'est pas clairement statué dans le mémoire que nous discutons en ce moment, il y aurait lieu de compléter encore cette pièce en ce sens. Car nos offres tombent *ipso facto* pour le cas où un contrôle douanier français quelconque, même dans sa forme la plus réduite, serait maintenu à la frontière genevoise. Il faut que les juges de La Haye sachent cela de façon indubitable, afin de ne pas se tromper sur le véritable caractère et la condition *sine qua non* des compensations offertes par la Suisse.

Comme conclusion, l'orateur propose quelques modifications et précisions ayant pour but ou de limiter nos engagements ou de prévenir des divergences ultérieures dans l'interprétation des textes par les parties contractantes. ...

[...]⁴

M. le président *Musy* compare brièvement l'ancien régime des zones et le nouveau régime tel qu'il résultera de nos propositions, si la cour internationale de la Haye nous donne raison. Sous l'ancien régime, les zones constituaient un territoire entièrement franc au point de vue douanier, de telle sorte que tous les pays pouvaient y exporter librement leurs produits. Quant à l'importation en Suisse des produits zoniens, seuls les produits agricoles n'étaient point soumis à une taxe, plus, en outre, quelques rares produits industriels bien déterminés provenant du Pays de Gex. Si nous gagnons le procès, la conséquence n'en sera donc pas le maintien pur et simple de l'ancien régime, mais le remplacement de ce régime par un nouveau qui nous sera beaucoup moins favorable. Il ne sera, en effet, plus fait de distinction entre le Pays de Gex et la zone dite de la Haute-Savoie. L'entrée en franchise de douane des produits zoniens en Suisse ne sera plus limitée aux seuls produits agricoles amenés par le producteur en petites quantités et à quelques rares produits industriels provenant du Pays de Gex; mais tous les produits

2. Article 89, al. 3.

3. Du 19 août 1929. (Cf. DDS vol. 9, n° 498, A.)

4. L'orateur, rejoint par le Chef du Département des Postes et Chemins de fer, propose ensuite de réduire la portée des articles 7 et 8 du projet, afin de défendre les intérêts économiques de la Suisse.

agricoles et industriels zoniens, y compris ceux de la zone dite de la Haute-Savoie, dans le cadre de contingents qui seront cependant très largement comptés, auront leur entrée libre en Suisse. Nous payerons très cher le maintien du cordon douanier à l'endroit où il fut placé par les traités de 1815 et 1816.

M. Motta répond aux diverses objections et propositions formulées au cours de la discussion. Il fait tout d'abord remarquer qu'il est expressément dit à plusieurs reprises dans le mémoire, que les concessions et compensations offertes par nous ne valent que pour autant que le cordon douanier français sera entièrement retiré de la frontière politique et n'y subsiste plus sous aucune forme.

/.../⁵

Le chef du département politique tient d'ailleurs à tranquilliser ses collègues, dont il ne partage pas les craintes quant à l'inondation du marché suisse par des produits zoniens. Il ne faut pas oublier que le projet de règlement prévoit un système de contingentement étudié avec soin. Dès lors, il ne pourra entrer dans notre pays que des marchandises en provenance des zones qui sont contingentées et admises par les lettres de crédit. Et les contingents seront fixés périodiquement par une commission mixte, dont les décisions devront ensuite être approuvées par la Suisse et la France. En cas de différends entre les deux pays, la cour de La Haye tranchera définitivement. Ainsi, toutes les garanties sont prévues pour sauvegarder, autant que l'équité le permet, les intérêts économiques de la Suisse⁶.

5. G. Motta demande donc à ses collègues de ne pas modifier le texte des articles 7 et 8 du projet de règlement proposé par son département.

6. A quelques modifications mineures près, le Conseil fédéral approuve le projet qui lui est présenté. Le mémoire Document, projet et observations présentés au nom du Gouvernement suisse est remis le 10 juillet 1930 à la Cour (*Publications de la Cour permanente de justice internationale. Série C, N° 19. Documents relatifs à l'ordonnance du 6 décembre 1929. Affaire des zones franches de la Haute-Savoie et du Pays de Gex. (Deuxième phase)*, vol. III, pp. 1201ss.).

28

E 2001 (C) 3/100

*Le Ministre de Suisse à Rome, G. Wagnière,
au Chef du Département politique, G. Motta*

L

Rome, 10 juillet 1930

Votre lettre du 7 juillet¹, me signalant le passage de 31 ressortissants italiens sans papiers réguliers par la frontière suisse, s'est croisée avec la mienne du 8 courant².

1. Non reproduit (cf. 2001 (C) 2/38).

2. Non reproduit.

Il y a là un phénomène³ qui mérite de retenir notre attention et je me demande s'il ne conviendrait pas d'en parler au Ministère des Affaires Etrangères⁴ avec toute la discrétion voulue et sans indiquer naturellement les lieux de passage, afin de ne pas provoquer sur ces points de mesures militaires spéciales. Mais il me paraît certain, comme je vous l'ai écrit, que ces ouvriers, qui recourent à ce moyen si peu conforme aux circonstances, pour passer en France, sont victimes d'agents qui les induisent en erreur. Ce serait un devoir d'humanité de mettre un terme à cette exploitation de pauvres gens trop crédules et ignorants. Je n'agirai pas sans un avis de votre part que je vous serais obligé de me faire tenir le plus tôt possible⁵.

3. *Sur l'importance de ce phénomène, cf. notice manuscrite du Département politique du 11 août 1930:*

Voici, classés d'après le nombre des entrées, les points de la frontière italo-suisse franchis, jusqu'à fin juillet, par des fugitifs italiens, sans papiers réguliers:

col de Fenêtre (285); col du Théodule (139); col de Crête-Sèche (83); col de Barasson (70); col de Menouve (41); col de Furgg (29); col du Gd St-Bernard (19); région de Bruzella (17): /.../ (E 2001 (C) 3/100). Cf. aussi, sur cette question, E 2001 (C) 2/38.

4. *Remarque marginale du Chef de la Division des Affaires étrangères, P. Dinichert:*

Je ne vois pas bien pourquoi? Consulter, en tout cas, aussi J. et Police avant de faire quoi que ce soit.

5. *Le Chef du Département de Justice et Police, Häberlin, interrogé à ce sujet par une lettre de Dinichert du 15 juillet 1930, donnait son avis le 18 juillet suivant:*

In Antwort auf Ihr Schreiben vom 15. ds. (Nº B.46.J.17-WM) können wir uns dem Vorschlag unserer Gesandtschaft in Rom nicht anschliessen, dass die italienische Regierung auf die irregulären Grenzübertritte von Italienern aufmerksam zu machen wäre, die irrtümlich anzunehmen scheinen, dass ihnen die reguläre Ausreise verweigert würde*. Gewiss verdienen die humanitären Beweggründe des Vorschlages alle Beachtung. Höchst wahrscheinlich würden uns aber die Italiener diese nicht glauben; sie würden vielmehr annehmen, die Übertritte seien so häufig geworden, dass uns das lästig werde, und daraus schliessen, dass ihre Grenzwache verstärkt oder neu besetzt werden müsse. Der sattsam bekannte Eifer und Übereifer dieser Bewachung würde dadurch nur gefördert. Wir haben damit aber schon genügend üble Erfahrungen gemacht.

Noch wenn unsere Gesandtschaft darin richtig sähe, dass diese Übertretenden die Opfer gewissenloser Agenten seien – was immerhin nur eine Vermutung ist – und wenn es richtig wäre, dass sie auf Ansuchen meist die reguläre Ausreisebewilligung erhalten hätten, stünde doch unser eigenes sehr wesentliches Interesse dem vorgeschlagenen Schritt im Wege. Wahrscheinlich bleibe dieser aber ohnedies ein Schlag ins Wasser, denn selbst wenn Italien dann für bessere Aufklärung seiner Auswanderer sorgen würde, würden viele von diesen der Sache doch nicht trauen und nach wie vor es lieber «hinten herum» versuchen.

Wir wären Ihnen verbunden, wenn Sie uns von Ihrem Bescheid an die Gesandtschaft Kenntnis geben wollten.

*Annotation de Dinichert: Il n'y a, évidemment, qu'à se rallier à cet avis.

29

E 2001 (C) 5/71

*Le chef du Département de l'Economie publique, E. Schulthess,
au Chef du Département politique, G. Motta¹*

Stellungnahme zum Memorandum Briand

L

Bern, 16. Juli 1930

Wie wir Ihnen seinerzeit mitteilten², haben wir das Memorandum Briand den Wirtschaftsverbänden unterbreitet und sie um ihre Meinungsäusserung gebeten. In der Anlage übermitteln wir Ihnen die erhaltenen Antworten in Kopie³. Wir beehren uns gleichzeitig, Ihnen nachstehend unsere Meinung über die Hauptfragen zu unterbreiten, die durch das Memorandum Briand uns gestellt werden. Wir müssen uns dabei gestatten, auch kurz den politischen Teil zu streifen, da die in diesem Gebiete zu treffende Lösung die Beantwortung der wirtschaftlichen Fragen beeinflusst.

I.

Die Schweiz kann als Mitglied des Völkerbundes kein Projekt unterstützen, das geeignet wäre, ihn zu schädigen oder zu schwächen⁴. Ist dies zweifellos zutreffend, so darf aber doch nicht misskannt werden, dass der ganze Organismus des Völkerbunds ein schwerfälliger und für die Lösung von Fragen, die namentlich einzelne Gruppen von Staaten betreffen, kaum geeigneter ist. Man hat diese Erfahrung wiederholt in wirtschaftlichen Fragen gemacht. Sie wird aber insbesondere auch durch die Arbeitskonferenzen bestätigt. Aus diesen Gründen möchten wir uns regionalen Abmachungen, also z. B. solchen, die zwischen den europäischen Staaten getroffen würden, grundsätzlich nicht widersetzen. Eine andere Frage ist allerdings die, ob es zu diesem Zwecke einer besondern Organisation bedürfe, die neben derjenigen des Völkerbunds, wenn auch gewissermassen, wiederum nach dem Vorschlage Briand, innerhalb derselben bestünde. Die Beantwortung dieser Frage richtet sich unseres Erachtens nach der Natur und der Bedeutung der Aufgabe, die man sich stellt. Für einmal neigen wir eher der Ansicht zu, dass eine solche Organisation⁵ mit Rücksicht auf dasjenige, was politisch oder wirtschaftlich erreichbar erscheint, nicht notwendig sei.

1. *Remarque marginale de G. Motta:* Je suis, d'une manière générale, d'accord avec les vues qui sont exprimées ici. Quant à la neutralité point de vitale importance rien ne devrait être changé à notre situation actuelle. En traiter verbalement. 18. VII. 30.

2. *Le 17 mai 1930, l'Ambassadeur de France à Berne a remis au Département politique le mémo- randum du Gouvernement français sur l'organisation d'un régime d'Union fédérale européenne.* Cf. aussi DDS vol. 9, n° 506.

3. Non reproduit.

4. *Remarque marginale de G. Motta:* Ja.

5. *Remarque marginale de G. Motta:* Ich bin gleicher Meinung.

II.

Wollte die Schweiz überhaupt eine politische Bindung eingehen, so würde eine solche, wie auch von Ihnen in der Sitzung des Bundesrates⁶ betont wurde, nur so weit in Betracht fallen, als das Prinzip der Neutralität gewahrt werden könnte. Dies erschien aber wohl in einer Kombination, in der die Forderung der Sicherheit in den Vordergrund gestellt wird, fraglich. Mindestens hätte aber die Schweiz wiederum um eine Sonderstellung zu kämpfen, die wohl nicht sehr leicht zu erreichen wäre. Die politische Bindung würde, gerade weil der Kreis der Staaten ein beschränkterer wäre als beim Völkerbund, unwillkürlich eine stärkere. Es scheint uns daher mindestens als fraglich, ob unsere Neutralität politisch mit den Plänen einer solchen europäischen Union vereinbar wäre.

Es scheint uns demnach, es sei in politischer Beziehung die grösste Zurückhaltung am Platze, um so mehr, als die Tendenz des Vorschlages auf eine Konsolidierung und Bestätigung des gegenwärtigen Zustandes in Europa hinausläuft. An einer Garantie irgendwelcher Art, dass das Bestehende nicht geändert werden sollte, können wir uns nicht beteiligen. Unseres Erachtens sollte also wohl, wenn die Diskussion einer politischen Kombination nicht von vorneherein abgelehnt wird, doch grosse Reserve beobachtet werden⁷.

Wir sprechen diese Ansichten hier, ohne Ihrer Meinung vorgreifen zu wollen, aus, weil sie für die Beurteilung des wirtschaftlichen Teiles des Vorschlages von Bedeutung sind.

III.

Wegen der Schwierigkeiten, die eine politische Lösung allgemein – wir treten darauf nicht weiter ein – und speziell für die Schweiz bietet, sollte die Priorität des politischen Problems verneint und die Möglichkeit hervorgehoben werden, ohne politische Bindungen wirtschaftliche Lösungen zu verfolgen. Dabei stellt sich sofort die Frage, welche Bedingungen die Schweiz hinsichtlich des Kreises der an einer solchen Konvention teilnehmenden Staaten zu stellen hätte. Wir nehmen an, dass alle europäischen Grossstaaten inklusive England, aber auch Länder wie Holland, Dänemark, Norwegen und Schweden mitmachen müssten, wenn die Beteiligung der Schweiz in Frage kommen soll.

IV.

Was zunächst die Meinungsäusserungen der Wirtschaftsverbände anbetrifft, so verhält sich nur der Bauernverband strikte ablehnend, weil er das Heil allein in der Schutzzollpolitik sieht, die er unseres Erachtens allzu stark betont. Er vergisst, dass auch die Landwirtschaft auf den Export angewiesen ist und dass sie uns in einem fort ersucht, die bestehenden Ausfuhrmöglichkeiten zu begünstigen und sogar neue zu schaffen.

6. Procès-verbal de la séance du 16 juin 1930. Le Conseil fédéral arrête les termes de sa réponse à une interpellation de R. Grimm (E 1004 1/322).

7. Remarque marginale de G. Motta: Ich bin mit der Idee der Zurückhaltung einverstanden.

Die andern Verbände verhalten⁸ sich gegenüber dem Prinzip wirtschaftlicher Abmachungen nicht von vornehmerein ablehend, wenn sie auch anderseits hiefür nicht begeistert scheinen und sich keinen Illusionen hingeben.

V.

Da politische Bindungen kaum eingegangen werden, fragt es sich, ob eine wirtschaftliche Solidaritätsaktion auch ohne solche Abmachungen möglich sei. Wir glauben, diese Frage bejahen zu dürfen. Gewiss ist es notwendig oder mindestens wünschenswert, dass die politische Atmosphäre eine solche der Ruhe und des gegenseitigen Vertrauens ist. Allein schon bisher sind bilaterale wirtschaftliche Annäherungen möglich gewesen trotz bestehender politischer Konflikte – man denke nur an die Handelsverträge zwischen Deutschland und Frankreich, zwischen Frankreich und Italien, zwischen Ungarn und Rumänien und andere. – Wenn gewisse plurilaterale Wirtschaftsabkommen, wie dasjenige über die Aufhebung der Ein- und Ausfuhrbeschränkungen⁹, gescheitert sind, so liegt die Ursache nicht im Mangel politischer Bindungen, sondern es sind wirtschaftliche Gründe ausschlaggebend gewesen (Veterinärfragen, Absatz der polnischen Kohlen in Deutschland usw.). Es ist auch darauf hinzuweisen, dass die letzte unter den Auspizien des Völkerbunds in Genf im Monat Februar/März abgehaltene Wirtschaftskonferenz¹⁰ ausgesprochen europäischen Charakter hatte und dass bei der Behandlung der europäischen Wirtschaftsprobleme und bei der Aufstellung eines Programms für deren Lösung von keiner Seite, auch von französischer Seite nicht, eine Priorität für die vorausgehende Erledigung politischer Fragen verlangt worden ist.

Wohl wird auf der einen Seite gesagt, die politische Sicherheit sei Voraussetzung für den Abbau der Wirtschaftsschranken. Es ist dies insofern richtig, als zahlreiche Staaten diejenigen Industrien, die für ihre Landesverteidigung wichtig sind, ganz besonders schützen. Die Angst vor der mangelnden «Sicherheit» drückt sich also in der Tat in zahlreichen Fällen durch wirtschaftliche Absperrmassnahmen aus, die wohl, wenn eine absolute oder doch weitgehende Sicherheit bestünde, abgebaut werden könnten. Allein, es ist nicht ohne Interesse festzustellen, dass das Memorandum Briand aus seiner These, wonach die politische Sicherheit zum Abbau der wirtschaftlichen Schranken führe, die Konsequenzen nicht zieht, indem unter III C ausdrücklich gesagt wird: «Da würde sich unmittelbar das Streben nach einer rationellen Organisation der Produktion und des Warenaustausches in Europa anschliessen, vermittelst der fortschreitenden Be-

8. *Le Vorort de l'Union suisse du commerce et de l'industrie, l'Union suisse des arts et métiers, l'Union syndicale suisse, la Fédération des sociétés suisses d'employés.*

9. Convention internationale pour l'abolition des prohibitions et restrictions à l'importation et à l'exportation du 8 novembre 1927 (*RO*, 1927, vol. 46, pp. 13ss.). Cf. aussi *DDS* vol. 9, n° 343 et 346. *Le nombre de ratifications nécessaires à la mise en vigueur, selon la convention et selon l'accord complémentaire du 11 juillet 1929, n'ayant pas été réuni dans les délais prévus, la Suisse fait savoir qu'elle reprend sa liberté d'action (FF, 1930, II, pp. 39ss. Note du 3 juillet 1930).*

10. Première conférence en vue d'une action économique concertée, du 17 février au 24 mars 1930. (Cf. *FF*, 1930, II, pp. 170ss. *Message du Conseil fédéral sur la convention commerciale internationale conclue à Genève le 24 mars 1930.*)

freiung und der methodischen Vereinfachung des Austausches der Güter, des Kapitals und der Personen, *unter dem einzigen Vorbehalt der Ansprüche, die sich aus der Nationalverteidigung jedes Staates ergeben.*» Wenn also selbst nach Zustandekommen einer durch einen politischen Sicherheitspakt geschaffenen Organisation für den Abbau der Wirtschaftsschranken noch ausdrücklich die Bedürfnisse der internationalen Verteidigung restlos vorbehalten werden, so ist schwer einzusehen, weshalb die Herbeiführung einer so verstandenen Sicherheit unbedingt der wirtschaftlichen Annäherung vorausgehen müsse!

Wir glauben, dass manche wirtschaftliche Ziele des Memorandums verwirklicht werden könnten, auch wenn eine politische Bindung nicht vorausginge und dass sich die Schweiz dabei beteiligen könnte, selbst wenn ihr politische Bindungen unmöglich erschienen¹¹.

Seitdem sich das Problem der internationalen wirtschaftlichen Zusammenarbeit gestellt hat, ist die Schweiz bei jeder Gelegenheit lebhaft für die Idee der wirtschaftlichen Annäherung eingetreten. Wenn bis jetzt die Verwirklichung dieses Gedankens und insbesondere der Empfehlungen der Weltwirtschaftskonferenz von 1927¹² auf grosse Schwierigkeiten stiess, so liegen diese wenigstens zum Teil darin begründet, dass man die Lösung auf *universellem* Boden suchte und suchen musste, d. h. unter Bezug auch der aussereuropäischen Staaten. Wir haben auf das «Bleigewicht» der Südamerikaner auf dem Gebiete des Arbeitsrechts bereits hingewiesen. Ganz ähnlich waren die Erfahrungen anlässlich der Fremdenrechtskonferenz in Paris¹³. Auf ein wirtschaftliches Zusammenarbeiten mit den Vereinigten Staaten von Nordamerika, mit den englischen Dominions, mit China, Persien und vielen andern aussereuropäischen Staaten ist ohnehin in keinem Falle zu rechnen. So drängt sich in der Tat der Gedanke auf, dass Europa versuchen sollte, seine bestehenden wirtschaftlichen Schwierigkeiten allein zu lösen und die Zusammenarbeit auf Staaten zu beschränken, in welchen die wirtschaftlichen Verhältnisse und die kulturelle Entwicklung wenigstens nicht allzu grosse Verschiedenheiten aufweisen. Wir glauben deshalb, die Schweiz sollte den von Briand gemachten Vorschlag einer Organisation der europäischen Wirtschaft nicht ablehnen und sich zur Mitarbeit bereit erklären.

Ist zur Erreichung dieses Ziels eine besondere, vom Völkerbund doch mehr oder weniger losgelöste Organisation notwendig? Wir glauben, dass die Schweiz bei der Behandlung dieser Frage auf einen unseres Erachtens wichtigen Umstand aufmerksam machen sollte: Im September 1929 hat die 10. Völkerbundsversammlung durch die bekannte Resolution die Initiative zum Abschluss eines Zollwaffenstillstandes und zur Aufstellung eines Programms für die «Action ultérieure» ergriffen¹⁴. Es geschah dies, obschon bereits damals jedermann wusste, dass es sich praktisch um eine vorwiegend oder gar ausschliesslich *europäische* Aktion handeln würde. Die Konferenz vom Februar/März 1930 war dann

11. *Remarque marginale de G. Motta:* Jawohl.

12. *Tenue à Genève du 4 au 23 mai 1927 (RG, 1927, pp. 501ss.). Cf. aussi DDS vol. 9, nos 249 et 328.*

13. *A fin 1929 (RG, 1930, p. 59).*

14. *FF, 1929, III, pp. 887ss. Rapport du Conseil fédéral sur la X^e Assemblée générale de la SdN.*

tatsächlich, von zwei Ausnahmen abgesehen, nur von europäischen Staaten beschickt, und sie hatte ganz ausgesprochen europäischen Charakter. Dass einzelne aussereuropäische Staaten Beobachter entsandt hatten, spielt keine Rolle, da dies nach Auffassung Briands auch bei der von ihm vorgeschlagenen Organisation nicht ausgeschlossen wäre. Die Handelsübereinkunft ist nur von europäischen Staaten unterzeichnet worden. Das Programm für die «action ultérieure» trägt die Unterschrift der sämtlichen wichtigen europäischen Staaten. Dieses Programm nun enthält sozusagen alle Fragen, die sich hinsichtlich der wirtschaftlichen Organisation Europas überhaupt stellen. Wir ziehen daraus den Schluss, dass sich durch die allerjüngsten Ereignisse ganz ungezwungen aus dem Völkerbund heraus und ohne dass dessen aussereuropäische Mitglieder in irgendeiner Weise verletzt worden wären, eine allerdings in sehr bescheidenen Anfängen stehende Gemeinschaft der europäischen Staaten zur Regelung der europäischen Wirtschaftsfragen entwickelt hat. Diese haben sich ausdrücklich verpflichtet, an allen Besprechungen über die zahllosen europäischen Wirtschaftsprobleme teilzunehmen. Dadurch kommt die Idee der europäischen Wirtschaftssolidarität nicht weniger deutlich zum Ausdruck, als dies bei der Annahme der von Briand vorgeschlagenen neuen und besondern Organisation der Fall wäre. Ist Europa reif zur wirtschaftlichen Verständigung, so kann es dies anlässlich der Behandlung der «action ultérieure» beweisen. Sind die Verhältnisse so, dass aus diesen Verhandlungen nichts wird, so ist gar nicht einzusehen, weshalb sich die gleichen Staaten, vertreten durch die gleichen Leute, eher verständigen sollten, wenn auf dem Beratungsgebäude eine etwas andere Flagge weht.

Wir halten aus diesen Gründen dafür, dass zur Regelung der Wirtschaftsfragen Europas eine besondere Organisation kaum nötig ist, die Grundlage sich vielmehr ganz naturgemäß aus dem von allen wichtigen europäischen Staaten am 24. März 1930 unterzeichneten Protokoll über die «action ultérieure»¹⁵ ergibt. Wir stehen sogar auf dem Boden, dass es verlorene Zeit sei, zunächst eine grosse politische Kombination zu diskutieren und darob die Behandlung konkreter wirtschaftlicher Fragen, die dringend ist, zurückzustellen.

Ähnlich wie auf dem rein wirtschaftlichen Gebiete steht es im Gebiete der Arbeit. Gewiss hat sich die grosse Arbeitskonferenz¹⁶ nicht für alle Fragen bewährt. Gewisse aussereuropäische Staaten sind, wie wir schon wiederholt betonten, ein Bleigewicht, und es könnten wohl eine ganze Reihe von Fragen zwischen den europäischen Kulturstaaten, deren Völker sich hinsichtlich Lebenshaltung, Kultur, Gepflogenheiten und Auffassungen näher stehen, eher geregelt werden, als dies auf dem Boden einer universellen Arbeitskonvention geschieht. Aber auch diese Frage scheint uns gelöst werden zu können, ohne dass man beispielsweise neben das universelle Arbeitsbureau noch ein zweites europäisches setzt. Das Vorgehen könnte ganz ähnlich sein, wie es für wirtschaftliche Probleme eingeschlagen wird.

15. Cf. n. 10 ci-dessus.

16. Il faut probablement comprendre ici la conférence annuelle de l'Organisation internationale du travail. (Cf. FF. 1931, I, pp. 461ss. Rapport du Conseil fédéral sur la XIV^e session de la Conférence internationale du travail.)

VI.

Sie ersehen daraus, dass wir der vom Bauernverband vorgeschlagenen, von vornehmerein ablehnenden Haltung nicht zustimmen können. Eine solche wäre auch – es darf dies wohl zwischen den Departementen und im Bundesrat ausdrücklich betont werden – taktisch vollständig verfehlt, und der Bauernverband selbst hätte besser daran getan, sich vorsichtiger auszudrücken und namentlich seine etwas einseitige Ansicht nicht zu publizieren. Wir gehen aber wohl mit der Annahme nicht fehl, dass die Verfasser der Eingabe¹⁷ mit der in grossen Kreisen des Volkes bestehenden Abneigung rechnen, sich politisch zu binden. Der auch hinsichtlich der wirtschaftlichen Fragen ablehnende Standpunkt wird dort auch einer lebhaften Sympathie begegnen.

Die Einwendung, die man gelegentlich hört, die Staaten müssten auf ihre Souveränität verzichten, und der Wunsch, dass die Souveränität jedes einzelnen Staates gewahrt werde, erledigt sich wie bei jeder internationalen Konvention von selbst. Jeder Vertrag bedeutet eine gewisse Einschränkung der Souveränität, aber er wird abgeschlossen kraft dieser gleichen Souveränität, die ja beim Auslauf wiederhergestellt wird. Man wird also auch hier sich hüten müssen, mit Schlagworten zu fechten. Es hat indessen wohl das Memorandum selbst Anlass zur Aufwerfung solcher Fragen gegeben, indem es betonte, dass die Mitglieder der europäischen Organisation ihre volle Souveränität behalten sollen. Das ist natürlich nur zum Teil richtig. Es würde sich dies nach dem Umfang speziell der politischen Bindung bemessen, die eventuell eingegangen würde.

Aus unsren Darlegungen ergeben sich nachfolgende Folgerungen:

1. Die Schweiz sollte sich, wie es im übrigen seitens der meisten andern Staaten geschehen ist, zur Diskussion des Memorandums Briand bereit erklären und an einer bezüglichen Besprechung teilnehmen, selbstverständlich ohne sich auf das Programm politisch oder wirtschaftlich irgendwie zu verpflichten.
2. Sie sollte in politischer Hinsicht schon in der Antwort, wie ja bereits vom Chef des Politischen Departements dargelegt wurde, ausdrückliche Vorbehalte machen und betonen, dass eine wirtschaftliche Annäherung auch möglich sein sollte ohne politische Bindungen. Sie könnte dabei wohl auf die Genfer Konferenz der europäischen Staaten verweisen und hervorheben, dass abgesehen von dem bescheidenen Erfolge, der durch den Abschluss einer Handelskonvention erreicht wurde – der die Schweiz zustimmte –, in dem Programm für die «Action ultérieure» sozusagen alle wirtschaftlichen Probleme enthalten seien, die aufgeworfen werden könnten.
3. Die Schweiz kann sich natürlich auch auf wirtschaftlichem Gebiete nicht von vornehmerein verpflichten mitzumachen, und noch weniger, die angedeuteten Lösungen zu akzeptieren. Dagegen kann sie ihre Bereitschaft erklären, in eine

17. *La réponse de l'Union suisse des paysans, le 27 juin 1930, au Chef du Département de l'Economie publique, est signée par le Président F. Moser-Schaer et le Directeur E. Laur (E 2001 (C) 5/71).*

Diskussion einzutreten und getreu ihrer bisherigen Haltung alle Vorschläge, die geeignet sind, die wirtschaftliche Lage Europas zu verbessern, mit Interesse und wohlwollend zu prüfen.

Wir nehmen an, dass Sie dem Bundesrat eine Antwort vorschlagen, die zugleich auch die wirtschaftliche Seite des Programms betrifft¹⁸.

18. *La réponse du Conseil fédéral est adoptée lors de la séance du 4 août 1930 (FF, 1931, I, pp. 243ss.)*

Sur proposition de la conférence réunie à Genève en septembre par la France, la XI^e Assemblée générale de la SdN adopte le 17 septembre une résolution invitant les gouvernements européens à poursuivre l'enquête entamée par le mémorandum français du 17 mai et à constituer pour cela une commission agissant avec le concours du Secrétariat, en tant que commission de la Société. Cette Commission d'étude pour l'Union européenne tient sa première séance peu après et désigne son président en la personne d'A. Briand (JO.SDN, 1930, pp. 1780–1781).

30

E 2001 (C) 2/38

*Le Ministre de Suisse à Rome, G. Wagnière,
au Chef du Département politique, G. Motta¹*

L

Rome, 19 juillet 1930

J'ai l'honneur d'accuser réception de votre lettre du 16 juillet² et de vous confirmer mes télégrammes n°s 35³ et 36⁴.

Le premier de ces télégrammes vous signalait le fait que les journaux italiens

1. *Remarque manuscrite de Motta:* J'attire tout spécialement l'attention de mes collègues sur ce rapport.

Je vais dès aujourd'hui de nouveau en congé. 21. VII. 30.

2. *Cette lettre résume les circonstances du vol de G. Bassanesi (jeune antifasciste italien, né à Aoste et habitant Paris; en contact avec le groupe «Giustizia e Libertà»), telles qu'elles sont connues par les autorités suisses:*

/.../

Bassanesi, pilotant l'avion français N° F.A.J.S.D. et muni d'un passeport italien régulier, est arrivé à Genève-Cointrin le 9 juillet, en compagnie de Gaston Brabant, directeur du journal «Avion», président de l'Association française des aviateurs civils et propriétaire de l'avion N° F.A.J.S.D. Brabant est une personnalité connue dans les milieux d'aviateurs. /.../

Le 9 juillet, Bassanesi et Brabant se sont rendus par la voie des airs à Bellinzona, où ils ont atterri sur l'aérodrome militaire.

Le 11 juillet, de bonne heure, Bassanesi s'est enquis des conditions météorologiques pour la traversée du massif du Gothard. Brabant a manifesté l'intention d'aller l'attendre à Dübendorf et Bassanesi est parti seul dans la direction du nord, avec l'avion N° F.A.J.S.D. à 10 h. 45. Vers 11 heures, l'avion N° F.A.J.S.D. a atterri à Lodrino, dans la propriété d'une personnalité connue pour ses opinions avancées, où des étrangers en automobile s'étaient présentés peu avant afin de lui préparer une place d'atterrissement. Des paquets amenés par les étrangers en automobile ont été chargés dans l'avion, qui a pris son vol après une escale d'une demi-heure environ.

ont reproduit tous, sans exception, une correspondance au *Démocrate*⁵, particulièrement accablante pour les Autorités tessinoises en particulier et pour la Suisse en général. La presse italienne, qui, depuis lundi dernier, n'a pas cessé d'observer l'attitude objective qui lui était ordonnée par le Gouvernement, a publié les allégations du *Démocrate* sous des titres à sensation: «Il volo è stato preparato nel Cantone Ticino», «Complicità ticinese», etc.

Je me suis donc rendu hier soir chez le Chef du Gouvernement à 18 hrs. 45; il m'a reçu vers 19 heures, et je ne suis sorti du Palais de Venise qu'à 20 heures. L'entrevue n'a pas cessé d'être cordiale, mais elle fut pour moi particulièrement troublante pour les raisons que vous comprendrez après lecture de ce rapport.

J'ai débuté en expliquant au Duce que j'avais demandé une audience non pas pour lui parler d'affaires, mais pour prendre congé de lui avant mon départ, comme je le faisais quand il était Ministre des Affaires Etrangères⁶; mais il ne m'était pas possible de passer sous silence l'incident déplorable de l'avion qui a survolé Milan, et je tenais à lui fournir à ce sujet toutes les précisions que j'avais reçues de mon Gouvernement.

Le même jour, vers 14 heures, l'avion N° F.A.J.S.D. a atterri à nouveau à Lodrino, où il s'est ravitaillé en essence et en huile, et a repris son vol vers 17 h.

Le 11 juillet, vers 18 heures 30, l'avion N° F.A.J.S.D. s'est fracassé près de l'Hospice du Gothard. Bassanesi a été transporté, avec une jambe cassée et diverses contusions, à l'Hôpital militaire d'Andermatt.

Bassanesi conteste le premier atterrissage à Lodrino et nie être l'aviateur qui a jeté des tracts antifascistes sur la ville de Milan. Les dépositions formelles recueillies permettent d'affirmer, toutefois, que l'avion N° F.A.J.S.D. est bien celui qui a atterri à la fin de la matinée du 11 juillet à Lodrino et la comparaison des heures ne permet pas de mettre en doute que l'avion N° F.A.J.S.D. est bien celui d'où des tracts ont été jetés sur Milan et que ces tracts ont été chargés à Lodrino, où ils avaient été amenés par des étrangers en automobile.

Le rôle joué par Brabant, l'identité des étrangers qui ont amené les tracts et la question de savoir si le propriétaire de Lodrino qui a aidé Bassanesi à atterrir et à charger les tracts était au courant de l'intention de Bassanesi de jeter ces derniers sur Milan ne sont pas encore élucidés. Une enquête serrée se poursuit sur ces divers points et il va de soi que nous vous tiendrons au courant aussitôt que nous serons nous-mêmes informés.

/.../ (2001 (C) 2/38).

3. *Expédié de Rome le 18 juillet à 9 heures. Reçu à Berne le même jour à 11 h 30 (E 2001 (C) 2/38).*

4. *Expédié de Rome le 18 juillet. Reçu à Berne le 19 à 7 h 35. Résumait l'entrevue de Wagnière avec le Duce dont il est question dans le présent rapport (E 2001 (C) 2/38).*

5. *Parue dans ce journal le 17 juillet 1930, sous le titre: Les mystères de Lodrino. Le terrorisme antifasciste dans le Tessin.*

Cette correspondance visait surtout les complicités dont Bassanesi avait pu bénéficier au Tessin pour la préparation de son vol sur Milan:

/.../

... on possède déjà des certitudes morales assez éclatantes au sujet de la préparation du raid, dans le Tessin, par un groupe évidemment bien organisé d'antifascistes. S'il est difficile d'apporter dès aujourd'hui des preuves matérielles, c'est peut-être parce que ce groupe terrorise le Tessin, et exerce une forte influence au nord du Gothard.

/.../

6. *Wagnière s'apprêtait à partir en vacances, mais à cause de l'affaire Bassanesi, il préféra retarder ce départ jusqu'au 25 juillet. Depuis septembre 1929, Dino Grandi avait remplacé Mussolini à la tête du Ministère des Affaires étrangères; le Duce en redeviendra le titulaire en juillet 1932.*

Le Duce avait sous les yeux un rapport, seul document posé sur son immense table dans l'immense salon, dont le seul mobilier est formé par la table et par trois chaises. Ce rapport, dont il devait me lire certaines parties, avait été fait certainement par le Palais Chigi,⁷ sur la base de documents envoyés par les Consuls d'Italie au Tessin et avec des citations abondantes de tous les journaux qui ont desservi notre cause dans cette affaire: *Libera Stampa, Démocrate*, etc.

«Cette affaire est très grave, m'a dit M. Mussolini. Il s'agit, en premier lieu, d'un vol accompli par un officier de réserve français sur les fortifications du Gothard.» J'ai répondu que lorsque l'avion est venu se fracasser sur le Gothard, Brabant⁸ ne s'y trouvait pas, et qu'il ne résultait pas du rapport que vous m'aviez envoyé⁹ que l'avion, pour se rendre de Genève à Bellinzone, fût passé par le Gothard. En effet, je n'ai trouvé nulle part l'indication de l'itinéraire suivi par l'avion de Genève à Bellinzone. J'ai donc expliqué qu'il avait parfaitement pu passer par le Simplon, qui était la voie la plus directe en venant de Genève, l'avion pouvant longer le versant sud des Alpes après Iselle. Nous avons eu ici une discussion géographique, mon interlocuteur n'étant pas très renseigné sur ce point. De toutes façons, il me serait précieux de savoir par où l'avion de Bassanesi s'est rendu à Bellinzone¹⁰. En effet, ce qui préoccupe en premier lieu le Gouvernement italien, c'est qu'un aviateur français puisse survoler le Gothard, dont les forts servent à la défense des Alpes sur les deux versants. M. Mussolini ne m'a pas dit la chose en ces termes, mais j'ai compris sa pensée.

Le second point non moins grave est l'incursion sur Milan. «Aujourd'hui, a dit le Duce, ce sont des manifestes révolutionnaires qu'un avion, parti d'un champ tessinois, fauché et préparé pour son atterrissage, vient jeter sur la ville de Milan; demain, ce seront peut-être des bombes, jetées sur la foule, sur une assemblée, sur une fête. Tout est possible après l'attitude des autorités tessinoises, le langage d'une presse semi-gouvernementale, les félicitations données à Bassanesi par des personnalités politiques.» Et ici le Duce m'a donné lecture de rapports très précis nommant des personnalités qui sont allées voir Bassanesi à l'hôpital et des jugements prononcés par ces mêmes personnalités après l'incursion. Il lisait très vite, à voix basse, et je n'ai pas pu retenir tous les noms qu'il a prononcés, noms de fonctionnaires et de députés tessinois, et il s'est exprimé avec virulence au sujet de la propagande antifasciste au Tessin, qui constitue un véritable danger pour nos relations.

Je lui ai fait remarquer que l'antifascisme était un phénomène européen, et qu'il se manifestait dans tous les pays. Il m'a répondu: «Heureusement, cela prouve que le fascisme est bien vivant». Mais ce qui l'inquiète tout spécialement, c'est que cette hostilité se manifeste sur une terre de langue italienne, voisine d'une des plus grandes villes d'Italie, grâce à la bienveillance d'un Gouvernement «Alleanza di

7. Siège du Ministère des Affaires étrangères.

8. Cf. n. 2 ci-dessus.

9. Il s'agit de la lettre de Motta du 16 juillet. Cf. n. 2.

10. Cf. télégramme n° 19, expédié le 21 juillet par le Département politique et adressé à la Légation de Suisse à Rome: /.../ Route suivie Brabant Bassanesi Genève Bellinzone non encore établie direction aérodrome Cointrin conseilla route Niefenen. [Probablement Nufenen.] Survol Gothard exclu. /.../ (2001 (C) 2/38).

preti e di socialisti»¹¹, qui compte sur l'autorité fédérale pour réparer tout le mal que les Canevascini et consorts s'efforcent de causer aux relations italo-suisses. «Mon sentiment à l'égard de la Suisse, m'a-t-il dit, n'a pas changé. Il est ce que je vous ai toujours dit, sincèrement, profondément amical. J'ai pour la personne de M. Motta une grande estime. J'admire le Conseil Fédéral, la parfaite correction de son attitude, mais je constate que votre Constitution permet à un Canton de s'immiscer constamment dans la politique d'un Etat voisin, à s'attribuer une sorte d'apostolat de propagande, sans se soucier le moins du monde des conséquences d'ordre international dont il n'est pas responsable et dont il laisse le soin à une Autorité centrale, souvent bien empêchée d'agir, aux termes de la Constitution, à l'égard des Cantons souverains.»

Je vous résume ici la pensée du Duce, développée avec une grande vivacité, mais sans qu'il ne cessât jamais d'être maître de sa parole, et sans un seul mot offensant. Il est ici bien supérieur à certains de ses jeunes collaborateurs qui font de la politique de prestige et recourent volontiers à l'intimidation. Il ne m'a pas caché, cependant, mais en termes toujours mesurés, que la répétition d'actes comme celui de Bassanesi pourrait être de nature à troubler très sérieusement les relations italo-suisses, qu'il s'efforce de rendre aussi cordiales que possible.

Il va sans dire que j'ai répondu point par point à toutes les critiques, en insistant pour qu'il attendît les résultats de l'enquête, conduite avec sa conscience habituelle par l'Autorité fédérale; qu'il s'agissait d'un avion français, piloté par un Italien, et que la participation de citoyens suisses à cette entreprise n'était nullement prouvée. Je lui ai indiqué, en outre, les lois fédérales que Bassanesi aurait violées et les mesures prises pour qu'une lumière complète soit faite à ce sujet. Le Duce m'a assuré qu'il ne comptait donner aucune suite à cette affaire, et qu'il n'élèverait pas de protestations. Il s'en remet avec confiance aux sanctions et mesures de l'Autorité Fédérale en ce qui concerne l'attentat au territoire italien.

En me parlant de l'antifascisme, il m'a dit, en passant, qu'avec la France, chaque fois qu'il croyait arriver à une détente, survenait un incident provoqué par l'antifascisme qui troublait la situation. Ce détail vous donnera l'idée du ton de familiarité confiante qu'il n'a cessé d'observer.

Il m'a raccompagné jusqu'à la porte avec des déclarations personnelles fort amicales, dont j'ai été sincèrement touché.

Maintenant, si vous croyez devoir faire un communiqué à la presse, ce dont je ne vois pas la nécessité, à vrai dire, on pourrait, me semble-t-il, mentionner le fait que le Chef du Gouvernement a reçu le Ministre de Suisse et s'est entretenu avec lui de l'affaire Bassanesi en termes amicaux, mais sans cacher les préoccupations que des faits semblables produisent en Italie et le trouble qui peut en résulter dans l'atmosphère des relations réciproques, relations d'amitié auxquelles le Gouvernement attache le plus grand prix. J'estime qu'il ne faudrait pas donner une note trop calmanter. Il est bon que l'on sache en Suisse que cette affaire, si la participation de Suisses vient à être prouvée, constitue un grave attentat à nos relations de bon voisinage.

11. Allusion à la composition du Gouvernement tessinois, où l'influence des deux membres conservateurs-catholiques alliés au socialiste G. Canevascini était déterminante.

31

E 2300 Paris, Archiv-Nr. 83

*Le Ministre de Suisse à Paris, A. Dunant,
au Chef du Département politique, G. Motta*

RP n° 11

Paris, 9 août 1930

*L'avenir du cabinet Tardieu – Autour de l'Elysée¹ – L'étoile de M. Briand pâlit –
Relations de la France avec l'Angleterre, l'Italie et l'Allemagne*

En faisant signer par M. Doumergue², plus tôt que l'on ne s'y attendait, le décret portant clôture de la session parlementaire, M. André Tardieu³ a prolongé de trois mois la durée de son règne et s'est assuré un utile répit pour organiser la défense du ministère contre les assauts qui l'attendent à la rentrée d'automne. Mais il a donné un nouvel aliment à l'hostilité des groupes de gauche, qui, à la première occasion, se lanceront derechef à la conquête du pouvoir. Sans doute peut-il encore consolider sa position devant le pays et les Chambres en utilisant les vacances pour acquérir des titres positifs à la reconnaissance de ses compatriotes. La tâche sera difficile et le résultat demeure incertain.

La situation présente comporte, en effet, bien des éléments dont l'action s'exercera *contre* le ministère.

En voici quelques-uns:

1^o / M. Tardieu n'a jamais eu l'oreille du Sénat. Dans un de ses derniers votes, la Haute Assemblée ne s'est prononcée en sa faveur que par cinq voix de majorité. Les sénateurs hésiteraient sans doute à le renverser pour donner sa succession à un cabinet cartelliste, mais ils estiment qu'un gouvernement de concentration, plus largement conçu que le sien, et dont un des leurs prendrait la direction serait préférable à l'état de choses actuel.

2^o / Les radicaux, aidés par les socialistes, vont redoubler d'efforts pour s'emparer le plus tôt possible des «leviers de commande» qui, pensent-ils, leur permettraient de «faire» à leur profit les élections de 1932. Leur victoire serait d'ailleurs celle du parti S.F.I.O. dont le concours leur est indispensable et qui, le sachant, exerce sur eux une véritable tyrannie et ne se prive pas, dans les élections partielles, d'enlever des sièges à ces «brillants seconds». Mais, quand il s'agit de «terrasser la réaction», l'alliance se reforme.

3^o / M. Tardieu n'a pas pu faire aboutir avant les vacances l'ensemble de son plan d'équipement national. On ne manquera pas d'exploiter contre lui cette carence, bien qu'elle soit imputable à l'obstruction ou aux surenchères des opposants bien plutôt qu'à la faiblesse du gouvernement.

4^o / Le président du conseil a été trahi par certains faits, indépendants, il est vrai, de sa volonté et de son action personnelles. Dans sa déclaration, joyeuse-

1. Non retenu.

2. Président de la République.

3. Président du Conseil.

ment optimiste, il avait annoncé «un ministère de la prospérité française». La situation générale de la France demeure encore fort enviable si on la compare à celle de plusieurs autres grands pays. Pourtant, au lieu de l'âge d'or prédit, c'est par une période de resserrement que le sort ironique répond à l'appel du magicien. Cette malheureuse coïncidence montre le danger des prophéties et des promesses: la prospérité ne s'annonce pas, il faut se borner – quand elle existe – à constater sa bienfaisante présence.

5°/ M. Tardieu a eu le tort de se laisser imposer une loi sur les assurances sociales⁴ dont les parlementaires qui l'ont votée reconnaissent eux-mêmes les lacunes et les difficultés d'exécution. Alors qu'un projet bien étudié eût peut-être consolidé la paix publique, cette improvisation hâtive mécontente tout le monde, suscite des grèves, alourdit à un moment inopportun les charges qui pèsent sur l'industrie et complique, pour le consommateur, le difficile problème de l'existence. Une loi mal faite, qui exige de nombreuses retouches, qui exerce sur la vie du pays des répercussions imprévues et désordonnées, peut suffire à rendre un gouvernement impopulaire, même et peut-être surtout quand elle représente moins la volonté ministérielle qu'une concession arrachée par les adversaires.

/.../

On ne peut se dissimuler, ... que l'accueil fait par les Etats intéressés au mémorandum sur un projet d'union européenne⁵ n'est guère encourageant. Les Français commencent à s'apercevoir que le prestige de leur ministre des Affaires Etrangères continue à baisser à l'étranger comme en France. Ils semblent s'attendre à ce que l'assemblée de Genève⁶, en septembre, enregistre une nouvelle baisse. A l'intérieur, M. Briand est actuellement fort compromis par la protection gênante que lui accordent les socialistes. M. Léon Blum n'est-il pas allé jusqu'à prétendre, dans un récent article du *Populaire*, que c'était M. Poincaré qui avait inventé la candidature de l'homme de Locarno à la présidence de la République afin de lui enlever à coup sûr la direction du Quai d'Orsay?

La réponse britannique au mémorandum sur l'union européenne accentue, chez la plupart des Français, le désir de voir un gouvernement conservateur succéder à Londres au cabinet travailliste. Ils croient que les «tories» seraient plus favorables à une collaboration franco-britannique avantageuse aux deux riverains de la Manche. Ils accusent le «Labour Party» de chercher dans les dissensions entre nations continentales une revanche aux embarras intérieurs et coloniaux qui affligent l'Empire Britannique. D'aucuns prétendent, en particulier, que M. Mussolini ne se fût jamais livré aux violences de langage auxquelles il recourut en juin dernier s'il n'avait pas été encouragé secrètement par l'Angleterre.

Présentement, les relations franco-italiennes enregistrent cependant une légère détente, mais on est encore loin de l'apaisement définitif.

Les événements qui ont suivi l'évacuation des derniers territoires rhénans oc-

4. Le 24 avril la Chambre a voté le rectificatif à la loi sur les assurances sociales adoptée en mars 1928.

5. Du 17 mai 1930.

6. XI^e Assemblée générale de la SdN.

cupés⁷ ramènent le problème allemand au premier rang des préoccupations françaises. Le *Mercure de France* du 1^{er} août a publié un article anonyme, que l'on attribue à une haute personnalité militaire et qui apporte des précisions assez troublantes sur les préparatifs militaires de l'Allemagne et sur l'activité déployée de l'autre côté du Rhin par les partisans de la revanche. Cet article, qui émeut une fraction importante de l'opinion française, mériterait, me semble-t-il, par son côté technique, d'être signalé à l'attention de notre Etat-Major.

7. *Le 30 juin 1930.*

32

E 1004 1/323

*CONSEIL FÉDÉRAL
Procès-verbal de la séance du 14 août 1930¹*

1395. Affare Bassanesi

Verbale

L'on. Capo del Dipartimento di giustizia e polizia ha esposto, nella seduta del 12 agosto, il caso dell'italiano *Bassanesi*, il quale, l'11 luglio, nel corso d'un volo da Lodrino a Milano e ritorno, ha gettato su quest'ultima città dei manifesti anti-fascisti². Non v'è dubbio che abusando dell'ospitalità della Svizzera per sorvolare il territorio di un territorio [*sic, paese?*] amico e commettere un atto di propaganda rivoluzionaria, Bassanesi è incorso in una pena. Bisogna, soprattutto, evitare che si rinnovino atti simili, i quali ci metterebbero in una situazione spiacevole di fronte al Governo italiano. La questione che si pone, e che il Ministero pubblico ha trattata in un memoriale³ distribuito ai membri del Consiglio, è di sapere quali disposizioni debbano essere applicate nella fattispecie. Entrano in considerazione: il decreto del Consiglio federale del 27 gennaio 1920⁴ che regola la circolazione aerea in Isvizzera e l'articolo 41 del Codice penale federale⁵.

Il decreto che regola la circolazione aerea è certamente applicabile, essendosi Bassanesi reso colpevole di parecchie contravvenzioni alle norme di esso decreto. La pena può raggiungere un anno di detenzione e 10 000 franchi di multa. È possibile, in virtù di questo decreto, di comprendere nel procedimento: 1°. l'aviatore che accompagnava Bassanesi nel suo volo; 2°. il giudice di pace Martignoli, a Lodrino, e il suo domestico Cardis, i quali hanno agevolato l'atterraggio dell'aeroplano ed aiutato a caricare i pacchi di manifesti; 3°. due individui stranieri che hanno trasportato i pacchi sul luogo d'atterraggio; infine, Varesi, cassiere cantonale del Ticino, e Fiscalini, segretario presso il Dipartimento cantonale delle

1. *Absent: Meyer.*

2. *Cf. n° 30 n. 2.*

3. *Du 6 août 1930* (E 2001 (C) 2/38).

4. *Cf. RO, 1920, vol. 36, pp. 177–186.*

5. Quiconque viole un territoire étranger ou commet tout autre acte contraire au droit des gens, est puni de l'emprisonnement ou de l'amende.

pubbliche costruzioni, i quali hanno fornito a Bassanesi la benzina e l'olio necessari per lasciar Lodrino dopo il suo volo su Milano.

Se Bassanesi è perseguito in virtù del decreto del 1920, il Consiglio federale può o deferirlo alla Corte penale federale, o delegare il procedimento al Cantone. La prima via presenta delle condizioni di sicurezza che la fanno preferire senz'esi-tazione alla seconda. Essa risponde, inoltre, al voto del Governo ticinese.

L'applicazione dell'articolo 41 del Codice penale federale permetterebbe di punire più severamente il delinquente e i suoi compartecipi. Essa permetterebbe soprattutto di comprendere nel procedimento gl'individui che hanno redatto e stampato i manifesti trasportati da Bassanesi e che verosimilmente si trovano in Svizzera. D'altra parte, questa via presenta due inconvenienti. Anzitutto, l'applicabilità del detto articolo può essere contestata; la difesa non mancherebbe d'in-vocare che nè l'imperatore Carlo⁶ nè Schoeller⁷ furono perseguiti, benchè avesse-ro commesso degli atti presentanti numerose analogie con quello di Bassanesi. In secondo luogo, il giudizio dell'affare dovrebbe essere deferito alle Assise federali, dove la difesa farebbe il processo del fascismo e, secondo la composizione della giuria, potrebbe ottenere un'assoluzione.

Conforme alle conclusioni del Ministero pubblico federale, il Capo del Diparti-mento di giustizia e polizia ha proposto al Consiglio federale di rinunziare alla via dell'articolo 41 del Codice penale federale e d'ordinare un'istruzione per infra-zione al decreto che regola la circolazione aerea.

Dopo discussione, il Consiglio ha dichiarato di approvare queste conclusioni, le quali sono adottate nella seduta di oggi nella forma seguente:

Il Consiglio federale svizzero,

visti gli atti delle indagini iniziali compiute dal Ministero pubblico della Confede-razione e dalla Direzione di polizia del Cantone Ticino contro Giovanni Bassane-si, di Aosta, nato nel 1905, maestro, presentemente detenuto nel penitenziario di Lugano, e compagni, visto il rapporto del Procuratore generale della Confedera-zione del 6 agosto 1930 e la proposta del Dipartimento di giustizia e polizia del 14 agosto 1930,

considerato quanto segue:

1. Le norme del diritto internazionale non permettono che un aeromobile stra-niero compia un volo di carattere offensivo nello spazio aereo di un altro Stato. L'atto compiuto da Bassanesi, il quale, contravvenendo al suddetto divieto del diritto internazionale, è partito con un aeromobile francese dal nostro territorio ed ha compiuto un volo nello spazio aereo di uno Stato estero per gettarvi manife-

6. Charles I^{er} de Habsbourg, empereur d'Autriche-Hongrie, réfugié en Suisse en 1919. Sur les né-gociations préparant sa venue en Suisse cf. vol. 7/I, nos 44, 49, 244 et 250. En 1921, malgré les promesses faites au Conseil fédéral, il essaye à deux reprises de rejoindre la Hongrie pour restau-rer la monarchie. Cf. RG, 1921, p. 49. Dans les fonds des Archives fédérales cf. surtout E 2001 (B) 3/49 et Nachlass Schulthess, J.I.6.1/4.

7. A. Schoeller, industriel zurichois, avait utilisé en 1915 la valise diplomatique suisse pour faire passer en France une somme de 10 millions de francs destinée à acheter le quotidien Le Journal pour lui faire faire de la propagande en faveur de l'Allemagne. En 1918, le Conseil fédéral avait exprimé à Schoeller un blâme formel. (Cf. E 2001 (B) 1/3 et E 21/13912.)

sti rivoluzionari, costituisce una violazione del territorio di quello Stato (art. 41 del Codice penale federale).

Per ragioni di opportunità, in considerazione specialmente del risultato delle indagini iniziali, si rinunzia a perseguire giudiziariamente quest'infrazione. Il carattere offensivo del volo potrà essere considerato come una circonstanza aggravante per i reati contro il regolamento sulla circolazione aerea.

2. Bassanesi ha trasgredito il regolamento sulla circolazione aerea in Isvizzera per il fatto che, prima di compiere il suo volo nello spazio aereo estero e al suo ritorno dall'estero è atterrato in un luogo vietato, omettendo di chiedere istruzioni all'ufficio federale dell'aeronautica per il tramite dell'autorità locale di polizia e di mettersi sotto la vigilanza di quest'ultima insieme col secondo passeggero dell'aeromobile, con l'aeromobile stesso e con il suo contenuto. Un'altra trasgressione consiste in ciò che egli non possedeva né il certificato di idoneità definitivo, né un elenco dei passeggeri, menzionante quello partito con lui a volo da Lodrino né un inventario delle merci (stampati) prese con sè a bordo (art. 19, num. 3, 4 e 6, art. 20 e 37 del decreto del Consiglio federale che regola la circolazione aerea in Isvizzera, del 27 gennaio 1920⁸, convenzione provvisoria che regola la circolazione aerea tra la Svizzera e la Francia, del 9 dicembre 1919/1º maggio 1920⁹). Le infrazioni alle disposizioni sulla circolazione aerea sono aggravate dal fatto che il pilota dell'aeromobile si è servito del nostro territorio per violare la sovranità territoriale di uno Stato estero, compromettendo così la sicurezza esterna della Confederazione. Dall'ulteriore inchiesta risulterà se siano state commesse altre contravvenzioni alle disposizioni regolanti la circolazione aerea.

3. Bassanesi ha in pari tempo violato diverse *disposizioni disciplinari* della legge sulle dogane e delle sue ordinanze esecutive, per cui la Direzione generale delle dogane dovrà infliggergli una multa disciplinare.

4. Le persone che hanno aiutato Bassanesi prima, durante e dopo la sua azione, devono essere perseguite come *compartecipi*.

Visti l'art. 4 della legge federale sulla procedura penale federale del 27 agosto 1851, l'art. 44 del codice penale federale del 4 febbraio 1853 e l'art. 38 del suddetto decreto del Consiglio federale del 27 gennaio 1920, *risolve*:

1. Si rinunzia a un'azione giudiziaria contro *Giovanni Bassanesi e compartecipi*, per violazione territoriale (art. 41 del Codice penale federale).

2. Il giudizio sulle contravvenzioni contro il decreto del Consiglio federale del 27 gennaio 1920 che regola la circolazione aerea in Isvizzera e sulla partecipazione a questi atti, è deferito alla Corte penale federale.

3. Il Procuratore generale della Confederazione è incaricato di ordinare l'istruzione preparatoria contro Bassanesi e compartecipi.

In pari tempo si risolve di pubblicare il seguente comunicato ...¹⁰

8. Cf. n. 4 ci-dessus.

9. En réalité, cette convention est entrée en vigueur le 1^{er} mars 1920. Cf. RO, 1920, vol. 36, pp. 107-112.

10. A l'issue de la séance, le communiqué suivant est remis à la presse:

Communiqué

Le Conseil fédéral, après avoir examiné s'il y avait lieu d'engager des poursuites pénales contre Bassanesi Giovanni et ses complices pour le vol du 11 juillet et recherché les bases sur lesquelles

elles pouvaient être établies, est arrivé, dans sa séance de ce jour, aux conclusions suivantes. La poursuite de délits politiques n'a lieu que sur décision du Conseil fédéral. Or l'instruction de police judiciaire a prouvé à ce dernier d'une façon indubitable, en dépit des dénégations opiniâtres de Bassanesi, l'existence d'une série d'infractions à l'arrêté du Conseil fédéral du 27 janvier 1920 sur la réglementation de la circulation aérienne en Suisse, infractions commises, avec le concours de tiers, par Bassanesi et son compagnon au cours du vol de Lodrino à Milan.

Par contre, les faits permettant d'appliquer l'article 41 du code pénal fédéral – violation d'un territoire étranger ou commission de tout autre acte contraire au droit des gens – ne sont pas éclaircis dans leurs détails. Une poursuite engagée sur cette base pourrait, tant dans l'instruction qu'au cours des débats, donner lieu à des complications et à des retards sans que les faits pussent être tirés complètement au clair. En outre, il faudrait mettre en mouvement le lourd appareil des assises fédérales. Pour ces motifs, le Conseil fédéral renonce à ordonner des poursuites sur la base de l'article 41 du code pénal fédéral. Le juge n'en pourra pas moins frapper les infractions aux dispositions sur la circulation aérienne de peines pouvant atteindre un an d'emprisonnement et 10 000 fr. d'amende. Rien ne l'empêchera, cela va de soi, en mesurant la peine, de considérer que l'aviateur, en se livrant à une activité séditieuse au cours de son vol sur un territoire voisin et ami, a abusé gravement de l'hospitalité suisse et que ses complices ont aussi dû se rendre compte combien de pareils actes devaient troubler les relations de bon voisinage.

Pour marquer l'importance qu'il accorde à cette affaire au point de vue des intérêts de la Confédération, le Conseil fédéral a décidé de déférer le jugement des actes incriminés à la cour pénale fédérale, alors qu'il lui eût été loisible de la déléguer à la justice cantonale. Ainsi l'affaire passe de la compétence du Conseil fédéral dans celle du juge d'instruction fédéral et des autorités judiciaires (E 1004 1/323).

33

E 2001 (C) 2/38

*Le Chef du Département politique, G. Motta,
au Chargé d'Affaires de Suisse à Rome, P. Ruegger*

*Copie**L VH*

Berne, 14 août 1930

Nous avons eu l'honneur de recevoir vos lettres des 22, 24, 25, 29 juillet, 1^{er}, 8 et 13 août¹ concernant l'affaire *Bassanesi* et vous en remercions très vivement.

Si nous n'avons pas répondu plus tôt aux premières communications suscitées, c'est que, depuis notre office du 23 juillet², les enquêtes effectuées au Tessin au sujet de la préparation du survol de Milan par l'avion français N° F.A.J.S.D. n'ont rien apporté de nouveau et qu'il convenait de laisser au procureur de la Confédération le temps nécessaire pour étudier sous tous ses aspects cette affaire délicate et, au Conseil fédéral, celui de se faire une opinion sur la suite qu'il convenait de lui donner.

Ainsi qu'il résulte du communiqué ci-joint³ en copie (annexe n° 1), le Conseil fédéral a pris un arrêté, ordonnant l'ouverture d'une procédure pénale contre Bassanesi et ses complices pour infraction à l'ordonnance du Conseil fédéral concernant le trafic aérien, du 27 janvier 1920. Vous trouverez également sous ce pli le texte de cette ordonnance⁴ (annexe n° 2).

1. *Non reproduit.*

2. *Non reproduit.*

3. Cf. n° 32, n. 10.

4. Cf. n° 32, n. 4.

Nous vous remettons, en outre, sous ce pli, à titre confidentiel et pour votre information personnelle seulement, le texte du rapport que le Ministère public fédéral a adressé au Département fédéral de Justice et Police au sujet de l'affaire Bassanesi⁵. /.../

Ainsi que vous le verrez, le Ministère public fédéral arrive à la conclusion que les actes de Bassanesi tombent sous le coup de l'article 41 du code pénal fédéral⁶; il ne se dissimule pas, toutefois, que, pour arriver à cette conclusion, il est nécessaire de se livrer à une construction juridique facilement admissible à des juges de profession, mais probablement inaccessible pour des jurés. Estimant que rien ne serait plus préjudiciable aux relations italo-suisses qu'une instance devant les assises fédérales, qui permettrait aux avocats de la défense de faire le procès du régime existant en Italie et qui se terminerait par un acquittement des accusés, M. Stämpfli déconseille donc de retenir contre Bassanesi et ses complices les moyens de droit découlant de l'article 41 du code pénal fédéral et préconise l'ouverture contre eux d'une action pénale fondée sur l'ordonnance concernant le trafic aérien du 27 janvier 1920, dont la Cour pénale aura à connaître et qui permettra sans doute d'obtenir une condamnation sévère contre l'auteur principal et des peines d'emprisonnement contre ses principaux complices. Le Conseil fédéral s'est rangé sans grand' peine à l'avis du procureur de la Confédération⁷.

Nous avons eu, hier, une conversation avec le Ministre d'Italie à Berne⁸ afin de lui expliquer de façon détaillée les constatations faites par les Autorités suisses de police et les conclusions auxquelles ces dernières ont conduit le Ministère public fédéral. M. Marchi s'est aisément convaincu de la justesse de notre point de vue. Nous pensons qu'il a parfaitement compris l'intérêt qu'il y a à ce que le procès de Bassanesi et de ses complices soit soustrait à la juridiction des assises fédérales et se liquide sur la base de l'ordonnance fédérale concernant le trafic aérien devant la Cour pénale fédérale. Nous avons lieu de croire qu'il saura le faire comprendre aussi à son Gouvernement. Nous espérons que l'on nous saura gré, en Italie, d'avoir trouvé le moyen de requérir contre Bassanesi et ses complices des peines assez rigoureuses sans exposer le régime fasciste aux aléas d'un débat devant les assises fédérales.

5. Cf. n° 32, n.3.

6. Cf. n° 32, n.5.

7. Cf. n° 32.

8. Pas d'autres traces de cet entretien dans le dossier E 2001 (C) 2/38.

34

E 2001 (C) 5/26

*Le Chef du Département militaire, R. Minger,
au Chef du Département politique, G. Motta*

L

Bern, 23. August 1930

[...]

Durch die Anträge der englischen Delegation an der Völkerbundsversammlung vom September 1929 und die daraufhin gefassten Resolutionen ...¹ ist nach unserer Auffassung die Behandlung des Abrüstungsproblems in ungünstiger Weise beeinflusst worden. Die vorbereitende Abrüstungskommission hatte eine Reihe von Streitfragen in ihrem Schosse bereinigt. Man war berechtigt anzunehmen, dass damit ein erheblicher Teil der Schwierigkeiten endgültig aus dem Wege geräumt sein werde. Einzelne dieser Fragen, insbesondere diejenige nach den ausgebildeten Reserven, waren namentlich auch für die Schweiz von grösster Bedeutung. Durch die Vorschläge von Lord Cecil² und durch Annahme der Resolution Politis³ vom September 1929 sind alle diese Fragen erneut zur Diskussion gestellt. Der Streit der Meinungen kann also von neuem losgehen. Die ganze von der vorbereitenden Abrüstungskommission bis jetzt geleistete Arbeit erscheint damit in Frage gestellt.

Der Experte der Generalstabsabteilung, Herr Oberst Züblin, hat denn auch bereits in einem Bericht vom 19. Juli⁴ geschrieben: «Man darf also sagen, dass der Abrüstungsvertrag in der Berichtsperiode nicht nur nicht gefördert, sondern mit ausserordentlicher Mühe erzielte Beschlüsse der vorbereitenden Abrüstungskommission wieder in Frage gestellt sind, darunter auch der für uns besonders wichtige wegen der ausgebildeten Reserven».

Auch bezüglich des Londoner Seeabkommens⁵ sind wir, in Übereinstimmung mit unserer Generalstabsabteilung, ausserordentlich skeptisch. Einmal darf man sich nach unserer Auffassung der Tatsache nicht verschliessen, dass zum mindesten für die Vereinigten Staaten von Nordamerika das Londoner Abkommen nicht eine Abrüstung oder Rüstungsbeschränkung auf den jetzigen Stand bedeutet, sondern eine *Aufrüstungserlaubnis*, da die den Vereinigten Staaten bewilligte Tonnage an Kreuzern über das hinausgeht, was Amerika heute an diesen Kriegsschiffen besitzt. Ferner wird man sich nicht verhehlen dürfen, dass die Konfe-

1. *Sur la réduction effective du matériel de guerre et des effectifs dans le cadre d'une réduction progressive et générale des armements dans le monde entier. Cf. FF, 1929, III, pp. 933ss. Rapport du Conseil fédéral sur la X^e assemblée de la SdN et DDS vol.9, n^os 183, 216, 257, 417 et 500.*

2. *Délégué britannique.*

3. *Suppléant du Chef de la délégation grecque. Sa résolution renvoie à la commission préparatoire du désarmement les suggestions anglaises.*

4. *Non reproduit.*

5. *Signé le 24 avril 1930.*

renz⁶ bezüglich zweier Hauptmächte, Frankreich und Italien, zum mindesten ergebnislos verlaufen ist, wenn sie nicht die Gegensätze sogar aktiver gestaltet hat.

Unsere Generalstabsabteilung kommt daher zu folgendem Schlusse:

«Wir glauben daher nicht, dass es klug wäre, einen allfälligen Antrag auf baldige Einberufung der Abrüstungskonferenz selbst zu unterstützen. Man muss an der ersten, als richtig erkannten Entschliessung festhalten, dass eine solche Konferenz nur Erfolg haben kann, wenn sie genügend vorbereitet ist. Das ist aber heute zweifellos nicht der Fall. Es ist keineswegs vorauszusehen, dass bei einer ungenügend vorbereiteten Abrüstungskonferenz mehr herausschauen werde als in der vorbereitenden Abrüstungskommission. Es ist mit Recht s.Zt. erklärt worden, die endgültige Konferenz müsse einen Vertragsentwurf behandeln können. Ein solcher besteht aber noch gar nicht. Die Differenzen sind zum Teil beseitigt worden, sollen nun aber nach Lord Cecils Wunsch alle wieder neu aufgerollt werden können. Wer ernsthaft den Vertrag will, muss sich sagen, dass, wenn die Abrüstungskonferenz ohne Entwurf an die Frage herantritt, nicht nur nicht mehr herauskommt als bisher bei der an Mitgliedern weniger zahlreichen vorbereitenden Abrüstungskommission, sondern dass die Gefahr vorliegt, das Ganze werde scheitern, womit ganz unabsehbare Folgen entstehen können und der Völkerbund selbst aufs Spiel gesetzt wird. Es scheint uns zwecklos, Bestrebungen zu unterstützen, die zu diesem Ende führen müssten und vielleicht – wir sagen vielleicht – gerade diesen Zweck haben.

Die schweizerische Delegation sollte also sehr zurückhaltend sein und eher gegen die Einberufung einer ungenügend vorbereiteten Abrüstungskonferenz Stellung nehmen. Wir haben zudem noch alle Veranlassung, uns nicht auf einen Vertrag einzulassen, der die ausgebildeten Reserven auch treffen würde.»⁷

Wir halten diese Auffassung für richtig und möchten namentlich unterstreichen, dass eine Abrüstungskonferenz, die ihre Verhandlungen nicht auf Basis eines sorgfältig ausgearbeiteten Vertragsentwurfes stützen kann, von vornherein dem sicheren Misserfolg ausgesetzt erscheint. Auf die möglichen Folgen eines derartigen Misserfolges hat die Generalstabsabteilung hingewiesen.

6. *La conférence de Londres sur la limitation des armements navals entre la Grande-Bretagne, les Etats-Unis, le Japon, la France et l'Italie s'est tenue du 21 janvier au 22 avril.*

7. *Le Conseil de la Société des Nations décide finalement, le 14 janvier 1931, la convocation de la Conférence sur la réduction et la limitation des armements en 1932 à Genève (FF, 1931, I, p.157, rapport du Conseil fédéral sur la XI^e assemblée de la SdN). Cf. aussi procès-verbal de la séance tenue le 1^{er} septembre 1930 pour la discussion des instructions à la délégation suisse à la XI^e Assemblée de la SdN, p.12 (E 2001 (C) 5/26).*

35

E 2300 Wien, Archiv-Nr. 45

*Le Chargé d'affaires suisse à Vienne par intérim, C. C. Jenny,
au Chef du Département politique, G. Motta*

RP
Vertraulich

Wien, Anfang September 1930

[...]¹

In Wien machen sich seit einiger Zeit Bestrebungen geltend, die, so unwahrscheinlich ihre Verwirklichung heute auch scheinen mag, auf eine Revision der bestehenden Grenzen gerichtet sind. Diese Bestrebungen werden von Italien gefördert, wobei Ungarn im Vordergrund steht. Von besonderem Interesse ist es nun, dass drei ihrem Wesen nach durchaus verschiedene Gruppen dieses selbe Ziel zu verfolgen scheinen. Zunächst handelt es sich um die «Irredenta» im Staatengebiet der kleinen Entente, den Kroaten, Slowaken und Mazedoniern, deren Emissäre in Wien eigene Büros unterhalten und eine gesteigerte Aktivität zu entwickeln scheinen. Ihre Wünsche decken sich in dem Punkt, auf den es hier ankommt, mit gewissen Agitationen der katholischen Auslandsaktion, die darauf hinauslaufen, einen Ersatz für die durch den Zerfall der Österreichisch-Ungarischen Monarchie erlittene Machteinbusse der katholischen Kirche zu schaffen. Die von diesen beiden, verschiedenen Seiten ausgehenden Bestrebungen machen sich anscheinend die Monarchisten in Österreich und Ungarn zunutze, die darin ihr Ziel, eine Restauration des Hauses Habsburg, zunächst in Ungarn herbeizuführen, wesentlich gefördert sehen. Gewisse Erscheinungen, von denen unten noch näher die Rede sein soll, lassen sich nicht wohl anders erklären, als dass Italien, im Einvernehmen mit Ungarn, die «Irredenta» in den Staaten der kleinen Entente, namentlich der Tschechoslowakei und Jugoslawien unterstützt, wobei geradezu an eine Föderation zwischen der Slowakei, Ungarn, Österreich und Kroatien unter italienischer Oberhoheit gedacht zu sein scheint². Einer Wiedereinsetzung des Hauses Habsburg in Ungarn müsste unter solchen Umständen eine ganz besondere Bedeutung zukommen.

Es würde somit auch hier letzten Endes der italienisch-französische Interessen-gegensatz in Erscheinung treten, wenn, wie es den Anschein hat, Italien die Loslösung von Gebieten Jugoslawiens und der Tschechoslowakei von ihren Staaten-verbänden, diesen Eckpfeilern der französischen Aussenpolitik, zu fördern trachten sollte. Dazu käme das konfessionelle Moment im Hinblick auf die römisch-

1. Dans la première partie de son rapport, C. C. Jenny fait état d'un article du journaliste viennois Otto Deutsch paru à Prague sur le refroidissement des relations germano-autrichiennes et il conclut à la non-actualité de la question de l'Anschluss. Sur la base d'informations que lui ont fournies le correspondant à Vienne d'un important journal suisse et un journaliste hollandais, très confidentiellement, il dresse ensuite un tableau des mouvements révisionnistes à l'œuvre dans la capitale autrichienne.

2. Note au document: Nach dem Inhalt des in Beilagen 1 (*non reproduit*) wiedergegebenen Aktenstücke würde in den bezüglichen Besprechungen auch von Bayern und Polen die Rede sein.

katholischen Gebiete Italien, Kroatien, Ungarn, Österreich und der Slowakei auf der einen Seite und dem hussitisch-protestantischen, tschechischen und dem griechisch-orthodoxen, serbischen Gebiet auf der anderen Seite. Sodann wird behauptet, dass auch England einen italienischen Machtzuwachs nicht ungern sehen würde, um ein grösseres Gegengewicht gegenüber dem übermächtigen Frankreich zu schaffen, eine Ansicht, die übrigens mir gegenüber erst heute von dritter, gänzlich unbeteiligter Seite ebenfalls vertreten worden ist. Wie mein Gewährsmann aus französischer Quelle erfahren hat, soll dem ungarischen Ministerpräsidenten Bethlen in London mitgeteilt worden sein, dass Grossbritannien die italienische Ostpolitik bis auf weiteres unterstütze, um das Gegengewicht zu Frankreich zu verstärken.

Schliesslich verdient besondere Beachtung, dass in dieser Sache die Interessen des Vatikans denjenigen Italiens parallel laufen würden, ein Umstand, der durch die vollzogene Aussöhnung zwischen Quirinal und Heiligem Stuhl wesentlich beeinflusst worden zu sein scheint. So soll, Informationen meines Gewährsmannes aus österreichischer Quelle zufolge, von Grandi³ selbst die Bemerkung gefallen sein, dass die italienische Ostpolitik seit den Lateranverträgen⁴ eine gründliche Änderung erfahren habe und Mussolini infolge der vom Vatikan ausgehenden Einflüsse einer Thronbesteigung Ottos⁵ in Ungarn nicht abgeneigt sei. Schwierigkeiten bereite jedoch das Verhältnis Ungarns zu Rumänien im Hinblick auf Siebenbürgen. Auf alle Fälle müsse Rumänien von der kleinen Entente⁶ losgelöst werden, zu welchem Zwecke ein besseres Einvernehmen zwischen Ungarn und Rumänien wünschenswert wäre.

In diesem Zusammenhange sei erwähnt, dass in den Beziehungen zwischen Österreich und Frankreich eine gewisse Verschlechterung zu konstatieren ist. Aus Gesprächen, die ich mit dem französischen Geschäftsträger⁷ bereits vor einiger Zeit zu führen Gelegenheit hatte, erhielt ich den Eindruck, dass der gegenwärtige, österreichische Bundeskanzler⁸ in der französischen Gesandtschaft keine übertriebenen Sympathien geniesst. Das Abseitsstehen Frankreichs bei der Emission der ersten Tranche der Österreichischen Bundesanleihe von 1930⁹ hat zweifellos nicht dazu beigetragen, das Verhältnis herzlicher zu gestalten. Last but not least soll sich, wie mir versichert wird, bei der französischen Regierung eine gewisse Empfindlichkeit darüber geltend machen, dass Österreich es vorgezogen hat, nicht allein bei Frankreich eine Stütze zu suchen.

Von meinem journalistischen Gewährsmann ist mir vom geheimen Bericht eines italienischen Aristokraten Kenntnis gegeben worden, der verwandschaftliche Beziehungen zu den sogenannten «Magyaronen» besitzt und im Auftrag

3. *Dino Grandi, Ministre italien des Affaires étrangères depuis 1929.*

4. *Les accords entre l'Italie et le Saint-Siège ont été signés en 1929.*

5. *Fils du dernier empereur d'Autriche et roi de Hongrie, Charles, décédé en 1922, et de son épouse Zita.*

6. *Roumanie, Tchécoslovaquie, Yougoslavie.*

7. *Bertrand, comte Clauzel.*

8. *J. Schober.*

9. *Il s'agit de l'emprunt dit d'investissement. L'accord en vue de l'émission de sa première tranche est signé à Londres, le 14 juillet 1930.*

eines massgebenden Mitgliedes der donau-föderalistischen Aktion¹⁰ im Februar dieses Jahres nach Italien gereist ist, um die Quellen der Restaurations- und Revisionsbestrebungen, als deren Zentrum ihm Rom bezeichnet worden war, zu studieren. Dieser Emissär, dessen Namen meinem Gewährsmann bekannt ist, mir gegenüber jedoch verschwiegen wurde, soll von massgebenden Stellen in Rom empfangen und über die Ziele der italienischen Politik eingehend unterrichtet worden sein. Zur Erörterung habe dabei vorwiegend eine engere Verbindung zwischen gewissen, katholischen Staatengebieten und die Bildung einer antibolschewistischen Front gestanden. Bei dieser Gelegenheit soll der Emissär zur Kenntnis von Material gelangt sein, unter dem sich auch ein Übereinkommen Italiens mit der kroatischen Emigration befindet, und das sich auf politische, finanzielle und wirtschaftliche Fragen beziehen soll. Es wird behauptet, dass der unten noch zu erwähnende Dr. Friedrich Wiesner im Besitze dieses Abkommens ist. ...
/.../

Wie der Wiener Polizeidirektion bekannt ist, weilt hier der italienische Emissär Enrico Gozzi als offizieller Vertrauensmann der Fascisten. In Journalistenkreisen wird er «das Auge Mussolinis» genannt. Die Polizeidirektion hat auch Kenntnis davon, dass Gozzi unabhängig von der italienischen Gesandtschaft mit der Vermittlung politischer Nachrichten an italienische Dienststellen betraut ist. Ferner führt in Wien der italienische Major Umberto Manfredi, der sich etwa alle 10 Tage nach Italien begeben soll, eine eigene, politische Kanzlei.

Bis zu seiner Verhaftung mit anschliessender Verurteilung erschien, ebenfalls laut Polizeibericht, der ehemalige, slowakische Autonomistenführer und Abgeordnete Prof. Dr. V. Tuka wiederholt in Wien, wo er mit dem unten noch zu nennenden österreichischen Gesandten a.D. Dr. Friedrich Wiesner sowie mit einem ungarischen Vertrauensmann Zusammenkünfte pflegte. Es scheint, dass man sich auf einen geeigneten Nachfolger noch nicht hat einigen können.

Über die Tätigkeit der kroatischen Emigranten besagt ein mir zur Einsichtnahme vorgelegter, vertraulicher Bericht einer hiesigen Behörde, dass, als die jugoslawische Regierung, infolge einer Reihe von Anschlägen, die im vergangenen Jahre verübt wurden, zur Verhaftung kroatischer Nationalisten schritt und verschiedene Verfolgte die Flucht ins Ausland ergriffen, von diesen der vom Belgrader Staatsgerichtshof in contumaciam zum Tode verurteilte Dr. Ante Pavelic zunächst nach Österreich kam, von wo er durch Verfügung der Bundespolizeidirektion am 27. Oktober 1929 aus Rücksichten der öffentlichen Ordnung für ständig ausgewiesen wurde. Pavelic, dessen Beziehungen zu der nationalen revolutionären mazedonischen Bewegung offenkundig waren, ist zwei Tage darauf (angeblich in Begleitung eines österreichischen Priesters und Vertrauensmann des Kardinals Piffl) in die Schweiz abgereist. Von der gleichen Stelle wird darauf verwiesen, dass die Familie des Pavelic ständig auf einem Landgute bei Fiume weile, wo dieser sich wiederholt aufgehalten habe. Sie hält es für wahrscheinlich, dass er bei dieser Gelegenheit mit italienischen Politikern Fühlung genommen habe. In der Schweiz sollen noch andere kroatische Emigranten arbeiten und zum Teil mit italienischen

10. Note au document: einer Persönlichkeit, die gleichzeitig geheime Beziehungen zur Gegenseite unterhält.

Pässen versehen sein. Wie mir von privater Seite versichert wird, sollen die Interessen der kroatischen Emigration in Wien vornehmlich von General Sarkotic vertreten werden.

Es kann unter diesen Umständen nicht verwundern, wenn auch die Regierungen der Kleinen Entente in Wien besondere Büros unterhalten, um sich über die Tätigkeit Italiens und der «Irredenta» in ihren eigenen Ländern informiert zu halten. So soll die jugoslawische Regierung zu diesem Zwecke in ihrem Gesandtschaftsgebäude eine besondere Kanzlei führen lassen, die von dem ehemaligen bulgarischen Abgeordneten Sawow geleitet werde, der für Jugoslawien optiert hat und sich jetzt Sawowic nennt. Dieser soll zugleich Vertrauensmann des tschechoslowakischen Ministerpräsidenten Udrzal sein.

Die Fäden der legitimistischen Aktion münden angeblich bei dem österreichischen Gesandten a.D. Dr. Friedrich Wiesner, der in jüngster Zeit eine ausserordentliche Aktivität an den Tag legt. Er ist Herausgeber der ungarnfreundlich eingestellten «Donauländischen Korrespondenz» und erfreut sich grossen Ansehens im Bundeskanzleramt. Wiesner wurde schon mehrfach als Kandidat für die Leitung des Bundespressedienstes genannt. Er soll Beziehungen nach fünf Richtungen hin pflegen, nämlich nach Ungarn, Kroatien, der Slowakei, Italien und Brüssel (Zita). Er soll ferner ausgezeichnete Verbindungen zur englischen Hocharistokratie besitzen, sowie zur dortigen konservativen Presse und dem Kreis um Rothermere¹¹. Obwohl Altbundeskanzler Seipel zu vorsichtig sei, um mit Wiesner direkt zu verkehren, bestehe doch zwischen den beiden eine Verbindung, die durch den Chefredakteur der christlich-sozialen «Reichspost», Funder, vermittelt werde. In der Wohnung Wiesners sollen sehr häufige Konferenzen stattfinden, an denen jeweils 10 bis 15 Personen teilnehmen¹².

/.../¹³

In jüngster Zeit habe der Vatikan die Initiative ergriffen, zwischen Zita¹⁴ und Horthy¹⁵ zu vermitteln. Der Reichsverweser verlange für seinen Rücktritt gewisse Kompensationen, worunter den Herzogstitel und eine materielle Entschädigung. Im übrigen habe Mussolini dem ungarischen Ministerpräsidenten Bethlen auf die Frage, wie sich Italien zur Ausrufung Ottos zum ungarischen König verhalten würde, geantwortet, dass Otto seinen Segen hätte. Zita habe in Paris erklären lassen, dass das Haus Habsburg im Falle einer Thronbesteigung Ottos auf alle revisionistischen Pläne verzichten und den Status quo anerkennen werde. Als letzteres der Kleinen Entente bekannt geworden sei, habe diese ihrerseits in Paris die Versicherung abgeben lassen, dass eine Restauration der Habsburger unter allen Umständen den Krieg bedeute.

Erwähnen will ich noch an dieser Stelle, dass der englische Geschäftsträger mir gegenüber der Meinung Ausdruck gab, ein ernsthafter Einspruch Frankreichs ge-

11. Frère de lord Northcliffe. Dirige depuis 1922 le *Daily Mail*.

12. Jusqu'ici toute la partie citée du rapport est accompagnée d'une note marginale de C. C. Jenny: streng vertraulich; nicht für Wiedergabe geeignet!

13. Le rapport traite ensuite de la question royale en Hongrie.

14. Femme du dernier empereur d'Autriche, roi de Hongrie, Charles.

15. Régent du Royaume de Hongrie depuis le 1^{er} mars 1920.

gen eine Thronbesteigung Ottos in Ungarn wäre kaum zu gewärtigen. Der italienische Geschäftsträger¹⁶, mit dem ich von Washington her in einem freundschaftlichen Verhältnis stehe und mit dem ich dieser Tage längere Zeit zusammen war, gebraucht über den Gegenstand nur die vorsichtigsten Wendungen¹⁷.

Ich möchte diesen Bericht nicht schliessen ohne nochmals zu betonen, dass die Regierung Schober die Aufrechterhaltung des gegenwärtigen Zustandes wünscht, wobei sie bereit ist, Flüchtlingen aus anderen Staaten Asyl zu gewähren, solange sie durch ihr Verhalten den Gaststaat nicht gefährden und das Gastrecht nicht missbrauchen. Dass der österreichische Bundeskanzler von der Loyalität Italiens Österreich gegenüber völlig überzeugt ist, steht ausser Zweifel.

16. *G. Auriti.*

17. *Jusqu'ici la partie citée du rapport est accompagnée d'une note marginale de C.C.Jenny: streng vertraulich; nicht für Wiedergabe geeignet!*

36

E 2300 Berlin, Archiv-Nr. 31

*Le Ministre de Suisse à Berlin, H. Rüfenacht,
au Chef du Département politique, G. Motta*

RP n° 11

Berlin, 29. September 1930

/.../¹

Der überraschende gewaltige Wahlsieg der Nationalsozialisten, einer Partei ohne eindeutiges und einheitliches Programm, lässt sich nur erklären aus der Atmosphäre des hoffnungslosen Pessimismus. Unter dem Druck der Wirtschaftskrise und im Gefühl der politischen Ohnmacht sind weite Kreise irre geworden an Republik, Demokratie und Parlamentarismus und erwarten bessere Zeiten von einem «Dritten Reich», ohne sich von dessen Wesen einen klaren Begriff zu machen. Dabei ist ja die nationalsozialistische Partei an sich keineswegs homogen, indem dem einen der nationale, dem andern der sozialistische Teil des Programms, letzterer im Sinne des Kampfes gegen das Kapital, als Ziel vor schwiebt. Für die deutsche innere und äussere Politik wird es sich fragen, was ihr gefährlicher ist: der Eintritt der Nationalsozialisten in die Regierung und damit zwar die Möglichkeit einer Dämpfung ihrer Töne, aber auch die Gefahr der Unterwöhlung des Staatsgefüges durch Besetzung wichtiger Ministerien, oder die wilde Opposition der aussenstehenden starken Partei und damit die Störung der rationalen Regierungsarbeit, eine weitere Verwirrung der Geister und eine ständige Beunruhigung durch Putschgerüchte. Die selbstverständliche Feststellung, dass für eine staatsfeindliche Partei kein Platz in der Regierung sei, hat Hitler

1. Rüfenacht rend compte des élections au Reichstag du 14 septembre 1930, ainsi que d'une éventuelle nouvelle composition du gouvernement resté en place. Le parti national-socialiste devient le deuxième parti de la République de Weimar.

durch seine Zeugenaussage im Hochverratsprozess gegen die Ulmer Offiziere² von seinen Scharen abzulenken versucht, indem er beschwore, dass seine Partei keine Umsturzpläne hege und ihre Ziele einzig auf legalem Wege zu verfolgen gewillt sei. Aber einmal während seiner Einvernahme lässt er sich doch durch sein Pathos verleiten, indem er die Einsetzung eines neuen Staatsgerichtshofes in Aussicht stellt, der den 9. November³ rächen und Köpfe rollen lassen werde. Und der Staatssekretär des Reichsinnenministeriums⁴ hat, ebenfalls als Zeuge, erklärt, dass diese Amtsstelle sich im Besitze von umfangreichem Material befindet, aus dem sich ergebe, dass die nationalsozialistische Arbeiterpartei schon seit ihren Anfängen umstürzlerische Ziele verfolge. Es ist deshalb zu verstehen, wenn den beruhigenden Erklärungen Hitlers nur bedingter Glaube geschenkt und der zukünftigen Entwicklung der Dinge mit einiger Sorge entgegengesehen wird. Immerhin herrscht in amtlichen Kreisen eine ernsthafte Befürchtung eines erfolgreichen Putschversuches nicht. Einmal glaubt man sicher zu sein, einen Versuch glatt unterdrücken zu können und sodann nimmt man an, dass gerade deshalb Hitler seinen Wahlsieg nicht mit einer Schlappe diskreditieren, sondern jedenfalls vorerst suchen werde, ihn durch die Macht der Mandatezahl zu konsolidieren. Darin unterstützt ihn die erfahrungsgemäss stets nach einem überraschenden Siege einsetzende Anziehungskraft des Siegers, die teils von seinem Nimbus und der seinem Erfolge gezollten Bewunderung ausstrahlt, teils aber auch der sehr realen Überlegung entspringt, dass es vorsichtig ist, sich rechtzeitig einer im Aufstieg befindlichen Macht anzuschliessen. Aber auch die Unzufriedenheit der Beamten über die ihnen drohende vermehrte Gehaltskürzung verschafft den Nationalsozialisten sogar aus den Reihen der Diener des Staates Anhänger, weil sie hoffen, dass es dieser Partei gelingen werde, die ihnen zugedachte schwere Bürde auf andere Schultern zu wälzen.

Die Presse der Mitte bezeichnet die Wahl vom 14. ds. als Konjunkturwahlen, hervorgegangen aus der wirtschaftlichen Krise und der politischen Unzufriedenheit und der geschickten Ausnutzung dieser Faktoren durch die lautesten Schreier. Sie erwartet, dass mit der Besserung der Konjunktur auch die extreme Welle zur Linken und zur Rechten von selbst wieder verebben werde. Dies bleibt zu hoffen, wobei allerdings der Zeitpunkt dieser Besserung der Konjunktur noch nicht abzusehen ist. Aber für heute besteht die politische Macht der Nationalsozialisten, und gerade in ihr liegt eine gewisse Gewähr dafür, dass sie ihre Entfaltung vorerst auf legalem Boden weiterverfolgen und nicht durch Gewaltakte komprimieren wird. Immerhin wird es geboten sein, die weitere Entwicklung mit der grössten Aufmerksamkeit zu verfolgen. Die Regierung verfügt denn auch vorläufig noch über die Mittel und Wege zur Kontrolle und über die Macht zum Einschreiten im notwendigen Falle.

2. En automne 1930, trois jeunes officiers du 5^e régiment d'artillerie à Ulm, le 1^{er} lieutenant H.F. Wend, les lieutenants H. Ludin et R. Scheringer, sont condamnés en raison de leur appartenance au Parti national-socialiste ce qu'interdisait une ordonnance du Ministre de la Reichswehr. Cité comme témoin à leur procès, Hitler fait sensation en prenant l'engagement de ne conquérir le pouvoir que par des voies légales.

3. 1918, date de la proclamation de la république à Berlin.

4. E. Zweigert.

CONSEIL FÉDÉRAL
Procès-verbal de la séance du 29 septembre 1930

1590. Dauervisum für einen Vertreter der Agentur Tass

Politisches Departement. Mündlich

Der Vorsteher des Politischen Departements führt aus, dass die sowjetrussische Telegraphenagentur Tass jeweilen Vertreter an die internationalen Konferenzen, Ratssitzungen und Versammlungen des Völkerbundes nach Genf abgeordnet, die für jede einzelne Tagung das Passvisum erhalten und dabei verpflichtet sind, nach Beendigung der Verhandlungen wiederum wegzureisen. Die Agentur Tass wünscht nun einen ständigen Vertreter nach Genf zu entsenden, und zwar einen gewissen Romm¹, der längere Zeit in Japan zugebracht hat und dessen Verhalten bisher in keiner Weise zu Beanstandungen Anlass gegeben hat.

Die Journalisten der Agentur Tass, die sich jeweilen nach Genf begeben, haben ihren ständigen Wohnsitz in Paris. Unsere Gesandtschaft hat ihnen bisher weisungsgemäss das Visum erteilt. Da es immerhin etwas umständlich ist, für jede einzelne Einreise um das Visum nachzusuchen und da überdies in den nächsten Monaten beständig internationale Konferenzen in Genf stattfinden werden, möchte die Agentur Tass wenigstens für einen ihrer Vertreter ein Dauervisum für 6 Monate erhalten. Sowohl das Völkerbundssekretariat als verschiedene Mitglieder der gegenwärtigen Völkerbundsversammlung empfehlen dieses Gesuch zur Berücksichtigung. Nach Ansicht des Vorstehers des Politischen Departements sollte dem Begehr entsprochen werden, in der Meinung, dass sich der in Frage kommende Journalist jeder Propagandatätigkeit zu enthalten hätte, und dass das Visum jederzeit zurückgezogen werden kann. Falls das Verhalten des Vertreters der Agentur Tass zu Beanstandungen nicht Anlass gäbe, so würde nach Ablauf der 6 Monate das Visum wiederum auf eine bestimmte Zeit verlängert. Das Völkerbundssekretariat möchte zwar, dass die Dauer des Visums auf 1 Jahr festgesetzt würde. Doch sollten wenigstens für den Anfang 6 Monate genügen.

Der Vorsteher des Justiz- und Polizeidepartements will sich der Erteilung eines solchen Dauervisums nicht widersetzen, obgleich ihm die Sache nicht recht gefällt. Bisher konnte vor jeder einzelnen Einreise der Fall genau geprüft werden. Das wäre bei Erteilung eines Dauervisums nicht mehr möglich. Die Erfahrungen lehren uns, dass wir gegenüber Sowjetrussland sehr vorsichtig und überaus zurückhaltend sein müssen.

Der Vorsteher des Volkswirtschaftsdepartements möchte den Vermittlungsvorschlag machen, es solle das Dauervisum nur für 3 statt 6 Monate erteilt werden.

Herr Bundespräsident Musy äussert sich entschieden gegen die Erteilung eines

1. W. Romm. (Cf. E 2001 (C) 5/5.)

Dauervisums. Der Bolschewismus bildet eine Gefahr für unsere Einrichtungen und für die europäische Kultur überhaupt; es ist unsere Pflicht, uns dagegen mit allen Mitteln zu wehren. Der jetzige Augenblick, in welchem die religiösen Verfolgungen² in Russland sowie die Massenhinrichtung von Leuten, die nicht auf das Regime schwören, wiederum in gewaltigem Umfange zugenommen und in unserem Lande zu Protestkundgebungen sowohl der protestantischen als der katholischen Volkskreise geführt haben, wäre übrigens sehr schlecht gewählt, um irgendwelchen Agenten Sowjetrusslands die Einreise in die Schweiz durch Erteilung eines Dauervisums zu erleichtern. Das Dauervisum würde dem Vertreter der Agentur Tass gestatten, während 6 Monaten in Genf zu bleiben, währenddem er diese Stadt heute jeweilen kurz nach Beendigung der internationalen Konferenzen wiederum verlassen muss. Ob das Visum für 3 oder für 6 Monate erteilt wird, ist ohne Belang; wichtig ist allein der Grundsatz.

Der Vorsteher des Politischen Departements entgegnet auf diese Einwände, die Erteilung des Dauervisums solle keineswegs die Errichtung eines ständigen Wohnsitzes des Vertreters der Agentur Tass in Genf ermöglichen oder einleiten. Es ist Sache des Kantons, über Aufenthalt oder Niederlassung eines Ausländers zu entscheiden. Der Journalist Romm wird nach wie vor seinen Wohnsitz in Paris behalten. Zu Beginn des nächsten Jahres wird in Genf die «Commission d'études» für die Paneuropäische Union³ zusammentreten. Es ist beabsichtigt, auch die Türkei und Sowjetrussland zu den Verhandlungen einzuladen. Voraussichtlich werden damit fast sämtliche Staaten einverstanden sein. Italien hat die Beziehung Russlands schon ausdrücklich verlangt. Die Schweiz wird dagegen kaum Einspruch erheben können. Auch anlässlich dieser Konferenz wird den Vertretern der Agentur Tass das Einreisevisum erteilt werden müssen. Das Dauervisum an den Journalisten Romm für 6 oder 3 Monate – Redner kann sich dem Vorschlage des Vorstehers des Volkswirtschaftsdepartements auf Beschränkung der Dauer auf 3 Monate anschliessen – ist eine unbedeutende Konzession, gegen die keine Bedenken bestehen sollten.

Herr Bundespräsident Musy stellt den Gegenantrag, es solle die Erteilung eines Dauervisums abgelehnt, hingegen die Gesandtschaft in Paris ermächtigt werden, bis auf weiteres den Agenten der Agentur Tass das Einzelvisum zu erteilen, ohne vorher jedesmal die Instruktionen des Bundesrates oder seiner Departemente in Bern einholen zu müssen. Einer Einladung an Sowjetrussland zur Beschickung der Europa-Konferenz möchte sich Redner hingegen nicht widersetzen.

2. Cf. n° 4.

Le 1^{er} septembre, la Ligue pour le christianisme, dont le siège est Lausanne, a déposé une pétition signée par 70000 personnes, dont 80 conseillers nationaux et aux Etats demandant que la Suisse intervienne auprès de la SdN contre les persécutions religieuses en Russie. Lors de la discussion sur les instructions à donner à la délégation suisse à la XIV^e Assemblée de la SdN, G. Motta et J.-M. Musy prennent position contre une telle démarche, qui n'aura par conséquent pas lieu (E 2001 (C) 5/26, procès-verbal de la séance du 1^{er} septembre et E 1004 1/324, PVCF du 6 septembre).

Une décision analogue est prise en 1933 (E 2001 (C) 5/174, discussion sur les instructions à donner à la délégation suisse à la XIV^e Assemblée de la SdN, 20 septembre 1933).

3. Cf. n° 54.

Der Vorsteher des Politischen Departements betont ausdrücklich, dass die Erteilung eines Dauervisums unter keinen Umständen zur Folge hätte, dass der Vertreter der Agentur Tass zwischen zwei internationalen Tagungen in Genf bleiben könnte. Das Visum würde nicht das Recht zum bleibenden Aufenthalt in Genf geben. Der einzige Unterschied gegenüber heute wäre, dass Herr Romm nicht jedesmal vor seiner Einreise in unser Land zur Gesandtschaft in Paris gehen müsste, um dort das Visum zu erhalten. Unter diesen Umständen bittet Herr Motta den Rat, seinem Antrage zuzustimmen.

Herr Bundespräsident Musy erklärt, dass er sich dem Antrage auf Erteilung eines Dauervisums für 3 Monate nicht länger widersetzen wolle, wenn dieses Visum dem betreffenden Journalisten nicht gestattet, ausserhalb der Sessionen in Genf zu bleiben und das Dauervisum nicht etwa einer Aufenthaltsbewilligung gleich kommt.

Der Rat beschliesst somit, dem Antrage des Politischen Departements auf Erteilung eines Dauervisums für 3 Monate an den Vertreter der russischen Agentur Tass, Herrn Romm, zuzustimmen, in der Meinung, dass dieser Journalist nur während der Dauer von internationalen Konferenzen unter den Auspizien des Völkerbundes in Genf bleiben darf.

38

J.I. 1.1/27

*Le Chef du Département politique, G. Motta,
à Monsieur le professeur P. Logoz¹*

*Copie**L Personnelle et confidentielle*

Berne, 9 octobre 1930

Vous verrez² que les suggestions que vous m'avez présentées ont été, en bonne partie, retenues par le Conseil fédéral. Le Conseil fédéral est pleinement d'accord pour que vous ne demandiez pas un transport sur les lieux d'une délégation de la Cour. Si cependant la Cour désire que ce transport advienne, son désir sera loi et il n'y aura pas de raisons de s'y opposer. Le Conseil est également d'accord que les clauses compromissoires soient modifiées dans le sens de substituer à la compétence de la Cour dans la fixation des contingents la compétence d'un collège de trois experts-techniciens. Cette substitution ne devrait cependant être proposée ou acceptée que s'il y a intérêt tactique à le faire.

Le Conseil est encore d'accord avec les questions qui formeront le thème de l'expertise, mais ne désire pas que les experts soient amenés à se prononcer sur la question de savoir si le projet suisse est susceptible *d'améliorations*. M. le directeur Stucki³, avec lequel je me suis entretenu hier, pense que cette dernière ques-

1. *Agent de la Confédération dans l'affaire des zones.*

2. *Dans la lettre officielle non reproduite que le Département politique adresse par le même courrier à P. Logoz à La Haye.*

3. *De la Division du commerce du Département de l'Economie publique.*

tion⁴ pourrait contenir quelques dangers. Nous partons, en effet, de l'idée que nos concessions constituent un *maximum*. Les experts seront nécessairement amenés d'ailleurs à se prononcer sur ce point spécial et étudieront la question de savoir si le projet adapte équitablement le régime des zones aux circonstances actuelles.

Quant au dernier point – celui de laisser à la Cour, s'il le fallait, compétence de fixer elle-même les *premiers contingents*, dans sa sentence – je me suis heurté à une résistance *acharnée* et effrénée du chef du Département de l'Economie publique⁵. Je prévoyais d'ailleurs cette résistance, parce que M. Stucki, avec lequel je m'étais entretenu hier, m'avait déclaré qu'il ne pouvait pas conseiller à son chef d'entrer dans vos vues. Vous vous souvenez sans doute que le chef du Département de l'Economie publique avait demandé que notre deuxième mémoire⁶ *justifie* le sens et la portée de la disposition de l'article 2, al. 2 du compromis⁷. Vous vous souvenez aussi que M. le Conseiller fédéral Schulthess s'était contenté, de guerre lasse⁸, que mention soit faite de l'article 2, al. 2 dans les négociations⁹. Aujourd'hui¹⁰ votre demande de renoncer entièrement, s'il le fallait, à la négociation directe des parties quant aux contingents a déchaîné chez lui une inquiétude profonde. M. Schulthess me paraît toujours dominé par la crainte du trou à l'Ouest. J'ai bien expliqué que la Cour aurait fixé les contingents après avoir entendu les parties et les experts et qu'une plus grande liberté aurait peut-être eu l'avantage de l'incliner davantage envers nous. Le Conseil fédéral n'a pas cru pouvoir agir comme si la disposition de l'article 2, al. 2 du compromis n'existant pas. Je ne crois pas que cette exigence puisse trop gêner la Cour, car, en définitive, la Cour, avant de prononcer un jugement définitif, pourra toujours inviter les parties à négocier en se réservant le droit de trancher les divergences s'il en subsistait. Et je dois loyalement reconnaître que la nécessité d'une négociation directe entre parties pour fixer les contingents peut avoir des avantages.

Je tiens avant de terminer ces lignes à vous dire, monsieur le professeur, *combien* je vous suis reconnaissant du travail formidable que vous avez accompli dans l'intérêt de notre cause. Cette cause a une importance et aura un retentissement qui ne sauraient être exagérés. Le pays ne pouvait désirer un défenseur plus habile et plus dévoué que vous. Mes vœux ardents vous accompagnent dans votre tâche si délicate et si ardue.

4. *Déchiffrement incertain.*

5. *Ed. Schulthess.*

6. *Approuvé le 8 septembre par le Conseil, il constitue la réplique aux observations, projets et documents français remis à la Cour.*

7. *Du 30 octobre 1924 (FF, 1925, I, pp. 882ss.).*

8. *Lors de la séance du Conseil fédéral du 8 septembre 1930 (E 1004 1/324).*

9. *Déchiffrement incertain.*

10. *Lors d'une séance du Conseil fédéral qui a examiné les instructions complémentaires demandées par P. Logoz, à la veille du procès à La Haye (E 1005 2/3).*

*CONSEIL FÉDÉRAL
Procès-verbal de la séance du 9 octobre 1930¹*

1668. Wirtschaftliche Aktion des Völkerbundes

Volkswirtschaftsdepartement. Antrag vom 7. Oktober 1930

Die Wirtschaftskonferenz, welche vom 17. Februar bis zum 24. März 1930 in Genf stattgefunden hat², sollte bekanntlich nicht nur zum Abschluss eines Zollwaffenstillstandes führen, sondern insbesondere das Programm für die weitere wirtschaftliche Zusammenarbeit der Völkerbundsstaaten festlegen. Statt eines eigentlichen Zollwaffenstillstandes ist am 24. März die Internationale Handelsübereinkunft unterzeichnet worden, welcher dieser Tage die eidgenössischen Räte die vorbehaltene Zustimmung erteilt haben³. Am gleichen Tage wurde auch das «Protokoll über das in der Resolution der 10. Völkerbundsversammlung erwähnte Programm der späteren Verhandlungen» angenommen und unterzeichnet. Die Botschaft des Bundesrates vom 26. August 1930⁴ hat den Räten auch dieses Protokoll samt Beilagen vollinhaltlich zur Kenntnis gebracht. Eine eigentliche Ratifikation war nicht notwendig, da das Protokoll keine direkten und positiven Verpflichtungen der einzelnen Staaten stipulierte, sondern sich darauf beschränkt, die unterzeichnenden Regierungen zur Teilnahme an bestimmten programmatisch festgelegten Verhandlungen zu verpflichten, sowie bestimmte Fragen zu beantworten. Das Volkswirtschaftsdepartement möchte immerhin hervorheben, dass bei der Beratung der Handelsübereinkunft der Inhalt des den Räten gleichzeitig bekanntgegebenen Protokolls weder in den Kommissionen noch im Plenum der Räte zu den geringsten Beanstandungen Anlass gab.

Das «Protokoll» besteht in der Hauptsache aus zwei Artikeln. Art. 1 hebt unter den Mitteln, die geeignet sind, eine engere Zusammenarbeit, insbesondere eine Verbesserung der Ordnung von Produktion und Handel zu fördern, namentlich diejenigen hervor, die das Zollwesen betreffen. Der Artikel selber nimmt dazu in keiner Weise Stellung. Er beschränkt sich darauf, die Staaten zu verpflichten, auf verschiedene in einer Anlage zu Art. 1 formulierte Fragen zu antworten. Das Wirtschaftskomitee des Völkerbundes soll hierauf die eingegangenen Antworten

1. *Absent: Musy.*

2. Cf. n° 5.

3. *La convention commerciale internationale du 24 mars avait été acceptée le 26 septembre par le Conseil national (cf. Procès-verbal des délibérations du Conseil national, E 1001 (c) d 1/284, pp. 199–201) et le 3 octobre par le Conseil des Etats (cf. Procès-verbal des délibérations du Conseil des Etats, E 1001 (D) d 1/209, pp. 51–52).*

4. *Message du Conseil fédéral à l'Assemblée fédérale sur la Convention commerciale internationale conclue à Genève le 24 mars 1930 (FF, 1930, II, pp. 170 et ss.; pour le texte de la convention cf. pp. 180–188 et pour celui du protocole cf. pp. 189–203).*

prüfen und dann den verschiedenen Regierungen Vorschläge über das weitere Vorgehen unterbreiten.

Art. 2 enthält das Programm über weitere Verhandlungen, die nicht das eigentliche Zollgebiet betreffen und die eventuell parallel mit einer allfälligen Zollaktion durchzuführen sind. Mit bezug auf diese Aufzählungen hat der Bundesrat im gegenwärtigen Augenblick keine besondern Beschlüsse zu fassen.

Dagegen ist es notwendig, auf die in der Anlage zu Art. 1 enthaltenen Fragen zu antworten. Das Volkswirtschaftsdepartement hat diese Fragen den wirtschaftlichen Spitzenverbänden des Landes zur Vernehmlassung unterbreitet und ihre Antworten, zum Teil allerdings erst in den letzten Tagen, erhalten⁵. Mit Rücksicht darauf, dass die Formulierung der Fragen infolge unzureichender Vorbereitung sehr zu wünschen übrig lässt, lassen die Antworten der Verbände fast durchwegs eine präzise Stellungnahme zu den einzelnen Punkten vermissen, sodass, von wenigen Ausnahmen abgesehen, damit nicht viel anzufangen ist.

Das Volkswirtschaftsdepartement unterbreitet den Entwurf für die schweizerische Antwort und bemerkt dazu folgendes:

«1. Zu den unter A enthaltenen drei Fragen betreffend die landwirtschaftliche Überproduktion der Schweiz, ihre normalen Absatzgebiete und die zweckdienlichen Mittel, um ihren Absatz zu fördern, erübrigen sich besondere Ausführungen. Wir haben unsere Antwort aufgestellt in weitgehender Übereinstimmung mit der Vernehmlassung des Schweizerischen Bauernverbandes.

2. Die unter B gestellte Frage nach den zweckdienlichen Mitteln, um den Absatz der Industrieprodukte zu erleichtern, stellt sich nach dem ganzen Gang der Dinge nur auf europäischem Boden. Abgesehen von den rein zollpolitischen Massnahmen: Aufhebung der Ein- und Ausfuhrbeschränkungen, bilateraler oder plurilateraler Abbau der Zölle, Bekämpfung des indirekten Protektionismus etc. – Fragen, zu denen die Schweiz schon anlässlich der Weltwirtschaftskonferenz von 1927⁶ und seither öfters in positivem Sinne Stellung genommen hat – stellt sich hier insbesondere das Problem, wie der Absatz industrieller Erzeugnisse von Mittel- und Westeuropa in die mehr landwirtschaftlich orientierten Gebiete Osteuropas gefördert werden kann. Bekanntlich hat die Konferenz der Oststaaten, welche kürzlich in Warschau stattgefunden hat⁷, verlangt, die Industriestaaten Westeuropas sollten ihnen die Überschüsse der landwirtschaftlichen Produktion zu Vorzugszöllen abnehmen, wodurch die Kaufkraft dieser Länder für industrielle Produkte gestärkt werde. Diesem Begehrn liesse sich nur durch eine Änderung unserer Politik hinsichtlich der Meistbegünstigungsklausel entsprechen. In Übereinstimmung mit den sämtlichen Antworten der konsultierten Wirtschaftsverbände sind wir der Ansicht, dass die Schweiz auf diese Forderungen nicht einreten kann. Würden wir rechtlich oder tatsächlich den landwirtschaftlichen Produkten aus den USA, Kanada, Argentinien usw. die Meistbegünstigung verweigern, so hätten wir selbstverständlich in diesen Gebieten auch keinen Anspruch

5. Non retrouvé.

6. Cf. n° 5, n. 5 et DDS vol. 9, nos 249 et 328.

7. La conférence agricole de Varsovie, réunie du 28 au 30 août 1930, avait rassemblé les délégués des pays suivants: Bulgarie, Tchécoslovaquie, Estonie, Hongrie, Yougoslavie, Lithuanie, Pologne et Roumanie.

mehr auf meistbegünstigte Behandlung unserer Industrieprodukte. Da aber unsere industrielle Ausfuhr nach jenen Staaten ein Mehrfaches dessen beträgt, was uns die Oststaaten Europas abnehmen bzw. in Zukunft werden abnehmen können, so würden wir ein durch keine andern Überlegungen zu rechtfertigendes schlechtes Geschäft machen.

Wie der Schweizerische Bauernverband in seiner Vernehmlassung⁸ zutreffend betont, ist aber eine wirksame Hilfe für die Oststaaten eine der wichtigsten Voraussetzungen für die wirtschaftliche Wohlfahrt Europas und den Frieden. Nur müsse eine Lösung gefunden werden, welche eine Schädigung der Landwirtschaft der Industriestaaten vermeidet und, fügen wir bei, die eine Schädigung unseres industriellen Exportes in andere Absatzgebiete nicht gefährdet.

Wenn aus den aufgeführten Gründen eine wirksame Hilfe für die Oststaaten auf dem Wege von Präferenzzöllen nicht durchführbar erscheint, so sollten allfällig andere mögliche Lösungen mindestens ernsthaft geprüft werden. Der Direktor des Schweizerischen Bauernverbandes, Herr Prof. Dr. Laur, hat schon seit einiger Zeit in Vorträgen und auch schriftlich die Auffassung vertreten, die Lösung sollte nicht auf dem Zollgebiet, sondern auf dem Boden einer bessern privatwirtschaftlichen bzw. gemischtwirtschaftlichen Organisation gesucht werden. Es kann nicht bestritten werden, dass diese Ideen in Genfer Kreisen zu angeregten Diskussionen Anlass gaben und schon in verschiedenen Ländern Befürworter gefunden haben. Auch der kürzliche Zusammenschluss der Oststaaten⁹ geht in dieser Richtung. Es wäre ja vielleicht möglich, dass durch direktes Verhandeln zwischen Exportorganisationen der Oststaaten und Importorganisationen der Industriestaaten wesentliche Verbesserungen im Gütertausch herbeigeführt werden könnten. Die gewaltigen Schwierigkeiten, die sich auch hier der praktischen Verwirklichung entgegensetzen, erkennen wir keineswegs. Wir glauben aber, dass die Schweiz, die sich hinsichtlich der Präferenzzölle negativ einstellen muss, die andere Lösung wenigstens andeuten und sich zu weiten Studien auf diesem Gebiete bereit erklären sollte.

In Übereinstimmung mit diesen Ausführungen haben wir unsere Antwort zu der Frage B entworfen, wobei gleichzeitig die Bereitwilligkeit erklärt wird, auch bei Verhandlungen über eine Verbesserung des internationalen Kreditwesens mitzuwirken¹⁰.

8. Non retrouvé.

9. A l'issue de la conférence de Varsovie. Cf. n. 7 ci-dessus.

10. Voici des extraits du projet de réponse de la Suisse à la question posée par le Protocole de Genève du 24 mars sous lettre B:

/.../

On se trouve ... en face du problème déjà souvent discuté des rapports entre les pays agricoles de l'est de l'Europe et les pays plutôt industrialisés de l'Europe centrale et occidentale. On ne saurait guère contester qu'il existe ici un certain antagonisme. Apparemment, il semblerait que cet antagonisme dût amener assez facilement chacun de ces groupes à pourvoir aux besoins économiques que l'autre ne peut satisfaire. En réalité, il s'agit ici, du point de vue du Conseil fédéral, non pas simplement d'Etats agricoles d'une part, et d'Etats industriels de l'autre. L'économie de presque tous ces pays est mixte. Les Etats dits industriels ne veulent ou ne peuvent pas négliger leur production agricole et les Etats dits agricoles s'appliquent à maintenir les industries qui sont

3. Was die unter C gestellte Frage nach den Zoll- und Administrativmassnahmen, die geeignet erscheinen zur Erweiterung der Absatzgebiete und zur Verbeserung des internationalen Warenaustausches beizutragen, anbelangt, so verweisen wir auf die von der Schweiz bereits mehrfach öffentlich erklärt Bereitwilligkeit, an allen internationalen Abmachungen zum Zwecke eines Zollwaffenstillstandes und einer Zollabbauaktion mitzumachen, und erklären unsere Bereitwilligkeit – dies wiederum in Übereinstimmung mit allen konsultierten Wirtschaftsverbänden – in Tarifhandelsvertragsverhandlungen mit England¹¹ und den auch orientierten Staaten wie Holland, Dänemark etc. einzutreten. Dieser Punkt ist zweifellos von einer für unser Land ganz ausserordentlichen Bedeutung, da hier

établies chez eux; ils cherchent même à les développer et à en attirer de nouvelles. L'économie de la Suisse, elle aussi, présente nettement ce caractère mixte.

/.../

D'autre part, le Conseil fédéral comprend parfaitement que les Etats de l'est de l'Europe, qui vivent principalement de l'écoulement de leurs produits agricoles, demandent qu'on leur facilite l'exportation. Il se rend fort bien compte que de telles facilités seraient de nature à augmenter la puissance d'achat de ces Etats et, partant, créeraient pour les produits de l'industrie, de nouveaux débouchés. Il croit cependant devoir souligner que la Suisse a importé des Etats dits de l'est, en 1913 pour 25 millions de francs et, en 1929, pour 78 millions de francs de produits agricoles. Malgré une certaine protection douanière que la Suisse accorde à son agriculture, qui produit dans des conditions beaucoup plus défavorables que l'agriculture concurrente des Etats de l'est, les importations en provenance de cette partie de l'Europe ne sont pas tombées, mais ont, au contraire, augmenté dans une sensible mesure.

La Suisse se déclare volontiers disposée à examiner attentivement toutes les mesures pouvant faciliter l'écoulement des produits agricoles de l'est de l'Europe dans une proportion encore plus considérable. Elle le fera en tant que ses intérêts vitaux n'en souffriront pas.

Comment cet écoulement peut-il être facilité?

a) Il est possible de parer, dans une certaine mesure, à la situation actuelle en améliorant la qualité des produits (standardisation) et en créant une meilleure organisation de leur rassemblement et de leur vente.

/.../

c) Si ..., de l'avis du Gouvernement suisse, la voie de la politique douanière est de nature à présenter de sérieuses difficultés, on pourrait peut-être tenter de rechercher la solution du problème en créant, aussi bien dans les pays exportateurs que dans les pays importateurs, des organisations rigides, capables de se mettre directement en rapport les unes avec les autres. Cette voie aussi présente de grandes difficultés tant du point de vue interne que du point de vue international. Cependant, le Conseil fédéral serait disposé à participer activement et avec bienveillance à une étude approfondie de ce problème, comme de toute autre solution qu'on proposerait, le cas échéant.

On dit, à bon droit, que l'organisation défectueuse du crédit international est également une des causes de l'état économique si peu satisfaisant de l'Europe. La Suisse partage cette manière de voir et estime qu'en accordant des crédits à long terme aux Etats agricoles de l'est de l'Europe souffrant de la crise, on augmenterait leur puissance d'achat et, partant, on rendrait possible l'écoulement de produits industriels dans ces pays. Le Conseil fédéral est prêt aussi à participer activement à l'étude de ce problème; mais il tient, d'ores et déjà, à souligner toute l'importance qu'il y aurait à établir à quelles fins ces crédits seraient employés; s'ils entraînaient un accroissement de la production agricole, il se produirait une nouvelle et fâcheuse baisse des prix sur les produits de l'agriculture.

/.../ Projet de réponse au questionnaire de l'article 1er du Protocole de Genève du 24 mars 1930, relatif au programme de négociations ultérieures, *annexé au PVCF du 9 octobre 1930* (E 1004 1/324).

11. Cf. *Grande-Bretagne 12.1.*

vielleicht die letzte Gelegenheit vorliegt, England vom Übergang zu einem protektionistischen Zolltarif abzuhalten.

4. Was schliesslich die unter D gestellte Frage¹² nach den europäischen Rohstoffen anbelangt, so ist unsere Stellungnahme als ausgesprochenes Konsumtenland für Rohstoffe eindeutig bestimmt: Wir müssen alle Bestrebungen, den vollständig freien Verkehr der Rohstoffe herbeizuführen, lebhaft unterstützen.»

Auf Grund vorstehender Ausführungen wird antragsgemäss *beschlossen*:

Der vorgelegte Entwurf wird genehmigt und das politische Departement beauftragt, ihn als schweizerische Antwort auf das Schreiben des Generalsekretärs des Völkerbundes vom 24. April 1930 diesem unverzüglich zuzustellen.

12. Quels sont les moyens pratiques d'assurer, dans des conditions plus satisfaisantes, la circulation des matières premières d'origine européenne entre les divers Etats et leur meilleure utilisation? Cf. Projet de réponse ..., cité à la note 10 ci-dessus.

40

E 2001 (C) 2/57

*Le Ministre de Suisse à Berlin, H. Rüfenacht,
au Chef du Département politique, G. Motta*

L

Berlin, 18. Oktober 1930

Im Anschluss an die Besprechung eines geschäftlichen Falles, zu der Herr Ministerialdirektor Ritter, der erste Bearbeiter der Wirtschaftspolitik im Auswärtigen Amt, mich gebeten hatte, äusserte er sich, nicht etwa gesprächsweise, sondern in offizieller Weise, über die Nichtbeteiligung der schweizerischen Banken am deutschen Überbrückungskredit¹. Ich schicke meinem bezüglichen Bericht voraus, dass ich schon früher beobachten konnte, dass Herr Ritter mit einer verbindlichen Form oft etwas scharfe Töne zu verbinden pflegt, auf die ich in diesem Falle reagieren musste, wenn ich nicht als zu Recht Gescholtener dastehen wollte.

1. *Le Conseil fédéral s'était occupé de cette affaire lors de sa séance du 17 octobre:*

M. le chef du département politique constate que les banques suisses ont subordonné leur participation au dernier emprunt extérieur allemand, à la condition que les chemins de fer du Reich rapportent la réduction opérée sur les tarifs des transports entre Strasbourg et Bâle. Cette déclaration a été donnée par les banquiers sans qu'il y ait eu une prise de contact quelconque avec le département politique ni avec aucun autre. Or, quelque opinion qu'on puisse avoir sur le procédé des chemins de fer allemands, il s'agit là d'une question de politique extérieure suisse dans laquelle les banques suisses n'ont pas à intervenir à moins de s'être concertées avec les autorités responsables.

Sur la proposition du chef du département politique, le conseil l'autorise à exprimer aux banques, par l'intermédiaire de M. Bachmann, président de la direction de la Banque nationale, la surprise pénible causée au Conseil fédéral par leur attitude dans l'affaire de l'emprunt extérieur allemand (E 1004 1/324).

Herr Ritter gab also seinem Befremden darüber Ausdruck, dass die schweizerischen Banken, die, nebenbei gesagt, in deutschem Gelde schwimmen, die Beteiligung am besagten Kredit abgelehnt haben; er spreche dabei nicht nur für sich selbst, sondern im Namen der Deutschen Regierung, die sich durch dieses Misstrauen und die mit diesem verbundene schwere Schädigung des deutschen Kredites und damit der deutschen Wirtschaft verletzt fühle und darin ein unfreundliches Verhalten von seiten der Schweiz erblicke. Er glaube allerdings zu wissen, dass die Schweizerische Regierung die Beteiligung der Banken gewünscht habe; der Vorwurf der Deutschen Regierung richte sich deshalb nicht gegen die Schweizerische Regierung, der die deutsche im Gegenteil für ihre Haltung dankbar sei. Von deutscher Seite könne aber in ihrem Verhalten zum Schutze der deutschen Wirtschaft kein Unterschied zwischen dem schweizerischen Lande und der schweizerischen Wirtschaft gemacht werden.

Meinen Einwand, dass ein Geldsucher, der abgewiesen werde, deshalb kein Recht zu Vorwürfen gegenüber dem Angefragten habe, beantwortete Herr Ritter damit, dass dies richtig wäre, wenn Deutschland von der Schweiz allein ein Darlehen erbeten hätte. Hier handle es sich aber um ein ostentatives Beiseitestehen der Schweiz von einer gemeinsamen Aktion zahlreicher Staaten, die mit Ausnahme von Frankreich sich alle beteiligt haben, um eine Deutschland diskriminierende Missachtung der wirtschaftlichen Solidarität und damit um eine verletzende Manifestation des schweizerischen Misstrauens.

Nach seinen Informationen, fuhr Herr Ritter fort, sei der Einfluss zu der Ablehnung bei den schweizerischen Banken von Basel aus gekommen, und zwar als Antwort auf die Tarifmassnahme der Reichsbahn². Diese Massnahme sei aber kein berechtigter Grund gewesen; denn die Reichsbahn, ein vom Reich unabhängiges, selbständiges Unternehmen, das für das in ihm investierte Kapital von 30 Milliarden Mark verantwortlich sei, habe lediglich in berechtigtem, auf allen Wirtschaftsgebieten üblichem Konkurrenzkampfe gehandelt. Ich bemerkte, dass ich zwar auch gelesen habe, die erwähnte Tarifmassnahme sei die Ursache der ablehnenden Haltung der Banken gewesen, dass ich aber nicht aktenmäßig wisse, ob dies zutreffe. Sei es aber der Fall, so könne man die Haltung der mit der Wirtschaft verknüpften Banken, wenn auch bedauern, so doch verstehen, angesichts der grossen Bedeutung der Sache für die Schweiz und der Aufregung, die das Vorgehen der Reichsbahn im Lande hervorgerufen habe. Denn es handle sich, nach den schweizerischen Zeitungsberichten, nicht um einen loyalen Konkurrenzkampf, sondern um den Versuch der Erdrosselung, der sehr wohl geeignet sei, die Gemüter zu beunruhigen.

Die Frage, ob wirklich ein Dumping vorliege, antwortete Herr Ritter, sei noch nicht abgeklärt. Die Reichsregierung habe darüber Erhebungen angestellt. Die Schweiz hätte deshalb loyalerweise deren Ergebnis abwarten sollen, bevor sie zu einer so verletzenden Massnahme griff. Nachdem letzteres geschehen sei, werde die Reichsregierung nichts mehr in der Sache tun.

Dann werde die Reichsbahn, erwiderte ich, mit ihrer Kraft von 30 Milliarden den schwachen Gegner wohl erwürgen können; sie treffe damit aber nicht nur

2. Cf. n. I ci-dessus.

Basel, sondern auch den schweizerischen Staat mit seiner 60%-Beteiligung an der Rheinregulierung³ und nicht zuletzt das Reich selbst mit seinen 40%. Allerdings werde dieses mit seinen grossen Budget-Summen einen Ausfall bei seiner Beteiligung leichter ertragen als die kleine Schweiz den ihrigen. Ich mache aber darauf aufmerksam, dass die Rheinregulierung eine vertragliche Abmachung zwischen der Schweiz und Deutschland und dass es nach der Vertragstreue eine moralische Pflicht der Deutschen Regierung sei, das gemeinsame Werk möglichst zu schützen.

Deshalb sei denn auch, antwortete Herr Ritter, die Deutsche Regierung bereit gewesen, die Frage zu untersuchen. Zwar sei der Einfluss der Reichsregierung auf die ihre Selbständigkeit eifersüchtig hütende Reichsbahn gering. Immerhin habe sich die Regierung mit ihr in Verbindung gesetzt. Jetzt aber, nachdem sich die Schweiz ihre Genugtuung vorweggenommen habe, werde die deutsche Einstellung eine durchaus negative sein.

Auf meine im Verlaufe des Gesprächs gemachte Bemerkung, dass es nicht angehe, den deutschen Missmut über die Haltung einer einzelnen Wirtschaftsgruppe auf das ganze Land zu übertragen, erwiderte Herr Ritter, dass ihm dieser Einwand seinerzeit auch von den Vertretern zweier Länder gemacht worden sei, in denen die Landwirtschaft deutschfeindliche Massnahmen getroffen habe. Er habe auch diesen Vertretern erklärt, die deutsche Gegenmassnahme werde sich gegen das Land richten, aus dem heraus die deutsche Wirtschaft bedroht werde. So sei es auch hier, und er persönlich werde im Gegensatz zu seiner früheren Einstellung gegenüber der Schweiz keinen Finger mehr rühren zur wohlwollenden Unterstützung von Einzelfällen, die etwa von schweizerischer Seite ihm unterbreitet würden.

Diese Ausführungen dürften u. a. der Ausfluss der deutschen Nervosität wegen der Wirtschaftskrisis und der gegenwärtigen politischen Lage sein. Ich konnte sie nur mit dem Ausdruck des Bedauerns darüber entgegennehmen, dass die zeitliche Koinzidenz der Tarifmassnahme der Reichsbahn mit der Auflegung der deutschen Anleihe eine so unerfreuliche Lage geschaffen habe, und mit der Erklärung, darüber meiner Regierung berichten zu wollen. Herr Ritter ersuchte mich, in der Berichterstattung zu bemerken, dass die Deutsche Regierung entfernt davon sei, der Schweizerischen Regierung einen Vorwurf zu machen, dass sie sich aber durch das Verhalten der schweizerischen Banken verletzt fühle und dass ihre eigene Einstellung in der Rheinschiffahrtsfrage in der Folge eine negative sein werde.

Ich sehe mit Interesse Ihren gefälligen Mitteilungen entgegen, ob Sie dieses Gespräch auf sich beruhen lassen wollen oder ob Sie wünschen, sofern Sie nicht die Vermittlung der Deutschen Gesandtschaft in Bern in Anspruch nehmen, dass ich eine Audienz bei Herrn Reichsaussenminister Curtius nachsuche, in welchem Falle ich Sie auch um Ihre Instruktionen ersuchen dürfte. Vielleicht flaut aber die deutsche Verstimmung von selbst wieder ab, so dass es möglicherweise besser ist, nicht weiter zu bohren.

3. Sur la question du Rhin cf. DDS vol. 9, chapitre VIII de la table thématique.

22 OCTOBRE 1930

41

J I. 1.1/27

*Le Chef du Département politique, G. Motta,
à Monsieur le professeur, P. Logoz¹*

*Copie**L*

Berne, 22 octobre 1930

[...]

Je ne trouve pas que l'argumentation française puisse influencer la Cour à notre dommage, car il est *faux* que nous demandions les avantages pour nous (retrait du cordon douanier et franchises douanières complètes pour les importations dans les Zones) en refusant la contrepartie. Il est *faux* également que nous demandions d'abord un jugement de principe favorable à notre thèse pour refuser ensuite dans une négociation où nous serions les maîtres exclusifs les franchises que nous devons aux marchandises des Zones voulant entrer en Suisse. Nous acceptons que la fixation des contingents ou crédits soit en définitive *l'œuvre de la Cour*, si les parties n'arrivent pas à s'entendre.

Il me semble que, même dans l'hypothèse où *la Cour serait amenée à fixer elle-même* les premiers crédits ou contingents, elle devrait pourtant *inviter* les parties à négocier dans un délai déterminé. Ce n'est que dans le cas où les parties ne parviendraient pas à s'entendre dans cette négociation directe que la Cour se substituerait aux parties et fixerait elle-même les crédits.

Je considère d'ailleurs comme un *progrès essentiel* sur la disposition de l'article 2 al. 2 du compromis² que les deux parties aient maintenant *admis* que le *dernier mot* sur les contingents ou crédits resterait à la Cour. Si la France avait défendu au contraire la thèse que *seules* les parties avaient le droit de fixer les crédits, j'avoue que j'aurais eu bien des craintes sur l'issue finale, mais tel n'est plus le cas.

Vous savez que *personnellement* je serais disposé à vous laisser dans toutes les questions dont il s'agit *la plus entière liberté*. Ma seule crainte est que le Conseil fédéral – et surtout le Chef du Département de l'Economie publique – fassent des difficultés.

Au moment où vous aurez reçu ces lignes vous aurez déjà commencé à plaidier³. *Tous mes vœux vous accompagnent*. Je sais que la cause de la Confédération

1. *Agent de la Confédération dans l'affaire des zones.*

2. Cf. n° 38 n.

3. *La Cour entend le plaidoyer de l'Agent de la Confédération les 27, 28 et 29 octobre.*

Le 30 octobre 1930, le Chef du Département politique, G. Motta, écrit à P. Logoz: J'ai suivi avec un intérêt croissant et même passionné les plaidoiries que vous et votre collègue (*français*) M. Paul-Boncour avez prononcées jusqu'ici dans le procès des Zones.

Je ne puis résister au besoin que j'éprouve de vous dire ma profonde reconnaissance et aussi ma sincère admiration – un mot, ce dernier, que je n'emploie que très rarement – pour votre travail.

Ma confiance dans l'issue de notre cause en est fortifiée.

est confiée aux mains les meilleures. Et que Dieu vous assiste, avec vos collaborateurs, dans votre tâche, belle, mais si ardue.

Le pays a les yeux sur vous. Je suis fier de penser que mon attente n'a pas été déçue; elle a été même dépassée. Je n'oublie pas vos vaillants collaborateurs auxquels aussi va toute ma gratitude.

M. Paul-Boncour a exprimé les questions de fait; mais il est bien naturel qu'il ait agi ainsi; comment aurait-il traité le droit alors que l'intérêt français est de chercher à le *noyer* dans l'opportunité ... (J I.1.1/27).

42

E 2001 (C) 2/57

*La Division des Affaires étrangères du Département politique
au Ministre de Suisse à Berlin, H. Rüfenacht*

Copie

L WE Per Express

Bern, 22. Oktober 1930

Wir beeilen uns, den Empfang Ihres Schreibens vom 18. Oktober¹, Nr. R/Spp.-X 2/5 V, mit dem Sie uns Kenntnis geben von Ihrer Unterredung mit Herrn Ministerialdirektor Ritter in Sachen deutscher Überbrückungskredit – Tarifstreitigkeit am Oberrhein – dankend zu bestätigen. Wir bestätigen Ihnen gleichzeitig unsere heutige telephonische Unterredung.

Mit grossem Interesse haben wir von Ihren Mitteilungen Kenntnis genommen. Wie sehr wir das eigenmächtige Vorgehen der Banken missbilligen², wollen Sie dem in Abschrift beiliegenden Schreiben unseres Departements an den Präsidenten des Direktoriums der Nationalbank, Herrn Professor G. Bachmann³, entnehmen. Da schweizerischerseits die eingehende Prüfung aller mit der Tarifstreitigkeit im Zusammenhang stehenden Fragen noch nicht abgeschlossen ist, halten wir es für angezeigt, den Auslassungen des Herrn Ritter vorläufig keine weitere Folge zu geben. Wir ermächtigen Sie aber natürlich gerne, Herrn Ritter gelegentlich seine Vermutung, dass die Banken in der Kreditfrage ohne irgendwelche Beeinflussung durch schweizerische Amtsstellen vorgegangen sind, ausdrücklich zu bestätigen.

Sollte Herr Reichsminister Curtius am Freitag mit Ihnen die gleiche Frage besprechen wollen, so bitten wir Sie, auch ihm zu bestätigen, dass die Banken ohne unser Zutun die bekannte Bedingung gestellt hatten. Herr Curtius soll aber gleichzeitig erfahren, dass der Bundesrat sich kein Recht zuerkennt, in den Fragen der Kreditgebung den Banken bestimmte positive Weisungen zu erteilen. Die Banken gewähren oder verweigern Kredite auf ihre ausschliessliche Verantwortung; der Bundesrat müsste es ablehnen, auf die Banken irgendeinen Druck auszuüben.

1. Cf. n° 40.

2. Cf. n° 40, n. 1.

3. Cf. annexes au présent document.

22 OCTOBRE 1930

ANNEXE I

E 2001 (C) 2/57

*La Division des Affaires étrangères du Département politique
au Président du Directoire de la Banque nationale, G. Bachmann*

*Copie**L WE Vertraulich*

Bern, 22. Oktober 1930

Mit Schreiben vom 3. Oktober⁴ hatten Sie die Freundlichkeit, uns Abschrift Ihres Schreibens gleichen Datums an das eidgenössische Finanzdepartement in Sachen Beteiligung der schweizerischen Banken an der Gewährung eines Kredites zu Gunsten der deutschen Regierung zu übermitteln. Sie ersuchten uns um unsere Äusserung.

In Würdigung der von Ihnen dargelegten Sachlage und im Hinblick darauf, dass der in Frage stehende Kredit, wie Sie bemerken, nicht in Form eines Anleihens, sondern als eigentlicher Kredit schweizerischer Banken gewährt werden sollte, kamen wir unsererseits zum Schlusse, dass es kaum tunlich wäre, an dessen Gewährung irgendwelche politische Bedingungen zu knüpfen. Insbesondere schien es uns nicht angezeigt zu sein, die Gewährung des Kredites mit der aktuellen streitigen Angelegenheit «Reichsbahn gegen Basler Rheinschiffahrt», die intern noch gründlicher Abklärung bedurfte, in direkte Verbindung zu bringen. In unserem Antwortschreiben beabsichtigten wir, Sie zu ersuchen, den Banken nahezulegen, mehr beiläufig auf diese Streitigkeit hinzuweisen und der Hoffnung Ausdruck zu geben, dass die massgebenden deutschen Behörden *nötigenfalls* zu deren befriedigenden Lösung die Hand bieten werden.

Wir waren im Begriffe, Ihnen in diesem Sinne zu schreiben, als wir einer Pressenotiz entnahmen, dass von den schweizerischen Banken der Kredit verweigert worden sei, weil deutscherseits der gestellten *Bedingung* eines Entgegenkommens der Reichsbahn in der erwähnten Angelegenheit keine Folge gegeben worden sei. Mit Schreiben vom 13. Oktober⁴ geben Sie uns Kenntnis Ihres Schreibens an das Finanzdepartement vom gleichen Datum, in dem diese Pressemitteilung bestätigt wird.

Wir waren überrascht über diese Wendung der Dinge. *Sosehr wir es begrüssen*, dass Sie uns in der Angelegenheit zur Äusserung eingeladen haben, so sehr bedauern wir das schliessliche Vorgehen der beteiligten Banken. Wir bestreiten den schweizerischen Banken selbstverständlich in keiner Weise die Befugnis zu entscheiden, ob sie dem Ausland einen Kredit von der in Frage stehenden Art gewähren wollen oder nicht, sind aber erstaunt, dass die Banken einerseits, ohne unsere Äusserung abzuwarten, an ihre Zustimmung eine Bedingung mit so erheblicher politischer Tragweite knüpften – von der in Ihrem Schreiben an das Finanzdepartement vom 3. Oktober gar nicht die Rede war – und andererseits von den gestellten Bedingungen von sich aus auch der Presse Kenntnis gaben.

Wir ersuchen Sie, den in Betracht fallenden Banken in der Ihnen gutschreibenden Weise von unserer Auffassung – die übrigens die Auffassung des Gesamtbundesrates ist – Kenntnis zu geben. Dabei bitten wir Sie ausdrücklich zu betonen, dass unsere berechtigte Kritik sich nicht gegen die Nichtbeteiligung am deutschen Überbrückungskredit an sich richtet, sondern gegen die Verquickung dieser finanziellen Frage mit einer andern ausgesprochen aussenpolitischer Natur, ohne sich vorher mit dem Bundesrat ins Benehmen gesetzt zu haben.

Zu Ihrer vertraulichen und persönlichen Kenntnisnahme beeilen wir uns, Ihnen beiliegend Abschrift eines Schreibens unserer Gesandtschaft in Berlin⁵ zu übermitteln, dem Sie entnehmen wollen, welches Echo der Schritt unserer Banken an zuständiger Stelle der deutschen Reichsregierung gefunden hat.

4. Non reproduit.

5. Cf. n° 40.

ANNEXE II

E 2001 (D) 1/221

Convention concernant l'émission en Suisse d'emprunts étrangers⁶

1. Pour remplir sa double mission de régulateur du marché monétaire et du change suisse, la Banque Nationale doit être mise à même de suivre les principaux mouvements de capitaux entre la Suisse et l'étranger. Les banques et les sociétés financières soussignées – ci-après dénommées «les Banques» – reconnaissent cette nécessité. Qu'elles agissent isolément ou en groupe, les Banques s'engagent à informer la Banque Nationale à temps et, dans tous les cas, avant la conclusion de l'affaire de leurs négociations au sujet de l'octroi de tout emprunt ou tranche d'emprunt à l'étranger. Cet engagement s'applique tant aux emprunts qui font l'objet d'une émission publique en Suisse qu'à ceux dont les titres seront placés sans émission, aussi bien lors d'un nouvel emprunt que d'une conversion. Toutefois cet engagement ne concerne que les emprunts d'au moins 5 millions, qui sont soumis au droit de timbre suisse sur l'émission en vertu de l'article 30 de la loi fédérale sur les droits de timbre. Tout emprunt de 5 millions de francs et plus émis au nom d'une société suisse mais dont le produit est destiné, entièrement ou partiellement, à l'étranger doit également être annoncé à la Banque Nationale.

Les Banques communiqueront à la Banque Nationale les modalités de l'emprunt, son affectation et si possible, les moyens envisagés pour le transfert de son produit et l'époque à laquelle ce transfert s'effectuera.

2. Les Banques autorisent la Banque Nationale à informer les départements intéressés du Conseil fédéral (Département des finances, Département politique, Département de l'économie publique) de leurs négociations en vue des emprunts étrangers afin de permettre à ces Départements de faire valoir leurs vœux quant aux avantages économiques et politiques qui pourraient être obtenus à l'occasion de tels emprunts. La Banque Nationale transmettra ces vœux aux établissements intéressés.

3. La Banque Nationale informera sans tarder les intéressés de sa décision négative quand elle se verra contrainte par l'état du marché monétaire, ou par des raisons de politique de change, de s'opposer à l'emprunt projeté ou d'en faire ajourner la conclusion; de même, elle donnera connaissance auxdits établissements des objections que feraient les Départements du Conseil fédéral. L'attitude de la Banque Nationale à l'égard des emprunts étrangers sera dictée uniquement par des raisons de politique monétaire et de change à l'exclusion de raisons dérivant de la sécurité offerte par ces emprunts; elle décline toute responsabilité à cet égard. L'émission des emprunts s'effectue au contraire sous la seule responsabilité des instituts qui y participent et ceux-ci s'abstiendront de mentionner dans leur propagande l'attitude prise par la Banque Nationale et par les Départements du Conseil fédéral.

4. Les Banques s'engagent à ne pas effectuer l'opération projetée avant d'avoir pris connaissance de la réponse de la Banque Nationale, et à tenir compte d'une opposition éventuelle des Départements du Conseil fédéral ou de la Banque Nationale et de leur demande d'ajournement d'un emprunt.

Les dispositions ci-dessus font règle également pour les établissements s'occupant d'opérations financières internationales, et qui n'ont pas signé la présente convention. Cas échéant la Banque Nationale invitera ces instituts à y adhérer.

La présente convention est conclue pour la durée de deux ans à partir du 29 février 1932; elle sera renouvelée automatiquement pour une nouvelle durée d'un an si elle n'a pas été dénoncée au moins trois mois avant son expiration.

(L'Association Suisse des Banquiers portera à la connaissance des banques qui lui sont affiliées les dispositions de cette convention.)

6. Cette convention du 27 février 1932 remplace un gentlemen's agreement en vigueur de 1925 à 1927 entre la Banque nationale et les principaux établissements bancaires sur le même objet. Complétée en septembre 1933, elle sera reprise avec quelques modifications dans la loi fédérale sur les banques et les caisses d'épargne du 8 novembre 1934 (FF, 1934, I, pp. 172ss.).

*Commission pour la négociation des Traités de commerce
Procès-verbal de la séance du 24 octobre 1930¹*

Fu

Négociations commerciales turco-suisses²

Sont présents:

M. le Directeur W. Stucki,
M. le Professeur E. Laur,
M. le Conseiller national E. Wetter,
M. le Directeur général A. Gassmann.

M. le Directeur Stucki expose que notre Ministre en Turquie, ayant achevé, abstraction faite d'un point encore en suspens, les négociations relatives à la partie générale de notre accord commercial avec ce Pays, vient de lui transmettre un rapport³ concernant la discussion des stipulations tarifaires. Il ressort de ce rapport que nous n'avons pour ainsi dire rien à espérer de la Turquie en ce qui concerne les abattements que nous avions demandés dans notre liste. Le négociateur suisse a tout mis en œuvre, a fait valoir tous les arguments sur lesquels il pouvait se baser, mais la Délégation turque n'a pas abandonné son attitude nettement négative. Il s'agit donc de décider si, en dépit de ce résultat, on veut charger notre Ministre de continuer à négocier, ou bien si l'on renonce à un traité à tarif, pour se contenter d'une convention reposant simplement sur la clause de la nation la plus favorisée.

En examinant les réponses turques à nos demandes, on constate:

1. que pour le lait condensé (ex 23) il faudrait se contenter du droit actuel;
2. que sur le droit de 100 ltq. concernant le fromage (ex 24), la Turquie nous accorderait un abattement de 5%, sous réserve d'une réduction de la part de la Suisse sur la sorte de tabac turc dénommé «Taşova». Or, la Direction Générale des Douanes a déjà fait part à la Division du Commerce, de l'impossibilité de déférer au désir de la Turquie. D'autre part, cet Etat soumet l'octroi d'un abattement sur le fromage à une concession sur les tabacs. La Direction Générale des Douanes maintient-elle son point de vue?

M. Gassmann rappelle les lettres qu'il a transmises à cet égard à la Division du Commerce, les 12 mars, 28 avril et 30 mai derniers⁴. Les tabacs constituent une matière fiscale tellement importante pour la Suisse, qu'il faut absolument écarter à son égard toute idée de réduction ou de consolidation, ainsi que le Conseil Fédéral l'a déclaré lui-même dans sa séance du 11 février 1927, en affirmant que le tabac, ne fût-ce qu'à cause de la nouvelle réglementation, ne saurait pas faire l'objet

1. Rédigé vraisemblablement par M. Fumasoli, de la Division du Commerce du Département de l'Economie publique.

2. Cf. nos 3 et 13.

3. Daté du 12 octobre 1930. Non reproduit.

4. Non reproduit.

d'une consolidation. La Direction Générale a examiné le résultat qu'aurait pour nous une concession sur les tabacs, qu'il faudrait étendre à d'autres pays et est arrivée à la conclusion que nous devions sauvegarder dans ce domaine une liberté d'action absolue.

/.../

On sait, d'autre part, que le Conseil des Etats a déjà accepté la nouvelle loi sur l'imposition du tabac. L'affectation à l'assurance-vieillesse, invalidité et survivants du produit de l'imposition du tabac a déjà été décidée, de sorte que le tabac, devenu la base financière de cette entreprise sociale, ne tolère plus d'être l'objet de consolidations. C'est dans ce sens que M. Gassmann a eu à répondre il y a peu de jours au mandataire de la Légation d'Italie, venu pour discuter avec lui la possibilité d'obtenir en faveur de son pays quelques avantages sur l'exportation des tabacs en Suisse.

D'autre part, si l'on considère que l'abattement offert par la Turquie en compensation d'une réduction éventuelle sur les tabacs, n'est que de 5% sur un droit énorme, M. Gassmann estime que ce ne fût qu'à cause de l'importance du tabac dans le domaine de l'œuvre des assurances sociales, on ne saurait songer à faire droit à la demande turque.

M. Stucki informe la Commission du fait qu'un exposé spécial relatif à toute cette question et contenant les arguments développés par M. Gassmann a été remis en son temps à M. Martin, avec autorisation de le soumettre aux négociateurs turcs, pour les convaincre à l'égard de la légitimité de notre attitude dans ce domaine du tabac. En dépit de cette précaution, la Délégation turque n'a pas cédé. M. Stucki lit, en effet, les passages de l'exposé de M. Martin, se rapportant à ses discussions sur la question du tabac et aux objections soulevées par la dite Délégation au sujet du fait que l'*«Argos»*⁵ figure dans le tarif même, alors que la Suisse prétend ne pouvoir faire aucune concession en faveur des tabacs d'Orient⁶.

M. Gassmann affirme qu'après tout, le terme de *«Argos»* pourrait être effacé du tarif douanier, si cela était nécessaire, attendu que la note secrète du 29 no-

5. Tabac grec.

6. Cf. lettre du Ministre Martin du 12 octobre 1930:

/.../

Une longue et pénible discussion s'engagea sur la question des tabacs, après la lecture de la déclaration suisse. Tous persistèrent à dire que la Turquie était traitée moins favorablement que la Grèce, puisque l'Argos était désigné en toutes lettres dans notre tarif.

/.../

«Pourquoi, dit la Commission, l'Argos figure-t-il dans le tarif, puisque vous nous déclarez constamment que la Suisse refuse à tous les autres pays de se laisser aller à la moindre négociation sur les tabacs. Elle a bien dû le faire avec la Grèce, et n'est-ce pas là une discrimination contre la Turquie?».

Que de fois, au cours de ces discussions désagréables, pendant lesquelles il fallait fortement se dominer pour ne pas lâcher un mot irréparable, ou ne pas se lever pour s'en aller, n'ai-je pas regretté que ce malheureux mot d'Argos se trouve dans notre tarif d'usage. En effet, je ne saurais trop le répéter, il a constitué pour la Turquie le pivot de toute la négociation des Listes, et ce n'est pas exagéré de dire qu'il l'a empoisonnée depuis le début, et rendue pour ainsi dire impossible.

/.../ (E 7110 1/124).

vembre 1926⁷ règle à elle seule la question de l'importation des tabacs grecs en Suisse.

M. Stucki fait observer que, d'après le rapport de M. Martin, les Turcs ne céderont pas sur ce point. Par conséquent, la Commission doit examiner la solution à prendre: à part cette réduction de 5% et un abattement de 15% sur les articles de tricotage en coton (dont on parlera par la suite), que nous pourrions obtenir par des concessions sur le tabac et sur la soie grège, les autres pourcentages de réduction nous les aurions moyennant un simple traité reposant sur la clause de la nation la plus favorisée.

M. Laur estime que cette réduction de 5% ne joue aucun rôle quant à notre exportation de fromage en Turquie. Il ne vaudrait pas la peine de faire un traité à tarif pour un abattement de 5%. Le Syndicat suisse des Paysans a été de l'avis – dès le commencement – qu'il était opportun de ne conclure avec la Turquie qu'un traité fondé sur la «Meistbegünstigungsklausel». Les petits Etats doivent se méfier des traités à tarifs, car ils doivent beaucoup donner pour la conclusion de semblables accords et, dans la règle, ils ne reçoivent rien. L'exportateur suisse doit pouvoir payer en Turquie les droits que paient les commerçants des autres Etats. En tout cas, sur les bases actuellement offertes par la Turquie il ne faudrait certainement pas signer un traité avec stipulations tarifaires.

M. Stucki prend note à toutes fins utiles, que l'agriculture n'attache aucun prix à cet abattement de 5% sur le fromage.

M. Wetter affirme que la Suisse se trouve dans une condition telle qu'elle doit faire tous les efforts possibles pour venir en aide à son commerce et à son industrie. Elle ne peut donc négliger aujourd'hui aucun marché, si petit soit-il. Cependant, il estime aussi que la Turquie nous offre réellement trop peu pour qu'il vaille la peine de réexaminer ici la question du tabac, à l'égard de laquelle, toutefois, il ne peut pas partager d'une façon aussi absolue, le point de vue de la Direction des douanes. Pour lui, la réglementation actuelle de l'imposition du tabac n'est pas un dogme, mais – comme déjà dit – il ne croit pas qu'il soit utile de revenir ici sur cette question. Il expose ensuite qu'il n'était pas à sa connaissance que la Suisse était liée avec la Grèce par une note secrète, quant au tabac et voudrait recevoir des explications à ce sujet. Il attacherait du prix à être en outre en possession d'une copie du rapport actuellement à l'examen, de notre Ministre en Turquie, ainsi que de l'exposé que nous avons fait parvenir à ce dernier sur l'imposition du tabac en Suisse.

M. Stucki donnera les ordres nécessaires pour que copie du rapport de M. Martin soit communiquée aux trois membres présents de la Commission pour la négociation des Traité de commerce. MM. Laur et Wetter recevront aussi copie de l'exposé précité sur les tabacs. Il affirme ensuite que la note secrète précitée, du 29 novembre 1926, a eu pour but de donner un apaisement (justifié d'ailleurs, le tabac représentant le 40% des importations grecques en Suisse) au Gouvernement grec qui, en l'absence des assurances contenues dans ladite note, aurait refusé de signer la Convention de commerce. Cette note n'a naturellement pas été

7. Par cette note la Suisse s'engageait à ne pas augmenter son taux douanier pour les tabacs grecs. Cf. DDS vol. 9, n° 226, A.

communiquée aux membres de la Commission pour la négociation des traités de commerce, qui ne sont pas les négociateurs immédiats et directs. Le Directeur de la Division du commerce poursuit ensuite la lecture du rapport de M. Martin, concernant les réponses turques à chacune de nos demandes et termine cette lecture en faisant remarquer que parmi les offres turques, il n'y a de réellement positif que: 1^o le pourcentage de réduction sur le fromage, déjà discuté, et 2^o un abattement éventuel de 15% sur le taux de la position ex 395 (articles de tricotage en coton) sous réserve de la réduction de notre part, du taux sur la soie grège, de 2 fr. à 1 fr. (pos. 436). Tous les autres pourcentages de réduction figurent déjà à la liste B du traité turco-français⁸, ou de la convention turco-allemande⁹.

Répondant à M. Wetter au sujet de la soie grège, M. Stucki remarque que – d'après les statistiques – l'importation de soie grège en provenance de Turquie est presque nulle: en 1927: importation totale: 54 655 000 fr., de la Turquie: 119 000 fr.; en 1928: importation totale: 42 389 000 fr., de la Turquie: rien; en 1929: importation totale: 30 160 000 fr., de la Turquie rien.

M. Wetter croit, dans ces conditions, qu'il serait illogique d'octroyer à la Turquie une réduction sur une position qui l'intéresse si peu et qui est importante pour nous vis-à-vis d'autres Etats.

M. Stucki lit la liste des demandes turques et observe que nous avons pour ainsi dire les mains liées, le droit sur les tapis ne pouvant guère être touché (consolidé en faveur de la Grèce), le droit sur l'opium non plus (pour des raisons d'ordre intérieur) etc. Il s'agit donc de décider si l'on veut conclure un traité avec les deux abattements précités, ou renoncer. M. Stucki, tout en étant parfaitement d'accord avec M. Wetter, quant à la nécessité de ne négliger aucun marché même le plus petit, à l'effet d'aider le commerce et l'industrie de notre pays à surmonter la crise actuelle, croit cependant que les offres turques sont réellement insuffisantes pour justifier un traité à tarif.

M. Wetter partage également cette opinion et estime que des consolidations demeurerait pour ainsi dire sans effet pour notre exportation, vu les droits fantastiques du tarif turc.

M. Stucki prend dès lors note de ce que la Commission juge que, vu les circonstances décrites ci-dessus, il y a lieu: 1. de renoncer à conclure avec la Turquie un traité à tarif, et 2. de proposer au Conseil Fédéral de donner de nouvelles instructions à M. Martin pour la conclusion avec la Turquie d'un traité reposant simplement sur la clause de la nation la plus favorisée¹⁰.

/... /

8. Du 29 août 1929.

9. Du 27 mai 1930.

10. Suivant cette proposition, le Conseil fédéral, dans sa séance du 4 novembre 1930, charge le Ministre Martin de signer le traité de commerce avec la Turquie (E 1004 1/325).

La signature a lieu à Ankara le 13 décembre 1930, les instruments de ratification sont échangés à Berne le 22 avril 1932 et la convention de commerce entre en vigueur le 12 mai suivant. Cf. RO, 1932, vol. 48, pp. 202–214.

*Le Président du Directoire de la Banque nationale, G. Bachmann,
au Chef du Département politique, G. Motta*

L B/M

Zürich, 27. Oktober 1930

Ihr nach Basel gerichtetes Schreiben vom 22. Oktober¹ in der Angelegenheit der Beteiligung der schweizerischen Banken an dem sogenannten Überbrückungskredit ist mir zugegangen, gleichzeitig mit der Kopie eines Schreibens des schweizerischen Gesandten in Deutschland vom 18. Oktober. Ich verdanke Ihnen diese Mitteilungen aufs beste.

In dieser Angelegenheit habe ich Ihnen Kopien meiner beiden Schreiben vom 3. und 13. Oktober² an das Finanzdepartement übermittelt. Da es sich bei dieser Kreditbeteiligung nicht um die Begebung einer Auslandanleihe handelte, blieb das Verfahren nach dem sogenannten Gentlemen's Agreement³, das die Nationalbank mit den Grossbanken vereinbart hat, ausser Anwendung. Mein Schreiben vom 3. Oktober war denn auch dahin abgefasst, dass ich keine Erklärung seitens der von mir unterrichteten Departemente erwartete. Immerhin hat das Volkswirtschafts-Departement in Antworten vom 7. und 15. Oktober⁴ zur Angelegenheit Stellung genommen und dabei ausdrücklich erklärt, dass es seinerseits gegen diese Krediterteilung keine Einwendungen anzubringen habe. An die Schweizerische Kreditanstalt, der das Geschäft durch ihren damals in New York verhandelnden Delegierten, Herrn Dr. Bindschedler, zugewiesen wurde, erging von der Nationalbank die ausdrückliche Erklärung, dass die Notenbank sich zu dieser Krediterteilung zwar nicht zu äussern hätte, nachdem ihr aber nun einmal Mitteilung gemacht worden sei, spreche sie sich dahin aus, dass sie gegen eine Beteiligung an diesem Überbrückungskredit seitens der schweizerischen Banken keinerlei Einwendungen zu erheben habe.

Gleichzeitig habe ich unterm 3. Oktober mit Herrn Reichsbankpräsident Dr. Luther korrespondiert; ich lege hier eine Kopie meines Schreibens bei⁵. In diesem Schreiben an Herrn Luther, das ebenfalls vom 3. Oktober datiert ist, wie die Ihnen in Kopie zugestellte Zuschrift an das Finanzdepartement, ist davon die Rede, dass bezüglich der Beteiligung schweizerischer Banken an dem Überbrückungskredit von seiten eines Baslers Institutes (gemeint ist der Schweizerische Bankverein) das Verlangen gestellt werde, die Deutsche Reichsbahn möchte die tarifarischen Massnahmen gegen die Rheinschiffahrt zurücknehmen⁶. Von die-

1. Cf. annexe au n° 42.

2. Non reproduit.

3. Cf. n° 42, A II. Sur les effets de cet accord cf. la lettre de Musy au Président du Directoire de la Banque nationale, Bachmann, du 11 septembre 1930 (E 6100 (A), Archiv-Nr. 219).

4. Non retrouvé.

5. Non reproduit.

6. Cf. n° 40, n. 1.

sem Verlangen ist mir erst am Nachmittag des 3. Oktober Kenntnis gegeben worden; in der ersten Verhandlung am Vormittag jenes Tages, die Herr Dr. Jöhr von der Schweizerischen Kreditanstalt mit mir führte, war davon noch nichts bekannt, konnte auch nichts bekannt sein, weil eben erst Herr Dr. Bindschedler aus New York wegen einer allfälligen Kreditbeteiligung der Kreditanstalt Mitteilung gemacht hatte und die Kreditanstalt, bevor sie an die andern Schweizerbanken gelangte, die Ansicht der Schweizerischen Nationalbank vernehmen wollte. Als mir dann am Nachmittag von der Kreditanstalt her auf meine Anfrage über ein Zustandekommen der Kreditbeteiligung durch die schweizerischen Banken mitgeteilt wurde, dass der Bankverein das Verlangen stelle, die Reichsbahn möchte ihre tarifarischen Massnahmen zurücknehmen, so war man auch bei der Kreditanstalt der Meinung, dass dies nicht als förmliche Bedingung formuliert werde. Wichtiger war in jenem Zeitpunkt für eine Mitwirkung der schweizerischen Banken, dass England und Frankreich an der Krediterteilung mitwirken, und dies schien damals erreichbar. Ein Weiteres konnte ich auch aus der Besprechung mit der Kreditanstalt zu jener Zeit entnehmen – und die Unterhaltung in den nächsten Tagen hat dies immer deutlicher hervortreten lassen – : die damaligen Nachrichten über die politische und wirtschaftliche Lage Deutschlands liessen die Beteiligungslust der schweizerischen Banken an diesem Kreditgeschäft, dessen Abschluss wegen des Verhaltens Englands und Frankreichs sich in die Länge zog, mehr und mehr erkalten, und das nicht zum wenigsten deshalb, weil die Zinsvergütung Deutschlands für den zu gewährenden Kredit den schweizerischen Banken wenig Reiz bot. In der Zwischenzeit vom 3. bis zum 13. Oktober erhielt ich jedoch nur spärlichen und unbestimmten Bericht, bis mir dann am 13. Oktober von der Kreditanstalt die endgültige Mitteilung, die damals auch in die Presse überging, zukam, dass auch die schweizerischen Banken sich nicht an dem Überbrückungskredit beteiligen werden. Anderseits wurde mir dabei erklärt, dass vom Schweizerischen Bankverein aus die eigentliche Bedingung gegenüber Deutschland gestellt worden sei, die Reichsbahn hätte ihre tarifarischen Massnahmen zurückzuziehen. Anderseits wurde bemerkt, dass nachdem England und Frankreich der Beteiligung fernstünden, und diese ein Engagement für zwei Jahre bei wenig befriedigendem Zins bedeute, auch aus diesem Grunde eine Mitwirkung an diesem Kreditgeschäft dahingefallen sei. Schliesslich kam für die Schweizerische Kreditanstalt in Betracht, dass wenn sie an dem Kreditgeschäft mit anderen Schweizerbanken mitmache, dann die Quote, die sonst auf den Bankverein und voraussichtlich auch auf die Basler Handelsbank entfallen wäre, von ihr und den übrigen sich beteiligenden Banken hätte übernommen werden müssen.

Ihrem Ansuchen entsprechend habe ich der Schweizerischen Kreditanstalt zuhanden der weiter an diesem Kreditgeschäft interessierten Banken die Mitteilung zukommen lassen, dass vom Bundeshaus gewünscht worden wäre, die Banken möchten, bevor eine derartige Bedingung politischer Art (wie die Rücknahme tarifarischer Massnahmen der Reichsbahn) gegenüber Deutschland gestellt werden wolle, sich mit dem Bundesrat ins Benehmen setzen. Ich werde nicht verfehlten, diese Auffassung auch dem Schweizerischen Bankverein gegenüber noch direkt zur Kenntnis zu bringen, sobald sich dazu eine Gelegenheit bietet. Im übrigen möchte ich, auch zur Weitergabe an Herrn Minister Rüfenacht, mitteilen,

dass die schweizerischen Banken in sehr ausgiebigem Masse für sich selbst und ihre Klientschaft um die Hingabe von Kapitalien nach Deutschland tätig sind. Es mag darauf verwiesen werden, dass im Jahre 1930 bis heute für 134,9 Millionen Franken (Emissionswert) Anleihen für Deutschland in der Schweiz aufgelegt wurden im Vergleich zu 41,7 Millionen Franken in der gleichen Zeit im Jahre 1929. Und weiterhin ist aus den uns vertraulich zugestellten Ziffern der Grossbanken zu ersehen, dass ihre Auslandguthaben bei Banken, ihr Auslandwechselportefeuille und ihre Auslanddebitoren (wenn, wie üblich, angenommen wird, dass $\frac{1}{3}$ der Gesamtdebitoren auf das Ausland fällt) in diesem Jahr gegenüber dem Vorjahr eine weitere beträchtliche Steigerung erfahren haben: 30.Juni 1930 3'560 Millionen Franken; 30.Juni 1929 3'102 Millionen Franken. Nach den bis jetzt eingegangenen Bilanzen per 30.September 1930 sind die Auslandanlagen der Grossbanken weiter steigend. Auch machen wir bei der Nationalbank die Beobachtung, dass die schweizerischen Grossbanken, nachdem in Deutschland die Sätze für kurzfristiges Geld wieder angezogen haben, während sie in der Schweiz weiter zurückgingen, das Akzeptgeschäft für deutsche Rechnung wieder intensiver pflegen. So sehr es die Nationalbank gerade in jenen Tagen um den 3.Oktober vom valutarischen Standpunkte aus begrüßt hätte, wenn durch diese Kreditbeteiligung für 40 bis 60 Millionen Schweizerfranken Devisen nach Deutschland abgeflossen wären, so sehr schien uns doch die reservierte Haltung unserer Grossbanken nach den bereits bestehenden Engagements in deutscher Valuta verständlich, zumal auch die Überlegung der Grossbanken als richtig anzuerkennen war, dass vielleicht schon in nächster Zukunft auch die Schweiz zu weiteren Kredit- oder Anleihengewährungen an Deutschland gelangen werde.

/.../

45

E 2001 (C) 2/38

*Le Ministre de Suisse à Rome, G. Wagnière,
au Chef du Département politique, G. Motta¹*

L

Rome, 3 novembre 1930

En vous confirmant ma lettre du 28 octobre², concernant le procès Bassanesi³, j'ai l'honneur d'attirer votre attention sur le fait que le Comte Sforza, ancien Ministre des Affaires Etrangères, a annoncé sa participation au procès en qualité

1. *Remarque marginale de Motta:* M. Häberlin et moi, nous avons discuté de la question; nous estimons que l'Autorité politique n'a pas à intervenir dans une affaire qui ne concerne directement que le Tribunal.

Le milieu de Lugano est un milieu préférable à celui de Bellinzone; il n'était pas possible de faire à Lausanne un procès qui se déroulera entièrement *en italien. Non!*

2. *Non reproduit.*

3. Cf. n° 32.

de témoin de l'accusé Tarchini⁴, et qu'en même temps Filippo Turati déposera en faveur de Rosselli⁵, l'un des organisateurs du raid de l'aviateur italien.

Avec Sforza, Turati et Moro-Giafferi ce procès prendra une envergure oratoire considérable. Ce sera de nouveau, comme dans le procès de Bruxelles⁶, le procès du fascisme, mais avec des orateurs infiniment supérieurs et dans un milieu beaucoup plus agité, aux portes de Milan.

Dans ces conditions, je prends la liberté de vous demander s'il n'y aurait vraiment pas moyen pour le Tribunal Fédéral de fixer les débats à Lausanne, comme cela paraîtrait naturel. Je sais combien toute intervention de l'autorité politique dans les affaires judiciaires est contraire à nos traditions et à nos moeurs. Néanmoins, vu la portée politique de cette affaire, il paraît admissible que l'autorité politique se préoccupe des répercussions qu'elle peut avoir dans ce domaine⁷.

4. Il faut lire: Tarchiani. A. Tarchiani, journaliste, antifasciste, co-fondateur du mouvement «Giustizia e Libertà». Un des organisateurs du vol de Bassanesi, avec C. Rosselli.

5. C. Rosselli, antifasciste, un des fondateurs du mouvement «Giustizia e Libertà».

6. Intenté en octobre 1930, contre le jeune antifasciste italien F. De Rosa, qui une année auparavant, à Bruxelles, avait commis un attentat contre le prince héritier d'Italie, Umberto.

7. La réponse de Motta du 6 novembre suivant, reprend, en les développant, les arguments exposés dans sa remarque citée ci-dessus (E 2001 (C) 2/38).

46

E 2, Archiv-Nr. 1708

*La Chambre genevoise d'agriculture¹
au Chef du Département politique, G. Motta*

L

Genève, 5 novembre 1930

Nous avons enregistré² votre déclaration que les nécessités de l'agriculture ont été prises en considération lors de l'élaboration du projet suisse³. – Nous ne pouvons que constater cependant qu'à aucun moment nous n'avons été à même de donner une opinion. – Dans la rédaction des mémoires, notamment, qui serviront certainement de base pour l'application de fait du régime zonien quel qu'il soit décreté par la Cour de la Haye, aucune consultation de l'agriculture genevoise n'a eu lieu⁴.

1. La lettre est signée par le Président, W. Martin, D. Revaclier, vice-président et E. Vuagnat, secrétaire général.

2. Lors d'une entrevue que le Chef du Département politique a accordée le 28 octobre 1930 à une délégation de la Chambre genevoise d'agriculture.

3. Cf. n° 38, n. 6.

4. Remarque marginale de G. Motta: Cette lettre ne peut rester sans réponse, mais il convient que la réponse soit aussi courtoise que ferme. Il n'y a pas d'urgence. 7. XI.

Vous avez bien voulu dire à cette occasion que M. le Prof. *Logoz*⁵ n'avait eu qu'un délai très court pour cette préparation et qu'il avait été laissé libre de prendre où il lui semblerait bon les divers renseignements qu'il jugerait utiles. – Nous sommes donc surpris que M. le Prof. *Logoz* ait ignoré la Chambre d'Agriculture et n'ait connu que la Chambre de Commerce. – Nous pouvons également regretter que votre Département n'ait pas cru devoir lui signaler cette source de documentation à notre sens nécessaire. – En conséquence, nous sommes dans l'obligation de formuler toutes réserves quant aux considérations d'ordre agricole qui peuvent exister dans le Mémoire suisse et quant à l'emploi qui pourrait en être fait, tant lors de la mise en vigueur que lors de l'application du régime zonien décreté par la Cour de la Haye.

Vous avez également indiqué que la présence du secrétaire de la Chambre de Commerce de Genève à la Haye⁶ avait eu quelque chose à la fois de fortuit et d'accidentel.

Il n'en reste pas moins qu'ayant collaboré à l'élaboration du Mémoire suisse, son action peut se poursuivre normalement pendant le procès, alors que notre institution, comprenant l'intégralité des sociétés agricoles du Canton de Genève, n'a ni collaboré au Mémoire, ni pu avoir aucune action au cours du procès. – Il peut donc sembler pour le moins surprenant que les circonstances fortuites ou accidentnelles ne se produisent qu'en faveur de la Chambre de Commerce et au détriment de la Chambre d'Agriculture.

Vous avez bien voulu affirmer que la personnalité de notre Délégué, M. *Anken*⁷, n'avait eu aucune influence relativement à la mise à l'écart de la Chambre d'Agriculture dans la question des Zones. – Nous prenons acte de cette déclaration avec une vive satisfaction, et retenons tout particulièrement votre promesse que, dans la Commission mixte éventuelle qui pourrait être créée en vue de l'application de fait du régime des Zones déterminé par la Cour de la Haye, notre Délégué aurait sa place pour autant qu'il dépendra de vous⁸. – Nous nous plaignons à voir dans cet engagement personnel une marque d'équitable compréhension, que nous avions vivement ressenti nous manquer jusqu'à présent.

Enfin, nous sommes heureux de retenir de votre affirmation que, suivant le projet suisse, la situation de l'agriculture genevoise serait avantagée relativement au régime préexistant.

En conséquence de ce qui précède, nous sommes fondés à croire que dorénavant l'agriculture genevoise ne sera plus systématiquement écartée⁹, mais au contraire mise à même de faire valoir son avis et d'agir en temps utile, ce qui nous apparaît comme un droit élémentaire et nullement comme un privilège.

A cet égard, nous revendiquons d'ores et déjà et ainsi que vous l'avez laissé entrevoir, d'être représenté dans toute expertise qui pourrait être ordonnée par la Cour de la Haye¹⁰.

5. Agent de la Confédération dans l'affaire des zones.

6. R. Jouvret.

7. I. Anken, Secrétaire général du Département genevois de l'Intérieur et de l'Agriculture.

8. En marge: ???

9. En marge: ?

10. En marge: !!!

Au reste, l'agriculture genevoise ne se sépare en cette affaire et sur aucun point de l'agriculture suisse, qui a bien voulu dès l'origine se solidariser complètement avec elle.

Nous avons donc le regret de ne pas pouvoir retirer tout l'apaisement désirable de l'entrevue avec nos délégués que vous avez bien voulu provoquer¹¹.

11. En annexe, non reproduite, une résolution votée par la Chambre réunie en séance extraordinaire, non publique, le 5 novembre 1930 et envoyée au Conseil fédéral, aux Présidents des Chambres fédérales, au Conseil d'Etat de la République et canton de Genève et à l'Union suisse des paysans.

47

E 1005 2/3

*CONSEIL FÉDÉRAL
Procès-verbal de la séance du 22 novembre 1930*

Secret. Affaire des zones

Verbal

[En présence des professeurs Logoz¹ et Burckhardt², le Chef du Département politique, G. Motta, soumet à ses collègues les réponses que la délégation des affaires étrangères³ suggère d'apporter aux questions posées par la Cour permanente de justice internationale sur l'interprétation à donner à l'article 2, alinéa 2, du compromis d'arbitrage de 1924⁴.]

M. Motta ne peut se libérer complètement de la crainte que la Cour ne déclare, au vu de l'article 2, 2^e alinéa, du compromis, ne pouvoir remplir sa tâche, et qu'elle se dessaisisse de l'affaire. Cette inquiétude est née des raisons avancées très prudemment par le greffier-adjoint⁵ de la Cour dans une conversation avec notre ministre, M. de Pury. Il nous faut tenir compte aussi du fait que la France est représentée à la Cour par un juge ad hoc⁶, dont la situation est un peu différente de celle d'un juge ordinaire, et il ne serait pas trop surprenant que le gouvernement français ne soit pas dans une ignorance complète des sentiments qui règnent à la Cour. Cette situation commande la plus grande vigilance.

Au nom de la délégation des affaires étrangères, M. Motta propose de répondre comme il suit aux questions posées:

1^{ère} question: La Cour pourrait-elle ou devrait-elle obtenir l'assentiment des deux parties avant de rendre larrêt prévu à l'alinéa premier de l'article 2 du compromis? Réponse: Oui.

1. Agent de la Confédération dans l'affaire des zones.

2. Expert juridique de la Confédération dans l'affaire des zones.

3. G. Motta, J. M. Musy et H. Haeberlin.

4. Cf. n° 38, n. 7.

5. L. J. H. Jorstad.

6. H. Fromageot.

2^e question: En cas de réponse négative à la première question, la Cour pourrait-elle admettre que l'une ou l'autre des parties pût rendre inopérant un arrêt déjà prononcé? Réponse: Non.

3^e Question: Quel est le sens de l'article 2, alinéa 2? Quel qu'ait été le sentiment du Conseil fédéral lors de l'adoption de cette disposition, il doit déclarer aujourd'hui qu'à son avis elle ne touche que la question d'application. Les parties doivent prêter leur collaboration à la Cour pour lui aider à régler le différend, mais il doit être entendu qu'elles ne peuvent pas prendre une attitude qui l'empêche d'exécuter sa tâche. Il faut même aller plus loin et déclarer que si la Cour se trouve gênée par la disposition en question pour remplir sa mission, le Conseil fédéral fera abstraction de son assentiment pour le règlement des questions prévues au 2^e alinéa de l'article 2.

4^e question: Quelle est la valeur de l'article 13 de notre projet de règlement et de l'annexe n° III?⁷ Cette question est issue de la crainte que l'approbation du parlement et même du peuple ne soit réservée pour le règlement définitif du problème. L'article premier, 2^e alinéa, de l'arrêté fédéral du 26 mars 1925⁸, portant approbation du compromis d'arbitrage, nous autorise à répondre que nos déclarations sont irrévocables et qu'aucun organe ne peut les infirmer.

M. Motta termine en déclarant que le dessaisissement de la Cour est l'hypothèse la plus fâcheuse qui se puisse envisager. On ne manquerait pas d'attribuer pareille décision à la crainte de la Cour de donner tort à un grand Etat contre un petit, et la cause de l'arbitrage en subirait une très sérieuse atteinte. A l'égard de nos relations avec la France, le dessaisissement de la Cour ne serait pas moins fâcheux. Ayant obtenu gain de cause sur le point de droit, nous ne pourrions plus obliger la France à retirer son cordon, et il en résultera une tension permanente entre les deux pays.

Par ces motifs, M. Motta prie le conseil de donner à nos représentants l'autorisation de répondre aux questions de la Cour dans le sens indiqué.

M. Logoz fait observer que si la Cour ordonne une expertise et à cette occasion, tranche la question fondamentale – le tracé de la ligne des douanes – il s'ouvrira une possibilité d'accord direct entre la Suisse et la France. Si cet accord s'établissait, tout le monde pourrait être satisfait, la Cour parce que l'article 2, alinéa 2, du compromis deviendrait sans objet, et les défenseurs de nos intérêts douaniers parce que la question des contingents aurait pu être réglée d'un commun accord.

M. le chef du département de l'économie publique doute que la Cour puisse donner au monde le spectacle d'un dessaisissement, après avoir accepté de juger le différend et laissé la procédure se dérouler pendant deux ans et demi. Il désire savoir comment cette crainte a pu venir à l'esprit de M. Logoz.

M. Logoz rappelle que la Cour a eu à statuer, dans la première phase du procès, sur une pure question de droit. Elle pouvait se dire, à ce moment-là, qu'il

7. Non reproduit. Cf. n° 27, n. 6.

8. Le Conseil fédéral est chargé de l'exécution du présent arrêté. En particulier, il reçoit les pouvoirs nécessaires pour régler, s'il y a lieu, les questions prévues à l'article 2, alinéa 2, du compromis (FF, 1925, I, p. 880).

n'était pas nécessaire de se prononcer sur le 2^e alinéa de l'article 2 du compromis. Mais déjà l'un des juges, M. Pessôa, faisait suivre l'ordonnance du 19 août 1929⁹ d'observations où il déclarait que la Cour aurait dû se dessaisir de l'affaire. La deuxième phase du procès s'est ouverte en juin¹⁰. Et sans doute les juges, qui étaient censés avoir étudié le dossier de l'affaire lorsqu'ils ont entendu les parties en octobre, n'auraient-ils pas dû laisser les représentants des deux Etats quitter La Haye sans avoir éclairci le point qui nécessite aujourd'hui la convocation à La Haye. Mais, en l'état actuel, la situation doit être considérée comme sérieuse.

M. *le chef du département de l'économie publique*. Si la Cour maintient les petites zones¹¹, l'article 2, alinéa 2, du compromis n'a aucune importance pour la France, puisqu'il doit constituer une protection pour l'Etat qui laisse entrer des marchandises en franchise ou à droits réduits à travers sa ligne douanière. Mais la Suisse, qui se trouvera dans ce cas, doit être protégée contre une sentence qui ouvrirait un «trou à l'ouest» dans notre barrière douanière. Les difficultés qui se sont présentées récemment à propos du ravitaillement de Genève en lait des zones à bas prix ont souligné ce danger, que nous avions entrevu, M. Laur¹² et moi, en 1924.

Si la Cour maintient le cordon à la frontière politique et institue pour les deux Etats des contingents de marchandises en franchise ou à droits réduits, la clause de l'article 2, alinéa 2, joue pour tous les deux. Il paraît indiqué que, dans ce cas également, la Cour ne règle pas la question sans notre assentiment.

Reste la question juridique. Pouvons-nous renoncer à une clause qui a été approuvée par l'Assemblée fédérale et par le peuple?

M. Logoz répond sur ce dernier point que l'arrêté fédéral du 26 mars 1925 accorde au Conseil fédéral tous les pouvoirs nécessaires pour régler en particulier les questions prévues à l'article 2, alinéa 2, du compromis.

Au surplus, il ne s'agit pas d'une renonciation, qui ne servirait pas à grand-chose, car la France, en maintenant son droit, en annulerait l'effet. C'est une question d'interprétation qui est en jeu. Notre thèse doit être que le règlement prévu à l'article 2, 2^e alinéa, du compromis concerne l'application des principes généraux que l'arrêté pourra poser au sujet du régime douanier.

[...]

M. Logoz voudrait donc dire à la Cour que, d'accord avec le gouvernement français, le Conseil fédéral estime qu'elle doit pouvoir régler elle-même l'affaire s'il en est besoin.

M. *le chef du département des chemins de fer* demande à M. Logoz: 1^o quels sont les motifs véritables pour lesquels la Cour demande maintenant une interprétation de la disposition en cause; 2^o s'il serait possible d'amener la Cour à nous permettre d'ajourner nos explications jusqu'à ce que les experts aient fonctionné; 3^o si, en accordant à la Cour le droit de statuer elle-même au cas où les parties ne

9. Cf. DDS vol. 9, n° 498, A.

10. 1930.

11. De 1815-1816.

12. Directeur de l'Union suisse des paysans.

tomberaient pas d'accord, nous ne ferons pas un acte de renonciation et s'il ne suffirait pas de lui réserver ce droit en cas de refus abusif d'une des parties.

M. Logoz répond: à la première question:

La seule explication plausible, c'est que les juges n'avaient pas étudié leur dossier lors des plaidoiries et que la question a surgi au cours des délibérations du tribunal;

à la 2^e question: Ce n'est pas possible. Il faut éviter avant tout que la Cour ne se dessaisisse. Or, pour cela, il nous faut donner une réponse claire et immédiate;

à la 3^e question: Pour ce qui est de la renonciation, c'est affaire d'appréciation. Mais si nous voulons sauver notre cause, nous devons faire un geste complet. Réserver le refus abusif d'une partie ne modifierait pas la situation, puisque c'est la Cour qui déciderait si le refus est abusif. En outre, il ne s'agit pas seulement d'un abus de droit éventuel, mais de la compatibilité de l'article 2, alinéa 2, du compromis avec le statut de la Cour et le sentiment que la Cour a de sa mission et de ses pouvoirs.

M. le *chef du département de l'intérieur* n'est pas entièrement satisfait par la réponse à la 3^e question. Peut-il arriver qu'à un certain moment la Suisse donne à la Cour pleins pouvoirs pour régler l'importation des marchandises en franchise ou à droits réduits? Si c'est le cas, nous aurons renoncé au droit que nous confère l'article 2, alinéa 2, du compromis.

M. le *chef du département de l'économie publique* demande à M. Logoz de ne pas soulever devant la Cour la question de savoir si l'article 2, alinéa 2, du compromis est compatible avec son statut. Si nous le faisons, c'est une véritable invite à la Cour à proclamer cette incompatibilité.

Quant à la thèse d'après laquelle la disposition précitée vise les modalités d'application, elle est difficilement soutenable, car l'admission de marchandises en franchise ou à droits réduits est une question essentielle.

M. Logoz répond au chef du département de l'intérieur qu'il faut savoir faire confiance au juge et admettre qu'il ne rendra pas une décision injuste.

Répondant aux deux observations du chef du département de l'économie publique, M. Logoz déclare:

1^o La question de la compatibilité de la disposition en question avec le statut de la Cour a été soulevée dans le télégramme du greffier lui-même, où il est dit: «L'interprétation de la stipulation dont il s'agit et la compatibilité de celle-ci avec les dispositions du statut, ainsi qu'avec le fonctionnement d'une cour de justice, semblent toutefois présenter une importance considérable au point de vue de la tâche que le compromis attribue à la Cour.» Si celle-ci estime que la stipulation en question ne cadre pas avec la conception qu'elle se fait de sa mission, nous ne devons pas insister pour nous en réclamer.

2^o Quant au second point, on doit distinguer entre certains principes que la Cour est appelée à poser et l'application de ces principes. En ce qui concerne les importations en franchise, le principe est fixé dans notre projet de règlement¹³. Mais la détermination des quantités, figurant à l'annexe, est une question d'application.

13. Cf. n° 27, n. 1.

M. le *chef du département de l'économie publique* voudrait que M. Logoz plaide la compatibilité de la disposition en question du compromis avec le statut de la Cour, et M. le *chef du département de justice et police* se demande si M. Logoz ne risque pas, en faisant une concession sur la question de compatibilité, d'affaiblir son argumentation sur le chef des modalités d'application.

M. le *chef du département politique*. Ce qui est essentiel, c'est de ne pas laisser percer de la méfiance à l'égard de la Cour. Nous n'avons pas lieu de nous plaindre jusqu'ici de cette dernière. Or, si elle nous dit: «Au cas où vous ne renoncerez pas à la clause en question, je ne pourrai pas juger», lequel de nous se refusera-t-il à abandonner cette clause?

M. le *chef du département militaire* appuie cette considération. Si nous ne témoignons pas de confiance à la Cour, il est à craindre qu'elle ne se dessaisisse. Alors, c'est la France qui en aura le bénéfice, et nous en porterons la responsabilité.

M. Logoz. En dernière analyse, c'est bien une question de confiance qui se pose à l'égard de la Cour. La France a sans doute intérêt à soulever des difficultés, mais c'est pourquoi nous ne devons pas en faire de notre côté.

En ce qui concerne la question de compatibilité, je suis d'accord de n'en pas parler dans ma réponse, mais sous réserve du résultat de l'entretien que j'aurai demain, avec le président de la Cour¹⁴, auquel je poserai la question.

M. le *président*. M. Logoz demande l'autorisation de faire abstraction de l'article 2, alinéa 2, du compromis pour le cas où la Cour y verrait une incompatibilité avec son statut. Il s'agit de savoir si cette renonciation nous fait courir un danger. Je ne le crois pas. Ce qui est important, c'est que la Cour dise où doit être placé le cordon douanier. Pour le reste, nous sommes dans une situation solide, puisque les zoniens ont plus besoin du marché de Genève que Genève des produits de la zone.

(MM Logoz et Burckhardt se retirent.)

M. le *président* met en discussion la proposition du département politique, soit d'autoriser les représentants du Conseil fédéral à déclarer que l'article 2, alinéa 2, du compromis signifie l'engagement des deux parties de collaborer au règlement du différend, mais qu'à défaut d'accord entre elles, la Cour procède elle-même à ce règlement.

M. le *chef du département de justice et police* estime que le conseil doit accepter cette proposition. Incontestablement, la thèse de M. Logoz n'est pas celle qui a été admise jusqu'ici par le Conseil fédéral. Mais celui-ci peut abandonner le terrain sur lequel il s'était placé. Aujourd'hui, en effet, il connaît le projet français et il a le droit de penser que la Cour n'ira pas au delà dans les concessions qu'elle pourra faire à la thèse française. Or si douloureuse que serait une sentence conforme à ce projet, elle ne pourrait pas être taxée de déraisonnable. En laissant pleine liberté à la Cour, nous ne faisons donc pas un saut dans l'inconnu. De plus, nous devons songer à l'idée de l'arbitrage et ne pas entraver la Cour dans l'accomplissement de sa tâche par une attitude qui ne manquerait pas d'être qualifiée d'entêtement. Mais il doit être entendu que l'opinion devra être tenue dans l'igno-

14. *M. Adatci.*

rance de notre évolution; nous devrons lui donner la conviction que la nouvelle thèse est celle qui a été admise dès le début par le Conseil fédéral.

M. *le chef du département de l'économie publique* déclare que les déclarations de M. Logoz n'ont pas dissipé ses appréhensions, mais il ne fait pas de contre-proposition.

M. *le chef du département militaire* juge nécessaire de faire la concession demandée.

M. *le chef du département des chemins de fer* comprend les craintes qu'éprouve le chef du département de l'économie publique à abandonner la clause protectrice que le Conseil fédéral avait fait insérer au compromis. Mais le Conseil fédéral peut y renoncer. Non pas que le dessaisissement de la Cour soit à craindre, car une décision pareille serait un arrêt de mort pour cette institution. Mais ce qui est à redouter, c'est qu'en mettant la Cour dans l'embarras nous l'indisposions contre nous. Ce que nous risquons, c'est, au pire, qu'elle adopte le projet français. Or, ce projet est supportable, et mieux vaut courir ce risque que celui de mécontenter la Cour. En ce qui concerne l'incompatibilité de l'article 2, alinéa 2, du compromis avec le statut de la Cour, nous aurions pu l'admettre si nous avions maintenu notre interprétation primitive dudit alinéa. Mais maintenant que nous l'avons vidé de sa substance en le réduisant à une simple clause d'application, il ne paraît pas indiqué de céder sur la question de compatibilité. Toutefois il faut laisser à cet égard toute liberté à nos représentants et se garder de leur donner des directions impératives.

M. *le chef du département de l'intérieur* rappelle que l'ordonnance de 1929¹⁵ a été considérée dans l'opinion comme une victoire du point de vue suisse. Il faut donc veiller à ne pas compromettre cet avantage. Déjà on nous reproche en France, bien à tort, d'avoir rendu un arrangement impossible. Ne fournissons pas un argument à nos adversaires et faisons confiance à la Cour.

M. *le président* constate que le *Conseil est unanime à approuver les propositions du département politique*.

15. Cf. DDS vol. 9, n° 498, A.

48

E 2001 (C) 2/38

*Le Ministre de Suisse à Rome, G. Wagnière,
au Chef du Département politique, G. Motta¹*

L

Rome, 24 novembre 1930

J'ai l'honneur de vous confirmer ma lettre du 18 de ce mois² concernant l'affaire Bassanesi.

1. *Remarque marginale de Motta:* Plusieurs des points de vue développés sont inexacts. La peine a été sévère. Les journaux italiens louent eux-mêmes, après la sentence, l'attitude de la Cour. 26. XI. 30.

2. *Non reproduit.*

Les termes du jugement³ m'ont été téléphonés de Bellinzona samedi après-midi. Le soir, aucun journal romain n'en disait mot. Les feuilles de dimanche matin publiaient la nouvelle suivant une dépêche d'agence, et sans aucun commentaire. Ce matin, lundi, les journaux ne paraissent pas; il nous faudra attendre à ce soir pour avoir peut-être quelques impressions de l'opinion officielle. Il se peut aussi qu'on m'appelle au Palais Chigi, comme cela est arrivé souvent.

Cette opinion, vous le pensez bien, ne peut pas être satisfaite ni des manifestations qui ont accompagné le procès ni de sa solution. Malgré la grande autorité du président⁴ et toute la souple intelligence qu'il a déployée afin d'empêcher que ces débats ne dévient sur un terrain uniquement politique, on n'a pas pu empêcher les accusés, et surtout les avocats, de faire le procès du régime italien. L'idée que certains actes commis chez nous et dirigés contre une nation voisine, peuvent porter un grave préjudice à la Suisse et à ses ressortissants, ne les a jamais abordés. «Non ci avevo pensato», a répondu un des complices lorsque le président lui a posé cette question. Nous retrouvons là un état d'esprit qui est très particulier à notre pays: le patriotisme n'y est certainement pas inférieur à celui des peuples voisins, mais on demeure chez nous plus facilement étranger à certaines considérations d'ordre international.

Vous aurez trouvé aussi, j'en suis certain, que l'éternelle évocation du rôle de la Suisse à l'époque de Mazzini luttant contre la domination autrichienne, n'a aucun fondement historique et ne justifie en rien les menées des fuorusciti italiens en Suisse, avec le secours de citoyens suisses, dirigées contre un gouvernement italien qui a pour lui des millions de suffrages.

En notant la modération de la peine infligée et l'absolution complète de tous les complices, dont plusieurs sont fonctionnaires, et dont l'un est même un magistrat de l'ordre judiciaire⁵, je pense à ce que me disait Mussolini le 18 juillet de cette année⁶: «Je considère cette affaire Bassanesi comme très grave (molto grave); elle nous démontre qu'un avion étranger peut survoler impunément la zone soi-disant inviolable des fortifications suisses et venir jeter sur Milan aujourd'hui des manifestes et demain peut-être des bombes.» Et il ajoutait: «Nous avons pris des mesures en conséquence ...».

Le Duce avait tenu à souligner l'importance, en quelque sorte militaire, de cette entreprise. C'est ce que les journaux italiens ne diront très probablement pas. Mais cet argument sera soigneusement enregistré au Palais Chigi et au Ministère de la Guerre, et l'on saura s'en servir à l'occasion.

Nous ne pouvons que souhaiter maintenant que le silence se fasse sur cette

3. Bassanesi condamné à 4 mois de prison sous déduction de la détention préventive; acquittement pour les autres accusés.

Dans sa séance du 28 novembre suivant, le Conseil fédéral, sur proposition du Département de Justice et Police du 25 novembre, décidait d'expulser de la Confédération G. Bassanesi, A. Tarchiani e C. Rosselli (E 1004 1/325).

4. Agostino Soldati.

5. Le juge de paix C. Martignoli, propriétaire à Lodrino du terrain utilisé par Bassanesi.

6. Cf. n° 30.

déplorable affaire, et que le Gouvernement italien sache reconnaître la parfaite correction déployée à cette occasion par le Gouvernement fédéral⁷.

7. Cf. la lettre de réponse de Motta du 27 novembre suivant:
/.../

Nous comprenons fort bien qu'après les commentaires passionnés dont cette affaire a fait l'objet dans notre presse de langue italienne, la sentence qui vous a été téléphonée samedi ait pu vous sembler aboutir à un résultat disproportionné avec l'importance prise par ce procès. Nous pensons, toutefois, qu'après lecture de larrêt rendu par la Cour pénale fédérale, vous vous persuaderez que ce jugement est objectif et répond bien à la situation.

Pour des considérations exclusivement juridiques, la Cour pénale a estimé devoir écarter toute possibilité de complicité en matière de contravention; elle ne pouvait donc qu'acquitter les co-accusés de Bassanesi. On peut le regretter à quelques égards, mais il n'en subsiste pas moins qu'une sérieuse leçon a été infligée à leur légèreté par le simple fait de la procédure pénale qui a été dirigée contre eux. A l'égard de Bassanesi, la Cour pénale fédérale a prononcé une condamnation plutôt sévère. Sauf au Tessin, où les esprits s'étaient échauffés au point de s'attendre à tout, cette condamnation est même jugée draconienne par la presse d'extrême gauche.

Quant aux débats eux-mêmes, il est évident que les antifascistes ont fait ce qui était en leur pouvoir pour que le procès Bassanesi devint le procès du régime actuellement en vigueur en Italie. Il nous semble cependant que leurs efforts ont partiellement échoué et que l'atmosphère du procès de Lugano a été bien différente, à cet égard, de celle d'autres procès similaires qui ont eu lieu en France ou en Belgique, par exemple, au cours de ces dernières années.

Il va de soi que l'on n'a pu empêcher les avocats des accusés de chercher une justification de leurs clients en peignant de façon appropriée aux besoins de la cause la situation en Italie et nous devons sans doute nous féliciter du mot d'ordre de silence qui a été observé, durant tout le procès, par la presse italienne.

Depuis le 25 novembre, ce mot d'ordre semble toutefois moins rigoureusement observé et les échos publiés par le «Corriere della Sera» et le «Giornale d'Italia» semblent impliquer que les éminentes qualités dont M. Soldati a fait preuve dans la conduite de cette affaire délicate ont été appréciées par le Gouvernement italien.

Nous n'en souhaitons pas moins avec vous que l'oubli se fasse au plus tôt sur un incident qui aurait pu être une source de graves difficultés dans les relations entre la Suisse et l'Italie et qui s'est, en somme, liquidé dans d'assez bonnes conditions (E 2001 (C) 2/38).

49

E 2001 (C) 4/143

*Le Chef du Département politique, G. Motta,
au Ministre de Suisse à Paris, A. Dunant*

Copie

L VH

Berne, 24 novembre 1930

Nous avons eu l'honneur de recevoir votre lettre du 18 novembre¹ et nous comprenons fort bien que vous éprouviez quelque hésitation à transmettre au Ministre de Perse à Paris une lettre de la Société industrielle suisse de Neuhausen, contenant des offres explicites de livraisons d'armes automatiques au Gouvernement persan.

1. Non reproduit.

Ce genre de commerce n'est nullement illicite. Rien ne s'oppose à ce qu'une fabrique suisse construise et exporte des armes. Rien ne s'oppose non plus à ce que le Gouvernement persan fasse des commandes de matériel de guerre en Suisse; nous nous féliciterions, au contraire, de voir ainsi fournir du travail à notre industrie. Nous préférerions, toutefois, avec vous que des tractations relatives à des livraisons d'armes s'engageassent sans que nous y fussions mêlés.

Nous vous engageons, en conséquence, à faire connaître à la Société industrielle suisse de Neuhausen que vous demeurez à sa disposition pour la recommander, de façon tout-à-fait générale, au Ministre de Perse à Paris, mais que, pour des raisons évidentes, des propositions précises concernant des fournitures de matériel de guerre ne devraient être formulées qu'ultérieurement et en dehors de vous².

ANNEXE I

E 1004 1/334

CONSEIL FÉDÉRAL Procès-verbal de la séance du 8 juin 1932

Lieferung von Maschinengewehren an die persische Regierung

Militärdepartement. Mündlich

In seiner Sitzung vom 20. März vorigen Jahres³ hatte sich der Bundesrat damit einverstanden erklärt, dass die eidg. Waffenfabrik mit der persischen Regierung einen Vertrag auf Lieferung von 360 vollständigen Maschinengewehren zum Gesamtpreise von 1 809 000 Schweizerfranken abschliesse. Dieses Geschäft sollte es ermöglichen, zahlreichen Leuten Arbeit zu sichern. Persien möchte nun die Bestellung in bedeutendem Umfange erhöhen. In der gegenwärtigen Krisenzeit ist dies vom Standpunkte der Bekämpfung der Arbeitslosigkeit nur zu begrüssen und es liegt jedenfalls kein Grund vor, die Nachbestellung abzulehnen. Deshalb bittet der Vorsteher des Militärdepartements um Ermächtigung zur Annahme der Nachbestellung.

Der Rat ist einverstanden.

ANNEXE II

E 1004 1/343

CONSEIL FÉDÉRAL Procès-verbal de la séance du 28 décembre 1933⁴

Lieferung von Maschinengewehren an die persische Regierung

Militärdepartement. Mündlich

Im vorigen Jahre hatte sich der Bundesrat damit einverstanden erklärt, dass die eidg. Waffenfabrik mit der persischen Regierung einen Vertrag auf Lieferung von Maschinengewehren abschliesse. Die Bestellung wurde ausgeführt und die ganze Angelegenheit zu beidseitiger Zufriedenheit erledigt. Das Geschäft ermöglichte es zahlreichen Leuten Arbeit zu sichern.

2. Sur les ventes d'armes suisses à la Perse, cf. aussi les annexes I et II au présent document.

3. Cf. E 1004 1/327.

4. Absent: Musy.

Die persische Regierung möchte nun neuerdings eine Waffenbestellung aufgeben. Es würde sich um ca. 3 000 000 Schweizerfranken handeln. Auch diesmal wäre ein derartiger Auftrag in der gegenwärtigen Krisenzeit sehr zu begrüßen. Zahlreiche Leute fänden so neuerdings Beschäftigung oder wären wenigstens auf absehbare Zeit vor einer Kündigung bewahrt. Jedenfalls liegt kein Grund vor, die Bestellung abzulehnen. Deshalb bittet der Vorsteher des Militärdepartements um die Ermächtigung zur Annahme des neuen Auftrages der persischen Regierung.

Der Rat ist einverstanden.

50

E 2001 (C) 3/14

F. Hall à P. Bonna, au Département politique à Berne¹

L

Addis-Abeba, 25 novembre 1930

Honoré Monsieur,

Ayant été très occupé avant mon départ de la Suisse, il m'était impossible de vous saluer.

Comme j'avais appris de source certaine qu'il n'existe pas de traité de commerce et d'amitié entre la Suisse et l'Ethiopie, j'ai profité de mon audience auprès de sa Majesté hier pour attirer son attention sur ce vide dans la politique étrangère éthiopienne. D'après les questions que Sa Majesté m'a posées, je ne crois pas me tromper, que sous peu vous ayez des nouvelles au sujet du traité.

Comme dans le passé, Sa Majesté a une grande sympathie pour la Suisse, mais il y a des éléments égoïstes qui ne cherchent que leurs intérêts, au détriment de l'Ethiopie et de la Suisse, et font leur possible pour atténuer cette sympathie. J'ai

1. *Le destinataire de la lettre, P. Bonna, la faisait suivre à la Division des Affaires étrangères du Département politique, avec ces mots d'accompagnement (15 décembre 1930):*

J'ai l'honneur de vous remettre sous ce pli une lettre que M. Hall-Guignet m'a adressée personnellement, mais qui doit, en réalité, prendre place dans votre dossier du traité d'amitié, d'établissement et de commerce entre la Suisse et l'Ethiopie.

Ainsi que vous vous en souvenez sans doute, M. Frédéric Hall, qui est, dit-on, le fils d'un cuisinier autrichien de Ménélik et d'une princesse de la Maison Royale abyssine, est fixé à Lausanne depuis quelques années et s'efforce d'utiliser ses relations de famille pour nouer des relations d'affaires entre la Suisse et l'Abyssinie. Il a réussi à intéresser à ses projets l'Office d'Expansion commerciale et diverses personnalités suisses, telles que le Colonel de Crousaz [sur de Crousaz, cf. n° 78].

Bien que sans grande surface personnelle, M. Hall jouit d'une bonne réputation et m'a fait bonne impression. Il paraît bien acquis qu'il jouit de quelque crédit auprès de l'empereur d'Ethiopie.

M. Hall s'est plaint à diverses reprises d'être contrecarré dans ses efforts pour ouvrir l'Abyssinie au marché suisse, par certains conseillers étrangers de l'empereur et, notamment, par M. de Lagarde et la Légation de France. C'est sans doute à des influences du même ordre que M. Hall entend faire allusion dans la lettre ci-jointe.

A son retour à Lausanne, M. Hall cherchera certainement à prendre contact avec le Département politique. Peut-être se montrera-t-il alors plus explicite!

Je ne crois pas que, pour le moment, la lettre ci-jointe comporte une suite quelconque (E 2001 (C) 3/14).

visité tous les Suisses, et surtout ceux qui sont les victimes de la politique coloniale impitoyable, pour les prier de prendre encore un peu de patience. Si j'atteins seulement une partie du but de mon voyage, je pourrai user de mon influence, pour que les Suisses reçoivent le traitement qui leur est dû.

Je vous prie de considérer ma lettre personnelle, et d'en faire usage à titre privé, pour qu'à Berne on ne perde pas patience.

Je profite naturellement de mon séjour en Abyssinie pour défendre les intérêts de l'industrie suisse. Les différents pourparlers que j'ai eus avec Sa Majesté à ce sujet sont encourageants.

Dans l'espoir de vous trouver en parfaite santé à mon retour en Suisse, je vousalue,

avec tous mes respects

51

E 2001 (C) 3/46

*Le Consul général de Suisse à Shanghai, J.L. Isler,
à la Division des Affaires étrangères du Département politique*

L JLI/CH

Shanghai, 8 décembre 1930

Nankin et la résidence des Missions diplomatiques

A chaque période d'accalmie le Gouvernement du Général Chiang Kai-shek s'efforce de remettre sur le tapis la question de la résidence des missions diplomatiques accréditées auprès de lui. Comme Vous le savez les légations se sont jusqu'à ce jour formellement refusées à se transporter dans la capitale du Sud et selon les circonstances particulières à chaque Etat ou chef de poste ont élu domicile dans l'ancienne capitale du Nord – Pékin –, à Shanghai ou à Tokio. Il y a à celà diverses raisons. Le Gouvernement de Nankin peut, à Londres ou à Washington, donner l'impression d'un régime ayant uniifié ou prêt à unifier la République du Milieu; ici il paraît périodiquement à la veille de succomber devant une révolution de palais ou la révolte de quelques généraux. Toutes les vieilles Puissances capitulaires, à part les trois Etats scandinaves, ont, après la guerre des Boxeurs, acquis à Pékin dans la première décennie de ce siècle de vastes terrains et y ont fait édifier ou remettre en état de véritables palais; c'est le célèbre quartier des légations administré par le Corps diplomatique et gardé par une police spéciale et des détachements américain, britannique, français, japonais et italien qui constituent une garnison de plusieurs milliers d'hommes – les Américains et les Japonais ont, à eux seuls, un bataillon d'infanterie chacun. Or à Nankin aucune possibilité de se loger sur un pied pareil – il faudrait avant tout acheter et construire – et je doute fort que les Chinois y tolèrent la présence de contingents étrangers importants; on pourrait, il est vrai, renforcer la flottille internationale croisant dans le Yangtzé et qui a le double but de servir d'escorte aux Ministres plénipotentiaires se rendant à Nankin et de protéger les colonies étrangères qui y résident. Un domicile provisoire à Shanghai présenterait sans doute plus d'agrément

mais tout autant de difficultés à qui ne voudrait pas acheter; car sans parler des Chargés d'Affaires de Finlande, du Japon et de Tchécoslovaquie qui résidaient préalablement à Shanghai comme Consuls Généraux et Vice-Consul, les Ministres de Cuba et de Pologne et le Chargé d'Affaires de Turquie ont pris chacun quelques six mois pour mettre la main sur une villa vacante, le Ministre de Norvège, qui est accrédité en même temps à Tokio, a un pied-à-terre dans l'un des principaux hôtels et les Consuls Généraux de Danemark, de Norvège et de Suisse n'ont pas trouvé de logis convenable.

Il faut ajouter que jusqu'à ce jour le Gouvernement national n'a jamais formellement exigé la résidence à Nankin et qu'il ne pourra l'exiger d'un certain temps. Nankin est comme Ankara un trou de province où l'on ne se rend que pour affaires pour en repartir au plus vite. Ainsi agissent tous les ministres et chargés d'affaires, dont ceux des Etats-Unis, de France, de Grande-Bretagne et du Japon ont le privilège de pouvoir descendre à l'hôtel de leur Consulat général, tandis que les autres doivent se contenter du caravansérail dépendant du Ministère des Affaires Etrangères et qui ne brille, m'a-t-on dit, ni par la propreté, ni par le confort.

En résumé la situation actuelle est la suivante:

1) Les légations d'Allemagne, d'Amérique, la Délégation apostolique, les légations de Belgique, du Brésil, de Danemark, d'Espagne, de France, de Grande-Bretagne, d'Italie¹, du Japon, des Pays-Bas, du Portugal, de Suède ont leur domicile à Pékin, mais le Chargé d'Affaires du Japon et une partie du personnel résident en permanence à Shanghai;

2) les légations de Cuba, de Finlande, de Norvège, de Pologne, de Tchécoslovaquie et de Turquie ont leur domicile à Shanghai;

3) les légations du Mexique, du Pérou et du Chili ont leur domicile à Tokio.

L'Autriche, la Bolivie, la Grèce et la Suisse sont, à ma connaissance, les seuls Etats ayant conclu un traité avec la Chine n'y entretenant pas de représentant diplomatique; la Suisse est, en tous cas, le seul Etat capitulaire² rentrant dans cette catégorie.

L'Allemagne, la Belgique et la Grande-Bretagne ont un conseiller de légation détaché à Nankin en qualité de représentant personnel du Ministre; mais ces délégués résident à Shanghai.

ANNEXE

Par ma lettre du 10 novembre dernier³, j'ai eu l'honneur de vous informer de quelques impressions recueillies au Palais Chigi quant aux possibilités de l'action diplomatique et consulaire future de l'Italie en Chine.

Au cours d'une récente conversation avec le directeur général des Affaires d'Amérique et d'Asie au Palais Chigi, nous avons appris que cette question est devenue plus aigüe à la suite de demandes formelles du gouvernement de Nankin de voir transférer dans cette ville les Légations étrangères ayant siège à Pékin.

1. Cf. en annexe au présent document la lettre confidentielle du Ministre de Suisse à Rome, Wagnière, à G. Motta (22 janvier 1931), sur le problème de la représentation italienne en Chine (E 2001 (C) 3/46).

2. Cf. n° 194.

3. Non reproduit.

Le gouvernement chinois met beaucoup d'insistance à appuyer cette demande et l'on prévoit aussi que tôt ou tard, les puissances devront se rendre à ce désir, de même que beaucoup d'entre elles l'ont fait à l'égard d'un désir analogue du nouveau gouvernement turc.

La principale difficulté réside pour le moment dans le fait que le gouvernement de Nankin s'oppose absolument à voir constituer dans cette ville un véritable quartier de Légations, tel qu'il existe actuellement à Pékin. Des terrains sont offerts gratuitement par le gouvernement aux puissances pour la construction de Légations à Nankin, cependant, ces terrains se trouvent être dispersés à toutes les extrémités de la ville. Le Palais Chigi paraît, d'ailleurs, admettre que l'opposition du gouvernement de Nankin à l'idée de la formation d'un nouveau quartier étranger est en elle-même compréhensible. A titre strictement confidentiel je puis ajouter que d'ici 4 ou 5 mois le gouvernement italien qui, comme vous le savez est soucieux de devancer les autres gouvernements dans beaucoup de domaines de la politique étrangère (relations diplomatiques avec les Soviets, reconnaissance immédiate de gouvernements révolutionnaires dans l'Amérique latine etc.), paraît préparer un coup analogue en transférant sa mission diplomatique de Pékin vers le sud. Vu le caractère extrêmement réservé de cette information – qui ne se fonde, d'ailleurs pour le moment sur aucune décision précise – je vous serais obligé de ne transmettre ce renseignement à notre Consulat général en Chine que si nous pouvons être absolument certains que notre courrier pour l'Extrême-Orient n'est soumis à aucune censure⁴.

Ce qui pourrait hâter la décision dont je vous parle c'est notamment le fait que la gérance du Consulat général d'Italie à Shanghai est confiée, comme vous le savez, au gendre de M. Mussolini M. Ciano. Il pourrait en effet être question de confier, le moment venu, la direction de la Mission diplomatique auprès du gouvernement sudiste de la Chine à ce jeune diplomate, qui a été autrefois déjà secrétaire de la Légation d'Italie à Pékin.

4. Remarque manuscrite de Motta dans la marge: Ce n'est pas nécessaire de communiquer cette information à notre Consul. 26.1.31.

52

E 1005 2/3

CONSEIL FÉDÉRAL Procès-verbal de la séance du 23 décembre 1930¹

Secret. Question des zones

Verbal

M. le *chef du département politique* annonce qu'il a convoqué pour le 29 décembre une conférence de représentants du gouvernement genevois et d'experts en vue d'examiner la conduite à tenir dans l'affaire des zones². L'ordonnance rendue par la cour de La Haye³ a provoqué à Genève des sentiments divers. La re-

1. Absent: Schulthess.

2. La conférence reconnaîtra à l'unanimité l'impossibilité d'engager des négociations avec la France sur un autre terrain que celui du maintien des zones. Elle acceptera l'idée de sondages confidentiels et officieux entre les deux pays (E 1005 2/3 PVCF secret du 30 décembre 1930.)

3. Publications de la Cour permanente de justice internationale. Série A, N° 24. Recueil des Arrêts. Affaire des zones franches de la Haute-Savoie et du Pays de Gex (deuxième phase). Ordonnance du 6 décembre 1930.

L'ordonnance fixe aux deux gouvernements un délai expirant le 31 juillet 1931, et pouvant être prorogé, pour régler entre eux les importations en franchise ou à droits réduits à travers la

connaissance du droit de la France de maintenir un cordon fiscal et de police à la frontière politique pousse certains milieux à renoncer au maintien des zones et à chercher une solution dans une compensation pour cet abandon. Mais M. Motta juge impossible d'engager les négociations avec la France sur un autre terrain que le maintien des zones. Cette procédure serait contraire à l'ordonnance de La Haye, et l'opinion publique la condamnerait. Pour la suite, en revanche, on peut envisager d'autres solutions, par exemple l'abandon de la zone sarde⁴ en échange de celle du pays de Gex. Il ne faut pas perdre de vue que la cour de La Haye désire évidemment l'établissement d'un accord entre les parties. Et cela nous conduira, si la France nous répond par des contre-propositions, à examiner même des solutions qui s'écarteraient du maintien strict de notre droit.

En ce qui concerne la procédure à suivre, M. le chef du département de l'économie publique s'est prononcé pour l'envoi à Paris du directeur du commerce, M. Stucki, qui prendrait contact avec M. Elbel, directeur des accords commerciaux au ministère du commerce. M. Motta salue cette idée. Mais pour ne pas provoquer l'impression qu'il s'agit d'une affaire purement commerciale, il estime que, parallèlement, M. Logoz⁵ devrait prendre contact avec M. Basdevant, agent du gouvernement français auprès de la cour de La Haye dans l'affaire des zones. Le but de cette double démarche, qui aurait un caractère officieux, serait de chercher à voir clair dans les intentions de la France avant d'engager les négociations officielles. Si l'intérêt de la France, en effet, est de traîner l'affaire en longueur, le nôtre est d'aboutir promptement à une solution.

ligne des douanes fédérales, ainsi que tout autre point concernant le régime des territoires zoniens.

A défaut d'entente, la Cour permanente de justice internationale tranchera.

4. Zone de la Haute-Savoie.

5. Agent de la Confédération dans l'affaire des zones.

53

E 7110 1/81

*Proposition du remplaçant du Chef du Département de l'Economie publique,
R. Minger, au Conseil fédéral*

Copie

KB

Bern, 29. Dezember 1930

Schweizerisch-italienischer Handelsvertrag
Bevorstehende Besprechungen

Wie dem Bundesrat bekannt ist, hat die italienische Regierung schon vor längerer Zeit an uns das Gesuch gestellt, sie möchte von den im schweizerisch-italienischen Handelsvertrag enthaltenen Bindungen der italienischen Zölle für Aluminium, Aluminiumhalbfabrikate und Aluminiumfabrikate befreit werden¹. Wir ha-

1. Cf. nos 24 et 26.

ben dieses Gesuch im Einvernehmen mit den schweizerischen Interessenten einlässlich geprüft und sind zum Schlusse gekommen, dass mit Bezug auf den schweizerischen Export von Rohaluminium und Aluminiumhalbfabrikaten keine wesentlichen Interessen in Frage stehen, die es verunmöglichen würden, dem italienischen Gesuch zu entsprechen. Auch mit Bezug auf die Position der Aluminium-Fertigfabrikate handelt es sich nicht um eine besonders wichtige Frage, wenn für einzelne unter diese Kategorie fallende Waren ein befriedigendes Regime geschaffen werden kann. Die Schweiz könnte und sollte somit unter gewissen Voraussetzungen und Bedingungen auf das italienische Begehr eintreten.

Obschon das von uns verlangte Opfer kein grosses ist, sollte doch die Gelegenheit benutzt werden um von Italien ebenfalls einige für uns nicht unwichtige Konzessionen zu erlangen. Dabei dürfte folgendes in Frage kommen:

1. Zum Schutze ihrer Automobilindustrie hat die italienische Regierung vor einiger Zeit ein Dekret erlassen, nach welchem die Bestandteile von Automobilen durch Umklassierung wesentlich höher belastet werden sollen. Dieses Dekret steht im Widerspruch mit einer Bestimmung des schweizerisch-italienischen Handelsvertrags², laut welcher gewisse Automobilbestandteile zu niedrigen Zollansätzen eingeführt werden können. Die Schweiz hat denn auch ein Interesse, dass dies geschieht und hat deshalb gegen das erwähnte Dekret in aller Form Protest erhoben.

Ohne diese Frage direkt mit dem italienischen Begehr betreffend Aluminium in Verbindung bringen zu wollen, sind wir der Ansicht, dass die Schweiz keinen Grund hat, Italien entgegenzukommen, so lange dessen Regierung den bestehenden Handelsvertrag widerrechtlich in einer für uns ungünstigen Weise interpretieren will. Bevor schweizerischerseits ein Zugeständnis für Aluminium gemacht wird, muss deshalb die Frage der Verzollung von Automobilbestandteilen eine für uns befriedigende Lösung gefunden haben.

2. Wir hatten in Aussicht genommen, von Italien zwei bestimmte Gegenkonzessionen zu verlangen, nämlich die Freigabe der im Handelsvertrag gebundenen Positionen 216a: denaturierte Futtermehle und 527: elastische Gewebe³. Die letztere Position, an welcher Italien verhältnismässig sehr wenig interessiert ist, dürfte keine besondern Schwierigkeiten bewirken. Was die Futtermehle anbelangt, so hat sich seit einigen Monaten die Situation infolge Aufhebung der deutschen und französischen Ausfuhrprämien vollständig geändert, sodass heute ein Bedürfnis zur Erhöhung dieses Zollansatzes kaum mehr bestehen dürfte. Dagegen sind nun in letzter Zeit die früher schon – und zwar mit Recht – angebrachten Klagen der schweizerischen Kunstseideindustrie über mangelhaften Zollschatz sehr eindringlich wiederholt worden. Verschiedene schweizerische Fabriken, namentlich in der Ostschweiz, befinden sich in einer ausserordentlich schwierigen Lage, die zum Teil infolge der wirklich absolut ungenügenden schweizerischen Zölle eingetreten ist. Während andere Staaten für rohe Kunstseide Zölle von hunderten von Franken vorsehen, beträgt der schweizerische Zoll nur Fr. 2.– per q. Dieser ganz ungewöhnlich niedrige Ansatz ist im Handelsvertrag mit Italien gebunden wor-

2. Cf. RO, 1924, vol. 40, pp. 105–222.

3. Cf. RO, 1924, vol. 40, p. 204 et p. 208.

den, was eine sonst unzweifelhafte Erhöhung verhindert. Wir werden nun kaum von Italien eine Freigabe der Kunstseidepositionen in diesem Zusammenhang verlangen können, da die Bedeutung eines solchen Begehrens weit über die italienische Forderung betreffend Aluminium hinaus geht. Allein es sollte doch wenigstens versucht werden, die italienische Zustimmung dazu zu erlangen, dass geschlichtete und im Strang eingeführte Kunstseiden nach Pos. 446b zu Fr. 50.– statt nach Pos. 446a zu Fr. 2.– verzollt werden können⁴. Ein solches Begehr ist ungleich viel wichtiger und dringender als dasjenige betreffend Freigabe des Zolles für Futtermehle, sodass wenn nötig auf letzteres zugunsten des erstern verzichtet werden kann.

Nachdem die bisher durch die Schweizerische Gesandtschaft in Rom und teilweise auch durch den Direktor unserer Handelsabteilung in Genf geführten Besprechungen mit Italien noch zu keinem befriedigenden Resultate geführt haben, hat die italienische Regierung die Anregung gemacht, diese Besprechungen in den ersten Tagen des kommenden Monats in Bern weiterzuführen. Wir haben uns grundsätzlich damit einverstanden erklärt und werden die Herren Direktor Stucki und Oberzolldirektor Gassmann beauftragen, diese Verhandlungen zu führen. Sie sollen berechtigt sein, wenn nötig Experten aus der schweizerischen Industrie, insbesondere der Maschinen- und Kunstseideindustrie, beizuziehen⁵.

Wir beantragen Ihnen, von vorstehenden Ausführungen in zustimmendem Sinne Kenntnis zu nehmen⁶.

4. Cf. RO, 1924, vol. 40, p. 207.

5. Ces négociations auront lieu à Berne du 7 au 10 janvier 1931. Cf. les procès-verbaux de la conférence relative à certaines questions concernant l'application du traité de commerce entre l'Italie et la Suisse du 27 janvier 1923 et des tarifs douaniers des deux pays (E 7110 1/81).

6. Proposition acceptée par le Conseil fédéral dans sa séance du 30 décembre 1930 (E 1004 1/325).

54

E 2001 (C) 5/71

*Le suppléant du Chef du Département de l'Economie publique, R. Minger,
au Chef du Département politique, G. Motta*

L KB
Europäische Union

Bern, 5. Januar 1931

Mit Ihrem Schreiben vom 30. Dezember¹, das uns heute zugekommen ist, geben Sie uns davon Kenntnis, dass noch im Laufe dieses Monats in Genf die «Commission d'étude pour l'union européenne» zusammentreten wird². Sie teilen uns auch mit, dass durch ein Schreiben vom 30. Oktober das Sekretariat der S.d.N.³ die Schweiz wie die übrigen interessierten Staaten eingeladen habe, ihm

1. Non reproduit.

2. Cf. n° 29, n. 18.

3. JO.SDN, 1930, p. 1779.

«toute communication ou suggestion» zu unterbreiten, die sie als zweckmässig erachteten sollte.

Sie geben uns ferner Kenntnis von den Vorschlägen, die die belgische Regierung in dieser Hinsicht gemacht hat⁴.

Abgesehen davon, dass es wohl heute zu spät wäre, für die bereits nächste Woche beginnende Konferenz schweizerischerseits noch bestimmte Vorschläge zu machen, sind wir mit Ihnen der Ansicht, dass dies weder notwendig noch auch zweckmässig wäre. Nach den in den beiden letzten Wirtschaftskonferenzen des Völkerbunds⁵, die praktisch durchaus europäischen Charakter hatten, gemachten Erfahrungen ist kaum einzusehen, welche wirtschaftlichen Fragen die «Commission d'étude» auch nur mit einiger Aussicht auf Erfolg an die Hand nehmen könnte. Jedenfalls möchten wir die Verantwortung für eine derartige Initiative nicht übernehmen.

Was den belgischen Vorschlag anbelangt, so wird man sich schweizerischerseits wohl damit einverstanden erklären können, dass die darin erwähnten drei Punkte zum Gegenstand der Diskussion gemacht werden: In der Frage einer internationalen Organisation der Elektrizitätswirtschaft werden Sie wohl von anderer Seite einlässlichere Bemerkungen erhalten⁶. Mit Bezug auf die Behandlung der fremden Personen und Gesellschaften sollte man sich unseres Erachtens grundsätzlich nicht dagegen aussprechen, dass dieses Traktandum zunächst einmal auf Europa beschränkt wird, da ja die Schweiz heute schon an Besprechungen innerhalb einer kleinen Gruppe europäischer Länder teilnimmt. Dabei wird allerdings die Frage zu prüfen sein, wie man angesichts der Beschlüsse der Pariser Konferenz⁷, die universellen Charakter hatte, die Fortführung der Besprechungen auf Europa beschränken kann, ohne die aussereuropäischen Mitglieder des Völkerbunds zu verletzen, was unter allen Umständen vermieden werden sollte.

Wenn die belgische Regierung zum Schlusse den Vorschlag macht, es sollte geprüft werden, auf welche andern Gebiete die Prinzipien der Handelskonvention vom März 1930⁸ angewendet werden können, so möchten wir hiezu ernsthafte Bedenken äussern: Die Handelskonvention ist innert der festgesetzten Frist nur von wenigen Staaten ratifiziert worden. Auch nachdem diese Ratifikationsfrist

4. Le Gouvernement belge souhaite que la Commission d'étude examine le transport et le transit de l'énergie électrique, le projet de convention sur le traitement des étrangers et l'application d'une notification et de recours aux domaines intéressant l'échange de marchandises, la circulation des capitaux, le traitement des personnes, le régime des communications et des transports.

5. En vue d'une action économique concertée, tenues à Genève du 17 février au 24 mars et du 17 au 28 novembre 1930 (RG, 1930, pp. 498ss.).

6. Le Département des Chemins de fer, après consultation de la Direction générale des P.T.T. et de l'Office de l'économie électrique, se prononce négativement sur la proposition belge. (E 2001 (C) 5/71, lettre du Chef du Département des Chemins de fer, M. Pilet-Golaz, au Chef du Département politique, G. Motta, 12 janvier 1931).

7. De fin 1929 (RG, 1930, p. 59). Voir aussi la lettre du Chef du Département de Justice et Police, H. Haeberlin au Chef du Département politique, G. Motta, du 14 janvier 1931 (E 2001 (C) 5/71).

8. Cf. n° 29, n. 10. Dans le délai de dépôt des ratifications, fixé primitivement au 1^{er} novembre 1930, la Suisse a remis ses instruments de ratification, mais elle a subordonné la mise en vigueur de son accord à un geste analogue de la part de ses voisins, Allemagne, Autriche, France et Italie (RG, 1930, pp. 498-499).

nochmals bis zum 25. d. M. verlängert wurde, besteht angesichts der Vorgänge in Deutschland und Frankreich kaum irgendwelche Aussicht, dass die Konvention in Kraft treten kann. Bei dieser äusserst prekären Sachlage wäre es unseres Erachtens bedenklich, auf einem so wenig soliden Unterbau weiterzuarbeiten und schon wieder neue Gebiete zu suchen, in welchen ein wirklich praktischer Erfolg mindestens nicht mehr Aussichten bietet als auf den bisher bearbeiteten.

Zusammenfassend sind wir mit Ihnen der Ansicht, dass die Schweiz in den bevorstehenden Besprechungen ihre bisherige reservierte Haltung beibehalten sollte, was nicht hindert, dass sie überall da, wo sich wirklich ernsthafte Aussichten für praktische Erfolge zeigen, ihre wohlwollende Mitarbeit zur Verfügung stellt⁹.

9. Constatant, avec le Chef du Département politique, qu'il règne une grande incertitude sur le cours que prendront les délibérations de la Commission d'étude pour l'Union européenne, le Conseil fédéral décide que la délégation suisse s'en tiendra à la réponse du 4 août 1930 au mémorandum français du 17 mai 1930 (cf. n° 29), quitte à demander, le cas échéant, des instructions complémentaires (E 1004/1/326, PVCF du 13 janvier 1931).

Sur l'activité de la Commission d'études pour l'Union européenne, voir les rapports du Conseil fédéral à l'Assemblée fédérale sur la XII^e (FF, 1932, I, pp. 322ss.) et la XIII^e Assemblée générale de la SdN (FF, 1933, I, pp. 139ss.).

55

E 1004 1/326

CONSEIL FÉDÉRAL *Procès-verbal de la séance du 6 janvier 1931¹*

5. Almanacco della Svizzera italiana

Verbal

M. le *chef du département politique* signale la publication par le journal «Adula»² d'un «Almanacco della Svizzera italiana» qui a été imprimé à Varese et dont la diffusion au Tessin a provoqué des alarmes dans des milieux patriotes. Bien que cette publication cultive soigneusement l'équivoque sur laquelle repose l'«Adula» elle-même et qui ne permet pas de poursuivre ce journal pour haute trahison, elle n'en présente pas moins un caractère nettement irrédentiste. Plusieurs journaux tessinois l'ont dénoncé au reste spontanément à l'opinion publique.

Des voix tessinoises, en particulier l'évêque de Lugano³, demandent si le Conseil fédéral ne devrait pas sortir aujourd'hui de la réserve à laquelle il s'est tenu

1. Absents: Schulthess et Musy.

2. Cf. 2001 (C) 4/101. Sur l'«Adula» et sur le problème de l'irrédentisme au Tessin, cf. aussi DDS vol. 9, nos 106, 116 et 125.

3. Cf. télégramme de Motta à l'Évêque de Lugano, A. Bacciarini, du 12 janvier 1931:

Leggo stamane la solenne protesta da Lei indirizzata al venerando capitolo della Cattedrale luganese contro l'almanacco aduliano che osa cinicamente chiamarsi della Svizzera italiana e che Ella tanto giustamente definisce ignobile. Solo l'insufficienza delle nostre leggi penali permette a

jusqu'ici envers l'Adula. Sans doute eût-il été possible de saisir l'almanach à son entrée en Suisse et d'en interdire le transport par la poste. Mais de telles mesures seraient aujourd'hui tardives. Il n'est guère possible non plus de faire une démarche auprès du gouvernement italien, car nous serions mal placés pour nous plaindre qu'un Etat voisin laisse imprimer chez lui une publication qui nous est désagréable, alors que nous sommes impuissants à en entraver la diffusion sur notre territoire. En outre, s'il est absolument anormal qu'un journal tel que l'Adula continue à être dirigé par M^{me} Bontempi, inspectrice cantonale des écoles enfantines, rien ne permet de penser que le gouvernement tessinois, dont relève ce fonctionnaire, se montre plus énergique à son égard que dans le passé. Il faut ajouter que la plupart des articles contenus dans l'almanach ont paru dans l'Adula sans que leur publication ait donné lieu à une poursuite. Enfin, il est impossible d'ouvrir une instruction pénale, car les articles contenus dans l'almanach ne tombent évidemment pas sous le coup des dispositions qui répriment la haute trahison.

La seule mesure qui puisse être prise serait d'interdire l'Almanacco et l'Adula. Mais en raison de l'insuffisance de sa base juridique elle serait grosse de conséquences. En outre, il faut reconnaître que la tactique du laissez-faire appliquée depuis 20 ans à l'égard de l'Adula a donné de bons résultats, car le mouvement qui a donné naissance à ce journal est plutôt en régression. L'attitude prise par la presse tessinoise et grisonne envers l'Almanacco est, enfin, un signe rassurant.

A la suite de la discussion, le conseil constate:

1^o que les articles contenus dans l'Almanacco ne fournissent pas matière à une poursuite pénale;

2^o qu'il y a intérêt à ce que l'opinion publique du Tessin manifeste, à plus ou moins brève échéance, sa désapprobation de la publication de l'Almanacco;

3^o qu'il a également intérêt à ce que le gouvernement reprenne l'affaire Bontempi⁴;

4^o qu'il faut éviter de laisser mêler ces questions à la discussion du projet relatif à l'encouragement de la culture italienne.

ANNEXE

J.I.1.1/28

*Le Chef du Département politique, G. Motta,
à l'Evêque de Lugano, A. Bacciarini*

Copie

L

Berna, 22 gennaio 1931

Sono stato a Ginevra per una settimana – come Ella avrà rilevato dai giornali – e non ho potuto rispondere subito al suo biglietto e alla sua lettera del 17 corrente mese⁵.

questa bieca propaganda d'andare da anni impunita. Io mi felicito cordialmente con Lei, La ringrazio quale magistrato e cittadino e Le porgo i sensi della mia più alta considerazione (E 2001 (C) 4/101).

Cf. aussi l'annexe au présent document.

4. *Le 20 janvier suivant, le Gouvernement tessinois relevait T. Bontempi de ses fonctions d'inspectrice cantonale des écoles enfantines.*

5. *Non retrouvé.*

7 JANVIER 1931

V[ostro] E[ccellenza] avrà constatato che l'offensiva contro l'*Adula* è pienamente riuscita. Questa offensiva era cosa che io desideravo da quasi vent'anni e ricordo che, fin dal 1912⁶, avevo tentato (allora invano) di suscitare un movimento della pubblica opinione. Quante volte scrissi o parlai ai membri del Governo ticinese perché intervenissero contro la signorina Bontempi e la sua azione dis-sennata!

Ma dal male viene spesso il bene e l'Almanacco ha finalmente determinato la reazione generale che io mi auguravo.

Io Le sono gratissimo per quanto Ella ha fatto.

Anche il discorso fatto dal signor ministro Marchi⁷ a Lugano – discorso ottimo e molto significativo – era stato oggetto di conversazioni preliminari fra lui e me.

Ho profittato dei contatti che ho avuto di questi giorni col signor ministro Grandi a Ginevra per agire nel medesimo senso e ho trovato nel *signor Grandi le disposizioni più sinceramente amichevoli*.

Parmi che la campagna aduliana sia ormai stroncata. Il Consiglio federale non ha nessun mezzo *legale* a sua disposizione per impedire la pubblicazione ulteriore del giornale. Bisognerebbe introdurre dinnanzi alle Camere federali un progetto di legge. Conviene di farlo? Il nuovo Codice penale⁸ – se fosse accettato – conterebbe le disposizioni che confanno al caso. Credo che il Presidente Häberlin non voglia introdurre un progetto di legge *occasionale* che ridurrebbe le probabilità di riuscita per l'opera del Codice penale generale.

/.../

6. Année de fondation de l'*Adula*.

7. Le 17 janvier 1931, à Lugano, le Ministre d'Italie à Berne avait déclaré que son pays considérait comme nécessaire l'existence du Tessin au sein de la Confédération suisse.

8. Le Code pénal suisse datait de 1853. Le nouveau entrera en vigueur en 1942.

56

E 2001 (C) 2/6

Le Département politique à la Légation de Chine à Berne

Copie

N YX

Berne, 7 janvier 1931

Par note du 8 décembre dernier¹, la Légation de Chine a bien voulu exprimer au Département Politique Fédéral le désir de savoir si des ressortissants chinois ont le droit de créer et de faire inscrire au registre du commerce une société commerciale en Suisse et si des sociétés commerciales régulièrement constituées en Chine peuvent créer et faire inscrire des succursales sur le territoire suisse.

Les Autorités Fédérales intéressées, auxquelles le Département Politique avait eu soin de soumettre la demande de la Légation, remarquent qu'en vertu de la déclaration annexée au traité d'amitié conclu, à la date du 13 juin 1918, entre la Suisse et la Chine, les ressortissants de chacune des parties contractantes jouissent en toutes choses sur le territoire de l'autre des mêmes priviléges et immunités qui sont ou qui pourront être accordés aux ressortissants de la nation la plus favorisée.

1. Non reproduit.

Le Conseil Fédéral est disposé, sous réserve de la conclusion d'un traité d'établissement et de commerce², qui réglera ces questions d'une façon spéciale, ainsi que des prescriptions de police relatives au séjour et à l'établissement, à reconnaître, moyennant assurance de réciprocité de la part du Gouvernement chinois, aux ressortissants chinois la faculté de constituer en Suisse des sociétés commerciales selon le droit suisse et de les faire inscrire au registre du commerce et aux sociétés commerciales chinoises officiellement reconnues en Chine la faculté de créer en Suisse des succursales à condition que celles-ci aient une représentation commerciale autonome et qu'aucun intérêt public suisse ne s'y oppose.

Le Département Politique attachera donc du prix à recevoir de la Légation l'assurance que les ressortissants suisses en Chine eux aussi peuvent y constituer des sociétés commerciales selon le droit chinois et les faire inscrire au registre chinois du commerce et que les sociétés commerciales suisses, constituées conformément aux lois suisses, qui ont des succursales en Chine, peuvent faire inscrire leurs statuts et documents juridiques au registre chinois du commerce.

Les droits de juridiction reconnus aux Consuls de Suisse en Chine par l'alinéa premier de la déclaration annexée au traité d'amitié du 13 juin 1918 sont réservés, le Consul général de Suisse à Shanghai ayant à tenir un registre du commerce dans lequel doivent être inscrits les commerçants et sociétés commerciales suisses résidant dans la ville même de Shanghai et dans les trois provinces avoisinantes de Kiang-Su, Ngan-Hwei et Tche-Kiang, ainsi que ceux qui résident à Canton et dans la circonscription du Consulat de Suisse dans cette ville. L'inscription est facultative pour les commerçants et sociétés commerciales suisses établis dans d'autres provinces de la République chinoise.

2. Cf. sur ce sujet la note de réponse de la Légation de Chine au Département politique du 7 février suivant:

«Quant à la question de la conclusion d'un traité de commerce et d'établissement, la Chine serait infiniment heureuse de négocier un pareil accord avec la Suisse, mais malheureusement, le régime d'exterritorialité en est un obstacle. La Chine attend que cette question soit définitivement résolue, ce qui ne pourrait tarder, pour entamer les pourparlers avec la Suisse pour la conclusion d'un traité commercial, à moins, toutefois, que la Suisse n'abandonne dès maintenant son privilège d'exterritorialité; cet abandon aurait l'avantage d'un geste amical qui ne manquerait d'influer heureusement sur les négociations à venir (E 2001 (C) 2/6).

CONSEIL FÉDÉRAL
Procès-verbal de la séance du 9 janvier 1931¹

59. Handelsvertragsverhandlungen mit Grossbritannien

Volkswirtschaftsdepartement. Antrag vom 7.Januar 1931

Durch Beschluss vom 14. November² hat der Bundesrat den schweizerischen Delegierten³ an der zweiten Genfer Wirtschaftskonferenz über die «action économique concertée» ermächtigt, bei Gelegenheit offiziös zu erklären, dass die Schweiz geneigt wäre, entweder allein oder gemeinsam mit andern Staaten in Tarifhandelsvertragsverhandlungen mit Grossbritannien einzutreten. An der erwähnten Wirtschaftskonferenz, die vom 17. bis zum 28. November in Genf stattgefunden hat⁴, wurde zunächst, wie vorauszusehen war, der englische Vorschlag betreffend generelle und schematische Herabsetzung der Zölle für Textilien und Maschinen als undurchführbar abgelehnt. Selbst die englische Delegation gab sich Rechenschaft darüber, dass ihr Vorschlag zu wenig sorgfältig überlegt und

1. *Absent: Musy.*

2. Cf. *procès-verbal de cette séance* (E 1004 1/325):

/.../

1. Verhältnis zu England

Die Bedeutung des englischen Marktes ist für die wichtigsten Staaten des Kontinentes so ausserordentlich gross, dass diese mit steigender Besorgnis die rasche Entwicklung der öffentlichen Meinung in England zur Abkehr vom Freihandel und zur Einführung eines Hochschutzzolles verfolgt haben. Die Einsicht, dass alles getan werden muss, um wenn möglich England von diesem Schritt abzuhalten, hat sich in den bedrohten Staaten in letzter Zeit immer mehr vertieft. Wenn man bedenkt, dass England gegenwärtig als Käufer schweizerischer Waren an erster Stelle steht und uns im Jahr schweizerische Produkte im Werte von über 300 Millionen abnimmt, so ergibt sich ohne weiteres die gewaltige Bedeutung dieser Frage namentlich für unser Land. Auch wenn, was zuzugeben ist, die Möglichkeit, sich mit England zu verständigen, nur gering ist, so darf doch nichts unterlassen werden, um auch die kleinste Chance auszunützen, und es wird sich die schweizerische Delegation, wie dies der Bundesrat übrigens schon in seiner Antwort auf das «questionnaire» getan hat, energisch bemühen, wenn immer möglich zu einer Verständigung mit England zu gelangen. Der von der englischen Regierung gemachte Vorschlag, zunächst in Verhandlungen über die Herabsetzung der Zölle für Maschinen und Gewebe einzutreten, lässt sich aus verschiedenen, hier nicht näher zu erörternden Gründen technisch für die Schweiz und für andere Länder nicht durchführen. Trotzdem sollte die schweizerische Delegation es grundsätzlich nicht ablehnen, mit der englischen Regierung selbst auf der Basis ihres Vorschlages in Verhandlungen zu treten, da aus diesen immerhin ein brauchbares Resultat hervorgehen kann.

/.../

3. *Le Chef de la Division du Commerce, W. Stucki, le Vice-président du Vorort, E. Wetter et le Chef de section de la Division de l'Agriculture du Département de l'Economie publique, R. Rubat-tel (secrétaire).*

4. *Sur cette conférence cf. RG, 1930, pp. 499–502. Sur la première Conférence de Genève en vue d'une action économique concertée (17 février–24 mars 1930), cf. n°s 5, 39 et 66.*

praktisch nicht realisierbar war. In offiziösen Besprechungen, die zwischen der englischen Delegation einerseits und den Vertretern der wichtigsten Kontinentalstaaten anderseits stattfanden, kam man dann zur Überzeugung, dass der einzige Weg, England eine gewisse Genugtuung zu geben und die dortige starke Strömung nach Einführung eines Schutzzollsystems bekämpfen zu können, darin besteht, dass England mit denjenigen kontinentalen Staaten, die als Abnehmer britischer Waren besonders wichtig sind, in Verhandlungen über den Abschluss von Tarifvereinbarungen eintrete. Die von der Mehrzahl der an diesen Besprechungen teilnehmenden Delegierten vertretene Auffassung, dass diese Verhandlungen in plurilateraler oder besser gesagt kollateraler Weise geführt werden sollten, wurde aus nicht ganz durchsichtigen Gründen von Italien energisch bekämpft. Man einigte sich schliesslich dahin, dass England die Initiative zur Einleitung solcher Verhandlungen zu überlassen sei, wobei die Delegierten der wichtigsten europäischen Staaten durchblicken liessen oder positiv erklärten, ihre Regierungen würden auf eine solche englische Anfrage zustimmend antworten. Eine solche Erklärung ist auch vom schweizerischen Delegierten abgegeben worden.

Durch Note der hiesigen englischen Gesandtschaft, die dem politischen Departement am 22. Dezember 1930⁵ zukam und dem Volkswirtschaftsdepartement am 5. Januar durch die Abteilung für Auswärtiges zur Kenntnis gebracht wurde, macht die englische Regierung den bestimmten Vorschlag, mit der Schweiz in Handelsvertragsverhandlungen einzutreten. Wie das Volkswirtschaftsdepartement erfahren hat, ist ein gleicher Vorschlag auch den Regierungen von Deutschland, Frankreich, Italien, Belgien, Österreich und Polen gemacht worden. Die englische Note ersucht um eine Mitteilung darüber, ob die Schweiz mit einem solchen Vorgehen einverstanden sei, und präzisiert für diesen Fall das einzuschlagende Verfahren dahin, dass der Schweiz noch im Verlaufe dieses Monates eine Begehrenliste überreicht würde, auf welche diese zunächst schriftlich zu antworten hätte und auf die mit einer schriftlichen schweizerischen Wunschliste zu reagieren wäre. Es wird beigefügt – was angesichts der innerpolitischen Situation in England sehr verständlich ist –, dass sich die beiden Regierungen möglichst rasch, jedenfalls vor Ende März, ein zuverlässiges Bild darüber sollten machen können, ob die Aufnahme mündlicher Verhandlungen genügende Aussichten auf Erfolg bietet.

Es ist wohl ohne weiteres klar, dass die Schweiz auf die englische Anfrage in zustimmendem Sinne antworten muss. Das Volkswirtschaftsdepartement hat schon mehrfach Gelegenheit gehabt, den Bundesrat auf die aussergewöhnliche Bedeutung dieser Frage hinzuweisen, und es hat denn auch der Bundesrat, wie übrigens alle konsultierten Wirtschaftskreise, diese Ansichten geteilt. Das Departement hält dafür, dass auch den englischen Vorschlägen über das Vorgehen ohne weiteres zugestimmt werden kann. Auch wenn praktisch wenig Hoffnung besteht, dass auf diesem Wege England davon abgehalten werden kann, ins Lager der ausgesprochenen Schutzzöllner überzugehen, so muss doch der Versuch gemacht werden. Selbst wenn er scheitert, was angesichts der zu erwartenden Stellungnahme der kontinentalen Grossstaaten wahrscheinlich ist, so wäre immerhin so viel

5. Non reproduit. Cf. E 7110 1/71.

gewonnen, dass England an die Idee gewöhnt wird, über einen von ihm eingeführten Zolltarif mit andern Staaten in Verhandlungen einzutreten.

Antragsgemäss wird daher *beschlossen*:

Das Volkswirtschaftsdepartement wird ermächtigt, die Note der englischen Gesandtschaft vom 22. Dezember sowohl in grundsätzlicher Hinsicht als mit bezug auf das vorgeschlagene Vorgehen zustimmend zu beantworten⁶.

6. Cf. la note de Schulthess à la Légation de Grande-Bretagne à Berne, du 14 janvier 1931 (E 7110 1/71).

58

E 7110 1/20

Le Directeur de la Division du Commerce du Département de l'Economie publique, W. Stucki, au Ministre de Suisse à Berlin, H. Rüfenacht

Copie

L

Bern, 24. Januar 1931

Schweizerisch-deutsche Handelsbeziehungen

Anlässlich der Beratungen der Europa-Konferenz in Genf¹ hatte der Unterzeichnete Gelegenheit, sowohl Herrn Minister Curtius darauf aufmerksam zu machen, dass die Entwicklung der schweizerisch-deutschen Handelsbeziehungen für die Schweiz untragbar werden, als auch diesen ganzen Fragenkomplex sehr einlässlich mit den Herren Ministerialdirektoren Ritter² und Posse³ zu besprechen. /.../

Es wurde unserseits etwa folgendes ausgeführt:

Der schweizerisch-deutsche Handelsvertrag ist im Jahre 1926 abgeschlossen und auf 1. Januar 1927 in Kraft gesetzt worden⁴, weil er, nach den damaligen Wirtschaftsverhältnissen, einen billigen Ausgleich der gegenseitigen Interessen darstellte. Bewusst haben aber beide Parteien Wert darauf gelegt, ihn kurzfristig zu machen, so dass bei wesentlicher Veränderung der Wirtschaftsverhältnisse leicht die notwendige Handlungsfreiheit zurückgewonnen werden konnte. Während der Vertrag im Jahre 1927 für die Schweiz noch erträglich war (Einfuhr 536 Mill. Fr., Ausfuhr 386 Mill. Fr.), hat sich das Verhältnis von Jahr zu Jahr bedeutend verschlechtert. Wenn wir auch der Ansicht sind, dass die Schweiz immer mit einem starken Passivum zu rechnen hat, und wenn wir auch nicht meinen, bei jeder Verschlechterung der Verhältnisse sogleich an eine Revision oder an eine Kündigung denken zu müssen, so ist doch heute Tatsache, dass der Import aus Deutschland um volle 32% gegenüber 1927 zugenommen hat, der Export um

1. Stucki fait allusion à la réunion de la Commission d'étude pour l'Union européenne. Cf. n° 54.

2. De l'Office des Affaires étrangères du Reich.

3. Du Ministère de l'Economie.

4. Texte du traité in RO, 1926, vol. 42, pp. 828-921. Cf. DDS vol. 9, Deutschland 6.1.

30% zurückgegangen ist. Das gegenwärtige Passivum für die Schweiz beträgt 434 Mill. Fr., die Einfuhr 260% der Ausfuhr.

Dieser Zustand wird für die Schweiz unerträglich. Um diese Sachlage zu verbessern, kann an zwei Wege gedacht werden:

Weitere wesentliche Erleichterungen für den schweizerischen Export nach Deutschland durch beträchtliche Herabsetzung der deutschen Zölle. Wir geben uns davon Rechenschaft, dass dieser Weg für Deutschland angesichts seiner Wirtschaftskrise und Arbeitslosigkeit schwer gangbar sein dürfte, da wenige und geringe Zollherabsetzungen selbstverständlich das Bild kaum wesentlich ändern würden und wir deshalb sehr viele und sehr weitgehende Forderungen stellen müssten.

Der andere Weg ist der, dass sich die Schweiz gegenüber dem deutschen Import besser schützt, d.h. für viele Zollpositionen von Deutschland die Zurückgabe der seinerzeit gewährten Bindungen verlangt und die Zölle nachher wesentlich erhöht. Auch hier wären viele Schwierigkeiten zu überwinden, in erster Linie die, dass viele von den Deutschland gegenüber gebundenen Zölle durch die Schweiz auch andern Staaten gegenüber festgelegt wurden. Man könnte vielleicht an eine Kombination der beiden Wege denken, wobei unser Ziel ja niemals darin bestehe, das Passivum der Handelsbilanz aufzuheben, sondern lediglich darin, es auf eine erträgliche Summe zu vermindern. Schweizerischerseits sei bis jetzt ein Entschluss nicht gefasst worden. Man habe, in erster Linie zur Aufklärung dieser wichtigsten Frage, auf den 9. März eine interne Wirtschaftskonferenz einberufen und wolle hören, was die schweizerischen Wirtschaftskreise denken.

In diesem Zusammenhang haben wir nun auch von den beiden hängigen Zollstreitigkeiten gesprochen und insbesondere darauf hingewiesen, dass es unverständlich sei, wie die deutsche Regierung durch unhaltbare und geradezu illoyale Anwendung des Handelsvertrags gerade diejenige schweizerische Gruppe, die sonst zweifellos für eine Aufrechterhaltung des Handelsvertrags eingetreten wäre, die Maschinenindustrie, derart vor den Kopf stösse.

Deutscherseits wurde die schwierige Lage der Schweiz ohne weiteres anerkannt und zugegeben, dass die Schweiz wohl verpflichtet sei, Abhilfe zu suchen. Man könne allerdings im gegenwärtigen Moment unmöglich daran denken, der Schweiz neue wesentliche Zollherabsetzungen zu gewähren, und auch eine deutsche Zustimmung zu schweizerischen Zollerhöhungen, die zu einem wesentlichen Rückgang der deutschen Ausfuhr nach der Schweiz führen müssten, sei nicht zu erwarten. Selbstverständlich wurde auch die Drohung wegen Erhöhung der deutschen Käsezölle ins Feld geführt. Man sei dagegen deutscherseits bereit, mit der Schweiz über die beiden Zollanstände auf dem Gebiet der Maschinen und eventuell über andere untergeordnete Punkte in Verhandlungen einzutreten, glaube aber, es wäre besser, die Entwicklung der Dinge noch etwas abzuwarten, bevor man schweizerischerseits wichtige Entschlüsse treffe. Wir haben demgegenüber geantwortet, dass wir nun lange genug gewartet hätten und sich die Sache im Laufe des Monats März entscheiden müsse.

/.../

Wir wollten Sie wenigstens in grossen Zügen über diese Dinge unterrichten, damit Sie wissen, dass man in der Schweiz sehr ernsthaft an eine umfassende Re-

vision des Handelsvertrags mit Deutschland, eventuell gar an dessen Kündigung, denkt, damit Sie dies auch in Berlin bei Gelegenheit hervorheben können. Wir fügen lediglich noch bei, dass uns Herr Curtius gesagt hatte: «Deutschland muss stark exportieren, um seine Schulden bezahlen zu können», worauf wir antworteten: «Man wird von der Schweiz kaum verlangen können, Tausende von Arbeitslosen zu unterstützen, damit Deutschland Drittstaaten gegenüber Schulden bezahlt, für die wir nicht verantwortlich sind. Wenn die Gläubigerländer den Import aus Deutschland durch hohe Zölle bekämpfen, so werden wir schliesslich das gleiche tun müssen, und zwar mit unendlich mehr Berechtigung als die U.S.A.⁵ usw.»

5. Sur le nouveau tarif douanier américain de juin 1930, cf. n° 16.

59

E 2300 Berlin, Archiv-Nr. 32

La Légation de Suisse à Berlin¹ au Chef du Département politique, G. Motta

RP n° 1

Berlin, 2. Februar 1931

«Wenn Tausende von Volksgenossen auf die Strasse gelaufen wären, und wenn sie den französischen Gesandtschaften die Bude eingeschlagen hätten, so hätte der sogenannte Polenbesieger Curtius² sich in Genf nicht mit so kläglichen Ergebnissen begnügen müssen.» Diese Worte stammen von dem bekannten nationalsozialistischen Parteiführer Dr. Goebbels, der vor einigen Tagen in einer öffentlichen Parteiversammlung in dieser Weise die aussenpolitischen Fragen erörterte.

Dr. Goebbels, der Chefredakteur des «Angriff», das Blatt, das vor kurzem auch den verdienten deutschen Gesandten³ in Bern anzugreifen sich bemüsstigt fühlte, hat es verstanden, sich in kurzer Zeit zu den Spitzen der nationalsozialistischen Bewegung emporzuschwingen. In Berlin und in Norddeutschland überhaupt nimmt er in der Partei eine führende Stellung ein. Diesen Erfolg bei seinen doch sehr aufs Dekorative eingestellten Anhängern verdankt er nicht seiner äusseren Erscheinung. Von schmächtiger kleiner Statur, ist er mit einem Klumpfuss behaftet, der ihn einmal hindern wird, persönlich an dem von ihm herbeigewünschten Befreiungskriege teilzunehmen. Sein eigener Erfolg ist vielmehr auf seine propagandistischen Talente zurückzuführen. Mit einer angeborenen Rednergabe verbindet er eine raffinierte Redetechnik, so dass viele Anderseingestellte sich nicht die Sensation entgehen lassen, die nationalsozialistischen Versammlungen zu besuchen, an denen Dr. Goebbels gewissermassen die Star-Rolle spielt.

1. Le rapport est signé par H. Frölicher, Chargé d'affaires a.i.

2. Ministre allemand des Affaires étrangères.

3. A. Müller.

Die parteipolitischen Erfolge Goebbels' und seiner Mitstreiter werden aber erst verständlich, wenn man das Auditorium ins Auge fasst, das solche Kraftstellen, wie die eingangs zitierte, mit tosendem Beifall begleitet und das naiv und überzeugt Zustimmung lächelt, wenn die Beseitigung des Friedensvertrages von Versailles als die selbstverständliche und nächstliegende Aufgabe der deutschen Aus senpolitik hingestellt wird. Es ist ein braves, kleinbürgerliches Publikum, das sogar Heiterkeit bekundet, wenn den sozialdemokratischen Führern ihre kleine Herkunft vorgehalten wird, und das einen kommunistischen Diskussionsredner durch Zwischenrufe korrigiert, der es unterlassen hatte, Herrn Goebbels mit dem Doktortitel zu beehren. Und doch sind diese jungen, sauberen und von patriotischem Feuer beseelten Leute, die den Kerntrupp der Bewegung bilden, nicht unsympathisch. Mögen auch viele Anhänger wegen der ungünstigen wirtschaftlichen Verhältnisse die Reihen der Nationalsozialisten verstärken, so ist es doch offenbar die nationale und vaterländische Idee, die den grossen Erfolg der Partei ermöglicht. Allerdings kommt dazu die unpolitische Einstellung weiter Volkskreise, die in echt deutscher Romantik die Verhältnisse nicht sehen will und kann, wie sie sind, sondern wie sie vor dem Kriege waren und wie sie herbeigewünscht werden. Um so tragischer muss man es empfinden, dass eine Bewegung, die nicht von einer materialistischen Auffassung getragen wird, zu einer nicht zu unterschätzenden Gefahr für den Staat zu werden droht.

Dieser Gefahr wird man sich heute nicht verschliessen dürfen. Allerdings hört man oft die Auffassung, dass mit der Besserung der wirtschaftlichen Verhältnisse auch die parteipolitische Konjunktur sich wieder ändern werde. Viele glauben auch, dass bei einem weiteren Ausbau des nationalsozialistischen Erfolges und bei einer Beteiligung an der Regierung die revolutionäre Tendenz der Bewegung wieder abebben werde. Mag auch die erste Auffassung eine gewisse Berechtigung haben, so kann man nur den Optimismus beneiden, der hoffen lässt, dass die Nationalsozialisten sich vor den Weimarer Staatswagen werden anspannen lassen. Die Gesandtschaft hat sich in einem ihrer Berichte⁴ über die programmati schen Erklärungen des Abgeordneten Feder⁵ im Reichstag dahin geäussert, dass eine gewisse Geneigtheit der nationalsozialistischen Parteileitung festzustellen sei, in einer antimarxistischen Koalition mitzuregieren; sie hat aber darauf hingewiesen, dass diese Bereitwilligkeit nur deshalb bestehe, um die Machtergreifung rascher und sicherer vorbereiten zu können. Die seitherige Entwicklung dürfte einen in dieser Ansicht bestärken. Die aufmunternde Rundfrage, die die «Deutsche Allgemeine Zeitung» über die Frage der Regierungsteilnahme der Nationalsozialisten veranstaltete, führte zu einer höhnischen Absage aus dem nationalsozialistischen Lager. Einen ganz besonderen Korb holte sich der frühere Chef der Reichswehr, Generaloberst von Seeckt, der, der Volkspartei angehörend, sich mit allzu offenherziger Entschlossenheit für eine Zusammenarbeit mit den Nationalsozialisten ausgesprochen hatte. Aber auch die Stellungnahme des Zentrums der nationalsozialistischen Bewegung gegenüber gestattet gewisse Rückschlüsse auf die Beurteilung der nationalsozialistischen Ziele. Wie seinerzeit ausgeführt wurde,

4. Non reproduit.

5. Député nazi au Reichstag.

kann bei der gegenwärtigen Zusammensetzung des Reichstages eine nationalsozialistische Koalition nur mit der Unterstützung des Zentrums regieren. Wenn aber bereits nach den Wahlen vom 14. September⁶ das Zentrum wenig Neigung bekundete, seine ablehnende Haltung der nationalsozialistischen Partei gegenüber zu ändern, so hat sich seither die bereits bestehende Kluft noch erweitert. Die Rede, die Prälat Kaas, der Vorsitzende der Zentrumspartei, Mitte Januar in Kassel gehalten hatte, ist als deutliche Absage zu werten. Offenbar wäre eine Verständigung zwischen Zentrum und Nationalsozialisten an die Voraussetzung geknüpft, dass die gegenwärtige Koalition mit der Sozialdemokratie in Preussen aufgegeben wird und dass vorzeitig, d.h. vor 1932, neue Wahlen in Preussen stattfinden. Wenn nun das Zentrum, das nach den bisherigen Erfahrungen noch am wenigsten den Ausgang von Neuwahlen zu befürchten hat, es ablehnt, sich mit den Nationalsozialisten in das gleiche Boot zu setzen, so wird diese vorsichtige Haltung dadurch ohne weiteres verständlich, dass die Nationalsozialisten ja selbst die Absicht bekunden, auf offener See die Mitruderer ins Wasser zu werfen. Wenn Dr. Goebbels in seiner Rede, die er am letzten Freitag im Sportpalast gehalten hat, erklärte, die nationalsozialistische Partei werde loyal an die Macht kommen, aber was sie mit der Macht anfangen werde, das werde ihre Sache sein, so wird man kaum mehr daran zweifeln können, dass das erste Ziel nach Egreifung der Macht die Beseitigung der Demokratie sein wird, von der Goebbels nie anders als von einer alten Tante spricht. Man möchte es fast als Professorenblindheit bezeichnen, wenn Herr Professor Hellpach⁷ in dem Artikel «Ethische Nothilfe», der in der «Neuen Zürcher Zeitung» vom 1. Februar erschienen ist, behaupten kann: «Nichts ist in Deutschland so wenig bedroht wie die Staatsform.»

Kann man sich somit nicht der Auffassung verschliessen, dass die nationalsozialistische Bewegung ernstlich auf eine Beseitigung der demokratischen Verfassungen in Deutschland hinzielt und auf der Grundlage der völkischen Diktatur das «Dritte Reich» zu errichten beabsichtigt, so muss man auch die Gefahren erkennen, die dadurch dem deutschen Staat drohen. Es ist kaum anzunehmen, dass die deutsche Arbeiterschaft sich ohne Gegenwehr diese Umwälzung gefallen lassen wird. Die Worte Hitlers «Köpfe werden rollen» könnten zur furchtbaren Wirklichkeit werden. Die Warnung des Zentrums, dass selbst die Reichseinheit in Frage gestellt wäre, ist nicht unbegründet und zeigt, dass auch diese Partei nicht die Absicht hat, das Schicksal der italienischen katholischen Volkspartei zu teilen. Der wirtschaftliche Zerfall müsste dem politischen zwangsläufig folgen, und der nationalsozialistische Traum vom deutschen Machtstaat, der die aussenpolitische Befreiung bringe, wäre bald ausgeträumt.

Bei dieser Beurteilung der Sachlage kann man nur hoffen, dass es gelingt, rechtzeitig die nationalsozialistische Bewegung abzustoppen und zu verhindern, dass diese Partei an die Macht gelangt. Die Aussichten der Abwehr würden dann günstiger, wenn durch die Zeitumstände die wirtschaftliche Konjunktur sich bessern würde. Vor allem wird es aber darauf ankommen, ob diejenigen Parteien, die den jetzigen Staat verteidigen, namentlich das Zentrum, die Sozialdemokratie,

6. 1930. Cf. n° 36.

7. W. Hellpach.

die Staatspartei und in einem gewissen Abstand auch die Volkspartei die nötige Kraft und den erforderlichen Willen aufbringen, diesen Kampf durchzuführen. Im Gegensatz zu den Nationalsozialisten verfügen die Staatspartei und die Volkspartei nicht über eine Organisation, die es ermöglicht, direkt auf die grosse Masse des Volkes einzuwirken. Die katastrophalen Verluste dieser Parteien bei den letzten Wahlen müssen auf diesen Mangel zurückgeführt werden. Anders liegen die organisatorischen Verhältnisse beim Zentrum und auch bei der Sozialdemokratie, welch letztere aber mit der kommunistischen Konkurrenz zu kämpfen hat. Mit Beruhigung wird man feststellen, dass beim Zentrum und bei der Sozialdemokratie in letzter Zeit eine verstärkte agitatorische Tätigkeit zur Bekämpfung des Nationalsozialismus eingesetzt hat.

Auch das parlamentarische Schicksal des Kabinetts Brüning wird für die innenpolitische Entscheidung von grosser Bedeutung sein. Den Nationalsozialisten käme eine Auflösung des Reichstages gelegen, denn sie versprechen sich von Neuwahlen eine Verstärkung der Fraktion von 107 auf mindestens 200 Abgeordnete. Die Gefahr droht dem Kabinett nach den Genfer Erfolgen⁸ mehr von den inneren Fragen, insbesondere von der Behandlung des Etats. Die Leitung der Volkspartei hat in den Ausschussberatungen eine Einsparung von mindestens 300 Millionen⁹ verlangt. Die Tatsache, dass nicht näher präzisiert wurde, welche Einsparungen gemacht werden sollen, hat zu der Auffassung Anlass gegeben, dass nicht sachliche Gründe für diese Forderung beständen, sondern dass es die Partei vielmehr darauf abgesehen habe, der Regierung selbst Schwierigkeiten zu machen. Obwohl in den Kreisen der Volkspartei Strömungen bestehen, die nach dem nationalsozialistischen Kurs hinzielen, so wird man doch kaum annehmen dürfen, dass tatsächlich dieses Begehr in diesem Sinne auszulegen ist. Es spricht für letztere Beurteilung, wenn der Leiter der Volkspartei¹⁰ in Abrede gestellt hat, dass es sich um ultimative Forderungen handle.

Nicht ohne Einfluss auf die innenpolitische Entwicklung wird auch die Aussenpolitik sein, und zwar sowohl diejenige, die von seiten der deutschen Regierung eingeschlagen wird, als jene, welche seitens der Mächte Deutschland gegenüber Anwendung findet. In erster Hinsicht muss man es begrüssen, dass sich die Regierung nicht dazu hat drängen lassen, im gegenwärtigen Zeitpunkt weitgehende Revisionsforderungen anzumelden, deren Behandlung doch unter den heutigen Verhältnissen zu Enttäuschungen führen müsste und infolgedessen parteipolitisch gegen die Regierung ausgewertet würde. Die Genfer Erfolge in der Minderheitenfrage, die zu einer Festigung der Stellung des Aussenministers¹¹ und damit des heute einzigen möglichen Kabinetts Brüning führten, haben gezeigt, dass auch weniger sensationelle Ergebnisse eine gewisse innenpolitische Beruhigung herbeiführen können. Von grosser Wichtigkeit ist es aber, dass die anderen Mächte solche Erfolge dem gegenwärtigen deutschen Kabinett ermöglichen und nicht dazu überge-

8. Notamment dans la question des minorités. Cf. *Rapport du Conseil fédéral sur la XI^e Assemblée générale de la SdN* (FF, 1931, I, pp. 182ss.).

9. de RM.

10. Ed. Dingeldey.

11. J. Curtius.

hen, wofür aber keine Anhaltspunkte bestehen dürften, durch eine rein negative Politik die Krise herbeizuführen. Wenn es dem Kabinett Brüning gelingen sollte, auch weiterhin die dringenden aussenpolitischen Interessen mit Erfolg zu wahren und insbesondere durch eine Erleichterung in der Reparationsfrage eine finanzielle Krise zu vermeiden, so wird auch das deutsche Volk einsehen, dass die Methode Goebbels, der wie eingangs erwähnt, völkerrechtliche Delikte als politisches Druckmittel empfiehlt, nicht zu Deutschlands Vorteil ausschlagen kann.

60

E 1005 2/3

*CONSEIL FÉDÉRAL
Procès-verbal de la séance du 2 février 1931¹*

Zonenfrage

Secret

Mündlich

Der Vorsteher des Politischen Departements teilte dem Bundesrat in der Sitzung vom 30. Januar 1931 mit², der Präsident des ständigen internationalen Gerichtshofs im Hag, Herr Anzilotti, habe unserem Gesandten im Haag bei einem Zusammentreffen in Gesellschaft gesagt, er wisse, dass Frankreich bereit sei, in der Zonenangelegenheit weitgehende Zugeständnisse zu machen. Es wäre daher sehr zu wünschen, dass die beiden Parteien zu einer Verständigung kämen, so dass der Gerichtshof, wenn dies überhaupt nötig sei, nur mehr das Einverständnis der beiden Staaten zu erwähnen hätte. Für den Fall, dass ein Einverständnis nicht eintrete und somit das Gericht nochmals in der Angelegenheit einen Spruch zu fallen hätte, habe er sich versichert, dass dabei das frühere japanische Mitglied des Gerichtshofs, Herr Oda, der inzwischen durch Herrn Abaoi³ ersetzt worden ist, mitwirken werde, da das schwedende Verfahren möglichst durch den Gerichtshof in seiner alten Besetzung zu Ende geführt werden muss. Das bedingt aber, dass der Präsident des Gerichts über die neuen Verhandlungen zwischen der Schweiz und Frankreich auf dem laufenden gehalten werden muss, damit er Herrn Oda wenn nötig rechtzeitig einberufen kann.

Vom Gesandten in Paris ist die Meldung eingegangen, dass sich das neugebildete Ministerium⁴ heute in vertraulicher Besprechung mit der Zonenfrage befassen werde. Dem Gesandten ist vom Vorsteher des Politischen Departements mitgeteilt worden, wir müssten darauf bestehen, dass die geplante offiziöse Besprechung über die Zonenfrage am 5. Februar in Paris stattfinde. Herr Martin⁵ hat

1. Absent: Minger.

2. E 1004 1/326.

3. Il faut lire: M. Adatci.

4. Présidé par P. Laval.

sich bereit erklärt, dabei mit Herrn Stucki⁵ zusammenzuarbeiten und dankt dem Bundesrat für das ihm erwiesene Zutrauen.

/.../

Auf Grund der Beratung werden die folgenden Weisungen
für die Delegierten zur Fühlungnahme in der Zonenfrage genehmigt:

«Instructions pour les zones.

1. Le but des conversations officieuses est d'amener le Gouvernement français à abandonner son point de vue de ne vouloir négocier que sur la base d'un système abolissant les zones.

2. Les négociateurs officieux sont autorisés à déclarer que le Conseil fédéral est toujours disposé à maintenir dans toutes ses parties le projet qui a été déposé devant la Cour permanente de justice internationale.

3. Les offres suisses ne pourraient pas être maintenues dans toute leur extension si le Gouvernement français persistait dans l'idée d'exercer son activité fiscale ou policière dans les zones au moyen d'un contrôle qui serait établi à la frontière entre la Suisse et les territoires zoniens.

Les contingents libres de droit ou à droits réduits admis à entrer en Suisse seront plus ou moins considérables suivant que le contrôle fiscal et policier sera plus ou moins libéral.

4. Si les négociateurs français persistaient – malgré le sens évident de l'ordonnance prononcée par la Cour de justice internationale – à ne vouloir négocier que sur la base d'un système abolissant les zones, les négociateurs suisses ne se refuseront pas à transmettre, mais à titre de simple information, le projet français au Conseil fédéral.

5. Si les négociateurs français proposaient, par exemple, un système qui maintiendrait le régime des zones pour le pays de Gex et pour la région de St-Gingolph, mais l'abolirait pour la zone sarde⁶, les négociateurs suisses ne prendront pas une attitude absolument négative, mais déclareront en vouloir référer au Conseil fédéral.

Par contre, les négociateurs suisses ne prendront pas eux-mêmes l'initiative d'une pareille solution.»

5. P. E. Martin, désigné avec W. Stucki par le Conseil fédéral pour discuter l'ensemble de l'affaire des zones avec deux négociateurs français et reprendre ainsi les conversations pour lesquelles la Cour permanente de justice internationale a fixé aux deux parties un délai expirant le 31 juillet 1931, par son ordonnance du 6 décembre 1930 (E 2/1712, Lettre confidentielle du Chef du Département politique, G. Motta, au Ministre de Suisse à Paris, A. Dunant, 7 janvier 1931).

6. Haute-Savoie.

17 FÉVRIER 1931

61

E 7110 1/71

*Le Ministre de Suisse à Londres, C. Paravicini,
au Chef du Département de l'Economie publique, E. Schulthess*

L

Trêve douanière

Londres, 17 février 1931

/.../

Les conversations qui ont eu lieu à Genève et qui ont abouti à la Note qu'a adressée, au mois de décembre, le Gouvernement britannique aux Gouvernements Français, Allemand, Polonais, Italien, Belge, Autrichien et Suisse, au sujet d'accords bilatéraux¹, ont passé inaperçues ici.

/.../

La nouvelle de la note² récemment envoyée aux sept gouvernements qui avaient déjà reçu la communication du mois de décembre, a paru dans la presse le 12 février au soir, à la suite d'un télégramme de Paris, annonçant que le Gouvernement Français avait reçu des propositions de Mr. Graham³.

Je vous envoie, sous ce pli, quelques coupures de presse à ce sujet.

Nous avons eu l'occasion de discuter de ce problème avec plusieurs personnalités bien placées pour en parler, entre autres Sir Henry Fountain, Chef de la Section des Traités au Board of Trade, avec le Secrétaire Général de la Chambre de Commerce de Londres, ainsi qu'avec les Attachés commerciaux des diverses Ambassades étrangères à Londres.

De nos conversations il se dégage que le Gouvernement britannique n'est, en somme, pas fâché de voir que la proposition initiale de Mr. Graham, en vue de la conclusion d'une trêve douanière⁴, n'a pas abouti. En effet, même dans certains milieux socialistes, on craint que le Président du Board of Trade n'ait été un peu hardi. En revanche, on espère que la nouvelle démarche de Mr. Graham ne sera pas ignorée et on admet qu'elle pourrait bien servir de base à des discussions qui aboutiraient, sinon à une trêve douanière proprement dite, en tout cas à une réduction, dans une certaine mesure, des tarifs actuellement en vigueur.

1. Cf. n° 57.

2. Cf. note du 28 janvier 1931 envoyée par la Légation de Grande-Bretagne à Berne au Département de l'Economie publique:

/.../

It will be observed that this statement is in two parts, consisting of (1) a list of present tariff duties proposed to be reduced by one quarter of the existing rates and the resultant duties to be consolidated; and (2) the present tariff treatment proposed to be consolidated.

2. His Majesty's Legation hope to receive in due course the list of the Federal Government's desiderata for transmission to His Majesty's Government in the United Kingdom, and they avail themselves of this opportunity of renewing to the Department the assurance of their high consideration (E 7110 1/71).

3. Ministre anglais du Commerce.

4. Le Ministre du Commerce avait fait cette proposition en septembre 1929, lors de la X^{me} Assemblée de la SdN. Cette proposition était à l'origine des deux conférences économiques réunies à Genève en février-mars et en novembre 1930.

Il n'est peut-être pas sans intérêt de relever enfin que dans la Cité on s'occupe très peu de cette question. On semble croire que le nouvel effort du Président du Board of Trade est dicté par son désir de prolonger l'agonie de la trêve douanière et d'éviter qu'elle ne meure d'une mort subite.

La Légation de Suisse à Paris vous aura sans doute renseignés sur la façon dont la France a reçu la proposition du Board of Trade⁵.

L'Attaché Commercial de France à Londres n'a pas reçu de nouvelles de son Gouvernement et ne fait que suivre la question pour être au courant lui-même. Il semble croire que le Gouvernement Français n'attachera pas d'importance aux avances de Mr. Graham qui, en somme, offre très peu pour recevoir les réductions qu'il sollicite.

La question se pose d'ailleurs de savoir jusqu'où peut s'engager le Président du Board of Trade.

La trêve douanière qu'il propose prendrait-elle fin avec un changement de Gouvernement? Ainsi que vous le savez, tous changements apportés au système fiscal de la Grande-Bretagne doivent faire l'objet des dispositions de la Loi de Finance. Le Parlement confirmera-t-il une trêve telle que l'envisage Mr. Graham? Dans l'affirmative, cette trêve prendrait-elle fin avec l'avènement d'un autre gouvernement qui aurait, aux Communes, une majorité disons conservatrice?

/... /

5. Cf. la lettre du Ministre Dunant à la Division du Commerce (16 février 1931) signalant le contenu de la nouvelle note anglaise (cf. n.2 ci-dessus), sans toutefois fournir de détails sur les réactions françaises (E 7110/1/71).

62

E 1004 1/326

CONSEIL FÉDÉRAL Procès-verbal de la séance du 24 février 1931¹

314. Exposition internationale des arts populaires à Berne en 1934²

Département politique. Propositions des 9 et 19 février 1931

Les subventions sollicitées des Autorités fédérales, cantonales et municipales pour l'organisation, en 1934, d'une Exposition internationale des arts populaires à Berne ayant été obtenues, le Comité d'organisation tiendrait maintenant à s'assurer le concours des pays disposés à prendre part à cette importante manifestation des arts populaires. Les plans définitifs de l'exposition ne pourront être

1. Absent: Schulthess.

2. Renvoyée d'abord à 1939, cette exposition n'aura finalement pas lieu. Cf. RG, 1932, p.61. Cf. aussi E 2001 (C) 5/64, 65 et 193.

arrêtés que lorsqu'on connaîtra le nombre des Etats participants et l'emplacement qu'il y aura lieu de réserver, le cas échéant, à certains d'entre eux. Leur élaboration demandera un certain temps; aussi le Comité d'organisation attachera-t-il du prix à être fixé, aussitôt que possible, sur le nombre des participations étrangères.

Cette affaire est devenue effectivement urgente. Comme le relevait le Conseil fédéral dans son message aux Chambres fédérales, du 6 juin 1930³, relatif à l'octroi d'un subside à l'exposition, «le temps qui nous sépare encore du 15 mai 1934 suffit tout juste pour organiser l'exposition». Il ajoutait que la Commission internationale des arts populaires «a exprimé le vœu que la Suisse se prononce au plus vite, afin que les initiateurs étrangers puissent faire les démarches nécessaires auprès de leurs propres gouvernements».

Le Département politique aurait déjà saisi, à la fin de l'an dernier, le Conseil fédéral d'une proposition relative aux invitations à adresser à l'étranger, si le Comité d'organisation n'avait exprimé le désir de joindre à l'invitation officielle une brochure explicative sur la genèse et les buts de l'exposition. La publication de cette brochure a demandé quelques délais, d'autant plus qu'elle a été traduite, pour augmenter nos moyens de propagande au profit de l'exposition, en langues allemande, italienne, anglaise et espagnole.

Il convient aujourd'hui d'arrêter la liste des pays à inviter.

La question des invitations avait déjà fait l'objet de brefs échanges de vues lors de la réunion à Berne, en mai 1929, du bureau de la Commission internationale des arts populaires⁴ et lors d'une séance ultérieure du Comité d'initiative de l'exposition. Il avait été finalement décidé que tous les Etats seraient «invités, en principe, par le Gouvernement fédéral à participer à l'exposition». Cette «décision», qui n'avait évidemment rien d'impératif et qui avait été prise d'accord avec le représentant du Département Politique, laissait au Conseil fédéral, grâce aux termes «en principe», toute liberté d'examiner s'il lui paraîtrait opportun d'inviter tous les Etats sans exception et, en particulier, des Etats comme la Russie soviétique.

Que convient-il de faire aujourd'hui? L'exposition est évidemment de caractère mondial, mais serait-ce vraiment altérer son caractère d'universalité que de ne pas admettre au nombre des invités l'Union des républiques soviétistes socialistes?

La question est délicate. Bien que l'exposition ne soit pas organisée sous le patronage de la Société des Nations ni même sous ses auspices, l'idée en est née dans son sein. La paternité directe en revient à sa commission de coopération intellectuelle. C'est, de plus, grâce à la Société que s'est réuni, dans la suite, le congrès de Prague⁵, qui a fait choix de la Ville de Berne comme siège de l'exposition. Encore qu'elle soit organisée à nos risques et périls, l'exposition n'est donc pas, en un sens, une entreprise exclusivement «suisse». La Société des Nations y aura une part importante, non seulement comme initiatrice du projet, mais encore grâce au concours qu'ont prêté et que prêteront encore certains de ses services ou

3. Cf. RO, 1930, vol. 46, pp. 547-548.

4. Cf. RG, 1929, pp. 64-65.

5. En octobre 1928. Cf. RG, 1928, pp. 60-61.

organes techniques et, notamment, la Commission internationale des arts populaires. Il ne faut pas oublier que les bases techniques de l'exposition ont été établies en liaison étroite avec cette commission, dont le bureau s'était rendu tout exprès à cet effet à Berne en 1929. S'il serait excessif de dire qu'en assumant l'organisation de l'exposition, la Suisse s'acquitte d'un mandat pour le compte de la Société des Nations, le fait est que, par les encouragements qu'elle a donnés et par l'aide technique qu'elle fournit, la Société des Nations est un peu notre collaboratrice morale. La question des Etats à inviter à l'exposition ne dépend pas, dès lors, uniquement de notre appréciation. Elle doit être réglée, autant que faire se pourra, en tenant compte du fait même de cette collaboration morale de la Société des Nations. Or une des premières conséquences de cette collaboration impliquerait peut-être, aux yeux de certains milieux, le devoir de donner à l'exposition un caractère aussi universel que possible. L'art populaire, comme tout art quel qu'il soit, ne connaît guère les frontières, ni, par conséquent, la politique, et il pourrait se trouver de fort bons esprits qui, tout en jetant l'anathème sur le régime soviétique, ne regretteraient pas moins de voir frapper d'exclusive, pour des raisons d'opportunité, un art populaire dont les richesses sont patentées. C'est une raison pour ne pas écarter la Russie rouge de la liste des invités avant d'avoir examiné attentivement la situation.

Il n'est pas du tout certain qu'une exclusion des Russes nous vaudrait des critiques et des récriminations. Le fait est que, jusqu'ici, on n'a guère eu cure, dans toutes les manifestations de la coopération intellectuelle et des arts populaires en particulier, d'une collaboration russe. La Commission internationale de coopération intellectuelle ne compte pas de représentant soviétique dans son sein, et l'on ne s'est pas avisé jusqu'à présent, de lui en donner un. Il est vrai que, selon des renseignements demandés au Secrétariat de la Société des Nations, puis à l'Institut international de coopération intellectuelle à Paris, les Russes avaient été invités au congrès de Prague, mais le Commissaire du peuple pour l'instruction publique⁶ aurait, dit-on, décliné l'invitation en invoquant «une préparation insuffisante». La raison invoquée en faveur de l'abstention était si futile que l'on ne pouvait évidemment y voir qu'un refus poli de participer aux travaux du congrès. Or le fait que les Soviets se sont refusés délibérément à prendre part au congrès de Prague fournit déjà des raisons de ne pas les inviter à l'exposition de Berne. Le premier Congrès des arts populaires devait, en effet, dans l'esprit des initiateurs, se composer d'un congrès proprement dit et d'une exposition. Congrès et exposition étaient destinés à former un ensemble, un tout. C'étaient deux éléments complémentaires. Ce n'est que dans la suite qu'on en est venu, en raison des difficultés techniques que comportait la mise en œuvre simultanée de ces deux manifestations, à l'idée de tenir le congrès d'abord et d'organiser l'exposition ensuite. Le programme unique établi au début s'était donc divisé ultérieurement en deux parties, dont la première devait être exécutée en 1929 à Prague, la seconde en 1934 à Berne. Les Soviets n'ayant pas voulu prendre part à la première partie du programme, rien ne nous obligerait, politiquement ni moralement, à les inviter à la seconde.

6. A. V. Lunatcharsky.

L'envoi d'une invitation aux Soviets serait d'ailleurs probablement un geste inutile. N'ayant pas voulu aller à Prague, les Russes n'auraient sans doute pas grande envie de venir à Berne.

Les Soviets écartés, de même, bien entendu, que les pays tombés sous leur pouvoir de fait, comme la Mongolie, par exemple, les invitations du Conseil fédéral pourraient s'adresser à tous les membres de la Société des Nations (cinquante-trois pays), ainsi qu'aux seize Etats, pays ou territoires dont le nom suit:

Afghanistan	Liechtenstein
Brésil	Nedjed
Costa-Rica	Mexique
Dantzig (Ville libre)	Monaco
Egypte	République des Vallées d'Andorre
Equateur	Saint-Marin
Etats-Unis d'Amérique	Turquie
Islande	Yemen

Le Saint-Siège et le Territoire de la Sarre ne figurent pas sur la liste, car on ne pourrait guère leur reconnaître une existence propre au point de vue des arts populaires. Dantzig serait invitée par l'entremise de la Pologne. Quant aux autres territoires minuscules comme Monaco, les Vallées d'Andorre et Saint-Marin, il vaudrait mieux, pour prévenir tous risques de froissements, ne pas les inviter sans autre, mais consulter auparavant les Etats dont ils relèvent au point de vue des relations extérieures.

Il va sans dire que l'invitation adressée à la métropole viserait également ses colonies, ainsi que les territoires qui en dépendent à un autre titre, comme les protectorats ou les territoires sous mandat.

Dans son rapport du 19 février⁷ le Département politique estime que le projet de lettre qu'il a proposé en date du 9 février⁷ devrait être complété par l'adjonction d'un dernier alinéa concernant la convention relative aux expositions internationales, signée, à Paris, le 22 novembre 1928, convention à laquelle la Suisse est partie depuis le 17 décembre 1930⁸.

Le *Chef du Département politique* ajoute verbalement, que le seul pays dont nous n'avons pas reconnu le gouvernement est précisément la Russie soviétique, le seul pays aussi qui, avec l'Etat du Vatican, ne recevrait, selon la proposition du Département, aucune invitation. La Cité du Vatican, quoiqu'Etat souverain et reconnu par la Suisse, ne figure pas sur la liste des invitations parce qu'il semblerait que cet Etat ne possède pas d'art populaire qui lui soit propre et ne serait dès lors guère en mesure d'exposer. Toutefois M. Motta prie le Conseil de l'autoriser à dire au Nonce apostolique à Berne les raisons de la non-invitation et à lui déclarer que, si le Saint-Siège le désire, on l'inviterait lui également à participer à l'exposition des arts populaires.

Il résulte des délibérations, que *les autres membres* du Conseil sont, eux aussi, à l'unanimité, d'avis qu'il n'y a pas lieu d'inviter la Russie soviétique. Ils font

7. Non reproduit. Cf. E 1001 1, EPD, 1.1.-30.6.1931.

8. Cf. RO, 1931, vol. 47, pp. 72-91.

remarquer notamment comme autres arguments contre la participation russe, celui que l'art populaire est un art essentiellement ou principalement religieux et que les Soviets, ennemis jurés de la religion qu'ils cherchent avec acharnement à détruire, ne feraient guère une exposition d'art populaire russe d'avant la révolution, c'est-à-dire d'art véritablement populaire et religieux et qu'il n'y avait donc pas d'intérêt technique pour nous à voir les Russes exposer. Que nous ne sommes aucunement obligés à inviter les Russes et que, dès lors, une invitation de notre part pourrait être interprétée par les Soviets ou d'autres milieux comme étant un premier pas de notre part pour renouer les rapports diplomatiques, ce qu'il faut éviter. Qu'aussi longtemps que nous n'avons pas reconnu officiellement le gouvernement des Soviets, il est exclu pour nous de l'inviter. Qu'une invitation par nous serait très mal accueillie par le peuple suisse dans son immense majorité, qui ne veut rien savoir de relations de notre pays avec un tel gouvernement. Que les Soviets profiteraient sans aucun doute de l'occasion pour faire une odieuse propagande chez nous, propagande d'autant plus dangereuse que nous serions obligés de laisser entrer en Suisse de nombreux émissaires moscovites chargés soi-disant de l'organisation et de l'entretien des pavillons russes. Qu'il ne serait pas possible d'obtenir des garanties suffisantes rendant une telle propagande impossible. Que la commission du Conseil des Etats pour examiner le message fédéral concernant le subside à l'exposition avait exprimé l'attente que la Russie ne soit point invitée.

Il est dès lors *décidé* à l'unanimité:

1^o d'inviter, dans les conditions indiquées ci-dessus, les Etats membres de la Société des Nations, ainsi que les pays ou territoires précités à participer à l'Exposition internationale des arts populaires à Berne, en 1934, étant bien entendu, d'une part, que la Russie sera exclue, et d'autre part, que le chef du Département politique est autorisé à déclarer au Nonce apostolique, qu'une invitation sera également envoyée à l'Etat du Vatican, s'il désire être invité;

2^o de rédiger les invitations sur la base du projet élaboré par le Département politique joint au rapport du 9 février et complété par ce même département selon proposition du 19 février.

63

E 7110 1/71

*Le Ministre de Suisse à Londres, C. Paravicini,
au Ministre britannique des Affaires étrangères, A. Henderson*

Copie

N

Londres, 2 mars 1931

D'ordre de mon Gouvernement, j'ai l'honneur de porter ce qui suit à la connaissance de Votre Excellence:

Par note du 22 décembre 1930, le Ministre de Grande-Bretagne à Berne a bien voulu, au nom du Gouvernement de Sa Majesté, demander au Conseil Fédéral s'il

serait prêt à entrer en négociations en vue d'améliorer les relations commerciales réciproques¹.

Votre Excellence a été informée que la Suisse acceptait la proposition dont il s'agit et qu'elle adhère aussi en principe au mode de procéder suggéré par le Gouvernement Britannique.

En date du 28 janvier dernier², le Conseil Fédéral a été mis en possession d'une liste contenant les desiderata en matière de tarif du Gouvernement Britannique à l'égard de la Suisse. Cette liste était composée de deux chapitres, dont le premier comportait les produits pour lesquels une réduction des taux était proposée, alors que le second énumérait les positions du tarif douanier pour lesquelles la consolidation des taux existants était proposée. Parmi les positions de ce second chapitre, figure également la demande de consolidation des droits afférents aux tissus de coton.

C'est au sujet de cette proposition pour la consolidation des droits sur les tissus de coton que le Conseil Fédéral me charge de soumettre ce qui suit à Votre Excellence, en vue des négociations qui sont envisagées et en présence des relations cordiales existant entre les deux pays.

La crise qui trouble depuis longtemps la situation internationale des industries textiles sévit en Suisse également avec une acuité croissante. On aurait pu croire que cette crise ne serait qu'un phénomène passager. On est obligé d'admettre, aujourd'hui, qu'elle cause, spécialement à l'industrie suisse du coton, de très graves difficultés, qui sont loin de présenter un caractère provisoire.

En effet, les suites fâcheuses de la crise ne se sont pas fait attendre. Plus de la moitié des fabriques de tissage de calicot ont dû fermer leurs portes et l'on craint qu'en l'absence d'une protection efficace, toutes les usines de tissage de calicot et, par conséquent aussi, les filatures qui en sont les fournisseurs, seront contraintes de cesser leur activité, plongeant ainsi dans le chômage complet des milliers d'ouvriers.

En outre, la situation des tissages de fils moyens s'est aussi extrêmement aggravée ces derniers mois, cependant que les conditions des tissages de fils teints et de gros fils demeurent très précaires. Il y a lieu d'ajouter que ces industries ont leur centre dans les districts frappés par la crise de la broderie, ainsi que dans le Canton de Glaris, où elles constituent l'unique source de revenus des habitants.

L'industrie suisse souffre, notamment, d'une forte augmentation des importations. Même si d'après les données statistiques ces importations ne paraissent pas menaçantes, elles n'en constituent pas moins un certain dumping. Des observations objectives et irréfutables démontrent que la concurrence française et tchèque et aussi l'industrie italienne s'appuient sur des salaires qui sont, et demeureront certainement pendant longtemps encore, de la moitié plus bas que les salaires payés en Suisse.

Le Conseil Fédéral ne pouvait dès lors pas rester impassible devant la diminution continue de l'activité dans les établissements industriels suisses et même la fermeture de quelques-uns d'entre eux. Il s'est donc vu obligé d'élever, conformé-

1. Cf. n° 57.

2. Cf. n° 61. n. 2.

ment à l'arrêté ci-joint du 14 février dernier³, les droits de douane sur les tissus de coton qui, on le sait, sont parmi les plus bas en Europe.

La date de l'entrée en vigueur du dit arrêté a été fixée au 10 mars 1931. Des dispositions spéciales établissent par ailleurs que les produits se référant à des contrats déjà conclus, seront admis à l'importation encore aux anciens taux.

Les mesures qui font l'objet de l'arrêté du Conseil Fédéral précité ont pour but uniquement de protéger la production suisse contre les importations de provenance d'Etats dont les conditions de production, comparées à celles en vigueur en Suisse aussi bien qu'en Grande-Bretagne, doivent être considérées comme anomalies. Le Gouvernement suisse s'est en outre laissé guider par le désir sincère de procéder, dans la fixation des taux dont il s'agit, de façon à tenir compte, dans la plus large mesure, des besoins de l'importation anglaise. L'importation totale des tissus de coton écrus visés par la position 361 du tarif suisse, qui est mentionnée également sur la liste des demandes britanniques et qui a subi une augmentation, a bénéficié, au cours des années 1929–1930, d'un régime préférentiel qui consiste dans l'admission des tissus de cambric, de voile et de mousseline destinés à l'industrie de la broderie, au taux exceptionnel de 10 frs par 100 kgs en remplacement du taux de 60 frs fixé par le tarif. Comme ce régime privilégié sera maintenu, l'importation des tissus précités ne sera guère préjudiciée par l'arrêté du Conseil Fédéral.

Le développement des échanges entre la Grande-Bretagne et la Suisse est illustré dans le tableau suivant:

	1929	1930
L'importation totale des tissus de coton en provenance d'Angleterre a été de	11 666 q nets ¹	8 672 q nets
De ces quantités, le nombre des quintaux concernant des tissus écrus a été de	8 292 q nets	5 040 q nets
et le nombre des quintaux dédouanés aux taux réduits de 10 et 50 frs. visés par les positions 361 et 363 a été de	8 170 q bruts	4 723 q bruts
En outre, ont été importés en Suisse en franchise des droits de douane dans le trafic de perfectionnement en transit	14 367 q nets	9 059 q nets

¹ Pour la comparaison des poids nets, avec les poids bruts, il y a lieu de tenir compte d'une tare de 1–3%.

Ces indications démontrent que grâce aux droits privilégiés sus-mentionnés, relatifs aux tissus destinés à la broderie ainsi qu'au trafic de perfectionnement en transit – l'élévation des droits dont il est question ci-dessus affecte d'une façon insignifiante les principales importations de la Grande-Bretagne. Le relèvement des droits relatifs aux tissus teints, blanchis, etc. mentionnés aux positions 365 et 366⁴ ne saurait pas non plus gêner la Grande-Bretagne, attendu que les droits actuels concernant les tissus légers pesant moins de 6 kgs par 100 mètres carrés et qui constituent la principale importation britannique des articles de cette dénomination, ne seront point élevés. Quant aux tissus façonnés de la position

3. Il s'agit en réalité de l'arrêté du 27 février 1931 (*RO*, 1931, vol. 47, pp. 181–182).

4. Cf. *RO*, 1931, vol. 47, pp. 181–182.

numéro 370⁴ dont le Gouvernement Britannique désirerait consolider le taux de 150 frs, il y a lieu de remarquer que l'augmentation prévue est de 50 frs, soit seulement 3% de sorte qu'il en résulte une charge douanière de 14% environ.

Il ressort de ce qui précède que les augmentations de droit dont il s'agit sont maintenues dans des limites modestes et que les nouveaux droits suisses sur les tissus de coton qui comportent une charge douanière moyenne de 6½ à 15% – s'ils sont comparés aux droits en vigueur dans la plupart des Etats –, demeurent parmi les plus bas.

Le Conseil Fédéral tient tout particulièrement à insister sur le fait que le relèvement des droits précités n'est nullement dirigé contre la Grande-Bretagne et a été, bien au contraire, réalisé de façon à ne porter aucune entrave sensible aux importations britanniques en Suisse.

Le Conseil Fédéral a estimé courtois de faire connaître au Gouvernement de Sa Majesté les modifications tarifaires qu'il se voit dans la nécessité d'apporter à la situation existante.

Tout en renouvelant sa déclaration qu'il est prêt à entrer en négociations avec le Gouvernement Britannique dans l'intérêt des relations commerciales entre les deux pays, il a tenu spécialement à faire connaître à Votre Excellence les modifications qui font l'objet de la présente note avant la publication de l'arrêté qu'a pris le Conseil Fédéral le 27 février 1931⁵.

5. Publié le 4 mars suivant.

64

E 2001 (C) 4/173

*Le Ministre de Suisse à Varsovie, H.A. von Segesser,
à la Division des Affaires étrangères du Département politique*

L Urgent

Varsovie, 10 mars 1931

Le 14 janvier a.c.¹, je vous avais entretenu du coup de pied de l'âne que M. Dewey, pour être agréable aux Polonais, avait donné aux obligataires du Chemin de Fer Varsovie-Vienne, dans son rapport final avant de partir². Je vous rappelais aussi la mauvaise foi avec laquelle cette question est traitée ici, et vous exposais que la Belgique se propose de soumettre le cas à l'arbitrage. Je vous demandais de me charger de faire au Gouvernement polonais des propositions dans le même sens. Le 22 du même mois³, je vous ai rapporté ma conversation avec le

1. Non reproduit.

2. Il s'agit du rapport du 20 novembre 1930, rédigé par l'américain Charles Dewey, conseiller financier de l'Etat polonais. Cf. n° 355 pour le passage de ce rapport relatif aux emprunts émis par la compagnie du chemin de fer Varsovie-Vienne. Cf. aussi DDS vol. 9, n°s 439 et 441.

3. Non reproduit.

nouveau Sous-Secrétaire d'Etat aux Affaires Etrangères⁴ à propos de la question pendante.

[...]⁵

Quant à la Suisse, notre traité de conciliation et d'arbitrage est entré en vigueur le 11 juillet 1926⁶. Son article 1 prévoit le règlement de «différends qui pourraient s'élever» (c'est à dire à l'avenir). Or, notre réclamation contre le Gouvernement polonais au sujet des obligations du Varsovie-Vienne, prend date au 2 avril 1928⁷, le différend a donc surgi postérieurement à l'entrée en vigueur du traité qui lui est, dès lors, applicable.

Dans ces conditions, et n'ayant reçu aucune réponse du Ministère, ni écrite ni verbale, à mes différentes notes et démarches personnelles dans cette affaire, je veux lui adresser une lettre de rappel que je me propose de remettre personnellement, soit au Sous-Secrétaire d'Etat, soit au Chef du Service Judiciaire du Ministère. Mais, je vous prie instamment de vouloir bien m'écrire d'urgence si, éventuellement, je puis menacer le Gouvernement polonais d'une procédure d'arbitrage (une procédure de conciliation telle que le prévoit aussi notre traité me paraît inutile en l'espèce). Il me semble, en effet, que la Suisse, qui a signé et se propose de signer encore une longue série de traités de conciliation et d'arbitrage, ferait bien de se décider d'en appliquer une fois un, surtout dans un cas juridiquement excellent comme celui du Varsovie-Vienne. Car, si nous laissons tous ces traités lettre morte, plus personne ne les prendra au sérieux. Je considère naturellement la menace d'une procédure d'arbitrage comme ultima ratio. Je m'efforcerai, quelque temps encore, d'obtenir, d'accord avec mon collègue belge, une solution à l'amiable et équitable, mais je reste assez sceptique à ce propos.

Comme notre Banque Nationale a invité les Bourses de Zurich et de Genève à ne plus admettre à la cote de nouveaux titres polonais sans son assentiment, nous tenons le manche en main, mais il faut savoir cogner, car la manière dont la Pologne traite toutes ces affaires est vraiment se moquer du public, surtout des pauvres détenteurs des obligations du Varsovie-Vienne.

En vous priant de vouloir bien me faire connaître votre décision *par retour du courrier* afin que ma démarche au Ministère des Affaires Etrangères ne tarde pas trop, je me permets de vous rappeler que dans cette affaire la France, exerçant son rôle de grande alliée de la Pologne, nous lâche complètement.

Quant aux Pays-Bas, ils agissent par leurs Bourses qui sont bloquées pour les titres polonais.

4. J. Beck.

5. Von Segesser rappelle que la Belgique a décidé de ne ratifier le traité de conciliation et d'arbitrage conclu avec la Pologne, qu'après avoir obtenu satisfaction dans la question de l'emprunt du Varsovie-Vienne.

6. Cf. RO, 1926, vol.42, pp. 288–293.

Sur l'importance de la participation suisse à l'emprunt émis par la société du chemin de fer Varsovie-Vienne, cf. la notice du Département politique du 11 mars 1931 (E 2001 (C) 4/173): [...]

Die Höhe der rein schweizerischen Forderungen an den in Frage kommenden Obligationen beträgt Goldruble 482 770.– oder ungefähr 1 300 000 Schweizerfranken ...

7. Cf. note du même jour de la Légation de Suisse à Varsovie (E 2001 (C) 4/173).

65

E 2, Archiv Nr. 1712

*Le Chef du Département politique, G. Motta,
au Ministre de Suisse à Paris, A. Dunant*

L ZP Urgent

Berne, 13 mars 1931

[...]

A la suite de cet échange de vues¹, qui a porté tant sur la procédure à suivre vis-à-vis du Gouvernement français que sur le fond des propositions pouvant éventuellement être acceptées par la Suisse, le Conseil fédéral, dans sa séance d'aujourd'hui², a décidé de prendre l'initiative de l'ouverture des négociations officielles avec la France qui sont prévues dans l'Ordonnance de la Cour permanente de Justice internationale du 6 décembre 1930³. Ainsi que vous le savez, le délai imparti par la Cour aux Parties à la procédure des zones expire le 31 juillet de cette année. Or les pourparlers préalables entamés le mois dernier à Paris n'ont donné, jusqu'ici, aucun résultat tangible, les représentants officieux français n'ayant été en mesure de formuler aucune proposition précise et ne paraissant pas même avoir été munis d'instructions quelconques⁴. D'autre part, il est évident que la Suisse a tout intérêt à ne pas laisser s'écouler le délai de négociation fixé par la Cour sans avoir démontré, quant à elle, d'être disposée à négocier. Enfin, il est de toute importance d'entamer les négociations officielles suffisamment tôt pour que nous puissions nous opposer à toute velléité de l'autre Partie à la procédure de demander une prorogation du délai fixé par la Cour.

Nous avons, en conséquence, l'honneur de vous prier de faire connaître officiellement au Gouvernement français que le Gouvernement fédéral attacherait le plus grand prix à voir s'ouvrir dans un avenir rapproché les négociations que la Cour permanente de Justice internationale, dans son Ordonnance du 6 décembre 1930, a recommandé aux Parties d'entamer.

[...]

1. Le 12 mars, le Chef du Département politique a examiné avec les représentants des Gouvernements cantonaux de Genève, Vaud et Valais l'état de la négociation dans l'affaire des zones.

2. PVCF secret du 13 mars 1931 (E 1005 2/3).

3. Cf n° 52, n. 3.

4. Sur ces pourparlers, voir la lettre du Chef de la Division des Affaires étrangères du Département politique, P. Dinichert, au Ministre de Suisse à Paris, A. Dunant, le 26 février 1931 (E 2, Archiv-Nr. 1712) et le PVCF secret du 3 mars 1931 (E 2, Archiv-Nr. 1712), non reproduits.

66

E 1004 1/327

*CONSEIL FÉDÉRAL
Procès-verbal de la séance du 16 mars 1931*

472. Internationale Handelskonvention vom 24. März 1930

Volkswirtschaftsdepartement. Antrag vom 13. März

Nach Artikel XII der am 24. März 1930 in Genf abgeschlossenen internationalen Handelskonvention¹ hätten die Ratifikationsurkunden vor dem 1. November 1930 beim Generalsekretär des Völkerbunds niedergelegt werden sollen. Dieser Vorschrift kamen innert der festgesetzten Frist nur folgende Staaten nach: Belgien, Grossbritannien, Dänemark, Finnland, Lettland, Norwegen, Schweden und die Schweiz². Als sich gemäss Artikel XIII der Konvention die Signatarstaaten anfangs November 1930 neuerdings in Genf zusammenfanden³, um über die Inkraftsetzung der Konvention zu beraten, wurden die vorliegenden Ratifikationen einstimmig als ungenügend bezeichnet. Von einer Inkraftsetzung wurde daher Umgang genommen. Um jedoch die Konvention wenn möglich noch zu retten, erklärten sich diejenigen Staaten, die rechtzeitig ratifiziert hatten, bereit, auch solche Ratifikationen, die zwar nach dem 1. November 1930 aber vor dem 25. Januar 1931 einlangen sollten, als rechtsgültig anzuerkennen. Innert dieser Frist ist die Konvention noch ratifiziert worden von Italien, Luxemburg und Griechenland. Vor einigen Tagen hat auch die holländische Regierung die Ratifikationsurkunde noch in Genf deponiert.

Bekanntlich hat die Schweiz anlässlich ihrer Ratifikation die Inkraftsetzung der Konvention davon abhängig gemacht, dass diese auch von ihren vier Nachbarstaaten ratifiziert werde.

Auf den 16. März 1931 hat der Generalsekretär des Völkerbunds nun neuerdings die Unterzeichner der Handelskonvention zu einer Konferenz nach Genf eingeladen, um über die allfällige Inkraftsetzung Beschluss zu fassen. Es ist wohl selbstverständlich, dass die Schweiz dieser Einladung nachkommt. Der Bundesrat hat in seiner letzten Sitzung⁴ den Direktor der Handelsabteilung als ihren Delegierten bezeichnet, der unser Land an allen bisherigen Konferenzen über die Handelskonvention vertreten hat.

Was die ihm nun zu erteilenden Instruktionen anbelangt, so führt das Volkswirtschaftsdepartement folgendes aus:

1. Cf. n° 39.

2. Cette décision avait été prise par le Conseil fédéral le 9 octobre 1930 (cf. PVCF du même jour, E 1004 1/324), à la suite de l'acceptation par les Chambres fédérales de la Convention de Genève du 24 mars (cf. n° 39, n. 3).

3. La deuxième Conférence pour une action économique concertée s'était réunie à Genève, du 17 au 28 novembre 1930.

4. Du 13 mars. Cf. PVCF du même jour (E 1004 1/327).

Zunächst ist wohl kaum ein Grund vorhanden, um von der gestellten Bedingung, dass auch unsere vier Nachbarstaaten mitmachen müssen, abzuweichen. Von diesen hat bis jetzt nur Italien ratifiziert; es fehlen die Ratifikationen von seitens Frankreichs, Deutschlands und Österreichs. Es ist zwar möglich, aber nicht wahrscheinlich, dass bis zum 16. März die Zustimmungserklärungen von Frankreich und Deutschland noch einlangen werden, wogegen fast sicher damit zu rechnen ist, dass Österreich, das gegenwärtig mit der Revision seines Zolltarifs beschäftigt ist, sich endgültig fernhält. Für diesen Fall hat unser Delegierter lediglich an den bisherigen schweizerischen Erklärungen festzuhalten.

Fraglich ist heute auch immer noch, wie sich Grossbritannien endgültig zur Inkraftsetzung der Konvention verhalten wird. Seine Bestrebungen, mit verschiedenen kontinentalen Staaten bilaterale Tarifhandelsverträge abzuschliessen⁵, haben bis jetzt noch zu keinen positiven Ergebnissen geführt, und die bezüglichen Aussichten sind überhaupt angesichts der Stellungnahme von Frankreich und Italien zu den englischen Wünschen sehr unsicher. Falls sich deshalb England nicht für eine Inkraftsetzung der Konvention ausspricht, ist für die Schweiz ein Grund mehr vorhanden, nicht durch besonderes Entgegenkommen irgendwelcher Natur die Inkraftsetzung der Konvention zu erleichtern, da sie sonst keinen Vorteil, aber ganz wesentliche Nachteile auf sich zu nehmen hätte: Die Entwicklung unserer Handelsbeziehungen mit verschiedenen Staaten, mit denen die Schweiz Tarifhandelsverträge abgeschlossen hat, ist derart, dass sich, insbesondere mit Deutschland⁶, eine Revision des Handelsvertrags aufdrängt. Wird die Konvention in Kraft gesetzt, so verzichtet die Schweiz – wenigstens vorübergehend – auf jede Kündigungsmöglichkeit und kommt dadurch für die Revisionsverhandlungen mit Deutschland in eine äusserst ungünstige Lage, da ihr das wichtigste Druckmittel fehlen würde. Auf der andern Seite hat sie Kündigungen durch die übrigen Vertragsstaaten, deren Handelsbilanz mit der Schweiz sich günstig entwickelt, nicht zu gewärtigen. Diese Auffassung ist denn auch von der grossen Mehrheit der kürzlich in Zürich abgehaltenen Wirtschaftskonferenz⁷ geteilt worden.

Es ist möglich, dass an der Konferenz vom 16. März der Antrag gestellt wird, die Beschlussfassung über die Inkraftsetzung der Konvention zu verschieben. Das Volkswirtschaftsdepartement ist der Ansicht, dass sich der schweizerische Delegierte einem solchen Antrag widersetzen sollte, da ein weiteres Hinausschieben des Beschlusses über die Inkraftsetzung eines Vertrages, der rechtlich bereits am 1. April 1931 zu existieren aufhört, sich kaum verantworten liesse und fast lächerlich wirken müsste.

Wie schon bemerkt, besitzt die Schweiz bei den heutigen Verhältnissen kein Interesse an der Inkraftsetzung der Konvention mehr, und eine solche könnte sie vielmehr in eine recht schwierige Situation bringen. Voraussichtlich wird infolge der geschilderten Umstände diese Gefahr vermieden werden können, ohne dass die Schweiz sich besonders zu exponieren und das Odium auf sich zu nehmen

5. Cf. n°s 57, 61 et 63.

6. Cf. n° 58.

7. *La conférence économique suisse s'était réunie à Zurich du 9 au 10 mars 1931 sous la présidence du Chef du Département de l'Economie publique, Schulthess. Cf. les procès-verbaux des délibérations de la conférence (non ouverte au public) in E 7110 1/4.*

braucht, durch ihre Haltung einen Akt der wirtschaftlichen Solidarität verunmöglicht zu haben. Schwieriger wird die Frage, wie sie sich verhalten soll, für den ganz unwahrscheinlichen Fall, dass sich Frankreich, Deutschland, Österreich und auch England bereit erklären sollten, die Konvention vor dem 1. April in Kraft zu setzen und für die Dauer von sechs Monaten auf die in Artikel IX vorgesehene Kündigung zu verzichten. In diesem sehr unwahrscheinlichen Fall würde eine Weigerung der Schweiz, das gleiche Entgegenkommen beweisen, zu einem Scheitern der ganzen Aktion führen, was sowohl für die Stellung unseres Landes zur wirtschaftlichen Zusammenarbeit im allgemeinen wie hinsichtlich der zu erwartenden Haltung der englischen Regierung äusserst bedenklich und bedauerlich wäre. Auf der andern Seite hätte aber ein solches Vorgehen zur Folge, dass die Schweiz wenigstens während sechs Monaten ihr Kündigungsrecht gegenüber Deutschland nicht ausnützen, bzw. in den Verhandlungen nicht in die Waagschale werfen könnte. Es ist nicht leicht, aus diesem Dilemma einen befriedigenden Ausweg zu finden. Trotzdem glaubt das Volkswirtschaftsdepartement, dass schlussendlich doch die Notwendigkeit, mit Deutschland zu einer annehmbaren Neuregelung unserer Handelsbeziehungen zu gelangen, dominieren muss, und dass sich deshalb der schweizerische Delegierte in einem solchen Fall gegen die Übernahme einer Bindung hinsichtlich des Verzichts auf das Kündigungsrecht aussprechen sollte. Dass dieser unangenehme Fall eintreten wird, ist wenig wahrscheinlich, und das Volkswirtschaftsdepartement möchte mit Rücksicht auf die Schwierigkeit der Angelegenheit vorschlagen, dass unser Vertreter in einer solchen Situation vor Abgabe einer endgültigen Erklärung dem Departement nochmals berichtet und die endgültigen Instruktionen erst dann erhält.

In der Beratung werden von einzelnen Mitgliedern Bedenken dagegen geäusserzt, dass die Schweiz unter Umständen durch die Erklärung, sie trete nunmehr von der Handelskonvention zurück, obgleich die erforderlichen Zustimmungs-erklärungen der anderen Länder vorliegen, das Odium auf sich nimmt, durch eine solche Haltung ihrerseits einen Akt der wirtschaftlichen Solidarität verunmöglicht zu haben. Die Schweiz hatte vor einem Jahre zu den ersten Befürwortern des Abkommens gehört. Ein derartiger Frontwechsel würde nicht begriffen. – Indessen wird kein Gegenantrag gestellt.

Die Mehrheit der Mitglieder des Rates teilt die Auffassung des Volkswirtschaftsdepartements. Dabei wird u. a. namentlich darauf hingewiesen, dass sich die Lage in den letzten Monaten vollständig geändert hat.

Es wird daher *beschlossen*:

Der Bundesrat erklärt sich mit den obigen Ausführungen des Volkswirtschafts-departements einverstanden und bringt diese dem schweizerischen Delegierten als Instruktionen zur Kenntnis⁸.

8. *Sur les conclusions de la deuxième session de la deuxième Conférence pour une action économique concertée, réunie à Genève du 16 au 18 mars, cf. RG, 1931, pp. 516–517:*

Aux termes du protocole de clôture du 18 mars, les représentants des Etats qui avaient ratifié la convention, après avoir examiné diverses propositions sur lesquelles un accord n'a pu s'établir, ont constaté qu'ils ne pouvaient fixer la date de la mise en vigueur de la convention. Ce faisant, les délégués n'ont pas entendu se prononcer sur la possibilité de mettre la convention en vigueur à une date postérieure à celle du 1^{er} avril 1931.

16 MARS 1931

67

E 2001 (C) 2/59

*Le Chef du Département politique, G. Motta,
au Ministre de Suisse à Bucarest, F. von Salis*

Copie

L YT Vertraulich

Bern, 16. März 1931

Wie Ihnen bekannt ist, hat die rumänische Regierung auf dem Wege der autonomen Monopolverwaltung nunmehr einen neuen Anleihensvertrag abgeschlossen. Der grösste Teil dieses neuen Anleihens von ca. 50 Millionen Dollars wird in Frankreich placierte werden, geringere Tranchen in Amerika, Holland, Schweden, Deutschland, Belgien, Österreich, Tschechoslowakei, in Rumänien selbst und in der Schweiz.

Infolge der noch nicht eingelösten rumänischen Vorkriegsverpflichtungen war die Bereitwilligkeit zur Emission dieser Anleihe insbesondere in der Schweiz keine sehr grosse¹. Die schweizerischen Finanzkreise, vorab die Schweizerische Bankervereinigung, waren der Ansicht, dass Rumänien erst seine alten Verpflichtungen erfüllen sollte, bevor ihm neue Mittel zur Verfügung gestellt würden. Dieser Haltung der Finanzkreise, so berechtigt sie an und für sich ist, standen aber grosse Interessen unserer Industrie, insbesondere der Maschinenindustrie gegenüber, welche befürchtete, dass ihr Geschäftsverkehr mit Rumänien durch das Fernbleiben der Schweiz von dieser Anleihe, die zu einem grossen Teil für Investitionen verwendet werden soll, schweren Schaden erleiden könnte. Diese sicherlich nicht grundlosen Befürchtungen müssen in der gegenwärtigen Epoche der Absatzkrise naturgemäss vermehrt ins Gewicht fallen.

Diese Umstände haben denn auch die beteiligten amtlichen und nichtamtlichen schweizerischen Kreise bewogen, der Emission der schweizerischen Tranche keine weiteren Hindernisse in den Weg zu legen², namentlich nachdem der hiesige rumänische Gesandte³ uns die Zusicherung gegeben hatte, seine Regierung werde ihr Möglichstes tun, dass die ungeregelten Verpflichtungen in Rumänien, insbesondere aber die Frage einer 4½%-Anleihe der Stadt Bukarest 1895 und 1898 endlich einer befriedigenden Lösung zugeführt würden. Leider scheint aber diese letztere Angelegenheit infolge der Haltung der Stadt Bukarest von einer Lösung noch weit entfernt zu sein.

Am 3. und 4. März haben in Basel Verhandlungen zwischen der Bankervereinigung und einem Delegierten der Stadt Bukarest stattgefunden, die ergebnislos endigten.

Über deren Verlauf orientiert die beiliegende Abschrift des von der Bankervereinigung aufgenommenen Verhandlungsprotokolls, das wir zusammen mit dem Begleitschreiben der Vereinigung diesem Schreiben beilegen⁴.

1. Cf. nos 14 et 19.

2. Motta était intervenu personnellement pour faire lever ces obstacles, Cf. la lettre de l'Association suisse des banquiers du 10 mars 1931, en annexe au présent document.

3. M. Boeresco.

4. Non reproduit.

Dabei möchten wir bemerken, dass sich in den Angaben der Bankiervereinigung ein von ihr unterdessen berichtigter Irrtum eingeschlichen hat. Die in schweizerischen Händen befindlichen Titel der Bukarester Stadtanleihe belaufen sich auf Gold-Lei 362 000, in welcher Summe die rückständigen Zinsen *nicht* eingerechnet sind. Die Zinsrückstände ihrerseits, die sich auf 14 Jahre verteilen, erreichen die Höhe von Gold-Lei 228 060.

Der Vorschlag der Bankiervereinigung ging auf Rückkauf der Schuld durch die Stadt Bukarest, und zwar des Kapitals zu 40% und der Rückstände zu 20% des Goldwertes, zahlbar in französischen Franken zum Tageskurs. Die von der Schuldnerin zu zahlende Rückkaufsumme, Kommission und Taxen inbegriffen, würde sich nach dem Vorschlag der Bankiervereinigung auf Frs. 192.079 oder Papier-Lei 6.196.096.77 belaufen.

Dieser durchaus vernünftige und entgegenkommende Vorschlag wurde aber vom Vertreter der Stadtverwaltung Bukarest, Herrn Pompiliu Jonitescu, rundweg abgelehnt. Ein anderes als das von den französischen Gläubigern geplante Abkommen, d.h. Rückkauf der Kapital- und *Zinsenschuld* auf einer Basis von 20% in Gold des Kapital-Nominalwertes, könne auch für die schweizerischen Titelinhaber nicht in Frage kommen. Eine Erledigung der Angelegenheit auf dieser Grundlage wird aber von den schweizerischen Gläubigern als unannehmbar bezeichnet. Die besondere Mentalität der Bukarester Stadtverwaltung zeigt sich an einem Ausspruch des Herrn Pompiliu Jonitescu, den Sie im ersten Absatz auf Seite 4 des Verhandlungsprotokolls finden und worin dieser Vertreter der Schuldnerin unverhüllt mit administrativen Schikanen gegenüber dem in Rumänien arbeitenden schweizerischen Kapital droht, falls sich die Schweiz nicht an dem neuen rumänischen Anleihen beteilige⁵. Diese Sprache ist sicherlich für einen säumigen Schuldner nicht am Platze und steht nicht im Einklang mit den uns von Herrn Boresco gemachten Zusicherungen.

Auf Grund dieser Zusicherungen möchten wir Sie ersuchen, bei der rumänischen Regierung vorstellig zu werden und diese zu veranlassen, auf die Stadtverwaltung Bukarest einen nachhaltigen Druck auszuüben, damit sich diese endlich dazu entschliesst, in ernsthafte Verhandlungen mit den schweizerischen Gläubigern einzutreten und ein Angebot zu machen, welches den berechtigten und vernünftigen Forderungen entspricht. Wir haben nichts dagegen einzuwenden, wenn Sie die vorerwähnten Redensarten des Herrn Pompiliu Jonitescu an zuständiger Stelle in geeigneter Form zur Kenntnis bringen.

5. /.../ Les intérêts suisses en Roumanie sont considérables. Ils s'élèvent à environ 40 millions et si la Suisse refuse de prendre part à l'emprunt roumain, on pourra facilement, par des mesures administratives adéquates, entraver l'action des capitaux suisses en Roumanie. (Compte-rendu des réunions tenues le mardi 3 mars 1931 et le mercredi 4 mars 1931 ... à la Banque Commerciale de Bâle (E 2001 (C) 2/59).

19 MARS 1931

ANNEXE

E 2001 (C) 2/59

*L'Association suisse des Banquiers
au Chef du Département politique, G. Motta⁶*

L

Bâle, 10 mars 1931

Nous référant à l'entretien téléphonique que nous avons eu l'honneur d'avoir avec vous en date de ce jour, nous avons l'honneur de vous confirmer que le Comité Balkans de l'Association Suisse des Banquiers, dans sa séance du mardi 10 mars crt., a décidé, après beaucoup d'hésitations, de lever son veto contre l'émission d'une tranche de l'emprunt roumain de stabilisation sur le marché suisse. Les motifs qui ont amené le Comité Balkans à prendre cette décision sont que vous avez bien voulu exprimer personnellement au Président, M. Morel-Vischer, le désir que le Comité Balkans lève son opposition contre l'émission d'une tranche de l'emprunt roumain en Suisse, pour des raisons d'ordre politique général et économique, et vu les intérêts considérables que les industries suisses possèdent en Roumanie. Le Comité Balkans a également tenu compte du fait que vous avez bien voulu déclarer au Président de notre Comité, M. Morel-Vischer, que le Département Politique s'engageait à continuer tous ses efforts en vue de faire valoir les droits des porteurs suisses d'emprunts extérieurs auprès des Gouvernements étrangers et tout particulièrement auprès du Gouvernement roumain.

Nous nous empressons d'ajouter que cette décision du Comité Balkans ne doit pas être considérée comme pouvant le lier pour l'avenir, mais qu'au contraire elle ne préjudicie en rien les décisions que le Comité Balkans pourrait encore être amené à prendre dans des affaires analogues.

6. Lettre signée par A. Morel et par F. Filliol.

68

E 2001 (C) 4/173

*Le Chef du Département politique, G. Motta,
à la Légation de Suisse à Varsovie*

*Copie**L YT*

Bern, 19. März 1931

Wir beeihren uns, Ihnen den Empfang Ihrer beiden Schreiben vom 14. Januar¹ und 10. März d.J.² betreffend die Obligationen der ehemaligen Eisenbahngesellschaft Warschau-Wien zu bestätigen und haben von Ihren Ausführungen über den gegenwärtigen Stand der Angelegenheit Kenntnis genommen.

Ihren Mitteilungen haben wir mit Interesse entnommen, dass Belgien beabsichtigt, der polnischen Regierung die Schlichtung dieses Streitfalles durch ein ad hoc konstituiertes Schiedsgericht vorzuschlagen, nachdem der bereits unterzeichnete belgisch-polnische Schiedsvertrag nicht ratifiziert wurde und von Belgien bis zur Erledigung der hier in Frage stehenden Streitfragen nicht ratifiziert werden soll.

Sie haben bei dieser Gelegenheit die Frage aufgeworfen, ob nicht unsererseits die Erledigung der Angelegenheit auf schiedsgerichtlichem Wege unter Berufung

1. Non reproduit.

2. Cf. n° 64.

auf den polnisch-schweizerischen Vergleichs- und Schiedsvertrag vom 15. Mai 1925³ erledigt werden könnte.

Wir haben diese Frage geprüft und sind zu folgendem Ergebnis gelangt:

Gestützt auf Artikel 1 und Artikel 14 unseres Vergleichs- und Schiedsvertrages mit Polen sind wir wohl in der Lage, die Beurteilung dieses Streitfrage durch ein Schiedsgericht zu verlangen, indem wir mit Ihnen der Ansicht sind, dass sie sich zu einer Regelung im Vergleichsverfahren nicht eignet.

Dabei müssen wir aber die Möglichkeit ins Auge fassen, dass Polen diesen Vorschlag, gestützt auf Artikel 2 des Vertrages, im gegenwärtigen Zeitpunkt ablehnen wird, indem es geltend macht, dass es sich im vorliegenden Falle letzten Endes um eine Forderung privatrechtlicher Natur handelt, die nach der internen Gesetzgebung der Kompetenz der ordentlichen polnischen Gerichte unterliegt. Dies wäre wohl der letzte Weg, den die Gläubiger dieser Obligationen einschlagen wollten.

Wir haben nichts dagegen einzuwenden, wenn Sie vorläufig, ohne bestimmte Propositionen zu machen, an zuständiger Stelle die Diskussion auf die Möglichkeit einer schiedsgerichtlichen Erledigung dieser Pendenz hinlenken wollten.

Sollte übrigens wider Erwarten Polen bereits auf den Vorschlag des belgischen Gesandten auf Beurteilung des Falles durch ein Schiedsgericht ad hoc eingetreten sein, so könnten wir, immer im Rahmen unseres Vertrages, verlangen, uns diesem Verfahren anzuschliessen.

Wir bitten Sie, uns vom Resultat Ihrer Sondierungen Kenntnis geben zu wollen, worauf wir dann, im Benehmen mit der Bankiervereinigung, das weitere Vorgehen prüfen werden.

3. Cf. RO, 1926, vol. 42, pp. 288–293.

69

E 7110 1/71

*Le Chef du Département de l'Economie publique, E. Schulthess,
au Ministre de Grande-Bretagne à Berne, C. Russell*

Copie

N

Berne, 20 mars 1931

Le 14 janvier dernier¹, j'ai eu l'honneur de faire connaître à Votre Excellence que la Suisse acceptait la proposition du Gouvernement de Sa Majesté Britannique, d'entamer des négociations en vue d'améliorer les relations commerciales entre nos deux pays². J'ajoutais que le Conseil fédéral était dès lors disposé à vous transmettre la liste des desiderata suisses, après avoir pris connaissance des désirs britanniques, étant entendu que les listes réciproques des demandes seraient considérées comme provisoires, afin qu'elles puissent, le cas échéant, être complétées plus tard.

1. Non reproduit.

2. Cf. n°s 57, 61 et 63.

20 MARS 1931

La note de votre Légation, en date du 28 janvier³, à laquelle la liste des demandes de votre Gouvernement était annexée, m'est bien parvenue. Le Conseil fédéral n'a pas manqué d'examiner ces demandes avec toute l'attention qu'elles méritent et il entrevoit la possibilité d'en tenir compte tout au moins dans une certaine mesure.

De mon côté, je m'empresse de vous envoyer, sous ce pli, la liste des produits⁴ pour lesquels le Conseil fédéral, après avoir consulté les milieux suisses intéressés, estimerait hautement désirable d'obtenir de la Grande-Bretagne des réductions de droits de douane.

3. Cf. n° 61, n. 2.

4. Cf. annexe au présent document.

ANNEXE

E 7110 1/71

Copie

Produits pour lesquels la Suisse demande des réductions des droits de douane britanniques

I

1. Tissus de soie naturelle et artificielle pure ou mélangée et rubans de soie artificielle pure ou mélangée.
2. Tresses et bandes de soie artificielle pure ou mélangée (y compris la paille artificielle et le crin artificiel ainsi que la cellophane), même brodées, destinées exclusivement à la fabrication des chapeaux.
3. Broderie de soie naturelle ou artificielle.
4. Bonneterie: Tolérance en faveur de la bonneterie en laine et en coton, pour les rubans, lacets, galons ou autres accessoires en soie ou en soie artificielle, pourvu que leur poids total ne dépasse pas 8% du poids total de l'article, ainsi que pour le fil à coudre de soie ou de soie artificielle.

II

1. Horlogerie de petit volume, c'est-à-dire montres de poche et autres articles similaires tels que pendules de tous genres présentant la caractéristique d'une montre (balanciers circulaires).
2. Parties de véhicules-automobiles:
 - roues et jantes
 - tambours de frein
 - boîtes d'essieu et du cardan.

III

1. Produits chimiques intermédiaires et auxiliaires pour la teinture:
/.../
2. Produits chimiques pharmaceutiques:
/.../
3. Spécialités pharmaceutiques:
/.../
4. Parfums synthétiques (pour l'industrie du savon et la fabrication de parfums).

E 7110 1/81

*Le Directeur de la Division du Commerce du Département
de l'Economie publique,
W. Stucki, au Chef du Département de l'Economie publique, E. Schulthess*

L

Rom, 24. März 1931

Meine hiesigen Verhandlungen haben leider einen gänzlich unerwarteten Anfang und damit ein noch unerwarteteres rasches Ende gefunden.

Wie Sie sich erinnern, haben wir auf das italienische Begehr um Freigabe der Aluminiumzölle¹ zunächst geantwortet, dass vor allem auch die Frage der italienischen Verzollung der Automobilbestandteile, in welcher Frage Italien den bestehenden Handelsvertrag in krasser Weise verletzt hat, geordnet werde. Als die Italiener das letzte Mal in Bern waren², ist dieser Punkt sehr eingehend diskutiert worden, und wir haben insbesondere den italienischen Wunsch nach Fixierung von Minimalgewichten für die einzelnen Automobilteile des bestimmtesten ablehnen müssen, weil dies den äusserst vielgestaltigen Interessen der Firma Fischer in Schaffhausen stark widersprochen hätte³ und wir nicht das Recht hatten, zu ihrem Nachteil auf unzweifelhafte Vertragsansprüche zu verzichten. Wir gaben den Italienern zwei ausgearbeitete Alternativvorschläge mit und baten sie um Mitteilung, welchen von beiden sie nach nochmaligem reiflichem Studium annehmen wollten. Am 24. Januar erklärten sie der hiesigen Gesandtschaft⁴ grundsätzliche Annahme des zweiten Vorschlags, immerhin wünschten sie noch einige Abänderungen. Diesen Abänderungsvorschlägen stimmten wir nach Prüfung derselben mit dem Vorort sowohl als mit der Firma Fischer fast vollständig zu und sandten ein entsprechend umgearbeitetes Projekt nach Rom. Ich habe die Italiener ausdrücklich und mehrfach durch Herrn Dr. Vieli⁵ wissen lassen, dass ich nur dann die übrigen Fragen (Kunstseide⁶ usw.) diskutieren könne, wenn man unsren letztern, äusserst weitgehenden Vorschlag mit Bezug auf die Automobilzölle annehme. Herr Dr. Vieli erhielt hierauf längere Zeit keine Antwort und schliesslich die Mitteilung, es bestände nur noch eine kleine Differenz bezüglich der Gewichtsgrenze. Da ich hier auch noch etwas entgegenkommen können, so glaubte ich in dieser Frage keinerlei Schwierigkeiten mehr erwarten zu sollen.

Heute hat mir nun nach dem Mittagessen bei Minister Wagnière mein italienischer Kollege plötzlich ein Papier in die Hand gedrückt, das einen vollständig neuen Vorschlag über die Verzollung der Automobilbestandteile darstellt und ins-

1. Cf. n°s 24, 26 et 53.

2. Cf. n° 53, n. 5.

3. Cf. la lettre de la Direction de Fischer à la Division du Commerce du 9 octobre 1930 (E 7110 1/84).

4. Cf. la lettre de Wagnière à la Division du Commerce du 26 janvier 1931 (E 7110 1/84).

5. P. Vieli, secrétaire à la Légation de Rome.

6. Cf. n°s 131, 181 et 263, A.

besondere die in Bern längst als absolut unmöglich abgelehnte Minimalgewichtsgrenze aufweist. Ich habe selbstverständlich zunächst auf das durchaus Unkorrekte dieser Verhandlungsmethode hingewiesen und sodann jede Diskussion auf der Grundlage des neuen italienischen Vorschlages abgelehnt. Auch eine Erörterung der übrigen Fragen wies ich angesichts dieser Tatsache zurück, da wir unbedingt an dem Grundsatze festhalten müssen, dass, bevor man sich über eine Änderung des bestehenden Vertrages einigt, dessen bisheriger Inhalt nicht ungestraft weiter verletzt werden darf. Die italienischen Herren waren sichtlich verlegen und gaben sich offenbar über unsere Gutmütigkeit unbegreiflichen Illusionen hin. Wenn, was nicht ausgeschlossen ist, sie in den nächsten Tagen ihre Haltung nicht grundsätzlich ändern, so wird man ihnen meines Erachtens sehr rasch vorschlagen müssen, den Streitfall über die Behandlung der Automobilbestandteile einem Schiedsgericht zu unterbreiten. Da auch Deutschland und Frankreich sich über die gleiche vertragswidrige Behandlung dieser Automobilbestandteile beklagen, so dürfte es Italien kaum soweit kommen lassen.

Ich sende Ihnen beiliegend Kopie des heutigen obenerwähnten italienischen Vorschlages⁷ und bitte Sie, diesen durch Herrn Vollenweider⁸ dem Vorort, dem Verein schweizerischer Maschinenindustrieller und der Firma Fischer in Schaffhausen zukommen zu lassen. Sollten diese drei Stellen meine Auffassung, dass auf dieser Basis eine weitere Verhandlung unmöglich ist, nicht teilen, so bitte ich um umgehenden telegraphischen Bericht und telephonische Detailauskunft durch Herrn Vollenweider, morgens 9 Uhr ins Hotel Eden.

[...]

7. Non reproduit.

8. J. Vollenweider, adjoint à la Division du Commerce.

*Le Chef du Département de l'Economie publique, E. Schulthess¹,
à la Légation de Suisse à Paris*

L

Bern, 1. April 1931

[...]

Was die wirtschaftlichen Interessen der Schweiz anbetrifft, so glauben wir trotzdem hier nicht, dass die zollfreie Einfuhr Österreichs auf den deutschen Markt unserm Export nach Deutschland wesentlich schaden würde, da wir dort bereits mit der Produktion der hochentwickelten deutschen Industrie in Konkurrenz stehen. Die soeben erwähnte Äusserung des deutschen Grossindustriellen² beweist jedoch, dass hier eine andere Auffassung möglich ist. Indessen befürchtet man bei uns eher die Konkurrenz Deutschlands auf dem österreichischen Markt.

1. En qualité de remplaçant du Chef du Département politique.

2. Cet avis est mentionné dans un passage précédent de la lettre, qui n'a pas été retenu.

Immerhin muss man sagen, dass es sich auch hier um Annahmen handelt, und dass ein definitives Urteil zu fällen heute nicht möglich ist. Es kommt auch darauf an, welche Zölle an der österreichisch-deutschen Grenze aufrechterhalten werden und auf wie lange dies geschieht. Dem Vernehmen nach sollen einstweilen ziemlich wichtige Industriezölle weiter bestehen, und die Erfahrung zeigt, dass solche Provisorien oft ziemlich dauerhaft sind. Würde auf der andern Seite die Zollunion der deutschen und der österreichischen Wirtschaft wirklich zu ernstlichem Nutzen gereichen und die wirtschaftliche Lage in diesen beiden Ländern besser gestalten, so würden wir aus der dahерigen Steigerung der Kaufkraft Nutzen ziehen können. Ob aber dieser Effekt eintreten wird, ist, wie wir bereits hervorhoben, fraglich.

/.../

Sie sehen also, dass es heute sehr schwer ist, die wirtschaftlichen Auswirkungen in bestimmter Weise vorauszusehen. Im allgemeinen wird man ja wohl sagen dürfen, dass vom Standpunkt der Schweiz aus der jetzige Zustand einer deutsch-österreichischen Zollunion vorzuziehen sei. Durch eine Zusammenlegung der beiden Zollgebiete wird die Macht unseres Gegenkontrahenten bei Vertragsverhandlungen gestärkt, und solche Verhältnisse können sich bekanntlich unangenehm auswirken. Wir glauben indessen mit den Vertretern des Vororts, die wir heute zufällig in Zürich zu treffen Gelegenheit hatten, dass die ganze Lage auch deshalb um so ruhiger beurteilt werden soll, als die Realisierung des Projektes noch keineswegs sicher ist. Ganz abgesehen von allen äussern Schwierigkeiten, die an sich schon sehr gross sind und nach unserem Gefühle wohl die deutsch-österreichischen Bestrebungen zum Scheitern bringen werden, dürfte die Ausarbeitung des Zollunionsvertrages zwischen den Kontrahenten noch zu langen Diskussionen Anlass geben. Ob die dabei auftauchenden Schwierigkeiten überbrückt werden können, ist auch noch keineswegs sicher.

Aus allen diesen Gründen empfiehlt es sich, wie auch in der gestrigen Sitzung des Bundesrates betont wurde, dass sich die schweizerischen Vertreter reserviert verhalten. Rechtlich haben wir keine Möglichkeit, gegen die Zollunion Einspruch zu erheben. Unser Wunsch aber wird weder für das Scheitern noch für die Realisierung des Projektes von Bedeutung sein, und es hat daher auch keinen Zweck, sich in dieser Frage zu exponieren.

Viel mehr als die wirtschaftlichen Fragen haben politische Erwägungen zu der grossen Aufregung beigetragen, die man vielfach konstatieren konnte. Man betrachtet vielerorts die Zollunion als die Vorbereitung des politischen Anschlusses. Deutschland und Österreich versichern, dass es sich um eine rein wirtschaftliche Aktion und nur um eine völkerrechtliche, nicht aber um eine staatsrechtliche Bindung handle. Es ist nicht unsere Sache, darüber ein endgültiges Urteil zu fällen. Sicherlich kann nicht geleugnet werden, dass ein Zollanschluss den politischen Anschluss zu präparieren geeignet ist. Ob aus dieser Feststellung der Schluss gezogen werden darf, dass heute schon auf die politische Vereinigung hingezielet werde, ist eine andere Frage.

Sie wissen, dass der Bundesrat die Aufrechterhaltung des gegenwärtigen Zustandes als im Interesse der Schweiz gelegen betrachtet und wünscht, dass der Anschluss Österreichs an Deutschland nicht erfolge. Die Gründe hiefür brauchen

wir Ihnen nicht auseinanderzusetzen. Trotzdem glauben wir in Übereinstimmung mit dem Bundesrat, dass die schweizerischen Vertreter auch in dieser Beziehung Reserve beobachten und auf eine Erörterung dieser Frage zurzeit nicht eintreten sollten. Sie sehen also, dass wir das deutsch-österreichische Projekt hier durchaus ruhig beurteilen und der Meinung sind, dass die Entwicklung der Dinge abzuwarten sei. Wir möchten jedoch gleichzeitig betonen, dass die wirtschaftliche Lage Europas eine ernste ist und dass die europäischen Probleme im allgemeinen, wie auch das österreichische im besondern, durch eine Verhinderung des heute in Frage stehenden Projektes nicht aus der Welt geschafft sind³.

/.../

3. Dans une lettre du 22 avril 1931 à la Légation de Suisse à Paris, le Chef du Département politique G. Motta dit n'avoir rien à ajouter à cet exposé concernant les répercussions économiques que le projet d'union douanière austro-allemande peut avoir pour la Suisse. Il rappelle que le message du Conseil fédéral à l'Assemblée fédérale du 1^{er} décembre 1922, concernant la participation financière de la Suisse à la reconstruction de l'Autriche estimait déjà que le démembrlement de l'Autriche serait pour notre pays un dommage très sensible. (FF 1922, III, pp. 833ss.) Et de conclure ...

Il est superflu de dire que toutes les considérations qui précèdent gardent, aujourd'hui encore comme en 1922, toute leur valeur. D'accord avec le Conseil fédéral et en complément des instructions qui vous ont déjà été données, nous avons donc l'honneur de vous faire connaître que, dans les entretiens au sujet de l'union douanière projetée entre l'Allemagne et l'Autriche, MM. les Chefs de Mission peuvent ne pas cacher qu'une union politique entre ces deux voisins n'est pas souhaitée par la Suisse. Cette attitude est du reste parfaitement conciliable avec une prudence extrême dans toutes nos déclarations (E 2200 Paris 3/3).

72

E 7110 1/81

*Le Secrétaire de la Légation de Suisse à Rome, P. Vieli,
au Chef du Département de l'Economie publique, E. Schulthess*

L

Rom, 9. April 1931

Handelsvertrag mit Italien – Verhandlungen¹

Anlässlich der letzten Zusammenkunft zwischen Herrn Direktor Stucki und Herrn Commendatore Anzilotti² war vereinbart worden, dass der letztere einen neuen italienischen Vorschlag betreffend die Automobilbestandteile³ ausarbeite und sich im übrigen zu der von Herrn Direktor Stucki vorgebrachten Frage der Schuhzölle⁴ äussere. Der italienische Vorschlag sollte sich, wohlverstanden, möglichst genau mit dem letzten schweizerischen Entwurfe vom 12. Februar

1. Cf. nos 24, 26, 53 et 70.

2. E. Anzilotti, Inspecteur général au Ministère des Corporations.

3. Cf. no 70.

4. Cf. plus bas.

1931⁵ decken, und nur ganz unbedeutende Änderungen könnten eventuell zur Prüfung entgegengenommen werden.

Herr Anzilotti überreichte uns nunmehr gestern abend bei Gelegenheit der Übergabe unseres Memorials in der Frage der Zollbehandlung des Ferrosiliziums den in Aussicht gestellten neuen Vorschlag für die Automobilbestandteile. Die verschiedenen Artikel dieses Vorschlages sind von Herrn Anzilotti in einem kurzen Memorandum kommentiert worden. Auch von diesem Memorandum übergab uns Herr Anzilotti eine Kopie, so dass wir davon Umgang nehmen können, auf die Einzelheiten des neuen italienischen Vorschlages einzutreten, da wir Ihnen das Memorandum gleichzeitig mit dem Vorschlag in der Beilage zustellen⁶.

Wie wir bei unserer mündlichen Besprechung Herrn Anzilotti auseinandersetzten, wird es natürlich Sache der in technischer Hinsicht kompetenten Kreise sein, sich zu den von Italien vorgeschlagenen Abänderungen zu äussern. Leider glaubte Herr Anzilotti auch jetzt noch nicht, auf seine Forderung betreffend die Festsetzung eines Minimalgewichtes für die nichtgenannten Automobilbestandteile verzichten zu können. Er hat unseren Ansprüchen nur insoweit Rechnung getragen, als er dieses Minimalgewicht ganz erheblich herabsetzte, wie er glaubt auf eine Grenze, welche die Ausfuhr der sämtlichen in der Schweiz fabrizierten Bestandteile zum bisherigen Zollansatze ermöglicht. Wir unterliessen nicht, unverzüglich darauf hinzuweisen, dass eigentlich in der Frage der Festsetzung einer Minimalgewichtsgrenze das letzte Wort gesprochen sei. Wir müssten uns darauf beschränken, Ihnen seinen Vorschlag zu überreichen, wobei jedoch der Entscheid von der Auffassung der technisch kompetenten Interessentenkreise abhängen werde.

Was die Frage der Schuhzölle betrifft, so nahm Herr Anzilotti plötzlich, wie hinsichtlich der Kunstseidenzölle⁷, einen sehr besorgten Ton an, indem er erklärte, unsere Forderung wäre für die neu aufstrebende italienische Schuhindustrie ein sehr schwerer Schlag. Er hätte bisher allerdings noch nicht die Möglichkeit gehabt, den ganzen Fragenkomplex genauer zu prüfen. Er stelle nur fest, dass gerade im letzten Jahre die italienische Schuhausfuhr nach der Schweiz eine erhebliche Steigerung erfahren habe. Eine Heraufsetzung der schweizerischen Schuhzölle könnte somit die aufstrebende Entwicklung der italienischen Schuhausfuhr in allzu schwerer Weise beeinträchtigen. Er kam auch gestern wieder, wie schon früher anlässlich der Besprechung der Kunstseidenzölle, mit dem Vorschlage, wir möchten die Frage der Schuhzölle und der Ferrosilizium-Aluminium-Legierungen vorläufig beiseite lassen und nur die Automobilbestandteile und das übrige von der italienischen Delegation in Bern vorgebrachte Programm erledigen⁸. Wir glaubten nicht fehlzugehen, wenn wir erklärten, dass wir die Regelung der Automobilbestandteile in keiner Weise als eine Konzession für die von Italien verlangte Freigabe der Aluminiumzölle betrachten könnten und dass von einer Freigabe dieser letztern keine Rede sein dürfte, wenn uns Italien nicht hinsichtlich der

5. Cf. lettre de la Division du Commerce à la Légation suisse de Rome du même jour (E 7110 1/81).

6. Non reproduit.

7. Cf. n° 131, 181 et 263, A.

8. Cf. n° 53, n. 5.

Schuhzölle Entgegenkommen zeige. Die andern von der Schweiz als Gegenkonzessionen gestellten Forderungen seien im Verhältnis zu der Freigabe der Aluminiumzölle allzu unbedeutend.

Herr Anzilotti versprach uns, die genaue Prüfung der Frage sofort an die Hand zu nehmen. Er machte indessen einen provisorischen Vorschlag, der dahin geht, die Schweiz möchte ihrerseits die italienischen Schuhzölle freigeben, wobei sich die italienische Regierung verpflichten würde, eine bescheidene Erhöhung der Schuhzölle erst in jenem Zeitpunkt vorzunehmen, in welchem wir nach diesbezüglicher Einigung mit Deutschland⁹ und der Tschechoslowakei an die Heraufsetzung der Schuhzölle treten könnten. Es ist selbstverständlich, dass wir uns zu dieser Anregung nicht äussern konnten, sondern uns darauf beschränkten, ihre Weiterleitung an Sie zu versprechen.

Was schliesslich die Frage der Ferrosilizium-Aluminium-Legierungen betrifft, so schien Herr Anzilotti hierüber bereits Erkundigungen eingezogen zu haben, denn er bemerkte, dass diese Produkte von der italienischen Industrie hergestellt würden und geschützt werden müssten. Wir machten ihn darauf aufmerksam, dass es sich vielleicht um einen Irrtum handeln könnte, da diese Ferrosilizium-Aluminium-Legierungen ja nur ein Nebenprodukt darstellten, durch deren Einfuhr die in Frage kommende italienische Industrie kaum geschädigt werden dürfte. Wir baten ihn, zunächst unser Memorandum, das sich genau an die Ausführungen des Briefes des Vorortes des Schweizerischen Handels- und Industrievereins hält, zu prüfen und uns sodann nach erfolgter Rücksprache mit den Interessenten seine Antwort mitzuteilen.

9. Cf. nos 115, A et 122, n. 2.

*Le Ministre de Suisse à Rome, G. Wagnière,
au Chef du Département politique, G. Motta*

L

Rome, 10 avril 1931

Des amis tessinois sont venus nous entretenir de la station radiophonique qui doit être installée prochainement, sauf erreur, sur le Monte Ceneri¹. Il paraît trait, d'après un informateur généralement bien renseigné, que M. Canevascini, qui doit avoir la haute main dans cette entreprise, compte l'utiliser pour un but de propagande au service de ses amis anti-fascistes italiens, avec la collaboration de M. Borella².

1. *Le Conseil d'Etat tessinois, avait fondé en janvier 1931, l'Ente autonomo per la radiodiffusione nella Svizzera italiana. Le conseil d'administration de cet organisme était présidé par le Conseiller d'Etat socialiste, G. Canevascini.*

2. *F. Borella, avocat, conseiller national socialiste et membre du conseil d'administration de l'Ente autonomo per la radiodiffusione nella Svizzera italiana.*

Je me fais un devoir de vous signaler cette nouvelle, qui, je veux l'espérer, n'est pas entièrement fondée. Vous comprendrez néanmoins que je m'en inquiète, en raison de nos relations internationales. Une intervention de l'autorité fédérale serait, le cas échéant, hautement désirable.

Je vous serais très obligé de vouloir bien me renseigner sur cette affaire³.

3. Cf. *lettre confidentielle de Motta à Wagnière, du 5 juin 1931*: [...] / Laut Konzession muss der Programmdienst im Geiste der Unparteilichkeit betrieben werden, und «es ist alles zu vermeiden, was die guten Sitten verletzen, die öffentliche Sicherheit, Ruhe und Ordnung im Lande oder die guten Beziehungen mit andern Staaten stören könnte». [...] / (E 2001 (C) 2/37).

74

E 1005 2/3

CONSEIL FÉDÉRAL
Procès-verbal de la séance du 13 avril 1931¹

Affaire des zones. Instructions

Secret

Verbal

(Voir le procès-verbal de la séance du 10 avril 1931)²

Sur la proposition de M. le chef du Département politique, le conseil formule comme il suit les instructions aux délégués à la conférence de Paris³ sur l'affaire des zones:

1. Il importe d'éviter tout atermoiement dans les négociations. Les délégués suisses insisteront donc, dès le début, pour que les pourparlers officiels dont la Suisse a pris l'initiative soient menés de telle sorte qu'à bref délai, les Parties puissent voir s'ils sont susceptibles ou non de conduire à un accord. Ils déclareront que la Suisse ne saurait, sans des raisons péremptoires, envisager une prolongation éventuelle du délai de huit mois imparti par la Cour permanente de Justice internationale pour la négociation directe entre les Parties⁴, ils pourront rappeler que, déjà lors des conversations officieuses qui ont eu lieu antérieurement sur l'initiative de la Suisse, celle-ci a mis, quant à elle, toute diligence à déférer au désir de la Cour⁵.

2. Considérant qu'il importera, le cas échéant, d'exposer en détail à la Cour de Justice internationale l'attitude adoptée par la Suisse dans les négociations recommandées par la Cour, les délégués suisses éviteront en principe de faire toute déclaration dont on pourrait inférer que le Conseil fédéral serait d'avance décidé à

1. Absents: Musy et Pilet-Golaz.

2. Non reproduit.

3. Cf. n° 65.

4. Par l'ordonnance du 6 décembre 1930. (Cf. n° 52, n. 3).

5. Cf. n° 65.

écartier n'importe quelle solution qui ne comporterait pas le maintien intégral des zones franches de la Haute-Savoie, du Pays de Gex et de Saint-Gingolph.

3. Les délégués suisses chercheront une occasion favorable pour poser aux délégués français la question de savoir s'il est aujourd'hui reconnu par la France que la suppression ou la modification des zones franches auxquelles la Suisse a droit ne pourrait avoir lieu qu'avec l'assentiment de la Suisse. Il y aura lieu de prendre acte de toute réponse à cette question.

4. Quant au fond, les délégués suisses proposeront à nouveau le projet de règlement soumis par la Suisse à la Cour permanente de Justice internationale⁶. Ils démontreront la valeur intrinsèque de ce projet pour les zones aussi bien que pour la Suisse. Ils feront valoir que ce projet, fondé en principe sur une situation juridique reconnue par la Cour, répond d'ailleurs à la suggestion contenue dans les motifs de l'ordonnance de la Cour du 6 décembre 1930 et d'après lesquels «des considérations pratiques et d'opportunité pourraient suggérer aux Parties un règlement qui porterait sur l'ensemble du problème et qui s'éloignerait du droit strict».

Les délégués suisses déclareront que le Conseil fédéral demeure persuadé que le maintien des zones avec les avantages que le projet suisse accorde aux produits zoniens constitue, en réalité, la meilleure solution du problème. Ils relèveront notamment qu'aucune autre solution ne paraît au Gouvernement fédéral être de nature à lui permettre d'accorder aux zones des avantages aussi considérables. Accessoirement, ils rappelleront que le Gouvernement fédéral, si désireux qu'il soit de voir aboutir un règlement direct, doit tenir compte de la situation créée par les deux Ordonnances de la Cour⁷ et de l'attitude des instances constitutionnelles compétentes en Suisse⁸.

En cas de refus des délégués français de négocier sur la base du projet suisse, les délégués suisses déclareront que, en s'inspirant de l'Ordonnance⁹, il y a lieu, à défaut d'un accord des Parties pour s'écartier du droit strict, de se conformer au droit tel qu'il résulte des considérants et du dispositif de l'Ordonnance. Ils souligneront que, pour sa part, la Suisse est prête à le faire, en réglant d'accord avec la France «les importations en franchise ou à droits réduits à travers la ligne des douanes fédérales» conformément au chiffre premier du dispositif de l'Ordonnance du 6 décembre 1930. Il y aurait lieu de prendre acte d'un refus éventuel des négociateurs français de discuter également sur cette base.

5. Si un projet est présenté du côté français, les délégués suisses déclareront qu'ils le soumettront au Conseil fédéral. Ils demanderont aux délégués français d'attirer très sérieusement, de leur côté, l'attention de leur Gouvernement sur les propositions faites par la Suisse et les motifs donnés à l'appui de ces propositions.

Si, en revanche, les délégués français se bornaient encore à déclarer ne pouvoir accepter qu'un règlement comportant la suppression des zones sans proposer aucun projet précis de règlement, les délégués suisses souligneront l'impossibilité

6. Cf. n° 27, n. 1.

7. Des 19 août 1929 et 6 décembre 1930.

8. Le 16 février 1923, le référendum ayant abouti, le peuple suisse rejettait l'accord franco-suisse du 7 août 1921.

9. Du 6 décembre 1930. Cf. n° 52, n. 3.

dans laquelle le Conseil fédéral se trouve d'apprécier le point de vue français sans qu'une solution complète et détaillée ait été proposée par le Gouvernement français. Ils déclareront ne pas voir d'utilité réelle à transmettre des propositions vagues, incomplètes et non formulées en détail par écrit.

6. Les délégués suisses auront toute latitude pour fixer, d'accord avec les délégués français, le lieu d'une seconde phase éventuelle des négociations. La date de cette seconde phase devrait demeurer réservée pour être fixée en tenant compte de toutes les circonstances et notamment aussi de l'urgence de l'affaire¹⁰.

10. *Le procès-verbal des négociations qui se déroulent à Paris du 13 au 15 avril 1931 a été imprimé par les soins de la Cour. (Cour permanente de justice internationale, Série C, Plaidoiries, exposés oraux et documents, XXVe session, 1932. N° 58. Affaire des zones franches de la Haute-Savoie et du Pays de Gex. Arrêt du 7 juin 1932, pp. 172ss).*

75

E 2001 (C) 2/11

*Le Chef de la Division des Affaires étrangères du Département politique,
P. Dinichert,
au Consulat général de Suisse à Shanghai*

*Copie**L ZP Confidentielle*

Berne, 14 avril 1931

Nous avons eu l'honneur de recevoir votre lettre du 24 mars dernier¹ concernant le séjour de M. le Colonel divisionnaire Sonderegger à Shanghai et vous remercions vivement des indications que vous avez bien voulu nous fournir à ce propos.

A titre très confidentiel, M. le Colonel divisionnaire Sonderegger nous avait déjà informés, avant son départ pour la Chine, de la mission dont il avait été chargé par la Société industrielle suisse à Neuhausen et la Société anonyme de machines-outils à Oerlikon². Nous ajoutons que, d'après nos renseignements,

1. Non reproduit.

2. Sur les livraisons d'armes de la part de cette dernière entreprise à la Chine, cf. aussi la lettre du Chef du Département militaire, Minger, à Motta, du 5 mars 1932:

/.../

Betreffend Oerlikon können wir Ihnen mitteilen, dass diese Fabrik tatsächlich seit ungefähr 10 Jahren bereits neben der Produktion von Werkzeugmaschinen, welche ihre normale Tätigkeit darstellt, eine kleine Kanone von 2 cm Kaliber erzeugt und davon in den letzten Jahren eine grössere Anzahl nach China geliefert hat, ca. 130 Stück. Die letzte Lieferung, und das ist nicht unwichtig, muss ungefähr im Juli 1931 erfolgt sein. Zu den Waffen hat Oerlikon auch Munition geliefert. Zu dieser Munition sind Zubehöre durch einzelne unserer Werkstätten an Oerlikon geliefert worden, nämlich von 1925 bis 1931 rund 11000 kg Pulver; gegenwärtig sind keine Lieferungen hängig; ferner Sprengkapseln, im Jahr 1930 60000 Stück, 1931 29000 Stück, letzte Lieferung Frühjahr 1931; schliesslich ca. 300000 Messinghülsen, wovon rund die Hälfte im Jahr 1930. Gegenwärtig sind in Fabrikation noch 20000 Stück, je 10000 von zwei verschiedenen Grössen (E 2001 (C) 3/140).

M. Sonderegger aurait l'intention de se rendre prochainement, dans un but analogue, en Ethiopie.

Comme vous l'avez relevé à juste titre, il est bien entendu que les voyages du Colonel divisionnaire Sonderegger n'ont pas le moindre caractère officiel ou officieux.

76

E 7110 1/71

*La Légation de Grande-Bretagne à Berne
au Département de l'Economie publique*

N

Berne, 15th April 1931

His Britannic Majesty's Legation present their compliments to the Federal Department of Public Economy, and have the honour, under instructions from His Majesty's Government, to inform the Department that the contents of the note which His Excellency, M. Schulthess was so good as to address to the Legation on the 20th ultimo¹, are immediately being referred to the competent departments of His Majesty's Government for consideration. His Majesty's Government will not, however, feel able to enter into any negotiations with the Federal Government in regard to the respective proposals of the two Governments until replies have been received from the principal other countries, at least, which have been approached in this matter, as it is only in the light of such replies and of the indication that it is hoped that they will afford of the willingness of the countries concerned to make substantial reductions in their existing customs tariffs that His Majesty's Government will be in a position to judge whether they can usefully proceed further in the present negotiations.

1. Cf. n° 69.

77

E 1004 1/327

*CONSEIL FÉDÉRAL
Procès-verbal de la séance du 17 avril 1931¹*

635. Internationale Kredithilfe für die Landwirtschaft.
Beteiligung der Schweiz an den Arbeiten des von der Studienkommission
für die Europäische Union eingesetzten Sonderkomitees

Politisches Departement. Antrag vom 16. April 1931

Zu den Aufgaben, welche die Studienkommission für die Europäische Union an ihrer Tagung vom Januar dieses Jahres sofort in Angriff zu nehmen beschloss, gehört neben dem Absatz der Getreideüberschüsse auch die Organisation einer internationalen Kredithilfe für die Landwirtschaft. Dieses Problem war erstmals

1. Absent: Pilet-Golaz.

an der Konferenz zum Abschluss eines Zollwaffenstillstandes vom Frühjahr 1930 aufgetaucht². Im «Protokoll über das Programm für die künftigen Verhandlungen» befürwortete diese Konferenz «alle Massnahmen, die die Organisation des landwirtschaftlichen Kredites erleichtern könnten». In der Folge wurde das Finanzkomitee des Völkerbundes vom Rate beauftragt, diese Empfehlung auf ihre Verwirklichungsmöglichkeit hin zu prüfen.

Auf Betreiben der an der Warschauer Landwirtschaftskonferenz vom August 1930 vertretenen acht Oststaaten (Bulgarien, Estland, Jugoslawien, Lettland, Polen, Rumänien, Tschechoslowakei und Ungarn) wurde die Frage auch an der letzjährigen Völkerbundsversammlung zur Sprache gebracht, aber zusammen mit den übrigen Postulaten der Oststaaten der Europäischen Union zugewiesen.

Als die Studienkommission für die Europäische Union im letzten Januar auf das Problem eintrat, lag ihr ein Bericht des Finanzkomitees des Völkerbundes vor. In diesem Berichte kam das Finanzkomitee zum Schlusse, dass die Beschaffung der von den Oststaaten vor allem geforderten mittelfristigen Kredite auf grosse Schwierigkeiten stossen werde, dass dagegen langfristige Kredite gegen grundpfändliche Sicherheit zur Zeit viel leichter erhältlich wären. Dafür sei aber erforderlich, dass die Regierungen der Länder, denen die Kredite zugute kommen sollten, gegebenenfalls die Anleihen mitgarantierten. Zur Begebung der Anleihen und zur Überführung der Anleihegelder an die Landwirtschaft sei die Schaffung einer internationalen Landwirtschaftsbank ins Auge zu fassen.

Die Studienkommission für die Europäische Union erachtete aufgrund des Berichtes des Finanzkomitees die Frage für so weit abgeklärt, dass ein konkreter Plan zur Durchführung der Kredithilfe entworfen werden könne. Sie beschloss, ein besonderes Komitee mit der Prüfung dieses Planes, der von einer Delegation des Finanzkomitees des Völkerbundes ausgearbeitet werden sollte, zu betrauen. Die Regierungen folgender elf Staaten wurden eingeladen, sich im besondern Komitee vertreten zu lassen: Bulgarien, Dänemark, Deutschland, Frankreich, Grossbritannien, Italien, Niederlande, Polen, Rumänien, Schweden und Ungarn. Das Komitee sollte ferner durch Delegierte weiterer Staaten ergänzt werden können. Die Studienkommission für die Europäische Union gab der Hoffnung Ausdruck, dass es möglich sein werde, den Plan so weit zu fördern, dass er dem Völkerbundsrat im kommenden Mai vorgelegt werden könne.

Mit Schreiben vom 17. v. M.³ hat das Völkerbundssekretariat angezeigt, dass auf Beschluss des Präsidenten der Studienkommission für die Europäische Union, Herrn Briand, ausser den elf oben genannten Staaten auch Belgien, Estland, Finnland, Jugoslawien, Lettland, die Schweiz und die Tschechoslowakei eingeladen seien, sich im Komitee für die landwirtschaftliche Kredithilfe vertreten zu lassen. Das Komitee wird, wie das Völkerbundssekretariat inzwischen noch angezeigt hat, am 20. April in Genf zusammentreten.

Ferner erhielt das Politische Departement gegen Mitte April den von der Delegation des Finanzkomitees ausgearbeiteten Plan für die landwirtschaftliche Kredithilfe. Dieser sieht, nach dem Vorbilde der für die Bank für internationalen

2. Première Conférence en vue d'une action économique concertée, du 17 février au 24 mars 1930 à Genève. Cf. n° 29, n. 10.

3. Non retrouvé.

Zahlungsausgleich in Basel geschaffenen Regelung, ein internationales Abkommen, ein Grundgesetz, dem im Lande des Sitzes der Internationalen Landwirtschaftsbank Gesetzeskraft verliehen würde, und Statuten für die Bank vor.

Unmittelbar nach dem Eintreffen des Planes erfuhr das Politische Departement aus offiziösen Informationen, die es vom Völkerbundssekretariat erhielt, dass bereits die Zusammenkunft des von der Studienkommission für die Europäische Union eingesetzten Sonderkomitees wichtige Entscheidungen bringen sollte. Insbesondere würde bereits abgeklärt werden, welche Haltung von den einzelnen Regierungen dem Projekte gegenüber zu erwarten ist. Man will sich gegen einen möglichen Fehlschlag schon in diesem Stadium der Verhandlungen sichern. Das dürfte übrigens auch der Hauptgrund gewesen sein, warum der Präsident der Studienkommission für die Europäische Union, Herr Briand, den Kreis der zu den Arbeiten des Sonderkomitees eingeladenen Regierungen verhältnismässig stark erweitert hat, so dass tatsächlich nun alle wichtigeren europäischen Staaten vertreten sein werden.

Des weiteren wird an der bevorstehenden Tagung des Sonderkomitees auch die Frage des Sitzes der zu schaffenden Landwirtschaftsbank tatsächlich entschieden werden. Nach den Erkundigungen des Politischen Departementes dürfte sich die Delegation des Finanzkomitees, die den Plan ausgearbeitet hat, für Paris aussprechen, das nach ihrer Ansicht in Anbetracht der Rolle, die Frankreich auf dem internationalen Finanzmarkte gegenwärtig spielt, als Sitz der Internationalen Landwirtschaftsbank ganz besonders geeignet wäre. Wie es scheint, wird dieser Antrag auch die Unterstützung der britischen Regierung finden. Dagegen rechnet man im Völkerbundssekretariate mit der Möglichkeit, dass von italienischer und deutscher Seite ein Gegenvorschlag zu Gunsten der Schweiz eingebracht wird, der auch die Unterstützung gewisser anderer Staaten, z. B. der Niederlande, finden könnte.

Das Sekretariat hat das Departement wissen lassen, dass es in einem solchen Falle höchst erwünscht wäre, wenn die schweizerische Delegation im Sonderkomitee bestimmte Erklärungen abgeben könnte, ob die Schweiz bereit wäre, dem zu schaffenden Institut die Vergünstigungen einzuräumen, die in der Gründungscharte vorgesehen sind.

Es ist nicht überraschend, dass angesichts der Tragweite der an der Tagung des Sonderkomitees zur Behandlung gelangenden Fragen die Regierungen der Zusammensetzung ihrer Delegationen besondere Aufmerksamkeit schenken. Wie mitgeteilt wird, wird z. B. von Seiten Frankreichs Herr Finanzminister Flandin erscheinen; Deutschland werde sich durch Herrn Hermes⁴ vertreten lassen.

Das Politische Departement hatte sich bereits vor dem Eintreffen des Planes wegen der Einladung zur Teilnahme an den Arbeiten des von der Studienkommission für die Europäische Union eingesetzten Sonderkomitees mit dem Finanz- und dem Volkswirtschaftsdepartement in Verbindung gesetzt. Alle drei beteiligten Departemente waren grundsätzlich der Auffassung, dass der Einladung Folge gegeben werden solle. Als Delegierter kam mit Rücksicht auf die bestehende Analogie in der Stellung der Landwirtschaftsbank zu derjenigen der Bank für Interna-

4. *Président de la Confédération des associations paysannes d'Allemagne.*

tionalen Zahlungsausgleich in erster Linie Herr Professor Bachmann⁵ in Betracht, der im Jahre 1930 an den Unterhandlungen wegen der Niederlassung der B.I.Z. in Basel⁶ als schweizerischer Delegierter teilgenommen hatte.

In Anbetracht der Dringlichkeit der Angelegenheit berief das Politische Departement das Finanz- und das Volkswirtschaftsdepartement sowie Herrn Professor Bachmann zu einer Besprechung ein, die am 16. April auf dem Politischen Departement stattfand und an der auch Herr Dr. Howald als Vertreter des Bauernsekretariates in Brugg teilnahm.

Das Ergebnis dieser Besprechung kann wie folgt zusammengefasst werden:

1. Eine Beteiligung der Schweiz an der Kreditaktion zu Gunsten der Landwirtschaft der Oststaaten ist vom politischen wie vom finanzwirtschaftlichen Gesichtspunkte aus grundsätzlich zu begrüssen. Diese Beteiligung wird schweizerischerseits nicht davon abhängig gemacht werden, ob der Sitz der zu schaffenden Bank in die Schweiz kommt oder nicht.

2. Irgendwelche Initiative, um den Sitz der Bank für eine Schweizer Stadt zu sichern, ist nicht angezeigt.

3. Sollte der Sitz der Schweiz angeboten werden, so ist er nicht abzulehnen; doch muss in der Frage der Steuerprivilegien und anderer Vorteile zu Gunsten der Bank Zurückhaltung beobachtet werden, dies um so mehr, als auch der Kanton, in dem sich die Bank niederlassen würde, Gelegenheit zur Stellungnahme erhalten müsste, was dermalen noch nicht geschehen könnte.

Im übrigen ist zu bemerken, dass der Entwurf noch durchaus provisorischen Charakter hat und in Einzelheiten Änderungen erfahren dürfte. Er wird zunächst in der Studienkommission für die Europäische Union und sodann auch im Finanzkomitee des Völkerbundes sowie schliesslich im Völkerbundsrat selber zur Behandlung kommen.

Was die Bestellung der Delegation für das Sonderkomitee anbelangt, so kommt, wie bereits gesagt, in erster Linie Herr Professor Bachmann in Betracht. Die Vorsteher des Finanz- und des Volkswirtschaftsdepartementes haben sich ferner vorbehalten, für die Ergänzung der Delegation dem Bundesrat noch mündlich Antrag zu stellen.

Dans son exposé verbal, M. *le chef du département politique* propose de désigner un second délégué en la personne de M. Blau, chef directeur des contributions⁷. Cette proposition étant appuyée par M. le chef du département des finances et M. le chef du département de l'économie publique renonçant, de son côté, à proposer un troisième délégué, M. le président constate que le conseil est d'accord de déléguer MM. Bachmann et Blau.

En ce qui concerne l'importance de la banque agraire internationale, il ressort de la discussion que la création de cet établissement ne présente aucun intérêt pour l'agriculture suisse. On peut même craindre que si la Suisse est désignée comme siège, les obligations seront plus facilement souscrites dans notre pays et

5. *Président du Directoire de la Banque nationale.*

6. Cf. n°s 2, A et 8, ainsi que DDS, vol. 9, n° 474, 514 et 525 et *Message du Conseil fédéral relatif à l'approbation de la convention concernant la Banque des règlements internationaux et à la prolongation de cet accord pour toute la durée de la banque* (FF, 1930, I, pp. 73ss.).

7. *Directeur de l'Administration fédérale des contributions.*

qu'il en résulte un exode de capitaux et un renchérissement de l'argent. Mais d'autre part la Suisse a un trop grand intérêt au relèvement économique des Etats de l'Europe orientale pour ne pas prêter la main à la constitution de la banque projetée.

Quant au siège, le conseil est unanime à penser que Zurich peut seule entrer en considération. De nos deux autres importantes places bancaires, Bâle, en effet, est déjà le siège de la banque des réparations et Genève a la Société des Nations. Il ressort en outre des renseignements apportés par M. Klöti, président de la ville de Zurich, que cette dernière insiste pour obtenir le siège de la banque.

Plusieurs membres font remarquer à ce propos que si, conformément aux conclusions de la conférence du 16 avril, la délégation reçoit pour instruction de ne prendre aucune initiative pour assurer le siège à la Suisse, la question risque de ne pas être posée à Genève. On pourrait donc manquer l'occasion d'obtenir le siège, qui présente des avantages au point de vue du rôle international de la Suisse, et on s'exposerait à de légitimes réclamations de Zurich. D'autres membres du conseil font observer qu'il y aurait peut-être quelque immodestie à nous mettre sur les rangs, alors que la Suisse est déjà richement dotée en établissements internationaux. En outre, l'opposition que soulèvera la proposition de donner le siège à Paris amènera tout naturellement la commission à envisager une ville d'un petit pays, et la Suisse, de par sa situation, entrera alors la première en ligne de compte. Dans la suite de la discussion, le conseil tombe d'accord de modifier les conclusions de la conférence du 16 avril en ce sens que la délégation soit autorisée à déclarer que la Suisse serait prête à accepter le siège s'il lui est offert. Elle ajouterait que, pour cette éventualité, le conseil fédéral considère le choix de Zurich comme indiqué.

En ce qui concerne les exemptions fiscales stipulées par le projet de statuts en faveur de la banque, M. *le chef du département des finances* déclare que la question est à l'étude. Toutefois il croit pouvoir déclarer aujourd'hui déjà que les conditions imposées aux gouvernements de tous les Etats contractants sont acceptables. Quant à celles auxquelles devrait souscrire l'Etat du siège, elles peuvent être admises comme base de discussion, quitte à demander, le cas échéant, certaines atténuations⁸.

8. Cf. aussi la lettre non datée du Département des Finances au Chef du Département politique, G. Motta (E 6100 (A) 10, Archiv-Nr. 356).

En conclusion, le Conseil fédéral décide de déléguer G. Bachmann et H. Blau à la sous-commission de la Commission d'étude pour l'Union européenne chargée d'examiner l'action internationale de crédit pour l'agriculture et de proposer la candidature de Zurich, pour le cas où le siège de la future banque serait offert à la Suisse.

E 7110 1/131

*Le Chef de la Division des Affaires étrangères du Département politique,
P. Dinichert, à la Division du Commerce du Département de l'Economie publique*

L YU

Bern, 1. Mai 1931

Mit Beziehung auf Ihr Schreiben vom 19.Januar 1931¹ betreffend den Abschluss eines Freundschafts- und Niederlassungsvertrages mit Äthiopien behren wir uns, Ihnen zur Kenntnis zu bringen, dass die äthiopische Gesandtschaft in Paris Herrn Minister Dunant mit Brief vom 7.März¹ offiziell den Entwurf zu einem solchen Vertrage zwischen der Schweiz und Äthiopien überreicht hat, dessen Text uns Herr Hall bereits vertraulich zur Kenntnis gebracht hatte².

Wie Ihnen bekannt ist, hatte uns bereits zu Anfang des Jahres 1927 der damalige österreichische Konsul in Addis-Abeba, Herr Dr. Erich Weinzinger, in persönlicher Weise wissen lassen, dass Ras Tafari mit den kleinern europäischen Staaten Handels- und Niederlassungsverträge abzuschliessen wünsche und einem solchen Vertrage mit der Schweiz durchaus günstig gesinnt wäre³. Auf seine Anfrage, ob ein diesbezüglicher offizieller Schritt der äthiopischen Regierung von uns entgegenkommend aufgenommen würde, antworteten wir im Benehmen mit Ihnen und mit dem Eidgenössischen Justiz- und Polizeidepartement in bejahendem Sinne.

In der Folge stellten wir als Grundlage für allfällige Verhandlungen den beiliegenden Entwurf auf, dem nach Anbringung einer kleinen Abänderung auch von Ihnen zugestimmt wurde. Als sich im Jahre 1928 Herr Oberst de Crousaz⁴ im

1. Non reproduit.

2. Sur F. Hall, cf. n° 50, n. 1.

Hormis l'article premier et le protocole final, ce projet était identique au texte du traité d'amitié et de commerce entre la Suisse et l'Ethiopie, conclu à Paris le 24 mai 1933 et entré en vigueur le 21 septembre 1934 (RO, 1934, vol. 50, pp. 644–645). Le texte du projet était accompagné d'une lettre de Hall (datée de Djibouti le 28 décembre 1930), qui soulignait les efforts de l'empereur d'Ethiopie pour parvenir à un traité avec la Suisse:

/.../

Sa Majesté m'a beaucoup aidé pour que je puisse rentrer en Suisse avec quelque chose en main. Il a par ex. donné l'ordre que quelques wagons de son meilleur café soient envoyés à la Société de Banque suisse à Lausanne et que le revenu de ce café reste en Suisse, pour acheter des produits suisses. /.../ (E 2001 (C) 3/14).

3. Cf. DDS vol. 9, n° 240.

4. Sur le Colonel R. de Crousaz, ancien commandant des fortifications de St-Maurice, cf. aussi la lettre de Motta au Ministre de Suisse à Paris, Dunant, du 12 novembre 1929: [...]

Ainsi que vous le savez peut-être, le Colonel de Crousaz a effectué lui-même, l'hiver dernier, un voyage en Abyssinie afin d'étudier, pour des groupements privés suisses, certaines possibilités d'affaires. S'il a rapporté de ce voyage des impressions un peu pessimistes qui l'ont conduit à la conclusion que, pour le moment du moins, des placements de capitaux suisses dans les affaires en Abyssinie seraient fort risqués, le Colonel de Crousaz continue à s'intéresser au développement

Benehmen mit der Zentrale für Handelsförderung zum Studium der Aussichten für den schweizerischen Handel nach Äthiopien begab, ermächtigten wir ihn, den Entwurf dem Ras Tafari bei sich bietender Gelegenheit zu unterbreiten. Im November 1929 wurde der gleiche Text der äthiopischen Gesandtschaft in Paris zu Handen ihrer Regierung in offiziöser Weise übergeben. Die äthiopische Regierung hat sich nie zu unsrern Vorschlägen geäussert, und auch ihre Gesandtschaft in Paris ist bei der Übergabe des äthiopischen Entwurfes mit keinem Wort auf unsere seinerzeitigen Vorschläge zurückgekommen.

Der uns von Äthiopien angebotene Vertrag stimmt im wesentlichen mit den Verträgen dieses Landes mit Belgien, Griechenland, Österreich und den Niederlanden überein⁵.

Neu ist Artikel 1 über die Entsendung diplomatischer Vertreter⁶, der uns nicht befriedigt und entweder durch den Artikel 1 unseres eigenen Entwurfes oder eine andere Klausel ersetzt werden sollte, welche bezüglich der diplomatischen *und konsularischen* Vertreter die Meistbegünstigung zusichert, oder, wenn Äthiopien einer solchen nicht glaubt zustimmen zu können, am besten überhaupt gestrichen würde.

Artikel 2 sieht, wie die Verträge mit den vorerwähnten Staaten, die Gewährung der gleichen Behandlung und der gleichen Vorteile bezüglich Niederlassung, Handel und Zöllen vor, die der meistbegünstigten Nation zugestanden werden. Wir hätten allerdings etwas ausführlichere Bestimmungen im Sinne unseres Entwurfes vorgezogen, die den Vorteil geboten hätten, unsere Rechte, namentlich auch bezüglich der Exterritorialitätsvorrechte und der Behandlung der Gesellschaften, in klarer Weise zu ordnen. Indessen können wir uns in Übereinstimmung mit Ihnen auch mit dem vorgeschlagenen Texte zufriedengeben. Nach den Erkundigungen, die wir seinerzeit durch unsere Gesandtschaften in Athen und Wien einziehen lassen, wurde den Angehörigen Griechenlands und Österreichs auf Grund der von diesen Staaten mit Äthiopien geschlossenen Verträge die Meistbegünstigung auch hinsichtlich der Gerichtsbarkeit eingeräumt.

Andererseits besteht wenig Aussicht, dass die äthiopische Regierung sich zu wesentlichen Änderungen ihres Entwurfes, soweit er mit dem Text einer ganzen Anzahl bereits von ihr geschlossener Verträge übereinstimmt, bereitfinden würde. Jedenfalls würden sich derartige Verhandlungen mangels eines schweizerischen Vertrauensmannes in Addis-Abeba äusserst schwerfällig und langwierig gestalten. Übrigens hat Herr Hall bei einem kürzlichen Besuche darauf hingewiesen, dass man in Addis-Abeba allfällige Abänderungsvorschläge wahrscheinlich mit grossem Misstrauen betrachten würde, und in der Tat berichtete unsere Gesandtschaft im Haag seinerzeit⁷, dass der niederländische Konsul in Addis-Abeba, der die Verhandlungen über den äthiopisch-niederländischen Vertrag zu führen hatte,

des relations entre la Suisse et l'Abyssinie et est resté en contact avec les quelques Suisses établis dans cet Etat; son jugement est éclairé et nous attachons du prix aux indications qu'il nous donne. /.../ (E 2001 (C) 3/14).

5. *Traité conclus en 1906 (Belgique), 1922 (Grèce), 1926 (Autriche et Pays-Bas)*.

6. *D'après cet article du projet de traité*, chacune des Hautes Parties contractantes pourra envoyer des représentants diplomatiques accrédités auprès de l'autre (E 2001 (C) 3/14).

7. *Par lettre du 5 juillet 1928* (E 2001 (C) 3/14).

schon wegen einiger ganz unbedeutender Abänderungsvorschläge die grössten Schwierigkeiten zu überwinden hatte und nur durch die Drohung mit seiner Abreise schliesslich zu einem Abschlusse des Vertrages gelangte.

Unter diesen Umständen sind wir der Auffassung, es sei vorzuziehen, einen Vertrag, wie er ähnlich bereits von mehreren europäischen Staaten eingegangen worden ist, anzunehmen, als durch Gegenvorschläge uns der Gefahr auszusetzen, dass die sich jetzt bietende Gelegenheit zum Abschluss eines Vertrages verpasst wird.

Was Artikel 3 betrifft, so gibt er uns zu keinen Bemerkungen Anlass. Dagegen wird es, wie Sie bereits hervorgehoben hatten, nötig sein, durch ein Zusatzprotokoll die Anwendung des Vertrages auf Liechtenstein auszudehnen.

Ihre Zustimmung vorausgesetzt, würden wir daher dem Bundesrat beantragen, dem von der äthiopischen Regierung vorgeschlagenen Text unter Vorbehalt einer Änderung bzw. Streichung von Artikel 1 und der Beifügung eines Schlussprotokolls betreffend Liechtenstein zuzustimmen. Die Unterzeichnung des Vertrages könnte nach Annahme unserer Ergänzungsvorschläge durch die äthiopische Regierung durch die Gesandten der beiden Länder in Paris vorgenommen werden.

Wie wir dieser Tage vernommen haben, schweben zur Zeit zwischen der äthiopischen Regierung und schweizerischen Interessenten Verhandlungen über die Gewährung einer Anleihe an Äthiopien, die zu 50% zu Einkäufen schweizerischer Industrieerzeugnisse Verwendung finden soll. Eine Beschleunigung der Vertragsverhandlungen erschiene daher wünschenswert⁸.

8. Sur proposition du Département politique du 15 juillet 1931, le Conseil fédéral, dans sa séance du 20 juillet suivant, décidait:

1. Dem von der äthiopischen Regierung vorgeschlagenen Texte zu einem Freundschafts- und Handelsvertrag zwischen der Schweiz und Äthiopien wird unter Vorbehalt der vom Politischen Departement beantragten Änderung bzw. Streichung des Artikels 1 und der Beifügung eines Schlussprotokolls betreffend Liechtenstein zugestimmt.
2. Das Politische Departement wird beauftragt, die äthiopische Regierung hiervon in Kenntnis zu setzen und mit ihr über die schweizerischen Abänderungsvorschläge zu verhandeln (E 1004 1/329).

*Le Ministre de Suisse à Paris, A. Dunant,
au Chef du Département politique, G. Motta*

L

Paris, 8 mai 1931

Dès mon retour du Maroc, je m'étais enquis si mon collègue de Grèce¹ était rentré de son voyage en Ethiopie; c'était le cas; M. Politis est également commissaire général de la section hellénique à l'Exposition coloniale internationale qui s'est ouverte avant-hier, ce qui lui a valu une lourde besogne ces derniers jours; il

1. N. Politis, Ministre de Grèce à Paris. Depuis 1922 la Grèce était liée à l'Ethiopie par un traité.

n'a donc pu me recevoir qu'hier soir et je lui ai demandé quelles sont les impressions qu'il a rapportées d'Addis-Abeba.

Tout d'abord, M. Politis m'a exprimé son regret de n'avoir pu voir M. Jenny² à Athènes, où son séjour fut de courte durée ...

En ce qui concerne l'exercice de la justice à l'égard des étrangers, il est confié en Abyssinie à des tribunaux mixtes qui sont composés d'un juge indigène et du Consul dont l'étranger dépend; en première instance, on tâche de s'arranger tant bien que mal; si l'une des parties désire néanmoins aller en appel, c'est le Tribunal de l'Empereur qui est compétent; or, le souverain actuel a l'habitude de s'occuper de tout, même des procès; mais comme il n'a réellement pas le temps d'étudier des dossiers judiciaires, il a confié ce soin à des conseillers plus ou moins éclairés, lesquels proposent tel ou tel arrêt. C'est encore bien sommaire. M. Politis s'en est entretenu avec l'Empereur et lui a suggéré de faire venir d'Europe trois jurisconsultes pour organiser la justice; comme l'Abyssinie fait partie de la Société des Nations, celle-ci pourrait être saisie d'une demande de désignation de ces 3 juristes, qui seraient choisis de préférence parmi des Etats comme la Hollande, la Suisse ou les pays scandinaves, parce qu'en Ethiopie on a des raisons de se méfier de l'Italie, de la Grande-Bretagne et de la France.

L'Empereur a beaucoup de sympathie pour notre pays où il possède une villa (Vevey); il désirerait introduire le Code civil suisse, mais M. Politis lui a fait remarquer que cela ne pourrait se réaliser sans de profondes modifications, qui devront être apportées par suite de la différence très grande entre les coutumes des deux pays et leur degré de civilisation.

M. Politis a entrevu notre compatriote Auberson³, qui semble jouer un rôle assez effacé; il étudie des dossiers et lorsqu'il donne raison à l'administration abyssine, on est satisfait, tandis qu'on l'eng. ... (sic) s'il a le courage et l'indépendance d'esprit de lui donner tort.

Addis-Abeba est relié à la Mer Rouge (port français de Djibouti) par une ligne de chemin de fer de près de 800 kilomètres; cette ligne est divisée en trois sections parcourues chacune en un jour; il n'y a pas de trains de nuit. Ce chemin de fer, construit par une compagnie française, ne sera pas prolongé. Par contre, des routes seront prochainement entreprises vers la frontière du Soudan (200 kilomètres) pour l'exploitation de services automobiles; il y aurait là quelque chose à surveiller pour des techniciens suisses; sur le territoire du Soudan et jusqu'à Kartoum, la route existe déjà.

Le système monétaire est primitif et n'est pas encore légalement établi: c'est toujours le Thaler de Marie-Thérèse qui est la monnaie courante; n'importe quel monsieur ayant un lingot d'argent pourrait faire frapper à Vienne de ces Thaler et les envoyer en Ethiopie.

Une seule Banque, d'origine anglaise, fonctionne; mais le Souverain, hanté par le désir d'avoir sa banque à lui, une banque d'Etat, est en train de racheter cet établissement britannique; toutefois personne ne sait par qui elle sera dirigée et comment les services en seront assurés, car il n'y a, en Ethiopie, personne qui ait

2. C. C. Jenny, Chargé d'affaires a. i. de Suisse en Grèce.

3. Conseiller juridique du Gouvernement éthiopien.

une formation de comptable; M. Politis a attiré l'attention de l'Empereur sur les inconvenients sérieux devant lesquels il ne tardera pas à se trouver dans ce domaine.

Les 200000 prêtres koptes sont fort peu recommandables; parmi eux il en est beaucoup qui n'ont aucune instruction, mais, par contre, un passé douteux; il suffit de se faire plus ou moins sacrer par un autre prêtre, et le tour est joué; c'est là une cause de tristesse pour l'Empereur, lequel veut s'efforcer de créer plusieurs diocèses réguliers qui dépendraient d'un archevêque; mais, avant tout, il y a lieu de réprimer les déplorables abus actuels.

Le commerce international se développe assez lentement; il serait toutefois opportun de ne pas perdre de vue cette question; n'avons-nous aucun observateur qui pourrait ouvrir l'œil?

L'Empereur a quelques milliers d'hommes qui servent beaucoup plus à un service de gendarmes qu'à des buts militaires; ils disposent de 3-4 avions et d'une dizaine de mitrailleuses; les instructeurs sont belges; parfois une petite expédition de réprimande est nécessaire contre des dissidents.

M. Politis ne croit pas que ce serait prudent de s'intéresser dès maintenant à des affaires financières; le pays n'est pas encore suffisamment dirigé vers une évolution de progrès et de développement; mais il faut que les petits pays surveillent ce développement afin d'intervenir en temps voulu, car ils jouiront certainement d'un accueil plus favorable que les grandes Puissances (voir plus haut).

80

E 2001 (C) 5/71

Copie
No

Der schweizerische Standpunkt zu den in der Studienkommission
für die europäische Union aufgeworfenen
Wirtschaftsfragen

(Genf, Mitte Mai 1931)¹

1. Allgemeines:

Die Schweiz ist je und je tatkräftig und aus voller Überzeugung für die internationale wirtschaftliche Zusammenarbeit eingetreten. Nach ihrer Auffassung kann die Sicherung des grösstmöglichen Absatzes ihrer Produktion auf die Dauer nur durch die Erleichterung des internationalen Warenaustausches erreicht werden. Die Schweiz hat denn auch in der Nachkriegszeit, sobald es die Verhältnisse

1. Le 15 mai 1931, la Commission d'étude pour l'Union européenne tient session à Genève. La notice reproduite ici est datée du 18 mai. Elle est probablement rédigée par le Vice-directeur de la Division du Commerce du Département de l'Economie publique, J. Hotz, expert économique de la délégation suisse à la Commission d'étude.

zuliessen, zielbewusst an der Neuregelung der internationalen wirtschaftlichen Verhältnisse mitgearbeitet. Bereits im Jahre 1922 ist es ihr gelungen, den ersten Tarifhandelsvertrag der Nachkriegszeit überhaupt, mit Spanien unter Dach zu bringen². Seither hat sie ihr Vertragsnetz Schritt um Schritt weiter ausgebaut, und gegenwärtig besitzt die Schweiz 7 eigentliche Tarifverträge (Frankreich, Deutschland, Italien, Österreich, Tschechoslowakei, Belgien und Spanien), 2 weitere Verträge weisen neben der Meistbegünstigung vereinzelte Tarifreduktionen, resp. Bindungen auf (Finnland und Griechenland) und 29 Abkommen stellen reine Meistbegünstigungsabkommen dar³. Als Gegenstück zu den vom Ausland erhaltenen Zollreduktionen und -bindungen hat die Schweiz ihrerseits ihren provisorischen Gebrauchstarif⁴ für 177 Positionen ermässigt und 570 Positionen gebunden, was einer handelsvertraglichen Festlegung ihres Tarifes von rund 50% entspricht.

2. Bisherige internationale Bestrebungen:

Als einer der ersten Staaten hat die Schweiz bereits Ende 1925 völlig auf das Mittel der Ein- und Ausfuhrverbote verzichtet. Ausfuhrzölle besitzt sie – von ein paar kaum ins Gewicht fallenden Ausnahmen abgesehen – überhaupt nicht, und auch ihre Einfuhrzölle gehören zu den niedrigsten der ganzen Welt. Wir dürfen ohne Übertreibung hervorheben, dass unser Land bei allen Bestrebungen des Völkerbundes zur Herbeiführung besserer internationaler Wirtschaftsverhältnisse (Abbau der Handelsschranken, Bekämpfung des übermässigen direkten und indirekten Protektionismus etc.) intensiv und ehrlich mitgewirkt hat. Sie hat, wie bereits betont, als einer der ersten Staaten alle Ein- und Ausfuhrverbote abgeschafft und die entsprechende internationale Übereinkunft für die Abschaffung der Ein- und Ausfuhrverbote vom 8. November 1927 ratifiziert⁵. Ferner ist sie unerschrocken für einen möglichst weitgehenden, wirklichen Zollwaffenstillstand eingetreten⁶ und hat die aus diesen Bestrebungen hervorgegangene internationale Handelsübereinkunft vom 24. März 1930 unterzeichnet, und auch rechtzeitig ratifiziert⁷. Noch in seiner an der Basler Mustermesse am 15. April 1931 gehaltenen Rede hat der schweizerische Volkswirtschaftsminister, Bundesrat Schulthess, wörtlich erklärt: «Die Schweiz wird in der Zukunft, wie in der Vergangenheit, alle diese Bestrebungen unterstützen. Sie hat das denkbar grösste Interesse daran, dass sich die wirtschaftlich geschwächten Staaten erholen und der internationale Warenverkehr erleichtert wird. Wir wollen hoffen, dass trotz des Misserfolges, den zwei Konventionsprojekte, nämlich die Konvention über das Verbot der Ein- und Ausfuhrbeschränkungen und die internationale Handelsübereinkunft⁸, erlitten haben, schliesslich doch noch greifbare Resultate erzielt werden.»

2. Du 15 mai 1922 (FF, 1922, II, pp. 143ss.).

3. RG, 1930, pp. 333ss. Liste des traités de commerce conclus entre la Suisse et les pays étrangers arrêtée au 1^{er} mars 1931.

4. Du 8 juin 1921.

5. Cf. n° 29, n. 9.

6. L'Assemblée générale de la SdN vote en septembre 1929 une résolution en faveur d'une trêve douanière (FF, 1929, III, pp. 887ss. Rapport du Conseil fédéral).

7. Cf. n° 29, n. 10.

8. Cf. n° 54, n. 8 et n° 29, n. 9.

3. Weitere Versuche internationaler wirtschaftlicher Zusammenarbeit:

a) England

Es kann nicht geleugnet werden, dass die bisherigen Bemühungen, um auf dem Wege plurilateraler Abkommen zu einem Abbau der übersetzten Zollschränken zu kommen, bisher nicht von einem nennenswerten Erfolg gekrönt waren. Und trotzdem wäre es nach unserer Auffassung verfehlt, nunmehr das Kind mit dem Bad auszuschütten. Auch das Scheitern der Zollwaffenstillstandskonvention, die ja nicht Zweck, sondern nur Mittel zum Zweck war, sollte nicht daran hindern, überall, wo immer sich Möglichkeiten zeigen, die Versuche, die verschiedenen Staaten, insbesonders Europas, einander näherzubringen, unentwegt fortzusetzen. Wir denken dabei in erster Linie an die Bemühungen Grossbritanniens, durch Abschluss von Tarifverträgen mit einer Reihe wichtiger kontinentaler Abnehmerstaaten, dem weitern Anwachsen der Zollschränken entgegenzutreten und sogar einen gewissen Zollabbau zu ermöglichen⁹. Die Schweiz steht diesen Bestrebungen mit Sympathie gegenüber; sie hat im Einvernehmen mit den wichtigsten Wirtschaftskreisen der englischen Regierung ihre Bereitwilligkeit, in Tarifhandelsvertragsunterhandlungen einzutreten, ausgesprochen. Es ist sehr zu wünschen, dass die massgebenden europäischen Regierungen die Wichtigkeit dieser englischen Bereitwilligkeit, von der rein autonomen Zollpolitik abzugehen, erfassen und alles tun werden, um hier zu einem positiven Resultat zu gelangen. Unser Land begrüßt die Initiative Grossbritanniens nicht nur, weil es das allergrösste Interesse hat, mit seinem besten Kunden in ein engeres handelsvertragliches Verhältnis zu gelangen, sondern weil es die Schweiz als äusserst wünschenswert findet, wenn die autonome Handelspolitik immer mehr einer solchen der Tarifhandelspolitik Platz macht. Es kann nämlich nicht bestritten werden, dass gerade die autonome Handels- und Zollpolitik einer Reihe wichtiger Überseestaaten mit stark verschärftem Zollprotektionismus für die Beibehaltung in Zukunft der uningeschränkten Meistbegünstigung eine starke Belastung darstellt.

b) Meistbegünstigung, Zollpräferenz und regionale Zollunionen

Der schweizerische Vertreter im Comité économique¹⁰, Direktor W. Stucki¹¹, hat unsren Standpunkt diesbezüglich jüngst wie folgt umschrieben: «Das Wirtschafts-Comité, in Übereinstimmung mit der internationalen Wirtschaftskonferenz vom Mai 1927¹², steht auf dem Standpunkt, dass die Meistbegünstigungsklausel, welche im internationalen Wirtschaftsverkehr von grosser Tragweite und ausserordentlicher Bedeutung ist, weder verschwinden, noch merklich eingeschränkt werden solle. Die genannte Klausel kann schliesslich zu Lasten von solchen Staaten eine Einschränkung erfahren, die es ablehnen, allgemeinen Abkommen, die allen zugänglich sind, beizutreten, auf der andern Seite aber die Vorteile geniessen möchten, die aus den Leistungen der Vertragsstaaten resultie-

9. RG, 1931, p. 529.

10. Sous-comité de la Commission d'étude pour l'Union européenne.

11. Directeur de la Division du Commerce du Département de l'Economie publique.

12. RG, 1927, pp. 501ss. et DDS vol. 9, nos 249 et 328.

ren. Dagegen ergäben sich sofort schwerwiegende Einwendungen gegen einen Einbruch in die uneingeschränkte Geltung der Meistbegünstigungsklausel bei Abkommen, die sich nur auf eine beschränkte Anzahl von Staaten beziehen und denen die andern Staaten weder rechtlich noch tatsächlich beitreten können. Nichts kann den Wirtschaftsfrieden so sehr stören wie die differenzielle Behandlung der Waren nach ihrem Ursprungsland. Es wäre daher bedauerlich, wenn die Realisierung von Regionalabkommen, statt ein Mittel des Wirtschaftsfriedens zu sein, zu einer Quelle ernsthafter Störung der internationalen Wirtschaftsbeziehungen würden, und zwar dies selbst dann, wenn diese Störungen nur beschränkte Gebiete betreffen würden. Es erscheint von besonderer Wichtigkeit zu konstatieren, dass die bekannte Konvention von Oslo vom 22. Dezember 1930¹³, abgeschlossen zwischen Holland, Belgien, Norwegen, Schweden und Dänemark, auf dem Prinzip der uneingeschränkten Meistbegünstigung basiert. Aber auch der osteuropäische Agrarblock, der von den westeuropäischen Industriestaaten die Gewährung von Präferenzzöllen verlangt, hat die Wirksamkeit der Meistbegünstigungsklausel nicht bestritten, indem er die Verwirklichung seiner Projekte von der Zustimmung der meistbegünstigten Nation abhängig macht¹⁴.

Es darf übrigens noch hervorgehoben werden, dass unser Land mit Rücksicht auf die bestehenden minimen schweizerischen Einfuhrgebühren für Getreide, für die Gewährung von Vorzugszöllen an die genannten Oststaaten nicht in Betracht kommt. Im Schlussbericht der 2^{ten} internationalen Konferenz für eine gemeinsame Wirtschaftsaktion¹⁵ heisst es denn auch wörtlich unter Ziffer VI (S. 16): «Das Vorzugszoll-Regime würde nur von solchen europäischen Getreideeinfuhrstaaten verlangt, welche die Getreideeinfuhr mit Schutzzöllen belegen. Dagegen käme ein solches Vorzugs-Regime nicht in Frage für solche Staaten, welche die Getreideeinfuhr zollfrei behandeln oder nur unbedeutende Einfuhrzölle erheben».

Schliesslich seien noch die Ausführungen von Herrn Bundesrat Schulthess in seinem erwähnten Basler Vortrag bezüglich der Frage von Zollunionen hier wörtlich wiedergegeben: «Selbst regionale Gebilde dieser Art (Zollunion) werden auf die grössten Schwierigkeiten stossen. Vereinigen sich Länder mit gleicher Wirtschaft, so haben sie sich nicht viel zu bieten. Schliessen sich Staaten verschiedener Wirtschaft zusammen, so entstehen vollends erst Interessenkonflikte von unübersehbarer Tragweite. Enttäuschungen würden nicht ausbleiben. Jede wirkliche Zollunion müsste übrigens durch Jahre und wohl Jahrzehnte vorbereitet und durch Präferenzzölle eingeleitet werden. Sollen aber solche durch die Meistbegünstigung sich nicht auf den Verkehr mit den übrigen Staaten übersetzen, so müssten die Zollunionskandidaten sich zunächst mit der übrigen Welt über eine neue Auslegung der Meistbegünstigungsklausel verständigen, eine Aufgabe, um die ich sie nicht beneide.»

13. RG, 1930, p. 502.

14. *Rapport du Conseil fédéral sur la XI^e Assemblée générale de la SdN (FF, 1931, I, pp. 134ss.).*

15. RG, 1930, pp. 500ss.

c) Probleme des Kredit- und Kapitalmarktes

Auch hier war die Schweiz immer und immer wieder bereit mitzumachen, wenn es sich darum handelte, auf gesunder Grundlage Werke internationaler Solidarität zu schaffen. Sie kann daher die Bestrebungen zur Gründung einer internationalen Agrarbank¹⁶ nur begrüssen und der Freude Ausdruck geben, dass – wohl auch mit Rücksicht auf ihre relative Bedeutung als internat. Kapitalmarkt – voraussichtlich der Sitz obiger neuer Institution in der Schweiz, d. h. in Genf, sein dürfte. Überhaupt glaubt die Schweiz, dass gerade den finanziellen Fragen und Problemen in Zukunft noch eine weit grössere Bedeutung zufallen wird, wenn man zu einer wirklichen und dauernden Sanierung der internationalen Wirtschaft gelangen will. Man darf nicht müde werden, immer und immer wieder auf den engen Zusammenhang zwischen Kapitalverschiebungen und Warenaustausch hinzuweisen. Ob es möglich wird, schweizerischerseits die Lage *Österreichs* gerade durch weitere finanzielle Erleichterungen (Erleichterung beispielsweise der Kreditgewährung im Sinne des italienischen Vorschlages), oder auf dem Boden des Transport- resp. Transitwesens zu verbessern, werden die kommenden Verhandlungen, die nach der Auffassung von Frankreich plurilateral geführt werden sollen, erst abklären können. Es darf aber schon jetzt ausdrücklich hervorgehoben werden, dass der schweizerisch-österreichische Handelsvertrag vom Jahre 1926¹⁷ im Laufe der Jahre sich immer mehr zugunsten von Österreich ausgewirkt hat, indem die beim Abschluss des Vertrages bestandene Passivität für Österreich nunmehr ausgeglichen, ja sogar in eine österreichische Aktivität sich umzuwandeln beginnt. Gerade auch auf handelsvertraglichem Gebiet hat übrigens unser Land in den letzten Jahren Österreich gegenüber mehrmals Erleichterungen zugestanden, die wesentlich über die vertraglichen Verpflichtungen hinausgegangen sind.

d) Schlussbemerkungen

Aus obigen Ausführungen ergibt sich die Bereitwilligkeit der Schweiz, nach wie vor an allen internationalen Bestrebungen, in die wirtschaftlichen Dinge ordnend und mildernd einzugreifen, ernsthaft und loyal mitzuarbeiten. Positive und unmittelbare Erfolge scheinen vor allem auf *finanziellem* Gebiet realisierbar. Aber auch in zoll- und handelspolitischer Hinsicht eröffnen sich durch die Bereitwilligkeit *Grossbritanniens*, mit einer grösseren Anzahl europäischer Staaten gemeinsam Handelsvertragsunterhandlungen im Sinne der Stabilisierung und Ermässigung der heutigen Zollschränken zu führen, Perspektiven, die nach unserer Auffassung die allergrösste Beachtung verdienen. Noch bietet sich hier für alle die, welche ernsthaft eine Verbesserung des internationalen Warenaustausches wollen, eine vielleicht nie wieder bietende Gelegenheit zur *Tat*. Hier böte sich nach unserer Auffassung ein brauchbares Mittel, wenigstens teilweise die Grundsätze der bekanntlich nicht in Kraft getretenen internationalen Handelsübereinkunft vom März 1930 zu verwirklichen. Wir glauben, dass diesen Verhandlungen eine grössere praktische Bedeutung zukommen könnte als einem neuen Versuch, unter

16. Cf. n° 77.

17. Du 6 janvier 1926 (RO, 1926, vol. 42, pp. 114ss.).

gleichviel ungünstigeren Verhältnissen, als dies im Jahre 1930 der Fall war, durch nochmalige, voraussichtlich äusserst langwierige Verhandlungen, die sogar damals nicht realisierbare Handelskonvention in irgendeiner neuen Form wieder auferstehen zu lassen und in Kraft setzen zu können. Wenn wir somit auf dem Standpunkt stehen, dass auch von Staates wegen und speziell auf internationalem Gebiet vieles getan werden kann und getan werden muss, um unser Land und ganz speziell Europa einer bessern Zukunft entgegenzuführen, so dürfen aber auf der andern Seite die Möglichkeiten und auch die Bedeutung einer internationalen Aktion nicht überschätzt werden. Vieles wird der Selbsthilfe, der privaten Initiative überlassen werden müssen. Wir denken dabei gerade auch an das wiederholt aufgegriffene Gebiet der internationalen *Kartelle*. In teilweiser Übereinstimmung mit italienischen Gedankengängen möchten wir hier vom schweizerischen Standpunkt aus erklären, dass bei diesen Gebilden nicht nur die Interessen der Produktionsländer, sondern vor allem auch diejenigen der *Weiterverarbeiter*, besonders der Rohstoffe und Halbfabrikate, zu berücksichtigen sind. Wenn wir ferner bedenken, dass viele Gebiete speziell der schweizerischen Produktion zahlreicher, stark spezialisierter Fertigfabrikate sich für solche internationale Abmachungen kaum eignen dürften, ergibt sich die schweizerische Zurückhaltung in dieser Materie von selbst. Es wird noch vieler Arbeit, ununterbrochener Aufklärung und unentwegten Wirkens der tüchtigsten Köpfe speziell unseres Kontinents bedürfen, bis die Notwendigkeit ehrlichen internationalen Zusammenarbeitens als einziges Mittel, aus den jetzigen unerfreulichen Zuständen herauszukommen, in die weitesten Kreise gedrungen und von den Völkern nicht nur verstanden, sondern auch gebieterisch gefordert wird. Und trotzdem gilt es, nicht müde zu werden, für das einzustehen, was einmal als richtig erfunden worden ist. «Was aber vor allem als notwendig erscheint – um mit den Worten von Herrn Bundesrat *Schluthess* an der diesjährigen Basler Mustermesse zu schliessen – ist, dass eine *politische Entspannung* eintritt und eine *wirkliche Befriedung* der Welt einleitet. Wir haben es vor einigen Jahren erlebt, wie die Besserung der politischen Beziehungen sich im Wirtschaftsleben in günstiger Weise ausgewirkt hat. Die letzten Jahre einer relativen Prosperität waren zum guten Teil dem Gefühl zu verdanken, dass politisch für Europa eine bessere Zeit angebrochen sei. Nunmehr stehen wir vor einem Rückschlage. Die politischen und wirtschaftlichen, ja selbst die ethnischen Gegensätze sind wieder gross geworden, während doch die Vernunft und der Lebenswille gebieterisch fordern, dass Brücken geschlagen werden, bestimmt, die verschiedenen Völker, insbesondere Europas, zur Aufrechterhaltung ihrer Existenz und Kultur zusammenzuführen.»

81

E 1005 2/3

*CONSEIL FÉDÉRAL
Procès-verbal de la séance du 26 mai 1931*

Affaire des zones

Secret

Verbal

(Voir le procès-verbal de la séance du 12 mai)¹

M. le chef du département politique rapporte sur les délibérations de la conférence du 13 mai, dans laquelle les représentants des trois cantons intéressés² aux zones franches ont exposé leurs vues sur les questions soulevées par la note française³. Trois points étaient en discussion: 1^o le régime économique destiné à remplacer celui qui est fixé par les traités; 2^o les facilités de circulation dans la région frontière; 3^o la question ferroviaire.

Sur le premier point, la conférence a été unanime à déclarer que le régime nouveau devrait avoir un caractère de perpétuité, en ce sens que les contingents fixés conformément à des dispositions d'une durée illimitée, pourraient être modifiés périodiquement par accord entre les parties ou, à défaut d'accord, par sentence arbitrale.

Les propositions françaises relatives aux facilités de circulation, qui reposent sur le principe de la réciprocité, sont dans une certaine mesure l'anticipation d'une réglementation générale de la matière. La conférence a été d'avis que cette question pourrait être résolue en dehors de celle des zones.

Le troisième point a figuré au premier plan de la discussion. Les représentants du gouvernement genevois ont déclaré, avec une insistance particulière et au nom de l'opinion unanime des milieux consultés, que le moment était venu de réclamer le percement de la Faucille. La construction du St-Amour-Bellegarde est, à leur avis, une voie d'accès au mont Cenis et non au Simplon et, loin de servir les intérêts de Genève, serait un moyen de contourner cette ville. M. Motta n'a pas manqué de signaler les difficultés auxquelles se heurterait la construction de la ligne de la Faucille, dont le coût est évalué à 3 milliards de francs français. Mais les Genevois, sans se faire illusion sur l'accueil qui serait fait au projet par la France, déclarent que c'est un devoir de la Confédération de présenter cette revendication à Paris et ils se réfèrent aux assurances données en 1909 par le représentant du Conseil fédéral, M. Forrer, dans le débat qui eut lieu au Conseil national au sujet de la convention sur les voies d'accès au Simplon⁴. Ils allèguent que si cette revendication n'était pas présentée en ce moment, on pourrait à bon droit considérer que Genève l'a abandonnée. Ils ajoutent enfin que si l'unanimité a pu

1. Non reproduit.

2. Genève, Valais et Vaud.

3. Du 15 avril 1931.

4. Le 20 décembre 1909 (*Bulletin sténographique officiel de l'Assemblée fédérale, Conseil national, 1909, pp. 829-830*).

se faire à Genève au sujet de l'attitude à prendre à l'égard de la note française, c'est uniquement grâce à la revendication du percement de la Faucille.

M. Motta se demande si, en raison des assurances données jadis à Genève, on ne devra pas faire la démarche réclamée. Elle ne présenterait aucun risque, car les Français refuseraient certainement d'entrer dans ces vues. Mais les Genevois déclarent qu'alors ils refuseront catégoriquement de discuter le projet français. Ce point mérite une attention particulière, car il y aurait lieu de prendre sans tarder des mesures pour reprendre la procédure devant la cour de La Haye. Jusqu'ici le département s'est borné à faire demander, par une note du 13⁵, si le gouvernement français est d'accord que le régime qui remplacerait celui des traités eût également un caractère perpétuel.

M. *le président* se demande si, plutôt que de faire à Paris une démarche dont tout le monde reconnaît qu'elle est condamnée à un insuccès, il ne faudrait pas demander au gouvernement genevois de revoir la question.

M. *le chef du département de l'économie publique* estime que si l'on veut poser la question de la Faucille, il ne faut pas attendre la réunion des négociateurs: elle devrait faire l'objet d'une note. Mais une pareille démarche lui paraît risquée. Tout d'abord on peut s'attendre que le canton de Vaud fera nettement opposition à une convention qui prévoirait le percement de la Faucille. On s'exposerait donc à un référendum, c'est-à-dire à une éventualité qui doit être écartée à tout prix. Mais, même abstraction faite de ce facteur, le Conseil fédéral se placerait dans une situation délicate en faisant la démarche en question. Ou bien, en effet, il présenterait le percement de la Faucille comme une condition sine qua non d'un arrangement sur la question des zones, et ce serait rendre impossible toute négociation. Ou bien la revendication ne serait pas présentée sous cette forme catégorique, et le Conseil fédéral s'attirerait les reproches des Genevois.

M. *le chef du département des chemins de fer* communique que la question du St-Amour-Bellegarde est actuellement étudiée par la direction générale des chemins de fer fédéraux. Un premier examen a amené M. Schrafl, président de la direction générale, à déclarer que l'exécution de ce projet ne peut qu'accessoirement servir les intérêts de Genève; son but principal est d'améliorer les relations par le mont Cenis afin de regagner l'avance de 1 h. ½ à 2 heures que la construction de la directe Bologne-Florence donnera au Simplon pour le parcours Paris-Rome. D'autre part, il serait peut-être possible de profiter de la nouvelle ligne pour améliorer les relations entre Lyon et Genève et attirer sur notre réseau une partie du trafic qui, de Marseille et de Bordeaux, se dirige sur l'Allemagne en contournant la Suisse.

Quant au percement de la Faucille, M. Schrafl déclare qu'il ne présente aucun intérêt pour la Suisse et que, dans ces conditions il ne pourrait être question, pour

5. Dans sa note du 14 – et non du 13 – mai 1931, le Conseil fédéral se contente de remarquer que ce n'est pas dans le sens envisagé par le Gouvernement français qu'une amélioration de la situation ferroviaire de Genève pourrait éventuellement contribuer à la solution de la question des zones et se réserve de faire connaître ultérieurement ses vues d'une façon plus complète (Cour permanente de justice internationale, Série C, Plaidoyers, exposés oraux et documents. XXV^e session. 1932. N° 58. Affaire des zones franches de la Haute-Savoie et du Pays de Gex. Arrêt du 7 juin 1932, pp. 192ss.).

les chemins de fer fédéraux, de contribuer à financer l'entreprise. Cette dernière n'aurait de raison d'être que comme voie d'accès à un tunnel sous le mont Blanc, c'est-à-dire à une œuvre qui, économiquement, est définitivement condamnée. M. Pilet-Golaz conclut d'un propos que lui a tenu à ce sujet l'ambassadeur de France que le gouvernement français n'acceptera dans aucun cas d'étudier le percement de la Faucille. On peut même se demander si, en jetant dans le débat la question ferroviaire, il n'a pas eu l'arrière-pensée de soulever en Suisse une discussion qui, en rompant le front unique, empêche la conclusion d'une convention et permette à la France de tirer argument devant la cour de La Haye d'une prétendue intransigeance de la Suisse.

M. Pilet-Golaz signale enfin le mécontentement profond causé dans le canton de Vaud par la revendication genevoise. L'agriculture vaudoise estime qu'elle a fait les frais du régime qui, depuis le déplacement du cordon douanier, permet aux produits zoniens d'entrer en franchise et sans compensation sur le territoire genevois. L'impression produite par la revendication genevoise a été d'autant plus pénible.

M. *le chef du département des finances* estime que la question de la Faucille n'a rien à faire avec celle des zones, car l'exécution de ce projet ne saurait jouer aucun rôle pour le ravitaillement économique de Genève. Il serait difficile de faire à Paris une proposition que le Conseil fédéral estimerait n'avoir aucune chance de succès.

M. *le chef du département militaire* ne comprend pas non plus qu'on puisse songer à lier les deux questions. Il serait dangereux de donner suite à la proposition des Genevois car, si nous sommes certains aujourd'hui de nous heurter à un refus, le jour peut venir où la France jugera de son intérêt de percer la Faucille, et elle invoquera alors cette démarche contre nous. Avant toute autre chose, il conviendrait d'intervenir auprès du gouvernement genevois pour l'amener à adopter une autre attitude.

M. *le chef du département de l'intérieur* constate que la question de la Faucille est une affaire suisse et non seulement genevoise. Il serait peut-être bon de l'étudier à ce point de vue et de consulter les représentants autorisés de la politique ferroviaire suisse. Cela nous permettrait sans doute de répondre au gouvernement genevois qu'il nous est impossible de nous engager dans la voie indiquée. On replacerait ainsi la question des zones sur son véritable terrain.

M. *le chef du département politique* reconnaît qu'il est désagréable que la question ferroviaire ait été jetée dans le débat mais ajoute que, tout en répondant négativement en ce qui concerne la Faucille, la France peut offrir des améliorations du projet St-Amour-Bellegarde qui donnent satisfaction aux Genevois. Il ne demandera au conseil de prendre une décision que dans une prochaine séance, lorsqu'il sera en mesure de faire une proposition ferme.

La suite de la discussion est ajournée jusqu'à ce moment⁶.

6. Le 3 juin le Conseil fédéral décide de ne pas soulever la question de la Faucille dans la première phase des négociations qui doivent s'ouvrir à Berne, mais d'aborder en premier lieu le principe de la permanence des arrangements à conclure entre les deux pays (E 1005 2/3 PVCF secret, du 3 juin). Le procès-verbal des négociations qui se déroulent du 13 au 15 juin a été publié par les soins de la Cour (Cour permanente de justice internationale, Série C. Plaidoiries, exposés oraux et documents. XXV^e session. 1932, N° 58. Affaire des zones franches de la Haute-Savoie et du Pays de Gex. Arrêt du 7 juin 1932, pp. 202ss.).

*CONSEIL FÉDÉRAL
Procès-verbal de la séance du 1^{er} juin 1931*

924. Commission d'étude pour l'Union européenne

Département politique. Verbal

M. le chef du département politique rapporte brièvement sur le résultat des délibérations de la commission d'étude pour l'Union européenne qui vient de se réunir à Genève¹.

En ce qui concerne la création d'une Banque agraire internationale, dont le siège se trouvera à Genève, M. Motta expose que la Suisse n'a fait aucune démarche pour que cette banque soit établie dans notre pays. Il était préférable d'observer une certaine retenue. Le chef du département politique a simplement posé un jour la question au délégué italien, s'il n'y aurait pas possibilité d'envisager la ville de Zurich comme siège de la banque. Mais il lui fut répondu qu'il ne pourrait s'agir que de Paris ou de Genève et qu'une autre ville suisse n'entrant pas en ligne de compte². Actuellement, 16 pays ont adhéré à la Banque agraire internationale³.

Quant à l'exemption d'impôt en faveur de cette banque, M. Motta n'a pas manqué de se mettre en rapport avec le gouvernement genevois, lequel a consenti à l'exemption, qui, naturellement, ne vaudra qu'en faveur de l'institut lui-même et ne s'appliquera pas au personnel, qui lui restera soumis au droit commun.

En ce qui concerne l'Union douanière austro-allemande, M. Motta a observé la plus stricte réserve et s'est gardé de s'exprimer d'une façon quelconque sur ce sujet⁴. Il sait maintenant que l'initiative avait été prise par les Allemands et non point par l'Autriche. Ce fut une idée du ministre des affaires étrangères allemand, M. Curtius, lequel était lui-même poussé par le directeur au ministère, M. Ritter. Le gouvernement allemand n'était d'abord point du tout unanime. La commission d'étude a discuté d'une manière générale et de façon abstraite la question des unions douanières, sans parler explicitement de l'union austro-allemande. Au sein du Conseil de la société des nations, – lequel, comme on sait, a décidé en son

1. Du 15 au 21 mai 1931 (FF, 1931, I, pp. 326ss. Rapport du Conseil fédéral).

2. Suivant l'avis du Comité financier de la SdN, la commission d'étude pour l'Union européenne s'est prononcée le 20 mai en faveur de Genève pour des raisons générales et en vue de maintenir un contact constant entre la nouvelle institution et les organismes de la Société des Nations (E 1004 1/328 PVCF du 22 mai 1931).

3. Le Chef du Département politique a été autorisé par le Conseil fédéral, le 22 mai, de signer la convention relative à la Société internationale de crédit hypothécaire agricole, sitôt réglés les détails de l'installation à Genève du nouvel organisme. Le message du Conseil fédéral est du 15 juin 1931 (FF, 1931, I, pp. 981ss.) et la ratification par les Chambres du 26 septembre 1931.

4. Conformément à la décision prise par le Conseil fédéral dans sa séance du 12 mai 1931 (E 1004 1/328).

temps de demander à la Cour permanente internationale de La Haye de lui fournir un préavis sur toute la question de l'Union douanière austro-allemande – la discussion fut très courtoise. M. Schober, le représentant de l'Autriche⁵, déclara que les pourparlers entre l'Allemagne et l'Autriche seraient interrompus jusqu'après le prononcé de la cour de La Haye. Il est probable que la cour donnera une réponse plutôt sibylline, et il n'est point exclu qu'entre temps certaines conversations aboutiront à une renonciation par l'Autriche.

L'affaire a été transmise à nouveau à la commission d'étude et par celle-ci à une sous-commission, où les Français ont suggéré l'idée de la constitution d'un comité spécial de secours à l'Autriche. Ce fut là une manœuvre contre l'Union douanière austro-allemande. Les représentants autrichiens dans la sous-commission déclarèrent qu'ils préféreraient qu'un tel comité de secours ne soit point créé. M. Motta, en sa qualité de président de la sous-commission, constata que cette renonciation à un comité de secours était une idée heureuse. Ainsi l'incident était liquidé.

Le principal résultat de cette session de la Commission d'étude pour l'Union européenne fut la création de quatre nouveaux sous-comités qui doivent se réunir dans le courant de ce mois de juin. La commission elle-même aura une nouvelle session en septembre, où elle examinera ce qui a été fait entre temps. Ces sous-commissions sont les suivantes: Celle pour la question du blé; la commission s'occupant des cartels; la commission pour l'organisation du crédit international et enfin celle chargée d'étudier la question du chômage. Il a été constaté que la Commission d'étude telle qu'elle est constituée aujourd'hui et à laquelle appartiennent presque uniquement des ministres des affaires étrangères, n'est pas bien en mesure de procéder à des travaux purement techniques. Il a dès lors été prévu de créer une «sous-commission de coordination en matière économique».

Les délégués russes ont fait preuve de grande modération⁶. Ils ont bien émis certaines affirmations absolument erronées, mais ils ont en général toujours observé les règles de la courtoisie internationale. Ils ont, au sein de la commission présidée par le chef du département politique fédéral, proposé la conclusion d'un pacte général de non agression économique. M. Motta a répondu que cet objet n'entrant pas dans le cadre des questions à traiter par cette sous-commission, et a prié les délégués russes de développer leur idée en séance plénière de la commission. Il en fut fait ainsi⁷.

5. Vice-chancelier fédéral et Ministre des Affaires étrangères.

6. M. le président [E. Schultess] expose que la commission d'étude de l'Union européenne a chargé une sous-commission – dont fait partie M. Motta – d'examiner s'il y a lieu d'inviter l'U.R.S.S. et la Turquie à prendre part à ses travaux. La sous-commission propose de donner suite à cette idée, mais seulement pour les travaux de nature économique. Une minorité s'est prononcée pour l'invitation pure et simple. M. Motta demande des instructions sur l'attitude qu'il devra adopter dans la commission.

Sur la proposition de M. le président, le conseil donne pour instruction à M. Motta de se prononcer pour la proposition de la majorité (E 1004 1/326, PVCF du 20 janvier 1931).

7. Sur le pacte de non-agression économique, cf. les rapports du Conseil fédéral à l'Assemblée fédérale sur les XII^e et XIII^e Assemblées de la SdN du 22 janvier 1932 et 3 février 1933 (FF, 1932, I, p. 329 et 1933, I, p. 140).

M. Motta termine son exposé en constatant que le seul résultat positif de la session de la commission d'étude pour l'Union européenne qui vient de se clore a été la création de la Banque agraire internationale⁸.

8. La conférence de Paris sur l'écoulement des stocks de céréales de la récolte de 1930, la conférence préparatoire de la II^e Conférence mondiale du blé, la conférence de Londres se soldent toutes trois, au printemps 1931, par un échec. Recevant le 1^{er} juin 1931 l'ambassadeur de France, le Chef du Département de l'Economie publique note:

Der Botschafter kündigt an, dass eine Vorbereitung nicht früher möglich gewesen sei und dass die Komiteesitzung zur Behandlung der Getreidefrage vom 10. auf den 20. Juni verschoben werden müsse. Er bittet weiter um positive Vorschläge der Schweiz für den Getreideabsatz der Ostländer.

Ich antworte ihm, dass die Schweiz sich in einer besondern Lage befindet, indem Präferenzzölle für sie nicht in Betracht kommen können; sie beziehe überhaupt einen Getreidezoll von nur 60 Rappen. Dagegen sei sie bereit, prüfen zu lassen, ob die Schweiz auf irgendeinem andern Weg dazu gelangen könnte, Osteuropa Getreide abzunehmen. Jedenfalls müsste dies aber abhängig gemacht werden von dem Eingang industrieller Aufträge aus diesen Staaten. (Nachlass Schulthess J.I.6.1/1).

A fin 1931, le Conseil fédéral constate que la Société internationale de crédit hypothécaire agricole n'a pu encore être mise sur pied, le nombre de ratifications nécessaires n'étant pas suffisant (RG, 1931, p. 61).

83

E 2001 (C) 3/13

*Le Chef du Département politique, G. Motta,
au Consulat général de Suisse à Shanghai*

Copie

L YU Vertraulich

Bern, 3. Juni 1931

Wir beeilen uns, den Empfang Ihres Schreibens vom 7. v. M.¹ anzugeben und Ihnen für Ihre wertvollen Aufschlüsse über die Gründe des Scheiterns der zwischen Grossbritannien und China über die Aufhebung der Exterritorialitätsrechte geführten Verhandlungen zu danken. Nach Ihren Mitteilungen hat sich die britische Regierung schliesslich zu überraschend weitgehenden Konzessionen entschlossen, indem sie einzig bezüglich der Zonen von Shanghai, Canton, Tientsin und Hankan an ihrem Standpunkte festhielt.

Es muss wohl unter diesen Umständen damit gerechnet werden, dass die Verhandlungen, nachdem sie bereits zu einer weitgehenden Annäherung der Standpunkte geführt hatten, in absehbarer Zeit wieder aufgenommen werden. Es scheint uns deshalb wünschenswert, schon jetzt an die Prüfung der Frage heranzutreten, welche Massnahmen zu treffen sein werden, falls die sich in den grossen Linien bereits abzeichnende Verständigung zustande kommen sollte, deren Ausdehnung auf die übrigen Mächte dann wohl nur noch eine Frage der Zeit sein dürfte. Es handelt sich dabei vor allem um die Frage, in welcher Weise sich die

1. Non reproduit.

sowohl im britischen wie im chinesischen Entwurf vorgesehene Institution der den chinesischen Gerichten beizugebenden Rechtsberater auf die unsere Landsleute betreffenden Gerichtsverfahren anwenden liesse. Es wäre natürlich wünschenswert, dass in den Fällen, wo ein Schweizer von einem chinesischen Gericht Recht zu nehmen hat, ein Schweizer als Rechtsberater zugezogen würde. Wir fragen uns indessen, ob die chinesische Regierung, der nach den vorliegenden Entwürfen die Ernennung der «legal advisors» oder «legal counsellors» zustehen würde, bereit wäre, einen Beamten des Generalkonsulats hiefür zu bezeichnen, während umgekehrt angesichts der geringen Zahl von in Frage kommenden Prozessen die Bestellung eines besondern schweizerischen Rechtsberaters kaum gerechtfertigt wäre, zumal sich schwerlich eine andere berufliche Tätigkeit mit dieser Aufgabe vereinigen liesse. Eine endgültige Beurteilung dieser Frage wird allerdings erst möglich sein, wenn einmal die Stellung und Aufgabe dieser Rechtsberater feststeht. Indessen wären wir Ihnen zu Dank verpflichtet, wenn Sie schon jetzt diesem Problem Ihre Aufmerksamkeit schenken wollten.

Was die neuen Erlasse der chinesischen Nationalregierung vom 4. Mai 1931² betrifft, durch welche die Ausländer, die bisher der Exterritorialitätsrechte teilhaftig waren, mit Wirkung vom 1. Januar 1932 der chinesischen Gerichtsbarkeit unterstellt werden sollen, so handelt es sich nach unserer Auffassung abermals um einen einseitigen Akt, dem, soweit ihm vertragliche Verpflichtungen Chinas entgegenstehen, keine internationale Verbindlichkeit zukommt. Erkundigungen, die wir durch unsere Gesandtschaften bei einigen Regierungen einziehen liessen, ergaben, soweit die erbetenen Auskünfte bereits vorliegen, dass auch diese Regierungen, insbesondere diejenige von Frankreich, Grossbritannien und der Vereinigten Staaten, der gleichen Auffassung sind. Ebenso vertritt die italienische Regierung den Standpunkt, dass China nach den getroffenen provisorischen Abmachungen die Aufhebung der Exterritorialitätsrechte gegenüber den Italienern nur im Einvernehmen mit ihr und erst dann vornehmen dürfe, wenn dies auch gegenüber den Angehörigen der übrigen privilegierten Mächte geschehe.

Da die chinesische Regierung uns die neuen Erlasse bisher nicht zur Kenntnis gebracht hat, besteht einstweilen kein Anlass, dazu Stellung zu nehmen. Jedenfalls könnten wir auch jetzt nur unsren stets vertretenen Standpunkt wiederholen, dass die Schweizer in China Anspruch auf die Gewährung der Meistbegünstigung haben, sowohl hinsichtlich des Umfangs als hinsichtlich der Dauer der Exterritorialitätsvorrechte. Wir verweisen diesbezüglich auf unser Schreiben vom 8. Januar 1930³.

2. *Non reproduit.*

3. *Non reproduit.*

20 JUIN 1931

84

E 2300 Berlin, Archiv-Nr. 32

*Le Ministre de Suisse à Berlin, H. Rüfenacht,
au Chef du Département politique, G. Motta*

RP n° 9

Berlin, 20. Juni 1931

/.../¹

Durch den Sieg des Kabinetts ist nun vorerst eine Beruhigung eingetreten. Was wird weiter geschehen? Ob es richtig ist oder nicht, vermag ich nicht zu beurteilen, aber es ist zweifellos das Dogma aller Volkskreise, dass die Reparationslasten für Deutschland nicht mehr tragbar sind. Diese Feststellung haben sich alle Parteien, höchstens in verschiedenen Schattierungen, zu eigen gemacht. Ich nahm kürzlich an einem grossen Herren-Essen in Anwesenheit von Mitgliedern der Reichsregierung, der Preussischen Regierung, des Reichstags, von Vertretern der Industrie, der Finanz, der Presse usw. teil, wobei in den nachfolgenden Gesprächen ein starker Pessimismus zutage trat. Die absolute Notwendigkeit einer baldigen Revision wurde betont, im Hinblick sowohl auf die wirtschaftliche Lage als auch auf die Spannung, die speziell auf dem Lande viel stärker sei, als man sich in Berlin vorstelle, und die sich in einer Explosion entladen werde, wenn nicht baldigst eine Entlastung herbeigeführt werde. Dabei wurde die blosse Anrufung des Moratoriums² als ungenügend bezeichnet. Ein bekannter kluger Bankier bezeichnete es zwar als das wichtigste, dass man die Nerven behalte. Man müsse die Sache organisch reifen lassen und dürfe den Prozess nicht durch laute Trompetenstöße stören. Denn Deutschlands Stärke liege in seiner Schwäche und nehme mit der letzteren täglich zu. Er fand aber hierin keine Zustimmung; denn Deutschland habe keine Zeit mehr zu warten. Da ich neben dem österreichischen Gesandten³ der einzige und wohl kaum beachtete Ausländer in dem grossen deutschen Kreise war, ist es ausgeschlossen, dass alle die Klagen und Voraussagen etwa an die Adresse des Auslandes gerichtet waren.

Nun liegt die Entscheidung über das weitere Vorgehen bei der Regierung Brüning. Eine leise Hoffnung beginnt man auf die amerikanische Hilfe zu hegen. Im weitern wird wohl der nunmehr angekündigte Gegenbesuch von MacDonald⁴ und Henderson⁵ abgewartet werden. Dass als Minimum des Vorgehens der Regierung die Anrufung des Moratoriums erfolgen wird, gilt als selbstverständlich. Im übrigen bringt die Presse auch schon eine Andeutung über die Möglichkeit einer deutsch-französischen Ministerzusammenkunft.

1. *Le Gouvernement Brünig a pu, après une âpre lutte contre l'opposition et les partis qui le soutiennent, appliquer un autre des arrêtés d'urgence sans approbation du Parlement, de façon autoritaire. Il conduit ainsi les affaires de l'Etat depuis 1930.*

2. *Le 20 juin, le président Hoover annonce publiquement que les Etats-Unis proposent un moratoire d'un an pour le payement des dettes intergouvernementales.*

3. *F. Frank.*

4. *Premier Ministre anglais.*

5. *Secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères.*

Ob die deutsche Wirtschaft mit ihrer verschuldeten und kapitalarmen Industrie, ihrer notleidenden Landwirtschaft und ihrer hochbesteuerten und damit kaufschwachen Bevölkerung noch lange durchzuhalten vermag, wenn die Arbeitslosigkeit nicht eingedämmt werden kann, vermag ich nicht zu beurteilen. Nachdem ich aber beobachten konnte, wie das arbeitswillige und geltungsbegierige, zähe deutsche Volk seit Kriegsende aus so vielen schweren Krisen, wenn auch oft lädiert, so doch im Kerne immer wieder unversehrt, sich herausgearbeitet hat, so habe ich gleichzeitig, gestützt auf den Glauben an den endlichen Sieg der internationalen Vernunft, eher eine optimistische Auffassung. Aber eines glaube ich zu wissen: auf psychologisch-politischem Gebiet können weitere Erschütterungen nur vermieden werden, wenn die Regierung in der Reparationsfrage bald zum mindesten einen Anfangserfolg aufweisen kann. Gelingt es ihr nicht, eine Entspannung herbeizuführen, die eine wesentliche Lockerung der schweren Fesseln verspricht, so könnten die Pessimisten Recht bekommen. Die nationalsozialistische Welle könnte die gegenwärtige Ordnung zeitweilig überfluten und ihre Pfeiler unterwühlen. Das gelobte Dritte Reich würde dabei nicht entstehen, wohl aber würde der Bolschewismus darauf lauern, in den Ruinen der Ansätze sich einzunisten.

85

E 2, Archiv-Nr. 1714

*Le Secrétariat suisse des paysans¹
au Chef du Département politique, G. Motta*

L

Brugg, 23. Juni 1931

Herr Dr. Borel² hat mir über den Verlauf der Sitzung in Sachen der Zonenfrage³ Bericht erstattet. Ich habe davon Kenntnis genommen, dass der Zollkordon nunmehr doch auf die Zollgrenze verlegt werden soll und dass auch Genf dieser Lösung zustimmt. Damit ist der eigentliche Zweck, welcher seinerzeit⁴ zum Referendum gegen das Zonenabkommen geführt hat, preisgegeben. Anderseits aber hat die Schweiz damit auch alle ihre Verpflichtungen, welche aus ihrem Versprechen im Versailler Vertrag abgeleitet werden können, mehr als erfüllt. Frankreich befreit sein Territorium von einem schweren Servitut, durch welches ein Teil der französischen Bürger ausserhalb der französischen Zolllinie stand.

Zu meiner grossen Überraschung teilt mir Herr Dr. Borel mit, die Schweiz habe die Absicht, über dieses grosse Entgegenkommen hinaus noch weitere Kon-

1. Lettre signée du Directeur de l'Union suisse des paysans, E. Laur.

2. A. Borel, Sous-directeur de l'Union suisse des paysans.

3. Tenue à Berne le 22 juin 1931 entre les représentants de la Confédération, des cantons et des associations intéressées. Cf. n° 87.

4. En 1923.

zessionen zu bewilligen. Man rede sogar von ewigen Verpflichtungen, welche die Schweiz in bezug auf die zollfreie Einfuhr aus den ehemaligen Zonen übernehmen wolle. Frankreich scheint der Meinung zu sein, es könne mit einem gewissen Recht verlangen, dass, wenn es Konzessionen für den schweizerischen Import mache, auch die Schweiz eine Gegenleistung einzugehen habe. Ich erblicke darin eine vollständige Verschiebung des wirklichen Rechtszustandes.

Tatsache ist, dass die Schweiz auf einen Teil ihrer bisherigen Rechte verzichtet. Dafür, dass sie nun einen Teil dieser Rechte (Exportvergünstigungen) beibehält, hat sie doch nichts zu bezahlen. Das Loch im Westen wird für die schweizerische Landwirtschaft je länger je mehr zu einer eigentlichen Gefahr. Die genferische Milchversorgung wird den Savoyarden ausgeliefert. Der Missbrauch der Vergünstigung der Grenzzone gefährdet auch die Fleischversorgung Genfs durch die schweizerische Landwirtschaft. Ewige Bindungen auf dem Gebiete der landwirtschaftlichen Einfuhr können für die Schweiz einst ein noch grösseres Servitut bedeuten, als es die Zonen für Frankreich waren. Das, was der Bund eventuell vorübergehend tun will, kann auf autonomem Wege geschehen unter Berücksichtigung der Lage der genferischen und der schweizerischen Landwirtschaft. Die Gewährung von ewigen Bindungen aber wäre nicht nur ein Zeichen der Schwäche, sondern auch eine grosse wirtschaftliche Gefahr.

Wie wir schon in früheren Eingaben darlegten, sind wir der Ansicht, dass diese wirtschaftlichen Abmachungen dem Referendum unterstehen⁵. Ich wäre Ihnen dankbar, wenn Sie auch diesen formellen Punkt sowohl im Bundesrat als auch gegenüber den Franzosen abklären wollten. Ich bringe Ihnen auch zur Kenntnis, dass für den Fall, dass solche Bindungen für den landwirtschaftlichen Import aus Frankreich eingegangen werden, ich die Absicht habe, die Frage der Ergreifung des Referendums dem leitenden Ausschusse und dem Vorstande des Schweizerischen Bauernverbandes zur Prüfung vorzulegen.

Ich möchte Sie auch bitten, für den Fall, dass der Bundesrat sich auf Verhandlungen über solche Konzessionen einlässt, uns davon jeweils Kenntnis zu geben, damit wir Gelegenheit haben, uns darüber zu äussern.

Ich bin übrigens der Meinung, dass, wenn die Schweiz mit Energie und Nachdruck jede Gewährung von Bindungen auf landwirtschaftlichem Gebiete ablehnt und entschlossen ist, daran die Verhandlungen scheitern zu lassen, im übrigen aber Frankreich entgegenkommt, Frankreich über diese landwirtschaftlichen Konzessionen den Vertrag nicht scheitern lassen wird. Die Gewährung der Verlegung der Zolllinie auf die Grenze gibt der Schweiz ein solches Übergewicht und wird von der Öffentlichkeit als eine gewaltige Konzession eingeschätzt werden, dass Frankreich kaum die Verhandlungen scheitern lassen wird.

Nachdem nun die Schweiz jahrelang mit grosser Energie den Kampf um ihr Recht geführt hat und nun zum Schlusse sich mit dem ihr von Frankreich angetanen Unrechte abfindet, sollte sie nun nicht die wichtigen wirtschaftlichen Interessen des Landes preisgeben.

Da die notwendige Zeit fehlt, um zuerst die Ansichten unseres Ausschusses und Vorstandes einzuholen, muss ich mich auf diese Mitteilung, welche die An-

5. Conformément à l'article 89, al. 3 de la Constitution fédérale.

sicht des Schweizerischen Bauernsekretariates wiedergibt, beschränken. Ich habe aber eine Kopie dieses Schreibens sofort den Ausschussmitgliedern zur Kenntnis gebracht, es ihnen überlassend, Ihnen allfällig von meinen Darlegungen abweichende Ergänzungen mitzuteilen.

86

E 2300 London, Archiv-Nr. 25

*Le Ministre de Suisse à Londres, C. Paravicini,
au Chef du Département politique, G. Motta*

RP N° 6
Le Plan Hoover

Londres, 27 juin 1931

Les télégrammes d'agences et le flot de communications et d'articles parus dans la presse depuis le 21 juin donnent une idée sans doute assez complète des principes de l'action par laquelle Mr. Hoover propose d'entreprendre une remise en équilibre des affaires de l'Europe et des conditions économiques générales¹.

Je résume dans ces quelques pages les informations recueillies par moi depuis mon retour à Londres mardi dernier et dont quelques-unes me paraissent présenter de l'intérêt, ne fût-ce que pour la raison qu'elles ne sont généralement pas connues. J'essaie en outre de vous donner un premier récit sur l'impression produite en Angleterre, tout en gardant en vue que ce rapport devra être complété dans le courant de ces prochains jours, suivant le développement des événements.

Tout d'abord, je dois dire qu'à mon arrivée en Suisse le 17 juin, je fus frappé du pessimisme qui s'y manifestait à l'égard de la situation en Allemagne². Il m'a suffi de causer durant quelques instants à Bâle, Berne et Zurich, avec des politiciens, banquiers et industriels rencontrés au hasard, pour me rendre compte de l'inquiétude intense et de la crainte générale d'une catastrophe imminente au delà du Rhin. J'avoue que les signes de panique dans une forme aussi prononcée furent pour moi une surprise, ayant cru constater une différence considérable d'aspect entre l'opinion en Angleterre et l'opinion en Suisse sur l'envergure des difficultés de nos voisins. Je me demandai si pareille divergence n'avait pas principalement, peut-être uniquement, sa raison dans la situation géographique, car ceux qui se trouvent à proximité de la zone dangereuse ressentiront toujours plus vivement les risques d'une dévastation que ceux qui peuvent observer de loin. A Bâle, le seul espoir semblait résider dans l'intervention de quelque chose comme un Deus ex machina, et encore fallait-il, selon mes interlocuteurs, que ce dieu ne se fasse pas attendre au delà de la fin juin au plus tard. «Voit-on à Londres, me demandait-on, une possibilité quelconque d'un développement semblable?» Je répondis

1. Le 20 juin, le Président des Etats-Unis a proposé un moratoire d'une année, valable jusqu'au 30 juin 1932 et concernant l'ensemble des dettes intergouvernementales (dettes interalliées et réparations).

2. Cf. n° 84.

qu'on reconnaissait bien en Angleterre le sérieux des conditions, mais que je ne croyais pas y avoir observé, dans la même mesure qu'en Suisse, le sentiment d'une telle urgence.

Au moment de ma rentrée à Londres, quelques jours plus tard, les événements, ensuite de l'initiative de Mr. Hoover, avaient déjà pris un tournant qui allait changer entièrement l'aspect des conditions.

L'enthousiasme avec lequel tous les milieux anglais acclamèrent le courage du Président, démontra clairement leur compréhension que quelque chose de formidable venait de se passer. La force avec laquelle le soulagement se manifesta fut la preuve de ce que, malgré le calme de surface, la frayeur n'avait pas non plus manqué dans les milieux britanniques. Je maintiens toutefois que, il y a quelques semaines seulement, ce pressentiment d'un grand danger se limitait à certains milieux financiers et économistes et n'avait pas atteint, comme chez nous, le gros des politiciens et industriels, etc. C'est un fait que le voyage du Gouverneur de la Banque d'Angleterre à New York en avril dernier n'avait pas échappé à des critiques qui voulaient y voir un signe d'alarme exagéré et intempestif.

Toutefois, à ce moment-là déjà, un petit groupe d'économistes, de banquiers et hommes de la cité, après deux jours de conciliabules, décidèrent de remettre au Premier Ministre un Mémoire, attirant d'urgence son attention sur la nécessité absolue d'arriver à une action internationale. Cette action devait, selon ses instigateurs, avoir le double but, d'une part de sauver l'Allemagne, d'autre part de remédier à la dépression intolérable, morale et matérielle, dans le monde économique. La démarche qui paraît avoir surpris et alarmé Mr. MacDonald et ses collègues par son ton ultra-pessimiste, fut remise à la veille de la visite allemande³, et paraît avoir influencé beaucoup le fond et l'allure des conversations. Il m'a été dit que Mr. Henderson⁴ fut particulièrement inquiet du cours que les événements menaçaient de prendre, se rendant compte de leur répercussion, non seulement possible, mais probable, sur le problème du désarmement⁵. Ce fut à sa demande qu'on insista auprès des Ministres allemands pour qu'ils donnent à cette occasion certaines assurances de bonne volonté, spécialement en ce qui concerne ce problème, alors que MM. Curtius et Brüning n'avaient en réalité pas prévu une pareille manifestation; ils auraient au contraire décidé de faire preuve à l'égard du désarmement d'un esprit frondeur, partant du point de vue qu'il était indiqué pour eux de réagir de cette façon contre la disposition peu bienveillante de la contre-partie, principalement de la France.

Etant donné le mystère qui entoura la mission de Mr. Montague *[sic]* Norman⁶, la Cité et notamment le groupe de personnes que je viens de mentionner, craignaient que son attitude put manquer de produire une impression de force suffisante chez les Américains.

Comme on l'a appris depuis, ses représentations à New York, loin de n'avoir pas retenti comme un grand cri d'alarme, eurent précisément pour but d'ouvrir

3. *Le Chef du Gouvernement allemand, Brüning, et son Ministre des Affaires étrangères, Curtius, rencontrèrent leurs collègues anglais du 5 au 9 juin.*

4. *Ministre des Affaires étrangères.*

5. *Sur cette question, cf. n° 99.*

6. *Gouverneur de la Banque d'Angleterre. Sur sa mission, cf. plus haut.*

définitivement les yeux aux Américains et de leur faire voir toute la vérité brutale sur l'état désespéré des choses. Ainsi, les deux démarches, celle en Amérique du Gouverneur de la Banque et celle à Whitehall des signataires du Memorandum à Mr. MacDonald, tout indépendantes qu'elles furent l'une de l'autre, se compléterent en fin de compte utilement et ne restèrent pas sans effet sur les développements qui suivirent.

Avec le sentiment croissant dans les milieux gouvernementaux qu'un effort immédiat et décisif devait être fait, la conviction que l'initiative même ne pouvait avoir son point de départ qu'aux Etats-Unis, seul pays exclusivement créditeur, s'imposait. Mais le Président Hoover était-il en mesure de prendre le taureau par les cornes et disposé à le faire? Il est connu qu'il veut coûte que coûte avoir son deuxième terme à la Maison Blanche. On comprit donc que tout dépendrait, en ce qui concerne son intervention, de la question de savoir s'il voyait dans cette action une augmentation ou une diminution de ses chances de réélection. Sur ce point, il fut selon toute apparence impossible d'avoir des indications positives. Ainsi, les milieux diplomatiques à Washington paraissent avoir eu grand'peine à saisir la situation. On me dit que la manifestation subite du Président a été pour la plupart des Ambassadeurs une formidable surprise. Le Représentant britannique, Sir Ronald Lindsay, aurait insisté jusqu'au dernier moment, par télégramme sur télégramme, qu'il ne saurait être question d'un mouvement présidentiel dans la direction voulue et qu'on ferait bien à Londres de renoncer à l'espoir d'obtenir l'aide de Washington. Ces dépêches auraient causé au Foreign Office pendant les journées critiques un découragement profond, malgré le fait que du côté de certains personnages non-officiels et mieux initiés, de forts doutes furent exprimés vis-à-vis de Mr. MacDonald quant à l'exactitude de ces renseignements.

Je n'hésite pas à dire que dès le lendemain de la proposition Hoover, la physionomie de Londres a pour ainsi dire changé d'expression. Le 17 juin, en partant pour la Suisse, je quittais un entourage où tout était gris comme le ciel, les figures tristes, les esprits las, où tout dénotait la fatigue, le manque de courage, l'absence de tout entrain. En rentrant le 23, quel changement! Le «Hoover Tonic», comme on l'appelle ici, avait fait des merveilles en vingt-quatre heures.

Depuis lors, cet excellent effet n'a, à aucun moment, subi une réaction. La vague rétroactive de pessimisme, qui en semblables circonstances ne fait jamais défaut, a manqué cette fois-ci. Rien, pendant tous ces huit jours, n'est venu gâter la joie de ceux qui après de longs mois de soucis continuels voyaient enfin l'aube de temps meilleurs. Il est à noter surtout, que même la certitude d'obstacles et difficultés en France⁷ n'a pu causer de l'inquiétude, à tel point était-on convaincu que dorénavant rien n'arrêterait la bonne volonté de tous pour faire le grand effort, même au prix de sacrifices. Les intérêts matériels de l'une ou l'autre nation, si sensiblement qu'ils soient touchés sur le terrain des dettes et réparations ne sauront empêcher la marche en avant. La France elle-même, qui vraiment ne badine pas avec l'argent, disait-on, devra voir l'avantage qu'il y aura pour elle à faire des concessions, immédiatement et sans marchandage. Aussi le ton peu encourageant de la presse de Paris n'a-t-il fait aucune impression notable à la Cité et la séance

7. *Le Gouvernement français entérine le moratoire Hoover le 6 juillet.*

de la Chambre des Députés est attendue avec calme; on connaît assez dans les cercles politiques l'air du Palais Bourbon pour admettre que l'Assemblée française, sous les yeux du Ministre milliardaire influent Mellon⁸, ne fera pas de faux calcul au moment critique.

En un mot, le bilan des effets produits en ce qui concerne l'Angleterre, pendant les six premiers jours, par la proposition Hoover est entièrement et complètement favorable. La bonne impression est d'autant plus forte que l'amélioration des valeurs, comme du moral, a gardé une allure et des proportions raisonnables, alors que dans d'autres centres, à New York, par exemple, le choc a causé des secousses impliquant des risques et invitant à la précaution. Il n'est pas sans signification que la déclaration pessimiste du Premier Ministre au sujet des finances de l'Inde, survenue jeudi au beau milieu de la joie, – incident qui une semaine plus tôt aurait amené sans faute un nouvel accès de baisse – a passé inaperçue; en effet, la plus-value des titres cotés à la Bourse de Londres, en comparaison avec la fin de la semaine précédente, est calculée à des centaines même des milliers de millions de Livres sterling.

A juste titre, l'action de Mr. Hoover est appelée ici un «tonic». Car, quand tout est dit, il n'y a actuellement que le stimulant même et rien d'autre. Des résultats matériels, il n'y en a pas pour le moment; il n'y a que des projets et des signes de bonne volonté. Il reste encore bien des obstacles à surmonter et des difficultés à résoudre. Mais l'atmosphère optimiste et de bonne humeur si saine et si générale facilitera beaucoup les choses. Quoi qu'il arrive, entend-on dire partout, plus jamais les choses ne seront ce qu'elles furent avant le 20 juin.

8. Secrétaire au Trésor des Etats-Unis.

*CONSEIL FÉDÉRAL
Procès-verbal de la séance du 30 juin 1931¹*

Question des zones

Secret

Verbal

M. le chef du département politique fait rapport sur la conférence du 22 juin à laquelle ont pris part les représentants des trois gouvernements cantonaux intéressés, les négociateurs, les représentants de différents groupes économiques, les experts et M. Paul Pictet². M. Motta, qui présidait, a communiqué aux participants:

1. Absent: Haeberlin.

2. P. Pictet, premier Président de l'Association pour le maintien des zones franches de 1815 et 1816. En 1931 cette association est présidée par M. Brémont, mais P. Pictet en reste la cheville ouvrière.

1^o que la France était d'accord de donner un caractère permanent aux facilités qui seraient accordées pour l'entrée en zone des produits suisses, mais qu'elle réclamait comme contre-partie également la permanence pour les facilités qui seraient accordées aux produits zoniens entrant en Suisse;

2^o que la France se refusait à envisager sous quelque forme que ce fût un percement de la Faucille.

Devait-on, en présence de cette situation, rompre les négociations, ou bien était-il préférable de les continuer? La conférence s'est prononcée à l'unanimité pour la continuation des négociations. Il ne fallait pas rompre sur la question de la Faucille, en raison de la fâcheuse impression qu'une pareille décision ferait à la cour de La Haye, où l'on n'ignore pas que l'opinion suisse est très divisée sur ce point, et que la Suisse n'a jamais réclamé d'une façon ferme l'exécution du projet patronné par les Genevois. Il ne fallait pas rompre non plus au sujet de la réciprocité réclamée par la France pour la permanence. Mais sur ce point, des avis très différents ont été émis.

En ce qui concerne la question ferroviaire, le porte-parole du gouvernement genevois a reproché vivement au Conseil fédéral de n'avoir pas fait sienne la revendication genevoise du percement de la Faucille. M. Motta lui a répondu qu'il serait puéril de poser à nouveau la question après que par trois fois la France eut donné une réponse négative. Finalement, le gouvernement genevois a déclaré formellement qu'une convention qui maintiendrait le cordon douanier à la frontière serait inacceptable pour Genève sans compensation ferroviaire, quelles que fussent les satisfactions qui seraient données sur la question du trafic avec les zones.

En ce qui concerne la réciprocité réclamée par la France pour la permanence, le gouvernement genevois ne s'est pas prononcé. Le représentant de la Chambre de commerce de Genève³ a déclaré que cette réclamation était naturelle et conforme à l'histoire, et M. Paul Pictet l'a appuyée énergiquement. Elle a été combattue d'autre part avec non moins d'énergie par le sous-directeur de l'Union suisse des paysans⁴ et par l'expert agricole de Genève⁵.

Il a été entendu, à la fin de la conférence, que si les négociations aboutissaient à un projet d'accord, le Conseil fédéral ne donnerait pas sa signature avant d'avoir recueilli de nouveau l'avis des milieux intéressés. M. Motta a déclaré que jamais le Conseil fédéral ne signerait un accord s'il ne pouvait réaliser l'unité de front en Suisse et particulièrement à Genève⁶.

A la date du 24, M. Stucki, directeur du commerce⁷, exposa à M. Motta que M. Schrafl, président de la direction générale des CFF, envisageait une solution de la question ferroviaire qui tiendrait compte des intérêts genevois. Il lui suggéra de mettre M. Schrafl en mesure d'exposer verbalement son plan au gouvernement genevois. En l'absence de M. Pilet-Golaz⁸, M. Motta prit sur lui de donner suite à

3. R. Jouvet.

4. A. Borel.

5. I. Anken, Secrétaire du Département genevois de l'Intérieur et de l'Agriculture, représentant la Chambre genevoise d'agriculture.

6. Pour le procès-verbal de la séance du 22 juin 1931, cf. E 2, Archiv-Nr. 1714.

7. W. Stucki, Directeur de la Division du Commerce du Département de l'Economie publique.

8. Chef du Département des Postes et Chemins de fer.

cette idée, et le chef du département des chemins de fer y apporta le lendemain son adhésion, tout en émettant des doutes sur le résultat de cette méthode.

Dans l'intervalle, le gouvernement genevois envoya au Conseil fédéral un arrêté qui exposait son attitude sur la question ferroviaire⁹. D'après lui, le Conseil fédéral devrait porter tous ses efforts d'abord sur le percement de la Faucille afin d'obtenir une solution plus favorable aux intérêts genevois que le projet français. Il ajoutait que toute solution qui ne comprendrait pas une compensation équitable et suffisante dans le domaine ferroviaire pour la renonciation à la structure conventionnelle des zones serait jugée inacceptable.

Dans la conférence qu'il eut le 26 à Genève avec le Conseil d'Etat, les négociateurs et l'ingénieur Brémond¹⁰, M. Schrafl exposa les améliorations qui, du point de vue suisse et genevois, pourraient être apportées au projet de raccourci St-Amour-Bellegarde: 1° établissement d'une ligne Ambérieu-Nantua qui faciliterait les relations entre Lyon et Genève et entre le Midi de la France et la Suisse; 2° aboutissement de la ligne St-Amour non plus à Bellegarde, mais à Genève par le mont Credo. Cette dernière amélioration ferait de Genève la tête de ligne de la nouvelle voie, à laquelle on ne pourrait plus objecter de mener au mont Cenis et non au Simplon. Mais il faudrait alors raccorder les deux gares de Genève. La convention franco-suisse de 1909¹¹ répartit les frais de cette opération par portions égales entre la Confédération, les CFF et le canton de Genève. Mais il semble que l'intention du gouvernement genevois serait de faire assumer sa part aux Français.

A la suite de la conférence, on pouvait considérer le projet de la Faucille comme écarté au profit du projet français amélioré, en particulier pour ce qui concerne son aboutissement. Mais depuis lors il s'est produit un fait nouveau. Le 29, M. Logoz¹² annonçait à M. Motta que, contrairement aux prévisions, il ne s'était formé aucune unité de front à Genève sur la compensation ferroviaire. Le groupe Pictet¹³ tient à la Faucille et préférerait laisser la question ferroviaire ouverte plutôt que d'accepter une compensation qui comprometttrait ce projet. Ainsi l'on doit admettre que toute convention sur les zones qui impliquerait une compensation ferroviaire autre que le percement de la Faucille provoquerait un référendum. Les renseignements apportés par M. Logoz sont confirmés par l'article de tête de «La Suisse» de ce matin¹⁴. Il est donc impossible désormais de proposer à la France une amélioration de son projet de St-Amour-Bellegarde. C'est au vu de cette nouvelle situation qu'a été rédigé le projet d'instructions aux délégués qui est soumis à la délibération du conseil.

En résumé, il paraît difficile d'arriver à un accord avant le terme du 31 juillet fixé par la cour de La Haye¹⁵. Et comme il faut éviter une prorogation, tout porte à croire que nous devrons retourner à La Haye. Cependant il n'y a encore aucune

9. Non reproduit.

10. M. Brémond, *Président de l'Association pour le maintien des zones franches de 1815 et 1816*.

11. Signée à Berne le 18 juin 1909 (*RO*, 1910, vol. 26, pp. 9ss.).

12. Agent de la Confédération dans l'affaire des zones.

13. Soit l'Association pour le maintien des zones franches de 1815 et 1816.

14. Signé E. Fabre.

15. Par l'ordonnance du 6 décembre 1930. Cf. n° 52, n. 3.

raison de rompre. Si une solution est possible, ce sera dans les limites de la question des zones proprement dite, à l'exclusion de la question ferroviaire. M. Motta a la conviction qu'un régime qui, tout en maintenant le cordon douanier à la frontière, autoriserait l'exportation permanente dans les zones, à l'abri de toute entrave douanière ou fiscale, vaudrait mieux que le régime du droit, avec le cordon douanier à la limite intérieure des zones et le cordon fiscal à la frontière. Si l'on arrivait à ce résultat, la question de la réciprocité ne constituerait pas un empêchement majeur, car l'idée en est inscrite dans le sol même de Genève.

Il ressort de la discussion que les chances d'un règlement amiable sont très faibles. En ce qui concerne la question ferroviaire, on se trouve en présence de l'offre française du St-Amour-Bellegarde et d'une opposition genevoise à tout arrangement qui barrerait le chemin au percement de la Faucille. On pourrait peut-être surmonter cette difficulté en laissant de côté la question ferroviaire, si le gouvernement genevois ne déclarait pas inacceptable tout accord qui maintiendrait le cordon douanier à la frontière politique sans donner une compensation ferroviaire.

Une autre difficulté gît dans la permanence que la France voudrait voir attribuer aux concessions suisses relatives à l'entrée des produits zoniens. Sur ce point, des avis différents sont émis dans le conseil. Quelques membres considèrent qu'il s'agit d'une question d'espèce et que, pour obtenir, à titre permanent, l'entrée des produits suisses dans les zones en franchise des droits de douane et de tous droits intérieurs, la Suisse pourrait accorder à titre permanent également des concessions pour l'entrée en Suisse de produits déterminés des zones. D'autres membres estiment qu'il s'agit d'une question de principe et que la Suisse, après avoir accepté le maintien du cordon douanier à la frontière politique en échange de la perméabilité de ce cordon et même du cordon fiscal, ne saurait payer une seconde fois cette concession en accordant à titre permanent des facilités pour l'entrée en Suisse des produits zoniens. Il y a divergence également sur les conséquences qu'entraînerait une pareille concession au point de vue intérieur. Tandis que certains membres du conseil croient qu'une entente pourrait s'établir si les concessions étaient limitées à des points déterminés, d'autres appréhendent que toute concession de cette nature ne détermine une demande de referendum de l'union des paysans¹⁶ ou, le cas échéant, d'autres milieux.

En tout état de cause, le conseil est unanime à penser qu'il ne serait pas prudent de rompre dans le moment actuel et que les négociations doivent être poursuivies¹⁷.

16. Cf. n° 85.

17. Les négociations des 2 et 3 juillet 1931 ne permettent pas de rapprocher les points de vue. Leur procès-verbal a été publié par la Cour (Cour permanente de justice internationale. Série C. Plaidoirie, exposés oraux et documents. XXV^e session 1932. N° 58. Affaire des zones franches de la Haute-Savoie et du Pays de Gex. Arrêt du 7 juin 1932 [Série a/B, fascicule n° 46], pp. 202ss.).

Le 20 juillet par une note verbale à l'ambassade de France à Berne, le Conseil fédéral annonce donc son intention de demander à la Cour de rendre un arrêt définitif (*Id. pp. 266ss.*). La France répond une semaine plus tard en regrettant l'intransigeance helvétique qui n'a pas permis d'épuiser le programme de la négociation (*Id. pp. 272ss. Note verbale du 28 juillet 1931*).

Ayant entendu les parties, la Cour, par une ordonnance du 6 août 1931 impartit aux deux gou-

2 JUILLET 1931

vernements un délai au 30 septembre pour présenter par écrit leurs observations (Id. p. 216). Ces observations ont été imprimées par les soins de la Cour (Id. pp. 9ss. et p. 277ss.).

Toutefois les audiences publiques prévues par l'ordonnance du 6 août pour le mois d'octobre doivent être renvoyées au printemps 1932, en raison de l'absence de plusieurs juges.

88

E 2001 (C) 3/100

*Le Directeur général des Douanes, A. Gassmann,
à la Division de la Police du Département de Justice et Police¹*

*Copie**L*

Berne, 2 juillet 1931

Par circulaire N° 136 du 27 janvier 1931² aux Directions cantonales de police, le département fédéral de Justice et Police a fait donner pour instruction aux postes-frontières qu'ils doivent refouler les étrangers qui donnent l'impression d'être dépourvus de moyens d'existence. L'inscription suivante doit alors être faite dans les papiers de légitimation: «Refoulé par défaut de moyens d'existence».

A notre avis, ces prescriptions devraient être valables uniquement à l'égard des étrangers qui entrent en Suisse, en utilisant les passages de frontière ouverts au transit des personnes et qui sont en possession des papiers de légitimation (passports ou cartes de frontière) *régulièrement délivrés* par les autorités de frontière étrangères.

D'après les rapports qui nous sont parvenus ces derniers temps et contrairement à la pratique en usage jusqu'à l'entrée en vigueur de la circulaire citée ci-dessus, ces dispositions sont aussi appliquées à l'égard des ressortissants italiens, qui franchissent la frontière *clandestinement et sans papiers réguliers*³, soit parce qu'en leur qualité d'adversaires du Gouvernement fasciste, ils ne peuvent obtenir un passeport des autorités italiennes, soit parce qu'ils sont obligés de s'enfuir à l'étranger pour se soustraire aux poursuites de la police politique ou aux conséquences du chômage existant en Italie.

C'est ainsi qu'en s'appuyant sur les dispositions de la circulaire du 27 janvier dernier, le chef du poste des gardes-frontière de Bourg-St-Pierre a refoulé, en mai dernier, un nommé Giovanni Arioli, vu que cet individu était arrivé en Suisse *sans moyens d'existence*⁴.

Or, nous nous demandons si les instructions de ladite circulaire peuvent s'appliquer aussi à ces personnes là.

En cherchant à franchir *irrégulièrement* la frontière de leur pays, elles s'expo-

1. Sur l'exemplaire de cette lettre, envoyé à la Division des Affaires étrangères du Département politique, pour information, A. Gassmann a ajouté: les bureaux de douane ont reçu l'ordre de ne pas refouler sur territoire italien les fuyards arrêtés par notre personnel. – Berne, 2 juillet 1931.

2. Cf. E 4300 (B) 1/8 (dossier B 14/02).

3. Cf. n° 28.

4. Cf. 2001 (C) 3/100.

sent à des risques graves, vu la surveillance sévère exercée le long de la ligne de frontière par les autorités italiennes de police, en particulier à l'égard de cette catégorie de personnes. Certains de ces fuyards ont essuyé des coups de feu et quelques-uns ont même été blessés lors de leur tentative pour s'enfuir en Suisse. Puis, ces individus franchissent rarement la frontière suisse dans l'intention de se fixer dans notre pays; leur intention est plutôt d'aller en France. Enfin, les motifs qui poussent la plus grande partie de ces gens à s'enfuir de leur pays sont d'ordre politique.

Il n'est donc pas recommandable, à notre avis, de livrer ces personnes directement aux agents italiens de police détachés aux passages frontières italo-suisses. Leur sortie d'Italie ayant eu lieu d'une façon clandestine et irrégulière, ce serait les condamner d'avance à des poursuites sévères si elles étaient livrées entre les mains de la police de leur pays. D'autre part, le fait de les accompagner jusqu'à la frontière italienne pour les obliger à la franchir sous la surveillance de nos agents présente pour ces personnes les mêmes risques que ceux de leur sortie clandestine.

Pour ces raisons, nous vous prions de bien vouloir examiner cette question et de nous faire part de votre avis, afin que nous puissions donner les ordres nécessaires à nos postes de frontière⁵.

5. Cf. lettre de Dinichert à la Direction générale des douanes du 9 juillet: [...] / ... /nous partageons/ pleinement votre opinion que le fait de franchir irrégulièrement la frontière suisse, qui expose les émigrants clandestins italiens à de très graves sanctions de la part de leurs autorités, leur donne en quelque sorte un droit à l'asile. Dans ces conditions, nous vous remercions d'avoir bien voulu donner l'ordre au Bureau des douanes de ne pas refouler sur le territoire italien les fuyards arrêtés par votre personnel (E 2001 (C) 3/100).

89

E 1004 1/329

*CONSEIL FÉDÉRAL
Procès-verbal de la séance du 3 juillet 1931¹*

1161. Handelsvertrag mit Italien²

Zusatzprotokoll

Volkswirtschaftsdepartement. Antrag vom
3. Juli 1931

Das Volkswirtschaftsdepartement berichtet:
«I. [...]»³

II. Durch mündliche Unterhandlungen in Bern, an denen die Schweiz durch die HH. Direktor Stucki und Oberzolldirektor Gassmann vertreten war, wurde an-

1. Absents: Häberlin et Minger.

2. Cf. nos 24, 26, 53, 70 et 72.

3. Le Département de l'Economie publique résume sa proposition du 29 décembre 1930. Cf. no 53.

fangs Januar versucht, mit Italien zu einer Einigung zu gelangen⁴. Die Gegen-sätze waren aber besonders in bezug auf die Zollbehandlung der Automobilteile in Italien noch zu gross, als dass eine Beilegung der Differenzen möglich gewesen wäre. Seither sind die Unterhandlungen teils auf dem diplomatischen Wege, teils durch persönliche Fühlungnahme anlässlich anderer internationaler Konferenzen weitergeführt worden. Nach dieser mühsamen Vorarbeit wurde endlich bei erneuerten Besprechungen, die in den letzten Tagen in Genf und in Bern abgehalten wurden, eine Verständigung auf der ganzen Linie erzielt. Das Ergebnis wurde in einem Zusatzprotokoll zum Handelsvertrag festgehalten, das am 2. ds. paraphiert worden ist⁵. Dieses Zusatzprotokoll soll in den nächsten Tagen unter Ratifikationsvorbehalt regelrecht unterzeichnet und so rasch als möglich in Kraft gesetzt werden.

III. Zum Inhalt des Zusatzprotokolls, das wir Ihnen hiermit vorlegen, möchten wir kurz folgendes bemerken:

A. Fragen, die den italienischen Zolltarif betreffen:

1. *Verzollung der Automobilteile*: Diese wichtigste Frage des ganzen Abkommens konnte in einer Art und Weise gelöst werden, die aller Voraussicht nach den schweizerischen Ausfuhrinteressen Genüge leistet.

2. *Freigabe der Aluminiumzölle*: Die Schweiz entspricht dem italienischen Begehren um Freigabe der Aluminiumzölle. Für die Aluminiumwaren (ausgenommen solche für industrielle und Bauzwecke) bleibt jedoch weiterhin ein italienischer Höchstzoll gebunden, der unserem eigenen Zoll für die gleichen Erzeugnisse entspricht. Außerdem ist die Beibehaltung des früheren Zustandes für die in ansehnlichem Masse nach Italien ausgeführten Motorenkolben gewährleistet.
[...]⁶

B. Fragen, die den schweizerischen Zolltarif betreffen:

1. *Freigabe des Zolls für Futtermehle, denaturiert*: Für dieses Produkt verzichtet Italien auf die bisherige handelsvertragliche Bindung des schweizerischen Zolls. Wenn auch gegenwärtig das Bedürfnis für eine Zollerhöhung nicht mehr besteht, haben wir es doch als zweckmäßig erachtet, unser zur Zeit des deutschen und französischen Dumpings gestelltes Gesuch um Entlassung aus der handelsvertraglichen Bindung für denaturierte Futtermehle nicht fallen zu lassen. Es war dazu umso weniger Anlass vorhanden, als Italien unserm Begehr keinen Widerstand entgegensezte.

2. *Freigabe des Zolls für Elastikgewebe*: Auch für diese Gewebe entlässt uns Italien aus der vertraglichen Zollbindung, so dass wir nun die Möglichkeit haben werden, dem nicht ungerechtfertigten Begehr der schweizerischen Elastikweberei um einen besseren Zollschutz zu entsprechen.

3. *Freigabe der Schuhzölle*: Italien gibt seine Zustimmung zu einer allfälligen Erhöhung der schweizerischen Schuhzölle. Von dieser Zustimmung wird nur Ge-

4. Cf. n° 53, n. 5.

5. Cf. RO, 1932, vol. 48, pp. 280–285 pour le texte du protocole additionnel.

6. Le protocole concerne d'autres produits, tels que les appareils de radio, les segments de pistons, etc. Pour le texte de l'accord, cf. n. 5 ci-dessus. Cf. aussi RG, 1931, pp. 530–531.

brauch gemacht werden können, wenn auch Deutschland und die Tschechoslowakei, mit denen die wichtigsten schweizerischen Schuhzölle ebenfalls noch gebunden sind, auf ihre vertraglichen Ansprüche verzichten werden. Gemäss einer *vertraulichen* Vereinbarung wird im Falle einer Erhöhung der schweizerischen Schuhzölle unsererseits auch einer verhältnismässig gleich starken Heraufsetzung der italienischen Schuhzölle kein Widerstand entgegengebracht werden dürfen.

Der Zeitpunkt des Inkrafttretens der neuen Vereinbarungen konnte noch nicht festgesetzt werden, da noch ungewiss ist, wann die dazu auf italienischer Seite erforderlichen Formalitäten erfüllt sein werden. Voraussichtlich wird jedoch das Abkommen im Laufe des Monats August wirksam werden können.

IV. Wie aus unsren Darlegungen hervorgeht, enthält das vorliegende Zusatzprotokoll zum Handelsvertrag mit Italien keine Verpflichtungen hinsichtlich des schweizerischen Zolltarifs. Dagegen entlässt es uns aus einigen als lästig empfundenen Zollbindungen. Das Hauptgewicht des Abkommens liegt jedoch auf den Vereinbarungen über den italienischen Zolltarif. Hier handelt es sich vorwiegend um eine auf gewisse Erzeugnisse beschränkte Anpassung des im Jahre 1923 abgeschlossenen Handelsvertrags⁷ an veränderte Verhältnisse, eine Anpassung wie sie in den letzten sechs Jahren mit Ihrer Zustimmung schon etliche Male in ähnlicher Weise vorgenommen worden ist.

Wenn wir die Vorteile und Nachteile des Zusatzabkommens gegeneinander abwägen, kommen wir zum Schluss, dass seine Annahme durch die Schweiz sehr wohl verantwortet werden dürfe.

Wir werden uns gestatten, für das vorliegende Abkommen auch noch um Ihre formelle Genehmigung nachzusuchen, sobald es unterzeichnet sein wird.»

Antragsgemäss wird daher *beschlossen*, von den vorstehenden Ausführungen in zustimmendem Sinne Vormerkung zu nehmen⁸.

7. Cf. RO, 1924, vol. 40, pp. 105–222.

8. Le protocole additionnel avec l'Italie, approuvé par le Conseil fédéral dans sa séance du 13-juillet suivant (E 1004 1/329), entrera en vigueur le 17 août 1931. Les instruments de ratification seront échangés à Rome le 11 mai 1932.

90

E 2, Archiv-Nr. 1714

*Le Chef du Département politique, G. Motta,
au Directeur de l'Union suisse des paysans, E. Laur*

Copie
L ZZ

Berne, 6 juillet 1931

Ainsi que le démontre la déclaration que les délégués suisses ont faite le 15 juillet 1921 au cours des négociations de la Convention du 7 août¹, il est difficile de

1. Convention entre la Suisse et la France réglant les relations de commerce et de bon voisinage entre les anciennes zones franches de la Haute-Savoie et du Pays de Gex et les cantons suisses limitrophes (FF, 1921, IV, pp. 575 ss.).

concevoir, en pratique, un règlement de l'affaire des zones faisant entièrement abstraction des importations des zones en Suisse et c'est pourquoi, ainsi que M. Bozel vous l'a rapporté², la Conférence du 22 juin³ a reconnu qu'un traité perpétuel entre la Suisse et la France en vue du désenclavement de Genève devrait probablement contenir, même si nous finissions par consentir à l'installation du cordon douanier français à la frontière politique, des stipulations touchant la vente des produits des zones à Genève.

Nous comprenons fort bien que cette constatation puisse surprendre à première vue, mais nous sommes convaincus que, si vous voulez bien faire appel au souvenir de votre propre expérience, vous reconnaîtrez que l'on ne peut guère s'y soustraire en raison de l'extrême complexité du problème à résoudre.

S'il était possible de résoudre la question dans son cadre purement douanier, les avantages qui seraient stipulés en faveur des exportations de Suisse en zones auraient évidemment une contre-partie *plus* que suffisante dans l'abandon de notre droit au recul du cordon douanier français et il ne serait évidemment pas question d'y ajouter des avantages en faveur des habitants des zones. Mais, de même qu'en 1921 des concessions avaient été acceptées pour que les avantages prévus pour les exportations de Suisse fussent étendues à la grande zone, sur laquelle nous n'avions aucun droit, nous ne saurions, aujourd'hui, nous refuser a priori à donner un caractère stable à certaines facilités déjà existantes en faveur des zones pour obtenir des compensations de caractère permanent dans d'autres domaines que le domaine douanier (concessions fiscales, règlement de la circulation, etc.) que l'opinion publique réclame et sans lesquelles un règlement de la question des zones ne pourrait guère donner – il faut le reconnaître – satisfaction aux intéressés.

Il reste toutefois bien entendu

1) que les facilités en faveur des zones qui seraient stipulées par un traité autorisant la France à installer à la frontière son cordon douanier seraient beaucoup plus réduites que celles qui ont été prévues dans le projet de règlement soumis en 1930 à la Cour permanente de Justice internationale⁴. (Il ne pourrait s'agir que d'un appoint pour équilibrer équitablement les concessions faites de part et d'autre. Cet appoint sera en proportion des avantages supplémentaires obtenus par la Suisse);

2) que, dans le stade actuel des négociations, ces questions ne sont étudiées qu'à titre tout à fait éventuel;

3) que rien ne sera conclu avant que la situation ait été examinée à nouveau par la conférence à laquelle l'Association suisse des paysans a été invitée à prendre part.

Nous nous plaisons à espérer que vous trouverez dans ce qui précède un apaisement aux préoccupations fort légitimes que nous vous remercions d'avoir exprimées⁵.

2. Cf. n° 85.

3. Cf. n° 87.

4. Cf. n° 27, n. 1.

5. *La France ayant adopté des contingents d'importation restreignant notamment l'introduction de volailles, d'œufs et de produits laitiers, la Suisse rétablit à partir du 1^{er} janvier 1932 le régime*

douanier commun à l'égard des produits provenant de la grande zone franche de 1860, abandonnant à son tour la Convention franco-suisse relative au régime douanier entre le Canton de Genève et la zone franche de la Haute-Savoie du 14 juin 1881, convention que la France avait dénoncé unilatéralement, mais que la Suisse avait maintenu, eu égard au problème des petites zones de 1815-1816. Seules demeurent les facilités prévues par la législation pour le trafic de marché provenant d'une zone de 10 km à l'intérieur de la grande zone de 1860, sauf en ce qui concerne le lait (E 1004 1/331 PVCF du 23 décembre 1931).

91

E 7110 1/71

*Notice du Chef de la Division du Commerce du Département
de l'Economie publique,
W. Stucki, sur les négociations tarifaires avec la Grande-Bretagne*

Bern, 16. Juli 1931

Der Handelsattaché der hiesigen englischen Gesandtschaft hat mich heute aufgesucht um mir folgende Mitteilung zu machen:

Schon vor längerer Zeit habe die Gesandtschaft von ihrer Regierung den Auftrag erhalten, der Schweiz den Vorschlag zu machen, auf die angeregten Handelsvertragsverhandlungen einseitig auf Grund der englischen Forderungsliste einzutreten, d.h. auf die Geltendmachung von Gegenforderungen bezüglich der Reduktion englischer Zölle zu verzichten. Die Gesandtschaft habe nach London geantwortet, dass ihr ein solcher Vorschlag aus formellen und materiellen Gründen sehr unzweckmäßig erscheine, da die Schweiz kaum in der Lage sein werde, darauf einzutreten. Trotz dieser Einwendungen sei die Instruktion aus London aber bestätigt worden, sodass uns in den nächsten Tagen eine bezügliche Note übergeben werde. Er möchte mich avisieren und gleichsam die Gesandtschaft entschuldigen, dass sie einen solchen auch ihrer Ansicht nach ungehörigen Vorschlag machen müsse.

Ich habe geantwortet, dass wir selbstverständlich einen solchen Vorschlag ablehnend beantworten werden, da die Schweiz nicht über eine Ermässigung ihrer niedrigen Zölle diskutieren könne, ohne gleichzeitig auf einer entsprechenden Reduktion der viel höhern englischen Zölle, z.B. auf Uhren, Seide, Stickereien etc., zu beharren.

Wir haben vereinbart, dass die englische Note von uns erst nach meiner Rückkehr aus den Ferien beantwortet werden wird.

92

E 7110 1/71

Le Ministre de Suisse à Londres, C. Paravicini, au Chef de la Division du Commerce du Département de l'Economie publique, W. Stucki

L

Londres, 22 juillet 1931

Négociations douanières
Union douanière Austro-Allemande¹

Je vous remercie d'avoir bien voulu me communiquer, par votre lettre du 16 juillet (M.-8-G.B.-2.), une notice rédigée par vous² à la suite d'une conversation que vous aviez eue le même jour avec l'Attaché Commercial de la Légation de Grande-Bretagne à Berne, qui était venu vous soumettre une proposition relative aux négociations suisse-britanniques entreprises au mois de mars dernier³.

Il résulte de la suggestion que vous a soumise l'Attaché Commercial à Berne que la Grande-Bretagne pense que la Suisse pourrait, le cas échéant, renoncer à lui demander une contre-prestation en échange de certaines modifications que nous pourrions être amenés à apporter à notre propre tarif en faveur de l'importation anglaise en Suisse.

J'ai pris connaissance avec grand intérêt de cette manifestation de désir qui vous est faite dans l'intention de favoriser, dans le sens anglais bien entendu, les pourparlers en cours.

A vrai dire, cette suggestion ne nous surprend nullement et nous comprenons parfaitement la réponse que vous avez donnée et qui est d'ailleurs celle que nous aurions faite nous-mêmes, au cas où l'idée nous aurait été soumise à votre intention par le Board of Trade.

Vous vous souviendrez, à ce propos, que dans les rapports d'orientation sur la situation que nous vous avons envoyés et plus précisément dans notre communication du 15 mai 1931⁴, nous vous donnions un compte-rendu d'une visite à Sir Henry Fountain, Chef de la Section des Traités au Board of Trade.

L'objet de notre visite alors avait été de recueillir son impression sur les réponses qu'il avait reçues des divers pays auxquels avait été envoyée la proposition Graham⁵.

Sir Henry, avec une attitude à peine perceptible de découragement, nous dit alors que les réponses, y compris bien entendu la nôtre, n'avaient pas correspondu, dans les grandes lignes, à l'attente du Board of Trade. Ces réponses, à son avis, étaient les unes et les autres bien «continentales» dans leur conception, c'est-à-dire qu'elles tendaient à initier des négociations de traités de commerce propre-

1. Nous n'avons pas retenu la partie de la lettre de Paravicini consacrée à cette question. Cf. aussi nos 71 et 266.

2. Cf. no 91.

3. Cf. nos 63 et 69.

4. Non reproduit.

5. Cf. no 61.

ment dites, alors que la Grande-Bretagne au contraire avait en vue une sorte de proclamation de vaste portée dans laquelle ce pays offrait implicitement de maintenir son système fondamental de libre-échange et que les Etats pressentis se contenteraient de prendre acte avec satisfaction de cette décision importante, sans émettre des désirs de contreprestations substantielles qui, forcément, devaient amener les Etats sur le terrain des négociations commerciales.

Cette situation s'explique d'autant mieux que le Board of Trade n'est pas accoutumé à ce genre de négociations tarifaires, qu'il se sent, sur ce terrain, en infériorité et qu'il aurait été heureux de pouvoir les éviter. D'autre part, il me paraît cependant sensé d'admettre que Mr. Graham et ses collaborateurs auraient pu s'attendre à ce que les différents Etats intéressés sur le Continent ne leur répondissent pas strictement en conformité avec les désirs et intérêts anglais. Cette pensée s'explique à l'égard de la Suisse plus spécialement, dont on sait que le tarif est parmi les plus bas du monde.

Je ne vous ai plus renseigné ces derniers temps sur le développement dans toute cette question et sur les pourparlers qui auraient pu être entamés entre la Grande-Bretagne et les autres Etats qui ont répondu à la proposition Graham. Mais on a évidemment laissé tomber, depuis lors, l'intérêt direct qu'on portait à la chose, parce qu'elle a été, dans une certaine mesure, contrecarrée par la proposition de l'Union douanière austro-allemande et par les problèmes se rattachant à ceux qui sont étudiés par la Commission de l'Union Européenne⁶.

Je tâcherai néanmoins de voir prochainement Sir Henry Fountain pour connaître la situation actuelle de l'affaire et recueillir quelques données sur le point de vue des milieux économiques britanniques.

Je me réserve par conséquent de vous écrire à nouveau.

/.../

6. Sur cette question, cf. n° 82.

93

E 2001 (C) 3/146

*Le Président du Directoire de la Banque nationale, G. Bachmann,
au Président de la Reichsbank, H. Luther*

*Copie
L Sr/B*

Zürich, 24. Juli 1931

Vom eidg. Politischen Departement sowie von der Schweizerischen Gesandtschaft in Berlin ist mir die Mitteilung zugekommen, dass die Notverordnung¹

1. Il s'agit de l'ordonnance dite «Kapitalfluchtverordnung» du 18 juillet précédent.

Sur les personnes et les avoirs touchés par cette ordonnance cf. la lettre du Ministre de Suisse à Berlin au Département politique du 22 juillet:

/.../

Die Verordnung betrifft alle in Deutschland ansässigen unbeschränkt steuerpflichtigen Personen und Gesellschaften. Ausländer sind somit nicht ausgenommen. Sie verlangt, dass ausländische Zahlungsmittel oder Forderungen in ausländischer Währung innerhalb von noch zu bestim-

über die Anzeigepflicht gegenüber der Reichsbank von ausländischen Zahlungsmitteln und Forderungen in ausländischer Währung in den Kreisen der in Deutschland lebenden Schweizerbürger beträchtliches Aufsehen und Beunruhigung hervorgerufen und demzufolge Anlass zu zahlreichen Vorstellungen bei den genannten Stellen gegeben hat.

Die Gesuche um Intervention bei den massgebenden deutschen Behörden, die in bezug auf die Anwendung der Notverordnung eine besondere Rücksichtnahme auf die Schweizerbürger in Deutschland im Sinne wenn nicht der Befreiung von der Verordnung, so doch einer Milderung in deren Ausführung zum Ziele haben, stützen sich auf die Ansicht, dass der im Besitz von Deutschlandschweizern befindliche Bestand an schweizerischen Zahlungsmitteln und Forderungen in schweizerischer Währung gemäss § 3 der einschlägigen Notverordnung nicht auf Kapital- oder Steuerflucht zurückzuführen sei. Mit durchaus glaubwürdiger Begründung wird darauf hingewiesen, dass der Besitz an solchen Vermögenswerten vielmehr in der je und je von Schweizern im Ausland gepflegten Gewohnheit beruhe, einen Teil der flüssigen Mittel in der Schweiz kurzfristig anzulegen, oder dass, wo solche Anlagen überhaupt schon vor der Niederlassung in Deutschland bestanden haben, für deren Belassung in der Schweiz ausschliesslich Gründe der Beziehungen und Verbundenheit mit der Heimat ausschlaggebend gewesen sind.

Bei objektiver Prüfung dieser gewiss heiklen Frage kann ich mich meinerseits, gestützt auf eigene Kenntnisse, der Tatsache nicht verschliessen, dass die in der Schweiz bestehenden Guthaben von Schweizern in Deutschland vielfach den oben erwähnten Ursachen entspringen. Deshalb drängt sich auch mir die Frage auf, ob die Anwendung der Notverordnung auf diese Kategorie von in der Schweiz befindlichen legitimen Guthaben in der vorgesehenen Form nicht von empfindlicher Härte ist und ob nicht aus den angeführten Gründen die Möglichkeit vorhanden wäre, den schweizerischen Staatsangehörigen in Deutschland, die für diesen besondern Fall in Betracht kommen, eine mildernde Fassung der Anzeigmassnahmen, etwa in der Art einer blosen Deklarierung, jedoch Befreiung von der Umwandlungspflicht der Schweizerwerte in deutsche Währung, zuzugestehen.

Da der Ankauf bzw. die Umwandlung von Auslandwerten gemäss Notverordnung nach den Anweisungen der Reichsbank gehandhabt wird, glaube ich, mit der Bitte an Sie gelangen zu dürfen, die aufgeworfene Frage einer Verordnungsmilderung im Sinne der eingebrachten Anregung prüfen zu wollen. Ich wäre Ihnen zu ganz besonderer Anerkennung verpflichtet und kann Sie im voraus des Dankes der in Deutschland lebenden Schweizer versichern, wenn Sie eine Lösung der Frage dahin treffen könnten, den schweizerischen Interessen in Deutschland

menden Fristen der Reichsbank angeboten und auf deren Verlangen ihr verkauft werden. Mit andern Worten: allen diesen ausländischen Guthaben droht gegebenenfalls die zwangsweise Umwandlung in Markwährung. Zu diesen Guthaben gehören auch Konto-Korrent- und Sparkassenguthaben. Für alle diejenigen Landsleute, die bei der Inflation ihre Ersparnisse verloren haben und auf Grund dieser bitteren Erfahrungen sich nunmehr ein Sparkassenbuch in der Schweiz zulegten, bildet deshalb die Anmeldevorschrift der Notverordnung Grund zu ernstlicher Beunruhigung.

/.../(E 2001 (C) 3/146).

in der Durchführung der Devisenverordnung die dringend erbetenen Erleichterungen zu gewähren².

2. *Sur les effets de l'intervention de Bachmann auprès de la Reichsbank cf. l'annexe au présent document.*

ANNEXE

E 2001 (C) 3/146

*Le Président du Directoire de la Banque nationale, G. Bachmann,
à la Division des Affaires étrangères du Département politique*

L Sr/B

Zürich, 31.Juli 1931

Ich bin in der Lage, Ihnen im Nachgang zu unserem Schreiben von heute³ in der Beilage eine Abschrift des Antwortschreibens³ des Reichsbankpräsidenten Herrn Dr. Luther zugehen zu lassen, das sich mit der Handhabung der Anzeigemassnahmen betr. den deutschen Devisenschutz befasst. Die Darlegungen lassen die erfreuliche Feststellung zu, dass eine nachsichtige Behandlung der Freigabebeanträge von Ausländern von Seite der Reichsbankstellen vorgesehen ist, was für die Schweizer in Deutschland eine schätzenswerte Erleichterung in der Handhabung der Anzeigebestimmungen bedeutet und zweifellos überall Beifall und Anerkennung finden dürfte.

Dass die unternommenen Schritte nicht ohne Erfolg geblieben sind, ist für mich eine besondere Genugtuung. Ich nehme an, dass sie, was die Nationalbank anbelangt, mit der Erklärung des Reichsbankpräsidenten ihren Abschluss gefunden haben.

3. *Non reproduit.*

93a

E 2001 (C) 3/15

*Le Ministre de Suisse à Rome, G. Wagnière,
au Chef du Département politique, G. Motta¹*

L Pressant

Rome, 25 juillet 1931

J'ai été appelé d'urgence ce matin au Ministère des Affaires Etrangères où, en l'absence simultanée du Ministre et du Sous-Secrétaire d'Etat (ce qui complique beaucoup nos démarches en ce moment-ci), j'ai été reçu par le Chef de Cabinet de M. Grandi qui désirait me parler de la part du Chef du Gouvernement. Ce dernier me demande d'insister auprès du Gouvernement fédéral dans l'affaire suivante.

En considération de la chute du cartel international des azotates et à la suite

1. Cf. aussi la lettre personnelle du même jour que Wagnière envoie à Motta, alors en vacances à la Lenk:

/.../

Il s'agit en somme pour l'Italie d'obtenir de la Suisse ce que nous avons obtenu d'elle, grâce à l'intervention personnelle du Duce, pour les droits sur le beurre. Il s'agit cette fois des azotates,

des mesures adoptées par d'autres Etats, l'Italie se trouve elle aussi obligée d'établir une barrière contre l'invasion du marché italien de ces produits, invasion qui paraît d'autant plus possible que l'on connaît l'existence de grands stocks d'azotates dans divers pays.

Dans ces conditions, les représentants de l'industrie italienne des azotates, en considérant que l'Italie a accordé à la Suisse dans le traité de commerce de 1923² un droit conventionnel pour la calciocyanamide, se proposent de se rencontrer au plus tôt avec les représentants suisses de l'industrie de ces produits pour chercher à venir à un accord basé sur des critères d'équité et susceptible de sauvegarder les graves intérêts italiens que ces nouvelles circonstances ont mis en jeu. Le Ministère des Affaires Etrangères, dans un mémoire qui m'a été remis, exprime sa pleine confiance que le Gouvernement fédéral, en s'inspirant des sentiments d'amitié et du désir de collaboration économique qui ont toujours présidé au règlement des rapports italo-suisses, voudra s'employer le mieux possible pour conclure l'accord en question.

Le Chef de Cabinet a relevé que cette affaire avait un intérêt qui n'était pas seulement économique, mais politique. L'Italie n'est liée sur cet article qu'avec la Suisse. Elle nous demande, en somme, ce que nous avons demandé à l'Italie et ce que nous avons obtenu par l'intervention de M. Mussolini au sujet du beurre³.

Il va sans dire que je viens de soumettre cette importante affaire à l'examen de M. le Chef du Département de l'Economie publique. Cependant, vu l'importance politique qu'y attache M. Mussolini aussi au point de vue intérieur italien et la démarche spéciale faite auprès de moi, j'ai tenu à vous en saisir en vous demandant de vouloir bien contribuer, si possible, à une solution satisfaisante de cette question. En ce qui me concerne et en rappelant la bonne volonté qui nous fut témoignée dans l'affaire du beurre, il me serait très précieux de pouvoir obtenir une décision favorable sans exposer notre industrie, cela va sans dire, à des sacrifices.

Cette prise de contact entre les représentants italiens et suisses de l'industrie

l'Italie n'étant liée sur cette matière qu'avec la Suisse. On nous demande pour le moment de favoriser – *avant la fin du mois* – une prise de contact entre industriels suisses et italiens (déjà en relations) avec instructions favorables de l'autorité fédérale. J'en ai saisi le Département de l'Economie.

Mussolini attache à cette affaire, sans doute pour des raisons d'ordre intérieur, une *importance extrême*. Le chef de cabinet et le ministre Ciancarelli avec lesquels j'en ai conféré sans m'engager à aucune promesse, m'ont dit à plusieurs reprises que le Chef du Gouvernement se permettait de compter sur votre action «in questa faccenda che gli tiene tanto a cuore». C'est pour quoi je me hasarde à vous écrire personnellement en souhaitant vivement, dans l'intérêt de nos relations que nous puissions donner quelque satisfaction à l'Italie, quittes à demander des compensations. [...]

Dans la marge de cette lettre Motta a écrit:

Je prie de se mettre tout de suite en rapport avec le Dép. de l'Ec. publ. pour se renseigner et faire savoir que *s'il est possible* de satisfaire aux désirs du Gouv. italien il convient de le faire. 27. VIII. 31. Lenk (E 2001 (C) 3/15).

2. Cf. RO, 1924, vol. 40, pp. 105–222 (p. 180 pour les droits sur la cyanamide de calcium).

3. Par échange de notes du 31 mai 1929, l'Italie avait renoncé à exiger la consolidation du droit d'entrée du tarif douanier suisse concernant le beurre. De son côté, la Suisse s'était engagée à ne pas apporter de changements à ses importations de beurre italien (E 7110 1/81).

des azotates devrait avoir lieu *avant la fin du mois de juillet*. Je n'ai pas manqué de faire remarquer que ce délai me paraissait extrêmement court⁴.

4. *Sur la suite de l'affaire, cf. annexe au présent document.*

ANNEXE

E 2001 (C) 3/15

*Le Chef de la Division des Affaires étrangères du Département politique, P. Dinichert,
au Chef du Département politique, G. Motta⁵*

Copie

L ZP

Berne, 29 juillet 1931

Nous avons eu l'honneur de recevoir la lettre personnelle que M. Wagnière vous a adressée le 25 de ce mois et que vous avez bien voulu nous transmettre en y inscrivant vos instructions⁶.

Le 27 juillet déjà, dès réception d'une première communication de M. Wagnière⁷, nous nous étions empressés de nous mettre en rapports avec le Département de l'Economie publique pour signaler l'intérêt politique considérable que l'Italie attache à un règlement favorable à ses intérêts de l'affaire des azotates. Nous n'avons pas manqué de souligner que dans plusieurs questions importantes, nous avons été appelés à entreprendre des démarches analogues auprès du Gouvernement italien en invoquant des arguments d'ordre politique.

En l'absence de M. le Conseiller fédéral Schulthess, ainsi que de M. Stucki et vu que le Vice-Président du «Vorort», M. Wetter, se trouve également en vacances, le Département de l'Economie publique s'est trouvé dans quelques difficultés de prendre des décisions rapides, d'autant plus qu'il s'agit, paraît-il, d'une matière fort complexe où des intérêts considérables de nos industries sont en jeu. Toutefois, sur notre demande, le Département de l'Economie publique s'est mis en rapports téléphoniques avec M. Wagnière pour l'informer que l'attention toute particulière du «Vorort» a été attirée sur l'importante affaire dont il s'agit et pour proposer que les industriels italiens intéressés se mettent directement en relations avec l'Union suisse du Commerce et de l'Industrie pour une première prise de contact. Le «Vorort» s'est déclaré prêt à favoriser la discussion préliminaire entre les industriels suisses et italiens. Nous croyons savoir que M. le Conseiller fédéral Schulthess a été informé téléphoniquement par ses services de l'intérêt que vous attachez, de même que M. Wagnière, à l'affaire dont il s'agit.

En attendant, M. Wagnière pourra, le cas échéant, répondre à M. Mussolini que l'affaire – malgré sa complexité – est étudiée chez nous dans l'esprit le plus conciliant et que nous n'oublions pas la concession économique et politique qui nous a été faite, il y a deux ans, dans l'affaire du beurre⁸.

Ajoutons pour votre complète information que le Département de l'Economie publique croit devoir subordonner son consentement éventuel à une libération de la position douanière relative aux azotates à d'autres concessions d'ordre économique qui nous seraient faites par l'Italie. Des concessions réciproques sont cependant évidemment d'usage dans des négociations de ce genre.

5. *A la Lenk.*

6. *Cf. n. 1 ci-dessus.*

7. *Il s'agit de la lettre reproduite ci-dessus.*

8. *Cf. n. 3 ci-dessus.*

*Le Président du Directoire de la Banque nationale, G. Bachmann,
au Chef de la Division des Affaires étrangères du Département politique,
P. Dinichert*

L FG

Zürich, 11. August 1931

[...]

Die Wertung der politischen Lage Deutschlands ist überaus heikel. Nach den Beobachtungen, die ich an den letzten Sitzungstagen bei der B.I.Z.¹ in Basel machen konnte, prävaliert die Meinung, dass der Ausgang der Londoner Konferenz² eher zu einer Beruhigung als zu weiterer Erregung der öffentlichen Meinung beigetragen hat. So schwer Deutschland es ankommt, ohne fremde Hilfe sich für einmal durchzuhelfen, so sehr hat doch die Ablehnung der wirtschaftlichen Unterstützung, wo sie auch verlangt wurde, zunächst in Basel, in Paris, in London, in New York, zur Besinnung und Einkehr geführt. Die Art und Weise, wie das wegen des Versagens neuer Kredite eingetretene Moratorium gemeistert wurde, hat im In- und Ausland gute Wirkung gezeitigt. Freilich hat es ja nicht an vielfacher, lauter Kritik gefehlt. Allein der heutige Gang der Kreditwirtschaft zeigt doch, dass die Reichsbank und die ihr nahestehenden Kreditinstitute die Umstellung in die so ganz anderen Verhältnisse gefunden haben. Im Verlauf von anderthalb Monaten, von Ende Mai bis 15. Juli, ist der Reichsbank für eine Milliarde Gold abgezogen worden, ein Aderlass, den sich kein wirtschaftlicher Körper ohne empfindliche Störung gestatten kann.

Dass dabei die schweizerischen Banken keine gute Note bekommen, ist mir vollständig verständlich. Es erscheint dem Schuldner immer hart, wenn der Gläubiger seine Rechte geltend macht und dies in einem Zeitpunkt, wo von allen Seiten die Gläubiger in Hast zuspringen und den Schuldner so in Bedrängnis bringen. Die Mentalität im Bankgeschäft ist nun einmal so, dass sie zwischen übergrossem Vertrauen und Misstrauen einherpendelt und dabei immer im einen Fall das korrigieren will, was im andern gesündigt wurde. Es hat ja in der Schweiz an Stimmen nicht gefehlt, die, als das Moratorium über die schweizerischen Forderungen in Deutschland erging, gleichzeitig mit einem Moratorium über die deutschen Forderungen in der Schweiz antworten wollten, ein Vorgehen, das das Ansehen des schweizerischen Bankwesens ebensosehr geschädigt hätte wie nun umgekehrt das deutsche Bankwesen auf lange Zeit hinaus durch das verhängte Moratorium getroffen sein wird. Es ist darum zu hoffen, dass auch für die

1. *Banque des règlements internationaux. Sur le rôle de Bachmann et sur la participation de la Suisse à cette banque cf. n°s 2 + A, 7 et 77.*

2. *A la suite de la décision du président Hoover de décréter un moratoire des dettes interalliées en juin 1931, une conférence fut convoquée à Londres le 21 juillet de la même année. Sur proposition du délégué américain Stimson, cette conférence décida l'immobilisation des capitaux investis à court terme en Allemagne et cela dans le but de freiner la dépréciation du mark. La mise au point de l'opération fut confiée à un comité d'experts, en allemand « Stillhaltekomitee », qui siégea à Bâle.*

Schweizergläubiger sich eine Verständigung mit den deutschen Schuldern finden lasse. Ich erlaube mir, zur Orientierung Ihres Departementes hier das Telegramm des Reichsbankpräsidenten, Herrn Dr. Luther, vom 29. Juli und die Antwort der schweizerischen Banken vom 10. August³ beizulegen. Eine Verhandlung zur Herbeiführung einer allgemeinen Stillhalte-Konvention ist noch für diese Woche in Aussicht genommen.

3. Non retrouvé.

95

E 2001 (C) 3/164

*Le Chef de la Division des Affaires étrangères du Département politique,
P. Dinichert, au Consulat général de Suisse à Budapest*

*Copie
L YI*

Bern, 26. August 1931

Anschliessend an unser Schreiben vom 22. d. M.¹ beeilen wir uns, Ihnen mitzuteilen, dass sowohl dem Volkswirtschaftsdepartement wie auch uns, namentlich aus den Kreisen der Textilindustrie, Beschwerden wegen der Auswirkungen, welche die ungarischen Devisenschutzbestimmungen für unsern schweizerischen Export haben, zugegangen sind. Wir haben auch mit dem Volkswirtschaftsdepartement geprüft, ob eine formelle Grundlage für eine Intervention bei der ungarischen Regierung gegeben sei, mussten uns aber davon überzeugen, dass gegen die in Frage stehenden ungarischen Erlasse von rein rechtlichen Gesichtspunkten aus betrachtet kaum etwas eingewendet werden kann. Wenn der österreichische Gesandte in Budapest im Auftrage seiner Regierung eingeschritten ist², so konnte er sich, wie Sie anführen, auf einen Präferenzvertrag stützen. Von Interventionen anderer Staaten ist uns nichts bekannt, und wir wären Ihnen dankbar, wenn Sie sich darüber unterrichten wollten, ob inzwischen etwa auch von anderer Seite Vorstellungen bei der ungarischen Regierung erfolgt sind. Wenn somit eine eigentliche Intervention unter den gegenwärtigen Umständen für uns nicht wohl in Frage kommt, dürfte es immerhin nützlich sein, mit den zuständigen ungarischen Stellen in der Angelegenheit in Verbindung zu treten. Das könnte vielleicht in der Form geschehen, dass von Ihnen in offiziöser Weise Auskünfte darüber eingezogen werden, ob beabsichtigt ist, die in Rede stehenden Massnahmen noch weiterhin beizubehalten, bei welchem Anlass Sie anführen könnten, in welcher wenig billigen und rücksichtsvollen Weise die Devisenvorschriften zur Förderung des ungarischen Exportes ausgenutzt werden. Sie könnten dabei darauf hinweisen, dass berücksichtigt werden sollte, dass der Handelsverkehr auf Grundsätzen der Gegenseitigkeit fusse, die in loyaler Weise zur Durchführung gelangen müssen, wenn

1. Non reproduit.

2. Cf. lettre du Consul de Suisse à Budapest à la Division du Commerce, du 18 août 1931 (E 2001 (C) 3/164).

nicht die handelsvertraglichen Beziehungen zwischen den beiden Staaten Schaden nehmen sollen.

Nachdem die Behandlung fiskalischer Fragen in die Zuständigkeit des Politischen Departements fällt, haben wir uns mit dem Volkswirtschaftsdepartement darin verständigt, dass die Angelegenheit der ungarischen Devisenvorschriften, obschon sie namentlich den schweizerisch-ungarischen Handelsverkehr beeinflusst, vom Politischen Departement weiter verfolgt wird.

96

E 1001 1 EVD 1.8.-31.12.1931

*Proposition du Chef du Département de l'Economie publique,
E. Schulthess au Conseil fédéral*

France. Taxe à l'importation

Berne, 1^{er} septembre 1931

La France perçoit, depuis 1920, une taxe à l'importation comme équivalent de l'impôt sur le chiffre d'affaires à l'intérieur. Cette taxe est en général de 2% ad valorem; pour les marchandises qui sont classées en tant qu'objets de luxe, le taux de la taxe est de 6 et 3%. La loi du 26 avril 1930 portant dégrèvement d'impôts¹ réduit l'impôt sur le chiffre d'affaires de 2 à 0,55 pour cent en ce qui concerne les céréales, la crème, les beurres et fromages, les pommes de terre, les légumes frais et secs, les fruits frais et séchés. Comme le but de la taxe à l'importation est de soumettre les produits venant de l'étranger à un impôt correspondant à celui sur le chiffre d'affaires, cette réduction de 2 à 0,55% aurait dû avoir pour corrélatif un abattement de la taxe à l'importation. Nous avons chargé la Légation de Suisse à Paris, au mois de mai 1930², de protester contre le traitement différentiel introduit par la loi du 26 avril entre la taxe à l'importation et la taxe sur le chiffre d'affaires, cette discrimination étant en désaccord avec l'article 8 (2^e alinéa) de la convention de commerce franco-suisse du 8 juillet 1929³ aux termes duquel les taxes internes grevant sur le territoire de l'une des parties la préparation, la circulation ou la consommation d'une marchandise ne peuvent frapper les «produits originaires de l'autre partie d'un taux plus élevé ou d'une manière plus onéreuse qu'elles ne frappent les produits similaires indigènes». Malgré des démarches réitérées de notre Légation et malgré l'intervention de plusieurs autres pays, parmi lesquels l'Allemagne, la Belgique et l'Italie, l'inégalité de traitement dont il s'agit n'a pas été supprimée. Les Ministères des Affaires Etrangères et du Commerce ont eux-mêmes attiré l'attention du Ministère des Finances sur le fait que la discrimination qui frappe les produits agricoles était en opposition absolue avec les stipulations des accords commerciaux. Le Ministre des Finances a déclaré, au début de cette année, qu'un projet de loi supprimant le traitement différentiel entre les opérations d'importation et les transactions faites à l'intérieur

1. JO. RF., 27 avril 1930, n° 101, pp. 4050-4051.

2. Non reproduit.

3. Cf. n° 8. La convention est entrée en vigueur le 5 avril 1931 (RO, 1931, vol. 47, pp. 194 ss.).

du pays serait déposé au printemps sur le bureau de la Chambre. Les préoccupations budgétaires semblent avoir, toutefois, relégué au second plan le soin de réadapter la législation aux engagements internationaux.

Nous estimons que, dans ces conditions, nous ne pouvons pas nous contenter plus longtemps de déclarations platoniques et consentir au maintien d'un état de choses qui cause un sérieux désavantage à notre exportation, à celle de fromages en particulier. Le moment est venu, pour la Suisse, de manifester d'une manière plus effective son intention de faire respecter les droits que lui assure la convention commerciale de 1929, en faisant usage de l'article 24 de cette convention qui stipule que les contestations qui viendraient à surgir au sujet de l'interprétation de l'accord, seront, si l'une des parties contractantes en fait la demande, soumises à la décision d'un tribunal arbitral⁴.

4. *Dans sa séance du 2 septembre 1931, le Conseil fédéral autorise cette démarche (E 1004, 1/330).*

97

E 7110 1/81

*Le Vorort de l'Union suisse du Commerce et de l'Industrie
à la Division du Commerce du Département de l'Economie publique¹*

*Copie**L*

Zürich, 5. September 1931

Italien: Zollerhöhung aus Stickstoffpositionen²

Vom Inhalt Ihres Schreibens vom 1. d. Mts.³ über die Verhältnisse zwischen Italien und Deutschland sowie der Tschechoslowakei in bezug auf die handelsvertraglich gebundenen Stickstoffpositionen haben wir mit Interesse Kenntnis genommen. Wir danken Ihnen für die Abklärung dieser Frage verbindlich.

Inzwischen haben wir den ganzen Komplex der gegenwärtigen Stickstoffpolitik mit der Generaldirektion der Lonza-Elektrizitätswerke und Chemische Fabriken A.G. in Basel mündlich besprochen und dabei erfahren, dass die italienische Stickstoffindustrie durch Vermittlung von Senator Tofani bereits mit den schweizerischen Produzenten Fühlung genommen hat. Eine Vorgesprechung soll zu der Verabredung geführt haben, dass die italienische Industrie demnächst an die Lonza sowie an die Société des Produits Azotés in Martigny, als die beiden in Betracht fallenden schweizerischen Werke, mit der Einladung zu direkten Verhandlungen herantreten wird. Es ist somit zu erwarten, dass die während der Ferien von der italienischen Regierung gewünschte Aussprache unter den Interessenten zustande kommen wird.

Für die schweizerische Industrie dürfte es sich unter den gegenwärtigen Verhältnissen in erster Linie darum handeln, ihre grossen Lager an Kalkstickstoff

1. Lettre signée par le Vice-président du Vorort, E. Wetter et par le 2^e Secrétaire, H. Homberger.

2. Cf. n° 93 a.

3. Non retrouvé.

nach Italien, als dem dafür in erster Linie in Betracht fallenden Markt, abstoßen zu können. Wir sind deshalb der Auffassung, dass an eine irgendwie geartete Modifikation der im Handelsvertrag mit Italien gebundenen Stickstoffpositionen so lange von vornherein nicht herangetreten werden sollte, als die italienische Stickstoffindustrie nicht wenigstens einmal in bezug auf die Lager der schweizerischen Industrie gewisse Zusicherungen macht. Selbstverständlich müssten dann hernach darüber hinaus von Italien auch noch für die weitere Zukunft genügende Konzessionen zugunsten der schweizerischen Stickstoffausfuhr erhältlich sein. Über das weitere Vorgehen wird man indessen erst nach der in Aussicht stehenden Interessentenbesprechung schlüssig werden können.

98

E 7110 1/81

*La Direction générale de la Société Lonza
à la Division du Commerce du Département de l'Economie publique¹*

*Copie**L*

Basel, 8. September 1931

Stickstoffzölle

Wir bestätigen höflichst den Empfang Ihrer geschätzten Zuschrift vom 7. ds.² und danken Ihnen zunächst verbindlichst für das entgegengebrachte Wohlwollen und Interesse.

Auf dem Gebiete der Stickstoffdünger schweben Verhandlungen mit Italien³ und mit Deutschland. Wir gestatten uns deshalb zusammenhängend den Stand der beiden Angelegenheiten hier kurz anzuführen.

Italien: Wir hatten über die Situation eine Unterredung mit dem Vorort des Schweiz. Handels- und Industrievereins in Zürich⁴. Eine vorgängige Besprechung zwischen den schweizerischen und den italienischen Industriellen war in Aussicht genommen. Diese hat am 7. September in Mailand stattgefunden, anwesend die Vertreter der Lonza und der S.P.A.⁵ in Martigny. Vereinbarungsgemäss berichteten wir dem Vorort über das Ergebnis dieser Besprechung. Belieben Sie aus dem in Kopie beiliegenden Brief⁶ an den Vorort zu entnehmen, dass die Schweizer Industriellen Vorschläge unterbreitet haben, die seitens der Italiener geprüft werden sollen.

Wir hoffen, dass das Volkswirtschaftsdepartement geneigt sein wird uns in den staatsrechtlich zu regelnden und von uns vorgebrachten Wünschen auf zollfreie Einfuhr des Stickstoffkontingentes nach Italien Unterstützung zu gewähren.

1. *La copie ne porte pas de signature.*

2. *Non retrouvé.*

3. *Cf. nos 93 a et 97.*

4. *Cf. n° 97.*

5. *Société des Produits Azotés.*

6. *Non reproduit.*

Ihr Einverständnis vorausgesetzt werden wir zunächst den Vorort über die weitere Entwicklung benachrichtigen⁷.

Deutschland: Eine Aussprache mit dem Stickstoffs syndikat bezw. mit Herrn Geheimrat Schmitz ist für diese Woche in Aussicht genommen, jedoch ist die Einladung hiezu noch nicht erfolgt. Wir werden das Volkswirtschaftsdepartement und den Vorort über das Ergebnis dieser Besprechung unterrichten.

Schweiz: Wir nehmen von Ihren geschätzten Äusserungen Kenntnis, dass die von uns aufgerollte Frage einer Zollerhöhung auf Stickstoffprodukte mit Rücksicht auf die Lage der Landwirtschaft intern nicht leicht zu lösen sein wird, und dass übrigens die bestehenden Zollbindungen die Wirkung einer solchen allfälligen Zollerhöhung verschiedentlich abschwächen werden. Demgegenüber nehmen wir mit verbindlichstem Dank zur Kenntnis, dass das Volkswirtschaftsdepartement den Vertretern der Landwirtschaft eindringlich die Berücksichtigung der Schweizer Industrie empfohlen hat. Wir werden uns bemühen die massgebenden Führer der Landwirtschaft und der Verbände mit den gleichen Begehren zu begrüssen und mit dem Nachweis zu begründen, dass wir in der Lage sind die schweizerische Landwirtschaft mit den gewünschten Stickstoffdüngern zu versorgen.

7. *Sur la conclusion des négociations avec l'Italie, cf. annexe au présent document.*

ANNEXE

E 7110 1/81

*La Direction générale de la Société Lonza
à la Division du Commerce du Département de l'Economie publique⁸*

L

Basel, 7. Dezember 1931

Kalkstickstoff Italien

Die Verhandlungen mit den italienischen Industriellen und insbesondere mit dem Consorzio della Cianamide in Mailand sind zum Abschluss gebracht.

Die Italiener haben einleitend zum Ausdruck gebracht, dass die Verhandlungen zwischen der schweizerischen und der italienischen Regierung bezüglich Aufhebung der Bindung für Kalkstickstoff zu langwierig und zu kompliziert seien und haben daher verzichtet bei der italienischen Regierung auf der gewünschten Aufhebung zu bestehen. Sie fanden vielmehr für richtiger und zweckentsprechender vorläufig eine rein kommerzielle Verständigung unter den Interessenten herbeizuführen.

Den schweizerischen Kalkstickstofffabriken haben, nach längerem Markten, die Italiener für die nächsten zwei Jahre ab 1. Januar 1932 ein Lieferungskontingent von 4500 Tonnen 15–16%igen Kalkstickstoff angeboten, welches Kontingent durch das Consorzio della Cianamide in Mailand verkauft werden soll. Die Société des Produits Azotés in Martigny und die Lonza haben dieses Angebot angenommen. Die Lieferungen werden unter Lonza und Martigny geteilt.

Die Italiener haben weiter verlangt, dass die französischen Kalkstickstofffabrikanten sich verpflichten, während dieser Zeit keinen Kalkstickstoff nach Italien zu verkaufen, was grundsätzlich von der S.P.A. zugesagt worden ist. Eine offizielle Bestätigung steht noch aus.

Da die italienischen Industriellen nunmehr befriedigt sind und voraussichtlich auf die Intervention der italienischen Regierung verzichten werden, läge unseres Erachtens auch kein Anlass für die Schweizer Regierung vor etwas anderes zu wünschen als die Beibehaltung des Status Quo, d.h. die Aufrechterhaltung der Zollbindung.

8. *Signatures illisibles.*

CONSEIL FÉDÉRAL
Procès-verbal de la séance du 11 septembre 1931¹

1518. Le désarmement à la S.d.N.

Verbal

Le département politique communique que, suivant une information de M. Motta, les délégués des Etats scandinaves² à l'assemblée de la société des Nations font circuler un projet de résolution en faveur du désarmement³. Le but est essentiellement d'empêcher que des Etats augmentent leur budget militaire avant l'aboutissement de la réunion de la conférence de février⁴. M. Motta demande l'autorisation d'appuyer cette initiative, et M. le *président*⁵ propose de la lui accorder.

M. le *chef du département militaire* rappelle à ce sujet que notre budget militaire est actuellement dans une situation anormale. Du fait que les chambres ont refusé, en décembre 1930, de voter les 16 millions demandés pour le matériel de guerre⁶, et se sont bornées à ouvrir un crédit de 6 millions aux comptes de 1930, le budget de 1931 n'accuse que 93 millions, alors que les dépenses militaires de 1930 se chiffraient par 99 millions. Mais il va sans dire que ce dernier chiffre devra être adopté pour 1932. Or l'augmentation apparente qui en résultera par rapport aux comptes de 1931 sera /dû/ non pas à la création de nouvelles sources de dépenses, mais à un simple déplacement de crédits. Il ne faudrait donc pas que cet écart puisse nous être imputé à grief dans les milieux de la S.d.N. quand le budget de 1932 aura été publié⁷.

1. *Absent: Motta.*

2. *Danemark, Norvège, Suède et Hollande.*

3. *Sur ce projet, cf. PVCF du 27 octobre 1931 (E 1004 1/330) et le rapport du Conseil fédéral du 22 janvier 1932 (FF, 1932, I, pp. 378 ss.).*

4. *Le 14 janvier 1931, le Conseil de la SdN a décidé la convocation de la Conférence pour la réduction et la limitation des armements. Elle doit s'ouvrir en février 1932 à Genève.*

5. *H. Haeberlin.*

6. *Bulletin sténographique officiel de l'Assemblée fédérale, Conseil national, 1930, pp. 889 ss., séances des 9 et 10 décembre 1930.*

7. *Le 27 octobre 1931, le Conseil fédéral décide d'adhérer pour un an, à dater du 1^{er} novembre 1931, à la trêve des armements, à condition que les Etats voisins (Allemagne, Autriche, France et Italie) fassent de même et que l'exécution des programmes déjà arrêtés puisse être poursuivie (E 1004 1/330).*

Le 9 septembre 1932, il prolonge de quatre mois, à partir du 1^{er} novembre 1932, cet engagement, conformément à la résolution finale adoptée le 22 juillet précédent par la Conférence sur la réduction et la limitation des armements, et aux mêmes conditions que précédemment (E 1004 1/336).

100

E 2001 (C) 3/157

La Direction générale du Crédit suisse¹ au Département politique

L EN

Zürich, 12. September 1931

Chilenische Anleihen

Wir gestatten uns, Ihre wohlwollende Aufmerksamkeit für folgende Angelegenheit in Anspruch zu nehmen:

Innerhalb grosser internationaler Syndikate hat sich unser Institut zusammen mit einer Anzahl weiterer schweizerischer Banken an der Emission zweier äusserer *Anleihen der Republik Chile* beteiligt und davon grosse Beträge in schweizerischen Kreisen untergebracht, und zwar:

der 6% äusseren Anleihe vom Juni 1929

Gesamtbetrag: schweiz. Fr. 25.000.000.-,

davon *in der Schweiz emittiert*: Fr. 14.000.000.-;

der 6% äusseren Anleihe vom Januar 1930

Gesamtbetrag: schweiz. Fr. 60.000.000.-,

davon *in der Schweiz emittiert*: Fr. 15.000.000.-.

Weitere Beträge dieser Anleihen wurden in Holland und in Frankreich durch befreundete Gruppen placiert.

In dieselbe Kategorie gehört auch die

6% äussere Goldanleihe der Stadt Santiago de Chile

von schweiz. Fr. 25.000.000.- vom Dezember 1929,

die von denselben Massnahmen bedroht scheint. Davon wurden in der Schweiz Fr. 10.000.000.- öffentlich durch ein unter unserer Leitung stehendes Syndikat emittiert, während der Rest wiederum in Frankreich und Holland begeben wurde.

Über die näheren Bedingungen dieser Anleihen, die an den schweizerischen Börsen kotiert sind, orientieren die beiliegenden Prospekte. Unser Institut war die Führerin der schweizerischen Syndikate und war neben einer Anzahl anderer Banken als offizielle Zahlstelle bezeichnet.

Wie kürzlich bekannt gegeben wurde, hat die Chilenische Regierung beschlossen, den Zahlungsdienst für ihre auswärtigen Anleihen bis auf weiteres einzustellen.

Als Führerin der schweizerischen Syndikate erlauben wir uns, auch im Namen der anderen beteiligten Banken, um Ihre Vermittlung nachzusuchen und Sie zu bitten, auf dem Ihnen gut scheinenden Weg bei der Chilenischen Regierung vorstellig zu werden und dort auf die überaus schädliche Wirkung hinzuweisen, die die Einstellung des Zahlungsdienstes der erwähnten Anleihen auf die Inhaber der Obligationen ausüben muss.

Wir wären Ihnen dankbar, wenn Sie gleichzeitig der Chilenischen Regierung unseren formellen Protest und unsere allseitigen Vorbehalte zur Kenntnis bringen

1. Signatures illisibles.

würden, die wir gegen alle schon erfolgten oder noch erfolgenden Massnahmen erheben müssen, welche der uneingeschränkten Ausübung der Rechte der Inhaber von Titeln oder Coupons der erwähnten Anleihen, wie sie aus den Verträgen und den Titeln selber hervorgehen, Eintrag tun könnten.

Wir bitten Sie, uns über den Erfolg der von Ihnen unternommenen Schritte zu unterrichten, und stehen mit allen weiteren Auskünften, die Sie für wünschbar oder nötig erachten, gerne zu Ihrer Verfügung.

101

E 2001 (C) 5/100

*Le Chef du Département politique, G. Motta,
au Chef du Département militaire, R. Minger*

*Copie**L**[...]*

Genève, 25 septembre 1931

J'ai lu également avec attention le projet de lettre¹ à adresser au Secrétaire général de la Société des Nations, et je suis pleinement d'accord avec vous pour considérer que ce texte ne pourra être définitivement arrêté qu'après un échange de vues au sein même du Conseil fédéral.

Il est un point, en particulier, qui retiendra certainement toute l'attention du Conseil fédéral, car il a une importance politique spéciale. Il s'agit de la question de savoir si, dans notre réponse à Genève, il serait opportun de faire valoir que le projet de convention² élaboré par la Commission préparatoire n'est pas applicable à l'armée suisse. Nous hésiterions, quant à nous, à nous prononcer dès maintenant par l'affirmative. Il n'est pas impossible, en effet, qu'une attitude aussi négative à l'égard du projet de convention donnerait lieu à des interprétations erronées dans notre opinion publique. Vous savez d'ailleurs que, dans les milieux compétents de la Société des Nations, il ne fait pas de doute que l'armée suisse, comme toutes les autres armées, se trouve visée par le projet de convention. Quoi qu'il en soit, cette question devra être examinée de près, et je suis certain que nous nous mettrons rapidement d'accord au Conseil fédéral sur un texte pleinement satisfaisant.

En attendant, et comme je ne rentrerai à Berne que la semaine prochaine, j'ai pensé qu'il convenait d'envoyer au Secrétariat de la Société des Nations une réponse provisoire qui expliquerait – même au prix d'une légère entorse à la réalité – les raisons pour lesquelles la Suisse n'a pas encore répondu à la demande qui lui a été adressée. J'étais sûr d'avance de votre assentiment sur ce mode de

1. Non reproduit. Il s'agit des indications sur l'état des armements que la Suisse, à l'instar des autres membres de la SdN, doit fournir, selon une décision du Conseil de cette dernière, en vue de la préparation de la Conférence sur la réduction et la limitation des armements.

2. JO. SDN, février 1931, pp. 347ss.

procéder. Je vous remets, en conséquence, copie de la lettre³ que j'ai adressée à Sir Eric Drummond⁴.

Cette communication sera sans aucun doute de nature à donner tous apaisements à ceux qui, en Suisse, auraient pu regretter de ne pas trouver la Suisse parmi les vingt-cinq pays qui ont répondu, dans le délai fixé, à l'enquête ouverte par le Conseil.

3. Non reproduit.

4. Secrétaire général de la SdN.

102

E 2001 (C) 3/160

*Le Chef de la Division des Affaires étrangères du Département politique,
P. Dinichert, au Ministre de Suisse à Londres, C. Paravicini*

Copie

L ZR

Bern, 1. Oktober 1931

Durch den Sturz des englischen Pfundes¹ erleiden eine grosse Anzahl von Schweizer Firmen, insbesondere solche der Seidenbranche, sehr beträchtliche Verluste auf ihren Guthaben in England. Noch grössere Einbussen sind zu befürchten aus den laufenden vertraglichen Verpflichtungen. Der Vorort des Schweizerischen Handels- und Industrievereins hat sich daher an uns gewandt, mit dem Ersuchen, die Frage prüfen zu wollen, ob nicht der englischen Regierung nahegelegt werden könnte, für Ersatz des Schadens in geeigneter Weise besorgt sein zu wollen, gestützt auf die Erwägung, dass durch die auf ihre Veranlassung erfolgte Aufhebung des Goldstandards die gesetzlichen Grundlagen verändert worden sind, auf denen die Lieferungsverträge unserer Exporteure mit ihren englischen Kunden abgeschlossen worden sind.

Wir müssen uns eine nähere Prüfung dieser heiklen und grundsätzlichen Frage vorbehalten. Da jedoch dem Vorort die Nachricht zugekommen ist, die französische Regierung beabsichtige, veranlasst durch ein diesbezügliches Begehren der französischen Seidenindustrie, im oben erwähnten Sinne an die britische Regierung zu gelangen, wären wir Ihnen zu besonderem Dank verpflichtet, wenn Sie uns möglichst bald berichten wollten, ob von einem solchen Vorhaben in London irgend etwas bekannt ist.

Im weitern hat uns der Vorort wissen lassen, dass er beabsichtige, unter Umständen von einer juristischen Autorität in England ein Gutachten über die eingangs aufgeworfene Frage ausarbeiten zu lassen. Sollten Sie in der Lage sein, uns zuhanden des Vororts eine oder mehrere Persönlichkeiten zu nennen, die hiefür in Betracht kommen können, wären wir Ihnen sehr zu Dank verpflichtet. Der Vertrauensanwalt Ihrer Gesandtschaft müsste in diesem besondern Falle wohl ausscheiden, da es nicht ausgeschlossen erscheint, dass er von englischer Seite als zugunsten unserer Sache voreingenommen angesehen werden könnte.

1. Le 21 septembre précédent, le cabinet MacDonald a suspendu le régime de l'étafon or. Cette décision a été suivie de la baisse de la livre sterling.

1^{ER} OCTOBRE 1931

103

E 2001 (C) 3/160

*Le Secrétaire de la Légation de Suisse à Londres, C. Rezzonico,
au Chef de la Division du Commerce du Département de l'Economie publique,
W. Stucki*

*Copie**RC CR/EG*Londres, 1^{er} octobre 1931

Crise nationale en Grande-Bretagne. Pertes de change

L'abandon, par la Grande Bretagne, de l'étalon or¹ et la chute subséquente du cours de la Livre sterling, non moins que les discussions dont fait l'objet la possibilité de l'introduction prochaine d'un tarif douanier, soulèvent, pour les industriels étrangers en relations d'affaires avec ce pays, deux problèmes importants.

La Suisse, comme bien vous le pensez, est affectée elle aussi par ces problèmes et nous recevons chaque jour de nombreuses demandes de conseils de la part de producteurs suisses, et plus spécialement de nos compatriotes qui sont venus à Londres pour y surveiller leurs affaires de près.

Les deux problèmes que je viens de mentionner sont les suivants:

1) les contrats concernant la livraison de marchandises qui ont été conclus avant la chute de la Livre sterling, sont-ils affectés par cette chute, c'est-à-dire le fabricant suisse est-il obligé de livrer la marchandise contre paiement au cours actuel de la Livre et, d'autre part, est-il forcé d'accepter, pour des paiements qui sont venus à échéance avant le 20 septembre dernier, des Livres sterling au cours du jour?

Sur cette question se greffe encore celle de savoir comment ils peuvent se couvrir contre la dépréciation de la devise anglaise, en raison de contrats futurs.

2) comment les industriels étrangers peuvent-ils se couvrir contre le risque de l'introduction d'un tarif douanier en Grande-Bretagne?

ad. 1. Le problème de la différence de change revêt un double aspect, un aspect juridique et un aspect que je définirais comme aspect moral et pratique.

Au point de vue purement juridique, un contrat en Livres sterling est payable en cette monnaie, c'est-à-dire en Livres sterling indépendamment du cours de celle-ci à moins que le contrat ne spécifie expressément qu'il s'agit de Livres sterling or.

La question de savoir si les effets de la dépréciation de la monnaie anglaise doivent être supportés par le fabricant ou par l'importateur, doit être tranchée par les tribunaux. En règle générale, dans les milieux industriels britanniques et chez les juristes que nous avons consultés, on est d'avis que c'est aux fabricants qu'il appartient de supporter la perte. On admet également qu'un fournisseur étranger est lié par les contrats qu'il a conclus, et il ne peut pas se soustraire à leur exécution. Il doit donc livrer la marchandise et accepter en paiement de celle-ci la Livre sterling dépréciée comme s'il s'agissait d'une Livre sterling or.

Au point de vue moral, il ne subsiste aucun doute que le fabricant doit assumer la perte. A mon avis, on ne saurait assez insister auprès de nos producteurs sur

1. Le 21 septembre 1931. Cf. n° 102.

l'importance qu'il y a à respecter leurs engagements autant que faire se peut. Il y va en effet du prestige de la Suisse, du bon renom de notre commerce à l'étranger et de l'avenir de nos relations commerciales avec la Grande-Bretagne.

On fait, en ce moment, en Grande-Bretagne des efforts plus considérables que jamais en vue d'induire la population à favoriser les industries nationales et à n'acheter que des produits du pays. La réponse à ce «Buy British Goods Movement» est actuellement plus éloquente qu'elle ne l'a jamais été et il est donc de toute importance pour nos industries, si elles veulent maintenir leurs marchés britanniques, de ne pas s'exposer aux critiques de leurs concurrents, soit britanniques soit étrangers, qui, eux, s'en tiennent à leurs contrats.

Je sais que l'opinion qui précède est également celle qui a été exprimée par le «Reichsverband der Deutschen Industrie».

D'autre part, comme vous le savez, la Chambre de Commerce de Londres a avisé tous ses membres par circulaire que s'ils étaient engagés à l'étranger par des contrats conclus pour des paiements en monnaies étrangères, ils étaient tenus de supporter, eux, la différence de change.

On parle beaucoup ici des difficultés que feraient les exportateurs français à leurs clients anglais et j'ai pu me rendre compte de la mauvaise impression laissée dans les milieux commerciaux et dans la Cité par les nombreuses réclamations qui parviennent journallement à la Chambre de Commerce de Londres, de la part des clients britanniques de maisons françaises. Je regrette d'ajouter qu'à teneur d'informations qui viennent de me parvenir de la Chambre de Commerce, quelques maisons suisses auraient déjà fait l'objet de réclamations semblables auprès de cette Chambre.

Je me demande par conséquent si le Vorort ne ferait pas bien de s'occuper de cette question, non pas en prenant position officiellement, mais en donnant aux diverses associations industrielles suisses des indications utiles.

Il n'est pas nécessaire d'établir des règles rigides et il faut éviter également des décisions collectives de la part de groupements industriels. J'entends par cela qu'il faut laisser à chaque maison individuelle le soin de *négocier* avec ses clients en Grande-Bretagne. Il n'est pas exclu que l'importateur britannique prenne à sa charge une partie de la différence, si la maison suisse le suggère. Quant aux décisions collectives, elles auraient le double désavantage de ne pas permettre ces arrangements à l'amiable et de s'exposer à être contraires à la décision que pourrait bien prendre un tribunal dans un cas concret.

En ce qui concerne les nouveaux contrats à conclure, là aussi, il faut recommander à nos industriels de ménager dans la mesure du possible les susceptibilités de leurs clients anglais. Nous déconseillons à nos producteurs de modifier leurs méthodes de cotations de prix avec les *vieux* clients. Il ne faut pas, par exemple, qu'ils fassent des affaires en spécifiant les prix en Livres sterling – parité dollars, ou en francs suisses, s'ils ont toujours, jusqu'à maintenant, fait leurs offres en Livres. Ils pourraient tout au plus marquer leurs prix en Livres sterling or, mais partout où cela est possible, il est préférable de faire des prix en Livres sterling dépréciées, en majorant cela va sans dire les prix jusqu'à concurrence de la différence.

On me dit que certains producteurs anglais ont déjà augmenté eux-mêmes

leurs prix. J'ai eu lundi un entretien avec un commerçant de la Cité qui importe des quantités considérables de vêtements tricotés de Suisse et des Etats-Unis d'Amérique. Il vend également des produits anglais et il m'a affirmé qu'entre lundi et mardi soir, les prix des fabricants *anglais* avaient déjà subi une augmentation de 20 à 25 pour cent.

ad. 2. Nous vous avons régulièrement tenu au courant du mouvement en faveur de l'imposition d'un tarif douanier en Grande-Bretagne².

En ce qui a trait aux effets de l'introduction subite d'un *tarif* sur les livraisons provenant de Suisse, il y a lieu de rappeler que l'article 10 de la Loi de finance de 1901 prévoit qu'en cas d'introduction d'un droit de douane, le fabricant peut faire supporter ce droit par l'importateur. Il est donc possible à nos commerçants de se couvrir contre ce risque en introduisant dans leurs contrats de livraison une clause à cet effet. Ils pourraient, par exemple, se servir de la formule suivante:

«duty, if any, to your account».

Ici aussi, cette précaution doit être prise avec toute la discrétion voulue. Il faut surtout éviter tout éclat. Il ne faut pas que, ainsi que certaines maisons allemandes l'ont fait, les producteurs suisses avisent, par circulaire, leurs clients anglais qu'en cas d'introduction d'un droit de douane, c'est à eux qu'il appartiendrait de supporter ce droit. La formule que je viens de vous donner protège suffisamment l'industriel suisse.

Nous donnons les indications qui précèdent à tous les industriels qui se sont adressés à nous dans cette affaire.

/.../

D'autre part, je vous serais vivement obligé de vouloir bien, dès que possible, me faire connaître votre point de vue sur toute cette question. Dès la réception de votre réponse, nous donnerons, de notre côté, les indications nécessaires aux Consulats de Suisse dans le Royaume-Uni.

/.../

2. *Le nouveau tarif douanier, qui sanctionnera l'abandon du libre-échange par la Grande-Bretagne, ne sera introduit qu'avec la loi du 29 février 1932 (Import Duties Act).*

104

E 1004 1/330

CONSEIL FÉDÉRAL
Procès-verbal de la séance du 2 octobre 1931¹

1641. Schweizerisch-deutsche Handelsbeziehungen

Volkswirtschaftsdepartement. Antrag vom 30. September 1931

Wie dem Bundesrat aus mehrfachen Berichten bereits bekannt ist, werden die Auswirkungen des schweizerisch-deutschen Handelsvertrages vom 14. Juli 1926² für die Schweiz immer unerträglicher. Die Ausfuhr geht seit langem und ständig zurück, während sich die steigende Einfuhr aus Deutschland für viele schweizerische Wirtschaftskreise immer bedrohlicher auswirkt. Das Volkswirtschaftsdepartement hat schon anfangs dieses Jahres die Deutsche Regierung auf diese Verhältnisse aufmerksam gemacht³ und eine umfassende Revision des Handelsvertrages gefordert. Deutscherseits ist man auf dieses Begehr nicht eingetreten und hat auch in den Sonderverhandlungen über die Befreiung der schweizerischen Schuhzölle und einige andere kleinere Fragen so ausserordentlich wenig Entgegenkommen bewiesen, dass man bezweifeln musste, ob sich Deutschland wirklich über die bei uns geschaffene Situation Rechenschaft gibt. Diese Verhandlungen mussten denn auch abgebrochen werden, da es angesichts der für viele schweizerische Wirtschaftszweige durchaus unerträglich gewordenen Situation nicht mehr anging, Kraft und Zeit auf diese Sonderbesprechungen zu verwenden, während nicht mehr länger darauf verzichtet werden kann, mit allen Mitteln eine umfassende Änderung im schweizerisch-deutschen Warenverkehr herbeizuführen.

Der Direktor der Handelsabteilung hat kürzlich in Genf die Vertreter des Auswärtigen Amtes und des Reichswirtschaftsministeriums einlässlich über die Situation unterrichtet⁴ und von der Deutschen Regierung eine klare Antwort darüber verlangt, ob sie bereit sei, über eine weitgehende Revision des Handelsvertrages zu verhandeln. Zweck dieser Revision müsste einerseits sein, der schweizerischen Exportindustrie – insbesondere für Uhren und Stickereien – weitergehende Erleichterungen zu verschaffen und anderseits den auf vielen Gebieten abnormalen Krisenimport aus Deutschland einzudämmen. Dies könnte wohl am besten durch Zollkontingente geschehen, d.h. es würden die bisherigen niedrigen Vertragszölle für zu vereinbarende erträgliche Mengen beibehalten, die Überschüsse dagegen mit stark erhöhten Zöllen belegt.

Die deutschen Vertreter glaubten nicht in Aussicht stellen zu können, dass Deutschland auf dieser Basis zu Verhandlungen bereit sei. Sie erteilten jedoch

1. *Absent: Häberlin.*

2. *Cf. n° 58, n. 4.*

3. *Cf. n° 58.*

4. *L'entretien a eu lieu le 12 septembre. Cf. l'annexe au présent document.*

keine endgültige Antwort, sondern behielten sich eine solche bis spätestens zum 10. Oktober vor.

Unterdessen verschlimmert sich bei uns die Lage fast von Tag zu Tag. Das Departement hält es deshalb für angezeigt, die in Genf bereits unternommene Demarche auf diplomatischem Wege zu bestätigen und zu verstärken. Es sollte dies dadurch geschehen, dass der schweizerische Gesandte in Deutschland den Aussenminister neuerdings eindringlich darauf aufmerksam macht, dass ein Weiterbestehen des gegenwärtigen Zustandes für die Schweiz absolut unerträglich ist und dass diese gezwungen sei, innert kürzester Frist den bestehenden Handelsvertrag entweder zu ihren Gunsten wesentlich abzuändern oder aber ihn zu kündigen. Das Departement hat den Text einer zu überreichenden Note ausgearbeitet und mit Herrn Minister Rüfenacht besprochen.

Um der Note nicht einen allzu ultimativen Charakter zu geben, hat es absichtlich für die Aufnahme der Verhandlungen keine Frist schriftlich fixiert. Dagegen soll der schweizerische Gesandte nachdrücklich darauf aufmerksam machen, dass die Verhandlungen so bald aufgenommen und durchgeführt werden müssen, dass der Bundesrat bis Ende Oktober ein bestimmtes Bild darüber hat, ob die Verhandlungen fortgeführt werden können oder der Vertrag zu kündigen ist.

Antragsgemäss wird daher *beschlossen*:

Der schweizerische Gesandte in Deutschland ist zu beauftragen, der Deutschen Regierung eine Note gemäss beiliegendem Wortlaut⁵ zu überreichen.

5. Cf. annexe au présent document.

ANNEXE

E 1004 1/330

*Note présentée par la Légation de Suisse à Berlin
à l'Office des Affaires étrangères du Reich⁶*

Projet

Der am 14.Juli 1926 abgeschlossene und am 1.Januar 1927 in Kraft getretene schweizerisch-deutsche Handelsvertrag bezweckte nach Meinung der beiden Vertragspartner nicht sowohl eine endgültige als eine provisorische Regelung der beidseitigen Handelsbeziehungen. Die Verhältnisse erschienen noch nicht als genügend gefestigt, um, wie dies vor dem Kriege üblich war, durch einen langfristigen Handelsvertrag geordnet zu werden. Der Vertrag ist deshalb nur auf ein Jahr abgeschlossen worden und konnte seit 1.Januar 1928 jederzeit von beiden Teilen auf drei Monate gekündigt werden.

6. *Note remise le 5 octobre par le Ministre Rüfenacht au ministre des Affaires étrangères du Reich, Curtius. A l'issue de l'entretien, ce dernier donne l'assurance que la réponse de son pays aux requêtes de la Suisse sera donnée comme promis avant le 10 octobre. Cf. la lettre de Rüfenacht à la Division du commerce du 5 octobre (E 2001 (C) 3/11).*

Le 13 octobre, finalement, le Gouvernement allemand répond à la Légation suisse de Berlin qu'il est prêt à rouvrir les négociations pour la révision du traité de commerce et cela à partir du 19 octobre suivant. Sur ces discussions et sur l'ensemble des négociations commerciales entre la Suisse et l'Allemagne pendant l'année 1931, cf. la notice de la Division du commerce, Schweizerisch-deutsche Handelsvertragsunterhandlungen 1931. Historische Darstellung, du 14 décembre 1931 (E 7110 1/26). Cf. aussi RG, 1931, pp.525-526.

Unter der Herrschaft dieses noch heute in Kraft stehenden Handelsvertrages hat sich der gegenseitige Warenverkehr nach der schweizerischen Zollstatistik wie folgt entwickelt:

	<i>Einfuhr aus Deutschland:</i>	<i>Ausfuhr nach Deutschland:</i>	<i>Passivum zu Lasten der Schweiz:</i>
1927	542 Millionen	398 Millionen	144 Millionen
1928	624 Millionen	387 Millionen	237 Millionen
1929	698 Millionen	354 Millionen	344 Millionen
1930	709 Millionen	282 Millionen	427 Millionen

Es ergibt sich aus diesen Zahlen, dass, während Deutschland seine Ausfuhr nach der Schweiz um über 30% steigern konnte, die Ausfuhr aus der Schweiz nach Deutschland um fast 40% zurückgegangen ist. Das Passivum zu Lasten der Schweiz ist von 144 Millionen auf 427 Millionen gestiegen, hat sich also verdreifacht. Während am Gesamtpassivum der schweizerischen Aussenhandelsbilanz 1927 das Passivum aus dem schweizerisch-deutschen Verkehr 26% ausmachte, beträgt dieser Anteil im Jahre 1930 bereits 47%; er ist im laufenden Jahre auf über 50% angestiegen.

Die Verhältnisse, wie sie sich aus diesen Ziffern ergeben, waren zweifellos bei Abschluss des Handelsvertrages nicht voraussehbar und eine solche Entwicklung zum einseitigen Nachteil des einen Vertragspartners sicherlich auch nicht gewollt. Die Gründe für diese Entwicklung der Dinge sind vielgestaltiger Natur, ihnen hier im einzelnen nachzugehen, erübrigt sich wohl.

Die Schweiz hat sich lange Zeit mit dieser für sie äusserst ungünstigen Entwicklung des Warenverkehrs abgefunden. Als jedoch das Missverhältnis zwischen Einfuhr und Ausfuhr immer bedrohlchere Formen annahm, hat der Direktor der Handelsabteilung schon im Januar d.Js. in Genf⁷ den Herren Ministerialdirektoren Ritter und Posse die Verhältnisse eingehend auseinandergesetzt und darauf hingewiesen, dass diese für die Schweiz unerträglich würden und sie eine Revision des Vertrages anstreben müsse. Das ausserordentlich angestiegene Passivum der Handelsbilanz müsse vermindert werden einerseits durch Erleichterungen zugunsten des schweizerischen Exportes nach Deutschland – erwähnt wurden insbesondere Ermässigungen der deutschen Uhrentölle und Konzessionen zugunsten der Stickereiindustrie –, anderseits durch Einschränkung der Einfuhr gewisser Waren aus Deutschland, die einen besonders anormalen und für die entsprechenden schweizerischen Wirtschaftskreise besonders unerträglichen Charakter angenommen hatte. Eine solche Einschränkung liesse sich erzielen durch den Erlass von eigentlichen Einfuhrbeschränkungen oder auf dem Wege von Zollkontingenten.

Die Vertreter der deutschen Regierung konnten sich den geschilderten Schwierigkeiten nicht verschliessen, machten aber ihrerseits auf die Notwendigkeit aufmerksam, dass Deutschland, um seinen internationalen Zahlungspflichten nachkommen zu können, seinen Export steigern müsse. Sie gaben der Hoffnung Ausdruck, dass in einigen Monaten die Krise abflauen und sich die Verhältnisse zum Bessern wenden würden. Auf ihren ausdrücklichen und dringlichen Wunsch hin hat die Schweiz mit besondern Massnahmen zugewartet.

Seither hat sich die geschilderte Entwicklung zum Nachteil der Schweiz weiter bedeutend verschärft. Ihre Ausfuhr nach Deutschland ist von Monat zu Monat zurückgegangen, das Defizit der Handelsbilanz hat sich ständig vergrössert. Einem durchschnittlichen Monatsexport von 33 Millionen im Jahre 1927 steht im August 1931 noch eine Ausfuhr von 12 Millionen gegenüber. Während Deutschland 1927 im Monatsdurchschnitt für 45 Millionen nach der Schweiz lieferte, ist im August 1931 dieser Import auf 57 Millionen angestiegen. Die betroffenen schweizerischen Wirtschaftskreise haben denn auch immer zahlreicher und immer dringlicher vom Bundesrat Abhilfe gegenüber diesen durchaus unerträglichen Zuständen verlangt. Der Bundesrat hat sich infolgedessen genötigt gesehen, den Vertretern der Deutschen Regierung durch den Direktor der Handelsabteilung neuerdings zur Kenntnis zu bringen, dass er ein Weiterbestehen dieses Zustandes unmöglich länger verantworten könne und zu seinem Bedauern gezwungen sei, auf eine wesentliche Änderung des schweizerisch-deutschen Handelsvertrages zu dringen. Diese Unterredung hat am 12. September in Genf stattgefunden. Dabei wurden die schweizerischerseits bereits im Januar gemachten Vorschläge

7. Cf. n° 58.

wiederholt und Deutschland gebeten, sich möglichst rasch darüber zu äussern, ob es bereit sei, auf der angeführten Grundlage in Verhandlungen über die Revision des Handelsvertrages vom 14. Juli 1926 beförderlichst einzutreten. Eine Antwort wurde deutscherseits bis spätestens zum 10. Oktober d.Js. in Aussicht gestellt.

Im Auftrage des Bundesrates beeindruckt sich die Gesandtschaft, dem Auswärtigen Amte zu bestätigen, dass die Schweiz leider nicht länger in der Lage ist, den unter ganz andern Verhältnissen abgeschlossenen und für andere Verhältnisse bestimmten Handelsvertrag vom 14. Juli 1926 unverändert weiter anzuwenden. Der Bundesrat lässt die Deutsche Regierung bitten, mit ihm über eine solche Revision des Vertrages in Verhandlungen einzutreten, die geeignet erscheint, den schweizerischen Interessen Rechnung zu tragen. Es sollte dies dadurch geschehen, dass dem schweizerischen Export nach Deutschland Erleichterungen gewährt werden und dass die Schweiz ermächtigt wird, sich gegen besondere aus der Einfuhr gewisser Waren aus Deutschland resultierende Gefahren zu schützen.

Die Gesandtschaft wäre dem Auswärtigen Amt zu Dank verpflichtet, wenn ihr möglichst umgehend bekannt gegeben würde, dass die Deutsche Regierung zu Verhandlungen auf der oben erwähnten Grundlage baldmöglichst bereit ist.

105

E 27, Archiv-Nr. 23 380/3

*Le Chef du Service de l'Etat-Major général du Département militaire, H. Roost,
au Chef du Département militaire, R. Minger*

L

Bern, 3. Oktober 1931

/.../

Herr Oberst Züblin¹ schreibt:

1. Zum Schreiben des E.P.D. an das Völkerbundssekretariat²: Angesichts der Tatsache, dass eine Reihe von Staaten, die überhaupt Erklärungen abgegeben haben, sich über ihre Ausgaben ausgeschwiegen haben (Frankreich, Belgien, Deutschland, die Niederlande), wäre es naheliegend gewesen, die Verzögerung des Berichts damit zu begründen, dass wir darauf hielten, einen vollständigen Bericht einzureichen, und dass die Zusammenstellungen über die Ausgaben ziemlich viel Zeit in Anspruch nehmen. Es erübrigt sich aber eine weitere Diskussion über diesen Punkt, nachdem das Schreiben abgesandt wurde, ohne das E.M.D. vorher zu begrüssen. Letztere Tatsache dagegen ist bei dieser Materie unbefriedigend.

2. Am Sinn des Begleitschreibens zu unserer eigenen Eingabe sollte meines Erachtens nichts geändert werden. Die Begründung dafür, dass unser Milizheer, das ausschliesslich aus Miliztruppen besteht, eigentlich nicht zu den Elementen gehört, die vom Abrüstungsvertrag erfasst werden wollen, entspricht nur den Debatten und dem Beschluss der vorbereitenden Abrüstungskommission, wonach die «réserves instruites» überhaupt nicht zu Truppen gehören, auf die sich die Beschränkungsbestimmungen des Vertrages beziehen sollen. Wir sollten vom Standpunkte der Landesverteidigung aus diesen Boden nicht preisgeben und nicht von

1. Expert du Département militaire pour les affaires de la SdN et du désarmement.

2. Non reproduit. Cf. n° 101.

uns aus ohne weiteres auf einen aus dem Abrüstungsvertragsentwurf³ sich ergebenden Anspruch verzichten. Was pazifistische Kreise dazu sagen werden, scheint mir unerheblich. Erheblich ist nur, ob sich der Schluss aus dem Vertragsentwurf ergibt, und das ist der Fall. Vom Boden des Vertragsentwurfs muss aber einstweilen unbedingt ausgegangen werden. Ich glaube mich auch zu erinnern, dass, wenigstens nach der Presse, der Chef des E.P.D.⁴ gelegentlich in einem Vortrag selber einen ähnlichen Standpunkt einnahm. Die Eingabe enthält übrigens auch nur einen Vorbehalt in diesem Sinne.

Ich könnte mir denken, dass die Bedenken des E.P.D. sich ebenso sehr darauf gründen, dass die Mitwirkung der schweiz. V.B.-Delegation am Vorschlag der sogenannten Neutralen⁵ für die Rüstungsferien in einem gewissen Widerspruch zu dem im Eingabeentwurf enthaltenen grundsätzlichen Standpunkt steht. Denn letzterer müsste logischerweise zur grössten Zurückhaltung für die Schweiz und Nichtbeteiligung an Initiativen in Abrüstungssachen führen. Allein meines Wissens beruhte die Handlungsweise der schweiz. Delegation nicht auf einer Instruktion des Bundesrats, sondern auf einer Initiative. Es liegt kein Grund vor, deshalb auf die grundsätzliche, richtige Stellungnahme der Schweiz, wie sie sich aus dem derzeitigen Entwurf zum Abrüstungsvertrag ergibt, zu verzichten und damit die Interessen der Landesverteidigung bis zu einem gewissen Grade präjudizieren zu lassen.»

3. *JO.SDN*, février 1931, pp. 347ss.

4. *G. Motta*.

5. Cf. n° 99.

106

E 2300 London, Archiv-Nr. 25

*Le Ministre de Suisse à Londres, C. Paravicini,
au Chef du Département politique, G. Motta*

RP N° 27

Londres, 8 octobre 1931

Conséquences de la dévalorisation

Un séjour de quelques jours en Suisse m'a mis en mesure d'observer l'état d'esprit régnant sur le Continent, et spécialement dans notre pays, par rapport aux récents événements économiques en Angleterre¹.

Il y a en effet un contraste frappant à constater entre la «Stimmung» de ce côté de la Manche et de l'autre.

En *Suisse*, je n'ai rencontré, dans les milieux bancaires et commerciaux, personne qui ne considérât pas l'abandon par l'Angleterre de l'étaillon-or avec une sérieuse anxiété. Mes compatriotes semblent certains que les hommes d'Etat britanniques, quand ils ont eu recours, d'une manière si brusque, à un moyen d'une telle gravité, n'ont pu se rendre compte de toutes les conséquences de leur action.

1. Cf. n°s 102 et 103.

L'opinion prévaut parmi les Suisses que les Ministres britanniques dans leur grande majorité n'ont pas su vraiment de quoi il s'agissait dans la séance du Cabinet du 20 septembre² et qu'ils n'ont pas pensé aux conséquences que leur décision aura infailliblement pour la Grande-Bretagne, pour l'Europe et le monde entier.

On est d'avis chez nous que cette action implique pour Londres le risque de perdre sa position, établie depuis des générations, de centre de crédits internationaux, de marché de l'or et la prédominance, pour ne pas dire le monopole, de son mécanisme international de navigation.

Aux yeux de mes compatriotes, l'abandon de l'étalon-or par la nation britannique n'est rien moins qu'une catastrophe pour elle et pour les autres.

La réaction apparemment favorable que la mesure a produite pendant ces premières semaines sur l'industrie anglaise et la bourse est considérée sur le Continent comme une sorte de feu de paille et sera nécessairement suivie d'un refroidissement pénible, même dangereux, de l'atmosphère économique. On doute de la possibilité de pouvoir protéger la livre sterling contre une chute sensible, ceci d'autant plus que jusqu'ici les milieux politiques et financiers ont l'air de vouloir se garder de toute allusion à une stabilisation prochaine. L'un de mes interlocuteurs est allé jusqu'à exprimer l'opinion que les Anglais ne doivent pas avoir une notion exacte, ou même seulement vague, de la signification réelle qu'a leur livre sterling dans l'économie mondiale. Ce n'est que par un manque de compréhension de leur part à ce sujet qu'il peut s'expliquer l'insouciance avec laquelle ils sont arrivés à cette détermination. Pour lui, l'Angleterre va au devant de surprises dont, même actuellement, elle n'a pas l'air de se douter.

Rentré en Angleterre, j'ai retrouvé le calme et l'absence de panique qui ont caractérisé l'attitude générale depuis l'abandon de l'étalon-or. On est persuadé qu'on est sur le bon chemin pour rétablir la confiance, tant à l'intérieur qu'à l'étranger.

Pour le moment, on se soucie surtout de la situation intérieure et il me semble qu'on traite un peu l'aspect international de la chose en quantité négligeable. L'alarme sur le Continent et notamment les réflexions comme celles que je viens de vous citer sont désignées comme des «histoires terribles» qu'on se raconte à l'étranger et qui dérivent du fait que les Continentaux ne connaissent ni les réserves de richesses, ni l'énergie et la détermination des Anglais dans une situation difficile.

On oublie, me paraît-il, qu'on y connaît l'Angleterre mieux que l'Anglais le Continent, que la Grande-Bretagne se trouve aujourd'hui dans une situation entièrement nouvelle pour elle et qu'il n'y a au fond rien d'étonnant qu'elle ne sache pas la juger avec une perspicacité suffisante. Le spectre de l'inflation, qui, après tout, peut apparaître, dans les circonstances actuelles, à n'importe quel moment, ne l'effraie pas et pourtant quelques années seulement se sont écoulées depuis la catastrophe allemande³. On insiste sur ce que le cas de l'Allemagne d'alors et celui de la Grande-Bretagne n'ont rien de commun et qu'il serait déraisonnable

2. Pendant laquelle la décision fut prise de suspendre le régime de l'étalon-or.

3. Allusion à la terrible inflation qui avait ébranlé l'Allemagne notamment à la suite de l'occupation militaire de la Ruhr, atteignant son apogée en novembre 1923.

d'en tirer des déductions. Dans la presse les avertissements contre ce danger sont rares et l'opinion que la livre sterling comme telle vient d'être sauvée par la concession même d'une dépréciation paraît suffire en fait d'arguments rassurants.

Un Américain qui est venu visiter la Cité et ses grandes banques la semaine dernière a été impressionné par le calme et l'assurance apparents qui y règnent avec tous les signes d'optimisme et même de gaîté. En venant de «Wall Street», où le découragement bat son plein, cette atmosphère, dans les circonstances du moment, a eu sur lui un effet curieux.

D'une part, il ne pouvait s'empêcher d'admirer ce tempérament et cette décision de ne pas se laisser abattre. D'autre part, il se demandait si la gaîté et l'optimisme n'étaient pas en quelque sorte la suite d'un manque de compréhension de la réalité.

Il est possible que cet état d'esprit, particulièrement dans la Cité, qui refuse de prendre les choses au grand tragique, soit une des causes principales d'une amélioration, en tout cas sur le papier, des conditions industrielles et de la bourse. En ce qui concerne cette dernière, elle est en effet sensible à toute rumeur qui pourrait encourager à la hausse. Ainsi, les événements qui se déroulent ces jours-ci autour du Président Hoover⁴ ont eu immédiatement leur effet, tout vagues que fussent les rapports qui en arrivaient. La perspective de la visite Laval⁵ est également acceptée en facteur favorable, bien que, en réalité, on n'en sache pas grand'chose.

D'un autre côté, les mauvaises nouvelles de l'Allemagne⁶ et les démentis décevants de Washington sont loin d'amener toute la réaction à laquelle on pourrait s'attendre. Même la proximité des élections n'effraie pas et ne cause pas la perturbation qu'on aurait pu craindre; pourtant, à ce sujet, les perspectives ne sont nullement réjouissantes. Le fait que la livre a à peine fléchi à l'étranger à la nouvelle de la dissolution du Parlement raffermit la foi dans la force de la résistance britannique.

4. *Le 7 octobre, la Maison-Blanche décide de venir en aide aux banques américaines, mises à mal par la dépression.*

5. *Dans la deuxième semaine du mois, le président américain doit recevoir P. Laval, Président du Conseil français, qui s'est auparavant entretenu avec les dirigeants anglais et allemands.*

6. *Le 1^{er} cabinet Brüning vient de résigner ses fonctions (7 octobre).*

10 OCTOBRE 1931

107

E 7110 1/97

*L'Union suisse des paysans¹ à la Division de l'Agriculture
du Département de l'Economie publique*

L

Brugg, 9. Oktober 1931

Es ist nicht leicht, Ihre Anfrage betreffend die Revision des Handelsvertrages mit Österreich in bestimmter Weise zu beantworten². Darüber kann ja allerdings kein Zweifel bestehen, dass die Begehren der österreichischen Regierung für die Schweiz unannehmbar sind. Was die Landwirtschaft anbelangt, so wird sowohl die Erhöhung der Käsezölle als die Revision der Bestimmungen betreffend Grenzverkehr und die Vermehrung der zollermässigten Holzkontingente auf sehr grosse Schwierigkeiten stossen. Wir könnten uns zwar denken, dass die Revision des Vertrages mit Österreich die Einleitung zu einer neuen Handelsvertragspolitik, die sich zum Teil auf Kontingente aufbaut, werden könnte. Wenn aber nicht gleichzeitig die Bindungen mit andern Staaten beseitigt werden, so hätte die Kontingentierung der österreichischen Einfuhr wenig Bedeutung. Jedenfalls scheint es uns, dass die Schweiz die ganze Frage etwas dilatorisch behandeln sollte und es ablehnen muss, schon in nächster Zeit in sachliche Verhandlungen einzutreten.

1. Lettre signée par le Président F. Moser-Schaer et le Directeur, E. Laur.

2. Par une note du 5 octobre 1931, la Légation d'Autriche à Berne a demandé à la Division du Commerce du Département de l'Economie publique l'ouverture de négociations en vue de la révision du traité de commerce austro-suisse du 6 janvier 1926 et proposé la date du 19 octobre 1931 (E 7110 1/97).

108

E 7110 1/97

*Le Directeur de la Division du Commerce du Département de
l'Economie publique, W. Stucki, à la Légation de Suisse à Vienne*

*Copie**T*

Bern, 10. Oktober 1931

Bitten, Schüller¹ mitteilen, dass Aufnahme Handelsvertragsverhandlungen am 19. Oktober für uns unmöglich, da diese Zeit für äusserst wichtige Verhandlungen mit Deutschland beansprucht wird². Werden am 26. Oktober in Genf mit Schüller weiteres Vorgehen vereinbaren. Bitten, gleichzeitig mitteilen, dass, wenn neue österreichische Devisenverordnung österreichische Importeure von Schweizer Waren verhindern würde, Zahlung zu leisten, dadurch Grundlage Handelsvertrag beseitigt und neue Verhandlungen wohl zwecklos wären.

1. Chef de section à l'Office du Chancelier fédéral d'Autriche.

2. Cf. n° 104, n. 6.

109

E 27, Archiv-Nr. 23 380/3

*Le Chef du Département politique, G. Motta,
au Chef du Département militaire, R. Minger*

L

Berne, 12 octobre 1931

Nous avons eu l'honneur de vous entretenir récemment de la forme sous laquelle il conviendrait d'adresser au Secrétariat de la Société des Nations, conformément aux résolutions du Conseil, des renseignements sur l'état actuel de nos armements. La question qui se posait plus particulièrement était celle de savoir s'il serait opportun de déclarer à cette occasion, comme le proposait tout d'abord votre Département¹, «qu'en principe, l'armée suisse n'est pas visée par la convention future».

Nous aurions, quant à nous, certains scrupules à nous associer à une formule de ce genre. Elle n'est, croyons-nous, pas très heureuse. Comme nous vous l'écrivions déjà en date du 25 septembre², elle serait sans doute mal comprise dans notre opinion. D'un autre côté, on ne sait pas ce que sera la «convention future» sur le désarmement; elle pourra être assez différente du projet de convention³ qui est actuellement entre les mains des gouvernements. Il serait, par conséquent, assez difficile de dire, dès maintenant, que notre armée ne sera pas touchée par la convention sur le désarmement, puisque personne ne peut dire aujourd'hui ce qu'elle sera. Si l'on voulait dire que l'armée suisse ne *doit* pas être touchée par la convention future, l'idée serait claire, mais nous doutons qu'il soit dans les intentions de vos services d'exclure d'emblée la Suisse de tout engagement en matière de désarmement. Il se peut que, tout compte fait, ces engagements n'aient rien d'onéreux pour nous, mais si c'est ce que nous souhaitons, il serait infiniment plus habile de ne pas nous poser, dès le principe, en pays qui n'entend pas assumer d'engagement en la matière. Cette attitude ne nous vaudrait sans doute pas beaucoup de sympathies, et elle risquerait, par conséquent, d'aller à fins contraires du but escompté. Nous obtiendrons davantage, nous en sommes convaincus, en agissant avec prudence et beaucoup de doigté.

Il convient, d'autre part, de faire observer que nous n'avons pas, en fournissant des chiffres sur l'état de nos armements, à exposer notre politique en matière militaire. La France l'a fait, mais, de tous les pays qui ont répondu à Genève jusqu'ici, c'est le seul qui ait cru devoir étayer ses chiffres sur des considérations générales, dont il aurait pu d'ailleurs fort bien faire l'économie. L'attitude de la France en matière de désarmement est connue depuis trop longtemps pour que ce mémorandum ajoute quoi que ce soit à ce qu'on savait déjà. Il en est un peu de même de la Suisse. Chacun sait ce qu'est et ce que vaut notre armée; chacun sait

1. Projet adressé par le Chef du Département militaire, R. Minger, au Chef du Département politique, G. Motta, le 18 mars 1931 (E 2001 (C) 5/100).

2. Cf. n° 101.

3. Cf. n° 101 n. 2.

qu'elle ne constitue une menace pour personne et chacun se doute que nous ne disposons pas de tous les armements dont notre état-major estime avoir besoin. En ce cas, pourquoi le proclamer presque agressivement avant la conférence, au risque de nous faire ranger, aux yeux de l'opinion mondiale, au nombre des Etats qui sont soupçonnés, à tort ou à raison, d'être des adversaires d'une limitation et d'une réduction des armements?

Pour ces diverses raisons, nous préférerions, quant à nous, adresser au Secrétariat de la Société des Nations une communication dénuée de restrictions et de réserves, quitte à faire observer, si vous l'estimez nécessaire, que l'armée suisse est une armée d'un type tout spécial, qui ne paraît pas avoir été visée par le projet de convention (pas «par la convention future», ce qui est tout autre chose). Quant aux réserves à faire sur l'état de notre matériel, il suffirait, à notre avis, de les faire sous forme d'observations aux tableaux annexés⁴.

[...]⁵

4. Non reproduit (*Cf. E 2001 (C) 5/100*).

5. Le Conseil fédéral arrête les termes de sa réponse au Secrétaire général de la Société des Nations dans sa séance du 27 octobre 1931 (E 1004 1/330). Le texte en a été reproduit dans la Série des publications de la SdN. IX Désarmement. 1931.5.IX.34.

110

E 2001 (C) 2/58

*Le Chef de la Division des Affaires étrangères du Département politique,
P. Dinichert, aux légations et aux consulats de Suisse à l'étranger*

*Copie
L YT*

Bern, 19. Oktober 1931

Wie Ihnen bekannt ist, hat die Loslösung der britischen Währung vom Goldstandard¹ fast in den meisten europäischen Staaten, insbesondere in denjenigen, deren Währung auf das Pfund Sterling basiert war, oder deren Notendeckung zu einem grossen Teil aus britischen Golddevisen bestand, schwere Rückwirkungen zur Folge gehabt.

Diese Staaten suchen ihre Valuta u. a. durch scharfe Einschränkungen im Devisenverkehr zu schützen. Diese Devisenvorschriften wirken sich auf unsren bereits eingeengten Export sehr erschwerend, nach gewissen Staaten fast prohibitiv aus. Sie werden zudem häufig mit der offensichtlichen Absicht gehandhabt, die Einfuhr ausländischer Waren nach Möglichkeit zu drosseln und so bestehende Handelsverträge illusorisch zu machen. In enger Zusammenarbeit mit der Handelsabteilung sind wir bestrebt, unsren Handel und unsere Industrie gegen die bedenklichen Folgen dieser ausländischen Devisenmassnahmen nach Möglichkeit zu schützen.

1. Cf. nos 102, 103 et 106.

Indem wir Sie auf Vorstehendes aufmerksam machen, ersuchen wir Sie, unsere Anstrengungen durch lückenlose Informationen über alle Massnahmen, welche die zuständigen Behörden des Landes, in welchem Ihre Gesandtschaft ihren (Ihr Generalkonsulat seinen) (Ihr Konsulat seinen) Sitz hat, betreffend die Devisenbewirtschaftung erlassen, zu unterstützen.

Um jede Doppelspurigkeit in der Behandlung dieser wichtigen Angelegenheit zu vermeiden, sind wir mit der Handelsabteilung übereingekommen, den diesbezüglichen Informationsdienst auf unserer Abteilung zu zentralisieren.

Wir bitten Sie daher, *alle Informationen über Devisen und Währungsmassnahmen an unsere Abteilung zu richten.*

111

E 2001 (C) 2/11

*Le Gérant du Consulat général de Suisse à Shanghai, A. Daeniker,
à la Division des Affaires étrangères du Département politique*

L

Shanghai, 22. Oktober 1931

Unter Bezugnahme auf Ihr Schreiben vom 14. April¹, beeche ich mich, Ihnen zur Kenntnis zu bringen, dass Herr Oberstdivisionär E. Sonderegger seine im Auftrage verschiedener schweizerischer Industriefirmen unternommene Mission nunmehr abgeschlossen hat und nach einem längern Aufenthalt in Nanking und Peking nunmehr sich in Shanghai aufhält, um am 24. dies über Suez nach der Schweiz zu verreisen. Herr Oberst Sonderegger spricht sich sehr befriedigt über den Erfolg seiner Mission aus, und es ist zu hoffen, dass die fraglichen Lieferungen in Zukunft keinen Schwierigkeiten mehr begegnen werden.

Während seines Aufenthaltes in Nanking hat Herr Oberst Sonderegger vor Offizieren des Generalstabs verschiedene Vorträge über militärische Themen gehalten, welche sehr geschätzt worden seien. Jedoch erweist sich die Annahme, dass er dem Stab der militärischen Berater der Nanking-Regierung sich anschliessen dürfte, als unbegründet.

Herr Oberst Sonderegger hatte ebenfalls Gelegenheit, sich mit verschiedenen Mitgliedern der Regierung über die gegenwärtigen Beziehungen zwischen der Schweiz und China und die Wünschbarkeit eines Ausbaus unserer hiesigen Vertretung auszusprechen, und beabsichtigt, alsbald nach seiner Ankunft in Bern Ihnen hierüber Bericht zu erstatten².

1. Cf. n° 75.

2. Sur le voyage du Colonel Sonderegger en Chine, cf. aussi la réponse du Conseil fédéral, du 9 juillet 1932, à la petite question du conseiller national Müri, du 6 juin 1932:

Herr Oberstdivisionär Sonderegger hat tatsächlich am 23. März d.J. in der Offiziersgesellschaft der Stadt Bern einen Vortrag über seine Eindrücke von einer Reise nach China gehalten. Dieser Vortrag fand in geschlossener Gesellschaft statt, und der Redner besass dabei wie jeder Mann das Recht der Redefreiheit.

Herr Sonderegger führt kein Kommando, er ist Privatmann; als solcher ist er berechtigt, ir-

gendwelchen Beruf auszuüben, so auch im Auftrage von Industrie- oder Handelsfirmen für deren Erzeugnisse zu reisen und Geschäfte abzuschliessen.

Von einer Verletzung der schweizerischen Neutralität durch die allfällige Lieferung von Waffen an den einen oder andern der am ostasiatischen Konflikte beteiligten Staaten kann keine Rede sein. Abgesehen davon, dass nach den eigenen Erklärungen der betreffenden Staaten zwischen ihnen nicht Krieg besteht, würde sich die Schweiz nach dem Haager Abkommen über die Rechte und Pflichten der neutralen Mächte und Personen im Falle des Landkrieges, vom 18. Oktober 1907, an dem sowohl China als Japan und auch die Schweiz beteiligt sind, durch Lieferung von Kriegsmaterial an die eine Partei eine Verletzung der Neutralität nur zu Schulden kommen lassen, wenn gleichzeitig von amtlicher Seite Massnahmen getroffen würden, um die Belieferung der andern Partei zu verhindern.

/.../(E 1004 1/335).

112

E 7110 1/26

*Communication du Chef du Département de l'Economie publique, E. Schulthess,
aux membres du Conseil fédéral*

Copie

Bern, 29. Oktober 1931

Mittwoch abend um 8 Uhr telephonierte mir die Depeschenagentur, es sei ihr aus Berlin eine Mitteilung zugegangen, wonach die deutsche Reichsregierung dem in Bern präparierten Abkommen¹ nicht zugestimmt habe. Sie lehne die Einfuhrkontingente ab, da sie im Interesse der Bezahlung der deutschen Verbindlichkeiten genötigt sei, die Ausfuhr möglichst zu steigern. Weiter wurde bemerkt, dass sie auch die Forderung der Schweiz ablehne, wonach der Erlös für deutsche Lieferungen nach der Schweiz an die Nationalbank einbezahlt und von dort zur Abtragung deutscher Schulden verwendet werden sollte.

Wir haben der Depeschenagentur sofort mitgeteilt, dass uns von einem Entscheid der Reichsregierung nichts bekannt sei und dass anderseits das in Bern präparierte Übereinkommen eine Bedingung über die Verwendung des Erlöses der deutschen Importe nicht enthält. Erkundigungen in Genf bei Herrn Stucki ergaben, dass dieser durch den deutschen Delegierten Posse², der sich ebenfalls dort befindet, keine Nachrichten erhalten habe, dass dagegen Mittwoch abend spät eine Depesche eingetroffen sei.

Heute Vormittag bestätigt nun sowohl Herr Posse wie der hiesige deutsche Gesandte³, dass die Reichsregierung dem Protokoll nicht zugestimmt habe. Herr Posse erklärte Herrn Stucki, sie lehne die Kontingentierung ab, sei aber bereit, auf einer andern Basis mit uns zu verhandeln. Auf die Frage des Herrn Stucki, welches diese andere Basis sei, war die Antwort Posse, er wisse es nicht.

1. A l'issue des négociations qui ont eu lieu à Berne du 19 au 24 octobre (cf. n° 104, n.6), aucun accord n'a pu être signé. Un projet de protocole additionnel au traité de commerce germano-suisse a cependant été confié à la délégation allemande afin qu'elle le soumette au Gouvernement du Reich. C'est à ce projet que fait allusion la communication de Schulthess. Cf. le texte de ce projet, daté du 24 octobre, in E 7110 1/26.

2. Directeur ministériel au Ministère de l'Economie du Reich.

3. A. Müller.

Unter solchen Umständen werden wir dem Bundesrat für seine morgige Sitzung den Antrag stellen, es sei der schweizerisch-deutsche Handelsvertrag zu kündigen, da wir es nicht verantworten könnten, noch weitere Zeit zu verlieren.

Was die Bemerkung der deutschen Regierung anbetrifft, die auch in die Öffentlichkeit getragen wurde, die Schweiz habe verlangt, dass der Erlös der deutschen Lieferungen nach der Schweiz zur Abtragung deutscher Schulden verwendet werde, so ist nochmals festzustellen, dass das Abkommen eine solche Bedingung nicht enthalten hat.

Dagegen hat in einem rein persönlichen Gespräch Herr Stucki gegenüber Herrn Posse darauf aufmerksam gemacht, dass es nicht möglich sein werde, die Einfuhr Deutschlands nach der Schweiz in sehr weitgehendem Masse zu beschränken. Es werde immer ein erheblicher Importüberschuss gegenüber unserem Export verbleiben. Unter solchen Umständen werde in den fernern Unterhandlungen vielleicht die Frage diskutiert werden müssen, ob nicht ein Teil des deutschen Importüberschusses zur Abtragung der deutschen Verbindlichkeiten in der Schweiz verwendet werden sollte. Es handelt sich also um keine Bedingung, sondern um eine blosse persönliche Bemerkung, die nicht für das jetzt getroffene Abkommen, sondern für künftige Verhandlungen galt. Übrigens ist offenbar dieser Punkt nicht der massgebende, sondern es wollte unter allen Umständen die deutsche Regierung nicht auf die Kontingentierung eintreten. Eine andere Lösung als diese scheint uns aber unmöglich zu sein. – Heute Nachmittag findet eine Be- sprechung mit dem deutschen Gesandten statt⁴.

4. *Dans une note remise à Schulthess le même jour, la Légation d'Allemagne à Berne confirme le refus de son Gouvernement d'accepter le projet de protocole préparé à l'issue des négociations de Berne. Cf. annexe au présent document.*

ANNEXE

E 7110 1/26

*Note présentée par la Légation d'Allemagne à Berne
au Chef du Département de l'Economie publique, E. Schulthess⁵*

Die Deutsche Reichsregierung kann auf das Verlangen einer allgemeinen Einschränkung der Ausfuhr nach der Schweiz durch Zollkontingente nicht eingehen und ist daher nicht in der Lage, dem vorgeschlagenen Vorabkommen über Zollkontingente für Holz und Konfektionswaren zuzustimmen. Sie ist indessen bereit, falls die Schweiz es wünscht, die Verhandlungen über einen Ausgleich des gegenseitigen Warenaustausches auf einer anderen Grundlage fortzusetzen. Bei dieser Entscheidung war für die Reichsregierung die grundsätzliche Erwägung massgebend, dass Deutschland zur Bezahlung seiner privaten und politischen Auslandsverpflichtungen auf einen Ausfuhrüberschuss unbedingt angewiesen ist und daher nicht einer allgemeinen einseitigen Beschränkung der deutschen Ausfuhr freiwillig zustimmen kann. Sie kann das besonders nicht in einem Augenblick, in dem neue internationale Verhandlungen über das Stillhalteabkommen und die Reparationsfrage bevorstehen. Die Reichsregierung glaubt für diese Erwägung in einem Gläubigerland, wie der Schweiz, besonderes Verständnis finden zu können, denn die kurzfristigen Privatforderungen der Schweiz an

5. *Annotation manuscrite de Schulthess: erachten v[on] Minister Müller. 29. Oktober.*

Deutschland belaufen sich auf etwa 2,6 Milliarden Reichsmark⁶. Die Reichsregierung hofft daher, dass die Schweizerische Regierung bei erneuter Prüfung der Gesamtlage sich doch in der Lage sehen wird, von der beabsichtigten Kündigung des Handelsvertrages Abstand zu nehmen. Das Reichskabinett und die Ressorts waren aber besonders beunruhigt über die Mitteilung, dass die Schweiz bei weiteren Verhandlungen die Bedingung stellen könnte, die schweizerischen Schuldner zu veranlassen, für Warenlieferungen aus Deutschland ihre Schuldenbeträge an die Schweizerische Nationalbank abzuführen. Es erscheint vollständig ausgeschlossen, dass die Reichsregierung dieser oder einer ähnlichen Massnahme jemals zustimmen kann. Der schweizerische Vorschlag erinnert an die schlimmsten Eingriffe von Staaten in das Privatrecht und die Wirtschaftsbeziehungen während und unmittelbar nach dem Kriege, und es ist hier nicht verständlich, dass man auf schweizerischer Seite annehmen konnte, ein derartiger Vorschlag sei für die Reichsregierung diskutierbar.

Die Deutsche Delegation wird in Erwartung der Antwort der Schweizerischen Regierung vorerst in Bern bleiben.

6. Cf. n° 117+A.

113

E 7110 1/26

*Négociations avec l'Allemagne
Notice du Directeur de la Division du Commerce du Département
de l'Economie publique, W. Stucki*

No D/KB

Verhandlungen mit Deutschland

Bern, 30. Oktober 1931

Anlässlich der offiziellen Verhandlungen habe ich mehrfach darauf hingewiesen, dass der schweizerische Export nach Deutschland durch die deutschen Devisenbewirtschaftungsvorschriften¹ stark gehemmt werde, der schweizerische Gläubiger über seine Guthaben aus Warenlieferungen nicht verfügen könne und der deutsche Käufer oft grösste Mühe habe, die schweizerischen Waren in Mark oder Franken zu bezahlen. Ich erklärte, in dieser Hinsicht zahlreiche Klagen erhalten zu haben. Posse² erläuterte die Grundlagen der deutschen Bestimmungen über den Devisenverkehr und erklärte sich bereit, die einzelnen Fälle zu prüfen, um festzustellen, ob etwa die einzelnen Devisenbewirtschaftungsstellen ihre Kompetenzen überschritten hätten.

Nachdem die eigentlichen Verhandlungen Freitag, den 23. Oktober, abends spät, zu Ende gegangen waren³, kam Posse Samstag Vormittag verabredungsgemäss zu mir, um das bei mir liegende Dossier über Klagen schweizerischer Firmen betreffend deutsche Devisenschwierigkeiten durchzusehen. Um sich die nötigen Notizen zu machen, nahm er seinen Sekretär, Dr. Eichhorn, mit. Wir haben dann die einzelnen Fälle eingehend durchgesprochen und Posse versprach, ihnen nachzugehen, um da, wo die bestehenden Vorschriften unrichtig durchgeführt worden seien, für Abhilfe zu sorgen.

1. Depuis le mois de juillet le Gouvernement Brüning a édicté des ordonnances pour éviter la fuite des capitaux. Cf. n° 93.

2. Directeur ministériel au Ministère de l'Economie du Reich.

3. Cf. n° 112, n. 1.

Ganz naturgemäß kam dann das Gespräch auf die Devisenschwierigkeiten im allgemeinen. Ob Posse oder ich zuerst erklärte, eine Hauptschwierigkeit bestehend darin, dass die deutsche Regierung trotz der mehrfach verschärften Bestimmungen nur einen Teil der aus dem Warenexport nach der Schweiz anfallenden Devisen erhalte, weiss ich nicht mehr. Jedenfalls waren wir hierüber einig, wie auch darüber, dass eine solche vollständige Erfassung nur mit Hilfe des Importstaates möglich sei. Ich sagte, meines Erachtens wäre es nicht ausgeschlossen, dass sich die Schweiz zu einer solchen Mitwirkung in irgendwelcher Form bereit erklären könnte, wie ich überhaupt glaubte, dass in unsrern weitern Verhandlungen auch über finanzielle Fragen gesprochen werden sollte. Auf die Frage von Posse, wie ich das meine, teilte ich ihm als meine rein persönliche und vorläufige Auffassung etwa folgendes mit:

Es besteht in schweizerischen Kreisen die Meinung und die Hoffnung, Zweck der gegenwärtigen Wirtschaftsverhandlungen müsse es sein, die Einfuhr aus Deutschland auf etwa 400 Millionen jährlich zu beschränken und die schweizerische Ausfuhr auf etwa 300 Millionen zu heben. Das bestehende Loch von 100 Millionen könnte dann vielleicht aus den gewaltig zurückgegangenen Erträgen des Fremdenverkehrs und der schweizerischen Kapitalforderungen an deutsche Schuldner immer noch gedeckt werden, sodass die Zahlungsbilanz ausgeglichen würde. Ich selber sei der Ansicht, dass ein solches Resultat nicht erzielbar sei: Solange man bei der Zollkontingentierung auf die normale Einfuhr von 1927⁴ abstelle – dass Deutschland einer stärkeren Einschränkung seines Export nach der Schweiz nicht gutwillig zustimmen könne sei mir verständlich – könne man niemals an eine «Drosselung» auf 400 Millionen denken. Das Ergebnis der bisherigen Beratungen mit Bezug auf Holz und Konfektionswaren würde einer Minder einfuhr im Werte von etwa 15 Millionen entsprechen und das, was auf dem gleichen Wege in weitern Verhandlungen zu erreichen möglich scheine, dürfte, die 15 Millionen eingerechnet, etwa auf 100 Millionen einzuschätzen sein. Auch mit Bezug auf eine wesentliche Förderung des Exportes mache ich mir keine Illusionen. Selbst wenn uns Deutschland hier durch Zollermässigungen wesentlich entgegenkommt, so würde sich dies angesichts der stark verminderten Kaufkraft und insbesondere der Devisenschwierigkeiten kaum wesentlich fühlbar machen. Ich rechne deshalb auch nach Abschluss des vorgesehenen Abkommens noch mit einem Einfuhrüberschuss aus Deutschland von mehreren hundert Millionen. Man könnte nun daran denken, diesen Überschuss wenigstens teilweise zur Abtragung deutscher Schulden an schweizerische Gläubiger zu verwenden. Wir hätten ein Abkommen auf solcher Grundlage gerade in diesen Tagen mit Ungarn⁵ in Aussicht genommen. Darnach würden die schweizerischen Käufer ihre Zahlungen an die Nationalbank machen und diese hätte nach einer Vereinbarung mit der Reichsbank einen Teil der Eingänge zur Amortisierung schweizerischer Guthaben zu verwenden, wogegen der Rest einsteils zur Bezahlung deutscher Käufe an die Schweiz, andernteils zur freien Verwendung Deutschlands zur Verfügung stände. Ich weiss wohl, fügte ich bei, dass der Verwirklichung einer solchen Idee

4. Pour le chiffre des exportations allemandes en Suisse pendant l'année 1927 cf. n° 58.

5. Cf. n° 124.

30 OCTOBRE 1931

sehr grosse Schwierigkeiten entgegenstehen. So ist mir bekannt, dass der Präsident unserer Nationalbank⁶ schon vor einiger Zeit mit Herrn Luther⁷ über diese Frage gesprochen und von diesem einen ablehnenden Bescheid erhalten hat. Deutschland stehe eben auf dem Standpunkt, dass es gemäss der Stillehalteaktion⁸ alle Gläubiger gleich zu behandeln habe. Es ist aber meines Erachtens nicht richtig, dass ein Gläubiger, der Deutschland keine oder wenig Waren abnimmt, gleich behandelt wird wie beispielsweise die Schweiz, die auch in Zukunft eine stark passive Handelsbilanz mit Deutschland in Kauf nimmt und dadurch die Mittel zur Bezahlung u. a. der Amerikaner und anderer politischer und privater Gläubiger liefert. Bei einer solchen schweizerisch-deutschen Verständigung könnte die Schweiz in der Einschränkung der Wareneinfuhr aus Deutschland bedeutend bescheidener sein, da – und das entspricht ja gerade der in Deutschland so oft vertretenen These – eben ein Teil dieser Einfuhr unsren Kapitalinteressen zugute käme. Selbstverständlich müsste Deutschland gegenüber denjenigen Ländern, denen gegenüber es im Warenverkehr stark aktiv ist und gleichzeitig Geld schuldet, wie England und Holland, gleich vorgehen. Ich könnte mir vorstellen, dass selbst die Amerikaner schliesslich einem solchen Vorgehen keinen unüberwindlichen Widerstand entgegensetzen würden, weil ja immer ein Teil der aus dem deutsch-schweizerischen Warenverkehr anfallenden Devisen zur Abtragung deutscher Schulden in Amerika verfügbar wäre. Das wäre für sie vorteilhafter als der andere Zustand, wobei Länder wie die Schweiz gezwungen werden könnten, die Einfuhr deutscher Waren nur in dem Masse zuzulassen, in dem Deutschland schweizerische Waren abnimmt. Dann stünden Deutschland ja überhaupt keine Devisen für andere Zwecke zur Verfügung.

Ich fügte auch am Schlusse meiner Darlegungen ausdrücklich bei, dass mir diese Ideen in den letzten Tagen gekommen seien, dass es sich um eine rein persönliche Ansicht handle, dass ich nicht einmal mit Herrn Bundesrat Schultess darüber gesprochen hätte und dass noch weniger der Bundesrat etwa irgendwelche Beschlüsse gefasst habe.

Herr Posse erklärte, er verstehe von diesen Dingen nicht viel, glaube aber immerhin, dass solche Pläne schwer zu verwirklichen sein würden. Er hat sie mit keinem Wort als etwas Unerhörtes, für Deutschland ganz Undiskutierbares bezeichnet, geschweige denn auch nur angedeutet, dass, wenn die Schweiz mit solchen Vorschlägen käme, dies auf die weiteren Verhandlungen von ungünstigem Einfluss wäre.

Die ganze Form des Gesprächs war derart formlos und vertraulich, dass mir nicht auch nur der Gedanke gekommen wäre, Herr Posse würde darüber nach Berlin berichten, wie auch ich weder der Delegation noch meinem Chef Bericht erstattet habe.

Als ich dies gestern Herrn Posse in Genf mitteilte, erklärte er folgendes: Gera-
de weil er von diesen Dingen wenig verstehe, hätte er sich verpflichtet gefühlt,
über diese Unterredung Bericht zu erstatten. Er hätte aber ausdrücklich gesagt, es
handle sich um ein privates Gespräch, und sei im höchsten Grade erstaunt und

6. G. Bachmann.

7. Président de la Reichsbank.

8. Cf. n° 94.

entrüstet gewesen, dass man unter Hinweis auf dieses Privatgespräch das vorge sehene Abkommen abgelehnt habe⁹. Auf meine bestimmte Frage, ob es richtig sei, dass ich ausdrücklich betont hätte, über diese Fragen weder mit Herrn Bundesrat Schulthess gesprochen geschweige denn vom Bundesrat Instruktionen erhalten zu haben, hat Herr Posse erwidert, er bestreite dies keineswegs.

9. Cf. n° 112.

114

E 1004 1/330

*CONSEIL FÉDÉRAL
Procès-verbal de la séance du 30 octobre 1931*

1791. Nationalbank und Sowjetrussische Staatsbank

Mündlich

Der Vorsteher des Finanzdepartements führt aus, die Nationalbank habe ein Schreiben der Sowjetrussischen Staatsbank erhalten, worin diese dem Wunsche Ausdruck gibt, mit der Nationalbank in direkte geschäftliche Beziehungen zu treten. Die Nationalbank möchte dieses Schreiben nicht beantworten, ohne zu wissen, welche Stellung der Bundesrat zu dieser Frage einnimmt. Der Vorsteher des Finanzdepartements ist persönlich der Meinung, das Begehren der Sowjetrussischen Staatsbank sei abzulehnen. Es entspringt offenbar der Absicht Sowjetrusslands, bei den zunehmenden finanziellen Schwierigkeiten den Schein vielfältiger Beziehungen zum Ausland aufrecht zu erhalten und damit einen Rückhalt zu gewinnen. Träte die Nationalbank auf das Begehren ein, so würde die russische Staatsbank nicht verfehlen, dies weithin bekannt zu machen. Der Vorsteher glaubt an seiner ablehnenden Stellungnahme festhalten zu müssen, obgleich ihm bekannt ist, dass in neuerer Zeit mehrfach schweizerische Geschäftsleute für ihre Warenlieferungen an Sowjetrussland keine Bezahlung mehr zu erlangen vermochten.

Der Rat teilt die Auffassung des Vorstehers des Finanzdepartements.

115

E 2001 (C) 3/11

*Le Ministre de Suisse à Berlin, H. Rüfenacht,
au Chef du Département de l'Economie publique, E. Schulthess*

Copie

L R/EB Per Express

Berlin, 30. Oktober 1931

Ihrem Auftrage gemäss¹ habe ich heute auf dem Auswärtigen Amt vorgesprochen und zwar habe ich dessen handelspolitischen Chef, Herrn Ministerialdirektor Dr. Ritter, aufgesucht.

1. Non retrouvé.

Über den Inhalt der Unterredung habe ich Herrn Dir. Stucki telephonisch unterrichtet. Ich bestätige ihn in folgendem:

Ich habe in erster Linie das Befremden meiner Regierung über die durch die bekannten deutschen Veröffentlichungen, die den Inhalt eines Privatgespräches² zum Gegenstand hatten, erfolgte Indiskretion ausgesprochen. Herr Ritter erklärte, den Vorwurf ablehnen zu müssen. Es habe sich um eine Kundgebung des schweizerischen an den deutschen Delegationsführer gehandelt, die für Deutschland wichtig gewesen und hinsichtlich der er sich verpflichtet gefühlt habe, den deutschen Interessenten schon vor der Kabinettsitzung Kenntnis zu geben. Wenn nun aber ein Kreis von Personen informiert werde, so sei der Eingang in die Presse unvermeidlich.

Dafür, dass es sich um eine bestimmte Erklärung von Herrn Direktor Stucki gehandelt habe, berief sich Herr Ritter auf das dechiffrierte Telegramm des Herrn Posse aus Genf, das er mir vorlegte. Herr Posse gibt darin den Inhalt seiner Unterredung mit Herrn Stucki wieder, in der der letztere – schriftliche Notizen aus dem dechiffrierten Telegramm zu nehmen konnte mir Herr Ritter begreiflicherweise nicht gestatten – sich ungefähr folgendermassen geäussert habe: Die Schweiz erwarte aus dem Vorabkommen eine Verbesserung der Handelsbilanz um etwa 15 Millionen Franken, aus dem definitiven Abkommen eine Erhöhung dieser Summe auf ca. 100 Millionen. Dies könne der Schweiz aber nicht genügen; sie müsse vielmehr Wege einer weitern Verbesserung suchen. Sie werde deshalb bei den bis am 31. Dezember 1931 abzuschliessenden Verhandlungen die Bedingung stellen, dass die Forderungen aus deutschen Lieferungen nicht an die Lieferanten beglichen, sondern an die Nationalbank bezahlt werden, die die Beträge nach einem bestimmten Schlüssel, u. a. zur teilweisen Tilgung schweizerischer Guthaben in Deutschland, verteilen werde. Er, Herr Ritter, sei über diese Erklärung, die als vom schweizerischen Delegationsführer dem deutschen gegenüber abgegeben für das Auswärtige Amt durchaus ernst zu nehmen war, so bestürzt gewesen, dass er Herrn Posse telephonisch interpelliert und insbesondere befragt habe, ob die erwähnte Bedingung wirklich in dieser bestimmten Form angekündigt worden sei, was Herr Posse bejaht habe. Er sei deshalb verpflichtet gewesen, dem Kabinett davon Mitteilung zu machen. Das Kabinett habe die Bedingung als unannehmbar bezeichnet. Wenn damit aber von vornherein festgestanden habe, dass ein auf ihr beruhendes Hauptabkommen unmöglich sein werde, so habe die Annahme des Vorabkommens keinen Sinn gehabt. Im übrigen sei dieses auch unabhängig davon, schon wegen der verlangten Kontingentierung, abgelehnt worden.

Was die Zeitungsartikel betrifft, so hatte die Meldung der Depeschenagentur zwar erklärt, dass die erwähnte Bedingung im Vorabkommen nicht enthalten gewesen sei, woraus der Leser habe schliessen müssen, dass die deutsche Meldung überhaupt unrichtig gewesen sei, weshalb er, Herr Ritter, sich zu dem durch C.N.B.³ veröffentlichten Communiqué veranlasst gesehen habe, in dem er sich darauf berief, dass ganz bestimmte Absichten für ein endgültiges Zusatzabkom-

2. Il s'agit de l'entretien qui a eu lieu entre Stucki et le Directeur ministériel au Ministère de l'Economie du Reich, Posse. Cf. n° 113.

3. Conti Nachrichtenbüro (?).

men bestanden haben und auch unzweideutig zum Ausdruck gebracht worden seien.

Ich habe erklärt, dass Herr Direktor Stucki wohl Anlass nehmen werde, sich seinerseits über den Wortlaut und die Bedeutung seiner gegenüber Herrn Posse gemachten Äusserungen auszusprechen.

Ich habe das Gefühl, dass Herr Ritter gerne die Äusserungen von Herrn Stucki, die ihm von Herrn Posse in so bestimmter Form gemeldet wurden, dazu benutzt hat, um die ohnehin beabsichtigte Ablehnung des Vorabkommens mit angeblichen unannehbaren schweizerischen Forderungen nach aussen zu begründen.

Im Verlaufe der Unterredung erinnerte ich daran, dass Herr Posse bei der Mitteilung der ablehnenden Entschliessung des Kabinetts an Herrn Stucki beigefügt habe, dass man deutscherseits bereit sei, die Verhandlungen auf anderer Grundlage weiterzuführen, ohne aber diese Grundlagen nennen zu können. Auch wisse ich nicht, ob diese vage Erklärung auf die Entschliessungen, die der Bundesrat wahrscheinlich heute treffen werde⁴, noch von Einfluss sein können. Herr Ritter nannte als andere Grundlagen die nach seiner Auffassung allgemein üblichen und einzig möglichen, nämlich das System der Zölle, wobei sich Deutschland eine gewisse Kontingentierung, aber nur auf wenige Waren und nur als Ausnahme, gefallen lassen würde. Im übrigen sei Deutschland jetzt auf die seit neun Monaten angedrohte Vertragskündigung gefasst, die es allerdings bedaure und die sicher einen Einfluss auf weitere wirtschaftliche Beziehungen als nur auf die deutsch-schweizerischen haben werde.

Meine letzte Frage, wie die in der Presse behauptete, mit 2,6 Milliarden beziferte deutsche Verschuldung an die Schweiz berechnet worden sei, beantwortete Herr Ritter dahin, dass sie sich auf eine offizielle deutsche Statistik stütze, die bis zu 99% abgeschlossen sei und demnächst veröffentlicht werde. Danach betragen die kurzfristigen Schulden 2,69 Milliarden, die langfristigen etwas über eine Milliarde⁵.

Herr Stucki hat mich in unserem telephonischen Gespräch ersucht, Herrn Ritter mitzuteilen, dass die Auffassung des Herrn Posse, wonach Herr Stucki positiv die erwähnte Bedingung angekündigt habe, eine irrtümliche sei⁶. Herr Ritter ist heute gleich nach meinem Besuch zu einer Konferenz gegangen und war bis zur Stunde nicht erreichbar. Ich werde den Auftrag ausführen, sobald ich die Verbindung mit ihm erhalte.

4. *A l'issue de sa séance du 30 octobre, le Conseil fédéral, après avoir pris connaissance du communiqué de Schulthess (cf. n° 112), décide:*

/.../

Von einer sofortigen Kündigung des Handelsvertrages soll vorläufig Umgang genommen werden, falls Deutschland sich zu einer Herabsetzung der Kündigungsfrist von drei auf zwei Monate bereit erklärt. Sollte es dies nicht tun, so wird der Bundesrat in einer seiner nächsten Sitzungen über das weitere Vorgehen Beschluss fassen.

L'envoi d'un communiqué à la presse (cf. annexe au présent document) est également décidé (E 1004 1/330).

5. Cf. n° 117+A.

6. *Annotation de Motta dans la marge:* Jedenfalls wären die Mitteilungen an Herrn Posse – *in jenem Moment* – zu vermeiden gewesen! 6. XI. 31.

Ich trage noch nach, dass ein Mitarbeiter des Herrn Ritter das Bedauern des Auswärtigen Amtes darüber aussprach, dass die Mitteilungen in der Presse erschienen seien, bevor der deutsche Gesandte in Bern seinen Auftrag ausführen konnte. Dies sei darauf zurückzuführen, dass das Telegramm an Herrn Posse zwar so rechtzeitig verfasst wurde, dass es vor den möglichen Pressemeldungen eintreffen musste, dass aber die Absendung durch ein unglückliches Zusammentreffen von Umständen verspätet erfolgte.

ANNEXE

E 1004 1/330

Communiqué du Conseil fédéral

Bern, 30. Oktober 1931

Der Chef des Volkswirtschaftsdepartements erstattete dem Bundesrat neuerdings Bericht über die Wirtschaftsverhandlungen mit Deutschland und über die Pressepolemik, die sich an die Ablehnung des in Bern vorbereiteten Vorabkommens durch die deutsche Reichsregierung geknüpft hat.
/.../⁷

Mit Rücksicht auf den Preisunterschied in den beiden Ländern schien es ausgeschlossen, die eingetretene, unhaltbare Lage bloss durch die Erhöhung von Zöllen zu korrigieren. Die Schweiz sah sich daher genötigt, in den in der letzten Woche eingeleiteten Verhandlungen neben der Freigabe gewisser Zollbindungen, die sie eingegangen hatte, das Recht auf die Einführung sogenannter Zollkontingente zu verlangen. Danach sollte eine normale Einfuhrmenge zu den bisherigen Zöllen eingeführt werden können, während ein allfälliger Überschuss mit wesentlich höheren Zollansätzen belastet würde.

Die beidseitigen Wirtschaftsdelegationen bereiteten zunächst ein Vorabkommen vor, welches bereits auf den 1. November 1931 hätte in Kraft treten sollen. Nach diesem wären der Schweiz gewisse Erleichterungen für die Ausfuhr von Wirkwaren gewährt worden. Gleichzeitig hätte Deutschland auf die Bindung der schweizerischen Zölle für Schuhwaren sowie für seidene Handschuhe verzichtet. Ferner war eine Erhöhung des schweizerischen Zolles für Brennholz vorgesehen. Das Projekt fixierte sodann für Holz und verschiedene Konfektionswaren gewisse Kontingente, die zu den bisherigen Zöllen nach der Schweiz eingeführt werden konnten und setzte zugleich die erhöhten Zölle für die Einfuhrüberschüsse fest. Dieses Abkommen war vom 1. Dezember 1931 an auf drei Monate kündbar, seine Kündigung durch den einen oder andern Teil schloss zugleich die Kündigung des Handelsvertrages in sich. Irgendwelche andere Bestimmungen, insbesondere solche über die Verwendung des Erlöses nach der Schweiz verkaufter deutscher Waren, enthält der Entwurf dieses Abkommens nicht.

Es war sodann weiter vorgesehen, dass die Verhandlungen auf einer breiteren Basis aufgenommen und im Laufe des Monats November zu Ende geführt werden sollten. Gegenstand dieser Verhandlungen sollten bilden die Kontingentierung der Einfuhr weiterer deutscher Warenkategorien nach der Schweiz und Erleichterungen für den schweizerischen Export nach Deutschland. Das projektierte Vorabkommen sollte den Parteien die nötige Zeit für diese Verhandlungen lassen und der Schweiz gestatten, für den Moment von einer Kündigung des Handelsvertrages abzusehen.

Wie bekannt, hat die deutsche Reichsregierung es abgelehnt, ihre Zustimmung zu dem erwähnten Vorabkommen zu geben und sich gegen die Einführung von Zollkontingenten ausgesprochen. Sie erklärte, dass für ihre Entscheidung die grundsätzliche Erwägung massgebend sei, dass

7. Le communiqué évoque d'abord la situation de la balance commerciale entre Berne et Berlin; depuis 1927, celle-ci est devenue de plus en plus défavorable à la Suisse. Cf. n°s 58 et 104+A.

Deutschland zur Bezahlung seiner privaten und politischen Auslandverpflichtungen auf einen Ausfuhrüberschuss unbedingt angewiesen sei und daher einer allgemeinen, einseitigen Beschränkung der deutschen Ausfuhr nicht zustimmen könne. Die deutsche Regierung erklärte sich gleichzeitig bereit, die Verhandlungen über einen Ausgleich des gegenseitigen Warenaustausches auf einer andern Grundlage fortzusetzen, ohne indessen eine solche anzugeben.

Die Gefahr einer übermässigen Einfuhr ist für unser Land in der gegenwärtigen Lage so gross, dass der Bundesrat die Verantwortlichkeit für die Fortdauer dieser Verhältnisse nicht übernehmen kann. Er wartet noch die Antwort auf eine gestellte Anfrage ab, um in nächster Sitzung definitiv Beschluss zu fassen.

116

E 7110 1/26

*Le Secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères allemandes, B. W. von Bülow,
au Chef du Département de l'Economie publique, E. Schulthess¹*

*Copie**T*

Berlin, 31. Oktober 1931

Auf Ihr Telegramm² und die Mitteilung des Herrn Schweizerischen Gesandten³ hat der Ministerrat trotz erheblicher Bedenken sich bereit erklärt, die Kündigungsfrist auf zwei Monate herabzusetzen, um so den Beweis zu geben, dass die Deutsche Regierung keine Möglichkeit unversucht lassen will, einen Bruch zu vermeiden. Der Ministerrat hat dabei aber deutlich zum Ausdruck gebracht, dass diese Bereitwilligkeit nicht so aufgefasst werden dürfe, als seien wir bereit, von unserer grundsätzlichen bisherigen Auffassung abzugehen und unsere ablehnende Haltung gegen das von der Schweiz verlangte Kontingentierungssystem aufzugeben. Es ist vielmehr erneut betont worden, dass wir uns angesichts des Druckes, der von unserer grossen privaten Auslandsverschuldung ausgeht, und angesichts der rechtlich noch bestehenden Reparationsverpflichtungen im allgemeinen auf eine Beschränkung unserer Ausfuhr durch ein Kontingentierungssystem nicht einzulassen können.

Wir werden aber bei neuen Verhandlungen alles tun, um mit den bisher üblichen Mitteln der Handelspolitik also Zollermässigung und Freigabe von Zollbindungen, der Schweiz für die Dauer der gegenwärtigen anormalen Verhältnisse entgegenzukommen. Wenn bei einzelnen speziellen Artikeln sich die Möglichkeit bietet, werden wir auch versuchen durch direkte Verhandlungen von Industrie zu Industrie eine etwaige übermässige Preisunterbietung einzuschränken⁴.

1. Remis le 1^{er} novembre à Schulthess par le Ministre d'Allemagne à Berne, A. Müller.

2. Non retrouvé.

3. Cf. n° 115.

4. Le télégramme de von Bülow est lu par Schulthess devant le Conseil fédéral lors de la séance du 3 novembre:

/.../

Der Rat nimmt von dieser Mitteilung mit Befriedigung Kenntnis. Allerdings wird von einem Mitgliede darauf aufmerksam gemacht, dass nach dem Beschluss des Bundesrates vom letzten Freitag /30 octobre, cf. n° 115, n. 4 et annexe/ von einer Kündigung des Handelsvertrages im Fal-

le der Herabsetzung der Kündigungsfrist nur hätte Umgang genommen werden sollen, wenn Deutschland dem Grundsatze der Kontingentierung zugestimmt hätte. Dies treffe nun aber nicht zu. Immerhin sei es besser, vorläufig auf dieser Forderung nicht zu beharren; es werden sich im Laufe der Verhandlungen vielleicht andere Wege finden lassen, die ebenfalls zu einer befriedigenden Lösung führen.

Der Vorsteher des Volkswirtschaftsdepartements, der während der Beratung ans Telephon gerufen worden war, teilt sodann mit, dass ihn der deutsche Gesandte soeben wissen liess, es bestünden Schwierigkeiten bezüglich der formellen Herabsetzung der Kündigungsfrist des Handelsvertrages von drei auf zwei Monate, da dies eine Abänderung des Handelsvertrages bedinge, die vom Reichstage gutgeheissen werden müsse. Um dieser Schwierigkeit aus dem Wege zu gehen, beantrage die Deutsche Regierung eine Erklärung des Inhaltes, dass die Deutsche Regierung eine etwaige am 4. Dezember 1931 erfolgende Kündigung des deutsch-schweizerischen Handelsvertrages vom 14. Juli 1926 im Hinblick auf ihre Rechtswirkungen als am 4. November 1931 ausgesprochen ansehen werde.

Auf Grund der Beratung wird *beschlossen*, diese Erklärung anzunehmen.

Der Vorsteher des Volkswirtschaftsdepartementes wird beauftragt, dem deutschen Gesandten die Zustimmung des Rates hierzu bekannt zu geben und das Erforderliche zur Wiederaufnahme der Vertragsverhandlungen vorzukehren, in der Meinung, dass die finanziellen Fragen nicht aufgeworfen werden sollen (E 1004 1/331).

117

E 2001 (C) 3/146

*Le Directeur ministériel auprès de l'Office des Affaires étrangères du Reich,
K. Ritter, au Ministre de Suisse à Berlin, H. Rüfenacht¹*

Copie

L

Berlin Wilhelmstrasse/ 8, 31. Oktober 1931

Zur Ergänzung meiner gestrigen Mitteilungen² über die Höhe der deutschen Verschuldung gegenüber der Schweiz möchte ich Ihnen noch Folgendes mitteilen.

Auf Grund einer Notverordnung vom 27. Juli 1931 hat in Deutschland in den letzten Monaten eine amtliche statistische Erhebung über die deutschen Auslandschulden *aller* Art (mit Ausnahme von Anlagen des Auslands in Deutschland wie Effekten, Grundstücke usw.) stattgefunden während vorher in Deutschland und wohl auch im Ausland nur Schätzungen vorlagen und auch diese Schätzungen sich meistens nur auf gewisse Klassen von Schulden oder Forderungen bezogen haben. Man kann daher davon ausgehen, dass die Zahlen dieser amtlichen deutschen Statistik das Vollständigste und Zuverlässigste darstellen, was zurzeit verfügbar ist. Die Statistik ist soweit abgeschlossen, dass gewisse Endzahlen bereits endgültig feststehen. Sie ist aber noch nicht so weit durchgeführt, dass die Zahlen und die einzelnen Arten der Schulden in ihrem innern Verhältnis zueinander schon zuverlässig bewertet werden können. Aus diesem Grund sind

1. Une copie de cette lettre est transmise à Motta par Schulthess, qui l'a reçue du Ministre à Berlin. Sur celle-ci, le Chef du Département politique a noté: Die Zahlen sind sehr diskret zu behandeln. 5. XI. 31.

2. Non retrouvé.

bisher auch nur die wichtigsten Endzahlen veröffentlicht worden (vgl. die Ausgabe des Wolffschen Telegraphenbüros von heute, Nr. 2286).

Die Endzahlen für die deutsche Verschuldung an die Schweiz sind folgende:

Schulden mit einer Laufzeit von 1– 6 Monaten 2,65 Milliarden RM.

Schulden mit einer Laufzeit von 6–12 Monaten 0,294 Milliarden RM.

Schulden mit einer längeren Laufzeit 1,043 Milliarden RM.

Wir sind von der Höhe der ersten Zahl gleichfalls sehr überrascht. Wir sind bisher für die kurzfristige Verschuldung auch von Schätzungen ausgegangen, die näher an der Schätzung der Schweizer Nationalbank liegen. Diese Schätzung der Schweizer Nationalbank betrifft aber, soweit ich unterrichtet bin, nur die Forderungen der Schweizer Banken selbst. Offenbar sind die Schuldverhältnisse mit anderen Unternehmungen und Persönlichkeiten in der Schweiz als Banken viel umfangreicher, als bisher angenommen worden ist. Allerdings wird man davon ausgehen können, dass in der deutschen Statistik manche Forderungen zweimal erscheinen. So können z. B., wenn ein Schweizer Unternehmen, das keine Bank ist, einen Kredit unmittelbar nach Deutschland gegeben hat und eine Schweizer Bank dafür eine Bürgschaftsverpflichtung übernommen hat, solche Forderungen in der deutschen Statistik zweimal erscheinen. Darauf bezieht sich, was ich oben gesagt habe, nämlich dass die innere Bewertung der Zahlen in ihrem Verhältnis zueinander noch nicht durchgeführt werden konnte. Das ist der Grund, warum ich Sie bitten möchte, die obigen Zahlen nur intern zu verwenden und nicht etwa an die Öffentlichkeit zu bringen.

Die gleiche Wahrnehmung wie in dem Verhältnis zwischen der Schweiz und Deutschland ist auch bezüglich der gesamten deutschen Verschuldung zu machen, nämlich dass das Ergebnis der amtlichen Statistik viel höher ist als die bisherigen Schätzungen. Nach der obengenannten Veröffentlichung im WTB beträgt die gesamte kurzfristige Auslandsverschuldung Deutschlands von 1–12 Monaten 12 Milliarden RM, während der Bericht des sogenannten Wiggin-Komitees³ in Basel vom 18. August 1931 noch von 8 Milliarden RM ausgegangen ist⁴.

3. *Du nom du délégué américain co-signataire du rapport du 18 août sur la situation financière de l'Allemagne, rapport préparé par le Comité de Bâle. Cf. n° 94, n. 2.*

4. *Pour une liste détaillée des capitaux suisses investis à court terme en Allemagne cf. l'annexe au présent document.*

ANNEXE

E 2001 (C) 3/146

*Le Directeur ministériel auprès de l'Office des Affaires étrangères du Reich, K. Ritter,
au Ministre de Suisse à Berlin, H. Rüfenacht*

*Copie
L*

Berlin, 26. November 1931

Die in meinem Schreiben vom 31. Oktober⁵ erwähnte statistische Erhebung über die Höhe der deutschen Verschuldung gegenüber der Schweiz liegt jetzt in ihren Einzelzahlen vor. Ich gestatte

5. Cf. n° 117.

mir, in Ergänzung meiner damaligen Mitteilungen Ihnen hiermit eine Aufstellung zu übersenden, aus der sich die einzelnen Posten ergeben.

Die an der Spitze der Aufstellung erscheinende Ziffer von 2,363 Millionen umfasst nur die Buchschulden und Darlehen mit einer Fälligkeit bis zu 12 Monaten. Es sind also in ihr insbesondere nicht enthalten die Akzeptverpflichtungen, die Rembourskredite und die Eventualverpflichtungen (Bürgschaften usw.). Hieraus erklärt sich die Differenz zwischen dem Betrag von 2,363 Millionen und der in meinem ersten Schreiben wiedergegebenen Summe von 2,65 plus 0,294 Milliarden. Unter die Gruppe XX, Handelsgewerbe, die mit 417 Millionen alle übrigen Gruppen bei weitem überragt, fallen die Verpflichtungen der Banken.

Ich bitte ergebenst, die Zahlen vertraulich zu behandeln, da die Einzelheiten der Statistik vorläufig noch nicht veröffentlicht werden.

/Liste détaillée des créances suisses à court terme:/

Wie aus der Anlage ersichtlich, betragen die kurzfristigen Buchschulden mit einer Fälligkeit bis zu 12 Monaten (s. Ziff. 3 d. Anl.) gegenüber der Schweiz	2363 Millionen
hiervon entfallen allein an Krediten, die von der Reichsbank und der Golddiskontbank bei der BIZ aufgenommen sind	<u>758 Millionen</u>
der Rest von	1605 Millionen

gliedert sich wie folgt:

Anzahl der Gruppe	Aufgliederung der Schuldner nach Gewerbezweigen
Schuldner	(Wobei nur Einzelverpflichtungen von über 1 Mill. RM berücksichtigt sind)

		in 1000 RM
3	I	Land- und Forstwirtschaft, Gärtnerei und Tierzucht
10	III	Bergbau, Salinenwesen, Torfgräberei
1	IV	Industrie der Steine und Erden
3	V	Eisen- und Metallgewinnung
1	VI	Herstellung von Eisen-, Stahl- und Metallwaren
8	VII	Maschinen-, Apparate- und Fahrzeugbau
5	VIII	Elektrotechnische Industrie, Feinmechanik und Optik
8	IX	Chemische Industrie
30	X	Textilindustrie
5	XI	Papiererzeugung
6	XII	Lederindustrie und Linoleumindustrie
2	XIV	Holz- und Schnitzstoffgewerbe
4	XV	Musikinstrumentenindustrie
7	XVI	Nahrungsmittel- und Genussmittelgewerbe
1	XVII	Bekleidungsgewerbe
1	XVIII	Baugewerbe
17	XIX	Wasser-, Gas- und Elektrizitätsgewinnung und -versorgung
83	XX	Handelsgewerbe
1	XXI	Versicherungswesen
6	XXII	Verkehrswesen
3	XXIII	Gast- und Schankwirtschaftsgewerbe
5	XXVII	Öffentliche Hand
9	XXVIII	Privatpersonen
		<u>14 818</u>
		841 655

219 deutsche Firmen sind allein gegenüber der Schweiz Verbindlichkeiten in Höhe von 842 Millionen RM eingegangen. (Der Restbetrag von 763 Millionen RM zerfällt in 10 641 Posten.)

118

E 7110 1/97

*Le Directeur de la Division du Commerce du Département
de l'Economie publique, W. Stucki, au Ministre de Suisse à Vienne, M. Jäger*

Copie
L Ba.

Handelsvertrag mit Österreich

Bern, 31. Oktober 1931

Wir schätzen Sie im Besitze unseres gestrigen Telegramms folgenden Inhalts:
 «Bitten, Sektionschef Schüller¹ folgendes mitzuteilen. Klagen schweizerischer Exporteure über mangelnde Devisenzuteilung werden derart zahlreich und dringlich, dass es uns gegenwärtig nicht möglich ist, das in Genf vorbereitete Abkommen zu unterzeichnen. Wenn über Devisenfrage nicht sehr bald befriedigende Regelung getroffen wird, müsste der Bundesrat einschneidende Gegenmassnahmen in Erwägung ziehen.»

Anlässlich der in Genf stattgefundenen Besprechungen² mit Herrn Sektionschef Dr. Schüller haben wir das Ergebnis in einer schriftlichen Bestätigung niedergelegt, wovon wir Ihnen hiermit eine Abschrift zu Ihrer Orientierung beilegen³. Wie Sie aus unserer Drahnachricht ersehen, ist es uns vorläufig nicht möglich, dieses Abkommen zu unterzeichnen, da sich in erster Linie eine Lösung der Frage der Devisenzuteilung aufdrängt. Infolge der durchaus ungenügenden Zuweisung ausländischer Zahlungsmittel durch die Österreichische Nationalbank ist die Lage für den schweizerischen Export unhaltbar geworden.

-
1. *Chef de section à l'Office du Chancelier fédéral d'Autriche.*
 2. *Le 26 octobre 1931 (cf. n° 108).*
 3. *Non reproduit.*

119

E 2001 (C) 3/11

*Le Ministre de Suisse à Berlin, H. Rüfenacht,
au Chef du Département politique, G. Motta¹*

L R/EB
Vertraulich

Berlin, 7. November 1931

Mit Ihrem vertraulichen Schreiben vom 2. ds.², hier eingegangen am 5. ds., ersuchen Sie mich, Ihnen bei Gelegenheit meine Eindrücke aus der Stellungnahme der Reichsregierung in den deutsch-schweizerischen Handelsvertragsverhandlungen und aus der Campagne in der deutschen Presse mitzuteilen.

-
1. *Annotation de Motta dans la marge:* à M. le ministre Dinichert. Il n'y a pas de raison de communiquer ce rapport au Dép. Politique. Il ne convient pas non plus de le mettre en circulation. J'en dirai peut-être un mot au C[onseil] f[fédéral] à la bonne occasion. Paris 12/11.31.
 2. *Non reproduit.*

Mit der Bitte um vertrauliche Behandlung beeche ich mich, Ihrem Auftrage mit folgender Ansichtsäusserung nachzukommen.

Der Konflikt ist bekanntlich dadurch entstanden, dass von deutscher Seite erklärt wurde, der von den beidseitigen Delegationen entworfene Vorvertrag³ sei vom deutschen Kabinett schon deshalb abgelehnt worden, weil die von schweizerischer Seite angekündigte finanzielle Bedingung für Deutschland undiskutierbar sei. Es handelt sich um die angebliche Bedingung, dass die Kaufpreise aus deutschen Warenlieferungen von den schweizerischen Bezügern nicht an den deutschen Lieferanten bezahlt, sondern an die Schweizerische Nationalbank abgeführt werden sollen, die sie nach einem bestimmten Schlüssel unter anderem zur Amortisierung schweizerischer Forderungen in Deutschland verwenden würde. Von schweizerischer Seite ist durch die Presse sofort dementiert worden, dass eine solche Bedingung gestellt worden sei. Inzwischen war aber die deutsche Behauptung bereits von der deutschen Presse aufgegriffen und zum Gegenstand von stellenweise sehr heftigen Angriffen auf die Schweiz gemacht worden.

Auf die mir am Abend des 29. Oktober vom Chef des Eidgenössischen Volkswirtschaftsdepartement telephonisch erteilte Weisung hin, begab ich mich am 30. Oktober früh zu Herrn Ministerialdirektor Ritter, um mich über die indiskrete und entstellende Verwendung eines Privatgesprächs – denn um ein solches handelte es sich nach den Mitteilungen des Volkswirtschaftsdepartements – zu beschweren. Über meine bezügliche Unterredung mit Herrn Ritter habe ich am 30. Oktober ausführlich an das Volkswirtschaftsdepartement berichtet⁴; ich darf mir erlauben, auf den Inhalt meines bezüglichen Schreibens zu verweisen.

Dass die in dem in meinem Bericht erwähnten Telegramm von Posse als Bedingung bezeichnete Äusserung von Herrn Direktor Stucki keineswegs eine solche war, dass es sich vielmehr lediglich um einen ausserhalb der Delegationsverhandlungen in privatem Gespräch unverbindlich geäusserten persönlichen Gedanken von Herrn Stucki handelte, ist von letzterem in seiner Aufzeichnung über das fragliche Privatgespräch vom 24. Oktober mit Herrn Posse ausführlich und eindeutig nachgewiesen⁵. Es ist aber, da ich an der Authentizität des mir vorgelegten Telegramms nicht zweifeln kann, zuzugeben, dass das Auswärtige Amt die von Posse gemeldete Äusserung Stuckis, so wie sie wiedergegeben war, als eine vom schweizerischen Delegationsführer dem deutschen angekündigte Bedingung auffassen musste. Inwiefern Herr Posse bei seiner unrichtigen Meldung einem zwar schwer erklärblichen Missverständnis oder dem Wunsch nach telegraphischer Kürze zum Opfer fiel oder tendenziös handelte, vermag ich nicht zu beurteilen. Wahrscheinlich aber kam die Meldung Herrn Ritter gelegen, denn sie schien es ihm zu ermöglichen, das Vorabkommen zu Fall zu bringen und gleichzeitig das Scheitern einer demütigenden Zumutung der Schweiz zuzuschreiben. Er hat später auch erklärt, dass er mit der Entfesselung der Pressekampagne die Kündigung des Handelsvertrags von seiten der Schweiz verhütet habe.

Herr Ritter ist nicht ein angenehmer Verhandlungsgegner. Er hat auch schon

3. Cf. n° 112, n. I.

4. Cf. n° 115.

5. Cf. n° 113.

bei einer früheren Differenz sehr scharfe Töne gegenüber der Schweiz angeschlagen. Ich erlaube mir, auf meinen bezüglichen Bericht an Sie vom 18. Oktober 1930⁶ zu verweisen. Im vorliegenden Fall war er wahrscheinlich noch überdies in gereizter Stimmung, weil bei den gepflogenen Verhandlungen Deutschland fast nur geben sollte, ohne etwas fordern zu können. So bemerkte er im Verlaufe unserer Unterredung, die Verhandlungen seien von schweizerischer Seite so ultimativ und diktatorisch geführt worden, dass sie den Namen von solchen nicht mehr verdienen.

Herr Ritter hat mir erklärt, er habe sich verpflichtet gefühlt, sofort die Interessenten von der schweizerischen «Bedingung» in Kenntnis zu setzen. Diese seien in Aufruhr geraten, sodass beispielsweise die I.G. Farben (mit welcher Behauptung er der Schweiz wohl Angst machen wollte) sofort die Verlegung ihres schweizerischen Sitzes von Basel nach Holland in Erwägung gezogen haben. Herr Ritter hat also die Pressekampagne entfesselt, zum mindesten nicht verhindert.

Ist demnach die letztere m. E. fast ausschliesslich auf Herrn Ritter zurückzuführen, wobei ich gerechterweise annehmen will, dass er wirklich glaubte, vor einer ihm unannehmbar erscheinenden schweizerischen Bedingung zu stehen, die abzuwehren seine Pflicht sei, so ist wichtig und beruhigend festzustellen, dass die Reichsregierung an seinem Vorgehen unbeteiligt war und dasselbe nicht gutheisst. Dies ist nämlich der Fall, wenn die Äusserungen, die Herr Ministerialdirektor Köpke⁷ vorgestern mir gegenüber machte, zutreffend sind und nicht nur nachträglich ein ungewohntes Vorgehen entschuldigen wollten.

Herr Köpke, mit dem ich seit vielen Jahren die besten Beziehungen unterhalte, kam bei meinem Besuch, den ich ihm zwecks Eröffnung der Mitteilungen des Volkswirtschaftsdepartements betreffend die Wiederaufnahme der Verhandlungen machte, auf den nun beigelegten Konflikt zu sprechen. Er bat mich aber, die bezüglichen Äusserungen, die er mir in Freundschaft mache, vertraulich zu behandeln, weshalb ich sie Ihnen auch nur mit derselben Bitte weitergebe.

Herr Köpke erklärte, dass Staatssekretär von Bülow und er selbst mit dem Vorgehen Ritters in keiner Weise einverstanden seien. Dass dieses Vorgehen möglich war, sei auf einen Regiefehler bzw. auf die Eigenmächtigkeit Ritters zurückzuführen. Das Telegramm von Posse habe zwar Köpke vorgelegen, sei dann aber von Ritter ohne vorherige Fühlungnahme mit den politischen Instanzen in der bekannten Weise behandelt worden. Wenn auch Ritter insofern in Schutz zu nehmen sei, als aus dem Wortlaut des Telegramms nicht ersichtlich war, dass es sich um ein Privatgespräch gehandelt habe, so sei dessen Handlungsweise doch unzulässig gewesen. Es wäre seine Pflicht gewesen, durch die Deutsche Gesandtschaft in Bern Aufklärungen zu verlangen und eventuell die Bedingung bei den schweizerischen Stellen als unannehmbar zu bezeichnen; aber man überfalle nicht ein befreundetes Land mit einer derartigen Pressekampagne. Ritter habe sich u. a. damit zu rechtfertigen versucht, dass er mit seinem Alarm die Kündigung des Vertrages durch die Schweiz vermieden habe. Die Kritik am Ver-

6. Cf. n° 40.

7. De l'Office des Affaires étrangères du Reich.

halten Ritters sei so weit gegangen, dass dieser schliesslich den bekannten Aus- spruch des entthronten Sachsenkönigs gemurmelt habe⁸. Aber auch im Kabinett sei das Vorgehen Ritters getadelt worden.

Darf aus diesen Ausführungen gefolgert werden, dass wir nicht vor einer von der Reichsregierung gewollten Brüskierung stehen, so möchte ich beifügen, dass an dem Empfang, den der Reichskanzler⁹ gestern als Aussenminister den Missionschefs gab, nicht nur die Spitzen des Auswärtigen Amtes mich, wie mir vorkam, besonders freundlich begrüssten (wobei der Reichspressechef u. a. äusserte, man könne die Presse wohl loslassen, habe sie aber heute nicht mehr so in der Hand wie früher), sondern dass der Reichskanzler selbst mich im Empfangssalon aus dem Kreise der Geladenen an seine Seite zog und als ersten in den Theesalon und dort vor dem Nuntius und den Botschaftern an seinen Theetisch führte und ein längeres Gespräch mit mir unterhielt, wobei er allerdings den Zwischenfall nicht berührte, sondern hauptsächlich über die bevorstehende Konferenz¹⁰ und die Haltung Frankreichs sprach und dabei den Wunsch äusserte, die Konferenz möchte in Basel stattfinden. Ich glaubte, in seinem Verhalten eine gewollte Aufmerksamkeit erblicken zu sollen.

Was sodann die Presse betrifft, so darf nicht übersehen werden, dass die Stimmung in Deutschland infolge der Krise den Gläubigerländern gegenüber eine etwas gereizte ist und dass man sich auch von der Schweiz, die das aus Deutschland flüchtende Kapital aufgenommen und zu hohen Zinsen wieder hier angelegt habe, nicht besonders freundlich behandelt fühlt. Dass der Ausbruch deshalb ein heftiger war, kann nicht sonderlich verwundern. Auch kennen wir ja die Nuancen des Stichwortes nicht, das der Presse direkt durch Ritter gegeben wurde. Die Angriffe waren vielleicht auch nicht ausschliesslich gegen die Schweiz gerichtet, sondern sollten auf die Lage hinweisen, in die das seiner Verpflichtungen wegen zur Exportförderung gezwungene Deutschland seinen Absatzländern gegenüber komme. Bemerkenswert ist immerhin, dass die Ausfälle, nachdem Ritter, wie er mir meldete, die Presse abblasen hatte, sofort verstummtten. Ich habe nach dem Gesagten den Eindruck, dass unangenehme politische Rückwirkungen des Zwischenfalles nicht zu befürchten sind und dass die Pressekampagne als erledigt betrachtet werden darf. Beides könnte sich aber ändern, wenn die bevorstehenden neuen Verhandlungen zu keinem Ergebnis, sondern im Gegenteil zur Kündigung des Handelsvertrages führen würden. Wenn dabei das deutsche Gefühl entstehen bzw. gezüchtet würde, dass die Kündigung auf einem Mangel an schweizerischem Verständnis für die deutsche Lage, auf Engherzigkeit beruhe, so dürfte allerdings eine neue Pressekampagne und vielleicht auch eine Verstimmung der Regierung zu erwarten sein.

Nun sehen ja die Aussichten für den Abschluss eines Abkommens nicht beson-

8. Le 13 novembre 1918, lors de l'invasion du palais royal, le roi de Saxe Frédéric-Auguste III s'était exclamé: «Macht euren Dreck alleine!».

9. H. Brüning.

10. Il s'agit de la conférence prévue pour le règlement de la question des réparations. Le 30 décembre suivant le gouvernement anglais proposera Lausanne comme lieu de la conférence et le 18 janvier comme date d'ouverture. Les propositions anglaises seront acceptées par toutes les puissances intéressées mais la conférence ne s'ouvrira à Lausanne que le 12 juin 1932.

ders gut aus. Das Volkswirtschaftsdepartement ist der Ansicht, dass nur auf dem Boden der Kontingentierung eine Lösung möglich ist. Ritter hat mir erklärt, dass dieses System, abgesehen vielleicht von einzelnen Ausnahmen, für Deutschland nicht annehmbar sei, und die Reichsregierung hat das Vorabkommen, das erst etwa 15% der für das Hauptabkommen in Aussicht genommenen Kontingentierung stipulierte, schon dieser 15% wegen abgelehnt. Herr Bundesrat Schulthess ist zwar bereit, andere deutsche Vorschläge zu diskutieren, erklärt aber, es gebe keinen andern gangbaren Weg und er würde es vorziehen, auch im Hinblick auf die Entwicklung in England, wenn die Schweiz sich Ellbogenfreiheit verschaffen könnte.

Ihrem Auftrage gemäss werde ich Ihnen in Zukunft die Kopien meiner auf diesen Fragenkomplex bezüglichen Berichte an das Volkswirtschaftsdepartement direkt zustellen.

/.../

120

E 2001 (C) 3/154

*Le Chef du Département de l'Economie publique, E. Schulthess,
au Ministre de Suisse à Vienne, M. Jäger*

*Copie
L Ba.*

Bern, 17. November 1931

Österreich-Devisenabkommen. Handelsvertrag

/.../

Indessen sind die Verhältnisse Österreich gegenüber derart unübersichtlich geworden, dass wir notwendigerweise auf eine sofortige Herabsetzung der im Handelsvertrag mit Österreich enthaltenen Kündigungsfrist dringen müssen. Wir bitten Sie daher, bei der Österreichischen Regierung die Zustimmung zur Reduktion der genannten Frist von drei Monaten auf einen Monat einholen zu wollen.

Das gleiche ist auch gegenüber Ungarn beabsichtigt. Die Sachlage ist Ihnen zur Genüge bekannt, so dass wir uns weiterer Begründung enthalten können.

Wir ersuchen Sie, uns vom Ergebnis Ihrer Schritte bei der Österreichischen Regierung *raschest* zu unterrichten. Sollte sich Österreich wider Erwarten zu dieser Herabsetzung nicht bereit erklären, so sähen wir uns gezwungen, den Handelsvertrag unverzüglich zu kündigen.

P.S. Wir bitten Sie, der Note eine Form zu geben, dass sie österreichischerseits nicht als schroff empfunden wird und wir infolgedessen die baldige Zustimmung Österreichs erwarten dürfen.

17 NOVEMBRE 1931

121

E 2001 (D) 2/265

*Le Chef du Département politique, G. Motta,
au Ministre de Suisse à Bucarest, F. von Salis*

*Copie**L YX*

Berne, 17 novembre 1931

Nous vous avions chargé, à la date du 1^{er} juillet 1930¹, d'une démarche de principe auprès du Gouvernement roumain à l'effet de faire faire un pas, que nous voulions espérer décisif, au problème de l'exécution des accords des 13 juin 1924 et 31 janvier 1925² sur les dettes privées roumaines libellées en francs. Etant donné qu'il n'en est malheureusement pas résulté la moindre amélioration, nous nous trouvons, comme précédemment, dans une impasse. La carence, pour ne pas dire l'obstruction, des Autorités roumaines et de leurs organes subalternes réduit pratiquement à néant les obligations assumées à l'égard des créanciers suisses.

Aussi bien, vous vous souviendrez que M. Boerescu³ avait pris, lors des conversations qui précédèrent le lancement en Suisse de l'emprunt roumain de consolidation, l'engagement de s'employer à hâter le règlement des affaires roumaines en suspens. Il est vrai que, lorsque nous avons tenté d'obtenir de lui des assurances écrites, il s'est dérobé. Nous ne doutons pas, cependant, qu'il reconnaîtra nous avoir fait certaines promesses et ne se refusera, par conséquent, pas au service que nous attendons de lui.

Vous voudrez, en effet, bien trouver ci-joint un projet d'aide-mémoire⁴ où sont exposés nos motifs de plainte et qui nous paraît pouvoir servir de base à une nouvelle intervention diplomatique de votre part. Dans l'état actuel des choses, nous avons évidemment moins que jamais à compter sur la bonne volonté du Gouvernement roumain. Nous avons tenu, néanmoins, à profiter de la présence à Bucarest de M. Boerescu, en Roumanie pour un séjour prolongé, afin de vous prier de vous concerter avec lui en vue d'une démarche simultanée, qui ne restera pas, nous aimons à le croire, sans effets pratiques.

Dans le même ordre d'idées, le Président de l'Office suisse pour les créances en Roumanie, M. le D^r Hodler, est venu nous entretenir de la grande perplexité où le met le fait que la somme de 25 000 francs due par la Roumanie à titre de contribution pour 1929 aux frais de l'Office ne lui a pas encore été versée. Cela ne saurait nous étonner outre mesure si nous en croyons les informations selon lesquelles l'Office roumain, de son côté, ne toucherait plus de subvention de son Gouver-

1. Non reproduit. Cf. E 2001 (C) 2/59.

2. Accords réglant l'amortissement des dettes privées roumaines. Le Département politique, tout en ayant participé aux négociations, ne les avait pas signés parce qu'il ne s'agissait pas de pourparlers officiels et parce que la Confédération n'y était pas intéressée directement en tant que créancière. Cf. RG, 1924, pp. 67-68 et 1925, p. 58.

3. Ministre de Roumanie en Suisse. Cf. n° 67.

4. Non reproduit.

nement et que nous songeons aux obstacles de tout genre que rencontre l'exécution des accords de 1924/1925.

La situation précaire de l'Office suisse menaçant, M. Hodler nous l'a confirmé, l'existence même de cette utile institution, nous devons trouver à tout prix les moyens de sortir de l'intolérable état de choses actuel. Nous nous plaisons à espérer, notamment, qu'il vous sera possible d'obtenir le versement *d'urgence* de l'annuité de 1929 et qu'une entente ne se fera pas attendre au sujet du montant des contributions ultérieures. Pour le surplus, qu'il s'agisse des questions que soulèvent l'exécution forcée et l'arbitrage, l'aide-mémoire nous paraît assez explicite pour qu'il soit superflu que nous l'analysions.

Il nous serait fort agréable que vous voulussiez bien entreprendre, *au plus tôt*, cette action d'entente avec M. Boeresco, auquel est destiné, dans notre idée, un des exemplaires de l'aide-mémoire. Nous serions favorables, ainsi qu'il ressort de l'aide-mémoire, à l'examen de l'ensemble du problème avec une délégation roumaine qui viendrait en Suisse. Si le Gouvernement roumain entrait dans ces vues, nous attacherions un très grand prix à ce que la conférence eût lieu encore cette année.

122

E 7110 1/22

*Le Directeur de l'Union suisse des paysans, E. Laur,
au Chef du Département de l'Economie publique, E. Schulthess*

L

Brugg, 19. November 1931

Heute früh bin ich von Berlin zurückgekehrt, um in Zürich meine Vorlesungen¹ und am nächsten Sonntag in Altstätten einen Vortrag über die Versicherungsvorlage zu halten. Am Sonntag abend werde ich nach Berlin zurückfahren. Bis jetzt haben die Deutschen unsere Begehren dilatorisch behandelt und noch keine Antworten erteilt². Wir haben in einer besondern Sitzung die landwirtschaftlichen Postulate besprochen und auch in internen Sitzungen der schweizerischen Delegation verschiedene Fragen noch weiter abgeklärt.

1. Laur est professeur à l'Ecole polytechnique fédérale de Zurich.

2. Laur est membre de la délégation suisse qui négocie à Berlin, depuis le 11 novembre, la modification du traité de commerce germano-suisse. Le Conseil fédéral, lors de sa séance du 9 novembre a accepté les instructions destinées aux délégués suisses à Berlin, instructions proposées par Schulthess:

/.../

/das Volkswirtschaftsdepartement stellt den Antrag/

es seien der deutschen Regierung die schweizerischen Begehren für die weitern Verhandlungen zu überreichen, und zwar in zwei Listen: Die eine Liste soll die Waren enthalten, bei denen die Einfuhr aus Deutschland unbedingt eingeschränkt werden muss, ohne dabei jedoch schon die Frage der dafür in Betracht fallenden Mittel zu präjudizieren. Diese Liste wird eine Zusammenfassung und teilweise Erweiterung der dem Bundesrate bereits am 22. Oktober unterbreiteten zwei provisorischen Listen (K und Z) sein. Der deutschen Regierung sei vorzuschlagen, diese Liste durch die beiderseitigen Delegationen im einzelnen zu diskutieren. Der schweizerischen Delega-

Gestern vormittag besprach die Delegation das Begehr des Schweizerischen Bauernverbandes betreffend den Grenzverkehr. Der Schweizerische Bauernverband schlägt vor, den Absatz 2 von B der Bestimmungen über den gegenseitigen Grenzverkehr betreffend den Marktverkehr³ abzuändern und die dort vorgesehenen Einfuhrmengen wie folgt zu verändern:

	je Landwirt und Tag kg	jährliches Maximum je Landwirt kg
Kartoffeln	100	2000
Kohl	20	500
Anderes frisches Gemüse	20	500
Obst	40	1000

Absatz 2, von B 2, Artikel 2, von Anlage C sollte aufgehoben werden⁴. (Lieferung in die Wohnstätten der Bewohner an Markttagen). Zudem sollte streng dar-

tion sei die Instruktion zu erteilen, überall dort, wo auf dem Zollwege Erleichterungen möglich sind, diesen Weg zu wählen, in den andern Fällen hingegen die Kontingentierung zu verlangen. Bei den Kategorien Holz und Konfektion, deren Kontingentierung den Hauptinhalt des vorläufigen Akommens gebildet hätte, sei die Delegation zu ermächtigen, nötigenfalls noch gewisse Erhöhungen der Kontingente zuzugestehen. Eine zweite Liste soll die Waren enthalten, wofür Erleichterungen bei der schweizerischen Ausfuhr nach Deutschland verlangt werden. Dabei handelt es sich einerseits um Begehren, die auf Wiederherstellung der durch die deutsche Zollpraxis zu unserm Nachteil alterierten vertraglichen Ansprüche gehen, andererseits, wie namentlich bei den Uhren und der Stickerei, aber auch bei mehreren andern Waren, um Begehren auf neue wesentliche Erleichterungen durch Herabsetzung der deutschen Zölle. Überdies habe die schweizerische Delegation das Äusserste zu versuchen, um so rasch wie möglich von Deutschland die schon seit langem verlangte Freigabe der Bindung der schweizerischen Schuhzölle zu erwirken.

Der Vorsteher des Volkswirtschaftsdepartementes fügt mündlich bei, dass die vorgelegten beiden Listen nicht vollständig seien und noch der Ergänzung bedürften. Aus Mangel an Zeit sei es nicht möglich gewesen, auf die heutige Sitzung alle Zollpositionen aufzuzeichnen, die Gegenstand der Verhandlungen mit Deutschland bilden müssen. Er bittet daher um die Ermächtigung zur Vervollständigung der Listen.

Ferner macht er darauf aufmerksam, dass der Schweizer Hotelierverein das Gesuch gestellt habe, es möchte in den kommenden Handelsvertragsverhandlungen von Deutschland auch eine Milderung des gegenwärtigen Zustandes auf dem Gebiete der Devisenbewirtschaftung erwirkt werden. Herr Schulthess glaubt, dass es schwierig sein werde, in dieser Beziehung etwas zu erreichen. Allerdings wäre es für unsere Fremdenindustrie von Wichtigkeit, wenn der Betrag, der an deutschen Devisen bei einer Reise nach der Schweiz aus Deutschland ausgeführt werden darf, angemessen erhöht würde. Deshalb sollte immerhin versucht werden, auch in dieser Hinsicht gewisse Zugeständnisse von Deutschland zu erlangen. Doch wäre diese Frage des Touristenverkehrs erst am Ende der Verhandlungen aufzuwerfen, also nachdem die Besprechungen über den Warenverkehr gewissermassen abgeschlossen sind.

Der Rat stimmt den Ausführungen und Anträgen des Volkswirtschaftsdepartementes zu (E 1004 1/331).

3. Ces dispositions sur le trafic réciproque de frontière constituent l'Annexe C au traité de commerce germano-suisse du 14 juillet 1926. Cf. RO, 1926, vol. 42, p. 913.

4. La teneur exacte du paragraphe dont Laur demande la suppression est la suivante: Est assimilé à la vente sur les marchés la livraison qui est faite au domicile des habitants des localités où a lieu le marché et le jour où il se tient (RO, 1926, vol. 42, p. 913).

auf geachtet werden, dass diese Erzeugnisse immer vom Landwirte selbst, resp. von einem Mitgliede seiner Familie oder einem Angestellten, auf den Markt geführt werden.

Bevor der Schweizerische Bauernverband seine Eingabe formuliert hatte, hat die Handelsabteilung, gestützt auf eine allgemeine Bemerkung, die ich an der Konferenz der Unterhändler machte, die Regierungen der Grenzkantone um Ansichtsausserung ersucht. Die betreffenden Antworten gingen aber von der unrichtigen Voraussetzung aus, es handle sich um die vollständige Aufhebung des gesamten Grenzverkehrs, ja sogar des landwirtschaftlichen Bewirtschaftungsverkehrs. Infolgedessen haben die Antworten der Regierungen nur eine beschränkte Bedeutung. Sie wären wahrscheinlich wesentlich anders ausgefallen, wenn ihnen der Antrag des Schweizerischen Bauernverbandes unterbreitet worden wäre.

Die Delegation hat leider mit allen gegen meine Stimme den Antrag des Schweizerischen Bauernverbandes abgelehnt und schlägt dem Bundesrate vor, die Frage bei diesen Verhandlungen nicht zu berühren. Dabei ist allerdings zu beachten, dass die deutsche Delegation das ganze Problem des Grenzverkehrs aufgerollt hat.

Der Schweizerische Bauernverband hat sich schon seit vielen Jahren mit den Verhältnissen befasst, die sich namentlich im Grenzverkehr mit Basel-Stadt ergeben haben. Es ist ein alter Wunsch der Landwirtschaft, es möchte hier eine Änderung vorgenommen werden. Dieser Wunsch ist namentlich auch verstärkt worden, seitdem die Schweiz es sich gefallen lassen musste, dass ihr Milchexport auch im Grenzverkehr mit einem sehr hohen Schutzzoll belegt wird. Sie hat infolgedessen den grössten Teil ihres Milchexportes verloren, und einzig bei Konstanz ist ein kleines zollfreies Quantum von 2500 Litern täglich geblieben, das neuerdings durch die Einführung der Vorschrift der Pasteurisation vielleicht gefährdet wird. Deutschland hat auch in den letzten Jahren die autonom gewährten Vergünstigungen im Grenzverkehr wesentlich reduziert. Die Tabakfabrikanten schätzen, dass dadurch ihnen ein Export von 2 Millionen Franken verlorenging.

Die Gründe, welche die Delegation veranlassen, den Vorschlag des Schweizerischen Bauernverbandes abzulehnen, sind folgende:

1. Die Verhältnisse seien nicht genügend untersucht. Demgegenüber stellen wir fest, dass es sich hier um Beschwerden handelt, die schon seit vielen Jahren Gegenstand von Eingaben waren. Es liegt auch in bezug auf die Kartoffeln ein Bericht der eidg. Alkoholverwaltung vor, der viele Einzelangaben über die Missstände im Kartoffelverkehr enthält. An der Delegiertenversammlung des Schweizerischen landwirtschaftlichen Vereines, die jüngst in Basel stattgefunden hat, kam die Frage zur Sprache, und von allen Seiten, selbst von den Vertretern der Konsumvereine, wurde erklärt, dass die heutigen Zustände einfach unhaltbar seien. Einer der besten Kenner der Verhältnisse, Herr Feigenwinter in Basel, hat uns einen schriftlichen Bericht⁵ erstattet, den wir der Handelsabteilung zur Kenntnis brachten. Alle diese Tatsachen stehen im Widerspruch zu der Behauptung der Oberzolldirektion, es sei in Basel alles in schönster Ordnung, und ein Bedürfnis nach Änderung liege nicht vor. Es gibt wohl von allen Begehren, die von

5. Non retrouvé.

industrieller Seite zu diesen Verhandlungen mit Deutschland gemacht worden sind, kein einziges, das so vielseitig und gründlich behandelt worden ist wie die Frage des Grenzverkehrs. Bei den industriellen Begehren hat man sich in der Regel mit einem Briefe einer interessierten Firma begnügt. Hier bei dieser Grenzverkehrsfrage wird ein viel strengerer Massstab von der Delegation angewendet.

2. Die Hauptmissstände betreffen nicht die Einfuhr aus Deutschland, sondern aus dem Elsass. Es ist dies richtig, wenn schon auch die deutsche Einfuhr zu Klagen Anlass gibt. Nun hat aber der Bundesrat autonom Frankreich die gleichen Vergünstigungen zugestanden, die im deutschen Vertrage vereinbart worden waren. Er liess sich dabei wohl von der Überlegung leiten, dass das Elsass vor dem Kriege im Mitgenuss der Grenzerleichterungen war. Trotzdem Frankreich kein Gegenrecht hält, wurde ihm die Vergünstigung freiwillig zugestanden. Wird der Handelsvertrag mit Deutschland abgeändert, so wird Frankreich ohne weiteres der Änderung zustimmen. Ganz anders liegen aber die Dinge, wenn man auf dem Markte in Basel eine Differenzierung zwischen der Einfuhr aus Deutschland und aus dem Elsass machen wollte. Das gäbe sicherlich Anlass zu grossen Beschwerden. Wir haben Bedenken, im gegenwärtigen Augenblicke, wo immer die Frage der Kontingentierung unseres Käseexportes in Diskussion ist, eine solche Differenzierung einzuführen. Wir sehen deshalb als sicher voraus, dass, wenn uns hier die Lösung der Frage im deutschen Vertrage verweigert wird, eine Beseitigung der Missstände unmöglich ist. Wenn aber der deutsche Vertrag eine Änderung erfährt, so kann der elsässische Verkehr ohne jede Schwierigkeit sofort rationeller gestaltet werden.

3. Die Delegation ist der Meinung, dass, wenn die Schweiz ein Grenzverkehrsbegehren einbringen werde, sie genötigt sei, auch den deutschen Begehren entgegenzukommen. Die Deutschen haben ja bereits, namentlich in Rücksicht auf die Brot- und Mehlausfuhr, die Änderung des Grenzverkehrs angemeldet. Es ist aber nicht einzusehen, weshalb nun plötzlich beim Grenzverkehr die Stellung der Schweiz schwächer sein soll als bei allen andern Positionen. Die Industrie hat nicht nur in bezug auf Zollerhöhungen und Kontingente sehr weitgehende Forderungen gestellt, sondern sie meldet auch für den Export sehr weitgehende Begehren an. Wenn die Schweiz die Kraft hat, das ohne wesentliche Gegenkonzessionen an Deutschland durchzusetzen, warum soll das nun hier im Grenzverkehr nicht möglich sein, wo es sich einfach um Aufhebung offensichtlicher Missstände und nicht einmal um völlige Beseitigung dieses Grenzverkehrs handelt?

Ich gestatte mir, darauf hinzuweisen, dass, abgesehen vom Holz, die ganze vorgesehene Revision fast ausschliesslich industrielle und gewerbliche Positionen betrifft. Für die Landwirtschaft bedeutet das Abkommen unzweifelhaft eine Belastung durch Verteuerung industrieller Produkte. Ich habe vergeblich darauf aufmerksam gemacht, dass der grosse Wunschzettel der Industrie und des Gewerbes es rechtfertigen würde, auch in den wenigen landwirtschaftlichen Positionen einiges Entgegenkommen zu zeigen. Die Landwirtschaft wird ja im Hinblick auf die Holzfrage dem Abkommen unter allen Umständen beistimmen. Das erleichtert es natürlich denjenigen Kreisen, die an den industriellen und gewerblichen Positionen interessiert sind, die landwirtschaftlichen Postulate im weitem abzulehnen.

Man wird es aber in den landwirtschaftlichen Kreisen ausserordentlich be-

dauern, dass diese wohl einzige Gelegenheit, die schlimmen Zustände im Grenzverkehr etwas zu bessern, versäumt wird. Man muss das um so mehr empfinden angesichts der Tatsache, dass es dem Bundesrat nicht möglich war, der Landwirtschaft in Sachen des Grenzverkehrs mit Milch helfen zu können.

Aus allen diesen Gründen ersuche ich Sie, hochgeehrter Herr Bundesrat, dringend, Sie möchten dem Bundesrat beantragen, es sei, entgegen der Ansicht der Mehrheit der Delegation, der Wunsch des Schweizerischen Bauernverbandes in die Begehrenliste der Schweiz aufzunehmen⁶.

6. *Le résultat des négociations de Berlin est constitué par le deuxième arrangement additionnel au traité de commerce germano-suisse, signé le 23 novembre, accepté par le Conseil fédéral le 27 novembre et mis provisoirement en application (par échange de notes du 3 décembre) à partir du 15 décembre 1931. Cf. le texte de l'arrangement et les notes échangées in E 7110 1/26.*

123

E 2001 (C) 4/103

*Le Chef du Département politique, G. Motta,
à la Légation de Suisse à Rome*

*Copie
L ZP*

Berne, 20 novembre 1931

Nous avons l'honneur de vous confirmer notre lettre du 13 de ce mois¹ sur la continue reprise d'une prétendue question tessinoise dans les journaux italiens. Plusieurs faits nouveaux ont surgi depuis lors, qui, bien que nous nous abstensions de toute exagération, inutile et nuisible dans les circonstances, doivent néanmoins retenir notre sérieuse attention.

Tout d'abord, la publication d'un appel de prétendus «Giovani Ticinesi» – dont la nationalité tessinoise est d'ailleurs sérieusement mise en doute – dans des journaux aussi répandus que la «Tribuna» et d'autres organes de presse, a provoqué dans notre opinion publique une réaction vive, mais des plus compréhensibles. Vous aurez pu vous en rendre compte en parcourant, en particulier, les journaux tessinois qui parviennent à votre Légation.

De plus, nous apprenons la nouvelle de la préparation d'une nouvelle édition de l'«Almanacco»² de la trop fameuse «Adula». Vous vous souvenez que c'est en Italie, sauf erreur à Varese ou à Bologne, que la première édition de cet élaborat [sic!] a été imprimée.

Nous ne nous dissimulons pas que c'est toujours le même petit groupe autour d'Emilio Colombi³, dont l'activité frise de plus en plus la haute trahison, qui nous

1. *Non reproduit.*

2. *Cf. n° 55.*

3. *Journaliste tessinois, rédacteur à «l'Adula», correspondant de plusieurs journaux suisses et italiens.*

Sur E. Colombi, l'«Adula» et le problème de l'irrédentisme au Tessin, cf. aussi E 2001 (C) 4/101 et 102.

cause ces perpétuels ennuis. Nous reconnaissions, d'autre part, volontiers que, l'an dernier, le Gouvernement italien a pris des mesures pour empêcher la diffusion de l'«Almanacco» dans le Royaume. En revanche, nous sommes fondés à nous plaindre de la condescendance dont certains milieux italiens qui, directement ou indirectement, se rattachent au régime en Italie font preuve à l'égard des agissements de Colombi. Dans notre précédente lettre déjà, nous avions dû marquer notre surprise du fait que des journaux inféodés au régime et qui passent souvent pour officieux ouvrent leurs colonnes à des articles de prétendus irrédenstistes suisses. Ce que nous disions alors vaut à plus forte raison aujourd'hui, où nous voyons publier dans le journal romain ayant peut-être la plus large diffusion⁴ l'appel des «Jeunes Tessinois», dont il serait sans doute difficile de spécifier le nombre et les qualités.

Enfin, nous ne saurions que déplorer les encouragements, que nous ne pouvons que considérer comme peu amicaux, qui ne cessent d'être donnés en Italie, sous prétexte de propagande de l'«italianité», à des éléments dont toute l'action est hautement désapprouvée par la presque totalité de leurs concitoyens de langue italienne. Rappelons, à ce propos, certaines tendances qui se sont manifestées, sous le couvert d'études scientifiques, dans l'«Archivio storico della Svizzera italiana»⁵. Rappelons, en outre, les articles d'un Garobbio, publiés grâce à l'indulgence, pour n'en pas dire d'avantage, du Professeur Solmi dans la revue «Raetia»⁶, périodique à tout le moins superflu. Ces jours-ci encore, le 18 novembre, le «Popolo e Libertà» reproduit un entrefilet du «Corriere della Sera» du 16 de ce mois à teneur duquel l'«Institut fasciste de culture» aurait ouvert ses cours à Bolzano par une conférence d'Emilio Colombi sur le thème: «Italia e Svizzera di fronte al problema nazionale del Canton Ticino». Nous ne voulons pas nous arrêter au fait que, par une ironie aussi étrange que sans doute involontaire, Colombi ait choisi la ville de Bolzano pour s'étendre sur le problème national dans le Canton du Tessin. Mais, ce dont nous sommes en droit de nous étonner, c'est qu'une institution qui, certainement, ne vit que des subsides directs ou indirects du régime fasse appel à un personnage moralement répudié par une nation amie pour son activité antipatriotique.

Considérant toutes ces manifestations dans leur ensemble, nous croyons le moment venu de vous prier de vouloir bien entretenir soit le Ministre des Affaires étrangères d'Italie à son retour de Washington, soit, le cas échéant, le Sous-Secré-

4. *La «Tribuna».*

5. Cf. DDS vol. 9, nos 116 et 125.

6. A. Garobbio, jeune tessinois établi à Milan, avait déjà collaboré à l'«Almanacco della Svizzera italiana» (cf. no 55). Cf. E 2001 (C) 4/101.

La revue «Raetia», dirigée par A. Solmi, professeur à l'Université de Pavie, paraissait à Milan depuis janvier 1931. Dans une lettre confidentielle à Wagnière du 3 mars 1931, Motta écrivait:
/.../

Nous estimons avec vous qu'il convient de suivre de très près l'activité de ce groupe d'intellectuels italiens qui, après avoir lancé «l'Archivio Storico della Svizzera Italiana», se proposent maintenant d'intéresser l'opinion publique au prétendu caractère italien, non seulement des vallées de langue italienne du Canton des Grisons, mais aussi des parties ladines et suisse-allemandes de ce Canton.

/.../(E 2001 (C) 4/101.

taire d'Etat⁷, de la situation, en faisant un appel amical au Gouvernement italien pour qu'il contribue à mettre un terme aux agissements regrettables dont il s'agit. Le Gouvernement royal s'est sans doute persuadé, au cours des dernières années, de notre volonté bien arrêtée de ne pas grossir les incidents et de ne jamais laisser dévier une discussion sur des faits du jour dans un sens préjudiciable aux véritables intérêts des deux pays. Nous voulons espérer que, se conformant aux assurances maintes fois données et plusieurs fois confirmées par des actes, il ne souffrira plus des encouragements directs ou tacites, donnés par des journaux ou des groupements dépendant du régime, à l'activité pernicieuse de quelques renégats. Nous apprendrions, en particulier, avec une vive satisfaction toute mesure que pourra prendre le Gouvernement italien pour arrêter la publication de la nouvelle édition projetée de l'«Almanacco». De même, nous voulons espérer qu'un mot d'ordre pourra être donné aux principaux journaux romains à l'effet de leur enjoindre une plus grande prudence dans l'accueil qu'ils réservent aux articles des Colombi et nous souhaitons, enfin, que des indications analogues parviennent notamment aux organisations telles que l'«Istituto fascista di cultura», qui n'ont rien à gagner à s'étendre sur de prétendues questions internationales n'existant pas en réalité, selon la ferme volonté du Gouvernement italien, que nous ne voulons pas mettre en doute.

P.S.⁸: Nous aimerais que votre démarche soit faite, si possible, directement auprès de M. Grandi.

7. A. Fani.

8. De la main de Motta.

124

E 2001 (C) 3/143

*Le Chef de la Division des Affaires étrangères du Département politique,
P. Dinichert, au Ministre de Suisse à Paris, A. Dunant*

Copie

L YV

Bern, 28. November 1931

In Beantwortung Ihres Schreibens Nr. XII-B-23-31 vom 24. d. M.¹ beecken wir uns, Ihnen mitzuteilen, dass sich die Bemerkung in dem uns eingesandten Artikel aus der Zeitung «La Journée Industrielle»² über einen Kompensationsverkehr mit Österreich zweifellos auf die Bemühungen der Schweizerischen Zentrale für Handelsförderung bezieht, schweizerische Exporteure mit Importeuren österreichischer Waren in Verbindung zu bringen zwecks direkter gegenseitiger Verrechnung von Guthaben und Schulden.

Im übrigen sind mit Österreich und Ungarn, den beiden Ländern, deren Deviensperre den schweizerischen Export am empfindlichsten traf, schon vor geraumer Zeit Verhandlungen zur Regelung des gegenseitigen Zahlungsverkehrs aufgenommen worden.

1. Non reproduit.

2. Du 24 novembre précédent.

Mit *Ungarn*³ war es verhältnismässig leicht, zu einer Einigung zu gelangen. Die schweizerische Handelsbilanz nach diesem Lande hat in den letzten Jahren eine für uns äusserst ungünstige Entwicklung genommen. Während im Jahre 1925 einer Einfuhr aus Ungarn von 20 Millionen Franken eine Ausfuhr von 15 Millionen gegenüberstand, war die Einfuhr 1930 auf 42 Millionen gestiegen, die Ausfuhr aber auf 13,6 Millionen gesunken. Das Defizit der schweizerischen Handelsbilanz gegenüber Ungarn, das im Jahre 1929 noch 4,4 Millionen Franken betrug, ist für 1930 auf 28 Millionen angewachsen. Ungarn hat insbesondere seine Ausfuhr an landwirtschaftlichen Produkten (Getreide, Malz, Zucker, Wein, Sprit, Pferde und Vieh) stark gesteigert, wogegen die Produkte unserer Exportindustrie infolge der sehr hohen ungarischen Zölle und der stark gesunkenen Kaufkraft dieses Landes immer weniger Abnehmer fanden.

Es ist unter diesen Umständen klar, dass Ungarn selbst das grösste Interesse daran hatte, den Warenverkehr mit uns durch seine Devisenvorschriften nicht zu stören und einzulenken, als vom Bundesrat eine Kündigung des Handelsvertrages in Erwägung gezogen wurde. In direkten Besprechungen in Wien und Budapest, an denen schweizerischerseits die Herren Professor Bachmann⁴ und Dr. O. Hulftegger⁵ teilnahmen, konnte am 14. d. M. eine Einigung erzielt werden. Das Abkommen ist von beiden Regierungen bereits genehmigt worden. Es wurde in der Nummer 275 des Handelsamtsblattes vom 26. d. M. veröffentlicht (französischer Text in Nummer 276)⁶. Gleichzeitig ist die Kündigungsfrist für den Handelsvertrag von drei Monaten auf einen Monat verringert worden.

Grössere Schwierigkeiten boten die Verhandlungen mit *Österreich*. Über die Entwicklung der schweizerisch-österreichischen Handelsbilanz geben folgende Zahlen Auskunft:

<i>Jahre</i>	<i>Einfuhr in die Schweiz in Millionen Fr.</i>	<i>Ausfuhr aus der Schweiz in Millionen Fr.</i>
1925	41,1	70,3
1926	39,6	66,3
1927	45,6	80,6
1928	57,1	70,8
1929	54,9	68,5
1930	50,5	54,6
1931	32,6	34,0
(9 Monate)		

Die Einfuhr aus Österreich nach der Schweiz vermag also die Ausfuhr der Schweiz nach Österreich nicht zu finanzieren. Die Zahlungsbilanz gestaltet sich zudem für Österreich infolge des Anleihedienstes noch wesentlich ungünstiger.

3. Cf. n° 95.

4. Président du Directoire de la Banque nationale.

5. 1^{er} Secrétaire du Vorort de l'Union suisse du commerce et de l'industrie.

6. Pour le texte de l'accord, cf. aussi RO, 1931, vo. 47, pp. 793-796.

Immerhin gelang es den oben genannten schweizerischen Unterhändlern, sich auch mit Österreich über den Text eines Devisenabkommens zu einigen⁷.

Dieses Abkommen ist allerdings vom Bundesrat bis heute noch nicht genehmigt worden. Wie Ihnen aus der Rede des Vorstehers des Volkswirtschaftsdepartements am Ustertag⁸ bekannt sein dürfte, muss sich die Schweiz in der Gestaltung ihrer Handelsbeziehungen mit dem Auslande möglichst freie Hand wahren. Es wurde deshalb im Zusammenhange mit dem Devisenabkommen auch die Zustimmung Österreichs zur Herabsetzung der Kündigungsfrist im Handelsvertrage von drei Monaten auf einen Monat verlangt. Die Unübersichtlichkeit der handelspolitischen Verhältnisse mit Österreich erfordert zudem eine sehr sorgfältige Prüfung des Devisenabkommens.

Aus allen diesen Gründen hat sich die Inkraftsetzung des Devisenabkommens mit Österreich etwas verzögert. Es darf indessen erwartet werden, dass der Bundesrat in einer seiner nächsten Sitzungen⁹ nun endgültig Stellung beziehen wird.

Mit andern Ländern schweben derzeit keine Unterhandlungen zur Schaffung eines Devisenclearings. Insbesondere ist der Handelsverkehr mit *Deutschland*¹⁰ von der vom Reiche eingeführten Devisenzwangswirtschaft nicht in dem Masse berührt worden wie derjenige mit Österreich und Ungarn. Wie Sie wissen, haben zudem soeben die Verhandlungen mit Deutschland über die Neuregelung der gegenseitigen Handelsbeziehungen ihren vorläufigen Abschluss gefunden. Das Hauptergebnis dieser Unterhandlungen, das zweite Zusatzabkommen zu dem schweizerisch-deutschen Handelsvertrage vom 14. Juli 1926¹¹, das am 23. November in Berlin abgeschlossen wurde, wird in der heutigen Ausgabe des Handelsamtsblattes (Nr. 277) veröffentlicht.

/.../

7. Pour le texte de l'accord avec l'Autriche, conclu à Vienne le 12 novembre, cf. RO, 1931, vol. 47, pp. 789–792.

8. Il s'agit de l'important discours sur la Suisse devant la crise économique, prononcé par Schultess à Uster le 22 novembre 1931. Cf. texte du discours in Nachlass E. Schulthess, J.I.6.1/8.

9. Cf. n° 125.

10. Cf. n° 113.

11. Cf. RO, 1926, vol. 42, pp. 828–921.

125

E 1004 1/331

CONSEIL FÉDÉRAL
Procès-verbal de la séance du 1^{er} décembre 1931¹

1976. Devisenabkommen mit Österreich

Volkswirtschaftsdepartement. Antrag vom 30. November 1931

Das Volkswirtschaftsdepartement berichtet:

«Nachdem wir Sie in früheren Sitzungen mündlich über den Stand der mit Österreich eingeleiteten Devisenverhandlungen unterrichteten, haben wir Ihnen am 16.ds. Mts. mitgeteilt, dass diese Unterhandlungen am 12. November zur Abfassung eines Devisenabkommens mit Österreich geführt haben, dessen Wortlaut wir Ihnen unterbreiteten².

Wir wiederholen nachstehend kurz den wesentlichen Inhalt dieses Abkommens:

I. Österreich erklärt sich bereit, den Ertrag seines Exportes nach unserem Lande in der Schweiz zu belassen. Das geschieht dadurch, dass die schweizerischen Käufer österreichischer Waren ihre Schuld an die österreichischen Verkäufer in Schweizerfranken auf ein bei der Schweizerischen Nationalbank geführtes Sammelkonto einzahlen. Solange diese Eingänge in Schweizerfranken die Summe der am 1. Dezember 1931 fälligen österreichischen Warenschulden, der Schweiz gegenüber, nicht erreicht haben, sollen $\frac{2}{3}$ der in Schweizerfranken eingegangenen Beträge zur Befriedigung dieser Warenschulden verwendet werden, während $\frac{1}{3}$ für die Abwicklung des österreichischen Schuldendienstes in der Schweiz zu reservieren ist. Sobald aber die erwähnte Summe der am 1. Dezember 1931 fälligen österreichischen Warenschulden durch die Eingänge in Schweizerfranken erreicht ist, soll nur noch *die Hälfte* zur Befriedigung der Schweizer-Warengläubiger verwendet werden und die andere Hälfte für den österreichischen Schuldendienst in der Schweiz reserviert bleiben.

In analoger Weise soll auch der österreichische Käufer seine Schuld an den Schweizer Verkäufer in österreichischen Schillingen auf ein Sammelkonto der österreichischen Nationalbank einzahlen. Die beiden Nationalbanken verstündigen einander von jeder erfolgten Einzahlung mit dem Ersuchen, den betreffenden Verkäufer aus dem Sammelkonto unter Zugrundelegung der gesetzlichen Währungsparität auszuzahlen. Der betreffende Verkäufer hat jedoch auf die sofortige Auszahlung der ihm zustehenden Beträge nur insoweit Anspruch, als das Sammelkonto bei der betreffenden Nationalbank ein im Sinne des vorstehenden Absatzes verfügbares Guthaben aufweist, andernfalls erfolgt die Auszahlung an ihn erst nach Eingang neuer Kaufpreiszahlungen, und zwar in chronologischer Reihenfolge der erteilten Auszahlungsaufträge.

1. *Absent: Musy.*

2. *Non reproduit.*

Soweit infolge wechselseitiger Kaufgeschäfte zwischen einer österreichischen und einer schweizerischen Vertragspartei die Möglichkeit gegenseitiger Verrechnung vorliegt, erklärt sich die österreichische Nationalbank bereit, diese Verrechnungen im einzelnen Falle, insoweit dies angängig ist, zu bewilligen.

In Art. 4 des Abkommens ist der Wunsch ausgedrückt, die österreichische Einfuhr in der Folgezeit, soweit angängig, zu steigern, um so die Abtragung der alten Warenforderungen der Schweiz zu beschleunigen und auch die neuen Warenforderungen, so gut es geht, auf dem Ausgleichswege zu befriedigen.

Das Abkommen soll vorläufig für 4 Monate Gültigkeit haben und weiterhin je 4 Monate in Kraft bleiben, sofern nicht vor Ablauf des dritten Monats der eine oder andere Vertragsteil die Kündigung ausspricht.

II. Wir haben dieses Abkommen in bezug auf Inhalt und Tragweite einer eingehenden Prüfung unterzogen, als deren Ergebnis wir uns veranlasst sehen, hier ausdrücklich den Bedenken Ausdruck zu verleihen, die vom handelspolitischen Standpunkt aus gegen den Abschluss eines solchen Abkommens erhoben werden müssen.

Die Grundlage der Handelsbeziehungen zwischen der Schweiz und Österreich bildet der bestehende Handelsvertrag vom 6. Januar 1926³. Er enthält neben einer grossen Anzahl von Tarifvereinbarungen nicht nur den Grundsatz der Meistbegünstigung, sondern auch die Verpflichtung der vertragschliessenden Teile, den gegenseitigen Handel nicht durch Einfuhr-, Ausfuhr- oder Durchfuhrverbote oder -Beschränkungen irgendwelcher Art zu hindern. Die schweizerische Aussenhandelsbilanz, Österreich gegenüber, ist in den letzten Monaten ziemlich ausgeglichen, d. h. die österreichische Einfuhr in die Schweiz hält sich ungefähr auf der gleichen Höhe wie die schweizerische Ausfuhr nach Österreich. Sollte es bei diesem Zustand bleiben, so hiesse das, auf die Bestimmungen des erwähnten Devisenabkommens angewendet, dass, sobald die aufgelaufenen österreichischen Warenschulden an die Schweiz gedeckt sind, nur für 50% des künftigen schweizerischen Exports Devisen zur Verfügung stehen. Das bedeutet aber nichts anderes, als eine wesentliche Beeinträchtigung der schweizerischen Ausfuhr nach Österreich, was mit dem bestehenden Handelsverträge nicht vereinbar ist. Durch eine solche einseitige Beschränkung des schweizerischen Exportes nach Österreich wird der Handelsvertrag mit Österreich seiner wesentlichen Grundlagen beraubt. Dieser Vertrag sichert beiden Parteien im gegenseitigen Warenverkehr Vorteile; das Devisenabkommen beseitigt die Verletzung des gegenwärtigen Handelsvertrages durch Österreich nur teilweise, während Österreich die ihm zugesicherten Vorteile weiterhin geniesst. Der Handelsvertrag kann seine volle Wirksamkeit für die Schweiz nicht mehr entfalten, während sein Wert für Österreich nach wie vor besteht. Durch die Verknüpfung handelsvertraglicher Abmachungen mit andern Problemen rücken wir aber von den bisher gepflogenen Methoden der Handelsvertragspolitik ab und zwar im vorliegenden Falle zu Lasten der schweizerischen Exportproduktion.

Wir haben den schweizerischen Delegierten anlässlich ihrer telephonischen Berichterstattung über den Gang der Verhandlungen ausdrücklich erklärt, dass wir

3. Cf. DDS vol. 9, n° 136.

nur eine Regelung, die die volle Deckung des schweizerischen Warenexportes vorsehe, als mit den Bestimmungen des Handelsvertrages vereinbar ansehen. Wir haben unsere Unterhändler daher dringend ersucht, Österreich gegenüber auf eine Erhöhung der erwähnten Ziffern ($\frac{2}{3}$ und $\frac{1}{2}$) zu dringen.

III. Die beiden schweizerischen Delegierten, Professor Bachmann⁴ und Dr. Hulftegger⁵, die uns inzwischen auch mündlich über die Verhandlungen Bericht erstattet haben, sind der bestimmten Ansicht, dass das in Wien vorbereitete Abkommen angesichts der bestehenden Verhältnisse annehmbar sei. Wie sie uns mitteilen, wurde ihnen österreichischerseits erklärt, dass Österreich keinem andern Staat in der Devisenfrage so weit entgegenkommen könne, wie es in diesem Abkommen der Schweiz gegenüber geschehe. Eine Erhöhung der genannten Ansätze ($\frac{2}{3}$ und $\frac{1}{2}$) sei ausgeschlossen. Herr Sektionschef Dr. Schüller⁶ erklärte sogar, dass Österreich in kurzer Zeit nicht mehr in der Lage wäre, sich auf der jetzt noch möglichen Basis mit uns zu verständigen. Die schweizerischen Delegierten empfehlen die Annahme des Abkommens besonders auch deshalb, weil dadurch erreicht wird, dass der gesamte Erlös aus dem österreichischen Export nach der Schweiz in unserm Lande verbleibt. Die beiden Herren sind davon überzeugt, dass auch durch eine Kündigung des Handelsvertrages mit Österreich ein günstigeres Abkommen nicht erzielt werden könnte. In Anbetracht der schwierigen und sehr unübersichtlichen Lage Österreichs seien auch die dringenden Begehren der schweizerischen Industrie, endlich für ihre Forderungen Bezahlung zu erhalten, nur zu verständlich.

[IV.] Unsere Unterhändler sind sich der Tatsache wohl bewusst, dass die schweizerischen Exportmöglichkeiten nach Österreich mit Rücksicht auf die abnehmende Kaufkraft zurückgehen werden. Wenn auch das Abkommen für den schweizerischen Export unbefriedigend sei, so könne doch bei den gegenwärtigen Verhältnissen in Österreich mit Sicherheit angenommen werden, dass ein weitergehendes Zugeständnis von seiten Österreichs nicht möglich sei. Es müsse immer wieder betont werden, dass durch das Abkommen der ganze Erlös aus der österreichischen Einfuhr in die Schweiz bei uns zurückgehalten und dadurch eine Abtragung der bestehenden schweizerischen Warenforderungen, Österreich gegenüber, und eine teilweise Deckung der neuen schweizerischen Exporte gesichert werde. Ferner sei hervorzuheben, dass der Abschluss dieses Abkommens die ganze Zuteilungsfrage von Devisen für schweizerische Warenlieferungen der Behandlung durch die inzwischen in Österreich gegründeten 49 Fachausschüsse, die nach Warengruppen und Dringlichkeit jede Devisenzuweisung zu begutachten haben, vollständig entzieht und ausschliesslich dem vorgesehenen Abrechnungsverkehr zwischen den beiden Nationalbanken unterstellt.

Im übrigen sei darauf hinzuweisen, dass das Abkommen kurzfristig sei und daher veränderten Verhältnissen angepasst werden könne. Der schweizerisch-österreichische Handelsvertrag kann nach wie vor unabhängig davon jederzeit gekündigt werden.

4. Président du Directoire de la Banque Nationale Suisse.

5. 1^{er} Secrétaire du Vorort de l'Union suisse du commerce et de l'industrie.

6. Chef de section à l'Office du Chancelier fédéral d'Autriche.

V. Dagegen ist noch auf einen andern Punkt hinzuweisen. Die handelspolitischen Verhältnisse Österreich gegenüber sind gegenwärtig sehr unübersichtlich. Gerade die Würdigung dieses Umstandes konnte uns, wie vorstehend ausgeführt, schliesslich dazu bewegen, das Devisenabkommen, wenn es auch vom Standpunkt unseres Exportes aus nicht befriedigt, zu befürworten, weil es wenigstens eine allmähliche Realisierung der schweizerischen Warenforderungen in Aussicht stellt. Wir glaubten jedoch, dass bei diesem Anlasse noch ein Schritt weitergegangen und an die Zukunft gedacht werden sollte. Wie Ihnen in der Sitzung vom 17. ds. Mts. mitgeteilt⁷, hielten wir es für nötig, gleich wie bei dem mit Ungarn abgeschlossenen Devisenabkommen, auch mit dem schweizerisch-österreichischen Abkommen eine Herabsetzung der im Handelsvertrage vorgesehenen Kündigungsfrist von drei Monaten auf einen Monat zu verbinden. Diese Verkürzung schien uns unbedingt wünschbar, um je nach der Gestaltung der Import- und Exportverhältnisse gegenüber Österreich etwas freiere Hand zu bekommen.

Gestützt auf die uns von Ihrem Rate erteilte Ermächtigung haben wir durch die Schweizerische Gesandtschaft in Wien die Österreichische Regierung um ihre Zustimmung zur genannten Reduktion der Kündigungsfrist ersucht. In seiner Verbalnote vom 20. November 1931⁸ entgegnet das österreichische Bundeskanzleramt, Auswärtige Angelegenheiten, dass es, da eine Änderung der Kündigungsfrist des geltenden Handelsvertrages in Österreich zur Verwirklichung der legislativen Behandlung bedürfen würde, unser Gesuch dahin auffasse, dass der schweizerisch-österreichische Handelsvertrag nach 3 Monaten, das heisst vom 18. Februar 1932 an, ausser Kraft tritt, falls nicht spätestens einen Monat vorher, also bis zum 18. Januar 1932, Einvernehmen darüber erzielt wird, dass der Handelsvertrag weiterläuft.

In Anbetracht der Unmöglichkeit, österreichischerseits eine grundsätzliche Herabsetzung der erwähnten Kündigungsfrist durch blossen Notenaustausch festzulegen, glauben wir uns auch mit dem vorstehend genannten österreichischen Vorschlag einverstanden erklären zu können, da er uns vorläufig die nötige Bewegungsfreiheit sichert.

VI. In Würdigung aller in Betracht kommenden Beweggründe sind wir also bereit, unsere grundsätzlichen Bedenken gegen das vorliegende Devisenabkommen in den Hintergrund zu stellen und Ihnen vorzuschlagen, versuchsweise den Schritt zu wagen und dem Abkommen, das möglichst bald in Kraft treten sollte, unter folgenden Voraussetzungen zuzustimmen:

1) Art. 4 des Abkommens, wonach danach getrachtet werden soll, die österreichische Einfuhr in der Folgezeit soweit möglich zu steigern, kann die Schweiz nicht annehmen. Die handelspolitischen Verhältnisse können sie in die Notwendigkeit versetzen, Massnahmen gegen die ausländische Einfuhr zu ergreifen, was auch gegenüber Österreich in Frage kommen kann. Die Schweiz hat demnach alles Interesse, in einem Abkommen keine Bestimmung zu unterzeichnen, die ihr in ihren Bemühungen um den Schutz gegenüber der Einfuhr ausländischer Waren entgegengehalten werden könnte. Die Streichung von Art. 4 des vorliegenden

7. Dans cette séance, le Conseil fédéral a autorisé le Chef du Département de l'Economie publique à introduire une telle clause dans l'accord de compensation avec l'Autriche (E 1004 1/331).

8. Non reproduit.

Abkommens wird auch geeignet sein, die Position unserer Unterhändler in den Handelsvertragsverhandlungen mit Österreich, die in nächster Zeit werden stattfinden müssen, zu stärken, während die Aufnahme dieses Artikels österreichischerseits anlässlich dieser Unterhandlungen zweifellos als Unterstützung österreichischer Begehren ins Treffen geführt werden könnte. Nach dem Bericht der schweizerischen Delegierten, die in Wien das vorliegende Abkommen vorbereiteten, ist dieser Artikel, ähnlich wie im ungarischen Devisenabkommen, vorgesehen worden; indessen dürfte Österreich sich dessen Streichung wahrscheinlich nicht widersetzen.

2) Art. 5 des Abkommens nimmt den Stickereiveredlungsverkehr aus. Diese Bestimmung wurde nach den Erklärungen von Herrn Prof. Bachmann österreichischerseits damit begründet, dass im Stickereiveredlungsverkehr bereits bisher ein gegenseitiger Abrechnungsverkehr stattgefunden habe, der normal funktionierte. Aus den Kreisen der Stickereiindustrie wurde uns jedoch in den letzten Tagen mitgeteilt, dass inzwischen im österreichisch-schweizerischen Stickereiveredlungsverkehr die Bezahlung der österreichischen Forderungen ganz in effektiven Schweizerfranken verlangt wird, während sie bis vor kurzem noch zur Hälfte in Schillingen geschehen konnte. Es liegt daher in unserem Interesse, auch für diese Frankenzahlungen den Erlag an die Schweizerische Nationalbank vorzusehen, d.h. den Stickereiveredlungsverkehr im Abkommen nicht auszuschliessen.

3) Das Abkommen sieht wohl vor, dass die schweizerischen Käufer österreichischer Waren ihre Schuld an den österreichischen Verkäufer bei der Schweizerischen Nationalbank einzahlen, während die österreichischen Käufer schweizerischer Waren umgekehrt den Betrag der schweizerischen Warenforderung an die österreichische Nationalbank erlegen sollen. Eine Verpflichtung für diese Einzahlung der Fakturabeträge bei der Schweizerischen Nationalbank kann aber den schweizerischen Käufern auf Grund der bestehenden Gesetzgebung nicht überbunden werden. Dieser Umstand wird aller Voraussicht nach in der Durchführung des Devisenabkommens Schwierigkeiten bereiten. Wohl hat Österreich ein Interesse daran, dass für die Bezahlung der österreichischen Schulden die nötigen Devisen zur Verfügung stehen; ob aber durch entsprechende Vorkehrungen österreichischerseits der gesamte Export nach der Schweiz kontrolliert wird, ist ungewiss. Wir sind daher mit der Schweizerischen Nationalbank der Meinung, dass anlässlich der in der nächsten Session der Bundesversammlung in Frage kommenden Erteilung der nötigen Vollmachten⁹ an den Bundesrat auch die rechtlichen Grundlagen geschaffen werden sollen, damit die zur lückenlosen Durchführung solcher Vereinbarungen unerlässlichen Vorschriften aufgestellt werden können.

Wir haben das vorliegende Devisenabkommen nochmals mit der gegenwärtig in Bern anwesenden Handelsvertragsdelegation besprochen. Trotz der grundsätzlichen und schweren Bedenken, die gegen den Abschluss sprechen und die wir vorstehend ausgeführt haben, ist die Delegation der Ansicht, dass die Ratifikation des Abkommens dem gegenwärtigen Zustande, und weil von Österreich unter den heutigen Verhältnissen nichts besseres zu erreichen ist, vorzuziehen sei. Auch

9. *Arrêté concernant la limitation des importations du 23 décembre 1931 (RO, 1931, vol. 47 pp. 799–800).*

sie stimmt daher, wenn auch nur zögernd, dem Abkommen unter den obgenannten Vorbehalten zu.»

Laut Note der hiesigen Österreichischen Gesandtschaft hat die Österreichische Regierung dem Abkommen in der vorliegenden Form bereits zugestimmt. Nach einem gestern abend eingelangten Telegramm¹⁰, wäre aber Dr. Schüller mit der Streichung der Art. 4 und 5 einverstanden.

Gestützt auf diesen Bericht wird antragsgemäss *beschlossen*:

1. Der Vorsteher des eidg. Volkswirtschaftsdepartementes wird ermächtigt, der Österreichischen Regierung bekanntzugeben, dass die Schweiz dem in Wien am 12. November 1931 vorbereiteten Abkommen über die Regelung des schweizerisch-österreichischen Zahlungsverkehrs zustimme, unter der Bedingung, dass Art. 4 des Abkommens, und wenn immer möglich auch Art. 5, gestrichen werde. Das Abkommen wäre dann baldmöglichst in Kraft zu setzen¹¹.

2. Von der zwischen der schweizerischen Gesandtschaft und der Österreichischen Regierung durch Notenwechsel getroffenen Vereinbarung in bezug auf die im Handelsverträge mit Österreich vorgesehene Kündigungsfrist wird in zustimmendem Sinne Kenntnis genommen.

10. Non reproduit.

11. Pour le texte de l'accord, cf. RO, 1931, vol. 47, pp. 789-790.

126

E 7110 1/22

*Le Directeur de la Division du Commerce du Département
de l'Economie publique, W. Stucki, aux membres de la délégation suisse
pour les négociations commerciales avec l'Allemagne*

Copie

L

Bern, 2. Dezember 1931

Die deutsche Regierung hat den Bundesrat wissen lassen, dass sie bereit sei, einer nochmaligen Verkürzung der Kündigungsfrist¹ zuzustimmen, jedoch nicht um einen Monat, sondern bloss um 14 Tage. Der Stichtag, an welchem mit Wirkung auf den 4. Februar 1932 seitens der Schweiz zu kündigen wäre, ist somit, sobald der Notenwechsel² über die Verkürzung der Kündigungsfrist erfolgt, der 18. Dezember 1931.

In Übereinstimmung mit dem deutschen Gesandten in Bern, der gegenwärtig in Berlin weilt, und der Reichsregierung ist der Bundesrat zur Ansicht gekommen, dass bei Fortsetzung der Verhandlungen auf der bisherigen Grundlage durch die beiden zahlreichen Delegationen keine Möglichkeit besteht, bis zum 18. Dezember einig zu werden, bzw. eine genügende Abklärung zu schaffen. Solange auf

1. Du traité de commerce germano-suisse de 1926.

2. Notes échangées le 2 décembre 1931 entre Schulthess et le Chargé d'affaires d'Allemagne à Berne, Dankwort. Pour le texte des notes, cf. E 7110 1/26.

deutscher Seite die Spezialreferenten der einzelnen Ministerien das ausschlaggebende Wort sprechen, wie dies bisher geschehen ist, besteht keine Möglichkeit, dass man der Schweiz genügend entgegenkommt. Unter diesen Umständen würde von den beiden Regierungen in Aussicht genommen, dass anfangs nächster Woche der Unterzeichnete in Berlin direkt mit den massgebendsten Persönlichkeiten (Staatssekretär Trendelenburg vom Reichswirtschaftsministerium und Ministerialdirektor Ritter vom Auswärtigen Amt) die Sachlage nochmals eingehend besprechen solle, um festzustellen, ob und eventuell auf welcher Grundlage eine Weiterführung der eigentlichen Verhandlungen möglich erscheint. Zu diesen Besprechungen soll auch der deutsche Gesandte in Bern³, dessen vermittelnde Tätigkeit schon öfters gute Dienste geleistet hat, zugezogen werden.

Es handelt sich nun darum, dass der Bundesrat in seiner Freitagssitzung für diese offiziösen Besprechungen gewisse Instruktionen feststellt⁴. Meines Erachtens müssten diese dahin gehen, dass schweizerischerseits die in der letzten Delegationssitzung sowohl bezüglich der Import- als der Exportliste beschlossenen Forderungen – soweit es sich um wirklich wichtige Positionen handelt – das Minimum dessen darstellen, was für den Abschluss eines Abkommens notwendig erscheint.

Es stellt sich im weitern die Frage, ob die Schweiz nötigenfalls, zwar nicht im Abkommen selber aber in einem Geheimprotokoll, die Erklärung abgeben darf und soll:

- a) Sie verpflichtet sich, abgesehen von Pos. 237, tannene Schnittwaren, keine proportionellen Kontingente einzuführen.
- b) Sie verpflichtet sich, im Falle autonomer Kontingentierung das deutsche Kontingent nicht niedriger anzusetzen als die Einfuhr aus Deutschland im Jahre 1927⁵ betragen hat.

Ich bin der Ansicht, dass die unter a) erwähnte Erklärung abgegeben werden kann und dass schliesslich, wenn es gar nicht anders geht, auch die unter b) vor gesehene Garantie nicht abgelehnt werden sollte.

Ich bitte Sie, mir Ihre Meinung zu den hier aufgeworfenen Fragen bis spätestens morgen Donnerstag Nachmittag 4 Uhr brieflich oder telephonisch bekannt geben zu wollen.

3. A. Müller.

4. Cf. PVCF du 4 décembre 1931 (E 1004 1/331).

5. Cf. n° 58.

127

E 7110 1/63

*Le Directeur de la Division du Commerce du Département
de l'Economie publique,
W. Stucki, au Ministre de Suisse à Paris, A. Dunant*

Copie
L KB

Bern, 2. Dezember 1931

Kontingente

Hiemit bestätigen wir den Empfang Ihrer ausführlichen und interessanten Berichte und Anträge vom 25. und 30. November¹. Wie wir Ihnen bereits telephonisch mitteilen liessen, haben wir vorgestern die Angelegenheit im Schosse der schweizerischen Handelsvertragsdelegation einlässlich besprochen und insbesondere auch die Frage allfälliger Retorsionsmassnahmen gegen die zwiefache Verletzung unseres Handelsvertrags mit Frankreich, Erhöhung der Taxe d'importation auf 4 bzw. 6% und Kontingentierung von Waren, deren Zollansätze gebunden sind, erörtert.

Als Resultat dieser Besprechungen beeilen wir uns Ihnen folgendes mitzuteilen:

1. Kontingente.

Wir sind mit Ihnen der Ansicht, dass man wohl einerseits in deutlicher und scharfer Weise gegen die unzweifelhafte Vertragsverletzung protestieren muss, dass aber schliesslich die Hauptsache ist, unsere wirklichen Exportinteressen nach Möglichkeit zu wahren. Es kann sich also nicht darum handeln, lediglich zu protestieren und Repressalien anzudrohen und dabei jede Verhandlung über die Fixierung der effektiven Kontingente abzulehnen, weil sie mit unserer grundsätzlichen Auffassung unvereinbar wäre. Wir möchten aber wünschen, dass der Unterschied zwischen der grundsätzlichen Stellungnahme und der Mitwirkung zur Herbeiführung praktischer Lösungen etwas deutlicher betont wird, als dies im Entwurf Ihrer Note vom 28. November² geschieht. Es scheint uns deshalb angezeigt, dass sich die an die «affaires étrangères» zu richtende Note lediglich auf die grundsätzliche Seite der Angelegenheit beschränken sollte. Wir möchten Ihnen deshalb vorschlagen, dass Sie nach den ersten drei Abschnitten auf S. 1 Ihres Notenentwurfs in einem neuen Abschnitt etwa folgendes beifügen:

«In der Tat gibt der schweizerisch-französische Handelsvertrag der Schweiz das unzweifelhafte Recht, diejenigen Waren, deren Zölle in Liste A maximal festgelegt wurden, in unbeschränkten Mengen zu diesen Ansätzen nach Frankreich einzuführen. Jede quantitative Beschränkung der Warenmenge bedeutet demnach eine Verletzung der getroffenen Vereinbarungen. Die schweizerische Gesandtschaft ist beauftragt, erneut gegen diese Vertragsverletzung Protest zu erheben. Sie hofft, dass die französische Regierung unverzüglich diejenigen Massnahmen treffen wird, die geeignet sind, den vertragsmässigen Zustand wiederherzustellen.

1. Non reproduit.

2. Il n'a été retrouvé dans les archives que le projet reproduit en annexe, daté du 1^{er} décembre.

Sollte sie sich in dieser Erwartung getäuscht sehen und sollte aus der weitern Beibehaltung des vertragswidrigen Zustandes eine effektive Schädigung der schweizerischen Exportinteressen entstehen, bzw. andauern, so behält sich der Bundesrat vor, seinerseits Abwehrmassregeln gegen die Einfuhr französischer Waren in die Schweiz zu treffen.»

Die in Ihrem Notenentwurf enthaltenen weitern Ausführungen über die Höhe der einzelnen Kontingente für Käse, kondensierte Milch, Kindermehl, sowie über die Gestaltung des schweizerisch-französischen Warenverkehrs im allgemeinen sollten unseres Erachtens nicht in der Note, sondern in einer formlosen Notiz figurieren, die Sie je nach Ihrem Ermessen entweder gleichzeitig mit der Übergabe der Note dem Ministerium des Auswärtigen oder aber dem Handelsministerium oder, und, dem Landwirtschaftsministerium separat zustellen könnten. Der Sinn der Notiz wäre der, dass darin zum Ausdruck gebracht würde, unter welchen Bedingungen die Schweiz trotz der bestehenden Rechtsverletzung eine genügende praktische Wahrung ihrer Interessen erblicken könnte. Es müsste deutlich gesagt werden, dass, wenn nicht mindestens die hier geforderten Kontingente zugeteilt werden, die Schweiz nicht nur rechtlich, sondern auch tatsächlich geschädigt wäre und sich deshalb zur Ergreifung von Retorsionsmassnahmen als berechtigt betrachtet.

Mit Ihrem Schreiben vom 30. November machen Sie eingehende und interessante Ausführungen über die «Verhandlungsmarge», die Ihrer Ansicht nach hinsichtlich der offiziell zu fordern Kontingente noch besteht. Wir teilen im allgemeinen Ihre Auffassung, möchten aber mit Rücksicht auf die grosse Verbitterung, die in Kreisen der schweizerischen Land- und Milchwirtschaft der französischen Massnahmen wegen herrscht, bitten, dass Sie vorläufig an den auf S. 3 und 4 Ihres Notenentwurfs genannten Kontingentsziffern unbedingt festhalten und uns allfällige Gegenofferten, die man Ihnen machen dürfte, telephonisch oder telegraphisch bekanntgeben, bevor Sie sich dazu äussern.

2. Allfällige Retorsionsmassnahmen.

Zunächst sind wir mit Ihnen durchaus darüber einig, dass sich solche Retorsionsmassnahmen gegen die französische Kontingentierung auf dasjenige Gebiet beschränken sollten, in welchem sie französischerseits getroffen wurden, d. h. auf die Landwirtschaft. Über die Art solcher Repressalien gingen die Meinungen im Schosse unserer Handelsvertragsdelegation etwas auseinander: Es wurde einerseits die Auffassung vertreten, dass man, in bewusster Verletzung des Vertrags, diejenigen Schritte tun sollte, die Frankreich am empfindlichsten treffen, z. B. ein scharfer Zuschlagszoll für französischen Wein oder für französisches Gemüse, was selbstverständlich zu einer starken und ausgesprochenen Diskriminierung der Einfuhr aus Frankreich führen würde. Dies hätte zur Folge, glaubt man, dass die französischen Wein- bzw. Gemüsebauern bei Herrn Tardieu³ einen derartigen Lärm schlagen würden, dass dieser sofort die schweizerischen Wünsche in der Kontingentierung voll berücksichtigen müsste. Demgegenüber besteht aber die Gefahr, dass die Reaktion an der Rue de Varenne⁴ eine umgekehrte sein könnte:

3. Ministre de l'Agriculture.

4. Siège du Ministère de l'Agriculture.

statt Nachgeben nun ebenfalls Ergreifung von diskriminierenden Sondermassnahmen gegen die Schweiz, was selbstverständlich innert kürzester Frist zu einem Zollkrieg auf der ganzen Linie führen dürfte. Bedenkt man, dass wir uns gegenwärtig in einer ausserordentlich schwierigen Situation unserm nördlichen Nachbarn gegenüber befinden, und dass wir auch mit andern Staaten grosse Schwierigkeiten zu überwinden haben, so wird man doch dazu kommen müssen, wenigstens vorderhand, von dieser schweren Artillerie Umgang zu nehmen. Auf der andern Seite hat es natürlich auch keinen Sinn, Abwehrmassnahmen auf Produkte anzuwenden, deren Einfuhr in die Schweiz unbedeutend ist und die deshalb auch nur verhältnismässig wenige Klagen der französischen Exporteure bewirken würden.

Wir haben nun in Aussicht genommen, zunächst überhaupt von Massnahmen abzusehen, die unsererseits vertragliche Verpflichtungen verletzen würden oder die, wie die Fixierung egaler Zollkontingente, mindestens diskutierbar sind. Wir glauben nämlich, zwei Mittel in der Hand zu haben, zu deren Anwendung wir autonom unbedingt berechtigt sind. Sie betreffen einerseits den Grenzverkehr mit landwirtschaftlichen Produkten aus dem Elsass und anderseits aus dem Zonengebiet⁵. Bekanntlich stehen wir, was den letztern Punkt anbelangt, schon lange auf dem Standpunkt, dass uns die Verlegung der Zollgrenze an die politische Grenze im Zonengebiet berechtigt, jede Vorzugsbehandlung für die Zonenprodukte zu verweigern. Man hat bis anhin lediglich mit Rücksicht auf den Zonenprozess und die Konsuminteressen von Genf von solchen Massnahmen Umgang genommen. Was das Elsass anbelangt, so besteht ebenfalls keine schweizerische Verpflichtung, die sehr beträchtliche Einfuhr landwirtschaftlicher Erzeugnisse nach Basel zuzulassen. Der Bundesrat hat im Jahre 1926⁶ autonom das mit Deutschland vereinbarte Grenzregime auf das Elsass ausgedehnt, kann dies aber jederzeit rückgängig machen.

Falls uns Frankreich in der Frage der Kontingentierung nicht innert kürzester Frist mindestens praktisch volle Genugtuung gibt, so gedenken wir also, dem Bundesrat zu beantragen, einerseits die Milcheinfuhr aus den Zonen auf ein Minimum zu reduzieren, anderseits die Einfuhr anderer landwirtschaftlicher Produkte aus den Zonen sowohl als aus dem Elsass beträchtlich einzuschränken. In der Milchfrage würde man voraussichtlich so vorgehen, dass der heute mit keinem Staate gebundene Milchzoll auf Fr. 8–10.–, d.h. prohibitiv, erhöht würde und dass man jedem Grenzland ein Kontingent von etwa 3000 q zum bisherigen Zoll von 50 Rappen gewähren würde. Dies hätte zur Folge, dass Italien, Österreich und Deutschland ungefähr gemäss dem bisherigen Verhältnis importieren könnten, während die Einfuhr aus Frankreich auf einen kleinen Bruchteil reduziert würde.

Diese Mitteilungen sind vorläufig lediglich für Ihre persönliche Information bestimmt, und wir möchten Sie bitten, davon gegen aussen keinerlei Gebrauch zu machen. Es würde uns immerhin interessieren, Ihre Ansicht über diese Projekte kennenzulernen.

5. *De la région genevoise.*

6. *Séance du Conseil fédéral du 21 juin 1926* (E 1004 1/299).

2 DÉCEMBRE 1931

3. Was die Frage der *Taxe d'importation* anbelangt, so haben wir Ihnen heute bereits unser Einverständnis mit Ihrem Notenentwurf telegraphisch mitgeteilt⁷.

Bei dieser Gelegenheit möchten wir uns erlauben, Sie an die letzte telephonische Besprechung mit dem Unterzeichneten zu erinnern, anlässlich welcher der Wunsch ausgedrückt wurde, über die französisch-deutschen Wirtschaftsbesprechungen möglichst orientiert zu werden. Offenbar hat man in Paris auf die Idee der allgemeinen Hinführung von Zollkontingenten gegenüber Deutschland verzichtet. Dagegen würde es uns sehr interessieren, zu wissen, wie es mit dem Projekte steht, den Überschuss der deutschen Warenausfuhr nach Frankreich zur Abdeckung der finanziellen Verpflichtungen Deutschlands an Frankreich zu verwenden. Da diese äusserst wichtige Frage übermorgen Gegenstand einer von uns einberufenen Konferenz bilden wird, so wären wir Ihnen für allfällige telephonische Information im Verlaufe des morgigen Tages oder Freitag Vormittag äusserst dankbar⁸.

7. Cf. annexe.

8. Le 18 décembre 1931, le Conseil fédéral suspend avec effet immédiat l'importation de fromage à pâte dure d'origine française (E 1004 1/331). Cette mesure est reportée le 15 janvier 1932, après élévation du droit d'entrée fixé par le tarif d'usage (PVCF du 14 janvier 1932 E 1004 1/332a).

ANNEXE

E 2, Archiv-Nr. 1728

*Le Ministre de Suisse à Paris, A. Dunant,
au Chef du Département de l'Economie publique, E. Schulthess*

Copie

N

Paris, 1^{er} décembre 1931

En date du 12 novembre 1931, le Gouvernement français a déposé sur le bureau de la Chambre des Députés un projet de loi tendant à modifier le taux de la taxe à l'importation.

Aux termes de ce projet, la dite taxe resterait fixée à 2% de la valeur des produits bruts; elle serait portée à 4% pour les produits et objets semi-ouvrés, et à 6% pour les produits et objets fabriqués.

D'ordre de son Gouvernement, la Légation de Suisse a l'honneur d'attirer l'attention du Ministère des Affaires Etrangères sur le fait que le relèvement de la taxe à l'importation, sans majoration corrélatrice de la taxe sur le chiffre d'affaires, est en contradiction formelle avec la Convention de commerce conclue entre la Suisse et la France le 8 juillet 1929⁹. L'article 8, alinéa 2, de cette convention dispose, en effet, que «les taxes internes qui grèvent ou grèveront ultérieurement sur le territoire de l'une des parties contractantes la production, la préparation, la circulation ou la consommation d'une marchandise pour le compte de qui que ce soit, ne pourront sous aucun prétexte, frapper les produits originaires de l'autre partie d'un taux plus élevé ou d'une manière plus onéreuse qu'elles ne frappent les produits similaires indigènes et ceux du pays le plus favorisé».

Le Protocole de signature ad art. 8 précise que «les hautes parties contractantes sont d'accord que les dispositions de l'art. 8 s'appliquent également à la taxe sur le chiffre d'affaires».

L'exposé des motifs du projet de loi allège, il est vrai, que l'assujettissement des produits d'origine étrangère à un impôt de même quotité que la taxe intérieure ne réalise pas une véritable péré-

9. Cf. DDS vol. 9, n° 499.

uation des charges du fait que la taxe à l'importation n'atteint qu'une seule fois les objets et marchandises importés au moment de leur introduction sur le territoire national, alors que la taxe sur le chiffre d'affaires constitue à l'intérieur du pays un impôt «en cascades» que les marchandises vendues en France supportent à chaque transfert de propriété et, lorsqu'il s'agit d'entreprises non-intégrées, à chaque stade de transformation.

Cet argument serait, en effet, pertinent si les marchandises importées de l'étranger ne subissaient en France qu'une seule opération de vente et passaient directement du fabricant au consommateur. Mais il n'est pas douteux que les produits importés, une fois nationalisés par le paiement des droits de douane, sont soumis, tout comme les produits français, à un impôt «en cascades» à chaque opération de vente qui sépare la production de la consommation. En fait, seule la vente du produit par le fabricant étranger, frappée par la taxe à l'importation, échappe à l'impôt sur le chiffre d'affaires.

Or, lorsque fut conclue la convention de commerce de 1929, les parties contractantes étaient d'accord pour reconnaître que la taxe à l'importation et l'impôt sur le chiffre d'affaires ne sont qu'un seul et même impôt. C'est bien ainsi que l'avaient entendu, aussi bien le Rapporteur général de la loi de finances de 1920 à la Chambre de Députés, que le Ministre des Finances dans sa Circulaire du 29 août 1920 et la Cour de Cassation elle-même dans son Arrêté du 30 janvier 1924.

Dans ces conditions, la taxe à l'importation majorée usurpe le rôle compensateur qui appartient au tarif douanier. En d'autres termes, le relèvement de cette taxe sur les produits semi-ouvrés et les objets fabriqués ne constituerait, à tout prendre, qu'une aggravation, considérable dans certains cas, de l'incidence douanière. Appliquée à des produits dont les droits sont consolidés dans le statut commercial franco-suisse, cette mesure comporterait, par un relèvement indû des charges tarifaires, une nouvelle entorse à la Convention de commerce précitée.

Quant à la taxe à l'importation sur les produits agricoles, qui fait l'objet d'une disposition spéciale du projet de loi, la Légation s'en réfère à sa note du 9 septembre 1931, restée jusqu'ici, sans réponse¹⁰.

Au bénéfice de ces considérations, le Gouvernement fédéral se plaît à croire que le Gouvernement de la République tiendra compte de cette situation de droit et prendra toutes mesures nécessaires pour sauvegarder les garanties que la Suisse s'est assurées en la matière par la Convention de commerce du 8 juillet 1929.

10. Non reproduit. Cf. n° 96.

128

E 7110 1/20

*Le Directeur de la Division du Commerce du Département
de l'Economie publique,
W. Stucki, au Ministre de Suisse à Berlin, H. Rüfenacht*

Copie

L

Bern, 14. Dezember 1931

In Bestätigung unserer soeben gehabten telephonischen Besprechung beehe ich mich, Ihnen mitzuteilen, dass der Bundesrat heute morgen einstimmig beschlossen hat, den Handelsvertrag mit Deutschland zu kündigen¹. Nach dem Wortlaut des Notenaustausches über die Verkürzung der Kündigungsfrist² ist die Kündigung am 18. Dezember 1931 mit Wirkung auf 4. Februar 1932 auszuspre-

1. Cf. annexe I au présent document.

2. Cf. n° 126, n. 2.

chen. Da der Bundesrat vor dem 18. Dezember keine Sitzung mehr abhalten wird, so musste der Beschluss heute gefasst werden und dürfte sofort der Öffentlichkeit zur Kenntnis kommen. Damit die deutsche Regierung nicht durch die Schweizer Presse informiert wird, habe ich Sie im Auftrag des Bundesrats gebeten, noch heute morgen dem Auswärtigen Amt vom gefassten Beschluss Kenntnis zu geben und die Kündigungsnote auf den 18. d. M. zu avisieren.

In der Beilage übermittelte ich Ihnen den Wortlaut der Kündigungsnote³, wie er vom Bundesrat festgelegt wurde. Es hat dies selbstverständlich nicht die Meinung, dass Sie strikte an diesen Wortlaut gebunden sind. Sie können ohne weiteres Ihnen gutschneinende formelle Änderungen vornehmen.

Entgegen meiner ursprünglichen Auffassung will der Bundesrat den Handelsvertrag mit seinen Anlagen und Zusatzabkommen kündigen, ohne gleichzeitig den Vorschlag zu machen, den allgemeinen Teil und die Anlage C⁴ aufrechtzuerhalten. Es geschieht dies insbesondere deswegen, weil die Meinungen darüber noch sehr geteilt sind, ob man ab 4. Februar die Einfuhr aus Deutschland auf dem Wege der Zollkontingente oder durch eigentliche Einfuhrbeschränkungen eindämmen soll. Wird letzterer Weg gewählt, so stünde dem Art. 4 des Handelsvertrags⁵ entgegen. Um somit für alle Fälle die Türe offenzulassen, sieht der Bundesrat davon ab, Deutschland die Beibehaltung des allgemeinen Teiles vorzuschlagen. Ich glaube, dass diese Lösung auch der Auffassung von Herrn Ritter entspricht, der mehrfach betont hat, man sollte sich ab 4. Februar mit einer de facto-Meistbegünstigung begnügen. Es wäre wohl gut, wenn Sie bei Überreichung der Note betonen würden, dass die Schweiz gerne bereit sei, allfällige deutsche Vorschläge über das ab 4. Februar 1932 geltende handelspolitische Regime entgegnzunehmen.

3. Cf. annexe II au présent document.

4. L'Annexe C au traité de commerce germano-suisse de 1926 traitait des dispositions sur le trafic réciproque de frontière. Cf. RO, 1926, vol. 42, pp. 912–916. Cf. aussi n° 122.

5. Suivant cet article, les Parties contractantes s'engagent à ne pas entraver le commerce réciproque par des prohibitions quelconques d'importation ou d'exportation [...] Cf. RO, 1926, vol. 42, p. 830.

ANNEXE I

E 1004 1/331

CONSEIL FÉDÉRAL
Procès-verbal de la séance du 14 décembre 1931⁶

2040. Handelsvertragsunterhandlungen mit Deutschland

Volkswirtschaftsdepartement. Antrag vom 14. Dezember 1931

Entsprechend den Instruktionen, welche der Bundesrat in seiner Sitzung vom 4. Dezember⁷ für die Weiterführung der schweizerisch-deutschen Wirtschaftsbesprechungen aufgestellt hat, hat sich der Direktor der Handelsabteilung mit dem von der deutschen Regierung bezeichneten Delegierten, Ministerialdirektor Ritter vom Auswärtigen Amt, in den letzten Tagen in Berlin einlässlich über die Möglichkeit zur Weiterführung bzw. Wiederaufnahme der Verhandlungen unterhalten.

Von schweizerischer Seite wurde noch einmal der ganze Standpunkt dargelegt, unsere Lage geschildert und die Notwendigkeit betont, die schweizerisch-deutsche Handelsbilanz wesentlich zu verbessern und gleichzeitig gewisse, durch die anormale deutsche Einfuhr bedrohte Zweige unserer Wirtschaft etwas zu schützen.

Von deutscher Seite wurde mehrfach erklärt, man habe volles Verständnis für die Schwierigkeit der schweizerischen Wirtschaftslage und man sei auch bereit, entgegenzukommen, soweit dies ohne schwere Gefährdung der deutschen Interessen andern Staaten gegenüber möglich erscheine. Eine solche Gefährdung liege aber vor, sobald die Schweiz für zahlreiche Positionen ihres Zolltarifs das Recht zur vertraglichen oder autonomen Kontingentierung der heutigen Vertragszölle verlange. Wenn sich dieses Begehrn auf einzelne wenige Ausnahmefälle beziehe, so könnte ihm entsprochen werden; sobald es als System erscheine, sei es unerträglich.

Die Weiterführung der Diskussion hat zwangsläufig zu einer eingehenden Aussprache darüber geführt, wo die Ausnahme aufhöre und das System beginne. Im Verlaufe dieser Diskussion hat der schweizerische Delegierte gemäss den ihm erteilten Instruktionen erklärt, die Schweiz könnte sich mit einer eventuellen Kontingentierung von ca. 60 Positionen ihres Zolltarifs begnügen, was zu einer Einschränkung der deutschen Einfuhr von ca. 60 Millionen jährlich führen würde. Die beiden anwesenden deutschen Delegierten – es war zu den ersten Besprechungen auch ein Vertreter des Reichswirtschaftsministeriums zugezogen worden – erklärten, dass ihrer persönlichen Ansicht nach eine solche Grundlage für Deutschland annehmbar wäre, und sie versprachen, diesen Vorschlag im Reichskabinett zu unterstützen.

Am nächsten Tage fand unter dem Vorsitz des Reichskanzlers⁸ eine Besprechung mit den beteiligten Ministern des Auswärtigen⁹, der Wirtschaft¹⁰, der Finanzen¹¹ und der Ernährung¹² statt. Die mehrstündigen Beratungen führten dazu, dass der schweizerische, von den deutschen Delegierten unterstützte Vorschlag abgelehnt wurde. Als ihm dies eröffnet worden war, ging der schweizerische Delegierte auf das äusserste Minimum der vom Bundesrat festgesetzten Bedingungen zurück, nämlich Kontingentierung von 45 Positionen mit einer jährlichen Einfuhrbeschränkung von ca. 40 Millionen. Er liess auch durchblicken, dass weitere autonome Kontingentierungen von Positionen, die Deutschland gegenüber nie gebunden waren, die aber seine Ausfuhr nach der Schweiz ebenfalls tangieren könnten, eine Jahreseinschränkung von nicht mehr als etwa 10 Millionen bedeuten würden und dass Deutschland in dieser Hinsicht vielleicht gewisse Garantien gegeben werden könnten. Zu

6. *Absent: Musy.*

7. Cf. PVCF du même jour (E 1004 1/331).

8. *H. Brüning.*

9. *J. Curtius.*

10. *E. Trendelenburg, Secrétaire d'Etat, gérant du Ministère.*

11. *H. Dietrich, remplaçant du Chancelier du Reich.*

12. *M. Schiele.*

diesen weitgehenden Erklärungen sah sich der schweizerische Delegierte veranlasst, weil er den bestimmten Eindruck hatte, dass man auch diese Forderung ablehnen würde und es zweckmässig sei, wenn nach Abbruch der Verhandlungen in der Öffentlichkeit der Nachweis erbracht werden könne, dass die schweizerischen Forderungen angesichts aller Verhältnisse wirklich ausserordentlich bescheiden gewesen sind.

Dieser Eindruck war denn auch richtig. Am Freitag fand eine Plenarsitzung des Reichskabinetts statt, in welcher auch diese letzten Forderungen der Schweiz abgelehnt worden sind. Es soll in der Beratung geäussert worden sein, man hätte sich mit etwa 4–5 Kontingentierungen abfinden können, niemals aber mit 40 oder mehr. Unter diesen Umständen mussten die Besprechungen als aussichtslos abgebrochen werden, und Herr Direktor Stucki reiste sofort von Berlin ab.

Das Volkswirtschaftsdepartement hat mit Herrn Stucki den bestimmten Eindruck, dass die schweizerischen Forderungen von der deutschen Regierung nicht etwa deshalb abgelehnt worden sind, weil sie als an sich übersetzt und für die deutsche Wirtschaft untragbar betrachtet worden wären. Der Grund liegt offenbar auf allgemein politischem Gebiet: Bei den jetzt in Basel und in Berlin geführten internationalen Besprechungen über die deutsche politische und private Verschuldung¹³ will offenbar die deutsche Regierung die Untragbarkeit der Reparationsschulden nicht zum wenigsten damit beweisen, dass der starke heutige Warenausfuhrüberschuss Deutschlands zu Konflikten mit andern Staaten führe, diese zu Abwehrmassnahmen zwinge, den Ausfuhrüberschuss deshalb vermindere und damit die Möglichkeit Deutschlands, Reparationen zu bezahlen, schwer gefährde. Für uns sind im übrigen die Motive, die die deutsche Regierung zu ihrer ablehnenden Haltung veranlasst haben, nicht von direktem Interesse. Da das endgültige Wort Deutschlands sowohl hinsichtlich der Beschränkung der Einfuhr wie mit Bezug auf die Förderung der Ausfuhr weit davon entfernt ist, den schweizerischen Interessen gerecht zu werden, so bleibt nach Ansicht des Volkswirtschaftsdepartementes nichts mehr anderes übrig, als die Kündigung des Handelsvertrages auszusprechen und der Schweiz dadurch die nötige Bewegungsfreiheit zu verschaffen. Gemäss den getroffenen Vereinbarungen über die Kürzung der Kündigungsfrist muss die Kündigung am 18. Dezember auf 6 Wochen, d. h. auf den 4. Februar 1932, ausgesprochen werden.

In seinen mündlichen ergänzenden Ausführungen bittet der Vorsteher des Volkswirtschaftsdepartementes noch um die Ermächtigung, im Laufe der gegenwärtigen Session dem Parlament die Gründe auseinanderzusetzen, die den Bundesrat zur Kündigung des Handelsvertrages veranlasst haben.

Antragsgemäss wird daher *beschlossen*:

- 1) Das Volkswirtschaftsdepartement ist beauftragt, der deutschen Regierung durch die schweizerische Gesandtschaft in Berlin eine Kündigungsnote gemäss vorgelegtem Entwurf am 18. Dezember überreichen zu lassen.
- 2) Der Vorsteher des Volkswirtschaftsdepartementes ist ermächtigt, den eidg. Räten die Gründe auseinanderzusetzen, die die Kündigung des Handelsvertrages notwendig gemacht haben¹⁴.

13. Cf. n° 94, n. 2.

14. Cf. *l'intervention de Schulthess devant le Conseil national lors de la séance du 21 décembre suivant. Bulletin sténographique officiel de l'Assemblée fédérale. Conseil national, 1931, pp. 816–817.*

ANNEXE II

E 7110 1/20

*Note présentée par le Ministre de Suisse à Berlin, H. Rüfenacht,
à l'Office des Affaires étrangères du Reich¹⁵*

Projet

Im Auftrage des Bundesrates beehe ich mich, dem Auswärtigen Amt das Nachfolgende ergebenst zur Kenntnis zu bringen:

Der Bundesrat hat schon vor sehr langer Zeit die deutsche Regierung darauf aufmerksam gemacht, dass die Entwicklung des gegenseitigen Warenverkehrs auf der Grundlage des am 14. Juli 1926 abgeschlossenen Handelsvertrages für die Schweiz immer unerträglicher werde. Auf seinen Wunsch haben in der Folge einlässliche Verhandlungen über eine allfällige vorübergehende Abänderung des genannten Vertrages stattgefunden. Der Bundesrat bedauert ausserordentlich, dass es nicht gelungen ist, in diesen Besprechungen eine für beide Teile annehmbare Lösung zu finden. Er sieht sich deshalb in der Zwangslage, seine Handlungsfreiheit auf den nächstmöglichen Termin zurückzunehmen, und lässt der deutschen Regierung zur Kenntnis bringen, dass er den Handelsvertrag vom 14. Juli 1926 auf den 4. Februar 1932 kündigt.

Der Bundesrat ist bereit, jederzeit die Verhandlungen über die neue Gestaltung der gegenseitigen handelspolitischen Beziehungen wieder aufzunehmen und sich insbesondere mit der deutschen Regierung über den nach dem 4. Februar 1932 eintretenden Rechtszustand zu verständigen.

15. Conformément aux instructions de Stucki du 14 décembre, Rüfenacht avise le même jour les Affaires étrangères allemandes de la décision prise par le Conseil fédéral de dénoncer le traité de commerce (cf. lettre de Rüfenacht à Stucki du même jour (E 7110 1/20). La note de dénonciation est présentée le 18 décembre au Secrétaire d'Etat von Bülow. Cf. lettre de Rüfenacht à Stucki du même jour: /.../ Herr von Bülow bedauerte seinerseits, dass es zur Kündigung des Vertrages kommen musste, und gab der Hoffnung Ausdruck, dass diese Kündigung wenigstens nicht zu einem Zollkrieg führen werde, worauf ich versicherte, dass die schweizerische Regierung, soweit an ihr, einen solchen unter allen Umständen zu vermeiden wünsche /.../ (E 7710 1/20).

129

E 2001 (C) 4/103

*Le Ministre de Suisse à Rome, G. Wagnière,
au Chef du Département politique, G. Motta*

L

Rome, 17 décembre 1931

J'ai l'honneur d'accuser réception de votre lettre du 11 décembre¹, concernant la reprise d'une prétendue question tessinoise².

J'ai eu hier une longue entrevue avec M. Grandi à ce propos. A vrai dire, certains journaux, comme la *Tribuna*, n'ont jamais cessé de publier de temps à autre

1. Non reproduit.

2. Cf. n° 55 et n° 123.

de petites notes perfides sur ce sujet. Ce qui nous émeut, c'est de voir soudain l'article de Colombi³ parlant de l'annexion du Tessin publié dans les trois journaux affiliés, *Nazione* de Florence, *Mattino* de Naples, et, sauf erreur, *Corriere Mercantile* de Gênes. En même temps, la *Sera* de Milan, dirigée par Notari, ancien directeur de l'*Ambrosiano*, très anti-suisse, la *Critica Fascista*⁴, organe de Farinacci, et l'*Augustea*, organe du député Ciarlantini, partent en guerre sur le même sujet. C'est ce que j'ai exposé au Ministre des Affaires Etrangères, en me servant des termes mêmes de votre lettre du 20 novembre⁵, dont je lui ai lu certains passages, en lui rappelant que cette sollicitude à l'italianité du Tessin était inopportunne et offensante pour notre pays et pour le Gouvernement Fédéral, car c'est en contradiction flagrante avec le discours de M. Marchi⁶, dont chaque terme fut combiné d'entente avec M. Grandi, et avec les déclarations répétées du chef du gouvernement⁷. Il en résulte en Suisse un sentiment compréhensible de défiance à l'égard de l'Italie et de son Gouvernement. Nous connaissons, lui ai-je dit, les représentants de l'irrédentisme tessinois; ils se réduisent à Colombi, à sa fille devenue Italienne⁸, et au jeune Garobbio⁹. Le groupe des «Giovani Ticinesi» n'a jamais été identifié, et s'ils s'avisen de publier une nouvelle édition de l'*Almanacco*¹⁰, nous voulons espérer que le Gouvernement italien s'y opposera.

Je n'ai pas manqué aussi de lui signaler cette publication inopportune de la *Raetia*¹¹, qui veut faire du romanche un dialecte italien, alors que c'est un dialecte latin, comme le français. Du reste, ces questions linguistiques en Suisse ne regardent que la Suisse.

M. Grandi m'a écouté avec attention et amitié et n'a pas cherché, comme d'autres fois, à m'opposer certains griefs au sujet de l'antifascisme en Suisse. Il a parlé déjà à Parini¹², et il sait qu'il se tiendra tranquille ainsi que sa femme. Quant à Colombi et Garobbio, ce sont des citoyens suisses, et il n'est pas facile au Gouvernement italien de les empêcher d'écrire.

M. Grandi m'a avoué qu'il n'a pas toujours le moyen d'agir sur la presse comme il le voudrait; il n'y a pas de censure préventive. C'est ainsi que lors de l'arrivée de Gandhi, le *Giornale d'Italia*, qui passe pour le plus inspiré par le Palais Chigi, a publié un article dont l'Angleterre pouvait prendre ombrage. Quant à la *Tribuna*, qui est beaucoup moins répandue qu'autrefois, elle a à sa tête un illuminé, Forges-Davanzati, «qui prétend connaître la politique étrangère

3. Cf. n° 123, n. 3.

4. Il s'agit vraisemblablement du «Regime Fascista», de Crémone, dirigé par R. Farinacci. La «Critica Fascista» était l'organe de G. Bottai.

5. Cf. n° 123.

6. Cf. n° 55, n. 7.

7. La dernière en date était celle du 5 juin 1928, devant le Sénat italien.

8. La fille de Colombi (cf. n° 123), Rosetta, avait épousé P. Parini, Directeur général des Italiens à l'étranger.

9. Cf. n° 123, n. 6.

10. Cf. n° 55.

11. Cf. n° 123, n. 6.

12. Cf. n. 8 ci-dessus.

mieux que le Ministre lui-même. On peut toujours s'attendre de sa part à de fâcheux écarts.»

M. Grandi m'a promis de parler à Ciarlantini. Il est moins sûr de Farinacci (*Critica Fascista*)¹³, avec lequel il est en mauvais termes. Il s'efforcera d'empêcher la publication de l'*Almanacco* en Italie. Sur mes vives instances, *il m'a promis de faire savoir à toute la presse italienne que tout article sur une prévue question tessinoise ou grisonne était absolument désapprouvé par le Gouvernement italien.*

M. Grandi a considéré de façon très sérieuse tout ce que je lui ai exposé, et j'ai la conviction que nous pouvons compter fermement sur son action. Mais ce qui affaiblit nos démarches, c'est l'existence en Suisse même d'un journal irrédentiste, et le fait que des citoyens suisses sont mêlés à cette campagne, ce qui peut toujours faire croire à l'opinion italienne qu'il existe une question tessinoise.

Je constate, en effet, avec surprise combien les journaux italiens, qui sont très abondamment renseignés sur tout au monde, ignorent notre pays. Pas un journal *romain* n'a publié une ligne sur la campagne qui vient de se livrer en Suisse sur la question des assurances; au lendemain du vote populaire¹⁴, le *Giornale d'Italia* publiait une dépêche de Genève commençant par ces mots: «Le grand événement de la vie helvétique est l'arrivée de Gandhi ...¹⁵

Je crois donc que nous n'en finirons pas de si tôt, sinon avec de vraies campagnes de presse, du moins avec le retour d'articles isolés de nature à nous déplaire. Tout le développement du nationalisme italien encourage ces élucubrations. Il importe, cependant, que l'opinion publique chez nous ne demeure pas indifférente. J'estime nécessaire que nos journaux répondent avec vivacité à ces sorties offensantes. Il faut qu'on sache, non seulement au Palais Chigi mais dans l'opinion italienne, qu'une pareille attitude fait un mal considérable à l'Italie même, dans l'opinion générale en Suisse.

13. Cf. n. 4 ci-dessus.

14. Du 6 décembre 1931, sur l'assurance-vieillesse et survivants.

15. Sur le passage du Mahatma Gandhi en Suisse, cf. E 2001 (C) 3/95.

130

E 2300 Shanghai, Archiv-Nr. 3

*Le Gérant du Consulat général de Suisse à Shanghai, A. Daeniker,
à la Division des Affaires étrangères du Département politique*

RP n° 14 AD/YDC

Shanghai, 19. Dezember 1931

Die Abdankung Chiang Kai Sheks

Das politische Jahr 1931, in welches das Regime Chiang Kai Sheks unter viel-versprechenden Anzeichen eingetreten war, hat an Stelle der in Aussicht gestellten Festigung und Erweiterung seines Machtbereichs, der finanziellen Konsolidie-

rung und Modernisierung der Verwaltung unter dem Druck innerer Gegnerschaft, aussenpolitischer Verwicklungen, wirtschaftlicher Krise und natürlicher Katastrophen, für die nach alteingewurzelter chinesischer Anschauung die Regierenden die Verantwortung zu tragen haben, eine durchgreifende Umwandlung der Machtverhältnisse herbeigeführt.

Der am 15. Dezember erfolgte Rücktritt Chiang Kai Sheks von der Präsidentschaft der Nationalregierung, dem Vorsitz im Executive Yuan¹ und seinen militärischen Ämtern bedeutet den in folgerichtiger Entwicklung erreichten vollen Erfolg der Bestrebungen der in der Canton-Gruppe vereinigten Kuomintang-Politiker. Es ist bei früherer Gelegenheit darauf hingewiesen worden, dass für die Ausrufung einer secessionistischen Regierung in Canton, im Mai des Jahres, weder allgemeine politische noch regionale oder wirtschaftliche Gründe massgebend gewesen sind. Die fortschreitende Ausbildung eines persönlichen Regimes innerhalb der Nationalregierung, mit welcher eine Zurücksetzung oppositioneller Elemente, namentlich der Canton-Gruppe, Hand in Hand ging, insbesondere die unter dramatischen Umständen erfolgte Amtsentsetzung und Gefangennahme des Präsidenten des Gesetzgebenden Yuan, Hu Han Min, hatten die Tendenzen des Regierungschefs in einer Weise verdeutlicht, die diesen Elementen eine klare Scheidung und den Austritt aus der Regierung als den sichersten Weg erscheinen liessen, um ihren persönlichen Einfluss in einem späteren Zeitpunkt wieder zur Geltung bringen zu können. Dabei kam der in Canton ausgerufenen Regierung, die sich bei der Bevölkerung nie einer besondern Beliebtheit erfreut hat, die seit Jahren währende und nie völlig unterdrückte Fehde der militärischen Kwangsi-Clique gegen Nanking zustatten; die Verbindung zwischen diesen in ihren politischen Tendenzen weit auseinandergehenden Gruppen hatte übrigens zu Entzweiungen geführt, die während der kurzbemessenen Existenz der Canton-Regierung mehr als einmal an den Tag getreten sind. Gerade die Ereignisse der letzten Wochen haben indessen deutlich gezeigt, dass es den secessionistischen Politikern vor allem daran gelegen war, ihren Wiedereintritt in die Nanking-Regierung unter den günstigsten Bedingungen vorzubereiten.

Für die Regierung Chiang Kai Sheks konnte eine Unterdrückung der Sezessions-Regierung des Südens mit militärischer Gewalt schon darum schwerlich in Betracht kommen, weil sie ihr Augenmerk auf die Lage im Nordosten, nämlich die dort liegenden Generale der ehemaligen Koalition Yens und Fengs gerichtet halten musste. Ihre Schwäche zeigte sich in dem nur teilweise erfolgreichen Vernichtungsfeldzug gegen das kommunistische Bandenunwesen in den Provinzen Kiangsi und Hunan; eine weitere Schwächung der wirtschaftlichen Ressourcen des Landes hatte die beispiellose Wasserkatastrophe des letzten Hochsommers zur Folge. Schliesslich führte die japanische Besetzung der Mandschurei die Notwendigkeit einer unmittelbaren Einigung zwischen Nanking und Canton klar vor Augen.

[...]

1. Conseil.

Schliesslich haben die Studenten-Demonstrationen der letzten Wochen die Ereignisse auf die Spitze getrieben und, indem sie die innere Schwäche der Nationalregierung offenbart haben, eine Entscheidung herbeigeführt. An den meisten Universitäten und Mittelschulen der grossen Städte sind die Studenten im Laufe der letzten Woche in Streik getreten und haben beschlossen, in Nanking gegen die schwächliche Politik der Regierung gegenüber Japan zu protestieren. Zu diesem Zwecke wurden die Bahnhöfe besetzt, der ordentliche Bahnverkehr gewaltsam unterbrochen und Eisenbahnzüge requiriert. Eine gleichfalls gegen die Behörden der (chinesischen) Munizipalität von Greater Shanghai in Szene gesetzte Demonstration hatte insofern den grössten Erfolg, als der Bürgermeister, ohne den Studenten Widerstand zu leisten, zur Demission veranlasst und gezwungen worden ist, den für die Verhaftung eines Studenten verantwortlichen Polizeichef seines Amtes zu entsetzen.

Die Zahl der in Nanking zusammengeströmten Demonstranten wird auf über 50000 geschätzt. Auch dort wurde ihren Massenversammlungen, selbst der Verwüstung des von den Beamten verlassenen Gebäudes des Aussenministeriums, kein ernstlicher Widerstand geleistet. Die Frage liegt nahe, weshalb die Regierung die Demonstrationen nicht unterdrückt habe und es vielmehr bei väterlichen Ermahnungen bewenden liess, die ihre Wirkung auf die jugendlichen Heissporne völlig verfehlt haben. Jedoch hätte das bereits unpopulär gewordene Regime durch einen bewaffneten Widerstand sein letztes Ansehen verlieren müssen und die Agitation weiter geschürt, wenn es der, nach Ansicht massgeblicher Kreise, in der Wahl ihrer Mittel missleiteten, aber in ihren Motiven anerkennenswerten Aktion der Jugend des Landes entgegengetreten wäre; durch die Vermeidung blutiger Zusammenstösse hat Chiang Kai Shek, als er die Lage als unhaltbar betrachten musste, sein Prestige am besten gewahrt. Die Demonstrationen waren übrigens nicht gegen seine Person gerichtet; vielmehr war der Zielpunkt der Angriffe der Studenten der neu ins Amt getretene Aussenminister, Dr. Koo, der durch seine nachgebliche Haltung gegenüber Japan, anlässlich der Verhandlungen des Völkerbundsrates in Paris, die Interessen des Landes vernachlässigt habe und deshalb unter öffentliche Anklage gestellt werden müsse.

[...]

Der Abdankung Chiang Kai Sheks hat übrigens jede dramatische Note gefehlt; er hat nicht nur die Hauptstadt nicht verlassen, sondern die Absicht bekundet, an den Verhandlungen für die Bildung einer neuen Regierung selbst aktiv teilzunehmen. Sein Weggang wird nicht als endgültiges Verschwinden von der politischen Bühne betrachtet; er dürfte damit rechnen, dass die Nation seiner Fähigkeiten eines entschlusskräftigen Führers auf die Dauer nicht wird entbehren können und dass keine Regierung ihn und seine Gefolgschaft von qualifizierten Militärs und nach modernen Prinzipien ausgebildeten Truppen völlig kaltgestellt sein lassen kann.

[...]

21 DÉCEMBRE 1931

131

E 7110 1/84

*Le Directeur de la Division du Commerce du Département de
l'Economie publique,
W. Stucki, à la Légation de Suisse à Rome*

Copie

L FS

Bern, 21. Dezember 1931

Kunstseidenzoll

Wie Sie sich erinnern werden, haben wir bereits anlässlich unserer letzten Verhandlungen mit Italien (Automobilbestandteile etc.) das Begehr an Italien gestellt, uns aus der Bindung unseres Kunstseidenzolles (Pos. 446a/b)¹ zu entlassen. Wir haben dann schliesslich auf das Begehr verzichtet, in der Meinung, dass wir je nach der Gestaltung der Verhältnisse darauf zurückkommen würden.

Inzwischen haben sich nun die Verhältnisse in unserer Kunstseidenindustrie derart verschlimmert², dass der Bund unmöglich länger zusehen kann, wie diese Industrie, die gegenwärtig immer noch 5–6000 Arbeiter beschäftigt, nach und nach zu immer weitergehender Betriebseinschränkung, ja sogar Stilllegung ihrer Betriebe gezwungen wird. Wir ersuchen Sie daher, an die italienische Regierung mit dem Begehr zu gelangen, Italien möchte uns möglichst rasch aus der genannten Bindung des schweizerischen Kunstseidenzolles entlassen. Sie können dabei auf die Tatsache hinweisen, dass sich die Abschliessungs-Tendenzen auch für die Kunstseide überall derart verschärfen, dass es unserer Industrie immer schwieriger wird, ihren Export aufrechtzuerhalten. Es gehe daher nicht mehr an, dass unser Land gezwungen werde, allein an seinem lächerlichen Zoll von Fr. 2.– (resp. Fr. 50.–) per q festhalten zu müssen. Sie können bei Ihrem Schritte durchblicken lassen, dass die Schweiz nötigenfalls gezwungen wäre, allen Ernstes die Kündigung des schweizerisch-italienischen Handelsvertrages in Erwägung zu ziehen, was offenbar nicht im italienischen Interesse liegen dürfte.

Wir hoffen, dass man italienischerseits Verständnis für unsere Lage haben wird und möchten nur noch *streng vertraulich* zu Ihren Handen bemerken, dass gegenwärtig zwischen den beiden Industrien zwecks Erzielung einer gegenseitigen Verständigung Verhandlungen gepflogen werden.

Wir sehen Ihren gefl. Mitteilungen über die weitere Entwicklung dieser für uns sehr wichtigen Angelegenheit mit grossem Interesse entgegen und danken Ihnen Ihre Bemühungen zum voraus bestens.

1. *Du tarif douanier suisse.*

2. *Cf. n° 53. Cf. aussi annexe au présent document.*

ANNEXE

E 7110 1/84

*L'Association des Fabricants suisses de soieries
à la Division du Commerce du Département de l'Economie publique³*

L

Zürich, 30. Dezember 1931

Zoll für Seidengewebe

Die schweizerische Seidenstoffweberei wird seit zwei Jahren von einer Krise heimgesucht, wie sie in einem solchen Ausmass noch nie erlebt worden ist. Unsere Industrie ist wohl von jeher durch die Preisschwankungen der Rohstoffe, die Moderichtung und die Zollpolitik beeinflusst worden, doch sind schlechten Zeiten immer wieder bessere gefolgt, und auch die scharfe Krise des Jahres 1921 hatte einen vorübergehenden Charakter. Heute haben wir es jedoch mit ganz anderen Bedingungen zu tun, da die missliche Lage in erster Linie auf die allgemeine Wirtschaftskrise und die damit im Zusammenhang stehende geschwächte Kaufkraft und die ungünstigen Kreditverhältnisse zurückzuführen ist. Es kommt hinzu, dass eine grosse Zahl von Staaten, die früher keine Seidenweberei besaßen, diese Industrie nunmehr eingeführt haben und mit besonders hohen Zöllen zu schützen suchen. Auf die sich häufenden Zollerhöhungen in fast allen Ländern und die einfuhrhemmenden Valuta- und Devisenmassnahmen, durch die unsere Absatzmöglichkeiten immer mehr geschränkt werden, wollen wir hier nicht näher eintreten, da Ihnen diese Dinge genau bekannt sind, und nur an die neuesten Vorschriften dieser Art, die britischen Abnormal-Imports-Zölle, erinnern, die den Absatz von Geweben aus Seide oder Kunstseide mit Wolle oder Baumwolle gänzlich verunmöglichten, nachdem die Entwertung des Pfundes unserer Industrie schon Verluste in der Höhe von mehreren Millionen Franken gebracht hatte und den Verkauf der übrigen Ware außerordentlich erschwert. An dem nicht genug, muss die schweizerische Seidenweberei auch mit viel höheren Produktionskosten rechnen als alle gleichartigen ausländischen Industrien, da insbesondere die hohen Löhne, Gehälter und Mietzinsen, zum Teil aber auch die Steuern und Frachten, wie auch die Veredlungskosten unser Erzeugnis in außerordentlicher Weise belasten. Zur Illustration sei nur bemerkt, dass die Löhne und Gehälter in der französischen und italienischen Seidenweberei, mit der wir im Auslande in erster Linie in Wettbewerb treten müssen, durchschnittlich 50% niedriger sind als bei uns. Auch die deutsche Seidenweberei kann heute mit erheblich tieferen Löhnen rechnen als die schweizerische Industrie.

Die geschilderten Zustände wirken sich nun nicht nur im Sinne einer Drosselung der Ausfuhr aus, sondern haben auch zu einer gewaltigen Steigerung des Absatzes ausländischer Seidenwaren in der Schweiz geführt. Es ist in der Tat für den französischen, deutschen und italienischen Seidenfabrikanten, dessen Ausfuhrgeschäft heute auch darniederliegt, naheliegend, möglichst viel Ware in die immer noch aufnahme- und zahlungsfähige Schweiz zu werfen und sich dadurch Goldguthaben zu beschaffen. Zu diesem Zweck schreckt er auch vor einer eigentlichen Preisschleuderei nicht zurück, und am allerwenigsten vermag der schweizerische Eingangszoll, der einer durchschnittlichen Belastung von etwa 6–7% entspricht, ihn davon abzuhalten, eine billige Ware gegen gutes Geld loszuwerden.

[...]⁴

Wir wissen, dass eine Änderung des schweizerischen Zolles für Gewebe aus Seide oder Kunstseide nur möglich ist, wenn die Bindung der T. No. 447b⁵ aufgehoben wird. Für Deutschland wird dies vom 4. Februar 1932 an der Fall sein, während mit Italien noch Unterhandlungen erforderlich sind.

3. Signatures: le Président (illusoire), le Secrétaire (Niggli).

4. Les auteurs de la lettre citent ensuite de nombreuses données statistiques qui montrent les difficultés de l'industrie suisse de la soie.

5. Position du tarif douanier suisse concernant les articles en soie et soie artificielle.

Herr Bundesrat Dr. E. Schulthess, der die Freundlichkeit hatte, am 22. Dezember eine Vertretung unseres Verbandes zu empfangen, hat die rasche Aufnahme solcher Verhandlungen zugesagt. Über die Bereitwilligkeit der italienischen Regierung, auf unsere Wünsche einzugehen, wie auch über die Dauer der zu führenden Besprechungen können wir uns kein Bild machen⁶. Dagegen stellen wir fest, dass die Lage unserer Industrie sich von Woche zu Woche verschlechtert und rasche Abhilfe im Sinne einer Eindämmung der ausländischen Einfuhr dringend notwendig ist. Wir gestatten uns daher, Ihnen auch die Anregung zu unterbreiten, zunächst, d.h. bis zum Inkrafttreten der neuen Seidenzölle, auf dem Wege einer *Kontingentierung* unsere Interessen wahrnehmen zu wollen. In der erwähnten Konferenz in Bern wurde von den Herren Bundesrat Schulthess und Dir. Stucki die Möglichkeit einer solchen Lösung ebenfalls erwogen. Sollte es zu einer Kontingentierung kommen, so möchten wir heute schon erklären, dass wir auf die Einbeziehung der Samt- und Plüschgewebe keinen Wert legen, während u.E. alle anderen Gewebearten unter die Einfuhrbeschränkung fallen sollten und zwar schon deshalb, weil eine Ausscheidung nach Artikeln schwierig ist.

Mit der Einreichung eines Begehrens nach Erhöhung des schweizerischen Seidenzolles haben wir bis zum Äussersten zugewartet, da wir grundsätzlich nicht Anhänger eines weitgehenden Zollschutzes sind und unter normalen Verhältnissen eines solchen auch nicht bedürfen. Wir können aber nicht länger zusehen, wie uns ein Absatzgebiet nach dem anderen verlorengeht und unsere Erzeugnisse von den meisten Ländern rücksichtslos ferngehalten werden, während die Schweiz der Einfuhr ausländischer Ware ihre Tore weit öffnet. Es handelt sich darum, unserer Industrie über die noch bevorstehenden schweren Zeiten hinwegzuhelpfen und dafür zu sorgen, dass sie nicht gänzlich verkümmert, sondern noch ein solches Mass von Leistungsfähigkeit in technischer, kaufmännischer und finanzieller Beziehung behält, dass sie bei Anbruch besserer Zeiten ihren Rang als eine der angesehensten und führenden Seidenwebereien wieder einzunehmen vermag.

/.../

6. *Sur le problème des contingentements douaniers avec l'Italie, cf. n° 220.*

132

2001 (C) 5/99

M. Huber¹ au Chef du Département politique, G. Motta

L

Zürich, 29. Dezember 1931

[...]

Dagegen erlaube ich mir, Ihnen einige Eindrücke, die mir ein erstes Studium der Akten gemacht, darzulegen ebenso wie einige vorläufige Gedanken über die für die Instruktionen meines Erachtens grundlegenden Gesichtspunkte. Da die Schweiz in der vorbereitenden Kommission nicht vertreten war, ist unser Land bisher nicht veranlasst gewesen, zu den Abrüstungsfragen – wenigstens nach aussen – Stellung zu nehmen, und die öffentliche Meinung scheint in dieser Angelegenheit wenig abgeklärt.

1. Aus dem Studium des Konventionsentwurfes² ergibt sich der Eindruck, dass

1. *Suppléant du Chef du Département politique, G. Motta, à la tête de la délégation suisse à la Conférence pour la réduction et la limitation des armements.*

2. *JO.SDN, février 1931, pp. 347ss.*

die Arbeiten der Konferenz, trotz der langen und mühevollen Vorarbeit, noch sehr wenig vorbereitet sind. Auch wenn man davon absieht, dass einzelne Staaten eine ablehnende Haltung gegenüber wesentlichen Bestimmungen des Entwurfes einnehmen und dass ferner eine Reihe von Punkten der Abklärung bedürfen, bietet der Konventionsentwurf keinerlei objektive Massstäbe für eine Rüstungsbeschränkung, sondern stellt lediglich ein Schema dar, in das Rüstungs- bzw. Budgetziffern eingesetzt werden können. Dieses Schema passt mehr für eine Fixierung des Rüstungsstandes, für einen Rüstungsfrieden auf der Basis der vorhandenen Verhältnisse, als für eine «réduction des armements».

Als Art. 8 der Völkerbundssatzung³ aufgestellt wurde, konnte man annehmen, dass der Rat, in dem die damals noch alliierten Grossmächte ausschlaggebend waren, aufgrund der Einigung unter diesen Mächten den einzelnen Staaten Vorschläge über deren künftigen Rüstungszustand machen könnte, die Aussicht auf Annahme hätten. Wie aber jetzt, auf einer von einem halben Hundert Staaten beschickten Konferenz, eine Einigung über Hunderte oder Tausende von Zahlen, die alle unter sich, sowohl für jeden einzelnen Staat wie für die Beziehungen jedes Staates zu den meisten andern, in einem Abhängigkeitsverhältnis stehen, soll gelangen können, ist schwer vorstellbar. Wenn man sich auf ein Marken, ohne jedes objektive Kriterium, einlassen muss, ist eine Einigung ausserordentlich schwierig; das haben schon die Marinekonferenzen von Washington 1922 und London 1930⁴ gezeigt, wo es sich doch nur um wenige Mächte und nur um einzelne Kategorien von Schiffstypen handelte.

Die Schwierigkeit der Einigung wird vielleicht dadurch noch erhöht werden, dass die Abrüstungsfragen mit den ganz anders gearteten der Sicherheit verquickt werden. Jedenfalls besteht die Gefahr, dass mangels fester Richtlinien für die Bemessung künftiger Rüstungen und mangels einer Verständigung unter einer Gruppe besonders wichtiger Staaten, die Konferenz am Anfang eine wertvolle Zeit verlieren wird in der Auffindung annehmbarer Massstäbe und geeigneter

3. Les membres de la Société reconnaissent que le maintien de la paix exige la réduction des armements nationaux au minimum compatible avec la sécurité nationale et avec l'exécution des obligations internationales imposées par une action commune.

Le Conseil, tenant compte de la situation géographique et des conditions spéciales de chaque Etat, prépare les plans de cette réduction, en vue de l'examen et de la décision des divers gouvernements.

Ces plans doivent faire l'objet d'un nouvel examen et, s'il y a lieu, d'une révision tous les dix ans au moins.

Après leur adoption par les divers gouvernements, la limite des armements ainsi fixée ne peut être dépassée sans le consentement du Conseil.

Considérant que la fabrication privée des munitions et du matériel de guerre soulève de graves objections, les membres de la Société chargent le Conseil d'aviser aux mesures propres à en éviter les fâcheux effets, en tenant compte des besoins des membres de la Société qui ne peuvent pas fabriquer les munitions et le matériel de guerre nécessaires à leur sûreté.

Les membres de la Société s'engagent à échanger, de la manière la plus franche et la plus complète, tous renseignements relatifs à l'échelle de leurs armements, à leurs programmes militaires, navals et aériens et à la condition de celles de leurs industries susceptibles d'être utilisées pour la guerre.

4. Cf. n° 34.

politischer Kompensationselemente und den Zeitpunkt, in dem sie den Elan zu einer Einigung vielleicht besäße, verpassen wird.

Die Grösse der Schwierigkeiten für die Konferenz, zu einem positiven Resultat zu gelangen, kann nicht verwundern, aber die Gefahr liegt darin, dass durch die Art und Weise, wie seit langem die Konferenz angekündigt worden und jetzt in Szene gesetzt wird, ein negatives Resultat, durch einen Bruch oder ein Versanden, dem Ansehen des Völkerbundes in einem – an sich keineswegs gerechtfertigten – Masse Abbruch tun und auch innenpolitisch die Opposition gegen den internationalen Organismus neu beleben wird.

2. Für die Haltung der Schweiz gegenüber der Abrüstungsfrage scheinen mir folgende Gesichtspunkte – und etwa in folgender Ordnung – bestimmd zu sein:

a. Art. 8 der Völkerbundssatzung stellt eine vertragliche Bindung – allerdings ziemlich loser Art – dar, die in erster Linie zu respektieren ist. Es scheint mir zweifellos – ganz abgesehen von den über diesen Artikel des Versailler Vertrages zwischen den Alliierten und Deutschland 1919 gewechselten Noten –, dass eine Herabsetzung, und zwar eine wesentliche allgemeine Herabsetzung der Rüstungen, im Vergleich zum Rüstungsstand am Ausgang des Krieges, mit diesem Artikel 8 beabsichtigt war. Es ist auch ohne weiteres klar, dass durch die weitgehende Entwaffnung einer der damaligen grossen Militärmächte und das Verschwinden einer zweiten (Österreich-Ungarn) die Situation gegenüber der Vorkriegszeit wesentlich verändert worden war und deshalb eine allgemeine neue Einstellung zu dem Rüstungsproblem denkbar erschien. Eine Politik der Fixierung des Status quo könnte nur für einzelne Staaten, z. B. für die Schweiz wegen ihrer Neutralität, in Betracht kommen; als Zielpunkt der Rüstungspolitik im allgemeinen kann, soll Art. 8 einen Sinn haben, der Status quo nicht angenommen werden.

b. Soweit die Schweiz nicht durch Art. 8 gebunden ist, können für ihre Wehrpolitik nur ihre eigenen Bedürfnisse in Betracht kommen, die, im Prinzip, nur sie, wie jeder andere Staat für sich, zu beurteilen in der Lage ist. Die Art, wie diesen Bedürfnissen Rechnung zu tragen und wie die nationale Sicherheit aussen- und innenpolitisch zu wahren ist, ist nicht nur eine Frage des Masses der Rüstungen, sondern auch eine solche der Art. Der Grundsatz der allgemeinen und zwar effektiv allgemeinen Wehrpflicht hat eine Bedeutung, die über dessen rein militärische Auswirkung hinausgeht.

c. Obwohl auch in einer Demokratie die Politik nicht durch die sog. öffentliche Meinung, sondern nur durch das Landesinteresse, wie es von den verantwortlichen Behörden verstanden wird, bestimmt werden darf, so erscheint es doch wichtig, die Einstellung weiterer Volkskreise zu den Abrüstungsfragen zu kennen, dies schon deshalb, weil eine Konvention aufgrund von Art. 8, auch wenn sie nur 10jährige Dauer hat, dem Referendum unterliegt⁵.

d. Die Abrüstungspolitik ist nur ein Teil der auswärtigen Politik unseres Landes überhaupt; sie hat deshalb Rücksicht zu nehmen sowohl auf unsere Stellung zum Völkerbund als solchem wie zu den einzelnen Staaten. Besonders in letzterer

5. Article 89, 3^e alinéa de la Constitution fédérale.

Beziehung kann die Schweiz wegen der gegensätzlichen Auffassungen, die in bezug auf die Abrüstung unter den uns benachbarten Grossmächten bestehen, in eine schwierige Lage kommen.

3. Je nach der Art, in der zu den im Vorstehenden unter a.-d. erwähnten Punkten Stellung genommen wird, wird die Frage zu beantworten sein, ob die Schweiz, mit Rücksicht auf ihren besondern Status eines dauernd neutralen Staates, eine besondere Stellung innerhalb des ganzen Abrüstungsproblems beanspruchen soll. Eine solche Sonderstellung könnte nur darin bestehen, dass wir, ohne irgendwie beschränkt zu sein, selber das Mass unserer Rüstungen im Hinblick auf unsere Neutralitätspflichten und -rechte bestimmen würden. Die notwendige Folge einer solchen These wäre eine Nichtbeteiligung an der Konferenz bzw. eine rein passive Haltung auf dieser. Eine aktive Mitwirkung an den Verhandlungen über Rüstungsherabsetzung unter gleichzeitiger Ablehnung jeder Herabsetzung der eigenen Rüstung würde von den andern Staaten kaum verstanden, obwohl sich die These an sich wohl vertreten lässt, dass die Stärke des dauernd neutralen Staates einen Vorteil für die Gesamtheit bildet, weil die schweizerische Neutralität selber im allgemein europäischen Interesse liegt. Tatsächlich aber betrachten die andern Staaten unsren Status lediglich als einen Sondervorteil der Schweiz⁶.

Wenn man davon absieht, mit Rücksicht auf die Neutralität ausserhalb der Rüstungsverminderung zu bleiben, so wäre es gegeben, zunächst sich auf den Boden der gemeinsamen Rüstungsbeschränkung zu stellen und nur innerhalb dieser eine Berücksichtigung der besonderen, durch die Neutralität gebotenen Verhältnisse zu verlangen. Die militärischen Voraussetzungen für die Wahrung der Neutralität bilden in der Tat einen Teil der militärischen Kraftverhältnisse unserer Nachbarn; sie sind deshalb in einer Relation zu diesen Kraftverhältnissen, und es liesse sich schwer vertreten, dass sie von diesen unabhängig seien. Was die Schweiz von andern während des Weltkrieges neutral gebliebenen Staaten unterscheidet, die übrigens, auch ohne Neutralität, tatsächlich eine der schweizerischen ähnliche Politik verfolgen, ist weniger unser spezieller völkerrechtlicher Status als unsere militärgeographische Lage.

4. Wenn die Schweiz sich für eine aktive Teilnahme an den Verhandlungen über die Rüstungsbeschränkung entscheidet, so entsteht die Frage, wie eine solche Beschränkung am ehesten erreicht werden kann. Der Konventionsentwurf sieht zwei Systeme vor, erstens die zahlenmässige Beschränkung des Personals, des Materials und der Ausgaben und zweitens die Ausschliessung gewisser Kampfmittel (Gas). Von der ersten Kategorie der Beschränkungen erscheint, trotz aller damit verbundenen Schwierigkeiten, diejenige der Ausgaben am ehesten geeignet, zu einem Ziele zu führen. Nur eine prozentuale Herabsetzung der Ausgaben bietet die Möglichkeit eines einfachen objektiven Vergleichsmassstabes; sie lässt auch den Staaten die Möglichkeit, selber die ihnen in dem so geschaffenen Rahmen zur Verfügung stehenden Mittel in der ihnen am zweckmässigsten scheinenden Form zu verwenden. Von grosser Bedeutung wäre ferner die Beschrän-

6. *Remarque marginale:* stimmt.

kung der Luftwaffe, bzw. deren Verwendungsmöglichkeiten, sowie das Verbot der chemischen Waffe. Der Bericht der Expertenkommission des Internationalen Rotkreuzkomitees⁷ ist in dieser Beziehung allerdings nicht optimistisch. Gleichwohl scheint ein Versuch auf der Linie kombinierter Ausgabenbeschränkung und Beschränkung besonderer Kampfmittel nicht von vorneherein aussichtslos; ein solcher Versuch wäre auch für die durch die Friedensverträge abgerüsteten Staaten vielleicht am ehesten annehmbar.

5. Eine unbekannte Grösse von Bedeutung sind die politischen Abmachungen, die neben den Abrüstungsverhandlungen hergehen dürften. Bei diesen wird es sich aber weniger um die Mittel friedlicher Regelung der Konflikte handeln als um die gemeinsamen Aktionen zur Verhinderung des Krieges⁸. Dass die Schweiz ihren Neutralitätsstatus dadurch nicht in Frage stellen lassen will, ist selbstverständlich; aber jedenfalls werden alle im Interesse der «Sicherheit» geforderten Lösungen die Anwendbarkeit des Art. 16 der V.B.-Satzung⁹ erweitern. Da die Schweiz in dieser Beziehung weniger zu bieten hat als andere Staaten, wird sie in keiner Weise aktiv sich an den Verhandlungen hierüber beteiligen¹⁰.

7. Non retrouvé.

8. Le 8 janvier 1932, le Conseil fédéral décide de signer la convention générale en vue de développer les moyens de prévenir la guerre. (Cf. Rapport du Conseil fédéral sur la XII^e Assemblée de la SdN. FF, 1932, I, pp. 373ss.) Il en subordonne la ratification à une décision identique de l'Allemagne, de l'Autriche, de l'Italie et de la France (E 1004 1/332a).

9. Si un membre de la Société recourt à la guerre, [...] il est ipso facto considéré comme ayant commis un acte de guerre contre tous les autres membres de la Société. Ceux-ci s'engagent à rompre immédiatement avec lui toutes relations commerciales ou financières, à interdire tous rapports entre leurs nationaux et ceux de l'Etat en rupture de pacte et à faire cesser toutes communications financières, commerciales ou personnelles entre les nationaux de cet Etat et ceux de tout autre Etat, membre ou non de la Société.

En ce cas, le Conseil a le devoir de recommander aux divers gouvernements intéressés les effectifs militaires, navals ou aériens, par lesquels les membres de la Société contribueront respectivement aux forces armées destinées à faire respecter les engagements de la Société.

Les membres de la Société conviennent, en outre, de se prêter l'un à l'autre un mutuel appui dans l'application des mesures économiques et financières à prendre en vertu du présent article pour réduire au minimum les pertes et les inconvénients qui peuvent en résulter. Ils se prêtent également un mutuel appui pour résister à toute mesure spéciale dirigée contre l'un d'eux par l'Etat en rupture de pacte. Ils prennent les dispositions nécessaires pour faciliter le passage à travers leur territoire des forces de tout membre de la Société qui participe à une action commune pour faire respecter les engagements de la Société.

Peut être exclu de la Société tout membre qui s'est rendu coupable de la violation d'un des engagements résultant du pacte. L'exclusion est prononcée par le vote de tous les autres membres de la Société représentés au Conseil.

10. En ce qui concerne la déclaration de Londres du 13 février 1920 et la neutralité différentielle, voir FF, 1920, I, pp. 343ss.

133

E 27, Archiv-Nr. 23386

*Le Chef du Service de l'Etat-Major général du Département militaire, H. Roost,
au Département militaire*

L

Bern, 30. Dezember 1931

Allgemein halten wir den vom Politischen Departement vorgelegten Entwurf¹ als geeignete Grundlage für die Ausarbeitung der bündesrätlichen Instruktionen an die Delegierten zur Abrüstungskonferenz. Immerhin möchten wir bitten, das Nachfolgende zu berücksichtigen:

1. Gestützt auf die Verhandlungen der Vorbereitenden Abrüstungskommission, die den USA die *Nichteinbeziehung der Miliztruppen* zugesichert hat, gestützt auf den Entwurf des Abrüstungsvertrages², nach welchem die Stellung der Miliztruppen nicht eindeutig geregelt ist, und gestützt auf die Tatsache, dass nicht alle Staaten ihre Miliztruppen in die, dem VB-Sekretariat gemachten Angaben einge-rechnet haben, können und müssen wir u. E. verlangen, dass diese Frage von der Abrüstungskonferenz allgemein und grundsätzlich entschieden wird. Wir vermögen nicht einzusehen, warum wir einen berechtigten Anspruch, nämlich den der Nichteinbeziehung der Miliztruppen, aufgeben sollten, bevor er nur zur Diskus-sion gestellt ist. Wir beantragen im Gegenteil, es seien die schweiz. Delegierten zu beauftragen, die Frage der Unterstellung der Miliztruppen unter den Abrüstungs-vertrag bei der Frage der «ausgebildeten Reserven» zur Sprache zu bringen, nicht als Privilegium für die Schweiz, sondern allgemein und grundsätzlich. Wird von der Konferenz die s. Zt. den USA abgegebene Erklärung der Nichtunterstellung bestätigt, so brauchen wir für uns nichts weiteres besonderes zu verlangen, son-dern nur feststellen zu lassen, dass der Beschluss auch uns betrifft, da rechtlich, wie wir in früheren Berichten schon dargetan haben, zwischen der amerikani-schen Miliz und unserer kein Unterschied besteht. Wir würden damit innen- und aussenpolitisch die Freiheit gewinnen, die wir zur Aufrechterhaltung der Un-abhängigkeit unseres Landes nötig haben.

Dieser Standpunkt scheint uns allein den schweiz. Interessen zu entsprechen; denn die allgemeine Wehrpflicht ist nicht nur ein militärischer Grundsatz; sie ist eine unentbehrliche politische Grundlage unserer Bundesverfassung³. Ihre Auf-rechterhaltung ist aber auch notwendig, um den Verpflichtungen bezüglich Lan-desverteidigung nachzukommen, die die Schweiz im Londoner Pakt von 1920⁴ eingegangen ist; diese Verpflichtungen bilden das Korrelat der uns beim Beitritt zum Völkerbund zugestandenen militärischen Neutralität.

Wenn wir uns aber gleichstellen wie die andern, müssen wir unser Heer auch in

1. Non reproduit. Cf. n° 139, n. 2.

2. JO. SDN, février 1931, pp. 347ss.

3. Article 18.

4. Cf. n° 132, n. 10.

gleicher Weise beschränken lassen. Eine Herabsetzung der Bestände z. B. ist aber bei uns ohne Verletzung der allgemeinen Wehrpflicht nicht möglich, abgesehen davon, dass eine gegenüber dem heutigen Bestand reduzierte Armee die Aufgaben der militärischen Neutralität und die uns im Londoner Pakt auferlegten Verpflichtungen nicht mehr zu erfüllen vermöchte.

Wenn wir darauf verzichten, die Frage der Nichteinbeziehung der Miliztruppen an der Abrüstungskonferenz zu stellen und zu verneinen, so überlassen wir den innern Gegnern unserer Armee das Feld, und es wäre dann u. E. eine Illusion, anzunehmen, wir würden unter keinen Umständen merklich von einer Herabsetzung berührt.

Die Frage, ob die Miliztruppen unter den Abrüstungsvertrag fallen oder nicht, hat deshalb für uns fundamentale Bedeutung. Sie nicht stellen und gleichzeitig verneinen, wäre den Interessen unserer Landesverteidigung, die, wie wir annehmen, auch unsere Delegierten in Genf zu wahren haben, widersprechend.

2. Eine Verkürzung unserer Dienstzeiten ist ausgeschlossen. Eine Verlängerung der ersten grundlegenden Ausbildung (Rekrutenschulen) wird im Gegenteil den seit 1907⁵ bedeutend vermehrten Ausbildungsbedürfnissen entsprechend nötig sein, und zwar sind wir der Meinung, dass an der Abrüstungskonferenz sehr wohl eine Verlängerung auf 4 Monate vertreten werden kann; man vergleiche die Dienstzeiten, die aus den Eingaben der verschiedenen Staaten an das VB-Sekretariat ersichtlich sind.

Im Entwurf des Polit. Departements fehlen bei der Erörterung der Dienstzeit und der Bestände die Zahlen, die unsere Delegierten in Genf vorschlagen sollen. Die Festsetzung dieser Zahlen in der Instruktion an die Delegierten ist aber u. E. eine Hauptsache, weil die Einsetzung dieser Zahlen in den Vertrag der Hauptpunkt der ganzen Abrüstungskonferenz sein wird. In allen bisherigen Beratungen wurde dies der Abrüstungskonferenz vorbehalten. Man erwartet von jedem Staat, dass er an der Konferenz die Zahlen vorschlage, von denen er wünscht, dass sie in die Tabellen eingesetzt werden. Deshalb alle die Vorbehalte in den Eingaben der verschiedenen Staaten.

Die Bestimmung der Zahlen, die unsere Delegierten in Genf vorschlagen sollen, ist wohl unbestritten in erster Linie Sache des EMD. Eventuell könnte man sich für die Verlängerung der Rekrutenschulen die notwendige Handlungsfreiheit so wahren, dass die totale Dienstzeit für alle Waffen einheitlich so festgelegt wird, dass eine Verlängerung der Rekrutenschulen auf 4 Monate darin Platz hat. Eine besondere Begründung der Verlängerung der Rekrutenschulen an der Abrüstungskonferenz würde sich dann erübrigen.

3. Was die *Bestände* anbetrifft, so ist es ganz klar, dass von schweizerischer Seite jedenfalls keine Zahl in den Abrüstungsvertrag eingesetzt werden darf, die die Durchführung der allgemeinen Wehrpflicht hemmend beeinflussen würde. Jede willkürliche Festsetzung des Bestandes unserer Armee tangiert aber die allgemeine Wehrpflicht. Die Frage stellt sich für uns so: Ist die Schweiz mit der Auf-

5. *Loi sur l'organisation militaire du 12 avril 1907. (RO, 1907, vol. 23, pp. 695ss.).*

gabe der allgemeinen Wehrpflicht als Folge der Herabsetzung der Bestände ihrer Armee einverstanden?

Bekanntlich stellen gewisse ausländische und internationale Organisationen Postulate von Reduktion um 25%. Auch auf die Postulate der Schweiz. Völkerbundsvereinigung und des Grossen Rates des Kantons Neuenburg muss hingewiesen werden, von denen das erste eine erhebliche (importante), das zweite eine fühlbare (sensible) Herabsetzung verlangen.

Wir beantragen, die Delegierten dahin zu instruieren, eine willkürliche Reduktion der jetzigen gesetzlichen Bestände abzulehnen mit dem Hinweis darauf, dass sich die Bestände unserer Armee unmittelbar aus der Anwendung des Grundsatzes der allgemeinen Wehrpflicht ergeben und dass eine schweiz. Landesverteidigung überhaupt nur auf der Grundlage der allgemeinen Wehrpflicht denkbar sei.

Der Abrüstungsvertrag wird, wenn er zustande kommt, alle diese Punkte wie Dienstzeit, Bestände etc. für längere Zeit, voraussichtlich auf 10, mindestens aber auf 5 Jahre hinaus regeln. Was aber in 10 Jahren versäumt wird, kann nachher nur schwer oder überhaupt nicht mehr eingeholt werden. Wir verweisen auch hier wieder auf den ungenügenden Stand der Fliegertruppe, für die, wenn separate Zahlen in den Abrüstungsvertrag aufgenommen werden sollen, unsere Delegierten unbedingt eine Vermehrung des Bestandes vorbehalten, evtl. schon jetzt eine entsprechend höhere Zahl in Vorschlag bringen müssen.

/.../⁶

5. *Nachrichtenaustausch.* Wenn man sich auch im allgemeinen mit den Ausführungen des Polit. Departements einverstanden erklären kann, so darf der Austausch doch wohl nicht zu sehr in die Einzelheiten gehen. Ist es z. B. angebracht, die Munitionsbestände und Vorräte mitzuteilen? Wir möchten dem Satz «La Suisse pourra fournir tous les chiffres que l'on désirera» (p. 21) ein Fragezeichen beifügen. Bisweilen ist es wichtig, dass die andern derlei Dinge nicht genau wissen, insbesondere nicht wissen, dass man wenig oder nichts hat. Wir setzen damit niemand in Gefahr.

Wir können daher auch den Ausführungen auf Seite 22 nicht beipflichten, dass man womöglich noch über das hinausgehen soll, was nach Konventionsentwurf vorgesehen ist.

Die Frage des Nachrichtenaustausches muss auch von uns gründlich überlegt werden. Wir beantragen, unseren Delegierten auch in diesem Punkt Zurückhaltung aufzuerlegen.

6. Die rechtlichen Ausführungen darüber, dass das *Verbot des Gaskriegs* schon heute ein internationaler Rechtssatz sei (p. 25), wurden an der vom 1.-5. Dezember in Genf auf Veranlassung des Internationalen Rotkreuzkomitees abgehaltenen juristischen Konferenz zur Erforschung des juristischen Schutzes der Zivilbevölkerung gegen das Luftbombardement von der Mehrheit der Delegierten nicht geteilt. Gebunden werden sich gewiss nur die Staaten erachten, die das Gen-

6. Au point 4, le Chef du service de l'Etat-Major général pose une série de questions essentiellement techniques concernant la limitation des dépenses militaires.

fer Gaskrieg-Protokoll von 1925⁷ ratifiziert haben, oder die, welche dem Konventionsentwurf beipflichten. Welche abweichende rechtliche Auffassung wir allenfalls darüber haben, wird sie wenig kümmern.

7. *Le 5 mai 1931, le Conseil fédéral décide de soumettre à la ratification de l'Assemblée fédérale le protocole concernant la prohibition d'emploi à la guerre de gaz asphyxiants, toxiques ou similaires et de moyens bactériologiques, signé à Genève le 17 juin 1925 (E 1004 1/328). La ratification de ce texte par les quatre pays limitrophes de la Suisse et la proximité de la Conférence sur la réduction et la limitation des armements ne permettent plus à la Suisse de différer sa décision. Pour le texte du protocole, cf. RO, 1932, vol. 48, pp. 385ss.*
Cf. aussi DDS vol. 9, n°s 386, 403, 452 et 502.

134

E 7110 1/74

*Le Chef du Département de l'Economie publique, E. Schulthess,
aux Légations de Suisse à Rome, Bruxelles, Paris et Prague*

Copie
L

Bern, 8. Januar 1932

Ermässigung der Kündigungsfrist für die Tarifhandelsverträge

1. Wie Ihnen bekannt sein dürfte, sahen wir uns veranlasst, den Handelsvertrag mit Deutschland, nachdem dessen Kündigungsfrist vorher zweimal verkürzt worden ist, auf den 4. Februar a.c. zu kündigen¹. Auch mit Österreich und Ungarn haben wir die drei Monate betragende Kündigungsfrist bereits auf einen Monat ermässigt². Der mit Spanien Ende 1928 vereinbarte Modus vivendi³ kann jederzeit auf einen Monat gekündigt werden. Gegenwärtig besitzen wir noch den auf 3 Monate kündbaren Tarifhandelsvertrag mit der Tschechoslowakei⁴, während unsere Verträge mit Italien⁵, Frankreich⁶ und Belgien⁷ eine halbjährliche Kündigungsfrist aufweisen. Die übrigen Handelsverträge stellen im wesentlichen reine Meistbegünstigungsverträge dar.

2. Auf Grund einer eingehenden Prüfung der gegenwärtigen handelspolitischen Lage sind wir zur Überzeugung gelangt, dass eine generelle Ermässigung der

1. Cf. n° 128 et annexes.

2. Cf. n° 140 pour l'Autriche. La réduction du délai de dénonciation du traité avec la Hongrie a été conclue par échange de notes, datées du 22 et du 28 décembre 1931, entre la Légation de Hongrie à Berne et le Département de l'Economie publique.

3. Cf. DDS vol. 9, Spanien, 24. 1. Cf. aussi RO, 1929, vol. 45, pp. 15-17.

4. Du 16 février 1927. Cf. DDS vol. 9, n° 261. Cf. aussi RO, 1927, vol. 43, pp. 160-224.

5. Du 27 janvier 1923. Cf. RO, 1924, vol. 40. pp. 105-222. Cf. aussi dans ce volume le chapitre consacré aux relations commerciales avec l'Italie.

6. Du 8 juillet 1929. Convention non encore ratifiée par la France.

7. Du 26 août 1929. Cf. DDS vol. 9, n° 489. Cf. aussi RO, 1930, vol. 46, pp. 327-387.

Kündigungsfristen aller unserer Tarifhandelsverträge auf 1 Monat sich als absolut notwendig erweist. Die Verhältnisse sind derart ernst und unsicher, dass wir eine möglichst weitgehende Handlungsfreiheit besitzen müssen. In dieser Lage sind wir bereits einmal in der Nachkriegszeit gewesen, wo unsere sämtlichen Handelsverträge gekündigt worden sind, dies allerdings in der Meinung, dass der Textteil und im besondern die Meistbegünstigungsklausel weiterbestehen sollten, wobei beiden Parteien das Recht vorbehalten blieb, diesem Zustand nach erfolgter einmonatlicher Kündigung jederzeit ein Ende zu setzen. Auch jetzt sind die Verhältnisse wiederum derart verworren, dass es nicht anginge, gegebenenfalls noch Monate zuwarten zu müssen, bis wir die sich als notwendig erscheinenden Massnahmen treffen könnten. Wozu ein solcher Zustand führen kann, sehen wir gegenwärtig im Verhältnis zu Deutschland, wo bis zum 4. Februar noch übermässige Mengen Waren zum Import gebracht werden. Der Bundesrat hat daher in seiner letzten Sitzung beschlossen, *es sei eine allgemeine Ermässigung der Kündigungsfrist der Tarifhandelsverträge auf einen Monat anzustreben*⁸.

3. Wir bitten Sie daher, der ... Regierung den Vorschlag zu unterbreiten, es sei die Kündigungsfrist des schweizerisch-... Handelsvertrages auf einen Monat zu ermässigen. Zur Begründung dieses Schrittes wollen Sie ganz einfach darauf hinweisen, dass die wirtschaftlichen Verhältnisse zurzeit so raschen Wandlungen unterworfen sind, dass eine Kündigungsfrist von 6 Monaten⁹ als zu lang erscheint. Dies gelte insbesondere für die Schweiz, ein kaufkräftiges, zugleich aber kleines Land, welches mehr als grosse Staaten den wirtschaftlichen Gefahren ausgesetzt sei. Der Bundesrat halte es daher für angemessen, eine grössere Bewegungsfreiheit anzustreben. Wollen Sie gleichzeitig mündlich beifügen, dass dieser Schritt allgemein gegenüber allen Staaten, mit denen wir Tarifhandelsverträge mit einer 1 Monat übersteigenden Kündigungsfrist besitzen, erfolgt und daher nicht speziell gegen diesen oder jenen Staat gerichtet sei.

Wir bitten Sie, dieser wichtigen Angelegenheit Ihre besondere Aufmerksamkeit zu widmen und sehen Ihrer Berichterstattung über das Resultat Ihres Schrittes mit grossem Interesse entgegen¹⁰.

8. PVCF du 5 janvier 1932 (E 1004 1/332a).

9. Remarque dans la marge: Tschechoslowakei – 3 Monate .

10. Cf. la réponse du Ministre de Suisse à Rome au n° 147.

Le Gouvernement belge fait savoir que la modification proposée par la Suisse demanderait la signature d'un avenant au traité de commerce de 1929 et qu'elle devrait être soumise à l'approbation du Parlement. (Lettre du Ministre Barbey au Département de l'Economie publique du 21 mars 1932 E 7110 1/74).

Le Gouvernement français saisit l'occasion qui lui est fournie par la proposition de la Suisse pour demander à son tour le relèvement des droits de douane consolidés dans la Convention de commerce de 1929. (Lettre du Ministre Dunant au Département de l'Economie publique du 5 février 1932 E 7110 1/74).

Pas de réponse provenant de la Légation de Prague au dossier.

135

J. I.6.1/1

Notice du Chef du Département de l'Economie publique, E. Schulthess

Besprechung mit dem Deutschen Gesandten¹

Bern, 11. Januar 1932

Der deutsche Gesandte kommt zu einer Besprechung über die Gestaltung der Handelsverhältnisse nach dem 4. Februar².

In der Besprechung, der auch Herr Stucki beiwohnt, erklären wir, dass die Schweiz nicht in der Lage sei, bestimmte Offerten über einen Modus vivendi zu machen. Dagegen können wir bestätigen, was Herr Stucki bereits in Berlin Herrn Ministerialdirektor Dr. Ritter³ mitgeteilt habe, dass die Schweiz die Absicht habe, Deutschland die Meistbegünstigung de facto zuzugestehen, was bekanntlich die Einführung von Einfuhrkontingenten nicht hindere. Für einzelne Artikel, namentlich für Rundholz und Bretter, müsse die Schweiz sich vorbehalten, in den Einfuhrbeschränkungen Deutschland nicht ein egales, sondern ein proportionales Kontingent festzusetzen.

Der deutsche Gesandte nimmt davon Notiz und bestätigt, dass auch Deutschland die Absicht habe, der Schweiz die Meistbegünstigung de facto einzuräumen.

Weitere Mitteilungen werden auf den Moment vorbehalten, in dem bei uns der Entscheid über Einfuhrbeschränkungen und Zollkontingentierung gefallen sein wird⁴.

1. A. Müller.

2. Le 18 décembre 1931 le traité de commerce germano-suisse avait été dénoncé par la Suisse à partir du 4 février 1932. Cf. n° 128 + A I + A II.

3. De l'Office des Affaires étrangères du Reich.

4. Cf. n° 144, n. 2.

136

E 7110 1/105

*Proposition du Chef du Département de l'Economie publique,
E. Schulthess, au Conseil fédéral*

Copie

Bern, 11. Januar 1932

I

[...]

Die Abwicklung des Abkommens mit Ungarn¹ gestaltet sich zwar noch einigermassen befriedigend. Bis Ende Dezember waren bei der Ungarischen Nationalbank rund 2½ Millionen Franken für Bezüge aus der Schweiz einbezahlt worden, während die Schweizerische Nationalbank rund 1,6 Millionen Franken Einzahlungen für Warenauslieferungen aus Ungarn erhalten hat. Diese relativ günstige Entwicklung des Clearingverkehrs mit Ungarn beruht zur Hauptsache auf dem Umstände, dass die schweizerischen Käufer ungarischer Waren, wenigstens soweit es sich um grössere Beträge handelt, bekannt sind. Die Importe aus Ungarn betreffen nämlich in erster Linie Vieh und Alkohol; die Viehhändler kennt das Veterinäramt und der Alkohol geht an die Alkoholverwaltung. Die Nationalbank kann infolgedessen die Einzahlungen für diese Importe bei ihr sicherstellen.

Weit schwieriger liegen die Verhältnisse im Verkehr mit Österreich. Während bis zu Anfang dieses Jahres bei der Österreichischen Nationalbank ungefähr 3 Millionen Schilling einbezahlt wurden, erreichen die Einzahlungen schweizerischer Schuldner bei der Nationalbank in Zürich nur ca. 96000 Franken. Die Importeure österreichischer Ware ziehen es offenbar vor, sich mit ihren österreichischen Lieferanten direkt zu verständigen, um den letztern den schwarzen Handel mit Devisen zu erleichtern.

Die österreichischen Importe verteilen sich auf eine grosse Anzahl von Käufern, die, im Gegensatz zum Verkehr mit Ungarn, nicht bekannt sind und denen gegenüber weder rechtliche noch tatsächliche Zwangsmittel zur Anwendung gebracht werden können, um sie zur Einzahlung ihrer Warenauslieferungen bei der Nationalbank zu verhalten.

II.

Die Nationalbank und der Vorort des Schweizerischen Handels- und Industrie-Vereins, die miteinander wegen der Durchführung der beiden Devisenabkommen in fortgesetzter Fühlungnahme stehen, haben daher unter dem 29. Dezember an das Volkswirtschaftsdepartement zwei Eingaben gerichtet², um zu verlangen, dass Massnahmen ergriffen werden, welche es ermöglichen, die schweizerischen Importeure von ungarischen und namentlich von österreichischen Waren zu erfassen und sie zur Begleichung ihrer Warenauslieferungen auf dem Wege über die Nationalbank zu zwingen. Die Ausführungen der Nationalbank und des Vororts

1. Cf. n° 124.

2. Non reproduit.

und die in den erwähnten Eingaben enthaltenen Vorschläge veranlassten uns, auf den 5. Januar eine Konferenz einzuberufen, an welcher ausser der Nationalbank und dem Vorort auch die Oberzolldirektion, die Generaldirektion der Bundesbahnen, die Oberpostdirektion sowie die Justizabteilung des Eidg. Justiz- und Polizeidepartementes vertreten waren.

Die Beratungen ergaben zunächst die übereinstimmende Auffassung aller an der Konferenz beteiligten Instanzen, dass der Bundesbeschluss vom 23. Dezember 1931³ die staatsrechtliche Grundlage bietet, um die Importeure von österreichischen und ungarischen Waren zu zwingen, ihre Warendschulden über die Nationalbank zu begleichen. Diese Grundlage wird durch die Art. 4 und 5 des erwähnten Bundesbeschlusses geliefert. Art. 4 ermächtigt nämlich den Bundesrat, Devisenabkommen abzuschliessen, während Art. 5 dem Bundesrat die Möglichkeit bietet, Zwangsmassnahmen zu treffen, um die in Ausführung des Bundesbeschlusses erlassenen Vorschriften und damit also auch die Durchführung der Devisenabkommen sicherzustellen.

Wenn somit die gesetzliche Möglichkeit besteht Massnahmen zu treffen, um die Beobachtung der Devisenabkommen zu erzwingen, so besteht jedoch noch die Schwierigkeit, diejenigen Personen oder Firmen kennenzulernen, auf welche die Zwangsmassnahmen angewandt werden können. Es muss also infolgedessen ein Kontrolldienst geschaffen werden. Die Verhandlungen der Konferenz vom 5. Januar ergaben, dass sowohl die Bundesbahnen wie auch die Zollverwaltung einen derartigen Kontrolldienst ohne allzu grosse Schwierigkeit durchführen können. Die beiden Verwaltungen haben sich denn auch sofort bereit erklärt, alle diejenigen Massnahmen zu treffen, welche in ihrer Macht stehen, und den erwähnten Kontrolldienst durchzuführen.

Der Vorort des Schweizerischen Handels- und Industrie-Vereins ging in seiner Eingabe jedoch noch weiter, indem er nicht nur Zwangsmassnahmen wünschte, welche geeignet wären, die Durchführung der Devisenabkommen sicherzustellen, sondern darüber hinaus auch verlangte, dass eine Umgehung der Devisenabkommen direkt verhindert werde. Diesbezüglich zeigt es sich, dass die Bundesbahnverwaltung und die Oberpostdirektion in einem gewissen Umfange Verfügungen treffen können, welche den vom Vorort beabsichtigten Zweck erreichen, während andere noch weitergehende Vorschläge des Vororts auf verfassungsrechtliche Bedenken der Oberpostdirektion stiessen. Als durchführbar erklärt wurde:

die Aufhebung der Postscheckrechnungen, der Personen oder Firmen, die in Österreich und Ungarn, d. h. allgemein gesprochen, in Ländern, welche vom Bundesrat näher zu bezeichnen wären, ihren Wohnsitz oder ihre geschäftliche Niederlassung haben;

die Einstellung des Postanweisungsverkehrs sowie den Einzugsauftragsverkehr mit den genannten Ländern;

die Einstellung des Nachnahmeverkehrs nach der Schweiz durch die Eisenbahn und die Post;

3. *Arrêté concernant la limitation des importations (RO, 1931, vol. 47, pp. 799–800).*

schliesslich eine Verfügung, wonach Überweisungen von einer schweizerischen Postscheckrechnung zugunsten einer in den genannten Ländern geführten Postscheckrechnung nur über Vermittlung der Schweizerischen Nationalbank erfolgen werden.

III.

[...]

IV.

Wenn wir uns auch ohne weiteres Rechenschaft geben, dass die in Aussicht genommenen Massnahmen einen weitern Schritt in der Richtung der Zwangswirtschaft darstellen, so glauben wir dennoch, dass der Erlass eines derartigen Bundesbeschlusses unumgänglich notwendig ist, wenn anders die Devisenabkommen überhaupt Anwendung finden sollen. Österreich und Ungarn besitzen die gesetzliche Grundlage, um die Beobachtung der Abkommen seitens der in Österreich niedergelassenen Importeure von schweizerischen Waren zu erzwingen. Die Schweiz muss in gleicher Weise einen Zwang ausüben können, sonst wird die Durchführung des Clearingverkehrs unmöglich. Schon liegen zahlreiche Beschwerden schweizerischer Exportfirmen vor, deren Kunden in Österreich pflichtgemäß den Fakturabtrag bei der Österreichischen Nationalbank einbezahlt haben, die jedoch von der Schweizerischen Nationalbank nicht ausbezahlt werden können, weil die letztere infolge mangelnder Einzahlung der schweizerischen Importeure über den erforderlichen Gegenwert nicht verfügt. In allen diesen Beschwerden wird nach Zwangsmassnahmen gerufen, welche die restlose Durchführung der Devisenabkommen ermöglichen und damit die Schweizerische Nationalbank in die Lage versetzen, den schweizerischen Exportfirmen den Gegenwert der in Wien eingezahlten Warenguthaben auszuhändigen.

Solche Zwangsmassnahmen sind aber auch nötig, um die Staatsautorität zu wahren, welche darunter leiden müsste, dass die Behörden infolge des Widerstandes einer kleinen Interessentengruppe auf die Durchführung eines internationalen Abkommens verzichten müssen.

Der Erlass dieser Massnahmen ist ausserdem von grösster Dringlichkeit, da die Abkommen sehr kurz befristet sind und jede Verschiebung den Verlust von erheblichen Summen mit sich bringt, die täglich unter Umgehung der Devisenabkommen ins Ausland verbracht und nicht wieder eingebracht werden können und somit für die schweizerische Exportindustrie verlorengehen⁴.

[...]

4. Le 14 janvier, le Conseil fédéral édicte un arrêté relatif à l'exécution des accords conclus avec différents pays pour régler les paiements résultant du commerce de marchandises (RO, 1932, vol. 48, pp. 29ss.). Ce texte est complété par un arrêté du 13 octobre 1932 (Id. p. 702).

L'article 8 de l'arrêté du 14 janvier prévoit amende et/ou peine de prison pour les contrevenants, qu'ils agissent pour leur propre compte ou en qualité de représentants ou de mandataires du débiteur en Suisse. L'Association suisse des banquiers réagit vivement, estimant que le Conseil fédéral outrepasse les compétences de l'arrêté du 23 décembre 1931 sur la limitation des importations. Une conférence réunissant les intéressés reste sans effet, comme le prouve l'annexe suivante.

11 JANVIER 1932

ANNEXE

E 2001 (C) 4/176

*Le Chef du Département de l'Economie publique, E. Schulthess,
au Chef du Département de Justice et Police, H. Haeberlin*

*Copie**L*

Bern, 3. Februar 1932

/.../

Wir glaubten, dass in dieser Konferenz die von seiten der Bankiers erhobenen Einwände richtiggestellt und die von der Bankwelt erhobenen Bedenken zerstreut worden seien. Auf jeden Fall war man bei dieser Konferenz zu dem Ergebnis gelangt, wie der Vorsitzende, Herr Direktor Stucki⁵, noch ausdrücklich im Schlussvotum hervorhob, dass die Bankiervereinigung das Zirkularschreiben⁶ zurückziehe, worauf die Nationalbank mit den Vertretern der Banken sich über eine entgegenkommende Interpretierung von Art. 8 des Bundesratsbeschlusses verständigen würde. Es war in jener Konferenz ausserdem darauf hingewiesen worden, dass die Zurücknahme des Zirkulars höchst dringend sei, da jeder Tag für das Clearingabkommen einen Verlust von Hunderttausenden von Franken bedingen müsse.

Wir erhalten nun soeben von der Nationalbank wie auch vom Vorort, die beide an der erwähnten Konferenz vom 28. Januar vertreten waren, die Mitteilung, dass die Bankiervereinigung das Zirkular noch nicht zurückgezogen habe, sondern darauf bestehe, die Nationalbank müsse zuvor eine Erklärung abgeben, durch welche die Bestimmungen von Art. 8 des Bundesratsbeschlusses für die Bankwelt mehr oder weniger hinfällig würden. Selbstverständlich weigerte sich Herr Präsident Bachmann⁷, eine derartige Erklärung auszustellen.

Durch dieses Verhalten der Bankiervereinigung wird eine richtige Durchführung der Devisenabkommen immer mehr hinausgeschoben, kostbare Zeit geht verloren und grosse Summen werden in der Zwischenzeit direkt ausbezahlt werden, welche infolgedessen für den Clearingverkehr und damit für die schweizerischen Exporteure verlorengehen.

Es will uns scheinen, dass das Verhalten der Bankiervereinigung nicht nur eine Missachtung der in der Konferenz erzielten Einigung, sondern einen Verstoss gegen die Staatsautorität darstellt⁸.

/.../

5. Directeur de la Division du Commerce du Département de l'Economie publique.

6. Du 22 janvier, par laquelle l'Association laisse à ses membres la liberté de décider quelle suite ils entendent donner aux mesures du Conseil fédéral.

7. Président du Directoire de la Banque nationale.

8. Le 10 mars, le Département de Justice et Police écrit au Directoire de la Banque nationale: Die Schweiz. Bankiervereinigung hat sich reichlich spät entschlossen, ihre intransigente Haltung aufzugeben. Wir fürchten, dass der dem Clearingverkehr aus dieser Haltung erwachsene Ausfall auch durch das nun in Aussicht gestellte Einlenken nur zu einem geringen Teil wieder eingebbracht werden kann, zumal die Pressemeldung von der erfolgten Kündigung des Abkommens durch Österreich neuerdings Anlass geben dürfte, die Bereitschaft unserer Importeure und ihrer Banken, bei der Durchführung des Clearings mitzuhelpen, in Frage zu stellen (E 2001 (C) 4/176).

137

E 2001 (C) 3/157

*Le Chef de la Division des Affaires étrangères du Département politique,
P. Dinichert, à la Légation de Suisse à Buenos-Aires*

Copie

L R

Berne, 11 janvier 1932

Sous ce pli, nous avons l'honneur de vous transmettre la copie d'une lettre, avec annexe, du 31 décembre dernier¹, par laquelle la Direction générale à Zurich du Crédit Suisse nous demande d'appuyer les démarches que la succursale à Santiago de la Banque Française et Italienne pour l'Amérique du Sud à Paris, a accepté d'entreprendre en faveur de l'établissement financier de Zurich.

Ainsi que vous le verrez, ces démarches tendent à obtenir que le Gouvernement chilien renonce à ajourner la fixation des modalités en vue du remboursement d'une avance de £ 50 000 que le Crédit Suisse avait consentie au Gouvernement précédent.

Dans la lettre ci-jointe, le Crédit Suisse nous expose le point de vue que le Directeur de la succursale à Santiago, de la Banque Française et Italienne pour l'Amérique du Sud a été chargé de faire valoir auprès des Autorités chiliennes.

Nous vous serions fort obligés d'intervenir de la façon qui vous paraîtra la plus opportune auprès du Gouvernement de Santiago en vue de la défense des intérêts du Crédit Suisse, dont il est question ci-dessus, et de donner au Consul général de Suisse dans cette ville les instructions nécessaires afin qu'il attire verbalement l'attention de ce Gouvernement sur l'importance que nous attachons à la requête dont il s'agit².

1. Cf. annexe au présent document.

2. Dans une lettre du 25 janvier au Département politique, le Crédit suisse modifiait cependant ses instructions:

/.../

... nous nous proposons de transmettre directement une requête aux Autorités chiliennes, renonçant au ministère de la Banque Française et Italienne pour l'Amérique du Sud, à Santiago, dont nous vous avions demandé d'abord d'appuyer les démarches. Nous nous réservons à cet égard et ainsi que vous nous y autorisez, de vous adresser ces prochains jours le texte de notre requête et les pièces justificatives, en vous priant de les transmettre, après examen, au Ministre de Suisse, à Buenos Aires.

Dans ces conditions et afin d'éviter que votre Légation de Buenos Aires intervînt à deux reprises à l'égard de la même demande, nous vous saurions gré de bien vouloir télégraphier à Buenos Aires, afin de suspendre vos premières instructions (E 2001 (C) 3/157).

ANNEXE

/.../ Notre Banque est actuellement créancière du Gouvernement Chilien pour une somme de £ 50000.- – en Bons du Trésor échus le 17 novembre dernier et non payés, et qui représentaient notre participation d'un tiers dans une avance de £ 150000.- – consentie au Gouvernement Chilien par contrat du 23 avril 1931, intervenu entre ce Gouvernement et MM. N.M. Rothschild & Sons, à Londres, agissant tant en notre nom qu'au nom de diverses Banques de France et de Hollande.

La Banque Française et Italienne pour l'Amérique du Sud, à Paris, intéressée elle-même pour un montant analogue a bien voulu se charger de la défense commune de nos intérêts dans cette affaire et a prié le Directeur de sa Succursale de Santiago d'intervenir auprès du Gouvernement Chilien afin d'obtenir satisfaction.

Nous avons adopté le point de vue suivant lequel notre avance ayant été consentie au mois de mai dernier, alors que la situation des finances du Chili était déjà difficile, elle ne saurait être traitée comme celle des Banques Anglaises qui date du mois de novembre 1930.

Ci-inclus vous voudrez bien trouver copie d'un télégramme adressé par Monsieur Cavin, à Santiago, à la Banque Française et Italienne pour l'Amérique du Sud, à Paris et qui condense la réponse du Gouvernement Chilien, qui aurait ainsi l'intention d'ajourner la fixation des modalités du remboursement de l'avance ci-dessus en le subordonnant à la conclusion d'un règlement général concernant la Dette Extérieure du Chili.

Nous pensons qu'une solution équitable devrait comporter tout au moins le paiement au comptant des intérêts arriérés, à la date du renouvellement désiré par le Gouvernement Chilien.

C'est ce point de vue que défendra Monsieur Cavin, Directeur de la Banque Française et Italienne pour l'Amérique du Sud, à Santiago, avec l'appui du Représentant diplomatique du Gouvernement Français au Chili.

Afin de donner plus de poids à la démarche de Monsieur Cavin, nous nous permettons de solliciter de votre bienveillance également en ce qui nous concerne l'appui de nos Autorités diplomatiques ou consulaires au Chili, Monsieur Cavin se faisant un honneur de se mettre entièrement à leur disposition dans cette affaire.

138

E 7110 1/106

*Le Vorort de l'Union suisse du commerce et de l'industrie¹
au Chef du Département de l'Economie publique, E. Schulthess*

L Hu/K

Zürich, 13. Januar 1932

Devisenschwierigkeiten in Österreich

Da der Bundesrat in seiner Sitzung vom 12. Januar den Beschluss betreffend die Durchführung der Devisenabkommen noch nicht gefasst hat², gestatten Sie uns vielleicht, kurz auf die Angelegenheit zurückzukommen:

Die Gründe, die uns veranlasst haben, gemeinsam mit der Schweizerischen Nationalbank den Erlass eines solchen Beschlusses zu befürworten, sind Ihnen

1. Lettre signée par le Vice-président, E. Wetter et le 1^{er} Secrétaire, Hulftegger.

2. Cf. n° 136.

bekannt. Seit dem Inkrafttreten des Clearingabkommens mit Österreich sind bei der Österreichischen Nationalbank gegen 4 Millionen Schilling zugunsten schweizerischer Gläubiger einbezahlt worden, von denen sozusagen noch nichts in der Schweiz ausbezahlt werden konnte, weil die schweizerischen Bezüger österreichischer Waren bis jetzt, entgegen den Bestimmungen des Abkommens, sozusagen noch nichts einbezahlt haben. Der Zahlungsverkehr Schweiz–Österreich erfolgt unter völliger Umgehung der Schweizerischen Nationalbank, sei es dass die schweizerischen Banken im Auftrag ihrer Kunden direkt Überweisungen nach Österreich machen, sei es auf dem Wege des Handels mit «schwarzen» Schillingnoten, die in der Schweiz zu sehr niedrigen Preisen zusammengekauft werden, wodurch für schweizerische Käufer der Ankauf österreichischer Waren natürlich besonders verlockend wird. Durch dieses wenig solidarische Verhalten der schweizerischen Importeure wird die ansässige Industrie schwer geschädigt. Nach den zurzeit vorliegenden Anmeldungen bei der Schweizerischen Nationalbank betragen die schon am 1. Dezember 1931 ausstehend gewesenen Guthaben schweizerischer Firmen in Österreich mindestens 7 Millionen Fr., welcher Betrag sich bei der endgültigen Berechnung nicht unwesentlich erhöhen dürfte. Bleiben die heutigen Verhältnisse weiter bestehen, so ist es ganz ausgeschlossen, dass diese Aussenstände der schweizerischen Industrie und dem Handel je gesichert werden können. Dazu tritt die Gefahr, dass im Falle eines Ablaufs des Abkommens³ am 10. April die Österreichische Nationalbank die einbezahlten Schillingbeträge den Einzahlern zurückstatten wird, so dass die schweizerischen Gläubiger vor einer Situation stehen werden, die im *günstigsten* Fall nicht besser ist, als sie beim Erlass der Devisenverordnung in Österreich war.

Diese unbestreitbaren Tatsachen und die Überzeugung, dass bei einiger Solidarität der schweizerischen Importeure namhafte Beträge unserer Volkswirtschaft gesichert werden könnten, veranlassen uns, Sie nochmals dringend zu bitten, dafür eintreten zu wollen, dass der Bundesrat mit dem Erlass der bezüglichen Verordnung nicht mehr länger zuwartet. Sollte die Verordnung nicht unverzüglich erlassen werden, so ist mit einem vollständigen und sofortigen Zusammenbruch des österreichischen Clearings zu rechnen, wovon wir uns in den gestrigen und heutigen Verhandlungen mit dem Präsidenten und der Direktion der Österreichischen Nationalbank neuerdings überzeugen konnten. Die Verantwortung für einen solchen Zusammenbruch scheint uns immerhin derart gross zu sein, dass nichts unversucht gelassen werden sollte, um ihn zu verhüten.

3. Il s'agit de l'accord du 12 novembre 1931 (Cf. n° 125).

139

E 27, Archiv-Nr. 23386

*Instructions aux délégués suisses à
la Conférence du Désarmement¹
(Konferenz vom 20. 1. 1932)²*

No

Bern, 19. Januar 1932

1. *Bindende Instruktionen*; Verpflichtung, sich persönlicher Meinungsäusserungen zu enthalten:

Herrn Nationalrat Häberlin³ ist die Missbilligung des Bundesrates auszusprechen.

2. Eventuell ist der *Rückzug der militärischen Delegierten* aus der Delegation zu erwägen.

3. *Punkte*, auf die in mehreren Eingaben an das Politische Departement hingewiesen und die in die Instruktion an die Delegierten aufgenommen werden müssen:

a) Nicht-Einbeziehung der *Miliztruppen* in den Abrüstungsvertrag.

Es ist von höchster Bedeutung, dass unsere Delegierten diese Frage grundsätzlich stellen. Angesichts der den USA gegebenen Zusicherung und der in der vorbereitenden Abrüstungskommission mehrheitlich vertretenen Auffassung der Nichteinbeziehung der nicht ausgebildeten Reserven liegt ein Beschluss der Abrüstungskonferenz im Sinne der Nichteinbeziehung der Miliztruppen durchaus im Bereich der Möglichkeit,

b) Beschliesst die Abrüstungskonferenz im gegenteiligen Sinne, so muss unsere Delegation darauf bestehen, dass auch die *ausgebildeten Reserven* eingerechnet werden. Aber auch so würde sich für die Schweiz daraus eine militärpolitisch sehr schwierige, um nicht zu sagen unmögliche Lage ergeben, die es notwendig machen wird zu prüfen, ob nicht auf den militärischen Schutz des Landes gegen aussen überhaupt verzichtet und die zweite der Armee obliegende Aufgabe «Aufrechterhaltung der staatlichen Ordnung im Innern» der Polizei allein übertragen werden muss. Denn proportional gleichmässige Herabsetzung der Rüstungen wirkt sich tatsächlich zu unserem Nachteil sehr ungleich aus, und zwar in einem Masse, das die militärische Verteidigung des Landes unmöglich machen wird.

c) Die *allgemeine Wehrpflicht* darf nicht angetastet werden. Sie ist nicht nur militärische Grundlage unseres Wehrsystems, sondern politische Grundlage des Bundesstaates⁴.

1. Signé par le Colonel G. Combe, 1^{er} Chef de section du Service de l'Etat-Major général du Département militaire.

2. Les 20 et 21 janvier 1932, la délégation suisse à la Conférence sur la réduction et la limitation des armements examine, sur la base d'un texte du Département politique (E 2001 (C) 5/99), et en présence de G. Motta, H. Haeberlin et R. Minger, les propositions à soumettre au Conseil fédéral. Cf. n° 142.

3. Conseiller national radical de Zurich, membre de la délégation suisse à la Conférence sur la réduction et la limitation des armements et de l'Association suisse pour la SdN.

4. Article 18 de la Constitution fédérale.

d) Der militärische Schutz unserer Unabhängigkeit erfordert eine *Armee in jetziger Stärke* mit Weiterentwicklung der Ausbildung und Bewaffnung entsprechend den neuen Bedürfnissen. Reduktion würde uns ausser Stand setzen, den im Londoner Pakt vom 13.2.1920⁵ international übernommenen Verpflichtung zur Wahrung der militärischen Neutralität aus eigener Kraft nachzukommen.

e) Will man an der *Landesverteidigung* festhalten, so kann dies nur auf dem Boden der allgemeinen Wehrpflicht geschehen unter Beobachtung folgender militärischen Notwendigkeiten:

Eine *Verkürzung der Dienstzeiten* ist ausgeschlossen;

eine künstliche, den Geburten- und Tauglichkeitsziffern nicht entsprechende Herabsetzung der Bestände ist ausgeschlossen;

unsere *materielle Rüstung* ist in mancher Beziehung ungenügend. Wir müssen diesbezüglich ausdrückliche Vorbehalte machen und unsere Anträge für den zukünftigen Bedarf formulieren. Das gleiche gilt bezüglich der ersten grundlegenden Ausbildung (*Verlängerung der Rekrutenschulen*).

f) Ausserdem sind verschiedene mehr *technische Punkte* in die Instruktionen an die Delegierten aufzunehmen. (Direkte oder indirekte Rüstungsbeschränkung, Schema der Ausgaben für Meldung an das Völkerbundssekretariat, Einrechnung der Ausgaben für Gasmasken, Militärversicherung etc., Übertragung der Kredite vom Landheer auf die Luftwaffe etc.)

Über diese und weitere Einzelheiten kann Oberst Züblin, Experte der Gst. Abt., am besten referieren.

4.) Dass die *militärpolitische Lage* der Schweiz heute weniger kritisch sei als früher, ist eine Auffassung des Herrn Nationalrates Häberlin, die für den Fall eines kriegerischen Konfliktes, dessen Möglichkeit auch er nicht leugnet, nicht standhält. Die gegenteilige Auffassung, dass durch das in Europa gestörte Gleichgewicht der Mächte die nationale Sicherheit der Schweiz stark herabgemindert worden ist, hat u. E. mehr Berechtigung.

Aber sei dem, wie ihm wolle: Europa hat ein Interesse am Bestand einer Schweiz, die ihre Unabhängigkeit selbst zu schützen vermag.

5.) Art. 8 der Satzungen des Völkerbundes⁶ nennt als Voraussetzung der Abrüstungen ausdrücklich die *nationale Sicherheit*. Unsere Armee dient ausschliesslich der Landesverteidigung, d.h. der nationalen Sicherheit. Sie ist kein Instrument für die Führung von Angriffen im strategischen Sinne. Das Ausland kennt unsere militärische Ausrüstung und Ausbildung und weiss das.

[...]

5. Cf. n° 132, n. 10.

6. Cf. n° 132, n. 3.

140

E 7110 1/97

*Proposition du Chef du Département de l'Economie publique¹
au Conseil fédéral*

Copie

Ba

Handelsvertrag mit Österreich

Bern, 20. Januar 1932

Mit Beschluss vom 5.Januar 1932² haben Sie das Volkswirtschaftsdepartement ermächtigt, die in den Tarifverträgen der Schweiz mit dem Ausland vorgesehenen Kündigungsfristen, soweit dies noch nicht geschehen ist, durch Verhandlungen auf einen Monat herabzusetzen.

Der schweizerisch-österreichische Handelsvertrag vom 6.Januar 1926 ist auf drei Monate kündbar³. Schon anlässlich des am 12.November 1931 in Wien vorbereiteten Devisenabkommens⁴ mit Österreich haben wir in Ihrem Einverständnis versucht, diese Frist auf einen Monat zu verkürzen. Das österreichische Bundeskanzleramt, Auswärtige Angelegenheiten, erklärte jedoch damals, einer grundsätzlichen Herabsetzung der Kündigungsfrist auf dem Wege des Notenaustausches nicht zustimmen zu können, da eine solche Änderung des bestehenden Handelsvertrages in Österreich der legislativen Behandlung bedürfe. Das Bundeskanzleramt fasse daher unser Gesuch dahin auf, dass der Handelsvertrag nach drei Monaten, d.h. vom 18.Februar 1932 an, ausser Kraft trete, falls nicht spätestens einen Monat vorher, also bis zum 18.Januar 1932, Einverständnis darüber erzielt werde, dass der Vertrag weiter in Geltung bleibe. Mit dieser Lösung haben wir uns einverstanden erklärt.

Wir haben vor dem 18.Januar d.J. sodann die Frage, ob der Handelsvertrag mit Österreich aufgrund dieser Vereinbarung verlängert oder ob dessen Ausserkraftsetzung vorgesehen werden sollte, eingehend geprüft. Die schweizerische Landwirtschaft wäre mit der einstweiligen Nichterneuerung einverstanden gewesen, weil dadurch die Schweiz etwas Bewegungsfreiheit gewonnen hätte. Die Industrie dagegen hatte vor dem Eintreten eines vertragslosen Zustandes mit Österreich Bedenken, namentlich mit Rücksicht auf die schwierige Lage des ostschweizerischen Industriegebietes, vor allem der Stickereiindustrie, deren Veredlungsverkehr mit Vorarlberg aufgrund von Anlage D zum Vertrag geregelt ist. Wir haben daher die Anwesenheit von Herrn Dr. Schüller, Sektionschef beim österreichischen Bundeskanzleramt, anlässlich der Tagung des Wirtschaftskomitees des Völkerbundes in Genf dazu benutzt, neue Verhandlungen anzubahnen, die zu

1. Cette proposition est signée R. Minger, suppléant du Chef du Département de l'Economie publique.

2. En accord avec la commission d'experts pour le tarif douanier, le Département de l'Economie publique a fait adopter par le Conseil fédéral la décision de réduire à un mois le délai de dénonciation des traités de commerce signés par la Suisse (E 1004 1/332a).

3. Cf. DDS vol. 9, n° 136.

4. Cf. n° 125.

einer Vereinbarung geführt haben, wonach der schweizerisch-österreichische Handelsvertrag vom 6. Januar 1926 bis zum 18. März 1932 fest in Geltung bleibt, aber vom 18. Februar 1932 an jeweils auf einen Monat gekündigt werden kann.
/...¹⁵

Zusammenfassend darf festgestellt werden, dass die Vereinbarung mit Österreich wünschenswert und im Hinblick auf die derzeitigen Verhältnisse zu begrüßen ist. Im Sinne des Bundesratsbeschlusses vom 5. Januar 1932 liegend, verschafft sie der Schweiz infolge Reduktion der Kündigungsfrist mehr Handlungsfreiheit, als der Vertrag vom Jahre 1926 bot, sie bringt als für uns wesentliches Zugeständnis die Einwilligung Österreichs zur Kontingentierung der Holzeinfuhr in die Schweiz sowie die Freigabe der einzigen noch gebundenen schweizerischen Schuhposition. Die dagegen von seiten der Schweiz zu gewährenden Konzessionen halten wir für annehmbar, da die aus der Zollbindung entlassenen Waren für die schweizerische Industrie nicht von allzugrosser Bedeutung sind⁶.

5. Le texte examine ensuite les mesures de contingentement qui ont été prises et les concessions consenties en contre-partie à l'Autriche, qui constituent l'arrangement additionnel au traité de commerce austro-suisse du 6 janvier 1926, signé le 18 janvier 1932 (cf. RO, 1932, vol. 48, pp. 77-78).

6. Le Conseil fédéral adopte l'arrangement additionnel lors de sa séance du 22 janvier 1932 (E 1004 1/332a).

141

E 2001 (C) 3/46

*Le Chef du Département politique, G. Motta,
au Consul général de Suisse à Shanghai, E. Lardy*

Copie
L AT

Berne, 26 janvier 1932

Nous avons eu l'honneur de recevoir votre lettre du 22¹ de ce mois par laquelle vous voulez bien nous relater les premières dispositions arrêtées par vous après votre arrivée à Shanghai. Nous avons pris connaissance avec un grand intérêt de vos communications et nous souhaitons que le poste très important que vous êtes appelé à diriger, secondé par votre excellent collaborateur, M. Daeniker, vous procure les satisfactions auxquelles vous avez droit.

Nous avons également examiné attentivement le rapport de votre Consulat général, en date du 10 décembre dernier¹, qui renferme les indications sollicitées dans notre lettre du 14 novembre 1931¹ au sujet des Missions diplomatiques accréditées à Nankin qui ont leur résidence à Shanghai. A la suite du transfert effectif du siège d'une série de Légations de Pékin à Shanghai, nous nous deman-

1. Non reproduit.

dons, en effet, si le moment ne serait pas venu d'étudier la possibilité de donner à notre Consul général en Chine en même temps le caractère de Chargé d'Affaires auprès du Gouvernement chinois. Le rapport de votre Consulat général du 14 novembre nous confirme, à première vue, dans cette opinion. Nous constatons que déjà six Missions diplomatiques en Chine, celles de Tchécoslovaquie, de Pologne, de Norvège, de Finlande, de Cuba et du Chili, sont exclusivement établies à Shanghai, tandis que les représentants de deux grandes Puissances, le Ministre du Japon et le Chargé d'Affaires d'Italie, qui cumule les fonctions diplomatiques avec celles de Consul général, résident effectivement à Shanghai, tout en conservant une partie de leurs bureaux à Pékin. Notons enfin que des services importants des Légations de France, de Grande-Bretagne, des Etats-Unis et de Belgique se trouvent installés en permanence à Shanghai.

Cet état de choses est sans doute de nature à faciliter une décision éventuelle de donner un caractère diplomatique au Consul général de Suisse en Chine, qui se trouverait alors dans la même situation que, par exemple, ses collègues d'Italie, de Finlande et de Norvège. Une décision dans ce sens serait, d'autre part, plus facile pour nous du moment que la Suisse n'a jamais entretenu de Mission permanente à Pékin et que, par conséquent, il ne s'agirait pas pour nous, comme c'est le cas pour une série d'Etats ayant des intérêts analogues en Chine, de modifier quoi que ce fût au *statu quo* effectif du poste, sauf d'en accréditer en même temps le titulaire auprès du Gouvernement de Nankin.

Selon notre pratique constitutionnelle, instaurée depuis une dizaine d'années, nous serions amenés à saisir les Chambres fédérales d'un rapport sur la transformation éventuelle en Légation du Consulat général à Shanghai, bien que le fait d'accréditer le Consul général en qualité de Chargé d'Affaires à Nankin ne soit pas de nature à entraîner des conséquences budgétaires. A cet égard, nous devrions sans doute être à même de préciser que la fonction principale de notre représentant en Chine demeurera celle de Consul général à Shanghai et que sa qualité de Chargé d'Affaires en pied à Nankin ne l'obligerait point à suivre le Gouvernement chinois de cette capitale dans des pérégrinations éventuelles dans d'autres villes, ni même en cas d'un retour à Pékin. Nous voulons admettre que le Gouvernement chinois, soucieux, en principe, de développer les relations diplomatiques notamment avec les pays dans lesquels il entretient des Légations, ne fera pas d'obstacle à une décision prise sur cette base. Toutefois, il s'agit là d'un point préalable qui devra être tiré au clair avec tout le soin voulu.

Avant de proposer une solution précise au Conseil fédéral et, éventuellement, aux Chambres, il nous serait agréable d'être documentés par vous sur l'ensemble de la question et de connaître l'opinion que vous aurez pu vous former d'après les expériences faites à votre poste. Nous vous serions également obligés de nous indiquer si, dans certains cas tels que l'affaire Noulens alias Rüegg² ou celle de l'ab-

2. Le communiste «Noulens», secrétaire de l'Union des syndicats du Pacifique, arrêté en 1931 par la police internationale à Shanghai, tenta de se faire passer pour le suisse Paul Rüegg, parti en URSS en 1924 avec F. Platten. L'enquête menée par les représentants suisses en Chine démontra qu'il ne s'agissait pas de la même personne (cf. E 2001 (C) 3/85).

duction /sic/ de missionnaires suisses³, un caractère diplomatique donné au titulaire ou au gérant du Consulat général aurait été de nature à faciliter des démarches particulièrement délicates.

En résumant vos impressions dans un rapport circonstancié, vous nous aideiriez sans doute à résoudre la question dont il s'agit dans le sens le plus avantageux pour nos intérêts en Chine.

3. Entre autres le Père H. von Arx, de la Mission des lazartistes, enlevé par des brigands en octobre 1930.

142

2001 (C) 5/99

Max Huber¹ au Chef du Département politique, G. Motta

Bern, 26. Januar 1932

Da das «Projet de convention»² mit den dazugehörigen Berichten der Kommission und der Budgetexperten bis jetzt die einzige Vorlage für die Konferenz bildet, war es selbstverständlich, dass die Berichte des Politischen und des Militärdepartements sich auf diese ausschliesslich militärisch-technischen Vorlagen stützten und dass die Diskussion in der von Ihnen einberufenen Konferenz³ wesentlich auf diese sich bezog. Die Erörterung allgemeiner politischer Vorfragen, von denen ich einige in meinem Schreiben vom 29. Dezember v.J. zu erwähnen mir erlaubt hatte, musste deshalb zurücktreten.

Nun hat aber die Besprechung vom 20./21. d. M.⁴ ergeben, dass die Schweiz im Sinne einer Rüstungsbeschränkung sozusagen nichts zu bieten hat, weil unsere allgemeine Wehrpflicht, welche die Zahl unserer ausgebildeten Reserven bestimmt, als eine feste Grösse zu betrachten ist, weil ferner unsere Ausbildungszeit bereits ein Minimum darstellt und weil hiedurch die Höhe des Militärbudgets im wesentlichen präjudiziert ist. Dazu kommt endlich, dass unser Neutralitätsstatus uns in bezug auf das Sicherheitsproblem stark beschränkt. Es ist auch allgemein die Ansicht zum Ausdruck gekommen, dass die Schweiz auf der Konferenz sich tunlichster Zurückhaltung befleissen solle.

Ich komme auf diese Ergebnisse der Konferenz – ganz abgesehen von der Stellungnahme, die der h. Bundesrat zu ihnen nehmen wird – nicht zurück, möchte mir aber doch erlauben, zwei Gedanken auszusprechen:

1. Die sog. Abrüstungsfrage interessiert die Schweiz nicht nur in bezug auf

1. Suppléant du Chef du Département politique, G. Motta, à la tête de la délégation suisse à la Conférence pour la réduction et la limitation des armements.

2. JO.SDN. février 1931, pp. 347ss.

3. Cf. n° 139, n. 2.

4. Cf. n° 132.

ihren eigenen Rüstungsstand und ihre spezielle militär-politische Lage gegenüber ihren Nachbarn, sondern ebenso sehr im Hinblick auf die mittelbare Abhängigkeit unseres Landes von der allgemeinen internationalen Situation⁵. Ein Misserfolg der Konferenz kann, wegen dessen Rückwirkung auf den Zusammenhalt des Völkerbundes und die weitere Entwicklung der Rüstungen, mittelbare Folgen für uns haben, die kaum weniger schwerwiegend sein würden als eine unmittelbare Schwächung unserer Wehrkraft.

2. Wenn auch Zurückhaltung für einen kleinen Staat geboten ist, so besteht doch die Möglichkeit eines gewissen Einflusses durch ein Zusammengehen mit andern Staaten, deren Interessen den unsrigen ähnlich sind, und überdies ist der persönliche Einfluss der Delegierten, ohne Rücksicht auf das politische Gewicht der von ihnen vertretenen Staaten, auf internationalen Konferenzen ein nicht zu unterschätzendes Moment. Das haben Sie persönlich selber zum Vorteil der Schweiz und des Völkerbundes gezeigt. Art und Mass der Mitwirkung ist eine Frage des politischen Taktes, aber Passivität und Schweigen ist auch eine, und zwar eine in ihren ferneren Wirkungen nicht immer ungefährliche Handlungsweise⁶.

Die politisch-juristischen Fragen, die mit dem Problem der Sicherheit zusammenhängen, haben eine viel grössere Bedeutung auf der bevorstehenden Konferenz als in den Völkerbundsversammlungen, weil diese Konferenz, die bei den Kellog-Verhandlungen⁷ und an der Londoner Konferenz⁸ verpasste Gelegenheit bietet, – zwischen Völkerbundsstaaten und den Vereinigten Staaten zu einem für Völkerbundspakt und Kellog-Pakt gleicherweise vitalen Modus vivendi auf dem Gebiete der sog. Sanktionen zu gelangen. Wenn man die Erörterungen über die Möglichkeit eines Zusammenwirkens von Europa und Amerika zur Sicherung des Kellog-Paktes verfolgt, so zeigt sich, dass, wenn überhaupt etwas erreicht werden kann, eine Lösung nicht unähnlich der von der Schweiz 1919⁹ für sich geforderten gefunden werden müsste. Ich darf Ihnen über die bescheidenen schweizerischen Versuche in den Jahren 1919 und 1920¹⁰, den Beitritt Amerikas zum Völkerbund zu fördern, gelegentlich mündlich referieren. Die von unsren Völkerbundsgegnern so sehr verspottete differentielle Neutralität wäre eine viel vernünftigere, weil eher allgemein annehmbare Lösung gewesen als der noch von der Kriegspsychose beherrschte Art. XVI des Paktes¹¹.

Von einer sog. Humanisierung des Krieges durch blosse Verbote halte ich nicht viel¹²; dagegen, und hier stimmen unsere militärischen Interessen völlig überein

5. En marge remarque de G. Motta: richtig.

6. id.

7. RO, 1929, vol. 45, pp. 623–624. Voir aussi DDS vol. 9, n° 422 et 444.

8. Conférence navale de Londres en 1930. Cf. n° 34, n. 6.

9. Message du Conseil fédéral concernant l'accession de la Suisse à la SdN, 4 août 1919 (FF, 1919, IV, pp. 567ss.).

10. Message complémentaire du Conseil fédéral concernant la question de l'accession de la Suisse à la SdN, 17 février 1920 (FF, 1920, I, pp. 343ss.).

11. Cf. n° 132, n. 9.

12. En marge remarque de G. Motta: richtig.

mit den humanitären und finanziellen – hätten wir ein Interesse daran, dass – in Anlehnung an die Abrüstungsforderungen der Friedenstrakte gegenüber den Zentralmächten – gewisse Waffengattungen verboten oder doch stark beschränkt und deren Herstellung oder Bereitstellung präventiv erschwert würden. In solcher Weise könnten besonders odiose Formen der Kriegsführung wie die Luftbombardemente eingeschränkt und durch positive Verbote mit einiger Aussicht auf Erfolg unterbunden werden.

Da Sie mir das Vertrauen bewiesen haben, mich in die Delegation zu ziehen, erachte ich es als meine erste Pflicht, Bedenken und Besorgnisse, die ich habe, Ihnen nicht zu verheimlichen. Nun kann ich mich des Eindrucks nicht erwehren, dass – unter Umständen – die Möglichkeit besteht, wir könnten in Genf in eine ähnliche Lage kommen wie 1907 im Haag¹³. Durch die von stärkster Zurückhaltung und Skeptizismus, vielleicht Indifferenz bestimmten damaligen Instruktionen war die schweizerische Delegation zu einer Haltung gezwungen, die uns weder die Sympathie der Schweiz politisch am nächsten stehenden Staaten eintrug noch den Dank der gegenüber der Konferenz wesentlich negativ eingestellten Mächte, in deren Schlepptau zu sein wir ohne Not den Schein auf uns genommen hatten¹⁴.

Die Konferenzprogramme von 1907 und 1932 sind nicht sehr unähnlich; die politische Situation ist allerdings verschieden; in der Art, wie das Abrüstungsproblem, wenigstens äusserlich, behandelt wird, liegt ein Unterschied von mehr als einem Vierteljahrhundert. Was die Schweiz anbelangt, so ist der Unterschied ebenfalls gross. Die Einstellung der schweizerischen Politik zu den Fragen der internationalen Organisation und Friedenssicherung ist aus einer negativen zu einer positiven geworden. Die Delegation zur Abrüstungskonferenz hat den grossen Vorzug, vom Vorsteher des Politischen Departements selber geführt zu werden, und die geringe Entfernung zwischen Bern und dem Konferenzort gestattet eine leichte Einholung neuer oder spezieller Instruktionen. Nur ist es so, dass über die Haltung der Staaten, sowohl der meisten grossen Mächte als namentlich auch der uns politisch näher stehenden Mittel- und Kleinstaaten, m. W. sehr wenig oder nichts bekannt ist. Dies gilt insbesondere in bezug auf das, vielleicht bald eine überwiegende Bedeutung erlangende Sicherheitsproblem, das aus dem bereits erwähnten Grunde, sich nicht gleich wie an einer Völkerbundsversammlung präsentiert und für das die Instruktionen zur letzten Versammlung nur vorläufig genügen.

Aus diesem Grunde möchte ich der Auffassung Ausdruck geben, dass es ratsam erscheint, dass durch die bevorstehende Instruktionerteilung die Politik der Schweiz, speziell auf dem politischen Gebiet, das bisher wenig zur Sprache gekommen ist, vorläufig nicht mehr als unbedingt nötig, festgelegt werde¹⁵.

13. 2^e Conférence de la Paix de la Haye à laquelle M. Huber a participé comme délégué de la Suisse.

14. En marge remarque de G. Motta: Diese Befürchtungen scheinen mir nicht begründet. Ich verstehe sie aber gut!

15. En marge remarque de G. Motta: richtig.

143

E 1001 1, EPD, 1. 1.-31. 7. 1932

*Proposition du Chef du Département politique, G. Motta, au Conseil fédéral*Instructions à la délégation suisse¹ à la conférence du désarmement

Berne, 28 janvier 1932

[...]

La présente proposition n'a pas pour but de donner un résumé du débat² qui s'est engagé, mais d'indiquer, à grands traits, à la suite de cet échange de vues préliminaire, quelles pourraient être les bases, sinon définitives, du moins initiales de l'attitude générale des représentants de la Suisse à la Conférence du désarmement. Le Conseil fédéral ne saurait, en effet, à l'égard d'un problème de cette ampleur, arrêter, dès maintenant, des instructions ne varietur. Les principes et les méthodes sur lesquels repose le projet de convention³ sont extrêmement controversés. Nombre de clauses de ce projet n'ont été adoptées qu'à des majorités d'une ou deux voix, le nombre des abstentions étant, au surplus, fréquemment supérieur au nombre des votants. Encore la Commission préparatoire ne comprendait-elle que les représentants de trente-deux Etats. C'est dire que les majorités qu'elle a obtenues de justesse sur certaines dispositions de principe courent le risque d'être facilement converties en faibles minorités dans une conférence où une soixantaine de pays feront entendre leur voix. L'édifice érigé par la Commission préparatoire est donc des plus fragiles, si fragile qu'il s'écroulera peut-être sous la poussée des majorités nouvelles qui pourront se constituer à Genève. Il serait prematurely, dans ces conditions, de s'arrêter à des décisions définitives. Rien ne nous dit que, quelque temps après l'ouverture de la Conférence, la situation telle qu'elle apparaît aujourd'hui à la lumière du projet de convention ne se trouvera pas modifiée de fond en comble. Les instructions du Conseil fédéral, notamment dans leur partie technique, ne pourraient, dès lors, avoir qu'un caractère provisoire. Force nous est bien d'adopter, comme point de départ, le projet de convention dont nous avons été saisis par le Conseil de la Société des Nations, mais nous nous réservions de réexaminer en toute liberté, selon le cours des débats à Genève, certaines des décisions prises.

[...]

I. Attitude générale de la Suisse à l'égard du problème du désarmement

Membre de la Société des Nations, la Suisse doit satisfaire, comme les autres Etats, aux obligations de l'article 8 du Pacte⁴, qui prévoit, à son alinéa premier,

1. Dirigée par le Chef du Département politique et, en son absence, par M. Huber (E 1004 1/331).

2. Sur les instructions à la délégation, les 20 et 21 janvier 1932 (E 2001 (C) 5/99).

3. JO.SDN, février 1931, pp. 347ss.

4. Cf. n° 132, n. 3.

«que le maintien de la paix exige la réduction des armements au minimum compatible avec la sécurité nationale et avec l'exécution des obligations internationales imposées par une action commune». Cet article n'établit aucune distinction entre les Etats membres de la Société des Nations; il est d'application générale. La Suisse l'avait d'ailleurs accepté sans réserve lors de son accession à la Société. Dans son message du 3 août 1919⁵, le Conseil fédéral avait même critiqué la timidité avec laquelle le Pacte abordait le problème. Nous ne saurions donc affaiblir en quoi que ce soit, par notre attitude, la valeur de l'engagement qu'il s'agit aujourd'hui d'exécuter.

Juridiquement, l'article 8 du Pacte n'est pas en rapport direct avec notre régime de neutralité. Il se trouve néanmoins en connexion, à certains égards, avec la Déclaration de Londres, du 13 février 1920⁶, qui a défini le statut de notre neutralité dans le sein de la Société des Nations. Grâce à ce statut, la Suisse, comme on sait, n'est pas tenue de participer à une action militaire de la Société des Nations, c'est-à-dire à l'«action commune» visée par l'article 8 du Pacte. Elle doit être prête, en revanche, «à tous les sacrifices pour défendre elle-même son propre territoire en toutes circonstances, même pendant une action entreprise par la Société des Nations». Cette obligation de défense individuelle est le corrélatif de l'obligation d'assistance militaire stipulée par l'article 16 du Pacte⁷. Si, pour les autres Etats membres de la Société des Nations, l'exécution des obligations internationales imposée par une action commune constitue, conjointement avec la sécurité nationale, la mesure de la réduction des armements, il est certain que, pour la Suisse, cette mesure est constituée par l'obligation de se défendre contre toute attaque ou invasion. En dehors du facteur de la sécurité nationale, qui est évidemment le facteur décisif, la Suisse serait donc fondée à invoquer, s'il le fallait, l'engagement qu'elle a assumé de défendre à tout prix sa neutralité, engagement qui correspond, répétons-le, à l'engagement d'action commune assumé par les autres Etats membres.

Politiquement et moralement, la Suisse se doit de soutenir les efforts en faveur d'une réduction sensible des armements. Pareille réduction augmenterait incontestablement les garanties de paix, car il y a une relation certaine entre le volume des armements et les risques de guerre. Or, un peuple profondément pacifique comme le peuple suisse ne peut qu'applaudir aux efforts tentés en vue d'accroître les moyens de consolider la paix générale. Son attitude à cet égard lui est dictée déjà par des soucis d'ordre humanitaire. Mais elle lui est dictée aussi par ses propres intérêts. Petit pays que sa situation géographique exposerait aux pires dangers en cas de conflagration générale, elle ne peut que souhaiter ardemment de voir éliminer autant que possible les possibilités de guerre.

Est-ce à dire que la Suisse devrait, pour des considérations humanitaires ou par intérêt, s'attacher à jouer un rôle en vue à la conférence qui se prépare? Nous ne le pensons pas. Le problème du désarmement a incontestablement un fond

5. Cf. n° 142, n. 9.

6. Cf. n° 132, n. 10.

7. Cf. n° 132, n. 9.

juridique, mais la prééminence de son caractère politique n'est niée par personne. Il s'agit, avant tout, d'un problème de grandes puissances. Juridiquement, tous les Etats membres de la Société des Nations sont tenus de collaborer à sa solution, mais, politiquement, cette solution dépend, en réalité, de la volonté des grands. Les petits pays ne menacent pas la paix et l'on pourrait fort bien concevoir un désarmement poussé très loin qui se ferait sans eux. Sans doute ils peuvent et, à certains égards, ils doivent encourager les efforts des puissances militaires vers un allégement du fardeau des armements, mais il serait présomptueux de leur part de vouloir imposer leurs conceptions à leurs grands partenaires. La Suisse, en particulier, qui a toujours observé une prudente réserve dans les questions internationales, doit se garder de se mettre trop ostensiblement en scène. Nous n'avons pas à jouer un rôle de Mentor à Genève. Ce rôle serait disproportionné à notre influence politique. Si notre mission est plus modeste, cela ne signifie nullement qu'elle ne saurait être utile. L'intervention de petits pays, surtout à Genève, peut être parfois heureuse; elle peut aider à dénouer des situations embrouillées ou critiques. Il s'agit, en somme, d'une question de mesure et d'opportunité. Si, à un moment donné, la Suisse pouvait, sans s'écartez de sa politique traditionnelle, rendre un service à la paix, elle le rendrait. Se modérer n'est pas synonyme d'abdiquer.

II. Situation spéciale de la Suisse

La Suisse doit-elle revendiquer une situation privilégiée? Tout en affirmant sa vive sympathie pour la cause du désarmement, pourrait-elle briguer la faveur de demeurer en dehors de la convention future en arguant de son statut international, du type particulier de son armée, etc.? En thèse générale, il serait, croyons-nous, inopportun de le prétendre. La Suisse, de même que les autres pays, doit avoir des armements réduits dans la mesure compatible avec sa sécurité nationale et avec l'exécution de ses obligations internationales. A supposer que nos armements excéderaient la limite permise, nous aurions à les réduire conformément à l'article 8 du Pacte. Il est vrai que cette hypothèse n'a qu'une valeur théorique, car, en réalité, notre type d'armée à durée de service très limitée nous a permis d'aller très loin dans la voie du désarmement, plus loin, en tout cas, qu'on ne sera généralement disposé à le faire à Genève. Mais si le désarmement a déjà atteint chez nous un niveau que la plupart des pays ne songent pas à adopter, nous aurions tort de nous dérober. Nous nous exposerions bien fâcheusement, alors que notre position est des plus favorables, au risque d'être rangés dans la catégorie des Etats hostiles, en somme, à l'idée du désarmement.

Il est permis cependant d'envisager l'éventualité où la Suisse pourrait être amenée à se prévaloir du caractère tout particulier de son système de défense nationale. Le projet de convention tel qu'il a été établi par la Commission préparatoire du désarmement s'applique uniquement aux «effectifs en service». Or, selon l'interprétation en quelque sorte authentique que la Commission a donnée dans son rapport (v. n° 51), on entend par effectifs en service «tous les effectifs qui reçoivent une instruction militaire (sauf l'instruction préparatoire), à quelque

endroit et sous quelque forme que cette instruction leur soit donnée». Cette définition paraît couvrir tous les effectifs, sans exception, qu'il s'agisse d'effectifs d'une armée de métier, d'une armée à cadres permanents ou de la simple armée de milices, dont l'effectif, à certaines périodes de l'année, peut être réduit à zéro. On a voulu atteindre, semble-t-il, tous les hommes *sous les drapeaux* dans une année donnée, à l'exclusion, par conséquent, des réserves instruites qui ne font pas de service au cours de l'année envisagée. Reste à savoir si la Conférence inclinerait à faire une distinction entre les effectifs en service selon qu'ils appartiennent à une armée permanente ou à une armée de milices comme la nôtre, qui, par essence, ne l'est pas. Il semble douteux, du moins à nous en tenir aux renseignements que nous avons recueillis à Genève, que la Commission préparatoire ait voulu faire cette distinction. Mais les désirs et les conceptions de la Conférence peuvent être différents de ceux de la Commission. Il se pourrait donc qu'on en vînt à l'idée de soumettre les véritables armées de milices à un régime moins strict. En ce cas, nous aurions intérêt, cela va sans dire, à réclamer à notre profit ce traitement de faveur. Nous ne nous faisons pas, à vrai dire, beaucoup d'illusions à cet égard. Il nous paraît néanmoins utile de retenir cette éventualité. Le Conseil fédéral l'examinerai si elle se présente et donnera des instructions précises à sa délégation.
[...]

... Une Suisse prospère n'est pas concevable dans un monde en désarroi. Notre pays ne doit donc pas ménager sa sympathie à tout ce qui sera entrepris pour rétablir la confiance dans les relations internationales et ramener les peuples dans la voie d'une collaboration féconde fondée sur l'esprit de solidarité et de justice, comme aussi sur une meilleure compréhension de leurs intérêts réciproques. La Conférence de Genève doit faire à cet égard un effort d'apaisement et de rapprochement. Si cet effort n'aboutissait pas, la sécurité resterait précaire ou, ce qui revient au même, serait jugée telle par certains Etats; la grande tentative de mettre fin aux rivalités d'armements serait frappée de stérilité. La Suisse ne saurait encourir le reproche d'avoir entravé, par son attitude, l'amélioration d'un état de choses qui est à l'origine de la crise sans précédent dont souffrent actuellement les peuples du monde entier. Elle ne peut pas à cet égard se confiner dans la passivité et l'indifférence.

Ce ne serait pas la première fois d'ailleurs qu'elle prêterait sa collaboration dans le domaine de la sécurité. Elle s'est mise à la tête du mouvement en faveur de l'arbitrage obligatoire. Elle a adhéré au Pacte Briand-Kellogg⁸. Elle participe à la trêve des armements⁹. Le Conseil fédéral a décidé de signer la convention en vue de développer les moyens de prévenir la guerre¹⁰. Il a accepté, en outre, de coopérer à l'harmonisation des deux Pactes¹¹, de façon à restreindre encore, sinon à supprimer complètement les possibilités juridiques de faire la guerre. Il

8. RO, 1929, vol. 45, pp. 623–624. Cf. aussi DDS vol. 9, nos 422 et 444.

9. Cf. no 99.

10. Rapport du Conseil fédéral sur la XII^e Assemblée de la SdN (FF, 1932, I, pp. 373–376).

11. Id. pp. 351–356. Il s'agit du pacte de la SdN et du pacte de renonciation à la guerre (pacte Briand-Kellogg) du 27 août 1928.

sera prêt à adhérer, le moment venu, à l'Acte général pour le règlement pacifique des différends internationaux.

Notre participation aux accords internationaux destinés à augmenter la sécurité doit toutefois être circonscrite dans les limites que nous assigne notre statut international de neutralité. A ce statut, nous devons rester fidèles, non par égoïsme, mais par nécessité. Le maintien de notre neutralité telle qu'elle a été définie par la Déclaration de Londres est une des conditions essentielles de notre existence politique. Force nous est, par conséquent, de demeurer étrangers à tout instrument, si important fût-il pour la consolidation de la paix, qui serait de nature à nous entraîner à des actes incompatibles avec notre régime de neutralité. C'est ainsi que nous nous sommes félicités de la conclusion d'une convention d'assistance financière en faveur des Etats victimes d'agression, mais, comme nous l'avons exposé dans notre rapport aux Chambres fédérales sur les travaux de la XI^e Assemblée de la Société des Nations¹², il ne nous a pas été possible de nous y associer pour des raisons tirées de notre statut international. Nous ne pourrions qu'adopter la même attitude à l'égard des accords d'assistance mutuelle en cas d'agression qui pourraient être proposés par la France comme condition d'une réduction de ses armements. Nous serions heureux si les Etats trouvaient, d'un commun accord, la possibilité de donner de nouveaux gages de sécurité à la France et aux Etats qui professent la même doctrine politique. Mais, si profond et si sincère que soit son amour pour la paix, si ardents que soient les vœux qu'elle forme pour l'avènement d'un ordre meilleur, la Suisse ne saurait assumer, pour sa part, des obligations de nature à mettre en péril le statut spécial qui lui a été reconnu et qui fait partie intégrante du droit des gens. C'est pour elle, comme nous l'avons dit, une condition d'existence.

/.../¹³

12. FF, 1931, I, pp. 149–151. Cf. aussi DDS vol. 9, nos 320, 491, 494 et 495.

13. Les instructions, adoptées par le Conseil fédéral dans sa séance du 29 janvier (E 1004 1/332a), passent ensuite en revue les questions d'effectifs, de matériel, de renseignements abordées par le projet de convention-cadre.

144

J.I.6.1/1

Notice du Chef du Département de l'Economie publique, E. Schulthess

Besuch des deutschen Gesandten¹

No

Bern, 29. Januar 1932

Der deutsche Gesandte gibt mir Kenntnis von einer Depesche, die er vom Auswärtigen Amt erhalten hat und in der die Meinung ausgesprochen wird, dass die Massregeln, die wir zu erlassen im Begriffe seien² (Zollkontingentierung in Verbindung mit Bewilligungsverfahren) und die von Herrn Stucki Herrn Legationsrat Dankwort auseinandergesetzt worden sind, eine differentielle Behandlung Deutschlands bedeuten. Die Exporteurverbände bestürmen das Auswärtige Amt und befürchten, dass die schweizerischen Warenbezüger zur Umgehung des Bewilligungsverfahrens sich an die Lieferanten anderer Länder wenden werden.

Ich setze zunächst allein, nachher im Beisein von Herrn Stucki, dem Gesandten den Mechanismus unserer Einfuhrbeschränkungen auseinander. Wir verweisen insbesondere darauf, dass die von uns getroffene Lösung für Deutschland nach unserer Überzeugung günstiger sei als eine andere, nach der auch den andern Ländern zugleich Kontingente zugeteilt würden. Wir haben allerdings die Absicht, diejenigen Länder, aus denen die Wareneinfuhr normal oder bescheiden ist, für einmal nicht in das Kontingentierungsverfahren einzubeziehen, sondern vielmehr deren Import einfach zu überwachen, um aber im gegebenen Momente dann einschreiten zu können. Würden wir das Kontingentierungsverfahren auf alle Länder ausdehnen, so müssten wir, insbesondere wenn das Prinzip des gleichen Kontingentes beobachtet würde, manchen Kontingente zuteilen, die weit über ihren bisherigen Import hinausgingen und die dann geradezu eine Einladung zu vermehrtem Export bedeuten würden. Die Einfuhrbeschränkungen sind nicht dazu bestimmt, Deutschland zu schaden, noch viel weniger aber, andern Ländern zu nützen. Die Rückdämmung der Einfuhr ist leider eine Notwendigkeit. Sie muss zu unsern Gunsten wirken und darf nicht durch die Einfuhr aus andern Ländern wieder wettgemacht werden. Wir überwachen die Einfuhr aus den übrigen Ländern genau und schreiten sofort zu einer Kontingentierung, wenn andere Länder hinsichtlich der Einfuhr an die Stelle Deutschlands treten.

Der deutsche Gesandte erklärt sich persönlich von diesem Aufschluss befrie-

1. A. Müller.

2. La limitation des importations est introduite par l'arrêté no 1 du Conseil fédéral du 30 janvier 1932 qui fixe les contingentements d'importation pour un certain nombre d'articles étrangers (engrais, bois, rubannerie, tapis, bonneterie, etc.). Cet arrêté est complété par l'ordonnance no 1 du Département de l'Economie publique du même jour. (Cf. RO, 1932, vol. 48, pp. 70-74.) Au total, pendant l'année 1932, 14 arrêtés concernant la limitation des importations seront pris par le Conseil fédéral. (Cf. RO, 1932, vol. 48.)

digt und glaubt auch, dass das vorgeschlagene Verfahren nicht zum Schaden Deutschlands sei. Ich mache dann die Anregung, dass die Frage besprochen werden sollte. Es wäre uns lieb, wenn ein Vertreter des Reichswirtschaftsministeriums hierher kommen könnte, eventuell aber erkläre ich mich bereit, Herrn Stucki nach Berlin zu delegieren, um Aufschluss zu geben und die Dinge darzulegen, wie sie sind.

Ich erinnere sodann den Gesandten daran, dass schon am Schlusse der Unterhandlungen in Berlin³ von unserer Seite die Bereitwilligkeit zu jederzeitiger Wiederaufnahme ausgesprochen worden sei und dass ich ihm früher schon erklärt habe, wir seien willens, jederzeit die Besprechung wiederaufzunehmen. Ich wiederhole das auch heute wieder, mit dem Bemerkern, dass der Bundesrat es sehr begrüßen würde, wenn es gelänge, sich auf dem Verhandlungswege zu einigen, sei es für ein weitergehendes Abkommen, sei es einstweilen für einen Modus vivendi.

Herr Stucki wird auch beauftragt, diese Erklärung in Berlin abzugeben und eventuell daselbst Besprechungen über eine solche Lösung aufzunehmen. – Der deutsche Gesandte begrüßt das vorgeschlagene Vorgehen.

Tags darauf wird festgestellt, dass zurzeit Ministerialdirektor Ritter nicht abkömmlig sei, worauf Herr Stucki nach Berlin delegiert wird und am 31. Januar dahin abreist.

3. Ces négociations ont eu lieu du 11 au 25 novembre 1931. Cf. n° 122.

145

E 2001 (C) 4/103

*Le Ministre de Suisse à Rome, G. Wagnière,
au Chef du Département politique, G. Motta*

L

Rome, 1^{er} février 1932

J'ai l'honneur d'accuser réception de votre lettre du 27 janvier¹ contenant un entrefilet qui a paru dans la «Thurgauer Zeitung», relatif au journal «L'Adula»² et à l'activité de la «Dante Alighieri» en Suisse.

La nouvelle publiée par le journal thurgovien ne me surprend pas. Il y a longtemps que je me suis fait une conviction sur le rôle plus que suspect joué en

1. Dans cette lettre, Motta signalait à Wagnière un entrefilet paru dans la «Thurgauer Zeitung» du 22 janvier 1932:

[...]

L'auteur de l'information de presse dont il s'agit relate que la section de Paris de la Société «Dante Alighieri» aurait accordé un subside de 12 000 lires pour divers buts spéciaux et notamment en faveur du journal «L'Adula», qui devrait être encouragé dans sa «bataille italienne en Suisse». [...] (E 2001 (C) 4/103).

2. Cf. n°s 55, 123 et 129.

Suisse par cette société italienne qui abuse de notre hospitalité et de l'accueil amical dont elle a constamment joué de la part de nos autorités, de nos journaux et de notre public. [...]

En ce qui concerne «L'Adula», il est évident qu'elle ne peut pas vivre de ses abonnements, ni de sa publicité. Elle est évidemment subventionnée, sinon directement par le Gouvernement italien, du moins par des institutions ou des particuliers en Italie. Je l'ai dit une fois à M. Mussolini qui n'a répliqué ni par un oui, ni par un non³.

Je crois, en effet, qu'il serait très indiqué, en profitant des bonnes dispositions du moment, de signaler au Gouvernement royal l'intervention de la «Dante Alighieri» en faveur d'un journal qui ne cesse pas d'injurier et de calomnier notre pays, notre histoire et nos traditions les plus sacrées. Quant au sieur Colombi⁴, il a constamment joué de la protection de la Légation d'Italie sous MM. Garbasso⁵ et Pignatti⁶. Cette attitude toujours équivoque, en contradiction avec les belles déclarations du Chef du Gouvernement et de son ministre l'été dernier à Lugano⁷, constitue, je dois l'avouer, le point sombre de ma mission en Italie. Je n'oublie pas cette journée de Bellinzona où l'Attaché militaire italien, en grand uniforme, a affecté de se promener côté à côté avec Colombi en présence de tout le Conseil fédéral⁸.

Sans doute, nous n'avons aucun intérêt à provoquer des polémiques de presse et, pour ma part, je prodigue toujours à nos journalistes des conseils d'amitié et de modération à l'égard de l'Italie. Cependant, dans des circonstances pareilles, je suis convaincu que nos journaux ne doivent pas garder le silence⁹. Les correspondants de Berne de la «Gazette de Lausanne» et du «Démocrate» croient devoir prendre souvent une attitude contraire à celle des journaux suisses qui relèvent des faits nuisibles à nos bonnes relations avec le Royaume¹⁰; ces correspondants ont grand tort. Il faut qu'on sache en Italie que l'opinion chez nous est unanime sur une question aussi grave.

3. Cf. DDS vol. 9, n° 492.

4. Cf. n° 123, n. 3.

5. C. Garbasso, Ministre d'Italie à Berne de 1921 à 1926.

6. Comte B. Pignatti Morano di Custoza, Ministre d'Italie à Berne de 1926 à 1929. Cf. DDS vol. 9, n° 488 et 490.

7. Le discours auquel fait allusion Wagnière avait été prononcé par le Ministre Marchi en janvier 1931 à Lugano. Cf. n° 55, A, n. 7.

8. Lors de la fête fédérale de tir de Bellinzona, en juillet 1929. L'Attaché militaire italien était le colonel N. Pentimalli. Remarque marginale de Motta: En effet!

9. Remarque marginale de Motta: D'accord!

10. Remarque marginale de Motta: Cette appréciation n'est pas tout à fait exacte!

146

E 7110 1/25

*Notice du Secrétaire de la Légation de Suisse à Berlin, E. Feer,
sur la dénonciation du traité de commerce germano-suisse¹*

No Vertraulich

Berlin, 10. Februar 1932

Ich erhielt gestern und heute telephonische Mitteilung von zwei deutschen Journalisten (Dr. Regensburger und Dr. Veit), wonach im Reichswirtschaftsministerium, namentlich bei Herrn Posse, von neuem eine ausserordentlich scharfe Stimmung gegen die Schweiz herrsche. Herr Ministerialdirektor Posse habe darauf aufmerksam gemacht, dass es durchaus nicht angehe, die deutsch-französische Kontingentierung deutscher Industrieprodukte in gleiche Linie zu setzen mit den schweizerischen Massnahmen. Die deutsche Elektroindustrie habe sich privat und freiwillig mit der französischen Industrie geeinigt. Die Reichsregierung habe diese Einigung akzeptiert, weil sie in ihr einen Weg gesehen habe, die Kündigung des Handelsvertrags durch Frankreich zu vermeiden. Seinerzeit habe man auch der Schweiz die Möglichkeit geben wollen, durch private Verhandlungen von Industrie zu Industrie die bestehenden Schwierigkeiten zu überbrücken; die Schweiz habe jedoch von diesem Angebot keinen Gebrauch machen wollen.

Herr Posse zeigte sich auch besonders entrüstet über einen Artikel in der Neuen Zürcher Zeitung: «Meistbegünstigung und Zolldifferenzierung» vom 29. Januar, wo schweizerischerseits der Versuch gemacht werde, die Schuld am Kontingentssystem Deutschland in die Schuhe zu schieben, weil es mit dem Finnland-Vertrag das schlechte Beispiel gegeben habe². Die Quintessenz der Ausführungen von Herrn Posse soll darin gelegen sein, dass er niemals das Recht der Schweiz auf Berufung auf die Kontingentierungsmassnahmen im Verkehr zwischen Deutschland und Frankreich anerkennen könne, da es sich hier um Vorgänge verschiedener Natur handle. Auch habe die Schweiz die Absicht, die deutsche Einfuhr zu kontingentieren (auch mit proportionalen Kontingenzen), schon in einem Zeitpunkt vertreten, wo die Besprechungen mit Frankreich noch gar nicht begonnen hatten.

Ich habe den Eindruck, dass man im Reichswirtschaftsministerium ziemlich nervös ist aus Unsicherheit über die noch bevorstehenden schweizerischen Kontingentierungsmassnahmen und sich für alle Fälle Handlungsfreiheit vorbehalten will³.

N.B. Es ist natürlich sehr leicht, die deutsche Behauptung, bei den Kontingentsabmachungen mit Frankreich handle es sich um ein privates, freiwilliges

1. Notice transmise le même jour par le Ministre à Berlin, Rüfenacht, au Directeur de la Division du Commerce, Stucki.

2. La convention de commerce conclue le 28 août 1930 entre ces deux pays fixait des contingents de beurre et de fromage que la Finlande était autorisée à exporter en Allemagne à taux réduits.

3. L'arrêté fédéral concernant la limitation des importations est promulgué le 23 décembre 1931 (RO, 1931, vol. 47, pp. 799-800). Cf. aussi n° 144, n. 2.

Vorgehen, zu widerlegen. Schliesslich erfolgten doch diese Verhandlungen nur unter dem schärfsten Druck der Reichsregierung, welche die Industrie vor die Wahl zwischen dem grösseren und kleineren Übel stellte. Nur durch die Zustimmung zu solchen Kontingenten kann Deutschland die Kündigung des deutsch-französischen Vertrags vermeiden. Auch weiss Herr Posse sehr wohl, dass die Schweiz auf Industrieverhandlungen nicht eingetreten ist, weil die Erfahrung mit den Schuhen und Möbeln eine so ungünstige war.

147

E 7110 1/84

*Le Ministre de Suisse à Rome, G. Wagnière,
au Chef du Département de l'Economie publique, E. Schulthess*

L

Période de dénonciation
Traité de commerce avec l'Italie.

Rome, 11 février 1932

Nous avons eu, hier soir, avec M. le Ministre Ciancarelli¹, un nouvel entretien au sujet de notre demande de réduire à un mois le délai de dénonciation du traité de commerce suisso-italien du 27 janvier 1923². L'initiative de cette visite a été prise par M. Ciancarelli qui venait de recevoir un long rapport du Ministère des Corporations, exposant le point de vue de ce Ministère sur la question qui nous occupe. Avant de rédiger la réponse officielle à notre note du 22 janvier³, M. Ciancarelli a tenu à nous faire connaître la pensée du Ministère des Corporations. En substance, la réponse de ce dernier Ministère correspond à ce que nous a dit M.-Ciancarelli au cours de l'entretien que nous avons eu avec lui le 3 février et dont je vous ai rapporté la teneur dans mon rapport du même jour⁴.

Eu égard à la crise intense qui sévit dans le monde et qui frappe l'Italie d'une façon plus sévère que ne le laisseraient croire les déclarations officielles et les articles de journaux, eu égard également aux difficultés auxquelles se trouve en butte l'exportation italienne, le Ministère des Corporations ne croit pas pouvoir donner son assentiment à la demande formulée par la Suisse. Ce Ministère est d'avis qu'en réduisant à un mois la période de dénonciation d'un traité de commerce, le Gouvernement Royal créerait une atmosphère d'incertitude et de méfiance qui serait des plus nuisibles pour l'économie nationale. L'Italie, toujours selon l'avis du Ministère des Corporations, ne peut donc pas créer un précédent

1. B.F. Ciancarelli, *Chef du bureau de politique économique du Ministère des Affaires étrangères*.

2. Cf. RO, 1924, vol. 40, pp. 105-222.

3. Non retrouvé.

4. Non reproduit.

en limitant à un mois la période de dénonciation d'un traité aussi complexe que le traité de commerce italo-suisse. Le Ministère des Corporations demande donc au Ministère des Affaires étrangères de répondre dans ce sens à la demande de la Suisse en ajoutant que le Gouvernement de Sa Majesté doit en tous cas insister sur l'observation du délai de 6 mois auquel la Confédération est liée par contrat, quitte à entamer plus tard des négociations en vue d'une réduction qui, cependant, ne pourrait pas être inférieure à trois mois.

M. Ciancarelli nous a fait comprendre que la réponse officielle qui nous parviendra dans une dizaine de jours sera rédigée en tenant compte du point de vue du Ministère des Corporations.

De son côté, M. Ciancarelli nous a fait entendre que les dicastères compétents du Gouvernement italien se trouvent en ce moment dans une véritable fièvre de négociations. Il nous a fait entendre aussi qu'il nous serait très reconnaissant si nous pouvions examiner l'opportunité de renvoyer au mois de mars prochain la discussion de cette affaire, étant donné que M. Ciancarelli et ses collaborateurs sont surchargés de besogne puisqu'ils sont en négociations avec l'Allemagne, l'Espagne, la Tchécoslovaquie et qu'une délégation française doit arriver à Rome ces tout prochains jours pour conclure un accord commercial avec l'Italie. M. Ciancarelli craint – il me l'a dit ouvertement – que si nous pressons trop notre demande en ce moment, la situation de l'Italie, pour ses négociations spéciales avec la France⁵, en sera affaiblie. (Il m'est, il va sans dire, difficile de me prononcer sur ce point, étant donné que tout dépend de votre tâche compliquée. Si, cependant, nous pouvions nous entendre pour rendre au Gouvernement italien le service dont il s'agit, nous devrions le faire. De cette façon, nous ferions voir une fois de plus aux Autorités italiennes notre bienveillance à leur égard.)

Nous avons de nouveau fait valoir auprès de M. Ciancarelli les raisons sérieuses qui ont obligé le Conseil fédéral à présenter à l'Italie la demande qui fait l'objet du présent échange de correspondance. Nous avons relevé également que la question, pour nous, est une question aussi vitale que l'est, pour l'Italie, un renvoi à plus tard de la discussion du problème. Dans ces circonstances, nous ne pourrions pas perdre encore un mois, à moins que – et j'ai avancé cet argument entouré de toutes les précautions voulues et sous la plus grande réserve – l'Italie ne consente, si les Autorités fédérales sont d'accord d'attendre jusqu'au mois de mars pour reprendre la discussion, à tenir compte de ce fait lorsqu'il s'agirait de calculer les six mois auxquels nous sommes liés par contrat. En d'autres mots, si l'Italie persiste à ne pas vouloir donner un effet immédiat à une réduction du délai de dénonciation de notre traité de commerce et si nous devions attendre le délai contractuel avant de fixer ce point, le terme de six mois devrait en tous cas être réduit à cinq. Comme ni nous-mêmes, ni M. Ciancarelli n'avons pu prendre un engagement définitif sur ce point et que nous nous sommes contentés de soulever ces questions, M. Ciancarelli, lui non plus, n'a pu répondre définitivement.

En résumé, le point de vue italien est le suivant: ou bien la Suisse n'a aucune

5. Cf. n° 220, n.5.

intention de porter au régime actuel des échanges commerciaux entre les deux pays des modifications importantes, ou alors, au contraire, des modifications de ce genre pourraient être envisagées. Dans la première alternative, une dénonciation du traité de commerce ne s'avère pas absolument nécessaire, étant donné que nous pourrions toujours, comme par le passé, nous entendre sur des points isolés relatifs à des déconsolidations de positions fixées par contrat. Dans la seconde alternative, une période d'un mois pour négocier un traité aussi complexe que celui qui lie les deux nations est insuffisant. Nous avons répondu à ces constatations de M. Ciancarelli en faisant valoir de nouveau les arguments que vous nous avez déjà fournis et ceux que nous avons formés par la lecture des rapports économiques et des articles publiés par la presse suisse. Nous avons relevé, notamment, que notre demande de réduction du délai n'implique pas un désir de notre part de dénoncer le traité de commerce. Elle a été dictée par la nécessité dans laquelle se trouve le Conseil fédéral d'avoir les coudées franches dans sa politique économique et dans les mesures indispensables à prendre en vue de la situation économique du pays. D'ailleurs, si nous devions négocier à nouveau avec l'Italie, je suis sûr qu'il ne s'agirait pas de refaire entièrement le traité, mais plutôt de retoucher quelques points tout en laissant subsister la charpente actuelle du contrat.

L'assentiment – peu probable, comme vous le savez de l'Italie à notre demande ou, d'autre part, la dénonciation à six mois de notre traité de commerce, devrait faire l'objet d'un décret-loi et, par conséquent, être soumis aux Chambres. Un décret ministériel pour décider de la question n'est pas concevable car, M. Ciancarelli nous l'a dit, un décret ministériel est pris lorsqu'il s'agit de mesures de nature à favoriser l'économie nationale. Une réduction du délai de dénonciation d'un traité de commerce, ou une dénonciation du traité italo-suisse à l'époque actuelle iraient à l'encontre des intérêts du pays et, partant, ne pourraient pas être réglées par décret ministériel.

Serait-il possible d'aplanir ces difficultés en ayant recours à une dénonciation secrète, c'est-à-dire par échange de notes, du traité actuellement en vigueur? J'avance cette suggestion plutôt à titre de demande d'information.

J'attacherais du prix à connaître dès que possible votre point de vue au sujet des idées formulées dans la présente lettre et à recevoir vos instructions détaillées⁶.

6. Cf. lettre de Stucki à Wagnière du 17 février 1932 (E 7110 1/84):
/.../

Eine endgültige Stellungnahme behalten wir uns vor, bis uns die Antwort Italiens auf unser Begehr um Entlassung aus der handelsvertraglichen Bindung für die Kunstseide und die Seidenwaren vorliegt. Falls diesem Begehr bald entsprochen wird, könnte der Bundesrat eventuell von einer vorsorglichen Kündigung Umgang nehmen. Die Verhandlungen über die Herabsetzung der Kündigungsfrist des Vertrages könnten dann gemäss dem italienischen Wunsche im März weitergeführt werden.

/.../

Par l'aide-mémoire du 1^{er} août 1932 (E 7110 1/84) le Ministère italien des Affaires étrangères répondra par une fin de non recevoir à la demande de la Suisse.

12 FÉVRIER 1932

148

E 2001 (C) 3/157

*Le Vice-directeur de la Division du Commerce du Département de l'Economie publique,
J. Hotz, à la Légation de Suisse à Buenos-Aires¹*

*Copie
L*

Berne, 12 février 1932

Votre rapport du 7 janvier² sur le trafic des devises au Chili nous est bien parvenu. Nous avons pris connaissance avec un vif intérêt de vos renseignements, auxquels vous avez bien voulu joindre un exposé détaillé, établi par le Consulat général de Suisse à Santiago.

Selon le Consulat, le seul moyen susceptible d'aboutir à un résultat satisfaisant pour les créanciers suisses, dont l'argent est retenu au Chili, serait de conclure une convention de clearing analogue à celle qui existe actuellement entre la Suisse et l'Autriche³ et entre la Suisse et la Hongrie. A notre avis, la possibilité d'un tel accord paraît hors de question. Un système de compensation des devises n'est pas possible avec le Chili, pays producteur de matières premières (salpêtre, cuivre et avoine), qui sont importées en Suisse par l'intermédiaire de maisons étrangères faisant généralement passer ces produits par les Etats-Unis d'Amérique. Etant données ces circonstances, nous nous permettons de vous suggérer la procédure suivante: Nous attacherions du prix à voir votre Légation rédiger une note verbale⁴ qui serait remise aux Autorités chiliennes par le Consulat de Santiago. Cette note attirerait l'attention du gouvernement sur le mauvais effet que ne manquerait pas de produire dans notre pays une immobilisation prolongée des capitaux suisses au Chili. La sympathie qu'éprouve le peuple suisse pour le Chili se ressentirait gravement d'une méconnaissance de nos intérêts. Les deux pays entretiennent d'excellentes relations qu'il est dans leur intérêt commun de maintenir et de ne pas compromettre pour une question comme celle dont il s'agit et que le gouvernement chilien aura sans doute à cœur de résoudre promptement. Ainsi votre Légation pourrait s'efforcer d'obtenir tout au moins le paiement des marchandises déjà livrées, sans que le Chili pût considérer la solution intervenue comme de nature à porter préjudice aux relations qu'il entretient avec d'autres Puissances.
[...]

1. Jusqu'en 1944, le Ministre de Suisse à Buenos-Aires est aussi accrédité au Chili.

2. Non reproduit.

3. Cf. n°s 124 et 125.

4. Une note verbale datée du 10 mars 1932 sera effectivement remise aux autorités chiliennes (E 2001 (C) 3/157).

149

E 2200 Paris 3/5

*Le Chef de la Division des Affaires étrangères du Département politique,
P. Dinichert, aux Légations de Suisse*

Copie

R Série B n° 1 Confidentiel

Berne, 13 février 1932

Nous avons l'honneur de vous communiquer ci-après quelques renseignements concernant les *intérêts suisses en Egypte*.

Des négociations avaient été entamées il y a un certain nombre d'années¹, entre la Suisse et l'Egypte pour la conclusion d'un traité d'amitié qui devait préciser la situation des Suisses établis en Egypte.

On sait que les anciennes capitulations conclues par les Puissances chrétiennes avec la Sublime Porte subsistent encore aujourd'hui en Egypte. Les Puissances capitulaires sont actuellement: la Belgique, le Danemark, l'Espagne, les Etats-Unis d'Amérique, la France, la Grande-Bretagne, la Grèce, l'Italie, la Norvège, les Pays-Bas, le Portugal et la Suède. Les ressortissants de ces Etats jouissent en Egypte d'un régime d'extraterritorialité. Leur personne est inviolable. Vis-à-vis des Autorités égyptiennes, ils bénéficient d'une complète immunité administrative et judiciaire. Ils ne relèvent que des tribunaux consulaires de leur pays et des tribunaux mixtes institués, en 1874, d'un commun accord entre le Gouvernement égyptien et les Puissances capitulaires.

/.../²

La situation des *Suisses en Egypte* est actuellement la suivante: La France, dès 1551 et, aujourd'hui, en vertu de la capitulation perpétuelle de 1740, a le droit de prendre les Suisses sous sa protection et de les faire bénéficier comme protégés des mêmes priviléges que ses propres ressortissants. Par le jeu de la clause de la nation la plus favorisée, les autres Puissances capitulaires bénéficient du même droit. Il convient d'ajouter qu'en l'absence d'une représentation officielle de la Suisse en Egypte, nos compatriotes peuvent se placer sous la protection d'une Puissance capitulaire de leur choix. La protection de la Grande-Bretagne, de la France et de l'Italie leur est assurée, mais la majorité d'entre eux vivent, en fait,

1. Depuis 1924. Sur ces négociations, cf. aussi DDS vol. 9, nos 15, 39, 58, 63, 154, 227, 288, 289, 333 et 360.

2. Le 16 juin 1925, l'Allemagne a signé avec l'Egypte une convention d'amitié, dont l'article 3 limite les compétences des tribunaux consulaires allemands. Ces derniers ne sont plus autorisés à juger:

- 1) crimes ou délits contre la sûreté intérieure ou extérieure de l'Egypte ...;
- 2) attaques ou offenses contre Sa Majesté le Roi d'Egypte ou les membres de la Famille royale ...;
- 3) crimes ou délits commis par les ressortissants allemands fonctionnaires ou employés des administrations publiques égyptiennes dans l'exercice ou à l'occasion de l'exercice de leurs fonctions ...

sous la protection française; d'autres Puissances, toutefois, pourraient avoir des protégés suisses. Tant que le statut juridique des Suisses n'aura pas été réglé par un accord direct entre la Confédération et le Royaume d'Egypte, l'envoi éventuel d'une mission officielle suisse au Caire qui mettrait fin à la protection des Suisses par des Puissances tierces, pourrait avoir pour effet de priver nos ressortissants des avantages considérables inhérents au régime capitulaire dont ils ont bénéficié de tout temps et de les faire rentrer sous le droit commun égyptien en les plaçant, notamment, sous la juridiction des tribunaux indigènes. Pour éviter qu'il en soit ainsi, il faudrait que, préalablement à l'organisation d'une représentation suisse en Egypte, la Suisse reçût elle-même les priviléges capitulaires dont ses ressortissants bénéficient pratiquement, par réflexe, en qualité de protégés des Puissances amies.

Envisagées sous l'aspect économique et commercial, voire intellectuel, les relations entre la Suisse et l'Egypte sont fort suivies et établiraient, à elles seules, la nécessité de créer une mission diplomatique suisse au Caire. En effet, la colonie suisse en Egypte est forte d'environ 600 personnes et occupe dans le pays une situation en vue. Les principaux hôtels du Caire et d'importants comptoirs de coton d'Alexandrie sont aux mains de Suisses. Les échanges commerciaux, réglés par un accord commercial provisoire basé sur le traitement de la nation la plus favorisée, conclu par échange de notes du 9 juin 1928 et entré en vigueur le 28 décembre de la même année³, sont fort actifs. Voici quelques chiffres donnant un aperçu de la valeur de ces échanges: Les importations se montaient, en 1924, à 66,3 millions de francs, en 1925, à 65,7 millions, en 1926, à 50,6, en 1927 à 58,6, en 1928, à 60,4 millions. Elles ont baissé, il est vrai, ces dernières années, puisque, en 1929, elles ne se montaient plus qu'à 53,7 millions, en 1930, à 35,2 et, en 1931, à 25,6 millions. Les exportations suisses en Egypte étaient, en 1924, de 16,1 millions de francs, en 1925, de 17,6 millions, en 1926, de 13,4, en 1927, de 12,3, en 1928, de 15,7 millions. Elles sont tombées progressivement, en 1929, à 18,5 millions, en 1930 à 13,3 et, en 1931, à 7,8 millions. Les milieux économiques estiment, toutefois, que ces exportations pourraient s'accroître si la Suisse entretenait avec l'Egypte une représentation officielle active. Les demandes des centres du commerce et de l'industrie suisses tendant à l'établissement d'une telle représentation, soit diplomatique, soit consulaire, ont été réitérées au cours de ces dernières années.

D'autre part, la Suisse, bien que n'étant pas puissance capitulaire, a envoyé deux de ses ressortissants en Egypte, en la personne de MM. Houriet et Peter, qui remplissent, depuis des années, les fonctions de juges au Tribunal mixte du Caire. Grâce à l'influence personnelle du Roi Fouad, le Gouvernement égyptien a fait, au cours de ces dernières années fréquemment appel à des Suisses pour des missions de confiance. C'est ainsi qu'il a appelé des professeurs de l'Ecole polytechnique fédérale, M. Potterat, aujourd'hui décédé, puis M. Andreeae, à la direction de l'Ecole polytechnique égyptienne, fondée en 1926. Un Suisse, M. Gruner, ingé-

3. Cf. DDS vol. 9, n° 360. La date exacte de l'entrée en vigueur de l'accord est le 26 décembre.

nieur à Bâle, a été appelé, en 1928, à faire partie d'une commission d'experts de trois membres chargée d'examiner le projet de surélévation du barrage d'Assouan, tandis que M. Edouard de Claparède, professeur à l'université de Genève, étudiait sur place la révision du programme d'instruction publique égyptien.

[...]

Dans ces conditions, nous nous proposons de faire une nouvelle tentative aux fins de négocier une convention dans laquelle se trouveraient supprimées les réserves allemandes⁴. Tout espoir de réussite ne paraît pas exclu si l'on se rappelle qu'en août 1928, M. Trembley⁵ put recueillir l'impression que, lorsque le Gouvernement égyptien aurait terminé, sur la base du texte allemand, ses négociations avec l'Autriche, la Hongrie et la Tchécoslovaquie, il y aurait des chances pour qu'il traitât avec la Suisse en acceptant la suppression des réserves. Or, si aucun accord de principe n'est encore intervenu entre l'Egypte et la Tchécoslovaquie et qu'il paraît en être de même pour ce qui est des relations hungaro-égyptiennes, la conclusion récente, entre les Gouvernements du Caire et de Vienne, d'un traité contenant les réserves acceptées par l'Allemagne, ouvrira peut-être la voie à des négociations sous des auspices qui nous soient plus favorables.

4. Cf. n. 2.

5. E. Trembley, *Président de la Commission commerciale suisse en Egypte, au Caire.*

150

E 7110 1/61

Le Vorort de l'Union suisse du commerce et de l'industrie à ses sections¹

Copie

L

Zürich, 16. Februar 1932

Handelsverträge und Industriebesprechungen zur Kontingentierung der Einfuhr

Die Handelspolitik droht in einem immer grössere Besorgnisse verursachenden Umfange vom Kontingentierungssystem erfasst zu werden. Frankreich war darin bahnbrechend, wobei es auch vor der Verletzung unbestreitbarer handelsvertraglicher Verpflichtungen nicht zurückschreckte. Die Hauptsorte der französischen Wirtschaft ist zweifellos die auch in Frankreich stark angestiegene Einfuhr aus Deutschland. Im Grunde würde wahrscheinlich Frankreich seinen Handelsvertrag mit Deutschland am liebsten kündigen. Aus Reparations- und allgemeinen politischen Erwägungen scheint man sich aber einstweilen vor diesem Schritte offenbar zu scheuen. Als Ersatz dafür muss nun die Kontingentierung der Einfuhr dienen. Deutschland hat offiziell zwar diese Methode bisher stets abgelehnt, was

1. Lettre signée par le Vice-président, E. Wetter et le 2^e Secrétaire, H. Homberger.

bekanntlich die Verhandlungen mit der Schweiz zum Scheitern brachte. Anderseits wollte sich aber Deutschland doch auch der Gefahr einer Kündigung des für seinen Export im allgemeinen vorteilhaften Handelsvertrags mit Frankreich nicht aussetzen. Aus diesem in beiden Staaten vorhandenen Dilemma sollte die Kontingentierung der deutschen Einfuhr in Frankreich in der Weise hinausführen, dass darüber nicht zwischen den Regierungen, sondern in erster Linie zwischen den beteiligten Industrien beider Länder verhandelt wurde. In Frankreich besteht seit einiger Zeit ohnehin eine Vorliebe für die «ententes industrielles» und die deutsche Regierung konnte durch diese Methode vermeiden, sich unmittelbar selbst zu desavouieren, indem es sich für sie lediglich darum handelte, die zwischen den Industriellen getroffene Verständigung zu sanktionieren. Soweit ist das eine Sache, die nur Deutschland und Frankreich angeht.

Die französische Kontingentierung, so wie sie bisher gehandhabt wurde, betrifft nun aber auch Drittstaaten, darunter die Schweiz. Es kann dahingestellt bleiben, ob diese Rückwirkung einer offenen oder stillschweigenden Voraussetzung der zwischen Frankreich und Deutschland getroffenen Abreden entspricht. Tatsache ist, dass Frankreich durch derartige Beschränkungen der schweizerischen Ausfuhr seinen Handelsvertrag mit der Schweiz verletzt, wo es sich um Positionen handelt, deren Zölle zwischen den beiden Ländern gebunden sind. Die Schweiz kann das selbstverständlich nicht hinnehmen und hat sich bereits veranlasst gesehen, dagegen bei der französischen Regierung mit grösstem Nachdruck vorstellig zu werden. Wenn Frankreich mit Deutschland eine Kontingentierung vereinbart, so darf der Schweiz nicht zugemutet werden, ebenfalls eine Kontingentierung ihrer Ausfuhr über sich ergehen zu lassen, nur damit Frankreich auf diese Weise gegenüber Deutschland sozusagen passiv die Meistbegünstigung wahrt.

Es hat nun den Anschein, als ob Frankreich versuchen möchte, die Schwierigkeiten, die aus diesen verschiedenen Rücksichten entstehen, dadurch zu beheben, dass zu den deutsch-französischen Industriebesprechungen, die auf immer weitere Gebiete ausgedehnt werden sollen, auch Vertreter von Drittländern eingeladen werden, um damit auch diesen gegenüber die Kontingentierung als Ergebnis einer «Verständigung» Platz greifen lassen zu können. Es würde nun aber ohne Zweifel die Verteidigung der schweizerischen Handelsvertragsansprüche, wozu die Schweiz fest entschlossen ist, und die zu diesem Zwecke gegenwärtig schwebenden Verhandlungen durchkreuzen und in Gefahr bringen, wenn einzelne schweizerische Industrien oder Firmen sich bereit finden liessen, mit der französischen Industrie über die ausschliessliche Kompetenz der Bundesbehörden hinweg der gleichen Pläne zu diskutieren. Wir möchten deshalb die Sektionen dringend ersuchen, ihre Mitglieder über die unbedingte Notwendigkeit einer einheitlichen Haltung zu unterrichten und ihnen zur Pflicht zu machen, dem Vorort von allfälligen Anfragen oder Einladungen seitens französischer Industrieverbände zu Kontingentierungsverhandlungen Kenntnis zu geben, um sich mit ihm darüber zu verständigen, bevor sie sich auf irgend etwas einlassen.

151

E 7110 1/128

*Le Vorort de l'Union suisse du commerce et de l'industrie
au Conseil fédéral¹*

L Hu/K

Zürich, 16. Februar 1932

Devisenschwierigkeiten: Ungarn

In ihrer Sitzung vom 12. Februar 1932 hat sich die Schweizerische Handelskammer einlässlich mit der derzeitigen ausserordentlich schwierigen wirtschaftlichen Lage des Landes befasst und Mittel und Wege geprüft, um eine Milderung der Krise zu ermöglichen. Im Zusammenhang insbesondere mit der immer drohender werdenden Lage der Exportindustrie fand auch ein Meinungsaustausch statt über die im November 1931 abgeschlossenen Devisenabkommen mit Österreich und mit Ungarn² und die seitherige Gestaltung des Verkehrs unter diesen Abkommen. Sie gestatten uns, dass wir Ihnen auftragsgemäss die Stellungnahme der Schweizerischen Handelskammer wie folgt zur Kenntnis bringen:

Angesichts der derzeitigen staatlichen Massnahmen in Österreich und Ungarn betreffend die Devisenbewirtschaftung erblickt die Schweizerische Handelskammer im Abschluss solcher Abkommen die einzige praktische Möglichkeit, den Gütertausch mit diesen Ländern aufrecht zu erhalten und dort ausstehende Guthaben zu liquidieren. Schätzungsweise dürften in Österreich und in Ungarn Ende November 1931 gegen 15 Millionen Schweizerfranken für gelieferte Waren ausstehend gewesen sein – ein Betrag, auf den sicherlich die schweizerische Volkswirtschaft, besonders die Exportindustrie, unter den heutigen Verhältnissen schwerlich verzichten könnte. Ebenso wichtig aber ist auch die Inganghaltung wenigstens eines bescheidenen Exports nach diesen beiden Ländern, umso mehr als die schweizerische Ausfuhr sowohl nach Österreich wie nach Ungarn weit überwiegend aus Fertigfabrikaten besteht.

Für das praktische Gelingen der Clearingabkommen ist nun die Aufrechterhaltung der Wareneinfuhr aus den betreffenden Ländern eine wesentliche Voraussetzung, da diese Länder nur durch die von ihnen exportierten Waren in der Lage sind, ihre alten Schulden abzutragen und auch die neuen Importe zu finanzieren. Es liegt daher unbestreitbar im Interesse der schweizerischen Volkswirtschaft, alle diejenigen Waren, die importiert werden müssen, aus Ländern zu beziehen, die der Schweiz gegenüber alte Schulden abzutragen haben und zugleich bereit sind, ihr weitere Fertigfabrikate abzunehmen. Diese Voraussetzung trifft nun in ganz besonders hervorragendem Masse im Falle Ungarns zu, dessen Ausfuhr nach der Schweiz zu ca. drei Vierteln aus Lebensmitteln, hauptsächlich Schlachtvieh, besteht, während die schweizerische Ausfuhr nach Ungarn sich zu 80% aus in-

1. Lettre signée par le Président, J. Syz, le Délégué, E. Wetter et le 1^{er} Secrétaire, O. Hulftegger.

2. Cf. n^os 124 et 125.

dustriellen Fertigfabrikaten zusammensetzt. Die Schlachtvieheinfuhr aus Ungarn hat im Jahre 1930 ca. 14 Millionen Fr. betragen, d.h. mehr als die gesamte schweizerische Ausfuhr nach Ungarn. Die Schlachtvieheinfuhr hätte somit allein schon genügt, um den gesamten schweizerischen Export nach Ungarn zu finanzieren. Auch im Jahre 1931 blieben die Schlachtviehimporte noch ungefähr auf der gleichen Höhe bis zum Inkrafttreten des Clearingverkehrs. Ausgerechnet im Zeitpunkt, in dem die Schlachtvieheinfuhr aus Ungarn der schweizerischen Volkswirtschaft noch den besondern Vorteil der Hereinbringung alter Aussenstände ermöglicht hätte, sank diese Einfuhr, die noch im November 1931 1403 Stück betrug, auf 870 Stück im Dezember und sogar auf nur 158 Stück im Januar 1932. Durch diese Beschränkung der Schlachtvieheinfuhr aus Ungarn ist dem Clearingverkehr Ungarn/Schweiz die wertvollste Quelle verstopft worden. Da das Abkommen zeitlich beschränkt ist und da Ungarn schon bei dessen Abschluss auf die Aufrechterhaltung seines Schlachtviehexportes das grösste Gewicht gelegt hat, besteht nun die Gefahr, dass der Clearingverkehr dahinfallen muss, weil ihm zum Schaden der schweizerischen Volkswirtschaft und insbesondere der Exportindustrie durch eine schweizerische Massnahme die erforderlichen Mittel vorenthalten werden.

Die Gründe, die zu dieser Drosselung der Schlachtvieheinfuhr aus Ungarn geführt haben, sind uns hinreichend bekannt. Wir müssen Ihnen aber im Auftrag der Schweizerischen Handelskammer mitteilen, dass nach ihrem Dafürhalten angesichts der heutigen wirtschaftlichen Lage der Schweiz die Industrie ebenso sehr Anspruch auf Berücksichtigung beim Erlass derartiger Massnahmen erheben darf, insbesondere wenn es sich um eine Massnahme handelt, die derart ausgesprochen und einseitig zum Schaden der Industrie sich auswirkt und ihr Verluste beizufügen geeignet ist, die nicht wieder gut gemacht werden können. Die Schweizerische Handelskammer hat es nicht verstehen können, wie einerseits der Bundesrat, in richtiger Erkenntnis der zwingenden wirtschaftlichen Notwendigkeit, mit Ungarn ein Clearingabkommen abschliessen und gleichzeitig dessen Durchführung durch die Vieheinfuhrsperrre sozusagen verunmöglichen konnte. Wir sind überzeugt, dass ein derartiges Vorgehen von der öffentlichen Meinung nicht verstanden würde, und die Schweizerische Handelskammer würde es aufrichtig bedauern, wenn tatsächlich die Undurchführbarkeit des Clearings mit Ungarn vor der öffentlichen Meinung mit der Vieheinfuhrsperrre begründet werden müsste.

In kürzester Frist wird es sich entscheiden, ob das Abkommen mit Ungarn, das für unsere Industrie in dieser Zeit wachsender Arbeitslosigkeit von besonderer Wichtigkeit ist, verlängert werden kann. Das bisherige loyale Verhalten der ungarischen Behörden – trotz den schweizerischen Massnahmen zum Schaden des ungarischen Viehexportes – lässt bei der Erneuerung ein weitgehendes Entgegenkommen Ungarns zugunsten der schweizerischen Interessen erwarten. Bereits hat sich die ungarische Regierung – über ihre vertraglichen Verpflichtungen hinaus – bereit erklärt, die Zahlungen der Eidgenössischen Alkoholverwaltung für ihre Spritbezüge im Betrag von gegen 700000 Fr. im vollen Umfange und nicht nur zu einem Drittel dem Clearing zugute kommen zu lassen, sofern schweizeri-

scherseits auf den ungarischen Schlachtviehexport etwelche Rücksicht genommen würde. Es ist daher ausserordentlich wichtig, dass gerade jetzt, unmittelbar vor der Verlängerung des Abkommens, Ungarn gegenüber eine klare Stellung hinsichtlich des Schlachtviehimportes bezogen werden kann, und wir bitten Sie dringend, bei Ihrer bevorstehenden Beschlussfassung diese Zusammenhänge in erster Linie zu berücksichtigen.

Im Hinblick auf die fast täglich wachsenden Sorgen der industriellen Kreise würde es niemand verstehen, wenn der Bundesrat bewusst auf eine Möglichkeit, der Exportindustrie in dieser schweren Zeit einen wesentlichen Dienst zu leisten, verzichten würde. Nur wenige Mittel besitzt der Bundesrat, um der Exportindustrie die Aufrechterhaltung der Ausfuhr durch eigene Massnahmen zu erleichtern; diese wenigen dürfen aber nicht im entscheidenden Augenblick unbenützt gelassen werden. Die Schweizerische Handelskammer vertraut darauf, dass der Bundesrat diese Erkenntnis teilen und den vorstehenden Erwägungen Gehör schenken werde.

152

E 7110 1/56

*Conférence entre le Directeur de la Division du Commerce
du Département de l'Economie publique, W. Stucki,
le Directeur au Ministère français du Commerce, J. Blanc,
et l'Attaché commercial de l'Ambassade de France à Berne, M. Hignette¹*

CR

Berne, 24 février 1932

M. Blanc déclare être venu à Berne aux fins d'aménager, dans le cadre de la convention de commerce en vigueur une concordance possible entre les systèmes de contingentements appliqués par les deux pays, qui paraissent partir de conceptions différentes. La France reste très attachée à la clause de la nation la plus favorisée. Elle ne peut pas, par exemple, appliquer une mesure à l'Allemagne, sans l'étendre aux autres pays. La France ne songe pas à appliquer les contingents en mesure de représaille, comme le fait la Suisse, avec une «certaine lourdeur»! Mais la France ne veut pas fermer la porte aux articles suisses. – M. Blanc remet à M. Stucki une liste des articles dont la France se propose de contingententer l'importation. Cette liste vise peu d'articles consolidés à l'égard de la Suisse (les tissus de coton imprimés intéressent spécialement l'exportation suisse). Le gouvernement français a retardé l'application de divers décrets, dans le désir de s'entendre préalablement avec la Suisse. Du fait du contingentement suisse, l'exportation françai-

1. Ce compte-rendu est signé du juriste E. Bonhôte, de la Division du Commerce du Département de l'Economie publique.

se subit une perte de 10 millions de francs suisses (6 300 000 fr. pour les articles en soie et les rubans). Il s'agirait donc d'établir en commun une procédure pour l'avenir.

M. Stucki exprime son étonnement de ce changement complet d'attitude. La situation de la Suisse et celle de la France marquent une analogie frappante, au point de vue économique et même au point de vue financier (monnaie et habitudes commerciales saines, etc.). Plus la puissance d'achat des autres pays diminue, par le fait des restrictions dans le commerce des devises, etc., plus les pays qui ont besoin d'une expansion commerciale se tournent vers des marchés comme les marchés français et suisses, offrant une grande sécurité. Il paraît dès lors inconcevable de traiter tous les pays de la même manière, au point de vue du contingentement. La clause de la nation la plus favorisée est applicable aux questions douanières proprement dites; il en va autrement en ce qui concerne les mesures de contingentement. On peut se protéger contre les pays, comme l'Allemagne, dont l'importation offre des dangers, tout en se conformant au statut conventionnel à l'égard des autres pays, quitte à encourir des reproches de l'Allemagne. Cette dernière n'a, d'ailleurs, jamais demandé à la Suisse de lui appliquer, en matière de contingents, exactement le même traitement qu'aux autres pays, mais de ne pas accorder à ces pays de contingents plus élevés qu'à elle. La France a soutenu, jusqu'à présent, le point de vue que devant se protéger contre l'Allemagne, elle était obligée de réduire aussi les importations des autres pays. MM. Rollin² et Fighiera³ ont reconnu que cette manière de voir ne pouvait être maintenue à la longue et qu'il fallait chercher une solution ne touchant pas les intérêts des autres pays. Il avait été convenu avec MM. Rollin et Fighiera que la France et la Suisse se garantiraient, pour les positions consolidées dans leur convention de commerce, le *maintien des importations actuelles*, avec ou sans contingentement.

M. Blanc. Ce système aboutit à la dénonciation de tous les accords. Cette solution, excellente et tout à fait juste en soi, est possible pour la Suisse dont la situation politique est très forte, mais elle est interdite à la France pour des raisons de politique générale (rapports franco-allemands). Elle avait, il est vrai, séduit MM. Rollin et Fighiera, mais elle a moins séduit d'autres départements (Economie nationale, Affaires Etrangères), ainsi que M. Tardieu⁴, parce qu'elle amènerait nécessairement la dénonciation des accords avec l'Allemagne. Or, la France est décidée de se tenir aux accords qui ont été signés. Le but de cet entretien est donc d'arriver à une harmonisation des deux méthodes, de façon que les relations économiques entre les deux pays n'en souffrent pas.

M. Stucki fait remarquer que la Suisse est encore liée par la clause de la nation la plus favorisée à l'égard de l'Allemagne. Si celle-ci accepte, malgré cette clause, que la Suisse ne la traite pas sur un pied d'égalité avec les autres pays, elle l'acceptera sans doute aussi de la part de la France, en ce sens qu'elle se contentera

2. *L. Rollin, Ministre du Commerce et de l'Industrie.*

3. *R.-Ch. Th. Fighiera, Directeur des Affaires commerciales et industrielles au Ministère du Commerce.*

4. *Depuis le 20 février 1932, Président du Conseil et Ministre des Affaires étrangères.*

de l'assurance que la France ne lui accordera pas des contingents moins élevés qu'aux autres pays.

M. Blanc propose que, pour les *articles consolidés*, la France, tout en traitant apparemment la Suisse comme les autres pays, lui accorde automatiquement des dépassements de contingents, pour la différence entre le chiffre des contingents déterminés et la moyenne des importations suisses en 1931. Comme pour les fromages, c'est la Suisse qui administrerait elle-même les contingents, que la France ferait contrôler non par la douane, mais par l'Office national du commerce extérieur, dépendant du Ministère du commerce. De son côté, la Suisse accorderait le même traitement à la France, qui accepterait d'administrer elle aussi, les contingents suisses. Toutefois, il est de toute importance pour la France, d'obtenir un dépassement de contingents pour les *soieries* (non consolidées) et elle se déclare prête, dans ce cas, à étendre en ce qui la concerne le régime envisagé en faveur de la Suisse à des articles non consolidés.

M. Stucki déclare que la seule concession qu'il peut laisser prévoir pour les soieries, serait de laisser entrer les velours hors contingent et d'accorder certains aménagements pour les tissus de laine mélangés avec de la soie (système de licences, sans limitation). Toutefois, il ne s'agit encore que de questions à l'étude. Quant à l'administration des contingents suisses par la France, elle soulèverait des difficultés pour la Suisse, du fait que celle-ci a fixé des contingents globaux et qu'une exception devrait être faite à l'égard de la France.

M. Blanc insiste pour obtenir une réponse le plus tôt possible.

M. Stucki déclare qu'il examinera la question et fera ce qui est en son pouvoir pour accélérer une décision.

153

E 2001 (C) 3/14

F. Kappeler au Chef du Département politique, G. Motta¹

No Z

Bern, 26. Februar 1932

Am 7. März 1931 übergab die Äthiopische Gesandtschaft in Paris unserer dortigen Vertretung den Entwurf zu einem Niederlassungs- und Handelsvertrag zwischen der Schweiz und Äthiopien². Nach einlässlicher Prüfung dieser Vorschläge durch die zuständigen Departemente teilte unsere Gesandtschaft in Paris am 21. November 1931 der Äthiopischen Gesandtschaft mit, dass die schweizerische Regierung grundsätzlich mit dem Vertrag einverstanden sei, jedoch einige Abänderungen vorzuschlagen habe betreffend die Behandlung der diplomatischen und konsularischen Vertretungen und im Hinblick auf die Einbeziehung des mit der

1. Remarque manuscrite de P. Ruegger: [...] (Vis-à-vis d'autres Etats, et notamment vis-à-vis du Secrétariat de la SdN, il ne conviendrait pas de faire allusion à ces négociations).

2. Cf. n° 78.

Schweiz durch eine Zollunion verbundenen Fürstentums Liechtenstein. Seither sind wir ohne jede Antwort von Seiten der äthiopischen Regierung geblieben. Es dürfte sich vielleicht empfehlen, den äthiopischen Vertreter in Genf auf die Angelegenheit hinzuweisen und ihn zu bitten, sich bei seiner Regierung für eine Beschleunigung ihrer Erledigung zu verwenden.

154

E 2001 (C) 4/103

*Le Chef du Département politique, G. Motta,
au Ministre de Suisse à Rome, G. Wagnière*

Copie
L AT

Berne, 26 février 1932

Personnelle. Confidentielle

Nous avons l'honneur de nous référer à la correspondance échangée dernièrement avec vous au sujet de l'activité du journal «L'Adula» et de ses liens avec la Société «Dante Alighieri» et de vous remercier en particulier de votre rapport, lu avec grand intérêt, du 1^{er} février¹. Nous sommes heureux d'apprendre que vous partagez notre sentiment quant à l'avantage qu'il y aurait à profiter des bonnes dispositions manifestées en ce moment par le Palais Chigi pour obtenir que tout appui, même indirect, soit dorénavant retiré à un journal qui ne cesse d'injurier notre pays, notre histoire et nos traditions.

Ainsi que vous le faites observer très justement, il y a eu, à certaines époques, des contradictions entre les déclarations officielles des hommes d'Etat italiens responsables et leurs représentants officiels en Suisse et le fait qu'un certain secours moral et matériel a été offert, par des milieux qui n'échappent point au contrôle du Gouvernement, à des groupements et à des individus considérés par nous comme extrêmement suspects. Le changement à la Légation d'Italie² et, en dernier lieu aussi, le remplacement de l'ancien attaché militaire de la Légation³, dont l'attitude, lors de la fête fédérale de tir à Bellinzone, aurait pu donner lieu aux observations les plus sévères, ont toutefois provoqué maintenant une détente dans les esprits, qui facilite le règlement d'une série de questions épineuses.

Indépendamment des conversations que nous pourrons continuer à avoir, dans cet ordre d'idées, avec la Légation d'Italie à Berne, nous vous serions, dès lors, reconnaissants de saisir une occasion qui vous paraîtra favorable pour faire comprendre au Gouvernement italien qu'une action tendant à couper les ailes à «L'Adula», au moyen d'un arrêt des subsides qui lui arrivent d'Italie, serait considérée par nous comme un acte amical.

1. Cf. n° 145.

2. En 1930, le Ministre Pignatti avait été remplacé par G. Marchi. Cf. n° 145, n. 6.

3. Cf. n° 145, n. 8. En 1930, le Lieutenant-colonel A. Perrone avait remplacé le colonel Pentimalli.

Ajoutons, que le hasard nous a permis de recueillir récemment sur le compte d'Emilio Colombi, que nous devons considérer comme un traître, des indications qui, si elles venaient à être prouvées d'une façon irréfutable, chargerait encore davantage que jusqu'à présent, et cette fois d'une façon accablante, l'individu en question.

Notre Consul à Nice⁴ a, en effet, eu, il y a quelque temps, la visite d'un jeune Italien, qui n'a pas voulu indiquer son nom, et qui l'a prié de nous proposer l'achat d'une correspondance de «L'Adula» dans le Tessin. Or, il s'est révélé que ce jeune homme était Franchetti, l'émissaire notoire de la police italienne, qui a été expulsé de Suisse l'année dernière à la suite d'une série d'affaires qui ont d'ailleurs fourni la preuve du double jeu de l'individu⁵. Notre Consul a été à même de transcrire une partie d'une des lettres écrite apparemment en entier de la main d'Emilio Colombi et datée de Bellinzona, le 16 octobre 1931. Voici le passage en question:

«Anche questo Ella sa benissimo come è diventato tenue e viene tutto speso per sostenere l'Adula. Se non ci fossero questi 2000 franchi l'Adula non uscirebbe più. Speriamo però che Roma comprenda una buona volta che unicamente l'Adula può fare qualche cosa. Mio genero, Comm. Parini⁶ non vuole fare comprendere alle superiori Gerarchie che non sono i fasci italiani all'Ester che non /sic/ possano fare opera d'Italianità nel Ticino, bensì noi, che Svizzeri possiamo illuminare l'opinione pubblica e preparare il terreno. Io però confido nel viaggio che la Signorina Bontempi⁷ dalla cui casa Le scrivo, che mi incarica di salutarLa cordialmente, farà verso Natale a Roma per avere istruzioni.

Non bisogna spaventarsi caro Sigr Franchetti per le battaglie perdute, io ne ho perso tante e forse /ne/ perderò ancora, ma sono sicuro che vinceremo l'ultima. E quel giorno io forse non sarò più ma le mie ossa fremeranno di gioia perché sarò allora in terra non solo di nome ma veramente di fatto italiana.»

Il n'est pas exclu que Franchetti, qui se trouve maintenant à Bruxelles, sous le nom de Maurizio di Colloredo, remette en définitive, ce document compromettant à notre Légation en Belgique. De toute manière, il y a déjà dans l'extrait reproduit ci-dessus quelques éléments qui peuvent nous faire réfléchir. A toutes bonnes fins, vous trouverez, en outre, sous ce pli, une lettre que Colombi a cru devoir adresser, le 24 novembre dernier, au Président de la Confédération pour protester contre «la légende ridicule» qui, selon lui, se serait formée autour de son nom⁸. D'après les «Basler Nachrichten», du 18 février, Colombi aurait fait tout récemment encore au siège du parti fasciste à Milan une conférence sur la Suisse italienne, au cours de laquelle il aurait insisté sur le prix que M. Mussolini attache aux relations italo-suisses. [...]

4. Cf. lettre du Consul du 5 février 1932 (E 2001 (C) 4/103).

5. Cf. PVCF du 11 septembre 1931 (E 1004 1/330).

6. Cf. n° 129, n. 8.

7. Cf. n° 55.

8. Cf. E 2001 (C) 4/103.

7 MARS 1932

155

E 2300 Paris, Archiv-Nr. 85

*Le Ministre de Suisse à Paris, A. Dunant,
au Chef du Département politique, G. Motta*

RP N° 8

Paris, 7 mars 1932

Désarmement et Société des Nations

M. Lebrun, Président du Sénat, à côté de qui je déjeunais aujourd’hui même, m'a confié ses inquiétudes sur la tournure que pourrait prendre la Conférence du Désarmement.

Ce qui alarmait ce parlementaire lorrain, ce n'était pas la perspective de nouvelles batailles en Extrême-Orient, mais l'attitude de l'Allemagne. «Le Reich, me disait-il, voudrait désarmer la France, sous le prétexte qu'il a lui-même renoncé à tout appareil guerrier. Or, surtout depuis les révélations de M. Eccard¹ et du Général Bourgeois², la France ne croit plus à ce que disent les Allemands. La Conférence de Genève³ pourrait donc se trouver en présence de problèmes et de décisions fort graves, car, si l'Allemagne nous y oblige, nous n'hésiterons pas à demander qu'une enquête sérieuse soit entreprise aux fins d'établir dans quelle mesure elle s'est conformée aux clauses militaires, navales et aériennes contenues dans la Partie V du Traité de Versailles. Et, selon les décisions qu'une telle demande pourrait inspirer à la Conférence, il n'est pas impossible que la Société des Nations voie certains de ses membres lui fausser compagnie».

Ces déclarations de M. Lebrun m'ont paru d'autant plus significatives que, quelques minutes plus tard, un Officier de la Maison militaire du Président de la République venait annoncer à M. Doumer⁴, présent lui aussi à ce déjeuner, la mort inopinée de M. Aristide Briand.

Qu'un homme aussi pondéré que M. Lebrun⁵ exprime des appréhensions sur l'avenir de la Ligue de Genève, à l'instant même où disparaît un des artisans du nouvel ordre international, cela ne laisse pas d'être assez impressionnant.

1. Sénateur du Bas-Rhin.

2. Sénateur du Haut-Rhin. Membre de la Commission des Affaires étrangères.

3. Sur la réduction et la limitation des armements.

4. Président de la République.

5. Remarque marginale de G. Motta: Oui, mais très nationaliste!

156

E 2001 (C) 3/157

*L'Association suisse des banquiers¹
à la Division des Affaires étrangères du Département politique*

*Copie
L MF*

Bâle, 16 mars 1932

Comité Amérique du Sud

Au cours de la séance du Comité Amérique du Sud, du 15 mars 1932, M. le Dr Feldscher a déclaré que le Département Politique Fédéral estimait qu'il était maintenant nécessaire d'agir par la voie diplomatique auprès des gouvernements sud-américains, où les débiteurs agissent incorrectement à l'égard de leurs créanciers.

En fin de séance, le Comité a décidé d'accepter l'offre du Département Politique et de lui demander de vouloir bien intervenir auprès des Gouvernements du Chili et du Pérou. Nous vous remettons, à cet effet, une petite notice sur les intérêts suisses dans ces deux pays².

1. Lettre signée M. Vischer.

2. Cf. annexe.

ANNEXE

Intérêts suisses au Chili

	£	Frs	\$
Emprunts Extérieurs	387 830.-	29 000 000.-	5 236 300.-
Emprunts municipaux			182 000.-
Emprunts de la Caisse de Crédit		6 645 000.-	3 728 600.-
Hypothécaire du Chili			
Emprunts de la Ville de Santiago		10 000 000.-	54 000.-
Totaux	387 830.-	45 645 000.-	9 200 900.-

Intérêts suisses au Pérou

	£	Frs	\$
Emprunts Extérieurs	31 600.-	-	3 534 000.-
Emprunts de Sociétés industrielles	9 380.-	-	-
Totaux	40 980.-	-	3 534 000.-

157

E 7110 1/57

*Notice du Directeur de la Division du Commerce du Département
de l'Economie publique, W. Stucki,
sur ses conversations à Paris, les 23 et 24 mars 1932*

No

Bern, 28. März 1932

Herr Elbel¹ hatte mich dringend gebeten, nach Paris zu kommen, um mit ihm die Frage eines «rapprochement économique» zwischen Staaten mit normalen Finanz- und Wirtschaftsverhältnissen, insbesondere zwischen der Schweiz und Frankreich, zu besprechen. Als weiteren Gegenstand hatte er eine gemeinsame Haltung anlässlich der Weltwirtschaftskonferenz von London² bezeichnet.

Schon zu Beginn der stundenlangen Besprechungen zeigte sich, dass seine Absicht im Grunde eine ganz andere war: Schon im September 1932, in Stresa³, und seither wiederholt hatte Elbel mir gegenüber die Notwendigkeit der «liberté tarifaire» für Frankreich betont und gewünscht, die Schweiz möchte dazu die Hand bieten. Ich habe dieses Ansinnen von Anfang an als gänzlich undiskutierbar zurückgewiesen und übrigens auch mit meinem belgischen Kollegen Fühlung genommen, um gemeinsam dieser Pression gegenüber Widerstand zu leisten. Elbel hat kürzlich in einem öffentlichen Vortrag denn auch erklärt, Belgien und die Schweiz seien die beiden letzten Festungen, die sich den französischen Wünschen nach Zollbefreiung widersetzen. Elbel hat nun offensichtlich nochmals und ganz besonders intensiv versucht, mich zur Aufgabe dieses Standpunktes zu bewegen und zwar durch das nicht gerade geschmackvolle Mittel, mir als Diskussionsgegenstand etwas ganz anderes vorzuspiegeln. Selbstverständlich habe ich vom ersten bis zum letzten Moment an meinem Standpunkt festgehalten und jedes grundsätzliche Eingehen auf die französischen Wünsche betreffend Aufhebung oder Lockerung der gegenseitigen Zollbindungen abgelehnt. Die Gründe brauche ich hier nicht zu wiederholen. Auf meine Bemerkung, sein Vorschlag bedeute das Gegenteil des «rapprochement économique», zu dessen Diskussion er mich nach Paris gebeten habe, antwortete er, dies sei unrichtig, denn es bestünden trotzdem Möglichkeiten, die Schweiz besonders gut zu behandeln. Ich habe nun ihm gegenüber diese Möglichkeiten wie folgt analysiert:

Die Bewegung, die sich seit langer Zeit bei verschiedenen französischen Regierungen und namentlich im französischen Parlament für die «reprise de la liberté tarifaire» gezeigt hat, hat ihren Ursprung im Bestreben, die Kontingentierungspolitik durch eine Politik der Zollerhöhungen zu ersetzen. Es scheint mir klar zu sein, dass nur sehr starke, in vielen Fällen nahezu prohibitive Zollerhöhungen den

1. P. Elbel, Directeur des Accords commerciaux au Ministère du Commerce et de l'Industrie.

2. Elle s'ouvrira le 12 juin 1932.

3. Conférence sur la reconstruction financière et économique de l'Europe centrale et orientale du 5 au 20 septembre 1932.

Documents diplomatiques suisses
vol. 10 (1.1.1930–31.12.1933)

Errata

Document 157

*Notice du Directeur de la Division du Commerce du Département
de l'Economie publique, W. Stucki,
sur ses conversations à Paris, les 23 et 24 mars 1933*

No

Bern, 28. März 1933

...

-
1. ...
 2. *Elle s'ouvrira le 12 juin 1933.*

...

gleichen Schutzzweck erreichen können, wie dies die Einfuhrkontingente tun. Namentlich gegenüber der deutschen Konkurrenz befindet sich Frankreich in einer ähnlichen Lage wie wir: Der deutsche Expansionsdrang ist so stark, dass auch gewaltige Zollerhöhungen von der deutschen Einfuhr überwunden werden. Würde also Frankreich seine Zölle dem Schutzzweck gegenüber Deutschland und ähnlichen Staaten anpassen, so würden diese für «normale» Staaten, wie die Schweiz, selbstverständlich fast durchweg prohibitiv wirken. Ob übrigens Zollerhöhungen, wie sie zum Schutz gegen die deutsche Konkurrenz notwendig wären, vom französischen Konsumenten ertragen und vom französischen Parlament beschlossen werden könnten, scheint mir mehr als fraglich zu sein. Allein auch eine verhältnismässig geringe Zollerhöhung – die gegenüber Deutschland kaum etwas nützen würde – würde unsern Export nach Frankreich sehr stark treffen, da unsere Produktionskosten hoch sind und in den seltensten Fällen noch irgendeine Marge lassen, die eine Zollerhöhung als erträglich erscheinen lassen würde. Will man also nach durchgeföhrter genereller Zollerhöhung an ein «rap-prochement» mit der Schweiz denken, so bleibt einzig die Idee der Zollpräferenz. Die bisherigen Erfahrungen auf diesem Gebiet und die Stellungnahme der für die Schweiz und Frankreich wichtigsten Abnehmerstaaten lassen es meines Erachtens unter keinen Umständen zu, ohne Kündigung der Meistbegünstigungsklausel französisch-schweizerische Zollpräferenzen einzuführen.

158

E 7110 1/129

*Accords de clearing avec l'Autriche et la Hongrie
Procès-verbal de la conférence du 31 mars 1932¹*

Copie

Konferenz zur Festsetzung der Instruktionen an die Delegierten für die Verhandlungen mit *Österreich*² über die Liquidierung des Devisenabkommens und für die Verhandlungen mit *Ungarn* über die Neugestaltung des Clearingverkehrs.

Anwesend:

Herr Bundesrat *Schlüthess*,
 Herr Präsident Prof. Dr. *Bachmann*,
 Herr Nationalrat Dr. *Wetter*,
 Herr Direktor *Stucki*,
 Herr Direktor *Schnorf*, von der Schweizerischen Nationalbank.

1. Non signé.

2. La partie du procès-verbal consacrée à l'Autriche n'a pas été retenue. Sur l'accord avec l'Autriche cf. nos 125, 136 et 138.

Die Sitzung beginnt um 14 Uhr unter dem Vorsitz von Herrn *Bundesrat Schulthess*, welcher Herrn Prof. Bachmann von der Schweizerischen Nationalbank einlädt, über die gegenwärtige Situation im Clearingverkehr zu referieren.
[...]³

II. *Ungarn*

Der Verteilungsschlüssel im Clearingverkehr mit Ungarn⁴ muss unbedingt auf $\frac{2}{3}$ festgesetzt werden. Damit Ungarn dies zugesteht, verlangt es jedoch gewisse Zusicherungen für seine Ausfuhr in die Schweiz, welche in letzter Zeit stark gesunken ist.

Diese Einfuhren könnten am besten durch grössere Getreideeinkäufe in Ungarn behoben werden.

Herr *Bundesrat Schulthess* bemerkt, dass, wenn wir mit Getreide etwas versuchen wollen, der Bundesrat in aller Stille eines Tages Kontingente beschliessen müsse. Dies wäre die einzige Lösung. Es entspinnt sich hierauf eine Diskussion über die Getreidepreise.

Schwierig ist auch die Frage der Vieheinfuhr. Eine Garantie für ein bestimmtes Quantum zu geben, ist gänzlich unmöglich. Die Vorbehalte betreffend die Viehseuchenpolizei müssen unter allen Umständen aufrechterhalten werden. Doch können und wollen wir etwas tun, um die Vieheinfuhr zu heben. Wir werden bedeutend mehr Ochsen zulassen, wobei immerhin an die Rückwirkungen zu denken ist. Die bevorstehende Milchpreissenkung wird zweifelsohne ein erheblich verstärktes Viehangebot zur Folge haben, was notwendigerweise den Import von ausländischem Vieh nicht mehr so vorteilhaft erscheinen lassen wird.

Sicher ist auf jeden Fall, dass über die Vieheinfuhr nichts in das Abkommen mit Ungarn hineinkommen darf und dass hierüber auch keine Publikation erfolgen kann. Nicht nur aus internen Gründen, sondern, wie Herr Direktor Stucki bemerkt, auch wegen der Rückwirkung auf die andern Länder, wie z.B. Italien⁵, müssen solche Versprechungen an Ungarn streng geheimgehalten werden. Herr Bundesrat Schulthess ist aber bereit, unter der Hand Weisung zu erteilen, dass die Importeure in Ungarn kaufen. Eine bezügliche Zusicherung an die ungarische Regierung unter Hinweis darauf, dass wir selbst ja alles Interesse haben, die ungarische Einfuhr zu heben, sollte den Budapester Behörden denn doch genügen.

Herr Dr. Flückiger vom Veterinäramt, von Herrn Bundesrat Schulthess zur Besprechung geladen, referiert über die Möglichkeiten der Einfuhr von ungarischem Vieh.

An *Schafen* können wir 60 Waggons pro Woche einführen, wobei diese Einfuhr bis in die zweite Hälfte Juli aufrechterhalten werden kann. In jenem Zeitpunkt erfolgt ein starkes Angebot an inländischen Schafen, wodurch die Einfuhr notwendigerweise zurückgeht. Es macht dies immerhin bis Ende Juli monatlich 100 000 Franken aus.

3. Cf. n. 2 ci-dessus.

4. Cf. n°s 95, 124 et 151.

5. Les négociations avec l'Italie concernant l'exportation de bétail suisse vont aboutir à un arrangement conclu le 22 juin suivant pas échange de notes (RO, 1932, vol. 48, pp. 429-434).

Pferde. Hier besteht ein Kontingent, das für dieses Jahr bereits zum Teil erschöpft ist. Auch sind die Bedürfnisse verschieden, sodass stets auch deutsche und irländische Pferde eingeführt werden mussten. Es wird aber Weisung erteilt, das verbleibende Kontingent hauptsächlich in Ungarn einzudecken, was monatlich 250–300 000 Franken ausmacht.

Ochsen können monatlich maximal 25 Waggons eingeführt werden, was monatlich rund 900 000 Franken ausmacht. Entsprechende Weisungen für diese Einfuhr, die in der zweiten Hälfte April in diesem Umfange einsetzen wird, sollen erteilt werden.

Herr *Bundesrat Schulthess* hat sich inzwischen noch mit der Getreideverwaltung in Verbindung gesetzt und von derselben erwirkt, dass im laufenden Jahr 5–600 Waggons ungarisches Getreide eingeführt werden. Aus der Statistik ergibt sich, dass im Jahre 1929 eine unvergleichlich grössere Menge Hartweizen aus Ungarn eingeführt wurde als in den Jahren 1930 und 1931. Der Grund hiefür liegt einzig in den Preisverhältnissen, wie Herr Stucki bemerkt, obwohl die Müller die Qualität des Weizens vorschützen. Auch nach Auffassung von Herrn Stucki ist die Kontingentierung das einzige Mittel, um die Müller zu zwingen, ungarischen Hartweizen einzuführen. Es entspint sich darüber eine längere Diskussion, wobei Herr Bachmann hervorhebt, dass er lieber erst nach Ungarn ginge, wenn die Getreidefrage abgeklärt wäre. Im Interesse des Clearings würde er einen Zwang für die ungarische Getreideeinführung sehr begrüssen.

Herr *Bundesrat Schulthess* hält einen solchen Zwang für möglich, wobei er jedoch als ganz besonders wichtig hervorhebt, dass jeder Müller gleichmässig behandelt und beliefert werde. Sonst verliert derjenige seine Kundschaft, der plötzlich mehr ungarisches Getreide vermahlen muss als sein Konkurrent. Um in dieser Beziehung Gewissheit zu schaffen, wäre die beste Lösung eine Getreideeinfuhrzentrale, die leichter zu schaffen wäre als die Butterzentrale, insofern als ein besonderer Bundesratsbeschluss genügt.

Man einigt sich dann darauf, dass die Delegation nach Abschluss der Verhandlungen in Wien auch nach Budapest geht, um auf Grund der vorstehenden Richtlinien mit Ungarn zu verhandeln. Die Gesandtschaft in Wien bzw. das Generalkonsulat in Budapest wird demgemäß verständigt werden.

[...]

15 AVRIL 1932

159

E 7110 1/106

*Le Président du Directoire de la Banque nationale, G. Bachmann,
au Chef du Département de l'Economie publique, E. Schulthess*

L Präs./JM

Zürich, 15. April 1932

Die schweizerische Delegation, bestehend aus den Herren Nationalrat Dr. Wetter¹ und dem Unterzeichneten, denen als Sachverständiger Herr Direktor Schnorf, Chef der Devisenabteilung der Schweizerischen Nationalbank, und als Sekretär Herr Dr. Schwegler, von der Schweizerischen Nationalbank, beigegeben waren, hat am 4. und 5. April in Wien und weiterhin am 8. April in Wien und am 6. und 7. April in Budapest Verhandlungen wegen der mit Österreich und mit Ungarn abgeschlossenen Devisenclearing-Abkommen geführt². In Wien sowohl wie in Budapest wurden die Verhandlungen mit Vertretern der Ministerien einerseits und der betreffenden Notenbanken anderseits geführt.

Abkommen mit Österreich

Die Verhandlungen in Wien führten zu dem vom Bundesrat bereits in der Sitzung vom 9. dies genehmigten Abkommens, über das ich Ihnen, hochgeehrter Herr Bundesrat, gestern im einzelnen noch Bericht erstattet habe. Dieses Abkommen³ charakterisiert sich als Liquidationsvereinbarung, indem einerseits in Wien keine Einzahlungen im Clearing mehr gemacht werden können, während anderseits der zu Gunsten der schweizerischen Warenexporteure vorhandene Saldo von Fr. 9 273 000.– durch weitere Einzahlungen für schweizerische Warenimporte aus Österreich zur Abtragung zu bringen ist. Das Interesse der schweizerischen Delegation war vor allem auf eine möglichst gesicherte und rasche Liquidierung dieses Saldos gerichtet. Diesem Zwecke soll nicht nur die Fortsetzung der Einzahlung für die Importe aus Österreich nach der Schweiz dienen.

Im gleichen Sinne wirkt auch die Rückleitung der bereits bei der Österreichischen Nationalbank geleisteten Zahlungen an die österreichischen Warenchuldner, welche Rückleitung allerdings nur im gegenseitigen Einverständnis von Warengläubigern und Warenchuldnern möglich ist. Diese Rückleitung der Einzahlung, die von einer Reihe von Firmen aus Basel besonders verlangt wurde, ist von der österreichischen Seite nicht ohne anfängliche Bedenken zugestanden worden.

Was sodann die Verwendung der Einzahlungen für Warenimporte zur Abtragung des Saldos bei der Österreichischen Nationalbank anlangt, so lag es nahe, von schweizerischer Seite zu postulieren, dass zur wirksamen Abtragung nicht nur $\frac{2}{3}$ dieser Einzahlung wie bisher, sondern alle $\frac{3}{3}$ zur Abtragung verwendet

1. Vice-président du Vorort de l'Union suisse du commerce et de l'industrie.

2. Le 10 mars l'Autriche a dénoncé l'accord de clearing conclu le 12 novembre 1931.

3. Pour le texte de l'accord du 8 avril, cf. RO, 1932, vol. 48, pp. 177ss.

werden dürfen. Ein solches Verlangen ist jedoch von österreichischer Seite damit zurückgewiesen worden, dass der dritte Drittel wie bis anhin weiter für die Abwicklung des österreichischen Schuldendienstes in der Schweiz unentbehrlich sei und dass bei seiner Verwendung zur Abtragung von Warenverpflichtungen die Abherrschaft dieses Schuldendienstes bei dem immer ausgesprocheneren Devisenmangel gefährdet erscheine. Da es ohnehin nicht leicht hielt, auch die künftigen Importe aus Österreich der Abtragung des Saldos dienstbar zu machen und damit also die Österreichische Nationalbank zu einem Verzicht auf diese Exportdevisen zu bringen, so konnte die schweizerische Delegation auf ihrem Verlangen, die ganze Einfuhr zur Tilgung des Saldos zu benutzen, nicht bestehen.

In Anbetracht der wachsenden Disparität des Schillings gegenüber dem Schweizerfranken und der Hemmungen, die sich daraus für eine ordnungsgemäße Abwicklung des Clearingverkehrs ergeben haben, ist die österreichische Delegation vor allem darauf ausgegangen, Verrechnungen von schweizerischen Exportforderungen mit österreichischen Importforderungen zu ermöglichen. Diese Kompensationen sollen nach Auffassung der österreichischen Delegation nicht nur der Abtragung des Saldos dienen. Sie sind von ihr auch als Modus der Begleitierung weiterer Warenexportforderungen vorgesehen, handle es sich dabei um bereits getätigte schweizerische Exporte, für die aber keine Einzahlung bei der Österreichischen Nationalbank gemacht wurde, oder um erst in der Zukunft zunehmende Exporte. Das Bemühen der schweizerischen Delegation ging in der Erledigung dieser Fragen vor allem dahin, dass diese Kompensationsgeschäfte in allen Fällen nur mit Zustimmung der Schweizerischen Nationalbank vor sich gehen dürfen. Die Interessen der beiden Delegationen sind eben in diesem Punkte durchaus nicht identisch. Die österreichische Delegation hat es vor allem darauf abgesehen, dass solche Kompensationsgeschäfte von österreichischen Warenimporten mit schweizerischen Warenexporten, deren Kaufpreis noch nicht bei der Österreichischen Nationalbank erlegt ist, getätigt werden. Diese Geschäfte gehen ausserhalb des Clearings vor sich und die Bezahlung des der Kompensation dienenden österreichischen Importgeschäftes erfolgt ausserhalb der Schweizerischen Nationalbank. Es ist nicht zu zweifeln, dass ohne besondere Wachsamkeit der Schweizerischen Nationalbank Importgeschäfte aus Österreich vor allem in dieser Form, d.h. ohne Einzahlung bei der Schweizerischen Nationalbank, vorgenommen werden wollen, weil hier den Parteien über die Zahlungsregulierung völlige Freiheit zusteht. Aus diesem Grunde war es besonders notwendig, in allen diesen Fällen die Zustimmung der Schweizerischen Nationalbank vorzubehalten, um dahin zu wirken, dass künftige Importe nur ausnahmsweise ausserhalb dem Clearing bleiben, dass aber als Regelfall bestehe, solche Importe durch das Clearing laufen zu lassen, um damit die Abtragung des Saldos bei der Österreichischen Nationalbank zu beschleunigen.

Es bleibt nun abzuwarten, wie diese Saldoliquidierung vor sich geht. Wenn sie in der vorgesehenen Weise nicht befriedigt und bis Ende Juni die zu erwartende Verminderung des Saldos nicht eintritt, so wird sich alsdann die Frage ergeben, ob durch Kündigung schweizerischerseits auf eine neue Regelung hingearbeitet werden soll. Das neue Abkommen charakterisiert sich als ein Zusatzabkommen

zu jenem vom 12. November 1931. Vorderhand dürften diese neuen Bestimmungen befriedigen, indem eben doch das eine erreicht wurde, dass die Importe zwangsweise weiter an die Schweizerische Nationalbank gezahlt werden müssen und dass nur mit Zustimmung der Schweizerischen Nationalbank Ausnahmen zugestanden werden. Umgekehrt ist für den schweizerischen Warenexport nach Österreich erreicht, was in vielen Zuschriften der Handelskreise an die Schweizerische Nationalbank in den letzten Wochen zu lesen war, dass eine Befreiung von den Fesseln des Clearings eintrete, und es wird sich zeigen, wie die Exporteure von dieser neuen Situation befriedigt sind. Es ist überdies nicht zu übersehen, dass in der Zwischenzeit die Handelsvertrags-Unterhandlungen erfolgen werden und dass bei diesen Verhandlungen unter heutigen Verhältnissen gezwungenerweise auch die Zahlungsregulierung geordnet werden muss. Möglicherweise ergibt sich deshalb Anlass, unter Umständen schon bei diesen Verhandlungen auch in die im neuen Abkommen getroffene Regelung einzugreifen.

Der unveränderte Fortbestand des Sonderabkommens für den Stickereiverkehr⁴ ist sowohl von schweizerischer wie von vorarlbergischer Seite nachdrücklich begehrt und deshalb auch in das neue Abkommen aufgenommen worden.

Noch erlaube ich mir, Ihnen die heute von der Nationalbank der Presse übergebene Mitteilung über das neue österreichische Abkommen hier beizulegen⁵.

Verhandlungen mit Ungarn

Weniger befriedigend ist der Verlauf der Verhandlungen mit der ungarischen Delegation, über die ich Ihnen, hochgeehrter Herr Bundesrat, in der Zusammenkunft vom 14. dies ebenfalls mündlich kurz berichtete.

Auch hier war das Bestreben der schweizerischen Delegation vor allem darauf gerichtet, durch eine bessere Zuweisung der Einzahlungen aus Importen aus Ungarn für die Zahlung der schweizerischen Warenexporteure den ebenfalls bedenklich aufgelaufenen Saldo bei der Ungarischen Nationalbank in der Höhe von ca. 6,3 Millionen Franken zur Abtragung zu bringen. Das schweizerische Verlangen ging dahin, dass statt nur $\frac{1}{3}$ dieser Einzahlungen fortan $\frac{2}{3}$ derselben zur Begleichung der Warenexporteure verwendet werden dürfen. Dabei wollte die schweizerische Delegation, gemäss der ihr gegebenen Ermächtigung, diese Verbesserung des Zuteilungsschlüssels durch Erklärungen über neuerdings erhöhte Vieh- und Pferdeeinfuhr und über, unter besonderen Verhältnissen, erfolgende Weizen- und Spriteinfuhr zu erkaufen suchen. Diese Erklärungen wurden wohl gerne entgegengenommen, wenn man sie auch noch lieber in Gestalt förmlicher Zusicherungen gesehen hätte, aber auf der andern Seite war die ungarische Delegation nur zögernd dazu zu bestimmen, die Zuteilungsquote in bezug auf die Importeinzahlungen zu erhöhen. Es wurde von ungarischer Seite nicht ganz mit Unrecht dar-

4. *Un accord spécial sur le règlement des paiements dans le commerce de la broderie entre la Suisse et l'Autriche a été conclu par échange de notes, le 4 février 1932 (RO, 1932, vol. 48, pp. 127-128).*

5. *Non reproduit.*

auf hingewiesen, wie in den letzten drei Monaten des Clearingabkommens⁶ die Einfuhr aus Ungarn gegenüber den Monaten November und Dezember des letzten Jahres auf die Hälfte zurückgegangen, die Ausfuhr von der Schweiz nach Ungarn dagegen seit Bestehen des Clearingabkommens von Monat zu Monat sich gesteigert habe und nunmehr beinahe auf der doppelten Höhe angelangt sei. Immerhin war es möglich, in den beiden Sitzungen, die an einem Verhandlungstage abgehalten werden mussten, die ungarische Delegation zum Verständnis für das schweizerische Verlangen der Verringerung des Saldos zu bringen. Es wurden im Laufe der zweiten Sitzung von schweizerischer und ungarischer Seite formulierte Vorschläge zu einer Verständigung vorgelegt. Allein es war nicht möglich, die Gegensätze zu überbrücken.

/.../

... Um den Saldobetrag von 6,3 Millionen Franken zur Auszahlung zu bringen, wären bei Überlassung von $\frac{2}{3}$ der Einzahlungen Importe in der Höhe von 9,45 Millionen Franken erforderlich, d.h. um 4 Millionen mehr Einzahlungen als in der Zeit vom 1. Dezember 1931 bis 31. März 1932 bei der Schweizerischen Nationalbank erfolgt sind. Die Überlegungen am Zahlenbeispiel zeigen, dass auch schweizerischerseits bei einem Verlangen von $\frac{2}{3}$ der Importeinzahlungen für die Begleichung der Warenexporte mit einer ganz erklecklichen Steigerung des Warenimportes von Ungarn nach der Schweiz gerechnet wurde. Nur bei einer Annahme, die den Import in den nächsten Monaten durchschnittlich wieder auf die Höhe des Vorjahres von ca. 3 Millionen Franken hebt, würde es möglich sein, in 4 Monaten annähernd den Saldobetrag von 6,3 Millionen Franken zur Abtragung zu bringen. Allein auch dann ist vor Augen zu halten, dass am 31. März noch ca. 8 Millionen Franken Exportforderungen bestehen, auf die keine Einzahlungen bei der Ungarischen Nationalbank gemacht worden sind und dass weiterhin in den 4 Monaten vom 1. April bis 31. Juli neue Exporte nach Ungarn in der Höhe von voraussichtlich gegen 4 Millionen Franken getätigt werden.

Diese Zahlen, auf die ich mir zu verweisen erlaubte, zeigen auch gleichzeitig, dass die Annahme von 4 bis 5 Millionen Franken unbezahlter schweizerischer Exportforderungen, von der bei der Einrichtung des Clearings ausgegangen wurde, vollständig fehl ging. Der doppelte Betrag hätte nach den heutigen Zahlen das Richtige getroffen.

Es ist dringend erwünscht, dass die Schweiz gegenüber Ungarn möglichst rasch zu einer Abklärung gelange, denn die Fortsetzung des Clearings bis Ende Juli kann die Schwierigkeiten in ausserordentlichem Masse vergrössern. Damit, dass die Schweiz Ungarn nachdrücklich fühlen lässt, dass das ungarische Interesse angesichts der für Ungarn aktiven Handelsbilanz an einer Fortsetzung der Handelsbeziehungen grösser ist als das schweizerische, und dass die Schweiz demzufolge durch die Kontingentierung der ungarischen Einfuhr eine Verständigung beschleunigen kann, wird es möglich sein, eine die Schweiz befriedigende Revision des Clearingvertrages durchzusetzen. Es ist deshalb von Ungarn eine

6. Du 14 novembre 1931. Cf. n° 124.

Präzisierung seiner Stellungnahme gegenüber den schweizerischen Postulaten zu fordern. Die ungarische Delegation hat am Schlusse der Verhandlungen erklärt, dass sie der Regierung über den Ausgang der Besprechungen Bericht machen und diese dann endgültig zu den schweizerischen Postulaten Stellung beziehen werde.

/.../

160

E 2, Archiv-Nr. 1721

Déclaration¹

Le Conseil fédéral prie la Cour, si elle l'estime justifié, de donner acte à la France, dans son arrêt, de la déclaration suivante:

1^o Par la note du 5 mai 1919 (Annexe I à l'article 435 du Traité de Versailles)², la Suisse s'est engagée, les zones franches de la Haute-Savoie et du Pays de Gex étant maintenues, à «régler d'une façon mieux appropriée aux conditions économiques actuelles les modalités des échanges entre les régions intéressées».

2^o Si l'arrêt de la Cour, conformément aux principes posés par l'Ordonnance du 6 décembre 1930³, oblige la France à installer son cordon douanier sur la ligne tracée par les stipulations des traités de 1815 et des autres actes complémentaires relatifs aux zones franches de la Haute-Savoie et du Pays de Gex, la Suisse, sans réserve de ratification ultérieure, accepte ce qui suit:

a) La négociation franco-suisse ayant pour objet d'assurer l'exécution de l'engagement énoncé au chiffre I^{er} ci-dessus aura lieu, si la France en fait la demande, dans le délai de douze mois à partir de la date de l'arrêt de la Cour, avec le concours et sous la médiation de trois experts.

b) A défaut d'accord entre les Parties et à la requête de la Partie la plus diligente, lesdits experts seront désignés, parmi les ressortissants de pays autres que la Suisse et la France, par le juge exerçant actuellement les fonctions de Président de la Cour permanente de Justice internationale en ce qui a trait à l'affaire des zones franches, ou, en cas d'empêchement, par le Président de la Cour permanente de Justice internationale, si ceux-ci veulent bien y consentir.

c) Il appartiendra aux experts d'arrêter avec effet obligatoire pour les Parties, dans la mesure où cela serait nécessaire faute d'accord entre celles-ci, le règlement à établir en vertu de l'engagement pris par la Suisse (chiffre I^{er} ci-dessus). Les principes de droit possés par l'arrêt de la Cour lieront les experts, pour autant que les Parties ne les autoriseraient pas, d'un commun accord, à y déroger⁴.

1. En annexe à la lettre de P. Logoz, Agent de la Confédération dans l'affaire des zones, au Chef du Département politique, G. Motta, La Haye, 18 avril 1932. La déclaration est présentée à la Cour le 22 avril 1932. (Cf. n° 87, n. 17).

2. Cf. DDS vol. 7/I, n° 388.

3. Publications de la Cour permanente de justice internationale. Série A, N° 24. Recueil des arrêts. Affaire des zones franches de la Haute-Savoie et du Pays de Gex (Deuxième phase). Ordonnance du 6 décembre 1930.

4. Les plaidoiries devant la Cour commencent le 19 avril 1932 pour s'achever le 29 du même

mois. (*Cour permanente de justice internationale. Série C. Plaidoiries, exposés oraux et documents. XXVe session-1932. N° 58. Affaire des zones franches de la Haute-Savoie et du Pays de Gex. Arrêt du 7 juin 1932. (Série A/B, fascicule n° 6), pp. 327ss.*)

Le 7 juin 1932, par six voix contre cinq, la Cour décide que l'article 435, alinéa 2 du Traité de Versailles, avec ses annexes, n'a pas abrogé et n'a pas pour but de faire abroger les stipulations des traités relatives à la structure douanière et économique des zones franches de la Haute-Savoie et du Pays de Gex.

Sur les questions visées à l'article 2, alinéa premier du compromis du 30 octobre 1924, la Cour arrête donc

Que le Gouvernement français doit reculer sa ligne de douanes conformément aux stipulations desdits traités et actes, ce régime devant rester en vigueur tant qu'il n'aura pas été modifié par l'accord des Parties;

Que le recul de la ligne des douanes ne préjuge pas du droit, pour le Gouvernement français, de percevoir, à la frontière politique, des droits fiscaux n'ayant pas le caractère de droits de douane;

Qu'il y a lieu de prévoir, les zones franches étant maintenues, en faveur des produits des zones, une importation de marchandises en franchise ou à droits réduits à travers la ligne des douanes fédérales;

Qu'il convient de donner acte au Gouvernement suisse de la déclaration relative à cette matière, faite par l'agent près la Cour dudit Gouvernement à l'audience du 22 avril 1932;

Qu'il convient de fixer au 1^{er} janvier 1934 la date à laquelle le recul de la ligne des douanes françaises doit avoir été effectué.

(*Cour permanente de justice internationale. Série A/B. Arrêts, ordonnances et avis consultatifs. Fascicule n° 46. Affaire des zones franches de la Haute-Savoie et du Pays de Gex. Arrêt du 7 juin 1932. XXVe session 1932, p. 172.*)

161

E 2001 (C) 3/46

*Le Consul général de Suisse à Shanghai, E. Lardy,
au Chef du Département politique, G. Motta*

Copie

R

Shanghai, 22 avril 1932

Votre lettre du 22 décembre dernier¹, relative à l'éventualité de conférer un caractère diplomatique au Consulat Général de Shanghai, m'est bien parvenue et a eu toute mon attention. Si j'y réponds aujourd'hui seulement, c'est, d'une part, que les événements récents de Shanghai² ne m'en ont guère laissé le temps et, d'autre part, parce que j'ai tenu à m'orienter au préalable.

Passant en revue la représentation diplomatique et consulaire des Etats étran-

1. Il s'agit en réalité de la lettre de Motta du 26 janvier 1932. Cf. n° 141.

2. A Shanghai, dans la nuit du 28 janvier 1932 et malgré les promesses de leur Consul général, des forces navales japonaises essayaient de prendre possession du quartier chinois de Chapei, rencontrant cependant une forte résistance de la part des volontaires chinois. Les combats devaient se poursuivre avec le bombardement de la ville; à la suite de l'intervention de la SdN, un armistice fut signé à Shanghai le 5 mai suivant. Le retrait des troupes japonaises commença le lendemain.

22 AVRIL 1932

gers en Chine, je constate que, sur 23 Etats officiellement représentés, 19 sont accrédités diplomatiquement;

/.../

A côté de ces 19 Puissances régulièrement accréditées à Nankin, 4 Etats ont en Chine des Consulats seulement; ce sont: l'Autriche, l'Estonie, la Lettonie³ et la Suisse. Les Consuls des trois premiers Gouvernements sont des agents *honoraires*; le Consul Général d'Autriche réside seul à Shanghai, les deux autres sont à Kharbine.

Ainsi donc, la Suisse, quoique Puissance capitulaire⁴, se trouve être, à l'heure actuelle, le *seul* Etat possédant en Chine un représentant de carrière qui ne soit pas encore accrédité diplomatiquement.

Il ne saurait, bien entendu, être question de remédier à cette anomalie par un déplacement du siège actuel de notre représentation. Shanghai, centre économique de la Chine, avec l'élan énorme de son développement récent et les 250 Suisses, exterritoriaux, de son importante colonie, est l'emplacement tout désigné. Je comprends fort bien, d'autre part, que notre situation budgétaire actuelle ne permette pas de doubler le Consulat Général d'une mission diplomatique indépendante. Dans ces conditions, la mesure que vous envisagez, consistant, sans rien changer à la structure du poste, à accréditer en même temps le Consul Général comme Chargé d'Affaires à Nankin me paraît, ainsi qu'à vous, la plus appropriée.

/.../

Relativement aux effets pratiques de la mesure projetée, mes observations de ces derniers mois me conduisent aux impressions suivantes:

Par leurs pouvoirs de juridiction, par leurs compétences comme organe exécutif du Settlement international, les Consuls Généraux à Shanghai des Puissances capitulaires ont auprès des Autorités locales une position très forte, qui ne se compare pas avec la situation d'un Consul en Occident. Vis-à-vis de la Municipalité de Shanghai, internationale ou chinoise, le fait, pour le Consul Général, de n'être pas accrédité diplomatiquement a donc relativement peu d'inconvénients. La différence se ramène, essentiellement, à une question de préséance, les Consuls-Chargés d'Affaires ayant, même au sein du Corps Consulaire ou dans leurs rapports avec le maire chinois, le pas sur leurs collègues non accrédités. Ce facteur de prestige n'est certainement pas négligeable, mais je ne voudrais pas lui attribuer ici plus d'importance qu'il ne convient.

Dans les relations avec les Légations étrangères, le handicap, par contre, devient plus sensible. Toutes les fois où des questions générales d'un caractère diplomatique (j'entends par là celles qui se traitent avec le Gouvernement de Nankin) se posent, les Légations prennent, en quelque sorte automatiquement, contact entre elles pour en discuter, s'entendre sur l'attitude à adopter, les démarches simultanées ou communes à entreprendre, etc. Un Consul non accrédité n'est pas toujours, alors, tenu au courant, on le laisse de côté, puisqu'en principe, il n'est pas

3. Lettonie.

4. Cf. n° 51.

qualifié pour adresser des notes officielles au Gouvernement. J'ai pu m'en apercevoir l'autre jour encore dans une affaire de marques de fabrique qui intéresse beaucoup notre industrie et qui fait actuellement l'objet de démarches de la part de plusieurs Puissances.

Le Consul non-diplomate se trouve de même, je le constate, en état d'infériorité lorsqu'il s'agit d'obtenir des renseignements politiques. Depuis deux mois que les pourparlers sino-japonais se poursuivent à Shanghai sous les auspices des Ministres des Grandes Puissances, j'ai envié plus d'une fois mes collègues Chargés d'Affaires, que leur situation diplomatique qualifiait sans autre pour solliciter, quotidiennement, des audiences auprès de Sir Miles Lampson⁵, M. Wilden⁶, M. Quo Tai-chi, etc.

Vis-à-vis des diplomates fixés à Shanghai, on peut avec le temps, par ses relations personnelles, gagner du terrain; mais il n'en va pas de même avec les Ministres de Pékin, qui sont ici de passage et, vous connaissant moins, vous reçoivent en considération de votre titre. Ceci n'est pas à dire qu'on soit mal accueilli, mais il est regrettable que l'ascendant personnel qu'on peut avoir doive, dans ces interviews difficiles, être employé d'abord à se faire pardonner son caractère officieux, à surmonter l'exclusivisme de tant de diplomates, fussent-ils anciens consuls, envers les Consuls. Le Chargé d'Affaires en titre, qui cause sur un pied d'égalité, a, dans ces moments, une position meilleure et qui l'expose moins, si les visites se répètent, à être traité en importun par des gens obsédés déjà de demandes d'audience.

Au cours de ces dernières années, notre Consulat Général, bien qu'il ne soit pas accrédité, a échangé avec le Gouvernement des notes diplomatiques qui ont été acceptées. Il faut, je crois, en attribuer la cause, d'une part, au désordre (les réponses nous parviennent souvent adressées au «Chargé d'Affaires» de Suisse) et, d'autre part, au fait que les Autorités chinoises n'ont pas jugé opportun de nous faire, jusqu'ici, des difficultés sur ce chapitre. Mais il s'agit là d'une simple tolérance et nous ne devons pas nous dissimuler qu'à l'heure actuelle, le Consulat Général se trouve, à l'égard du Gouvernement central, dans une situation comparable à celle d'un avocat sans procuration. L'enquête à laquelle je me suis livré montre qu'il y a là un certain risque. Les Chinois savent manier en artistes les subtilités protocolaires, les arguties juridiques, et ce n'est pas parce qu'ils auraient longtemps passé sur un vice de forme qu'ils hésiteraient à en faire état plus tard, le jour où leur intérêt le commanderait. Le Chargé d'Affaires de Pologne, qui, dernièrement encore, n'était accrédité que comme «délégué plénipotentiaire», m'a dit par exemple que, quoique installé déjà à Shanghai à demeure après la signature du traité qu'il était venu négocier, il s'était vu refuser soudain par le Gouvernement chinois l'autorisation d'aborder d'autres questions, sous prétexte que les termes de sa lettre de créance n'étaient pas clairs. Il est évident que toute négociation dont je pourrais être chargé s'engagera ainsi sous un aléa, puisqu'en droit international, ma signature n'a pas force obligatoire dans les relations de Gouver-

5. Ministre de Grande-Bretagne.

6. Ministre de France.

22 AVRIL 1932

nement à Gouvernement. A tout moment, s'il le juge à propos, le Gouvernement chinois peut se réclamer de ma situation irrégulière pour revenir sur une concession faite ou contester la validité d'une notification, bref, pour annuler des résultats acquis.

A côté de ce facteur technique de droit diplomatique, je crois qu'il est logique d'admettre que les démarches d'un Chargé d'Affaires régulier auront auprès des Autorités centrales, soit à Nankin, soit à Shanghai même, où les membres du Gouvernement passent constamment, plus de poids que celles d'un agent simplement consulaire. Qu'il agisse par écrit ou verbalement, l'agent diplomatique régulier peut parler plus net et revenir aussi plus fréquemment à la charge; il est plus à l'aise pour insister sur une réponse qui tarde, et le prestige très réel de sa qualité diplomatique ajoute également à son autorité. Lors de son passage en Chine l'an dernier, le Colonel Sonderegger⁷ est, m'a-t-on dit, arrivé à la même impression. A son avis, un Chargé d'Affaires régulier, en appuyant la visite de nos Suisses à Nankin, en les y accompagnant au besoin s'ils ont des officiels à y voir, pourrait, cas échéant, leur faciliter l'obtention de commandes gouvernementales, de nominations, etc.

Telles sont, Monsieur le Président, dans leurs grandes lignes, les raisons qui me font paraître très indiquée la mesure que vous envisagez. Je ne prétend pas, bien entendu, que la remise d'une lettre de créance doive, à elle seule, accomplir des miracles; dans la gérance d'un poste, la manière dont on s'y prend, la peine qu'on se donne et le facteur personnalité restent essentiels; mais ce n'est pas une raison, à mon avis, pour ne point placer, quand on le peut, son agent dans des conditions de travail normales, susceptibles d'améliorer son rendement; l'appoint est réel, à qui sait s'en servir. Quand des motifs budgétaires interviennent, il faut se résigner, mais la présentation d'une lettre de créance n'entraînerait, dans le cas particulier, aucun frais supplémentaires; tout en recevant le statut d'une Légation (dont il exerce, en fait, les attributions depuis longtemps), le poste resterait un Consulat Général, avec le même personnel et les mêmes indemnités. Il s'agit simplement, en définitive, de régulariser, dans l'intérêt du service, une situation ancienne; nous ne devons pas perdre de vue, à cet égard, que, dans de nombreux cas, il peut y avoir avantage à agir en Chine même, directement auprès de certaines personnalités dont le succès dépend, plutôt qu'à Berne ou en même temps qu'à Berne.

Nous n'avons pas, je crois, à craindre que le Consul Général ne soit, tôt ou tard, parce que Chargé d'Affaires, contraint au déplacement de sa résidence à Nankin ou ailleurs, avec des dépenses correspondantes. M. Becerra, Chargé d'Affaires du Chili, m'a dit que, lors de la remise de ses lettres à Nankin, aucune tentative n'avait été faite pour le retenir dans la capitale; le Ministre des Affaires Etrangères l'avait même spontanément encouragé à rester à Shanghai, à cause des déplorables conditions d'hygiène de Nankin. Le Premier Secrétaire de la Légation des Etats-Unis et le Chargé d'Affaires de Pologne m'ont fait des déclar-

7. Cf. n° 75.

tions analogues très positives; enfin, le représentant à Shanghai du Ministère chinois des Affaires Etrangères, que j'ai sondé discrètement, s'est exprimé dans le même sens⁸.

8. *Dans sa séance du 17 octobre 1932, le Conseil fédéral, sur proposition du Département politique du 27 septembre 1932, décidait:*

1^o de conférer au Consul général de Suisse à Shanghai le caractère de Chargé d'Affaires en Chine;

2^o de charger le Département politique de demander au Gouvernement chinois son agrément en faveur de M. Etienne Lardy, qui serait accrédité comme Consul général – Chargé d'Affaires (E 1004 1/336).

162

E 7110 1/74

*Notice du Directeur de la Division du Commerce
du Département de l'Economie publique, W. Stucki*

Übersicht über die Verhandlungen mit den verschiedenen Staaten

No

Bern, 26. April 1932

I. *Allgemeine Bemerkungen*

Die einfuhrhemmenden Kräfte sind gegenwärtig in allen Staaten so stark, dass widerrechtliche Schwierigkeiten, die dem schweizerischen Export gemacht werden und die in normalen Zeiten unbekannt waren oder durch einfache Vorstellungen beseitigt werden konnten, sich immer mehr häufen. Zu ihrer ganzen oder teilweise Beseitigung ist schweizerischerseits sozusagen immer ein grosser Aufwand von Energie notwendig. Die Regierungen sind nur allzu sehr geneigt, selbst gegen klare Rechtsbestimmungen einfuhrhemmende Massnahmen so lange beizubehalten, bis bei ihnen diejenigen Kräfte mobilisieren und vorstellig werden, die durch schweizerischerseits angedrohte Gegenmassnahmen geschädigt würden. Der blosse Hinweis darauf, dass wir einem bestimmten Lande bedeutend mehr abkaufen als es von uns bezieht, genügt nicht mehr, um auch bescheidene Erleichterungen für den schweizerischen Export zu erhalten. Es ist unvermeidbar, mit allem Nachdruck und in äusserst klarer Sprache darauf hinzuweisen, dass die Schweiz nur dann ihre grössern Bezüge aufrecht erhalten könne, wenn man auch von ihr Waren kauft und namentlich auch bezahlt. Die jüngsten Erfahrungen mit Belgien¹, Holland², Polen³, Ungarn⁴, Bulgarien⁵, der Tschechoslowakei⁶ und Ju-

1. Une loi du 23 mars 1932 a augmenté de 15% le montant des droits de douanes belges, à l'exception des droits inscrits dans les accords commerciaux avec l'étranger.

2. Le 1^{er} janvier 1932, les Pays-Bas ont majoré leurs droits de douane de 25% environ.

3. Ce pays a introduit des majorations douanières en 1931, ainsi qu'à partir du 1^{er} janvier 1932.

4. La restriction des importations a été instituée en Hongrie à partir du mois de janvier 1932.

5. Le Gouvernement bulgare a décrété la réglementation du commerce des devises pour limiter les importations étrangères.

6. Dans ce pays, un régime de contrôle des devises, qui soumet les importations étrangères à l'octroi d'autorisations spéciales, est entré en vigueur au début de 1932.

goslawien⁷ sprechen in dieser Hinsicht eine deutliche Sprache. Wir sind auf uns selber angewiesen und haben nicht nur das Recht sondern die Pflicht, nötigenfalls mit Rücksichtslosigkeit für den ausserordentlich bedrängten Export einzutreten und dazu die einzige Waffe zu verwenden, die wir besitzen, den verhältnismässig äusserst starken Import fremder Waren. Es ist bedauerlich, aber nicht zu verwundern, dass diese energischen Interventionen von andern Staaten nicht gerne gesehen werden, und sie gerne die Gelegenheit benützen, um sich über schweizerische Schroffheit zu beklagen. Es scheint mir notwendig zu sein, dass sich der Bundesrat über diese Verhältnisse Rechenschaft gibt und deutlich erklärt, ob er mit unserem bisherigen Vorgehen einverstanden ist oder ob er es vorzieht, dass unsere Handelspolitik so geführt werde, dass wir vor allem aus im Auslande keine unangenehme Stimmung erwecken und nirgends anstossen.

II.

Die Schwierigkeiten und demgemäss die Verhandlungen beziehen sich mit den verschiedenen Staaten auf folgende Punkte:

1. Frankreich

a. *Gegenseitige Kontingentierung*⁸

Die Schweiz ist bereit, trotz ihrer stark passiven Handelsbilanz mit Frankreich, dessen Einfuhr zu uns in den handelsvertraglich gebundenen Positionen im Umfange des Imports von 1931 zu garantieren. Sie hat ferner bei zahllosen Positionen, in denen der französische Import bis zu 30% der Gesamteinfuhr ausmacht, die Kontingentierung formell für französische Waren nicht in Kraft gesetzt, obwohl schon Deutschland und andere Staaten kontingentiert sind. Sie wünscht von Frankreich reziproke Zusicherungen. Wohl nimmt Frankreich den Grundsatz der Einfuhrgarantie 1931 für die gebundenen Positionen an, verklausuliert aber die Durchführung infolge seiner angeblichen Meistbegünstigungspflichten gegenüber andern Staaten derart, dass für unsern Export praktisch grosse Schwierigkeiten bleiben. Ferner erklärt man, in allen Fällen der Schweiz gegenüber die Kontingentierung durchführen zu müssen, und will die Kontingente nur vierteljährlich geben und ausnutzen lassen, was speziell für Waren, die eine lange Herstellungsduer beanspruchen, unerträglich ist. Es ist zu hoffen, dass in den bevorstehenden Verhandlungen doch schliesslich noch ein erträgliches Resultat erzielt werden kann.

b. *Taxe à l'importation*⁹

Nach Art. 8 des Handelsvertrags¹⁰ dürfen interne Taxen den schweizerischen Import nicht stärker belasten als die entsprechende französische Produktion. Zur

7. En octobre 1931, ce pays a édicté des mesures restreignant le commerce des devises.

8. Cf. nos 127, 150 et 152.

9. Cf. nos 96, 127+A et 152.

10. Cf. no 134, n. 6.

Zeit des Vertragsschlusses bestand für den innern Handelsverkehr in Frankreich die «Taxe sur le chiffre d'affaires» von 2%, die auf den eingeführten Waren in Form der sog. «taxe à l'importation» ebenfalls mit 2% erhoben wurde. Im Frühjahr 1930 hat Frankreich die interne Taxe für eine Reihe von Waren auf 0,55% herabgesetzt, die entsprechende Importtaxe aber auf 2% belassen. Auf unsere zahlreichen Proteste hat man die Vertragsverletzung offen zugegeben und Abhilfe versprochen. Es ist aber nie etwas geändert worden. Auf unser im November 1931 gestelltes Begehren¹¹, diese Frage einem Schiedsgericht zu unterbreiten, haben wir auch heute noch keine Antwort. Durch Gesetz vom 31. März 1932 ist dann die «taxe à l'importation» für Halbfabrikate von 2 auf 4% und für Fertigfabrikate von 2 auf 6% erhöht worden. Die interne «taxe sur le chiffre d'affaires» aber blieb unverändert. Daraus ergibt sich klar, dass für die gebundenen Positionen der vertragsmässig fixierte Zoll widerrechtlich um 2 bzw. 4% des Warenwertes erhöht worden ist und dass auch für alle andern, nicht gebundenen Positionen die schweizerische Einfuhr eine mit dem Vertrag nicht vereinbare Belastung zu tragen hat. Wir haben schon gegen das Regierungsprojekt öfters und eindringlich protestiert. Man hat unsren Rechtsstandpunkt ausdrücklich als berechtigt anerkannt, aber das französische Parlament ist, mit offenkundiger Zustimmung der Regierung, über diese Vertragsansprüche hinweg gegangen, um mit den Einnahmen der erhöhten Importtaxe ein Budgetdefizit von rund 500 Millionen Fr. zu decken. Herr Tardieu hatte uns am 24. März¹² mit Zustimmung des Finanzministers Flandin und des Handelsministers Rollin ausdrücklich und feierlich erklärt, dass die Angelegenheit innert kürzester Frist zu unserer vollen Befriedigung in Ordnung gebracht werde. Das Gesetz ist aber am 1. April in Kraft getreten und wird seither auf die schweizerische Einfuhr angewendet. Nochmalige Vorstellungen haben dazu geführt, dass letzte Woche der Generaldirektor der indirekten Abgaben, Herr Haguenin¹³, nach Bern gekommen ist, um über diese Sache mit uns zu verhandeln. Er erklärte offen, dass ihm nicht verständlich sei, wie die französische Regierung solche Erklärungen habe abgeben können, da gar kein Weg bestehe, um die Versprechungen zu erfüllen. Mit andern Staaten, die selber auch eine interne Umsatzsteuer kennen, hoffe man, die Frage auf dem Boden des Doppelbesteuerungsverbotes lösen zu können. Da die Schweiz keine Umsatzsteuer erhebe und auch die nach Frankreich exportierten Waren nicht in anderer Weise fiskalisch belaste, so könne – und damit hat er zweifellos recht – die zur Rückgängigmachung der Übertaxe notwendige Fiktion der entsprechenden Belastung im Exportland unmöglich aufgestellt werden. Eine andere Lösung, an die man gedacht habe, nämlich für schweizerische Waren die Einfuhrzölle um soviel zu ermässigen, als die Importtaxe zu hoch sei, scheiterte daran, dass man dann die Waren aus andern Ländern gleich behandeln müsste und dass überhaupt die Re-

11. Une note protestant contre le relèvement de la taxe à l'importation en France a été présentée au début du mois de décembre par le Ministre Dunant au Ministère des Affaires étrangères. Cf. Annexe au n° 127.

12. Cf. n° 163, A I.

13. Directeur des Contributions indirectes au Ministère des Finances.

gierung gar keine Kompetenz habe, die vom Parlament festgesetzten oder handelsvertraglich ratifizierten Zölle zu ermässigen.

Wir haben darauf geantwortet, dass wir mit Bedauern und Bestürzung davon Kenntnis nähmen, dass die uns wiederholt gemachten feierlichen Erklärungen offenbar ebenso ignoriert werden wie unsere Vertragsansprüche, dass uns mit einer schiedsgerichtlichen Erledigung dieser Angelegenheit nicht gedient wäre und dass eine Kündigung des Handelsvertrags den widerrechtlichen Zustand mindestens auf sechs Monate festlege, und dass wir keinen andern Ausweg sähen, als auf diese Vertragsverletzung mit einer andern zu antworten. Unseres Erachtens müssten alle oder gewisse französische Waren bei ihrem Eintritt in die Schweiz mit einem Zuschlagszoll von 2 oder 4% des Werts belegt und die so erhobenen Summen den Exporteuren schweizerischer Waren nach Frankreich in dem Umfange vergütet werden, als sie zu Unrecht bei der Einfuhr belastet wurden. Selbstverständlich käme diese Vergütung rückwirkend zur Anwendung, mit Bezug auf landwirtschaftliche Produkte, insbesondere Käse, bis zum Monat April 1930. Die französischen Delegierten erhoben gegen diese Absicht nicht die geringsten Einwendungen, sondern schienen sie als durchaus verständlich und sogar notwendig anzuerkennen. Insbesondere wurde der Einwand nicht erhoben, dass wir mit einer solchen Massnahme die Einfuhr aus Frankreich differenzieren, während die Erhöhung der französischen Einfuhrsteuer gegenüber allen Ländern angewendet werde.

Ich habe die Angelegenheit einlässlich mit dem Oberzolldirektor¹⁴ besprochen. Er ist bereit, diese Zuschlagszölle zu erheben und die Abrechnung mit den schweizerischen Exporteuren nach Frankreich zu besorgen.

c. Neben den unter a und b erwähnten Hauptschwierigkeiten sind noch eine Reihe von Fragen zu regeln, die sich auf die gegenseitige Freigabe gebundener Positionen beziehen. Auch hat Frankreich mit Bezug auf die Durchführung unserer Einfuhrbeschränkungen in einzelnen Fällen Wünsche geäussert, die wir bis jetzt, d.h. bis zur befriedigenden Regelung der Hauptfragen, grundsätzlich abgelehnt haben, die aber ohne besondere Schwierigkeiten wenigstens teilweise erfüllbar sind.

2. Deutschland

Zur Zeit der Kündigung des Handelsvertrages durch die Schweiz¹⁵ sind den Importeuren schweizerischer Waren 80% ihres normalen Devisenbedürfnisses zugeteilt worden. Sukzessive wurde diese Zuteilung bis auf 50% herabgesetzt. Diese Devisendrosselung in Verbindung mit der ständig zurückgehenden Kaufkraft des deutschen Marktes hat zu einem immer ausgesprocheneren Rückgang der schweizerischen Ausfuhr nach Deutschland geführt. Ganz besonders dringlich sind die Klagen der Käseunion, die unbedingt eine gewisse Menge von voll ausgereiftem Käse nach Deutschland absetzen sollte, dies aber infolge der Devisenverweigerung nicht tun kann. Während noch im Jahre 1931 ungefähr 34% des deutschen Imports durch unsern Export gedeckt waren, ist dieser Satz im 1. Quartal

14. A. Gassmann.

15. Cf. n° 128 et annexes.

1932 trotz unsren Einfuhrmassnahmen auf 25% gefallen. Auch der jetzige Zustand mit Deutschland wird sich auf die Dauer unmöglich aufrechterhalten lassen. Entweder müssen wir unsren Export wieder steigern können, oder es bleibt aus wirtschaftlichen und aus Gründen der Zahlungsbilanz nichts anderes übrig, als den deutschen Import noch wesentlich stärker einzudämmen. Die Schweiz hat schon anlässlich der Kündigung des Vertrags ihre Bereitwilligkeit zur sofortigen Aufnahme von Verhandlungen über den Abschluss eines Modus vivendi erklärt. Sie hat diese Erklärung seither wiederholt, ohne dass man deutscherseits darauf reagiert hätte. Es scheint, dass die Regierung sich vor der Reparationskonferenz¹⁶ nicht binden will. Ich halte dafür, dass sich die Verhältnisse in kurzer Zeit so entwickeln können, dass wir neuerdings gezwungen werden, energisch zu handeln.

3. Italien

Seit Monaten haben wir in Rom das Begehr gestellt, uns die Italien-gebundenen Zölle für Seide und Kunstseide freizugeben¹⁷. Trotz vielfacher Rechagen haben wir bis jetzt eine Antwort nicht erhalten und waren deshalb gezwungen, die schweizerische Produktion in Seide und Kunstseide durch die gerade auf diesem Gebiet ausserordentlich schwer durchführbare Einfuhrkontingentierung zu schützen. Im weitern beziehen sich die durch die Schweizerische Gesandtschaft in Rom geführten Verhandlungen auf die von Italien geforderte Freigabe der Viehzölle. Die Hauptdifferenz bezieht sich auf Kälber im Alter von über 8 Monaten, für welche Italien den Zoll prohibitiv erhöhen will, was etwa zwei Drittel unseres gesamten Viehexports nach Italien verunmöglichen würde. Die Verhandlungen kommen seit langer Zeit nicht vom Fleck. Wir haben schliesslich eine Lösung ins Auge gefasst, wonach sich Italien mit einer bescheidenen, für uns noch tragbaren Zollerhöhung, die uns wiederum zu binden, begnügen würde, und warten die Antwort aus Rom ab¹⁸.

4. Österreich

Nachdem die Kündigungsfrist des Handelsvertrags auf einen Monat verkürzt¹⁹ und ein Zusatzabkommen zum Handelsvertrag in Genf bereits paraphiert war²⁰, sind die Klagen über Devisenverweigerung für schweizerische Waren so stark geworden, dass die Inkraftsetzung dieses Zusatzabkommens und die Aufnahme umfassender Revisionsverhandlungen für den Handelsvertrag schweizerischerseits zurückgestellt werden mussten. Das kürzlich über die Liquidierung des Clearingvertrages abgeschlossene Abkommen²¹ hat in keiner Weise zur Abklärung der Frage geführt, wie in Zukunft die Bezahlung schweizerischer Lieferungen

16. *Cette conférence doit avoir lieu à Lausanne au mois de juin.*

17. Cf. n° 131 et annexe.

18. Cf. n° 158, n. 5.

19. Cf. n° 140.

20. *Le 18 janvier 1932 (RO, 1932, vol. 48, pp. 77-78).*

21. *Du 8 avril. Cf. n° 159.*

nach Österreich sichergestellt werden könne. Man hat uns in Wien Vorschläge in Aussicht gestellt, die aber bis jetzt nicht eingetroffen sind. Wir haben vor einigen Tagen gemahnt und darauf aufmerksam gemacht, dass Verhandlungen über die Revision des Handelsvertrags für uns so lange unannehmbar sind, als keinerlei Garantie besteht, dass die von der Schweiz gelieferten Waren auch bezahlt werden. Die österreichischen Vorschläge sind somit abzuwarten. Ich kann mir aber nicht vorstellen, auf welcher Basis sie gemacht werden könnten und sehe keine Möglichkeit, demnächst mit Österreich zu einer erträglichen Regelung der Handelsbeziehungen zu kommen. Von privater Seite, die aber zuverlässig erscheint, ist behauptet worden, die österreichische Regierung habe bereits beschlossen, den Handelsvertrag mit der Schweiz zu kündigen. Ein solcher Schritt ist bis zur Stunde nicht erfolgt und auch recht unwahrscheinlich.

5. England

Die Entwertung des englischen Pfundes²² und die fast gleichzeitig eingeführten ausserordentlich hohen Antidumping-Zölle²³ haben unsren Export nach England ungeheuer schwer getroffen. Die englische Regierung hatte andern Staaten gegenüber mehrfach und ausdrücklich erklärt, sie lehne Verhandlungen über die Höhe ihres Zolltarifes so lange grundsätzlich ab, bis an der Reichskonferenz von Ottawa²⁴, die auf den kommenden Juli angesetzt ist, die Zollverhältnisse innerhalb des Imperiums geregelt seien. Wir mussten uns deshalb damit begnügen, durch unsere Gesandtschaft und die hiesige englische Gesandtschaft offiziös auf die dem schweizerischen Export zugefügten Schäden hinzuweisen und dringend um Abhilfe zu ersuchen. Auf den heutigen Tag werden die englischen Antidumping-Zölle aufgehoben und durch einen provisorischen Zolltarif ersetzt, der gewissen Teilen des schweizerischen Exports, wie namentlich der Stickerei, nicht un wesentliche Erleichterungen bringt. Andere schweizerische Produktionsgruppen, wie Schuhe und Maschinen, werden dagegen eine starke Verschlechterung ihrer Exportmöglichkeiten erleiden. Sobald die englische Regierung grundsätzlich bereit ist, in Handelsvertragsverhandlungen einzutreten, werden wir ungesäumt für die Schweiz entsprechende Begehren stellen müssen.

6. Tschechoslowakei

Seit einigen Monaten hat auch die Tschechoslowakei aus wirtschafts- und finanziellen Gründen eine grosse Anzahl von Einfuhrbeschränkungen erlassen und insbesondere für zahlreiche, auch schweizerische, Waren die Zuteilung der notwendigen Devisen an eine besondere Genehmigung geknüpft. Die beiden

22. Cf. nos 102, 103 et 106.

23. La loi «Import Duties Act» 1932, entrée en vigueur le 1^{er} mars 1932, prévoyait le prélèvement d'un droit de 10% ad valorem sur toutes les importations en Angleterre, exceptées celles déjà soumises à un droit de douane et celles comprises dans la liste des marchandises admises en franchise de droit.

24. Cf. no 213, n.2.

Arten von Einfuhrhemmungen haben sich für unsern Export sehr ungünstig ausgewirkt, nicht nur weil die Erteilung der Einfuhrbewilligung und die Devisenzuteilung in vielen Fällen verweigert wurde, sondern auch weil die Importeure ganz allgemein vor diesen umständlichen Formalitäten zurückschreckten und auf die Einfuhr fremder Waren lieber verzichteten. Nachdem wir durch unsere Einfuhrbeschränkungen auch tschechische Waren, wie Schuhe, Holz, Zellulose, Konfektion und Glas, treffen mussten, ist vor einiger Zeit eine tschechische Delegation nach Bern gekommen, um mit uns über schweizerische Erleichterungen zugunsten des tschechischen Imports zu verhandeln. Wir waren bereit, in verschiedenen Punkten entgegenzukommen. Nach Mitteilung unserer Gesandtschaft in Prag²⁵ sind aber gerade in jener Zeit, entgegen den ausdrücklich gemachten Versprechungen, in vielen und sehr wichtigen Fällen die Einfuhrgesuche für schweizerische Waren verweigert worden, so dass wir genötigt waren, die Verhandlungen abzubrechen. Dies hat dann ungesäumt dazu geführt, dass man in Prag für unsern Export ganz bedeutend entgegenkommender war, worauf auch wir die Zügel wieder lockerer liessen. Die tschechoslowakische Regierung wünscht, nächsten Mittwoch die unterbrochenen Verhandlungen in Bern wieder fortzuführen, wozu wir uns bereit erklärt haben. Es wird notwendig sein, über die Durchführung der tschechoslowakischen Einfuhrbeschränkungen und die Zuteilung der zur Bezahlung schweizerischer Waren notwendigen Devisen ganz einlässliche Vereinbarungen zu treffen. Die Erfahrung hat gezeigt, dass es nur dann möglich ist, für den schweizerischen Export erträgliche Verhältnisse zu erreichen, wenn wir rücksichtslos und sofort jede tschechoslowakische Schikane mit entsprechenden Gegenmassnahmen beantworten. Mit Rücksicht auf die komplizierten, zu regelnden Verhältnisse habe ich Herrn Bruggmann gebeten²⁶, für diese Verhandlungen nach Bern zu kommen, und dazu die Zustimmung des Politischen Departements nachgesucht. Sie ist merkwürdigerweise bis jetzt noch nicht eingetroffen²⁷.

7. Ungarn

Das Clearingabkommen ist am 1. April abgelaufen²⁸ und wurde, obschon die jüngsten Verhandlungen in Budapest zu keinem positiven Resultat führten, bis jetzt beidseitig stillschweigend weiter durchgeführt. Die Schweiz verlangt für die kommenden sechs Monate, dass zwei Drittel der Importe aus Ungarn zur Bezahlung alter und neuer Warenforderungen verwendet werden. Ungarn will nur für drei Monate zwei Drittel zugestehen und die Quote nachher auf einen Dritt reduzieren, was absolut unannehmbar ist. Dazu verlangt es gewisse Garantien hinsichtlich der Höhe der Vieheinfuhr, welche Garantien aber vom Veterinäramt des

25. Cf. lettre du Ministre Bruggmann à la Division du Commerce, du 19 avril 1932 (E 7110 1/119).

26. Par lettre du 22 avril (E 7110 1/119).

27. Les négociations avec la Tchécoslovaquie, reprises au mois de mai, aboutiront le 27 juin à la signature du deuxième protocole additionnel au traité de commerce tchéco-suisse (RO, 1933, vol. 49, pp. 212–213).

28. Cf. n° 158.

bestimmtesten abgelehnt werden. Auch hier mussten wir durch unser Generalkonsulat in Budapest sehr energisch darauf aufmerksam machen lassen, dass die Schweiz nicht in der Lage wäre, ohne baldige befriedigende Regelung den Import aus Ungarn aufrechtzuerhalten. Wir haben gestern die letzten ungarischen Forderungen abgelehnt und vorgeschlagen, dass die Verhandlungen in kürzester Zeit in der Schweiz wiederaufgenommen werden. Die Antwort steht noch aus.

8. Jugoslawien

Seit einiger Zeit verweigert Jugoslawien die Zuteilung von Devisen für den Import von schweizerischen Waren. Wir haben am 1. April, nachdem vorherige Vorstellungen zu nichts geführt hatten, telegraphisch durch unsere Gesandtschaft eine Einfuhrsperrre für jugoslawische Waren angedroht, falls die Bezahlung schweizerischer Waren nach wie vor verunmöglicht werde. Der hiesige jugoslawische Gesandte hat mir die volle Berechtigung der schweizerischen Forderungen unumwunden zugegeben, und es wird seit einigen Tagen in Zürich über den Abschluss eines Clearingabkommens verhandelt. Man ist schon jetzt darüber einig, dass mindestens 80% des Imports jugoslawischer Waren in die Schweiz zur Bezahlung der schweizerischen Ausfuhr verwendet werden müssen. Eine geringfügige Differenz besteht noch mit Bezug auf die Verwendung eines Prozentsatzes zur Abtragung jugoslawischer Schulden an andere als schweizerische Gläubiger. Ich habe den Eindruck, dass eine Lösung durchzusetzen ist, wonach 100% unserer Ausfuhr durch die Importe gedeckt werden können und der Überschuss zur Tilgung finanzieller Verpflichtungen gegenüber schweizerischen Gläubigern reserviert wird²⁹.

9. Griechenland

Nachdem die zahlreichen durch unsere Gesandtschaft in Athen in recht wenig energischer Weise erhobenen Vorstellungen gegen die Verweigerung von Devisen zur Bezahlung schweizerischer Waren zu nichts geführt hatten, ist durch das bekannte Telegramm vom 1. April³⁰ die griechische Regierung aufgefordert worden, ungesäumt genügende Vorschläge zu machen, wenn die Schweiz nicht die Einfuhr griechischer Waren sperren sollte. Man hat in Athen ausweichend geantwortet³¹ und sich nur zur Prüfung allfälliger schweizerischer Vorschläge bereit erklärt. Auch private Kompensationen, die durch die Firma Jean Messmer S.A. in Genf ganz zweckmäßig organisiert werden sollten, wurden von der griechischen Regierung abgelehnt. Die heutige Situation ist also die, dass wir griechische Waren uneingeschränkt zulassen, für schweizerische Waren aber, mit Ausnahme von Kondensmilch und Kindermehl, nicht die geringste Zahlungsmöglichkeit besteht.

29. *Un accord de clearing entre la Suisse et la Yougoslavie sera conclu à Zurich le 27 avril 1932 (RO, 1932, vol. 48, pp. 225–229).*

30. *Non reproduit. Cf. E 7110 1/69.*

31. *Cf. lettre du Chargé d'affaires de Suisse à Athènes, Jenny, à la Division du Commerce, du 4 avril 1932 (E 7110 1/69).*

Unsere letzte Instruktion an unsere Gesandtschaft in Athen³² geht dahin, dass die griechische Regierung mindestens den privaten Kompensationsverkehr zulassen und uns für die dauernde Regelung bestimmte Clearingvorschläge machen solle, ähnlich wie dies Griechenland gegenüber Frankreich getan hat. Ob und wie weit die Situation infolge des Aufgebens der Goldwährung durch Griechenland verändert wird, weiss ich zur Stunde noch nicht.

10. Polen

Auf 1. Januar ds. Js. sind in Polen zahllose Einfuhrverbote und -beschränkungen in Kraft getreten, die auch die schweizerischen Waren ungemein stark berühren. Polen hat sich bereit erklärt, über einzuräumende Kontingente zu verhandeln. Der Vorort hat es übernommen, eine entsprechende Begehrenliste auszuarbeiten, dazu aber leider fast zwei Monate gebraucht. Die schweizerischen Forderungen sind durch unsere Gesandtschaft in Warschau mehrfach mit der polnischen Regierung besprochen worden. Man stellte aber Gegenforderungen, insbesondere mit Bezug auf die Einfuhr von Vieh und Fleischwaren in die Schweiz, welche Gegenforderungen das Veterinäramt unter keinen Umständen zugestehen will. Die Verhandlungen werden dadurch erschwert, dass nach der polnischen Statistik die Handelsbilanz der Schweiz mit Polen aktiv wäre, während sie nach unserer Statistik ausgesprochen passiv ist. Es sollte meines Erachtens eine Lösung gesucht werden, wonach man sich gegenseitig die Einfuhr ungefähr der gleichen Wertmenge durch Kontingentszuteilungen sichert, welcher Grundsatz aber nicht leicht zu verwirklichen ist, namentlich wenn alle Begehren Polens auf landwirtschaftlichem Gebiet von uns abgelehnt werden. Da eine Weiterführung der Verhandlungen durch unsere Gesandtschaft in Warschau – der Minister³³ ist sehr oft infolge Krankheit verhindert, daran teilzunehmen, und wird durch Herrn Fontanel³⁴ ersetzt, der dieser Aufgabe absolut nicht gewachsen ist – keine Aussicht auf eine genügend rasche Lösung bietet, habe ich vorgeschlagen, die Verhandlungen selber in der Schweiz mit dem Vize-Handelsminister Dolézal wenn möglich zu beenden. Es ist abgemacht, sie am nächsten Montag in Bern aufzunehmen. Es handelt sich hier weder um Zoll- noch um Devisenfragen³⁵, sondern um die Fixierung gegenseitiger Einfuhrkontingente³⁶.

11. Bulgarien

Unser Entschluss, die bulgarische Eiereinfuhr auf $\frac{1}{5}$ der 1931 eingeführten Menge zu reduzieren, hat bekanntlich dazu geführt, dass uns Bulgarien eine

32. Cf. *lettre de Stucki au Chargé d'affaires Jenny, du 22 avril 1932.* (E 7110 1/69).

33. H. von Segesser.

34. Secrétaire à la Légation de Varsovie.

35. Cf. nos 64 et 68.

36. Le 8 mai suivant, la Suisse et la Pologne signent un arrangement concernant la prohibition et les restrictions à l'importation, arrangement qui entre en vigueur le 20 mai avec effet rétroactif au 1^{er} mai 1932. Non publié. Cf. RG, 1932, p. 556.

wesentliche Ermässigung der Uhrenzölle zugestanden und für den Textilexport wichtige Garantien gegeben hat. Dazu konnte ein Clearingabkommen³⁷ abgeschlossen werden, welches die Bezahlung unseres Exports, für den bisher ebenfalls die Devisenzuteilung verweigert wurde, sicherstellt. Das Clearingabkommen ist in Kraft und funktioniert, soweit man das bis jetzt beurteilen kann, befriedigend.

12. Dänemark

Noch vor kurzer Zeit hatten wir zahllose Klagen wegen Verweigerung von Devisenzuteilung zur Bezahlung schweizerischer Waren. Seit wir durch unser Generalkonsulat haben androhen lassen³⁸, dass die Butira³⁹ die Bezüge dänischer Butter einstellen oder einschränken werde, hat man uns nun plötzlich sehr entgegenkommend behandelt, und es sind die Klagen verstummt. Ein eigentliches Clearingabkommen brauchte nicht abgeschlossen zu werden und steht auch nicht unmittelbar bevor.

13. Holland

Auch Holland hat insbesondere gegen die Einfuhr aus Deutschland umfassende Einfuhrbeschränkungen erlassen, welche auch gegenüber der Schweiz angewendet werden und für unsern Export, namentlich für Schuhe und Textilien, stark schädigend waren. Ich habe vor einigen Wochen die Angelegenheit eingehend mit Dr. Hirschfeld⁴⁰, meinem holländischen Kollegen, in Bern besprochen und dabei den Vorschlag gemacht, dass wir die Kontingentierungsvorschriften im gegenseitigen Handelsverkehr so durchführen, dass mindestens die Einfuhr 1931 gewährleistet sei. Diese Abmachungen haben in der letzten Zeit dazu geführt, dass die holländischen Kontingentierungsvorschriften für die Schweiz wesentlich verbessert wurden, so dass der jetzige Zustand erträglich ist.

14. Belgien

Auch hier ist unser Vorschlag, sich gegenseitig mindestens die letztjährige Einfuhr zu garantieren, grundsätzlich angenommen worden, und ich hoffe, dass noch bevorstehende Schwierigkeiten auf dieser Grundlage beseitigt werden können, wie dies mit Bezug auf frühere belgische Einfuhrmassnahmen geschehen ist.

15. Schweden

Die mit der hiesigen schwedischen Gesandtschaft ständig geführten Verhandlungen bieten eine ganz besondere Schwierigkeit. Unsere Handelsbilanz mit

37. *Conclu à Berne, par échange de notes, le 31 mars 1932 (RO, 1932, vol. 48, pp. 191–192). Cf. aussi l'Arrangement conclu entre la Banque nationale suisse et la Banque nationale bulgare sur l'emploi des payements effectués par les importateurs suisses d'œufs, en faveur des créanciers suisses, du 8 avril 1932 (FF, 1932, I, pp. 988–990).*

38. Non retrouvé.

39. *Société créée sur la base de l'arrêté du Conseil fédéral du 26 février 1932 pour contrôler les importations de beurre (RO, 1932, vol. 48, pp. 118–119).*

40. *Directeur général du Commerce et de l'Industrie au Ministère de l'Economie nationale et du Travail.*

Schweden ist immer noch stark aktiv, so dass wir uns bemühen müssen, diesem Land gegenüber besonders rücksichtsvoll zu sein. Leider gibt es aber eine Anzahl von Waren, deren Einfuhr aus Schweden stark ansteigt und die schweizerische Produktion gefährdet. Dies trifft namentlich zu für Zellulose, dann aber auch für einzelne Metallwaren, Maschinen und Papier. Die schwedische Regierung ist, wie wir, zur Aufrechterhaltung ihres Exports gezwungen, Repressalien gegen unsern Import anzudrohen, worauf wir unbedingt Rücksicht nehmen müssen. Die Verhandlungen sind äusserst heikel und noch nicht abgeschlossen.

16. Randstaaten

Verschiedene Schwierigkeiten betreffend Zuteilung von Importdevisen werden teilweise mit Erfolg behoben durch Vermittlung der Butira, die die Butterimporte zu Kompensationszwecken zur Verfügung stellt und nötigenfalls auf unsern Wunsch hin auch mit der Androhung von Einfuhrsistierungen Erleichterungen erzielt⁴¹.

41. La notice, transformée en proposition du Département de l'Economie publique, est présentée le 31 mai par Schulthess au Conseil fédéral, avec les commentaires suivants:

«Sie ersehen aus den gemachten Darlegungen, dass unsere handelspolitische Aufgabe zurzeit eine sehr schwierige ist und viel Arbeit und Umsicht erfordert. Sie stellt namentlich an den Direktor der Handelsabteilung grosse Anforderungen, und wir möchten bei diesem Anlasse gerne feststellen, dass seine Tätigkeit volle Anerkennung verdient. Gelegentliche Friktionen sind unvermeidlich. Mit Verhandlungen kommt man oft nicht zum Ziele, und wir sind gezwungen, uns gegenüber der Verletzung unserer Interessen zu wehren und nötigenfalls auch zu Gegenmassregeln zu schreiten.»

Antragsgemäss wird von den in diesem Berichte gemachten Mitteilungen in zustimmendem Sinne Kenntnis genommen (*PVCF du 31 mai 1932 E 1004 1/334*).

163

E 7110 1/56

*Le Chef du Département de l'Economie publique, E. Schulthess,
au Ministre de Suisse à Paris, A. Dunant*

Copie

L

Bern, 27. April 1932

Herr Direktor Stucki begibt sich heute, wie Sie wissen, nach Paris, um über die noch bestehenden Differenzen zu verhandeln.

Was die Kontingentierungsmassnahmen anbetrifft, so wollen wir uns darüber weiter nicht verbreiten. Herr Stucki hat seine Instruktionen, und es steht trotz gewisser Schwierigkeiten zu hoffen, dass in diesem Punkt doch eine Einigung zu stande kommt.

Schwieriger ist die Lage hinsichtlich der «taxe à l'importation». Herr Stucki

27 AVRIL 1932

wird Ihnen noch im Detail mitteilen, was Haguenin¹ erklärt hat. Die französische Regierung ist, wie es scheint, ausserstande, die uns von den Herren Tardieu² und Rollin³ gegebenen Zusicherungen zu erfüllen⁴. Sie beruft sich darauf, dass ein Gesetz bestehe, das sie nicht abändern könne⁵. Die Herren Tardieu und Rollin wussten aber ganz genau, dass dieses Gesetz geschaffen werde, und sie versprachen trotzdem und über das Gesetz hinweg, unseren Wünschen entgegenzukommen, weil ja, wie Herr Tardieu sagte, diese «taxe à l'importation» nicht «défendable» sei.

Herr Stucki wird nun zunächst mit den Organen der Ministerien und auch gegenüber Herrn Rollin, den er morgen treffen soll, den schweizerischen Standpunkt vertreten. Herr Tardieu ist, soviel wir der Presse entnehmen, diese ganze Woche in seinem Wahlkreise und wohl nicht zu treffen. Wäre er auch da, so wäre sein Interesse wohl kaum sehr gross.

Wir möchten Sie nun bitten, nächste Woche, nachdem Herr Tardieu zurück und Herr Stucki wieder abgereist sein wird, eine Audienz beim Ministerpräsidenten zu verlangen, ihn an die bekannten, in Ihrer Gegenwart gegebenen Zusicherungen zu erinnern und ihm namentlich zu erklären, dass der Unterzeichnete bis jetzt immer eine gewisse Reserve bewahrt und die ihm gemachten Versprechungen öffentlich nicht erwähnt habe, um Herrn Tardieu nicht dem Vorwurf auszusetzen, als ob er sein gegebenes Wort nicht halten könne. Wir bitten aber, gleichzeitig beizufügen, dass wir schliesslich doch genötigt sind, uns auf die gegebenen Zusicherungen zu berufen, um nicht den Schein auf uns ruhen zu lassen, als ob wir die Besprechungen in Paris in unbegründeter Weise zu optimistisch beurteilt hätten. Wollen Sie nun Herrn Tardieu noch einmal dringend bitten, Mittel und Wege zu suchen, um sein Wort einzulösen und uns entgegenzukommen, um so eher als ja zweifellos die «taxe à l'importation» vertragswidrig und überdies durch den Verzicht gegenüber Italien und Belgien auch die Meistbegünstigung verletzt ist⁶.

Gleichzeitig wollen Sie der französischen Regierung eröffnen – was übrigens der Unterzeichnete Herrn Tardieu in Genf schon gesagt hat⁷ –, dass wir zu unserem grossen Bedauern eventuell genötigt wären, Gegenmassregeln zu treffen, indem wir auf gewissen französischen Waren, die nach der Schweiz importiert wer-

1. *E. Haguenin, Directeur général des Contributions indirectes au Ministère des Finances.*

2. *Président du Conseil et Ministre des Affaires étrangères.*

3. *Ministre du Commerce et de l'Industrie.*

4. *Cf. AI.*

5. *Il s'agit en fait de l'article 32 de la loi portant fixation du budget général de l'exercice 1932, du 31 mars 1932. (JO.RF., 1^{er} avril 1932, n° 77, p. 3349). Le même jour paraît le décret fixant les modalités d'application de la taxe à l'importation (Id. pp. 3455ss.).*

6. *Sur ce point, cf. n° 165.*

7. *Les conversations du mois de mars entre le Chef du Département de l'Economie publique et le Président du Conseil français ont eu lieu à Paris. Leur programme avait été arrêté dans un entretien entre le Chef du Département politique, G. Motta, et le Président du Conseil français au début du mois de mars à Genève. (E 2, Archiv-Nr. 1721, lettre personnelle du Chef de la Division des Affaires étrangères du Département politique, P. Dinichert, au Ministre de Suisse à Paris, A. Dunant, 23 mars).*

den, den gleichen Wertzollzuschlag beziehen und den Ertrag dieser Abgabe verwenden werden, um den schweizerischen Exporteuren nach Frankreich die ihnen ungerechtfertigt auferlegte Abgabe zurückzuerstatten.

Wir haben den Eindruck, dass die französische Regierung diese unsere Gegenmassnahme im Gefühl des eigenen Unrechts ruhig hinnehmen wird. Es ist ja Herrn Tardieu sehr unangenehm, dass er sein Wort nicht halten kann, er hat das auch in Genf deutlich durchblicken lassen.

PS. Der erwähnte diplomatische Schritt soll im Auftrag des Bundesrates geschehen, der in dieser Sache Beschluss gefasst und uns ermächtigt hat, im Sinne dieses Schreibens vorzugehen⁸.

8. PVCF du 25 avril 1932 (E 1004 1/333).

ANNEXE I

J.I. 6 1/4

*Compte-rendu du Chef du Département de l'Economie publique,
E. Schulthess, sur son voyage à Paris⁹*

CR

I.

Am Mittwoch, den 23. März 1932, nachmittags 4 Uhr, wurde der Unterzeichnete mit den Herren Minister Dunant und Direktor Stucki von Herrn Ministerpräsident Tardieu empfangen. Dieser begrüsste uns sehr liebenswürdig und dankte lebhaft, dass ich nach Paris gekommen sei und dass er so Gelegenheit habe, direkt mit der schweizerischen Regierung zu verhandeln. Er befasste sich sodann in einer längeren Aussprache mit den verschiedenen wirtschaftlichen Problemen, die die Schweiz und Frankreich betreffen.

[Affaires des zones]

Der Ausgangspunkt der Darlegungen des Herrn Tardieu war der Wunsch, zu einer harmonischen Zusammenarbeit und einer kompletten Verständigung zwischen den beiden Ländern zu kommen. Er wies darauf hin, dass gewisse kleine Friktionen zum Teil lokaler Natur bestünden, die beseitigt werden müssten. So gelangte er zur Zonenfrage. Er betonte allerdings sofort, dass, wie die Dinge heute liegen, die Erledigung der Sache dem Gerichtshof im Haag überlassen werden müsse, er bedauere das zwar und finde, man hätte sich früher verständigen können und sollen. Heute sei nun daran nichts mehr zu ändern, dagegen finde er, dass, falle das Urteil wie es wolle, beide Parteien nachher miteinander verhandeln müssen, um einen befriedigenden Zustand herbeizuführen. Damit dies leichter sei und damit vor dem Urteil gewisse Härten vermieden werden, möchte er jetzt schon gleichsam die Zukunft etwas präparieren und einige Erleichterungen des jetzigen Grenzregimes vorschlagen. Er sprach dann insbesondere den Wunsch aus, dass für ca. 15 Gemeinden, die nicht zu den kleinen Zonen, wohl aber zu der früheren sogenannten grossen autonomen Zone gehören, Erleichterungen für deren Einfuhr nach der Schweiz geschaffen werden. Es handle sich namentlich um landwirtschaftliche Produkte, Milch, Fleisch u.a.m. Schriftlich lag nichts vor, und aus den mündlichen Bemerkungen musste ich schliessen, dass Herr Tardieu namentlich die Wiederaufhebung der Massregeln, die jüngstens hinsichtlich der Einfuhr aus den grossen Zonen vom Bundesrat getroffen worden sind, im Auge hatte. Aus einem Gespräch, das nach unserer Konferenz zwischen Herrn Stucki und

9. Texte daté du 29 mars.

den Herren Labouray¹⁰ und Coulondre stattfand¹¹, geht hervor, dass die bewussten 15 Gemeinden in der 10-km-Zone liegen und dass die Einfuhr landwirtschaftlicher Produkte, die ermöglicht werden sollte, einen jährlichen Wert von ca. 900 000 Franken hätte. Als Gegenleistung würde Frankreich die zollfreie Einfuhr von Waren aus Genf nach französischem Gebiet ungefähr im selben Wert und überdies Verkehrserleichterungen für den Personen- und Automobilverkehr zugestehen. Schliesslich tönte Herr Tardieu auch an, es wäre wünschenswert, dass man sich über das besprechen würde, was eventuell nach dem Urteile eintreten soll.

[Fédération danubienne]

Zu den allgemeinen wirtschaftlichen Fragen übergehend, bezeichnete Herr Tardieu die Situation als äusserst ernst. Der Herd der Schwierigkeiten liege seines Erachtens in der Lage der Donaustaa-ten. Von Wien aus sei eigentlich der Anfang des Zusammenbruchs gegangen, der sich dann auch auf Deutschland übertragen habe. Es müsse daher ein anderes Regime für die Donaustaaaten inkl. Tschechoslowakei gefunden werden. Dabei handle es sich nicht um eine Zollunion, wohl aber um einen wirtschaftlichen Zusammenschluss durch das Mittel von sog. Präferenzzöllen. Diese Staaten würden also unter sich sich Zollbegünstigungen gewähren, und auf diese Art und Weise würden sie sich gegenseitig ein Absatzgebiet sichern. England, fügte er bei, habe vor einigen Minuten die Erklä-rung abgegeben, dass es mit ihm einiggehe; bis Samstag werde er die Zustimmung Italiens haben, bis Montag diejenige Deutschlands. Die Donaustaaaten, inkl. der Tschechoslowakei, werden den Vorschlag annehmen müssen, denn sie brauchen Geld; er verfüge darüber. Für einmal stehe eine Anleihe von 1 Milliarde (französischer Franken) in Frage, und zwar werde wohl zunächst ein kurz-fristiger Kredit gewährt werden müssen. Das Projekt berühre natürlich zollpolitisch auch uns, und er behalte sich vor, zu gegebener Zeit mit uns in nähere Fühlung zu treten. Wenn, sagte Herr Tar-dieu, das Projekt nicht realisiert werden könne, dann käme ein Moratorium der Donaustaaaten nach dem andern, und innert 4–6 Wochen werde kein Staat in Zentraleuropa mehr bezahlen.

[Relations commerciales]

Herr Tardieu sprach dann von unsren Handelsbeziehungen, von den Friktionen, die entstanden seien, über die Einfuhrkontingente und von der taxe d'importation. Der erstere Punkt könne seines Erachtens leicht und rasch erledigt werden. Frankreich sei bereit, entgegenzukommen. Was die taxe d'importation betreffe, so müsse er anerkennen, dass sie nicht «défendable» sei, er sei bereit, auch hier unsren Wünschen gerecht zu werden, indessen könne er erst nach dem 1. April den Weg be-zeichnen, der beschritten werden müsse. Das Parlament werde die Taxe jetzt beschliessen, aber er werde dann sofort Mittel und Wege finden, um uns zu befriedigen.

[Réponse de Schulthess. Zones]

Ich antwortete Herrn Tardieu, nachdem ich ihm gedankt hatte, ungefähr wie folgt:

Was die Zonen betreffe, so könne ich nur bestätigen, was Herr Motta ihm schon erklärt habe¹². Der Prozess müsse seinen Gang gehen, und heute scheine eine andere Lösung nicht denkbar. Über das Zonenproblem und über die Vorschläge, die das Zonengebiet betreffen, könne ich also in Ver-handlungen von vorneherein nicht eintreten. Was das gegenwärtige Regime angehe, so seien wir Frankreich sehr weit entgegengekommen, und wir hätten, offen gestanden, gelegentlich bedauert, dass in dem Momente, in dem der Zollgürtel an die Grenze verlegt wurde, unsererseits nicht die Konsequenzen gezogen und alle Vorrechte, die den Bewohnern der grossen und kleinen Zonen frei-willig eingeräumt worden seien, nicht aufgehoben wurden. Die grossen Zonen stehen im Prozess gar nicht in Frage. Sie seien für uns einfach französisches Gebiet. Es scheine mir aber kaum denkbar,

10. J. Labouret, chef de bureau à la Sous-direction europe du Ministère des Affaires étrangères.

11. R. Coulondre, Sous-directeur des Relations commerciales au Ministère des Affaires étran-gères.

12. Sur cette rencontre, lors de l'ouverture de la conférence du désarmement à Genève, aucun compte-rendu n'a été retrouvé.

für einen Teil dieser grossen Zonen, für die vor kurzer Zeit das régime commun eingeführt worden sei, jetzt eine Änderung eintreten zu lassen, und ihnen Erleichterungen zu gewähren. Ich sei mir indessen nicht ganz klar darüber, wie er sich im einzelnen diese Konzessionen an die erwähnten, der grossen Zone angehörenden Gemeinden vorstelle, und müsse denn auch, wenn ich mir über die Frage ein Urteil bilden sollte, um Präzisionen bitten.

/Situation générale/

Hinsichtlich der allgemeinen Lage wies ich darauf hin, dass Frankreich, Belgien, Holland und die Schweiz auf dem europäischen Kontinent heute sozusagen die einzigen Länder seien, in denen noch normale und gesunde Verhältnisse und keine Devisenbewirtschaftung bestehen. Wir müssten aus gemeinsamem Interesse darauf halten, dass unsere Wirtschaft gesund bleibe. Wir sollten uns das Leben nicht erschweren, sondern versuchen, uns gegenseitig zu verstehen. Frankreich sollte bedenken, dass die Lage der Schweiz eine recht schwierige sei, insbesondere auch im Hinblick auf die wirtschaftlichen Massnahmen des Auslandes. Die Schweiz habe hohe Produktionskosten und Preise, und es rechtfertige sich daher in keiner Weise, ihr gegenüber irgendwelche Abwehrmassregeln zu treffen. Frankreich und wir hätten allgemein wirtschaftlich genommen viele gemeinsame Interessen, und dies sollte auch seitens der französischen Regierung nicht vergessen werden. Die Schweiz sei das Land, dem gegenüber Frankreich absolut und relativ den höchsten Exportüberschuss aufweise, nämlich 1 400 000 000 französische Franken.

/Fédération danubienne/

Das Donauprojekt interessiere uns sehr, und ich sei Herrn Tardieu sehr dankbar dafür, dass er uns seine Ideen darüber auseinandergesetzt habe. Wir müssten uns natürlich, nachdem das Projekt einmal bestimmte Gestalt angenommen habe, die Sache gründlich überlegen und sehen, welche Konsequenzen für uns aus einem solchen Zusammenschluss entstehen würden. Unsere Handelsbeziehungen mit den in Frage stehenden Ländern seien rege, das Prinzip der Meistbegünstigung würde selbstverständlich durch ein solches Akkommen verletzt.

/Relations commerciales/

Was die konkreten Fragen anbetreffe, so stehe in erster Linie die Einfuhr der Waren, für die der eine oder andere Staat Einfuhrbeschränkungen erlassen habe, in Frage. Da seien wir der Meinung, dass man sich gegenseitig soweit wie möglich einschränken und in den Kontingenten nicht unter die Menge des Jahres 1931 zurückgehen sollte. Man sollte die Grundsätze feststellen, nach denen die Kontingente festgesetzt würden. Die Schweiz müsse darauf dringen, dass sie als vorzüglicher, ja bester Kunde Frankreichs angemessen behandelt werde. Die Einzelheiten möchten zunächst zwischen den Sachverständigen besprochen werden.

Was die taxe d'importation anbelange, so nehme ich gerne von den Erklärungen des Herrn Tardieu Notiz. Sie bedeute in der Tat einen Wertzoll von 4% und sei infolgedessen rechtlich unhaltbar. Wir müssten auf deren Abschaffung bestehen und bedauern, dass unsere bisherigen Reklamationen gegen die bisherige Taxe, ja selbst die Anrufung des Schiedsgerichts so wenig Erfolg gehabt hätten¹³. Noch energischer müssten wir uns gegen die nunmehrige neue Taxe auflehnen. Auf diese müsse Frankreich unter allen Umständen verzichten. Es handle sich hier um eine sehr wichtige, für unsern Export nach Frankreich ausschlaggebende Frage.

Herr Tardieu schlug im weitern Verlaufe der Besprechungen einen accord provisoire vor, der sich mit der Erleichterung des Grenzregimes bei Genf, mit den Kontingenten und endlich mit der taxe d'importation beschäftigen würde. Ich machte aber sofort darauf aufmerksam, dass diese verschiedenen Dinge nicht miteinander verbunden werden können und dass insbesondere die Frage der Kontingente und der taxe d'importation unabhängig und so rasch wie möglich erledigt werden müsse. Gegenüber einem Abkommen über die Erleichterung des Grenzverkehrs bei Genf machte ich sowohl sachlich wie hinsichtlich des Zeitpunktes alle Vorbehalte und erklärte nochmals, dass ich für die Diskussion eines solchen Vorschlags nicht nach Paris gekommen sei.

13. Cf. n° 96.

Herr Tardieu reduzierte dann seinen ursprünglichen Vorschlag und sprach im wesentlichen von der Milderung des Grenzregimes zugunsten der 15 Gemeinden, die der grossen Zone angehören. Er verfehlte nicht, dass es Wahlrücksichten seien, die ihn veranlassten, uns dringend zu bitten, seine Anregung zu prüfen, und fügte bei, dass wir ihm mit der Entsprechung einen grossen Dienst leisten würden.

Ich wiederholte, dass ich mich auf keine Kombination einlassen könne, die das Zonenregime betreffe oder den Zonenprozess in irgendeiner Art und Weise zu beeinflussen geeignet sei. Ob den von ihm erwähnten Gemeinden gewisse Einführerleichterungen gewährt werden können, könne von mir in diesem Momente nicht beurteilt werden. Ich zweifle aber daran.

An die Besprechung mit Herrn Tardieu schloss sich noch eine gemeinsame Konferenz an, an der auch Herr Handelsminister Rollin und einige Sachverständige teilnahmen. Herr Rollin begann von den Kontingentierungsfragen zu sprechen. Es zeigte sich jedoch bald, dass diese Materie nicht geeignet ist, in einem grösseren Kreise behandelt zu werden. Die Konferenz wurde infolgedessen abgebrochen.

Herr Stucki diskutierte dann noch gewisse Detailfragen mit den Sachverständigen im Handelsministerium. Bei diesem Anlass erfolgten, wie bereits bemerkt, auch einige Präzisierungen hinsichtlich der Grenzerleichterungen bei Genf. Herr Stucki erklärte, dass er kaum in der Lage sein werde, sie zu empfehlen.

II.

Am 24. März, morgens, besprach Herr Stucki mit Handelsminister Rollin und den Direktoren im Handelsministerium speziell die Kontingentierungsfragen, hinsichtlich welcher eine starke Annäherung erfolgte. Es wird in dieser Beziehung auf das Vorprojekt verwiesen, das von französischer Seite aufgestellt wurde und von uns noch näher geprüft wird.

Nach dem Dejeuner, das uns im Quai d'Orsay offeriert wurde, wurden nur kurz einige Fragen gestreift und eine weitere Besprechung für abends 10 Uhr konveniert.

Was Genf anbetrifft, so erklärte beiläufig Finanzminister Flandin, die jetzige Lage sei in der Tat für Genf sehr beschwerlich und eigentlich unhaltbar, und Herr Tardieu fügte bei: «Nun gut, ich werde alle diese Verkehrsschwierigkeiten» – er dachte offenbar an den Automobilverkehr – «mit einem Federstrich beseitigen.»

III.

Konferenz abends 10 Uhr, 24. März 1932. Anwesend die Herren Tardieu und Rollin mit hohen Beamten der beiden Ministerien.

Die Diskussion beginnt mit der Frage der Kontingente. Hierüber hatten im Laufe des Tages Besprechungen zwischen Herrn Stucki und den Französischen Stellen stattgefunden, durch die eine wesentliche Annäherung der Standpunkte erzielt wurde. Es liegt ein französisches revidiertes Projekt vor, das indessen noch in der Schweiz mit den Industrien besprochen werden muss. Eine Eingang auf diesem Gebiete erscheint als wahrscheinlich und darf erwartet werden. Die Vorschläge müssen jedoch noch bereinigt und können erst später definitiv werden. Wir werden dem Bundesrat später in dieser Frage speziellen Bericht erstatten.

Hinsichtlich der Frage der taxe d'importation wiederholen die Herren Tardieu und Rollin die bestimmte Erklärung, dass man unsern Wünschen gerecht werden soll. Man möchte jedoch jetzt bis zur Erledigung des Budgets in den Kammern davon nicht sprechen. Die Regierung werde Mittel und Wege finden, um uns entgegenzukommen. Die prinzipielle Unzulässigkeit der Erhöhung der taxe d'importation wurde von neuem anerkannt. Auf meine Bemerkung, dass wir hier wirklich Garantien haben sollten, wurde mir von den Herren Tardieu und Rollin wiederholt erklärt, wir dürften durchaus beruhigt sein. Die Einzelheiten werden in den spätern Verhandlungen festgesetzt werden.

Grenzerleichterungen bei Genf. Herr Tardieu verliest Stellen aus einem von Herrn Labouray ausgearbeiteten Projekte, das die Wünsche Frankreichs namentlich hinsichtlich der bereits genannten 15 Gemeinden enthält und sich insbesondere mit den drei folgenden Punkten beschäftigt.

1. Verpflichtung der Schweiz mit Bezug auf die kleinen Zonen, keine Änderung am heutigen Regime eintreten zu lassen, bis auf der Grundlage des Gerichtsentscheides eine definitive Konvention abgeschlossen ist.

2. Wiederherstellung des Zustandes vor dem 1. Januar 1932 für eine Anzahl von Gemeinden der grossen Zonen, die innerhalb des 10-km-Gürtels liegen, wobei die verlangte Zollfreiheit für Milch, Gemüse, Eier, Honig etc. einem jährlichen Betrag von 950000 Franken entsprechen würde.

3. Erleichterung für den Fleischverkehr im Grenzgebiet.

Das Projekt sah dann vor, dass die Schweiz ihre Bedingungen stellen könnte, und zwar sowohl hinsichtlich des Waren- wie des Automobilverkehrs, wobei uns eine tunlichste Berücksichtigung versprochen wird. Ich erkläre, dass dieses Projekt teilweise wenigstens den Eindruck erwecke, als ob man sich mit Fragen beschäftigen wolle, die das Zonenregime betreffen, und dass ich infolgedessen von vorneherein nicht einmal auf eine Prüfung eintreten könne. Herr Tardieu erklärte darauf, dass das Projekt wesentlich umgearbeitet und geändert werden müsse, er werde Herrn Labouray die nötigen Instruktionen erteilen und es uns dann schriftlich zukommen lassen.

Bis zur Stunde, in der diese Zeilen diktiert werden, Dienstag, den 29. März, wurde der schweizerischen Gesandtschaft seitens der französischen Regierung kein solches Projekt übergeben.

Wiederholt wurde von mir betont, dass diese Frage der Grenzerleichterungen in keiner Weise mit den übrigen Fragen in Verbindung gebracht werden könne.

Schliesslich wurde noch eine baldmöglichste Wiederaufnahme der Verhandlungen vereinbart.

Bemerkungen¹⁴

Die vorstehende Aufzeichnung gibt mir noch zu folgenden allgemeinen Bemerkungen Anlass:

1. Die allgemeine wirtschaftliche Lage schien mir Herr Tardieu richtig zu beurteilen. Er will jedoch den Schlüssel der Situation in einer Verbesserung der Lage der Donaustaten suchen. Hinsichtlich Deutschlands scheint er, wie ich aus einzelnen Bemerkungen schliessen kann, weniger zu einem Entgegenkommen bereit zu sein.

2. Herr Tardieu unterschätzt zweifellos die Schwierigkeiten seines Donauprojektes. Es wird kaum möglich sein, die in Betracht fallenden Staaten namentlich so rasch unter einen Hut zu bringen. Selbst das Versprechen von Krediten wird diesen Effekt kaum erreichen. Ich habe den Eindruck, dass Herr Tardieu sich nicht Rechenschaft gibt, wie komplizierte Fragen dadurch zwischen den betreffenden Staaten unter sich und dann zwischen diesen und allen übrigen Staaten aufgeworfen werden. Er beurteilte auch die Lage hinsichtlich der Zustimmung der andern Grossmächte zu optimistisch. Am 24. März erklärte er, England habe zugestimmt, Italien und Deutschland würden folgen. Seither hat sich herausgestellt, dass England eine Konferenz angeregt hat und zweifellos wird dabei darauf hingewiesen werden, dass gerade für die Abnahme des Getreideüberschusses das Einverständnis Deutschlands mit der Kombination notwendig sei. Tardieu beurteilt alle diese Fragen nur nach ihren grossen Linien, während die Einzelheiten die Hauptrolle spielen.

3. Herr Tardieu ist zweifellos der Schweiz wohlgesinnt und bereit, uns entgegenzukommen. Die Kontaktnahme scheint mir im Hinblick auf die allgemeinen wirtschaftlichen Fragen notwendig und gut gewesen zu sein. Die Schweiz kann angesichts der wirtschaftlichen Gruppierungen, die sich bilden können, nicht auf der Seite stehen und sich nicht abschliessen. Sie muss Kontakt behalten.

4. Die Frage der Kontingentierung und der taxe d'importation dürfte befriedigend geregelt werden können, sofern wenigstens – wie bestimmt zu hoffen ist – gehalten wird, was uns versprochen wurde. Dass der Wille dazu besteht, ist für mich ausser Zweifel. Diese beiden Fragen müssen anlässlich der Anwesenheit Tardieus in Genf im Monat April definitiv geregelt werden. Wir werden durch die Gesandtschaft uns erkundigen, welcher Weg uns namentlich hinsichtlich der taxe d'importation vorgeschlagen wird.

5. Was das Grenzregime in der Nähe von Genf betrifft, so sei nochmals festgestellt, dass ich stets jegliche Diskussion und Behandlung des Zonenregimes abgelehnt habe. Wenn in dieser Beziehung in der Öffentlichkeit Missverständnisse entstanden sind, so mögen dazu die eigentümlichen Meldungen der Agentur Havas, die stets die Zonenfrage in den Vordergrund stellten, beigetragen haben. Meine Stellung ist eine absolut klare gewesen. Ich habe mich schliesslich damit einverstanden erklärt, Vorschläge Tardieus über die Erleichterung des Grenzverkehrs speziell zugunsten bestimmter nicht in

14. Datées du 30 mars 1932.

27 AVRIL 1932

den kleinen Zonen gelegener Gemeinden dem Bundesrat zur Prüfung zu unterbreiten, ohne dabei die leiseste Andeutung zu machen, dass ich solche Vorschläge befürworten würde. Hätte ich das tun wollen, so hätte ich vor allem die Aufhebung resp. Einschränkung der Massregeln vorschlagen müssen, die der Bundesrat auf meinen eigenen Antrag vor kurzer Zeit hinsichtlich der Einfuhr aus den grossen Zonen für Milch und Fleisch getroffen hat. Ich habe aber für ein Gebot der Höflichkeit betrachtet, es nicht abzulehnen, die französischen Vorschläge zuhanden des Bundesrates zur Prüfung entgegenzunehmen. Ich glaubte dies um so eher tun zu sollen, als Herr Tardieu auch von wesentlichen Verkehrserleichterungen für Genf sprach. Hätte ich es refusiert, solche Mitteilungen entgegenzunehmen, so hätte man mir nicht ohne Grund Vorwürfe machen können. Als aber dann Herr Tardieu mir das Projekt zu verlesen begann, das, wie es scheint, von Herrn Labouray gemacht worden ist, und ich hörte, dass darin wiederholt von den Zonen gesprochen wurde, so habe ich erklärt, dass es zwecklos wäre, mir solche Vorschläge zu übergeben. Herr Tardieu ordnete darauf sofort die Änderung und Umarbeitung des Projektes an, das uns schriftlich versprochen wurde. Wir haben indessen auch bis zur Stunde, in der diese Zeilen diktiert werden, nichts erhalten. Es kann somit nicht die Rede sein, dass die Zonenfrage durch die ganzen Verhandlungen in Paris irgendwie berührt worden wäre.

ANNEXE II

E 1004 1/333

CONSEIL FÉDÉRAL
Procès-verbal de la séance du 30 mars 1932¹⁵

539. Négociations économiques avec la France

Verbal

/.../¹⁶

En réponse à une question de M. le *chef du département de l'intérieur*, concernant l'intérêt que présenterait une fédération danubienne pour notre exportation, M. le Vice-président déclare qu'il ne méconnaît pas cet intérêt, qui pourrait notamment se traduire par l'établissement d'un trafic de compensation entre produits fabriqués et céréales. Mais l'exécution de ce plan exige trois choses: 1^o une entente entre les Etats intéressés; 2^o des crédits; 3^o une nouvelle interprétation de la clause de la nation la plus favorisée par les grandes puissances et par d'autres Etats, notamment le nôtre. Dans ces conditions, et vu le temps très court dont on dispose, il est peu probable que le plan de M. Tardieu se réalise.

Dans la discussion, tous les membres du conseil déclarent approuver l'attitude prise par M. le Vice-président à Paris, sur quoi le projet de communiqué est adopté dans la forme suivante¹⁷.

15. Absents: Motta et Musy.

16. Le Chef du Département de l'Economie publique fait rapport sur son voyage à Paris.

17. Non reproduit.

164

E 2300 Rom, Archiv-Nr. 32

*Le Ministre de Suisse à Rome, G. Wagnière,
au Chef du Département politique, G. Motta*

L

Rome, 2 mai 1932

J'ai saisi l'occasion de mon séjour à Venise pour visiter naturellement le consulat et prendre contact avec la colonie suisse de cette ville.

[... /

Les rapports du consulat avec les autorités sont très bons. M. Imhof jouit à Venise d'un excellent crédit et ses nombreuses relations facilitent ses démarches officielles.

La colonie n'est pas en augmentation; au contraire, elle tend, comme dans plusieurs autres villes d'Italie, à diminuer. Les maisons italiennes engagent de moins en moins de jeunes employés suisses. Celles qui cherchent des employés allemands les prennent dans les régions autrichiennes annexées. Il en est de même pour les institutrices et bonnes d'enfants, ce qui tend à réduire le champ de notre activité habituelle en Italie.

J'ai eu le plaisir de passer une soirée chez M. Imhof, qui avait convoqué la plupart de nos compatriotes. Je leur ai parlé de la question des dommages de guerre¹ qui avait fait l'objet, il y a 12 ans, d'une séance assez orageuse dans cette même ville. Je leur ai exposé les difficultés que nous avons rencontrées et j'ai réfuté les accusations formulées en Suisse et dans les milieux intéressés contre l'autorité fédérale et ses représentants qui ont fait tout ce qu'on pouvait faire pour obtenir satisfaction. J'ai rappelé, à ce propos, que j'avais obtenu du chef du gouvernement italien qu'il reçût une commission de trois sinistrés suisses, en leur donnant ainsi le moyen de plaider eux-mêmes leur cause. Aucune objection.

La plus importante maison suisse de Venise était constituée par les moulins Stucki, qui occupent à l'entrée du port une série de bâtiments considérable et produisent encore une moyenne de 5 mille quintaux de farine par jour. Mais le chef de la famille Stucki, qui avait précisément fait partie de la commission des sinistrés reçue par Mussolini, s'est fait italien depuis lors et nous n'avons plus à le compter parmi nos ressortissants. En revanche, la fabrique d'aluminium S.A.V.A. (Società Anonima Veneta Alluminio), création de notre fabrique de Neuhausen², occupe un immense terrain sur la terre ferme, à 30 minutes de Venise en bateau moteur. Elle compte 500 ouvriers qui travaillent jour et nuit et ne se ressent nullement de la crise. Elle a à sa tête M. Koller, ingénieur, M. Rieser, administrateur commercial, M. Bendel, chef technicien, MM. Baumgartner et Martignoni, tous suisses. La direction s'est associé un Italien, le commandeur Bernabò, par précaution. C'est le cas maintenant de toutes nos grandes maisons suisses en Ita-

1. Sur cette question, cf. surtout E 2001 (B) 12/1.

2. Cf. n° 24.

lie de s'assurer la bienveillance des autorités et des syndicats en demandant la collaboration de quelque personnalité italienne. Les ouvriers sont tous italiens. Grâce à la loi votée sur l'initiative de M. Volpi³ pour faciliter l'installation de nouvelles industries sur les territoires gagnés sur les marais de cette région à la suite de travaux considérables, la fabrique est dispensée jusqu'en 1936 des droits d'entrée à payer sur les machines importées de Suisse, la plupart d'Oerlikon; beaucoup de machines sont fournies aussi par Brown Boveri en Italie. La fabrique a été dispensée aussi des impôts jusqu'en 1940. La matière première servant à la fabrication de l'aluminium est extraite de l'Apennin. Les plaques d'aluminium, dont nous avons vu la fusion, sont vendues en Italie même aux fabriques d'objets de ce métal. Cette maison, de création entièrement suisse et qui constitue, après les verreries vénitiennes, une des plus importantes industries de toute cette région, fait le plus grand honneur à notre pays.

Grâce, sans doute, à la présence de M. Bernabò, la direction n'a pas eu de difficultés jusqu'ici avec les autorités qui lui témoignent, au contraire, beaucoup de prévenance.

J'ai logé à l'hôtel de Londres, le seul qui soit dirigé par un Suisse, M. Luisoni.

3. G. Volpi di Misurata, financier vénitien. Sur son initiative, en août 1917, le Gouvernement italien avait approuvé la convention pour la création du port industriel de Marghera.

165

E 7110 1/56

*Le Ministre de Suisse à Paris, A. Dunant,
au Chef du Département de l'Economie publique, E. Schulthess*

L

Paris, 4 mai 1932

M. Tardieu étant encore très souffrant, m'avait prié de venir le voir cette après-midi, à 15 heures, à son domicile privé de l'avenue de Messine; je l'ai trouvé, en effet, encore très enrhumé et enroué, et j'ai d'autant plus apprécié qu'il ait tenu à me recevoir lui-même, plutôt que de déléguer un autre membre du Gouvernement pour cet entretien. Tout de suite, il m'a dit: «Duquel de nos embêtements voulez-vous m'entretenir; est-ce de la taxe à l'importation?». J'ai répondu affirmativement et je lui ai exposé qu'il était complètement impossible pour nos exportateurs de continuer à être grevés d'une surtaxe que nous considérons comme contraire aux dispositions du Traité de commerce franco-suisse; au surplus, lors des conversations que vous aviez eues, Monsieur le Conseiller fédéral, avec le Président Tardieu, les derniers jours de mars, le représentant suisse et les deux personnes qui l'accompagnaient avaient eu la persuasion que, aussitôt après le vote du budget et de la loi de finances, M. Tardieu trouverait le moyen de nous donner satisfaction; cette opinion avait été renforcée lorsque nous avions entendu M. Flandin, Ministre des Finances, dire à l'issue du déjeuner Tardieu: «Je m'inclinerai devant

les instructions que me donnera mon Président et ce ne sera pas la première fois.» – Depuis ce moment là, on a dû, du côté suisse, envisager l'espoir d'obtenir gain de cause; malheureusement, les jours se passent; j'ai fait remarquer à M. Tardieu que depuis 34 jours nos exportateurs paient la taxe à l'importation et que les propositions apportées à Berne par M. Haguenin¹ étaient complètement insuffisantes²; d'autre part, j'ai ajouté que vous étiez dans un cruel embarras pour sortir de la réserve que vous avez observée jusqu'à présent et pour expliquer à notre opinion publique la cause réelle de notre optimisme.

M. Tardieu m'a répliqué: «Mais je n'avais jamais envisagé que je pourrais empêcher par une mesure administrative l'application d'une loi et si j'avais parlé du commencement d'avril, c'est que je pensais que, dès ce moment là, nous pourrions examiner avec M. Flandin la possibilité de déposer à la rentrée des Chambres un projet de loi donnant satisfaction à la Suisse; c'est à cela que M. Flandin faisait allusion lorsque vous avez entendu le propos qu'il me tenait. Je regrette infiniment s'il y a eu un malentendu à cet égard».

J'ai alors fait remarquer à M. Tardieu que le dépôt d'un projet de loi ne pourrait pas avoir lieu avant la mi-juin, étant donné la vérification des pouvoirs des nouveaux députés³; il faudrait, au moins, 15 jours de procédure parlementaire; cela nous mènerait donc, en tous cas, au 1^{er} juillet; or, il est impossible que nos exportateurs continuent à être affligés de la taxe de 6% jusque là. M. Tardieu n'a pas insisté et m'a dit alors: «Eh bien, je vous propose autre chose; j'accepte la procédure arbitrale que vous aviez suggérée au mois de septembre»⁴; il m'a été facile d'expliquer au Président du Conseil que cette procédure serait encore plus dilatoire que le dépôt d'un projet de loi; cela durerait plusieurs mois; impossible de nous en contenter, car ce qu'il nous faut c'est quelque chose d'immédiat. Visiblement décontenancé mais très courtois, M. Tardieu m'a alors proposé de faire entrer des experts qu'il avait convoqués et qui se tenaient dans l'antichambre; comme j'étais absolument maître du sujet et que je ne craignais pas de me trouver en présence d'experts, j'ai acquiescé à cette proposition et j'ai vu entrer M. Haguenin et M. Coulondre⁵.

Au premier de ces Messieurs, M. Tardieu a demandé ce que l'on pouvait bien faire dans la situation actuelle; M. Haguenin a répondu qu'il ne voyait vraiment rien, si ce n'est la très modeste proposition qu'il avait développée à Berne au sujet des fromages, mais quant à la législation fiscale suisse, il a reconnu qu'à défaut d'une entente sur la double imposition, elle ne pouvait faire l'objet d'une comparaison avec celle de la France. Devant cet avis et sans interroger M. Coulondre, qui, du reste, n'a rien dit, le Président Tardieu s'est alors rapidement décidé à me dire que, vu notre opinion publique et le fait que la Suisse exporte et que la France

1. Directeur des Contributions indirectes au Ministère des Finances.

2. Entretien du 23 avril 1932 (E 7110 1/63).

3. Après les élections des 1^{er} et 8 mai 1932.

4. Cf. n° 96.

5. R. Coulondre, Sous-directeur des Relations commerciales au Ministère des Affaires étrangères.

10 MAI 1932

touche une taxe sur ces exportations, il ne voyait pas d'autre possibilité que de me dire: «Allez-y avec votre 4%; je protesterai naturellement pro forma, mais je ne considérerai pas cette mesure comme un geste inamical, car nous vivons une époque de fous (sic) où chacun se défend comme il peut; toutefois, je vous demande un service personnel et j'aimerais beaucoup que vous en soyez l'interprète à Berne; le second tour de scrutin a lieu dimanche prochain et ne me paraît pas devoir être aussi mauvais pour moi que mes adversaires le prophétisent; demandez donc au Conseil fédéral de vouloir bien ne prendre sa décision qu'après dimanche; cela me rendrait un réel service dont je serai reconnaissant.»

C'est sur ces mots que s'est terminé notre entretien; M. Tardieu m'a lui-même reconduit jusque sur le palier avec une grande urbanité.

Il résulte de ce qui précède que le Chef du Gouvernement français se dit impuissant à faire quoi que ce soit d'immédiat pour parer aux graves inconvénients résultant pour notre exportation de l'application de la taxe à l'exportation (*sic!*); par contre, il ne prendra pas au tragique une mesure suisse tendant à appliquer 4% à certaines importations françaises.

La conversation s'est déroulée sur un ton parfaitement amical et je crois qu'il faudrait en tenir compte dans la rédaction du communiqué que vous donnerez à la presse pour expliquer la décision que prendra la Conseil fédéral.

Dans votre lettre du 27 avril⁶, j'ai relevé une phrase qui me semble ne pas répondre à la réalité; vous dites, à page 2, que la France a blessé le principe de la nation la plus favorisée en renonçant à la taxe à l'importation vis-à-vis de l'Italie et de la Belgique. Or, ce n'est pas le cas; au contraire, l'Italie vient de protester, il y a quelques jours, auprès du Gouvernement français contre cette taxe; quant à la Belgique, elle est en négociations au sujet de la double imposition et c'est au cours de ces négociations que l'on verra comment donner une solution à la perception de la taxe française à l'importation.

6. Cf. n° 163.

166

2001 (C) 3/14

Etat des négociations avec l'Ethiopie¹

No AT Confidentiel
Traité avec l'Ethiopie

Berne, 10 mai 1932

J'ai eu le 6 mai, en présence de M. Kappeler², la visite de M. Frédéric Hall³, qui a voulu rendre compte au Département des résultats de son dernier voyage en Ethiopie.

1. Rédigé par P. Ruegger, du Département politique.

2. De la Division des Affaires étrangères du Département politique.

3. Cf. n° 50, n. 1.

En ce qui concerne, tout d'abord, la signature du *traité entre la Suisse et l'Ethiopie*, la situation n'est pas trop encourageante. M. Hall a eu l'impression très nette qu'il y avait au Ministère des Affaires étrangères à Addis-Abeba quelqu'un qui, probablement sous l'influence de la France, désirait retarder l'aboutissement de cet accord. Il y a lieu de rappeler à cet égard que, précédemment déjà, M. Hall avait émis quelques doutes quant à la correction parfaite du Secrétaire de la Légation d'Ethiopie à Paris, qui gère la mission éthiopienne en qualité de Chargé d'Affaires pendant le séjour du Bedjerond Zelleka⁴ en Suisse. Par contre, l'Empereur Hailé Sélassié, qui a reçu M. Hall, a marqué son étonnement du retard apporté à l'envoi de la réponse éthiopienne et a renouvelé ses instructions pour que l'affaire fût liquidée le plus tôt possible. De même, le Bedjerond Zelleka, actuellement à Vevey, n'a cessé d'insister par télégrammes pour obtenir des instructions lui permettant de signer le traité. M. Hall confirme qu'il est toujours prévu d'accréditer le Bedjerond Zelleka aussi en qualité de Ministre en Suisse dès que la signature du traité sera chose faite. Il a renouvelé ses demandes tendant à l'octroi d'un traitement de faveur, par l'Administration fédérale des Douanes, en ce qui concerne les envois notamment de denrées alimentaires adressés à Zelleka. Nous avons pu lui donner tous apaisements à cet égard. Le Bedjerond Zelleka affirme d'ailleurs, contrairement à la notification faite au Secrétariat de la Société des Nations et qui indique en premier lieu parmi les délégués éthiopiens M. de Lagarde, être lui-même le premier représentant de son pays à Genève.

Au point de vue *économique et commercial*, M. Hall affirme que les relations entre la Suisse et l'Ethiopie, susceptibles, selon lui, d'un très grand développement; accusent déjà une extension sensible. L'Empereur d'Ethiopie, désireux de ne pas placer toutes les commandes de fournitures militaires dans les grands Etats et notamment en France⁵, s'est intéressé personnellement aux négociations avec la «Werkzeugmaschinenfabrik Oerlikon». Il est prévu que l'«Aluminium S.A. Neuhausen» installera un atelier destiné spécialement à la fabrication de munitions à Addis-Abeba. En outre, le Bedjerond Zelleka a visité personnellement les usines Berna en vue de commandes de camions. Il est à prévoir, selon M. Hall, que l'essor donné au commerce intérieur de l'Ethiopie par la construction d'une seule piste carrossable pour camions aura pour effet un grand développement du système routier, qui entraînera la nécessité de placer de très importantes commandes de camions à l'étranger. A cet égard, M. Hall insiste auprès des milieux intéressés sur l'avantage qu'il y aurait, aussi en présence de la concurrence française, à installer à tout le moins un atelier de réparations mécaniques à Addis-Abeba pour assurer la marche des quelques camions Berna qui s'y trouvent déjà et de ceux qui pourront être commandés d'ici peu dans un nombre considérable.

Le problème du paiement des commandes placées en Suisse est résolu provi-

4. *Ministre d'Ethiopie à Paris.*

5. *Le 21 août 1930, la France, la Grande-Bretagne et l'Italie ont conclu avec l'Ethiopie un traité (entré en vigueur le 18 février 1932), pour réglementer le trafic des armes, des munitions et du matériel de guerre à destination de ce pays.*

17 MAI 1932

soirement par l'envoi de grandes quantités de café. Les quelques wagons de café abyssin importés déjà ont constitué une garantie de la Société de Banque suisse pour un premier crédit qui a permis de payer les commandes d'armes faites en Suisse. Actuellement, des quantités plus grandes de café qui se trouvent dans le port franc de Hambourg et qui sont destinées à être vendues surtout dans les pays scandinaves serviront de garantie pour les nouvelles commandes.

Aux dires de M. Hall, les *dissensions au sein de la colonie suisse* persistent toujours. Le médecin et la doctoresse de nationalité suisse engagés il y a quelques années au même hôpital, qui étaient en lutte ouverte, ont réussi à scinder la colonie en deux groupes; maintenant ces deux médecins se sont vu refuser le renouvellement de leur contrat. Les membres de la colonie suisse, tout en reconnaissant la protection qui leur est accordée en cas de nécessité absolue par les représentants des Puissances⁶, se plaignent, selon M. Hall, de l'absence d'un Consulat suisse.

6. *Les citoyens suisses en Ethiopie pouvaient choisir librement une Puissance protectrice; la plupart préféraient faire appel à la France ou à l'Italie.*

167

E 2300 Rom, Archiv-Nr. 32

*Le Ministre de Suisse à Rome, G. Wagnière,
au Chef du Département politique, G. Motta*

RP Confidentiel

Rome, 17 mai 1932

En me référant à votre lettre personnelle du 23 avril¹, j'ai l'honneur de vous faire savoir que j'ai été reçu hier, lundi de Pentecôte, par le Chef du Gouvernement. Je ne lui avais pas demandé d'audience particulière après l'affaire Bassanesi en juillet 1930². Depuis qu'il n'est plus Ministre des Affaires Etrangères³, ce n'est pas facile pour les représentants étrangers de l'aborder. On doit adresser la demande d'audience au Palais Chigi, qui fait attendre la réponse parfois assez longtemps.

Cette fois j'ai été reçu sans retard. J'ai retrouvé le grand homme aussi accueillant, compréhensif, attentif et intéressant. Mais quant au résultat de ma visite, j'ai obtenu des promesses d'examen bienveillant; rien de très positif. Attendons. Dans la question délicate dont il s'agit, l'expérience nous a appris à ne jamais nous réjouir trop tôt.

J'ai commencé par lui faire part de vos remerciements au sujet de l'accueil que vous avez rencontré en Italie et aussi pour son message personnel à l'occasion de

1. Non retrouvé.

2. Cf. n° 30.

3. Cf. n° 30, n.6.

otre jubilé⁴. Il m'a demandé pourquoi je disais «Presidente della Confederazione» et non pas «Repubblica». Je lui en ai donné les raisons constitutionnelles et historiques. Après quoi nous avons parlé des travaux considérables d'assainissement des Marais Pontins et dans les environs de Rome, que je voudrais bien montrer un jour à un membre de mon gouvernement. Il m'a fourni des détails sur ces travaux et m'a dit que dans les Marais Pontins un nouveau village allait se constituer qui s'appellerait Littoria, du nom du faisceau des licteurs.

J'ai abordé ensuite la question de l'*«Adula»*⁵. J'ai rappelé au Duce que je l'en avais entretenu autrefois, et que nous continuons à souhaiter que tout appui, même indirect, de l'Italie soit supprimé à ce journal, qui prétend défendre l'*«italianità»* en Suisse en ne cessant, depuis sa fondation, de vilipender notre pays, ses traditions, son histoire et tout ce qui nous est cher. L'*«italianità»*, ai-je dit, n'a pas besoin d'être défendue en Suisse, et ce journal ne peut que faire du tort à l'Italie en entretenant contre elle dans toute la Confédération certains soupçons. J'ai rappelé qu'il paraissait déjà en Italie deux revues publiées par le député Solmi, l'*«Archivio Storico della Svizzera italiana»* et la *«Raetia»*⁶, cette dernière affirmant dans chacun de ses numéros que le romanche est un dialecte italien. C'est déjà trop. Les subsides italiens à l'*«Adula»* sont en contradiction avec l'attitude correcte du Gouvernement Royal et avec le discours prononcé à Lugano par M. Marchi⁷. Je n'ai pas manqué de dire que je parlais en votre nom.

Le Duce a paru approuver mon raisonnement, mais il n'a voulu me faire aucune promesse. Il ne voit plus l'*«Adula»* depuis longtemps; il se réserve de l'examiner. Il m'a interrogé sur la germanisation du Tessin⁸, thème sur lequel il revient chaque fois. Je lui ai dit qu'il y avait plus d'Allemands sur le lac de Garde que sur celui de Lugano. Nous avons parlé de Ludwig, qui écrit à Ascona un livre sur Mussolini⁹. Il juge cet écrivain juif, auquel il vient d'accorder onze entrevues, un peu superficiel, mais honnête homme. (Au sujet du Tessin, les paroles, pour le moins imprudentes, prononcées à Paris par un Conseiller de Légation tessinois et reproduites par la presse, ne peuvent qu'entretenir en Italie certaines idées fausses sur les rapports du Tessin et des autres Cantons confédérés¹⁰.)

J'ai entretenu ensuite le Duce d'une question qui nous préoccupe depuis quel-

4. En décembre 1931, Motta a fêté le vingtième anniversaire de son élection au Conseil fédéral, sa quatrième réélection à la présidence de la Confédération et son soixantième anniversaire. Au printemps 1932, Motta a accompli un voyage en Sicile à titre privé.

5. Cf. nos 55, 123, 129, 145 et 154.

6. Cf. no 123, n.6.

7. Cf. no 55, n.7.

8. Cf. DDS vol. 9, nos 197, 200, 207 et 208.

9. Gespräche mit Mussolini, qui paraît la même année à Paris (Entretiens avec Mussolini), et à Milan (Colloqui con Mussolini).

10. Remarque marginale de Motta: Cette appréciation me paraît un peu exagérée.

Cf. Journal de Genève (13 mai 1932): au déjeuner suisse de mercredi 11 novembre, M.G. Balli, Conseiller de légation, ... a fait l'historique du Tessin, que la Suisse a découvert après la dernière guerre et dans lequel, avec une réelle générosité, notre compatriote a mis en évidence les caractéristiques spécifiquement suisses, qui font aujourd'hui l'objet des soins tardifs et touchants de la Confédération. [...]

que temps: le licenciement d'employés suisses pour des motifs d'ordre politique¹¹. A plusieurs reprises, des Suisses, dont on voulait se débarrasser, ou qui s'étaient créé des inimitiés, ont été dénoncés comme antifascistes. Dernièrement, le directeur d'une importante maison, après vingt années de service, s'est vu mis à la porte sur l'ordre de la Questure, à la suite de dénonciations calomnieuses d'un jeune employé qu'il avait dû congédier et qui avait dénoncé au syndicat notre compatriote comme hostile au régime, ce qui est absolument faux. Si je vous parle de cette affaire et si j'ai cru devoir en saisir le chef du Gouvernement, c'est qu'elle émeut à cette heure très vivement notre Colonie de Milan, et que nous devons tout mettre en œuvre pour nous opposer à une action aussi scandaleusement injuste. Mon interlocuteur m'a promis d'en conférer le lendemain avec le chef de la police, que j'avais, du reste, déjà vu à ce propos. Il y a de ténébreuses machinations que nous ne parvenons pas toujours à démêler.

Nous avons touché ensuite le sujet de la crise économique. Quand je lui ai dit que nous la ressentions en Suisse également et de façon très sensible, il a haussé les épaules: «Vous n'avez pas de crise en Suisse!» Je lui ai fourni des chiffres pour lui démontrer le contraire, et à ce propos je lui ai rappelé que nous étions un des plus gros acheteurs de produits italiens. Je lui ai parlé de nos difficultés dans l'exportation de nos produits industriels. Il s'est alors levé et m'a tenu des propos dont l'importance, venant de lui, ne vous échappera pas.

«Il faut, m'a-t-il dit, que les quatre grandes puissances européennes, France, Allemagne, Angleterre et Italie, remettent de l'ordre en Europe, autrement nous allons au devant d'une crise sociale des plus graves, à la bolchévisation de l'Europe. La propagande bolchéviste pénètre partout, sous toutes les formes. Notre classe bourgeoise en est elle-même toute pénétrée. Dans toute l'Europe, sans en exclure l'Italie, la classe ouvrière est convaincue du succès du régime bolchévique. Or, c'est faux; ce régime est à l'agonie. (Le Duce m'a cité à ce propos une série de faits.) Mais cette agonie peut durer encore longtemps et, en attendant, le mal se répand partout.»

Je n'ai pas jugé devoir lui dire que l'attitude des grandes puissances avait contribué à créer le danger qui les effraie à cette heure, et j'ai pris congé, en retraversant l'enfilade de salons admirablement décorés et dans lesquels attendaient un grand nombre de visiteurs.

P.S. Le 11 mai, à l'occasion de l'échange des ratifications du protocole additionnel à notre traité de commerce¹², j'ai demandé à M. Grandi un bref entretien et lui ai posé la question de l'*«Adula»*. Le Ministre a abondé dans le sens de nos idées, mais n'a rien voulu me promettre de positif. J'ai cru comprendre que le Ministère des Affaires Etrangères devait être étranger à ce subside, et que le ministre ne voulait pas préjuger une décision de l'Intérieur.

Il m'a dit encore qu'il avait donné des ordres pour empêcher à la fin de 1931 la publication du fameux *«Almanacco della Svizzera italiana»*, mais qu'aucune des

11. Sur cette question, cf. E 2001 (C) 3/59 et E 2001 (C) 4/59.

12. Protocole conclu le 8 juillet et approuvé par le Conseil fédéral le 13 juillet 1931. Cf. n° 89.

imprimeries interrogées à ce propos à Milan, Varèse et environs n'avait entendu parler de cette publication!

En parlant de la situation européenne et du rôle de la Suisse, il m'a dit: «Je voudrais que la Suisse s'étendît de Sousak (frontière yougoslave) à la Méditerranée», c'est à dire sur toute la frontière terrestre de l'Italie.

168

E 1005 2/3

*CONSEIL FÉDÉRAL
Procès-verbal de la séance du 25 mai 1932*

Secret

Hilfsorganisation für Kreditinstitute

Finanzdepartement. Mündlich

Der Vorsteher des Finanzdepartements erinnert daran, dass vor einigen Tagen im Bundeshaus, unter dem Vorsitz des Vorstehers des Volkswirtschaftsdepartements, eine Konferenz¹ zur Besprechung wichtiger Wirtschaftsfragen stattfand, an der auch die Vorsteher des Politischen Departements und des Finanzdepartements, sowie Vertreter des Bankgewerbes und der Hotellerie teilnahmen. Bei dieser Konferenz wurde vom Präsidenten des Direktoriums der Nationalbank, Herrn Bachmann, auch die Frage der Schaffung einer Hilfsorganisation für die schweiz. Kreditinstitute aufgeworfen². Diese Frage wurde indessen nicht näher erörtert und es machte den Eindruck, als übten die Vertreter der Grossbanken eine gewisse Zurückhaltung in dieser Richtung. Aber gerade dieses Problem ist heute äusserst dringlich geworden und es ist daher nicht verwunderlich, dass Herr Präsident Bachmann insistiert und in einem Schreiben vom 24. Mai³ neuerdings auf die Notwendigkeit einer Lösung hinweist. Er macht darin, nicht mit Unrecht, darauf aufmerksam, dass die Entscheidung über eine solche Hülfsaktion zunächst für Kreditinstitute wegen der schweiz. Diskontbank in Genf⁴ äusserst dringlich sei. Bereits tue der weitersinkende Aktienkurs seine alarmierende Wir-

1. *Cette conférence a eu lieu le 23 mai. Voir le Protokoll der interdepartementalen Konferenz zur Besprechung unserer wirtschaftlichen und finanziellen Beziehungen zu Deutschland (E 2001 (C) 3/146).*

2. *Lors de la conférence, la proposition de Bachmann a été appuyée par Musy et par A. Dreyfuss, membre de la Direction générale de la Société de banque suisse. Le directeur de l'Union suisse des paysans, E. Laur, l'a en revanche critiquée: [...] Ich bin sehr überrascht vom Projekt des Herrn Bachmann. Schon das Wort «Hilfsgenossenschaft» ist unangenehm. Es ist eine Hilfe für die Banken. Das liegt uns etwas ferner. Cf. le Protokoll. ... déjà cité (E 2001 (C) 3/146).*

3. *Non retrouvé.*

4. *La Banque d'escompte était issue de la fusion, en août 1931, entre l'Union financière de Genève et le Comptoir d'escompte de Genève. Cette dernière banque avait été ébranlée par la ferme-*

kung, vor allem auf dem Platze Genf. Auf der andern Seite hätten die in St. Gallen versammelten Kantonalbanken nachträglich Auskunft gewünscht, welche Abzählung auf ihren Depositengeldern Ende Mai von der Diskontbank geleistet werde. Aus jüngsten Mitteilungen der Direktion dieser Bank gehe hervor, dass weitaus der grösste Teil der fälligen Gelder fortdauernd abgezogen wird und es sei unerlässlich, dass die diesem Bankinstitut bisher gewährten Kredite weiter in vollem Umfange aufrechterhalten bleiben. Dazu versagen aber die Grossbanken kategorisch die Zustimmung, indem sie darauf verweisen, dass bei der heutigen Lage der Bank die andauernde Befriedigung einzelner Gläubiger zum Schaden der andern einen rechtswidrigen Zustand schaffe. Herr Bachmann stellt mit Bedauern fest, dass alle Versuche, eine ausreichende Hülfaktion für die schweiz. Diskontbank allein zu schaffen, erfolglos blieben. Die Grossbanken verweigern weitere Kredite und die Nationalbank könne sie, angesichts der eigenen starken Belastung durch Auslandsaktive, die diese Banken haben, dazu nicht nötigen; bekanntlich versage der Kanton Genf die Hilfe und der Bund selbst kann über die bereits hergegebenen 28,25 Millionen Franken nicht hinausgehen. Unter diesen Umständen bleibt nach Ansicht des Präsidenten des Direktoriums der Nationalbank nur noch ein Weg übrig und das sei eben derjenige einer Hülfaktion zur Mobilisierung der Auslandsguthaben im Interesse der Gesamtwirtschaft. Diese Lösung müsse nun tatkräftig und mit grösster Beschleunigung angestrebt werden, wenn nicht mangels jeder anderen Hilfe die Diskontbank auf Monatsende zum Schalterschluss gezwungen werden solle. Die Möglichkeit eines solchen Schalterschlusses erfülle die Leitung der Nationalbank mit der allergrössten Sorge wegen der Konsequenzen, die daraus zunächst für den Platz Genf, dann aber auch für andere Bankplätze entstehen würden. Die Ereignisse des letzten Jahres⁵ seien lehrreich; gegenwärtig aber seien die Verhältnisse im Inland wie im Ausland noch viel ungünstiger, die Aktienkurse der Banken seien seither ständig gefallen und es müsse zugegeben werden, dass der Tiefpunkt noch nicht erreicht ist. Auch dürfe das psychologische Moment nicht ausser Acht gelassen werden und es sei nicht vorher zu

ture de la Banque de Genève en juillet 1931; la Banque nationale et le Département fédéral des finances étaient alors intervenus afin d'en éviter la faillite. Cf. les procès-verbaux des séances du Conseil fédéral consacrés à cette question, surtout celui du 7 août 1931 (E 1004 1/329). Cf. aussi E 6100 (A) Archiv-Nr. 339.

Lors de la conférence déjà évoquée du 23 mai, Musy avait déclaré: ... die Banque d'Escompte hat 200 Millionen Guthaben im Ausland eingefroren. Kommt das deutsche Moratorium, so ist sie völlig illiquid. Aber auch andere Banken werden Schwierigkeiten haben. Infolgedessen kamen wir auf die Idee, eine Institution auf breiterer Basis zu gründen, so, wie sie von Herrn Prof. Bachmann entwickelt wurde.

[...] Cf. Protokoll ... déjà cité (E 2001 (C) 3/146).

5. Allusion à l'affaire de la Banque de Genève. En juillet 1931, cette banque privée mais soumise à la surveillance du canton, avait dû suspendre ses paiements. Le conseiller d'Etat radical A. Moriaud, qui représentait l'Etat au Conseil d'administration de la banque avait dû démissionner. En janvier 1932 un concordat était intervenu entre la banque et l'Etat de Genève.

Sur cette affaire, cf. les procès-verbaux des séances du Conseil fédéral des 7 et 17 juillet 1931 (E 1004 1/329), 16, 17 et 27 novembre 1931 (E 1004 1/331) et 29 février 1932 (E 1004 1/332 a). Cf. aussi E 6100 (A), Archiv-Nr. 338.

sehen, welche politischen Folgen ein neuer Bankkrach in Genf selbst und vielleicht hierauf auch noch anderwärts zeitigen könnte.

Der *Vorsteher des Finanzdepartements* teilt die Befürchtungen des Präsidenten des Direktoriums der Nationalbank vollständig. Eine umfassende Hülfsaktion für diejenigen Kreditinstitute, deren Guthaben im Auslande eingefroren sind, ist eine dringende Notwendigkeit. Zu diesem Zweck müssten bedeutende Summen bereit gestellt werden, die zunächst durch ein Aktienkapital zu beschaffen wären, das dann noch durch ein Obligationenkapital zu ergänzen wäre. Es wurde zuerst von einem Aktienkapital von zirka 50 Millionen Franken gesprochen, zu dem dann noch ein Obligationenkapital hinzu käme. Doch scheint ein Aktienkapital von 50 Millionen Franken zu niedrig bemessen zu sein und es wurde auch schon von einer Summe von 150 bis 200 Millionen gesprochen, die wohl das Richtige sein dürfte. Das Aktienkapital müsste von den Grossbanken bereit gestellt werden, die ja ein Hauptinteresse an der Einrichtung haben. Der Bund würde sich an dieser Aktienkapitalzeichnung nicht beteiligen, hätte hingegen die Garantie zu übernehmen für die vom neuen Institut heraus zu gebenden Obligationen. Die Verwaltung der Anstalt müsste der Nationalbank übertragen werden, damit die Eidgenossenschaft durch sie eine genaue Kontrolle über die Finanzoperationen und die Geschäftsgebarung hätte.

Die Grossbanken besammeln sich heute nachmittag und müssen dann bereits einen grundsätzlichen Entscheid in der Frage der Schaffung einer Hülfsorganisation im obigen Sinne treffen. Es ist daher unerlässlich, dass der Bundesrat jetzt schon grundsätzlich Beschluss fasse über seine Stellungnahme in dieser Angelegenheit. Der Vorsteher des Finanzdepartements bittet daher um die Ermächtigung zur Mitteilung an den Präsidenten des Direktoriums der Nationalbank, dass der Bundesrat einer Hülfsaktion im soeben angedeuteten Sinne grundsätzlich zustimme. Selbstverständlich ist ein endgültiger Entscheid der Bundesversammlung vorzubehalten. Sollte die Schaffung einer derartigen Hülfsorganisation nicht möglich sein, so steuern wir mit Sicherheit einer Katastrophe entgegen.

Herr *Bundesrat Schulthess* hält die Lage ebenfalls für sehr ernst. Aber bevor der Bundesrat Beschluss fassen kann, sollte er im Besitze der genauen Vorschläge der Banken sein. Grundsätzlich ist er bereit, auf die Angelegenheit näher einzutreten, sobald das Projekt der Banken vorliegt. Am Aktienkapital der neuen Hülfsorganisation sollten sich aber nicht nur sämtliche Grossbanken, sondern auch die Mittelbanken und die Kantonalbanken beteiligen.

Herr *Präsident Motta* hält es für unerlässlich, dass bereits heute grundsätzlich beschlossen werde, der Bundesrat wolle der Idee näher treten, da nur unter dieser Bedingung eine Katastrophe in Genf aufgehalten werden kann. Geschieht dies nicht, so können unabsehbare Folgen entstehen. Auch Redner ist der Ansicht, dass ein Aktienkapital von 50 Millionen Franken nicht genügen dürfte und die Hülfsaktion auf breitesten Basis durchgeführt werden müsse.

Herr *Häberlin* ist der Ansicht, dass die wichtigste Frage die ist, ob durch die vorgesehene Hülfsaktion das Vertrauen erhalten, bzw. wieder aufgerichtet werden kann. Es geht hier aufs Ganze. Die Zeiten sind schwer und verlangen die Anspannung aller Kräfte. Obgleich es Redner nicht leicht fällt, sich heute schon zu bin-

den, ist er der Überzeugung, dass es nötig ist, heute einen Beschluss in positivem Sinne zu fassen. Deshalb stimmt er im Grundsatz dem Antrage des Finanzdepartements zu, der Bundesrat solle sich bereit erklären, an der Errichtung einer Hülforganisation, insbesondere im Hinblick auf die im Auslande eingefrorenen Bankguthaben mitzuwirken. Selbstverständlich wird die Bundesversammlung das endgültige Wort zu sprechen haben. Es ist jedoch nicht daran zu zweifeln, dass das Parlament das nötige Verständnis für die Lage und für die zu ergreifenden Massnahmen aufbringen wird. Es ist kaum anzunehmen, dass die Angelegenheit schon in der nächsten Junisession vor die Räte kommen kann. Anderseits wird aber zu gegebener Zeit eine Beschlussfassung dringlich sein, sodass mit der Einberufung einer ausserordentlichen Session zu rechnen sein dürfte. Dies könnte aber leicht Beunruhigung schaffen; daher sollte geprüft werden, ob nicht eine solche Session einberufen werden könnte zur Weiterbehandlung anderer gewöhnlicher Geschäfte, wie z. B. bereits vor den Räten liegender Gesetzesvorlagen, wobei dann auch die Beschlussfassung über die Errichtung der Kreditorganisation und vielleicht noch über andere, durch die Weltwirtschaftskrisis bedingte Massnahmen «mehr so nebenbei» erfolgen würde.

Herr *Pilet-Golaz* sieht den Bundesrat vor eine wichtige Entscheidung gestellt. Würde es sich lediglich darum handeln, auf einem Umwege der Diskontbank in Genf neuerdings beizustehen, so würde er eine solche Massnahme ablehnen. Doch geht es um mehr. Durch die in Aussicht genommene Einrichtung will der Gesamtheit unserer Banken und auch unserer Wirtschaft geholfen werden. Wir wissen nicht, was noch kommen kann und müssen beizeiten Vorkehren treffen, damit wir im Augenblicke der Gefahr gewappnet sind. Seien wir aber nicht zu optimistisch: Ein Aktienkapital von 50 bis 100 Millionen dürfte kaum genügen; es werden wohl an die 200 Millionen nötig sein. Was das formelle Vorgehen anbelangt, so besteht kein Zweifel darüber, dass die Entscheidung letztinstanzlich bei der Bundesversammlung liegt. Es wäre sicherlich wünschbar, jetzt schon im Sinne der Ausführungen des Herrn Häberlin eine Zwischensession der eidg. Räte im Juli oder August vorzusehen; doch dürfte es schwierig sein, einen andern plausiblen Grund hierfür zu finden als den eigentlichen Grund, den wir eben lieber nicht angeben möchten.

Herr *Minger* bedauert, dass er heute noch keinen Entschluss fassen kann und sich daher dem Antrage des Finanzdepartements gegenüber eher ablehnend verhalten muss. Die Sache ist wichtig und verlangt Überlegung. Einzig wegen der Genfer Banken könnte er sich zu einem weiteren Opfer nicht entschliessen. Bevor der Bundesrat irgendwie beschliesst, sollte er die Meinung der Finanzkommissionen der eidg. Räte oder der Fraktionspräsidentenkonferenz einholen.

Herr *Meyer* ist der Überzeugung, dass die Katastrophe vor der Türe steht. Gewiss wird man es in weiten Kreisen nicht verstehen, dass der Bund mit einer Garantie einspringen muss, nachdem die Grossbanken grosse Gelder zur Verfügung haben, die gegenwärtig brachliegen und keinen Zins abtragen. Doch würde ein Schalterschluss der Diskontobank in Genf heute zu einem Landesunglück führen; es wäre zu befürchten, dass dann alles Vertrauen in das schweiz. Finanzwesen plötzlich verlorenginge, was eine Bedrohung der wirtschaftlichen Exi-

stenz der Schweiz bedeutete. Eine Rettungsaktion ausschliesslich für die Diskontobank in Genf ist ausgeschlossen. Es kann nur die Gründung einer Hülforganisation im Sinne der Ausführungen des Finanzdepartements in Frage kommen. Doch müsste das Aktienkapital wenn möglich mindestens 200 Millionen Franken betragen. Deshalb stimmt Redner dem Antrage dieses Departements zu um grösseren Schaden zu vermeiden. Angesichts des Ernstes der Lage und der unerfreulichen Aussichten die bestehen, kann man sich fragen, ob der Augenblick nicht gekommen ist, wo dem Bundesrat neue ausserordentliche Vollmachten einzuräumen wären. Vielleicht böte sich bei Behandlung der kommenden Vorlage bezüglich der Hülforganisation für Kreditinstitute in der Bundesversammlung Gelegenheit, auch die Frage der Erweiterung der bundesrätlichen Vollmachten näher zu erörtern.

Herr *Präsident Motta* stellt fest, dass ausser Herrn Minger, der noch einige Hemmungen hat, sämtliche Mitglieder des Bundesrates der Errichtung einer Hülforganisation grundsätzlich zustimmen. Er betont nochmals, dass die Sache sehr dringlich ist und unsere Verantwortung im Falle einer Ablehnung des Gedankens sehr gross wäre. Sollte z. B. die Banque d'Escompte in Genf und nachher auch noch die dortige Banque de Crédit et de Dépôts⁶ ihre Schalter schliessen, so würde in Genf die revolutionäre Stimmung obenaufkommen. Das wäre gewiss nicht ohne Einfluss auf die Lage auch anderer schweiz. Banken, so namentlich der schweiz. Volksbank⁷, wo wir einen Krach unter allen Umständen verhindern müssen. Daraus ergibt sich, dass die Lage Genfs absolut solidarisch ist mit denjenigen der übrigen Schweiz. Darüber, dass der Bund das Obligationenkapital der Hülforganisation nur auf Grund eines Beschlusses der Bundesversammlung garantieren könnte, besteht kein Zweifel. Das Aktienkapital wird wohl 200 Millionen Franken und nicht weniger betragen müssen. Redner wäre Herrn Minger dankbar, wenn er seine Opposition aufgeben und mit den übrigen Mitgliedern des Rates dem Antrage des Finanzdepartementes zustimmen wollte. Eine Befragung der Finanzkommissionen der Räte dürfte kaum angezeigt erscheinen; richtiger wäre wohl die Befragung der Parteiführer. Doch ist der Moment hierfür noch nicht gekommen.

Herr *Minger* erklärt, dass er sich dem Antrage des Finanzdepartements nicht länger widersetzen wolle. Er selbst sei nicht Fachmann in diesen Dingen und stelle auf die Ausführungen der Kollegen, insbesondere des Chefs des Finanzdepartments und des Vorstehers des Departements des Innern ab.

Herr *Schulthess* glaubt, es wäre besser, wenn der Bundesrat nicht bestimmen würde, die Verwaltung des zu schaffenden Institutes solle durch die Nationalbank

6. La Banque de dépôts et de crédit, qui avait fait partie du groupe de l'Union financière genevoise, n'avait pas participé à la fusion de sa banque-mère avec le Comptoir d'escompte. Elle avait néanmoins souscrit 10 millions du capital-actions de la nouvelle Banque d'escompte, dont 5 millions lui avaient été prêtés par la Confédération. Cf. PVCF du 7 août 1931 (E 1004 1/329). Cf. aussi n. 4 ci-dessus.

7. Sur les difficultés de la Banque populaire suisse cf. surtout les fonds du Département des Finances, E 6100 (A), Archiv-Nr. 602-604. Cf. aussi les procès-verbaux du Conseil fédéral du 27 novembre et du 29 décembre 1931 (E 1004 1/331).

besorgt werden; dadurch würde der Eindruck einer allzu engen Verbindung der Hülfsorganisation mit dem Staate erweckt. Man könnte eher von einem Gestionsvertrage reden. Bevor Gewissheit darüber besteht, dass die Banken die 200 Millionen Aktiensumme aufbringen wollen, hat es keinen Sinn, die Finanzkommissionen oder die Fraktionspräsidenten der eidg. Räte zu begrüssen. Jetzt heisst es handeln; der Bundesrat darf vor der Verantwortung nicht zurückschrecken.

Der Vorsteher des Finanzdepartements hat den Entwurf zu einem Brief an Herrn Bachmann aufgesetzt, dessen Wortlaut er dem Rate zur Genehmigung vorlegt. Das Entwurfschreiben lautet folgendermassen:

«Le Conseil fédéral s'est occupé hier matin de la question des avoirs suisses congelés à l'étranger. Après avoir entendu un exposé détaillé du chef du Département des finances, le Conseil fédéral a décidé en principe de proposer aux Chambres fédérales la participation de la Confédération à la création d'un institut financier puissant, destiné spécialement à la mobilisation et à la reprise des avoirs suisses congelés à l'étranger.

La Confédération ne participerait pas à la constitution du capital-actions de l'entreprise, celui-ci devant être fourni exclusivement par les banques, trusts, industries, etc. intéressés directement ou indirectement à la création de cette société.

Par contre, la Confédération donnerait sa garantie aux obligations qui seraient émises pour financer cette entreprise. Il est bien entendu qu'il ne saurait être question, comme cela fut le cas précédemment pour la Caisse de prêts⁸, de conférer à cet institut la faculté d'émettre des billets de banque.

Cet institut ne remplira le rôle important que les circonstances pourraient éventuellement lui imposer qu'à la condition qu'il dispose de moyens financiers très puissants. Pour ce motif, le Conseil fédéral envisage qu'un capital-actions important lui est indispensable. Il estime que le chiffre déjà articulé: 150 à 200 millions serait indiqué. Il va de soi que le chiffre des obligations devrait être aussi considérable. Il atteindrait nécessairement plusieurs centaines de millions. Le chiffre-initial du capital-actions et des obligations pourrait être modifié dans la suite pour être élevé dans toute la mesure nécessaire. L'activité principale de la banque consisterait à escompter ou à reprendre les actifs congelés des établissements (banques, trusts, industries, etc.) qui désireraient les réaliser. Cet institut pourrait également servir de cliring /sic/ et remplir dans le domaine des compensations les autres fonctions financières qui pourraient lui être confiées.

La banque nationale serait chargée de la gestion de cette institution qui serait pourvue d'un conseil d'administration, éventuellement d'un comité de direction où la Confédération serait naturellement représentée.

Les modalités, chiffre du capital, chiffre des obligations, ainsi que tous les autres points importants seront discutés dès que le Conseil fédéral sera en possession d'un projet définitif.

Etant donné que le département des finances est extrêmement chargé, je vous

8. La Caisse de prêts de la Confédération avait été instaurée en septembre 1914 et avait cessé ses activités en 1924. Cf. arrêté du Conseil fédéral du 9 septembre 1914 (RO, 1914, vol.30, pp. 475–480).

serais très reconnaissant d'étudier avec une commission d'experts le projet que je suis prêt à discuter avec vous et vos collaborateurs, dès qu'un avant-projet aura été élaboré.

Si, malgré l'importance capitale de la décision qu'il a prise, le Conseil fédéral s'y est résigné, c'est en raison des difficultés dont nous nous sommes si souvent entretenus et que j'ai, hier, par le détail, exposé au Conseil fédéral. Vous savez que je tiens à ce que la banque nationale soit chargée de la gestion de cette institution. C'est un sacrifice que je vous demande. Je vous prie de vous y résigner, parce que j'estime, pour les raisons que vous comprendrez et sur lesquelles je reviendrai à l'occasion de notre prochaine entrevue, que ceci est absolument indispensable.

Je vous suis reconnaissant d'avance pour le grand service que vous allez rendre au pays et vous prie d'agréer l'assurance de mes sentiments les meilleurs.»

Der Rat ist mit diesem Entwurfschreiben einverstanden und stimmt im übrigen den Ausführungen des Vorstehers des Finanzdepartements zu⁹.

9. Le 24 juin suivant, le Conseil fédéral adresse à l'Assemblée fédérale un message concernant la création d'une Caisse fédérale de prêts. (FF, 1932, II, pp. 156-170). La Caisse est instituée par arrêté fédéral du 8 juillet 1932 (RO, 1932, vol. 48, pp. 349-354). Cf. aussi RG, 1932, p. 410.

169

E 1004 1/334

CONSEIL FÉDÉRAL *Procès-verbal de la séance du 25 mai 1932*

881. Abkommen mit Frankreich betreffend Arbeitslosenunterstützung

Politisches Departement. Antrag vom 23. Mai 1932

Aufgrund von Artikel 11, Absatz 2, des Bundesgesetzes über die Beitragsleistung an die Arbeitslosenversicherung¹ sind mit zahlreichen Ländern Abkommen über die Gleichbehandlung der beiderseitigen Staatsangehörigen geschlossen worden. Frankreich ist der einzige Nachbarstaat, mit dem ein solches Abkommen noch nicht besteht, was sich daraus erklärt, dass in diesem Lande die Arbeitslosenunterstützung bis vor kurzem nicht ausgebaut war.

Infolge der allgemeinen Wirtschaftskrise, die auch in Frankreich die Zahl der Arbeitslosen rasch anschwellen liess, sah sich die französische Regierung im vergangenen Jahre gezwungen, ebenfalls eine Arbeitslosenhilfe einzuführen durch Subventionierung der vorhandenen freiwilligen Versicherungskassen und direkte Unterstützung der Arbeitslosen aus den mit öffentlichen Mitteln gebildeten Unterstützungsfonds. Wenn auch die französischen Leistungen den schweizerischen

1. Loi du 17 octobre 1924 (RO, 1925, vol. 41, pp. 239ss.).

nicht ganz ebenbürtig sind, so ist anderseits zu berücksichtigen, dass die Zahl der Schweizer in Frankreich (ca. 140000) viel grösser ist als die der Franzosen in der Schweiz (ca. 50000). Unter diesen Umständen ist es, abgesehen davon, dass sowohl mit Bezug auf die Arbeitslosenversicherung als auch mit Bezug auf die Krisenunterstützung (Art. 8 des Bundesbeschlusses vom 23. Dezember 1931)² die Gleichbehandlung der Ausländer unter Vorbehalt der Gegenseitigkeit gesetzlich vorgesehen ist, mit Rücksicht auf die grosse Zahl der von der Arbeitslosigkeit bereits erfassten oder noch bedrohten Landsleute in Frankreich wünschenswert, mit der französischen Regierung dem auch von französischer Seite wiederholt und dringend geäusserten Wunsche gemäss ein Abkommen über die Gleichbehandlung der beiderseitigen Staatsangehörigen in der Arbeitslosenunterstützung zu treffen.

Die von der Schweizerischen Gesandtschaft in Paris geführten Verhandlungen führten zu einer Einigung über alle grundsätzlichen Fragen. Was den dem Abkommen zu gebenden Wortlaut betrifft, so hat der vorgelegte Abkommensentwurf der französischen Regierung, dem ein schweizerischer Entwurf vorausgegangen war, nach sorgfältiger Prüfung durch das Volkswirtschaftsdepartement, das Justiz- und Polizeidepartement und das Politische Departement, deren Zustimmung gefunden.

Während die früheren Gleichbehandlungsabkommen über die Arbeitslosenunterstützung vom Volkswirtschaftsdepartement im Wege eines Notenwechsels geschlossen wurden, legt die französische Regierung Gewicht auf den Abschluss eines förmlichen Staatsvertrages, da die Abmachung dem französischen Parlament unterbreitet werden muss.

Schweizerischerseits ist aufgrund des Bundesgesetzes über die Beitragsleistung an die Arbeitslosenversicherung vom 17. Oktober 1924 und des Bundesbeschlusses über die Krisenhilfe für Arbeitslose vom 23. Dezember 1931 der Bundesrat zuständig.

Bei den geführten Verhandlungen sind der französischen Regierung auch Vorschläge darüber unterbreitet worden, wie vermieden werden kann, dass die Zuschüherung der Arbeitslosenunterstützung durch Entzug oder Nichtverlängerung der Aufenthaltsbewilligung illusorisch gemacht wird, ohne andererseits die nötige Bewegungsfreiheit in der Ausländerkontrolle preiszugeben, eine Frage, die in den früheren Abkommen keine Regelung gefunden hat. Die Vorschläge des Politischen Departements gingen dahin, dass eine Wegweisung der in der Schweiz niedergelassenen Franzosen und der seit mindestens fünf Jahren in Frankreich ansässigen Schweizer im Falle von Arbeitslosigkeit überhaupt nicht erfolgen solle und dass auch den erst seit kürzerer Zeit im andern Vertragsstaate sich aufhaltenden beiderseitigen Staatsangehörigen wegen Arbeitslosigkeit die Aufenthaltsbewilligung nicht entzogen und die Gesuche um Verlängerung mit Wohlwollen geprüft werden sollen. Die französische Regierung erklärte sich damit einverstanden. Sie ging sogar insofern noch weiter, als sie sich bereit erklärte, die Aufenthaltsbewilligung stets zu erneuern, wenn weder ein Wechsel des Berufes noch ein

2. RO, 1931, vol. 47, pp. 820ss.

solcher des Departementes erfolge. Dagegen möchte die französische Regierung davon absehen, diese Grundsätze in dem zu treffenden Abkommen selbst aufzunehmen, offenbar weil sie eine Diskussion im Parlament scheut und sich gegenüber dritten Staaten freie Hand wahren möchte. Letzteres trifft auch für die Schweiz zu, so dass man sich damit einverstanden erklären kann, dass über diese Frage im Abkommen selbst nichts gesagt wird. Jedoch erscheint es wünschbar, die mündlichen Erklärungen im Wege eines Notenaustausches anlässlich der Unterzeichnung des Abkommens zu bestätigen.

In dieser Note wird auch die weitere mündlich in Aussicht gestellte Zusicherung aufzunehmen sein, dass in Erwartung der Genehmigung durch das französische Parlament das Abkommen mit dem Tage der Unterzeichnung vorläufig in Kraft gesetzt wird und dass die beiden Regierungen sich verpflichten, unverzüglich den zuständigen Behörden die erforderlichen Weisungen zu erteilen.

170

E 2001 (C) 3/164

*Le Chef du Département politique, G. Motta,
au Chef du Département de l'Economie publique, E. Schulthess*

*Copie
L BE*

Berne, 25 mai 1932

Nous avons l'honneur de vous remettre une notice ci-jointe, relative aux intérêts financiers suisses en Hongrie¹ et rédigée en perspective des négociations que nous reprenons avec ce pays afin d'arriver à modifier notre accord de compensation².

Nous nous rendons compte de toutes les difficultés que présente, dans l'état actuel des choses, une réforme du système consacré par l'accord, de manière à ce qu'il tienne compte également de nos intérêts financiers et puisse leur assurer la sauvegarde désirable. Le fait que vis-à-vis de l'Autriche³ il a été possible de faire place, dans une certaine proportion, aux intérêts financiers, nous amène à nous demander si la même relation entre créances commerciales et créances financières ne pourrait pas être consacrée par notre nouvel accord avec la Hongrie. Nous nous abstenons toutefois de faire une proposition concrète à ce sujet.

Nous saisissons enfin cette occasion pour vous faire savoir que l'Association suisse des Banquiers a formulé le désir de pouvoir être représentée à la Conférence⁴.

1. Cf. annexe I au présent document.

2. Cf. n° 158.

3. Cf. n° 159.

4. Pour la réponse de Schulthess, cf. annexe II au présent document.

ANNEXE I

E 2001 (C) 3/164

*Notice concernant les intérêts financiers suisses immobilisés en Hongrie⁵**Copie*

No BE

I. *Emprunts publics.* Par ordonnance N° 6900/1931 du 23 décembre 1931, le Gouvernement hongrois a suspendu pour 12 mois le transfert des sommes destinées au service financier des emprunts extérieurs de la Hongrie. Le seul emprunt public qui demeure en dehors du moratoire de transfert est l'emprunt de restauration 7½% du Royaume de Hongrie 1924 (emprunt dit de la Société des Nations). Comme atténuation à la vigueur du moratoire, le Gouvernement hongrois s'est engagé à consacrer ses disponibilités en monnaie étrangère au service de divers emprunts suivant une liste de priorité; ce classement était le suivant: emprunts de la Caisse commune, bons du trésor de 1930 et 1931, Relief Loan, titres de rente «Steg» (Staatseisenbahngesellschaft) et Danube-Save-Adriatique, emprunts de la ville de Budapest 1910, 1911 et 1914 (Convention d'Ostende)⁶. Cette classification n'a d'ailleurs rien de définitif. Les annuités de l'emprunt 7½% 1924 et des emprunts précités s'établissent à environ 100 millions de pengoe et le total des annuités correspondant au service de la dette publique à 300 millions de pengoe. L'année 1931 n'a laissé qu'un très léger solde commercial actif (environ 30 millions). On calcule que la Hongrie pourra réaliser en 1932 un excédent d'environ 100 millions de pengoe sur sa balance commerciale et c'est aussi le montant maximum auquel on évalue les transferts de devises que le pays pourra consacrer au service de sa dette extérieure à long et à court terme.

Les emprunts hongrois placés en Suisse et les titres hongrois en portefeuilles suisses sont évalués par l'Association suisse des banquiers comme suit:

4% Ungarische Goldrente	Cr. 25 000 000.-
4½% Ungarische Rente von 1914	Cr. 30 000 000.-
4½% Ungarische Staatskassenscheine 1913	Cr. 8 000 000.-
4% Ungarische Kronenrente	Cr. 20 000 000.-
Ungarische Grundentlastungsschuld	Cr. 4 000 000.-
4½% Stadt Budapest 1914	Cr. 3 500 000.-
4% Stadt Budapest 1911	Cr. 800 000.-
4% und 4½% der Budapester Strassen-Eisenbahn-Gesellschaft und der Budapest Elektrischen Stadtbahn AG	Cr. 8 000 000.-
Kommunalobligationen und Pfandbriefe verschiedener ungarischer Bodencreditinstitute	Cr. 24 500 000.-
 Ungarns Anteil an den Anleihen der Österreich-Ungarischen Staatseisenbahngesellschaft (Steg) und an der Donau-Save-Adria-Gesellschaft	
7½% Ungar. Staatsanleihe von 1924 (en dehors du moratoire)	Fr. 30 000 000.-
6% Stadt Budapest 1927	\$ 3 500 000.-
7% Pester Ungarische Commercial-Bank	Fr. 10 000 000.-
7% Pester I. Vaterl. Sparkassa-Verein 1931	Fr. 10 000 000. ⁷

5. Notice non datée et non signée. D'après le code «BE» elle a été rédigée par G.Jaccard, du Département politique.

6. Convention conclue entre la municipalité de Budapest et ses créanciers étrangers pour ses emprunts 1910, 1911 et 1914, le 14 août 1925.

7. Annotation manuscrite, donnant le total des différents emprunts: Cr. 125 millions; frs.s. 20 millions; \$ 3½ millions; emprunt SdN 30 millions frs.s.

Cette liste est probablement incomplète, puisque aucun recensement systématique des titres hongrois en Suisse n'a encore eu lieu. A côté des emprunts publics, les portefeuilles suisses contiennent d'autres valeurs hongroises. Quelques banques suisses (Bankverein & Kreditanstalt) ont participé à l'opération d'escompte à un an de *bons du trésor* hongrois réalisée en août 1931 par un groupe français. La tranche suisse serait de 31 millions de frs.frçs. D'autre part, il faut tenir compte des *actions* hongroises en mains suisses. Mentionnons surtout les actions de certaines banques hongroises et d'entreprises minières (Totis, Trifail, Urikany, par exemple, cotées en Bourse de Genève).

II. Autres créances financières. L'introduction du régime du contrôle du marché des devises en Hongrie (août 1931), qui équivaut pratiquement à une interruption des paiements à l'étranger, affecte encore d'autres catégories de créances suisses. Nous ne disposons d'aucun chiffre relatif aux créances hypothécaires et aux créances non gagées, aux dépôts en banques et Caisses d'épargne, assurances échues, etc. Fort peu de créanciers ont sollicité l'intervention du Département politique (3 ou 4 cas). La Strassenbahngesellschaft (Stuag) à Zurich semble avoir d'importantes sommes bloquées en Hongrie, de même que la maison Fleischmann, importateur de céréales à Zurich également.

L'Association suisse des banquiers cherchera à compléter les données déjà fournies par elle⁸ et fera en outre une enquête sur les créances de caractère privé que nous possédons en Hongrie⁹.

8. Cf. lettre de l'Association suisse des banquiers du 21 mai 1932, d'où sont tirés les renseignements contenus dans la présente notice (E 2001 (C) 3/164).

9. Par lettre du 28 juin 1932, l'Association suisse des banquiers communique au Département politique les résultats de cette enquête menée auprès des banques suisses, en soulignant qu'il s'agit de montants très élevés:

Ergebnis der Erhebung der Schweizerischen Bankiervereinigung vom Mai/Juni 1932 über ungarische Werte.

	Schweizer Besitz	Ausländ. Besitz	Schweizer Besitz	Ausländ. Besitz
<i>.../</i>				
Total des titres et obligations	Fr. 105 212 452	204 838 142	Cr. 30 842 176	212 949 247
Forderungen an Staat und öffentl. Körperschaften	68 418 673			
Forderungen an Städte	7 250 000			
Forderungen an Banken:				
Wechselkredite	12 216 348			
Kontokorrentkredite	36 735 614			
Forderungen an Handel und Industrie:				
Wechselkredite	2 100 019			
Kontokorrentkredite	33 178 420			
Forderungen an Privatpersonen	2 592 762			
Hypothekarforderungen	910 400		Cr. 41 652	
	Fr. 268 614 688	204 838 142	Cr. 30 883 828	212 949 247

28 MAI 1932

ANNEXE II

E 2001 (C) 3/164

*Le Chef du Département de l'Economie publique, E. Schulthess,
au Chef du Département politique, G. Motta*

L

Bern, 8. Juni 1932

Ungarn. Devisenabkommen

Mit Ihrem Schreiben Nr.C.42.Ho.14. vom 25.Mai haben Sie uns eine Notiz betreffend die schweizerischen Finanzguthaben in Ungarn übergeben und die Frage der Einbeziehung dieser Guthaben in den Clearingverkehr aufgeworfen.

Wir hatten nicht unterlassen, Ihre Ausführungen den Herren Prof. Bachmann und Nationalrat Wetter mitzuteilen, damit dieselben bei den damals mit einer ungarischen Delegation stattfindenden Verhandlungen über die Modifikation des Devisenabkommens auch diese Angelegenheit zur Sprache bringen könnten.

Die Verhandlungen mit den Ungarn haben jedoch gleich von Anfang an eine Wendung genommen, welche es als aussichtslos erscheinen liess, auch Finanzforderungen in den Clearingverkehr einzubeziehen. Die ungarische Delegation wollte selbst die Gewährung der von uns verlangten $\frac{2}{3}$ der Einzahlungen bei der Nationalbank in Zürich für den schweizerischen Export an völlig übersetzte Bedingungen knüpfen. Sie stellte das Verlangen, dass man schweizerischerseits eine bindende Verpflichtung bezüglich der Einfuhr ungewöhnlich grosser Mengen Schlachtvieh und Getreide einingehe.

Hinsichtlich des Schlachtviehs haben die beiden Delegationen eine Formulierung gefunden, welche letzten Endes eine Einigung erlauben dürfte. Was die Getreideeinfuhr anbelangt, so ist es notwendig, die ungarischen Forderungen den Vertretern des schweizerischen Getreidehandels und der Müllereiindustrie zu unterbreiten. Diese nahmen davon Kenntnis und behielten sich vor, ihrerseits bestimmte Zahlenangaben über die Möglichkeit des schweizerischen Verbrauchs an ungarischem Getreide zu machen.

Sie werden es verstehen, dass angesichts dieser Verhältnisse die beiden Delegierten eine Einbeziehung der Finanzforderungen, wenigstens vorläufig, nicht durchsetzen konnten.

171

E 2200 Paris 5/7bis

Notice du Ministre de Suisse à Paris, A. Dunant¹

No

Verbal

s. d.²

Le samedi 28 mai 1932, à 18 heures, j'ai remis à Mr. Coulondre, S-Directeur des Affaires Commerciales au Quai d'Orsay, l'arrêté du Conseil fédéral³, daté de la veille⁴, et concernant la perception, dès le 5 juin, d'une taxe à l'importation en

1. Texte transmis par téléphone à Berne conformément aux instructions reçues (*Lettre du Directeur de la Division du Commerce du Département de l'Economie publique, W. Stucki, au Ministre de Suisse à Paris, A. Dunant, 26 mai 1932 E 7110 1/56*).

2. Probablement le 28 mai 1932.

3. RO, 1932, vol. 48, pp. 249-278.

4. Cette taxe sera levée, aussitôt que le gouvernement français aura rétabli une taxe à l'importation conforme au traité de commerce franco-suisse (*PVCF du 27 mai 1932 E 1004 1/334*).

Suisse sur certaines marchandises françaises. J'ai fait remarquer à Mr. Coulondre que, depuis mon entretien du 4 mai chez le Président Tardieu⁵, le Conseil fédéral a attendu pour prendre cette décision

1^o) pour satisfaire au désir de Mr. Tardieu lui-même, qui a demandé de laisser passer le 2^e tour de scrutin aux élections législatives du 8 mai

2^o) par déférence vis-à-vis de la France à la suite de l'assassinat du Président de la République⁶.

Enfin, aujourd'hui, nouvelle preuve de déférence, puisque nous notifions notre décision huit jours d'avance⁷.

Mr. Coulondre prend note de ma communication et en référera en haut lieu; il ajoute qu'il a déjà télégraphié à l'Ambassadeur de France à Berne les termes de mon entretien du 4 mai avec Mr. Tardieu et la déclaration que ce dernier m'a faite, à savoir que la France ne considérera pas comme un geste inamical la perception par la Suisse d'une taxe à l'importation sur certaines marchandises françaises; il y aura une protestation modérée pour la forme.

5. Cf. n° 165.

6. Paul Doumer, assassiné le 6 mai 1932.

7. L'arrêté fédéral entre en vigueur le 5 juin 1932.

172

E 1004 1/334

CONSEIL FÉDÉRAL Procès-verbal de la séance du 8 juin 1932

952. Hülfsaktion für Österreich

Finanzdepartement. Mündlich

Der *Vorsteher des Finanzdepartementes* berichtet über die Verhandlungen in Paris zum Zwecke der Prüfung der Mittel und Wege um Österreich und einer Reihe von andern Ländern des Donaugebietes in ihrer schwierigen finanziellen Lage zu helfen. Es nahmen daran teil die Mitglieder des Finanzkomitees des Völkerbundes, sowie besondere vom Völkerbunde bezeichnete Regierungsexperten Deutschlands, Belgiens, Frankreichs, Grossbritanniens, Italiens, Hollands und der Schweiz¹. Die Kommission stand unter dem Vorsitze des Vorstehers des eidg. Finanzdepartements; an den Verhandlungen beteiligte sich auch Herr Rost, Delegierter des Finanzkomitees in Österreich².

Es machten sich bei den Beratungen zwei Richtungen geltend. Die eine (namentlich durch England vertreten) wollte eine allfällige Hülfsaktion vorläufig auf

1. La commission d'experts a été créée par décision du Conseil de la SdN, le 21 mai 1932.

2. Comité créé lors de l'action internationale d'aide à l'Autriche en 1922.

Österreich beschränkt wissen, während die andere Richtung (Wortführer namentlich Frankreich), die Meinung vertrat, dass die Hülfsaktion ausser Österreich gleichzeitig auch den übrigen sog. Donaustaaten, nämlich Ungarn, Bulgarien, Jugoslawien und eventuell Griechenland, zugute kommen sollte. Schliesslich gewann der englische Standpunkt die Oberhand, dem sich dann auch Frankreich anschloss. Es wurde festgestellt, dass die österreichische Nationalbank nur noch 55 Millionen Schilling als Reserve disponibel habe, die aus einem englischen Vorschuss von 100 Millionen Schilling stammt. Die staatliche Finanzlage scheint nicht so bedenklich zu sein, wie sie vielfach angesehen wird. Das Defizit beläuft sich auf 200 Millionen Schilling, wovon 100 Millionen Schilling auf Amortisationen entfallen. Die Erhebung neuer Steuern scheint allerdings ausgeschlossen, da die Steuermöglichkeiten bereits erschöpft sind. Eine Besserung der Finanzlage müsste also durch Ersparnisse erzielt werden, wobei in erster Linie die Streichung der Amortisation von 100 Millionen Schilling in Betracht kommt. Der Dienst für die ausländischen Anleihen erfordert 200 bis 250 Millionen Schilling im Jahr, hat doch die österreichische Nationalbank monatlich durchschnittlich 20 Millionen Schilling Devisen verloren, was ungefähr dem Dienst der ausländischen Schuld gleichkommt. Vor Ende Juni müssen noch 25 Millionen Schilling bezahlt werden.

Die Engländer schlagen vor, Österreich 300 Millionen Schilling vorzuschiesen, worauf England den bereits gemachten Vorschuss von 100 Millionen Schilling verrechnen würde, so dass die andern Länder noch 200 Millionen Schilling zu decken hätten, eine Summe, die ungefähr 140 Millionen Schweizerfranken ausmacht. Es steht zu befürchten, dass die Vorbereitung eines Hülfspartners, das die dauernde Wiederherstellung der Finanzlage Österreichs erlauben würde, eine langwierige Arbeit erfordern wird. Es ist aber notwendig, sofort zu helfen und zwar noch vor Beginn der Lausanner Reparationskonferenz³. Zu diesem Zwecke würde eine vorläufige Hülfsaktion im Betrage von 40 Millionen Schilling oder zirka 30 Millionen Schweizerfranken ins Auge gefasst.

Bei den Pariser Verhandlungen haben sich alle Anwesenden dahin ausgesprochen, dass eine Hülfsaktion für Österreich dringlich sei; dass ein Zusammenbruch dieses Landes unter allen Umständen wegen der wirtschaftlichen, finanziellen und politischen Rückwirkungen auf die Gesamtlage Europas verhindert werden müsse; dass sie bereit seien, ihren Regierungen die Beteiligung an den Hülfsmassnahmen angelegentlich zu empfehlen. Dies gilt sowohl von den Vertretern Grossbritanniens und Frankreichs, als auch von denjenigen Deutschlands, Belgiens, Hollands und insbesondere Italiens.

Die Wirtschaftslage der übrigen sogenannten Donaustaaten, namentlich Ungarns, Bulgariens und Griechenlands ist übrigens viel schlimmer als diejenige Österreichs. Durch energische Sparmassnahmen kann, wie bereits angedeutet, das Gleichgewicht im österreichischen Staatshaushalte zweifellos wieder hergestellt werden. Österreich scheint durchaus lebensfähig zu sein; doch muss eine Regierung mit Energie alle diejenigen Massnahmen ergreifen, die zu einer wirkli-

3. *La Conférence sur les réparations et les dettes interalliées s'ouvre le 16 juin.*

chen und dauernden Sanierung notwendig sind. Die beschränkte Hülfsaktion mit 40 Millionen Schilling noch vor Beginn der Lausanner Konferenz hätte natürlich nicht den Zweck einer bloss vorläufigen Unterstützung bis nach der Lausanner Konferenz, sondern sie soll den Teil einer grossen endgültigen Aktion bilden. Müsste damit gerechnet werden, dass es zu einer umfassenden Sanierung nicht kommen kann, so wäre selbstverständlich auch das Opfer von 40 Millionen Schilling überflüssig und es hätte keinen Sinn, die Katastrophe einfach einige Monate hinausschieben zu wollen.

Heute kann noch nicht gesagt werden, mit welchen Beträgen sich die Schweiz an den Hülfsmassnahmen zu beteiligen hätte. Bei der grossen endgültigen Aktion müsste sie wahrscheinlich zirka 20 Millionen Schilling und bei der vorläufigen Teilaktion 5 bis 6 Millionen Schilling aufwenden. Dabei handelt es sich nicht um Leistungen à fonds perdu. Lässt sich der in Paris in Aussicht genommene Plan nicht verwirklichen und kommt es zu einer Katastrophe für Österreich, so wird unser Land ganz bedeutende finanzielle Verluste erleiden, abgesehen von den politischen Folgen, die sich daraus mittelbar oder unmittelbar für ganz Europa und insbesondere für unser Land ergeben werden.

Die Konferenz wird ihre Verhandlungen morgen Donnerstag in Genf fortsetzen. Bei diesem Anlasse sollen die einzelnen Delegierten genau angeben, ob und mit welchem Betrage ihr Land an der Hülfsaktion, namentlich an der vorläufigen von 40 Millionen Schilling, teilnehmen wird und teilnehmen kann. Deshalb sollte der Sprechende heute vom Bundesrate ermächtigt werden, eine endgültige Erklärung bezüglich der Beteiligung der Schweiz abzugeben. Seines Erachtens kann unser Land nicht abseits stehen, insbesondere nicht wenn andere Länder, die an der Sache viel weniger interessiert sind, nicht zögern, helfend einzuspringen. Nicht nur aus wirtschaftlichen, sondern auch aus moralischen Gründen und aus Rücksicht auf die internationale Solidarität müssen wir unbedingt ein Zeichen unserer Hilfsbereitschaft geben, das von uns mit Recht erwartet wird. Redner sollte deshalb im Namen des Bundesrates in Genf erklären können, dass sich die Schweiz mit höchstens 5 bis 6 Millionen Schilling an der provisorischen Hülfsaktion beteiligen werde.

Der *Vorsteher des Volkswirtschaftsdepartementes* hat sehr starke Bedenken gegen eine Mitwirkung der Schweiz an der geplanten Unterstützungsaktion, die ihm als wirkungslos erscheint. Seiner Ansicht nach sollte der Rat «nein» sagen.

Zur Begründung dieser seiner Stellungnahme führt Redner unter anderem aus, dass nach seiner Überzeugung Österreich gar nicht lebensfähig sei. Dies haben die Tatsachen seit Kriegsende klar und deutlich bewiesen. Seit 12 Jahren lebt dieses Land von Zuschüssen und Krediten, und wenn diese jeweilen wieder verbraucht sind, so steht es wieder vor dem Zusammenbruch. Und auch mit einer Donauföderation nach dem Plane, wie er seinerzeit entwickelt worden war⁴, kann Österreich nicht geholfen werden. Es bestehen gegenwärtig gar keine Aussichten zu einer dauernden Rettung unseres Nachbarlandes. Die Grossmächte haben

4. Le 5 mars 1932, le Gouvernement français a présenté à l'Angleterre, l'Italie et l'Allemagne le plan Tardieu.

sich bis jetzt jeweilen lediglich damit begnügt, Österreich Geld zu liefern. Sie waren aber ausserstande, ein wirtschaftliches Regime zu schaffen oder auch nur zu skizzieren, das dauernd helfen würde. Wie alle früheren würde auch das vorgeschlagene Anleihen an Österreich nichts nützen, sondern lediglich das Moratorium für die staatlichen Auslandschulden um einige Monate, höchstens um ungefähr ein Jahr aufzuschieben; das tatsächliche, bereits bestehende Moratorium für die privaten Schulden aber würde weiter dauern. Das in seiner wirtschaftlichen Auswirkung viel weniger wichtige staatliche Moratorium wird kaum sehr grosse weitere Erschütterungen bringen, nachdem das wichtigere Privatmoratorium für Auslandschulden in Form der Devisenbewirtschaftung und der tatsächlichen Nichtbezahlung der Verpflichtungen Österreichs schon besteht und vermutlich auch trotz eines Vorschusses weiter bestehen bleibt. Die Furcht, ein Moratorium Österreichs für seine staatlichen Verbindlichkeiten könnte ein deutsches Auslandsmoratorium begünstigen oder gar hervorrufen, ist unbegründet.

Redner weist bei diesem Anlasse auf das Verhältnis zwischen der Schweiz und Österreich hin und erinnert daran, dass wir seinerzeit Österreich einen sogenannten Notstandskredit gewährt haben, auf dem zurzeit noch 24 Millionen ausstehen; sodann schuldet Österreich der Schweiz noch 18 Millionen als Anteil an der Völkerbundsanleihe; das sind im ganzen 42 Millionen Franken, die wir von unserm Nachbarland zu fordern haben⁵. Dazu kommen aber noch die privaten Schulden. Die kurzfristigen Guthaben unserer Banken, die unter dem Stillehaltungsabkommen liegen, belaufen sich auf 13,8 Millionen und die verschiedenen langfristigen Guthaben wurden hier und dort auf 150 Millionen geschätzt; dazu kommen erhebliche Warenguthaben. Aus dem Clearingverkehr haben wir noch 7,2 Millionen zu fordern. Die Handelsbeziehungen der Schweiz mit Österreich sind gegenwärtig ganz bedenklich. Unser Export nach Österreich steht zurzeit vollständig still und kann nicht wieder belebt werden, weil Österreich nicht zu zahlen vermag. Im Jahre 1931 betrug der Wert der österreichischen Ausfuhr 1340 [Millionen] Schilling, die Einfuhr 2200 Millionen Schilling. ...
/.../

Wenn durch Massnahmen der Mächte Österreich Leben und Existenz gesichert würde, dann könnte die Schweiz es sich überlegen, ob und in welcher Weise sie zu einer Überbrückung der Schwierigkeiten die Hand bieten wolle. Zuerst muss aber die materielle Grundlage für die Rettungsaktion geschaffen werden.

5. Consentie pour 4 ans à 5%, en 1920, le crédit de relèvement de la Suisse a été finalement transformé en un prêt à long terme, sans intérêt, remboursable de 1929 à 1968. Quant à la participation helvétique à l'emprunt de la SdN en faveur de l'Autriche, son plafond a été fixé, en 1923, à 20 millions de francs. Cette somme a été mise à disposition de l'Autriche en 1927; elle est remboursable en 1943 (Lettre du Département politique au Ministre des Etats-Unis à Berne, Hugh R. Wilson, 1^{er} mai 1930 (E 2001 (D) 1/105).

Le Conseil fédéral décide en 1931 d'appliquer à ces deux emprunts le moratoire Hoover sur les dettes intergouvernementales (PVCF du 1^{er} juillet 1931 E 1004 1/329). Sur demande du Ministre autrichien des Finances, K. Buresch, il accepte encore d'abaisser au 1^{er} janvier 1934, le taux d'intérêt annuel de l'emprunt 1923/1943 de 6,5% à 4,5% (PVCF du 12 février 1934 E 1004 1/344).

Dies ist zur Zeit nicht der Fall. Deshalb sollte der Bundesrat es ablehnen, hier irgendwie mitzumachen.

/.../⁶

Der *Vorsteher des Justiz- und Polizeidepartementes* glaubt, dass wir unsere Mitwirkung nicht versagen dürfen, wenn vielleicht auch der direkte Nutzen hieraus für die Schweiz nicht ohne weiteres ersichtlich ist. Gerade im Hinblick auf die Lausanner Konferenz ist es unerlässlich, durch einen Akt der internationalen Solidarität zu zeigen, dass auch die Schweiz gewillt ist, einem bedrängten Volke zu helfen. Allerdings darf man sich nicht verhehlen, dass im Parlament die Stimmung eine frostige ist und dass es schwer sein wird, einer allfälligen Vorlage des Bundesrates zur Genehmigung zu verhelfen.

Der *Vorsteher des Post- und Eisenbahndepartementes* ist gleicher Ansicht. Vorläufig handelt es sich nicht um 200 Millionen, sondern bloss um 40 Millionen Schilling, die aufzubringen wären und woran die Schweiz mit 4 bis 5 Millionen Schilling zu partizipieren hätte. Gewiss ist die Stellungnahme des Vorstehers des Volkswirtschaftsdepartementes vom wirtschaftlichen Standpunkte aus begreiflich. Aber wir müssen unbedingt mitmachen, wenn auch nicht aus Sympathie, so doch aus Gründen der internationalen Solidarität, zur Erleichterung der Wiederaufrichtung der Weltwirtschaft. Es geht deshalb auch nicht an, an eine allfällige Mithilfe Bedingungen zu knüpfen.

Der *Vorsteher des Militärdepartementes* bemerkt, Hauptvoraussetzung für die Beteiligung von 4 bis 5 Millionen durch die Schweiz müsse die Möglichkeit sein, dass dadurch die Lage in Österreich saniert werden kann. Der Vorsteher des Finanzdepartementes sagt, er habe diese Überzeugung. Dem Redner fehlt dieser Glaube und die Ausführungen des Vorstehers des Volkswirtschaftsdepartementes haben ihn in seinen Zweifeln nur noch bestärkt. Wir können die 4 bis 5 Millionen im Innern des Landes besser brauchen und auch fruchtbringender verwenden. Wenn Frankreich und Italien ein Interesse am Fortbestande Österreichs haben, so sollen sie eben auch die Leistungen, die der Schweiz zugeschlagen sind, übernehmen. Jedenfalls wären 4 bis 5 Millionen für die Schweiz zu viel; 5% der in Aussicht genommenen 40 Millionen Schilling sollten genügen. Militärisch ist eine Invasionstrance seitens Italiens, falls dieses eine isolierte Aktion unternehmen sollte, nicht gross. Die heutige Lage ist weniger bedenklich als vor ungefähr 10 Jahren. Allerdings ist es wichtig, dass zwischen Deutschland und Italien ein Pufferstaat bestehe. Der Umstand, dass Österreich zahlungsunfähig würde, dürfte aber noch keinen Grund zur Aufteilung dieses Landes bilden. Redner sieht daher vom Standpunkte der Landesverteidigung aus keinen Anlass zur Beteiligung der Schweiz an einer Hülfsaktion. Deshalb ist er für Ablehnung einer solchen oder zum mindesten für eine Beteiligung in einem sehr beschränkten Umfang.

Der *Vorsteher des Departementes des Innern* befürchtet, dass der Bundesrat eine sehr grosse Verantwortung auf sich lädt, falls er es ablehnen sollte, an der ge-

6. Après une vigoureuse réplique du Chef du Département des Finances en faveur de la participation à l'emprunt, les autres membres du collège prennent la parole.

planten Hülfsaktion mitzuwirken. Allerdings ist es ungewiss, ob sie Erfolg haben wird. Indessen muss der Versuch unbedingt gewagt werden und wäre es auch nur, um die Arbeiten der Lausanner Reparationskonferenz zu erleichtern. Österreich hat bis jetzt trotz aller Schwierigkeiten gelebt und leben können. Es hat also seine Lebensfähigkeit bewiesen. Wenn Industrie und Gewerbe gegenwärtig ungeheure Schwierigkeiten zu überwinden haben, so liegt die Ursache zum grossen Teil in den übermässigen Lasten, die ihnen das sozialistische Regime der Stadt Wien auferlegt. Das Moratorium muss unbedingt verhindert werden. Eine Hülfe an Österreich wird weltwirtschaftlich eine nicht zu unterschätzende Wirkung ausüben. Wenn sogar Holland bereit ist, mitzumachen, so muss dies die Schweiz umso mehr tun; denn Österreich ist unser Nachbar. Der verstorbene Bundesrat Scheurer⁷ hat seinerzeit sehr eindringlich auf die Gefahren hingewiesen, die uns bei allfälligen Unruhen in Österreich drohen könnten, nicht zuletzt wegen der Möglichkeit des Einmarsches fremder Truppen in dieses Land. Auch eisenbahnpolitisch wäre es sehr zu bedauern, wenn Österreich verschwinden sollte.

Herr *Präsident Motta* ist gleichfalls entschieden für die Gewährung der in Aussicht genommenen provisorischen Hülfe an Österreich. Wenn England, Frankreich, Italien, Belgien, Deutschland, Holland und die Tschechoslowakei die rettende Hand ausstrecken, so darf da die Schweiz unter keinen Umständen abseits bleiben. Allerdings ist der uns zugedachte Anteil zu hoch. 5% sollten genügen. Wenn wir uns bereit erklären, mit 2 bis 2½ Millionen Schweizerfranken beizutreten, so tun wir bereits mehr als nach der Gerechtigkeit von uns verlangt werden kann. Wollten wir die verlangte Handreichung nicht leisten, so würden wir als Egoisten dastehen und überdies von späteren Verhandlungen ausgeschlossen werden, was nicht geschehen darf. Die Lebensfähigkeit Österreichs steht ausser Zweifel; dies ist auch die Meinung des früheren Völkerbundskommissärs Dr. Zimmermann. Dieses Land ist trotz des «Wasserkopfes» Wien existenzfähig, sofern es den bestimmten Willen hat, fortzubestehen und selbständig zu bleiben.

Der *Vorsteher des Volkswirtschaftsdepartementes* könnte schliesslich seinen Widerstand aufgeben, wenn die vorläufige Massnahme die Schweiz in keiner Weise für spätere Hülftsmassnahmen bindet und ferner wenn die Schweiz sich daran mit keinem höhern Betrage als 2 Millionen Schweizerfranken beteiligt. Indessen wäre diese Beteiligung von gewissen Bedingungen betreffend Devisenbewirtschaftung abhängig zu machen.

Der *Vorsteher des Finanzdepartementes* hält dafür, dass eine Quote von 2,5 Millionen Schweizerfranken sehr wenig ist. Es darf nicht vergessen werden, dass verschiedene Länder, die bei der Hülfsaktion mitmachen wollen, wirtschaftlich sehr schlecht dastehen und deshalb nicht in dem Umfange partizipieren können, wie sie eigentlich möchten und wie auf den ersten Bilck erwartet werden könnte. Die Weltwirtschaftslage ist zurzeit äusserst düster. Nicht nur Österreich, sondern auch die Schweiz hat seit 2 Jahren den Export ständig zurückgehen sehen. Redner bittet um die Ermächtigung, bis auf 4 Millionen Schilling, also 3 Millionen

7. Chef du Département militaire (1919–1929).

Schweizerfranken zu gehen; das wäre das Maximum, das er in der morgigen Konferenz in Genf als Beitrag der Schweiz zugestehen würde.

Herr *Präsident Motta* beantragt, es solle dem Vorsteher des Finanzdepartementes folgende Instruktion erteilt werden: Beteiligung der Schweiz an einer provisorischen Hülfsmaßnahme, die keinerlei Präjudiz bilden soll für eine allfällige Mitwirkung unseres Landes bei späteren Aktionen; der Beitrag der Schweiz soll, wenn irgendwie möglich, 2 Millionen Schweizerfranken nicht übersteigen, jedenfalls nicht über 2,5 Millionen Franken hinausgehen.

Der *Vorsteher des Finanzdepartementes erklärt*, er werde unter Umständen gezwungen sein, andere Weisungen des Bundesrates einzuholen, denn die Schweiz habe ein bedeutendes Interesse daran, dass Österreich nicht zugrunde gehe.

Der Rat stimmt dem Antrage des Herrn Präsidenten Motta zu⁸.

8. *Les mesures provisoires d'aide ayant été abandonnées, les Gouvernements anglais, belge, français et italien, rejoints ensuite par celui de Hollande, signent le 16 juillet, à Lausanne, un accord en vue de faciliter au Gouvernement autrichien le placement d'un emprunt international jusqu'à concurrence de 300 millions de schillings.*

La France, par une démarche à Berne le 29 août, demande au Conseil fédéral de prêter son concours à cette émission et de fixer le plus tôt possible le montant de la tranche de l'emprunt dont le Gouvernement suisse assurerait la souscription. L'Italie, la Grande-Bretagne et ultérieurement le Secrétaire général-adjoint J. Avenol, au nom du Conseil de la SdN, interviennent dans le même sens (E 2001 (C) 5/87).

173

E 2200 Paris 5/7bis

*Le Directeur de la Division du Commerce du Département
de l'Economie publique,
W. Stucki, au Ministre de Suisse à Paris, A. Dunant*

Copie
L

Bern, 9. Juni 1932

Ich beziehe mich auf unsere frühere Korrespondenz und die telephonischen Besprechungen über das vorgesehene Kontingentierungsabkommen für industrielle Produkte einerseits und unsere Anregungen über Kontingentierung landwirtschaftlicher Produkte anderseits. Nachdem die neue französische Regierung nun gebildet ist¹, möchte ich Sie bitten, darauf zu dringen, dass diese Fragen so rasch als möglich geregelt werden. Wir werden bereits in den nächsten Tagen über unsere Politik für die sog. Kompensationswaren (z. B. Kohle) zu entscheiden haben und können nur dann darauf verzichten, der in Bildung begriffenen Kohlenernährzentrale keine wesentliche Einschränkung der französischen Bezüge vorzunehmen, wenn das Kontingentierungsabkommen unterzeichnet und in Kraft ge-

1. *Présidé par Ed. Herriot.*

setzt ist. Andernfalls müssten wir die Kohlenbezüge aus Frankreich wesentlich beschränken, um durch vermehrte Bezüge aus andern Ländern für unsern Export entsprechende Vorteile einzuhandeln.

Auch mit Bezug auf die landwirtschaftliche Frage ist eine Entscheidung sehr dringlich geworden. Im Parlament wurde bereits wegen viel zu hoher Einfuhrkontingente für Gemüse und Früchte reklamiert und wir können das für Frankreich ausserordentlich günstige System der Gewährung eines Kontingents von 100% der Einfuhr 1931 nur beibehalten und rechtfertigen, wenn französischerseits auch für Käse, Kondensmilch und Kindermehl die Einfuhr 1931 garantiert wird. Diese Abmachung kann in Form eines Notenwechsels jederzeit vollzogen und in Kraft gesetzt werden. Frankreich hat doch gewiss kein Interesse daran, dass wir zuerst – und gerade jetzt während der starken Gemüse- und Früchteeinfuhr – das Kontingent z. B. auf 50% heruntersetzen, um es dann nachträglich wieder zu erhöhen.

174

E 1004 1/334

*CONSEIL FÉDÉRAL
Procès-verbal de la séance du 10 juin 1932¹*

969. Verhandlungen mit Deutschland

Volkswirtschaftsdepartement (Handel). Antrag vom 8. Juni 1932

Wie dem Bundesrate bekannt ist, hat am 23. Mai in Bern eine Besprechung stattgefunden², an welcher die Herren Bundespräsident Motta, Bundesrat Schultess und Bundesrat Musy, sowie die Generaldirektion der Nationalbank, der Präsident der Generaldirektion der Bundesbahnen³ und Vertreter der Banken, des Handels und der Industrie, der Landwirtschaft und der Verkehrsinteressen teilgenommen haben.

An dieser Sitzung ist übereinstimmend von allen Seiten festgestellt worden, dass die gegenwärtigen Wirtschaftsbeziehungen zwischen der Schweiz und Deutschland absolut unhaltbar geworden sind. Ganz besonders trifft dies zu für den Waren- und für den Fremdenverkehr. Was die Warenein- und -ausfuhr anbelangt, so ist allerdings infolge der schweizerischen Kontingentierungsmassnahmen⁴ die Einfuhr deutscher Waren zurückgegangen. In viel stärkerem Ausmaße jedoch ging unser Export nach Deutschland zurück, was zum Teil auf die stark verminderte deutsche Kaufkraft, zu einem nicht unwesentlichen Teil jedoch auf

1. *Absent: Musy.*

2. *Cf. n° 168, surtout n. 1.*

3. *A. Schrafl.*

4. *Arrêté fédéral concernant la limitation des importations du 23 décembre 1931 (RO, 1931, vol. 47, pp. 799–800). Sur son application cf. n° 144, n. 2.*

die ausserordentlich rigorose Art der deutschen Devisenbewirtschaftung zurückzuführen ist. Die Klagen unserer Exportindustrie auf diesem Gebiete haben sich denn auch in letzter Zeit ausserordentlich vermehrt und verstärkt. Während noch im Jahre 1930 40% des deutschen Imports durch unsren Export gedeckt wurden, ist diese Quote im Jahre 1931 auf 30% und gegenwärtig, d. h. für die ersten vier Monate des laufenden Jahres, auf 25% gefallen.

Was den Fremdenverkehr anbelangt, so ist bekannt, dass die deutschen Devisenbeschränkungen⁵ es den deutschen Staatsangehörigen nahezu verunmöglichen, überhaupt noch in die Schweiz zu kommen, und die damit für unsere Hotelerie und die übrigen Fremdenverkehrsinteressen entstehende Schädigung ist ausserordentlich gross.

Mit Bezug auf den Kapitalverkehr wurde seitens der Bankwelt mitgeteilt, dass Deutschland bis jetzt die Zinsen regelmässig zahle und dass während der Dauer des Stillehalteabkommens⁶ Kapitalrückzahlungen schweizerischerseits nur entgegengenommen werden dürfen, wenn sie innert kürzester Frist Deutschland wieder zur Verfügung gestellt werden. Diese Situation kann sich selbstverständlich grundlegend ändern, sobald das Stillehalteabkommen abgelaufen sein wird (Februar 1933) oder sobald Deutschland ein Moratorium erklärt.

Die an der Konferenz vom 23. Mai gezogene Konklusion ging deshalb dahin, dass es ganz besonders dringlich sei, für den Warenverkehr und für den Fremdenverkehr sofortige Erleichterungen zu erzielen und dass die Interessen des Kapitalverkehrs vorläufig noch zurückgestellt werden können. Mit Bezug auf die beiden ersten Punkte jedoch sei ein rasch in Kraft zu setzendes kurzfristiges Abkommen unbedingt notwendig.

Das Volkswirtschaftsdepartement hat am 24. Mai dem deutschen Gesandten in Bern die Situation auseinandergesetzt und ihm die Aufnahme sofortiger und dringlicher Verhandlungen über den Waren- und Fremdenverkehr vorgeschlagen. Gestützt auf die von Herrn Minister Müller nach Berlin gemachten Mitteilungen hat die deutsche Regierung Herrn Geheimrat Dr. Hagemann vom Reichswirtschaftsministerium nach Bern delegiert, um mit dem Departement die Grundlage über eine zu schaffende Verständigung zu diskutieren. Diese Besprechungen sind letzten Montag, den 6. d. Mts. aufgenommen worden und wurden unsererseits durch den Direktor der Handelsabteilung geführt. Nach einer allgemeinen Schilderung der Verhältnisse hat Herr Direktor Stucki die schweizerischen Wünsche und Vorschläge wie folgt dargelegt:

Die Schweiz muss unbedingt darauf dringen, dass deutscherseits vermehrte Devisenzuteilungen gemacht werden, sowohl für den Import schweizerischer Waren nach Deutschland, als für deutsche Reisende, die sich nach der Schweiz zu begeben wünschen. Angesichts der Gestaltung der gegenseitigen Handelsbeziehungen muss die Schweiz verlangen, dass durch die deutsche Devisenbewirtschaftung weder der Import schweizerischer Waren noch die Ausreise deutscher Touristen praktisch gehemmt werde.

5. Cf. n° 93, n. 1.

6. Cf. n° 94, n. 2.

Deutscherseits wurde zu diesen Begehren erklärt, dass sie unerfüllbar seien. Die deutsche Devisenbewirtschaftung behandle alle Länder gleich, was den Warenimport anbelangt, und könne auch nicht für die Schweiz ein Ausnahmeregime zugunsten der Reisenden ertragen. Zugeständnisse wären nur dann möglich, wenn eine Einschränkung des Eingangs an Schweizerdevisen zum Nachteil der Reichsbank vermieden werden könnte, d.h. wenn die Schweiz bereit wäre, bedeutend mehr Ware in Deutschland zu kaufen als bisher. Der Gegenwert dieser Waren könnte dann eventuell für solche Sonderzwecke zur Verfügung gestellt werden, und der Nettoerlös der Reichsbank an Schweizerdevisen würde nicht vermindert.

Herr Direktor Stucki hat hierauf erwidert, dass man einem Lande, welches bisher viermal so viel Ware aus Deutschland bezog als es dorthin liefert, unmöglich zumuten könne, diese Käufe noch zu steigern, um sich dadurch Konzessionen zu erkaufen, die einem so guten Kunden gegenüber ohnehin selbstverständlich seien. Um den deutschen Wünschen entgegenzukommen, hat er dann einen vorläufig als durchaus persönlich bezeichneten Vorschlag in folgender Richtung gemacht:

Auf 1.Juli wird der sog. Kompensationsverkehr organisiert sein. Der Bundesrat ist entschlossen, die Importe der in seinem Beschluss vom 6.Mai genannten Massengüter von denjenigen Ländern zu tätigen, die der Schweiz genügend Entgegenkommen beweisen⁷. Beim heutigen Zustand gehört Deutschland sicherlich nicht zu diesen Ländern. Man muss sich also deutscherseits darauf gefasst machen, dass man Kohle, Zucker und Malz nicht mehr aus Deutschland, sondern aus solchen Staaten beziehen werde, die uns entsprechendes Entgegenkommen beweisen. In diesem Falle ginge der Deutschen Reichsbank eine Summe von ca. 80 Millionen Schweizerfranken (Importe der genannten drei Artikel aus Deutschland im Jahre 1931) verloren. Man könne Deutschland die Garantie geben, diese Waren weiter zu beziehen, falls der Gegenwert auf ein Separatkonto in der Schweiz einbezahlt würde. Aus diesem Separatkonto wären dann einerseits denjenigen deutschen Reisenden, die darum nachsuchen, eine Erhöhung der Devisenzuteilung bis auf ca. Fr. 1000 pro Monat zu gewähren, und anderseits den deutschen Importeuren, die nicht genügend Devisen zur Bezahlung schweizerischer Waren erhalten, die nötigen Zuschüsse zu machen. Der nicht beanspruchte Teil könnte hierauf der Reichsbank zur Verfügung gestellt werden.

Geheimrat Hagemann hat diesen Vorschlag anfänglich auf das lebhafteste bekämpft und immer und immer wieder betont, dass damit die Reichsbank gegenüber dem heutigen Zustand Devisen verliere und dass ein solcher Fonds durch neue, über die heutigen Bezüge hinausgehende schweizerische Käufe gespiesen werden müsste. Auf die Einwendung, dass es doch keinen Sinn habe, zuerst die Einfuhr der genannten «Kompensationswaren» zu sperren und dann von diesem

7. Dans sa séance du 6 mai, le Conseil fédéral a accepté la proposition de Schulthess qui demandait la mise sur pieds d'un trafic de compensation pour quelques articles de grande consommation que la Suisse devait importer de l'étranger (céréales, malt, sucre, charbon, benzine, pétrole et produits de sa distillation, tabac, etc... (PVCF du 6 mai 1932 E 1004 1/334). Cette décision du Conseil fédéral a été publiée sous la forme de l'Arrêté fédéral n° 4 relatif à la limitation des importations, entré en vigueur le 12 mai suivant (RO, 1932, vol. 48, pp. 222–223).

Zustand aus neue Geschäfte zu tätigen, dass man sich also deutscherseits damit abfinden sollte, dass die Schweiz in der Lage und eventuell entschlossen sei, das Mittel der Kompensationspolitik rücksichtslos anzuwenden, ist er schliesslich auf einige Detailfragen, die der schweizerische Vorschlag aufwirft, eingetreten und hat erklärt, den Vorschlag seiner Regierung unterbreiten zu wollen.

Unser Vertreter hat im fernern vorgeschlagen, dass man sich neben dem ersten Problem – Garantie für Kompensationswaren in Verbindung mit Zusatzdevisen für schweizerische Waren und deutsche Touristen – oder unmittelbar nachher, auch einigen sollte über die Herabsetzung deutscher Zölle für Uhren, Stickereien, Maschinen etc., wogegen die Schweiz bereit wäre, Gegenleistungen durch Erhöhung deutscher Zollkontingente zu gewähren. Mit diesem Vorschlag erklärte sich der deutsche Vertreter grundsätzlich einverstanden.

Herr Geheimrat Hagemann ist heute nach Berlin zurückgereist, um seiner Regierung über die gepflogenen Besprechungen Bericht zu erstatten und Instruktionen einzuholen.

Die bisherigen Besprechungen hatten lediglich vorbereitenden und orientierenden Charakter und sollten für die kommenden eigentlichen Verhandlungen eine gewisse Grundlage schaffen. Das Volkswirtschaftsdepartement ist mit dem Chef des politischen Departementes der Ansicht, dass die Schweiz sich bereit erklären sollte, auf der von Herrn Direktor Stucki vorgeschlagenen Grundlage in Detailverhandlungen einzutreten, da sie geeignet ist, sowohl für den Fremdenverkehr wie für den Warenexport rasche und fühlbare Erleichterungen zu schaffen. Wird diese Grundlage deutscherseits akzeptiert, so wird man für die weiteren Verhandlungen noch die nötigen Fachleute aus der Mitte des Exporthandels und des Fremdenverkehrs, sowie der Schweizerischen Nationalbank herbeiziehen müssen.

Antragsgemäss wird *beschlossen*:

Von diesen Mitteilungen wird in zustimmendem Sinne Kenntnis genommen und das Volkswirtschaftsdepartement wird ermächtigt, im angeführten Sinne die Verhandlungen wieder aufzunehmen, falls sich Deutschland dazu bereit erklärt.

*Le Chef du Département politique, G. Motta,
au Chef du Département de Justice et Police, H. Häberlin*

Copie

L AT Confidentiel

Berne, 10 juin 1932

Ainsi que vous le savez, la Légation d'Italie à Berne nous signale de temps à autre, sur instructions de son Gouvernement, des attaques spécialement violentes et outrageantes de quelques journaux suisses contre le régime établi en Italie et ses organes constitutionnels. Nous devons cependant reconnaître que M. Marchi

s'emploie, en général, de son mieux pour ne pas trop appuyer sur des démarches de ce genre et qu'il limite ses interventions à des cas particulièrement flagrants.

C'est un cas de ce genre que le Ministre d'Italie a signalé au soussigné par sa lettre du 8 juin¹, dont vous voudrez bien trouver copie sous ce pli. Par cette lettre, notre attention est attirée sur le numéro de la «Libera Stampa» du 8 de ce mois, dont un article fait en quelque sorte l'apologie de la dernière tentative d'attentat contre le Chef du Gouvernement italien².

Nous vous serions vivement reconnaissants de consentir à examiner s'il n'y a actuellement pas de moyens, pour les Autorités fédérales, d'intervenir contre des excès de langage tels que ceux auxquels la «Libera Stampa» s'est, en effet, livrée, sans que le Gouvernement lésé dépose une plainte en toutes formes, selon le Code pénal fédéral. Nous admettons que le projet de nouveau Code pénal fédéral³ permettrait aux pouvoirs publics d'agir contre des manifestations dangereuses de cette sorte. En attendant, nous nous demandons si une pratique qui se fonderait uniquement sur l'article 102, chiffre 8, de la Constitution⁴ ne pourrait pas être développée pour parer aux inconvénients très réels et même aux dangers de la situation actuelle. Le précédent du séquestre d'un numéro du «Falce e Martello»⁵, ordonné par le Conseil fédéral sur proposition de votre Département, pourrait, le cas échéant, être suivi, lorsque les circonstances paraissent absolument l'exiger.

Vous nous obligeriez fort en nous communiquant vos impressions sur la suite pouvant être donnée à la dernière démarche du Ministre d'Italie.

1. Non reproduit.

2. Il s'agit en réalité de la «Libera Stampa» du 7 juin. Le passage visé était le suivant: Per parte nostra non esitiamo a dichiarare che se l'attentato non fosse vero, meriterebbe di esserlo. Se una volta o l'altra riuscisse non saremmo certamente noi a piangere sulla sorte del «duce» fascista.

Cf. la remarque manuscrite de Motta dans la marge de la lettre reçue du Ministre d'Italie: Ce langage de Libera Stampa est, en effet, un pur scandale. 9.6.32.

3. Qui ne sera adopté en votation populaire qu'en 1938 et entrera en vigueur le 1^{er} janvier 1942.

4. /Le Conseil fédéral/ veille aux intérêts de la Confédération au dehors, notamment à l'observation de ses rapports internationaux ...

5. Organe périodique du Parti communiste suisse.

*L'Union suisse des paysans à la Division du Commerce
du Département de l'Economie publique¹*

L

Brugg, 27. Juni 1932

Österreich-Handelsvertrag

Wir nehmen Bezug auf Ihr Schreiben von 21.d.M.², in welchem Sie die Entwicklung der Handelsbilanz mit Österreich in letzter Zeit und die Rückwirkung

1. Lettre signée par le Directeur, E. Laur.

2. Non reproduit.

der österreichischen Devisenpolitik auf den Geschäftsverkehr mit Österreich schildern. Sie ersuchen uns, Ihnen mitzuteilen, ob wir einer Kündigung des Handelsvertrages mit Österreich zustimmen könnten.

Wir sind mit Ihnen der Auffassung, dass sich dieser Handelsvertrag je länger je mehr nur einseitig zugunsten Österreichs auswirken kann. Immerhin war unsere Handelsbilanz mit Österreich (wir sehen hier von der Zahlungsmöglichkeit ab) bis im März 1932 noch aktiv. Erst im April sank die Ausfuhr unter das Niveau der Einfuhr. Das Verhältnis verschlechterte sich im Mai zusehends. Immerhin ist es noch bei weitem nicht so schlecht wie im Handelsverkehr mit zahlreichen andern Ländern. Namentlich aber fragen wir uns, ob gerade jetzt, wo die Frage einer internationalen finanziellen Hilfe an Österreich besprochen wird und Bundesrat Musy die eingesetzte Kommission präsidiert, der Zeitpunkt für eine Kündigung richtig gewählt erscheint³.

Im übrigen hätten wir vom landwirtschaftlichen Standpunkte nicht viel gegen eine Kündigung einzuwenden. Unsere landwirtschaftliche Ausfuhr nach Österreich ist gewaltig zusammengeschrumpft. ...⁴ Dagegen bleibt die Einfuhr trotz verschiedener Kontingentierungsmassnahmen immer noch bedeutend; im Mai 1932 erreichte sie für 26 Hauptpositionen noch über 610 000 Franken, was 40,5% der Einfuhr vom Mai 1931 ausmacht.

Sollten Sie es somit für richtig erachten, trotz unsren oben erwähnten Bedenken den Vertrag sofort zu kündigen, so können wir uns damit einverstanden erklären.

3. Cf. n° 172.

4. Le texte donne ensuite le détail de l'effondrement de certaines exportations.

*Proposition du Chef du Département de l'Economie publique,
E. Schulthess, au Conseil fédéral*

ME

Bern, 27. Juni 1932

Kontingentierungsabkommen mit Frankreich: Genehmigung

Seit mehr als 4 Monaten haben wir mit Frankreich über eine erträgliche Durchführung der beidseitigen Kontingentierungsmassnahmen verhandelt und darüber dem Bundesrat mehrfach Bericht erstattet. Am 26. Mai konnte in Paris ein bezügliches Abkommen paraphiert werden. Die damalige Regierung Tardieu, die nur noch das Recht hatte, die laufenden Geschäfte zu erledigen, lehnte es aus begreiflichen Gründen ab, dieses Abkommen unterzeichnen und in Kraft setzen zu lassen. Die neue Regierung Herriot machte zunächst erhebliche Schwierigkeiten, die dann aber durch erneute Verhandlungen zwischen dem Direktor unserer

Handelsabteilung und dem Direktor der Abteilung für Handelsverträge im französischen Handelsministerium schliesslich beseitigt werden konnten. Am 24. Juni ist nun das Abkommen in Lausanne unterzeichnet worden und soll am 1. Juli in Kraft gesetzt werden¹.

Die Vereinbarung beruht in der Hauptsache auf der vom Bundesrat bereits genehmigten Grundlage, dass sich die beiden Regierungen zusichern, für diejenigen Positionen, deren Zölle im schweizerisch-französischen Handelsvertrag gebunden sind, mindestens die Einfuhr des Jahres 1931 zu gewährleisten. Während schweizerischerseits diese Grundlage in Artikel I des Abkommens selber klar zum Ausdruck gebracht wird, hat die französische Regierung es vorgezogen, diese Verpflichtung in ziemlich komplizierter Weise zu umschreiben, da sie ihrer Ansicht nach mit den Meistbegünstigungsverpflichtungen, die Frankreich andern Staaten gegenüber hat oder zu haben glaubt, in Konflikt komme und deshalb «cachiert» werden müsse. Immerhin konnten wir schliesslich durchsetzen, dass Frankreich in einer nicht zu veröffentlichten Note auch generell die wörtlich gleiche Verpflichtung übernahm, wie sie Artikel I des Abkommens für die Schweiz vorsieht.
/.../²

Das ganze Abkommen regelt in durchaus erträglicher Weise unsren industriellen Warenverkehr mit Frankreich. Von ihm werden dagegen nicht berührt die *landwirtschaftlichen Positionen*. Es ist dies auf unsren Vorschlag geschehen, da wir alles Interesse daran haben, die grosse Einfuhr landwirtschaftlicher Produkte aus Frankreich für unsere landwirtschaftliche Ausfuhr nach Frankreich in den Händen zu behalten. Dieses Vorgehen hat es uns denn auch bereits erlaubt, für das laufende Quartal ein Zusatzkontingent von Käse in der Höhe von 50 Wagen herauszuschlagen, und wir beabsichtigen, auch für die weiteren Quartale die Einfuhr landwirtschaftlicher Erzeugnisse aus Frankreich im Umfange des Jahres 1931 an die Bedingung zu knüpfen, dass man uns ein genügend grosses Kontingent für Käse, kondensierte Milch und Kindermehl einräumt³.

1. RO, 1932, vol. 48, pp. 357ss.

2. *La proposition examine ensuite l'accord et les dix annexes, dont une partie seulement sera publiée au Recueil des lois fédérales.*

3. *Conclu jusqu'au 31 décembre 1932, cet arrangement est prorogé le 31 décembre 1932 pour trois mois (PVCF du 6 janvier 1933 E 1004 1/338). A cette occasion sont également réglées par deux échanges de lettres diverses questions douanières (RO, 1933, vol. 49, pp. 47ss.).*

CONSEIL FÉDÉRAL
Procès-verbal de la séance du 29 juin 1932¹

1079. Wirtschaftsverhandlungen mit Deutschland. Abkommen

Volkswirtschaftsdepartement. Mündlich

In der Sitzung vom 27. Juni 1932 hat der Chef des Volkswirtschaftsdepartementes den Bundesrat über die Verhandlungen mit Deutschland², die an einem kritischen Punkte angelangt sind, wie folgt unterrichtet:

Der hier anwesende deutsche Delegierte Hagemann hat sich im Namen seiner Regierung bereit erklärt, für die nach der Schweiz ausreisenden Erholungsbedürftigen auf das amtsärztliche Zeugnis zu verzichten und ihnen überdies neben den 200 RM noch eine Zuteilung von 500 RM zu gewähren. Dieser Vorschlag ist befriedigend. Er wird aber an Bedingungen geknüpft, die die Schweiz nicht ohne weiteres annehmen kann.

In Ziffer 2 des Projektes eines Protokolls wird verlangt, dass die schweizerische Regierung für die Monate Juli, August, September aus Deutschland die Einfuhr von Malz, Zucker und Kohle wertmässig in derselben Höhe zulassen soll, wie in den entsprechenden Monaten des Vorjahres. Diese Bestimmung geht zu weit und es ist zu hoffen, dass die deutsche Regierung sich damit begnügen würde, wenn wir den vierten Teil des Kontingents des Jahres 1931 zulassen, was wertmässig statt 29 Millionen ca. 20 Millionen ausmacht.

Noch bedenklicher ist, dass Deutschland handelspolitisch keine Konzessionen machen will, sondern uns in einer sehr platonischen Bestimmung auf künftige Verhandlungen verweist. Anderseits verlangt es aber, dass die Schweiz sich verpflichtet, während der drei Monate keine neuen Kontingentierungen vorzunehmen. Dabei sind allerdings bereits gewisse Vorbehalte gemacht in Beziehung auf Kontingentierungen, die unmittelbar bevorstehen. Doch abgesehen hiervon könnten wir einer vorbehaltlosen Verpflichtung nicht zustimmen. Das mindeste, was notwendig wäre, bestünde darin, dass die Schweiz ihre Freiheit zurücknimmt, wenn Deutschland hinsichtlich seiner handelspolitischen Verhältnisse, worunter auch die Devisenzuteilung gehört, wesentliche Änderungen eintreten lässt. In diesem Falle müsste die Schweiz ihre Freiheit zurücknehmen.

Man hat auch an einen Abschluss eines kürzeren, nur zweimonatlichen Abkommens gedacht. Allein diese Kombination böte für die Schweiz Schwierigkeiten, weil auf der einen Seite die Einfuhrkontingentsquote rasch erschöpft würde, auf der andern Seite dann die Bestimmung von Ziffer 1, die Erhöhung der Devisenzuteilung an ausreisende Erholungsbedürftige, dahinfiele.

1. Absents: Motta et Meyer.

2. Cf. n° 174.

Es wird uns sehr schwer, ein Abkommen ohne handelspolitische Konzessionen abzuschliessen, und wir werden zweifellos dafür viele Vorwürfe ernten. Trotzdem sollte man womöglich das Abkommen nicht scheitern lassen, da es für die Hotelerie von grosser Bedeutung ist und da anderseits eine schlechte Saison, wenn wir nicht abschliessen, dem Bundesrate aufgekreidet würde.

Man wird also versuchen müssen, in weitern Verhandlungen die nötigen Vorbehalte und Sicherungen anzubringen. Dabei hat das Departement eher die Tendenz, wo möglich zu einem Abschluss zu gelangen. Sodann sollten aber unbedingt grössere Zusicherungen gegeben werden, hinsichtlich der Wiederaufnahme der handelspolitischen Besprechungen. Wir haben bis jetzt ferner versucht, ein Käsekontingent von 150 Wagen einzumarkten, und vorgeschlagen, dass der ungefähre Preis, d.h. ca. 3 Millionen Franken, auf ein Sperrkonto in Mark in Deutschland gutgeschrieben und dann sukzessive freigegeben würde zur Zahlung eines bestimmten Auftrages der schweizerischen Bundesbahnen, der sich im wesentlichen auf Schienen bezieht und wertmässig ungefähr 2,8 Millionen ausmacht. Dieser Punkt ist im Hinblick auf die Lage der Bundesbahnen sehr wichtig. Deutschland lehnt nicht unbedingt ab, erklärt aber, dass in diesem Abkommen diese Frage nicht geregelt werden könne. Schliesslich wird man, wenn eine Regelung absolut nicht erreichbar ist, auch die Käsefrage für später vorbehalten müssen, wobei dann natürlich auch die Bundesbahnen die Schienen noch nicht bestellen, sondern diesen Auftrag zu unsren Handen reservieren.

Schliesslich tendiert der deutsche Vorschlag auf eine Dauer von 4½ Monaten. Man spricht allerdings bloss von 3 Monaten, allein das Abkommen müsste am Ende dieser 3 Monate auf 1½ Monate gekündigt werden. Eine Bindung von mehr als 3 Monaten ist in keinem Falle angängig.

Der Chef des Volkswirtschaftsdepartementes hat mit Direktor Stucki die Frage tags zuvor mit dem deutschen Gesandten³ besprochen; dieser wird sich für eine Regelung einsetzen, und es ist möglich, dass trotzdem noch eine Lösung eintritt. Das Departement bittet darum, seinen Auffassungen und seinem Vorgehen zuzustimmen und ihm die nötigen Vollmachten zu geben. Es wird selbstverständlich das Abkommen noch definitiv vorlegen.

In der Beratung sprachen sich die Mitglieder des Bundesrates für den Abschluss eines Abkommens auf der geschilderten Grundlage aus. Wenn es auch nicht als befriedigend betrachtet werden könne, so dürfe sich der Bundesrat doch durch Verweigerung des Abschlusses nicht dem Vorwurf aussetzen, er habe die Einreise deutscher Feriengäste in die Schweiz verhindert und damit unser Gastwirtsgewerbe geschädigt. Überdies scheine es auch nicht angezeigt, Deutschland in seiner gegenwärtigen Lage noch mehr Schwierigkeiten zu bereiten. Es wird dabei der Hoffnung Ausdruck gegeben, dass es durch weitere Verhandlungen mit Deutschland doch noch gelinge, unsere Ausfuhr dorthin zu erhöhen und namentlich auch zu einem Kompensationsgeschäft für Käse zu gelangen. Dabei sollten aber nicht die Bundesbahnen als Geschäftspartner auftreten, sondern das Volks-

3. A. Müller.

wirtschaftsdepartement hätte die Schienenbestellung von den Bundesbahnen zu übernehmen und sie zur Förderung der Käseausfuhr in die Waagschale zu legen.

In der heutigen Sitzung teilt der Vorsteher des Volkswirtschaftsdepartementes mit, es bedürfe nunmehr nur noch der Zustimmung Deutschlands zu einem Punkte des Abkommens, und diese werde voraussichtlich im Laufe der nächsten Stunden eintreffen. Er beantragt daher, unter Vorbehalt dieser letzten Zustimmungserklärung Deutschlands das Abkommen zu genehmigen und Herrn Direktor Stucki zu ermächtigen, das Abkommen zu unterzeichnen.

Der Rat erhebt diesen Antrag zum Beschluss⁴.

4. Cf. le texte de l'accord, conclu effectivement le 29 juin, en annexe au présent document.

ANNEXE

E 7110 1/25

Protocole germano-suisse⁵

Copie

Bern, 29. Juni 1932

Zwischen den Vertretern der *Deutschen* und der *Schweizerischen Regierung* ist folgendes vereinbart worden:

1. Die Deutsche Regierung wird jeder Person, die in Deutschland ihren ausschliesslichen Wohnsitz hat und die in den Monaten Juli, August, September 1932 zu Erholungszwecken nach der Schweiz reist, unter Verzicht auf das für solche Reisen sonst vorgeschriebene amtärztliche Zeugnis die Genehmigung zur Verbringung von Reichsmark oder Devisen im Laufe eines Kalendermonats über die festgesetzte Freigrenze hinaus bis zu einem Betrag von 500 RM erteilen. Ferner wird Personen, die selbst oder deren Erziehungsberechtigte ihren ausschliesslichen Wohnsitz in Deutschland haben, zum Aufenthalt in schweizerischen Erziehungsinstituten für die Dauer des Abkommens eine entsprechende Genehmigung für jeden vollen Kalendermonat über die festgesetzte Freigrenze hinaus bis zum Betrag von 300 RM erteilt werden.

2. Die Schweizerische Regierung wird in den Monaten Juli, August und September 1932 die Einfuhr aus Deutschland von Malz (Zollposition Nr. 15), Zucker (Zollpositionen Nrn. 68b, 68c, 69 und 70), Steinkohle (Zollposition Nr. 643a), Braunkohle (Zollposition Nr. 644), Koks (Zollposition Nr. 645), Briketts (Zollpositionen Nrn. 646a und 646b) wertmässig in derselben Höhe zulassen, wie sie nach den schweizerischen statistischen Anschreibungen einem Viertel der im Jahre 1931 aus Deutschland in die Schweiz eingeführten Warenmengen entspricht. Sollten die Einfuhren die vorgesehene Höhe nicht erreichen, so wird die Schweizerische Regierung die Abdeckung der Mindereinfuhr sicherstellen.

3. Die Schweizerische Regierung erklärt, dass sie für die Dauer dieses Abkommens davon Abstand nehmen will, die Einfuhr industrieller Waren aus Deutschland durch Kontingentierungsmassnahmen weiter zu erschweren.

Sollte der Bundesrat infolge unvorhergesehener Verhältnisse jedoch gezwungen werden, einzelne neue industrielle Produkte dem Kontingentierungsverfahren zu unterstellen, so wird die Einfuhr dieser Waren aus Deutschland im Ausmasse von 75% der letztjährigen Einfuhr zugelassen.

5. Signé par le Directeur de la Division du Commerce, Stucki et par le délégué allemand Hagemann.

Falls die Deutsche Regierung die wirtschaftlichen Beziehungen der beiden Länder durch weitere Einschränkung der Devisenzuteilung oder durch sonstige Massnahmen erschweren sollte, so kann die Schweiz von der Verpflichtung dieses Artikels zurücktreten.

4. Die Vertreter der beiden Regierungen werden am 7.Juli 1932 in Berlin in Verhandlungen über die Erleichterung und Sicherstellung des gegenseitigen Warenverkehrs eintreten.

5. Die vorstehende Vereinbarung tritt am 1.Juli 1932 in Kraft und gilt bis zum 30.September 1932.

179

E 2001 (C) 4/101

*Le Chef du Département de Justice et Police, H. Häberlin,
au Chef du Département politique, G. Motta*

*Copie**L*

Bern, 2.Juli 1932

Mit Schreiben vom 10/13.Juni¹ teilten Sie uns mit, dass der italienische Gesandte Ihre Aufmerksamkeit auf die ungehörige Sprache der «Libera Stampa» vom 7.Juni 1932 bei Anlass der Entdeckung des Attentats des Sbardellotto auf den Ministerpräsidenten Mussolini hingewiesen hat.

*/.../*²

Es ist zweifellos, dass die Beziehungen zwischen der Schweiz und Italien durch Hetzartikel, wie den genannten, und durch die scharfe Tonart der «Libera Stampa», insbesondere durch die Aufforderung, den Fasisten die distintivi mit Gewalt zu entreissen, gefährdet werden. Wir haben Herrn Staatsratspräsident Cattori bei seinem Besuche vom 28.Juni hierauf aufmerksam gemacht und ihn ersucht, soweit es ihm möglich ist, auf eine Milderung der Sprache hinzuwirken. Sollte sich die Lage zuspitzen, so könnte die Regierung des Kantons Tessin durch den Bundesrat auf die Verhetzung aufmerksam gemacht und um Abhülfe ersucht werden. Es würde nichts entgegenstehen, dass der Bundesrat die «Libera Stampa» direkt verwarnt und darauf aufmerksam macht, dass er in die Lage kommen könnte, gestützt auf Art. 102, Z. 8³ Massnahmen zu ergreifen. Andererseits sollte aber der italienische Gesandte ersucht werden, dahin zu wirken, dass die Fasisten in der Abhaltung öffentlicher Feiern grössere Zurückhaltung beachten. Es wird sich auch Gelegenheit bieten, die Frage zu prüfen, ob nicht das Tragen der distintivi allgemein oder im Kanton Tessin verboten werden sollte.

Was insbesondere die von Ihnen vorgeschlagene Beschlagnahme einzelner Nummern der «Libera Stampa» anbetrifft, so möchten wir darauf hinweisen,

1. Cf. n° 175.

2. Häberlin reprend les thèmes de la lettre de Motta du 10 juin 1932 et passe en revue quelques affaires de presse touchant aux relations de la Suisse avec l'étranger dont le Conseil fédéral avait dû s'occuper dans le passé (notamment l'affaire Tonello, cf. DDS vol. 9, n°s 118 et 179).

3. Cf. n° 175, n.4.

dass wir nach wie vor Zweifel an der Verfassungsmässigkeit einer solchen Massnahme in ruhigen Zeiten haben und sie auch nicht als zweckmässig ansehen. Eine Vorzensur ist nach dem Grundsatz der Pressefreiheit (Art. 55 BV) nicht statthaft. Ist das Zeitungsblatt einmal ausgegeben, so ist die Beschlagnahme einzelner Nummern in den Ablagen ohne Wirkung. Zwischen der Kenntnisnahme eines anfechtbaren Artikels, dem Beschluss des Bundesrates und dessen Ausführung geht so viel Zeit verloren, dass die Beschlagnahme jede Wirkung verliert.

Wir behalten uns vor, bei Gelegenheit zu prüfen, ob nicht eine Änderung der Verfassung in dem Sinne wünschenswert wäre, dass dem Bundesrat, insbesondere in Erfüllung seiner völkerrechtlichen Verpflichtungen, Kompetenzen zu Massnahmen gegen Ausschreitungen der Presse und zum Erlass von Strafsanktionen gegen die Umgehung seiner Massnahmen gegeben werden sollten.

/.../

180

E 7110 1/97

*Le Vorort de l'Union suisse du commerce et de l'industrie
à la Division du Commerce du Département de l'Economie publique¹*

L
Ho/M

Zürich, 4. Juli 1932

Österreich-Handelsvertrag (Kündigung)

/.../ Es liegt am Tage, dass die wirtschaftlichen Beziehungen der Schweiz zu Österreich sich im Laufe der letzten Zeit ausserordentlich verschlechtert haben, und dass der Handelsvertrag, soweit es die österreichischen Tarifzugeständnisse betrifft, an unmittelbarer Bedeutung für die Schweiz sehr erheblich eingebüsst hat. Ob das allerdings schon einen genügenden Grund abgibt, um die immerhin mit gewissen Konsequenzen verbundene Kündigung des Vertrages auszusprechen, muss zweifelhaft erscheinen. Es kommt vor allem darauf an zu wissen, was die Schweiz durch den Wegfall des Handelsvertrags mit Österreich gewinnen würde. In dieser Beziehung ist festzustellen, dass die meisten der gegenüber Österreich gebundenen schweizerischen Zölle auch noch in Verträgen mit andern Staaten figurieren, so dass durch die Beseitigung der Österreich eingeräumten Bindungen die Freiheit keineswegs zurückgewonnen wäre. Unter den industriellen Positionen, welche bei einer Kündigung des schweizerisch-österreichischen Vertrages automatisch eine Zollerhöhung erfahren würden, spielt eigentlich nur die Nr. 623² wegen der Heraklitplatten eine gewisse Rolle. Der Einfuhrwert dieser

1. Lettre signée par le Vice-président, E. Wetter et le 2^e Secrétaire, H. Homberger.

2. Il s'agit de planches en roseaux, en magnésite et autres matériaux de construction (Arrêté du Conseil fédéral concernant la modification du tarif douanier, 8 juin 1921. RO, 1921, vol.37, p.423).

Erzeugnisse aus Österreich betrug im Jahre 1931 rund 400 000 Fr. Einzig dieser Position wegen den Vertrag aufzuheben, liesse sich unseres Erachtens um so weniger rechtfertigen, als es nicht zuletzt auch vom internen wirtschaftlichen Gesichtspunkt aus fraglich erscheint, ob eine Zollerhöhung von 2 auf 10 Fr., wie sie durch den Wegfall des Handelsvertrages für Heraklitplatten eintreten würde, zu verantworten wäre. Die Position muss im Rahmen einer Revision des schweizerisch-österreichischen Vertrages vielleicht einmal näher angesehen und etwas modifiziert werden; eine radikale Ausmerzung halten wir im gegenwärtigen Zeitpunkt nicht für angezeigt. Industrielle Dekonsolidierungen von wirklich dringender Bedeutung sind nach unserem Dafürhalten durch die Kündigung des Handelsvertrages mit Österreich somit nicht zu gewinnen. Etwas anders mögen die Verhältnisse auf dem Gebiet der Landwirtschaft liegen, indem hier insbesondere für das Holz die schon oft erörterte Sonderbegünstigung für Bretter aus Nadelholz der Pos. 237 bei der Auflösung des Vertrages in Wegfall kommen würde. Da aber der Waldwirtschaft bereits durch die Kontingentierung ein sehr weitgehender Schutz gewährt wird, glauben wir, dass es füglich damit einstweilen sein Bewenden haben darf und der Vorzugszoll für das Vorarlberger Kontingent bis auf weiteres aufrechterhalten bleiben kann.

In tarifarischer Beziehung vermögen wir somit aus einer Kündigung des Handelsvertrags mit Österreich für die Schweiz keinen Nutzen zu erwarten. Unter den Gründen, die Sie veranlasst haben, der ja in der Tat sich aufdrängenden Frage näher zu treten, ist offenbar auch der Stickereiveredlungsverkehr mit dem Vorarlberg enthalten³. Hierüber haben wir uns in einer besondern Vernehmlassung vor einiger Zeit einlässlich geäussert. Wir sind nach wie vor überzeugt, dass sich die Lohnstickerei in einer Täuschung befindet, wenn Sie glaubt, durch die Aufhebung des passiven Stickereiveredlungsverkehrs mit Vorarlberg etwas zu gewinnen, und wir würden es als ein Verhängnis betrachten, wenn aus Erwägungen, die nicht mit der Sache als solcher zu begründen sind, eine Institution preisgegeben würde, die für die schweizerische Stickerei als ganzes unbedingt positiv zu bewerten ist.

Wir vermögen also nirgends einen volkswirtschaftlichen Vorteil aus einer Kündigung des Handelsvertrages mit Österreich zu erkennen. Wenn einerseits zwar zuzugeben ist, dass der heutige Zustand sich als äusserst unbefriedigend erweist, so kann anderseits von der Beseitigung des Vertrages durchaus keine Besserung erwartet werden, wohl aber gehen mit dem Vertrag wertvolle Einrichtungen, wie der Stickereiveredlungsverkehr mit Vorarlberg, aber auch zahlreiche zolltarifarische Errungenschaften unter, die später wahrscheinlich keineswegs so leicht wieder zu erhalten wären, um so weniger, als Österreich ohnehin schon lange die Absicht hat, seine vertraglichen Konzessionen abzubauen. Gerade der Stickereiveredlungsverkehr, den gewisse Kreise aus vorwiegend politischen und missverstandenen sozialpolitischen Motiven als Kündigungsgrund anführen, scheint uns auch heute noch ein positiver Gewinn des Handelsvertrages zu sein.

3. Cf. n° 202, n. 4.

Zu dieser Bilanz des Für und Wider kommt hinzu, dass es uns auch vom psychologischen Gesichtspunkt aus ein schlecht gewählter Moment zu sein schien, jetzt Österreich den Vertrag zu kündigen, im gleichen Augenblick, wo neuerdings eine Hilfsaktion⁴ für dieses bedauernswert hergenommene Land geprüft wird und zu gleicher Zeit, da man sachte und bescheiden, aber doch deutlich erkennbar wieder anfängt, die zwischenstaatlichen Handelsbeziehungen von den gröbsten Schlacken zu befreien. Aber nicht nur aus psychologischen, sondern auch aus unmittelbar praktischen Rücksichten sollte davon abgesehen werden, den Handelsvertrag mit Österreich zu beseitigen, weil darin doch offenbar ein Widerspruch zum Zweck des zur Liquidation der schweizerischen Aussenstände mit Österreich getroffenen Clearingabkommens⁵ läge. Die Industrie muss wünschen, dass ihre bei der Nationalbank in Wien liegenden Guthaben möglichst bald abgetragen werden können. Mit diesem Ziel wären die durch den Wegfall des Handelsvertrags immerhin entstehenden Erschwerungen einzelner Importe aus Österreich zweifellos nicht vereinbar.

Aus allen den dargelegten Erwägungen ist man in der Schweizerischen Handelskammer zur Ansicht gelangt, dass von einer Kündigung des Handelsvertrages im Österreich zurzeit abgesehen werden sollte. Insbesondere die Vertreter der Ostschweiz haben mit grösstem Nachdruck darauf hingewiesen, dass in ihren Kreisen eine Preisabgabe des Handelsvertrages nicht verstanden würde. Aber auch aus andern Landesteilen und Industrien ist sehr eindringlich davor gewarnt worden, die Brücke abzubrechen, nachdem einzelne Branchen nicht ohne Erfolg im Begriffe sind, das Geschäft mit Österreich auf einer den heutigen Verhältnissen entsprechenden Basis neu aufzubauen. Wir kennen keine Gründe, welche zur sofortigen Kündigung zwingen, und möchten Ihnen deshalb beantragen, damit bis auf weiteres zuzuwarten. Zu einer Teilrevision des Vertrages wird sich im Zusammenhang mit einer Regelung des Zahlungsverkehrs, der allerdings in dem Zustand, in dem er sich für das laufende Geschäft heute befindet, unmöglich belassen werden darf, ohne Zweifel Gelegenheit bieten, nicht zuletzt aber vielleicht auch im Zusammenhang mit den Zollpräferenzplänen für Österreich, die uns übrigens ein Grund mehr zu sein scheinen, an unserem auf der uneingeschränkten Meistbegünstigung beruhenden Handelsvertrag mit Österreich vorläufig festzuhalten.

4. Cf. n° 172.

5. Cf. n° 159.

181

E 7110 1/84

*Notice du Directeur de la Division du Commerce du Département de l'Economie publique,
W. Stucki, sur les négociations commerciales avec l'Italie*

ME

Bern, 6. Juli 1932

Gestern, den 5. dies habe ich mit den Herren Anzilotti¹ und Colombo eine sehr einlässliche Auseinandersetzung über die schweizerisch-italienischen Handelsbeziehungen gehabt. Ich habe die gegenwärtige Wirtschaftslage der Schweiz dargelegt, auf den ungeheuren Rückgang unseres Exportes aufmerksam gemacht und hervorgehoben, dass die Schweiz unmöglich ihre liberale Handelspolitik und die zum Teil daraus entstandenen grossen Defizite in den Handelsbilanzen mit gewissen Ländern weiter tragen könne. Deutschland habe dies nicht einsehen wollen, weshalb der Vertrag gekündigt werden musste². Frankreich habe es eingesehen und es sei kürzlich ein erträgliches Abkommen zum Abschluss gelangt³. Ähnlich sei es mit Belgien, Holland, der Tschechoslowakei, Polen und andern Staaten. Überall hätten wir uns bemüht, die Handelsbilanz zu verbessern, um nicht gezwungen zu sein, zum eigentlichen Kompensationsverkehr, d. h. zu einer Regelung zu gelangen, bei welcher wir dem einzelnen Land nur noch soviel abkaufen, wie es von uns bezieht. Wir seien grundsätzlich bereit, auch mit Italien eine ähnliche Regelung anzustreben. Wir hätten aber bis jetzt hiefür bedauerlich wenig Verständnis gefunden und auf unsere längst hängigen Begehren betreffend Reduktion der Kündigungsfrist⁴ und Entlassung aus der Zollbindung für Kunstseide und Seide⁵ nie eine Antwort erhalten. Dazu sei in letzter Zeit noch die dringende Notwendigkeit gekommen, uns gegen die ausserordentlich stark zunehmende Einfuhr von Salami zu schützen, die uns um so unerträglicher werde als der Konsum stark zurückgehe. Wenn die italienische Regierung sich nicht endlich bereit erkläre, uns in diesen paar Punkten rasch und weitgehend entgegenzukommen, so bliebe meines Erachtens kein anderer Ausweg, als uns durch Kündigung des Vertrages die nötige Handlungsfreiheit zu beschaffen. In diesem Falle bestünde natürlich die Gefahr, dass hüben und drüben eine Unzahl von Wünschen und Begehren geltend gemacht würden, die dann leicht zu einer Situation führen könnten, bei welcher wir wirklich nur noch in dem Ausmaße italienische Produkte kaufen könnten, in welchem Italien schweizerische Produkte beziehe. Ich verstünde deshalb wirklich nicht, weshalb sich Italien diesem Risiko aussetzen wolle und nicht entgegenkomme.

1. *E. Anzilotti, Inspecteur général au Ministère italien des Corporations.*

2. *Cf. n° 128 + AI + AII.*

3. *Cf. n° 177.*

4. *Cf. n° 147.*

5. *Cf. n° 131.*

Anzilotti behauptete, er hätte den Eindruck gehabt, unser Begehrn betreffend Dekonsolidierung des Zolls für Kunstseide sei nicht mehr aktuell, und was die Seide anbelangt, so glaubte er, das sei nur eine Verwechslung und beziehe sich auf Kunstseide. Jedenfalls habe man ihm nie gesagt, um welche Waren es sich handle und auch nicht betont, dass die Sache wichtig und dringlich sei.

Ich habe geantwortet, dass wir der Gesandtschaft in Rom schon mit Schreiben vom 30. Dezember 1931⁶ genaue Angaben und Instruktionen hätten zukommen lassen, und es sei nicht sehr wahrscheinlich, dass die Gesandtschaft diese Angaben (Position 447b des schweizerischen Tarifs) nicht an ihn weitergeleitet und auf die Wichtigkeit und Dringlichkeit der Sache hingewiesen hätte.

Im weitern nahm Anzilotti den Standpunkt ein, die von uns gestellten Begehrn brächten für Italien ein Opfer von über 100 Millionen Lire jährlich. Diese Ziffer ist natürlich phantastisch und wir haben dann gemeinsam folgende *Maximalrechnung* aufgestellt:

1./ Position 80a, Salami usw.

Eine Kontingentierung der Einfuhr auf 13 000 q jährlich gegenüber 22 000 q im Jahre 1931 würde den Wert dieser Einfuhr von 8,6 auf 5 Millionen reduziert, also

Mindereinfuhr

Fr. 3,6 Mill.

2./ Eine nach der Freigabe des Kunstseidenzolles vorgenommene schweizerische Zollerhöhung könnte schlimmstenfalls zu einer Verringerung der italienischen Einfuhr auf die Hälfte führen. Diese Einfuhr betrug im Jahre 1931 7,6 Millionen Fr., wovon die Ausfuhr nach Italien, die bekanntlich fast ausschliesslich italienische in der Schweiz veredelte Ware umfasst, im Betrage von 3,6 Millionen abzuziehen ist. Eine Produktion des verbleibenden Betrages auf die Hälfte gäbe einen

Ausfall von

Fr. 2,0 Mill.

3./ Die Einfuhr von Naturseide (Position 447b) aus Italien betrug 1931 Fr. 3,2 Millionen. Eine Reduktion auf die Hälfte gibt

Mindereinfuhr

Fr. 1,6 Mill.

Total-Mindereinfuhr aus Italien

Fr. 7,2 Mill.

oder ca. 25 Millionen Lire.

Ich habe eindrücklich darauf aufmerksam gemacht, dass eine Mindereinfuhr von 7 Millionen auf eine Totaleinfuhr von 180 Millionen ja kaum in Frage kommen könne und die italienisch-schweizerische Handelsbilanz nach wie vor für Italien ausserordentlich günstig, ja relativ gesprochen, die günstigste von allen Ländern bleibe. Dabei sei ja nicht einmal berücksichtigt, dass wir nicht eine auch nur annähernde prohibitive Zollerhöhung beabsichtigen, sodass eine Reduktion der Hälfte der Einfuhr zweifellos viel zu hoch gerechnet sei. Schliesslich wies ich dar-

6. En réalité du 21 décembre. Cf. n° 131.

auf hin, dass die Ausfuhr Italiens nach andern Ländern infolge von Devisenmassnahmen, Währungsentwertungen etc. ganz andere Einbussen erlitten hätte, ohne dass als Gegenwert eine für Italien äusserst wertvolle Stabilisierung der Restlieferungen vorhanden sei.

Der Bundesrat könnte es nicht verstehen, führte ich weiter aus, wenn sich die italienische Regierung, angesichts ihrer so ungewöhnlich günstigen Bilanz mit der Schweiz, weigere, uns die Möglichkeit zu geben, unsere Seiden- und Kunstseidenzölle, die schon in normalen Zeiten ganz ungewöhnlich niedrig waren, in der gegenwärtigen Krisenzeit dem Niveau der andern Länder anzupassen.

Was schliesslich die Position Salami anbelangt, so hob ich hervor, dass die Schweiz ja die Einfuhr aus veterinarpolizeilichen Gründen vollständig hätte sperren oder durch Einführung eines besonders niedrigen Kontingents noch wesentlich stärker hätte drosseln können, ohne dass Italien praktisch die Möglichkeit gehabt hätte, dagegen ohne Gefährdung seiner ganzen Ausfuhr nach der Schweiz zu remonstrieren. Wir hätten diesen Weg nicht beschritten, sondern der italienischen Regierung unsere Nöte und Wünsche offen und freundschaftlich dargelegt und sie um Entgegenkommen gebeten. Man soll uns nicht zwingen diesen Weg zu verlassen und Italien gegenüber Massnahmen zu ergreifen, die wir andern Staaten gegenüber längst angewendet haben. Selbstverständlich sei eine Lösung der Schwierigkeiten nur möglich, wenn sich die italienische Regierung sehr grosszügig einstelle und vom Gedanken ausgehe, es sei besser, eine verhältnismässig geringe Verminderung des Aktivsaldo mit der Schweiz in Kauf zu nehmen, um sich den grossen Rest zu sichern, als uns zu Schritten zu treiben, die zu einer unendlich viel grösseren Drosselung der Ausfuhr nach der Schweiz führen müssten.

Ich glaube, dass meine Darlegungen auf die beiden Herren Eindruck gemacht haben. Jedenfalls erklärten sie sich bereit, die drei aufgeworfenen Fragen sehr rasch und wohlwollend in Bearbeitung zu nehmen und uns bis spätestens Ende dieses Monats bestimmte Antwort zu erteilen.

182

E 2001 (C) 3/164

*Le Président du Directoire de la Banque nationale, G. Bachmann,
au Chef du Département des Finances, J.-M. Musy*

*Copie
L Sr/AK*

Zürich, 12. Juli 1932

In der Angelegenheit der Abänderung des ungarisch-schweizerischen Clearing-abkommens¹ beeihren sich die an den Verhandlungen in Budapest und Zürich be-

1. Un arrangement modifiant l'accord de clearing entre la Suisse et la Hongrie a été conclu à Zurich le 28 juin précédent (RO, 1932, vol. 48, p. 384).

Sur les négociations de clearing avec la Hongrie, cf. aussi nos 158 et 170.

teiligten Funktionäre der Nationalbank, Ihnen folgende Bemerkungen zur gefl. Kenntnisnahme und Prüfung zu unterbreiten.

Wir sind von den Bedenken und Widerständen, die nunmehr nachträglich von der Eidgenössischen Getreideverwaltung gegen die behördliche Ratifizierung des abgeänderten Clearingabkommens erhoben werden, unterrichtet worden.

Wie Sie wissen, wurden die Abänderungsvorschläge, die in den beiden Erklärungen der Unterhändler vom 28. Mai² und 28. Juni³ a.c. für den ungarisch-schweizerischen Notenwechsel enthalten sind, anlässlich der Verhandlungen mit den Vertretern Ungarns, teils unter Beisein eines Delegierten des Eidg. Volkswirtschaftsdepartementes, Herrn Dr. Vieli, teils in gemeinsamen Beratungen mit den von der Eidg. Getreideverwaltung abgesandten Sachverständigen, den Herren Böhi und Wehrli (Müller), Dr. Fleischmann und Liechti (Getreidehändler), abgefasst.

Ganz abgesehen davon, dass die gegen die getroffenen Vereinbarungen gerichtete Kritik einer Desavouierung der schweizerischen Unterhändler ähnlich sieht, ist vor allem hervorzuheben, dass die daraus resultierenden Schwierigkeiten eine unmittelbare Gefährdung der bestehenden Clearingverhältnisse in sich schliessen, über deren Tragweite man sich mit Rücksicht auf die ohnehin schon stark betroffenen Exportinteressen wohl Rechenschaft geben muss.

Wie sehr sich die Verhältnisse im Clearingverkehr in den letzten Wochen und Monaten verschlimmert haben, mögen folgende Zahlen darlegen:

Seit dem 7. April 1932, welches Datum in die Zeit der ersten Verhandlungen mit Ungarn fällt, stieg der Betrag des Saldos der schweizerischen Exportforderungen, die von den ungarischen Warendschuldern bei der Ungarischen Nationalbank erlegt wurden, von 6,62 Millionen Franken auf 9,44 Millionen Franken am 7. Juli a.c. Dazu kommen an diesem Tage angemeldete, bei der Ungarischen Nationalbank noch nicht einbezahlte Forderungen in der Höhe von Fr. 7,3 Millionen, so dass sich der Forderungsbetrag am 7. Juli a.c. insgesamt auf Fr. 16,77 Millionen erhob. Um den Betrag des bei der Ungarischen Nationalbank liegenden Forderungssaldos von Fr. 9,44 Millionen auf Grund des jetzigen Verteilungsschlüssels von einem Drittel zugunsten der Schweiz, und zwei Dritteln zugunsten Ungarns abbezahlen zu können, wäre eine Einfuhr aus Ungarn in der Höhe von Fr. 28,3 Millionen erforderlich. Berücksichtigt man dazu die bei der Ungarischen Nationalbank noch nicht einbezahlten Beträge von Fr. 7,3 Millionen, so würde die Abdeckung des gesamten Guthaben-Saldos in Ungarn eine Einfuhr von Fr. 50,1 Millionen bedingen. Vom Januar bis Mai a.c. betrug die durchschnittliche monatliche Einfuhr Fr. 1,3 Millionen. Auf Grund der gegenwärtigen Einfuhr würde somit die Heimschaffung der bei der Ungarischen Nationalbank liegenden Guthaben schweizerischer Exporteure eine Zeitspanne von nahezu zwei Jahren beanspruchen. Während bis am 7. Juli bei der Ungarischen Nationalbank für 12,67 Millionen Franken einbezahlt wurden, erreichten am selben Tage die an

2. Non retrouvé.

3. Non reproduit.

die schweizerischen Exporteure ausbezahltan Beträge auf Grund der jetzigen Clearingbestimmungen insgesamt erst 3,23 Millionen Franken.

Es ist augenscheinlich, dass eine Abtragung des beständig anwachsenden Guthabensaldos zugunsten der Schweiz ohne Abänderung des Clearingabkommens nicht ins Auge gefasst werden kann. Diese hinwiederum bedingt aber gewisse Verpflichtungen seitens der Schweiz, vorübergehend den Import aus Ungarn zu steigern, während anderseits Ungarn einem weiteren Anschwellen des Guthabensaldos mittelst Dekretierung von Einfuhrbeschränkungen vorzubeugen versucht.

Einer Änderung des Handelsverkehrs im Sinne der zeitweiligen Einfuhrverstärkung von ungarischen Produkten kann nur so wirksame Gestalt verliehen werden, dass man die Einfuhrsteigerung bei den zwei wichtigsten Positionen, nämlich bei den Ochsen und beim Getreide, vornimmt. Die Steigerung anderer Importe kann in Anbetracht des hohen, abzutragenden Guthabensaldos nur komplementären Charakter haben.

Wir dringen ganz besonders auf die Berücksichtigung dieser Forderung, weil mit dem Abschluss des Clearingabkommens und seiner Durchführung zwangsläufig eine gewisse Verantwortung des Bundes und der Nationalbank verbunden ist. Es ist längst kein Geheimnis mehr, dass das ungarisch-schweizerische Clearingabkommen die Erwartungen hüben und drüben, so gut bei der Nationalbank wie in den Exportkreisen, getäuscht hat.

Was zum ersten die Forderung der Vieheinfuhr anbelangt, ist in den Verhandlungen von Ende Mai dieses Jahres, denen auch Herr Dr. Flückiger, Direktor des eidg. Veterinäramtes, beigewohnt hat, den Ungarn eine Einfuhr von insgesamt 2400 Stück Ochsen bis Ende August 1932 zugesagt worden, was einer wöchentlichen Einfuhr von rund 220 Stück Ochsen entspricht.

Es hat überrascht, dass trotz dieses Versprechens einer amtlichen Meldung gemäss ab 25. Juli neuerdings eine vollständige Einfuhrsperrre für Vieh verhängt werden soll. Damit bleibt eine der Bedingungen, mit der die Schweiz die Erhöhung der ihr aus den Einzahlungen bei der schweizerischen Nationalbank zustehenden Quote von einem Drittel auf zwei Dritteln erkaufte, unerfüllt, was an und für sich schon einer erheblichen Beeinträchtigung des an den Verhandlungen zugunsten der schweizerischen Exportgläubiger erzielten Erfolges gleichkommt.

Weit schwerwiegender aber wäre die Tatsache, wenn nun auch in bezug auf den Getreideimport, der nach der Erklärung vom 28. Juni a. c. gegenüber der Einfuhr von Ende Mai a. c. eine beträchtliche Steigerung erfahren würde, noch weitere Abstriche an den vereinbarten Kontingenten vorgenommen würden. Wie bereits erwähnt, nahmen an den Verhandlungen, die dazu geführt haben, Ungarn ein Getreidekontingent von insgesamt 67 500 Tonnen Getreide zuzusprechen, die von Mitte Juli 1932 bis Ende Februar 1933 zur Einfuhr gelangen sollten, neben Herrn Dr. Vieli als Vertreter des Eidg. Volkswirtschaftsdepartements, auch die eingangs genannten Herren Böhi, Wehrli, Dr. Fleischmann, und Liechti als Sachverständige der Eidg. Getreideverwaltung, teil. Diese Verhandlungen konnten nur unter der Bedingung zu einem günstigen Abschluss geführt werden, dass die Schweiz zur Bezahlung eines kleinen Überpreises auf den Weltmarktpreis der

betr. Qualität Getreide einwilligte. Die Grundlage der Verhandlungen bildete die Erklärung von Herrn Dr. Vieli, Vertreter des Eidg. Volkswirtschaftsdepartementes, gemäss welcher man in Bern mit der Bezahlung eines Überpreises unter der Voraussetzung einverstanden sei, dass dadurch der gegenwärtige Brotpreis keine Erhöhung erfahre. Diese Stellungnahme Berns wurde damit begründet, dass die derzeitigen Getreidepreise einen Brotpreisabschlag ermöglichen würden. Der Ungarn zu bewilligende Überpreis stellt somit nach den Erklärungen des behördlichen Vertreters und der Sachverständigen eine ungefähre Kompensation des bestehenden, im Brotpreis aber noch nicht eskomptierten Rückganges des Getreidepreises dar.

Während bei der Abklärung der Frage über die Begrenzung dieses Preiszu- schlages die Sachverständigen der Ansicht waren, dass eine Überzahlung des ungarischen Getreides in der Höhe von Fr. 2.50 pro 100 Kilogramm auf der Basis eines Grundpreises von Fr. 13.75 pro 100 Kilogramm Manitoba II Atlantic den Brotpreis in der Schweiz nicht erhöhen würde, vertraten die schweizerischen Unterhändler den Standpunkt, dass zur Wahrung aller Vorsicht der Grundpreis des Getreides maximal auf Fr. 12.50 pro 100 Kilogramm festgesetzt werden soll. Auf diese Weise soll unter allen Umständen verhindert werden, dass lediglich wegen der Abnahme ungarischen Getreides eine Steigerung des Brotpreises eintrete. Es blieb somit seitens der schweizerischen Unterhändler nichts unversucht, die Interessen unseres Landes in weitgehendstem Masse zu wahren. Dies berechtigt wohl zur Annahme, dass es nicht allzu schwer fallen sollte, eine loyale Einhaltung der Versprechen, die den ungarischen Vertretern mitgegeben wurden, zuzusichern. Andernfalls würde die Lage im Clearingverkehr mit Ungarn für die Schweiz auf die Dauer nachgerade unhaltbar werden, und es bliebe alsdann als einziger Ausweg aus der heutigen Situation die Kündigung des Abkommens, zu dessen Liquidierung aber wiederum eine Reihe beträchtlicher Schwierigkeiten zu überwinden wären. Die Kündigung wäre aber einer nochmaligen Verschlechterung des Abkommens bei weitem vorzuziehen.

Wir bitten Sie, hochgeachteter Herr Bundesrat, diesen dargelegten Tatsachen Ihre volle Aufmerksamkeit zu schenken und Ihren Einfluss im Hinblick auf die für den Abschluss des redigierten Abkommens erforderlichen Beschlüsse im Sinne der Genehmigung der Vorschläge der schweizerischen Unterhändler geltend machen zu wollen.

12 JUILLET 1932

183

E 2001 (C) 3/164

*Le Vorort de l'Union suisse du commerce et de l'industrie,
au Conseil fédéral¹*

Copie
L Hu/K

Zürich, 12.Juli 1932

Ungarn: Devisen

Mit einem Erstaunen haben wir aus verschiedenen Pressemeldungen ersehen, dass die Ratifikation des neuen Clearingabkommens mit Ungarn² im Schoss des Bundesrates erheblichen Schwierigkeiten³ begegnet ist, und nicht weniger üerrascht hat uns die gleichzeitige Meldung, dass der Bundesrat neuerdings die vollständige Schliessung der Grenze für die Vieheinfuhr vom 25. Juli an beschlossen hat⁴.

Der Vorort kann nicht unterlassen, sein Befremden⁵ über diese Sachlage zum Ausdruck zu bringen und möchte sich dazu noch folgende Ausführungen gestatten:

Der zugunsten schweizerischer Exporteure nach Ungarn bei der Ungarischen Nationalbank in Budapest aufgelaufene Saldo beträgt annähernd 10 Millionen Franken. Diese Guthaben auf anderem Wege, als durch den Clearing aus Ungarn herauszubringen, ist aber schlechterdings ausgeschlossen. So wie der Clearing heute funktioniert, ist es aber ebenfalls ausgeschlossen, dieses Guthaben in absehbarer Zeit zu liquidieren. Das wäre nur möglich, wenn eine Erhöhung der dem Clearing zufallenden Quote von $\frac{1}{3}$ auf $\frac{2}{3}$ stattfinden könnte, wozu sich ja Ungarn grundsätzlich bereit erklärt hat. Die Zugeständnisse, die Ungarn für dieses Entgegenkommen hinsichtlich des Schlachtvieh- und des Getreideimportes gemacht werden mussten, wurden anlässlich der Verhandlungen mit Zustimmung der zuständigen Stellen gemacht, und es durfte deshalb erwartet werden, dass der Ratifikation des neuen Abkommens wenigstens schweizerischerseits Schwierigkeiten nicht im Wege stehen würden. In dieser Erwartung sieht sich nun die schweizerische Exportindustrie durch die neuesten Verfügungen und Beschlüsse schwer getäuscht. Die Lage ist umso bedenklicher, als durch die seither erlassene

1. Lettre signée par le Président, J. Syz et par le 1^{er} Secrétaire, O. Hulftegger.

Remarque manuscrite de Motta: Die Opposition kam und kommt vom Finanzdepartemente. Ich finde, dass diese Art des Gebarens an den Bundesrat kaum annehmbar ist. 13.VII.32.

2. Cf. n° 182.

3. Cf. n° 185.

4. Nous n'avons pas trouvé de décision officielle confirmant cette affirmation du Vorort.

Lors de sa séance du 13 juin précédent, le Conseil fédéral, sur proposition de Schulthess et malgré l'opposition de Minger, avait décidé de lever l'interdiction d'importation concernant le bétail, mais à titre provisoire (pendant 6 à 7 semaines) et compte tenu des nécessités du trafic de clearing avec la Hongrie (E 1004 1/334).

5. Remarque de Motta dans la marge:!

nen Einfuhrbeschränkungen in Ungarn der schweizerische Export einen für ihn wichtigen Markt dauernd verlieren müsste. Wäre die Wirksamkeit des Clearings im Sinn des getroffenen Abkommens erhöht worden, so hätte wenigstens ein bescheidener Export auch künftig aufrecht erhalten werden können. Wir bitten Sie sehr, nicht zu übersehen, dass es sich nicht nur um die Hereinbringung von Guthaben im Betrag von mindestens 10 Millionen Franken handelt, sondern auch um die dauernde Beibehaltung eines Absatzgebietes. Die schweizerische Industrie hat wahrlich keinen Grund, unter den heutigen Verhältnissen auch nur auf die bescheidenste Exportmöglichkeit zu verzichten, und die schweizerische Volkswirtschaft insgesamt hat dasselbe Interesse. Die Exportziffern für den Monat Juni sprechen diesbezüglich eine leider allzu deutliche Sprache.

Zu diesen Tatsachen, die uns mit schwerer Sorge erfüllen, tritt eine weitere Erwägung. Wir befürchten, dass durch das Verhalten schweizerischerseits Ungarn alle weiteren Verhandlungen ablehnen wird, und dass es insbesondere unmöglich sein wird, von Ungarn auch nur annähernd gleichwertige Konzessionen wie die Bewilligung der Quote von $\frac{2}{3}$ zugunsten des Clearings zu erhalten. Wir befürchten sehr, dass das schweizerische Verhalten in Ungarn einen etwas eigentümlichen Eindruck erwecken wird. Dass unmittelbar nach dem Abschluss von Verhandlungen, im Verlauf derer die schweizerischen Regierungsvertreter von sich aus die Einfuhr von 2400 Schlachtochsen zugestanden haben, die Sperrung der Grenze verfügt wird, bevor zum Abkommen selbst Stellung genommen wurde, muss in Ungarn unzweifelhaft den Eindruck aufkommen lassen, dass schweizerischen Versprechen kein allzugrosses Vertrauen entgegengebracht werden darf. Dasselbe gilt hinsichtlich der Konzession für die Abnahme von Weizen. Da die Schweiz in Verhandlungen mit dem Ausland immer Wert auf die Einhaltung gegebener Versprechungen gelegt hat, scheint uns das Vorgehen gegenüber Ungarn ein Präjudiz zu bilden, das für die Schweiz – ganz abgesehen vom konkreten Fall – ausserordentlich unerfreuliche Folgen haben kann. Wir erachten es als unsere Pflicht, unserm Befremden einem solchen Vorgehen gegenüber Ausdruck zu geben.

15 JUILLET 1932

184

E 7110 1/129

*Notice du Directeur de la Division du Commerce
du Département de l'Economie publique, W. Stucki,
pour le Conseiller fédéral R. Minger¹*

*Copie**No*

Bern, 15. Juli 1932

Kompensationsabkommen mit Ungarn

Soeben erhalte ich Kopie des Schreibens der eidg. Getreideverwaltung an das Finanzdepartement vom 12. Juli², zu welchem ich folgendes bemerke:

1./ Die Getreideverwaltung bestätigt ausdrücklich, dass wir nicht etwa von uns aus Experten³ beigezogen haben, sondern sie um Vorschläge batzen, die wir auch ohne weiteres berücksichtigten. Die vorgeschlagenen Herren wurden nicht von uns, sondern von der Getreideverwaltung zu den Verhandlungen aufgeboten. Ob diese den betreffenden Herren Instruktionen erteilt hat oder nicht, ist mir selbstverständlich unbekannt.

2./ Ich habe nie behauptet, es habe sich bei diesen Experten um Vertreter der Getreideverwaltung gehandelt und es sei letztere durch die Stellungnahme der

1. Remplaçant du Chef du Département de l'Economie publique, Schulthess.

2. Dans cette lettre, le directeur de l'Administration fédérale des blés, W. Laesser, prétendait que les experts qui avaient participé aux négociations avec la Hongrie étaient mandatés par la Division du Commerce et non par l'Administration des blés (rattachée au Département des Finances et des Douanes): [...] /

1. Ich bin sehr überrascht, dass man versucht, die Sache so darzustellen, als ob die zu den Verhandlungen mit Ungarn beigezogenen Sachverständigen Experten der Getreideverwaltung gewesen seien. Die Art und Weise, wie Herr Direktor Stucki diese Sachverständigen anforderte, beweist, dass sie nicht für die Getreideverwaltung, sondern für die Handelsabteilung gearbeitet haben. [...]

4. Ich lehne es ab, irgendwelche Verantwortung für das zu übernehmen, was die Sachverständigen in Zürich vertreten haben. Ich habe diese Sachverständigen der Handelsabteilung bloss vorgeschlagen und sie auf besondern Wunsch des Direktors der Handelsabteilung in seinem Namen aufgeboten, ihnen jedoch keinerlei Instruktionen erteilt.

Offenbar hat ursprünglich auch der Direktor der Handelsabteilung die Überzeugung gehabt, die von ihm beigezogenen Getreidesachverständigen seien keine Vertreter der Getreideverwaltung, und was sie in Zürich gesagt haben, verpflichtete die Getreideverwaltung zu nichts. Wenn diese richtige Auffassung bei der Leitung der Handelsabteilung nicht bestanden hätte, so hätte sie ja gar keinen Grund gehabt, den Vertragsentwurf am 29. Juni 1932 der Getreideverwaltung zu unterbreiten, mit der Bitte, den Entwurf zu prüfen und ihr bis zum 4. Juli ihre Auffassung bekanntzugeben.

5. Ich bin davon überzeugt, dass nicht nur bedauerliche Missverständnisse unterblieben, sondern auch materiell bessere Ergebnisse erzielt worden wären, wenn der schweizerischen Delegation der Direktor oder Vice-Direktor der Getreideverwaltung als Experte für Getreidefragen beigegeben worden wäre. Vielleicht zieht man zuständigen Ortes aus dem Vorkommnis für zukünftige Verhandlungen die richtigen Schlüsse. (E 7110 1/128).

3. Pour les noms de ces experts cf. n° 182.

Experten verpflichtet. Ich habe lediglich beanstandet, dass die Getreideverwaltung, päpstlicher als der Papst, ein Abkommen sabotiere, weil es technisch und wirtschaftlich unrichtig sei, obschon es von den von ihr selber vorgeschlagenen Experten bearbeitet und gutgeheissen worden war.

3./ Wenn unter Ziffer 5⁴ die Getreideverwaltung behauptet, der Fehler liege darin, dass man nicht ihren Direktor oder Vizedirektor als Experten beigezogen habe, so wirkt dies geradezu komisch, nachdem sie zugestandenermassen um Vorschläge ersucht worden ist und mit keinem Worte angedeutet hat, sie möchte dieses Expertenmandat selber übernehmen. Herr Lässer hat vielmehr ausdrücklich erklärt, er sei froh nicht selber gehen zu müssen.

4. Cf. n. 2 ci-dessus.

185

E 1004 1/335

*CONSEIL FÉDÉRAL
Procès-verbal de la séance du 16 juillet 1932¹*

1197. Ungarn. Clearingabkommen

Volkswirtschaftsdepartement. Antrag vom 6. Juli 1932

(Siehe Protokoll der Sitzung vom 11. Juli 1932)²

Das Volkswirtschaftsdepartement berichtet:

«Mit unserem Antrag vom 1. April³ ds. Js. für die Festsetzung der Instruktionen an die Delegierten für die Unterhandlungen mit Ungarn haben wir Ihnen die Gründe auseinandergesetzt, welche eine Modifikation des schweizerisch-ungarischen Clearingabkommens vom 14. November 1931⁴ notwendig machen. In der Sitzung des Bundesrates vom 5. April⁵ wurden diese Instruktionen gutgeheissen.

1. Absents: Schulthess et Häberlin.

2. Voici ce procès-verbal:

M. le suppléant du chef du département de l'économie publique communique que MM. Stucki et Wetter, actuellement à Berlin, se prononcent catégoriquement contre une reprise des négociations pour la révision du clearing avec la Hongrie. Ils préféreraient encore la dénonciation pure et simple, dans l'idée que peut-être le gouvernement hongrois proposerait alors de rouvrir les négociations.

Après discussion, le conseil prend acte de l'intention de M. le chef du département des finances d'entendre encore à ce sujet M. Bachmann, président de la direction de la banque nationale, et décide qu'au cas où il renoncerait à son opposition, la convention serait approuvée par décision présidentielle (E 1004 1/335).

3. Non reproduit. Cf. E 1001 1, EVD, 1.4.-31.7.1932.

4. Cf. n° 124.

5. Cf. procès-verbal de la séance in E 1004 1/333.

In der Folge haben sich die Verhandlungen immer weiter hingezogen, wobei sich die Notwendigkeit ergab, der ungarischen Regierung gewisse Konzessionen hinsichtlich der Einfuhr ungarischer Produkte in die Schweiz zu machen, um dadurch die Bereitwilligkeit Ungarns zur Abänderung des Abkommens in dem von uns gewünschten Sinne zu erkaufen. Diese Konzessionen bezogen sich in allererster Linie auf die Einfuhr von Vieh und Getreide aus Ungarn.

Was die Vieheinfuhr anbelangt, so konnten wir den sehr weitgehenden Forderungen der ungarischen Delegation nur in ganz beschränktem Umfange entsprechen. Das Ergebnis der sehr hartnäckig geführten Verhandlungen liegt in Artikel I der «Erklärung für die zwischen den beidseitigen Regierungen auszuwechselnden Note» vom 28. Juni⁶ vor. Es handelt sich bei diesem Artikel mehr um eine moralische Genugtuung, die wir der ungarischen Delegation gewähren mussten, denn es besteht offenbar wenig Wahrscheinlichkeit, dass wir tatsächlich 2400 Stück Gross-Schlachtvieh aus Ungarn in der Zeit bis zum 31. August ds. Js. einführen können.

Die zweite bei weitem wichtigere Konzession betrifft die Getreideeinfuhr, wo bei auch die Schweiz an derselben insofern in erheblichem Masse interessiert ist, als dadurch der Clearingverkehr tatsächlich in sehr fühlbarer Weise alimentiert werden könnte.

Die Schwierigkeiten hinsichtlich der ungarischen Weizeneinfuhr liegen sowohl in der Qualität des ungarischen Weizens wie auch in der Preisfrage begründet. Zu den Verhandlungen mit der ungarischen Delegation haben wir infolgedessen sowohl zwei Vertreter der schweizer. Müllerschaft wie auch zwei Vertreter der Getreideimporteure zugezogen. Artikel II der vorliegenden Erklärung ist denn auch, wie sich schon aus dem technischen Charakter desselben ergibt, von diesen Fachleuten gemeinsam mit zwei ungarischen Getreidefachleuten ausgearbeitet worden.

Die Vertreter des Müllereigewerbes erklärten uns, dass die Bedingungen dieses Artikels natürlich für die Mühlenindustrie eine Belastung und ein Opfer bedeuten, dass die Müllerschaft jedoch bereit sei, im Interesse der schweizer. Exportindustrie und aus Solidarität für die gesamte schweizerische Wirtschaft dieses Opfer auf sich zu nehmen. Eine Brotpreiserhöhung würde dadurch nicht bedingt, dagegen werde ein in absehbarer Zeit wahrscheinlicher Mehlpreisabschlag verhindert oder zum mindesten auf längere Zeit verzögert.

Die aufgestellte Erklärung weist in Bezug auf einen Punkt noch eine Lücke auf. Gemäss einer ungarischen Verfügung, die vom internationalen Eisenbahnamt genehmigt wurde, dürfen Frachten aus Ungarn durch die ungarischen Exporteure nur bis an die Grenze bezahlt werden. Wir haben in den Verhandlungen jedoch immer darauf gedrungen, dass der ungarische Weizen bis an die schweizer. Grenze frachtfrei geliefert werden müsse. Die ungarische Delegation erklärte, dass sie für Transportspesen auf den österreichischen Bahnen ihre in Österreich gesperrten Schillingguthaben verwenden möchte. Die ungarische Regierung hätte mit den

6. Non reproduit.

Österreichischen Staatsbahnen in diesem Sinne bereits Fühlung genommen und eine Lösung auf dieser Basis sei durchaus wahrscheinlich. Selbstverständlich könnte schweizerischerseits das Abkommen nur unter der Voraussetzung genehmigt werden, dass Ungarn mit Österreich hinsichtlich der Transportspesen bei den Österreichischen Staatsbahnen eine Einigung erziele, bzw. dass uns der Weizen bis an die Schweizer Grenze frachtfrei geliefert werde.

Wir haben den Entwurf des modifizierten Abkommens sowie die bereits erwähnte Erklärung der eidg. Getreideverwaltung zur Begutachtung unterbreitet, welche zu dem Vertragsentwurf nunmehr das in Abschrift vorgelegte Schreiben an uns gesandt hat, um ihre Bemerkungen zu demselben anzubringen. Zu den Einzelheiten dieses Schreibens können wir uns mit Rücksicht auf den technischen Charakter natürlich nicht äussern. Wir möchten nur darauf hinweisen, dass der unter II. des Schreibens der Getreideverwaltung⁷ erwähnte Grundpreis von Fr. 12.50 nicht heute schon zur Anwendung käme, sondern die obere Limite des Grundpreises darstellt auf dem ein Überpreis von Fr. 2.50 bezahlt würde. Beim heutigen Stand des Manitobapreises würde somit der Überpreis von Fr. 2.50 zu dem von der Getreideverwaltung angeführten Betrag von Fr. 11.64 hinzugerechnet werden. Der in der Erklärung unter Ziffer 3 von Artikel II angenommene Grundpreis von Fr. 12.50 gilt nur für den Fall, dass der Preis für Manitoba II wiederum diese Höhe erreichen sollte. Würde dies zutreffen, so würde der festgesetzte Überpreis im gleichen Verhältnis reduziert werden, so dass als Endlösung nie ein höherer Gesamtpreis als Fr. 15.– (Grundpreis plus Überpreis) bezahlt würde.

Im weitern gestatten wir uns noch hervorzuheben, dass beim heutigen Preise von Manitoba II der Gesamtnutzen für die schweizer. Exportindustrie nicht etwas über 5 Millionen ausmachen würde, wie die Getreideverwaltung ausrechnet, sondern ziemlich genau 6,36 Millionen.

Wir sind uns gemeinsam mit den Vertretern des Müllergewerbes und der Getreideimporteure wohl bewusst, dass der vorgeschlagene Vertrag ein entschiedenes Opfer bedeutet. Anderseits ist jedoch die Lage der schweizer. Exportindustrie derart kritisch, dass mit allen Mitteln getrachtet werden muss, die sehr grossen Aussenstände im Clearingverkehr hereinzubringen. Der ungedeckte Saldo im ungarisch-schweizerischen Clearingabkommen⁸ belief sich am 30. Juni auf rund 9 288 000 Fr., wozu noch nicht einbezahlte, aber bei der Nationalbank bereits angemeldete Forderungen im Betrage von rund 7 529 000 Fr. kommen. Unsere Exportindustrie hat also in Ungarn Aussenstände in der Höhe von rund 16 817 000 Fr. Es liegt auf der Hand, dass der mangelnde Eingang so hoher Summen sehr schwer auf unserer Exportindustrie lastet, welche uns denn auch geradezu bestürmt, für ein besseres Funktionieren des Clearingverkehrs zu sorgen und sehr oft auch verlangt, der Bund möchte diese Aussenstände zu seinen Lasten übernehmen.

Könnte der vorliegende Entwurf nicht zu einem Vertragsabschluss führen, so müssten wir das Abkommen mit Ungarn kündigen, wofür die Frist am 20. Juli

7. Lettre de l'Administration des blés à la Division du Commerce, du 4 juillet 1932 (E 7110/128).

8. Sur ce point cf. n° 182.

ds.Js. abläuft. An diesem Tage könnte das Abkommen auf den 1. August 1932 gekündigt werden. Welche Folge sich aus einer Kündigung des Abkommens ergeben würde, lässt sich heute noch schwer übersehen. Die schweizer. Delegierten erklärten den Vertretern Ungarns, dass man in der Folge ein ähnliches Abkommen wie mit Österreich treffen müsste und dadurch die gesamte ungarische Einfuhr in die Schweiz für die Liquidierung des Saldos verwenden würde. Die ungarischen Vertreter beantworteten diese Drohung mit der Erklärung, dass sie darauf niemals eintreten könnten und sich gezwungen sähen, unter solchen Umständen die Ausfuhr nach der Schweiz gänzlich zu untersagen.

Beifügen möchten wir noch, dass die ungarische Regierung das Abkommen am letzten Freitag, den 1. Juli bereits genehmigt hat und dass die beiden schweizer. Delegierten, die Herren Prof. Bachmann und Nationalrat Wetter, die Annahme des Entwurfes lebhaft empfehlen.

Angesichts der grossen Summen, welche die schweizer. Exportindustrie in Ungarn ausstehend hat, sowie im Hinblick auf die sehr ernste Lage vieler Industriekreise, die am Export nach Ungarn stark interessiert sind *beantragen* wir, der Bundesrat möge der am 28. Juni 1932 getroffenen Vereinbarung zur Abänderung des schweizerisch-ungarischen Abkommens für die Zahlungsregulierung aus dem schweizerisch-ungarischen Warenverkehr vom 14. November 1931 (Beilage I)⁹ sowie der dieser Vereinbarung beigefügten vertraulichen Erklärung der beiden Delegationen (Beilage II)¹⁰ unter der obenerwähnten Voraussetzung, dass der Weizen frachtfrei an die Grenze geliefert werde, seine Genehmigung erteilen.»

M. le *président* communique que l'entretien¹¹ qui a eu lieu entre M. Bachmann et M. le chef du département des finances n'a pas eu pour résultat de faire revenir celui-ci sur sa décision. Le conseil aura donc à se prononcer.

Depuis la dernière séance, il est parvenu:

1^o une lettre de M. Bachmann¹² qui recommande l'approbation de l'accord; 2^o une lettre du directoire de l'union suisse du commerce et de l'industrie¹³ qui est conçue dans le même sens, mais rédigée en des termes inadmissibles; 3^o une lettre de M. Jöhr¹⁴, directeur du «Crédit suisse», d'après laquelle les grandes banques prendraient à leur charge le supplément de prix consenti sur le blé hongrois jusqu'à concurrence de 675 000 fr. à condition qu'on leur attribue, à valoir sur leurs créances bloquées en Hongrie, 5 millions sur les 6.36 millions qui seront libérés par les achats de blé.

M. le *chef-suppléant du département de l'économie publique*¹⁵ déclare qu'il est impossible de prendre l'offre des banques en considération sans fausser entière-

9. Non reproduit. Publié in RO, 1932, vol. 48, p. 384.

10. Non reproduit.

11. Cf. n. 2 ci-dessus.

12. Du 12 juillet. Cf. n° 182.

13. Du 12 juillet. Cf. n° 183.

14. Non retrouvé.

15. Minger.

ment le sens de l'opération, qui doit servir à encourager le travail en Suisse et non pas à dégrever les banques.

En ce qui concerne l'accord lui-même, on peut envisager trois solutions: 1^o l'approbation; 2^o la réouverture des négociations; 3^o le rejet. La seconde est celle qui a été adoptée par le conseil dans sa séance du 9 juillet¹⁶. Mais nos négociateurs estiment qu'elle ne saurait aboutir à un résultat, la Hongrie ayant engagé avec la France, l'Allemagne et l'Italie des négociations dont elle espère tirer un profit appréciable. Ils font observer en outre que si l'on n'assure pas à la Hongrie un prix intéressant pour son blé, elle ne nous en vendra pas, et l'accord deviendra inopérant. MM. Stucki et Wetter ajoutent que si le conseil passait outre à ces arguments, ils demanderaient l'envoi d'autres délégués pour une reprise des négociations. Dans ces conditions, il apparaît que la décision du 9 juillet doit être révisée. Il ne reste donc plus qu'à choisir entre l'approbation et le rejet. Mais cette dernière solution suppose que la Hongrie nous demanderait de rouvrir les négociations et offrirait des conditions meilleures. Or ceci n'est pas du tout certain, en sorte que nous risquerions une dénonciation de la convention de clearing, avec toutes ses fâcheuses conséquences. Dans ces conditions, M. Minger propose au conseil de revenir sur sa décision du 9 juillet et d'approuver l'accord.

M. le *chef du département des finances et des douanes* exprime d'abord le regret que l'administration des blés n'ait pas été représentée elle-même aux négociations, car on ne pouvait demander aux experts du commerce et de la meunerie attachés aux négociateurs de défendre les intérêts de la collectivité. Quant au fond l'accord porte sur une somme de 6.36 millions, prix du blé que nous nous engageons à acheter en Hongrie. Mais comme nous ne libérerons sur nos crédits bloqués que deux tiers de cette valeur, notre créance ne sera diminuée que de 5 millions. Il faut considérer, en outre, que ce blé sera payé à un prix supérieur de 2 fr. 50 au prix mondial. En conséquence, les meuniers ne pourront pas opérer la baisse escomptée sur la farine, qui devait se traduire par une différence de 1 c. par kg de pain. Les consommateurs de pain auront ainsi à payer 3 millions pour permettre aux exportateurs de récupérer 5 millions sur leurs créances. Cette manière de sauver les industriels en augmentant le prix de la vie est incompatible avec la politique de la baisse des traitements, qui suppose une baisse du coût de la vie. Enfin, l'opération exige que l'administration des blés exerce une contrainte sur les meuniers pour répartir une marchandise dont le prix est excessif. Il est déjà insolite que le blé, du blé étranger, doive être vendu aux moulins à un prix dépassant le prix mondial, alors que ce dernier sert de base à la reprise du blé indigène par les meuniers. Et surtout, la contrainte qui sera exercée sur ceux-ci est absolument anormale. L'administration des blés pourrait admettre tout au plus un écart de 1 fr. Dans ces conditions, M. Musy maintient son opposition à l'accord.

M. le *chef du département des postes et des chemins de fer*, tout en regrettant qu'on n'ait pas maintenu le contact avec les banques pendant les négociations, est d'accord pour refuser l'offre de ces dernières. On aurait pu l'examiner si les enga-

16. Procès-verbal non reproduit. Cf. E 1004 1/335.

gements des banques en Hongrie provenaient d'avances faites à nos exportateurs. Mais tel n'est pas le cas, ces engagements découlant de prêts faits à des entreprises hongroises. Quant à l'accord lui-même, il nous oblige à faire un gros sacrifice, puisque nous devons payer un surprix de 2 millions pour pouvoir libérer une créance de 5 millions. Cette perte de 40 pour cent est absolument anormale. Mais il est toujours difficile de déjuger des négociateurs et, comme il paraît exclu de rouvrir les négociations, le rejet de l'accord équivaudrait à la dénonciation de la convention de clearing. Entre deux maux, M. Pilet-Golaz choisit le moindre et se prononce pour l'approbation de l'accord.

M. le *chef du département de l'intérieur* regrette que nos délégués n'aient pas pris contact avec le Conseil fédéral avant de signer un accord de compensation sur la base, toute nouvelle, de l'achat de marchandises étrangères à un prix supérieur à leur valeur marchande. Mais il est compréhensible que nos délégués ne se prêtent pas à une reprise des négociations. Dans ces conditions, le rejet de l'accord porterait un préjudice à notre économie nationale, et l'approbation s'impose.

M. le *président* reconnaît que l'affaire a été mal préparée et prie M. Minger de communiquer cette opinion au service intéressé, tout en lui faisant savoir que le conseil apprécie à sa juste valeur le travail fourni par les négociateurs et l'énergie qu'ils apportent à la défense de nos intérêts. L'approbation de l'accord s'impose pour les motifs déjà énoncés, aussi parce qu'un rejet troublerait profondément toutes nos relations avec la Hongrie.

En réponse à une demande de M. Musy, M. Minger se déclare prêt à fournir au département des finances et des douanes la liste des maisons suisses¹⁷ qui profiteront de l'opération.

En conséquence, le conseil, par toutes les voix contre celle du chef du département des finances et douanes, revenant sur sa décision du 9 juillet 1932, arrête:

L'accord avec la Hongrie est approuvé aux conditions mentionnées dans la proposition du département de l'économie publique du 6 juillet 1932.

17. *Cette liste est envoyée par la Division du Commerce au Département des Finances le 22 juillet suivant. A partir de cette liste la Banque nationale établit un inventaire des créanciers classés suivant les branches (Clearingguthaben bei der ungarischen Nationalbank, Budapest, der Schweizer Exporteure nach Industriegruppen geordnet per Ende Juli 1932. E 7110 1/129).*

186

E 7110 1/37

*Le Vorort de l'Union suisse du commerce et de l'industrie à ses sections¹**R Confidentiel*

Zurich, 25 juillet 1932

Accord concernant les opérations de payement avec l'Allemagne

L'aggravation constante de la situation de notre commerce d'exportation en Allemagne et les difficultés qui résultent en particulier de la réglementation du commerce des devises rendent absolument indispensable l'étude immédiate de moyens pouvant remédier à la situation actuelle. Les possibilités de compensation prévues par l'arrêté du Conseil Fédéral du 6 Mai 1932² qui porte sur des marchandises de grosse consommation, comme le charbon, le sucre, le malt, etc., ont déjà permis d'obtenir certaines améliorations dans le domaine touristique, le cas de l'industrie hôtelière ayant dû être pris en considération en premier lieu, vu l'imminence de l'ouverture de la saison. Il avait d'ailleurs été convenu, en même temps, qu'immédiatement après les conversations relatives au tourisme³, d'autres négociations seraient entreprises au sujet du trafic des marchandises. Il s'agissait d'obtenir des facilités plus grandes au sujet de l'allocation des devises nécessaires au règlement des marchandises exportées de Suisse en Allemagne, comme aussi un réajustement des droits de douane qui ont subi une hausse excessive du fait de l'abrogation du traité de commerce. Ces négociations ont eu lieu à Berlin du 7 au 19 Juillet et ont abouti à la conclusion d'un accord⁴ dont l'effet principal sera de faciliter le payement des exportations suisses en Allemagne.

1. L'accord est basé sur les dispositions suivantes: Pendant la durée de validité de cet accord, les marchandises provenant d'Allemagne et dites marchandises de compensation, ainsi qu'elles sont prévues dans l'arrêté fédéral du 6 Mai 1932, pourront être importées en Suisse dans la mesure des importations de l'an dernier. Par contre l'Allemagne assurera au commerce suisse d'exportation des possibilités supplémentaires de se faire payer. Les maisons allemandes qui, en conformité des prescriptions allemandes en vigueur sur le commerce des devises sont autorisées à payer en francs suisses la contrevaleur de leurs importations de marchandises suisses, ont la possibilité, au cas où les montants qui leur sont alloués normalement par les instances compétentes ne suffisent pas à couvrir ces

1. Signé par le Vice-président, E. Wetter et par le 2^e Secrétaire, H. Homberger.

2. Cf. n° 174, surtout n. 7.

3. Ces négociations avaient abouti à la signature du protocole germano-suisse du 29 juin. Cf. n° 178 + A.

4. Signé le 19 juillet par le délégué suisse, Wetter, et par le représentant allemand, Hagemann. L'accord se compose de cinq parties, dont trois notes adressées par Hagemann à Wetter; il est accepté par le Conseil fédéral lors de sa séance du 27 juillet (PVCF du même jour E 1004 1/335). Le texte de l'accord n'est pas publié, à l'exception de la partie contenant des stipulations tarifaires (RO, 1932, vol. 48, p. 383).

importations, d'effectuer pour le solde de leur dette, et jusqu'à concurrence d'un certain montant, des versements en RM sur un compte spécial ouvert auprès de la Reichsbank au nom de la Banque Nationale Suisse. Cette même possibilité est aussi offerte aux maisons suisses, qui toutes choses égales d'ailleurs, possèdent l'autorisation conforme aux prescriptions allemandes sur le commerce des devises de faire effectuer par leur clientèle sur un compte bancaire des versements en RM. Ces maisons ont donc aussi la possibilité de faire verser sur le compte spécial auprès de la Reichsbank, et jusqu'à concurrence d'une certaine somme-limite, les montants en excédent sur le chiffre de leur contingent de change, y compris les sommes, qui sont déposées en comptes bloqués auprès de banques allemandes. La Banque Nationale Suisse peut en tout temps disposer des montants versés sur le compte spécial pour le payement d'importations de marchandises allemandes. A titre d'essai on a prévu pour ces payements une marche à suivre qui, dans la mesure du possible, sera à la fois simple et sûre et devrait éviter, du côté suisse, toute mesure de contrainte.

/.../⁵

2. Pour les maisons suisses qui possèdent déjà l'autorisation d'avoir en Allemagne un compte privé spécial sur lequel des maisons débitrices allemandes peuvent effectuer des versements, sans préjudice du contingent de change normalement alloué au titulaire, ce compte pouvant servir ensuite à payer les fournisseurs allemands, cette possibilité de compensation interne n'est aucunement modifiée par la conclusion de l'accord ci-dessus. Les sommes qui sont réglées de cette façon ne seront pas imputées sur le montant total jusqu'à concurrence duquel la Reichsbank doit accepter chaque mois des versements au crédit du compte spécial suisse. Il est même prévu que, là où les circonstances le permettent, l'Allemagne donnera encore à l'avenir d'autres autorisations d'ouvrir de ces comptes servant au règlement interne des importations et des exportations d'une seule et même maison. Les demandes y relatives doivent être adressées à l'autorité de réglementation de change compétente (Devisenbewirtschaftungsstelle).

3. Comme nous l'avons déjà dit, la condition pour se servir du compte spécial suisse est que l'exportateur suisse ou l'importateur allemand soit déjà au bénéfice d'une allocation générale de change. En d'autres termes, ce compte spécial ne pourra servir qu'à des maisons qui déjà, avant l'entrée en vigueur de la législation allemande en matière de devises, et dans le cadre de leur cercle d'affaires normal, avaient un mouvement de payements analogue. Le gouvernement allemand a du reste laissé entendre qu'il était disposé à examiner aussi avec bienveillance, les demandes d'autorisation de se servir du compte spécial suisse, provenant de maisons suisses qui se trouvent dans des circonstances analogues, mais qui ne sont pas au bénéfice d'une allocation générale de change et qui ne remplissent pas les conditions requises pour en obtenir une.

L'accord que nous venons d'exposer est un essai, dont la valeur pratique se

5. Le rapport du Vorort rappelle ensuite les conditions requises de la part des exportateurs suisses ou importateurs allemands pour l'utilisation du compte spécial ouvert auprès de la Banque nationale suisse.

révèlera par la suite. Pour cette raison la convention, qui entre en vigueur au premier août 1932, n'est valable que jusqu'à la fin de l'année courante et peut être dénoncée pour la fin d'un mois dès le 1^{er} Octobre. Pendant ce temps, l'Allemagne s'engage à ne prendre aucune nouvelle mesure ayant pour effet de rendre plus difficile les transactions commerciales avec la Suisse, tandis que la Suisse, sous cette condition, s'oblige à ne pas étendre le contingentement d'importation à de nouvelles marchandises allemandes et à ne pas diminuer les contingents actuellement fixés. Pour le mois de septembre prochain, de nouvelles négociations sont prévues, au cours desquelles on discutera en particulier une révision des droits de douane allemands relatifs à d'importants produits suisses d'exportation. Lors des dernières négociations, le temps a manqué pour envisager l'ensemble de ces questions, dont seuls quelques détails (étoffes pour rideaux du point de vue allemand et certains jouets du point de vue suisse) ont pu être réglés.

Vu le caractère particulier de la question, nous vous prions instamment de bien vouloir considérer cette communication comme *strictement confidentielle* et de vous abstenir de toute publication à ce sujet.

187

E 2001 (C) 4/176

*L'Association suisse des banquiers
au Président de la Confédération, G. Motta, et au Conseil fédéral¹*

Copie
L

Basel, 15. August 1932

I.

/.../²

II.

Wir haben bereits anerkannt, dass das Bestreben des Bundesrates, der schweizerischen Industrie Arbeitsgelegenheit zu verschaffen, durchaus berechtigt ist, möchten uns aber gestatten darauf hinzuweisen, dass dieses Bestreben in den vorhandenen Abkommen nur unvollkommen zum Ausdruck kommt. Ausländische Transitwaren schaffen sicher nur sehr bescheidene Arbeitsmöglichkeiten in der Schweiz und bei den Exporteuren selber ist vielfach die Lage so, dass sie seit längerer Zeit auf Vorrat gearbeitet haben und nun mit Hilfe der Clearingabkommen ihre immobilisierten Lager durch den Export nach Ländern mit Clearingabkom-

1. Lettre signée par le Président, R. La Roche et le 1^{er} Secrétaire, M. Vischer.

2. La lettre passe en revue les différents accords signés, pour mettre en lumière la priorité accordée régulièrement aux exportateurs au détriment des demandes des créanciers suisses.

men zu Geld machen, irgendeine Verpflichtung, im Betrage der erhaltenen Zahlungen wieder neue Waren zu fabrizieren, ist ihnen unseres Wissens nie auferlegt worden.

Die schweizerischen Finanzguthaben im Ausland sind solchen Warenlagern in gewisser Beziehung gleichzusetzen, da sie vielfach auch direkt oder indirekt mit dem Export im Zusammenhang stehen und die internationale Kreditgewährung zweifellos während der letzten Jahre die Wirkung gehabt hat, die Weltwirtschaft im Gang zu halten, die sonst schon Jahre früher zum Erliegen gekommen wäre.

Wir möchten ferner betonen, dass Wirtschaftsverhandlungen mit Ländern, welche eine Devisenzwangswirtschaft eingeführt haben, notwendigerweise einen ganz andern Charakter annehmen, als Wirtschaftsverhandlungen mit Ländern ohne Beschränkungen des internationalen Zahlungsverkehrs. Es röhrt dies davon her, dass im ersten Fall praktisch durch die *Clearingabkommen* die sämtlichen Exporterlöse zu bestimmten Zwecken vorweg genommen werden, so dass für den Finanzgläubiger tatsächlich die Möglichkeiten, sein Geld herauszubringen, ausserordentlich eingeschränkt, wenn nicht gänzlich beseitigt werden.

Nicht unerwähnt möchten wir dabei lassen, dass die einseitige Wahrnehmung unserer Exportinteressen bei den auswärtigen Staaten die Meinung aufkommen lässt, dass für die finanziellen Forderungen der Schweiz unser Staat sein Desinteresse bekundet, was selbstverständlich die Stellung der Schweizer Gläubiger ausserordentlich erschwert.

III.

Gestützt auf alle diese Feststellungen und Erwägungen möchten wir den hohen Bundesrat dringend bitten, beim Abschluss neuer *Clearingverträge* mit andern Ländern oder bei der Erneuerung bestehender Verträge folgenden Postulaten Rechnung zu tragen:

1. dass von vornherein ein gewisser angemessener Prozentsatz der Exporterlöse in der Schweiz reserviert wird für die Befriedigung von schweizerischen Bankforderungen in den betreffenden Ländern;
2. dass der Schweizerischen Bankiervereinigung die Möglichkeit gegeben wird, bei solchen Verhandlungen durch einen Delegierten oder einen Experten vertreten zu sein.

Herr Präsident Bachmann von der Schweizerischen Nationalbank, der bisher im Verein mit den andern Unterhändlern für die Schweiz gewiss sehr anerkennenswerte Ergebnisse erzielt hat, hat unseres Wissens vom Bundesrat kein Mandat erhalten, bei den Verhandlungen auch die schweizerischen Finanzinteressen zu wahren.

IV.

Aber auch bei den *Kompensationsabkommen*, die in Zukunft abgeschlossen werden, müssen wir wünschen, dass den Interessen der Banken Rücksicht getragen wird, einmal in der Weise, dass vorzugsweise solchen Ländern der Import in

die Schweiz geöffnet wird, welche in der Lage sind, schweizerische Waren abzunehmen *oder* schweizerische Finanzforderungen mit ihren Exporten zu tilgen, und sodann auch in der Weise, dass Importkontingente nicht bloss zum Zwecke des Austausches mit schweizerischen Exportwaren bewilligt werden, sondern auch zum Zwecke der Erfüllung finanzieller Verpflichtungen der betreffenden Länder in der Schweiz³.

3. Cf. n° 234.

188

E 7110 1/128

*Le Chef du Département de l'Economie publique, E. Schulthess,
au Chef du Département des Finances, J.-M. Musy*

Copie

L MA

Bern, 26. August 1932

Ungarn – Clearingabkommen. Getreidelieferungen

Das modifizierte Clearingabkommen mit Ungarn vom 28. Juni 1932¹ stösst in seiner Durchführung auf Schwierigkeiten, weil die ungarische Regierung in der Zwischenzeit mit Bezug auf Weizenlieferungen mit Deutschland und auch mit Frankreich Abkommen getroffen hat, welche den ungarischen Getreidelieferanten einen erheblich höhern Preis garantieren, als er in unserem Abkommen festgelegt wurde; Ungarn zieht es daher vor, seine Lieferungen nach Deutschland durchzuführen, während die versprochenen Weizensendungen nach der Schweiz bisher nicht zur Ausführung gelangten.

Wir haben die ungarische Regierung sofort auf dieses unloyale Verhalten aufmerksam gemacht und unter Androhung von besondern Massnahmen zum Schutze der Interessen der schweizerischen Exportgläubiger die Durchführung des Abkommens verlangt. Die ungarische Regierung teilte uns daraufhin mit, dass sie gewillt wäre, anstelle des Weizens Mais, Gerste und Roggen zu den im Abkommen vom 28. Juni vereinbarten Bedingungen zu liefern.

Wir haben diese Offerte Ungarns sofort der Getreideverwaltung unterbreitet. Wie aus der Antwort² der letztern zu schliessen ist, kann das ungarische Angebot nicht ohne weiteres akzeptiert werden; vielmehr sind neue Verhandlungen mit einer ungarischen Delegation notwendig. Nach Rücksprache mit der Getreideverwaltung haben wir denn auch die ungarische Regierung telegraphisch eingeladen, eine Delegation nach der Schweiz zwecks Verhandlungen über die Modifikation des Abkommens vom 28. Juni und seine eventuelle Ausgestaltung zu entsenden.

1. Cf. surtout n° 185.

2. Lettre du Directeur de l'Administration des blés à la Division du Commerce, du 24 août (E 7110 1/128).

Herr Direktor Laesser von der Getreideverwaltung wäre bereit, an diesen Verhandlungen teilzunehmen.

Wir möchten Sie daher ersuchen, den Genannten zu diesen Verhandlungen zu delegieren, für den Fall, dass die ungarische Regierung unsere Einladung zur Wiederaufnahme von Verhandlungen annimmt.

189

E 2001 (C) 3/100

*La Direction de la Police des étrangers du
Département de Justice et Police
à la Division des Affaires étrangères du Département politique¹*

L Mg./H.

Bern, 29. August 1932

Wir nehmen Bezug auf Ihre Schreiben von 22. Juli und 5. Dezember 1931 und 9. Februar 1932² in der Angelegenheit der italienischen Flüchtlinge³ und beehren uns, Ihnen folgendes mitzuteilen.

Wir kommen zuerst auf die seinerzeit von der Oberzolldirektion aufgeworfene Frage über die Interpretation der im Kreisschreiben Nr. 136 unseres Departements vom 27. Januar 1931 enthaltenen Instruktionen zurück und erlauben uns, zu bemerken, dass die in Ziffer 1⁴, lit. a enthaltene Weisung, betreffs Zurückweisung von neuzugereisten mittellosen Ausländern sich hauptsächlich gegen Leute richtet, die mit gültigen Ausweispapieren versehen sind und auf ordentlichem Wege in die Schweiz kommen. Dies geht ja aus dem Inhalt der Weisung selbst hervor, welche besagt, dass der Wegweisungsvermerk im Passe des Ausländer einzutragen sei. Auf die italienischen Flüchtlinge kann die fragliche Weisung schon deshalb keine Anwendung finden, weil diese Leute regelmässig ohne Ausweispapiere oder nur mit solchen, die ungültig sind, und zudem auf unerlaubtem Wege in die Schweiz kommen. Sie machen sich dadurch einer schweren Widerhandlung gegen die fremdenpolizeilichen Vorschriften schuldig und müssen gemäss den in der Verordnung über die Kontrolle der Ausländer vom 29. November 1921⁵ enthaltenen Strafbestimmungen verfolgt und beurteilt werden. Die blosse Abschiebung, wie sie bei Mittellosen stattfindet, kann hier also nicht in Frage kommen. Wir gehen daher mit den von der Oberzolldirektion in Ihrem Einverständnis den Zollkreisdirektionen III, IV und V⁶ gegebenen Instruktionen

1. Signé par le 1^{er} Adjoint, P. Baechtold.

2. Non reproduit.

3. Cf. aussi n° 28 et n° 88.

4. a) Les étrangers nouvellement arrivés et dépourvus de moyens d'existence seront appréhendés et refoulés sans autre formalité. [...] (4300 (B) 1/8).

5. RO, 1921, vol. 37, pp. 829–837.

6. A Coire, à Lugano et à Lausanne.

einig, wonach italienische Flüchtlinge nicht mehr kurzerhand nach Italien zurückgewiesen werden sollen⁷. Wir werden unsererseits die Polizeibehörden der drei in Frage kommenden Grenzkantone⁸ ebenfalls verständigen.

In Ihrem Schreiben vom 22. Juli 1931⁹ haben Sie im weitern den Wunsch geäussert, über die Massnahmen, welche wir zur einheitlichen polizeilichen Regelung der Flüchtlingsfrage zu treffen gedenken, aufgeklärt zu werden. Wir schicken voraus, dass erschöpfende Instruktionen und Bestimmungen bei einer so delicaten Materie nicht leicht aufgestellt und gegeben werden können. Jeder Fall soll individuell untersucht und behandelt werden. Wir sind aber auch der Ansicht, dass wenigstens den drei am meisten interessierten Grenzkantonen gewisse Richtlinien zum Zwecke der gleichmässigen Behandlung dieser aus Italien kommenden Flüchtlinge gegeben werden sollten. In dieser Absicht stellen wir, gestützt auf die bis jetzt gemachten Erfahrungen, folgendes fest:

Die italienischen Flüchtlinge können in 4 Kategorien eingeteilt werden:

- a) *Ausgesprochen politische Flüchtlinge*, die direkt aus Italien in die Schweiz kommen, weil sie in ihrem Heimatland aus politischen Gründen verfolgt werden;
- b) *Deserteure*, hauptsächlich Ex-Zollwächter;
- c) *Schmuggler*, die zu uns flüchten, um einer Strafe zu entgehen;
- d) *Arbeitslose*, die angeblich wegen ihrer dem Fascismus feindlichen Gesinnung in Italien keine Arbeit finden und keine Pässe zur Auslandreise erhalten und daher heimlich das Königreich verlassen.

Die Zahl dieser verschiedenen Flüchtlinge, die unsere Grenze heimlich überschreiten, ist ziemlich gross. Allein von den Polizeibehörden des Kantons Tessin sind uns schon mehr als 150 Fälle unterbreitet worden. Es ist klar, dass man alle diese Leute, die meist keine gültigen Ausweispapiere besitzen, nicht einfach hier dulden kann, denn wenn bekannt würde, dass sie ohne weiteres in unserm Lande bleiben könnten, würde unser Land von solchen Ausreisern überschwemmt. Es darf auch nicht übersehen werden, dass unter diesen Leuten sich auch Unerwünschte befinden (wegen gemeiner Delikte vorbestraft, Schmuggler, etc.), die auf keinen Fall hier geduldet werden können. Auch wegen Belastung des Arbeitsmarktes können alle diese Ausländer nicht hier belassen werden. Eine Ansammlung dieser Flüchtlinge in der Schweiz und besonders im Kanton Tessin könnte auch deswegen unangenehm wirken, weil sie die einheimischen antifascistischen Elemente immer mehr gegen das Nachbarreich aufhetzen würden.

Es muss daher danach getrachtet werden, alle diese Leute so schnell als möglich wieder aus unserm Lande zu entfernen. Gestützt auf die in der zitierten Verordnung enthaltenen Bestimmungen, sowie auf die im Kanton Tessin bereits mit Erfolg angewandte Praxis schlagen wir vor, den drei in Frage kommenden Kantonen folgende Richtlinien zu geben:

Es sollte vor allen Dingen daran erinnert werden, dass Ausländer, die unsere

7. Cf. n° 88, n. 1.

8. Les Grisons, le Tessin et le Valais.

9. Cf. n. 2 ci-dessus.

Grenze heimlich überschreiten, den Vorschriften der zitierten Verordnung¹⁰ zuwidderhandeln (Art. 1) und somit aus dem Lande weg- oder sogar ausgewiesen werden können. Sind sie zudem nicht im Besitze von gültigen Ausweispapieren, so ist die Abschiebung auch gestützt auf Art. 26 der erwähnten Verordnung möglich.

Die italienischen Flüchtlinge sind von den schweizerischen Grenzkontrollorganisationen der zuständigen kantonalen Polizeibehörde zuzuführen und von dieser Behörde genau zu verhören. Sie sollen nach der Ursache ihrer Flucht aus Italien befragt und je nachdem in eine der vier oben angeführten Kategorien eingereiht und entsprechend behandelt werden.

Politische Flüchtlinge. Wenn ein italienischer Flüchtling den Beweis erbringen oder es wenigstens glaubhaft machen kann, dass er aus politischen Gründen aus seinem Lande flüchten musste, so kann ihm die Toleranz in Anwendung von Art. 26 der erwähnten Verordnung gewährt werden. Der Fall ist uns sofort zur Einsprache zu unterbreiten. Strafregisterauszug und Leumundszeugnis sind sofort einzuverlangen. Wird unsere Zustimmung nach Fühlungnahme mit der Bundesanwaltschaft erteilt, so wird zur Bedingung gemacht, dass der Ausländer jede politische Tätigkeit, welche die Beziehungen unseres Landes mit andern Staaten stören könnte, unterlasse. – Es sollen nur kurzfristige Toleranzbewilligungen erteilt werden, nach deren Ablauf der Fall uns wieder zu unterbreiten ist. – Wird hingegen die Duldung verweigert, sei es vom Kanton selbst oder von uns im Einspracheverfahren, so soll es dem Flüchtling frei stehen, die Schweiz zu verlassen, wie und wo er will.

Deserteure. Es handelt sich hier um Leute, die fast ausschliesslich italienische Zollwächter waren und die, sei es wegen politischen Unstimmigkeiten, sei es weil der Begünstigung oder Beihilfe zu unerlaubter Auswanderung verdächtig oder aus andern Gründen in die Schweiz flüchten. Diesen Leuten soll im allgemeinen die Toleranz nicht gewährt werden. Sie sollen in Anwendung von Art. 9, Absatz 2 der zitierten Verordnung aus der Schweiz weggewiesen werden, wobei aber auch ihnen freistehen soll, die Schweiz zu verlassen, wie und wo sie wollen.

Schmuggler. Diesen Leuten sollten auf keinen Fall Aufenthalts- oder Toleranzbewilligungen erteilt werden. Sie haben nur aus Gewinnsucht gegen die Gesetze ihres Landes gehandelt und suchen bei uns Schutz gegen eine Strafe, die sie wohl verdient haben. Diese Fälle kommen besonders im Kanton Tessin vor. – Gleiches Verfahren wie für Deserteure.

Andere Flüchtlinge (Arbeitsuchende, Leute, die ohne im Besitz gültiger Ausweispapiere zu sein, nur durch die Schweiz transitieren wollen, um sich heimlich nach einem andern Staate zu begeben, usw.). Zu dieser Kategorie zählen die meisten Flüchtlinge. Auch hier darf keine Aufenthalts- oder Toleranzbewilligung erteilt werden, da zu den zwei allgemeinen Wegweisungsgründen (verordnungswidriger Grenzübertritt und Schriftenlosigkeit) sich besonders noch ein dritter gesellt: Belastung des Arbeitsmarktes. Im übrigen gleiches Verfahren wie für die andern Flüchtlinge.

10. Cf. n. 5 ci-dessus.

Im allgemeinen ist noch zu sagen, dass, wenn irgend ein Flüchtling dieser vier Kategorien der gegen ihn getroffenen Wegweisungsverfügung keine Folge leistet, vom Kanton in Anwendung von Art. 27/28 der VO eine Ausweisungsverfügung zu treffen ist. Ist auch die Ausweisung nicht durchführbar, so kann der Betroffene in Anwendung von Art. 28, Absatz 3, der erwähnten Verordnung interniert oder – im äussersten Fall – an die Grenze seines Landes gestellt werden. Bevor das Letztere geschieht, soll aber mit dem eidgenössischen Justiz- und Polizeidepartement Fühlung genommen werden.

Wir bitten Sie, uns mitzuteilen, ob Sie mit unserer Stellungnahme in dieser Angelegenheit einig gehen. Im zutreffenden Fall werden wir den drei Kantonen Wallis, Tessin und Graubünden die endgültigen Instruktionen zukommen lassen¹¹.

11. Cf. la lettre du Chef de la Division des Affaires étrangères à la Police fédérale des étrangers, du 7 septembre suivant: [...] Nous ne pouvons que nous rallier, en tous points, aux conclusions de votre étude et aux instructions que vous proposez de donner aux Cantons que cela concerne (E 2001 (C) 3/100).

190

E 6100 (A) 6, Archiv-Nr. 135

*Le Vorort de l'Union suisse du commerce et de l'industrie¹
au Chef du Département des Finances, J.-M. Musy*

L Hu/k

Zürich, 2. September 1932

Aus der Presse konnten wir ersehen, dass der Bundesrat beabsichtigt, den eidgenössischen Räten demnächst eine Beteiligung der Schweiz an der Sanierungsanleihe des Völkerbundes zugunsten Österreichs vorzuschlagen². Obschon uns alle nähern Einzelheiten und insbesondere die Voraussetzungen einer solchen schweizerischen Beteiligung unbekannt sind, möchten wir uns doch gestatten, Ihnen einige bezügliche Erwägungen anheimzustellen.

Soviel wir aus allen bisherigen öffentlichen Mitteilungen feststellen konnten, besteht der Zweck der Anleihe darin, dass Österreich ermöglicht werden soll, seinen finanziellen Verpflichtungen im Ausland wieder nachzukommen. In erster Linie dürfte es sich dabei natürlich um den Schulden- und Amortisationsdienst der

1. Lettre signée par le Président, J. Syz, le Délégué, E. Wetter et le 1^{er} Secrétaire, O. Hulftegger.

2. Le 9 septembre, le Conseil fédéral décide à l'unanimité d'ajourner la discussion sur une éventuelle participation à l'action de secours au début du mois d'octobre. Il souhaite être informé des possibilités qui existent de régler les différends économiques avec l'Autriche. Il craint aussi que toute proposition d'aide à l'Autriche ne soit utilisée, lors de la session d'automne des Chambres fédérales, par les adversaires de la réduction des traitements du personnel fédéral (E 1004 1/336).

österreichischen Anleihen handeln. Wir betrachten es nun als selbstverständlich, dass aus der von der Schweiz zu übernehmenden Tranche, deren Höhe sich auf 12 Millionen Fr. belaufen soll, in erster Linie und unter allen Umständen die schweizerischen Anleihengläubiger Österreichs befriedigt werden sollten. Wir glauben, dass die Schweiz hier nicht weniger als andere am Anleihen beteiligte Staaten das Recht und zugleich die Pflicht hat, auf ihre eigenen Staatsangehörigen Rücksicht zu nehmen. Es kann doch wohl nicht beabsichtigt sein, mit in der Schweiz aufgenommenen Geldern österreichische Verpflichtungen in Drittstaaten zu erfüllen, solange noch schweizerische Gläubiger in ihren Rechten verkürzt sind. Sodann bitten wir Sie, nicht ausser Acht zu lassen, dass Österreich ausser seinen Anleihensverpflichtungen der Schweiz gegenüber auch noch andere Verpflichtungen abzutragen hat. Wir möchten dabei in erster Linie an den noch nicht abgetragenen Saldo aus dem österreich-schweizerischen Clearingabkommen erinnern, der immer noch rund 5 Millionen Fr. beträgt³. Durch die Zwangsmassnahmen der staatlichen Devisenbewirtschaftung in Österreich ist die Schweiz zum Abschluss dieses Abkommens gezwungen worden und den schweizerischen Gläubigern stand deshalb auch keine andere Möglichkeit mehr offen, als ihre Guthaben bei der Österreichischen Nationalbank einzahlen zu lassen. Wiederum durch die staatlichen Massnahmen Österreichs ist es unmöglich geworden, diese Guthaben den schweizerischen Gläubigern zufließen zu lassen, obschon sie bei der Österreichischen Nationalbank einbezahlt sind, und es handelt sich deshalb auch bei diesem bei der Österreichischen Nationalbank liegenden Clearingsaldo um eine Schuld Österreichs gegenüber schweizerischen Gläubigern. Es sollte deshalb unter allen Umständen auch dafür gesorgt werden, dass aus der schweizerischen Tranche der bevorstehenden Anleihe diese Schuld ebenfalls abgetragen wird. Des fernern wollen Sie bei einer Beteiligung der Schweiz an der Anleihe nicht übersehen, in wie weitgehendem Masse Österreich schweizerische Gläubiger aus Warenlieferungen nach Österreich einschränkt und wie schwer es hält, den schweizerischen Export nach Österreich infolge dieser Beschränkungen im Zahlungsverkehr aufrechtzuerhalten. Es sollten Österreich gegenüber in dieser Hinsicht bestimmte Forderungen aufgestellt werden, über die vielleicht im einzelnen noch zu sprechen wäre.

Vorab liegt uns aber daran, dass unter allen Umständen verhütet werden sollte, den Ertrag des schweizerischen Anteils an der Anleihe Österreich zur Verfügung zu stellen, solange nicht die schweizerischen Anleihengläubiger für ihre Ansprüche gesichert sind und solange nicht die schweizerischen Clearinggläubiger ebenfalls gedeckt sind. Bei aller Sympathie für Österreich und sein Volk würde jedenfalls die schweizerische öffentliche Meinung es nicht verstehen, wenn die schweizerische Mitwirkung an der Anleihe ohne Rücksichtnahme auf die berechtigten Ansprüche schweizerischer Gläubiger zugesagt würde. Wir bitten Sie dringend.
[...]

3. Cf. n° 159.

191

E 2300 Paris, Archiv-Nr. 85

*Le Chargé d'affaires de Suisse à Paris, R. de Weck,
au Chef du Département politique, G. Motta*

RP N° 18

Paris, 8 septembre 1932

Le mémorandum allemand et l'opinion française

Le Cabinet de Berlin a bien choisi son heure pour remettre à l'Ambassadeur de France le fameux mémorandum sur l'«égalité des droits» en matière d'armements¹. Ces généraux et ces barons qui, chez eux, traitent le Parlement avec une rare désinvolture n'oublient pas que, chez leurs voisins de l'Ouest, le monde parlementaire, si décrié soit-il, reste un des moteurs de l'opinion publique. Tout en poursuivant avec une régularité sans défaillance la réalisation de leur programme, qui consiste à effacer les dernières traces de la défaite, les dirigeants actuels de l'Allemagne, chaque fois qu'ils ont à entreprendre une démarche nouvelle, en calculent soigneusement les risques, sans négliger de s'assurer les circonstances les plus favorables de temps et de lieu. A une autre époque de l'année, le document remis à M. François-Poncet², ainsi que les diverses manifestations auxquelles s'est livré le général von Schleicher³ eussent amené en France des réactions beaucoup plus vives. On le savait sans doute à Berlin et on a mis à profit le fait que les vacances d'été dispersent non seulement le personnel politique, mais tous les groupes dont se compose la société française.

Certes, la demande allemande n'a pas dû surprendre le gouvernement français. Il est probable que M. Herriot⁴, avant même de connaître les termes exacts du mémorandum, en a discuté le contenu, à Jersey et à Guernesey⁵, avec ses interlocuteurs britanniques. Un récent discours de M. Paganon, sous-secrétaire d'Etat aux Affaires Etrangères, laisse entendre que, sur la réponse à faire aux revendications du Reich, l'Angleterre et les Etats-Unis d'Amérique seraient en parfaite communauté de vues avec la France. Mais la plupart des journaux britanniques et américains font résonner un tout autre son de cloche. D'ailleurs, il paraît probable que, si M. Herriot, pendant son pélerinage littéraire aux lieux où «Napoléon le Petit» exila Victor Hugo, avait obtenu de ses amis anglais la promesse d'un concours effectif, il n'eût pas manqué d'en faire état pour rassurer une opinion inquiète. Or, le Président du Conseil observe un silence prudent.

Si, pour les raisons que je vous indiquais au début de ce rapport, les répercussions de la démarche allemande sur l'esprit public ont été, en France, moins vives

1. Le 29 août 1932.

2. Ambassadeur de France à Berlin.

3. Ministre de la Reichswehr.

4. Président du Conseil et Ministre des Affaires étrangères.

5. A la fin du mois d'août, le Président du Conseil a effectué une brève croisière de détente à l'invitation du Ministre britannique de l'Intérieur.

et moins rapides que l'on ne pouvait s'y attendre, on constate, néanmoins, depuis quelques jours, une anxiété grandissante. Ce qui alarme les Français, il semble que ce soit surtout la passivité de leur Gouvernement. On s'étonne de n'entendre aucune riposte aux éclats de voix du général von Schleicher. On adjure M. Herriot d'ouvrir enfin ce fameux dossier des manquements de l'Allemagne aux clauses militaires du traité de Versailles, que M. Tardieu⁶ avait emporté à Genève lorsque s'ouvrit la Conférence du désarmement et dont il n'eut pas l'occasion de faire usage. On voudrait que, pièces en mains, la France répondît à l'Allemagne: «Votre demande n'est pas recevable puisque vous n'observez pas l'ensemble des dispositions d'un instrument diplomatique dont vous invoquez contre nous un article soigneusement isolé de son contexte.»

D'aucuns s'ingénient à rassurer l'opinion française en adoptant une version qui paraît être assez répandue dans les milieux touchant à la Société des Nations: à savoir que le Reich, même s'il avait l'intention de restaurer sa puissance militaire au niveau de 1914 (par rapport, bien entendu, au «potentiel de guerre» des autres grands pays), serait dans l'impossibilité de le faire. Ils ajoutent que, d'ailleurs, tel n'est pas son propos. Ils affectent de considérer toutes les «Kraftproben» aux-quelles se livrent les Allemands (qu'il s'agisse du Gouvernement, de Hitler⁷ ou du «Stahlhelm»⁸) comme des manœuvres destinées à masquer, tant aux yeux de la nation qu'à ceux de l'étranger, un profond désarroi, une totale impuissance à sortir du chaos.

Où est la vérité? Quand serons-nous en face d'une situation claire? Pour l'Allemagne, il paraît bien difficile de le dire. Pour la France, la réunion extraordinaire des Chambres, convoquées pour le 16 de ce mois en vue de voter la conversion des rentes, donnera peut-être au Gouvernement l'occasion de faire connaître la politique qu'il entend suivre.

On sait déjà que M. Herriot a consulté, sur l'aide-mémoire allemand, les Etats signataires de l'«accord de confiance» de Lausanne⁹. Ce geste lui a été vivement reproché des deux côtés du Rhin. Les Allemands font valoir que, s'ils ont demandé au Cabinet de Paris un «entretien confidentiel» sur un problème considéré par eux comme franco-allemand, ce n'était pas pour que les Français se hâtassent de mettre des tiers dans la confidence. Une grande partie des journaux parisiens estime, de son côté, qu'il est dangereux de solliciter, dans une affaire aussi grave, l'avis de gens qui ne sont pas des amis sûrs. «Que ferez-vous, disent-ils à M. Herriot, si vos interlocuteurs vous répondent que Berlin a raison, ou même seulement qu'ils ne veulent pas intervenir dans le débat? Il aurait mieux valu répondre immédiatement par une fin de non-recevoir absolue, qu'il n'était pas difficile de justifier par des arguments sans réplique.»

Aux uns comme aux autres, le Président du Conseil pourrait objecter que

6. *Président du Conseil et Ministre des Affaires étrangères en février 1932.*

7. *Chef du Parti national-socialiste.*

8. *Organisation d'anciens combattants, de tendance nationaliste.*

9. *Pacte de consultation signé le 13 juillet 1932 par la France et la Grande-Bretagne. La Belgique, l'Italie, l'Allemagne et d'autres pays se joignent ensuite à eux.*

l'«accord de confiance» a précisément pour objet d'écarte la méthode des conversations particulières dans tous les domaines où se trouve engagé l'intérêt général des contractants et que, du reste, le problème du désarmement étant posé, une Conférence mondiale étant chargée de le résoudre, ni la France ni l'Allemagne n'ont le droit de le soustraire à ceux qui ont reçu mandat d'en rechercher la solution.

[...]

192

E 1004 1/336

*CONSEIL FÉDÉRAL
Procès-verbal de la séance du 19 septembre 1932*

1494. Ungarn – Clearingabkommen

Volkswirtschaftsdepartement. Antrag vom 12. September 1932

In seiner Sitzung vom 16.Juli 1932¹ hat der Bundesrat der schweizerisch-ungarischen Vereinbarung vom 28.Juni zur Abänderung des schweizerisch-ungarischen Abkommens für die Zahlungsregulierung sowie der Erklärung, welche dieser Vereinbarung beigefügt war, seine Genehmigung erteilt. Artikel II dieser Erklärung betraf die Weizenlieferungen, welche Ungarn zur Alimentierung des Clearingverkehrs nach der Schweiz ausführen sollte.

Ungarn hat dieses Abkommen insofern nicht eingehalten, als die von ihm in Aussicht gestellten Weizenlieferungen völlig unterblieben². Der Grund hiefür ist in erster Linie in dem Abkommen zu suchen, welches zwischen einer deutschen Industriegruppe und dem ungarischen Ausfuhrinstitut vereinbart wurde und wonach Deutschland einen Überpreis von Fr. 4.50 auf dem ungarischen Weizen gewährte. Die ungarischen Exporteure zogen es daher vor, zunächst Deutschland zu beliefern. Da die Ernte über Erwarten schwach und schlecht ausgefallen war, blieb für die Schweiz kein Weizen mehr übrig. Übrigens mussten nach den Erklärungen, die der Delegierte des ungarischen Ackerbauministeriums machte, auch die Lieferungen nach Deutschland eingestellt werden, weil sonst die Selbstversorgung Ungarns in Frage gestellt worden wäre. Nach den Erklärungen desselben Delegierten hatte Ungarn übrigens seine Lieferungen schon deswegen nicht ausführen können, weil der Weizen der diesjährigen Ernte den Qualitätsbedingungen nicht entsprach, die in der Erklärung vom 28.Juni festgesetzt worden waren.

Auf die gegen Ende August bei der ungarischen Regierung erhobenen Beschwerden hin offerierte dieselbe anstelle von Weizen die Lieferung von Gerste,

1. Cf. n° 185.

2. Cf. n° 188.

Mais und Roggen, und zwar zu den gleichen Bedingungen, wie sie für die Weizenlieferungen stipuliert worden waren. Da die schweizerischen Getreidehändler und Müller inzwischen jedoch im Hinblick auf die Weizensendungen aus Ungarn bestimmte Dispositionen getroffen hatten, konnte das Volkswirtschaftsdepartement das ungarische Angebot nicht ohne weiteres annehmen. Es hat daher Ungarn zu neuen Verhandlungen eingeladen, welche vom 6. bis 10. September in Bern stattgefunden haben. An diesen Verhandlungen war die Handelsabteilung und die Getreideverwaltung, sowie der Leiter der neugegründeten Schweizerischen Getreidezentrale beteiligt. Das Ergebnis derselben wurde in einem Protokoll³ zusammengefasst, womit Artikel II der vertraulichen Erklärungen vom 28. Juni ersetzt werden sollte. Dieses Protokoll regelt den Ankauf und die Übernahme von Malz, Futtergerste und Braugerste aus Ungarn, während für den Ankauf von Mais weitere Verhandlungen in der zweiten Hälfte Oktober in Aussicht genommen sind. In der Tat war es nach den übereinstimmenden Erklärungen des ungarischen Delegierten und des Leiters der Schweizerischen Getreidezentrale unmöglich, im gegenwärtigen Zeitpunkte vor erfolgter Maisernte in Ungarn irgendwelche Bestimmungen über Preis, Menge und Lieferungsfristen zu treffen.

Es erübrigt sich, die einzelnen Punkte des Protokolles näher zu erläutern, da dasselbe nur einen Rahmenvertrag darstellt, welcher die Einfuhr bestimmter Quantitäten von Malz und Gerste aus Ungarn sicherstellen soll, während der Abschluss der Geschäfte im übrigen möglichst der privaten Initiative überlassen bleibt. Bereits heute ist denn auch die im Protokoll erwähnte Menge Malz von den schweizerischen Brauereien übernommen worden. Die Ausführung dieser Malzlieferungen hängt nur noch von der Ratifizierung des vorliegenden Protokolles durch die beiden Regierungen ab.

Für die Futtergerste musste ein Überpreis gewährt werden. Nach zähen Verhandlungen ist es gelungen, denselben auf Fr. 1.90 zu reduzieren, während die ungarische Forderung auf einen Überpreis von Fr. 2.50 lautete. Dieser Überpreis soll entsprechend geäussertem Wunsche von den Nutzniessern des Clearingabkommens getragen werden. Zu diesem Zwecke hat das Volkswirtschaftsdepartement die Nationalbank ersucht, an sämtliche Gläubiger im ungarisch-schweizerischen Clearingverkehr ein Zirkular zu entsenden, um ihre Zustimmung zur freiwilligen Übernahme des vereinbarten Überpreises zu erhalten. Bei der in Aussicht genommenen ersten Menge von 250 000 q würde der Überpreis einen Gesamtbetrag von Fr. 475 000 ausmachen. Wenn sich sämtliche Clearinggläubiger mit der Übernahme des ihnen zugemuteten Opfers einverstanden erklären, würde der einzelne Clearinggläubiger von seinem Guthaben einen Abzug von rund 4½% in Kauf nehmen müssen. Die Gerstenlieferung soll nur dann zur Ausführung gelangen, wenn die Clearinggläubiger sich freiwillig zur Übernahme des Überpreises bereit erklären.

Auch diese Vereinbarung wurde unter der gleichen Bedingung abgeschlossen, wie diejenige vom 28. Juni, dass nämlich die in dem Protokoll bezeichneten

3. Du 9 septembre.

Waren bis an die Schweizer Grenze frachtfrei geliefert werden. Eine bezügliche Bestimmung konnte in das Protokoll nicht selbst aufgenommen werden, da der ungarische Delegierte nur die Vollmachten zum Abschluss über die Lieferung bestimmter Waren hatte, nicht aber zu Verhandlungen über das Clearingabkommen selbst.

Auf Grund der vorstehenden Ausführungen und im Hinblick auf die grossen Aussenstände, welche die schweizerische Exportindustrie im Clearingverkehr mit Ungarn festliegen hat, beantragt das Volkswirtschaftsdepartement und der Bundesrat *beschliesst*:

Dem am 9. September 1932 vereinbarten Protokoll über die Abänderung von Artikel II der von den beiden Regierungen abgegebenen Erklärungen vom 28. Juni 1932 wird unter der Voraussetzung, dass die im Protokoll (siehe Beilage) erwähnten Waren frachtfrei an die Grenze geliefert werden, die bündesrätliche Genehmigung erteilt.

193

E 2, Archiv-Nr. 1725

Note verbale¹

Copie

N

Berne, 24 septembre 1932

Par sa note verbale du 29 août dernier², l'Ambassade de France a bien voulu faire savoir au Département Politique Fédéral que le Gouvernement Français entendait procéder, en ce qui le concerne, à l'exécution de l'arrêt rendu le 7 juin par la Cour Permanente de Justice Internationale sur l'affaire des zones franches de la Haute-Savoie et du Pays de Gex³.

Le Conseil Fédéral remercie le Gouvernement Français de cette communication.

La même note ajoute que, toutefois, le Gouvernement Français se voit dans l'obligation de formuler toutes réserves de droit touchant l'arrêt, ses motifs et son dispositif.

Le Conseil Fédéral n'acquiesce pas à ces réserves. Il doit, à son tour, formuler toutes réserves de droit touchant les vues exposées et les observations présentées par le Gouvernement Français à propos de certaines questions qui ont trouvé leur solution dans l'arrêt et les décisions de la Cour. Le Gouvernement Suisse ne saurait, d'ailleurs, partager l'opinion du Gouvernement Français selon laquelle la Cour se serait écartée du Compromis du 30 octobre 1924⁴, ni assimiler l'arrêt à une décision d'arbitres.

1. Remise à l'Ambassade de France à Berne.

2. Non reproduit.

3. Cf. n° 160 n.4.

4. Cf. n° 38, n.7.

Cependant, le Conseil Fédéral ne croit pas qu'il y ait lieu d'ouvrir ici une controverse sur ces points, pas plus que sur les autres observations ou affirmations du Gouvernement Français tendant à critiquer l'arrêt et la procédure suivie par la Cour. Il lui suffit, toutes réserves étant faites comme il est dit plus haut au sujet de ces critiques, de constater que le Gouvernement Français, reconnaissant que l'arrêt du 7 juin 1932 a force obligatoire, entend l'exécuter pour ce qui le concerne.

Le Conseil Fédéral entend, de même, se conformer à l'arrêt en ce qui a trait à la partie du dispositif selon laquelle «il y a lieu de prévoir, les zones franches étant maintenues, en faveur des produits des zones, une importation de marchandises en franchise ou à droits réduits à travers la ligne des douanes fédérales». A cet égard, il se permet de rappeler la déclaration faite par son Agent près la Cour à l'audience du 22 avril 1932⁵ et dont le dispositif de l'arrêt a donné acte au Gouvernement Suisse.

Le Conseil Fédéral serait heureux de connaître les vues du Gouvernement Français au sujet de la procédure à suivre en vue dudit règlement.

5. Cf. n° 160.

194

E 2001 (C) 3/13

*La Division des Affaires étrangères du Département politique
aux légations de Suisse*

Copie

R AK Confidentiel

Berne, 24 septembre 1932

... nous avons l'honneur de vous communiquer ci-après quelques renseignements concernant la protection des Suisses en Mandchourie¹ et la question de savoir si la Suisse est une «Puissance capitulaire».

/.../ A la suite des complications qui s'étaient produites à Shanghai², nous avions été amenés à nous demander quels étaient, en réalité, les Etats possédant des droits d'extritorialité en Chine et qui rentraient dans la catégorie des Puissances dites «capitulaires». S'agit-il des Puissances seulement telles que la France, les Etats-Unis d'Amérique, la Grande-Bretagne, la Norvège, les Pays-Bas et le Brésil, dont les traités sont encore en vigueur, ou s'agit-il aussi de toutes les Puissances, comme la Belgique, le Danemark, l'Espagne, l'Italie et le Portugal, qui, en vertu d'accords provisoires, bénéficient des droits de l'extritorialité? Il nous intéressait, en particulier, de connaître si notre pays, qui, aux termes du traité de

1. Cette partie du rapport n'a pas été retenue.

2. Cf. n° 161.

1918³, n'exerce son droit de juridiction en Chine qu'en vertu de la clause de la nation la plus favorisée, pouvait être considéré également comme une Puissance capitulaire. L'enquête entreprise à cet égard nous a permis de faire les constatations suivantes.

Lorsque tous les traités (capitulations) conclus avec la Chine étaient des traités «inégaux», comportant les droits d'extritorialité, ce régime de capitulations et le régime de l'extritorialité se couvraient exactement; toute Puissance possédant la juridiction consulaire était, dès lors, «Puissance capitulaire» ou, pour employer l'expression anglaise, beaucoup plus courante en Extrême-Orient, «treaty power» (Puissance à traité).

L'expression «treaty power» ne semble, toutefois, plus avoir la même portée aujourd'hui. En effet, des vingt-cinq Puissances ayant des traités avec la Chine, dix, quoique littéralement «Puissance à traité», n'ont plus le bénéfice de l'extritorialité alors que, sur les quinze autres, quatre seulement (si l'on excepte la Norvège et les Pays-Bas, qui, récemment, ont souscrit, en principe, à l'abandon des priviléges découlant de leurs traités avec la Chine), soit la France, les Etats-Unis, la Grande-Bretagne et le Brésil, peuvent se réclamer de capitulations encore en vigueur leur accordant expressément des droits d'extritorialité.

En présence de cette situation nouvelle, la terminologie semble avoir cessé d'être conforme et les auteurs discutent sur la portée qu'il convient d'attribuer aux mots «treaty power». Les uns déclarent que, seules, les Puissances dont les traités sont encore en vigueur peuvent être appelées «Puissance à traité» (treaty powers). Dans cette acception stricte, la Suisse ne serait donc et n'aurait jamais été une Puissance capitulaire. D'autres auteurs sont de l'avis que le terme «treaty power» s'applique, en général, à toutes les Puissances qui ont des droits d'extritorialité, mais non pas aux Puissances qui entretiennent seulement des rapports contractuels avec la Chine. C'est ainsi que la Belgique, le Brésil, le Danemark, la France, la Grande-Bretagne, l'Italie, le Japon, le Mexique, les Pays-Bas, la Norvège, le Pérou, le Portugal, l'Espagne, la Suède, la Suisse et les Etats-Unis sont considérés aujourd'hui comme étant des «treaty powers», en ce qui concerne du moins le «settlement international» de Shanghai. Dans la pratique, lorsque le Corps consulaire se réunit, les consuls des «treaty powers» convoqués sont ceux des pays possédant en fait la juridiction consulaire, à savoir: les Etats-Unis, la Belgique, le Brésil, le Chili, le Danemark, l'Espagne, la France, la Grande-Bretagne, l'Italie, le Japon, la Norvège, les Pays-Bas, le Portugal, la Suède et la Suisse. Par contre, l'Allemagne, l'Autriche, la Finlande, la Pologne, la Tchécoslovaquie et le Mexique sont exclus de cette liste. En ce qui concerne plus spécialement la Suisse, il est intéressant d'observer qu'elle se trouve expressément désignée comme «treaty power» dans les textes anglais et chinois de la déclaration annexe de notre traité du 13 juin 1918.

En conclusion, on peut constater que, dans l'acception courante et large consacrée par la pratique et par la déclaration du 13 juin 1918, la Suisse, bénéficiant,

3. *Traité d'amitié du 13 juin 1918.*

en fait, du régime de l'extritorialité en Chine, est une «treaty power» (Puissance capitulaire), mais que, par contre, elle ne porte pas ce titre pour les auteurs qui, contrairement à la pratique et s'en tenant à la tradition, ne considèrent comme Puissances à traité que les Etats qui peuvent se réclamer d'une capitulation encore en vigueur, soit d'un des traités dits «inégaux» stipulant expressément le droit de juridiction.

195

E 7110 1/128

*Le Vorort de l'Union suisse du commerce et de l'industrie
au Chef du Département de l'Economie publique, E. Schulthess¹*

L Hu/K

Zürich, 24. September 1932

Der Abschluss des Abkommens mit Ungarn betreffend die Lieferung von Gerste² und die bezügliche Abänderung des Clearingabkommens zwischen der Schweiz und Ungarn hat in den Kreisen der Industrie grosse Erregung hervorgerufen. Diese Erregung hat ihren Grund nicht nur in der Art der getroffenen Lösung selbst, sondern auch im Vorgehen, das dabei den Interessenten gegenüber zur Anwendung gelangte. Die beteiligten Kreise haben ihrer Auffassung dem Vorort gegenüber in unmissverständlicher Weise Ausdruck gegeben und haben geglaubt, in dieser schwierigen Frage beim Vorort Rat und Aufklärung zu finden.

Leider war aber der Vorort nicht in der Lage, in diesem Fall, wie er das gewohnt war, die gewünschte Aufklärung zu verschaffen. Der Vorort war in keiner Weise zur Mitwirkung bei den Verhandlungen zugezogen worden, ja er wurde nicht einmal schriftlich über den Verlauf der Verhandlungen orientiert und kennt heute noch das Ergebnis der Verhandlungen, auf das sich das Zirkular der Schweizerischen Nationalbank vom 14. September stützt, nicht. In wichtigsten Fragen ist der Vorort bis heute ohne eine authentische und zuverlässige Orientierung geblieben. Dass sogar die Schweizerische Nationalbank, der die Durchführung dieser Vereinbarung zufällt, zu den Verhandlungen nicht zugezogen wurde, lässt uns das ganze Vorgehen in diesem Fall noch unverständlich erscheinen.

Sie verstehen, dass das im vorliegenden Fall dem Vorort gegenüber eingeschlagene Vorgehen uns befremden muss. Wir waren bisher immer bestrebt, in solchen Fällen durch unsere Mitwirkung nicht nur unsren Mitgliedern, sondern auch den Bundesbehörden nützlich zu sein, und es ist daher schlechterdings unverständlich, warum gerade bei diesen, die schweizerischen Exporteure unmittelbar und in erheblichem Ausmass betreffenden Verhandlungen der Vorort weder beigezogen noch auch nur irgendwie über den Gang der Verhandlungen orientiert wurde. Wir halten dafür, dass derartige Vorkommnisse im Interesse der Sache

1. Signatures: le Président, J. Syz, le Délégué, E. Wetter, le 1^{er} Secrétaire, O. Hulftegger.

2. Accord conclu le 9 septembre. Cf. n° 192.

selbst unbedingt vermieden werden sollten, was ja um so leichter möglich sein dürfte, als Sie wissen, dass wir Ihnen jederzeit zur Verfügung stehen.

Wir hoffen, dass Sie, hochgeachteter Herr Bundesrat, unsere Stellungnahme in dieser Sache begreifen werden, und zweifeln auch nicht daran, dass von Ihnen Anordnungen getroffen werden, die künftig die Wiederholung eines dergleichen Vorgehens ausschliessen.

196

E 1001 1, EPD, 1.8.-31.12.1932

*Proposition du Chef du Département de l'Economie publique,
E. Schulthess, au Conseil fédéral¹*

Bern, 1. Oktober 1932

[...]²

III.

In der Generaldebatte habe ich die Stellungnahme der Schweiz kurz wie folgt umschrieben:

1. Il s'agit d'un rapport du Directeur de la Division du Commerce du Département de l'Economie publique, W. Stucki, délégué par le Conseil fédéral à la conférence de Stresa avec le Président du Directoire de la Banque nationale, G. Bachmann.

Conformément à la résolution IV de la conférence de Lausanne du 9 juillet 1932, le président de la conférence, G. Bonnet a demandé aux Etats participants un exposé préliminaire succinct sur les mesures qu'ils proposaient pour la restauration économique et financière des Etats de l'Europe centrale et orientale. Consulté par le Chef du Département politique, le Département de l'Economie publique estime impossible de fournir l'exposé demandé avant la conférence:

/.../ Der Beschluss, diese schon so oft innerhalb und ausserhalb des Völkerbundes diskutierten Fragen einem neuen Komitee zu unterbreiten, ist ohne Mitwirkung und ohne Befragung der Schweiz erfolgt. Wir zweifeln an der Möglichkeit, diese ungeheuer schwierigen Fragen, die auch eine Reihe äusserst heikler politischer Probleme berühren, durch ein neues Komitee einer Lösung entgegenzuführen, nachdem es bekanntlich bis jetzt nicht einmal gelungen ist, die Interessenten selber, die Donaustaaten, zu einer einheitlichen Stellungnahme zu vereinigen. Wenn es sich darum handelt, diesen Staaten auf irgendeinem Wege der Handelspolitik zu helfen, so wird wohl ohne weiteres die Schweiz zu denjenigen Ländern gehören, die zu diesem Zwecke gewisse Opfer zu übernehmen hätten. Wenn wir dies auch nicht ohne weiteres grundsätzlich ablehnen wollen, so ist es doch sicherlich nicht unsere Sache, uns heute schon zu diesen Fragen zu äussern und bestimmte Vorschläge zu machen. Die Aufgabe unserer Delegierten wird vielmehr darin bestehen müssen, zu vernehmen und darüber zu berichten, was die Initianten der Konferenz, bzw. die Staaten, denen geholfen werden soll, vorschlagen, um dann nach näherer Prüfung dieser Vorschläge zu erklären, ob und unter welchen eventuellen Bedingungen die Schweiz zustimmen könne. [...]

(E 2001 (C) 5/90, Lettre du Chef du Département de l'Economie publique, E. Schulthess, au Chef du Département politique, G. Motta, du 18 août 1932.)

2. Dans les deux premières parties de son rapport, le Directeur de la Division du Commerce rappelle le programme de revendications élaboré notamment lors de la conférence de Varsovie, en juillet 1932, par les Etats formant le bloc agraire, essentiellement la Hongrie, la Roumanie et la

Unser Land hat ein nicht unbeträchtliches Interesse daran, zur Sanierung von Osteuropa beizutragen, dies sowohl um die gegenwärtigen, gänzlich unerfreulichen Handelsbeziehungen zu beleben, wie auch um als Gläubiger zu seinen Guthaben zu kommen. Was die vom Agrarblock vorgeschlagenen Hilfsmassnahmen anbelangt, so behandeln sie das Problem Osteuropa zu sehr losgelöst von der allgemeinen wirtschaftlichen und finanziellen Situation Europas und der Welt.

Was das Comité économique³ in seinem letzten Bericht zur wirtschaftlichen Lage im allgemeinen gesagt hat, dass nämlich eine multilaterale Regelung der Handelsbeziehungen solange keinerlei Aussicht auf Erfolg biete, als in den finanziellen und monetären Verhältnissen die heutigen gewaltigen Differenzen und Störungen weiterbestünden, gelte auch für die vorliegende Spezialfrage. So könnten wir nicht daran denken, uns auf multilateralem Boden mit den Ländern Osteuropas über Zollherabsetzungen und Abschaffung von Einfuhrbeschränkungen zu verständigen, während die für unsern Export ganz besonders hemmenden Faktoren, wie Entwertung der Währungen oder eingehende Devisenbewirtschaftung, fortbestünden. Bevor man also an die Verwirklichung solcher Postulate denke, muss, ähnlich wie in der Inflationsperiode der Nachkriegszeit, durch Regelung der monetären und Finanzverhältnisse die nötige Grundlage für handelspolitische Aktionen erst geschaffen werden. Unsere Handelsbilanzen mit den Oststaaten sind heute ausnahmslos passiv⁴, d.h. wir importieren, von allen zusammen und von jedem einzelnen, bedeutend mehr, als wir exportieren. Bei der allgemeinen Situation unseres Landes, das einen ungeheuern Exportausfall aufweist, der durch keine andern Erträge der Zahlungsbilanz mehr gedeckt wird, lässt sich dieser Zustand nur dann aufrechterhalten, wenn die Ostländer die Überschüsse ihrer Handelsbilanzen mit uns in erster Linie und hauptsächlich zur Abtragung unserer Forderungen an sie verwenden. Wir können unmöglich die Opfer dieser passiven Bilanzen weiter auf uns nehmen, damit finanzielle Leistungen an Staaten gemacht werden, welche die Abnahme von Waren verweigern. Was speziell die Frage der Zollpräferenzen anbelangt, so sind wir schon deshalb nicht in der Lage, solche einzuräumen, weil wir auf Getreide gar keine Zölle besitzen. Dagegen sei nicht ausgeschlossen, dass auf dem Gebiete der Einfuhrkontingentierung besondere Leistungen zugunsten des osteuropäischen Getreides gemacht werden könnten, falls solche Opfer, namentlich wenn sie noch mit der Einräumung von höhern Preisen als den Weltmarktpreisen verbunden sind, durch entsprechende, unsern Export oder unsere Finanz interessierende Gegenleistungen gerechtfertigt werden. In dieser Hinsicht muss betont werden, dass öffentliche Meinung und Parlemente im allgemeinen für Schlagworte wie «Hebung der Kaufkraft der Agrarstaaten Osteuropas» nicht viel Verständnis aufbringen. Die Gegenleistungen müssen deshalb in konkrete Form gebracht werden, und da bezweifle ich sehr, ob der

Yougoslavie, ainsi que la Bulgarie, la Pologne, la Tchécoslovaquie, l'Estonie et la Lithuanie. Il souligne les divergences de situation et d'intérêts entre ces pays, divergences que l'on retrouve entre les pays importateurs de céréales.

3. De la Commission d'étude pour l'Union européenne.

4. Cf. RG, 1932, pp. 599ss.

multilaterale Weg angesichts der von Land zu Land so verschiedenartigen Verhältnisse der richtige sei. Ich würde es vorziehen, die Wirtschafts- und Finanzbeziehungen mit jedem dieser Länder separat zu ordnen, wobei, wenn andere Staaten Westeuropas das Gleiche tun, eine gewisse Koordination dieser bilateralen Verhandlungen und Verträge durchaus möglich und sogar erwünscht ist.

Ich habe im übrigen darauf hingewiesen, dass wir auf diesem bilateralen Wege bereits verschiedene Abmachungen mit Oststaaten getroffen haben, durch Abschluss von Verträgen mit Polen, der Tschechoslowakei, Bulgarien, Jugoslawien und Ungarn. Ich habe, ohne letzteres Land zu nennen, über die betrübenden Erfahrungen mit dem ungarischen Weizengeschäft berichtet und zum Schlusse – insbesondere gegenüber der sehr oberflächlichen und banalen Rede des englischen Vertreters – die für gewisse Länder bestehende Notwendigkeit, Einfuhrbeschränkungen aufrechtzuerhalten, Clearingverträge abzuschliessen und eine gewisse «Kompensationspolitik» zu betreiben, nachdrücklich dargetan.

IV.

Die Konferenz hat naturgemäß zwei Hauptkommissionen gebildet, eine zur Besprechung der finanziellen und monetären Fragen, die andere zur Diskussion der wirtschaftlichen Probleme. Zum Präsidenten der Finanzkommission wurde Herr Prof. Bachmann⁵ ernannt, welcher sicherlich auf Wunsch gerne bereit ist, über deren Arbeiten eingehenden Bericht zu erstatten. Ich habe an den Beratungen der wirtschaftlichen Kommission teilgenommen und behandle deshalb im folgenden insbesondere die dort erörterten Fragen:

Wie leicht voraus gesehen werden konnte, hat sich das ganze dominierende Interesse der Wirtschaftskommission auf die Fragen der Getreidepräferenzen, die schon in Lausanne den Titel «Getreiderevalorisierung» erhalten hatten⁶, konzentriert. Die Verkäuferstaaten wurden eingeladen, über diejenigen Getreidemengen, die nach ihrer Ansicht dieses Jahr und nächstes Jahr durch besondere Leistungen der Käuferländer «revalorisiert» werden sollen, genaue Angaben zu machen. Es hat sich dabei herausgestellt, dass im laufenden Jahr für Weizen in Osteuropa überhaupt – infolge der schlechten Ernte – gar keine Mengen zum Export disponibel sind. Dagegen sind die Ernten an Mais, Hafer und Gerste sehr reichlich ausgefallen, und es stellt sich die Frage der Abnahme durch Westeuropa praktisch vor allem aus für diese Getreidearten. Die Exportüberschüsse wurden für die einzelnen Produktionsländer festgestellt.

[...]⁷

VI.

Die Diskussion über das Revalorisationsprojekt der Konferenz von Stresa wird in der nächsten Session des «Comité d'étude pour l'union européenne» wei-

5. Président du Directoire de la Banque nationale.

6. Cf. n. 1.

7. Le rapport examine ensuite la position des différentes délégations et passe en revue les articles du projet de revalorisation.

tergehen. Welche Stellung hat die schweizerische Delegation dabei einzunehmen? Meines Erachtens wird voraussichtlich das ganze Projekt an seinen innern Widersprüchen, an seinen zahlreichen Lücken und an den unüberbrückbaren Interessegegensätzen zum Scheitern verurteilt sein. Ich halte es für zweckmässig, wenn sich die schweizerische Delegation, wie in Stresa, eine gewisse Reserve auferlegt und den Streit über die Hauptfragen vor allem den andern überlässt. Sollten wider alles Erwarten die bestehenden ungeheuern Schwierigkeiten überwunden werden können und deshalb eine positive Stellungnahme erforderlich sein, so wäre sie wie folgt zu umschreiben:

1. Die Schweiz steht auf dem Standpunkt, dass, wie die finanziellen und monetären Fragen, auch die handelspolitischen Probleme kaum auf multilateralem Wege gelöst werden können. Was die Finanzkommission von Stresa mit Bezug auf das Verhältnis zwischen Gläubiger- und Schuldnerländern hervorgehoben hat, dass nämlich, infolge der grossen Verschiedenartigkeit dieser Dinge, eine bilaterale Regelung am meisten Aussicht auf Erfolg verspreche, das gilt auch für die eigentlichen Revalorisationsfragen. Der einzelne Käufer- bzw. Gläubigerstaat soll seine Wirtschafts- und Finanzbeziehungen mit den einzelnen Lieferanten- und Schuldnerländern bilateral zu regeln suchen und selber entscheiden, inwieweit er helfen kann und helfen will und ob diese Hilfe durch angemessene Gegenleistungen honoriert wird.

2. Einer gewissen Koordination der bilateralen Abmachungen, bestimmt, wenn möglich, die ganzen Getreideüberschüsse Ost- und Südeuropas zu erfassen und dadurch die Wirksamkeit der bilateralen Verträge auf die Getreidepreise bei den Produktionsländern sicherzustellen, widersetzt sich die Schweiz nicht. Sie kann aber einem allfälligen Vollzugsorgan nur beratende, nicht aber entscheidende Befugnis einräumen.

3. Die Schweiz ist bereit, möglichst grosse Quantitäten an Osteuropa-Getreide abzunehmen; die Einräumung bezüglicher Kontingente, die Statuierung allfälliger Bezugsverpflichtungen und die allfällige Bezahlung eines Überpreises macht sie im einzelnen Fall von den ihren handelspolitischen oder finanziellen Interessen dienenden Gegenleistungen abhängig.

4. Barbeiträge zum Zwecke der Revalorisierung des Ostgetreides aufzubringen, ist die Schweiz nicht in der Lage.

5. Ob die Schweiz finanzielle Beiträge zum Zwecke der Währungsstabilisierung in Osteuropa leisten kann, wird erst dann beurteilt werden können, wenn bestimmte Projekte vorliegen und insbesondere eine Sicherheit dafür besteht, dass als unmittelbare Folge einer derartigen Aktion *auf die Dauer* die heutigen Währungen stabilisiert und die bestehenden Einschränkungen im Zahlungsverkehr vollkommen aufgehoben werden.

VII.

Abgesehen vom behandelten Projekt über die Getreiderevalorisierung haben die Arbeiten von Stresa keine Resultate gezeitigt, auf die näher einzutreten sich der Mühe lohnen würde. Der wirtschaftliche Bericht enthält die gleichen Ausfüh-

rungen und Empfehlungen, die in allen wirtschaftlichen Konferenzen der letzten Jahre immer wieder aufgestellt worden sind, und behandelt daneben, im Sinne eines Kommentars, das Revalorisationsprojekt. Der Bericht der Finanzkommision liegt zur Stunde in seiner endgültigen Fassung überhaupt noch nicht vor. Es ist überaus charakteristisch für die Ernsthaftigkeit der ganzen Arbeit von Stresa und namentlich auch für die Konferenzleitung, dass in der Schlusssitzung ein finanzieller Bericht genehmigt worden ist, welcher weder von der Finanzkommision akzeptiert war noch den Konferenzteilnehmern überhaupt vorlag! Soweit es sich nach früheren Fassungen beurteilen lässt, enthält der Bericht ein sehr interessantes Material, die üblichen guten Ratschläge an die Schuldnerstaaten, Wünsche betreffend die möglichst rasche Beseitigung der Währungsdifferenzen und der Devisenbewirtschaftungsvorschriften und die erfreuliche Konstatierung, dass die Verhältnisse zwischen Gläubiger- und Schuldnerländern so verschiedenartig sind, dass sie in der Hauptsache nicht generell, sondern nur bilateral geordnet werden können.⁸

8. *Le Conseil fédéral adopte ce rapport dans sa séance du 24 octobre 1932 (E 1004 1/336). Sur les suites de la conférence de Stresa, cf. Rapports du Conseil fédéral sur les XIII^e (FF, 1933, I, pp. 139ss.) et XIV^e (FF, 1934, II, p. 246) Assemblées générales de la SdN.*

197

E 2300 Shanghai, Archiv-Nr. 3

*Le Consul général de Suisse à Shanghai, E. Lardy,
à la Division des Affaires étrangères du Département politique*

RP n° 4

Shanghai, 5 octobre 1932

Un des effets les plus immédiats et, pour la Chine, les plus tangibles de la reconnaissance japonaise du Mandchoukouo a été l'annonce par le Ministère des Affaires Etrangères du nouvel Etat, le 15 septembre, de l'indépendance douanière complète du Mandchoukouo vis-à-vis de la Chine proprement dite, la perception des droits à l'importation et à l'exportation devant commencer à la frontière chinoise le 25 septembre et un bureau de douane étant établi, à cet effet, à Shantaiwan.

Désirant me rendre compte de la réaction du Gouvernement chinois envers cette grave mesure, je suis allé trouver, à son sujet, Sir Frederic Maze, Inspecteur Général des Douanes chinoises. Quoique sujet britannique, Sir Frederic passe pour l'un des principaux conseillers du Ministre des Finances T. V. Soong, Président intérimaire actuel du Yuan¹ exécutif.

Tout en me demandant de garder pour moi, et pour le Gouvernement Suisse,

1. *Conseil.*

ses confidences, Sir Frederic m'annonça qu'il venait précisément d'avoir, sur la question, plusieurs conférences avec les membres intéressés du Yuan exécutif (Lo Wen-kan, T. V. Soong, etc.) qui l'avaient consulté sur la politique à adopter. Les avis étaient d'abord partagés; certains inclinaient pour une politique de représailles à l'égard du nouvel Etat, politique qui, en matière douanière, se serait traduite notamment par des droits différenciels, prohibitifs, etc. Tout en se déclarant prêt, s'il en était requis formellement, à élaborer un projet dans ce sens, Sir Frederic Maze avait, me dit-il, fait tous ses efforts pour amener le Gouvernement à en abandonner l'idée. Bien qu'Inspecteur des Douanes, ce ne sont nullement des arguments généraux qu'il invoqua; il s'efforça, au contraire, de montrer que la perte de recettes douanières qui résulterait d'une attitude plus tolérante serait compensée amplement sur le terrain politique. Au moment où la Chine, pour le moment du moins, ne pouvait opposer avec succès la force à la force, mieux valait s'abstenir d'actes qui pourraient être interprétés comme une reconnaissance indirecte du fait accompli, et continuer à agir en conformité de la situation de droit, en vertu de laquelle la Mandchourie était chinoise et les fonctionnaires mandchoukou des rebelles.

[...]

J'ai eu l'occasion de contrôler les indications de l'Inspecteur des Douanes à la meilleure source, au cours d'un entretien que T. V. Soong, Ministre des Finances et Chef intérimaire du Gouvernement, de passage à Shanghai, m'a accordé à son domicile la semaine dernière. T. V. Soong a insisté tout de suite sur le contraste entre la politique japonaise, qui, malgré les promesses faites au début, était devenue une politique d'invasion et d'occupation, et l'attitude du Gouvernement chinois, qui dès l'abord en avait appelé à la Société des Nations et qui, maintenant encore, s'absténait de prendre des contre-mesures. Il déclara hautement qu'il mettait toute sa confiance dans la Société, qui ne manquerait pas de sauvegarder le bon droit de la Chine. Pour le moment, le Gouvernement consacrait tout son effort militaire à la lutte contre les bandes communistes et Chiang Kai-shek espérait mener à bien cette campagne, toute la vallée du Yang-tze étant déjà libérée; on ne songeait pas à entreprendre une offensive dans le Nord, mais, si le Jehol était attaqué, on résisterait.

En terminant, T. V. Soong me parla du Journal de Genève, dont il considère l'influence morale très considérable, en tant que grand organe politique paraissant à Genève, et il me demanda si c'était un journal d'inspiration officielle. Comme je lui expliquais que notre presse était indépendante, il insista néanmoins sur l'importance qu'il y avait à ce que la cause du droit y fut énergiquement défendue durant la crise prochaine; je lui promis de vous transmettre son vœu.

Le Comte Ciano, Ministre d'Italie, avec lequel je me suis entretenu à son retour récent de Pékin, m'a confirmé, de son côté, qu'une action chinoise au Jehol n'était pas à attendre. Du côté japonais, disait-il, la conquête du Jehol viendrait tôt ou tard, mais l'attaque par le Nord était difficile tactiquement et pourrait tarder; quant à la résistance chinoise, elle se bornait au soutien financier et matériel des irréguliers; c'était, pour le moment, le seul plan; mais cette guerre de partisans se poursuivait avec des succès très réels et très embarrassants pour les japonais; les

moyens employés étaient analogues à ceux en honneur dans la campagne contre les Rouges, où les armées en présence s'efforcent de provoquer, moyennant finances, la défection des soldats adverses, et les troupes du Mandchoukouo n'étaient pas sûres. Le centre d'organisation des guerillas était à Pékin, auprès du Maréchal Chiang Hsue-liang, et c'était la raison pour laquelle on y craignait une occupation, au cas où la «patience» japonaise se lasserait.

Quoi qu'il en soit, un retour en arrière japonais, après la reconnaissance du Mandchoukouo, semblait au Comte Ciano exclu, quelles que fussent être, à cet égard, les conclusions du rapport Lytton, à moins que des raisons économiques ou financières d'ordre interne n'y contraignissent les japonais.

J'ai vu dernièrement aussi le nouveau Ministre du Japon en Chine, M. Ariyoshi, le même qui fut longtemps accrédité à Berne; il a émis, lui aussi, l'avis que, du côté chinois, une réaction rigoureuse ne devait pas être attendue à l'heure actuelle, non seulement par tactique envers la S.D.N., mais aussi en raison de la détresse financière du Gouvernement et des désaccords persistants entre le Nord et le Sud, dont la retraite prolongée de Wang Ching-wei serait une des manifestations. Il semble aussi que les généraux de l'entourage du Maréchal Chiang Hsue-liang, à Pékin, aient montré peu de zèle à placer à la disposition du Gouvernement, pour une campagne dans le Jehol, des effectifs qu'ils considèrent comme destinés essentiellement à la défense de leurs sphères d'influence personnelles.

/.../

E 2300 Berlin, Archiv-Nr. 33

198

*La Légation de Suisse à Berlin¹
au Chef du Département politique, G. Motta*

L Vertraulich

Berlin, 7. Oktober 1932

/.../

Die Manöver² waren so angelegt, dass sich ein Vergleich mit den mutmasslichen Ereignissen in einem Kriege mit Polen ergeben musste, und zwar in dem Abschnitt zwischen Oder und Warthe, wo die polnische Grenze bis zu 130 km an die Reichshauptstadt heranreicht. Es scheint, dass durch die Manöver auch der Armee und dem deutschen Volke die Gefahr vor Augen geführt werden sollte, die mit der jetzigen Grenzziehung und mit der infolge des Friedensvertrages ungenügenden Landesverteidigung verbunden ist.

Auch in der Organisierung der Manöverparteien scheint der Kriegsfall mit Polen berücksichtigt worden zu sein. Die feindliche rote Partei wurde stärker und

1. La lettre est signée par H. Frölicher, Chargé d'affaires a.i.

2. H. Frölicher a été invité à assister aux manœuvres de la Reichswehr, du 18 au 22 septembre.

beweglicher gemacht als Blau; insbesondere wurden ihr Truppen-Formen und Waffen beigegeben, über die die Reichswehr nach den Bestimmungen des Friedensvertrages nicht verfügen darf: so motorisierte Aufklärungs-Detachemente, Panzerwagen, Kraftradschützen und Radfahrer, Flieger und schwere Artillerie wurden supponiert. Die Panzerwagen bestanden allerdings aus gewöhnlichen Personenwagen mit Karton-Attrappen, die Krafträder und Fahrräder waren angeblich Privatbesitz der betreffenden Reichswehrsoldaten, die aus den verschiedensten Regimentern stammten. So wurde bei Rot eine Truppe gezeigt, wie sie nach dem Friedensvertrage nicht vorhanden sein darf, mit der aber im Ernstfalle die Reichswehr beim Gegner zu rechnen haben wird.

Auffallend war es aber auch, dass die Organisation bei Blau nicht mit derjenigen übereinstimmte, die im Friedensvertrage Deutschland eingeräumt wurde. Jedes Stab eines Truppenkörpers war eine Nachrichtenabteilung beigegeben. Jedes Bataillon und die Aufklärungsabteilung verfügten über eine Tankabwehr-Formation. Diejenige der Aufklärungsabteilung war motorisiert. Die Tankabwehr-geschütze waren allerdings mit einem Rohr aus Holz versehen. Im übrigen hatte das Geschützmodell normale Zieleinrichtung, teilbare Lafette und Stahlschutzzschild. Bei der Artillerie war dem Divisionsartillerieregiment eine supponierte vierte Abteilung beigegeben mit drei schweren Feldbatterien. Blau verfügte ebenfalls, allerdings in geringerem Umfange als Rot, über Panzerwagen. Man wird sich fragen, weshalb bei Blau mit Formationen geübt wurde, die verboten sind. Es hätte wohl keinen Sinn, bei beiden Manöverparteien mit Truppen und Waffen zu üben, die nur auf dem Papier stehen und auch in absehbarer Zukunft nicht zur Verfügung stehen werden. Die Antwort liegt nahe, dass entweder die Heeresleitung bereits für die nächste Zeit mit einer Lockerung der wehrpolitischen Bestimmungen des Friedensvertrages rechnet oder dass sie nötigenfalls gewillt ist, unter Umgehung der wehrpolitischen Bestimmungen des Friedensvertrages die Reichswehr umzuorganisieren. Von den Militär-Attachés konnte man die Auffassung hören, dass diese Umorganisation im geheimen schon weit fortgeschritten sei.

Die autonome Lösung, die der Reichswehrminister³ anlässlich der ostpreussischen Manöver ankündigte, dürfte wohl dahin verstanden werden, dass Deutschland beim Scheitern der eingeleiteten diplomatischen Schritte im geheimen seine Landesverteidigung den heutigen Verhältnissen anpassen werde. Vielleicht hätte man in dieser Hinsicht aus dem Munde des Reichswehrministers selbst etwas erfahren können, da bei der Schlussbesprechung der Reichswehrminister Ausführungen über die wehrpolitischen Fragen gemacht hat. Bevor jedoch der Reichswehrminister seine Ausführungen begann, wurden sämtliche an der Schlussbesprechung Anwesenden, die nicht aktive Reichswehroffiziere waren, gebeten, der Vertreter des Auswärtigen Amtes eingeschlossen, das Lokal zu verlassen.

Bekanntlich gehört zu den Programmpunkten der deutschen Umrüstung die Schaffung einer Miliz. In meinem letzten politischen Berichte⁴ wies ich darauf

3. K.v. Schleicher.

4. Du 9 septembre (E 2300 Berlin, Archiv-Nr. 33).

hin, dass das grosse Interesse Deutschlands an unseren Heereseinrichtungen auf diese Pläne zurückzuführen sei. Auch bei den Manövern in Ostpreussen, die in der zweiten Hälfte August stattfanden, hat der Reichswehrminister die Schaffung einer Miliz öffentlich angekündigt und schon damals auf das schweizerische Vorbild hingewiesen. Dabei muss aber betont werden, dass nicht etwa beabsichtigt ist, das Berufsheer durch eine Miliz zu ersetzen, sondern neben der Reichswehr sollen Milizformationen aufgestellt werden. Die Miliz soll im Rahmen der Landesverteidigung rein defensive Aufgaben übernehmen, zu deren Erfüllung sie mit Rücksicht auf ihre Ausbildung und Organisation befähigt erscheint. In erster Linie ist an eine Verwendung der Miliz in den Grenzgebieten, insbesondere im abgetrennten Ostpreussen, gedacht. Ein Anfang mit der Durchführung dieses Programmpunktes ist wohl damit gemacht worden, dass Mitte September ein Reichskommissariat für Jugendertüchtigung gebildet wurde, das die Aufgabe hat, die sog. Sportverbände mit der Zeit in den Dienst der Landesverteidigung zu stellen und zunächst damit anzufangen, Instruktoren für den Geländesport auszubilden und den Verbänden zuzuweisen.

In diesem Zusammenhange sind die Äusserungen von Interesse, die der Reichswehrminister Herrn Oberst Combe⁵ anlässlich der Vorstellung der ausländischen Offiziere getan hat. Er führte ungefähr folgendes aus: Die deutsche Heeresleitung würde den schweizerischen Heereseinrichtungen besonderes Interesse entgegenbringen, weil die Absicht bestände, auch in Deutschland etwas Ähnliches zu schaffen. Dies sei ein Plan, für den er sich besonders interessiere. Es müsse *neben* der Reichswehr eine Miliz geschaffen werden, in der jeder Deutsche berechtigt sei, dem Lande zu dienen. Die Aufstellung einer solchen Organisation sei auch deshalb erwünscht, weil dann das für die Staatsautorität abträgliche Soldaten spielen der Parteiarmeen aufhören würde. Allerdings würden Deutschland jetzt Schwierigkeiten gemacht, diese Pläne zur Ausführung zu bringen, aber diese Widerstände seien sachlich nicht gerechtfertigt: «Was für die Schweiz recht sei, das sei auch für Deutschland billig.» Zu letzterer Bemerkung ist beizufügen, dass sie wörtlich der Formulierung entspricht, die der Reichswehrminister in seiner Befprechung an den ostpreussischen Manövern laut Zeitungsberichten gebrauchte. Es mag fraglich sein, ob es erwünscht ist, wenn von deutscher Seite auf das schweizerische Beispiel in dieser Form verwiesen wird. Jedenfalls ist die Begründung kaum überzeugend, denn der Reichswehrminister übersieht, dass die Schweiz neben der Miliz kein Berufsheer hat und dass unserer Armee ihre Aufgabe durch die Neutralitätspolitik vorgeschrieben ist, während Deutschland nicht beabsichtigt, sich auf eine Neutralitätspolitik zu verpflichten.

Wenn ich von den Manövern den Eindruck erhalten habe, dass die deutsche Umrüstung im geheimen bereits begonnen hat und dass die Heeresleitung entschlossen ist, bei dem Misserfolg der diplomatischen Aktion in der Wehrfrage auf dem bisherigen Wege fortzuschreiten, so wird man sich auch die Frage stellen, ob bei der Gegenseite die Möglichkeit besteht, Deutschland gegebenenfalls an diesem Vorgehen zu hindern. Um letzteres zu erreichen, müsste die französische

5. 1^{er} Chef de section du Service de l'Etat-major général du Département militaire.

Sanktionspolitik wieder aufgenommen werden. Dagegen bestehen aber in der jetzigen Zeit, wo die Krisenbekämpfung das Gebot der Stunde ist, die grössten Bedenken. Diese würden wohl zurückgestellt, wenn die eingeleitete und in Aussicht genommene Umrüstung, worüber die französische Regierung bekanntlich Belege besitzen soll, eine ernstliche Gefahr für den Frieden bedeuten könnte. Das ist aber nicht der Fall. Der Rüstungsstand, den Deutschland heute anstrebt und bei seiner finanziellen Lage anstreben kann, ist derjenige, der erlaubt, die Landesverteidigung wenigstens einigermassen zu sichern. An eine Stärkung des Heeres in einem Masse, dass es für die Erreichung machtpolitischer Ziele eingesetzt werden könnte, ist ernstlich nicht zu denken. Was Deutschland heute anstrebt und aus finanziellen Gründen auch nur erreichen kann, ist die Rückgewinnung der Landesverteidigung. Das Recht der Landesverteidigung wurde bekanntlich Deutschland durch den Friedensvertrag entzogen, der in Art. 160 Abs. 2 bestimmt, dass das Heer nur für die Erhaltung der Ordnung innerhalb des deutschen Gebietes und zur Grenzpolizei bestimmt sei. Ein solcher Eingriff in die Rechte eines souveränen Volkes liesse sich auf die Dauer nur aufrechterhalten, wenn als erwiesen angenommen werden könnte, dass Deutschland nach Erreichung des Rechtes auf Landesverteidigung trotz aller freiwillig eingegangenen Rüstungsverpflichtungen zu einer friedensgefährdenden Aufrüstung übergehen würde.

199

E 1004 1/336

*CONSEIL FÉDÉRAL
Procès-verbal de la séance du 11 octobre 1932*

1617. Sachverständigen-Kommission für die Vorbereitung
des Programms der Weltwirtschaftskonferenz¹

Mündlich

Der Vorsteher des Finanzdepartements weist darauf hin, dass in letzter Zeit Pressemeldungen über die Beteiligung eines Mitgliedes des Bundesrats an den Sit-

1. *Dans sa résolution prise le 9 juillet 1932, la conférence de Lausanne sur les réparations avait invité la Société des Nations à convoquer une conférence mondiale sur les problèmes économiques et monétaires à une date convenable et à un endroit qui sera fixé ultérieurement (et qui ne sera pas nécessairement Genève). Suivant la résolution de la conférence de Lausanne, l'examen préalable de ces questions devait être confié à une commission d'experts qualifiés.*

Le 15 juillet, le Conseil de la SdN avait accepté l'invitation exprimée par la conférence de Lausanne et avait décidé de former une commission d'experts. Six d'entre eux avaient été désignés ensuite directement par le Conseil, dont le Conseiller fédéral Musy comme expert pour les questions financières. Les autres experts avaient été choisis par les gouvernements de neuf pays ainsi que par la Banque des règlements internationaux. Sur cette question cf. E 2001 (C) 5/90.

zungen einer vom Völkerbundsrat bestellten Kommission² erschienen seien. Es handle sich dabei um eine Sachverständigentagung, deren Zweck sei, die Fragen festzustellen und zu formulieren, die der Weltwirtschaftskonferenz zur Beratung vorgelegt werden sollen. Es liege keineswegs in der Aufgabe der Sachverständigen, zu diesen Fragen Stellung zu nehmen oder Lösungen für sie vorzuschlagen. Der Völkerbundsrat habe ihn nun in der Tat eingeladen, an der Tagung dieser Sachverständigen in Genf teilzunehmen. Die Anwesenheit eines schweizerischen Sachverständigen bei diesen Arbeiten sei ohne Zweifel erwünscht; denn die Schweiz habe ein Interesse daran, von vornehmesten zu wissen, beispielsweise welche Währungsfragen der Weltwirtschaftskonferenz unterbreitet werden sollen. Von der Bank für internationalen Zahlungsausgleich (BIZ) nehmen zwei Vertreter³ an der Tagung teil, worunter sich aber Herr Prof. Bachmann nicht befindet. Da es sich nicht um politische, sondern um technische Fragen handle, dürfte der Teilnahme eines Mitglieds des Bundesrats an der Sachverständigentagung kaum etwas im Wege stehen, die ihm erwünschte Gelegenheit gebe, mit den übrigen Sachverständigen Fühlung zu nehmen. Voraussichtlich werde die Tagung auch nur von kurzer Dauer sein und es sei ihm zugestanden worden, dass er sich, sofern die Tagung länger als drei Tage dauern sollte, durch eine geeignete Persönlichkeit vertreten lassen könne. Als solche habe er Herrn Prof. Bachmann von der Generaldirektion der Nationalbank in Aussicht genommen. Mit Sicherheit sei anzunehmen, dass, wenn er den an ihn ergangenen Ruf ablehne, dann an seine Stelle kein Schweizer gerufen werde. Ohne weiteres sei klar, dass er an einer Tagung ausserhalb der Schweiz nicht teilnehmen würde.

In der Beratung wird geltend gemacht, es liessen sich grundsätzliche Bedenken gegen die Beteiligung von Mitgliedern des Bundesrats an solchen internationalen Kommissionen, namentlich auch an rein technischen, vorbringen. Es sei doch zweierlei, ob ein Mitglied des Bundesrats oder ein Mitglied der Generaldirektion der Nationalbank sich für oder gegen die Einreichung einer bestimmten Frage in das Programm der Weltwirtschaftskonferenz ausspreche. Die Schweiz könne einen Bundesrat zur Wahrnehmung ihrer Interessen an internationalen Konferenzen entsenden, aber als vom Völkerbund bestellter Sachverständiger zu amten, sei eigentlich nicht Sache eines Regierungsmitgliedes. Grundsätzlich sollte ein Mitglied des Bundesrates nur auf Grund eines besonderen Auftrags des Gesamtbundesrats an einer internationalen Kommission teilnehmen können, und es wäre angezeigt, bei diesem Anlass einen Beschluss in diesem Sinne zu fassen. Wenn erst einmal Ausnahmen von diesem Grundsatz gemacht werden, so sei es später schwer, die Beteiligung an solchen Veranstaltungen abzulehnen, und zwar auch dann, wenn es sich nicht, wie im vorliegenden Fall, um rein technische Angelegenheiten, sondern um politische Dinge handle, wobei dann sofort ein Widerspruch zu unserer strengen Neutralitätspolitik entstünde.

Angesichts der ganz besonderen, eine solche Gefahr ausschliessenden Natur

2. Cf. n. I ci-dessus.

3. Il s'agit du Président de la Banque néerlandaise, L. Trip et du Vice-président de la Banque des règlements internationaux, L. Fraser.

der in Frage stehenden Konferenz und um dem Völkerbundsrat gegenüber keine Haltung einzunehmen, die unverbindlich erscheinen könnte, einigt sich der Rat aber auf die Meinung, es könne der Vorsteher des Finanzdepartements ermächtigt werden, an der in Genf stattfindenden Tagung der vom Völkerbundsrat berufenen Sachverständigentagung teilzunehmen, wobei er aber erklären würde, seine übrige Inanspruchnahme werde ihm nicht gestatten, der Konferenz lange beizuhören, weshalb er bitten müsse, ihm gegebenenfalls zu gestatten, sich vertreten zu lassen. Der Bundespräsident würde sich in Genf dafür verwenden, dass als Stellvertreter des Vorstehers des Finanzdepartements Herr Prof. Bachmann zugelassen würde. Der Bundespräsident ist auch mit dem Vorschlag zu einem grundsätzlichen Beschluss in dem Sinne einverstanden, dass Mitglieder des Bundesrats Missionen bei internationalen Tagungen in der Regel nur auf Grund eines besonderen Auftrags des Bundesrats übernehmen sollen.

Auf Grund der Beratung wird *beschlossen*:

1. Mitglieder des Bundesrates sollen Missionen bei internationalen Tagungen in der Regel nur auf Grund eines besondern Auftrags des Bundesrats übernehmen.
2. Der Vorsteher des Finanzdepartements wird ermächtigt, der Einladung des Völkerbundsrats zur Teilnahme an der mit der Vorbereitung des Programms der Weltwirtschaftskonferenz betrauten Sachverständigenkonferenz teilzunehmen in der Meinung, dass er sich, wenn die Tagung längere Zeit dauern sollte, durch Herrn Prof. Bachmann von der Nationalbank werde vertreten lassen⁴.

4. *La commission préparatoire des experts va se réunir une première fois du 31 octobre au 9 novembre 1932. Le 19 janvier 1933 elle présente son Projet d'ordre du jour annoté pour la Conférence monétaire et économique, publié le lendemain par la SdN (un exemplaire de ce rapport se trouve dans le fonds E 2001 (C) 5/90).*

200

E 2001 (C) 3/158

*Le Chef de la Division des Affaires étrangères
du Département politique, M. de Stoutz,
au Consulat général de Suisse à Santiago du Chili*

Copie
L BE

Berne, 14 octobre 1932

Nous avons l'honneur d'accuser réception de votre lettre du 13 septembre¹ par laquelle vous avez bien voulu nous envoyer un résumé du décret N° 595 promulgué par le Gouvernement du Chili en date du 9 du même mois. L'objet de cette mesure est la création d'une Caisse autonome d'amortissement destinée à permettre la consolidation des dettes flottantes et à préparer le rétablissement du service financier des emprunts chiliens émis à l'intérieur et à l'étranger.

1. Non reproduit.

Il est à peine besoin de souligner l'importance que cette décision est susceptible d'avoir pour les nations créancières du Chili, qui sont fondées à la considérer comme la première tentative faite, depuis juillet 1931, pour donner satisfaction aux intérêts si gravement lésés des porteurs d'emprunts, tout comme des Banques qui ont consenti des ouvertures de crédits et des avances à l'Etat et aux Municipalités. Pour pouvoir apprécier d'une manière plus exacte la portée du décret et son intérêt pour les tiers créanciers, diverses questions que n'éclaire pas votre communication exigeraient une étude complémentaire.

Nous nous demandons d'abord si la constitution de la Caisse autonome est le résultat d'une décision spontanée du Gouvernement chilien, qui, jusqu'à ce jour, avait paru pourtant peu soucieux des intérêts de ses créanciers, ou si cette importante mesure ne serait pas plutôt le résultat de la pression exercée par diverses puissances à l'occasion de la reconnaissance du nouveau régime chilien.

La Suisse étant au nombre des Etats qui se sont abstenus jusqu'à maintenant de reconnaître le nouveau Gouvernement² en raison de l'incertitude régnant au sujet du sort de ses créances, nous n'avons pas besoin de souligner l'intérêt que présenteront vos informations à ce propos également. Quels que soient les mobiles qui ont dicté la présente décision du Gouvernement chilien, l'institution d'une procédure destinée à favoriser une reprise du service de la dette publique et la liquidation des engagements à court terme répond, non seulement à une nécessité, dont la considération n'a été que trop longtemps différée, mais encore aux engagements que prit le Gouvernement chilien lui-même à l'époque où il décrétait le moratoire des services financiers en juillet et août 1931.

L'efficacité de la mesure décrétée le 9 septembre dépendra avant tout de deux facteurs: situation financière des entités débitrices, d'une part, et état de la balance des paiements du Chili, de l'autre. Il est clair, en effet, que les intérêts des créanciers ne seront sauvagardés que pour autant que les engagements arriérés ou courants viendront à être remplis grâce à un versement effectif et à complète satisfaction de droit à la Caisse autonome. Les dépôts ainsi constitués devront être convertis dans la monnaie de paiement et transférés à l'étranger, opération que seule l'amélioration de la situation monétaire du Chili rendra praticable. Cette seconde condition dépend ainsi de contingences difficilement prévisibles et nous ne supposons pas qu'une reprise effective du service des emprunts puisse être envisagée dès maintenant. La constitution du fonds de garantie auprès de la Caisse autonome est une mesure d'une portée plus positive et plus actuelle. Aussi désirerions-nous savoir si le Gouvernement et les corporations publiques seront en état d'alimenter les recettes attribuées par le décret à la Caisse autonome. Ces versements proviendront entre autres «des dépôts en monnaie du pays que le Gouvernement et les Municipalités auraient effectués ou effectueront à la Banque centrale du Chili pour le service de leurs dettes à court terme», ainsi que «des

2. Depuis le renversement du dictateur C.Ibañez en juillet 1931, le Chili connaît une période d'instabilité gouvernementale. Le 31 octobre 1932, A.Alessandri sera élu à la présidence de la république, et le Conseil fédéral reconnaîtra le nouveau gouvernement le 11 novembre suivant.

sommes déposées ou qui seront déposées à la Banque centrale du Chili, conformément à la législation en vigueur, ou qui seront inscrites au budget de l'Etat et des Municipalités pour le service de la dette extérieure de ceux-ci». Or il ne semble pas, à l'exception peut-être de la ville de Santiago, que l'Etat et les Municipalités aient effectué jusqu'ici ces versements à la Banque centrale et nous nous demandons même si les conditions financières du Chili, qui n'ont guère été qu'en s'aggravant, leur permettront de mieux satisfaire dorénavant leurs engagements.

Le décret du 9 septembre introduit par ailleurs une mesure d'une haute portée pratique en attribuant conjointement à la Caisse autonome le produit dérivé d'une majoration des impôts sur les revenus et sur les successions, des taxes de mutation immobilière et des droits sur le chiffre d'affaires; l'affectation d'autres ressources publiques est aussi prévue. Il est à peine besoin d'ajouter qu'on ne pourra se rendre compte des effets de cette mesure qu'en connaissant le montant auquel les Autorités chiliennes estiment le rendement de ces contributions complémentaires.

Nous attirons enfin votre attention sur les conséquences que la présente dévaluation du peso aura inévitablement sur le fonctionnement du «funding». Nous supposons, entre autres, que cette dévaluation entraînera pour les entités débitrices l'obligation de relever la dotation de la Caisse autonome à un chiffre double de la somme antérieurement requise par le service des emprunts extérieurs. Telles sont quelques-unes des questions, dont nous ne prétendons pas avoir épuisé la série, qui ne manqueront pas de se poser aux milieux suisses intéressés. Nous vous saurions donc gré de bien vouloir compléter notre information de manière à nous permettre de satisfaire aux demandes qui viendraient à nous être adressées³. Nous ajoutons que l'opinion des autres nations créancières du Chili et de leurs représentants à Santiago présente aussi un grand intérêt pour nous.

3. *Le Consulat de Suisse à Santiago répondra au Département politique par lettre du 27 janvier 1933 (E 2001 (C) 3/158).*

201

E 2001 (C) 5/87

*Le Président du Directoire de la Banque nationale, G. Bachmann,
au Chef du Département de l'Economie publique, E. Schulthess*

*Copie
L BM*

Zürich, 19. Oktober 1932

[...]

Im übrigen erlaube ich mir, was meine Einstellung zur Beteiligung der Schweiz am Darlehensgeschäft anlangt, auf die vor Abschluss der Anleihensverhandlungen im Juni geschriebenen Briefe an Herrn Bundesrat Musy vom 8. und 16. Juni

zu verweisen¹, die ich Ihnen zum Teil bereits in Kopie übermittelt hatte. Seit jenen Briefen ist am 23. Juni von Österreich das Transfermoratorium erlassen worden, das sowohl die Zinsen der kurzfristigen Kredite wie auch den gesamten Zins- und Amortisationsdienst der langfristigen Anleihen beschlägt. Während der Anleihehensverhandlungen war im besonderen Masse als Zweck der Hingabe des neuen Geldes die Möglichkeit der Fortführung dieses Zinsendienstes bezeichnet worden. Nachdem derselbe nun eingestellt ist und so unter anderm auch die Zinsen für die Kredite der Notenbanken von der Österreichischen Nationalbank nicht mehr überwiesen werden, wird sich die Frage erheben, ob die neue Anleihe von ca. 300 Millionen Schilling das Transfermoratorium zu beheben vermag. Es entzieht sich meiner Kenntnis, ob dies möglich oder auch nur beabsichtigt ist. Ich weiss nicht, welche andern Zahlungen mit diesen ca. 300 Millionen Schilling, ausser der Rückzahlung des Kredites der Bank von England und jenes der Internationalen Bank mit den übrigen Notenbanken, bewerkstelligt werden sollen.

Wenn ich auch gerne den letzten Nachrichten, dass die Lage Österreichs allgemein gesprochen eine gewisse Besserung erfahren habe, vollen Glauben schenken will, so kann ich doch, angesichts der Ihnen unterbreiteten Zahlen, von der schon in meinen Briefen an Herrn Bundesrat Musy vom Juni ausgesprochenen Ansicht nicht abkommen. Ich halte dafür, dass auch heute noch die Beteiligung der Schweiz an der österreichischen Anleihe vom wirtschaftlich-finanziellen Standpunkte aus nicht zweckmässig ist und dass ihre Rechtfertigung in allgemeinen staatspolitischen Gründen gefunden werden muss.

1. *Non retrouvé.*

202

E 2001 (C) 5/87

*Le Chef du Département de l'Economie publique, E. Schulthess,
au Chef du Département politique, G. Motta*

L

Bern, 27. Oktober 1932

Beteiligung an der österreichischen Anleihe

Wie Sie wissen, haben wir schon wiederholt gewisse Bedenken über die Beteiligung der Schweiz an der österreichischen Anleihe geäussert¹. Wir wollen in diesem Schreiben darauf nicht zurückkommen. Dagegen sind wir verpflichtet, Sie auf folgendes aufmerksam zu machen:

1. Im Auftrage des Bundesrates haben wir die österreichische Regierung eingeladen, dafür besorgt zu sein, dass das Haager Übereinkommen über den Musterschutz² endlich ratifiziert werde. Diese Ratifikation ist von höchster Bedeutung,

1. Cf. n° 172.

2. *Arrangement du 6 novembre 1925 concernant le dépôt des dessins ou modèles industriels.*

da die Vorarlberger Sticker die sanktgallischen Muster kopieren. Wir haben sie sodann weiter eingeladen, in Verhandlungen über ein Stichpreisabkommen und über die Arbeitsdauer in der Stickerei einzutreten, und sie endlich gebeten, es möchte das im schweizerisch-österreichischen Handelsvertrag vom 6. Januar 1926 festgesetzte Vorarlberger Schnittwarenkontingent³ ausser Kraft gesetzt werden.

2. Inzwischen traten dann die Ereignisse im Rheintal ein, die Sie kennen⁴. Die Beilegung des Konfliktes wurde dadurch ermöglicht, dass über die erwähnten Punkte Verhandlungen mit Österreich in Aussicht gestellt wurden. Unter dieser Bedingung verzichteten die Exporteure für einmal auf die Ausübung des Veredlungsverkehrs.

3. Wir haben uns sofort mit Herrn Schüller⁵ in Verbindung gesetzt, und dieser hat zu offiziösen Verhandlungen Hand geboten, die zwischen Regierungsrat Dr. Karrer von der Vorarlberger Handelskammer und Nationalrat Pfister⁶ für die Schweiz geführt werden sollen. Wir entnehmen einem Bericht des Herrn Nationalrats Pfister, dass sich beide Unterhändler auf folgendes Procedere geeinigt haben:

- a) Aus der Gruppe der Exporteure und der Lohnsticker werden beidseitig je zwei Fachexperten bestellt und diesen gleichzeitig noch schweizerischerseits als neutraler Experte Herr Epper von der Stickerei-Treuhand-Genossenschaft und im Vorarlberg Herr Häggerle, Chef der Stickereikontrolle in Vorarlberg, beigegeben.
- b) Eine erste Sitzung der beiden Delegationen ist auf nächsten Samstag, den 29. Oktober, in St. Gallen angesetzt.
- c) Als erster Verhandlungspunkt wird der Musterschutz in Angriff genommen, wobei ich Herrn Dr. Karrer bereits erklärte, dass es sich nach unserer schweizerischen Auffassung hier ausdrücklich um den Beitritt der österreichischen Regierung zum Haager Abkommen betr. internationalen Musterschutz handle.
- d) Als zweites Verhandlungsthema ist dann auf Grund der bereits durch die beiden sub. a) aufgeführten neutralen Fachexperten geleisteten gründlichen Vorarbeiten die Regelung der Stichpreisfrage in Aussicht genommen.
- e) Die Regelung einheitlicher Arbeitszeit der beiden Stickereigebiete stellen wir

3. Cf. DDS vol. 9, n° 136.

4. Sur la crise qui sévit dans l'industrie suisse de la broderie et notamment sur la concurrence du Vorarlberg, cf. Message du Conseil fédéral concernant une aide aux brodeurs-façonniers sur machine à navette, du 3 novembre 1932 (FF, 1932, II, pp. 732–751). Par arrêté du 23 décembre 1932, la Confédération met à disposition de la Caisse de crise des brodeurs-façonniers suisses sur machine à navette et de la Société coopérative fiduciaire de la broderie des subventions pour un total de 2,5 millions de francs (RO, 1932, vol. 48, pp. 856–858).

Le 7 octobre, les brodeurs du Rheintal occupent les ponts qui relient le Vorarlberg à la Suisse à Au, Wittnau, Diepoldsau, Kriessern et Montligen. Ils se retirent l'après-midi, sur la promesse des autorités saint-galloises d'intervenir auprès du Chef du Département fédéral de l'Economie publique pour que la Suisse ferme la frontière pendant une semaine.

5. R. Schüller, Chef de section à l'Office du Chancelier fédéral autrichien.

6. B. Pfister, Conseiller national de Saint-Gall.

in gegenseitigem Einvernehmen, im Hinblick auf den gegenwärtigen sehr schlechten Beschäftigungsgrad auf beiden Seiten des Rheines, noch etwas in den Hintergrund.

4. Wir brauchen nicht darauf hinzuweisen, welche Wichtigkeit im Stickereigebiet diesen Verhandlungen beigemessen wird und mit welcher fieberhaften Aufmerksamkeit diese verfolgt werden. Man hat es in St. Gallen von Anfang an als selbstverständlich betrachtet, dass die Schweiz einen Beschluss über die Beteiligung am österreichischen Anleihen nicht fasse, bevor ein befriedigendes Abkommen über Musterschutz, Stichpreis und Arbeitszeit erreicht sei. Diese Ansicht wird in einem Schreiben, das der Regierungsrat von St. Gallen an den Bundesrat richtete, und in einem solchen des Kaufmännischen Direktoriums an unser Departement noch besonders unterstrichen. Wir legen Kopien der beiden Eingaben bei⁷. Schliesslich verweisen wir auch noch darauf, dass der Vorort des Schweizerischen Handels- und Industrievereins bereits am 2. September an den Chef des Finanzdepartements ein Schreiben gerichtet hat, in dem eine Reihe wirtschaftlicher Bedingungen angeregt werden⁸.

5. So wie die Dinge heute stehen, erscheint es uns, abgesehen von allen andern Einwendungen, als absolut ausgeschlossen, dass der Bundesrat eine Teilnahme an der österreichischen Anleihe, wenn dies auch unter Ratifikationsvorbehalt durch die Bundesversammlung geschieht, beschliessen könnte, ohne dass zuvor ein befriedigendes Abkommen über Musterschutz, Stichpreis, Arbeitsdauer usw. mit Österreich zustande gekommen ist. Wir gäben damit einen Trumpf aus der Hand, und in der ganzen Ostschweiz würde man einen Beteiligungsbeschluss direkt als einen Schuss in den Rücken der Stickerei betrachten; das parlamentarische Schicksal der Vorlage wäre sowieso besiegt. Wir überschätzen die Bedeutung unseres Beteiligungsbeschlusses für die schwebenden Verhandlungen nicht, halten aber dafür, dass ihm immerhin eine erhebliche Bedeutung zukommt und dass demgemäss eine Verschiebung bis nach den Verhandlungen mit Österreich sich aufdrängt.

Wir sind genötigt, in der morgigen Bundesratssitzung diesen Antrag zu stellen, und wollten nicht verfehlten, Ihnen dies schon vorher mitzuteilen.

7. *Non reproduit.*

8. *Non retrouvé.*

28 OCTOBRE 1932

203

E 2001 (C) 4/176

*Le Chef du Département de l'Economie publique, E. Schulthess,
à l'Association suisse des banquiers*

*Copie**L E**Bern, 28. Oktober 1932*Ihre Eingabe zu den Clearing-Abkommen¹

{...}

I.

Wir sind ohne weiteres bereit, Ihnen zuzugestehen, dass wir Ihr erstes Postulat sehr wohl verstehen und ihm volles Verständnis entgegenbringen. Denn es steht auch für uns ausser Frage, dass die im Ausland investierten schweizerischen Kapitalien ebenfalls einen Bestandteil des schweizerischen Volksvermögens bilden und als solche Anspruch auf Schutz und Pflege haben. Desgleichen entspricht es durchaus einem allgemeinen Interesse, wenn alles darangesetzt wird, um auch diese Werte den Risiken zu entziehen, die sie im Ausland bedrohen, und sie, wenn möglich, in die Schweiz zurückzuführen.

Wenn somit Aussicht bestände, durch das Mittel der Clearingabkommen, die die Schweiz bisher mit einigen Staaten abgeschlossen hat, die zu diesem Zweck erforderlichen Summen zu erfassen, würde zweifellos Ihrem Begehrum Einbeziehung auch der Finanzforderungen der Banken in den Clearingverkehr grundsätzlich längst entsprochen worden sein.

Wie Ihnen jedoch bekannt ist, reichten bisher selbst die gesamten, aus Clearingländer stammenden Importerlöse, soweit sie nach den getroffenen Vereinbarungen überhaupt in den Clearingverkehr einbezogen werden können, bei weitem nicht aus, um die allmähliche Abdeckung der schweizerischen Exportguthaben herbeizuführen und gleichzeitig den laufenden Export der Schweiz notdürftig im Gange zu halten.

Der Warenexport leidet somit in allererster Linie unter der immer weiter um sich greifenden Devisenreglementierung, wie auch unter der zunehmenden Einfuhrbeschränkung in zahlreichen Absatzgebieten. Mit der Ermöglichung der Aufrechterhaltung des Warenexports aber hängt aufs engste zusammen die Beschäftigung des Personals einer grossen Anzahl von inländischen Betrieben, die Verhü-

1. Cf. n° 187.

Dans sa séance du 21 octobre, le Conseil fédéral a examiné la requête de l'Association suisse des banquiers. M. le chef du département de l'économie publique déclare qu'il est disposé à tenir compte de ce vœu dans la mesure où les négociations commerciales peuvent porter sur le rapatriement de capitaux, mais que dans les accords relatifs aux clearings il s'agit en première ligne d'assurer, en vue de favoriser le travail national, le paiement des marchandises qui seront livrées à l'étranger. Le jour où se posera la question de la mobilisation des crédits suisses bloqués en Allemagne, il sera indiqué de faire droit au vœu de l'association des banquiers. Le département de l'économie publique a répondu, au reste, dans ce sens à l'association, dont la requête lui avait été transmise. Dont acte (E 1004/1/336).

tung oder doch Milderung von Arbeitslosigkeit, sowie die Wahrung wertvoller geschäftlicher Beziehungen mit dem Ausland².

Diese Faktoren sind von solcher Bedeutung, dass ihnen vom Gesichtspunkt der allgemeinen Wirtschaft aus der Vortritt gegenüber den Interessen der Finanz hat eingeräumt werden müssen. Andererseits kann glücklicherweise der Zinsendienst aus ausländischen Verpflichtungen in sehr vielen Fällen auch heute noch aufrechterhalten werden, während nur³ die Kapitalrückzahlungen eingestellt worden sind. Da aber wohl in den meisten Fällen das private Schuldverhältnis nur begründet worden ist gegen Hingabe ausreichender Sicherheiten⁴, so darf gesagt werden, dass das zwangsweise Belassen von Kapital im Ausland bei den Verhältnissen des schweizerischen Geld- und Kapitalmarktes offenbar nicht als derart kritische Erscheinung gewertet werden muss, wie sie das Festfrieren von dem Warenexport entstammenden Forderungen darstellt.

In objektiver Würdigung der gegebenen Lage und in voller Anerkennung der Schutzwürdigkeit der schweizerischen Finanzinteressen im Ausland sind wir deshalb der Meinung, dass die Clearingabkommen angesichts der katastrophalen Entwicklung unseres industriellen Absatzes und der zwingenden Notwendigkeit der Aufrechterhaltung des Warenexportes in erster Linie doch der Warenausfuhr dienstbar bleiben müssen und dass für die Befriedigung von Bankforderungen erst dann Mittel bereitgestellt werden können, wenn eine wenigstens notdürftige Befriedigung der Warenexportforderungen gesichert erscheint⁵.

Da aber auch für die schweizerische Finanz die Gesundheit und das Gedeihen der Industrie und des Handels zweifellos von vitaler Bedeutung ist⁶, glauben wir in der Tat, dass unsere Auffassung den Anspruch erheben darf, dem wohlverstandenen Gesamtinteresse aller zu dienen.

Im übrigen ist schliesslich die gesamte Frage insofern in nicht unwesentlicher Weise präjudiziert, als es infolge der bisherigen Haltung der schweizerischen Banks in gewissen Beziehungen einstweilen gar nicht möglich wäre, die ausländischen Guthaben flüssig zu machen, weil Bindungen aus Verpflichtungen bestehen, die von den Kreditinstituten bekanntlich ohne Mitwirkung oder auch nur Information weder der Industrie noch des Staates eingegangen worden sind.

II.

Was den zweiten Teil Ihrer Eingabe bezüglich Ihrer Vertretung bei künftigen Verhandlungen über Clearingabkommen anbelangt, so werden wir Ihrem Wunsche gerne Rechnung tragen, soweit es sich um umfassende Probleme und grosse Finanzinteressen handelt, was beispielsweise der Fall sein dürfte, wenn mit Deutschland in solche Verhandlungen eingetreten werden müsste.

2. *Remarque marginale d'un fonctionnaire du Département politique:* das gilt auch für den Kapitalexport!

3. *Id.:* ?

4. *Id.:* aber auch diese Sicherheiten sind oft geschwunden.

5. *Id.:* nicht *unbedingt* richtig.

6. *Id.:* Ist nicht auch das Umgekehrte der Fall?

2 NOVEMBRE 1932

204

E 2001 (C) 3/99

*Le Chef du Département politique, G. Motta,
au Ministre de Suisse à Rome, G. Wagnière*

Copie

L AT Personnelle et confidentielle

Berne, 2 novembre 1932

Par notre lettre d'hier¹, nous vous avons donné quelques indications préliminaires au sujet de l'affaire d'espionnage politique qui émeut actuellement l'opinion publique au Tessin. L'enquête menée par les Autorités compétentes a mis en lumière des agissements de *la police italienne* sur lesquels il importe que vous soyez fixé, à toutes bonnes fins, avant votre prochain entretien avec M. Mussolini.

Le fait le plus significatif qui résulte de l'enquête, sur lequel rien n'a transpiré jusqu'à ce jour dans nos journaux, mais qui sera fatalement divulgué demain, consiste en l'aveu complet fait par le nommé *Alberto Firstermacher*, ressortissant italien, qui, lors de son arrestation, a été trouvé en possession de deux passeports en règle, délivrés par la Questure de Rome, dont l'un portait le nom de Firstermacher et l'autre de *Scipioni*. Cet individu a avoué que des matières explosives trouvées dans une malle, dans son automobile, devaient être déposées chez des antifascistes notoires au Tessin (évidemment du groupe autour de Pacciardi²), pour compromettre ces milieux.

Ajoutons, pour votre complète information que, le 17 octobre dernier, le Ministre d'Italie à Berne nous avait transmis, par une lettre³ dont vous voudrez bien trouver copie sous ce pli, des extraits de dépositions faites par des prévenus devant le Tribunal spécial pour la défense de l'Etat et à teneur desquelles l'avocat Pacciardi – dont l'activité suspecte retient d'ailleurs toute notre attention – aurait été en contact avec des individus accusés de préparatifs d'attentat contre le Chef du Gouvernement italien.

Il est évident que la situation s'achemine vers un point aigu. D'une part, il est indispensable qu'une enquête administrative rigoureuse établisse exactement les limites de l'activité de Pacciardi, qui est devenu un indésirable sur notre territoire. D'autre part, les agissements intolérables des agents italiens et en particulier de Firstermacher exigent absolument des sanctions sévères. Une mesure administrative d'expulsion à l'égard de Firstermacher serait, somme toute, inadéquate. De même, nous devons craindre que des démarches exigeant la cessation de l'activité

1. Non reproduit.

2. R. Pacciardi, avocat, un des dirigeants du parti républicain italien. Antifasciste, fonde en 1923 le journal *l'Italia libera*, puis doit s'enfuir d'Italie pour éviter la déportation. Arrive en Suisse au début janvier 1927 et s'installe au Tessin où il collabore étroitement au quotidien socialiste *Liberà stampa*.

3. Non reproduit.

des «espions politiques» sur notre territoire fasse long feu, du moment que la police italienne continuera vraisemblablement son activité suspecte chez nous, malgré toutes assurances contraires que nous pourrions obtenir, tant qu'un groupe d'antifascistes italiens se montre aussi remuant à quelques kilomètres de Milan.

Après un examen minutieux de l'affaire, nous sommes donc arrivés à la conclusion préconisée aussi par le Département de Justice et Police et qui consiste à laisser libre cours à la justice, c'est-à-dire à l'application de l'article 39 du Code pénal fédéral⁴. Le procès qui pourra s'ensuivre aura, nous ne pouvons nous le dissimuler, un assez grand retentissement, même si, ainsi que nous le demandons, il se déroule à Lausanne et non pas au Canton du Tessin. Mais les choses en sont venues à un point où l'atmosphère actuellement troublée ne s'éclaircira peut-être que par une procédure judiciaire tenue en plein jour et qui pourra, suivant les circonstances, révéler aussi les agissements incorrects du groupe Pacciardi.

Le soussigné a tenu à renseigner le Ministre d'Italie, par la lettre⁵ dont vous trouverez copie sous ce pli et dont l'original sera remis demain matin à M. Marchi, sur l'état actuel de la ténébreuse affaire d'espionnage et sur les mesures que le Conseil fédéral devra prendre incessamment. Ainsi que vous le verrez, cette lettre émet *in fine* des doutes quant à l'opportunité des fêtes commémoratives de la marche sur Rome qui, selon une communication officielle de la Légation d'Italie, doivent se tenir, les 5 et 6 de ce mois, à Lugano et Locarno.

4. Cf. n° 9, n.2.

5. Cf. lettre très confidentielle de Motta au Ministre Marchi du 2 novembre 1932:

[...]

... l'atmosfera del Cantone Ticino è, in questi tempi, a causa in ispecie dei lamentati servigi d'informazione clandestini, alquanto turbata. Cosicché io mi debbo porre, per dovere d'ufficio, la questione se le colonie italiane colà residenti fanno bene ad organizzare manifestazioni, per se stesse perfettamente naturali e lecite, le quali tuttavia, a causa della loro pubblicità potrebbero offrire il pretesto, nonostante le disposizioni di polizia, a spiacevoli reazioni. [...] (E 2001 (C) 3/99).

CONSEIL FÉDÉRAL
Procès-verbal de la séance du 3 novembre 1932

1769. Italienischer polizeilicher Nachrichtendienst im Kanton Tessin

Justiz- und Polizeidepartement

Antrag vom 2. November 1932

/.../¹

II. In *rechtlicher Beziehung* ist zu bemerken:

1. Wie im Falle Imperiali und Kons. vom Jahre 1930² handelt es sich hier vorab um einen *organisierten Nachrichtendienst zu Gunsten ausländischer Polizeibehörden*. Im Falle Imperiali nahmen der Bundesanwalt, das Eidg. Justiz- und Polizeidepartement und das Politische Departement zur Frage der Strafbarkeit eines solchen Nachrichtendienstes Stellung.

/.../³

Der vorliegende Fall ist gegenüber der Angelegenheit Imperiali insoweit schwerer, als der Beschuldigte Firstermacher⁴ nach seinen eigenen Angaben italienisches Polizeiorgan ist und direkt von der obersten Polizeistelle in Rom abhängt und als er Sprengstoffe entgegengenommen hat, um sie bei italienischen Flüchtlingen unterzubringen in der Absicht, die «fuorusciti» der Teilnahme an Sprengstoffattentaten zu bezichtigen. Bei Firstermacher handelt es sich zweifelsohne um eine Tätigkeit mit amtlichem Charakter. Eine Strafverfolgung ist deshalb am Platze. Sie rechtfertigt sich auch aus folgenden Gründen:

Es ist damit zu rechnen, dass gestützt auf die bisherigen und die noch ausstehenden polizeilichen Ermittlungen auch Ausweisungen von *Antifascisten* nötig werden. Es würde bei dieser Sachlage nicht verstanden werden, wenn die Spitzel bloss des Landes verwiesen würden, indem gesagt werden könnte: die Agenten haben mit der möglichen Ausweisung von Antifascisten ihr Ziel erreicht, die Ausweisung der Agenten ist keine Sanktion gegen ihre völkerrechtswidrige Tätigkeit, indem sie im Auslande mit offenen Armen empfangen würden. – Die unaufhörliche Spitzeltätigkeit hat in der Tessiner Bevölkerung eine grosse Beunruhigung verursacht. Man erwartet ein strenges Eingreifen der Bundesbehörden. Bereits ist eine Bewegung im Gange, gegen den polizeilichen Nachrichtendienst ein kantona-

1. *Dans la première partie de son rapport, le Département de Justice et Police informe le Conseil fédéral de la découverte au Tessin d'un service d'informations organisé par des agents de la police italienne. Sur l'organisation de ce service, cf. le Pro Memoria du Département politique en annexe au présent document. Cf. aussi n° 204.*

2. Cf. n° 9, n.1.

3. *Le rapport du Département de Justice et Police reprend les arguments déjà utilisés en 1930 (cas Imperiali) et qui l'avaient conduit alors à refuser l'application de l'article 39 du Code pénal. Cf. n° 9.*

4. Cf. annexe au présent document et n° 204.

les Strafgesetz zu erlassen. Die Bestrafung eines völkerrechtswidrigen Nachrichtendienstes einer ausländischen Polizei auf unserm Gebiete ist aber Bundessache. – Bevor der Bundesrat erklärt, dass das gegenwärtige, veraltete Bundesstrafgesetz keine Strafsanktionen gegen die Tätigkeit ausländischer Polizeiagenten enthalte und den Erlass eines Spezialgesetzes ins Auge fasst, sollte durch einen Gerichtsentscheid festgestellt werden, ob Art. 39 BStR anwendbar sei⁵. In erster Linie hätte die Anklagekammer des Bundesgerichtes die Frage der Strafbarkeit zu prüfen. Wir halten dafür, dass die Anwendbarkeit des Art. 39 im ganzen Umfange geprüft werden sollte (Gebietsverletzung, völkerrechtswidrige Handlung, Vorschubleisten).

Politische Zweckmässigkeitserwägungen können nicht gegen eine gerichtliche Verfolgung geltend gemacht werden. Die Erfahrung hat gezeigt, dass mit blosen Ausweisungen einzelner Agenten der Nachrichtendienst nicht verhindert werden kann. Das offizielle Spitzelsystem ist trotz der vielen Ausweisungen geblieben.

Soweit die Untersuchung gegen einzelne Teilnehmer am Nachrichtendienst keinen genügenden Beweis erbringen kann, wird sie eingestellt werden müssen.

2. Die gerichtliche Untersuchung wird auch abzuklären haben, ob gegen Firstermacher und die Rodriguez⁶ und eventuell gegen weitere Mitbeteiligte Anklage wegen *Sprengstoffverbrechen* erhoben werden kann. Es erscheint fraglich, ob Art. 2 des Sprengstoffgesetzes zur Anwendung kommen kann, da die Sprengstoffe, die Firstermacher den Flüchtlingen übergeben wollte, nicht zu Verbrechen oder Vergehen gegen Leib und Leben von Menschen oder fremdes Eigentum dienen sollten. Dagegen ist nicht von vornherein ausgeschlossen, dass im Transport und in der Aufbewahrung der Sprengstoffe eine Gefährdung im Sinne des Art. 3 des Sprengstoffgesetzes liegt.

3. Firstermacher ist mit *zwei Pässen* in die Schweiz gereist, wobei er den falschen, auf Scipioni lautenden den Grenzpolizeibeamten vorgewiesen hat. Er kann deswegen nach Art. 20 der Verordnung über die Kontrolle der Ausländer vom 29. November 1921⁷ mit Gefängnis bis zu einem Jahr bestraft werden. Dieses Delikt kann von den Assisen mitbeurteilt werden (Art. 76 BStR). Sollte die Anklagekammer inbezug auf Verletzung des Art. 39 BStR und Sprengstoffverbrechen zu einer Einstellung gelangen, so könnte sie die Beurteilung des Passvergehens immer noch dem Kanton übertragen (Art. 40 BStR).

[...]

III. Die Frage, ob in Rom wegen des völkerrechtswidrigen Nachrichtendienstes auf unserm Gebiet Vorstellung erhoben werden soll, bleibt ausdrücklich vorbehalten.

Dans la séance du 1^{er} novembre, M. *le chef du Département de justice et police* a déjà exposé verbalement les faits mentionnés dans le rapport ci-dessus, et motivé les conclusions de ce dernier.

M. *le chef du département politique* a déclaré se rallier à ces conclusions, en

5. Cf. n° 9.

6. L. Corona Rodriguez, complice d'A. Firstermacher.

7. Cf. RO, 1921, vol. 37, pp. 829–837.

dépit des conséquences désagréables que la mesure proposée à l'égard de Firstermacher peut avoir pour nos relations avec l'Italie. Quelles sont, en effet, les autres sanctions qui pourraient être prises contre cet agent. D'abord l'expulsion. Mais le Conseil fédéral a déjà usé plusieurs fois de ce moyen, et l'espionnage fasciste n'en a pas moins continué. Ce moyen est donc inopérant. Reste la protestation diplomatique auprès du gouvernement italien. Il va sans dire qu'une démarche peut être faite même si des poursuites sont engagées contre Firstermacher. Mais en se bornant à une telle mesure on s'exposerait à ce que le gouvernement italien se désolidarise de l'activité exercée par un agent de sa police. L'expérience faite dans l'affaire Cesare Rossi⁸ ne nous permet pas de nous faire illusion sur l'efficacité d'une protestation diplomatique. Si nous avons obtenu, en effet, alors une satisfaction morale, le gouvernement italien a gardé Rossi et a ainsi conservé tout le bénéfice de l'acte commis sur notre territoire par ses agents au mépris du droit des gens.

D'autre part, notre situation présente un point faible: c'est l'attitude de la «Libera Stampa» et l'activité de Pacciardi⁹, qui est l'âme de cette feuille. Il faudra examiner s'il n'y a pas lieu d'étendre à ce personnage l'épuration projetée.

Dans ces conditions, M. le chef du département politique renonçait à maintenir le point de vue qu'il avait défendu en 1930 lors de l'affaire Imperiali, en faisant remarquer que, dans cette dernière il s'agissait de vulgaires mouchards, alors qu'en l'espèce nous avons affaire à un véritable fonctionnaire de la police italienne. Quant à la décision rendue par la chambre d'accusation en 1854 dans l'affaire Contini¹⁰, outre qu'elle avait été prise par deux voix contre une, elle ne saurait faire à tout jamais jurisprudence. En tous cas, elle ne doit pas empêcher le Conseil fédéral de porter la question à nouveau devant cette autorité.

Les autres membres du conseil présents – MM. Schulthess, Minger et Meyer – avaient déclaré souscrire entièrement à la proposition du chef du département de justice et police.

Ce dernier complète, dans la séance de ce jour, son précédent exposé. Sans doute, dit-il, l'ouverture d'une instruction judiciaire provoquera-t-elle un vif mécontentement en Italie. Mais si soucieux que nous soyons de conserver de bons rapports avec nos voisins, cette considération ne saurait entrer en ligne de compte quant il s'agit de défendre nos institutions et notre pays contre des actes qui touchent au principe même de la souveraineté. Il est absolument intolérable que des agents étrangers soient chargés de feindre sur notre sol des attentats de manière à compromettre d'autres étrangers et au risque – comme le prouve l'exemple du pseudo-attentat contre le consulat d'Italie à Lugano – de mettre notre gouvernement en mauvaise posture vis-à-vis d'un gouvernement étranger. En présence de pareils faits, nos populations ne comprendraient pas que l'on n'ouvre pas une instruction judiciaire. Si la chambre d'accusation rend une ordonnance de non-lieu, nous nous inclinerons, mais nous examinerons alors s'il n'est pas indiqué de

8. Cf. DDS vol. 9, Index.

9. Cf. n° 204, n. 2.

10. Cf. n° 9, n. 3.

compléter les dispositions pénales en vigueur pour nous permettre de réprimer à l'avenir des actes semblables. Si la chambre d'accusation conclut au renvoi, ce sont les assises fédérales qui jugeront la cause. Sans doute aurons-nous de la peine à éviter que dans les débats le régime fasciste ne soit critiqué, mais un gouvernement qui recourt aux moyens en question ne saurait légitimement se plaindre qu'ils soient flétris publiquement.

MM. Musy et Pilet-Golaz s'associent aux conclusions du département de justice et police.

En conséquence il est *décidé*:

IL CONSIGLIO FEDERALE

I. Visti gli articoli 4 e 14 della legge di procedura penale federale del 27 agosto 1851 e conformemente alla proposta del Dipartimento di giustizia e polizia, *risolve*:

1. Sarà aperto un procedimento giudiziario contro *Alberto Firstermacher*, agente della polizia italiana di sicurezza, presentemente a Lugano in arresto e *compagni* per violazione dell'art. 39 del Codice penale federale del 4 febbraio 1853.

2. In pari tempo, sarà condotta contro Firstermacher e gli eventuali compagni un'inchiesta per uso delittuoso di materie esplosive e contravvenzione all'ordinanza sul controllo degli stranieri, del 29 novembre 1921.

3. Si ordina al Ministero pubblico della Confederazione che s'incarichi il giudice istruttore federale di aprire l'istruttoria.

[...]

ANNEXE¹¹

E 2200 Rom 22/4

Pro Memoria

Copie

Rome, 1^{er} février 1933

Depuis plusieurs années, la police tessinoise a constaté de la façon la plus certaine l'organisation d'un service de police organisé par des Autorités italiennes sur territoire suisse et qui vise non seulement des Italiens résidant au Tessin, mais des citoyens suisses eux-mêmes.

La police tessinoise a noté les voyages périodiques à Lugano du questeur de Varese et du Commissaire de la sûreté publique de Porto Ceresio accompagnés par un agent de la police de sûreté publique italienne.

Un nommé Giovanni Sertorio, fils d'Emilio, représentant de produits pharmaceutiques, habitant Milan et possédant une succursale à Lugano, a avoué lui-même avoir été chargé d'un service de renseignements dans le Canton du Tessin. Son agenda portait les noms des personnes à surveiller. Dans cette liste figurent également des noms de Suisses.

Alberto Firstermacher, fils de Tommaso, agent de la sûreté publique, ressortissant italien, domicilié à Rome, est venu en Suisse en mars 1932 afin de faire une enquête à Bâle sur des anarchistes. Pen-

11. Remis par Wagnière au Secrétaire d'Etat italien F. Suvich.

dant la Conférence de Lausanne, il fut chargé de la surveillance personnelle du Ministre Grandi. Il revint au Tessin en juin avec un faux passeport au nom de Scipioni, établi par ses chefs à Rome. Il a reconnu lui-même être agent de police et avoir été chargé de ces missions par ses supérieurs à Rome. Il a déclaré recevoir de 4-5000 lires par mois. La police a séquestré dans le garage où il avait remisé sa voiture 27 rouleaux de matières explosives qui étaient destinés, d'après ses propres déclarations, à être déposés chez des réfugiés politiques italiens au Tessin pour les compromettre et pour laisser supposer qu'ils voulaient attenter à la vie du Duce.

Il convient de rappeler à ce propos qu'en 1930 un présumé complot contre la vie du Duce avait été inventé de toutes pièces par un certain Umberto Buffoni¹² dans le but d'obtenir de l'argent du Consulat d'Italie à Lausanne. D'autres faits de même nature qu'on se dispense de rappeler ici, ont été signalés à maintes reprises à la Légation d'Italie à Berne et aux Autorités Royales.

12. Cf. n° 9, n. 7.

206

E 7110 1/25

*Le Directeur de l'Union suisse des Paysans, E. Laur,
au Directeur de la Division du Commerce
du Département de l'Economie publique, W. Stucki*

L

Brugg, 4. November 1932

In Bestätigung unseres telephonischen Gespräches von Donnerstag abend gestatte ich mir, noch festzustellen, dass der Briefwechsel mit Herrn Geh. Oberregierungsrat Hagemann¹ betreffend die Verbindung von Käsekontingenten und Holzkontingenten in seiner definitiven Fassung² nicht dem entspricht, was ich mit meinem Vorschlage gewünscht hatte. Ich war der Meinung, dass wir im Falle eines unbefriedigenden Käsekontingentes die volle Freiheit bekommen in bezug auf die Deutschland zu gewährenden Holzkontingente. Ich habe von Ihren Mitteilungen Vormerk genommen, dass dies zur Zeit nicht zu erreichen war. Wenn aber Deutschland seine Käsekontingentierung in der Weise durchführen sollte, dass es z. B. Holland auf seiner 1931 noch sehr starken Einfuhr das gleiche Kontingent gibt wie uns auf dem kleinen Reste der Einfuhr, die uns im Jahre 1931 noch geblieben ist, so müssten wir darin einen Bruch der Meistbegünstigung erblicken, der uns jedenfalls berechtigte, auch unsererseits ohne Rücksicht auf Meistbegünstigung die Holzkontingente zu ordnen. Ich habe mit Befriedigung vernommen, dass Sie den gleichen Standpunkt auch Herrn Geh. Reg. Rat Hagemann gegenüber vertreten haben. Es bleibt nun nichts anderes übrig, als abzuwarten, was Deutschland in bezug auf den Käse vorkehren wird. Wir müssten, wenn Deutschland die weitere Entwicklung unseres Käseexportes verhindert, verlangen, dass die Schweiz scharfe Gegenmassnahmen trifft. Nachdem schon im Abkommen

1. Délégué allemand pour les négociations commerciales avec la Suisse.

2. Cf. n° 207, point 5./b.).

mit Spanien³ die Käseposition in Rücksicht auf die Exportinteressen der Industrie preisgegeben werden musste, wäre es doppelt bitter, wenn nun auch dieses Abkommen die Abdrosselung unseres Käseexportes nicht verhindern könnte.

Über die Ordnung der Devisenfrage bin ich nicht näher orientiert. Ich nehme aber an, sie sei so getroffen, dass dem Wunsche unserer Käseexporteure entsprochen und auch die Käseunion selbst in der Lage ist, für ihre Exporte über Devisen verfügen zu können.

[...]

Nur die Rücksicht auf die Interessen unserer Exportindustrie und die schweizerischen Kapitalanlagen in Deutschland hindern mich, zu empfehlen, dass man mit Deutschland einmal energischer wird.

Wenn es, wie es sich nun zeigt, unmöglich ist, für unseren landwirtschaftlichen Export bessere Bedingungen zu erreichen, so wird es doppelt notwendig sein, den inländischen Schutz unserer Landwirtschaft auszubauen.

3. Il s'agit du Modus vivendi signé le 31 décembre 1928, qui révisait la convention de commerce avec l'Espagne de 1922 (RO, 1929, vol. 45, pp. 15–17). Cf. aussi DDS vol. 9, Spanien, 24. I.

207

E 7110 1/29

*Proposition du Chef du Département de l'Economie publique,
E. Schulthess, au Conseil fédéral¹*

Copie

ME Nicht für die Presse

Neues Abkommen mit Deutschland

Bern, 5. November 1932

Nach ungewöhnlich langwierigen und schwierigen Verhandlungen, die nahezu neun Wochen gedauert haben², konnte heute mit den Vertretern der deutschen Regierung ein neues Abkommen³ zur Erleichterung der gegenseitigen Wirt-

1. Proposition accompagnée de la remarque suivante destinée aux membres du Conseil fédéral:

Die Mitglieder des Bundesrates und die Bundeskanzlei werden dringend gebeten, über das vorliegende Geschäft keinerlei Mitteilungen irgendwelcher Art zu machen. Eine zwischen den beidseitigen Delegationen vereinbarte amtliche Mitteilung soll vermeiden, dass Drittstaaten Kenntnis von Vereinbarungen bekommen, deren Geheimhaltung im hohen Interesse Deutschlands wie der Schweiz liegt.

2. La première phase de ces négociations avait eu lieu à Lucerne, du 6 au 23 septembre. Voir les procès-verbaux des différentes séances in E 7110 1/30.

3. L'accord conclu le 5 novembre se compose de la convention de commerce proprement dite, fixant de nouveaux droits d'entrée en Allemagne et en Suisse (seule partie publiée de l'accord, RO, 1934, vol. 50, pp. 1331–1343); de deux protocoles fixant de nouveaux contingentements douaniers suisses pour les marchandises en provenance de l'Allemagne ainsi que le fonctionnement du trafic des paiements entre les deux pays; de trois échanges de notes relatifs au trafic des voyageurs, à l'exportation de pièces d'automobiles depuis la Suisse et aux contingentements allemands sur les importations de fromage. Voir des copies de toutes ces pièces in E 7110 1/29.

schaftsbeziehungen unterzeichnet werden. Wir beeihren uns, Ihnen dieses Abkommen hiermit zur Genehmigung vorzulegen, und möchten dazu folgendes bemerken:

Bekanntlich sind die im letzten Jahr geführten Verhandlungen daran gescheitert, dass Deutschland der Schweiz nicht das Recht zugestehen wollte, seine Einfuhr zu uns auf dem Wege der Kontingentierung auf ein erträgliches Mass herabzusetzen. Diese Haltung hat uns zur Kündigung des Handelsvertrages von 1926 genötigt⁴ und es ist am 4. Februar des laufenden Jahres ein vertragsloser Zustand eingetreten, welcher lediglich durch eine lose Vereinbarung über die gegenseitige Anwendung der Meistbegünstigungsklausel gemildert wurde. Seit Wegfall des früheren Handelsvertrages haben sich die gegenseitigen Handelsbeziehungen für die Schweiz weiter katastrophal verschlechtert, indem zum Teil infolge der Erhöhung deutscher Zölle, zum grossen Teil aber wegen der immer strikter durchgeföhrten deutschen Devisenbewirtschaftung⁵, unser Export von Monat zu Monat zurückging. Dazu kam, dass die gleichen Eingriffe des deutschen Staates in die Devisenbewirtschaftung die deutschen Touristen daran hinderten, schweizerische Kurorte zu besuchen. Wir haben unter diesen Umständen bereits im Juni die Initiative zu neuen Verhandlungen ergriffen, welche bezwecken sollten, die Einreise deutscher Touristen in die Schweiz zu erleichtern⁶, die deutsche Devisenbewirtschaftung hinsichtlich der Bezahlung unsrer Exportwaren zu verbessern, und endlich unserm Export durch Senkung einer Reihe von deutschen Zollansätzen wieder vermehrte Möglichkeiten zu schaffen. Es hat sich bald gezeigt, dass die Regelung dieser drei Fragenkomplexe in einem Abkommen unmöglich war und man etappenweise vorgehen musste. So hat man durch Protokoll vom 29. Juni⁷ die dringendste Frage des Reiseverkehrs zu regeln gesucht und im Abkommen vom 19. Juli⁸ ein Sonderkonto der Schweizerischen Nationalbank geschaffen, über welches schweizerische nach Deutschland eingeföhrte Waren zusätzlich bis zu 8 Millionen Franken monatlich hätten beglichen werden können. Eine Regelung der für uns besonders wichtigen deutschen Zölle hingegen war in diesen beiden Abkommen nicht möglich.

Aus Vorstehendem ergibt sich ohne weiteres der dreifache Zweck der wiederum auf schweizerische Initiative hin eröffneten letzten Verhandlungen: Einmal Regelung der deutschen Zölle und sodann Verbesserung der erwähnten beiden früheren Abkommen durch Beseitigung der Schwierigkeiten, welche sich nach den gemachten Erfahrungen der Ausnützung entgegenstellten. Die Schweiz hatte somit auf diesen drei für sie überaus wichtigen Gebieten zahlreiche und beträchtliche Begehren zu stellen und konnte als Gegenleistung lediglich die Erhöhung bestehender Kontingente für die Einfuhr deutscher Waren in die Schweiz anbieten. Auf dieser Grundlage ist das Abkommen schliesslich zustande gekommen.

4. *L'accord de commerce avait été dénoncé le 18 décembre 1931. Cf. n° 128 + A I + A II.*

5. Cf. n°s 174, 178 et 186.

6. Cf. n°s 174 et 178.

7. Cf. n° 178, A.

8. Cf. n° 186.

1. Reiseverkehr. Nach dem früheren Abkommen⁹ musste sich jeder Deutsche, welcher die uns zugesagte erhöhte Devisenzuteilung von monatlich 500 RM in Anspruch nehmen wollte, an das zuständige Landesfinanzamt wenden. Da die Landesfinanzämter gleichzeitig Steuerbehörden sind, so schreckten aus naheliegenden Gründen zahlreiche Interessenten davor zurück, dort Gesuche um zusätzliche Devisenzuteilungen einzureichen. Nach Ansicht unsrer Verkehrsinteressen liegt darin der Hauptgrund der mangelhaften Ausnützung der bisherigen Vereinbarung. Die neue Vereinbarung macht die deutschen Interessenten von den Landesfinanzämtern unabhängig, indem ihnen Gelegenheit gegeben ist, die zusätzlichen Devisen in Form von Reisekreditbriefen und Hotelgutscheinen des Mitteleuropäischen Reisebüros zu erwerben. Dies kann bei jedem deutschen Reisebüro geschehen. Besonders wichtig ist auch, dass diesen Hotelgutscheinen und Reisekreditbriefen die entsprechenden Dokumente des amtlichen Reisebüros der Schweizerischen Bundesbahnen in Berlin gleichgestellt werden. Es ist zu hoffen und anzunehmen, dass diese Erleichterung zu einer wesentlich grösseren Ausnützung der Zusatzdevisen durch deutsche Reisende führen wird.

2. Zahlungsverkehr. Die Zusatzdevisen von monatlich 8 Millionen RM sind bis jetzt vor allem auch deshalb nur zum Teil in Anspruch genommen worden, weil die Einzahlungen auf das Sonderkonto der Schweizerischen Nationalbank bei der Deutschen Reichsbank mit komplizierten Formalitäten verknüpft war, und vor allem auch, weil deutsche Importfirmen oder schweizerische Exporteure, die keine sogenannte allgemeine Devisenbewilligung besassen, von dieser Vergünstigung ausgeschlossen waren. Das neue Abkommen bringt in dieser Hinsicht wesentliche Erweiterungen und Vereinfachungen, da es schweizerischen Firmen, welche bis jetzt von den getroffenen Vereinbarungen nicht profitieren konnten, ermöglichen wird, sich für die gelieferten Waren bezahlt zu machen. Wir haben, was diesen besonders wichtigen und auch heiklen Punkt anbelangt, die deutschen Delegierten immer und immer wieder darauf aufmerksam gemacht, dass für uns nur eine Regelung annehmbar und erträglich sei, welche praktisch in jedem Falle die Bezahlung der von der Schweiz aus gelieferten Waren sicherstellt. Ohne eine solche Lösung würde die schon jetzt bei uns immer weiter verbreitete Meinung, dass auch die Schweiz Vorschriften hinsichtlich der Bezahlung deutscher Importwaren aufstellen müsse, mit Sicherheit zu entsprechenden Massnahmen führen. Sicherlich sind auch die neuen Bestimmungen noch recht kompliziert und damit einfuhrhemmend; wir glauben aber, dass mindestens der Versuch gemacht werden müsste und die Erfahrungen abzuwarten sind.

3. Deutsche Zölle. Nachdem es die deutsche Regierung längere Zeit überhaupt abgelehnt hatte, in einem kurzfristigen Abkommen wesentliche Herabsetzungen der deutschen Zölle oder auch nur deren Bindungen zuzugestehen, hat sie sich schliesslich davon überzeugen müssen, dass ohne solche Zugeständnisse die Schweiz zu einer noch viel weitgehenderen Einschränkung des deutschen Importes schreiten müsste. Unsere Begehren bezogen sich naturgemäß insbesondere

9. Cf. n. 7 ci-dessus.

auf diejenigen Warenkategorien, deren Zölle mit dem Dahinfallen des Handelsvertrages automatisch von den Konventionssätzen auf die meist viel höheren autonomen Sätze emporgeschnellt sind. Das gilt insbesondere für Uhren, Stickereien und andere Textilien, daneben aber auch für Schokolade und einige Positionen der Maschinenindustrie. Sodann handelte es sich für uns darum, gewisse für uns wichtige Zollansätze, die in den letzten Monaten durch Deutschland autonom erhöht worden waren, wiederum auf ein erträgliches Mass hinunterzudrücken. Unter diesem Gesichtspunkt kamen in Betracht namentlich Vorhangsstoffe und Automobilteile.

Die deutsche Delegation ist nun taktisch insofern recht geschickt vorgegangen, als sie schon verhältnismässig früh die Hauptpostulate der schweizerischen Uhrenindustrie und des schweizerischen Fremdenverkehrs weitgehend erfüllte und damit in der Schweiz zwei sehr wichtige Widerstandszentren gegen einen allfälligen Abbruch der Verhandlungen schuf. Es war unter diesen Umständen für unsre Delegation ganz besonders schwierig, für andere ebenfalls äusserst wichtige Exportgruppen, wie die Stickerei und verwandte Gebiete einerseits, sowie die Maschinenindustrie andererseits, mit dem ganzen Gewicht einer allfälligen Vertragskündigung zu operieren. Es hat gerade dieser Umstand die Verhandlungen nicht nur erschwert, sondern auch wesentlich verzögert, und es wird wohl verständlich sein, dass manches an sich berechtigte und auch wichtige Postulat nicht oder nicht voll durchzusetzen war. Wir glauben immerhin sagen zu können, dass die erzielten Zollherabsetzungen für die Uhrenindustrie befriedigend und für die übrigen Industrien erträglich sind.

/.../¹⁰

... insbesondere für Uhren, Stickereien und Automobilbestandteile Zölle vereinbart werden konnten, die zum Teil ganz beträchtlich unter dem alten Vertragsatz liegen, so dass für die betreffenden schweizerischen Exporteure trotz der in Deutschland stark geschwundenen Kaufkraft fühlbare Ausfuhrerleichterungen zu erwarten sind.

4. Schweizerische Zugeständnisse

a) Auf dem *Zollgebiete* beschränken sich die schweizerischen Gegenleistungen, abgesehen von ganz unwesentlichen Verschiebungen, auf Herabsetzung der Zölle von 160 auf 120 Fr. für gewisse Fahrradbestandteile und sodann auf Reduktion unserer Zölle für Stand- und Wanduhren, Wecker, Uhrgehäuse und Spielzeug¹¹. Die bezüglichen Ansätze sind mit unsrer Uhrenindustrie vereinbart worden.

b) *Kontingentserhöhungen*. Wie dem Bundesrat bekannt ist, haben wir bei Festsetzung der Kontingente für deutsche Waren in den meisten Fällen mit Absicht eigentliche Kampfpositionen geschaffen, indem diese Kontingente ganz bedeutend niedriger angesetzt wurden, als es vom Standpunkt der internen wirtschaftlichen Bedürfnisse aus notwendig gewesen wäre. Diese Taktik, da unsren

10. *Suit la liste des produits pour lesquels la délégation suisse avait pu obtenir une diminution des droits d'entrée allemands. Liste publiée in RO, 1934, vol. 50, pp. 1332–1341.*

11. Cf. RO, 1934, vol. 50, pp. 1342–1343.

Importeuren eine Zuteilung unbequem war, hat sich nun sehr bewährt. Wir konnten uns die wichtigen Erleichterungen für unsren Export heraushandeln, ohne im allgemeinen in der Erhöhung der Kontingente weitergehen zu müssen, als dies vom Standpunkt der schweizerischen Produktion aus notwendig ist. Bei der Be-messung der Erhöhungen im einzelnen Falle hat sich die schweizerische Delega-tion übrigens auch weitgehend von der Erwägung leiten lassen, dass das vorlie-gende Abkommen nur wieder als Etappe betrachtet werden kann, und dass in einem späteren Zeitpunkt für unsere Exportindustrie noch bedeutend mehr er-reicht werden muss, wofür die nötigen Reserven in der Möglichkeit weiterer Kon-tingentserhöhungen zu berücksichtigen waren.

[...]¹²

... die schweizerischerseits eingeräumten Kontingente nirgends über die Hälfte dessen hinausgehen, was letztes Jahr aus Deutschland eingeführt wurde, so dass also kaum gesagt werden kann, dass diese neuen Kontingente geeignet seien, wichtigen schweizerischen Produktionszweigen den nötigen Schutz gegenüber der deutschen Konkurrenz zu entziehen.

5. Abgesehen von diesen Bemerkungen allgemeiner Art möchten wir der Vollständigkeit halber noch folgende *Spezialpunkte* kurz berühren:

a) Aus unserm letzten Bericht ist dem Bundesrat bekannt, dass eine der schwie-rigsten und bis zuletzt hängigen Fragen in der Regelung der vom Stahlwerk Fi-scher in Schaffhausen ausgeführten *Automobilbestandteile* lag. Mit Bezug auf die-se Artikel, soweit sie in rohem Zustande exportiert werden, enthält der Vertrag direkt befriedigende Zugeständnisse. Soweit es sich dagegen um den Export bear-beiteter Räderteile handelt, so konnte durch eine unter dem Druck der beidseiti-gen Regierungen veranlasste Industriebesprechung eine Lösung auf dem Wege des Veredlungsverkehrs gefunden werden, welche den Interessen der Stahlwerke Fischer genügend Rechnung trägt.

b) Bekanntlich steht die gegenwärtige deutsche Regierung unter einem starken Druck der Landwirtschaft, welche eine allgemeine und scharfe Kontingentierung der Einfuhr landwirtschaftlicher Produkte verlangt. Ob angesichts der heutigen Widerstände der hautsächlich betroffenen Länder wie auch der deutschen Exportindustrie diese Pläne verwirklicht werden, steht heute noch dahin. Unsere Delegierten haben sich lebhaft bemüht, vertragliche Zusicherungen hinsichtlich allfälliger deutscher *Käsekontingente* zu erhalten¹³. Aus an sich verständlichen Gründen konnte die deutsche Regierung diesem Wunsche nicht entsprechen, da sie sich nicht bereits jetzt einseitig einem bestimmten Land gegenüber festlegen zu können glaubte. Um für den Eventualfall den nötigen Druck zu schaffen, ist durch Notenwechsel zwischen den Delegationsführern¹⁴ vereinbart worden, dass die Schweiz von den für deutsches Holz festgelegten Kontingenten zurücktreten

12. Suit la liste des nouveaux contingents accordés à l'Allemagne pour certaines de ses exporta-tions en Suisse. Ces contingents sont exprimés en pourcentage des quantités livrées par l'Allemagne pendant l'année 1931.

13. Cf. n° 206.

14. Echange de notes entre Stucki et le délégué Hagemann, du 5 novembre. Non reproduit.

kann, wenn ein allfälliges deutsches Käsekontingent ihren Bedürfnissen nicht entsprechen sollte. Der Vertreter der Landwirtschaft innerhalb der schweizerischen Delegation hat sich, wenn auch ungern, mit dieser provisorischen und eventuellen Lösung einverstanden erklärt.

c) Im sogenannten *Reiseabkommen*¹⁵ hatte sich die Schweiz verpflichtet, die Einfuhr von Kohle, Zucker und Malz in Mengen aus Deutschland zuzulassen, die dem Wert der deutschen Einfuhr im Jahre 1931 entsprechen. Da die Preise für diese Waren in ständigem Sinken begriffen sind, so hat diese Berechnungsmethode zu einer nicht unerheblichen Erhöhung der Quantitäten geführt, was uns, im Verhältnis zu andern Lieferstaaten, gewisse Schwierigkeiten verursachte. Unsere Delegierten haben es aus diesem Grunde schliesslich durchsetzen können, dass für diese «Kompensationswaren» nicht mehr der Wert, sondern die Quantität der Einfuhr 1931 massgebend sein soll.

d) Unmittelbar vor Unterzeichnung des Abkommens ist uns zur Kenntnis gekommen, dass gewisse deutsche Landesfinanzämter nachträglich von deutschen Staatsangehörigen, welche die vertraglich vereinbarten zusätzlichen *Devisen* in Anspruch genommen haben, genaue Abrechnung und Vorlage von Belegen (Hotelrechnungen etc.) verlangt haben. Wir haben hiegegen selbstverständlich sofort in schärfster Weise protestiert und von der deutschen Regierung eine Erklärung verlangt und auch erhalten, wonach sie von derartigen Nachforschungen allgemeiner Art, welche die Ausnützung der Erleichterungen in vielen Fällen verhindert hätte, Umgang nimmt. Vorbehalten bleiben natürlich einzelne Fälle, wo begründete Verdachtssmomente vorliegen.

6. Mit Rücksicht darauf, dass sowohl hinsichtlich der deutschen Zoll- und Devisengesetzgebung wie mit Bezug auf die schweizerischen Kontingentierungsmaßnahmen das *Abkommen* notgedrungen nicht vollständige Sicherungen auf breitesten Grundlage enthält, hatten beide Vertragsteile ein wesentliches Interesse an einer allgemeinen Klausel (*Artikel III des Abkommens*), wonach jeder Staat dann sofortige Verhandlungen verlangen kann, wenn der andere Vertragsteil neue, die bisherigen Wirtschaftsbeziehungen wesentlich erschwerende Massnahmen treffen sollte. Ein besonderes einmonatliches Kündigungsrecht ist vorgesehen für den Fall, dass solche Verhandlungen nicht binnen 30 Tagen zu einer Verständigung führen sollten.

7. Das Abkommen tritt in Kraft am 17. ds. Mts. Was seine Dauer anbelangt, so hätte die deutsche Regierung den 30. Juni 1933 vorgeschlagen. Wir glaubten, angesichts der grossen Unsicherheit über die nächste wirtschaftliche Zukunft, nicht so weit gehen zu können. *Artikel IV des Abkommens* sieht infolgedessen vor, dass es unverändert dauern soll bis zum 31. März 1933 und sich automatisch verlängert, falls nicht jeweils einen Monat vorher von der einen oder andern Seite Kündigung erfolgt.

Das vorliegende Abkommen ist weit davon entfernt, alle an sich berechtigten und verständlichen schweizerischen Wünsche zu befriedigen. Es wird auch weder geeignet noch genügend sein, die deutsch-schweizerischen Handelsbeziehungen

15. Il s'agit du protocole signé le 29 juin 1932. Cf. n. 7 ci-dessus.

auf eine längere Dauer zu regeln. Als Etappe aber, welche einen erträglichen Dauerzustand vorbereiten soll, entspricht es unsrer Überzeugung nach durchaus dem schweizerischen Interesse und bringt das, was vernünftigerweise zu erwarten und erreichbar war.

Wir *beantragen* Ihnen deshalb, in Übereinstimmung mit der ganzen schweizerischen Delegation, ihm die vorgesehene Genehmigung zu erteilen und den schweizerischen Unterhändlern den wohlverdienten Dank für die grosse und relativ erfolgreiche Tätigkeit auszusprechen¹⁶.

16. *L'accord est accepté par le Conseil fédéral lors de sa séance du 7 novembre 1932. Cf. PVCF du même jour (E 1004 1/337).*

208

E 1004 1/337

CONSEIL FÉDÉRAL Procès-verbal de la séance du 7 novembre 1932¹

1782. Exécution de l'arrêt:

rendu le 7 juin par la Cour permanente de Justice internationale
sur l'affaire des zones franches de la Haute-Savoie et du Pays de Gex

Département politique. Proposition du 24 octobre 1932
Département de l'Economie publique. Rapport joint du 31 octobre 1932²

I.

Le Département politique rappelle que, par décision du 23 septembre, le Conseil fédéral a chargé «le Département politique, le Département de l'Economie publique et le Département des Finances et des Douanes de préparer, en commun, les mesures nécessaires à l'exécution par la Suisse de l'arrêt de la Cour de La Haye³» et d'inviter lesdits Départements «à désigner chacun un ou deux représentants en vue de cette collaboration».

En exécution de cette décision, une conférence réunie le lundi 17 octobre sous la présidence du Président de la Confédération a donné lieu à un premier échange de vues entre les représentants des trois Départements intéressés. Cette conférence a malheureusement révélé l'existence d'une divergence de principe, sur laquelle le Conseil fédéral doit se prononcer. Ladite divergence a trait à la portée des obligations assumées par la Suisse à l'égard du régime des importations en franchise ou à droits réduits à travers la ligne des douanes fédérales que l'arrêt du

1. *Absent: Haeberlin.*

2. *Non reproduit.*

3. *Ordonnance du 7 juin 1932. Cf. n° 160, n. 4.*

7 juin 1932 impose comme contre-partie du recul du cordon douanier français à la ligne prévue par les anciens traités.

Les représentants du Département politique ont exprimé l'avis que cette contre-partie devait comporter au minimum l'amélioration et la consolidation du régime dont ont bénéficié jusqu'ici les habitants des petites zones⁴, puisque, dans son Mémoire du 4 août 1928⁵, la Suisse a exposé à la Cour que le Conseil fédéral, par sa note du 5 mai 1919⁶, avait «accepté l'article 435 du Traité de Versailles ... comme un engagement pris par lui de compléter les stipulations ... de 1815 ... par une nouvelle convention franco-suisse destinée à faciliter, grâce à *un régime de franchises plus libéral et juridiquement plus stable que par le passé*, l'entrée en Suisse des produits des zones franches instituées par les traités de 1815 ...».

Le Directeur de la Division du Commerce⁷ a pleinement reconnu que cet engagement devait être tenu conformément au projet que la Suisse a soumis à la Cour en 1930⁸, à condition qu'il soit possible d'obtenir de la France qu'elle renonce à maintenir à la frontière entre la Suisse et les zones le cordon fiscal que la Cour a jugé légitime. Il a proposé, en revanche, si cette condition n'est pas remplie, d'accorder simplement la franchise douanière au 50% des produits des zones, naturels ou fabriqués.

Le champ d'application du régime préconisé par M. Stucki serait plus vaste que les facilités actuellement en vigueur et donnerait aux industriels et artisans des zones, notamment, des avantages dont ils n'ont pas joui jusqu'ici. Il réduirait, en revanche, les franchises et facilités dont bénéficient actuellement encore les produits agricoles, qui forment la partie essentielle des exportations des zones en Suisse. Il apparaîtrait donc, dans son ensemble, *moins libéral* que le régime actuel. Le représentant du Département de l'Economie publique n'y voit toutefois pas d'inconvénient, car, à son avis, l'interprétation donnée par le Premier Mémoire suisse⁹ à la note suisse du 5 mai 1919 ne s'appliquerait pas à l'éventualité dans laquelle un cordon fiscal français gènerait les importations du commerce genevois dans les zones.

Les représentants du Département politique n'ont pu se ranger à cette manière de voir. Ils ont fait remarquer qu'au moment où, pour tenir compte du courant d'opinion qui s'était manifesté en France, la Suisse a promis d'établir, en faveur des habitants des zones, un régime plus libéral et juridiquement plus stable que par le passé, le Conseil fédéral ne songeait pas à contester à la France le droit de maintenir à la frontière politique le cordon fiscal qui y a été placé dès 1917 et ils ont soutenu qu'il serait fort dangereux pour la Suisse de s'exposer au reproche de vouloir se soustraire à un tel engagement.

4. *Zones de la Haute-Savoie et du Pays de Gex.*

5. Cf. DDS vol. 9, n° 414 + A.

6. Annexe I à l'article 435 du Traité de Versailles. Cf. DDS vol. 7/I, n° 388.

7. W. Stucki.

8. Cf. n° 27, n. 1.

9. Du 4 août 1928. Cf. DDS vol. 9, n° 414 + A.

Afin de permettre au Conseil fédéral de se prononcer en pleine connaissance de cause sur cette divergence de principe, il a paru nécessaire de recueillir l'avis des professeurs Logoz¹⁰ et Burckhardt¹¹ sur le sens qui doit être attaché au passage du Premier Mémoire suisse interprétant la note suisse du 5 mai 1919 comme un engagement d'établir, au profit des zones, un régime plus libéral et plus stable que par le passé.

MM. Logoz et Burckhardt ont fait à la question posée une réponse commune, qui ne laisse subsister aucun doute sur la signification de l'engagement pris. Il résulte des termes mêmes et du contexte de cet engagement qu'il n'a pas été soumis à la condition que le statut des zones serait modifié au profit de la Suisse par la renonciation de la France à son droit d'établir un cordon fiscal à la frontière politique. Une telle condition n'a jamais été formulée et la Cour n'a eu aucun doute sur la portée de l'obligation assumée par la Suisse.

[...]

Quels que soient les avantages d'opportunité et de tactique de la solution envisagée par le Département de l'Economie publique, il paraît vraiment préférable de renoncer à établir en faveur des zones un régime qui risquerait de donner lieu à des contestations dont nous ne pourrions triompher.

Le Département politique propose dès lors de constater que l'arrêt du 7 juin 1932 de la Cour permanente de Justice internationale oblige la Suisse à établir en faveur des produits des zones, nonobstant la présence d'un cordon fiscal français à la frontière, un régime plus libéral que par le passé.

II.

Dans son contre-rapport du 31 octobre, le Département de l'Economie publique déclare qu'il ne peut pas se rallier à la manière de voir et à la proposition du Département politique, ni aux conclusions de MM. Logoz et Burckhardt.

Son exposé, assez long, se résume par les constatations suivantes:

Rien ne permet d'affirmer qu'en se déclarant prêt à mettre l'importation des produits zoniens en Suisse au bénéfice d'un régime plus libéral et juridiquement plus stable que par le passé, le Conseil fédéral, dans son Mémoire du 4 août 1928, ait pris cet engagement dans une hypothèse autre que celle du rétablissement des zones telles qu'elles existaient avant la guerre, aucun droit de douane ni aucune taxe fiscale n'étant perçus à l'importation de Suisse en zone.

L'ensemble de la procédure montre que le Conseil fédéral a pris cet engagement à la condition que l'importation de Suisse en zone ne se heurtât à aucune barrière douanière ni à aucune barrière fiscale.

Par le projet de Règlement dont il a saisi la Cour en juillet 1930¹², le Conseil fédéral a offert, en cas de rétablissement des petites zones telles qu'elles existaient

10. *Agent de la Confédération dans l'affaire des zones.*

11. *Expert juridique dans l'affaire des zones.*

12. Cf. n° 27.

avant la guerre, d'accepter, à titre permanent, en franchise de droits de douane et de taxes fiscales quelconques, la totalité de la production zonienne non consommée sur place ou exportée ailleurs qu'en Suisse.

Le cordon fiscal français restant à la frontière politique, la Suisse a offert la franchise non pas pour la totalité, mais pour le 50% de la production zonienne. Cette offre doit être maintenue telle quelle; il ne faut ni l'amplifier ni la diminuer. Il s'agirait d'un régime *permanent*, appelé à durer aussi longtemps que les zones elles-mêmes. C'est ainsi que le Conseil fédéral exécuterait l'engagement qu'il a assumé par sa note du 5 mai 1919, de «régler d'une façon mieux appropriée aux conditions économiques actuelles les modalités des échanges entre les régions intéressées».

Depuis le 11 novembre 1923, la France, en violation des traités de 1815 et autres actes complémentaires, perçoit des droits de douane sur les produits qui entrent dans les petites zones.

Depuis le 11 novembre 1923, la Suisse eût été en droit de supprimer toutes les franchises et facilités douanières dont bénéficient les produits zoniens à leur entrée en Suisse. Non seulement elle a maintenu ces faveurs douanières au profit des petites zones, mais elle en a fait bénéficier, jusqu'au 1^{er} janvier 1932, les produits originaires de la grande zone¹³. Si la Suisse avait appliqué le droit commun aux produits zoniens dès le 11 novembre 1923 et à supposer que dans cette hypothèse les mêmes quantités de marchandises d'origine zonienne fussent entrées dans notre pays, la perception des droits de douane sur ces marchandises eût fourni une somme d'environ 8 millions de francs suisses. Et tandis que cette recette fort appréciable nous échappait, les marchandises importées de Suisse dans les zones étaient frappées contrairement aux traités, de droits de douane français, sans compter les taxes fiscales. Situation à coup sûr paradoxale.

En constatant ces faits, le Département de l'Economie publique n'entend nullement récriminer contre la décision par laquelle le Conseil fédéral avait maintenu au profit des marchandises d'origine zonienne le régime de franchises appliqué jusqu'ici. Il se peut que le maintien de ce régime ait influé favorablement sur l'opinion des juges. Il se peut aussi que l'arrêt de la Cour eût été le même, si nous n'avions pas continué à accorder aux zoniens des avantages auxquels ils n'avaient d'ailleurs aucun droit.

Il a suffi que la Suisse appliquât dès le premier janvier 1932 le droit commun aux seuls produits de la grande zone pour susciter dans cette région des récriminations contre le Gouvernement français. Au fait, Genève est le débouché naturel et nécessaire des produits agricoles des petites et de la grande zones. Les agriculteurs de ces régions étaient habitués aux avantages douaniers que la Suisse leur accordait depuis longtemps, mais sans y être tenue et sans qu'ils y eussent droit. On leur avait fait accroire qu'ils y avaient droit et c'est ce qui explique l'agitation provoquée par les mesures pleinement justifiées que le Conseil fédéral a prises à la fin de l'année dernière. Ces mesures gênent les agriculteurs de la grande zone, qui sont mécontents des autorités françaises. C'est ainsi que dans une lettre adressée

13. Cf. n° 90, n. 5.

au Conseil fédéral en février 1932, plusieurs syndicats agricoles de la Haute-Savoie «protestent contre les prétentions du Gouvernement français, qui ne tient aucun compte de l'état de fait économique et géographique» et déclarent que «leur plus sincère désir est de voir triompher prochainement la thèse suisse à la Cour de Justice internationale à La Haye».

Dans son arrêt du 7 juin 1932, la Cour a reconnu que l'article 435, alinéa 2, du Traité de Versailles, avec ses annexes, n'a pas abrogé et n'a pas pour but de faire abroger les stipulations des traités de 1815 et autres actes complémentaires. Elle a décidé que le Gouvernement français doit reculer sa ligne des douanes et elle a fixé au 1^{er} janvier 1934 la date à laquelle ce recul doit avoir été effectué.

Depuis que la Cour a rendu son arrêt, la France a continué et continue de percevoir des droits de douane sur les marchandises pénétrant de Suisse dans les petites zones. Cette perception est contraire au droit proclamé par la Cour. En fixant à la France un délai pour opérer le recul du cordon douanier, la Cour n'a sans doute pas voulu dire que le Gouvernement français avait la faculté de percevoir jusqu'au 1^{er} janvier 1934, sur les marchandises importées de Suisse en zone, des droits d'entrée qui sont incompatibles avec les stipulations des anciens traités. Quoi qu'il en soit, l'arrêté de la Cour n'oblige pas la Suisse à accorder aux produits zoniens un régime de facilités douanières, tant que le cordon douanier français restera à la frontière politique des zones. Aussi bien, la question se pose-t-elle de savoir si le Conseil fédéral entend maintenir plus longtemps le régime de faveur dont bénéficient encore les produits zoniens à leur entrée en Suisse. L'intérêt du commerce genevois exige, selon nous, que l'autorité fédérale crée dès maintenant une situation qui facilite la tâche de nos représentants dans les négociations qui pourraient avoir lieu avec la France. Il convient d'amener les habitants des petites zones à faire pression sur leur Gouvernement, de façon que celui-ci se montre accommodant. Les motifs d'opportunité qui ont pu justifier le maintien des franchises douanières jusqu'à l'arrêt de la Cour n'existent plus aujourd'hui. Nous croyons dès lors que le moment est venu de supprimer les facilités douanières consenties jusqu'ici à l'égard des produits en provenance de la zone du Pays de Gex et de la petite zone sarde. Toutefois, le régime douanier commun resterait applicable à ces produits (article 14, chiffre 20, de la loi fédérale sur les douanes¹⁴ et article 25 du Règlement d'exécution¹⁵). A ce propos, il importe de bien faire remarquer que nous ne sommes même pas tenus d'accorder les facilités prévues par les dispositions précitées de notre législation douanière, attendu que la France n'use pas de réciprocité (article 19 de la loi sur les douanes). Néanmoins, le Département de l'Economie publique ne voudrait pas que fussent supprimées les facilités prévues pour le trafic de marché. En outre, il faudrait maintenir le bénéfice de la franchise à un contingent de 25 000 litres de lait frais que nous accordons au Gouvernement français en échange d'un contingent additionnel pour nos exportations de fromage en France¹⁶.

14. Loi du 1^{er} octobre 1925 (*RO*, 1926, vol. 42, pp. 307 ss.).

15. Règlement du 10 juillet 1926 (*RO*, 1926, vol. 42, pp. 361 ss.).

16. Cf. n° 173.

Selon l'avis du Département de l'Economie publique, seul le rétablissement du droit commun aura un effet salutaire sur le cours des futures négociations. Par conséquent, la convention du 14 juin 1881 relative au régime douanier entre le canton de Genève et la zone franche de la Haute-Savoie¹⁷, le Règlement relatif au Pays de Gex du 20 octobre 1906¹⁸ et l'arrêté fédéral du 19 juin 1908 concernant l'importation des zones franches de la Haute-Savoie et de Gex¹⁹ cesseraient d'être applicables à l'importation en Suisse des produits du Pays de Gex et de la petite zone sarde.

La convention de 1881 est caduque, de sorte que nous pouvons mettre fin d'un jour à l'autre au régime de faveur que nous appliquons encore aux produits originaires de la petite zone sarde. Quant à l'arrêté fédéral du 19 juin 1908, il constitue une mesure autonome révocable en tout temps.

[...]

Par conséquent, le Département de l'Economie publique estime qu'il faudrait supprimer dès le 15 novembre 1932 les facilités douanières consenties jusqu'ici à l'égard des produits en provenance de la petite zone sarde. Quant aux facilités accordées au Pays de Gex, elles prendraient fin le 15 février 1933; le Règlement du Pays de Gex devrait donc être dénoncé avant le 15 novembre 1932.

Avant de se prononcer sur la suppression de toutes ces facilités, le Conseil fédéral devrait peut-être prendre l'avis du Conseil d'Etat de Genève.

[...]

III.

Au cours de la discussion, le chef du Département politique déclare qu'il doit maintenir sa manière de voir; le chef du département de l'Economie publique répond qu'il ne peut y adhérer. Les autres membres du Conseil estiment que la Suisse est tenue de respecter loyalement les promesses contenues dans les déclarations faites par nos avocats devant le tribunal de La Haye. Nous n'osons pas manquer à la parole donnée. Le Conseil fédéral est d'ailleurs unanime sur ce point. La divergence porte principalement sur la question de savoir si, en parlant d'un «régime plus stable et plus libéral» que celui d'avant 1919, que la Suisse serait prête à accorder, l'on doit entendre le régime qui existait alors de fait, ou bien celui qui aurait été applicable en droit, si la Suisse s'était bornée à n'accorder aux territoires français visés que les seules facilités prévues par les traités de 1815-1816.

[...]²⁰

17. RO, 1882-1883, vol. 6, pp. 455ss.

18. Annexe C de la convention de commerce franco-suisse (RO, 1906, vol 22, pp. 672ss.).

19. RO, 1908, vol. 24, pp. 701ss.

20. En conclusion, le Conseil décide de convoquer une conférence qui réunira les représentants de la Confédération et une délégation du Gouvernement genevois pour faire le point de la situation. A la suite de cette réunion, le 21 novembre, il est décidé de préparer avec les services fédéraux compétents un projet de règlement comportant des variantes minimum, moyenne et maximum. En cas d'échec avec la France, il y aura lieu d'envisager l'application du droit commun. (E 2, Archiv-Nr. 1725, procès-verbal de la conférence avec le Conseil d'Etat genevois, sous la présidence de G. Motta).

209

E 2001 (C) 3/155

*Le Chef du Département politique, G. Motta,
au Chef du Département de l'Economie publique, E. Schulthess*

*Copie
L BE*

Berne, 7¹ novembre 1932

La question du relèvement financier de l'Autriche par l'émission d'un emprunt international auquel participerait la Suisse semble, dans certains milieux, avoir éveillé l'espoir que cette opération servira, entre autres, à permettre une reprise des paiements extérieurs que l'Autriche a interrompu le 11 juillet dernier en décrétant un moratoire de transfert. Aussi avons-nous été saisis de diverses demandes tendant à ce que la participation de la Suisse à l'aide prévue en faveur de l'Autriche fût subordonnée au transfert des fonds immobilisés au titre de la dette extérieure publique et privée².

Le Crédit Suisse notamment, comme représentant des porteurs de l'emprunt 6½ % de 30 millions de francs émis par la «Tirolische Landeshypothekenanstalt», nous a fait savoir que les porteurs lésés par le moratoire autrichien ne comprendraient guère que la Confédération suisse fit de nouvelles avances de crédit à l'Autriche sans avoir obtenu la levée de l'interdiction des paiements extérieurs.

Le Crédit Suisse soulevait en même temps et à propos du même emprunt la question de savoir si la consignation obligatoire en compte bloqué des intérêts et de l'amortissement n'impliquait pas une véritable lésion du principe de l'égalité de traitement au préjudice des porteurs domiciliés en Suisse.

En vue de répondre à cette démarche, dont le Département fédéral des Finances a été aussi saisi, nous avons invité notre Légation à Vienne à nous renseigner entre autres sur les normes observées par la Banque nationale autrichienne pour autoriser l'utilisation des comptes bloqués, sous certaines conditions.

Tout en portant ce qui précède à votre connaissance, nous avons l'honneur de vous faire parvenir copie ci-jointe du rapport du 4 novembre par lequel la Légation nous renseigne sur ce point³. Comme vous voudrez bien le constater, un des cas de libre disposition des fonds bloqués se réfère à l'acquisition de produits autrichiens destinés à être exportés. Cette faculté, – une de celles qui offre certainement le plus d'intérêt pratique, – est inconciliable avec le fonctionnement de notre accord de clearing avec l'Autriche. On peut donc douter, dans ces conditions, que les porteurs suisses d'emprunts autrichiens puissent se déclarer satis-

1. Au crayon: 9.

2. Elles émanent notamment du Crédit suisse, de la Société de banque suisse, de l'Union de banques suisses (E 6100 (A) 6, Archiv-Nr. 135) et sont reprises par l'Association suisse des banquiers dans une lettre du 29 octobre (E 2001 (C) 3/155).

3. Non reproduit.

faits des latitudes qui leur sont accordées pour l'utilisation des revenus de leurs titres. Nous nous réservons de revenir sur cette question et de tenter éventuellement une démarche à Vienne en faveur de l'assimilation des porteurs suisses aux porteurs autrichiens, qui, eux, disposent librement, à l'intérieur du pays, de leurs intérêts en schillings.

Nous nous permettons enfin d'attirer votre attention sur l'information de la Légation relative à sa démarche du 15 septembre dernier auprès du Gouvernement autrichien⁴. C'est ainsi que nous avons eu connaissance du désir exprimé, à votre demande, de voir la tranche suisse de l'emprunt international servir en première ligne à l'extinction des créances suisses. Nous croyons presque inutile de souligner combien cette démarche répondait par avance aux revendications des porteurs suisses en général et à celle du Crédit Suisse en particulier. Aussi, tout en regrettant de n'avoir pas été mis à l'époque au courant des instructions envoyées à la Légation et qui eussent certainement facilité notre réponse au Crédit Suisse, vous prions-nous de bien vouloir nous renseigner sur l'état actuel de la question.⁵

4. Il n'a pas été retrouvé trace de cette démarche dans les fonds du Département de l'Economie publique.

5. Une note, non signée, de la Division des Affaires étrangères du Département politique, en date du 15 avril 1932, relève douze cas récents dans lesquels le Département de l'Economie publique est intervenu auprès des légations de Suisse ou dans une négociation diplomatique, sans en référer conformément aux textes en vigueur au Département politique (E 2001 (C) 4/176). Cf. aussi n° 21.

210

E 2, Archiv-Nr. 1725

*Le Directeur de l'Union suisse des paysans, E. Laur,
au Chef du Département politique, G. Motta¹*

L

Brugg, 8. November 1932

[...]

Wir waren in landwirtschaftlichen Kreisen ausserordentlich überrascht, als unmittelbar vor Verkündigung des Urteils des Gerichtshofes² der Bundesrat in Bezug auf die zukünftigen wirtschaftlichen Verhältnisse eine sehr weitgehende Erklärung abgegeben hat. Wir hatten uns bis dahin immer getrostet, dass schliesslich diese wirtschaftlichen Fragen auch nach dem Genfer Urteil durch gegenseitige freie Verständigung geordnet werden können. Die Erklärung des Bundesrates hat nun aber offenbar die Freiheit auf schweizerischer Seite wesentlich eingeschränkt, und das Gericht hat nicht verfehlt, die Schweiz dabei zu behaften.

1. Remarque marginale de G. Motta: J'ai répondu à cette lettre verbalement. Ad acta. 10. 1. 33.

2. Ordonnance du 7 juin 1932. Cf. n° 160, n. 4.

Wir hoffen, der Bundesrat werde gegenüber Begehren von Frankreich den Standpunkt einnehmen, seine Offerte habe sich nur auf den Fall beziehen können, dass Frankreich nicht nur seinen Zollcordon, sondern auch den Steuer- und Gebührencordon zurückersetze. Aber auch wenn dies geschieht, dürfen die grossen Interessen der Landwirtschaft nicht einfach preisgegeben werden.

Das wichtigste ist dabei die Milchfrage. Wenn hier ein Loch im Westen aufgeht, so wird unsere ganze milchwirtschaftliche Organisation gefährdet. Von einer Erhöhung der heutigen Milchkontingente sollte keine Rede sein, vielmehr muss eine Ermässigung der Kontingente erwogen werden. Freigabe der Milcheinfuhr wäre aber ein schwerer Schlag für die gesamte milchwirtschaftliche Organisation der Schweiz. Aber auch bei anderen Positionen sollte die Einfuhr aus der kleinen Zone nicht einfach freigegeben werden. Dass Einfuhren aus der grossen Zone überhaupt nicht diskutiert werden können, ist wohl selbstverständlich. Bei jedem Import aus der Zone ist dann sorgfältig festzustellen, ob die Ware wirklich ein Produkt der Zone ist. Der Begriff «Produkt der Zone» ist näher zu formulieren. Butter oder Käse, die aus Milch, die in die Zone eingeführt wurde, in der Zone fabriziert worden sind, können keine Zonenprodukte sein. Und so verhält es sich noch mit einer Reihe anderer Erzeugnisse. Die landwirtschaftlichen Produkte müssen in der Zone selbst gewachsen sein, alles andere sind keine Zonen-Erzeugnisse. Wir möchten auch daran erinnern, dass wir mit Zeugnissen betr. die Herkunft der Ware aus der Zone die allerschlimmsten Erfahrungen gemacht haben. Die Schweiz muss deshalb eine weitergehende Kontrolle verlangen und ihre Organe sollten das Recht haben, in der Zone selbst eine Aufsicht und Kontrolle auszuüben.

Die hier angedeuteten Fragen haben ja noch grössere Bedeutung für die Industrie. Es ist aber nicht unsere Aufgabe, den Begriff eines industriellen und gewerblichen Zonenerzeugnisses hier weiter zu erörtern.

Wir wissen wohl, dass die genferische Regierung und die genferischen Konsumenten im allgemeinen einen Standpunkt einnehmen, welcher der genferischen Landwirtschaft sehr wenig Rücksicht trägt. Aber die Stunde ist jetzt gekommen, wo die Zonenfrage aufgehört hat, eine vorwiegend genferische Angelegenheit zu sein und es ist Sache des Bundes, dafür zu sorgen, dass auch die genferische und schweizerische Landwirtschaft bei der Ordnung in gerechter Weise behandelt werden.

*Le Chef de la Division des Affaires étrangères du Département politique,
M. de Stoutz, au Ministre de Suisse à Vienne, M. Jäger*

Copie L AD

Berne, 15 novembre 1932

Nous avons l'honneur de vous faire savoir, à titre d'indication, que, ces jours derniers, l'ambassadeur de France et les Ministres de Grande-Bretagne et d'Autriche à Berne ont fait auprès du Chef de la Division des Affaires étrangères des démarches, sans doute concertées, pour savoir à quoi s'en tenir au sujet de la participation de la Suisse à la dernière action de secours en faveur de l'Autriche.

Des négociations étant en cours entre la Suisse et l'Autriche à l'effet de régler la question du travail de perfectionnement de la broderie au Vorarlberg, le Conseil fédéral avait décidé de différer toute décision relative à l'action de secours jusqu'à ce que le problème du travail de perfectionnement eût trouvé une solution satisfaisante pour nos intérêts¹.

Si le Ministre de Grande-Bretagne s'est rangé, sans trop de peine, à notre manière de voir, l'Ambassadeur de France a montré plus d'insistance. M. de Marcilly a fait valoir, entre autres, qu'un retard de la part de la Suisse pouvait avoir de sérieuses conséquences, plusieurs Etats, dont l'Espagne et la Tchécoslovaquie, attendant, pour se prononcer, de savoir quelle serait notre attitude².

En ce qui concerne le travail de perfectionnement de la broderie, le Ministre d'Autriche a déclaré que son Gouvernement ne désirait que voir aboutir les négociations, d'autant plus que c'est, suivant M. Hoffinger, le Vorarlberg qui souffre le plus de la suspension du trafic de perfectionnement. Il est même allé jusqu'à dire que la Suisse pourrait peut-être donner son adhésion immédiate à l'œuvre de secours sous condition suspensive, c'est-à-dire à condition que les négociations austro-suisses reçoivent préalablement un règlement satisfaisant. Nous joignons, pour votre information personnelle, à ce pli une copie de la lettre que M. Hoffinger a adressée, à ce sujet, au Président de la Confédération³.

P.S. Ajoutons, à titre confidentiel, que le Conseil fédéral n'a pas estimé pouvoir, en dépit de ces interventions, se départir de la ligne de conduite qu'il s'était précédemment tracée, mais il garde un contact étroit avec les milieux saint-gallois, à la requête desquels cette ligne de conduite a été adoptée, afin que la déci-

1. A la demande du Conseil d'Etat de Saint-Gall et du Directoire commercial saint-gallois, appuyée par le Chef du Département de l'Economie publié (Cf. n° 202).

Le Conseil fédéral s'est rallié à cette demande (E 1004 1/336, PVCF du 28 octobre), y compris le Chef du Département des finances qui, en juillet (document non retrouvé) et le 26 octobre (E 6100 (A) 6, Archiv-Nr. 135), a saisi ses collègues de deux mémoires énumérant toutes les raisons politiques, économiques, militaires et morales qui imposent à la Suisse de participer à l'action de secours.

2. Notice transmise au Conseil fédéral le 11 novembre (E 2001 (C) 5/87).

3. Non reproduit.

sion si impatiemment attendue par le Gouvernement autrichien et les Gouvernements qui ont pris l'initiative de secours en faveur de l'Autriche ne soit pas différée plus longtemps qu'il n'apparaîtra strictement nécessaire.

212

E 2001 (C) 3/171

*Le Ministre de Suisse à Istanbul, H. Martin,
au Chef de la Division du Commerce
du Département de l'Economie publique, W. Stucki*

Copie
L N° 1119

Ankara, 18 novembre 1932

Turquie
Régime de devises. Compensations. Accords de clearing avec d'autres pays

Ce n'est pas sans un grave souci pour l'avenir de nos relations commerciales turco-suisses que j'ai constaté par les statistiques que vous m'avez envoyées sur les neuf premiers mois de 1932 la chute verticale de notre commerce (2 000 000 de francs de ventes suisses et 2 300 000 francs de ventes turques).

A mes rapports des 19 mai¹ et 28 juin² derniers, qui vous demandaient votre avis sur la conclusion éventuelle d'un accord de clearing, vous aviez bien voulu me faire savoir qu'un accord de ce genre ne pourrait se faire que sur la base de celui que vous avez conclu le 27 avril 1932 avec la Yougoslavie³. Je vous avais laissé entrevoir que lorsque je me trouverai à Ankara, j'avais l'intention d'entretenir de ce sujet le Ministre de l'Economie Nationale. Vous m'aviez en outre informé que vous appliquiez déjà dans une certaine mesure des compensations avec la Turquie au moyen du contingentement des tapis d'Orient⁴.

A ce moment-là du reste, ce Ministre, Mustafa Seref Bey, qui s'était engagé dans une politique outrancière de restriction des importations, ne représentait pas pour nous un espoir positif. Heureusement, en raison des plaintes du commerce et de l'industrie turcs, le Gouvernement s'est rendu compte que le Ministre avait exagéré, et c'est dans ces conditions qu'il a été, en automne, remplacé par Mahmud Celal Bey, Directeur Général du plus grand des instituts financiers turcs, la Banque d'Affaires, dont il a conduit la barque avec beaucoup d'intelligence et d'esprit libéral.

Votre lettre du 16 septembre⁵ me rappelait qu'il ne fallait pas perdre de vue que l'on devait chercher tous les moyens susceptibles de remédier à l'état actuel de la

1. Non reproduit.

2. Non retrouvé.

3. RO, 1932, vol. 48, pp. 225-227.

4. Introduit par l'arrêté du Conseil fédéral du 3 juin 1932 (RO, 1932, vol. 48, pp. 289-291).

5. Non retrouvé.

balance commerciale entre la Suisse et la Turquie. C'est dans ces conditions que j'ai profité de ma présence à Ankara, où je négocie divers traités⁶ pour le Département Politique, pour vouer un soin spécial à nos affaires commerciales avec la Turquie. Connaissant déjà Celal Bey, je n'ai pas hésité à lui demander directement une audience, qu'il m'a accordée hier.

En raison de l'état précaire de notre horlogerie, j'ai tout d'abord tenu à faire peser mes démarches en faveur de cette industrie et, vu son caractère technique, j'ai fait venir à Ankara, à ses frais, notre compatriote M. Bernard Ziegler, agent général de la Zénith, le plus grand de tous les importateurs, en lequel j'ai la plus absolue confiance, et que j'ai dès lors choisi pour me conseiller en matière d'horlogerie. Pour plus de sûreté, j'avais obtenu d'avance l'autorisation du Ministre de l'Economie Nationale, d'être accompagné de cet expert.

Au début de notre entretien, j'ai dit à Celal Bey qu'en raison des mesures drastiques de contingentement et de prohibition prises par la Turquie, et indépendamment de la crise mondiale, notre commerce ne marchait plus. Chargé de la protection des intérêts suisses, je me voyais dans l'obligation d'attirer son attention sur cet état de choses en faisant appel à sa compréhension des affaires pour y porter remède dans la mesure du possible. Alors que les importations suisses étaient soumises en Turquie à des entraves sans nombre, la Suisse n'avait jusqu'ici soumis les importations turques qu'à un seul contingentement, celui des tapis⁷. Il était faux de croire que tous les articles suisses étaient des articles de luxe. L'industrie horlogère était inconnue en Turquie, de sorte qu'il ne pouvait s'agir d'une concurrence quelconque aux industries turques naissantes. La Turquie avait frappé d'interdiction le fromage suisse en le considérant comme article de luxe et en alléguant que le fromage turc était suffisant pour la population. Je pouvais employer ce même argument vis-à-vis d'un certain nombre d'articles de production turque. Personne ne pouvait prétendre que les raisins secs, les figues, les noisettes et les tapis, que la Suisse achetait en grandes quantités, de même que les tabacs turcs, constituaient des nécessités essentielles pour la population suisse. Je devais dès lors, moi aussi, les considérer comme articles de luxe susceptibles de négociation.

/.../⁸

J'abordai ensuite la question du clearing. Je fis tout d'abord remarquer que, comme la Suisse ne connaissait pas de mesures restrictives d'exportation de devises, un accord de ce genre pourrait, au premier abord, ne pas sembler nécessaire, puisque les ventes suisses, inférieures aux turques, pouvaient toujours être compensées par les ventes turques qui étaient supérieures. Cependant dis-je, il fallait prévoir l'avenir, puisque mon but était de développer le mouvement des échanges.

6. Il s'agit du Traité d'extradition et d'entraide judiciaire en matière pénale et de la Convention réglant les rapports judiciaires en matière civile et commerciale entre la Suisse et la Turquie, signés le 1^{er} juin 1933 (FF, 1933, vol. II, pp. 26–42).

7. Cf. n. 4 ci-dessus.

8. H. Martin expose ensuite les difficultés que l'industrie horlogère suisse rencontre pour introduire ses produits en Turquie.

Un accord de clearing éliminerait dès lors tout souci sur la question des devises, et donnerait aux échanges plus d'élasticité, quelle que puisse être la balance commerciale entre les deux pays. Je remis à Celal Bey le texte de l'accord entre la Suisse et la Yougoslavie⁹ qui devait, à vos yeux, constituer le modèle d'un accord éventuel turco-suisse.

Sans exprimer d'opinion, le Ministre me promit d'étudier attentivement les documents que je lui avais remis pour y réfléchir. De mon côté, je lui déclarai que je remettrai un double de tous ces documents au Sous-Secrétaire d'Etat des Affaires Etrangères, afin qu'il n'ignore pas la démarche que j'avais entreprise dans l'intérêt de nos relations réciproques.

En ce qui concerne les trois premiers tableaux sur les statistiques, Celal Bey me dit qu'il devait faire une réserve, attendu que les statistiques turques accusaient des chiffres différents, moins favorables pour la Turquie. Je n'hésitai pas à parler alors très franchement de la manière suivante: Le service suisse des statistiques fonctionnait comme un chronomètre, et il était organisé de telle façon qu'il ne saurait jamais s'y glisser la moindre erreur. La Suisse n'était un pays que de 4 millions d'habitants où la consommation était dès lors limitée. Située au centre de l'Europe et n'ayant pas de ports elle-même, une partie des produits turcs étaient souvent achetés, non pas directement en Turquie, mais bien dans des ports-francs, donc finalement consommés par la Suisse et payés par elle. Cependant ces produits étaient passés au crédit des statistiques des pays des ports d'importation, comme Trieste, Marseille, Hambourg, etc. En outre il était, en toute bonne foi, impossible de comparer notre vieille organisation suisse avec la toute jeune organisation turque. Tous les pays acceptaient les statistiques suisses comme absolument véridiques et je ne doutais pas que la Turquie ferait de même. Si la Turquie n'admettait pas les chiffres des balances commerciales, malgré les raisons ci-dessus exposées, je ne voyais pas comment il serait possible de s'entendre.

J'attends un rendez-vous de Menemenli Numan Bey, Sous-Secrétaire d'Etat aux Affaires Etrangères, pour lui remettre les documents ci-dessus décrits et lui exposer la situation. Il a été longtemps à la Légation de Turquie à Berne et est très favorable à notre pays.

Maintenant que M. Bernard Ziegler a une entrée au Ministère de l'Economie Nationale, il s'est arrangé à rendre demain une visite au directeur des affaires commerciales, Naki Bey, pour le travailler de son mieux et lui donner toutes explications complémentaires qu'il pourrait désirer. Il en sera de même chaque fois que des mesures nouvelles seraient prises, lorsqu'elles seraient de nature à nuire à l'importation des montres et des fournitures.

Vous m'obligeriez, Monsieur le Directeur, en voulant bien étudier la situation que je vous ai décrite et me dire si mon initiative, et la façon dont j'ai procédé, reçoivent votre approbation. Je vous serais reconnaissant d'examiner en même temps, si la Turquie ne devait pas nous appliquer un régime plus libéral, la possibilité de soumettre à un contingentement, outre les tapis, les articles sur lesquels le

9. Cf. n. 3.

19 NOVEMBRE 1932

système du contingentement pourrait être appliqué à la Turquie comme articles de luxe: raisins secs, figues, noisettes, tabac. Je sais bien que pour les noisettes, elles sont en partie nécessaires à l'industrie des chocolats, mais je me dis que la Turquie n'est pas le seul pays producteur. Il serait bon que ces quatre articles fussent frappés dès maintenant de contingentement, pour me servir d'arme indispensable, et même si vous ne deviez appliquer ce contingentement que sur une très petite échelle. Il me faut absolument des armes en mains pour négocier, et mon collègue hongrois, qui négocie pour obtenir l'importation de chevaux, m'a dit que la Hongrie avait même placé ces produits sur sa liste de prohibitions. Ici, c'est la seule façon de pouvoir arriver à quelque chose. Parmi les quelques produits que je viens de citer, le plus vulnérable pour la Turquie est celui des raisins secs, et c'est toujours celui dont tous les pays se servent pour faire pression, car sans pression, point de salut.

M. Ziegler m'a dit que même si, par impossible, l'importation de toute l'horlogerie suisse redevenait libre, elle resterait toujours inférieure au chiffre de la vente de tapis turcs en Suisse. Peut-être y aurait-il lieu dès lors d'examiner, pour les tapis, un contingentement moins libéral, de façon à peser davantage sur la Turquie.

[...]

213

E 2300 London, Archiv-Nr. 26

*Le Ministre de Suisse à Londres, C. Paravicini,
au Chef du Département politique, G. Motta¹*

RP № 23

Aspect général vu de Londres

Londres, 19 novembre 1932

Nous sommes au début de l'hiver et ce moment-là est infailliblement un point tournant. L'an dernier, nous espérions que la «sous-crise» d'automne – on pourrait l'appeler «tributaire» de la grande crise qui, hélas!, dure pendant toute l'année – était le point tournant définitif. Nous nous sommes trompés, car les douze mois qui se sont écoulés depuis lors n'ont, en vérité, amené aucune amélioration. Tout au plus ont-ils permis aux peuples de mieux s'habituer aux temps mauvais et d'apprendre à réagir quelque peu contre les accès de panique. Les problèmes et les difficultés comme tels sont toujours là et n'ont pas changé – à moins qu'ils ne soient devenus encore plus sérieux. Ainsi, nous avons une sous-crise d'automne des plus belles.

Londres s'en ressent. On observe depuis quelques semaines un état d'esprit et de nervosité qui contraste passablement avec celui des huit premiers mois de l'année. Tout dernièrement, cette nervosité s'est encore accentuée. En comparant avec les précédents des trois années de crise passées, on est enclin à penser qu'a-

1. Remarque manuscrite de Motta: Très intéressant à lire.

vec le progrès de l'hiver le calme renaîtra peu à peu, mais actuellement on ne voit pas encore des indices d'un revirement. Il y a en effet trop de préoccupations à la fois, trop de questions de première importance mises simultanément sur le tapis de l'actualité, trop peu de perspectives encourageantes d'arriver à les résoudre. Les voici: désarmement, dettes de guerre, conférence économique mondiale, problème de la livre sterling, politique protectionniste, chômage, finances d'Etat, Inde, Irlande. Quelques-uns concernent le monde entier, d'autres l'Empire, d'autres encore la Grande-Bretagne spécialement. Excepté peut-être la politique économique impériale, dont après le passage de l'*«Ottawa Act»*² on escompte un grand succès, aucun des problèmes ne présente un aspect encourageant. C'est ainsi qu'on commence l'hiver en Angleterre dans une *«Stimmung»* qui décidément manque d'entrain. C'est fâcheux, car pour tout ce qu'il y aura à faire, il faudrait beaucoup d'entrain!

I.

La question qui momentanément inquiète le plus est certes celle des dettes de guerre. De toutes les difficultés internationales, elle affecte le plus directement l'organisme de la nation, tant matériellement que psychologiquement. En comparaison avec ce problème, celui du désarmement, par exemple, est d'intérêt secondaire. Vous voudrez bien trouver ci-annexé le texte de la note britannique³ remise au Président Hoover. Ce texte a été présenté incessamment au Parlement sous forme de Livre blanc. Que le Gouvernement n'ait pas différé cette publication jusqu'à ce que la réponse américaine puisse également y figurer, est certainement significatif. La démarche en elle-même est pour l'Anglais une mauvaise pilule à avaler. Encore si on avait une idée approximative de ce qui va en fin de compte en sortir. Mais comment le saurait-on, quand cela dépend uniquement de Washington et qu'aux Etats-Unis les choses se trouvent être dans un état de confusion complet? On n'a eu qu'à suivre jour par jour les télégrammes d'Amérique, dont pas deux ne disent la même chose, pour se rendre compte des conflits qui y font rage par rapport à la suite que le Président et le Congrès devront donner à la proposition britannique.

C'est une situation que l'Anglais ne supporte qu'avec peine. Elle blesse son amour-propre et pourtant il sent que, si déplaisant que ce soit, il faut faire une tentative pour arriver à une nouvelle suspension des payements échéant le 15 décembre⁴. Et il n'y a pas d'autre voie pour y parvenir que cette espèce de chemin de Canossa, où tout dépend de la grâce du Yankee. Certes, il y a une foule d'argu-

2. Du 21 juillet au 20 août 1932, une conférence économique impériale s'est réunie à Ottawa. La Grande-Bretagne y a signé une série d'accords de commerce bilatéraux avec les différents Dominions. Le 15 novembre, la Chambre des Lords, après la Chambre des Communes, a voté les résolutions financières nécessaires à la mise en vigueur des accords d'Ottawa (*Ottawa Agreements Bill*).

3. Du 10 novembre 1932. Dans cette note le Gouvernement anglais demandait aux Etats-Unis une suspension du prochain versement de la dette de guerre anglaise, dont l'échéance était fixée au 15 décembre suivant.

4. Cf. n. 3 ci-dessus.

ments qui parlent du point de vue américain en faveur de la suspension, mais malheureusement la logique commune ne compte que peu dans les péroraisons des «Congressmen» et Sénateurs qui sont habitués à se servir de leurs appareils personnels de plate-forme.

Dans ces conditions, tout ce qui reste à l'Anglais pour sauver sa fierté est la décision de payer s'il essuie un refus. Et cette décision, on l'assure, existe et sera, s'il le faut, exécutée.

II.

En attendant, l'incertitude embarrassante amène des fâcheuses fluctuations de la livre sterling⁵. Toute information indiquant une attitude défavorable autour de la Maison Blanche, cause une baisse du change, contre laquelle Londres est forcé de réagir par des remèdes coûteux. Les fluctuations atteignant par moments une marge considérable, cet état de choses ne devra pas trop durer. Il paraît certain que la baisse «de record» de vendredi dernier (\$ 3.26) a dû être arrêtée, ou du moins corrigée à \$ 3.30, par intervention officielle.

Dans pareil cas, l'intervention se fait moyennant l'«Exchange Equalisation Fund», instrument créé par le «Finance Act 1932» pour la régularisation, en cas de besoin, du cours de la livre. Ce fonds de cent cinquante millions de livres sterling a servi pour acheter des monnaies étrangères et possède aujourd'hui, à ce qu'on affirme, les quatre-vingt-quinze millions de dollars couvrant le paiement du 15 décembre. Si donc ce paiement est demandé par Washington, le «Exchange Equalisation Fund» disposera pour ses futures opérations, de quatre-vingt-quinze millions de dollars de moins qu'actuellement, mouvement qui ne manquera pas de peser directement sur le cours de la livre.

III.

En ce qui concerne les délibérations à Genève sous la présidence de Mr. Henderson⁶, vous êtes, Monsieur le Président, mieux renseigné que moi⁷. Le plan français⁸ n'a pas eu une bonne presse à Londres. On reconnaît la sincérité de l'effort, on admet la composition logique et l'adresse de l'artisan qui l'a construit, mais pour la conception britannique, la complexité de ce projet constitue un défaut organique qui est fatal dès l'abord. À part le fait que certains instruments introduits dans le plan Herriot (commission pour indiquer l'agresseur, majorité au Conseil décidant des mesures militaires et navales à prendre, etc.) ont été immédiatement déclarées inacceptables, l'Anglais en se voyant en face d'un mécanisme aussi compliqué et, selon lui, impraticable, n'a pas vraiment eu la patience de l'étudier.

5. Sur la dévaluation de la livre, à la suite de l'abandon de l'étalement-or par la Grande Bretagne, cf. n° 102.

6. Sur la conférence du désarmement, ouverte à Genève le 2 février 1932, cf. n° 222.

7. Motta dirige la délégation suisse à la conférence.

8. Cf. n° 222.

D'autre part, Sir John Simon⁹ a remporté un succès unanime auprès de toutes les fractions, y compris ses adversaires fervents, les socialistes les plus radicaux. Je joins à ce rapport le livre blanc publié le lendemain de sa déclaration. Relevons spécialement que le retour de l'Allemagne¹⁰ à la table de la Conférence est, sans réserve, considéré ici comme la chose la plus importante du moment. D'aucuns vont jusqu'à dire que sans ce retour, la cause est irrévocablement compromise. Sans que cependant cette opinion soit celle de la majorité, on admet généralement que si ce but est atteint, cela vaudra bien des messes de la part des autres participants. En même temps on n'ose se faire des illusions sur l'attitude de la France en laquelle on voit maintenant le dernier et unique obstacle.

Pourtant, cela ne veut pas dire qu'on prend ici une vue favorable quant aux résultats à espérer, même dans le cas où on réussirait à regagner la collaboration allemande. Au contraire, en voyant l'interminable difficulté qu'il y a à établir, même partiellement, une entente entre les participants en général, on commence à se lasser de suivre les développements et d'en évaluer les possibilités. J'ai assisté à quelques banquets et réunions convoqués par rapport au désarmement. J'y ai entendu les discours de nombreux champions de la cause, tels que Lord Cecil, Sir Austen Chamberlain, le Professeur Gilbert Murray, des Membres des deux Chambres du Parlement, etc. et j'ai pu constater que l'atmosphère qui domine dans les échanges de vue à Genève est loin de les rassurer.

IV.

La récente tournure prise par les événements concernant la Conférence économique mondiale¹¹ est pour Londres, également une source de déception. Le Premier Ministre qui est l'instigateur de cette idée en a toujours été fier et il y attachait de réels espoirs. Les conclusions du Comité préparatoire des experts ont été soumis ici à une critique sévère et on a compris sans peine que Sir John Simon, en sa qualité de Président du Comité d'organisation de cette Conférence aura une tâche très difficile en soutenant les vues du Cabinet britannique. Mr. MacDonald a toujours poussé à une réunion aussi prochaine que possible de la Conférence et dernièrement encore, il s'est prononcé en faveur d'une convocation pour avant Noël. Il est clair aujourd'hui que ceci est exclu. Il y a ici encore de vagues espoirs que la date de la réunion pourra être fixée à fin janvier, mais tout porte à penser qu'il n'en sera guère question avant avril ou mai. Dans cette affaire une controverse entre les pays qui ont abandonné l'étalement-or et ceux qui l'ont conservé paraît créer une situation défavorable et cette difficulté menace de devenir d'autant plus gênante qu'elle touche à un point particulièrement sensible pour l'Angleterre.

9. Ministre des Affaires étrangères. A remplacé Henderson dans le nouveau cabinet MacDonald (national) du 25 août 1931.

10. L'Allemagne avait quitté la conférence du désarmement le 16 septembre précédent parce qu'elle estimait que l'égalité des droits ne lui était pas accordée. A partir du 14 décembre 1932, l'Allemagne participera à nouveau aux discussions de Genève.

11. Cf. n° 279.

V.

Le Parlement élu il y a un an sous le signe de la coopération nationale a été prorogé le 17 novembre par le discours du Trône, dont le texte est annexé à ce rapport. Après quelques jours de vacances la nouvelle Session sera ouverte par le Roi en personne, mardi prochain, le 22 novembre.

Ce court intervalle a procuré tout juste un week-end de repos au Premier Ministre. Ce n'est un secret pour personne que Mr. MacDonald aurait besoin de plusieurs semaines ou même de quelques mois de relâche pour se remettre des fatigues causées par une activité intense et exagérée. Son état de santé inspire des inquiétudes, d'autant plus que ce n'est qu'avec la plus grande peine qu'on peut l'amener à se ménager. On essaye par tous les moyens de lui faire comprendre que son activité pourrait facilement se restreindre et Lord Cecil vient de donner une conférence devant les étudiants d'Oxford où il exposa que les fonctions du Premier Ministre, telles qu'elles sont fixées actuellement représentent une charge bien trop lourde pour pouvoir être supportée par un seul homme, même possédant une santé parfaite, une énergie inlassable et des capacités de travail exceptionnelles. Selon lui, il faudrait d'urgence une réorganisation de l'office du Chef du Gouvernement, qui devrait s'entourer de collaborateurs de premier ordre, attachés spécialement à sa personne. Naturellement, cette suggestion a été faite directement à l'adresse de Mr. MacDonald et avec intention la presse en a fait grand cas. Il est clair que tous les milieux du parti gouvernemental sont d'accord sur la nécessité de conserver Mr. MacDonald à la tête du Cabinet, comprenant que sa retraite, en pleine crise mondiale et dans les conditions actuelles de la Grande-Bretagne et de l'Empire, serait un désastre qu'il s'agit d'éviter à tout prix. Or, pendant ces dernières semaines, Mr. MacDonald a montré à plusieurs occasions des signes évidents de fatigue et s'il ne se soigne pas sérieusement, cela pourrait avoir des suites regrettables pour lui-même et pour son parti.

214

E 7110 1/128

*La Direction générale du Crédit suisse à la Division du Commerce
du Département de l'Economie publique¹*

L

Ungarn – Clearingverkehr. Finanzguthaben

Zürich, 19. November 1932

Die Schweizerische Nationalbank hat uns das Schreiben, welches Sie unter Datum vom 10. ds.² an sie richteten, zur Kenntnis gebracht. Wir haben uns aus

1. Signatures: Blass; deuxième signature illisible.

2. Non reproduit.

demselben gerne bemerkt, dass Sie gegen das sog. Berkovits-Abkommen³, welches den Zweck hat, die schweizerischen Finanzgläubiger wenigstens in den Besitz der Zinsen ihrer Guthaben in Ungarn zu bringen, nichts einzuwenden haben, sofern der von den Banken zu gewährende Nachlass von 20–22% dazu dienen soll, den ungarischen Export nach irgendeinem dritten Lande zu fördern.

Es wurde daraufhin in einer vorgestern unter dem Vorsitz unseres Institutes abgehaltenen Ausschuss-Sitzung beschlossen:

1. Mit dem Landesausschuss für ausländische Kredite in Budapest in Verbindung zu treten, um ein Stillhalte-Abkommen, ähnlich wie das englisch-amerikanische, abzuschliessen.

2. Mit den ungarischen Schuldern ein Abkommen zu treffen, wie es von Herrn Berkovits vorläufig zwischen England und Ungarn geschlossen wurde.

Eine Delegation der schweizerischen Banken, bestehend aus einem Vertreter unseres Institutes und des Schweizerischen Bankvereins, wird sich voraussichtlich Ende nächster Woche nach Budapest begeben.

Die schweizerischen Banken sind sich natürlich bewusst, dass, nachdem der im Berkovits-Abkommen vorgesehene Mehrexport Ungarns vorläufig für die Schweiz nicht in Frage kommt, das Ergebnis des Berkovits-Abkommens für die schweizerischen Banken kaum ein sehr befriedigendes sein wird. Die Banken müssen aber den allergrössten Wert darauf legen, dass Mittel und Wege gefunden werden, um ihre Forderungen an Ungarn zum mindesten zu verzinsen und wenn möglich sukzessive zu reduzieren. Es ist dies ein Wunsch, dessen Erfüllung, wie uns scheinen will, nicht nur im Interesse der Banken, sondern im Interesse weiterer Kreise der schweizerischen Volkswirtschaft liegt.

Es wurde denn auch in der vorgestrigen Sitzung mit Genugtuung von Ihrer Bereitwilligkeit Kenntnis genommen, mit Ungarn neue Verhandlungen aufzunehmen, um das dritte Drittel der ungarischen Einfuhr in die Schweiz, welches gemäss dem bisherigen Clearing-Abkommen der Ungarischen Nationalbank zur freien Verfügung überlassen wird, ausschliesslich für die schweizerischen Finanzguthaben zu reservieren.

Sie sagen allerdings selbst, es sei eine andere Frage, ob die ungarische Regierung einer solchen Regelung ihre Zustimmung erteilen werde. Wir sind überzeugt, dass die schweizerischen Unterhändler bei einer eventuellen Erneuerung des Clearing-Abkommens ihr möglichstes tun werden, um dieses Ziel zu erreichen; die Banken müssen aber vielleicht doch damit rechnen, dass diese neue schweizerische Forderung nicht oder nur teilweise von Ungarn erfüllt wird.

In Anbetracht der sehr bedeutenden Interessen, die auf dem Spiele stehen, erscheint es den Banken daher billig, dass ihre Forderungen bei einem künftigen Abkommen mit Ungarn unter allen Umständen in einem gewissen Verhältnis zu denjenigen der Exporteure berücksichtigt werden. Wenn wir annehmen, dass die

3. Accord conclu le 19 octobre 1932, entre le Comité des créanciers anglais, la Banque nationale hongroise et le représentant de l'Institut hongrois pour le commerce extérieur, E. Berkovits. Cf. texte de l'accord in E 7110 1/129.

schweizerischen Finanzforderungen⁴ etwa 10mal grösser sind als die zur Zeit noch nicht beglichenen Forderungen der Exporteure, so kann eine Quote von 1:2 – ein Teil für die Banken gegenüber zwei Teilen für die Exporteure – gewiss nicht als unbescheiden bezeichnet werden. Es hätte dabei also die Meinung, dass von demjenigen Teil des Exportes von Ungarn nach der Schweiz, welchen Ungarn der Schweiz zur Abtragung von Forderungen überlässt, $\frac{2}{3}$ den Exporteuren und $\frac{1}{3}$ den Banken zukommen soll. Würde also z. B. mit Ungarn ein Abkommen getroffen, wonach 90% der Importe in die Schweiz künftig herangezogen werden dürfen, an Stelle der bisherigen 66 $\frac{2}{3}\%$, so würden hiervon 60% den Exporteuren und 30% den Finanzgläubigern zufallen.

Wir wären Ihnen zu grossem Dank verpflichtet, wenn Sie diese Anregung wohlwollend prüfen wollten und uns gelegentlich wissen lassen würden, wie Sie sich zu derselben stellen.

4. *Sur l'importance des intérêts financiers suisses en Hongrie, cf. A.I au n° 170.*

215

E 2300 Warschau, Archiv-Nr. 7

*Le Ministre de Suisse à Varsovie, H.A. von Segesser,
au Chef du Département politique, G. Motta*

RP n° 24

Varsovie, 21 novembre 1932

[...]¹

Beck est un homme vif, intelligent, ambitieux et énergique, un peu «unberechenbar». Au cours d'une récente conversation avec un important journaliste allemand, il me disait que le ministre est «bedenkenloser Aventurier». Il inquiète donc les Allemands comme les Français. Il semble qu'on ne saurait qualifier catégoriquement M. Beck, ni de «francophobe» ni de «germanophobe». Il est avant tout légionnaire et Pilsudskien. Il fait partie de ce groupe actif qui voudrait émanciper la Pologne d'une tutelle française, souvent humiliante, surtout dans le domaine industriel, financier et ferroviaire. Il ne veut certainement pas de bien à l'Allemagne et rêve peut-être une Dantzig et une Prusse orientale polonaises, comme beaucoup de nationalistes.

L'élément décisif en Pologne est toujours le Maréchal², âgé et souffrant *il ne veut pas d'aventures*; il l'a d'ailleurs prouvé à différentes reprises.

La Pologne sera toujours germanophobe et oppresseur des minorités.

L'alliance franco-polonaise, complétée par l'alliance franco-tchécoslovaque,

1. *Le Ministre des Affaires étrangères polonaises A. Zaleski, démissionnaire, vient d'être remplacé par son Sous-secrétaire, le colonel J. Beck.*

2. *Pilsudski, Ministre de la Guerre.*

est un facteur de même importance, au moins théorique, pour les Cabinets de Paris, Varsovie et Prague. Cette politique de «tenailles» inaugurée à Versailles, contre l'Allemagne, réussira sans doute à empêcher celle-ci à se lancer dans des aventures vers l'Est ou l'Ouest et surtout sur les deux fronts. Si la vaincue en 1918 n'aime pas la France et craint sa puissante ennemie, elle a une haine de race insurmontable et un profond mépris pour les Polonais slaves. Du côté polonais, l'obsession du risque de perdre le «Corridor», un sentiment humiliant, profond, mais naturellement inavoué, d'infériorité vis-à-vis de la culture supérieure, de la puissance de travail et d'organisation germanique, crée ici un esprit peut-être plus dangereux que les quelques velléités de revanche qui existent sans doute ça et là chez les Allemands³. Mais l'Allemagne a un parlement qui contrôle son Gouvernement⁴, tandis qu'en Pologne le peuple est apathique et indifférent, il a l'énorme endurance des Slaves pour souffrir, n'a pas d'opinion. Son vague parlement est une caricature de démocratie. Dans sa composition actuelle il enregistre simplement des ordres, auxquels le Gouvernement donne la forme de «projets de loi». Mais, pendant 10 à 11 mois de l'année on procède par décrets.

Un pareil peuple se laisse gouverner comme un troupeau de moutons, la preuve en est le régime actuel. Il ne s'opposerait pas à quelque entreprise aventurière. La haine du Slave contre l'Allemand aidant, ces moutons pourraient devenir enragés et se battre brillamment.

En résumé, j'ai l'impression qu'aussi longtemps que le Maréchal pacifique, assez bien portant, dirigera effectivement la politique intérieure et extérieure polonoise, il n'y aura guère de changement et surtout pas d'aventures.

Pendant toute sa vie, il a combattu d'abord la Russie des Czars, puis celle des Soviets. A l'Est, il ne veut que maintenir intactes les frontières orientales et n'a pas d'intentions agressives envers la Russie. Certainement, il ne convoite pas de territoires allemands (sauf peut-être Dantzig). Uniquement si, en présence de défaillances physique et mentale possibles du vieux maréchal, les «Colonels»⁵ réussissaient à assumer malgré lui le pouvoir effectif, cette situation, aujourd'hui plutôt rassurante, pourrait changer.

Comme vous rencontrerez M. Beck à Genève, je crois utile de dire que, divorcé de sa première femme très insignifiante, il a épousé la femme divorcée du général Burchardt-Bukowiecki. Celle-ci est délicate de santé, charmante, spirituelle et parle entr'autre l'italien. Elle a un grand mérite d'avoir mis son mari «au régime sec», ce qui l'a changé à son avantage.

Mercredi, au jour de Madame Pilsudska, j'ai trouvé le Maréchal, quoique très voûté, de fort brillante humeur et aimable causeur. Il avait une mine excellente que je ne lui avais pas vue depuis longtemps.

3. Remarque manuscrite dans la marge: aimable euphémisme.

4. Remarque dans la marge: ?

5. Allusion au groupe constitué autour du colonel Beck.

*Le Ministre de Suisse à Berlin, P. Dinichert,
au Chef du Département politique, G. Motta¹*

RP

Berlin, 22. November 1932

[...]

Das Gesuch Papens² um Entlassung war allerdings von vielen prophezeit worden; heute wollen es sogar alle getan haben. Aber nicht zahlreich waren die, welche einen bestimmten Zeitpunkt dafür angegeben hatten, und kaum jemand wagte zu präzisieren, wie sich der Reichspräsident³ zu einem solchen Begehrn stellen würde. Und wenn wir dies nun auch vorläufig wissen, so darf wiederum kaum einer mit Bestimmtheit voraussagen, wohin die derzeitigen Verhandlungen mit und zwischen den Parteien führen werden und insbesondere was ferner geschehen würde, wenn durch diese Besprechungen die allerdings mit Nachdruck verfolgte «nationale Konzentration» nicht erreicht werden sollte.

Nach allem, was ich gelesen und mehr noch gehört habe, muss ich mir aber doch erlauben, hier einige persönliche Eindrücke wiederzugeben.

Es ist undenkbar, dass der Reichspräsident nicht den Wunsch, ja den festen Willen hätte, aus der jetzigen auf die Dauer wohl unhaltbaren Lage herauszukommen und wiederum mit Parlament und Volk zu regieren. Aber ebenso entschlossen dürfte er weiterhin sein, nur einer ihm tauglich scheinenden Regierung sein Vertrauen zu geben. Dafür fühlt er sich, offenbar mit Recht, immer noch stark genug. Und als tauglich betrachtet er, das weiss man heute, eine Regierung der sogenannten nationalen Konzentration. Dazu gehören, wie Sie wissen, die Nationalsozialisten, das Zentrum mit der bayerischen Volkspartei und die Rechtsparteien. Das Entscheidende ist heute eine Verständigung zwischen Nationalsozialisten und Zentrum mitsamt Bayerischer Volkspartei. Diese Parteien verfügen im Reichstag über ca. 285 Stimmen, bei einem absoluten Mehr von 293 Stimmen. Dazu könnten sich noch die zwei Stimmen der Wirtschaftspartei und vielleicht Stimmen aus der Deutschen Volkspartei gesellen. Die Deutschnationalen hatten es als einen Sieg gefeiert, dass die Reichstagswahlen vom 6. November ihnen mit der Deutschen Volkspartei zusammen 63 Mandate gesichert haben, womit sie das vielgenannte Zünglein an der Waage in ihren Händen hätten. Ich möchte es indessen für ausgeschlossen halten, dass die Deutschnationalen es heute wagen dürften, die nationale Konzentration zu vereiteln zu suchen. Der Gedanke, dass sie daran denken könnten, liegt nahe, da sie sich für den Augenblick offenbar nichts Besseres zu wünschen wüssten als die Wiederberufung des Ministeriums Papen

1. Remarque marginale de G. Motta: Interessant! 25. 11. 32.

2. Chancelier du Reich. Il se retire le 17 novembre 1932.

3. P. v. Hindenburg.

oder seine zeitlich unbeschränkte Erhaltung als geschäftsführendes Kabinett. Die Deutschnationalen mögen auch darauf spekulieren, dass ihre Denkensart und politischen Anschauungen Herrn von Hindenburg weder fremd noch unsympathisch sind.

Aber, andere Belehrung vorbehalten, muss ich den Reichspräsidenten für einsichtiger halten. Die Deutschnationalen haben wohl den Vorzug, dass sie wissen, was sie wollen, und unter sich geschlossen sind; aber ihr Anhang in breiteren Massen ist zu klein, als dass man sich im jetzigen kritischen Augenblicke von ihnen, gegen alle anderen Parteien, entscheidend beeinflussen lassen könnte.

Die Nationalsozialisten sind stark sowohl durch die Zahl ihrer Stimmen – über ein Drittel des Reichstags – als dadurch, dass eine regierungsfähige Mehrheit gegen sie nicht auszudenken ist. Aber wohlverstanden, allein werden sie nicht zur Macht zugelassen. In seinem offensuren Entschlusse, dies nicht zuzulassen, kann sich das Staatsoberhaupt auf die gewaltige Mehrheit des Volkes stützen. Heute hat es ja den Anschein, als ob die Nationalsozialistenführer dies richtig eingesehen hätten und daraus die Konsequenzen zu ziehen sich anschickten.

Dem Zentrum dürfte in der gegenwärtigen Lage eine besonders wichtige Rolle zufallen, aber auch die entsprechende Verantwortung; und seine Führer scheinen sich des einen und des anderen bewusst zu sein. Ohne die Beteiligung dieser Partei ist die nationale Konzentration ebenfalls ausgeschlossen. Ihre entschiedene und endgültige Absage an Herrn von Papen dürfte für diesen ein um so empfindlicher, wenn auch nicht ganz unerwarteter Schlag gewesen sein, als sie mehr persönlicher denn politischer Art ist und vielleicht gerade deswegen auf den Reichspräsidenten einen tiefen Eindruck zu machen geeignet war. Dieser Vorgang zeigt einmal mehr, dass die, durch das seinerzeitige Vorgehen gegen den Reichskanzler Brüning, im Zentrum erregte Missstimmung keineswegs überwunden ist und dieses Vorgehen weiterhin Herrn von Papen zur Last gelegt wird. Ich weiss aus guter Quelle, dass jene Missstimmung im Vatikan nicht minder empfunden wird und man es hier auch an höchster Stelle hat wissen lassen.

Andere Kräfte und Männer sind möglicherweise gleichzeitig am Werke, welche die Lage des Herrn von Papen nicht gerade stärken. Reichswehrminister von Schleicher soll bekanntlich mit Hitler Fühlung behalten haben, wenn auch dementiert wird, dass sie dieser Tage zusammengekommen seien. Auf welcher Basis und unter welchen Voraussetzungen liesse sich ein Zusammengehen dieser beiden eigenartigen Männer erdenken? In der Tat, so sympathisch frisch und offen sich Herr von Papen gibt, so zurückhaltend und unsicher lauten die Urteile über Pläne und Ziele des Generals. Von Herren, die oftmals mit ihm zu tun hatten, vernehme ich sehr übereinstimmend, dass er sehr gescheit und feinfühlig ist und einen ausgesprochenen Sinn für die innere Politik, allerdings weit weniger für die Notwendigkeiten der äusseren Politik besitzt. Als Beweis seiner aussergewöhnlichen Geschicklichkeit wird mir die Sinnesänderung der Reichswehr ihm gegenüber angegeben. In deren Mitte vor kurzem noch wenig geachtet, vielleicht gehasst, soll die ganze Reichswehr jetzt geschlossen hinter ihrem Minister stehen. Letzterer soll sich gegenwärtig durchaus nicht nach dem Kanzlerposten sehnen, wo er sich verbrauchen müsste, sondern eher die Zeit abwarten wollen, wo ihm eine noch ent-

scheidendere Stellung zufallen müsste. Sie sehen, Herr Bundespräsident⁴, dass dieses Bild nicht ganz demjenigen entspricht, das kürzlich in Bern von gewisser deutscher Seite entworfen worden sein soll. Interessieren mag Sie noch dieser Ausspruch des französischen Botschafters⁵ mir gegenüber: La désignation du général von Schleicher comme chancelier serait considérée par M. Herriot⁶, dans sa grande susceptibilité, comme un affront personnel et, peut-être, comme une menace de guerre prochaine!

Dagegen ist man in Kreisen, die sich für unterrichtet halten, der Überzeugung, dass im kommenden Ministerium welches auch der Kanzler sein mag, drei Minister ihr Amt behalten werden: der *Reichswehrminister*⁷, der *Aussenminister*⁸ und auch der *Finanzminister*⁹. Als Kanzler hält man Hitler für unwahrscheinlich, weil ihn der Reichspräsident nicht wünscht und Zentrum und Nationale, wenigstens bisher, ablehnten. Immerhin dürfte es schliesslich auf das Machtmass ankommen, das der Kanzler Hitler für sich und seine Partei beanspruchen würde.

Was zu gewärtigen ist, wenn trotz dem unbestrittenen guten Willen des Reichspräsidenten, das Parlament zu seinem Rechte gelangen zu lassen, die gesuchte Konzentration scheitert, darüber gehen heute die Meinungen noch vollkommen auseinander, namentlich auch darüber, ob Papen dennoch geht, weil er es sozusagen mit jedermann verspielt hat, oder schliesslich bleibt, weil sich vielleicht keine andere apolitische Persönlichkeit der Wahl des Präsidenten aufdrängt.

Vorstehende kurze Zusammenfassung einiger Eindrücke aus der vorigen Woche war niedergeschrieben, als ich gestern, Montag, mittag vom Reichskanzler empfangen wurde. Der Zeitpunkt dieses Besuches konnte, je nach den Umständen, als ungemütlich oder aber als ausserordentlich günstig angesehen werden. Ein freundlicher Ratgeber hatte mich ermutigt, den Reichskanzler unbefangen ins politische Gespräch zu verwickeln zu suchen, da er gerne spreche, wenn man ihn dazu aufmuntere. Und in der Tat liess sich Herr von Papen kaum bitten, mir in der freundlichsten Art allerlei zu sagen, zwar meist Bekanntes und nicht immer in logischem Zusammenhang. Er sprach offen von der Möglichkeit, dass er ginge, wie auch, dass er weiterhin am Ruder bliebe, ohne dass er deutlich zu erkennen gab, was ihm selbst als das Wahrscheinlichere vorkomme, allerdings, wie mir schien, eher das letztere¹⁰. Ich bemerkte gelegentlich, dass ich sogar als Schweizer es wohl verstünde, wenn man in aussergewöhnlichen Zeiten nicht immer mit dem Parlamente regieren könnte, weil selbst Parlamente nicht immer das erforderliche Verständnis aufbrächten; was mir dagegen als schwieriger vorkomme, das sei auf die Dauer zu regieren, ohne sich dabei auf die Mehrheit des Volkes stützen zu können.

4. G. Motta est Président de la Confédération en 1932.

5. A. François-Poncet.

6. E. Herriot, Président du Conseil de juin à décembre 1932.

7. K.v. Schleicher.

8. C.v. Neurath.

9. L. Schwerin von Krosigk.

10. Remarque marginale de G. Motta: Es ist menschlich!

Hierauf machte Herr von Papen alsbald eine Parallele zwischen dem deutschen und dem schweizerischen Volke, die natürlich für unsere Verhältnisse sehr günstig ausfiel. Das Volk in Deutschland lasse sich in bedenklicher Weise irreleiten; grosse Massen glauben an die unsinnigen Versprechungen, die es zu hören bekomme, obwohl diejenigen, die sie machen, selbst wüssten, dass sie sie nie halten könnten. So war die Reihe an Hitler gekommen. Und da wollte es der Zufall, dass er eben vom Besuche beim Präsidenten in sein Hotel zurückgekommen war, das in nächster Nähe des Reichskanzleramtes liegt. Seine Getreuen jubelten ihm zu, und die Heilrufe drangen bis zu uns hinauf. «Da können Sie's hören», sagte der Reichskanzler zu mir; heute ist's Hosanna; übermorgen schon kann's ertönen: «Kreuziget ihn.» Ich hätte mir beinahe vorstellen können, dass ich eine sogenannte historische Stunde erlebe. Ich machte auch den Einwand, dass ja die Persönlichkeit des Reichspräsidenten dafür bürge, dass in besonnener Weise regiert werden müsste. Die Erwiderung blieb nicht aus: «Und wenn er morgen die Augen schliesst? Dann übernähme Hitler seine Stellvertretung, und auf wie lange Zeit?»

Diese Gefahr des möglichen Verschwindens Hindenburgs spielt bei allen Spekulationen mit, und deren Erwähnung fehlt sozusagen in keinem politischen Gespräch. Schon wurden gewisse Persönlichkeiten als allfällige Nachfolger öfters genannt. Namen, die am häufigsten wiederkehren, sind die des schon sehr alten Solf, Kaiserlicher Kolonialminister und später Botschafter in Japan, und Petersen, zweiter Bürgermeister von Hamburg. Der Name Schleicher erscheint auch in diesem Zusammenhange.

Herr von Papen hat mir auch von seinem «guten Freunde Herriot» gesprochen. Nun hatte ich ganz zufälligerweise den französischen Botschafter, der unmittelbar vorher bei mir gewesen war, gefragt, ob es eigentlich richtig sei, wie man dies letzten Sommer in Lausanne erzählt hatte¹¹, dass Herr von Papen dem französischen Ministerpräsidenten besonders gut gefallen habe: Oui, pendant trois jours, mais, depuis lors, moins, war die Antwort. – Ich frug weiter, ob es stimme, wie ich es hier gehört hätte, dass Herr von Papen, im Falle seines Rücktrittes, den Pariser Botschafterposten u. U. nicht ausschlagen würde. Die Antwort klang ziemlich wie eine Bestätigung.

Ich verliess Herrn von Papen mit dem Empfinden, einen wirklich flotten Mann gesprochen zu haben, der jedenfalls nicht schuld daran sein kann, wenn man sich mit ihm langweilt. Ob dies der Hauptzug des Mannes sein muss, der heute in Deutschland regieren soll, ist allerdings eine andere Frage.

Bei der augenblicklichen innenpolitischen Lage treten in Gesprächen die Fragen auswärtiger Politik eher in den Hintergrund. Überdies stelle ich fest, dass sich auf diesem Gebiete wenige bewandert zeigen.

11. *Lors de la Conférence sur les réparations et les dettes de guerre.*

*CONSEIL FÉDÉRAL**Procès-verbal de la séance du 22 novembre 1932¹*

1887. Ungarn – Clearingabkommen

Volkswirtschaftsdepartement. Antrag vom 16. November 1932.

In seiner Sitzung vom 19. September 1932 erteilte der Bundesrat dem am 9. September 1932 vereinbarten Protokoll² über die Abänderung des Artikels II der von den beiden Regierungen abgegebenen Erklärungen vom 28. Juni 1932³ seine Genehmigung. Gemäss Protokoll vom 9. September 1932 wurde unter anderem vereinbart, die Verhandlungen über die Einfuhr von ungarischem Mais auf die zweite Hälfte Oktober 1932 zu verschieben. Auf Wunsch der ungarischen Regierung fanden diese Verhandlungen vom 7. bis 10. November in Budapest statt. Das Ergebnis wurde in einem Zusatzprotokoll zum Protokoll vom 9. September 1932 niedergelegt.

Das Volkswirtschaftsdepartement legt dieses Zusatzprotokoll, datiert vom 10. November 1932⁴, zur Genehmigung vor und erstattet dazu folgenden Bericht:

I.

1. Schon bei der ersten Besprechung in Budapest zeigte es sich, dass eine Vereinbarung über die Lieferung von ungarischem *Mais* gegenwärtig nicht möglich ist. Die ungarische Regierung forderte überraschenderweise für Mais einen sehr hohen Überpreis, trotzdem Ungarn eine gute und grosse Ernte eingebracht hat und man nicht recht einsieht, wer den Ertrag dieser grossen Ernte schliesslich verbrauchen soll. Unter Berücksichtigung des Qualitätsunterschiedes gegenüber Platamais errechnete sich der von Ungarn geforderte Überpreis für Mais auf Fr. 3.20 je q. Angesichts dieser übersetzten Preisforderung verzichteten wir vorderhand auf das Maisgeschäft. Es wurde indessen im Zusatzprotokoll vorgesehen, die Verhandlungen betreffend Maislieferungen im März 1933 wieder aufzunehmen. Nach Ansicht schweizerischer Fachleute werden in jenem Zeitpunkt für den Abschluss einer Vereinbarung zur Lieferung von Mais bessere Voraussetzungen als heute bestehen, weil dann der ungarische Mais am Weltmarkte keine so grosse Disparität gegenüber Platamais mehr aufweisen dürfte, als wie sie gegenwärtig wegen ungenügender Trockenheit des Ungarmaises noch besteht.

2. Als Ersatz für das vorderhand unmögliche Maisgeschäft schlug die ungarische Regierung eine Vereinbarung zur Lieferung weiterer Gerstenmengen vor.

1. *Absent: Schulthess.*

2. Cf. n° 192.

3. *Non reproduit.*

4. *Non reproduit. Cf. E 7110 1/129.*

Die Schweiz ist für *Gerste* aufnahmefähig. Die Einfuhrbewilligungen für die gemäss Protokoll vom 9. September 1932 zur Lieferung bis 28. Februar 1933 abgeschlossenen 2500 Wagen Gerste sind in vollem Umfange schweizerischerseits schon für das vierte Quartal 1932 verlangt und erteilt worden. Es darf damit gerechnet werden, dass, sofern nicht ein früher Winter zu einer vorzeitigen Einstellung der Donauschiffahrt führt, diese 2500 Wagen Gerste, für welche die schweizerischen Clearinggläubiger den Überpreis übernommen haben, bis spätestens Mitte Januar 1933 geliefert und übernommen sein werden.

Gemäss Zusatzprotokoll vom 10. November 1932 wird die Gesamtmenge der von Ungarn nach der Schweiz zu liefernden Gerste von 2500 Wagen auf 5000 Wagen erhöht und die Lieferfrist vom 28. Februar 1933 auf 31. Mai 1933 verlängert.

Leider war eine Vereinbarung über die Lieferung von Gerste ohne Zugeständnis eines Überpreises nicht möglich. Bei der Abwicklung des am 9. September 1932 abgeschlossenen ersten Abkommens hatte sich gezeigt, dass die Gerste aus Ungarn, trotzdem die ungarische Regierung für den ^q einen Pengö Ausfuhrprämie bezahlt, nur erhältlich war, wenn die schweizerischen Käufer einen Preis anlegten, der 25 bis 35 Rappen über dem im Abkommen vereinbarten Satze, einschliesslich Überpreis von Fr. 1.90, lag. Für die weiteren Gerstelieferungen hat sich die ungarische Regierung nach zähen Verhandlungen bereit erklärt, dafür zu sorgen, dass der Überpreis von Fr. 1.90 nicht mehr überschritten werden muss. Dieser Überpreis von Fr. 1.90 wäre inskünftig, d. h. für die gemäss Zusatzprotokoll vom 10. November 1932 vereinbarte zweite Partie von 2500 Wagen Gerste, durch die schweizerischen Verbraucher zu tragen. Die Belastung des Gerstepreises scheint uns erträglich zu sein. Sie erfüllt in gewissem Sinne den Zweck einer Zollerhöhung, die seinerzeit, entgegen dem Antrage des Bauernverbandes, nicht durchgeführt werden konnte, weil der Gerstezoll im Handelsvertrage mit der Tschechoslowakei⁵ gebunden ist. Die Überwälzung des für Gerste zugestandenen Überpreises auf die Verbraucher hätte in der Weise zu geschehen, dass die Zentralstelle für Getreide und Futtermehl inskünftig Einfuhrbewilligungen für Gerste anderer Herkunft nur erteilt, wenn sich der Importeur über die Einfuhr der ihm zufallenden Pflichtmenge von Ungargerste ausgewiesen hat.

3. Die Vertreter der ungarischen Regierung schlugen auch ein Abkommen zur Lieferung von *Roggen* vor. Sie verlangten für Roggen einen Überpreis von ca. 70 Rappen. Da unserm Unterhändler in Budapest bekannt war, dass seit einigen Wochen der schweizerische Handel in erheblichem Umfange Ungarroggen zum Weltmarktpreise kaufte, lehnte er in unserm Einverständnis den Abschluss einer Vereinbarung zur Lieferung von Roggen zu einem Überpreis ab. Dagegen wurde Ungarn ein monatliches Einfuhrkontingent von 100 Wagen Roggen zugesichert, soweit der schweizerische Handel Einfuhrbewilligungen verlangt.

4. Trotzdem Ungarn seinerzeit die Nichteinhaltung der Vereinbarung vom 28. Juni 1932 betreffend die Lieferung von *Weizen* mit einer ausgesprochenen Fehlernte begründete, teilten nun die Vertreter der ungarischen Regierung unserm

5. Du 16 février 1927 (RO, 1927, vol. 43, pp. 160–224).

Unterhändler in Budapest mit, Ungarn wäre nun doch in der Lage, 500–1000 Wagen Weizen nach der Schweiz zu liefern, und zwar zu den am 28. Juni 1932 in Zürich vereinbarten Bedingungen. Man wies ungarischerseits allerdings darauf hin, die Qualität dieses Weizens sei nicht hervorragend; man wolle aber keinen Weizen anderswohin liefern, wenn die Schweiz ihn kaufen wollte.

Wegen der unbefriedigenden Qualität lehnte es unser Unterhändler ab, zu dem verlangten hohen Überpreis eine Vereinbarung für die Lieferung von Weizen zu treffen. Indessen sicherte er, in unserm Einverständnis, Ungarn in gleicher Weise ein Einfuhrkontingent für Weizen ohne Überpreis zu, wie er es bereits für Roggen getan hatte. Nach der Meinung von Fachleuten ist es nicht ausgeschlossen, dass aus Westungarn Weizen zu Weltmarktpreisen für die Einfuhr nach der Schweiz gekauft werden kann, allerdings in bescheidenen Mengen und in Qualitäten, welche in der Schweiz vorzugsweise zu Futterzwecken Verwendung finden.

II.

Wenn die im Zusatzprotokoll vorgesehene Menge Gerste geliefert wird und sofern der Handel die ihm zur Verfügung stehenden Einfuhrkontingente für Weizen und Roggen ausnützt, so ergibt sich aus der Abwicklung dieser Geschäfte folgender Geldverkehr:

Wert der 2500 Wagen Gerste franko Schweizer Grenze rund	Fr. 3 000 000
Wert der 7 Monatskontingente à 100 Wagen Weizen, franko Schweizer Grenze rund	Fr. 800 000
Wert der 7 Monatskontingente à 100 Wagen Roggen, franko Schweizer Grenze rund	Fr. 700 000
Zusammen	Fr. 4 500 000

Von dieser Summe kämen $\frac{2}{3}$ = rund Fr. 3 000 000 den schweizerischen Clearinggläubigern zugut.

Dans la séance du 18 novembre, le conseil a procédé à un premier échange de vues sur le protocole additionnel du 10 novembre.

M. le *chef du département des postes et des chemins de fer* a constaté qu'en obligeant le paysan à s'approvisionner en orge à un prix dépassant de 1 Fr. 90 celui du marché, on aboutit au même résultat que si le droit de douane avait été augmenté de ce montant. Le protocole est donc conforme à l'esprit qui a présidé au renchérissement des denrées fourragères et il supplée, dans ce sens, à l'impossibilité où nous nous sommes trouvés d'augmenter le droit de douane sur l'orge, qui est lié par le traité avec la Tchécoslovaquie. Mais les mesures prises à l'égard des denrées fourragères visent, par le renchérissement, à la réduction de la consommation. Or, en ce qui concerne l'orge, ce dernier but ne pourra être atteint que si le contingent de l'orge ne dépasse pas, en 1932, les importations de 1931,

et si le contingent de 1933 n'est pas supérieur à celui de 1932. Aussi M. Pilet-Golaz subordonne-t-il son approbation à la condition que le contingent ne sera pas relevé sans que le Conseil fédéral ait été consulté.

M. le *chef du département de l'économie publique* constata que l'acceptation de 2500 wagons à un prix dépassant de 1 Fr. 90 le cours du marché ne préjuge en rien la question du contingent. En ce qui concerne ce dernier, les importateurs d'orge font des démarches pressantes pour obtenir un relèvement du contingent déjà pour 1932. Mais le département ne prendra aucune décision ni pour 1932, ni pour 1933, sans avoir demandé l'avis du conseil.

Dans la même séance M. le *chef du département des finances et des douanes* a constaté qu'en bonne règle le supplément de prix de 1 Fr. 90 devrait être perçu par la douane sous la forme d'un droit d'entrée et être attribué à la caisse fédérale. Mais du moment qu'il est impossible de suivre cette voie, on devrait mettre ce supplément à la charge des exportateurs, comme on l'a fait pour les 2500 wagons admis à l'importation en 1932. La solution proposée n'est pas équitable, car si l'exécution d'une convention appelle un sacrifice, on doit le faire supporter par ceux qui profitent de la convention. C'est, au reste, la règle appliquée en Allemagne sur toute la ligne. En outre, il est inadmissible que la Confédération, qui fait des sacrifices considérables en faveur de l'agriculture, introduise un régime qui impose à cette dernière une charge de Fr. 500 000 par an.

M. le *chef du département militaire* a demandé le renvoi de l'affaire à la prochaine séance. Mais d'emblée il a tenu à déclarer que s'il se décide à approuver le protocole, c'est dans l'attente que la division du commerce fera tout son possible pour obtenir la déconsolidation du droit sur l'orge. Ce résultat une fois obtenu, il va sans dire que dans toute nouvelle convention la différence de prix de l'orge devra être supporté par le clearing, autrement dit, par les exportateurs. En l'espèce, M. Minger part d'un autre point de vue que le chef du département des finances et des douanes. A son avis, le contingentement de l'orge entraînera inévitablement un renchérissement et, en tout état de cause, le paysan devra payer le supplément de 1 Fr. 90. La seule différence est que, sans la convention, ce supplément profiterait au commerce, tandis qu'avec la convention il ira au clearing et profitera ainsi à nos exportateurs. Si donc, le chef du département des finances et des douanes a raison en principe, en demandant que les sacrifices imposés par les conventions de clearing soient supportés par les exportateurs, la situation qui vient d'être exposée permet, en l'espèce, de passer outre à ses objections.

Dans la séance de ce jour, M. le *chef du département militaire*, en sa qualité de suppléant du chef du département de l'économie publique, déclare d'abord que, si le conseil est d'accord, il refusera les demandes d'augmentation du contingent d'orge déjà présentées par les importateurs. Quant au protocole additionnel, pour les motifs exposés dans la dernière séance et sous la réserve expresse que la déconsolidation du droit sur l'orge fasse l'objet des efforts pressants de la division du commerce, il propose de l'approuver.

M. le *chef du département des finances et des douanes* maintient son opposition.

Après discussion, le conseil *arrête*:

1^o Le conseil se déclare d'accord que le département de l'économie publique rejette les requêtes tendant à relever le contingent d'importation de l'orge.

2^o Le protocole additionnel au protocole du 9 septembre 1932, signé à Budapest le 10 novembre 1932, est approuvé.

3^o Tout en considérant que, suivant une règle constante, la différence entre les prix auxquels des marchandises sont acceptées en vertu d'une convention de clearing et le cours du marché doit être supportée par les créanciers du clearing, il admet, à titre exceptionnel, que la différence de 1 Fr. 90 les 100 kg consentie sur le prix de l'orge soit mise à la charge de l'importateur, soit du consommateur suisse.

La décision n° 3 est adoptée à la majorité contre la voix du chef du département des finances et des douanes.

218

E 6100 (A) 11, Archiv-Nr. 364

*Le Président du Directoire de la Banque nationale, G. Bachmann,
au Chef du Département des Finances, J.-M. Musy*

L

Zürich, 28. November 1932

Wegen des Kredites, den im vergangenen Monat August die Schweizerische Bankgesellschaft in der Höhe von 50 Millionen Schweizerfranken der Rumänischen Nationalbank und weiterhin dem rumänischen Staate gewährt hat, fand am 12., 18. und 26. August ein Briefwechsel¹ mit Ihrem Departement statt, wie auch gleichzeitig mit dem Politischen² und mit dem Volkswirtschafts-Département. Jenes Geschäft hat, weil auch die Presse vielfach beschäftigend, im Bundeshaus Beachtung gefunden, obschon die Operation der Bankgesellschaft nicht dem Kapitalexport-Abkommen mit den Grossbanken vom 27. Februar 1932³ zu unterstellen war. Der Grund zu den mannigfachen Erörterungen über das Geschäft lag darin, dass angenommen wurde, es handle sich doch um einen möglichen

1. Non reproduit. Cf. aussi E 2001 (C) 3/169.

2. Cf. notamment la lettre de la Division des Affaires étrangères à Bachmann, du 16 août 1932:
/.../

... nous nous permettons d'exprimer avec vous le regret de ce que l'Union de Banques suisses, avant de s'engager, n'ait pas jugé nécessaire de pressentir les Départements intéressés et la Banque nationale, encore que l'opération qui vient d'être conclue par cet établissement ne tombe pas directement sous les dispositions de l'«agreement», intervenu entre le Banque nationale et les principales banques suisses. Ainsi que vous le relevez, cette occasion aurait pu être mise à profit pour la défense de nos intérêts en souffrance en Roumanie et eût peut-être permis aux Autorités fédérales, à l'Association suisse des banquiers et à l'Office suisse pour les créances en Roumanie d'obtenir un résultat dans la question des dettes publiques et privées de ce pays (E 2001 (C) 3/169).

3. Cf. n° 42 A II.

Kapitalexport, während tatsächlich nach den Abmachungen von der Bankgesellschaft Leistungen nach Rumänien nicht gefordert werden können. Daraufhin hat sich die Diskussion einer andern Seite des Geschäfts zugewandt: Es wurde auf die mit diesem Geschäft bezweckte «Verbesserung» im Status der Rumänischen Nationalbank hingewiesen, indem das nicht verfügbare Guthaben von 50 Millionen Schweizerfranken als Devisenbestand im Status der Rumänischen Nationalbank erscheint, womit diesem Noteninstitut die Möglichkeit einer weiteren Notenausgabe ermöglicht worden sei.

Vergangene Woche ist nun der Schweizerischen Nationalbank von einem Geschäft ähnlicher Art seitens der Schweizerischen Kreditanstalt Kenntnis gegeben worden, das dieses Institut mit der Banque de Paris et des Pays-Bas in Paris und dem Bankhaus Mendelssohn & Co. in Amsterdam ebenfalls zu Gunsten von Rumänien abgeschlossen hat. Der Gesamtbetrag des Geschäfts beläuft sich auf 120 Millionen französische Franken und verteilt sich auf die drei genannten Bankengruppen zu gleichen Teilen. Dabei gelangt das Geschäft in folgender Weise zur Durchführung: Die Caisse autonome des Monopoles à Bucarest erwirbt Tabak von den rumänischen Produzenten und die Finanzierung des Ankaufs erfolgt durch Eigenwechsel, ausgestellt von der Caisse autonome des Monopoles, indossiert an die Rumänische Kreditbank und von dieser an die Rumänische Nationalbank. Mit dem Giro dieser Notenbank gehen die Wechsel weiter an die genannten drei Bankengruppen, die das Diskontobetreffnis auf einem «compte bloqué» der Rumänischen Nationalbank gutbringen. Auch da dient diese Diskontogutschrift der Rumänischen Nationalbank zur Vermehrung ihres Devisenbestandes und damit zur Ermöglichung einer weiteren Notenausgabe, mit welcher vermutlich – der Tatbestand ist in dieser Richtung nicht vollständig abgeklärt – die effektive Bezahlung der rumänischen Tabakpflanzer ermöglicht wird. Die in Zürich, Paris und Amsterdam liegenden Wechsel sind begleitet von Warrants über den eingelagerten Tabak, wie auch von Versicherungspolicen über dessen Wert. Die Ablösung des blockierten Diskontobetrages erfolgt bei den drei Bankengruppen vom Juli 1933 an bis Dezember 1933 in monatlichen Raten von insgesamt 20 Millionen französischen Franken. Diese Ablösung ergibt sich aus dem Weiterverkauf des Tabakes, dessen Erlös auf jene Zeit bei der Caisse autonome des Monopoles entrichtet wird. Der Unterzeichnete hat sich durch Rücksprache mit den Leitern der Notenbanken Hollands und Frankreichs davon überzeugt, dass es sich bei diesem Geschäft um eine kommerzielle Transaktion handelt. Er hat deshalb der Kreditanstalt auf ihr Befragen erklärt, dass er keine Bedenken gegen dieses Geschäft trage, dabei betonend, dass dieses Geschäft, soweit wie jenes der Bankgesellschaft, dem Kapitalexport-Abkommen unterstellt sei.

Es darf vielleicht, in bezug auf das 50-Millionen-Franken-Geschäft der Bankgesellschaft mit der Rumänischen Nationalbank, noch nachgeholt werden, dass auch in jenem Falle der Wechselausstellung eine kommerzielle Transaktion unterstellt werden wollte, nämlich die Ausstellung von Steuergutscheinen rumänischer Zuckerindustrieller für die Zuckerfabrikation während einer bestimmten Campagne. Beim Geschäft der Kreditanstalt ist diese kommerzielle Unterlage als erwiesen zu erachten, nicht aber bei jenem der Bankgesellschaft. Vielleicht erklärt sich

daraus auch die verschiedene Zinsbehandlung. Während die Zinsdifferenz im Geschäft der Bankgesellschaft, die die Rumänische Nationalbank zu vergüten hat, 4¼% beträgt, macht sie im Geschäft der Kreditanstalt nur 1% aus neben einer nicht näher bezeichneten Abschlussprovision.

Da diese zweite geschäftliche Operation auch für die Departemente des Bundes nicht minderes Interesse beanspruchen dürfte als die erste, habe ich mir erlaubt, Ihnen den Vorgang im einzelnen zur Kenntnis zu bringen.

219

E 2300 Shanghai, Archiv-Nr. 3

*Le Consul général et Chargé d'affaires de Suisse en Chine, E. Lardy,
à la Division des Affaires étrangères du Département politique*

RP n° 5

Shanghai, 7 décembre 1932

/.../

L'existence d'organisations communistes en Chine¹ est déjà fort ancienne. Le parti communiste chinois, constitué en 1920, a joué dès 1924 un rôle essentiel comme allié du Kuomintang contre le Gouvernement de Pékin. Depuis la scission de 1927 et l'écrasement, par le Gouvernement de Chiang Kai-shek, du Gouvernement Rouge du Wuhan, suivi de l'échec du soulèvement communiste de Canton, le parti communiste chinois n'a plus d'existence officielle et développe extra-léggalement son action révolutionnaire. Dès 1928/29, agissant sur directives fournies par le Comité Exécutif du Comintern (III^e Internationale), les communistes chinois remportèrent des succès marqués à l'intérieur, en agissant par détachements isolés dans les campagnes. C'est à partir de cette époque que des districts soviétisés purent être formés dans certaines régions du Kwantung, du Fukien, du Kiangsi, du Hunan, du Hupeh et de l'Anhwei. On aurait tort, en effet, de ne voir dans les détachements rouges que des bandits déguisés, occupés seulement de pillage. Les régions qu'ils envahissent sont, lorsque l'occupation s'en prolonge, systématiquement «soviétisées»; une administration locale est installée et sa principale mesure, après avoir détruit les titres de propriété foncière, consiste à confisquer les terres des paysans riches pour les répartir entre les fermiers pauvres (70% de la population agricole, dans le sud, n'est pas propriétaire) et les familles de soldats. Les paysans moyens et petits ainsi avantagés sont groupés en «unions», dans l'idée d'en former une classe proléttaire à opposer aux riches. Dans les villes (il s'agit seulement de petites localités, aucun centre important n'ayant, jusqu'ici, été longtemps occupé), les grandes entreprises (banques, grands magasins, etc.) sont nationalisées, après «élimination» des propriétaires; les missions étrangères sont pillées et les missionnaires tués ou capturés. Des

1. Sur le mouvement communiste en Chine, cf. aussi le rapport politique du Consulat de Suisse à Shanghai, du 26 septembre 1931, non reproduit (E 2300 Shanghai, Archiv-Nr. 3).

«banques ouvrières-paysannes» ont été parfois constituées, avec émission de billets. Le petit commerce, sans être immédiatement supprimé, disparaît graduellement sous l'action des impôts et des mesures vexatoires; dans un but de propagande, une baisse générale du prix des denrées est provoquée artificiellement par l'interdiction des exportations.

D'après les renseignements de police qui m'ont été fournis, le travail d'organisation était, au début de 1930 déjà, suffisamment avancé pour permettre l'installation, dans une série de régions, d'administrations stables. En mai 1930, une première «Conférence des districts soviétiques» se réunit dans le Kiangsi méridional, et c'est alors que fut décidée la création d'un «Bureau central d'organisation des districts soviétiques de la Chine»; il s'installa auprès du quartier général des armées rouges, dans le sud-est du Kiangsi. L'envoi dans le nord, au printemps de 1930, des meilleures troupes gouvernementales régulières, pour y faire campagne contre certains généraux dissidents, favorisa l'installation, dans le sud, d'un régime soviétique quasi permanent et la transformation aussi des bandes communistes en véritables corps de troupes aptes à des opérations militaires proprement dites. Tout le Kiangsi, le Fukien occidental et une grande partie du Hunan et du Hupeh tombèrent alors sous le régime communiste; Changsha elle-même, capitale du Hunan, succombait en juillet 1930. A fin 1930, époque du développement maximum, le «Bureau central» avait, paraît-il, sous sa direction, huit gouvernements de districts soviétiques, comptant 79 «sous-préfectures», avec une population de 60 millions d'habitants. Les gouvernements locaux, composés de militants, membres du parti, s'adjoignent, dans un but de propagande, des comités recrutés sur place, qu'ils tiennent en étroite surveillance et sujétion; des écoles «anti-impérialistes» où le sentiment xénophobe est exploité sont aussi formées, etc., etc.

L'hiver 1930/31 marqua un ralentissement que les informations de police attribuèrent surtout à des désaccords survenus, au sein même du parti, sur la politique à suivre. Une faction, un moment prépondérante, sous la direction de Li Lie san, déclarait la situation mûre pour un soulèvement général brusqué, à la fois dans les villes et les campagnes, et le prépara. Ces préparatifs, arrêtés trop tard par le Comintern, révélèrent au Gouvernement de Nankin le sérieux de la situation et décidèrent Chiang Kai-shek, devenu libre dans le nord, à entreprendre sa campagne militaire de l'été de 1931, en même temps que des mesures d'impitoyable répression étaient prises dans les grandes villes. C'est à cette époque que furent arrêtés, à Shanghai, le secrétaire général du parti, Hsian Tsing-Fah, et le chef du bureau Extrême-Oriental du Comintern, «Noulens»². Le Comité central du parti communiste, jusqu'alors à Shanghai, dut se disperser. Avant de se dissoudre, le Comité central, en juin 1931, fixa les grandes lignes d'un nouveau programme; ces directives, dont j'ai pu voir le texte, prescrivent, entre autres, la convocation dans le Kiangsi, déclaré «district soviétique central», du «1^{er} Congrès des Soviets de toute la Chine», en vue de la formation d'un «Gouvernement provisoire de la République Soviétique chinoise».

2. Cf. n. 2 au n° 141.

Il paraît établi que, malgré les revers militaires, le congrès prévu, – ou, du moins, un semblant de congrès – ait été réuni au Kiangsi en juillet 1931; il n'aboutit pas, alors, à la création immédiate d'un gouvernement; celui-ci put néanmoins être proclamé le 7 novembre 1931, jour anniversaire de la révolution russe, après l'échec partiel de la campagne d'été de Chiang Kai-shek, qui laissait d'importantes régions, notamment dans le Kiangsi, aux mains des communistes. La presse de Shanghai a d'abord, cela est exact, porté peu d'attention à cet événement; la police me confirme, cependant, qu'il ne s'agit nullement d'un organisme de simple façade, mais bien d'un véritable centre administratif des districts soviétistes, installé auprès de l'état-major des armées rouges. Le siège actuel est bien à Juiking, petite ville du Kiangsi méridional située à la frontière du Fukien, 150 kilomètres environ à l'est de Kanchow (Kiangsi). Le choix de cette capitale reculée s'explique, bien entendu, par les difficultés d'accès de la région, dont ni l'offensive de 1931, ni celle de l'été 1932 n'ont pu déloger les détachements rouges.

[...]

L'étendue des territoires soviétisés, le contour des enclaves soviétiques, sont essentiellement variables, se trouvant fonction des succès et revers des armées rouges. Au printemps de 1930, presque tout le Kiangsi ainsi qu'une grande partie du Hunan et du Hupeh étaient soviétisés. La campagne d'été 1931, qui visait, par une offensive lancée de Nanchang (Kiangsi nord) vers le sud, à la destruction complète des organisations et armées soviétiques du sud-est de la province, n'a pas atteint son but; l'élan s'arrêta dans les montagnes limitrophes du Fukien, d'où les Rouges contre-attaquèrent avec succès; les événements de Mandchourie³ et la crise de Shanghai⁴ obligèrent, par la suite, le retrait de certains effectifs (19^e armée de route) et arrêtèrent dès septembre les opérations. Reprise cet été par Chiang Kai-shek, la campagne anti-communiste, d'abord conduite autour de Hankow (Hupeh), se poursuit actuellement dans le Kiangsi.

[...]

D'après les renseignements de police qui viennent de m'être fournis, la campagne actuelle aurait dégagé Hankow et libéré les voies de communication, soit fluviales, soit ferroviaires. Certains groupes rouges, repoussés, cherchaient maintenant, par une marche au nord-ouest, à gagner le Shensi et le Kansu, pour y prendre contact avec les agents russes de Mongolie et en obtenir des ravitaillements. Dans la région du Kiangsi, une offensive communiste vers la côte a été repoussée par les troupes cantonaises et la 19^e armée de route, opérant dans le Fukien. Aux dernières nouvelles, il semble que les corps rouges de Mao Tse-tung et Chu-teh se soient, depuis novembre, dirigés offensivement vers le nord, en direction de Nanchang, où Chiang Kai-shek, après la fin des opérations dans le Hupeh, a transféré son quartier. Certains pensent que ces mouvements, dont le but stratégique n'apparaît pas clairement, sont essentiellement des opérations de pillage, visant à procurer des vivres, le blocus économique par les armées régulières faisant sentir ses effets.

3. Cf. n° 278.

4. Cf. n. 2, n° 161.

Ainsi donc, malgré deux offensives de grande envergure, le Gouvernement soviétique de Juiking se défend encore et l'on ne peut affirmer que ses jours soient comptés. Les causes de l'insuccès relatif des opérations militaires de Nankin sont nombreuses; il faut citer, entre autres, les difficultés du terrain, qui fournissent aux détachements rouges, en cas d'échec, des refuges sûrs et qui obligent les armées régulières à rester à proximité des voies de communication; le manque de solidité des troupes, mal équipées et, surtout, irrégulièrement soldées, dont des corps entiers sont passés à l'ennemi; la mauvaise administration et la corruption des fonctionnaires locaux, civils et militaires, du Kuomintang, qui font des paysans, appauvris et écrasés de taxes irrégulières, la proie toute désignée des agitateurs communistes qui leur promettent la terre; enfin l'appui moral, matériel et financier que l'U.R.S.S. ne cesse d'accorder à l'adversaire. M. Paréjas, professeur suisse à Nankin, de passage ici actuellement, me confirme que Chiang Kai-shek aurait compris maintenant la nécessité d'accompagner la répression militaire d'une réforme immédiate de l'administration locale, la nécessité aussi de réformes agraires qui permettraient d'offrir au paysan, dans les régions reconquises, autre chose que le retour à la misère et à l'exploitation antérieures. Le Gouvernement de Nankin vient, en outre, d'adopter et d'ordonner la mise à exécution urgente d'un vaste réseau routier autour de Nankin et Hankow, comportant 20000 kilomètres; s'il se réalisait, même très partiellement, ce projet faciliterait beaucoup aux troupes de Nankin l'approche des régions de refuge actuelles des forces rouges. Il serait imprudent de compter trop sur la réalisation rapide de ces plans; ils sont intéressants, cependant, par l'indication qu'ils donnent des difficultés à vaincre.

[...]

220

E 7110 1/81

*Le Ministre de Suisse à Rome, G. Wagnière,
au Chef du Département de l'Economie publique, E. Schultess*

L

Rome, 12 décembre 1932

M. Ciancarelli¹ m'a convoqué d'urgence ce matin au Palais Chigi pour m'entretenir, en présence de M. Anzilotti² et de M. Grazzi, de la situation actuelle des échanges commerciaux entre la Suisse et l'Italie, et plus spécialement des répercussions qu'exercent sur les exportations italiennes dans notre pays les mesures de contingentement prises au cours de ces derniers mois par nos autorités³. Je

1. Chef du Bureau de politique économique au Ministère italien des Affaires étrangères.

2. Inspecteur général au Ministère des Corporations.

3. Depuis l'arrêté fédéral concernant la limitation des importations du 23 décembre 1931 (RO, 1931, vol. 47, pp. 799-800). Jusqu'au 15 novembre 1932, le Département de l'Economie publique avait publié 19 ordonnances concernant des mesures de contingentement pour les importations en Suisse (cf. RO, 1932, vol. 48).

vous transmets, sous ce pli, copie d'un aide-mémoire⁴ que m'a remis M. Ciancarelli.

Au cours de notre conversation, je n'ai pas manqué de répondre aux arguments de M. Ciancarelli en lui exposant d'abord la situation difficile dans laquelle se trouvent nos industries, paralysées par la crise et par les mesures protectionnistes prises par nos principaux clients. Les autorités fédérales ne pouvaient, dès lors, pas assister impassibles à la diminution de nos exportations et à l'accroissement des importations étrangères pour lesquelles la Suisse constitue un marché facile. En parlant plus spécialement des contingentements, j'ai relevé que nous nous étions montrés toujours généreux à l'égard de l'Italie et que nous avons accordé à ce pays le maximum de ce qui pouvait lui être concédé. Je juge inutile d'entrer dans les détails de la conversation étant donné que la lecture de l'aide-mémoire que je joins à la présente communication vous permettra de vous rendre compte du point de vue italien dans cette affaire.

M. Ciancarelli m'a fait savoir que le Conseil des Ministres examine, en ce moment, les mesures à prendre en vue de répondre aux restrictions mises par la Suisse aux importations italiennes. Il ne m'a pas expliqué quelle est la nature des mesures que l'Italie envisage en l'occurrence. J'ai prié M. Ciancarelli d'attendre, avant d'introduire des restrictions quelconques à l'importation de marchandises suisses, que les conversations qui sont en vue pour régler certaines questions encore pendantes entre la Suisse et l'Italie aient eu lieu. Il me semble que nous devrions nous efforcer d'éviter que le Gouvernement italien n'adoptât, à l'égard de la Suisse, l'attitude qu'il a prise vis-à-vis de la France et qui a entravé pendant de longs mois les échanges commerciaux entre les deux pays pour aboutir à un accord commercial⁵ qui, en somme, n'en est pas un et qui, si nous sommes bien informés, ne satisfait qu'à moitié les milieux intéressés dans les deux pays.

Je vous saurais gré de vouloir bien examiner attentivement cette question qui, dans son état actuel, revêt un caractère d'urgence et important, et de me faire connaître, le cas échéant, vos instructions⁶.

4. Non reproduit. Cf. E 2001 (C) 3/15.

5. Il s'agit du modus vivendi commercial entre la France et l'Italie, conclu le 4 mars 1932 et remplaçant la convention commerciale de 1922.

6. Le 28 décembre suivant, le Chef de la Division du Commerce, Stucki, fait parvenir à Wagnière un aide-mémoire qui répond aux réclamations des Italiens, avec une lettre d'accompagnement:
[...]

Wie Sie aus unserer Erwiderung ersehen können, sind die italienischen Klagen und Beschwerden gegen die schweizerischen Einfuhrbeschränkungen ganz unbegründet und die Androhungen von Vergeltungsmassnahmen durchaus unangebracht. Sollten solche trotzdem ergriffen werden, so würde uns dies verunmöglichen, die Einfuhrbeschränkungen gegenüber Italien weiterhin im gleichen sehr liberalen Sinne zu handhaben wie bis jetzt.

[...](E 7110 1/81).

Dans une autre lettre à W. Stucki du 14 mars 1933, Wagnière donne son avis sur le nouvel aide-mémoire sur la question des contingentements reçu du Ministère italien des Affaires étrangères:

[...]

En résumé, le Gouvernement italien se plaint du fait que les exportations italiennes en Suisse

ont diminué en 1932 dans une mesure supérieure à la réduction subie par les exportations suisses en Italie. Il attribue cet état de choses uniquement au régime des contingentements, qu'il considère comme «incompatible avec les engagements prévus par le Traité de commerce italo-suisse», et il prie le Gouvernement fédéral d'examiner la possibilité d'accorder aux importations italiennes en Suisse un traitement plus libéral.

Nous vous laissons, il va sans dire, le soin de répondre point par point, si vous le jugez opportun, aux remarques formulées par le Gouvernement italien. Ce qui nous frappe avant tout, c'est que l'Italie, qui cherche par tous les moyens à équilibrer sa balance des échanges commerciaux, ne veut pas nous reconnaître le même droit. Elle ne semble pas vouloir se rendre compte du fait que la réduction de ses exportations n'est pas un phénomène qui se vérifie seulement à l'égard de la Suisse, ni qu'elle est le résultat d'une contraction générale des échanges commerciaux dans le monde. L'Italie ne peut pas prétendre, à juste titre, que la Suisse applique son système des contingentements à l'égard de toutes les nations, sauf l'Italie. Elle doit se rendre à l'évidence de la nécessité qui s'impose pour nous de protéger nos industries nationales et de rétablir l'équilibre de notre balance des échanges commerciaux, même à l'égard de notre voisine du Sud.
/.../(E 7110 1/82).

221

E 1004 1/337

*CONSEIL FÉDÉRAL
Procès-verbal de la séance du 16 décembre 1932*

2029. Relations commerciales avec la Russie

Département de l'économie publique. Proposition du 24 novembre 1932

Le Département de l'économie publique dépose le rapport suivant:

«I. Am 25. Oktober 1932¹ bezeichneten Sie eine Delegation, bestehend aus den Herren Bundespräsident Motta, Bundesrat Meyer und dem Unterzeichneten², welche in Entsprechung eines Gesuches des Vereins Schweizerischer Maschinenindustrieller einer Vertretung desselben Gelegenheit geben sollte, die bereits schriftlich unterbreiteten Vorschläge für die Regelung und Förderung des schweizerischen Exportes nach Russland in einer Konferenz noch mündlich näher zu begründen.

Diese Konferenz fand am 12. November 1932 in Bern statt³. Sie trug einen rein orientierenden Charakter. Die Vertreter der Maschinenindustrie legten nochmals ausführlich die Gründe auseinander, die Veranlassung zu den eingereichten Vorschlägen gegeben hatten.

II. Die *Stellungnahme* der schweizerischen Maschinenindustrie ist folgende:

Die auf den Export angewiesene Maschinenindustrie ist von der Wirtschaftskrisis überaus schwer betroffen. Die Lage wird von Monat zu Monat bedrohlicher. Die Zahl der in der Maschinenindustrie beschäftigten Arbeitskräfte ist von

1. Cf. E 1004 1/336.

2. Schulthess.

3. Procès-verbal non retrouvé.

über 60 000 Personen auf 43 000 zurückgegangen; aber nur 17 000 davon können in der Woche noch 48 Stunden arbeiten, die übrigen 25 000 sind weniger beschäftigt. Nach der Erledigung einer Anzahl noch in Ausführung begriffener Aufträge ist eine erneute starke Zunahme der Arbeitslosen in dieser Branche zu befürchten. Neue Bestellungen aus dem Auslande gehen nur noch ganz vereinzelt ein. *Russland* ist sozusagen das einzige Land, das heute Maschinen anschafft und Bestellungen macht. Durch die Industrialisierung dieses Landes ist speziell der Bedarf an Werkzeugmaschinen sehr gross. Trotzdem geht auch der Export schweizerischer Maschinen nach Russland immer mehr zurück. Die Gründe dafür liegen nach der Ansicht der Maschinenindustriellen einerseits im *Fehlen einer vertraglichen Regelung des schweizerisch-russischen Warenaustausches* und anderseits in der *Unmöglichkeit*, weiterhin die im Russlandgeschäft üblichen *langen Kreditfristen zu gewähren*.

Was den ersten Punkt anbelangt, so ist auf dem Wege der Gründung einer privaten Genossenschaft für internationalen Warenaustausch versucht worden, ein Abkommen über den schweizerisch-russischen Warenaustausch zustande zu bringen. Wegleitend war dabei der Gedanke, dass die Einfuhr russischer Waren in die Schweiz nach Massgabe der Abnahme schweizerischer Fabrikate durch Russland zu regeln wäre und dass an dieser Einfuhr Bedingungen hinsichtlich Bildung eines Sicherheitsfonds für die Bezahlung schweizerischer Lieferungen geknüpft werden müssten. Die *Versuche*, auf diesem Wege mit den Russen *ein Abkommen zu treffen, sind jedoch gescheitert*, da man russischerseits der privaten genannten Organisation keinerlei Vertrauen entgegenbrachte und sich zu keinen wesentlichen Zugeständnissen entschliessen konnte. Offenbar herrschte bei den Russen die Überzeugung, dass der Absatz ihrer Waren nach der Schweiz im Jahre 1931 auch in Zukunft ohne Konzessionen aufrechterhalten werden könne und eine freie Verfügung über dessen Erlös auch weiterhin möglich sei.

Die interessierten Kreise vertreten daher die Auffassung, dass man in dieser Beziehung nur zum Ziele komme, wenn von Staat zu Staat verhandelt werde. Sie schlagen vor, es sollte das *Volkswirtschaftsdepartement*, bzw. die *Handelsabteilung*, welche die gesamte Einfuhr nach der Schweiz als oberstes Organ regle, ermächtigt werden, direkt mit Russland in Verhandlungen einzutreten. Nur diese Stelle könne auch beurteilen und entscheiden, auf welchen Einfuhrpositionen Russland Zugeständnisse gemacht werden können, ohne die Handelsbeziehungen zu andern Staaten zu beeinträchtigen.

Der andere Grund für den Rückgang des schweizerischen Maschinenexportes nach Russland liegt nach der Auffassung der beteiligten Kreise im *Fehlen einer staatlichen Risikogarantie*. Die Hereinnahme von russischen Bestellungen ist aber nur möglich bei Eingehung der von den Russen verlangten langen Kreditfristen. In der Werkzeugmaschinenindustrie betragen dieselben 14–18 Monate; nur bei Spezialitäten sind kürzere Fristen möglich. Für Bestellungen auf normale Maschinen muss mit Zahlungsfristen bis auf 24 Monate gerechnet werden. Die einzelnen Firmen können nun aber je länger je weniger weder das Risiko noch die Investierung des nötigen Kapitals für die Fabrikation allein tragen. Während in unsern Konkurrenzländern wie Deutschland, England und Italien die Regierun-

gen der Industrie durch Übernahme des Risikos und Zuwendung der nötigen Mittel zu Hilfe gekommen sind, besteht in der Schweiz keine ähnliche Unterstützung. Die schweizerischen Firmen sind dadurch gegenüber ihren Konkurrenten in diesen Ländern ausserordentlich benachteiligt. Da ihre eigenen flüssigen Mittel heute in den meisten Fällen erschöpft sind, ist es ihnen unmöglich, die von den Russen verlangten langen Kreditfristen zu übernehmen. So gehen ihnen diese heute fast noch einzigen Exportmöglichkeiten verloren und die Aufträge werden von ihrer deutschen oder englischen Konkurrenz ausgeführt.

Wenn die schweizerische Maschinenindustrie bei diesem Konkurrenzkampf nicht ganz unterliegen und damit die Arbeitslosigkeit nicht weiter beträchtlich vermehrt werden soll, so ist nach der Meinung der beteiligten Kreise *ein Einschreiten des Staates hier unvermeidlich*. Die Maschinenindustriellen erklären, dass sie Millionenaufräge entgegennehmen könnten, wenn ihnen aus öffentlichen Mitteln ein Teil des Risikos, das in langfristigen Zahlungsbedingungen besteht, abgenommen würde. Bei Deckung des Risikos mit ca. 50% könnten sofort zahlreiche Bestellungen übernommen und in kurzer Zeit wohl 1000 bis 2000 Arbeiter, bald erheblich mehr, wieder eingestellt werden. Eine solche Belebung hätte überdies auch ihre günstigen Rückwirkungen auf die mannigfachen Hilfszweige der Maschinenindustrie.

Die Maschinenindustriellen sind der Meinung, dass beide Fragen, sowohl die Aufnahme direkter Verhandlungen von Staat zu Staat als auch staatliche Risikogarantieleistung, eng miteinander zusammenhängen. Je nach dem Ergebnis der Verhandlungen zwischen den staatlichen Organen und den Vertretern Russlands müsste sich dann das Mass der staatlichen Garantieleistung richten.

Die Begehren der Maschinenindustrie werden *unterstützt* vom *Schweizerischen Handels- und Industrie-Verein* und dann vor allem vom *Regierungsrat des Kantons Zürich* und vom *Stadtrat von Zürich*. Beide Behörden haben in Eingaben an das Volkswirtschaftsdepartement⁴ die Notwendigkeit und Dringlichkeit der von der Maschinenindustrie vorgeschlagenen Massnahmen hervorgehoben und dabei insbesondere auf die Bedeutung der Frage in bezug auf die Arbeitsbeschaffung hingewiesen. Nach den Erklärungen des zürcherischen Stadtrates wären *Kanton* und *Stadt* im Falle der Schaffung einer Risikogarantieleistung durch den Bund bereit, *ebenfalls einen prozentualen Anteil dieses Risikos zu übernehmen*. Beide Behörden betonen noch ausdrücklich, die Arbeitsbeschaffung für unsere notleidende Maschinenindustrie sei jetzt so wichtig, dass Bedenken politischer Natur, wenn sie nicht sehr schwerwiegend seien, überwunden werden müssten.

III. Nach der *Ansicht des Volkswirtschaftsdepartementes* bedarf das ganze Problem nun dringend einer Lösung. Die Verhältnisse und Bedingungen, unter denen der Verkehr mit Russland sich bis jetzt abwickelte, werden immer unhaltbarer und lassen sich nicht mehr verantworten. Bei der Frage, welche Grundlage für den Verkehr mit Russland zu schaffen sei, ging man von der Überlegung aus, dass 1931 und anfangs 1932 der Handel mit Russland ungefähr ausgeglichen

4. Non retrouvé.

war. Vorläufig sollte daran nichts geändert werden. Man gedachte der Einfuhr russischer Waren keine Schwierigkeiten zu bereiten, solange weitere russische Bestellungen nach der Schweiz vergeben würden. Von schweizerischen Seite wurde erklärt, man sei bereit, die Einfuhr aus Russland durch Gewährung von Zusatzkontingenten zu steigern, sofern weitere Bestellungen gemacht würden. Auf dieser Weise wurden in einigen Fällen zusätzliche Einfuhrbewilligungen für Kohle, Benzin und Teppiche erteilt. Es hat aber nicht sehr lange gedauert, bis man diese Stellungnahme bei der russischen Handelsvertretung in Berlin kannte. Die Folge war, dass russischerseits fortan an jede neue Bestellung die Bedingung geknüpft wurde, von der Schweiz müssten Zusatzkontingente gegeben werden. Es war daher nötig, in jedem einzelnen Falle zu untersuchen, ob es sich wirklich um eine neue Bestellung handelte oder um eine Bestellung im Rahmen der letztjährigen Ausfuhr. In manchen Fällen ist man so durchgekommen. Die Russen fingen jedoch an, Bestellungen nicht mehr an die gleichen Firmen wie letztes Jahr zu vergeben, sondern an andere, nur um sagen zu können, es handle sich um eine neue Bestellung.

Wie heute die Stellungnahme der russischen Regierung diesen Verhältnissen gegenüber ist, weiss man jetzt noch weniger als früher. Die Mitteilungen der am Warenverkehr mit Russland interessierten Kreise, die mit russischen Stellen verhandelt haben, sind ganz verschieden und widersprechen sich oft direkt. Irgendwelche schriftlichen Vorschläge waren von russischer Seite nie erhältlich. Die Lage ist heute so, dass auch die Würde unseres Staates gewahrt werden muss. Die Schweiz kann sich unmöglich weiter auf diese Weise behandeln lassen. Wir dürfen aber auch selbst nicht weiter so operieren, wie das bis jetzt geschehen ist.

Geändert werden kann dies unserer Überzeugung nach nur, wenn die ganze *Russenfrage beim Staat zentralisiert wird, d.h. wenn von Staat zu Staat verhandelt wird*. Alle andern Wege, die unternommen worden sind, eine Regelung des schweizerisch-russischen Warenverkehrs zustande zu bringen, sind gescheitert. Auch mit der neuerrichteten Genossenschaft für internationalen Warenaustausch ist es nicht gegangen. Es bleibt daher nichts übrig, als dass auch im Falle Russland ganz gleich vorgegangen wird wie bei den andern schweizerischen Handelsvertragsverhandlungen. Es müssen dafür die staatlichen Organe zur Verfügung gestellt werden. Nur diese sind in der Lage, bei den Verhandlungen beurteilen zu können, welche Leistungen gegenseitig in den Rahmen der allgemeinen schweizerischen Handels- und Wirtschaftspolitik hineinpassen, welche Zugeständnisse angesichts unseres Einfuhrbeschränkungs- und Kompensationssystems möglich sind und was dafür von der Gegenpartei verlangt werden muss. *Nach der Auffassung des Volkswirtschaftsdepartementes sollte daher die Handelsabteilung ermächtigt werden, mit den amtlichen russischen Organen direkt in Verhandlungen zu treten*. Die Frage der politischen Beziehungen zwischen den beiden Ländern wird dadurch nicht präjudiziert.

In solchen Verhandlungen wäre einmal die Frage der Einräumung eines *Sperrkontos* zu prüfen. Nach den bisherigen Sondierungen sind allerdings die Aussichten in dieser Beziehung nicht besonders gross. Im weitern wäre dann vor allem die Frage des *Kompensationsverhältnisses* zu behandeln. Die Russen stellten bisher die Forderung nach einem Verhältnis von 1:1,7, da ihrer Meinung nach der

Frachtwert, der auf den russischen Waren liegt, mitberücksichtigt werden sollte. Nach den bisherigen Untersuchungen, die von unserer Seite in dieser Beziehung angestellt wurden, könnte vielleicht ein Kompensationsverhältnis von 1:1,5 oder 1,6 verantwortet werden.

Auf dem *Kompensationsweg* allein lässt sich aber das Verhältnis zu Russland nicht lösen. Die Waren, die aus Russland bezogen werden können, beschränken sich auf einige wenige Artikel: Getreide, Kohle, Benzin, Gasöl, Holz, Teppiche und einige kleinere Artikel, die weniger von Bedeutung sind. Alle diese Waren sind im Wert stark gesunken. Es müssen daher grosse Mengen davon eingeführt werden, um nur den früheren Gegenwert zu bekommen. Von der letztjährigen Einfuhr aus Russland entfielen 18 Millionen Franken auf die Einfuhr von Getreide. Dieses Jahr ist die Lage jedoch völlig verändert. Russland kann kein Getreide exportieren. Dieser Kompensationsartikel, der letztes Jahr in grossen Mengen geliefert worden ist, und dessen Einfuhr in diesem Jahre hätte gesteigert werden können, ohne unsere Beziehungen zu andern Ländern zu gefährden, fällt heute weg. Aus diesen beiden Gründen, niedrigere Preise und Wegfall der Kategorie Getreide, müssten daher alle andern russischen Exportwaren ganz erheblich gesteigert werden, wenn daraus unser Export finanziert werden sollte. In diesem Falle wären z. B. für Kohle und Benzin Kontingente zu reservieren, die bei uns gar nicht abgesetzt werden könnten. Ebensowenig besteht eine Möglichkeit, Holz in grossem Umfange aus Russland hereinzulassen. Hier käme man in einen Interessenkonflikt mit der schweizerischen Forstwirtschaft.

Unter diesen Umständen erscheint es *ausgeschlossen*, dass auf dem *Kompensationswege allein wesentlich vermehrte Bestellungen für die schweizerische Maschinenindustrie hereingebracht werden könnten*. Wenn man den Export steigern will, dann gibt es bei den heutigen Verhältnissen nur ein Mittel, und das ist die *Übernahme eines Teils des Exportrisikos durch den Staat*.

Nach den wiederholten Erklärungen unserer Maschinenindustriellen wären sie in der Lage, zahlreiche Geschäfte hereinzubringen, wenn sie die verlangten langen Zahlungsfristen eingehen könnten. Die meisten Firmen sind aber heute nicht mehr in der Lage, bei solchen Bedingungen grosse Lieferungen zu finanzieren und das ganze Risiko allein zu tragen.

Will man unserer Maschinenindustrie wirklich zu Hilfe kommen, so muss man ihr einen Teil dieses Risikos abnehmen. Die Schaffung einer *Exportrisikogarantieleistung* ist daher eine *Notwendigkeit*. Damit würde den Exportfirmen ermöglicht, ihr Risiko bei der einzelnen Lieferung auf einen bestimmten Umfang zu limitieren. Die Industriellen könnten dafür mehr Bestellungen hereinnehmen und infolgedessen mehr Arbeiter beschäftigen.

Eine solche Risikogarantieleistung wäre nicht bloss in Aussicht zu nehmen für russische Bestellungen, sondern könnte auch für Lieferungen nach andern Ländern in Betracht kommen, wo ebenfalls die Einräumung längerer Zahlungsfristen üblich ist, wie z. B. nach einzelnen südamerikanischen Staaten.

Das Volkswirtschaftsdepartement glaubt, dass in dieser Beziehung der Versuch gemacht werden sollte. Und zwar dürfte eine Garantieübernahme von im Maximum 50% für den Bund in Frage kommen. Nötig wäre vielleicht eine Sum-

me von 15 bis höchstens 20 Millionen Franken. Mit einer Garantieleistung in dieser Höhe könnten daher für rund 40 Millionen Franken Aufträge hereingebracht werden. Hierzu würden etwa 16 Millionen auf produktive Arbeitslöhne entfallen. Die Gesamtsumme an Löhnen wird aber noch höher sein. Wenn man die Beschaffung von Halbfabrikaten mitberücksichtigt, so wird man auf etwa 60% direkter und indirekter Löhne kommen. Mit 40 Millionen Bestellungen, also 20 Millionen Garantie, könnten wir ungefähr eine Lohnsumme von 24 Millionen Franken erreichen.

IV. Wir sind uns bewusst, dass gegenüber unsren Vorschlägen gewisse Hemmungen bestehen, und möchten daher noch darauf hinweisen, wie die Frage in andern Ländern geordnet ist, und einige prinzipielle Erörterungen daran knüpfen.

1. Hinsichtlich des Verhaltens anderer Länder gegenüber Russland verweisen wir auf den Bericht, den wir Ihnen am 28. September⁵ erstattet haben und von dem der Bundesrat Kenntnis genommen hat.

[...]⁶

2. Wir haben schon weiter oben ausgeführt, wie intensiv die Krise in der Maschinenindustrie ist und dass sie droht, noch viel schlimmer zu werden. Jetzt leben verschiedene Firmen noch von Aufträgen, die vor einiger Zeit z.B. für den Ausbau von Wasserkräften eingegangen sind. Die Arbeiterschaft in der Maschinenindustrie besteht meistens aus Männern, vielfach aus Familienvätern. Sie ist zum grössten Teil in grossen Firmen beschäftigt, die namentlich in der Ostschweiz, Zürich, Schaffhausen, Baden usw. domiziliert sind. Die dauernde Nichtbeschäftigung solcher Arbeitermassen ist eine grosse soziale und politische Gefahr. Diese ist um so grösser, wenn in den Leuten die Überzeugung lebt, dass wenigstens ein Teil von ihnen Arbeit finden könnte, wenn der Bund zu einer Kombination mit Russland Hand bieten würde.

Es kann keine Rede davon sein, diese Leute, die man nicht immer arbeitslos lassen kann, mit sogenannten Notstandsarbeiten zu beschäftigen. Wir wüssten nicht, welche grossen und bedeutenden Werke geschaffen werden könnten. Eine Erhebung beim Etzelwerk hat übrigens ergeben, wie verhältnismässig gering auch bei einem so grossen Unternehmen die Lohnsummen sind, und wie bescheiden die Arbeiterzahl ist, die für dessen Fertigstellung in Betracht fällt. Dazu kommt, dass die Notstandsarbeiten bei uns, wo alle nötigen und noch viele unnötigen Bauten schon längst erstellt sind, fast ausnahmslos keine produktive Werte schaffen, so dass die hiefür durch Gemeinden, Kantone und Bund ausgelegten Summen im wesentlichen als dahingeben zu betrachten sind. Das Ziel unserer Beschäftigungspolitik muss immer bleiben: Möglichst viele Leute an ihrem normalen Beschäftigungsorte arbeiten lassen. Deshalb haben wir auch die Einfuhrbeschränkungen erlassen und die Massregeln für den Schutz unserer Produktion getroffen.

3. Die Risikogarantieleistung, wie wir sie uns vorstellen, würde für den Bund

5. Non reproduit. Cf. E 1001 1, EVD, 1.8.-30.9.1932.

6. Plusieurs Etats ont déjà introduit des assurances garantissant les risques à l'exportation destinée à l'Union soviétique. C'est le cas de l'Allemagne, de l'Italie, de la Grande-Bretagne, de l'Autriche, de la Tchécoslovaquie, de la Belgique et des Pays-Bas.

höchstens die Hälfte des Fakturabetrages umfassen. Alle Abzahlungen kämen zur Hälfte dem Bunde zugute. Der Unternehmer würde also eine gleiche Verantwortlichkeit tragen wie der Bund. Dadurch wäre dafür gesorgt, dass der Unternehmer keine Geschäfte übernimmt, die nicht verantwortet werden könnten. Überdies müsste natürlich eine Prüfung und Genehmigung des einzelnen Abschlusses vorbehalten bleiben. Indem der Bund die Hälfte der Faktur garantiert, übernimmt er die Haftung für die sich aus der Ausführung von Aufträgen aus der Maschinenbranche ergebenden produktiven und unproduktiven Löhne. Es ist zuzugeben, dass diese Haftung eine höhere Summe beschlägt als die auf die betreffenden Arbeiter eventuell entfallenden Arbeitslosenentschädigungen. Anderseits wäre damit aber eben für Arbeit gesorgt und der Export käme unserer Handelsbilanz zugute.

4. Was das Risiko betrifft, so spielen bei der Abschätzung desselben auch Gefühlsmomente mit. Wir können nur sagen, dass man uns seit 14 Jahren prophezeit, die Russen werden die Zahlungen einstellen. Tatsache ist, dass bis jetzt alle Lieferanten bezahlt worden sind, dass aber langfristige Kredite gewährt und die bezüglichen Russenwechsel von den Banken nicht diskontiert werden. Selbstverständlich besteht ein gewisses Risiko. Ist es grösser bei Lieferungen nach Russland als bei solchen für eine ganze Reihe anderer europäischer Länder? Wir glauben es nicht. Wir haben sogar den Eindruck, dass Russland bezahlen will, weil die Schuld, die es eventuell abschütteln würde, für ein so grosses Land nicht in Betracht käme. Die herrschende Meinung ist auch in deutschen Kreisen die, dass Russland weiter bezahlen wird. Wir sehen denn auch, dass in einer Generalversammlung einer grossen deutschen Maschinenfabrik der Leiter erklärte, dass er auch fernerhin grössere Russengeschäfte gerne hereinnehmen werde. Gleichzeitig kommt auch die Nachricht aus Stockholm, dass innerhalb der schwedischen Industrie die Frage einer staatlichen Unterstützung der Ausfuhr durch Exportkredite resp. Exportkreditgarantien lebhaft erörtert werde.

5. Hinsichtlich der Durchführung wäre es denkbar, dass eine reine Risikogarantieleistung seitens des Bundes in Verbindung mit unserer Industrie durchgeführt werden könnte, ohne dass der Bund damit in irgendwelche Beziehungen mit Russland tritt. Es wäre eine rein interne Sache. Wünschenswerter wäre allerdings eine gleichzeitige Regelung des Kompensationsverkehrs und dadurch könnten auch die Zahlungen noch eher und besser gesichert werden.

Wird dieser Anregung Folge gegeben, so würde es sich auch hier in keiner Weise um die Aufnahme diplomatischer Beziehungen oder um eine Anerkennung der Sowjetregierung handeln, sondern einzig um Besprechungen eines Vertreters der Handelsabteilung mit einem solchen der russischen Handelsvertretung in Berlin, Verhandlungen, die sich ausschliesslich auf die gegenseitigen Warenlieferungen beziehen würden.

6. Die Verantwortlichkeit des Bundes müsste natürlich prozentual, aber auch absolut begrenzt werden. Die Garantien müssten sich, wie oben ausgeführt, innert den Grenzen eines von der Bundesversammlung zu eröffnenden Kredites bewegen.

/.../

7. Die Ablehnung der Risikogarantieleistung erschwert und verunmöglicht zum guten Teil die Lieferungen nach Russland, vermehrt die Zahl der Arbeitslosen und die Ausgaben für deren Fürsorge in allen ihren verschiedenen Formen. Wenn wir die Sowjetregierung dadurch treffen könnten, dass wir eine solche Garantie reduzieren und den schweizerischen Export dorthin verunmöglichen, so wären wir ohne weiteres damit einverstanden. Allein tatsächlich tritt einfach an Stelle der schweizerischen Lieferung eine solche aus andern Ländern, und die Folgen der Verweigerung fallen auf uns zurück. Die politische und soziale Gesinnung der Maschinenindustriellen ist jedenfalls unverdächtig. Aber sie erklären, unseres Erachtens mit Recht, dass nichts für unsere internen sozialen Verhältnisse gefährlicher sei als die Arbeitslosigkeit und dass sie ganz andere Risiken berge, als sie sich aus zahlreichen Abschlüssen mit Sowjetrussland ergeben könnten.

Neben den Industriellen bitten aber auch die Angestellten und Arbeiter dringend, die von uns vorgeschlagenen Massregeln zu treffen. Wir legen eine Eingabe der Angestelltenverbände⁷ bei und möchten weiter den Besuch einer Arbeiterdelegation aus Zürich erwähnen, die die Verhältnisse in der Maschinenindustrie eingehend und so wie sie sind, schilderte und erklärte, dass ohne russische Aufträge eine weitergehende Betriebseinstellung und dauernde Arbeitslosigkeit unvermeidlich seien. Diese Arbeiterdelegation hat die Dinge mit anerkennenswerter Objektivität beurteilt und in beweglichster Weise hervorgehoben, wie die Arbeiterschaft Arbeit und nicht nur Unterstützung verlange.

/.../

V. Wir geben uns Rechenschaft darüber, dass der gegenwärtige Moment für die Realisierung der Idee, mit Russland in intensivere Geschäftsbeziehungen zu treten, nicht gerade günstig ist. Die Vorgänge in Genf⁸, die Haltung der Kommunisten legen es gefühlsmässig nahe, die bisherige Zurückhaltung weiter zu beobachten. Wenn man aber den Dingen nähertritt, so muss doch konstatiert werden, dass die Aufrechterhaltung des jetzigen Zustandes in erster Linie uns schadet und die Sowjetunion in keiner Weise trifft. Dazu treten nun aber zwei weitere Erwägungen, die dafür sprechen, dass jetzt gehandelt werden sollte.

Durch den sogenannten Nichtangriffspakt⁹, der in diesen Tagen unterschrieben worden ist, tritt Frankreich zweifellos Russland näher. Dem politischen Vertrag soll ein wirtschaftlicher folgen. Frankreich ist selbstverständlich bemüht, sich einen möglichst grossen Anteil am russischen Markt zu sichern, und dabei darf doch, wenn schon zurzeit eine radikale Regierung am Ruder ist, gesagt werden, dass Frankreich das konservative Element in der europäischen Politik darstellt. Anderseits ist es nicht unmöglich, dass durch die politische Entwicklung Deutschlands¹⁰ gewisse Verstimmungen entstehen. Der Moment wäre also günstig, industrielle Aufträge zu erhalten, die bisher nach Deutschland gegangen sind. Sollen wir zusehen, wie andere sich des russischen Marktes bemächtigen? Sollen wir

7. Non retrouvé.

8. Fusillade du 9 novembre 1932.

9. Pacte de non-agression franco-soviétique du 29 novembre 1932.

10. Cf. n° 216.

weiter in dem Irrtum beharren, dass durch unser Fernbleiben die Industrialisierung Russlands aufgehalten wird? Müssen wir uns nicht vielmehr sagen, dass die grösste Gefahr gerade für die Entwicklung kommunistischer und umstürzlicher Ideen die Arbeitslosigkeit ist? Dies gilt ganz besonders für die Arbeiterschaft in der Maschinenindustrie.

Wenn wir auf dem Standpunkt beharren, den wir eingenommen haben, so werden sukzessive alle andern Staaten unter dem Einfluss der Grossmächte mit Russland in intensive Beziehungen treten. Wir bleiben stehen und müssen dann in einem bestimmten Momente den andern nachfolgen, ohne dabei wirtschaftlich noch irgend etwas für uns herausholen zu können.

Es bleibt noch die Einwendung (wie wir ähnliches aus der Presse gelesen haben): Es sei zu spät, bisher hätten die Russen bezahlt, nunmehr kämen die Dinge anders. Wir haben schon ausgeführt, dass wir daran nicht glauben und dass Russland trotz seiner gewissen Schwierigkeiten, die ihm der Ausfall der letztjährigen Getreideernte verursacht, seine Zahlungen nicht einstellen wird.

So führt uns die lebhafte Sorge für das Los unserer Arbeiterschaft und unserer Industrie, namentlich aber auch der Wunsch, dem Land soziale Erschütterungen tunlichst zu ersparen, dazu, die untenstehenden Anträge zu stellen. Wir gehen damit noch lange nicht so weit, wie andere, insbesondere Grossstaaten, gegangen sind, und wir verlangen keineswegs die Aufnahme diplomatischer Beziehungen¹¹. Fondé sur ces considérations, le département de l'économie publique propose ce qui suit:

«1. Der Handelsabteilung des Volkswirtschaftsdepartementes sei zu ermächtigen, mit der russischen Handelsvertretung in Berlin in direkte Besprechungen über die Regelung des schweizerisch-russischen Handelsverkehrs einzutreten.

2. Der Bundesrat wolle grundsätzlich beschliessen, es sei der Bundesversammlung eine Vorlage über die Beteiligung des Bundes am Risiko bei Lieferungen bestimmter schweizerischer Waren nach gewissen Ländern zu unterbreiten und es sei das Volkswirtschaftsdepartement mit deren Ausarbeitung zu beauftragen.»

Dans la séance du 5 décembre, le conseil a procédé à un échange de vues sur la première de ces propositions, la seconde devant être discutée ultérieurement.

M. le *chef du département de justice et police* a reconnu que la gravité de la situation économique était de nature à ébranler l'opposition qu'avait rencontrée au début l'idée d'établir des relations directes avec les Soviets. Nous avons pensé, dit-il, régler les rapports commerciaux avec la Russie en ouvrant la voie au trafic de compensation. Mais force est de constater que cette tentative a échoué. Sans doute n'est-il pas impossible que les difficultés auxquelles nous nous heurtons soient inspirées par le désir des Russes de nous forcer à entrer en relations directes avec eux et, par la suite, d'établir chez nous une délégation commerciale, et il est incontestable qu'en adoptant la proposition du département de l'économie publique nous faisons un nouveau pas dans le sens d'un rapprochement avec le

11. Sur cette question cf. DDS vol. 9, n° 138.

gouvernement soviétique. Mais la situation actuelle ne peut pas durer toujours, et nous devons faire céder des raisons de sentiment à une conception réaliste des besoins du pays. Par ces motifs, M. Häberlin appuie la proposition du département.

M. le *chef du département des postes et des chemins de fer* a déclaré que, pour apprécier la situation, il ne pouvait pas écarter les raisons du sentiment. A son avis la question doit précisément être envisagée à la lumière du sentiment, ce terme devant s'entendre non pas dans un sens personnel, mais dans son sens général. En d'autres termes, il s'agit d'une question de morale. Sans doute ne pourrons-nous pas éternellement ignorer la Russie. Mais il ne faut pas confondre Soviets et Russie. Or les expériences des autres Etats nous prouvent que plus un pays est petit et plus il doit se garder de nouer des relations avec les Soviets. Il est intéressant de constater que ceux-ci n'ont pas traité tous les Etats avec la même rigueur que la Suisse et qu'ailleurs ils ne se sont pas refusés, comme chez nous, à négocier avec des associations privées dûment autorisées. Manifestement, ils veulent nous amener à traiter officiellement avec eux. M. Pilet-Golaz, étant adversaire de l'établissement de relations officielles avec le gouvernement soviétique, refuse de s'engager dans cette voie et, pour des avantages immédiats d'ordre matériel, d'exposer le pays à subir l'action révolutionnaire que ce gouvernement poursuit méthodiquement dans le monde sous le couvert de la III^e Internationale. Le moment, au reste, est particulièrement mal choisi pour se rapprocher de Moscou. A la suite des événements du mois dernier¹², dont l'origine remonte nettement aux Soviets, nous allons être obligés, en effet, de demander au peuple des mesures énergiques pour prévenir des troubles. Notre peuple se rend compte que c'est une nécessité, il est disposé à nous faire confiance. Et c'est précisément ce moment que nous choisirions pour nouer des relations officielles avec les Soviets! Une telle décision détruirait d'un seul coup l'effet bienfaisant produit par notre attitude décidée à l'égard des éléments révolutionnaires. Dans ces conditions M. Pilet-Golaz déclarait, malgré toute la gravité de la crise économique, ne pouvoir accepter la proposition du département de l'économie publique.

M. le *chef du département militaire* a la conviction que nous ne verrons pas la disparition du régime soviétique. Il n'est pas, en notre pouvoir, au reste, d'y changer quoi que ce soit, et comme les grands Etats semblent de plus en plus disposés à renouer avec les Soviets, nous devons nous garder de nous condamner à un isolement dont nous serions seuls à faire les frais. On peut avec raison peut-être admettre qu'en refusant de traiter avec une association privée, les Soviets visent à établir des relations officielles avec la Suisse. Mais cette considération ne change rien à la situation de fait. Quant au danger révolutionnaire, ce n'est pas en restant à l'écart que nous le détournons, à preuve les événements de Genève, qui ont certainement leur origine à Moscou et que l'absence de relations officielles avec les Soviets n'a pas empêchés. D'autre part, du point de vue intérieur, il serait certainement désagréable de nous rapprocher en ce moment de la Russie, et c'est pourquoi il serait bon de laisser s'achever la session parlementaire avant d'exécuter

12. Cf. n. 8

ter notre décision. Par ces motifs, M. Minger souscrirait à la proposition du département de l'économie publique, mais à condition que l'exécution fût ajournée en janvier.

M. le *chef du département de l'intérieur* se dit d'accord que les relations politiques soient inspirées par des principes moraux et que les considérations d'ordre commercial ne priment pas ces derniers. Mais il reste à savoir si l'établissement de relations directes avec les Soviets est un danger politique. Que les affaires se traitent par une association privée avec l'autorisation de la Confédération ou directement par cette dernière, il n'y a là qu'une différence de forme, qui peut bien froisser l'opinion, mais qui ne doit pas nous empêcher d'aller de l'avant. Seul l'établissement de relations directes peut, en effet, nous permettre de sortir de la situation actuelle, qui n'est absolument pas satisfaisante. L'industrie métallurgique est menacée d'une catastrophe. Ce ne sont pas seulement les grandes fabriques qui souffrent, mais les nombreuses entreprises moyennes, notamment celles qui confectionnent des outils. Or la Russie pourrait donner à ces dernières des commandes importantes. M. Meyer déclarait ne pas vouloir prendre la responsabilité d'un refus qui obligerait de nombreux ateliers à fermer leurs portes dans quelques mois, en condamnant des milliers d'ouvriers au chômage. Or, au point de vue intérieur, le chômage constitue précisément un bouillon de culture pour le bacille révolutionnaire et, à cet égard, on doit se demander s'il n'est pas plus dangereux de perpétuer la situation actuelle que de faire le pas proposé par le département de l'économie publique.

M. le *président* déclara d'emblée ne pouvoir souscrire à la proposition de M. Minger, d'accepter aujourd'hui l'établissement de relations directes avec les Soviets, mais de ne rendre cette décision effective qu'en janvier. Si l'on voulait être logique, il fallait alors ajourner toute décision à l'année prochaine.

Quant au fond, la reprise des relations avec la Russie n'est qu'une question de temps. Nous devons craindre, en effet, que le cercle ne se resserre autour de nous et que nous ne finissions par être tout à fait seuls. Il suffit, pour s'en rendre compte, de considérer ce qui se passe dans les autres pays. Les Etats-Unis, qui, il y a quelques années, avaient refusé d'établir des rapports diplomatiques avec les Soviets, semblent disposés à réviser cette décision. Le pacte de non-agression signé par la France¹³ a une portée symbolique qui indique un resserrement des liens entre les deux pays. Nous ne pourrons pas continuer à nous écarter de la règle qui veut que nous ne nous occupions pas de la politique intérieure des autres Etats. Les tueries d'un Abdul-Hamid¹⁴ ne nous ont pas empêchés, avant la guerre, de conserver des relations officielles avec la Turquie. Pourquoi traiter différemment la Russie? Notre attitude pourrait avoir un jour des conséquences douloureuses pour notre pays. Il suffit, pour s'en rendre compte, de songer aux conseils que, dans une guerre où elle se trouverait engagée aux côtés de l'Allemagne et de l'Italie, une Russie malveillante pourrait donner à ses alliés. La question doit donc

13. Cf. n.9 ci-dessus.

14. Abdul-Hamid II, sultan ottoman, responsable des massacres des Arméniens en 1894-1896.

être examinée froidement. Mais le moment est mal choisi pour nous prononcer sur la proposition du département de l'économie publique. Une décision ne pourrait être tenue secrète et risquerait, en pleine agitation parlementaire, d'éveiller des échos fâcheux. Mieux vaut l'ajourner à l'année prochaine.

M. le *chef du département des finances et des douanes* a déclaré formellement qu'il ne donnerait jamais les mains à la reprise des relations avec les Soviets. Au-dessus des intérêts de quelques industries il place les intérêts supérieurs du pays et se réserve toute liberté si le conseil devait prendre une telle décision.

M. le *chef du département de l'économie publique* rappelle qu'il ne s'agissait pas de reprendre les relations diplomatiques avec les Soviets, mais simplement d'adopter un système qui permette à nos industries de livrer des marchandises en Russie. En ce qui concerne la proposition d'ajournement, il déclara que si la décision devait être renvoyée à l'année prochaine, les commandes que la Russie est actuellement en mesure de donner à l'industrie suisse seraient placées à l'étranger. Il en résulterait une augmentation du chômage et l'émigration d'usines. M. Schulthess ne pourrait assumer la responsabilité de ces faits et, si la décision n'était pas prise dans une prochaine séance, il devrait à son tour se réserver toute liberté.

M. le *chef du département des postes et des chemins de fer* a ajouté qu'il était loin de considérer avec légèreté le danger d'une augmentation du chômage. Mais il s'agit de choisir entre deux dangers et, quant à lui, il n'hésite pas. Actuellement la Confédération, obligée de s'en remettre aux cantons pour toutes les mesures de police, impuissante à prévenir des actes révolutionnaires, doit s'armer en prévision d'événements peut-être proches. Il lui faut une police de sûreté; il lui faut la possibilité de défendre l'ordre public contre des actes préparatoires. Or nous ne pouvons pas poursuivre deux politiques. Le peuple, qui est simpliste, ne comprendrait pas que nous lui demandions des armes contre la révolution et qu'en même temps nous nous rapprochions du gouvernement soviétique. Et tant que nous n'aurons pas pris ces mesures indispensables, il ne saurait être question de rétablir des relations officielles avec la Russie.

La discussion, suspendue alors, est reprise aujourd'hui¹⁵. Dans l'intervalle, M. le chef du département des finances et des douanes a consigné par écrit les observations que lui suggèrent les propositions du département de l'économie publique. Ces observations, qui ont été remises à tous les membres du conseil, sont ainsi rédigées:

«Le Département fédéral de l'économie publique propose que la Division fédérale du commerce prenne contact directement avec les représentants du Gouvernement russe et que la Confédération s'engage à couvrir, dans une mesure à déterminer, le risque couru par les exportateurs qui livreront à la Russie et à d'autres pays.

Le Département fédéral des finances oppose, à cette double proposition, les arguments économiques, financiers et politiques ci-après:

15. Séance du 16 décembre.

1. La Suisse n'a pas d'intérêt à entamer des négociations commerciales de nature toute spéciale avec les représentants d'un pays dont la situation économique et financière est déplorable.

De l'avis de tous ceux qui se préoccupent de l'état des nations de l'est européen, les conditions économiques russes s'aggravent de plus en plus. Les statistiques indiquent en effet nettement que la balance russe est déficitaire et qu'en particulier les exportations de la Russie soviétique diminuent d'année en année. La Russie souffre, comme tous les autres pays, de la crise mondiale, mais elle souffre surtout de l'influence néfaste de la réaction de sa vie politique sur sa vie économique.

La production industrielle ne répond point aux espérances qu'avait fait naître le plan quinquennal. L'avis des techniciens qui ont suivi l'effort du Gouvernement soviétique est très net. On a construit d'immenses usines qu'on est dans l'absolue impossibilité d'exploiter. Il paraît acquis qu'une main-d'œuvre esclave, apte à construire des pyramides ou des barrages monstrues, restera définitivement inapte à créer des produits industriels finis de bonne facture.

La production de pétrole, un des principaux moyens de faire de la devise étrangère, est également en baisse.

Même constatation dans le domaine agricole. La récolte dernière fut déficitaire. Il en résultera une réduction de l'exportation, d'où nouvelle diminution des devises étrangères. Constatation grave, le déficit de la récolte des céréales n'est pas seulement la résultante d'une année peu favorable. Il est surtout la conséquence de l'échec de la politique agraire soviétique. En effet, par la persécution des koulaks et la collectivisation, le Gouvernement a privé la Russie de l'activité de plusieurs millions de paysans qui étaient les meilleurs de ses agriculteurs. Enrégimentés de force dans les exploitations collectivistes, ils ont mal travaillé. Ils s'avèrent incapables de conduire et même de participer à ces exploitations agricoles gigantesques dont on espérait des résultats écrasants pour l'économie rurale de tous les autres pays.

Au sujet de l'état actuel de l'économie russe, on lira avec le plus grand intérêt l'article publié par O. Hoetzsch dans le cahier de décembre de la Revue «Ost-Europa». Hoetzsch, dont la constante attitude vis-à-vis de la Russie est une garantie d'absolue objectivité, déclare «*que le caractère de l'économie russe ne s'est pas modifié, mais par contre qu'il s'est accentué. Récoltes mauvaises, hiver en perspective très dur, emblavure réduite. En novembre dernier, on avait ensemençé un million d'hectares de moins qu'à l'époque correspondante de l'année 1931. On ne prévoit point d'atténuation de la crise sur les denrées alimentaires. Mêmes constatations dans le domaine de l'industrie.*»

[...]¹⁶

2. Le crédit de la Russie soviétique à l'étranger.

Les traites soviétiques sont escomptées par les banques européennes à des conditions de taux exorbitant. Les banques qui acceptent ce papier exigent une prime

16. Musy rappelle ensuite que l'U.R.S.S. doit exporter de plus en plus d'or pour rééquilibrer sa balance commerciale et évoque le problème de l'inflation à l'intérieur de l'Union soviétique.

de risque à des taux élevés. Même les traites officielles, garanties par le Gouvernement, ne bénéficient pas des conditions du marché courant. Quant aux traites non garanties par le Gouvernement, elles ne peuvent être escomptées qu'à des taux variant entre 15 et 30%. La méfiance toujours croissante dans la capacité de paiement des Soviets accentue les difficultés.

[...]

Le Département fédéral de l'économie publique expose au Conseil fédéral que les difficultés que l'on rencontre avec la Russie dans le trafic des compensations ne peuvent être levées que par la prise de contact directe avec les représentants du Gouvernement soviétique. Il propose, en outre, de prendre à la charge de la Confédération une partie des risques encourus par les exportateurs suisses qui livreront à la Russie soviétique. Il est tout naturel que la Russie, en quête de nouveaux crédits, nous impose, directement ou indirectement, cette procédure. Mais il va aussi de soi que la Suisse commettrait la plus grande imprudence si elle s'engageait dans cette voie périlleuse. Ce n'est pas à un moment où l'avis de tous ceux qui suivent la Russie est que la situation s'aggrave, que le crédit diminue, que les possibilités de paiement s'épuisent, qu'il faut renouer des relations économiques avec le Gouvernement bolchévique et inaugurer une politique qui engagerait directement le crédit de la Confédération.

Pour ces motifs, d'ordre économique et financier, le Département fédéral des finances doit faire opposition à la proposition du Département fédéral de l'économie publique.

J'ajoute à ces quelques remarques d'ordre économique quelques brèves considérations politiques. Les événements de Genève ont démontré qu'il existe une mystérieuse accointance entre Moscou et certains meneurs suisses. Ce que nous en savons n'est probablement qu'une minime partie de la triste et inquiétante réalité.

L'organisation communiste en Suisse reste dans l'ombre. Elle se borne à de rares manifestations apparentes. Son action invisible n'en est que plus redoutable. Nous savons qu'il existe en Suisse un bureau politique communiste, que l'action y est dirigée par un comité exécutif présidé par Humbert-Droz¹⁷, ancien élève du Comité central de Moscou. Cette vaste organisation, dont la trame couvre bientôt tout le pays, comporte une vingtaine d'organes, au nombre desquels figurent les gardes rouges, dirigés par Jacques¹⁸ qui fit aussi son éducation dans la garde de Moscou et les délégations soviétiques à Genève¹⁹. Une case spéciale est réservée aux agents commerciaux en mission périodique en Suisse.

L'insuffisance de nos moyens d'investigation, l'absence de toute police politique fédérale nous obligent à une réserve qui ne s'impose pas dans la même mesure aux grands Etats où la police, la secrète, la mobile savent et peuvent paralyser l'action révolutionnaire.

17. En novembre 1931 J. Humbert-Droz avait été chargé par l'Internationale communiste de la direction du Parti communiste suisse.

18. Il s'agit du militant communiste suisse M. Jacques.

19. Cf. n° 37.

A l'occasion du 15^e anniversaire de la révolution communiste en Russie, on a fait certaines constatations et arrêté certaines thèses dont la gravité n'échappera qu'à ceux qui s'obstinent à nier les réalités ou qui se refusent à tirer des événements les graves leçons qu'ils comportent. Les chefs bolchévistes y ont à nouveau affirmé que l'unique solution à la crise actuelle est le renversement du pouvoir de la bourgeoisie et l'instauration de la dictature communiste sur le prolétariat, après l'extermination et l'asservissement de la bourgeoisie.

La propagande s'accentue par l'intensification des publications, par la fomentation de grèves qui, sous la direction communiste, ont abouti en Belgique, en Angleterre et aux Indes britanniques. Ce serait une imprudence inexcusable de risquer, pour obtenir quelques commandes, dont la Confédération garantirait en partie le paiement, d'exposer notre pays à l'intensification du danger révolutionnaire dont doit s'inquiéter le peuple et surtout le Gouvernement.

Nous savons que la plus grande partie de l'industrie suisse est sceptique et se désintéresse de la question. Seules, les fabriques de machines trouveraient, et encore à la condition que la Confédération leur garantisse au moins en partie paiement, un certain profit à l'opération. Ne serait-il pas, dans ces conditions, plus sage de fournir du travail aux fabriques de machines en leur confiant des travaux pour les CFF ou pour la défense nationale dont il est urgent de compléter l'armement? S'il faut donner aux usines qui travailleront pour la Russie une garantie de bonne fin, mieux vaut les faire travailler pour nous, au lieu d'apporter à l'exécution du plan quinquennal auquel les mieux renseignés ne croient plus, un concours qui risque de devenir onéreux pour la Confédération.»

Au début de la séance, M. *Stucki*, directeur du commerce, est introduit à la demande du chef du département de l'économie publique. Il rappelle que le bilan du commerce avec la Russie s'était établi, en 1931, par 27,8 millions de francs aux importations et 19,6 millions aux exportations. Comme les importations sont grevées de frais de transport pour 50 à 55 pour cent, on a admis qu'elles étaient équilibrées par les exportations, les opérations commerciales semblaient devoir continuer sur cette base en 1932. Mais l'insuffisance de la récolte de céréales en Russie a modifié la situation de fond en comble, l'exportation de cette denrée, qui, en 1931, avait largement dépassé celle de tous les autres articles (charbon, benzine, tapis), ayant presque complètement cessé. Or il était impossible d'autoriser la Russie à exporter chez nous d'autres marchandises d'une valeur correspondante sans devoir réduire les importations d'autres Etats dans des proportions qui eussent compromis absolument nos relations avec ces pays.

Partant donc de l'idée que les importations et les exportations s'équilibraient à peu près, nous avions décidé de n'apporter jusqu'à nouvel ordre aucune restriction aux opérations commerciales. D'autre part, désireux de faciliter nos exportations, nous avons fait savoir que nous accorderions des contingents supplémentaires à la Russie dans la mesure où elle ferait des commandes nouvelles en Suisse. Mais dès que la mission soviétique en eut été informée, elle subordonna toutes ses commandes à la condition qu'on lui fournît de tels contingents. Il nous a donc fallu examiner dans chaque cas s'il agissait d'une commande nouvelle, qui

justifiât l'octroi d'un contingent supplémentaire, ou bien d'une commande rentrant dans les limites des importations de 1931. Pour échapper à ce contrôle, les Russes ont eu recours à une méthode qui en entravait complètement l'exercice. Au lieu de donner une commande à la maison A, qui leur avait livré certains produits en 1931, ils la donnaient à une maison B, ce qui leur permettait de dire qu'il s'agissait d'une nouvelle commande et de réclamer un contingent spécial. Aujourd'hui, de nombreux établissements nous déclarent qu'ils seraient en mesure d'obtenir d'importantes commandes de la Russie si nous autorisions l'importation de certaines quantités de marchandises. Mais ces quantités dépassent de beaucoup tout ce que nous pouvons accorder, par égard pour nos relations avec d'autres Etats et pour la protection de certaines branches économiques (bois, tapis). Il s'agit en particulier des maisons suivantes: Stahlwerke Fischer A.G. à Schaffhouse, Maag Zahnräderfabrik, à Zurich, Kugellagerfabrik Schmid-Roost, Société générale des instruments de physique à Genève, Scintilla A.G., à Soleure. Ces maisons font auprès de nous des démarches pressantes²⁰. Le directeur des Stahlwerke Fischer A.G. a déclaré formellement qu'en raison de l'importance de la commande que lui passerait la Russie, il se verrait obligé, s'il ne pouvait l'exécuter en Suisse, de transporter une partie de ses ateliers à Singen, où la fabrique possède déjà une installation, et d'effectuer alors à l'étranger, avec des ouvriers étrangers, non seulement les travaux nécessaires à l'exécution de cette commande, mais tous ceux qui s'exécutent dans lesdits ateliers.

Il est une autre question qui appelle un règlement: c'est celle de la proportion entre les importations et les exportations. Celle de 1:2,4 qui a été admise pour l'exportation de fromages²¹ a un caractère exceptionnel et ne pouvait être admise qu'en raison de la situation spéciale de l'agriculture. Pour les produits industriels, nous avons cherché à faire admettre la proportion 1:1 et nous l'avons obtenue pour quelques opérations. Mais les Russes réclament maintenant la proportion de 1:1,7, alors que nous estimons tenir équitablement compte des frais de transport en ne dépassant pas 1:1,5. Une entente est nécessaire sur ce point également et ne peut être établie que par des négociations directes.

Les Russes se plaignent de leur côté d'être informés par 20 ou 30 maisons, et de façons souvent contradictoires, sur notre politique de compensation. Nous recevons aussi des informations contradictoires sur leurs intentions. Des négociations directes s'imposent. Il s'agira, dans ces négociations, de traiter uniquement des affaires qui n'exigent pas une garantie de crédit de l'Etat, soit d'une petite partie des commandes qui pourraient être faites en Suisse par la Russie.

Il est une autre question sur laquelle nous sommes en conflit avec les Russes. Ceux-ci réclament la fixation d'un contingent en valeur et prétendent exporter chez nous, dans les limites de ce contingent, les marchandises de leur choix. C'est une exigence inadmissible, car nous ne pouvons pas plus, par une importation exagérée, laisser écraser notre production de bois ou de tapis que lais-

20. Cf. la notice rédigée par Stucki le 3 décembre 1932 (Nachträgliche Notiz zur Russenfrage). E 1001 1, EVD, 1. 10.-31. 12. 1932.

21. Cf. Annexe.

ser compromettre nos relations avec les Etats qui nous livrent du charbon ou de la benzine.

Enfin, la mission russe a désigné en Suisse trois maisons d'importation²² aux-quelles elle prétend donner le monopole de la vente des articles russes, alors que nous voulons répartir cette marchandise entre les importateurs ordinaires. Cette prétention des Russes nous a déjà valu des protestations de l'association suisse des importateurs de tapis et de Carbura (pour la benzine). Sur ce point également, nous ne pouvons procéder par voie autonome et il faudra causer avec les Russes.

Si l'on pouvait engager des pourparlers avec les Russes sur ces questions, une entente serait vraisemblablement possible. Il est entendu que, dans ces négociations, on ne parlerait pas d'autre chose que des compensations. Si le Conseil fédéral était d'accord sur l'ouverture de telles négociations, la délégation suisse devrait recevoir pour instructions:

1^o d'offrir à la Russie, en échange d'exportations correspondantes, l'autorisation d'importer des marchandises déterminées;

2^o d'admettre pour les importations une proportion de 1,5 ou au maximum 1,7 par rapport aux exportations;

3^o d'exiger que les marchandises importées soient offertes au commerce régulier et non pas à des agences détenant un monopole.

S'il était impossible d'arriver à un arrangement sur cette base, la preuve serait faite que la négociation aurait échoué devant les conditions inadmissibles des Russes.

M. le *chef du département des postes et des chemins de fer* demande des précisions sur les conditions dans lesquelles ont été opérées les importations et les exportations en 1932.

M. *Stucki* répond que, dans les 11 premiers mois de cette année, les importations se sont montées à 12,8 millions, les exportations à 10,6 millions de fr. Du fait de la mauvaise récolte de blé en Russie, la proportion se trouve donc être plus favorable pour la Suisse qu'en 1931. Dans ces conditions, nous n'avions pas de raison de subordonner les importations russes à la condition que la Russie laisse entrer des marchandises suisses. Mais, pour le 1^{er} trimestre de 1933, nous avons invité la section des importations à n'accorder jusqu'à nouvel ordre aucune autorisation d'importation pour des marchandises russes sans compensation. Cette décision ne manquera pas de provoquer l'irritation des Russes, car elle les met dans une situation moins favorable que les autres Etats.

M. le *chef du département de l'économie publique* demande ce qu'il adviendra au 1^{er} janvier si une entente ne s'établit pas d'ici là avec la Russie.

M. le *président* désire savoir si l'on peut escompter d'une entente avec la Russie une influence notable sur le chômage.

M. *Stucki* répond, sur ce dernier point, qu'un accord sur les compensations ne

22. Il s'agit des maisons Künig & Rosenberg de Zurich, Ostimportgesellschaft et Noba S.A. de Genève. Cf. Protokoll über die am Montag, den 26. September 1932 stattgefundene Besprechung zwischen Herrn Direktor Stucki und drei Importeuren russischer Waren (E 7800 11/2). Cf. aussi PVCF du 11 octobre 1932 (E 1004 1/336).

saurait régler dans son ensemble la question des rapports commerciaux avec la Russie. Il sera impossible d'obtenir par ce moyen, au moins tant que la Russie n'aura pas eu une bonne récolte, des commandes de l'ordre de 50 millions ou plus. On peut compter sur des commandes de 10 à 12 millions, au grand maximum de 15 millions.

En ce qui concerne la conséquence de l'instruction donnée à la section des importations, tous les industriels qui ont des relations avec la Russie estiment que ce sera la rupture complète.

M. Stucki se retire.

M. le *président* déclare que le département de l'économie publique retire sa seconde proposition, visant les crédits de garantie²³. La discussion est ouverte sur la première.

M. le *chef du département de l'économie publique* insiste sur le fait que sa proposition a un caractère purement économique. Il n'a jamais été question de discuter avec les Russes autre chose que des questions de compensation. Répondant à une demande de M. le président, il est donc entièrement d'accord de remplacer, dans le texte, «Handelsverkehr» par «Kompensationsverkehr». Sa proposition a un double but: dans l'ordre pratique, faire tous les efforts pour procurer du travail à nos industries; dans l'ordre psychologique, montrer que le Conseil fédéral n'a rien négligé pour tirer tous les avantages possibles du marché russe.

M. le *chef du département des finances et des douanes* déclare ne pas voir d'inconvénient à ce que M. Stucki se rende à Berlin pour mettre fin au gâchis actuel, mais il pose comme condition que les négociations auront lieu à l'étranger et que les Russes ne viendront pas en Suisse.

M. le *chef du département du justice et police* est d'accord d'une manière générale sur la réserve faite par M. Musy, mais sans vouloir y lier d'une manière absolue le département de l'économie publique.

M. le *chef du département des postes et des chemins de fer* constate que l'envoi de M. Stucki à Berlin n'implique en aucune façon une reconnaissance du gouvernement soviétique et qu'il s'agit uniquement de régler des questions techniques. Il prend acte de la déclaration de M. Stucki d'après laquelle il ne sera question, dans les conversations de Berlin, que des compensations. Dans ces conditions, il peut accepter la proposition du département de l'économie publique.

MM. Minger et Meyer l'appuient également.

M. le *chef du département de l'économie publique* déclare qu'il tiendra compte dans toute la mesure possible du désir que les négociations aient lieu à l'étranger.

Le conseil, prenant acte de cette déclaration, *arrête*:

Die Handelsabteilung des Volkswirtschaftsdepartementes wird ermächtigt, mit der russischen Handelsvertretung in Berlin in direkte Besprechungen über die Regelung des schweizerisch-russischen Kompensationsverkehrs einzutreten.

23. Cf. plus haut.

Une assurance garantissant les risques à l'exportation sera cependant introduite par l'arrêté fédéral urgent du 28 mars 1934 (RO, 1934, vol. 50, pp. 261–262).

ANNEXE

E 1004 1/336

CONSEIL FÉDÉRAL
Procès-verbal de la séance du 5 septembre 1932²⁴

1401. Handelsbeziehungen zu Sowjetrussland

Mündlich

In der Sitzung vom 2. September²⁵ erinnerte der *Vorsteher des Volkswirtschaftsdepartements* an die Bestrebungen zur Anbahnung eines Kompensationsverkehrs mit Russland. Der Bundesrat hatte seinerzeit beschlossen²⁶, dass keine offiziellen Verhandlungen geführt werden dürfen, dass aber die zu bildende Organisation für den Handel mit den Oststaaten suchen solle, zu einer Einigung mit Russland zu kommen. In der Tat hat denn auch eine Abordnung dieser damals in Bildung begriffenen Organisation mit den Russen Fühlung genommen; allein diese Verhandlungen scheiterten, weil eine Einigung über das Verhältnis der Einfuhr aus Russland zur Ausfuhr aus der Schweiz und auch über die Zahlungen Russlands nicht zu erzielen war. Damit fiel die Möglichkeit einer generellen Abmachung dahin und die Errichtung der Organisation für den Osthandel wurde nicht weiter verfolgt. Dagegen versuchten in Berlin verschiedene Schweizergruppen, Geschäfte mit der russischen Handelsdelegation anzubahnen, allerdings ohne Erfolg, da die Russen diese Zersplitterung benutzen, um eine Gruppe gegen die andere auszuspielen. Hier zeigt sich insbesondere die Unterlegenheit der Schweiz, die sich aus der Unmöglichkeit der Führung einheitlicher offizieller Verhandlungen ergibt. Auch die Käseunion hat die früher abgebrochenen Verhandlungen mit den Russen wieder aufgenommen. Sie hat gestern dem Volkswirtschaftsdepartement mitgeteilt, die Russen wären bereit, ihr für 2 Millionen Schweizerfranken Käse abzunehmen, wenn die Schweiz ihnen die Einfuhr von Waren im Betrag von 7 Millionen Franken zugestehe. Der Vorsteher des Volkswirtschaftsdepartements ist der Meinung, dieses Angebot könne unter keinen Umständen angenommen werden. Wohl wäre es ausserordentlich erwünscht, einen Teil der Vorräte der Käseunion absetzen zu können, allein das Opfer, das gemäss dem russischen Angebot zu diesem Zweck gebracht werden müsste, wäre allzu gross. Liesse sich die Schweiz einmal auf ein solches Geschäft mit Russland ein, so würde das richtunggebend auch für zukünftige Geschäfte mit diesem Land sein. Als Kompensationswaren, die Russland liefern würde, kämen in Betracht Anthrazit, Benzin, Schweröle, Getreide, allenfalls auch noch Teppiche, also Waren, die im Kompensationsverkehr auch noch mit andern Staaten, z.B. mit Belgien, Deutschland, England, Polen usw., eine Rolle spielen. Die Bindung eines allzu grossen Kontingents solcher Waren im russischen Geschäft würde unsere Bewegungsfreiheit bei der Anbahnung von Geschäften mit andern Ländern stark beeinträchtigen.

Der *Vorsteher des Militärdepartements* vertritt den Standpunkt, es sollte doch das Möglichste getan werden, um das Käsegeschäft mit Russland zustande zu bringen. Das Verhältnis von 2:7 zwischen Ausfuhr und Einfuhr sei allerdings wenig erfreulich. Doch sei zu bedenken, dass die Schweiz die zur Kompensation in Betracht fallenden Waren auf jeden Fall aus dem Ausland beziehen müsse. Dabei scheine es doch sehr fraglich, ob die auf der Einfuhr nach dem russischen Vorschlag überschüssenden 5 Millionen Franken bei Geschäften mit andern Ländern eine für unsere Ausfuhr ebenso nutzbringende Verwendung finden können. Hierüber sollten nähere Angaben gemacht werden. Die letzten Erfahrungen mit dem Entgegenkommen gegenüber Deutschland seien sehr wenig erfreulich gewesen und rechtfertigen den eben geäußerten Zweifel.

Der Bauernverband hat seinerzeit den Wunsch geäußert, der Kompensationsverkehr solle dazu

24. *Absent: Minger.*

25. *Lors de cette séance étaient absents: Häberlin, Musy et Pilet-Golaz.*

26. Cf. DDS vol. 9, n° 304.

benutzt werden, um überschüssige Käsevorräte ins Ausland abzustossen. Dieser Wunsch ist berechtigt, weil die schweizerische Landwirtschaft grosse Mengen von Rohstoffen, wie Kunstdünger usw., aus dem Ausland bezieht. Jetzt biete sich Gelegenheit zu einem solchen Geschäft, aber es werde wegen der Kompensationsforderung Russlands abgelehnt. Das Ende werde wohl sein, dass diese Ablehnung der Industrie zugute komme, weil das Kompensationsverhältnis für Industrieerzeugnisse günstiger sein wird, und dass die Landwirtschaft leer ausgehe.

Herr Direktor *Stucki* von der Handelsabteilung, der zur Auskunftserteilung in die Sitzung des Bundesrats gerufen wurde, macht über den Verkehr mit Russland folgende Angaben.

Bei den Gütern aus Russland betrage der auf die Transportkosten entfallende Wertanteil durchschnittlich 45%. Die Russen verlangen denn auch, dass die Transportkosten bei der Bestimmung des Kompensationsverhältnisses nicht eingerechnet werden sollen. Bei dem von der Käseunion vorgeschlagenen Geschäft sei dieses Verhältnis 2:7. Das sei unannehmbar, weil damit auf einmal ein viel zu grosser Teil unserer Kompensationsmöglichkeiten gebunden würde, so dass für die Verwertung unserer Industrieerzeugnisse zu wenig übrigbliebe. Auf die getrennte Verrechnung der Transportkosten einzutreten, sei schwierig, weil auch viele andere fernliegende Länder den gleichen Anspruch für ihre Warenlieferungen erheben könnten. Immerhin liesse sich ein Zuschlag für die Frachten verantworten, er dürfte aber nicht so hoch sein, dass das Kompensationsverhältnis schlechter als 1:1,5 oder 1,6 wäre. Mit der Annahme des von der Käseunion vorgeschlagenen Geschäfts würde ein höchst gefährliches Präjudiz geschaffen.

Ob Russland, wenn wir an diesem Kompensationsverhältnis festhalten, allenfalls einlenken werde, um überhaupt mit der Schweiz in Geschäftsverbindung zu kommen, lasse sich nicht voraussehen, da mangels offizieller Verhandlungen die schweizerischen Amtsstellen zu keinem zuverlässigen Überblick über die ganze Lage zu gelangen vermögen.

Auch die vom Vorsteher des Militärdepartements aufgeworfene Frage über die anderweitige Verwertung der 5 Millionen bei Ablehnung des Geschäfts mit Russland ist nicht leicht zu beantworten. Es werde versucht werden, Käse nach Frankreich und Deutschland abzustossen. Mit Russland ist die Handelsbilanz, auch ohne Berücksichtigung der Frachtenfrage, zur Zeit ungefähr ausgeglichen. Solange dies so bleibt, lässt die Schweiz aus Russland weiterhin gleich viel Waren herein wie im Jahr 1931. Verschiedene kleinere Kompensationsgeschäfte sind mit Russland zur Zeit in der Schwebew. Sie sollen wenn möglich auf der Grundlage durchgeführt werden, dass, wenn die Russen uns über die Ausfuhr der Schweiz nach Russland im Jahr 1931 hinaus z. B. für 200 000 Franken schweizerische Waren abnehmen, die Schweiz dann für 280 000 Franken russischen Anthrazit zusätzlich hereinlässt. Auf diese Weise lassen sich doch vielleicht mit der Zeit die 5 Millionen im Russlandgeschäft nützlich verwenden. Es ist aber ausgeschlossen, Russland z. B. ein Kontingent von Bucharateppichen im Betrag von 2 Millionen einzuräumen, da sonst unsere Lieferungen von Maschinengewehren nach Persien, die mit Perserteppichen bezahlt werden sollen²⁷, unmöglich würden.

Der *Vorsteher des Militärdepartements* ist der Meinung, der Bundesrat sollte das von der Käseunion vorgeschlagene Geschäft grundsätzlich beschliessen, aber versuchen, von Russland noch bessere Bedingungen zu erhalten.

Der *Vorsteher des Volkswirtschaftsdepartements* weist neuerdings darauf hin, wie schwierig es sei, die Bedingungen solcher Geschäfte annehmbar zu gestalten, wenn amtliche Verhandlungen mit den Russen ausgeschlossen sind. Es wäre doch zu prüfen, ob nicht inskünftig solche direkten Beziehungen zu einer russischen Handelsvertretung zugelassen werden sollten. Sicher sei, dass, wenn der Bundesrat das Käsegeschäft mit Russland zu den von der Käseunion erreichten Bedingungen abschlösse, er sich scharfer Kritik aussetzen würde. Man würde sagen, es wäre besser, den Käse zu herabgesetzten Preis an die Arbeitslosen abzugeben.

Angesichts der Abwesenheit der Bundesräte Häberlin, Musy und Pilet-Golaz wird die Beschlussfassung in dieser Sache auf die nächste Sitzung verschoben.

In der heutigen Sitzung stellt der Vorsitzende die Angelegenheit neuerdings zur Beratung. Er hebt hervor, dass sich in der letzten Sitzung einzig der heute abwesende Vorsteher des Militärdepartements zu Gunsten des Käsekompensationsgeschäfts ausgesprochen habe.

27. Cf. n° 49 + AI + AII.

Auch heute findet sich kein weiterer Befürworter dieses Geschäfts.

Der Rat beschliesst somit stillschweigend, es sei dem von der Käseunion vorgeschlagenen Kom-pensationsgeschäft mit Russland keine Folge zu geben²⁸.

28. *Lors de sa séance du 25 octobre suivant, le Conseil fédéral va accepter (à l'exception de Musy), la proposition de l'Union fromagère d'exporter vers l'Union soviétique 50 wagons de fromage pour une valeur d'un million de francs, contre l'importation de marchandises russes en Suisse pour une valeur de 2,4 millions de francs (E 1004 1/336).*

222

E 2001 (C) 5/99

*C. Gorgé, 1^{er} Chef de section
de la Division des Affaires Etrangères du Département politique,
à W. Martin, Rédacteur au Journal de Genève*

Copie

L

Genève, 19 décembre 1932

A la Conférence du désarmement, la Suisse n'a pris d'initiative particulière qu'en ce qui concerne l'armée de milices. Le 15 juin, elle a saisi la Conférence d'une proposition détaillée dans laquelle se trouvaient définies les caractéristiques mêmes de notre armée (doc. Conf. D. 125)¹.

Ce document, qui n'a pas encore été discuté par les commissions techniques, a néanmoins éveillé le plus grand intérêt dans les milieux de la Conférence.

La délégation suisse, sous la présidence de M. Motta, assisté de M. Max Huber, chef de la délégation en l'absence du Chef du Département politique, est intervenue fréquemment, en revanche, en faveur des principes qui commandent une sérieuse réduction des armements comme en faveur de propositions destinées à permettre l'exécution de l'article 8 du Pacte².

Je vous rappelle tout d'abord les discours du chef de la délégation suisse³:

1^o) Le *discours du 16 février 1932*, prononcé au cours du débat général à la Conférence plénière, discours dans lequel M. Motta définissait l'attitude générale de la délégation suisse⁴.

Les propositions concrètes contenues dans ce discours ont d'ailleurs fait l'objet d'un mémorandum qui a été adressé à la Conférence (voir répertoire des propositions faites par les diverses délégations au cours de la discussion générale, doc. Conf. D. 99).

1. Cf. annexe.

2. Cf. n° 132, n. 3.

3. Les discours se trouvent résumés dans le Journal de la Conférence pour la réduction et la limitation des armements.

4. Cf. n° 143.

Nos propositions étaient formulées ainsi qu'il suit:

1. Adoption, comme base de discussion, du projet de convention élaboré par la Commission préparatoire de la Conférence du désarmement.
2. Interdiction de dépasser, à l'avenir, le niveau actuel des armements, celui-ci devant être considéré, en tout état de cause, comme un point de départ.
3. Application de la méthode de la limitation budgétaire en général et de la limitation directe pour certaines catégories de matériels, les modalités d'application de ces deux méthodes aux armements terrestres, navals et aériens demeurant réservées.
4. Assujettissement de l'aéronautique civile à un régime de contrôle international.
5. Introduction de la publicité la plus large en matière d'armements.
6. Prohibition des armes à caractère essentiellement agressif comme conséquence du traité de renonciation à la guerre⁵, interdiction visant notamment l'artillerie lourde, les chars d'assaut et les avions de bombardement.
7. Prohibition de certaines formes de guerre.
 - a) Prohibition sans réserve de la guerre chimique et bactérienne⁶;
 - b) Prohibition des bombardements aériens;
 - c) Prohibition des bombes incendiaires.
8. Adoption d'accords s'étendant aussi bien au commerce qu'à la fabrication privée et d'Etat d'armes, de munitions et de matériels de guerre⁷.
9. Constitution d'une Commission permanente du désarmement chargée, en particulier, de veiller à l'exécution de la convention à conclure et de préparer les conférences futures sur le désarmement.

Ces suggestions n'avaient évidemment aucun caractère limitatif. La délégation suisse se réservait, en conséquence, d'en préciser la portée ou de formuler de nouvelles suggestions, tant en ce qui concerne les méthodes de limitation et les prohibitions qu'en ce qui concerne les accords destinés à assurer le règlement des différends internationaux et, d'une façon générale, à consolider les bases de la paix.

2^o Les discours des 11 et 21 avril en faveur du désarmement qualitatif.

3^o Le discours du 8 juillet en faveur du plan Hoover.

4^o Le discours du 21 juillet sur l'interdiction du bombardement aérien.

Il y a lieu de signaler également les interventions assez nombreuses de M. Motta au *Bureau* de la Conférence du désarmement, notamment en faveur de la création d'une commission de contrôle, de l'abolition de la guerre chimique et bactérienne, etc.

Dans les commissions, la délégation suisse a toujours été très active.

A la *Commission terrestre* (Col. Züblin, Col. Bridler), nous n'avons pas pris d'initiative particulière, mais nos délégués se sont toujours montrés partisans de solutions pratiques qui ne défient pas le bon sens et la logique.

5. RO, 1929, vol. 45, pp. 623–624. Cf. aussi DDS vol. 9, nos 422 et 444.

6. Cf. no 133, n. 7.

7. Rapport du Conseil fédéral sur la XI^e Assemblée de la SdN (FF, 1931, I, pp. 157–158). Cf. aussi DDS vol. 9, nos 57 et 191.

A la *Commission aérienne* (M. Vallotton, M. Gorgé), nous sommes intervenus énergiquement et à réitérées fois en faveur d'une limitation des caractéristiques des avions militaires. M. Vallotton a fait à cet égard un discours applaudi. Dans une intervention, le soussigné a déclaré officiellement que la Suisse s'accommodeait d'un régime où les avions militaires auraient un poids à vide ne dépassant pas 1200 kg. C'est le chiffre le plus bas qui ait jamais été articulé à la Conférence!

A la *Commission des dépenses de défense nationale* (Col. de Loriol, M. Koenig et, surtout, le Col. Kissling), la Suisse a fourni une collaboration particulièrement utile. Elle travaille depuis février dans les sous-comités d'experts.

Je vous rappelle, à cette occasion, le document sur l'état de nos armements, adressé au Secrétariat de la Société des Nations le 27 octobre 1931 (doc. Conf. D. 32)⁸.

Au *Comité des effectifs* (M. Züblin, M. Bridler, M. Gorgé), la délégation suisse est intervenue, entre autres, en faveur d'une application, sur des bases aussi simples que possible, du plan Hoover⁹, à condition, bien entendu, qu'il fût tenu équitablement compte, dans l'établissement des coefficients de réduction, d'un facteur d'importance aussi considérable que celui de l'exiguïté du territoire.

Le point de vue soutenu par la Suisse au sujet de l'exiguïté du territoire a rallié l'opinion unanime des experts.

Au *Comité de la guerre chimique* (M. Haeberlin, puis M. Gorgé et en tout dernier lieu le Col. Fierz)¹⁰, les représentants de la Suisse ont été en faveur des solutions les plus libérales.

Pour faciliter les travaux, notre délégation a même mis à la disposition du Comité un expert bactériologiste, le Professeur Silberschmidt, de Zurich.

A la *Commission navale*, votre serviteur n'a pas cru devoir intervenir, comme l'ont fait des représentants de pays sans littoral maritime. Nous n'avons d'ailleurs pas une seule canonnier sur le Rhin!

J'ai à peine besoin de vous rappeler que la Suisse faisait partie du groupe des huit pays qui ont eu, comme vous le savez, un certain nombre d'échanges de vues sur les grands problèmes à l'ordre du jour de la Conférence du désarmement.

Au *Comité du désarmement moral*, la Suisse avait l'honneur de la présidence (M. Perrier). Le délégué suisse (le soussigné), dans de très nombreuses interventions, s'est efforcé, pour sa part, d'aboutir à quelque chose de concret et de positif. Il a fait la guerre – il ne le cache pas – à la redondance, aux phrases creuses et inutiles.

Pour répondre à la deuxième question que vous me posez dans votre lettre¹¹, j'ajoute que des efforts ont été faits en vue d'obtenir de nouvelles compressions dans notre budget militaire. Une série d'économies ont été réalisées sur les points suivants:

8. Cf. n° 109.

9. Du 22 juin.

10. Chef du Service technique au Département militaire, conseiller technique de la délégation suisse.

11. Non retrouvé.

1. Le nombre des recrues a été réduit d'environ 1000 unités;
2. sept cours de cadres ont été complètement supprimés;
3. le programme des tirs obligatoires a été réduit.

On est encore allé plus loin. Par son message à l'Assemblée fédérale du 23 septembre 1932¹², – vous en trouverez ci-joint un exemplaire¹³ – le Conseil fédéral a proposé au Parlement un certain nombre d'économies auxquelles le Parlement va probablement se rallier. Les diverses mesures envisagées auront pour effet de ramener le budget militaire de 97 millions (budget 1932) à environ 93 millions.

Je vous signale, en passant, que le budget pour 1933 s'élève à 94 580 000 francs, les économies prévues par le message précité du 23 septembre n'ayant pas encore fait l'objet d'une loi fédérale.

[...]

12. *FF, 1932, II, pp. 611ss.*

13. *Non reproduit.*

ANNEXE

2001 (C) 5/100

Mémorandum

*Proposition de la délégation suisse
à la Conférence pour la réduction et la limitation des armements¹⁴*

RÉGIME SPÉCIAL DES ARMÉES DE MILICE

Genève, 15 juin 1932

Ainsi que le Gouvernement fédéral l'a déjà fait observer dans le document relatif à l'état des armements de la Suisse (document Conf. D. 32)¹⁵, le projet de convention¹⁶ élaboré par la Commission préparatoire ne vise que les armées permanentes. Il ne tient pas compte des caractéristiques propres aux armées de milices. Cela s'explique tout naturellement par le fait que les armées de milices sont une exception et que le projet de convention, en tant que projet initial destiné à servir de base de discussion à la Conférence du désarmement, ne pouvait guère envisager que le type le plus normal d'armées, celui des armées permanentes.

Il importe cependant, lors de la mise au point de ce projet, de ne pas s'en tenir seulement au type le plus courant d'armée nationale, mais de réservé une place particulière au type moins usité, celui de l'armée de milices, d'autant plus que, selon l'opinion quasi unanime, cette formation constitue le type de l'armée défensive par excellence et qu'elle mérite, à ce titre, de retenir l'attention particulière de la Conférence du désarmement.

L'armée milicienne, telle que nous la concevons et telle qu'elle existe en Suisse, est essentiellement différente de l'armée permanente. Elle ne saurait guère être soumise au régime général de la future convention. Elle devrait, en raison de sa nature toute particulière, faire l'objet d'un traitement spécial.

14. Porte le numéro officiel: Conf. D. 125. Ce mémorandum a été approuvé par le Conseil fédéral dans sa séance du 8 juin 1932 (E 1004 1/334).

15. Non reproduit. Cf. n° 109.

16. JO SDN, février 1931, pp. 347ss.

Cette nécessité logique et pratique a déjà été soulignée dans le document Conf. D. 79 (chiffre I, litt. A.3), soumis à la Conférence le 18 février¹⁷. La délégation allemande a posé, en effet, en principe que «les Etats à système de milices devront, en tout état de cause, bénéficier d'un régime répondant à leur situation spéciale».

Il serait indiqué, dès lors, que la Conférence examinât quels sont les Etats qui sont dotés effectivement d'un système de milices, car l'emploi de ce terme, dans la littérature contemporaine, nous paraît avoir donné lieu à certains abus.

Personne n'a jamais révoqué en doute que l'armée suisse est le type même de l'armée de milices. Aussi ne semble-t-il pas superflu d'en rappeler les principaux caractères distinctifs, ne fût-ce que pour prévenir tout nouveau malentendu.

La caractéristique essentielle d'une armée de milices comme l'armée suisse réside dans le fait qu'elle n'a ni unités (compagnies, batteries, escadrons), ni corps de troupe (bataillons, groupes, régiments), ni commandants, ni états-majors constamment en service. Les unités, les corps de troupe, les états-majors, sont organisés, mais ils ne se trouvent en service que pendant une courte période de l'année. Ils sont appelés annuellement à des «cours de répétition» d'une durée de treize jours pour l'infanterie et de seize jours pour l'artillerie, jours de mobilisation et de démobilisation compris.

Le caractère distinctif de l'armée de milices n'est donc pas, comme on le déclare fréquemment, la brièveté du service, mais le fait qu'unités et corps de troupe, commandants et états-majors ne sont pas permanents.

Les unités et corps de troupe n'étant pas permanents – et voici une seconde particularité qui découle de la première –, l'instruction du soldat ne s'accomplit pas dans l'unité à laquelle l'homme sera attribué, mais dans des cours spéciaux d'instruction (écoles de recrues).

Les cadres de l'école de recrues ne sont pas non plus permanents. Ils se recrutent parmi les sous-officiers et officiers de la milice. Sont appelés comme sous-officiers les soldats qui viennent d'obtenir le grade de caporal dans une école spéciale de sous-officiers, comme chefs de section les lieutenants brevetés l'année précédente et comme commandants de compagnie les premiers-lieutenants qui ont suivi avec succès certains cours préparatoires (écoles centrales).

Dans les écoles de recrues, les cadres doivent à la fois instruire et s'instruire. Ils sont formés aux fonctions qu'ils auront à exercer dans la milice par des officiers d'instruction, qui sont, eux, des officiers de carrière. Ces officiers instructeurs sont peu nombreux: un officier supérieur qui dirige toute l'école et un officier (major ou capitaine) qui pourvoit à l'instruction de chaque compagnie, batterie ou escadron. Ils n'exercent pas de véritable commandement. Ils règlent et surveillent l'instruction. Ils constituent, avant tout, un personnel d'enseignement.

L'école de recrues terminée, les compagnies sont dissoutes et les soldats versés dans les unités de l'armée. L'école de recrues est de courte durée (65 à 90 jours suivant l'arme). La brièveté du temps consacré à l'instruction constitue sans doute, elle aussi, une caractéristique de l'armée de milices, mais, comme nous l'avons dit, elle n'est pas la caractéristique essentielle.

Une caractéristique plus importante réside dans le fait que la milice suisse n'est pas une formation *sui generis* appelée à seconder, comme c'est le cas pour d'autres troupes miliciennes, une formation permanente affectée à la défense nationale. Elle est seule à pourvoir à la défense du pays.

Ces quelques indications très sommaires font apparaître qu'une armée de milices comme l'armée suisse n'est aucunement apte à l'offensive stratégique sans préparation et instruction ultérieures; elle est incapable d'une offensive brusquée. Il y aurait donc lieu d'encourager autant que possible la formation d'armées nationales de ce type. Ce serait dans l'intérêt de la paix.

A quel régime devrait être soumise l'armée de milices dans la convention future? La question étant de nature plutôt technique, elle devrait être renvoyée à l'examen des commissions techniques. Aussi la délégation suisse propose-t-elle à la Commission générale d'adopter à cet effet une résolution qui pourrait recevoir la teneur suivante:

«La Commission générale, considérant que les armées de milices doivent être soumises à un régime conventionnel qui tienne compte de leurs caractéristiques propres, charge les commissions techniques d'examiner les modalités de ce régime.»

17. Non retrouvé.

223

E 1004 1/337

CONSEIL FÉDÉRAL
Procès-verbal de la séance du 23 décembre 1932

2068. Mesures contre Pacciardi¹

Verbal

M. Le *président* expose que l'agitation antifasciste est entretenue au Tessin par deux Italiens, qui nous causent de sérieux désagréments. L'un, nommé Gunt-scher², est sans papiers et avait été jusqu'ici toléré; la police des étrangers lui a intimé maintenant l'ordre de quitter le territoire suisse, et le ministère public propose de rejeter le recours formé par l'intéressé contre cette décision. Le second agitateur, nommé Pacciardi, est également au bénéfice d'une simple tolérance, mais il a un passeport. Le temps pour lequel la tolérance lui a été accordée venant à expiration, le gouvernement tessinois se proposait de la lui prolonger jusqu'à fin 1936, mais la police des étrangers y a fait opposition. Le ministère public propose de fixer à Pacciardi également un délai pour quitter le territoire suisse. Sans doute les motifs ne manqueraient-ils pas pour ordonner son expulsion pure et simple, car Pacciardi a abusé gravement de l'hospitalité suisse et violé toutes ses promesses. La seule considération qui puisse nous engager à procéder par la voie plus douce du refus de prolongation de la tolérance est qu'en prononçant l'expulsion, nous aurions l'air de rendre service au gouvernement italien, qui poursuit depuis longtemps ce but.

M. le *chef du département de justice et police* montre que si l'on se prononce pour l'expulsion, la décision doit être prise par le conseil. Si, au contraire, on se borne à refuser de prolonger la tolérance, c'est le département qui est compétent, et le conseil ne /se/ prononce qu'en cas de recours. Néanmoins, vu l'importance de l'affaire, le département a tenu à consulter le conseil. S'il recommande la seconde solution, c'est pour des raisons d'ordre politique, afin de pouvoir exercer une pression sur le gouvernement italien. Nous avons échoué, en effet, dans notre plainte contre Firstermacher et consorts, et nous avons dû nous contenter d'expulser les fautifs³. Mais il est indispensable que nous protestions maintenant auprès du gouvernement italien contre les agissements de sa police. Il nous objectera sans doute que nous ne sommes pas en mesure de surveiller les Pacciardi et

1. Cf. n° 204, n. 2.

2. En réalité, R. Gunscher.

3. Cf. n° 205.

Contrairement à la proposition du Ministère public de la Confédération, la Chambre d'accusation du Tribunal fédéral, dans sa décision du 12 décembre 1932, n'avait pas retenu l'application de l'article 39 du Code pénal contre Firstermacher et consorts. Le Conseil fédéral avait décidé de les expulser, lors de sa séance du 16 décembre suivant, sur proposition du Département de Justice et Police du 14 décembre (E 1004 1/337).

autres individus qui trament contre la sûreté de l'Italie. A quoi nous devrons répondre que si le gouvernement italien ne renonce pas à ses procédés de mou-chardage, nous refuserons, de notre côté, de prendre des mesures de rigueur contre Pacciardi et nous nous bornerons à lui interdire le séjour dans les cantons frontières, ce qui nous sera toujours loisible s'il réclame contre le retrait de la tolérance.

M. le *président* déclare qu'il enverra à M. Wagnière des instructions précises sur les représentations à faire au gouvernement italien au sujet de l'affaire Firster-macher. Si l'on nous objecte que nous avons toléré au Tessin un nid d'agitateurs antifascistes, M. Wagnière devra pouvoir répondre, à ce moment, que des mesures ont été prises contre Pacciardi. C'est à ce prix seulement que nous pouvons espérer voir l'Italie renoncer au système détestable pratiqué au Tessin depuis trop longtemps. Mais M. Motta est d'accord sur la procédure envisagée par le département de justice et police, de manière à garder un atout en main.

M. *Minger*, appuyé par MM. *Musy* et *Pilet-Golaz*, inclinerait plutôt à envisager la question au point de vue purement intérieur et, en raison des graves manquements commis à notre égard par Pacciardi, à l'expulser sans autre forme de procès.

M. *Häberlin* déclare que dans la communication qui sera adressée à Pacciardi il ne sera fait aucune allusion à la possibilité d'autoriser le séjour de ce dernier dans les cantons de l'intérieur. Il fait observer en outre que l'expulsion entraînerait des retards, du fait que Pacciardi devrait être préalablement entendu.

Aucun membre du conseil n'insistant pour réclamer cette procédure le conseil, sans opposition, *approuve* l'intention du département de justice et police de retirer la tolérance accordée à Pacciardi.

224

E 2001 (C) 4/176

*Le Chef du Département politique, G. Motta,
au Département I¹ de la Banque nationale suisse*

Copie

L N

Bern, 29. Dezember 1932

Bei den ersten Devisenabkommen (mit Österreich und Ungarn) hatte die Regelung² fast ausschliesslich die Forderungen aus dem gegenseitigen Warenverkehr

1. Ce département est notamment chargé d'étudier les questions intéressant la politique monétaire et en général les problèmes que la loi fédérale sur les banques attribue à la Banque nationale.
 2. En raison de l'augmentation des accords de clearing et de transfert, le Président du Directoire de la Banque nationale, G. Bachmann, propose le 6 décembre 1932 au Département de l'Economie publique la création d'un Office suisse de compensation et de clearing distinct de la Banque nationale, relevant du Département de l'Economie publique, sous la surveillance de la commission des clearings de ce dernier (E 2001 (C) 4/176).

zum Gegenstand, denn auch das im österreichischen Abkommen für den Schuldendienst reservierte Drittel sollte einzig dem österreichischen Staate die Erfüllung seiner Anleihensverpflichtungen gegenüber der Schweiz ermöglichen, und zog weitere schweizerische Finanzforderungen nicht in Berücksichtigung. Diese Sachlage hat sich in letzter Zeit etwas geändert, indem namentlich von Seiten der schweizerischen Banken mit Nachdruck die Forderung erhoben wurde, dass bei den künftigen Verhandlungen über Devisenabkommen auch schweizerische Finanzforderungen in weiterem Sinne in den Kreis der Abmachungen einbezogen werden sollten. Diese Bestrebungen haben das Ergebnis gezeitigt, dass ein Vertreter der Bankiervereinigung zu den internen schweizerischen Vorverhandlungen zugezogen wurde und dass bei den neuern Vertragsentwürfen mit Bulgarien und Rumänien ein Bruchteil der Einzahlungen für die Begleichung von Finanzforderungen in Aussicht genommen wird.

In diesem Zusammenhange liegt uns daran, festzustellen, dass die Schweizerische Bankiervereinigung mit den verschiedenen von ihr ins Leben gerufenen Schutzkomitees gewiss die bedeutendste private schweizerische Organisation zur Wahrung der schweizerischen finanziellen Interessen gegenüber dem Auslande ist, dass ihr hingegen die Kompetenz abgeht, die gesamten schweizerischen Finanzforderungen gegenüber dem Auslande zu vertreten. Es kommt hinzu, dass von Seiten der in der Bankiervereinigung vertretenen Grossbanken offenbar Neigung dafür vorhanden ist, in erster Linie die eigentlichen Bankforderungen in den Clearingverkehr einzubeziehen.

Der Schutz der Gesamtheit der schweizerischen Vermögensinteressen im Ausland und gegenüber dem Ausland ist vielmehr in die Obhut des Politischen Departements gestellt und deshalb erscheint uns unumgänglich, dass unserm Departement die Möglichkeit gegeben wird, dieser Aufgabe auch bei der Vorbereitung und der Durchführung der Devisenvereinbarungen nachzukommen.

Wenn auch das Politische Departement in letzter Zeit von den ausgearbeiteten Vertragsentwürfen Kenntnis erhielt und zur Vernehmlassung eingeladen wurde, so darf doch bezweifelt werden, ob dadurch die vorhandenen Möglichkeiten schweizerischen Vermögensschutzes gegenüber dem Auslande genügend wahrgenommen werden. Wir sind durchaus nicht der Ansicht, dass bei bescheidenen Zahlungsüberschüssen nach Möglichkeit viele Finanzforderungen in den Verrechnungsverkehr aufgenommen werden sollten, aber es will uns doch scheinen, dass anlässlich von Verhandlungen, die allgemein die Regelung des Zahlungsverkehrs zwischen zwei Ländern betreffen, manche Punkte zur Sprache gebracht und auch geregelt werden könnten, die ausserhalb des Gebiets der Warenforderungen und bankgewerblichen Forderungen liegen. Dazu gehören beispielsweise – abgesehen von den Ansprüchen der schweizerischen Inhaber von Anleihenstiteln des betreffenden Staates – Forderungen aus dem Reisenden- und Fremdenverkehr, aus privaten Darlehen, aus Versicherungsleistungen, aus familienrechtlichen Leistungen, Hinterlegung von Prozesskautionen, etc., etc. Es wird sich doch hin und wieder eine Regierung bereit finden, gegenüber solchen Ansprüchen ein gewisses Entgegenkommen zu zeigen, wie dies ja in vielen der von uns behandelten Einzelfälle auch geschehen ist. Dazu braucht, wie gesagt, nicht ein Einzahlungssaldo aus

dem gegenseitigen Handelsverkehr herzuhalten, denn es dürfte erwartet werden, dass selbst solche Staaten, die angeblich über keine Devisenmittel mehr verfügen, mit sich reden lassen werden, denn bisher hat sich gezeigt, dass auch die Regierungen solcher Staaten immer noch Devisenvorräte zum Rückkauf von Staatschuldtiteln an ausländischen Börsen hatten.

Wir gelangen zum Schluss, dass vor allem in der schon heute bestehenden Kommission³, der die Einleitung und Überwachung der Clearingverhandlungen obliegt, auch das Politische Departement vertreten sein sollte und dass von Fall zu Fall zu entscheiden sein wird, inwiefern dessen Beteiligung an den zwischenstaatlichen Verhandlungen angezeigt erscheint.

3. Pour la composition de la commission des clearings, cf. n° 234, n. 5.

L'arrêté fédéral du 2 octobre 1934 (RO, 1934, vol. 50, pp. 779–780) crée l'Office de compensation souhaité par la Banque nationale. La commission des clearings ne fait désormais plus qu'un avec le conseil de direction de l'Office.

225

E 2300 Rom, Archiv-Nr. 33

*Le Ministre de Suisse à Rome, G. Wagnière,
au Chef du Département politique, G. Motta*

RP

Rome, 3 janvier 1933

Le Chef du Gouvernement m'a fait savoir qu'il m'attendrait ce matin à 9 heures au Palais Chigi pour la signature de la convention sur la reconnaissance et l'exécution des décisions judiciaires¹. Nous vous remettons, avec une autre lettre, le texte signé par Mussolini et par votre représentant. Le but de ces lignes est de vous rapporter les propos du Duce.

[...]²

L'entretien s'est porté ensuite sur la situation intérieure en Suisse. C'est, comme vous voyez, un sujet qui intéresse particulièrement mon interlocuteur et sur lequel il est revenu lui-même dans chacun de nos derniers entretiens en se montrant au courant de beaucoup de détails de notre vie publique, mais sans en connaître toutefois tous les rouages.

«Le Grand Conseil de Genève, m'a-t-il dit, a dû subir, dans la première séance qui suivait les tristes incidents³, la lecture d'une protestation de la «Ligue des droits de l'homme», signée de noms étrangers. Le libéralisme peut s'appliquer à un pays où tous les partis agissent dans le cercle de l'Etat, mais du moment qu'un

1. Entrée en vigueur le 6 octobre 1933 (RO, 1933, vol. 49, pp. 820–825). Cf. aussi E 2001 (D) 1/29.

2. Wagnière entretient ensuite Mussolini du cas Widmer, touriste suisse arrêté et détenu en Italie pendant 17 jours. Cf. E 2001 (C) 3/100.

3. Fusillade de Genève du 9 novembre 1932.

parti s'appuie sur l'étranger ou se laisse inspirer par l'étranger, le libéralisme devient inapplicable. L'action de Moscou, à laquelle nous pouvons résister en Italie, étant suffisamment armés pour cela, ne s'exerce pas seulement en Allemagne et en Suisse, mais en Espagne comme le prouvent les troubles récents de Barcelone⁴. Peut-on concevoir une lutte possible par le moyen du libéralisme contre de pareilles menaces tendant à la destruction de l'Etat? Votre constitution, en garantissant la liberté de la presse, vous empêche de vous défendre.»

J'ai répondu que notre constitution, en garantissant cette liberté, donne à l'autorité fédérale le droit de statuer des peines pour réprimer les abus dirigés contre la Confédération ou ses autorités et que, du reste, dans ses articles fondamentaux, notre constitution donne à la Confédération le but d'assurer non seulement l'indépendance contre l'étranger, mais de maintenir l'ordre intérieur.

Le Duce ne s'est pas du tout montré persuadé par ma réponse. Il m'a demandé quels étaient les chefs du parti communiste en Suisse. Je lui en ai nommé quelques-uns et j'ai constaté qu'il connaissait déjà la plupart des noms que je lui ai cités. Il m'a demandé quel métier exerçait M. Grimm avant d'être Conseiller national.⁵

Le Chef du Gouvernement a ajouté que les affaires en Russie allaient de mal en pis, mais que cela pouvait durer encore longtemps pour les raisons qui m'ont été rapportées par le Sénateur Conti et que je vous ai exposées⁶.

«Ce qui rend le communisme redoutable en ce moment, m'a dit le Duce, c'est qu'il compte à sa tête un grand nombre d'intellectuels. En Allemagne, on compte par dizaines de mille les avocats sans travail qui ne risquent rien en fomentant une révolution. Le même phénomène se reproduit ailleurs.»

En somme, le Duce se montre assez préoccupé de la situation générale et paraît s'attendre à de graves événements au cours de cette année. Il m'a exprimé la conviction que la France marchait à une crise qu'elle ne pourrait surmonter que par un «gouvernement d'autorité». Il n'a aucune confiance, ni dans la démocratie, ni dans le libéralisme pour surmonter les difficultés actuelles.

Je compte bien que mon pays saura lui prouver le contraire. Mais j'avoue que, personnellement, j'estime aussi que l'on ne saurait invoquer aucun principe libéral à l'égard d'éléments, étrangers ou intérieurs, qui cherchent à mettre le feu à notre maison commune.

4. Soulèvement populaire du 21 janvier 1932 en Catalogne.

5. Conseiller national de Berne, une des principales figures du Parti socialiste suisse. En 1918, à la tête du Comité d'action d'Olten, Grimm avait été le principal animateur de la grève générale de novembre.

6. Cf. RP de Wagnière du 14 décembre 1932 (E 2300 Rom, Archiv-Nr. 32). Le sénateur E. Conti, financier, revenait d'un voyage en Russie.

226

E 2015 Russlandschweizerbüro / 15

*Association des Suisses de Russie
Procès-verbal de la séance du Comité directeur¹
(Genève, 11 janvier 1933)*

Copie

/.../

Bericht über die Audienz des Präsidenten² bei Herrn Bundesrat Motta.

Durch Schreiben vom 15. November 1932³ hatte der Präsident Herrn Bundesrat Motta auf die Beunruhigung aufmerksam gemacht, welche durch die verschiedenen Versuche, eine kommerzielle Annäherung zwischen Russland und der Schweiz herbeizubringen⁴, in weiten Kreisen der Russland-Geschädigten hervorgerufen worden war, und ihn, in seiner Eigenschaft als Vertreter des Politischen Departements, um eine Audienz ersucht. Dieselbe fand dann am 10. Januar nachmittags statt.

Nachdem der Präsident mündlich nochmals auf diese Beunruhigung hingewiesen hatte, gab Herr Bundesrat Motta in seiner Antwort zunächst eine ausführliche Darstellung der Verhandlungen von dem Momente an, da durch die Bildung einer Genossenschaft der Kompensations-Verkehr zu regeln versucht wurde bis zu den Verhandlungen des Herrn Dir. Stucki mit der Handelsvertretung der U.S.S.R. in Berlin⁵. Die Gründung einer Genossenschaft sei aufgegeben worden, da auf diesem Wege nichts zu erreichen gewesen sei. Die Übernahme einer Aus-

1. Anwesend sind die Herren: Prof.Dr. Töndury, R.Julliard, P.Moerikofer, M.Naef und E.Walch.

Dr.A.Feldscher [*de la Division des Affaires étrangères du Département politique*] und Dr.Ch.Wiedemann als Gäste.

2. *H.Töndury*.

3. *Non retrouvé*.

4. *Cf. n° 221 + A.*

5. *Sur ces négociations cf. PVCF du 23 décembre 1932 (E 1004 1/337):*

/.../

Schliesslich hatte Herr Stucki eine Besprechung mit dem Chef der sovietrussischen Handelsvertretung, Herrn Weizer, die sich strikte auf Kompensationsgeschäfte beschränkte. Das Ergebnis dieser Besprechung ist für einmal das, dass für die ersten drei Monate des Jahres 1933 wir das normale Kontingent der Waren zulassen, die in der entsprechenden Periode des Vorjahres hereingekommen sind. Die russische Handelsvertretung verzichtet darauf, an die Aufgabe von Bestellungen an die schweizerische Industrie besondere Bedingungen zu knüpfen, die auf die Zulassung besonderer Kontingente hinausgingen. Vorbehalten bleiben einzig die Einfuhrbewilligungen, die anlässlich des Kompensationsgeschäftes für Käse erteilt worden sind.

Die russische Handelsvertretung wird Herrn Stucki den Entwurf eines Abkommens übermittein, durch welches der Kompensationsverkehr geregelt werden soll. Besprechungen über ein solches Abkommen werden im Monat Januar fortgesetzt.

Durch die für einmal getroffene Vereinbarung wird die Möglichkeit geschaffen, dass bestimmte Aufträge, die für unsere Maschinenindustrie von Wert sind, erteilt werden können, ohne dass unser Kompensationsverkehr durch unangemessene Konzessionen an Russland geschädigt und erschüttert wird. Aus den Besprechungen geht hervor, dass das Hereinbringen russischer Aufträge in einem gewissen Ausmaße möglich erscheint. /.../

fallgarantie zu Gunsten des Exportes nach Russland sei vom Bundesrat glatt abgelehnt worden⁶. Schliesslich sei der Herr Dir. Stucki zur direkten Fühlungnahme mit der Handelsvertretung ermächtigt worden, da auf anderem Wege eine Organisation des Kompensations-Verkehrs überhaupt nicht ins Auge gefasst werden konnte. Es sei jedoch Herrn Dir. Stucki ausdrücklich verboten worden über irgendwelche politische Fragen oder auch nur über Handelsbeziehungen im allgemeinen zu sprechen. Es sei ihm ausdrücklich erklärt worden, er würde pflichtwidrig handeln, wenn er in irgend einer Weise über die Frage des Kompensations-Verkehrs hinausgehen würde. Über den Inhalt der Besprechung des Herrn Dir. Stucki mit den Sovjets machte Herr Bundesrat Motta keine Mitteilung; erklärte jedoch die Russland-Geschädigten hätten keinerlei Grund zu irgendwelcher Beunruhigung.

Nach dieser Darlegung der Verhältnisse betonte dann Herr Bundesrat Motta, dass er nun freilich der Meinung sei und diese Meinung auch im Bundesrat deutlich zum Ausdruck gebracht habe, dass auf die Dauer es wohl nicht möglich sei, jede Beziehung mit den Soviets abzulehnen, sondern dass eines Tages der Moment kommen werde, wo man sich zur Anerkennung Russlands entschliessen müsse. Wie fern oder wie nah dieser Moment sei, könne man heute noch nicht wissen. Als massgebend für die Entwicklung nannte Herr Bundesrat Motta einerseits die Einstellung der Vereinigten Staaten, andererseits das Verhältnis Russlands zum Völkerbund. Er fuhr dann jedoch weiter: wenn die Frage der Aufnahme der Beziehungen mit Russland akut werde, dann würde er freilich auch die Frage der Wiedergutmachung der Russland-Geschädigten ins Auge fassen. Im Gegensatz zu den Forderungen der kriegsgeschädigten Ausland-Schweizer, die leider juristisch schlecht begründet seien, anerkenne er durchaus, dass für die Revolutions-Geschädigten die juristische Lage eine günstige sei, und dass man ihr Recht auf eine Gutmachung durch den betreffenden Staat nicht wohl bestreiten könne. Wieviel praktisch zu erreichen sei, sei allerdings eine andere Frage und er gebe sich da keinen grossen Illusionen hin, auf jeden Fall werde er jedoch vor jedem entscheidenden Schritte mit den Organen der Genossenschaft Fühlung nehmen. Auf eine Zwischenfrage des Präsidenten, ob er ihn ermächtige dies dem Direktionskomitee mitzuteilen, gab er ausdrücklich die gewünschte Ermächtigung, so dass wir hierauf zählen dürfen. Der Präsident dankte hierauf dem Herrn Bundesrat Motta für seine Mitteilungen und insbesondere auch für das Versprechen rechtzeitiger Fühlungnahme. Er nahm auch von den Ausführungen über die rechtliche Seite der Angelegenheit mit Befriedigung Kenntnis und knüpfte an die Bemerkung betreffend die praktischen Möglichkeiten an um auszuführen, dass je geringer diese Möglichkeiten eingeschätzt würden, die Russland-Geschädigten und die Genossenschaft ein um so grösseres Interesse daran hätten, dass stetsfort darüber gewacht werde, dass in keinem Moment eine Situation geschaffen werde, aus welcher dann kein anderer Ausweg mehr möglich wäre, als die Anerkennung selbst unter Verzicht auf das, was etwa noch für die Russland-Geschädigten er-

6. Cf. n° 221.

reicht werden könnte. Als einen solchen Nexus, in welchem man sich fangen könnte, nannte er die Handelsbeziehungen, als einen zweiten die Rücksichten auf den Völkerbund und schloss mit der Hoffnung, dass auf diesen beiden Gebieten gewacht werde, damit man nicht unversehens vor entscheidende Entschlüsse gestellt werde.

Das Komitee nimmt von diesem Bericht Kenntnis, dankt dem Präsidenten für seine Bemühungen und bittet ihn weiterhin, bei jeder Gelegenheit die Behörden an die von der Genossenschaft vertretenen Interessen zu erinnern⁷.

7. Cf. aussi la déclaration de M. de Stoutz devant l'Assemblée générale de l'Association de secours mutuel et de protection des intérêts suisses en Russie, tenue le 1^{er} avril 1933 au Palais fédéral:

/.../

M. le Ministre de Stoutz, chef de la Division des Affaires Etrangères donne la déclaration suivante:

«J'ai peu de choses à ajouter aux explications données par M. le professeur Töndury /qui vient de rappeler les assurances données par Motta lors de l'entretien du 10 janvier/.

Il convient cependant de souligner que l'assurance donnée par le Chef du Département Politique à M. Töndury et qui a été reproduite dans le rapport de gestion /cf. RG, 1932, p. 50/ en termes si discrètement mesurés, remonte au 10 janvier. Il y était envisagé l'éventualité que les circonstances dussent conduire le Conseil Fédéral à examiner de plus près la question de nos relations politiques avec la Russie. Depuis lors, et surtout ces derniers temps, la politique européenne a, aussi sous l'aspect des relations entre Moscou et d'autres grandes Capitales, évolué dans un sens qui ne nous rapproche guère d'une telle éventualité. Bien au contraire. Rien dans ce que nous voyons se passer entre grandes puissances n'est de nature à faire prévoir ni souhaiter dans l'attitude de politique du Conseil Fédéral vis-à-vis de la Russie le changement auquel est subordonnée la possibilité de faire valoir les réclamations de nos nationaux.

Quant aux pourparlers qui ont eu lieu récemment à Berlin avec la délégation commerciale soviétique et qui sont pour le moment interrompus, ils ne tendent pas à la conclusion d'une convention de commerce proprement dite (qu'exclut notre situation actuelle vis-à-vis de la Russie); ils ne sont qu'une tentative de mettre le volume des achats suisses en Russie plus ou moins en harmonie avec nos ventes à ce pays, car le déséquilibre a été, à cet égard, jusqu'ici par trop excessif. En attendant que ce résultat puisse être obtenu d'un commun accord, nos autorités prennent, pour l'assurer le mieux possible, les mesures unilatérales (de contrôle et de limitation des importations russes) qui s'imposent.

Le gouvernement fédéral n'intervient d'aucune autre manière dans les échanges, dont l'initiative est laissée entièrement aux particuliers, ni dans les paiements: pas question par exemple d'organiser un système de compensation ou de clearing. Il n'existe donc dans l'état actuel des choses, aucune possibilité de prélèvement quelconque en faveur des créances de votre association.

Il n'est donc malheureusement pas possible de faire entrevoir à l'Association, pour une époque déterminée, un moyen de réaliser ses fins: une indemnisation tout au moins partielle des grands dommages subis par ses membres.

Il me paraît par contre presque superflu de souligner la très grande importance que le Gouvernement fédéral attache au devoir que lui créent les torts subis par nos nationaux en Russie et je ne crois pas encourir de désaveu en affirmant, que la question de la reconnaissance de la Russie par la Suisse ne sera jamais posée que conjointement avec celle des moyens d'assurer une réparation suffisante du dommage subi. L'énormité même du dommage et de l'offense doit être pour l'association le sûr garant, sinon du résultat des efforts qui seront tentés par le Conseil Fédéral – le résultat ne dépend malheureusement pas de lui seul – en tout cas du sérieux et de l'intensité de ces efforts.»

/.../ (E 2001 (C) 12/1).

227

E 2001 (C) 3/99

*Le Chef du Département politique, G. Motta,
au Ministre de Suisse à Rome, G. Wagnière*

Copie

L DD

Berne, 16 janvier 1933

Nous avons eu l'honneur de recevoir votre lettre du 10 de ce mois¹ relative à la démarche que nous vous avons prié de faire au sujet des menées d'agents italiens au Tessin et nous vous en remercions. Nous comprenons fort bien, ainsi que nous vous l'avions déjà dit dans notre lettre du 5 de ce mois², la difficulté qui résiderait dans le fait de solliciter, si peu de temps après votre dernière conversation avec M. Mussolini³, une nouvelle audience auprès du Chef du Gouvernement qui ne serait consacrée qu'à un sujet des plus désagréables. Aussi approuvons-nous votre intention de vous adresser à M. Suvich, Sous-Secrétaire d'Etat au Ministère des Affaires étrangères, qui, nous n'en doutons pas, aura soin de renseigner sans délai M. Mussolini sur les griefs que nous sommes obligés de formuler contre la pratique d'espionnage politique instituée et maintenue par la police italienne sur notre territoire. Conformément à votre désir de recevoir de plus amples précisions sur les actes imputés à Firstermacher et consorts⁴, nous avons l'honneur, en complément des indications contenues dans nos lettres des 2 novembre⁵, 15 décembre et 5 janvier⁶, de vous remettre sous ce pli une notice qui est basée sur le rapport soumis au Conseil fédéral par le Département de Justice et Police. Vous trouverez dans cette notice tous les éléments dont il conviendra de faire état à propos de l'affaire Firstermacher. Comme nous l'avons relevé dans notre lettre du 5 janvier, il nous paraît opportun de mentionner, à l'occasion de votre prochaine démarche, aussi les agissements de Bazzi fils, de Francesco Riva et du Professeur Lanzetti⁷, au sujet desquels nous avons correspondu avec vous au début de l'année dernière et à propos desquels votre documentation doit être aussi complète que la nôtre. Vous estimerez, enfin, avec nous qu'il conviendra de rappeler – à cet égard nous nous référerons également à notre lettre du 5 janvier – l'esprit conciliant dont nous avons fait preuve dans l'affaire Ungarelli, Marucci et Zen, qui a surgi en 1930⁸.

La qualification criminelle des actes imputés à Firstermacher et consorts telle qu'elle avait été envisagée par le Parquet fédéral se trouve indiquée dans la déci-

1. *Non reproduit.*

2. *Non reproduit.*

3. Cf. n° 225.

4. Cf. n° 204 et n° 205.

5. Cf. n° 204.

6. *Non reproduit.*

7. *Expulsés de Suisse par le Conseil fédéral le 18 mars 1932 à cause de leur participation à un service d'information policier au Tessin.* Cf. E 2001 (C) 3/99.

8. Cf. n° 9.

sion de la Chambre d'accusation du Tribunal fédéral du 12 décembre 1932, décision qui, par ailleurs, comme vous le savez, n'a pas retenu les conclusions du Ministère public⁹.

Quant à la tactique à suivre lors de votre démarche, nous nous demandons si, en vous priant de remettre d'emblée un aide-mémoire écrit, nous pourrions atteindre plus facilement le but que nous visons et qui consiste à obtenir, dans le plus bref délai possible, l'assurance précise et formelle que le Gouvernement italien renoncera à toute enquête policière sur notre territoire. Connaissant les méthodes des Autorités italiennes, nous craignons, en effet, que l'examen d'un document écrit ne leur fournisse le prétexte d'entrer dans une discussion de détail et de contester des faits que nous considérons comme acquis, en suivant ainsi une ligne de conduite qu'observe aussi la Légation d'Italie à Berne. Nous vous engagerions, dès lors, à donner plutôt lecture à M. Suvich de la notice ci-jointe¹⁰ (en traduction) et à lui assurer qu'il n'y a, à notre sens, pas de discussion possible sur l'exactitude des faits que nous avançons. Au cas seulement où votre interlocuteur vous demanderait expressément de lui confirmer la substance de votre entretien, vous voudrez bien lui adresser un document indiquant, *à titre d'exemple*, les faits les plus flagrants que nous avons dû constater.

Nous sommes aussi amenés à envisager aujourd'hui sous un point de vue légèrement différent la déclaration que vous ferez à propos de l'éloignement de Pacciardi¹¹ de notre territoire. Cet éloignement est désormais un fait certain, Pacciardi ayant reçu l'intimation définitive de quitter notre territoire à la fin du mois de janvier. Nous vous prions cependant de souligner tout spécialement, à propos de la décision prise à l'égard de Pacciardi, que nous nous attendons à ce que notre ferme volonté de ne pas laisser dégénérer une propagande étrangère sur notre territoire soit payée de retour par le Gouvernement italien, qui devra, une fois pour toutes, renoncer à des agissements intolérables de sa police.

P.S.¹² Pacciardi a reçu l'ordre de quitter la Suisse pour la fin du mois. Contre cette décision de la Police fédérale des étrangers, Pacciardi peut *recourir* au Département de Justice et Police. Il le fera certainement, mais nous pensons que le Département susnommé – conformément à l'entente déjà intervenue dans le Conseil fédéral – écartera aussi certainement le recours. La tâche de M. le cons. féd. Häberlin sera facilitée par les déclarations du Gouvernement italien.

9. Cf. n° 205.

10. Non reproduit.

11. Cf. n°s 204 et 223.

12. Remarque dans la marge: de la main de M. Motta.

228

E 7110 1/106

*Proposition du Chef du Département de l'Economie publique,
E. Schulthess, au Conseil fédéral*

Copie

Bern, 18. Januar 1933

Veredlungsverkehr mit dem Vorarlberg. Stickereiabkommen

I.

[...]

Mit Ihrer Einwilligung leitete das Volkswirtschaftsdepartement in enger Fühlungnahme mit den beteiligten Regierungen Verhandlungen zwischen den Interessenten. Die Konferenz fand am 14. Oktober 1932 in St. Gallen statt. Wir schlugen vor, dass für einmal die Exporteure darauf verzichten sollten, den Veredlungsverkehr mit dem Vorarlberg fortzusetzen, wogegen denjenigen, die von dieser Institution Gebrauch gemacht hatten, Stichpreiszuschüsse gegeben würden, um sie für die Ausgabe der Arbeit in der Schweiz, wo diese etwas teurer zu stehen kommt, schadlos zu halten. Im übrigen sollten sofort Verhandlungen mit Österreich eingeleitet werden, um für das ganze Stickereigebiet, das sich auf St. Gallen, Appenzell, einen Teil des Thurgaus und den Vorarlberg erstreckt, einheitliche Stichpreise festzusetzen. Nicht ohne Mühe gelang es, die Zustimmung der Exporteure zu dieser Lösung zu erhalten, und es bestand ursprünglich die Erwartung und Hoffnung, dass bis zum Neujahr eine Abklärung eintreten werde. Der Bundesrat hat, wie Sie sich erinnern, die Zuschüsse an die Stichpreise zu Lasten des Bundes genommen, und es werden die bezüglichen Kosten aus dem Fonds für Arbeitslosenfürsorge gedeckt.

Dieses Verfahren hat sich im grossen und ganzen bewährt. Immerhin drängen nun auch die Exporteure auf eine definitive Lösung der Frage, und es kann nicht geleugnet werden, dass insofern eine gewisse Ungerechtigkeit besteht, als diejenigen, die bisher vom eigentlichen Veredlungsverkehr keinen Gebrauch gemacht haben, keinen Stichpreiszuschuss erhalten. Durch einen jüngsten Antrag an den Bundesrat haben wir um die Ermächtigung ersucht, in besonderen Fällen, wo die Billigkeit es erheischt, auch Zuschüsse an die Stichpreise zu geben, wenn die Voraussetzungen, die bis jetzt strikte gefordert wurden, (bisherige Ausgabe der Arbeit nach dem Vorarlberg) nicht erfüllt sind. Für einmal wurde das Provisorium bis Ende Januar verlängert. Im Oktober wurde eine bestimmte Dauer nicht vorgesehen und vielmehr in Aussicht genommen, dass die vorläufige Regelung bis zum Schlusse der Verhandlungen mit Österreich in Kraft bleiben soll. Allerdings hoffte man dazumal, etwas rascher vorwärts zu kommen.

Die Exporteure erklären nun, über den Monat Januar hinaus das bisherige Verfahren nicht weiter akzeptieren zu wollen. Diese Erklärung braucht indessen nicht tragisch genommen zu werden. Eine Wiederaufnahme des Veredlungsverkehrs unter den früher bestehenden Verhältnissen würde zu einer ausserordentli-

chen Spannung der Lage führen, deren Verantwortung zu übernehmen die Exporteure kaum geneigt sein dürften.

II.

Die Verhandlungen haben bis jetzt kein befriedigendes und abschliessendes Resultat ergeben. Österreich erklärte, sich für einmal nur auf offiziöse Besprechungen einlassen zu wollen, die zwischen den Vertretern der Interessentengruppen stattzufinden hätten. Wir bezeichneten als offiziösen Unterhändler Herrn Nationalrat B. Pfister, der die Lohnsticker und Exporteure, sowie die Stickerei-Treuhand-Genossenschaft konsultierte und deren Vertreter teilweise zu den Verhandlungen als Experten herbeizog. Auf österreichischer Seite verhandelte Herr Dr. Karrer, Vorsitzender des vorarlbergischen Stickereiförderungsausschusses, der auch seinerseits in Kontakt mit den Interessentengruppen blieb.

[...]¹

Unter solchen Umständen werden die offiziösen Verhandlungen zwischen den Interessenten zu keinem Resultate führen. Das scheint auch der Eindruck des Herrn Dr. Karrer, des vorarlbergischen Vertreters, zu sein, der soeben sein Mandat als Vorsitzender des dortigen Stickereiförderungsausschusses in die Hände des Landeshauptmanns Dr. Otto Ender zurückgegeben hat. Diese Tatsache sei, wie man Herrn Nationalrat Pfister sagt, auf die grundsätzlich divergierenden Auffassungen der verschiedenen Gruppen der vorarlbergischen Stickereiindustrie zurückzuführen. Herr Nationalrat Pfister ist der Auffassung, dass gerade durch diese Demission auch illustriert werde, dass selbst Herr Karrer den Eindruck habe, dass es im Gegensatz zu den schweizerischen Interessenten im Vorarlberg am guten Willen fehle, zu einer vernünftigen Übereinkunft zu gelangen.

Herr Nationalrat Pfister ist unter solchen Verhältnissen nun auch der Ansicht, dass die offiziösen Besprechungen nicht weitergeführt werden können und dass man so rasch wie möglich zu offiziellen Verhandlungen kommen müsse. Wir möchten nochmals betonen, dass die Schweiz für die bisher eingetretene Verzögerung nicht verantwortlich ist und dass diese im wesentlichen auf das zögernde Verhalten, ja vielleicht sogar auf eine Verschleppungstaktik vorarlbergischer Kreise zurückzuführen ist.

[...]

III.

Ziel der Verhandlungen mit Österreich muss der Abschluss eines Abkommens sein, das geeignet ist, der Stickereiindustrie der beiden Länder eine gewisse Sanierung zu bringen.

1. Die Erfahrungen haben gezeigt, dass die Festsetzung halbwegs erträglicher Stichpreise durch das Vorhandensein überzähliger und unbeschäftigter Maschinen erschwert wird. Von dieser Erwägung ausgehend wurde im jüngsten Bundesbeschluss über die Hilfeleistung für die schweizerische Schifflohnstickerei vorgesehen, dass die bereits früher eingeleitete Demolierungsaktion für Stickerei-

1. En ce qui concerne les prix, le désaccord est total.

maschinen weiter fortgeführt werde². In der Schweiz sind heute noch ca. 1600 Schiffstickmaschinen vorhanden, der Rest eines Bestandes, der sich früher auf über 5000 Stück belief. Im Vorarlberg befinden sich zurzeit ca. 900 Maschinen, wovon ein erheblicher Teil zu billigen Preisen aus der Schweiz bezogen wurde.

Die Durchführung einer Demolierungsaktion in der Schweiz, die vom Standpunkt einer Krisenhilfe und der Gründung des Krisenfonds aus notwendig erscheint, würde jedoch nach und nach die schweizerische Stickereiindustrie gegenüber der vorarlbergischen in eine zahlenmässige Inferiorität versetzen. Dies muss verhindert werden, weil das Schwergewicht der Stickereiindustrie in der Schweiz verbleiben muss, wenn die Führung dieser Industrie auch weiter ihren Sitz in St. Gallen haben soll. Anderseits sprechen aber im Vorarlberg die gleichen Gründe wie bei uns für eine Reduktion des noch vorhandenen Maschinenparkes. Wenn hüben und drüben die Zahl der leerstehenden Maschinen abnimmt, das Angebot für Übernahme der Arbeit somit weniger dringend wird, so lassen sich eher gewisse Stichpreise halten und es sind auch die Leistungen des Krisenfonds, die an Inhaber von stillstehenden Maschinen zu machen sind, geringere. Auch im Vorarlberg besteht die Neigung, eine Demolierungsaktion einzuleiten bzw. eine solche fortzusetzen. Dieser Lösung sind nicht nur die vorarlbergischen Interessentenkreise, vorab Landeshauptmann Ender wohlgesinnt, sondern man verschliesst sich dieser Notwendigkeit selbst in Wien nicht. Dagegen besteht eine Schwierigkeit hinsichtlich der erforderlichen Mittel.

In der Schweiz wird eine demolierte Maschine durchschnittlich mit ca. 2000 Franken entschädigt. Es würde also möglich sein, mit einer Million weitere 500 Maschinen entweder zu demolieren oder aufzukaufen. Die Kompetenz, eine solche Aktion einzuleiten, besitzt der Bundesrat zweifellos für das schweizerische Gebiet, und die nötigen Kredite sind ihm wie bereits erwähnt dafür erteilt.

Was nun das Vorarlberg betrifft, so scheint man in Wien zu erwarten, und in manchen Kreisen direkt zu erhoffen, dass die Schweiz an die Genehmigung ihres Anteils an der österreichischen Anleihe die Bedingung knüpfe, dass ein gewisser Teil davon für die Durchführung der Demolierungsaktion verwendet werden soll.
/.../

Es ist zweifellos, dass die für unsere Interessen und die Sanierung der Stickereiindustrie so notwendige Demolierungsaktion im Vorarlberg nur durchgeführt wird, wenn auf irgend eine Art und Weise die Schweiz die nötigen Mittel zur Verfügung stellt. Wir glauben, dass der Bund in dieser Beziehung Österreich entgegenkommen sollte, denn diese Art der Sanierung ist zweifellos die billigste. Mit nicht einmal 1 Million Schweizerfranken könnte die Hälfte der im Vorarlberg noch vorhandenen Schifflimaschinen aufgekauft und eventuell demoliert werden.

Die Gewährung der Hilfe ist auf zwei Arten denkbar. Entweder würde der Bund an die Gewährung seiner Finanzhilfe die Bedingung knüpfen, dass ein gewisser Betrag hievon für den Aufkauf und die Zerstörung von Schifflimaschinen

2. Cf. arrêté du 23 décembre 1932 (RO, 1932, vol. 48, pp. 856–858). La mise hors service définitive de métiers à broder s'est poursuivie, avec l'aide de la Confédération, depuis 1923.

im Vorarlberg zu verwenden sei. Vielleicht noch angemessener erschiene indessen eine andere Variante. Die Diskussion im Bundesrat hat gezeigt, dass für den Fall der grundsätzlichen Genehmigung der österreichischen Anleihe eine erhebliche Reduktion des der Schweiz zugeteilten Betrages in Aussicht zu nehmen sei. Man könnte nun in dieser Reduktion noch etwas weiter gehen und dann anderseits in dem Staatsvertrag über die Sanierung der Stickereiindustrie Österreich eine gewisse Summe, vielleicht 1½–2 Millionen Schilling, zu einem niedrigen Zinsfuss zur Verfügung stellen unter der Bedingung, dass ein solcher Betrag für die Demolierung und eventuell für die Unterstützung des vorarlbergischen Krisenfonds, der eine ähnliche Organisation wie die jüngst bei uns ins Leben gerufene darstellt, verwendet würde. Diese Lösung hätte den Vorteil, dass man sich gleichzeitig mit Rücksicht auf die Finanzierung der Aktion durch den Bund gewisse Kompetenzen über die Beaufsichtigung der ganzen Aktion vorbehalten könnte. Wir möchten hinsichtlich dieses Vorgehens heute noch keine bestimmte Ansicht äussern, neigen aber unsererseits zu der zweiten soeben entwickelten Lösung.

[...]³

V.

[...]

Ein Abkommen über die Sanierung der Stickereiindustrie ist dringend notwendig, wenn diese nicht vollständig zugrunde gerichtet und wenn nicht eine grosse Zahl von Existenz weiter vernichtet werden soll. Unsere Vorschläge bringen dem Bunde keine starke Belastung und erlauben nach unserer Überzeugung eine rationelle Lösung.

Der Bundesrat hat wiederholt den Beschluss über die Teilnahme der Schweiz an der österreichischen Anleihe verschoben. Diese Stellungnahme wurde in der beteiligten Landesgegend lebhaft begrüsst. Unseres Erachtens kann von dieser Haltung nicht abgegangen werden, ohne dass unsere Stellung gegenüber Österreich bedeutend geschwächt würde. Man würde es in der Ostschweiz als einen Schuss in den Rücken betrachten und dem Bundesrat vorwerfen, dass er eine Waffe aus der Hand gebe, wenn er im jetzigen Zeitpunkt einen positiven Entscheid fällen würde. An der Verzögerung tragen wir nicht die Schuld. Wir wären in der Lage gewesen, die Verhandlungen rascher zu fördern und sie auch schon früher offiziell zu gestalten. Österreich hat sich also den Aufschub der schweizerischen Entscheidung über die Anleihensache ganz allein zuzuschreiben. Es wird übrigens das Geld auch etwas später noch brauchen können, und die Verschiebung wird um so weniger störend wirken, als ja der Bundesrat entschlossen ist, sich nicht schlechthin dem Vorgehen der andern Mächte anzuschliessen, sondern, wie es früher geschehen, Österreich direkt einen Vorschuss zu machen, statt einen Teil der Anleihe zu garantieren.

Wir bitten also den Bundesrat, seine frühere Stellungnahme aufrechtzuerhalten

3. La proposition énumère ensuite les points à négocier: engagement réciproque de ne pas mettre en service pendant une durée déterminée de nouvelles machines à navette, accord sur les prix et la durée du travail, protection des modèles.

und den Entscheid über die Anleihe zu verschieben. Geschieht dies, so werden wohl die hier besprochenen Wirtschaftsverhandlungen um so rascher einem Abschluss entgegengeführt werden können⁴.

4. *Le traité sur l'assainissement de l'industrie de la broderie est signé le 18 mars 1933 à Berne (Message du Conseil fédéral du 22 mars 1933, FF, 1933, I, pp. 536–574). Il entre en vigueur le 1^{er} avril (Arrêté du 31 mars 1933, RO, 1933, vol. 49, pp. 185–205), bien que les instruments de ratification n'aient pu être échangés à cette date (PVCF du 7 avril 1933 E 1004 1/339).*

229

E 2, Archiv-Nr. 1730

*Le Ministre de Suisse à Paris, A. Dunant,
au Chef du Département politique, G. Motta¹*

L
Affaire des zones

Paris, 18 janvier 1933

[...]

Malgré ce que m'avait annoncé M. de Laboulaye², je ne parviens pas à discerner le «succès» que, dans sa pensée, nous obtenons³.

Notre suggestion tendant à un entretien privé Logoz⁴–Basdevant⁵ n'est pas retenue.

Par contre, le Quai d'Orsay ne voit pas d'inconvénient à ce que des échanges de vues aient lieu entre des délégués des deux Gouvernements aux fins «d'étudier les dispositions que le Gouvernement fédéral compte prendre pour les franchises des zones».

Toutefois, le Cabinet de Paris souhaite de connaître auparavant vos propositions sur la manière dont vous entendez réaliser en faveur des zones un régime plus libéral que par le passé⁶.

Vous remarquerez que le Quai d'Orsay n'est pas sympathique à une conversation portant sur la question de la limite des zones. Quant à l'application de la sentence de La Haye, le Gouvernement français confirme son intention de retirer sa douane pour le 1^{er} janvier prochain et il se déclare disposé à examiner la possibilité (que vous avez fait offrir le 22 avril 1932)⁷ de recourir à la procédure d'experts.

1. En annexe, une note, non reproduite, que le Gouvernement français adresse au Conseil fédéral.

2. Directeur-adjoint des affaires politiques et commerciales au Ministère des Affaires étrangères.

3. Remarque marginale de G. Motta: En effet! On dirait que la note a été dictée par M. de Marcilly. 19. 1. 33.

4. Agent de la Confédération dans l'affaire des zones.

5. Agent du Gouvernement français dans l'affaire des zones.

6. Remarque marginale de G. Motta: Il y a cependant une amélioration en ceci que le Gouv. français ne demande pas un véritable projet.

7. Cf. n° 160.

En somme, sachant par son Ambassadeur à Berne et par son Consul Général à Genève qu'en Suisse les opinions sont divisées, le Gouvernement français abat ses cartes sur table et demande à connaître nos propositions; parviendriez-vous à mettre d'accord le Comité Pictet⁸, le Conseil d'Etat Genevois, la Chambre de Commerce de Genève, le Secrétariat de l'Union des Paysans, le Département fédéral de l'Economie Publique, les cantons de Vaud et du Valais; au surplus, il n'est pas impossible que les loges maçonniques de Saint-Julien et autres lieux aient exercé et continuent à exercer une certaine influence sur celles de Genève⁹.

8. Association pour le maintien des zones franches de 1815 et 1816.

9. Remarque marginale de G. Motta:?

230

E 2001 (C) 3/171

*Le Ministre de Suisse à Istanbul, H. Martin,
au Chef de la Division du Commerce
du Département de l'Economie publique, W. Stucki*

Copie
L N° 1169

Ankara, 20 janvier 1933

J'ai l'honneur de porter à votre connaissance que, en raison de son départ imminent en voyage d'études avec le Président de la République j'ai, dès mon arrivée dans la capitale, sollicité une audience de S. E. Celal Bey, Ministre Turc de l'Economie Nationale. Cette audience m'a été accordée le 14 janvier. Mon but était de l'intéresser à l'amélioration des importations turco-suisses¹ et d'attirer son attention sur le régime libéral que la Suisse accorde aux marchandises turques, alors que les marchandises suisses en Turquie souffrent de mille et une entraves. J'ai exposé que je désirais connaître sa position à cet égard avant de vous rendre prochainement visite à Berne.

Conformément à votre lettre du 14 décembre², je n'ai pas caché au Ministre que votre Département n'était pas content des nombreuses prohibitions et des contingentements insuffisants qui frappent nos marchandises. La Suisse estimait qu'il était indispensable de sortir de cette situation pénible. Je lui ai rappelé qu'il était nécessaire, pour envisager l'ensemble du problème des échanges, d'accepter les chiffres des statistiques suisses. Pour sortir de l'impasse, les marchandises que la Suisse achète en port-franc à l'étranger, mais dont le coût est en définitive couvert par de l'argent suisse qui revient finalement aux exportateurs turcs devraient être déterminées. Pour y parvenir, il y aurait lieu d'examiner un moyen de preuve dont le Gouvernement Turc devrait se contenter. J'esquissai alors de ma propre

1. Cf. n° 212.

2. Non retrouvé.

initiative et sans vous engager, le système de certificats de ports-francs, qui m'avait été préconisé par M. Cohen, de la maison suisse exportatrice de tabac Hermann Spierer & Cie. (Voir mon rapport du 7 janvier N° 1154)³. Le Ministre l'a trouvé intéressant et a paru s'y rallier. Mais peut-être connaissez-vous un moyen plus simple dont vous me ferez part lors de notre prochaine entrevue.

J'ai vivement souligné le fait que la balance commerciale turco-suisse était en faveur de la Turquie, et que la Turquie faisait erreur en croyant le contraire. Je demandai au Ministre si, dans un arrangement de compensation, et éventuellement de clearing, celui-ci pourrait porter non seulement sur les marchandises contingentées, mais aussi sur les prohibées. Il me répondit que cela dépendrait de l'arrangement qui se ferait, selon la formule chère au Gouvernement Turc «sur la base de la réciprocité». En principe, dit-il, l'arrangement peut porter sur des marchandises prohibées. Sous réserve que les industries nationales turques restent protégées. A l'arrangement serait jointe une liste des articles qui intéressent les deux pays et sur lesquels porterait l'accord.

Le Ministre fit alors allusion à l'arrangement helvético-bulgare (du 8 avril 1932)⁴, qui autorise en Suisse l'importation d'œufs, et accorde à titre de compensation des facilités douanières en Bulgarie pour nos montres, nos textiles et nos tresses de paille.

Dans le cas où un arrangement turco-suisse serait réalisé, le Ministre préférerait qu'il fût conclu pour une année. Il espère trouver une formule pour la question des statistiques. La difficulté, dit-il, se trouve dans le fait que les pays qui possèdent des ports-francs réclament en leur faveur dans leurs statistiques les marchandises arrivées dans leurs ports mais achetées par d'autres pays. (J'ai consulté à cet égard le Chargé d'Affaires d'Allemagne qui dément cette information et affirme que l'Allemagne n'a jamais émis cette prétention).

J'exposai au Ministre que selon le bruit qui courait, la Turquie ne voulait conclure des accords que sur la balance des paiements et non sur la balance commerciale. Je lui fis remarquer que cette prétention ne me paraissait nullement justifiée et qu'en fait elle constituait une pénalisation contre les pays qui avaient investi des fonds pour le développement de la Turquie. Il me répondit qu'en effet le Gouvernement Turc se basait sur la balance des paiements, mais que cela n'empêchait pas les devises de sortir de Turquie. Cette disposition ne devrait pas trop nous effrayer, attendu que les relations turco-suisses au point de vue de la balance des paiements n'étaient pas si considérables.

Le Ministre termina la conversation en exprimant l'espoir que nos deux pays réussiraient à trouver un terrain d'entente et il m'assura enfin que les prochaines listes de contingentement (à paraître vers la fin février) révéleraient déjà un régime plus libéral.

A la suite de cette entrevue, je fus reçu par le Ministre des Affaires Etrangères auquel je fis part, avec énergie, des mêmes doléances et des mêmes arguments, en lui rappelant votre mécontentement de voir un si grand nombre de produits suis-

3. Non reproduit. Cf. E 7110 1/125.

4. Cf. FF, 1932, I, pp. 988-990.

ses prohibés ou trop fortement contingentés, alors qu'en Suisse les tapis seuls étaient soumis au contingentement et bénéficiaient de nombreux permis hors contingent. Je renouvelai mes explications sur les statistiques et nos achats en ports-francs.

Tewfik Rüstü Bey me dit que, si je puis m'exprimer ainsi, la Turquie préférerait ne pas mettre tous ses œufs dans le même panier, pour ne pas être soumise à la pression des gros pays acheteurs comme l'Allemagne et l'Italie. Une meilleure répartition lui semblait donc équitable et c'était là un sujet qu'il pourrait présenter à l'étude de la Conférence Economique Mondiale⁵. Bien que Tewfik Rüstü s'intéresse rarement aux affaires commerciales, mes arguments ont cependant paru le frapper, de sorte qu'il s'offrit, s'il ne rencontrait pas M. le Directeur Stucki à Genève, d'aller le voir à Berne pour l'entretenir de cette importante affaire. Cette offre m'a été agréable, et je ne doute pas que vous l'acceptiez. Comme Tewfik Rüstü est très occupé à Genève et qu'il n'y reste pas longtemps, je vous suggère d'entrer en relation avec lui pour fixer cette entrevue. Comme je compte être moi-même à Genève vers le 5 février, et à Berne autour du 10, peut-être envisagerez-vous la possibilité que cette conférence se fasse en ma présence, de sorte que dans la suite des négociations éventuelles aucun de vos arguments et aucune des réponses de Tewfik Rüstü ne me sorte de la mémoire. Je vous rappelle à ce sujet que le Ministre des Affaires Etrangères ne connaît pas la technique commerciale, de sorte qu'il passe facilement sur les difficultés d'application ou de chiffres. Cependant, j'ai pu constater que chaque fois que je me suis entretenu avec le Ministre de l'Economie Nationale, ce dernier avait tenu au courant le Ministre des Affaires Etrangères de nos conversations. J'en infère qu'à son retour, il lui parlera de l'entretien que vous aurez avec lui, et qu'il pourra être un élément utile lorsque le sujet sera présenté au Conseil des Ministres. Tewfik Rüstü peut donc nous être utile en rapportant à Ankara l'état d'esprit qu'il aura trouvé à Berne, ce qui déblayera mon champ et me facilitera la tâche lors de mon retour à Ankara en avril. Vu les dispositions conciliantes dans lesquelles se trouvaient les deux Ministres, je n'ai pas cru prudent de suggérer d'ores et déjà l'idée de représailles bien que, comme je vous l'ai déjà dit à diverses reprises, j'ais très vivement insisté sur les soucis que causait au Gouvernement fédéral le quasi étouffement du commerce suisse en Turquie. Peut-être pourriez-vous déjà, pour que le circuit soit complet, faire venir Cemal Hüsnü Bey⁶ et lui faire connaître vos vues. Enfin, si M. le Conseiller Fédéral Motta, qui voit souvent Tewfik Rüstü à Genève, voulait bien pousser à la roue dans le même sens, notre avenir commercial en serait sans doute facilité. Je suis d'avis que toutes ces pressions légitimes éclairciront la situation pendant la période de mon congé et créeront pour le printemps une atmosphère qui, avec le temps, portera ses fruits.

Afin de ne pas, comme disent les Anglais, «leave any stone unturned», j'ai entrepris ce matin sur la même question le Sous-Secrétaire d'Etat Numan Bey, Ministre Plénipotentiaire, qui est très influent et connaît très bien la Suisse (il a été

5. Ouverte à Londres le 12 juin suivant.

6. Ministre de Turquie à Berne.

20 JANVIER 1933

sept ans à la Légation de Berne, et avait même épousé une de nos compatriotes). Il m'a également confirmé que les négociations en cours se faisaient sur la base de la balance des paiements. (C'est du reste la raison pour laquelle elles marchent si lentement.) Ces négociations ont lieu avec l'Autriche, la Hongrie, la Tchécoslovaquie, la Grèce et le Brésil. A ma remarque que la Turquie pénalisait ainsi les investissements de fonds étrangers, Numan Bey me répondit qu'il ne voyait pas d'autre moyen pour se débarrasser de sept millions de livres sterling annuelles d'excédent d'importation de devises.

Enfin, dans le but de me rendre compte dans quelle mesure cette question de la balance des paiements nous affecterait, j'ai chargé M. le Conseiller de Légation Brunner à Istanbul de faire une enquête auprès des personnes suivantes: a) M. Emile Hodler (Suisse) Directeur de la Banque Ottomane; b) M. Pfister (Suisse), de la maison Burkhard Gantenbein, c) le Dr. Priess (Allemand), Directeur des Brasseries Bomonti; d) M. Cohen, administrateur-délégué de la maison suisse de tabacs, Hermann Spierer.

Vous voudrez bien trouver sous ce pli le rapport⁷ très détaillé que je reçois à l'instant de mon collaborateur, et dont il résulte que la Suisse ne risquerait pas de grands dangers par l'adoption du système de la balance des paiements. Comme cette question est très technique, je tiens tout d'abord à connaître vos explications avant de commenter ce rapport. Selon, M. Cohen, un arrangement de clearing devrait être joint à un arrangement de compensation, ou combiné avec lui, de façon à ce que l'augmentation du volume des échanges ne soit pas entravée par la question des devises.

7. Cf. l'annexe au présent document.

ANNEXE

E 2001 (C) 3/171

Investissements suisses en Turquie⁸

Copie

No

Istanbul, 18 janvier 1933

En réponse à votre notice relative à l'enquête sur l'argent suisse investi en Turquie, je vous informe de ce qui m'a été dit par MM. Hodler, Pfister et Priess:

1. *Chemin de fer d'Anatolie:* La Banque pour les Chemins de Fer Orientaux à Zurich détenait un portefeuille contenant des actions et obligations du Chemin de fer d'Anatolie, du Port de Haydar-pacha, etc. Ce portefeuille a été vendu au Gouvernement Turc en 1928 pour la somme de 46 millions de francs suisses. Les $\frac{4}{5}$ de cette somme sont déjà payés et le montant restant sera réglé dans le courant de cette année. Cette différence n'entrera jamais en ligne de compte pour une compensation, étant donné que la contrevalue a déjà été remise au Gouvernement Turc en forme d'actions et obligations. Ce qui se trouve actuellement encore en possession de personnes privées en Suisse

8. Notice rédigée par le Conseiller de légation A. Brunner et destinée au Ministre Martin.

comme obligations des chemins de fer orientaux, ne pourrait être établi que par le Crédit Suisse en Suisse, qui fonctionne pour le service de ces coupons comme établissement de paiement.

M. Hodler ne croit pas qu'il s'agisse en l'espèce d'une somme importante, car la Suisse s'est débarrassée depuis quelque temps déjà de ces valeurs.

2. *Dette Ottomane.* A été réduite en 1928 à 62% et d'après le dernier accord à 10%. Il peut donc rester aujourd'hui encore dans les mains des créateurs suisses, une somme d'environ 2 millions de francs suisses s'il n'y a pas eu d'autres transferts entretemps.

3. *Les Sociétés d'Assurance suisses établies en Turquie ont fortune déclarée comme suit:*

«La Suisse»	<i>Ltqs. 100000.-</i>
«La Fédérale».	<i>Ltqs. 100000.-</i>
«La Nationale»	<i>Ltqs. 75000.-</i>
«La Neuchâteloise»	<i>Ltqs. 75000.-</i>
«L'Helvetia»	<i>Ltqs. 75000.-</i>

Cette fortune leur rapporte comme intérêts 4 à 4½%.

L'année dernière toutes les sociétés ont perdu. Aucun bénéfice n'a pu être réalisé. P. Pfister estime que pendant les bonnes années, le bénéfice de toutes les sociétés ensemble ne pourrait jamais dépasser 12 000 livres turques. En ce qui concerne la «Réassurance», M. Pfister m'a dit que seule Zurich pourrait nous renseigner sur les bénéfices réalisés sur les fonds investis dans la Réassurance turque. Il croit que c'est très peu de chose.

4. *M. Priess* m'a prié de vouloir bien considérer comme *très confidentielle* la communication qu'il m'a faite au sujet des coupons payés en Suisse. Ce montant serait de 300 000 francs suisses par an, mais il ne voudrait pas qu'on connaisse cette somme ici et qu'on en fasse mention dans des délibérations éventuelles.

5. *Les deux maisons Hochstrasser:* J.J. Hochstrasser est une société limitée établie en Turquie; elle a une fortune déclarée de 200 000 livres turques. Comme vous le savez, cette maison a eu de grandes difficultés financières, il y a un an, et si en ce moment la Banque Ottomane avait retiré son crédit, elle aurait fait faillite. L'année dernière cette société a donc travaillé avec pertes.

Hodler ne croit guère que les Hochstrasser en temps normal réalisent des gains qu'ils pourraient placer en Suisse.

En ce qui concerne la maison Hochstrasser & Cie, le siège central se trouve à Küsnacht et les agences en Turquie ne sont que des succursales.

Enfin, j'ai pu parler avec Cohen, qui m'a dit que la maison Spierer en Turquie n'est qu'une succursale de la maison à Trieste. La maison qui a son siège en Suisse est une «Holding» et les coupons qui sont payés là ne proviennent pas des gains réalisés en Turquie. Il est en principe contre un arrangement sur la base de la balance des paiements. Même si les montants ne sont pas énormes, qui pourraient être affectés par cet arrangement, le principe lui-même constituerait un handicap pour tout placement de l'argent suisse en Turquie. D'autre part, il est naturel que l'argent turc investi en Suisse dans des entreprises etc., est minime, tandis qu'il est persuadé que beaucoup de privés ont remis des sommes importantes aux banques suisses. Ensuite du secret bancaire ces sommes seraient insaisissables et le résultat agraverait encore la situation du commerce suisse.

231

E 2001 (C) 3/46

*Le Consul général et Chargé d'affaires de Suisse en Chine,
E. Lardy, au Chef du Département politique, G. Motta*

RP N° 1 AT

Shanghai, 24 janvier 1933

Ainsi que j'ai eu l'honneur de vous le télégraphier, c'est le 9 de ce mois qu'a eu lieu, à Nankin, la remise de mes lettres de créance¹ au Ministre des Affaires Etrangères, M. Lo Wen-kan. Vos instructions du 19 novembre dernier², auxquelles ces lettres étaient annexées, me sont parvenues le 28 décembre seulement. Après une prise de contact avec le bureau à Shanghai du Ministère des Affaires Etrangères, j'adressai à M. Lo Wen-kan le 3 janvier, par l'entremise de ce bureau, la lettre dont copie ci-jointe dans laquelle j'annonçais ma nomination et sollicitais une audience. Avec une promptitude exceptionnelle en Chine, je fus avisé télégraphiquement, le samedi 7, que M. Lo me recevrait le surlendemain, à 11 heures.

A la gare de Nankin, où j'arrivai le 9 au matin, je trouvai M. Hoo Che-shy, du service du protocole; M. Hoo est le frère du Chargé d'Affaires de Chine à Berne. Escorté d'abord à l'hôtel, j'y fus recherché deux heures après, toujours par M. Hoo, et conduit au Ministère. M. Lo Wen-kan me reçut seul, en costume traditionnel chinois, mais sans aucun cérémonial particulier. Je lui répétai, en termes analogues à ceux de ma lettre du 3 janvier mais en anglais, ma satisfaction d'être le premier appelé à représenter mon Gouvernement auprès du Gouvernement chinois, et mon désir de faire ce qui dépendrait de moi pour développer et resserrer les relations des deux pays. M. Lo, après quelques paroles aimables au sujet de ma personne, me dit qu'il appréciait le geste du Gouvernement Suisse et qu'il était particulièrement reconnaissant au Conseil Fédéral de s'y être décidé dans le moment actuel, où la Chine estimait doublement les preuves d'amitié. Il me parla des relations intellectuelles des deux pays, des modèles que représentent, pour la Chine moderne, nos institutions, notre législation; puis nous discutâmes des échanges commerciaux, compliqués par la crise et par les barrières douanières. J'insistai sur l'immense marché que la Chine pouvait et devait devenir, le jour où les nouvelles voies de communication, routières et aériennes, seraient établies et où le pouvoir d'achat de l'immense population commencerait à augmenter; je citai, à ce propos, l'expérience tentée par les «Laminoirs chinois d'aluminium S.A.», la première grande fabrique suisse en Chine, visant à procurer à la masse des objets manufacturés à bon marché.

J'arrivais à Nankin au moment aigu de l'affaire de Shanhaikuan³. Mis sur ce sujet, M. Lo fut, bien entendu, très net dans son appréciation qu'il ne s'agissait nul-

1. Cf. n° 161, n. 8.

2. Non reproduit.

3. Cette ville d'une grande importance stratégique est située à l'extrémité de la Grande Muraille, entre Pékin et Moukden; elle est occupée par les troupes japonaises le 3 janvier 1932.

lement d'un incident local, mais bien d'une opération prémeditée et ordonnée par le haut commandement. Les Japonais visaient à l'occupation du Jehol et la décision prise par le Comité Central exécutif chinois de ne pas abandonner cette province sans coup férir, l'envoi consécutif par Chang Hsue-liang⁴ de renforts dans le nord, avaient précipité la crise. Par l'occupation de Shanhaikuan et des passes plus à l'ouest, les Japonais cherchaient à atteindre les défenseurs du Jehol dans leurs communications, en même temps qu'à s'assurer une clef de position d'où ils pourraient menacer, au besoin, même le sud. Tientsin et Pékin étaient-ils en danger? M. Lo se refusa, à cet égard, à risquer des pronostics, sans toutefois nier le danger; l'attitude de la Chine étant défensive, l'avenir, à cet égard, dépendrait des décisions de Tokyo. Mais, en tout cas, on résisterait, même si l'infériorité technique des troupes rendait la résistance sans espoir et si cette résistance devait aboutir à une extension de l'invasion; il y allait de l'honneur de la nation. De fait, je pus assister, le même jour encore, au départ d'un contingent; pauvres soldats dont les pantoufles de feutre ou les sandales de paille enfonçaient dans la neige; les heureux portaient des galoches sur leurs pieds nus. Beaucoup avaient un parapluie sur leur sac! D'après les renseignements que j'eus de bonne source, il ne s'agissait pas d'un départ pour le nord, mais simplement de garnisonner les forts du Yangtze, en vue d'une démonstration navale japonaise éventuelle ou plutôt, selon d'autres, pour ne pas laisser trop visiblement les troupes locales dans l'inaction. J'appris que, par ailleurs, des renforts avaient été acheminés directement de Hankow en direction de Pékin.

J'abordai également, avec discrétion, la question de la reprise des relations avec les Soviets. M. Lo s'appliqua à me rassurer sur les conséquences de la mesure au point de vue de l'ordre intérieur; il affirma que l'établissement de relations officielles, loin de faciliter l'action de propagande, obligerait au contraire le Gouvernement soviétique à plus de discréption. En tout cas, l'attitude du Gouvernement à l'égard des soulèvements communistes demeurerait inchangée et la répression continuerait. J'ai noté cette opinion officielle qui n'est pas partagée par toute la presse.

Conduit, dans l'après-midi, au Mausolée de Sun Yat-sen, père de la République Chinoise, honoré d'un véritable culte, j'y déposai une couronne, selon l'usage, après avoir gravi, en compagnie du représentant du Protocole et suivi de mon domestique chinois, les quatre cents marches d'accès.

Je consacrai la journée du lendemain au dépôt de cartes dans les différents ministères. Les bâtiments publics, certains tout neufs, d'autres en construction, de même que les larges routes, neuves elles aussi, et les canalisations d'eau en voie de pose attestent l'effort considérable qui s'accomplit, depuis 3 ans, pour la transformation de Nankin en capitale moderne. Le meilleur hôtel, pour le moment, correspond à une auberge de 4^e ordre en Suisse et la population non chinoise, légations et consulats compris, n'excède pas 400.

[...]

4. Maréchal et gouverneur de la province de Hopei.

D'une manière générale, je crois pouvoir dire que la décision du Conseil Fédéral conférant à mon poste un caractère diplomatique a été approuvée par les Suisses en Chine sans exception. J'ai reçu des félicitations, non seulement de nombreux suisses de Shanghai, mais aussi de notre colonie de Tientsin, de Pékin et d'ailleurs.

Quant aux Autorités chinoises, elles ont, je le répète, beaucoup apprécié notre geste dans le moment actuel. En dehors des manifestations officielles, j'ai reçu, dès la première nouvelle publiée dans les journaux, une lettre personnelle de M. T. V. Soong, Président du Gouvernement et Ministre des Finances, qui m'a, peu après, convié à un déjeuner intime où il m'a reçu seul avec son secrétaire, dans sa villa de Shanghai. Il a manifesté beaucoup d'intérêt pour la Suisse et le développement de nos relations économiques et m'a annoncé son intention d'envoyer prochainement à Berne un agent commercial.

Ainsi que je vous l'avais télégraphié le 4 novembre, l'article paru dans le «Journal de Genève» du 3, qui annonçait prématurément ma nomination, a été télégraphié en Chine par Havas et reproduit dans tous les journaux, ce qui m'a placé dans une situation momentanément un peu embarrassante.

[...]

232

E 1004 1/338

CONSEIL FÉDÉRAL Procès-verbal de la séance du 26 janvier 1933

120. Hilfsaktion für Österreich

Politisches Departement

Mündlich

Im Anschluss an die Behandlung des Geschäftes «Veredlungsverkehr mit dem Vorarlberg, Stickereiabkommen»¹ bringt der *Vorsteher des Politischen Departements* die Frage der Hilfsaktion für Österreich zur Sprache². Er ist der Ansicht, dass die Schweiz mit der Beteiligung an dieser Hilfsaktion nicht länger zuwarten sollte. Allerdings hätte diese unter der Voraussetzung zu erfolgen, dass das Stickereiabkommen zustande komme. Ein Teil des Österreich zur Verfügung gestellten Geldes wäre dabei zur Demolierung von Webstühlen zu verwenden. Was die Höhe des Betrages anbetrifft, so dürften wir kaum weniger als 8 Millionen Schil-

1. Cf. n° 228.

2. Dans sa séance du 10 janvier, le Conseil fédéral a autorisé le Chef de la Division des Affaires étrangères du Département politique, qui doit assister en qualité d'observateur à la réunion du comité chargé de s'occuper de l'aide à l'Autriche, à Genève, à déclarer que la Suisse n'exigerait, comme pour l'emprunt de 1923, aucun engagement de la part de l'Autriche, pour le cas où elle participerait à l'action de secours (E 1104 1/338).

ling geben, das Richtige wäre ein Betrag von 10 Millionen Schilling, wovon ca. 1 Million der Demolierung von Webstühlen zu dienen hätte.

Herr *Pilet-Golaz* ist mit der Hilfeleistungsaktion für Österreich aus politischen Gründen einverstanden. Über die Höhe des Betrages sollten wir uns aber erst nach günstigem Abschluss der Verhandlungen über den Veredlungsverkehr mit dem Vorarlberg aussprechen. Wir sollten immerhin unsere Aktion in bescheidenem Rahmen halten und nicht über 6 Millionen Schweizerfranken, das sind 10 Millionen Schilling, hinausgehen; davon könnten 1–2 Millionen Schilling für die Demolierungsaktion verwendet werden.

Herr *Bundespräsident Schulthess* erklärt, er müsse für die Demolierungsaktion über 1 Million Schweizerfranken verfügen können; aber es sollte von dieser Aktion nach aussen nichts gesagt werden, sondern der Betrag wäre einfach bei der Bezahlung des schweizerischen Darlehens hiefür zu reservieren.

Herr *Musy* führt aus, dass zuerst von einer kurzfristigen Aktion in der Gesamthöhe von 50 Millionen Schilling die Rede gewesen war. Dann aber kamen die interessierten internationalen Kreise zur Überzeugung, dass eine langfristige Hilfe in der Höhe von 250–300 Millionen Schilling besser sei. Die Schweiz wollte für den Fall einer kurzfristigen Aktion 3,5 Millionen Schilling leisten³. Eine Beteiligung unseres Landes an der nunmehr in Aussicht genommenen weitergehenden Hilfsaktion im ursprünglichen Verhältnis würde etwa 17,5 Millionen Schilling ausmachen. Bei 10 Millionen Schilling, wie sie nun von den Herren Vorrednern beantragt wird, stünden wir also weit hinter der zuerst beschlossenen Beteiligungsquote zurück. Unser politisches Interesse am Fortbestande Österreichs in seiner jetzigen Form ist gewiss nicht geringer als dasjenige Italiens oder Frankreichs. Der Anschluss Österreichs an Deutschland wäre für uns sehr gefährlich. Die Hilfsaktion würde allerdings auch ohne Mitwirkung der Schweiz zustande kommen; ein Beiseitestehen unsererseits wäre aber ein gewaltiger politischer Fehler. Eigentlich wäre eine Beteiligung mit 12 Millionen Schilling das Minimum dessen, was die Schweiz leisten sollte. Wenn aber der Bundesrat auf 10 Millionen Schilling beharrt, so würde sich der Redner schliesslich diesem Beschluss fügen.

Herr *Häberlin* bemerkt, wir hätten vor einiger Zeit vielleicht 12 Millionen Schilling leisten können. Seither hat sich aber die finanzielle Lage der Eidgenossenschaft wesentlich verschlimmert, so dass wir nicht mehr im gleich hohen Massse Österreich beistehen können. Wenn wir 8 Millionen Schilling für das eigentliche Darlehen und ausserdem 2 Millionen Schilling für die Demolierungsaktion zur Verfügung stellen, so haben wir gewiss unsere Pflicht getan.

Herr *Minger* erinnert daran, dass er für eine Hilfsaktion für Österreich nie sonderlich begeistert war, und zwar insbesondere deshalb nicht, weil er das Vorgehen Österreichs uns gegenüber in gar manchen Fällen nicht für gerade freundschaftlich erachtete. Auch glaubt er nicht, dass eine Hilfsaktion den Anschluss an Deutschland verhindern könnte. Schliesslich will er sich jedoch einer Hilfe nicht widersetzen, findet aber, dass eine Leistung von 5 Millionen Schweizerfranken inklusive der Betrag für die Demolierungsaktion genügen sollte. Wenn der Rat an-

3. Cf. n° 172.

derer Ansicht ist, so würde er sich allerdings einem Betrage von 8 Millionen Schilling für die Hilfsaktion plus 2 Millionen für die Demolierungsaktion nicht widersetzen.

Herr Meyer ist ebenfalls aus politischen Gründen für eine Hilfsaktion, wobei er einem Betrage von 8 Millionen Schilling plus 2 weitere Millionen für die Demolierung von Stickereimaschinen zustimmen könnte.

Herr Motta glaubt, man könnte sagen, es werde Österreich ein Darlehen von 10 Millionen Schilling gewährt; das sind 6 Millionen Schweizerfranken. Davon würde aber ein Betrag von ca. 1 Million Schweizerfranken in Abzug gebracht und für die Demolierungsaktion zur Verfügung gestellt.

Herr Musy zöge es vor, wenn einfach beschlossen würde, dass Darlehen betrage 10 Millionen Schilling, wobei dann bei der Auszahlung des Betrages die Summe in Abzug gebracht würde, die für die Demolierungsaktion nötig ist.

Herr Häberlin befürchtet, dass bei einem solchen Vorgehen Österreich nur ein sehr geringes Interesse an der Demolierung von Stickereimaschinen hätte.

Herr Musy hätte schliesslich nichts dagegen, dass der Beschluss dahin laute, es werde Österreich ein Hilfeleistungsdarlehen von 8 Millionen Schilling gewährt, und es sei der Bundesrat ausserdem bereit, einen weitern Betrag zu leisten für die Demolierung von Stickereimaschinen.

Hierauf wird *beschlossen*:

1. Unter der Bedingung, dass das vorgesehene Stickereiabkommen mit Österreich zustande kommt und beidseitig ratifiziert wird, wird der Bundesrat der Bundesversammlung die Teilnahme der Eidgenossenschaft an der Hilfsaktion für Österreich grundsätzlich empfehlen.
2. Die Eidgenossenschaft hätte sich jedoch nicht an dem von Österreich zu emittierenden und von einer Anzahl Ländern zu garantierenden Anleihen zu beteiligen, sondern es wird Österreich ein separater Vorschuss von 8 Millionen Schilling oder rund 5 Millionen Schweizerfranken unter noch festzusetzenden Bedingungen gewährt.
3. Das Volkswirtschaftsdepartement wird ermächtigt, zur Erleichterung der im Stickereiabkommen vorgesehenen Demolierungsaktion Österreich in den kommenden Verhandlungen einen Vorschuss anzubieten, der in keinem Falle die Summe von einer Million Schweizerfranken übersteigen darf⁴.
4. Das Politische Departement ist ermächtigt, diesen Beschluss der österreichischen Gesandtschaft zur Kenntnis zu bringen⁵.

4. *Le montant de cette avance est finalement fixé à 400 000 francs; la somme est garantie aux mêmes conditions que celles de la tranche suisse de l'emprunt international autrichien 1933/1953. Cette dernière, conformément à l'obligation générale du 12 juillet 1933, sera remboursée par versements bi-annuels et porte un intérêt annuel de 4% (E 6100 (A) 6, Archiv-Nr. 135. Copie d'une lettre du Ministre de Suisse à Vienne, M. Jäger, au Département politique, 26 juillet 1933).*

5. *La participation de la Suisse, sans adhésion au Protocole de Lausanne du 16 juillet 1932, se monte finalement à 8 millions de shillings, ou 5 834 086,40 francs. Comme lors de l'emprunt 1923/1943, elle est effectuée par avance directe de fonds de la Confédération (FF, 1933, 1, pp. 517–535). L'arrêté est publié le 12 avril 1933 (RO, 1933, vol. 49, pp. 218–219).*

233

E 1004 1/338

CONSEIL FÉDÉRAL
Procès-verbal de la séance du 26 janvier 1933

137. Kompensationsverkehr mit Russland¹

Volkswirtschaftsdepartement

Antrag vom 18.Januar 1933

Das Volkswirtschaftsdepartement berichtet:

I.

«Anlässlich der zwischen dem Direktor unserer Handelsabteilung und dem Chef der Sowjet-Handelsvertretung, Herrn Weizer, in Berlin geführten Besprechungen wurde in Aussicht genommen, einen *Rahmenvertrag über die Regelung des schweizerisch-russischen Kompensationsverkehrs* aufzustellen, dessen Hauptidee darin bestünde, dass die schweizerische Einfuhrkontingentierung für russische Waren in ein bestimmtes Verhältnis zu der Erteilung von Bestellungen für schweizerische Waren durch die Sowjetunion gebracht würde. Über dieses Verhältnis konnte aber bis jetzt noch keine Einigung erzielt werden. Ursprünglich schlug man von russischer Seite eine Relation von 1 (Höhe der russischen Bestellungen) : 1.9 (Wert der in die Schweiz eingeführten kontingentierten russischen Waren) vor, im späteren Verlauf eine solche von 1:1.7 und zuletzt 1:1.6. Demgegenüber ging der schweizerische Antrag auf ein Verhältnis von 1:1.3.

Herr Weizer hat nun einen *Entwurf*² zu einem solchen Rahmenvertrag aufgestellt und ihn Herrn Direktor Stucki übermittelt. Wir erlauben uns, hier eine Kopie davon beizufügen.

Herr Direktor Stucki hat diesen Entwurf in einer am 13.Januar 1933 hier in Bern abgehaltenen vertraulichen Konferenz mit einigen Vertretern der am schweizerischen Export nach Russland interessierten Kreise eingehend besprochen. Gestützt auf diesen Meinungsaustausch wurde darauf ein *Gegenentwurf*² ausgearbeitet, der die Form des russischen Entwurfs soweit als möglich beibehält, jedoch den von schweizerischer Seite als nötig erachteten Abänderungen gebührend Rechnung trägt. Bevor wir diesen schweizerischen Gegenentwurf Herrn Weizer zustellen, möchten wir ihn gerne hier noch dem Bundesrat unterbreiten und dessen Einverständnis dazu einholen.

II.

Zu dem russischen Entwurf und dem schweizerischen Gegenentwurf ist im einzelnen folgendes zu bemerken:

Beide Texte wollen nicht eine vollständige Regelung geben, sondern stellen nur

1. Cf. n° 221 + A et 226.

2. Non reproduit. Cf. E 1001 1, EVD, 1.1.-28.2.1933.

einen *Rahmenvertrag* dar, der die grundsätzlichen Momente für die Abwicklung eines schweizerisch-russischen Kompensationsverkehrs enthält. Die Durchführung im einzelnen blieb weiteren Abmachungen vorbehalten. Wie bereits erwähnt, wird in diesem Rahmenvertrag vorgesehen, die Erteilung schweizerischer Einfuhrbewilligungen für sowjetrussische Waren in ein bestimmtes Verhältnis zu der Erteilung von Bestellungen für schweizerische Waren durch die Sowjetunion zu bringen. Der Unterschied gegenüber der russischen Fassung besteht im schweizerischen Gegenentwurf darin, dass nicht der russischen Handelsvertretung das direkte Recht zur Einfuhr in die Schweiz erteilt wird, sondern dass sich die schweizerischen Behörden verpflichten, den nach internem Rechte berechtigten schweizerischen Importeuren die Einfuhrbewilligungen für russische Waren zu erteilen. Schweizerischerseits kann man wohl damit einverstanden sein, dass sich diese Verpflichtung in gleicher Weise auf diejenigen Waren bezieht, für welche wir das eigentliche System der Einfuhrbeschränkung gewählt haben, wie auch für die Waren, für welche das System der Zollkontingente besteht. Der schweizerische Text trägt sodann dem Umstand Rechnung, dass bei allen diesen Abmachungen, ähnlich wie auch allen andern gegenüber, der Vorbehalt der sanitäts- und veterinärpolizeilichen Bestimmungen gemacht werden muss.

Da für die Kontingentszuteilung nicht die tatsächliche schweizerische Ausfuhr nach Russland ausschlaggebend ist, sondern die Kompensation sich nach den *russischen Bestellungen* richtet, so wird es nötig sein, dass alle schweizerischen Firmen, die russische Bestellungen erhalten, darüber dem Volkswirtschaftsdepartement genau Auskunft geben, damit die von der russischen Handelsvertretung in Berlin hierüber gemachten Angaben kontrolliert werden können. Die schweizerischen Handelskammern sind bereits ersucht worden, ihre Mitglieder vertraulich in diesem Sinne zu verständigen.

Die Anmerkungen 1 und 2 zu Punkt 1 im russischen Entwurf wurden in den schweizerischen Gegenentwurf nicht mehr aufgenommen, denn es erscheint keineswegs als wünschenswert, dass die in andern Staaten, insbesondere Deutschland, üblichen Bedingungen bei der Vergebung von russischen Bestellungen auch für die schweizerischen Firmen massgebend sein sollen. Die Festsetzung der Bedingungen in bezug auf Preis, Finanzierung, Qualität bei Unterbringung der Bestellung muss ausschliesslich Sache der Parteien bleiben. Auch die Bestimmungen von Punkt 4 und 6 des russischen Entwurfs sind im schweizerischen Vorschlag weggelassen worden, denn es kann den kontingentsberechtigten Importeuren nicht vorgeschrieben werden, welche Waren in bezug auf Assortiment etc. sie einführen müssen. Die Einigung hierüber ist ebenfalls Sache der Parteien. Für die Einfuhr russischer Waren in die Schweiz kann sodann der russischen Handelsvertretung nicht einfach die freie Auswahl des Importeurs überlassen werden. Herr Weizer ist davon unterrichtet worden, dass bei uns importberechtigt diejenigen Personen und Firmen sind, die schon früher aus dem betreffenden Land die gleichen Waren eingeführt haben: infolgedessen müsse sich die Verkaufsorganisation der russischen Handelsvertretung bemühen, die Verkäufe mit solchen legitimen und kontingentsberechtigten Schweizerfirmen zu tätigen; wenn dies nicht direkt möglich sei, so müssten jeweilen die getätigten Abschlüsse zu gleichen Bedingun-

gen den kontingentsberechtigten Firmen entsprechend ihrer Berechtigung angeboten werden.

Nach dem russischen Entwurf sollen diejenigen Waren, für die zurzeit bei uns keine Einfuhrbeschränkungen bestehen, nicht in das Kompensationsverhältnis einbezogen werden. Man wird dies schweizerischerseits wohl kaum ablehnen können. Es kommen hier übrigens nur ganz wenige Waren in Betracht. Weitaus die meisten und wichtigsten russischen Importartikel sind kontingentiert. Eine Ausdehnung der Kontingentierung auf weitere noch einfuhrfreie Waren ist überdies nicht ausgeschlossen. Für diesen Fall enthält der russische Entwurf allerdings die Bestimmung, dass dann das Kompensationsverhältnis zugunsten der russischen Einfuhr erhöht werden müsste. Vielleicht lässt sich diese Bestimmung, die vorläufig auch in den schweizerischen Gegenentwurf aufgenommen worden ist, noch beseitigen.

Dass der zwischen der *russischen Handelsvertretung* und der *Schweizerischen Käseunion* abgeschlossene *Vertrag* vom 20. November 1932³ in das vorgesehene Abrechnungsverhältnis nicht einbezogen werden soll, kann schweizerischerseits nicht wohl verweigert werden.

Die in diesem Rahmenvertrag in Aussicht genommene Regelung soll für das Jahr 1933 Gültigkeit haben.

III.

In bezug auf die *Durchführung* dieser Regelung im einzelnen wird man sich dann noch über verschiedene Punkte verständigen müssen. Anlässlich der erwähnten Besprechung vom 13. Januar zwischen dem Direktor der Handelsabteilung und den Vertretern der am Export nach Russland interessierten Kreise kam die Meinung zum Ausdruck, die seinerzeit vorgesehene «*Genossenschaft für internationale Warenaustausch*» könnte hier ein nützliches Zwischenglied zwischen den Exporteuren und Importeuren einerseits und dem Volkswirtschaftsdepartement anderseits bilden. Man trat daher sofort mit den dieser Gründung nahestehenden Personen deswegen in Verbindung. Es ist nun in Aussicht genommen, dieses Institut nach nochmaligen Verhandlungen in Berlin ins Leben zu rufen und mit der *Durchführung* der Detailfragen in dem vorgesehenen Kompensationsverkehr zu betrauen.

IV.

Über die *vorläufige Regelung des Warenverkehrs im ersten Vierteljahr 1933* ist bereits zwischen dem Chef der sowjetrussischen Handelsvertretung in Berlin und dem Direktor unserer Handelsabteilung sozusagen vollständige Übereinstimmung erzielt worden. Es ist vorgesehen, nach einer bestimmten Liste Einfuhrkontingente für russische Waren zu gewähren. Der dafür angenommene Gesamtwert macht weniger aus als der Wert der russischen Einfuhr im ersten Quartal 1931. Bekanntlich war zuerst vorgesehen, für das erste Quartal 1933 die Einfuhr russischer Waren für die einzelnen Warenkategorien in derjenigen Menge den schwei-

3. Cf. n° 221, A, n. 5.

zerischen Importeuren freizugeben, wie diese Waren im ersten Vierteljahr 1931 effektiv aus Russland eingeführt worden sind. Von russischer Seite wollte man diese Regelung aber nicht annehmen, da sich in der russischen Ausfuhr starke Verschiebungen (insbesondere ein erheblicher Rückgang der Weizenausfuhr) ergeben hatten.

Als *Gegenleistung* dafür, dass wir uns verpflichten, im ersten Quartal 1933 nach einer bestimmten Liste Einfuhrkontingente für russische Waren zu gewähren, verzichtet die russische Handelsvertretung darauf, an die Erteilung von Bestellungen für schweizerische Waren die Bedingung irgendwelcher *Spezialkompensationen* zu knüpfen.

Sollten die für das erste Vierteljahr vorgesehenen Einfuhrkontingente und die tatsächlich in dieser Zeit erfolgten russischen Bestellungen eine andere als die im Rahmenvertrag vereinbarte Relation ergeben, so wäre dann im folgenden Quartal eine entsprechende Verrechnung vorzunehmen.»

In einem Nachtrag zu diesen Ausführungen bemerkt das Volkswirtschaftsdepartement folgendes:

«Um keinerlei Missverständnisse aufkommen zu lassen, möchten wir nachtragen, dass, wie wir schon mündlich wiederholt betont haben, sich der vorliegende Bericht nur auf einen kleinen Teil des ‚Russenproblems‘ bezieht. Es kann keine Rede davon sein, dass bei einer Regelung der Kompensationsfrage auf dem Boden unseres Vertragsentwurfes der schweizerische Export nach Russland wesentlich gesteigert oder auch nur mit Sicherheit im bisherigen Umfang aufrechterhalten werden kann. Nach wie vor handelt es sich bloss um eine gewisse Regelung derjenigen schweizerischen Exporte nach Russland, bei denen der schweizerische Exporteur gewillt und in der Lage ist, das volle Risiko selber und allein zu tragen. Dieses Risiko wird auch nicht etwa dadurch verkleinert, dass, ähnlich wie in einem Clearingvertrag, der Import russischer Waren ganz oder teilweise zur Finanzierung des schweizerischen Exports verwendet werden könnte. In voller Übereinstimmung mit den konsultierten Persönlichkeiten – es handelt sich um die Herren Nationalräte Wetter (Vorort) und Schüpbach (Präsident der vorgesehenen Genossenschaft), Bühler (Präsident des Russenkomitees der Maschinenindustrie), Cattani (Sekretär des Vereins Schweizerischer Maschinen-Industrieller) und Lustenberger (Schweizerische Käseunion) – wird der bei den gegenwärtigen Verhältnissen vollkommen aussichtlose Versuch nicht unternommen, die schweizerischen Zahlungen für russische Waren in Form eines Sperrkontos direkt der Bezahlung schweizerischer Exporte dienstbar zu machen. Die Sowjetunion hat ausnahmslos allen Staaten gegenüber solche Wünsche abgelehnt und eigentlich von ihrem Standpunkt aus ablehnen müssen, und es besteht nach Meinung aller Sachkundigen wirklich nicht die geringste Möglichkeit, die Russen zur Aufgabe dieses Standpunktes einzuführen und allein der Schweiz gegenüber zu veranlassen. Dazu kommt, dass, solange die Einfuhr russischer Waren infolge Wegfalls der gesamten Getreideimporte verhältnismässig so gering ist, selbst wenn es gelänge, einen Teil des Wertes zu sperren, das praktische Resultat verschwindend klein wäre.»

Gestützt auf diese Erwägungen wird antragsgemäss *beschlossen*:

Von vorstehendem Bericht wird in zustimmendem Sinn Kenntnis genommen

und das Volkswirtschaftsdepartement wird ermächtigt, auf der geschilderten Grundlage den Kompensationsverkehr mit Russland zu regeln⁴.

4. Sur cette base est conclu par un échange de lettres en automne 1933 un arrangement qui réglera jusqu'en février 1941 les échanges commerciaux entre les deux pays (RG, 1933, p.607).

234

E 2001 (C) 4/176

*L'Association suisse des banquiers
au Chef du Département politique, G. Motta¹*

L

Basel, 26. Januar 1933

Mit bestem Dank bestätigen wir Ihnen den Empfang Ihres sehr geehrten Schreibens vom 14. ds.², dem wir mit Bedauern entnommen haben, dass unsere Vereinigung in der sogenannten Clearing-Kommission und in den für die Devisenabkommen zu bestellenden schweizerischen Ausschüssen nicht mehr vertreten sein soll, sondern dass Sie inskünftig ausschliesslich die schweizerischen finanziellen Interessen in diesen Organen wahrnehmen werden, und unsere Vereinigung höchstens zur Abordnung eines Experten zwecks Erteilung von Auskünften technischer Natur beigezogen wird.

Der Vorstand unserer Vereinigung, dem wir Ihre Mitteilung unterbreitet haben, hat uns beauftragt, Sie zu bitten, auf Ihren Entschluss zurückzukommen. Er ist der Ansicht, dass kein Grund besteht, unserer Vereinigung, welche die Finanzinteressen unseres ganzen Landes³ wahrnimmt, nicht in gleicher Weise eine Vertretung einzuräumen wie dem Vorort des Schweizerischen Handels- und Industrievereins. Wir sind Ihnen gewiss sehr dankbar, dass Sie so freundlich sind, die Wahrnehmung der schweizerischen Finanzinteressen zu übernehmen; doch ist unser Vorstand der Überzeugung, dass der für diese Interessenwahrung berufene Wirtschaftsverband ebenfalls zur Vertretung seines Standpunktes zugelassen werden sollte. Eine Zurückweisung unseres Gesuches würde sich doch nur dann rechtfertigen, wenn aus grundsätzlichen Erwägungen den privaten Wirtschaftsverbänden eine Vertretung in den genannten Organen überhaupt nicht eingeräumt worden wäre. Nachdem aber, wie wir festgestellt haben und in keiner Weise bestanden, nach wie vor dem Vorort des Schweizerischen Handels- und Industrievereins eine Delegation zuerkannt worden ist, glauben wir, den gleichen Anspruch erheben zu können. Die Mitwirkung einer Vertretung unserer Vereinigung bei den Beratungen betr. die Clearingabkommen und die Devisenvereinbarungen kann u.E. für die Behörden nur von Nutzen ein, da die von uns delegierten

1. Lettre signée par un Vice-président Th.Jäger et le 1^{er} Secrétaire M. Vischer.

2. Non reproduit. Cf. n° 224.

3. Remarque marginale: ?

Fachleute in der Lage sein werden, alle finanztechnischen Fragen mit der erforderlichen Sachkenntnis zu behandeln.

Mit Schreiben vom 21. Dezember 1932⁴ teilten wir dem Direktorium der Schweizerischen Nationalbank mit, dass unsere Vereinigung zu den Sitzungen der Expertenkommission für die Clearingabkommen jeweils eine Vertretung des in erster Linie beteiligten Schutzkomitees entsenden werde und als Delegierten für die Vorbesprechung der Abkommen mit Bulgarien und Rumänien Herrn J. Straessle, Generaldirektor der Schweizerischen Kreditanstalt, bezeichnet habe. Wir fügten die Anfrage bei, ob sich das Direktorium der Schweizerischen Nationalbank damit einverstanden erklären könne, dass unser Delegierter jeweils in Begleitung eines Mitgliedes unseres Sekretariates den Sitzungen beiwohne in der Meinung, dass hierdurch unserm Vertreter seine Arbeit erleichtert werden könne. Das Direktorium der Schweizerischen Nationalbank erklärte sich seinerseits mit Schreiben vom 28. Dezember 1932⁴ mit unserer Anregung einverstanden. Wie wir vernommen haben, hat das Eidgenössische Volkswirtschaftsdepartement aus dem erwähnten Schreiben unserer Vereinigung vom 21. Dezember 1932 geschlossen⁴, wir hätten eine Zweierdelegation gefordert. Wir bemerken, dass es sich hierbei um ein Missverständnis handelt, indem wir die Anregung betr. Begleitung unseres Delegierten durch ein Mitglied unseres Sekretariates lediglich in Form einer Anfrage an die Schweizerische Nationalbank vorgebracht haben, und auf diese Anregung verzichten können, sofern irgendwelche Bedenken dagegen erhoben werden sollten⁵.

4. Non reproduit.

5. Remarque marginale: Communiquer au Département de l'Economie publique. Personnellement je n'ai pas d'objection à la demande. 28. 1. 33. Motta.

Le Département de l'Economie publique s'étant rallié lui aussi à cette demande, la commission des clearings est donc composée d'un représentant, de la Banque nationale (président), du Département politique, du Département de l'Economie publique, du Vorort de l'Union suisse du commerce et de l'industrie, de l'Office suisse d'expansion commerciale et de l'Association suisse des banquiers. (Cf. n° 187.)

235

E 1004 1/338

CONSEIL FÉDÉRAL
Procès-verbal de la séance du 27 janvier 1933

149. Affaire Pacciardi¹(Voir le procès-verbal de la séance du 23 décembre 1932)²

Verbal

M. le *chef du département de justice et police* communique que la décision qu'il a prise, d'accord avec le conseil, de ne pas prolonger la tolérance dont bénéficiait l'Italien Pacciardi a provoqué une certaine émotion dans le Tessin, en particulier au gouvernement. Pacciardi ayant recouru, le gouvernement, qui avait précédemment prolongé la tolérance de Pacciardi, a exprimé, par l'organe de M. Celio, le désir d'être consulté. M. Häberlin déclare qu'il n'est pas d'usage de demander l'avis du gouvernement cantonal sur de tels recours. Nous avons d'autant moins de raison de donner suite au désir du gouvernement tessinois que ce serait en quelque sorte l'inviter à nous communiquer officiellement son opinion, que nous savons être contraire à la nôtre. En revanche, M. Häberlin demande l'autorisation de confirmer à M. Celio que le gouvernement a toute liberté pour communiquer au département de justice et police des observations et des renseignements sans avoir à observer la forme d'un recours, ni être tenu à un délai de recours. En attendant, il prolongerait le délai d'un mois qui avait été fixé à Pacciardi pour quitter le pays et qui expire demain. Il note à ce propos que Pacciardi prétend avoir empêché l'exécution d'un attentat projeté en Suisse contre M. Grandi, alors sous-secrétaire d'Etat aux affaires étrangères; mais la preuve n'en est nullement faite. Il y a une autre raison de prolonger le délai: c'est que la démarche faite par M. Wagnière auprès du sous-secrétaire d'Etat aux affaires étrangères d'Italie au sujet de l'affaire Firstermacher³ n'a eu jusqu'ici aucun résultat. Le sous-secrétaire lui a promis, il est vrai, une réponse, mais sans vouloir donner aucune indication sur le moment où elle pourra être requise. Comme il ne paraît pas indiqué de rendre exécutoire la décision prise à l'égard de Pacciardi avant d'avoir en main une déclaration satisfaisante de Rome, il faudrait insister auprès du gouvernement italien.

M. le chef du département politique se déclarant d'accord sur ce dernier point, M. le chef du département de justice et police est *autorisé*, conformément à sa proposition, à faire à M. Celio la déclaration susmentionnée et à prolonger le délai fixé à Pacciardi pour quitter la Suisse.

1. Cf. nos 204, 223 et 227.

2. Cf. no 223.

3. Sur cette démarche, cf. annexe au présent document.

Sur l'affaire Firstermacher, cf. nos 204, 205 et 227.

ANNEXE

E 2001 (C) 3/99

*Le Ministre de Suisse à Rome, G. Wagnière,
au Chef du Département politique, G. Motta*

L

Rome, 24 janvier 1933

/.../

J'ai donc été reçu aujourd'hui à midi et demi par M. Suvich, et je ne suis sorti de son bureau qu'à 13 h. 20. Il est vrai qu'il m'avait fait attendre quelques instants, ayant en ce moment la visite du nouvel Ambassadeur de France, M. de Jouvenel.

J'ai dit à M. Suvich que j'étais chargé⁴ de l'entretenir d'une affaire qui agitait beaucoup l'opinion publique dans mon pays et qui préoccupait vivement nos autorités. Sans lui donner lecture complète du rapport que vous m'aviez envoyé, je lui en ai exposé l'essentiel en lui donnant tous les noms et en insistant sur le fait que nos renseignements étaient de telle nature qu'ils ne pourraient pas être contredits, ni discutés. J'ai relevé particulièrement le fait que, parmi les personnes que ces agents italiens sont chargés de surveiller chez nous, figure une série de noms suisses, ce qui suffit à créer dans la population intéressée un ressentiment légitime. J'ai terminé en parlant de l'affaire Pacciardi et en m'inspirant à ce sujet des lignes contenues dans votre dernière lettre.

M. Suvich ne m'a pas demandé de lui laisser un papier quelconque. Il a pris note des noms des agents convaincus d'espionnage. Il ne connaissait que celui de Firstermacher et a, naturellement, fait état de la récente décision de la Chambre d'accusation du Tribunal fédéral⁵; il en avait déduit que notre autorité judiciaire reconnaissait la parfaite innocence des inculpés; après mes explications, il se montrait surpris que la possession d'engins explosifs n'ait pas suffi à modifier le point de vue de notre Haute Cour Fédérale. Evidemment, la décision de la Chambre d'accusation nous met en assez mauvaise posture.

M. Suvich n'a, du reste, cherché à contester aucun des faits que je lui ai énoncés. «La police, m'a-t-il dit, se voit contrainte de prendre des mesures en raison du foyer d'antifascisme qui existe en Suisse, et spécialement au Tessin. Avec Paris, il constitue le centre le plus dangereux. Chaque année, de nouveaux complots sont ourdis contre la vie du Duce.»

Je n'ai pas manqué de répondre que nos autorités étaient conscientes de leur devoir comme elles l'ont toujours prouvé, et que, de toute façon, nous ne pouvions pas admettre l'ingérence d'une police étrangère sur notre territoire. Je suis sûr, ai-je dit, que le Chef du Gouvernement serait absolument contraire à de pareils agissements. A cela, M. Suvich m'a répondu que le chef de la police Bocchini lui avait raconté récemment que le Duce lui avait vivement reproché des mesures policières qu'il trouvait excessives. Le Duce paraissait furieux et tapait sur la table. «Cela n'empêche pas, avait dit Bocchini à M. Suvich, que je continuerai à agir comme je crois devoir le faire.» Ce détail vous prouve que, dans ce domaine, ce n'est pas l'opinion du Chef du Gouvernement qui prévaut et je me demande s'il ne me conviendrait pas de voir M. Bocchini lui-même. Mais auparavant, j'attendrai la réponse que M. Suvich m'a promise. Je lui ai demandé de me donner des assurances et il s'est dérobé à ma demande, me priant d'attendre une prochaine communication de sa part. Si sa réponse n'est pas satisfaisante, nous verrons ce qu'il nous reste à faire. En tous cas, les mesures d'expulsion de notre part seront toujours justifiées après nos démarches amicales.

4. Cf. n° 227.

5. Du 12 décembre 1932. Cf. n° 227.

236

E 1004 1/338

CONSEIL FÉDÉRAL
Procès-verbal de la séance du 27 janvier 1933

148. Affaire des zones

(Voir procès-verbal de la séance du 30 décembre 1932)¹

Verbal

[...]²

M. le *chef du département politique* expose que le but de la France est de démontrer que la stricte application de la sentence de La Haye mène à l'absurde. C'est pourquoi le gouvernement français dit, dans sa note³, qu'il reculera le cordon douanier sans égard aux questions que soulève cette opération; c'est pourquoi aussi il n'admet aucune conversation au sujet du cordon fiscal, et refuse ainsi de discuter ce qui est droit fiscal et ce qui est droit de douane. Cette réponse qui est en tous points conforme aux idées exposées maintes fois par l'ambassadeur de France à Berne, réduit à néant les espoirs que l'on pouvait fonder sur les démarches instantes faites à Paris par M. Dunant⁴. Si le département politique propose néanmoins de revenir à la charge, c'est afin d'attester, avec motifs à l'appui, la bonne volonté de la Suisse et de montrer l'intérêt de l'échange de vues proposé.

En ce qui concerne la portée des engagements pris au cours du procès de La Haye, le département de l'économie publique avait cru possible de soutenir que les déclarations faites par nos agents à La Haye au sujet de l'octroi d'un régime plus libéral et plus stable aux importations des zones s'appliquaient seulement au cas où la France aurait supprimé son cordon fiscal. La question a été soumise à MM. Logoz⁵ et Burckhardt⁶ qui tous deux concluent dans un sens contraire, affirmant qu'au vu de l'arrêt de la cour une telle opinion ne saurait être défendue sans exposer l'honneur de la Confédération. M. Motta déclare partager entièrement cette opinion.

Les services intéressés devront donc préparer des propositions qui indiquent les facilités que la Suisse consent dans les limites du principe susmentionné. M. Motta a déjà réuni les représentants de l'agriculture et leur a montré qu'ils seront obligés finalement de faire les frais du rejet de la convention de 1921⁷. C'est, en

1. Non reproduit (E 1004 1/337).

2. Le 5 janvier 1933, la Suisse a proposé à la France un échange de vues sur la question des zones. Paris a répondu le 17 janvier.

3. Non reproduit. Cf. n° 229.

4. Ministre de Suisse à Paris.

5. Agent de la Confédération dans l'affaire des zones.

6. Expert juridique dans l'affaire des zones.

7. Convention entre la Suisse et la France réglant les relations de commerce et de bon voisinage entre les anciennes zones franches de la Haute-Savoie et du Pays de Gex et les cantons suisses limitrophes du 7 août 1921 (FF, 1921, IV, pp. 575ss.).

effet, aux dépens de l'agriculture que sera institué le régime plus stable et plus libéral que par le passé, autrement dit qu'avant 1919. Les représentants de l'agriculture ont demandé alors qu'en aucun cas le territoire des zones ne fût augmenté, et M. Motta s'est déclaré d'accord sur ce point⁸.

Jusqu'ici, il n'a pas consulté les gouvernements cantonaux intéressés, les questions qui sont traitées dans le projet de mémorandum⁹ étant de la compétence exclusive du Conseil fédéral. Mais, ainsi qu'il l'a déjà déclaré, il les entendra lorsqu'il s'agira d'établir la liste des concessions que nous sommes disposés à faire aux zoniens.

M. le *président*¹⁰ rappelle que les déclarations sur lesquelles se fondent MM. Logoz et Burckhardt ont été faites à l'encontre des conseils et des propositions du département de l'économie publique. Dans un mémoire d'octobre 1932¹¹, ce département a exposé les considérations qui, à son avis, permettaient d'interpréter lesdites déclarations de manière qu'elles ne nous obligent pas de laisser entrer les produits des zones dans des quantités qui portent atteinte aux intérêts de notre agriculture. MM. Logoz et Burckhardt, pas plus que le chef du département politique, n'admettent cette interprétation restrictive. Comme ce sont eux-mêmes qui les ont faites, le département ne croit pas devoir insister. Mais il constate que si, après avoir gagné le procès en droit, nous sommes en voie de le perdre en fait, nous le devons à ces déclarations et à l'insistance avec laquelle M. Logoz a réclamé le droit de les faire.

Quant à l'envoi du mémorandum proposé, il y voit de très sérieuses objections.

M. le *chef du département des postes et des chemins de fer* constate que nous en sommes exactement au même point qu'en 1921. Nous avons gagné notre procès à La Haye, mais tout est à recommencer. Il est même probable, d'après un passage de la réponse française¹², que le gouvernement français recourra à la procédure d'experts au sujet des facilités que nous nous proposons d'accorder aux produits des zones, en sorte que nous aurons à soutenir un deuxième procès, portant sur les questions économiques. Ce fut une grave erreur de ne pas tomber d'accord sur un régime qui aurait fait disparaître les zones juridiquement parlant et les aurait laissées subsister dans le domaine économique. Mais cette erreur fut celle du peuple¹³, et il est inutile de récriminer. Aujourd'hui, la France attend de la Suisse le rachat des zones qui lui ont été imposées par la cour de La Haye. Il faut que ce prix soit aussi bas que possible. Nous exécuterons nos engagements, mais sans dépasser les limites des concessions auxquelles nous sommes strictement tenus. En ce qui concerne la stabilité de ce régime, il n'y a aucune difficulté: c'est la permanence avec possibilité de révision. Quant au régime plus libéral, il

8. Audience accordée par le Chef du Département politique aux représentants des organisations agricoles le 13 janvier 1933 (E 2, Archiv-Nr. 1730).

9. Préparé en vue des négociations avec la France et non reproduit ici.

10. E. Schultess.

11. Cf. n° 208.

12. Note du 17 janvier 1933, non reproduite.

13. Allusion au référendum populaire qui aboutit le 17 février 1923 au rejet de la convention franco-suisse du 7 août 1921.

est plus difficile à déterminer, parce qu'il ne s'agit pas seulement de quantités. Nous pourrons, en effet, faire valoir devant un tribunal arbitral: 1^o qu'en 1914, nous pouvions, en cas d'abus, dénoncer les conventions par lesquelles nous avions accordé des facilités d'importation aux produits des zones; 2^o que le régime des petites zones faisait un tout avec celui des grandes zones, aujourd'hui disparues.

M. Pilet-Golaz est donc d'accord que des sacrifices sont nécessaires, mais il se demande s'il faut encore négocier auparavant, comme le propose le département politique. Sans doute M. Motta veut-il établir que nous avons fait l'impossible pour arriver à un accord, mais il considère lui-même qu'il n'a aucune chance d'aboutir. Ne vaudrait-il pas mieux, avant toute nouvelle démarche, établir entre nous le minimum des concessions que nous voulons accorder à la France et faire ainsi la clarté sur le régime en question? Il est indubitable qu'un mécontentement sérieux se manifeste dans le canton de Vaud, et M. Pilet-Golaz n'arrive plus à contenir certaines exigences¹⁴. La résolution de l'association romande d'agriculture, votée il y a quelques jours, est une manifestation contenue de ces sentiments. On fait remarquer qu'il ne s'agit plus aujourd'hui de l'échange de produits entre les zones et Genève, mais entre les zones et toute la Suisse, en particulier avec le canton de Vaud, qui a, dans cette affaire, de gros intérêts touchant à la viticulture, à la production laitière, maraîchère, etc. Dans ces conditions, il paraît indiqué avant toute nouvelle démarche à Paris de consulter les gouvernements vaudois et valaisan. Si le conseil n'entrait pas dans ces vues, M. Pilet-Golaz demanderait l'autorisation de mettre officieusement le gouvernement vaudois au courant de la situation.

En tous cas, si le conseil décidait l'envoi d'un mémorandum, M. Pilet-Golaz demanderait la suppression du passage relatif aux facilités de circulation. Outre que cette question dépasse notablement le cadre des zones, puisque la faible largeur de ces dernières les rend absolument improches à satisfaire aux besoins de la circulation automobile, il est à craindre que si nous la lions à celle des zones on nous fasse payer trop cher les concessions qui nous seraient accordées.

M. le *chef du département politique* n'attache pas une grande importance à cette question de la circulation et il renonce à la soulever. Il avait l'intention d'envoyer le texte du mémorandum aux gouvernements des trois cantons directement intéressés et de les inviter à se préparer en vue de l'établissement d'un projet minimum. Mais pour cela il doit savoir si le conseil est d'accord sur l'interprétation à donner au terme de «régime plus libéral». En ce qui concerne le gouvernement vaudois, il ne voit aucune objection à ce que M. Pilet-Golaz le mette au courant de la situation, la discréption nécessaire lui paraissant absolument garantie.

M. le *président* est d'accord avec M. Pilet-Golaz qu'avant toute décision sur le mémorandum, la liste des facilités que nous voulons accorder à la France soit établie après entente avec les intéressés. En ce qui concerne l'interprétation du terme de «régime plus libéral», il faut savoir si l'on entend le régime de droit ou le régime de fait. (M. Motta déclare qu'il s'agit du premier). La question est d'impor-

14. M. Pilet-Golaz est vaudois.

tance, car sur plusieurs points nous avons abandonné, dans la pratique, des garanties qui sont contenues dans les conventions. Ainsi le lait qui, aux termes de ces dernières, n'est admis en franchise que s'il est porté ou conduit en Suisse par les vendeurs eux-mêmes et par quantités de 5 quintaux au plus s'importe actuellement dans des automobiles où est recueillie la production de localités tout entières. D'autre part, les importations de plusieurs articles sont loin d'atteindre en fait les quantités autorisées par les conventions.

A la suite de la discussion, à laquelle prennent part tous les membres du conseil, M. le président *constate*:

1^o que, le département de l'économie publique ayant renoncé à combattre l'interprétation donnée par les experts au terme de «régime plus libéral», cette interprétation est admise sans opposition par le conseil;

2^o que le conseil est d'accord – M. le chef du département politique se ralliant lui-même à cet avis – qu'avant de se prononcer sur l'envoi du mémorandum il faudra, après avoir consulté les gouvernements cantonaux et les autres intéressés, établir la liste des facilités qui seront faites aux importations de produits des zones.

237

E 2001 (C) 3/99

*Le Chef du Département politique, G. Motta,
au Ministre de Suisse à Rome, G. Wagnière*

*Copie**L DD*

Personnelle et confidentielle

Berne, 28 janvier 1933

Nous avons l'honneur d'accuser réception et de vous remercier vivement de votre lettre du 24 de ce mois¹ par laquelle vous avez bien voulu nous rendre compte de l'entretien que vous avez eu le même jour avec M. Suvich, sous-secrétaire d'Etat au Ministère italien des affaires étrangères, au sujet des menées d'agents italiens au Tessin.

Nous vous sommes reconnaissants d'avoir su invoquer tous les arguments opportuns pour amener le Gouvernement italien à nous donner, à brève échéance, une assurance formelle dans le sens que nous désirons et qui impliquerait l'abandon par la police d'un système illicite et parfaitement intolérable sur notre territoire. Nous n'avons, en revanche, pas constaté sans regret l'écart qui semble exister entre les dispositions du Gouvernement et, notamment, du Ministère des affaires étrangères et celles de la police italienne.

Ainsi que nous l'avions exposé dans notre lettre du 16 janvier déjà², la tâche

1. Cf. annexe au n° 235.

2. Cf. n° 227.

du Chef du Département fédéral de Justice et Police d'écartez le recours présenté au nom de Pacciardi sera grandement facilitée si nous recevons tout prochainement l'assurance que nous sommes fondés à réclamer de la part du Gouvernement italien. A cet égard, les événements intérieurs des derniers jours nous obligent à hâter encore dans la mesure du possible les déclarations que nous attendons du Gouvernement de Rome. Vous n'ignorez point les pressions qui sont exercées de la part de nombreuses personnalités tessinoises pour que le Conseil fédéral renonce à la ligne de conduite qu'il s'est tracée dans l'affaire Pacciardi en poursuivant un but d'apaisement général. Le Conseil d'Etat tessinois, invité à exprimer son avis sur le recours de Pacciardi, se prononcera sans doute en faveur d'une prolongation du permis de séjour de cet agitateur. Il ne faut pas se dissimuler que le Conseil d'Etat du canton du Tessin subit lui-même les répercussions d'un état d'esprit qui a été malheureusement alimenté par les agissements de la police italienne sur territoire suisse. Il importe donc que le Gouvernement de Rome, qui se rend sans doute compte des nécessités de l'heure, ne tarde point à nous déclarer formellement qu'il mettra fin aux menées de sa police. Seule une pareille déclaration serait de nature à apaiser les esprits et à rendre plus facile une décision définitive dans l'affaire Pacciardi. Tout en appréciant les paroles qui vous ont été dites par M. Suvich et tout en ne méconnaissant aucunement les difficultés qu'il y a pour vous de recourir trop souvent au Chef du Gouvernement italien lui-même, nous nous voyons, dès lors, obligés – à moins que la réponse de M. Suvich ne vous parvienne incessamment – de vous prier de solliciter une nouvelle audience de M. Mussolini. L'importance de la question qui est en jeu et les derniers développements nous paraissent aujourd'hui justifier cette demande tendant à une conversation avec le Chef du Gouvernement, qui est en même temps Ministre des affaires étrangères. Ce contact immédiat nous paraît d'autant plus souhaitable que M. Mussolini, détenant aussi le portefeuille de l'intérieur, est sans doute seul en mesure d'exiger de la police, qui dépend de ce Ministère, de suivre les directives que nous le prions de donner dans l'intérêt des bonnes relations entre nos deux pays. L'extrême mansuétude dont il a été usé ici à l'égard des agents appréhendés sur notre territoire nous fournit un argument de plus – et dont la juste valeur sera dûment appréciée par le Gouvernement italien – pour obtenir des déclarations qui à la fois faciliteraient les efforts du Conseil fédéral et rendraient plus sereins les rapports entre nos populations frontières et celles du Royaume voisin.

Il va de soi que, si vous le jugez opportun, vous pourrez aviser aussi au préalable M. Suvich de nos nouvelles instructions. Quant à votre entrevue avec M. Mussolini, nous nous rappelons qu'il a toujours fait preuve, dans des moments critiques, d'une compréhension que nous sommes heureux de reconnaître. La teneur de votre conversation avec le Chef du Gouvernement sera évidemment analogue à celle de votre échange de vues avec M. Suvich. Nous nous en remettons à vous pour juger si, au cours de ce nouvel entretien, il conviendra de laisser à M. Mussolini un bref résumé des faits les plus flagrants que nous devons, à notre regret, reprocher à la police italienne.

Ajoutons, pour votre complète information, que le soussigné a saisi l'occasion d'un entretien qu'il a eu hier avec le Ministre d'Italie pour lui expliquer toute la

situation et pour insister, de son côté aussi, sur l'absolue nécessité de recevoir sans délai les déclarations que nous demandons au Gouvernement italien.

P.S. Le Gouvernement tessinois a envoyé hier au Département de Justice et Police un recours en faveur de Pacciardi³.

Nous n'avons pas à nous prononcer ici sur cette démarche sur laquelle vous n'aurez pas de la peine à vous former une opinion, – mais nous pensons qu'elle ajoutera encore aux difficultés du Conseil fédéral.

L'opinion publique tessinoise semble assez divisée dans l'affaire.

Il importe que le Gouvernement italien comprenne son devoir – d'ailleurs évident – à notre égard.

3. Recours repoussé par le Conseil fédéral le 3 février 1933. (E 1004 1/338).

238

E 2001 (C) 4/55

*Le Département politique
au Ministre de Suisse à Paris, A. Dunant*

Copie
L DH Urgent

Berne, 11 février 1933

Par lettre du 14 janvier¹, vous nous avez fait part de la pression de plus en plus forte qu'exerçaient les parlementaires sur le Gouvernement français pour que celui-ci promulguât les décrets prévus par l'article 2 de la loi du 10 août 1932² en vue de fixer dans chaque entreprise et catégorie professionnelle la proportion de travailleurs étrangers qui pourront y être employés. Comme cette loi ne prévoyait une limitation de l'emploi de la main-d'œuvre étrangère que dans les seuls cas de travaux publics ou de fournitures à l'Etat et que, pour toutes les autres entreprises, elle donnait simplement au Gouvernement la faculté de procéder par voie de décret, nous avions, d'accord avec vous, estimé préférable d'attendre, avant d'intervenir auprès des Autorités françaises, de voir comment celles-ci feraient usage de cette faculté.

Vu le risque de plus en plus grand d'une application rigoureuse des mesures prévues, nous estimons, d'entente avec le Département fédéral de Justice et Police, que le moment serait venu d'entreprendre une démarche d'ensemble concernant cette question, qui est d'un intérêt vital pour notre nombreuse colonie.

Cette démarche devrait s'appuyer sur les arguments développés dans la correspondance échangée en janvier 1932 entre le Département politique et le

1. Non reproduit.

2. Loi protégeant la main-d'œuvre nationale (JO. RF, 12 août 1932, n° 188, p. 8818).

Département de Justice et Police et dont vous avez reçu copie à l'époque. Il s'agit notamment de notre lettre du 8 janvier et de celle du Département de Justice et Police du 20 janvier 1932³. Notre point de vue est le suivant:

Les mesures envisagées par le Gouvernement français, bien qu'elles ne visent, au point de vue formel, que l'employeur seul, constituent, en fait et en droit, une dérogation au principe de l'égalité de traitement garantie aux Suisses en France par l'article 3 du traité d'établissement franco-suisse du 23 février 1882⁴. Il est vrai que les deux Gouvernements se sont réservé la possibilité de statuer librement sur l'admission d'un étranger, c'est-à-dire de refuser son admission ou de ne la lui accorder que sous conditions, ces conditions pouvant porter sur l'exercice d'une activité économique. Cette réserve ne peut, toutefois, s'appliquer aux Français venant séjourner en Suisse qu'aussi longtemps qu'ils n'ont pas été mis au bénéfice d'un permis d'établissement. Pour les Français auxquels ce permis a été accordé, ce qui est généralement le cas après un séjour ininterrompu de cinq ans, la clause du traitement national déploie ses effets sans restrictions et ces Français sont entièrement assimilés aux Suisses en ce qui concerne la protection du marché du travail. Il en est de même pour les Suisses désirant aller travailler en France. Leur admission est subordonnée à une autorisation qui peut leur être refusée ou accordée. Mais il n'a jamais été contesté que les Suisses établis en France depuis plusieurs années ont droit au traitement national, en ce qui concerne l'exercice de leurs professions, conformément à l'article 3 du traité d'établissement franco-suisse. La mise en vigueur des mesures projetées par le Gouvernement français impliquerait la suppression de l'égalité de traitement que le traité assure aux Suisses en France.

Le Conseil fédéral estime donc que l'application des limitations prévues par la loi du 10 août 1932 aux Suisses établis depuis plus de cinq ans en France constituerait une violation de l'article 3 du traité d'établissement. Il croit pouvoir compter d'autant plus sur la bonne volonté du Gouvernement français dans cette affaire que la situation en Suisse des Français en possession d'un permis d'établissement est déjà plus favorable et mieux garantie que celle des Suisses établis en France, la législation suisse prévoyant, sous condition de réciprocité, leur assimilation complète aux nationaux.

Une démarche collective à ce sujet de la part des représentants des diverses Puissances intéressées serait, à nos yeux, très souhaitable. Toutefois, nous ne voyons pas les avantages que nous aurions à nous associer à une intervention isolée de l'Ambassade d'Italie.

.../, de simples assurances de la part des Autorités françaises concernant l'application de la loi et des décrets susmentionnés nous paraissent insuffisantes. Nous estimons qu'il est nécessaire de demander au Gouvernement de la République de prendre une décision de principe qui soit portée à la connaissance de toutes les Autorités locales et du public. Il serait à craindre, sans cela, que, par peur de sanctions, les entreprises, dès la publication des décrets, se mettent à licencier

3. Non reproduit.

4. RO, 1882, vol. 6, pp. 362ss.

nos compatriotes sans même attendre une mise en demeure de la part des Autorités. Il serait alors extrêmement difficile d'obtenir le réengagement des Suisses licenciés dans ces circonstances.

239

E 2001 (C) 3/99

*Le Ministre de Suisse à Rome, G. Wagnière,
au Chef du Département politique, G. Motta*

L

Rome, 11 février 1933

J'ai l'honneur de vous confirmer mon télégramme numéro 4¹ concernant l'entretien que j'ai eu hier avec M. Suvich, Sous-Secrétaire d'Etat au Ministère des Affaires Etrangères.

Le but de ma visite était de rappeler à M. Suvich la demande que je lui avais présentée² d'une déclaration du Gouvernement italien nous donnant satisfaction et apaisement relativement aux organisations d'espionnage intolérables sur notre territoire. M. Suvich m'a expliqué tout de suite que le Chef du Gouvernement désirait ne pas paraître lier la question Pacciardi avec celle de la police italienne au Tessin. M. Suvich avait référé au Duce toute notre conversation et lui avait soumis le mémoire très résumé³ que j'avais laissé dans ses mains touchant les affaires Firstermacher et autres. Comme nous devions nous y attendre, le Chef de la Police Bocchini avait été immédiatement interpellé à ce propos et avait promis un rapport qui n'était pas encore parvenu au Ministère des Affaires Etrangères. M. Suvich le lui a fait réclamer en ma présence et m'a promis une réponse très prochaine à nos demandes.

J'ai emporté de cet entretien la persuasion que la direction de la Police était décidée à agir avec les plus grands égards à l'endroit des autorités suisses, suivant les bonnes règles existant entre pays amis. C'est ce que je vous ai télégraphié en me permettant de vous demander en même temps d'éviter toute communication à la presse et, si possible, au Gouvernement tessinois en attendant les déclarations plus explicites qui me sont promises. J'ai vivement insisté auprès de M. Suvich pour les recevoir au plutôt en lui représentant que l'agitation en faveur de Pacciardi n'était pas uniquement le fait des partis d'extrême gauche, mais que nos traditions sur le droit d'asile étaient invoquées à cette heure par une partie de l'opinion publique nullement hostile à l'Italie fasciste. «Nous n'entendons pas non plus, ai-je dit, lier l'affaire Pacciardi, au sujet de laquelle le Conseil fédéral a déjà pris sa décision, avec celle des menées policières, mais mon Gouvernement veut pouvoir, à ce propos, donner des explications satisfaisantes à notre opinion publi-

1. Non reproduit.

2. Cf. annexe au n° 235.

3. Cf. annexe au n° 205.

que qui s'est vivement émue des ingérences d'une police étrangère sur notre territoire.» Je ne suis pas certain que nous obtiendrons une déclaration telle que nous la désirons, mais je vous assure que j'ai fait tout mon possible pour la provoquer.

240

E 4001 (A) 1/42

*Le Chef du Département politique, G. Motta,
au Chef du Département de Justice et Police, H. Haeberlin*

L DD
Vertraulich

Bern, 1. März 1933

Wie der Bundesrat bereits in seiner heutigen Sitzung festgestellt hat¹, ist namentlich darauf Bedacht zu nehmen, das Übergreifen der politischen Propaganda von Parteien unseres Nachbarstaates auf unser Gebiet aus offensichtlichen Gründen nach Möglichkeit zu verwehren. Der Beschluss, deutsche Wahlversammlungen² auf dem Boden der Eidgenossenschaft zu untersagen, bedeutete den ersten notwendigen Schritt in dieser Richtung³. Wir glauben indessen schon heute in Verbindung mit Ihrem Departement auf die möglichen Folgen der zu gewärtigenden Einreise von Angehörigen und Exponenten deutscher Parteien, die sich zur Zeit im Reich an der Entfaltung ihrer Propaganda gehindert sehen werden, ins Auge fassen zu müssen. Wie das Beispiel der italienischen Emigranten⁴, deren Tätigkeit uns intern und nach aussen zahlreiche Unannehmlichkeiten bereitet, beweist, ist es unbedingt erforderlich, den Aufenthalt fremder Politiker, die zur Regierungsform ihres Staates in scharfer Abwehrstellung stehen, an gewisse Kautelen zu knüpfen. Und zwar müssen sich diese Kautelen nicht nur gegen ausländische Vertreter extremster Richtungen, die unter Umständen auch unsere eigenen Institutionen angreifen, richten, sondern, wie die Erfahrung zeigt, auch gegen an sich vielleicht gemässigte Politiker, die zum Zentrum einer Propaganda in dieser oder jener Form werden könnten. Die innere Gefahr besteht, wie das Beispiel des Kantons Tessin beweist, darin, dass unserm Staatsleben wesensfremde Begriffe, wie Fascismus und Antifascismus, auch bei uns immer mehr von Ausländern in den Brennpunkt der Diskussion gerückt werden und indirekt schliesslich in gewissen Grenzgebieten unser normales politisches Lebenfälschen könnten. Nach aussen beweist ebenfalls ein Rückblick auf unsere jüngsten Beziehungen zur italienischen Regierung⁴, dass die politische Betätigung von Ausländern, die zu ihren Regierungen in heftiger Opposition stehen, nicht nur eine

1. PVCF du 1^{er} mars (E 1004 1/339).

2. A l'occasion des élections au Reichstag du 5 mars 1933.

3. Par un arrêté du 1^{er} février 1932 (RO, 1932, vol. 48, p. 57), le Conseil fédéral a interdit le port d'uniformes étrangers sur le territoire de la Confédération.

4. Cf. n° 235.

Quelle von unerquicklichen Diskussionen sein kann, sondern schliesslich auch zuweilen zu unerträglichen Übergriffen führt. Wir können uns nicht verhehlen, dass ein in den zahlreichen deutschen Kolonien der Schweiz allmählich genährter Zwiespalt zu noch bedenklicheren Konsequenzen führen könnte⁵, als wir sie leider an unserer Südgrenze konstatieren mussten. Es scheint uns somit ein Gebot der Staatsnotwendigkeit, dass die schweizerische Asylpraxis nur in dem Sinne und mit der Einschränkung, welche der Bundesrat anlässlich des Falles Pacciaridi⁶ umschrieben hat, *von Anfang an* auch im Verhältnis zu einreisenden deutschen Parteiexponenten befolgt wird.

Wir wären Ihnen zu Dank verpflichtet, wenn Sie im Hinblick auf das vorstehend Ausgeführte Ihrerseits prüfen würden, welche Folgerungen aus der angedeuteten Situation schon jetzt gezogen werden können oder doch mit Rücksicht auf eine möglicherweise fortschreitende Entwicklung in Aussicht zu nehmen sind. Als Vorsichtsmassnahmen allgemeiner Natur kämen unseres Erachtens in Betracht:

1. nur befristete Erteilung von Aufenthaltsbewilligungen⁷ an neueinreisende Personen, von denen eine politische oder publizistische Tätigkeit zu vermuten ist; die jeweilige Verlängerung solcher befristeter Aufenthaltsbewilligungen um etwa drei Monate ist für die Betreffenden stets ein Memento zur Vorsicht.
2. eine genaue Kontrolle über neueinreisende Ausländer, die an bestehenden oder etwa neugegründeten Zeitungen und Zeitschriften mitarbeiten.
3. eventuell, je nach Entwicklung der Dinge, verschärfteste Kontrollmassnahmen an der Grenze, wobei auch nicht ausgeschlossen ist, dass mit der Zeit die Verhältnisse eine Wiedereinführung des Visumszwanges im Verhältnis zu Deutschland als wünschbar erscheinen lassen können.

5. *A propos des activités nazies dans la colonie allemande, et plus particulièrement de l'attitude de leur responsable W. Gustloff, P. Bonna, de la Division des Affaires étrangères du Département politique, écrit confidentiellement au Chargé d'affaires suisse a.i. à Berlin, H. Frölicher, le 27 juillet 1933.*

M. Gustloff a, en effet, pris la peine de communiquer lui-même sa déclaration au Département fédéral de Justice et Police en y ajoutant des renseignements fort détaillés sur l'organisation interne des groupes qu'il dirige; son attitude apparaît donc comme tout à fait correcte et loyale. Il nous semble, d'autre part, que l'encadrement national-socialiste des colonies allemandes en Suisse doit être considéré comme assez légitime. Nous n'avons pas fait d'objections à l'organisation fasciste des colonies italiennes dans notre pays et le Gouvernement allemand est fondé à réclamer les mêmes facilités que celles qui ont été accordées au Gouvernement italien (E 2001 (C) 4/94).

6. Cf. n° 204.

7. *Loi sur le séjour et l'établissement des étrangers du 26 mars 1931, art. 5 (RO, 1933, vol. 49, p. 280.).*

241

E 2300 Berlin, Archiv-Nr. 34

*Le Ministre de Suisse à Berlin, P. Dinichert,
au Chef du Département politique, G. Motta*

RP n° 3

Vertraulich

Berlin, 2. März 1933

Letzten Montag abend befand ich mich, in kleinerem Kreise zum Abendessen eingeladen, beim Oberbürgermeister von Berlin¹, als er wegen des brennenden Reichstagsgebäudes alarmiert wurde. Er begab sich unverzüglich in Begleitung des ebenfalls anwesenden neuen Stadtkommandanten², auf die Unglücksstelle. In dem Masse, wo in einem solchen Augenblick eine nicht ganz ernste Bemerkung noch statthaft sein mochte, bat ich die beiden Herren, doch auch ein wachsames Auge für unsere Gesandtschaft zu haben, die sich in nächster Nähe des Reichstagsgebäudes befindet, und mich nötigenfalls zu mobilisieren. Als die Herren nach einer Stunde zurückkamen, konnten sie bereits mitteilen, dass der Brand eingedämmt sei, aber unzweifelhaft Brandstiftung vorliege. In jenem Zeitpunkt wurde der Einsturz der mächtigen Kuppel, die sich über dem ausgebrannten Sitzungssaale wölbt, als wahrscheinlich betrachtet. Bei meiner Rückkehr nach Hause konnte ich indessen feststellen, dass die Kuppel den verheerenden Elementen standgehalten hatte. Unter den Gästen des Oberbürgermeisters befand sich auch der Reichsaussenminister³. Er zeigte sich besonders betroffen und meinte, die Reaktion des Auslandes, vornehmlich der Börsen, dürfte am nächsten Morgen kaum ausbleiben.

Ich war, unter dem unmittelbaren Eindrucke dieses aufsehenerregenden Ereignisses, bereits am Dienstag im Begriff, Ihnen zu schreiben, dies um so mehr, als in der letzten Zeit immer wieder die Frage in mir aufstieg, ob die Regierung denn nicht mit dem Feuer spiele. Nun hatten wir das erste Feuer auflodern sehen, dem die weitestgehenden Abwehrmassnahmen augenblicklich folgten. Welches waren aber die Schlüsse, die ich Ihnen gegenüber aus dieser aussergewöhnlichen, trotz allem überraschenden Lage ziehen sollte? Das war mir während der beiden letzten Tage ganz unklar, und heute noch darf ich kaum mehr behaupten, als dass es in mir zu dämmern anfängt. Aber heute noch muss ich zum Teil auf Tatsachen abstehen, die nachzuprüfen ich derzeit nicht in der Lage bin.

Gestern abend hat die Regierung amtlich bekanntgegeben, dass sie dafür unwiderrlegbare Beweise in ihren Händen habe, dass man in Deutschland am Vorabend des Ausbruches der kommunistischen Revolution sich befunden habe. Vieleorts waren am Dienstag und noch gestern in dieser Beziehung Zweifel geäussert worden. Wenn man zwischen den Zeilen mehrerer bedeutender Zeitungen zu

1. *H. Sahm.*

2. *G. v. Rundstedt.*

3. *C. v. Neurath.*

lesen sich bemühte – und anders sind gewisse Artikel heute überhaupt nicht zu lesen –, so entdeckte man die verschleierte Frage, ob es sich bei der Brandlegung im Reichstagsgebäude nicht um eine provokatorische Missetat handeln könnte. Ich weiss auch, dass manche Ausländer in Berlin zu einer derartigen Auffassung stark zu neigen schienen. Wie hätten die Kommunisten und die sonst klugen Moskauer so politisch widersinnig handeln können? – Demgegenüber konnte man aber alsbald einwenden: Wie hätte eine vielleicht von leitenden Männern gebildete Herausforderung eine solche Form annehmen können? Ein schlecht gezielter Schuss auf den höchsten Führer wäre denn doch das Gegebenere gewesen.

Sagt nun die Regierung die ganze oder doch mehr als die halbe Wahrheit – und das muss man mit der Grosszahl der Bevölkerung bis zu anderer Belehrung wohl annehmen –, so befindet man sich vor einer vollkommen veränderten Lage gegenüber der, die ich Ihnen vor Montag abend auseinanderzusetzen versucht hätte.

Drohte hier nachgewiesenermassen bolschewistischer Terror und kommunistische Revolution, so zweifle ich nicht, dass die Regierung in ihrer unerschrockenen Gegenwehr die Billigung und die Unterstützung des Volkes in seiner grossen Mehrheit finden wird. Hätte die Regierung einer Ermunterung bedurft, so fände sie sie in dieser Überlegung. Sie besass bereits die staatlichen Machtmittel in vollem Masse. Gehemmt, stark gehemmt, mochte sie sich fühlen in ihrer etwas gewalttätigen Art durch Recht und Verfassung.

Auch das System der Notverordnungen behielt seine Grenzen, gezogen insbesondere durch die Zuständigkeiten des Staatsgerichtshofes und die Selbständigkeit der Länder. Bei dem jetzt von der Regierung festgestellten Zustande, d. h. dem ausgesprochenen Notstande des Staates, gibt es tatsächlich keine verfassungsrechtlichen Schranken mehr, mit Recht, wenn man jenen Notstand als bestehend ansehen soll; denn schliesslich ist die Verfassung für den Staat da und nicht umgekehrt. Das muss auch ein Schweizer empfinden, dass der Staat nicht einwilligen darf, an seiner eigenen Verfassung zu Grunde zu gehen.

Wenn man auch diesen grundsätzlichen Standpunkt einnimmt und somit der Regierung diktatorische Befugnisse zuerkennt, so muss man sich aber erst recht fragen, welchen Gebrauch sie von einer solchen Machtfülle machen wird. Herr Bundesrat, wenn Sie mich hier unterbrechen und mich auffordern zu sagen, was ich dazu meine, so befindet ich mich in grösster Verlegenheit. Bis zum Beweise des Gegenteils sollen wir ja an die Weisheit, die Ein- und Vorsicht einer Regierung glauben dürfen, und ich soll wohl und möchte auch diesen Glauben behalten gegenüber der Regierung, mit der ich mich zu verständigen habe.

Wenn Sie aber alles vernehmen würden, was man hier zu hören bekommen kann, wenn man bisweilen die Ohren spitzt, womit einem aufgewartet wird, wenn man sich gelegentlich begierig zeigt, belehrt zu werden! Ich würde mir gar nicht erlauben, hier Vormerk zu nehmen von allem Klatsch und Unsinn, der mir von all den Unberufenen und Ununterrichteten entgegenströmt. Aber wenn ich, wie gestern, längere Zeit zusammensitze mit einem wahrhaftigen Staatssekretär⁴, dem

4. E. Milch, Secrétaire d'Etat au Ministère de l'Aviation.

engsten Mitarbeiter eines der Reichsminister⁵, und ich aus seinem Munde, unter vielem anderem, Eröffnungen vernehme wie folgende? – Ich mache eine vorsichtige Anspielung auf die Länder, wie Bayern, die stetsfort an einer gewissen Selbständigkeit zu hängen scheinen. Antwort: «Wissen Sie, wessen Leben heute in Deutschland am dünnsten Faden hängt? Wenn der bayerische Ministerpräsident Held in seiner Haltung verharrt, so verfällt er nach der heutigen Notverordnung ohne weiteres dem Todesurteil.» – Ich erwähne das Zentrum als nationale, staatserhaltende Partei. Erwiderung: «Das Zentrum hat doch während Jahren die Sozialisten angesteckt und die Sozialdemokratie vollends verführt.» Ich insistiere leicht und bemerke, dass das Zentrum immerhin auch im Ausland als Partei von einiger Bedeutung angesehen wird. Eigenartige Zustimmung: «Ganz recht, es ist eine internationale Partei, und deshalb gilt uns der Vatikan nicht mehr als Judas.» Diese Stichproben werden Ihnen genügen. Tragisch will auch ich derartige Aussassungen nicht nehmen; trotzdem kann man schwerlich umhin, ein Weilchen darüber nachzudenken. Politisch sollte wenigstens daraus der Schluss gezogen werden können, dass man in den massgebenden Kreisen vorderhand nicht beabsichtigt, die Beteiligung des Zentrums an der Regierung nachzusuchen.

Nun gerade in dieser Hinsicht ein anderes Echo. Vor einigen Tagen, allerdings vor dem Brände, unterhielt ich mich neuerdings mit dem früheren Reichsbankpräsidenten Schacht. Er spricht mich also an: Nun, wie gefällt es Ihnen in unsren Berliner Sümpfen? – Seitdem man nicht mehr groben Sauen begegnet, lässt sich hier doch gut leben, gab ich zur Antwort. – Ich hatte, einmal zum Glück, die Zeitungen gelesen und durch sie vernommen, dass tags zuvor der Vorsitzende der bayerischen Volkspartei, eigentlich der Zentrumspartei Bayerns, in einer Wahlrede daran erinnert habe, dass zu einer Zeit, da in Bayern die Münster schon gen Himmel strebten, in den Sümpfen, wo heute Berlin sichbettet, die Wildschweine sich gütlich taten. – Eine rechtsstehende Berliner Zeitung gab am nächsten Morgen Herrn Schäfer dieses Echo zurück: Der Wildschweinjäger habe zwar eine Vorliebe für grobe Sauen; in der Politik aber seien diese von Schaden. – Nun sagte ich Herrn Schacht, derlei Rededuelle wären gewiss belustigend, wenn sie nicht auf so ernste Meinungsverschiedenheiten hinwiesen. – «Ernst», meinte Herr Schacht, «glauben Sie nur das nicht; die Herren sind viel näher von einander, als man es sich vorstellt.» – Wie soll man da klug oder klüger werden?

Hat es bei der heutigen Sachlage einen Sinn, von den Reichstagswahlen vom nächsten Sonntag⁶ zu reden? Vor letzten Montag abend hätte ich daran erinnert, dass Regierungsmitglieder mehrmals erklärt haben: 1) dass die Wahlen der Regierung eine sichere Mehrheit bringen werden und 2) dass sie übrigens einer Mehrheit gar nicht bedürfe, sondern unter allen Umständen am Ruder bleiben werde. Letzteres konnte bereits damals als sicher gelten und ist heute mehr denn je unzweifelhaft. Ersteres mochte, je nachdem, wie es gemeint war, schon zuvor zutreffen; heute kann es wohl nicht anders sein. Man erwartet in der Tat, dass die gewählten kommunistischen Abgeordneten, infolge dieser oder jener Entscheidung,

5. H. Goering.

6. Le 5 mars 1933.

bei der Ermittlung einer Mehrheit überhaupt nicht mitgezählt werden. Damit fiele das absolute Mehr auf 240 bis 250. Die Nationalsozialisten haben heute 196 und hatten im Juli 1932 bereits 230 Stimmen inne. Die Möglichkeit, dass sie diesmal auf 250 aufrunden und demnach ihre Partei allein schon die absolute Mehrheit erreicht, mag ja vorhanden sein. Wenn nicht, so werden zweifellos die fehlenden Mandate durch die sog. schwarz-weiss-rote Kampffront eingebracht.

Es gilt als nicht unwahrscheinlich, dass zwischen der Stimmenzahl, welche die beiden Regierungslisten auf sich vereinigen werden, eine Art wechselseitiges Verhältnis wird festgestellt werden können, d.h. dass Stimmen, die der einen Liste verlorengehen, der andern zugute kommen werden; und zwar ist zu erwarten, dass die Nationalsozialisten den Deutschnationalen, also der schwarz-weiss-roten Front, etliche Mandate abnehmen werden. Obwohl die beiden Richtungen vorderhand in der Regierung vereinigt sind, so trauen sie sich gegenseitig nicht besonders, und das wird weniger im Wahlkampfe selbst als wahrscheinlicher im Ergebnisse der Wahlen zum Ausdruck kommen. Ich weiss, dass gewiegte Politiker immer noch nicht begreifen, wie es zur Mixtur vom 30. Januar⁷ kommen konnte, und weiterhin nicht einsehen, wie ein gemeinsames erspriessliches Regieren von zwei Richtungen bewerkstelligt werden soll, die vorab in wirtschaftlicher, aber auch anderer Hinsicht entgegengesetzten Auffassungen huldigen. Das empfinden natürlich auch die Nationalsozialisten, und deshalb trachten sie unentwegt nach einer ungeteilten Mehrheit.

Würden sie nun allein, mit allen Vollmachten ausgestattet und allen Verantwortlichkeiten belastet, auf die Dauer der Herrschaft behalten können? Entscheidend scheint mir heute, ich wiederhole es, für die Beantwortung dieser Frage die Beantwortung jener andern, ob der Nationalsozialismus Deutschland vor dem Bolschewismus gerettet hat. In dieser Hinsicht – nicht aber in mancher andern – könnte ich eine grosse Analogie erblicken mit der Machtergreifung des Faschismus in Italien. Auch da konnte sich in entscheidender Stunde der Faschismus nur deswegen durchsetzen und halten, weil er glaubhaft nachzuweisen imstande war, dass er Italien vor der sozialen Revolution bewahrt hatte. Allerdings war ein solcher Nachweis in Italien leichter wegen des wahrhaft internationalen Charakters seines Sozialismus, im Gegensatz zum deutschen, der sich, entgegen den unrichtigen heutigen Behauptungen des Nationalsozialismus, als vornehmlich national erwiesen hat.

Ich bin anderseits überzeugt, dass die Stellung einer rein nationalsozialistischen Regierung in Deutschland gegenüber dem Ausland eine ganz verschiedene sein würde, je nachdem sie die Macht mehr oder weniger usurpiert hätte oder im Gegenteil als Retter unserer Zivilisation erscheinen würde. Im letztern Falle könnte sie auf unerwartete Sympathien rechnen, und ihre Haltung dürfte auch im Ausland nicht ohne gewisse bemerkenswerte Rückwirkungen bleiben, vielleicht bis in unser eigenes Land hinein.

Wenn sich aber der Nationalsozialismus durch eine unberechtigte gewaltsame Machtergreifung von vornherein ins Unrecht setzen und die schärfste Opposition

7. Le 30 janvier 1933, le Président v. Hindenburg a nommé Hitler Chancelier du Reich.

breiter Massen im Lande selbst herausfordern würde, dann könnte ich schwerlich an den schliesslichen Erfolg einer solchen Regierung glauben. Die baldige wirtschaftliche Wiederaufrichtung, auf die keine Regierung verzichten kann, sähe sich durch die innern und äussern Widerstände vereitelt. Aber nicht nur das; diese allseitigen, tatsächlich übereinstimmenden Widerstände wären geeignet, auch aussenpolitisch Deutschland im höchsten Grade zum Schaden zu gereichen.

Ich habe in früheren Berichten die Auffassung durchblicken lassen, dass in meinen Augen der jetzige Zeitpunkt für Deutschland aussergewöhnlich günstig sei, um sich fast unbehindert gewisser Fesseln nach aussen zu entledigen. Eine nationalsozialistische Regierung, die im Innern aufs heftigste befehdet würde, könnte sich in jener Beziehung sehr rasch einer geänderten Lage, d. h. unbedingten äussern Widerständen, gegenübergestellt sehen. Ich weiss zwar nicht, ob ich von hier aus mir da ein richtiges Urteil bilden kann; mir wollte es in letzter Zeit scheinen, dass die deutsche Vertretung an der Abrüstungskonferenz politisch bereits isolierter dastand als zuvor. Und dass gewisse Mächte eine derart veränderte Situation zu ihren Zielen auszunutzen bereit wären, daran wäre kaum zu zweifeln.

Was im besondern das Verhältnis Deutschlands zu Moskau anbelangt, so kann man sich füglich fragen, was unter Umständen daraus werden könnte. Ich besitze vorderhand darüber keine Informationen, behalte aber diese sehr wichtige Frage im Auge. Auf den ersten Blick könnte man einen offenen Bruch für möglich, wenn nicht wahrscheinlich halten. Die wirtschaftlichen Interessen zwischen den beiden grossen Ländern sind aber wohl zu bedeutend und gleichzeitig verquickt, als dass da irgendwelche überstürzte Entscheidungen zu gewärtigen wären.

Noch eine Bemerkung.

Ich habe aus verschiedenen Besprechungen die Überzeugung gewonnen, dass die Nationalsozialisten ganz allgemein, vor allem aber ihre Führer, einer monarchistischen Restauration durchaus abhold sind. Wir stellen also auch hier eine grundlegende Meinungsverschiedenheit fest mit massgebenden deutschnationalen Persönlichkeiten.

242

E 2001 (C) 3/99

*Le Chef du Département de Justice et Police, H. Häberlin,
au Chef du Département politique, G. Motta¹*

L

Bern, 2. März 1933

Wir werden in der nächsten Zeit uns im Bundesrat über die Motion Walther² und die ihr zu gebende Folge aussprechen müssen. Wenn der Bundesrat dazu gelangt, Ausarbeitung eines Spezialgesetzes zu beschliessen, wird eine lebhafte Diskussion einsetzen die sich namentlich draussen in der Öffentlichkeit nicht auf die Linksparteien beschränken wird. Dazu wird mutmasslich eine Pacciardi³-Interpellation kommen. Diese letztere wird die Parallele zur Erledigung des Falles Firstermacher und Konsorten ziehen und weidlich ausschlachten – wenn wir nicht in der Lage sind darzutun, dass hier mit Recht keine unzulässige Parallele gezogen werden darf. Berufen können wir uns wie bisher darauf, dass der Bundesrat gegen Firstermacher und Konsorten³ Klage erheben wollte und dass er auch beabsichtigt, in einer allfälligen Novelle einen neuen Straftatbestand zu umschreiben, der dem Richter kein Ausweichen vor dem Hindernis mehr gestattet. Wir sind aber in allen bisherigen Besprechungen einig gewesen, dass dies alles nicht genügt, sondern dass wir auch – und zwar namentlich auch unsern *bürgerlichen* Anhängern gegenüber, welche die Unabhängigkeit der Schweiz über alles stellen – gezwungen sind darzutun, dass wir der italienischen Regierung gegenüber alles vorgekehrt haben, um eine Wiederholung der unleidlichen Schritte ihrer Agenten und Helfer zu verhindern. Die richtige Erledigung wäre natürlich eine unzweideutige Erklärung der italienischen Regierung, dass sie die Machenschaften eines Firstermacher, Sertorio⁴, Zamboni⁵ usw. nicht billigt, und dass sie ihre Sicherheitspolizei anweist, auf derartige Spitzeltätigkeit zu verzichten und jedenfalls verbrecherische Missbräuche abzustellen. Dass wir das nicht erreichen werden, ist heute schon mit Sicherheit festzustellen⁶. Die Entlarvung Firstermachers geht, wenn wir nicht irren, auf den Monat Oktober zurück⁷. Der Auftrag des Bundesrates an Ihr Departement, in Rom vorstellig zu werden, wurde unseres Erinnerns gleich-

1. *Remarque marginale de Motta:* Je suis aussi d'avis que nous devons obtenir du Gouvernement italien une déclaration satisfaisante. Il faut en avertir immédiatement M. Wagnière. 3.3.33.

2. *Du 21 décembre 1932. Elle invitait le Conseil fédéral à proposer aux Chambres, pour la session de printemps, des mesures législatives corrigant l'insuffisance de la législation en matière de protection de l'ordre public et à indiquer en même temps quelles autres mesures il se propose de prendre dans la même direction. Cf. Bull. stén. de l'Assemblée fédérale, 1933, session de printemps, pp. 144–162 et 255–285.*

3. *Cf. n° 204.*

4. *Cf. annexe au n° 205.*

5. *Expulsé par le Conseil fédéral, le 16 décembre 1932, en même temps que Firstermacher et Sertorio, pour avoir participé au service d'information clandestin. Cf. E 2001 (C) 3/99.*

6. *Remarque marginale de Motta: ?*

7. *Cf. n° 204 et n° 205.*

zeitig mit dem Ausweisungsbeschluss gegen Firstermacher, also anfangs November zum mindesten vorgesehen und im Dezember auf Ihre eigene Initiative definitiv erteilt⁸. Obwohl dieser Auftrag von Ihnen sofort weitergegeben und in der Folge auch ausgeführt wurde, haben wir bis auf den heutigen Tag keine auch nur einigermassen befriedigende Erklärung der italienischen Regierung oder ihrer Vertreter erhalten, die wir auch unserer Öffentlichkeit bekanntgeben dürften. Wir werden auch soweit als im Falle Cesare Rossi eine solche erhalten⁹. In Sachen Sicherheitspolizei regiert eben auch im fascistischen Staate der neue Fouché und nicht der neue Napoleon; das hängt mit dem System natürlich zusammen. Also werden wir auch hier wie im Falle Rossi diejenige Form wählen müssen, über die wir selbst zu bestimmen haben, und das ist die Abgabe einer von uns redigierten Protestnote. – Wir werden uns in der nächsten Sitzung des Bundesrates erlauben, eine solche zu beantragen. Ein weiteres Zuwarthen hat schon deshalb keinen Sinn, weil sonst namentlich in Rom der Eindruck des tatsächlich begangenen Unrechtes immer mehr verblasst. Es ist auch nötig, dass vor dem 27. März¹⁰ die Abgabe der Note erfolgt sei, unserer Öffentlichkeit mitgeteilt werden könne und dass auch die Besprechung derselben in der Presse vor der Bundesversammlung stattfinden könne. Wenn wir diese politische Notwendigkeit unterstreichen, so möchten wir damit nicht etwa den ganzen Komplex auf die Bedeutung einer blossen Prestigefrage herunterdrücken sondern ausdrücklich erklären, dass diese Erledigung für uns eine Sache der Überzeugung bedeutet¹¹. Wir haben bei allen mündlichen Besprechungen feststellen können, dass auch Sie auf diesem Boden stehen, dass Sie aber die Modalitäten der Ausführung bisher unserer Gesandtschaft anheimgestellt haben. Von jetzt ab werden aber diese Modalitäten und das Tempo zur Hauptsache und müssen bei der heutigen Sachlage von Ihnen selbst und vom Bundesrate bestimmt werden.

8. Cf. n° 223.

9. Remarque marginale de Motta: ?. Sur l'affaire Rossi cf. DDS vol. 9, Index.

10. Début de la session de printemps des Chambres fédérales. Cf. n. 2 ci-dessus.

11. Remarque marginale de Motta: natürlich!

243

E 2001 (C) 3/160

*Le Président du Directoire de la Banque nationale, G. Bachmann,
au Chef du Département politique, G. Motta¹*

L

Übernahme französischer Schatzscheine

Zürich, 9. März 1933

Unter Bezugnahme auf den mit Ihnen in obiger Angelegenheit in letzter Zeit gepflogenen Briefwechsel beeilen wir uns, Ihnen davon Kenntnis zu geben, dass die Schweizerische Bankgesellschaft und der Schweizerische Bankverein² heute mit dem Ersuchen an uns herangetreten sind, die Schweizerische Nationalbank möchte die von beiden Instituten beabsichtigte Übernahme französischer Schatzscheine in der Höhe von 10 bis 20 Millionen bzw. 10 Millionen Schweizerfranken gutheissen.

Das Direktorium, welches sich unverzüglich mit der Angelegenheit befasst hat, nahm beiden Gesuchen gegenüber eine absolut ablehnende Stellung ein mit der Begründung, dass vorab die derzeitige Haltung Frankreichs dem Schweizerfranken gegenüber eine Schatzscheinübernahme durch schweizerische Banken nicht als erwünscht erscheinen lasse. Sodann spreche auch die gegenwärtige unsichere Entwicklung der valutarischen Verhältnisse entschieden gegen eine derartige Finanztransaktion.

Die Vertreter der beiden Bankinstitute zeigten für die Stellungnahme der Nationalbank Verständnis und erklärten sich mit der Sistierung der geplanten Schatzscheinübernahme einverstanden.

1. La lettre est également signée E. Weber, Chef de la Division III de la Banque nationale.

2. Les deux banques négociaient avec le Trésor français l'émission de Bons du Trésor à 3,5%, à trois mois, renouvelable trois fois, pour un montant de 100 millions de francs suisses (E 2001 (C) 3/160. Lettre de E. Weber et M. Schwab, de la Banque nationale, au Chef du Département des Finances, J.-M. Musy, 14 février 1933).

244

E 2001 (C) 4/53

*Le Chef du Département de Justice et Police, H. Häberlin,
au Ministre de Suisse à Berlin, P. Dinichert*

Copie
L

Bern, 10. März 1933

Wie Sie der beiliegenden Notiz¹ entnehmen wollen, hat der Chef der Polizeiabteilung² am 9. März mit dem Sekretär der Deutschen Gesandtschaft³ die neue deutsche Ausländerverordnung⁴ und die sich daraus ergebende Lage durchgesprochen. Wir sind mit Ihnen der Meinung, dass der Versuch gemacht werden sollte, mit Deutschland zu einer Verständigung zu kommen über die fremdenpolizeiliche Behandlung der Angehörigen in den beiden Ländern. Sehr wichtig erscheint es uns, dass eine solche Verständigung vor dem Inkrafttreten der neuen deutschen Ausländerverordnung, also vor dem 1. Mai, abgeschlossen wird, damit nicht zuerst die Schweizer schlecht behandelt werden und die Position nachher zurückerobern muss, was mit den grössten Schwierigkeiten verbunden sein könnte, sondern unsere Landsleute von Anfang an einem Sonder-Régime unterstellt werden. Auf der andern Seite können wir aber u. E. nicht durchkommen mit einer nur oberflächlichen Behandlung der Angelegenheit durch die deutschen Behörden. Der Zeitpunkt scheint uns gekommen zu sein, diese ausserordentlich wichtige Frage grundsätzlich anzupacken. Wir denken dabei allerdings nicht an eine Änderung des Niederlassungsvertrages⁵, sondern an eine vorläufige Regelung der fremdenpolizeilichen Praxis, in Anlehnung an den bestehenden Vertrag, vielleicht als dessen Auslegung.

Wir gehen mit Ihnen einig darin, dass auszugehen ist von der schweizerischen Niederlassung⁶ und vom deutschen Befreiungsschein⁷. Wir sind aber heute nicht in der Lage, eine absolute Bindung einzugehen, die uns verpflichten würde, mit den auch im Entwurf zu einem internationalen Niederlassungsvertrag⁸ vorgesehenen Ausnahmen (Studien und Kuraufenthalt) nach einem fünfjährigen ununterbrochenen Aufenthalt stets die Niederlassung zu bewilligen, wenn überhaupt die weitere Anwesenheit gestattet werden will. Einmal aus formellen Gründen: Wir können die Kantone nur durch einen Staatsvertrag dazu verpflichten. So dann aus materiellen Gründen: Wir müssen die Möglichkeit haben Ausnahmen

1. *Non reproduit.*

2. *H. Rothmund.*

3. *C. von Holten.*

4. *Du 23 janvier 1933.*

5. Du 13 novembre 1909 (RO, 1911, vol. 27, pp. 677ss.).

6. *Loi sur le séjour et l'établissement des étrangers du 26 mars 1931, art. 6* (RO, 1933, vol. 49, pp. 279ss.).

7. *Le Befreiungsschein, selon l'ordonnance du 23 janvier 1933, est accordé après un séjour ininterrompu d'au moins dix ans en Allemagne. Sa validité est de deux ans. Il est renouvelable.*

8. *RG, 1932, p. 54.*

zu machen, da die Entwicklung der Krise nicht abgesehen werden kann. Wir werden allerdings versuchen, diese Ausnahmen zu formulieren, wozu aber ein Überblick über die ganzen Kategorien von in Betracht fallenden Deutschen nach ihrem Aufenthaltszweck nötig ist. Vielleicht finden wir eine Lösung, gemäss der die 5 Jahre die Regel bilden und die Ausnahmen nach 10 Jahren nachfolgen müssen. Wir müssen uns aber dies noch gründlich überlegen. Ferner müssen wir selbstverständlich erreichen können, dass die Befristung des Befreiungsscheins für Schweizer nur formelle Bedeutung haben wird. Ob wir den unbefristeten Befreiungsschein erhalten können scheint uns aber fraglich zu sein, es sei denn, dass Art. 30 der deutschen Verordnung⁹ so ausgelegt wird, dass von dieser Ausnahme auch durch künftige zwischenstaatliche Vereinbarungen gemacht werden können.

Wir sollten uns unseres Erachtens aber nicht nur mit dem Befreiungsschein befassen, sondern auch mit den Vorschriften, die bis zum Zeitpunkt gelten, der das Anrecht auf den Befreiungsschein bringt. Diese sind, wenn sie strikte angewendet werden, prohibitiv, und deshalb viel strenger als die schweizerischen, weil parallel zur Arbeitserlaubnis des Arbeitnehmers die Beschäftigungsgenehmigung für den Arbeitgeber läuft. Wir sollten wenn möglich den Schweizer von dieser letztern befreien können. Wäre dies wegen der Auslegung des § 30 ausgeschlossen, so müssten wir zum mindesten weitgehende Zusicherungen erhalten. Diese könnten sich auf die tatsächlichen Verhältnisse stützen, da wir trotz erneuter verschärfter Weisungen für die Abwehr neuzureisender ausländischer Arbeitskräfte noch ein Vielfaches von Deutschen zulassen werden, im Verhältnis zur Zahl der Schweizer, die in Deutschland Arbeit suchen¹⁰.

Wir bitten Sie, zunächst einmal die Frage der Verhandlungsbereitschaft Deutschlands in der angedeuteten Richtung abzuklären und uns darüber zu berichten. Sodann wollen Sie unverzüglich alle Konsulate dringend auffordern, Ihnen möglichst vollständiges Material aus den letzten Jahren zu übermitteln, mit bis ins Detail dargestellten Einzelfällen, auch solchen, die durch Intervention der Konsulate zu einer günstigen Lösung geführt haben. Die Deutsche Gesandtschaft in Bern besitzt erfahrungsgemäss ein grosses Material über die fremdenpolizeiliche Behandlung der Deutschen in der Schweiz. Was uns bei allen Besprechungen mit ihr fehlt, war eine grössere Zahl von Einzelfällen. Ihr Appell an die Konsulate wird sehr eindringlich sein müssen, da diese bisher in dieser Beziehung zum guten Teil versagt haben.

Unterdessen werden wir eingehend prüfen, welche Punkte wir zur Verhandlung zu stellen in der Lage sind¹¹. Vielleicht ergeben sich solche auch noch aus dem

9. Du 23 janvier 1933.

10. D'après le recensement fédéral du 1^{er} décembre 1930, 135 000 Allemands environ séjournent en Suisse. 85 000 d'entre eux ont une activité lucrative. Le nombre des permis d'établissement est d'environ 100 000. On estime que cela représente plusieurs fois le nombre des Suisses en Allemagne. (E 2001 (C) 4/53. Niederschrift der schweizerisch-deutschen Verhandlungen über die Fragen des Arbeitsmarktes und der Fremdenpolizei, 4. Mai 1933, p. 2.)

11. La proposition du Département politique au Conseil fédéral, le 20 avril 1933, suggère de négocier un traitement comparable, compte tenu des législations en vigueur, des Suisses en Allema-

von den Konsulaten eingehenden Material. Sind Verhandlungen grundsätzlich möglich, so müssten wir die Kantone zusammenrufen, um im vorneherein ihr Einverständnis mit gewissen einzugehenden Bindungen zu erhalten. Ohne dieses Einverständnis wären wir nicht verhandlungsfähig¹².

Sollte der Abschluss einer Vereinbarung möglich sein, so müsste die Gelegenheit benutzt werden, das Münchener Abkommen vom 18. April 1927¹³ aufzuheben. /.../

Wir haben noch grosse Bedenken, die Öffentlichkeit mobil zu machen, bevor sich dies als nötig erweist. Unsere öffentliche Meinung ist durch die gegenwärtigen politischen Vorgänge in Deutschland schon so beunruhigt, dass wir die Frage der fremdenpolizeilichen Behandlung der Schweizer in Deutschland der Öffentlichkeit nur preisgeben möchten, wenn ohne ein solches Druckmittel eine Verständigung unmöglich erscheinen würde. Sie dürfen aber ruhig erklären, dass wir keinen Augenblick sicher seien, wann eine solche Beunruhigung spontan durch Mitteilungen Zurückkehrender wachgerufen wird.

gne et des Allemands en Suisse et l'octroi du Befreiungsschein après cinq ans de séjour ininterrompu, comme le prévoit la législation fédérale, sur l'ensemble du territoire allemand et pour toutes les activités économiques, ainsi que sa durée illimitée ou son renouvellement quasi-automatique. (PVCF du 21 avril E 1004 1/339.)

12. *En réalité les cantons ne seront pas consultés. Malgré la volonté suisse d'aboutir avant le 1^{er} mai 1933, le Reich ne donne son accord pour ouvrir les négociations qu'à la mi-avril. Le Conseil fédéral nomme ses plénipotentiaires et adopte la proposition du Département politique le 21 avril 1933 (cf. note 11). Il n'est plus temps d'aviser les cantons puisque les pourparlers s'ouvrent le 25 avril à Berlin. (E 4800 (A) 1967/11, Archiv-Nr. 306. Lettre du Chef du département de justice et police, H. Häberlin, aux Directeurs cantonaux de police, 18 mai 1933.)*

13. *Sur les problèmes d'établissement, de secours et d'assurance chômage pour les frontaliers entre la Suisse et l'Allemagne, cf. PVCF du 24 mai 1927 E 1004 1/304.*

245

E 2001 (C) 4/130

*Le Ministre de Suisse à Berlin, P. Dinichert,
au Chef du Département politique, G. Motta*

L

Berlin, 10. März 1933

Ich hatte mit Staatssekretär von Bülow eine eingehende und, ich darf sagen, ernste Besprechung¹. Nach Kenntnisgabe des im Wortlaute beigeschlossenen Pro Memorias² und weil ich die Einstellung verschiedener Herren im Auswärtigen Amte zu kennen glaube, erklärte ich vorerst Herrn von Bülow, dass ich dem

1. *A l'occasion de la première agression commise contre un ressortissant suisse de confession juive, habitant Berlin.*

2. *Non reproduit.*

Amte selbst keine unnötigen Ungelegenheiten zu verursachen wünsche und deshalb bereit sei, mich mit ihm über das formelle Vorgehen zu verständigen, das auch ihm am geeignetsten scheine, weiteres und grösseres Unheil zu verhüten.

Ich setzte dem Staatssekretär auseinander, dass seit einiger Zeit schon in schweizerischen insbesondere jüdischen Kreisen Befürchtungen laut geworden seien, dass ihre herkömmliche Sicherheit in Deutschland nicht mehr gewährleistet sein könnte. Wir hätten, weil es, solange möglich, unsere Pflicht war, zu beruhigen gesucht in der Überzeugung, dass es in der Tat den deutschen Behörden gelingen würde, den Ausländern den nötigen Schutz in jeder Beziehung angedeihen zu lassen. Jetzt hätten wir das befürchtete typische Vorkommnis. Es sei zwar der erste uns zur Kenntnis gekommene Fall; aber die derzeitige, sich täglich verschärfende Lage sei doch wenig geeignet, uns für alle unsere Landsleute die wünschbare Beruhigung zu verschaffen.

Ich fuhr weiter, ich müsste beim ersten sich ereignenden Falle die Konsequenzen von weitern ähnlichen Vorfällen ins Auge fassen, und da sähe ich eine wirkliche Gefahr für unsere gegenseitigen ausgezeichneten Beziehungen. Wir könnten in der Schweiz Bedrohungen und Belästigungen unserer Landsleute in Deutschland, die Gefährdung ihres Lebens und ihres Gutes durch mehr oder weniger offizielle oder doch offiziell beschützte Organisationen unter keinen Umständen hinnehmen. Die Rückwirkungen müssten bei uns, mit den 140 000 Deutschen, die 3 bis 4% unserer Bevölkerung darstellen, eigenartig weitgehende sein. Ich versicherte wiederholt, vor allem die Sorge um die Erhaltung ungetrübter Beziehungen, deren wir mehr denn je bedürften, veranlasste mich, in so eindringlicher Weise mit ihm zu reden. Es scheine mir unsere gemeinsame Pflicht zu sein, da unbedingt den allerersten Anfängen zu wehren.

Herr von Bülow, mit dem man sich in der ruhigsten und verbindlichsten Weise unterhalten kann, hörte mich aufmerksam und im grossen und ganzen zustimmend an. Er erklärte gleich, mein Schritt sei nicht der erste dieser Art. Andere Vorstellungen des Auslandes seien schon erfolgt und zur Kenntnis der zuständigen Stellen gebracht worden. Das Verhalten vieler Braunhemden³ entspreche keineswegs dem Willen ihrer Führer, insbesondere des Reichskanzlers⁴. Dieser habe eben neue genaue Befehle erlassen und, für den Fall von Widerhandlung, mit schärfsten Massnahmen gedroht. Man dürfe sich davon Mässigung und Beruhigung versprechen, namentlich wenn die bevorstehenden Kommunalwahlen ebenfalls vorbei sein werden. Er hoffe zuversichtlich, die Ausländer, die sich richtig aufführten, würden zu keinen weitern Klagen Anlass haben.

Als Herr von Bülow im Laufe des Gespräches bemerkte, es könnte schliesslich in jedem Lande sich ereignen, dass ein Ausländer einmal in solcher Weise zu Schaden komme, erwiderte ich, das gäbe ich ohne weiteres zu, auch in der Schweiz könne gelegentlich ein Deutscher überfallen werden, nicht aber von staatlich bewilligten und benutzten Organisationen. Damit verband ich die Frage, als was wir eigentlich uniformierte Braunhemden oder Stahlhelmleute⁵ anzusehen

3. S.A.

4. A. Hitler.

5. Association d'anciens combattants.

hätten, als Beamte oder Privatpersonen oder ein neuartiges Zwischending. Ich könnte, erwähnte ich, in die Lage kommen, darüber z. B. unsere Konsulate oder einzelne Landsleute aufzuklären. Dem Staatssekretär schien meine Frage nicht gelegen zu kommen. Jedenfalls erhielt ich keine eindeutige Antwort. Er erklärte nur, eigentlich amtliche Funktionen dürften solche uniformierte Leute nur vornehmen, wenn sie die weisse gestempelte Armbinde mit der Aufschrift «Hilfspolizei» trügen. Sonst bestehe keine Verpflichtung, allfälligen Weisungen ihrerseits Folge zu geben.

Auf meinen ausdrücklichen Wunsch willigte der Staatssekretär ohne weiteres ein, dass meine Vorstellung – die, wie ich versicherte, im Sinne des Bundesrates erfolge, obwohl ihm das Vorkommnis selbst noch nicht bekannt sei – dem Reichskanzler zur Kenntnis gebracht werde.

Ich entsprach dann auch dem von Herrn von Bülow ausgesprochenen Wunsche, die im letzten Satze des beiliegenden Memorandums in Klammern gesetzten Worte fallenzulassen. Er meinte, eine solche Verallgemeinerung des Schutzbedürfnisses aller Schweizer in Deutschland scheine nach dem Einzelfall und auch nach den bereits ergangenen Weisungen nicht erforderlich. Ich fügte nur bei, ich hoffe nicht, durch einen neuen Vorfall gezwungen zu sein, hierauf zurückzukommen.

Die folgende kurze Unterhaltung in der gleichen Sache mag Sie noch interessieren.

Gestern abend machte ich bei einem gesellschaftlichen Anlasse zufällig die Bekanntschaft eines der engsten Mitarbeiter des Reichskanzlers, seines ständigen Wirtschaftsberaters⁶. Wir sprachen auch etwas von Wirtschaft, und er meinte dann, ich selbst hatte wohl hier keine andern als wirtschaftliche Sorgen. Ich antwortete, diese würden mir allerdings vollauf genügen, aber man scheine es nun doch zustande zu bringen, mir noch andere Ungelegenheiten zu bereiten; so hätte ich eben den ersten zerschlagenen Kopf einer meiner Landsleute zu sehen bekommen. Der andere frug: Wer hat denn das angerichtet? – Ich gab trocken zurück: Doch Ihre eigenen Leute. – Nachdem ich den Vorfall kurz erzählt hatte, meinte auch der Hitlerianer, bei einer so gründlichen Umwälzung müsse man verstehen, dass so etwas geschehen könne. – Ich muss, antwortete ich, in der Tat feststellen, dass so etwas passieren kann; es darf sich aber nicht wiederholen; und das zweckmässigste Mittel dazu wäre offenbar exemplarische Bestrafung. – Der Mitarbeiter Hitlers gab das auch zu und frug noch, ob ich etwa wegen dieses Vorfalles einen amtlichen Schritt zu unternehmen gedenke. Ich liess mich natürlich nicht bitten, ihm zu sagen, dies sei bereits in die Wege geleitet und ich werde am folgenden Vormittag den Staatssekretär im Auswärtigen Amte sprechen. Auf die Bemerkung des Vertrauensmannes Hitlers, er wäre gerne bereit, letzteren von meiner Mitteilung zu unterrichten, erwiderte ich selbstredend, das könne mir nur recht sein.

So habe ich allen Grund anzunehmen, dass das unserem Landsmanne zugesessene Missgeschick in Regierungskreisen Beachtung finden wird.

6. O. Wagener.

246

E 1004 1/339

CONSEIL FÉDÉRAL
Procès-verbal de la séance du 13 mars 1933

371. Agissements de la police italienne en Suisse. Démarche à Rome

Verbal

Dans la séance du 10 mars, M. le *chef du département politique* a rappelé la démarche diplomatique faite à Rome au sujet de l'affaire Firstermacher¹, après que la chambre d'accusation du Tribunal fédéral par son ordonnance de non-lieu², eut empêché cette affaire de suivre son cours en justice. M. Wagnière eut alors une longue conversation avec M. Suvich, secrétaire d'Etat pour les affaires étrangères, auquel il laissa un aide-mémoire³ exposant que le Conseil fédéral ne pouvait pas tolérer que la police italienne pratiquât l'espionnage sur sol suisse. M. Wagnière avait rendu compte de sa démarche par une lettre du 11 février⁴, mais la réponse du gouvernement italien ne lui a été remise que le 9 mars. Son télégramme relatant cette réponse exposait qu'elle n'était pas satisfaisante, et notre ministre lui-même demandait l'autorisation de faire une démarche auprès de M. Mussolini pour chercher à obtenir une déclaration qui tienne compte de notre protestation.

Aujourd'hui, M. Motta complète ses informations du 10 mars. M. Suvich a communiqué à M. Wagnière un rapport de M. Bocchini, directeur de la police, qui est un tissu de contre-vérités. Il reconnaît que le préfet de Varese s'est rendu exceptionnellement en Suisse pour une affaire de service, mais conteste sur tous les autres points les faits mentionnés dans l'aide-mémoire, prétendant notamment que Firstermacher n'a jamais appartenu à la police italienne et n'en a jamais reçu des passeports. M. Wagnière a protesté contre ces dénégations, mais il n'est pas parvenu à convaincre M. Suvich de la fausseté des allégations contenues dans le rapport.

M. Suvich avait proposé à M. Wagnière une réponse en quatre points qui peuvent se résumer ainsi: 1^o La police italienne n'a jamais fait surveiller des ressortissants suisses sur territoire suisse; 2^o elle n'a pas pu se désintéresser de l'activité délictueuse, et parfois compromettante pour des intérêts importants italiens, exercée par des ressortissants italiens, d'autant plus qu'elle avait l'impression que les autorités fédérales et cantonales ne poursuivaient pas ces individus avec une énergie suffisante; 3^o la sûreté italienne a l'intention d'agir avec tous les égards dus à la Confédération et elle observera les règles en usage dans les rapports entre

1. Cf. n° 204.

2. Du 12 décembre 1932. Cf. n° 227.

3. Cf. annexe au n° 205.

4. Cf. n° 239.

des peuples amis; 4^o l'attitude ferme des autorités italiennes⁵ permet de penser que l'activité délictueuse des «fuorusciti» en Suisse et surtout au Tessin sera réprimée avec énergie.

M. Wagnière a refusé d'accepter les points 2 et 4, qui impliquent une critique à l'adresse des autorités fédérales. Quant aux deux autres, il les estime insuffisants.

M. Motta croit devoir conclure de renseignements confidentiels fournis par M. Wagnière qu'il y a en Italie des éléments prêts à exploiter contre la Suisse tout incident touchant au Tessin, et il estime que la présente affaire doit être traitée avec la plus grande prudence. Il faut notamment se garder d'adresser au gouvernement italien une protestation nouvelle, car une telle démarche nous vaudrait une réponse qui, en raison de l'attitude observée par le gouvernement tessinois à l'égard des «fuorusciti», nous mettrait dans une situation d'infériorité manifeste. D'autre part, il ne croit pas non plus que le conseil puisse se contenter de la réponse transmise par M. Wagnière et propose d'autoriser ce dernier à demander à M. Mussolini une réponse plus satisfaisante.

M. le *chef du département de justice et police*⁶ estime également que la réponse donnée par M. Suvich est inacceptable. Il reste à savoir si nous pouvons espérer en obtenir une de M. Mussolini qui soit satisfaisante. Sans doute, le gouvernement tessinois n'est-il pas exempt de reproche. Mais si l'opinion est montée au Tessin contre le fascisme, cela provient de l'espionnage pratiqué sur notre sol par la police italienne. Nous savons maintenant que nous ne pouvons pas compter, en ces matières sur la bienveillance du gouvernement italien. Notre force est dans les règles internationales et dans notre fermeté. M. Häberlin se demande donc si, au lieu de provoquer une démarche auprès de M. Mussolini, il ne vaudrait pas mieux adresser au gouvernement italien une protestation écrite déclarant que nous ne saurions admettre le système d'espionnage pratiqué sur notre sol par la police italienne. Il se réserve de faire une telle proposition si la lecture de l'aide-mémoire remis par notre ministre à M. Suvich – et dont copie sera demandée à M. Wagnière – lui laisse l'impression qu'une démarche plus énergique s'impose.

Sous cette réserve, le conseil décide d'inviter notre ministre à Rome à faire auprès de M. Mussolini la démarche susmentionnée et à se montrer très catégorique et très ferme.

5. Il faut lire: suisses. Cf. n° 251.

6. Sur la position de Häberlin cf. aussi n° 242.

13 MARS 1933

247

E 2001 (C) 3/99

*Le Chef du Département politique, G. Motta,
au Ministre de Suisse à Rome, G. Wagnière*

*Copie**L*

Berna, 13 marzo 1933

Ho sott'occhio il Suo rapporto del 10 corrente¹ che riguarda lo spionaggio nel Cantone Ticino, e la Sua lettera dello stesso giorno² che contiene informazioni confidenziali intorno ai sentimenti e alle vedute di talune personalità italiane sulla Svizzera e sul Cantone Ticino. Di ambedue questi preziosi documenti La ringrazio. La ringrazio pure di quanto Ella ha fatto fin qui per ottenere dal Governo italiano dichiarazioni e assicurazioni soddisfacenti. Il di Lei operato ha la mia piena approvazione e quella del Consiglio federale.

Il Consiglio federale – al quale ho sottoposto nella seduta di stamane la situazione come risulta da quanto Ella ci ha comunicato – non si è ancora pronunciato in modo definitivo sulla convenienza ed opportunità che Ella faccia un ultimo tentativo presso il Capo del Governo, on. Mussolini. E tale è appunto la ragione per la quale io Le scrivo.

Due sono le possibilità. O il Consiglio federale incarica il proprio ministro a Roma di presentare al Governo italiano una nota in cui noi protestiamo contro lo spionaggio³ e, segnatamente, contro i metodi delittuosi usati sia contro cittadini italiani sia contro cittadini svizzeri. Oppure il Consiglio federale, – rinunciando a presentare una nota formale di protesta e considerando quindi che il *memoriale* già deposto⁴, con i commenti verbali di cui esso fu oggetto, costituisce già la protesta diplomatica necessaria, – incarica il proprio ministro di spiegare al Capo del Governo italiano che gli affidamenti stati dati dall'on. Suvich, sottosegretario di Stato agli Esteri, non ponno soddisfare il Consiglio federale e questi deve perciò insistere per ottenere dichiarazioni più ampie e più rassicuranti per l'avvenire.

Io sto personalmente per questa seconda possibilità, perché nulla di veramente utile mi riprometto da una nota di protesta solenne, nota che certo non rimarrebbe senza risposta, e potrebbe diventare l'occasione di spiegazioni irritate e spiacevoli da ambedue le parti.

Il Consiglio federale propende verso il mio avviso, ma, data la delicatezza e la gravità dell'argomento, io gli ho promesso di prendere prima ancora il di Lei avviso.

Le ho fatto telefonare per avere una copia del *pro-mémorial* (o memoriale) da Lei lasciato nelle mani dell'on. Suvich. Dopo averlo veduto sarà più facile al Consiglio federale di pronunciarsi in piena cognizione di causa.

1. *Non reproduit.*

2. *Non retrouvé.*

3. *C'est la position défendue par Häberlin. Cf. n° 242 et n° 246.*

4. *Cf. annexe au n° 205.*

Io comprendo perfettamente quanto sia difficile l'ottenere da un Governo straniero di riconoscere gli errori della sua polizia politica e quanto più difficile ancora sia che tale governo s'impegni ad evitare o a far evitare dalla propria polizia questi errori per l'avvenire.

Mi sembra tuttavia che le nostre prove sono schiaccianti. Dirò di più. Il Governo italiano riconosce infatti che esso ha esercitato funzioni di sorveglianza sul nostro paese. Esso cerca scusarsi coll'affermare che deve difendere la propria sicurezza. Ma dev'essere proprio lecito che una polizia straniera provochi direttamente i delitti persino con materie esplosive? Chi vorrà ammettere che Firstermacher, Roda⁵ e Compagni non avevano ricevuto istruzioni precise dai loro mandanti? Vale anche qui il verso dantesco: *e il modo ancor m'offende!*

Io sono persuaso che l'alta mente dell'On. Capo del Governo italiano capirà che il Consiglio federale non può adagiarsi a formole di soddisfazione o troppo vaghe o equivoche. Anche noi abbiamo un'opinione pubblica. Anche noi abbiamo un'indipendenza e una dignità da difendere.

Sono pienamente d'accordo che il caso Pacciardi⁶ non dev'essere trascinato in questa discussione. Il Consiglio federale, ritirando il permesso di soggiorno a questo signore, ha compiuto un dovere. Forse la longanimità usata fu troppa. Tuttavia il ritiro di permesso sta a dimostrare quanto il Governo federale è scrupoloso osservatore dei suoi doveri. Non mi pare che sia esigenza inamericabile o esagerata il pretendere che anche il Governo italiano rispetti, con altrettanto scrupolo, gli obblighi suoi.

Non ignoro che il Governo cantonale ticinese ha talora dimenticati i doveri internazionali che pesano anche su di lui, ma sarebbe più facile anche per il Consiglio federale l'esigere da questo Governo cantonale una comprensione più severa degli obblighi internazionali se la Polizia politica italiana non fornisse pretesti a coloro che gridano alle ingerenze illecite e perciò intollerabili.

Pare a me che una spiegazione ampia, franca, amichevole e dignitosa dovrebbe poter mettere un termine a questo malaugurato sistema delle spie da cui viene danno non soltanto a noi ma anche all'Italia.

Viviamo in tempi gravi, lo so, nè io vorrei prestare le mani a una discussione acerba. Ma l'On. Mussolini ci ha fornito già più d'una volta prove della sua amicizia e io spero che, facendo appello a questo senso di simpatia per la Svizzera, dovrebbe essere possibile al nostro ministro a Roma di dare all'incidente dello spionaggio una conclusione accettabile per le due parti.

Le scriverò non appena il Consiglio federale avrà nuovamente deliberato⁷, ma attendo di leggere prima o per telegramma o per lettera il di Lei parere che mi sarà prezioso.

5. *G. Roda, expulsée par le Conseil fédéral en même temps que Firstermacher et pour les mêmes motifs, le 16 décembre 1932.*

6. Cf. nos 204.

7. Cf. annexe au présent document.

ANNEXE

E 1004 1/339

CONSEIL FÉDÉRAL
Procès-verbal de la séance du 17 mars 1933

395. Agissements de la police italienne en Suisse. Démarche à Rome

Verbal

(Voir le procès-verbal de la séance du 13 mars)⁸

M. le *chef du département politique* donne lecture de l'aide-mémoire⁹ que M. Wagnière a remis à M. Suvich en février et qui énumère les griefs de la Suisse au sujet de l'espionnage pratiqué sur sol suisse par Firstermacher et consorts. Il ajoute que M. Mussolini doit recevoir cet après-midi M. Wagnière, qui a demandé à l'entretenir de cette affaire et qui insiste fortement pour obtenir l'autorisation de se rendre à cette audience. M. Motta apprécie vivement cette demande. [...]

M. le *chef du département de justice et police*¹⁰ tient à déclarer que les critiques qu'il a exprimées dans la dernière séance au sujet de la conduite de l'affaire visent non pas le département politique, ni notre ministre à Rome, dont l'activité a toute son approbation, mais uniquement les autorités italiennes. Il doute aujourd'hui encore qu'un entretien avec M. Mussolini puisse avoir un résultat qui donne satisfaction à l'opinion suisse. Plutôt que de s'engager dans cette voie, qui fermerait la porte à une protestation en bonne et due forme, il vaudrait mieux, en renonçant à l'entretien projeté, adresser maintenant au gouvernement italien une protestation qui confirmerait la démarche de M. Wagnière auprès de M. Suvich et compléterait l'aide-mémoire, où ne figure qu'un exposé des faits.

M. le *chef du département des postes et des chemins de fer* se prononce en faveur de la démarche projetée auprès de M. Mussolini. La protestation recommandée par M. Häberlin ne pourrait être faite que si M. Wagnière contremandait sa demande d'audience, ce qui lui donnerait un caractère de réelle gravité.

Conformément à la proposition du chef du département politique, le conseil décide de laisser M. Wagnière se rendre à l'audience de M. Mussolini.

8. Cf. n° 246.

9. Cf. n. 4 ci-dessus.

10. Cf. n. 3 ci-dessus.

248

2001 (C) 2/14

*Le Ministre de Suisse à Buenos-Aires, E. Traversini,
à la Division des Affaires étrangères du Département politique*

L XH

Buenos-Aires, 13 mars 1933

J'ai eu l'honneur de recevoir votre lettre du 6 janvier dernier¹, par laquelle vous avez bien voulu me faire savoir que vous aviez renoncé à conférer à M. de Moras, vice-consul à Santiago, le titre d'Attaché de Légation et que le seul projet à rete-

1. Non reproduit.

nir serait, à vos yeux, celui qui transformerait le poste en une Légation dont la direction serait confiée à un Chargé d’Affaires dépendant du Chef de Mission en résidence à Buenos Aires.

De retour du Chili depuis quelques jours, je m’empresse de porter à votre connaissance que je suis entièrement de cet avis.

L’octroi du titre d’Attaché de Légation à M. de Moras m’avait fait l’effet d’une solution de fortune, attaquable pour de multiples raisons qu’il est inutile d’énumérer et qui vous ont sans doute amené, après coup, à y renoncer.

Votre changement d’attitude, que j’ai pu communiquer aux intéressés avant mon départ de Santiago, ne leur a causé nulle peine, pas plus à M. de Moras, qui n’avait mis aucun amour-propre dans cette affaire, qu’à M. Küpfer² qui, poussant fort loin l’altruisme, n’avait voulu soulever aucune objection contre la situation spéciale, dans certaines circonstances supérieure à la sienne, qui allait être faite à son collaborateur et subordonné.

Les choses rentrent ainsi dans l’ordre. M. de Moras, cet agent capable, actif et dévoué, reste vice-consul, sans qu’on ajoute à cette qualité le titre inopérant d’Attaché de Légation, et l’avancement auquel il pourra légitimement prétendre un jour devrait, à mon avis, le hausser dans la hiérarchie consulaire plutôt qu’en dehors de celle-ci.

Et j’en viens à la nomination d’un Chargé d’Affaires.

Elle me paraît s’imposer si nous voulons qu’une action diplomatique suisse se fasse sentir au Chili, et je déduis de la petite modification qu’il fut question d’apporter au statut de M. de Moras que vous aviez, avant moi, tranché la question par l’affirmative. Il suffit, pour partager votre opinion, de penser aux intérêts considérables que nous avons dans ce pays et aux difficultés que rencontre leur sauvegarde.

Vous trouverez, dans une lettre de mon prédécesseur, du 26 janvier 1926, l’exposé d’une enquête faite sur l’opportunité, pour notre pays, d’avoir une Légation sur le Pacifique et vous verrez qu’à cette époque déjà le Consulat Général de Santiago se prononçait catégoriquement pour la transformation du poste en une Légation. Les statistiques de l’enquête ont perdu, naturellement, tout intérêt, mais je ne crois pas que notre décision doive dépendre de chiffres que les circonstances spéciales dans lesquelles nous vivons privent de leur véritable signification. Les échanges commerciaux ne donnent, en effet, pas, aujourd’hui, une image exacte de ce qu’ils furent avant la crise, pas plus qu’ils ne permettent de prévoir avec quelque précision ce qu’ils vont devenir et il serait aventuré de tirer d’une stagnation, qui pourrait n’être qu’accidentelle, des conclusions définitivement négatives. Ce qu’il convient plutôt de relever, c’est l’importance des capitaux suisses engagés, sous une forme ou sous une autre, au Chili, et la nécessité de suivre, par tous les moyens possibles, les événements politiques et économiques qui pourraient en affecter le sort. Qu’un agent diplomatique soit mieux qu’un Consul en mesure d’exercer semblable mission, cela n’est pas douteux.

Bien qu’il apporte à sa tâche tout le zèle désirable, notre Consulat Général à

2. *Consul de Suisse à Santiago.*

Santiago se voit, de par sa nature même, privé de sources d'information essentielles. Parce que consuls, nos agents n'arrivent qu'avec peine à s'assurer des entrées, et toujours par la petite porte, au Ministère des Affaires Etrangères et dans les missions diplomatiques. Cela est tout particulièrement regrettable à une époque où, même dans les pays restés fidèles, en principe, à la liberté des transactions commerciales, l'Etat n'a pu se dispenser de les soumettre à une réglementation souvent compliquée, à chaque instant modifiée, suivant les nécessités mouvantes dictées par les événements les plus divers et les plus inattendus. D'où l'importance d'un accès direct et facile auprès des organes gouvernementaux. Des négociations internationales, d'autre part, se nouent et se poursuivent presque chaque jour, qui rendent précieuses, pour ne pas dire indispensables, les relations avec le corps diplomatique.

Le Chili traverse actuellement une des périodes les plus pénibles de son existence et de sombres pronostics se font entendre sur l'avenir du pays. Il est certain qu'il faudra du temps pour que le salpêtre et le cuivre retrouvent tout ou partie des vertus lucratives qui ont fait la fortune de deux ou trois générations d'hommes. Mais qui peut dire avec certitude qu'il ne s'agit pas, malgré tout, d'une éclipse, que c'est fini? Il ne manque pas non plus de gens qui croient que le pays reverra, dans ses mines, une source de revenus qui, bien qu'amoindris, seraient encore considérables, et le Chili contient toute une région agricole, dont on pourra augmenter beaucoup le rendement, riche en bétail, en forêts, en vignes et en céréales. Plus sagement administré que ce ne fut le cas jusqu'à présent, et il n'est pas impossible que l'adversité l'instruise, ce pays devrait encore jouer un rôle dans les échanges internationaux et avoir, par conséquent, avec le nôtre des points de contact suffisants pour justifier la présence d'un représentant du Conseil fédéral ou, au moins, du Département Politique sur les bords du Mapocho. En admettant même qu'il soit raisonnable de partager l'avis des pessimistes, je pense qu'un agent diplomatique serait indiqué pour liquider, tant bien que mal, le passé, vous renseigner sur le présent et, par là, préparer l'avenir.

Votre Légation à Buenos Aires n'est, à cet égard, d'aucune utilité, puisque le contact personnel lui fait totalement défaut. Les séjours que votre ministre peut faire à Santiago, séjours brefs et rares de par la force des choses, sont sans efficacité. Séjours de courtoisie, qui permettent à peine de lier connaissance, d'échanger des propos vagues, de recueillir des impressions, s'ils font plaisir à une colonie avide de prestige, ils n'ont rien de l'action soutenue que, seule, la résidence habituelle met en mesure de développer. Il m'est arrivé, même, de me demander si ces fuyantes apparitions de plénipotentiaires de passage n'éveillaient pas, chez le ministre auquel on rend ainsi une visite sans lendemain, l'idée d'une comparaison désagréable entre le pays auquel on accorde les honneurs du domicile et celui que l'on traite par des excursions bisannuelles.

Au surplus, le voyage de Buenos Aires à Santiago n'est pas une petite affaire. Il prend deux jours par les Andes, cinq jours par le Sud, et quand je dis qu'il prend deux jours par les Andes, il faut s'entendre. D'abord, le train ne marche qu'une fois par semaine et si, comme le cas s'est présenté, cet été, à plusieurs reprises, des orages ont grondé sur la Cordillère, entraînant des éboulements, on est obligé d'attendre, pour faire circuler le convoi, que les choses aient été remises en état.

Cela peut durer des semaines ou des mois. Et s'il y a brouille entre l'Argentine et le Chili, on se ferme la porte au nez en interrompant la voie de communication transandine. Quand je suis arrivé ici, la Cordillère était rouverte depuis quelques semaines, après une cessation de service qui avait duré sept mois, parce qu'on n'était pas d'accord sur certaines questions douanières.

La voie du Sud, plus sûre, plus belle en partie, est plus longue encore, je vous l'ai dit. On commence par 48 heures de train, puis viennent le bateau, l'auto, le cheval, le bateau encore, de nouveau l'auto et 24 heures de train pour finir. Tout cela, forcément, soumis à bien des aléas.

D'un côté, donc, c'est Stockholm-Rome, quand il y a moyen de passer, à 4000 m. d'altitude, de l'autre c'est Paris-New York, si tout va bien.

Un Chargé d'Affaires à Santiago n'augmenterait pas beaucoup les frais actuels du poste, puisque son arrivée entraînerait automatiquement le départ de l'Attaché consulaire. Il ne faudrait pas attendre de lui des miracles, mais nous serions plus tranquilles, ayant le sentiment d'avoir fait ce qu'il était possible de faire pour nous défendre et tenté de sauver ce qui pouvait être sauvé, tout en observant de plus près des événements où se joue souvent l'existence même d'exportateurs que nous devons soutenir de toutes nos forces. Le Gouvernement chilien serait sensible à ce qu'il estimerait être une marque de considération et nous comblerions les vœux d'une colonie pleine de vitalité et animée du meilleur esprit.

J'ajoute que le climat de Santiago est un des plus agréables qui soient. Il diffère donc beaucoup de celui de Buenos Aires³.

3. Le 28 avril 1933, le Département politique répondait à Traversini:
/.../

Les arguments que vous faites valoir dans ce sens [*transformation du Consulat général de Santiago en Légation*] n'ont pas laissé de nous confirmer dans notre manière de voir à ce sujet, laquelle ne diffère pas de la vôtre. Malheureusement, des raisons budgétaires, d'une part, les nombreuses et utiles relations que M. Küpfer, consul général, posséderait au Chili, d'autre part, nous paraissent rendre inopportun pour le moment la transformation envisagée. Le poste étant pourvu actuellement de personnel qualifié en suffisance, il n'y aura pas d'inconvénients sérieux, pensons-nous à ce que le statu quo soit maintenu quelque temps encore.

/.../(E 2001 (C) 2/14).

Le Consulat de Suisse à Santiago ne sera élevé au rang de Légation qu'en 1944.

249

E 1004 1/339

CONSEIL FÉDÉRAL
Procès-verbal de la séance du 17 mars 1933

396. Affaire des zones. Département politique

Proposition du 9 mars 1933

(Voir procès-verbal de la séance du 27 janvier 1933)¹

I. /.../²

II. A la suite des décisions prises le 27 janvier par le Conseil fédéral, le Département politique, le Département de l'Economie publique et le Département des finances et des douanes ont établi en commun un texte indiquant les facilités concrètes – réduites d'ailleurs au strict minimum – que la Suisse doit envisager d'accorder aux produits zoniens dans le cadre des engagements pris par elle. Le département politique soumet à l'approbation du Conseil fédéral ce texte, qui revêt la forme d'un projet d'arrêté fédéral, en vue de l'éventualité où la Suisse fixerait d'une manière unilatérale ces facilités. Pour certaines catégories de marchandises, les contingents accordés paraissent et sont en effet relativement élevés. Ces chiffres résultent toutefois du régime actuel, par rapport auquel la Suisse, selon l'interprétation admise par le Conseil fédéral, est tenue à un supplément de libéralités. Dans ses parties essentielles, le projet n'est qu'une codification du régime actuel établie d'après des critères de droit strict. Le retour au droit strict implique, en revanche, des avantages appréciables pour la Suisse par rapport à la situation actuelle, dans laquelle certaines concessions (dispensant par exemple les producteurs zoniens de conduire eux-mêmes leurs produits aux marchés) sont admises par simple tolérance.

Le projet dont il s'agit a été soumis à une conférence qui a réuni à Berne, le 3 mars, des représentants des Gouvernements cantonaux de Genève, de Vaud et du Valais, ainsi que de l'Union suisse des paysans et de l'Union suisse du commerce et de l'industrie³. Cette conférence a donné son approbation au projet sous réserve de certains amendements dont il pourra encore être tenu compte, mais qui ne portent pas sur le chiffre des contingents. Le département politique estime pouvoir, dans ces conditions, demander d'ores et déjà au Conseil fédéral de donner son approbation de principe au projet, dont certains termes pourront être encore modifiés.

III. Tout en considérant le «projet d'arrêté» comme base de la discussion future avec la France, le département politique estime qu'il ne serait pas opportun de le communiquer actuellement au Gouvernement français. Celui-ci pourrait, en effet, tirer profit d'une pareille communication pour essayer d'obtenir, dans la

1. Cf. n° 236.

2. La Suisse ne doit pas tarder plus longtemps à répondre à la note française du 17 janvier 1933.

3. Le procès-verbal de cette conférence n'a pas été reproduit. (Cf. E 2, Archiv-Nr. 1730).

procédure d'expertise à laquelle il peut recourir jusqu'à la date du 7 juin prochain, des avantages supplémentaires, qui pourraient ne pas lui être refusés. D'un autre côté, une publication du projet d'arrêté dans la presse savoyarde pourrait avoir des répercussions fâcheuses pour le développement ultérieur de l'affaire.

Pour des raisons de tactique et considérant aussi que la Suisse n'est pas tenue à fournir, pour l'instant, trop de précisions sur le régime qu'elle entend accorder aux produits zoniens alors que la France a voulu écarter jusqu'ici toute discussion quant à la question des droits fiscaux et à celle de la limite des zones, le département politique envisage de faire remettre au Ministère des Affaires étrangères de France deux documents exposant la manière de voir du Conseil fédéral, à savoir: 1^o une note de couverture⁴ répondant à l'argumentation de la note française du 17 janvier et 2^o un mémoire⁵ contenant toutes les indications qu'il paraît possible et indiqué de fournir aujourd'hui au sujet de l'exécution pure et simple par la Suisse de l'arrêt de la Cour permanente de Justice internationale du 7 juin 1932⁶.

M. le *chef du département politique* complète le rapport du département par un exposé de la conversation qu'il a eue à Genève avec M. Paul-Boncour⁶. Il a fait observer à ce dernier que l'administration française semblait vouloir se soustraire systématiquement à toute négociation et instituer, sur la base de la sentence de La Haye, un système impossible. M. Paul-Boncour ne l'a pas contesté et a ajouté que, personnellement, il était très porté à soumettre l'affaire à la procédure d'experts. Cette déclaration confirme M. Motta dans l'idée que nous devons nous préparer à affronter ladite procédure. Dans la suite de la conversation, M. Motta a ajouté que le Conseil fédéral serait prêt à considérer une solution qui supprimerait la zone sarde, à condition qu'on fit du pays de Gex une véritable zone franche, sans cordon fiscal. M. Paul-Boncour ne s'est pas montré irréductiblement opposé à cette idée, mais il a fait observer qu'une telle solution ferait brêche dans la souveraineté fiscale de la France. Il a demandé en outre que la Suisse fasse maintenant des propositions quant aux facilités qu'elle compte accorder aux produits des zones.

[...]

En ce qui concerne le projet d'arrêté fédéral, M. Pilet-Golaz ne croit pas utile que le conseil se prononce aujourd'hui à son sujet. Ce serait même dangereux, car si sa décision venait à être connue elle aurait des effets fâcheux pour nos négociations avec la France et provoquerait en outre de vives réactions dans notre pays même. Il n'y a, du reste, aucune raison de se hâter. Si, en effet, la France veut demander la procédure d'experts, elle doit le faire avant le 7 juin. Or il n'est pas question d'aboutir à un règlement avant cette date. Conservons donc les mains libres en vue des délibérations des experts et ajournons l'examen du projet d'arrêté jusqu'à ce que nous connaissions la réponse de la France à notre note et à notre mémoire.

4. Non reproduit.

5. Cf. n° 160, n. 4.

6. Ministre français des Affaires étrangères.

M. le *chef du département politique* rappelle que, selon sa proposition, l'approbation du projet d'arrêté devait avoir un caractère purement interne. Mais il ne voit aucun inconvénient à l'ajournement proposé.

M. le *président*⁷ déclare qu'il ne peut, en principe, souscrire aux propositions du département politique. Le projet d'arrêté montre d'une manière frappante les conséquences qu'entraînerait dans l'ordre économique, l'exécution pure et simple de la sentence de La Haye. Notre agriculture voit, non sans raison, dans les concessions qu'on lui demande une grave atteinte à ses intérêts. Le seul moyen de sortir de cette situation est de proposer aux gouvernements des cantons intéressés de renoncer à l'exécution de la sentence de La Haye et de chercher un accord avec la France sur la base de l'abandon des zones.⁸

/.../⁸

7. *E. Schultess.*

8. *En conclusion, le Conseil décide, à la majorité, de remettre au gouvernement français la note de couverture et le mémoire, ce qui est fait le lendemain, et d'ajourner la discussion du projet d'arrêté fédéral jusqu'à ce que soit connue la réponse de Paris.*

250

E 1004 1/339

CONSEIL FÉDÉRAL Procès-verbal de la séance du 17 mars 1933

407. Österreich. Clearingabkommen

Volkswirtschaftsdepartement. Antrag vom 15. März 1933.

Das Volkswirtschaftsdepartement berichtet:

«Am 8. April 1932 wurde zur Liquidierung des am 12. November 1931 abgeschlossenen Clearingvertrages¹ das sog. Liquidationsabkommen² vereinbart, worin im Schlussartikel bestimmt wird, dass es dahinfallen solle, sobald der bei der Österreichischen Nationalbank zugunsten der schweizerischen Exportgläubiger aufgelaufene Saldo abgetragen sei. Dieses Liquidierungsabkommen, welches auf der Basis von privaten Kompensationsgeschäften zwischen österreichischen und schweizerischen Importeuren und Exporteuren aufgebaut ist, hatte sich trotz seiner ziemlich komplizierten Konstruktion im Laufe des letzten Jahres durchaus befriedigend entwickelt. Der Saldo zugunsten der schweizerischen Exportgläubiger ist daher bis zum 7. März 1933 von Fr. 9 239 661.84 auf Fr. 1127 715.50 zurückgegangen. Dieser Rückgang hatte sich bis gegen Ende letzten Jahres in ziemlich raschem Tempo vollzogen, während die Abtragung in letzter Zeit eine starke Verzögerung dadurch erfahren hat, dass die Einfuhr österreichischer

1. Cf. n° 125.

2. Cf. n° 159.

Waren in die Schweiz beinahe ausschliesslich zur Finanzierung neuer Exporte verwendet wird, wobei jeweils nur eine bescheidene Quote von der Kaufsumme der Nationalbank für die Abtragung des Clearingsaldos zufließt. Die Clearinggläubiger haben sich angesichts des starken Rückganges und der zu erwartenden baldigen völligen Liquidierung desselben in letzter Zeit je länger je weniger bereitgefunden, ihre Guthaben für Kompensationen zur Verfügung zu stellen und dabei gewisse Kurseinbussen in Kauf zu nehmen. Sie ziehen es vor, etwas länger auf die Auszahlung zu warten und dafür den ungekürzten Guthabenzug zu erhalten. Dies verlangsamt die Liquidation der noch vorhandenen Clearingspitze in starkem Masse und verzögert daher die Neuregelung des Zahlungsverkehrs mit Österreich, der, wenn immer möglich, sich selbst überlassen werden sollte.

Im Liquidationsabkommen vom 8. April ist entsprechend dem Vertrage vom 12. November 1931 bestimmt worden, dass zwei Dritteln der Einzahlungen für Warenimporte aus Österreich der Befriedigung der schweizerischen Clearinggläubiger dienen und das letzte Drittel dieser Importe für die Abwicklung des österreichischen Schuldendienstes in der Schweiz reserviert werden soll.

Da sowohl Österreich wie wir an der baldigen Beseitigung dieser Clearingspitze ein grosses Interesse haben, indem erst hernach der schweizerische Export nach Österreich sich wieder freier entwickeln kann, ist uns von der Österreichischen Gesandtschaft in Bern im Auftrage ihrer Regierung der Vorschlag unterbreitet worden, inskünftig die der Schweizerischen Nationalbank zufließenden Zahlungen restlos für die Abtragung der Clearingspitze zu verwenden und nicht mehr ein Drittel für die Abwicklung des österreichischen Schuldendienstes in der Schweiz zu reservieren.

Der Vorschlag ist im übrigen auch von der Österreichischen Nationalbank selbst sowie von dem Berater derselben, M. Frère³, der Schweizerischen Nationalbank vorgelegt worden. Er hat im Schosse der Clearingkommission⁴ nach einer eingehenden Diskussion gerufen. Dabei wurde von den Vertretern der Finanzinteressen geltend gemacht, dass die Finanzgläubiger ein wohlerworbenes Recht auf die im Abkommen festgelegte Verwendung des letzten Drittels hätten; da in dieser Beziehung der Österreichischen Nationalbank durch den Vertrag eine bestimmte Auflage gemacht worden sei, gehe es nicht an, ohne Einverständnis der beiden Vertragskontrahenten die Überbindung dieser Auflage rückgängig zu machen, insofern als sonst gewisse schweizerische Interessen verletzt würden. Ein subjektives Recht der einzelnen schweizerischen Finanzgläubiger bestehe allerdings nicht, wie auch die Vertreter der Finanzinteressen in der Clearingkommission zugeben mussten.

Demgegenüber ist darauf hinzuweisen, dass ursprünglich bei Abschluss der Clearingabkommen im November 1931 im Bundesrate die Meinung herrschte und auch eine entsprechende Instruktion an die Unterhändler erging, dass 100% der in Österreich auf Clearingkonto vorzunehmenden Einzahlungen für die Befriedigung der schweizerischen Warengläubiger zu verwenden seien. Erst unter

3. Conseiller français auprès de la Banque nationale autrichienne.

4. Cf. n° 234, n. 5.

äusserstem Druck Österreichs wurde schliesslich ein Drittels freigegeben, mit der Auflage, denselben für die Abwicklung des österreichischen Schuldendienstes in der Schweiz zu verwenden. Immerhin ist dieser Drittels dadurch freies österreichisches Eigentum geblieben, lediglich belastet mit einer Auflage hinsichtlich seiner Verwendung. Es will uns daher scheinen, dass kein Rechtszwang besteht, der den Berechtigten, d.h. also die Österreichische Nationalbank, daran hindern würde, auf dieses Drittels für eigene Zwecke, d.h. für die Durchführung des Schuldendienstes, zu verzichten.»

Da die baldige Abtragung der noch vorhandenen Clearingspitze im entschiedenen Interesse des schweizerischen Exportes nach Österreich liegt und die Österreichische Nationalbank aus freien Stücken auf das ihr bisher zufließende Drittels aus den Einzahlungen bei der Schweizerischen Nationalbank zu verzichten gewillt ist, wird antragsgemäss *beschlossen*:

Der von der österreichischen Regierung vorgeschlagenen Abänderung des Liquidationsabkommens vom 8. April 1932 wird zugestimmt, in dem Sinne, dass inskünftig die sämtlichen Einzahlungen bei der Schweizerischen Nationalbank zur Begleichung österreichischer Importe in die Schweiz in vollem Umfange für die Abtragung des noch vorhandenen Clearingsaldos verwendet werden und dass die Bestimmung, wonach ein Drittels für die Abwicklung des österreichischen Schuldendienstes in der Schweiz reserviert bleibe, dahinfällt⁵.

5. *Accord pour le règlement des paiements résultant du commerce de marchandises entre la Suisse et l'Autriche, conclu par échange de notes le 18 avril 1933 (RO, 1933, vol. 49, pp. 275–276).*

251

E 2001 (C) 3/99

*Le Ministre de Suisse à Rome, G. Wagnière,
au Chef du Département politique, G. Motta¹*

L

Rome, 18 mars 1933

J'ai l'honneur de vous confirmer mon télégramme n° 10² faisant suite à ma lettre de 13 mars³ concernant l'affaire d'espionnage politique⁴ sur notre territoire.

Je commencerais par rectifier une malheureuse erreur de copie qui s'est produite dans ma lettre du 10 mars⁵, dans laquelle je vous rapportais mon entretien avec M. Suvich. Dans la déclaration qu'il m'a remise en italien, sous chiffre 4 il faut

1. *Remarque manuscrite de Motta:* On ne fera pas de communiqué à la presse. L'affaire sera traitée, au moment opportun, devant l'Assemblée fédérale. 20.3.33.

2. *Du 17 mars. Non reproduit.*

3. *Non reproduit.*

4. *Cf. n° 204.*

5. *Non reproduit.*

lire: «il fermo atteggiamento tenuto dalle autorità federali», et non pas «italiane»⁶. Cette lettre a été écrite très rapidement, de façon à pouvoir être remise à une personne qui partait pour la Suisse. C'est la cause de cette regrettable erreur, que je vous prie d'excuser, et que j'ai déjà rectifiée hier par téléphone.

J'ai donc été reçu hier par le Chef du Gouvernement. J'ai commencé par le remercier de m'avoir accordé cette audience si rapidement, alors qu'il est assailli de visites importantes ces jours-ci: le ministre des Affaires Etrangères de Hongrie⁷ qui, à peine nommé, s'est empressé de venir lui apporter ses hommages, et aujourd'hui MM. Mac Donald et Simon, qui arrivent en aéroplane pour de si graves conversations⁸.

J'ai reconnu que les déclarations qui m'avaient été faites par M. Suvich sur la question de l'espionnage politique au Tessin étaient certainement inspirées de sentiments de correction et d'amitié, mais ce qui m'avait péniblement impressionné, c'était le rapport de la direction de police dont M. Suvich m'avait donné lecture, et qui niait tout simplement tous les faits que nous avions allégués, et dont nous étions absolument certains⁹. M. Mussolini m'a interrompu en me disant que ce rapport était fait pour lui et non pas pour nous, et il n'a émis aucun doute sur la véracité des faits que je lui ai énumérés de nouveau afin de lui expliquer la profonde émotion de notre opinion publique et les raisons pour lesquelles mon Gouvernement m'avait engagé, malgré les déclarations de M. Suvich, à faire une démarche personnelle auprès du Chef du Gouvernement italien. Je lui ai donné lecture brièvement de quelques passages de la lettre que vous m'aviez adressée¹⁰, en lui exprimant le vœu de recevoir de lui quelque déclaration plus satisfaisante.

C'est alors que, sans aucune hésitation, il a prononcé les paroles dont j'ai pris note par écrit sous ses yeux, et que je vous ai immédiatement télégraphiées. Je les reproduis ici dans leur texte italien:

«Ritengo che la libertà interna della Confederazione svizzera deve essere rispettata al sommo grado, che l'Italia è in quest'ordine d'idee, e che è proposito del Governo fascista di evitare d'ora innanzi con maggiore attenzione tutto quello che può turbare l'atmosfera cordiale che deve esistere fra i due paesi». Si vous publiez cette déclaration, peut-être serait-il indiqué de supprimer les paroles «d'ora innanzi» «dorénavant». Ceci pour des raisons de convenance. Du reste, je pense qu'il vaut encore mieux en donner lecture ou simplement en donner le sens en réponse aux interpellations parlementaires, sans en faire l'objet d'un communiqué à la presse. C'est un avis que je me permets d'exprimer.

J'ai alors pris congé, avec mes remerciements. Notre entretien a duré 30 minutes.

Le Duce m'a encore demandé si l'affluence des communistes allemands en Suisse ne nous causait pas quelques préoccupations. Il venait d'être informé de l'ar-

6. Cf. n° 246, n.5.

7. K. De Kanya.

8. Le Chef du gouvernement britannique et son Ministre des Affaires étrangères arrivent à Rome pour discuter le projet mussolinien de Pacte à Quatre.

9. Cf. n° 246.

10. Cf. n° 247.

rivée à Zurich de deux camions chargés de caisses (sauf erreur une vingtaine) contenant des documents et archives du parti. Il m'a encore demandé si nous avions beaucoup de juifs en Suisse. Je lui ai répondu qu'ils ne jouaient chez nous aucun rôle dans la vie publique.

Il s'est encore enquis de l'attitude de nos troupes dans des cas de troubles révolutionnaires, suivant les diverses régions, cantons, religions de la Confédération. Comme vous voyez, cette question de l'ordre intérieur en Suisse ne cesse d'intéresser particulièrement le Chef du Gouvernement italien.

P.S. Par principe je redoute les communiqués à la presse, qui nous ont souvent causé des embarras lorsqu'il s'agit d'affaires délicates¹¹.

11. *Dans la séance du Conseil fédéral du 20 mars suivant, Motta donne communication de la déclaration de Mussolini. Cf. PVCF du 20 mars 1933: [...]*

Le Conseil, conformément aux propositions du Chef du Dépt. politique, estime que cette déclaration de M. Mussolini est de nature à nous donner satisfaction. L'incident serait donc maintenant clos. Il n'y a cependant pas lieu de publier les paroles du Chef du Gouvernement italien dans les journaux. Par contre, il en sera donné connaissance au parlement lorsque le Conseil fédéral devra répondre aux interpellations sur les dernières affaires du Tessin. Mais il va sans dire que les mots «d'ora innanzi», qui revêtent une importance capitale, ne sauraient être escamotés (E 1004 1/339). Cf. aussi la lettre de Motta à Wagnière du 21 mars 1933 (E 2001 (C) 3/99).

252

E 2001 (C) 4/130

*Le Chef du Département politique, G. Motta,
au Chef du Département de Justice et Police, H. Häberlin*

*Copie
L DD*

Bern, 22. März 1933

Wir beeihren uns, Ihnen beigeschlossen die Abschrift eines Berichtes der schweizerischen Gesandtschaft in Berlin vom 8. d. M.¹ zu übermitteln, der auf die grundsätzliche Frage unserer Stellungnahme gegenüber heftigsten Presseangriffen auf fremde Regierungen Bezug hat. Anlass zu diesem Schreiben gab unsere Mitteilung an die Gesandtschaft – von der auch seinerzeit die Bundesanwaltsschafft unterrichtet wurde – dass ein Artikel der «Berner Tagwacht» vom 1. d. M.² zu einer – übrigens in sehr gemässiger Form vorgetragenen – Intervention der Deutschen Gesandtschaft in Bern Gelegenheit gab.

1. Non reproduit. Le Ministre de Suisse à Berlin, P. Dinichert, pense, comme le Chef du Département politique, que le Conseil fédéral doit intervenir contre les attaques de la presse suisse à l'égard du III^e Reich.

2. Dans sa lettre du 2 mars 1933 au Ministre de Suisse à Berlin, le Chef de la Division des Affaires étrangères, M. de Stoutz, décrit ainsi l'intervention:

Der in Form und Titel mehr als heftige Artikel der «Berner Tagwacht» vom 1. März 1933, den Sie beiliegend finden wollen, *[non reproduit]* gab bereits zu einem Telegramm des Auswärtigen

Wir gehen mit den grundsätzlichen Ausführungen des schweizerischen Gesandten in Berlin in allen Teilen einig.

Die prinzipielle Auffassung Ihres Departements zu dem Problem, um das es sich handelt, ist uns aus Ihrem Gutachten vom 2. Juli 1932 (C.3.28, ad B.46.J.18) bekannt³. Wir möchten der Ansicht Ausdruck geben, dass es jetzt an der Zeit wäre, eine Praxis von Administrativ-Massnahmen auf Grund von Art. 102 Ziffer 8 bis 10 der Bundesverfassung⁴ sukzessive zu entwickeln.

Wie Sie uns seinerzeit bekanntgaben, behält sich Ihr Departement vor, bei Gelegenheit zu prüfen, ob nicht eine Änderung der Verfassung in dem Sinne wünschbar wäre, dass dem Bundesrat, insbesondere in Erfüllung seiner völkerrechtlichen Verpflichtungen, Kompetenzen zu Massnahmen gegen Ausschreitungen der Presse und insbesondere zum Erlass von Strafsanktionen gegen die Umgehung dieser Massnahmen gegeben werden sollten. Die sukzessive Schaffung einer Administrativ-Praxis könnte vielleicht geeignet sein, einer solchen Verfassungsänderung, die unter Umständen notwendig werden kann, Vorschub zu leisten.

Wir finden uns mit Ihrem Departement einig in der Auffassung, dass zum mindesten in *kritischen Zeiten* der Bundesrat sich das Recht vorbehalten muss, gegenüber der Presse Massnahmen wie Verwarnung, Einstellung und Beschlagnahme zu ergreifen. Wir können nicht umhin feststellen, dass diese Voraussetzung des Bestehens kritischer Zeiträume heute in besonderem Masse gegeben ist, namentlich angesichts des Umstandes, dass in unserm nördlichen, wie schon zuvor im südlichen Nachbarstaat Systeme bestehen, die dem unsrigen direkt entgegengesetzt sind. Auch ist zu gewärtigen, dass bei der fortschreitenden Entwick-

Amtes an die Deutsche Gesandtschaft Anlass. Ihrer bisherigen Praxis gemäss nahm die Deutsche Gesandtschaft von einer eigentlichen Intervention in dieser Angelegenheit Abstand, verhehlte aber nicht, dass diese Veröffentlichung ihr Unannehmlichkeiten bereite. Mitglieder der deutschen Kolonie haben sich bereits darüber aufgeregt und eines derselben kündigte an, dass, «sofern die Gesandtschaft nicht einschreite, persönliche Beziehungen zu Herrn Goering verwendet würden, um das Erforderliche zu veranlassen». Für den Augenblick brauchen wir dem vorstehend Angeführten keine besondere Bedeutung beizumessen, um so mehr als der Vertreter der Deutschen Gesandtschaft keineswegs insistierte. Wir können uns indessen nicht verhehlen, dass mit der Zeit, je nach der Entwicklung der Verhältnisse, eine ähnliche Situation sich ergeben kann, wie dies nach dem Marsch auf Rom hinsichtlich Italiens der Fall war, dass nämlich unter dem Druck gewisser Exponenten der Kolonie die amtliche Vertretung Deutschlands zu zeitraubenden und unerquicklichen Interventionen auf Grund von Äusserungen einer gewissen Presse veranlasst wird.

Was den Artikel der «Tagwacht» anbetrifft, so haben wir der Deutschen Gesandtschaft die ihr übrigens bekannte Tatsache auseinandergesetzt, dass es einer fremden Regierung gemäss Bundesstrafrecht zusteht, Klage zu erheben [*Art. 42 du code pénal fédéral du 4 février 1853, RO, 1851–1853, III, pp. 347–348*], dass aber ein solches Vorgehen angesichts der Schwerfälligkeit des Assisenapparates nicht anzuempfehlen sei. Es war nicht der Moment, mit besonderem Nachdruck auf die früheren Beziehungen des Postenchefs [*Le Ministre d'Allemagne à Berne, A. Müller, est en poste depuis avril 1919*] mit der Leitung der Tagwacht hinzuweisen (E 2001 (C) 3/87).

3. Non reproduit.

4. 8. Il [*le Conseil fédéral*] veille aux intérêts de la Confédération au dehors, notamment à l'observation de ses rapports internationaux, et il est, en général, chargé des relations extérieures.

9. Il veille à la sûreté extérieure de la Suisse, au maintien de son indépendance et de sa neutralité.

10. Il veille à la sûreté intérieure de la Confédération, au maintien de la tranquillité et de l'ordre.

lung offizielle Interventionen aus Anlass unzulässiger Presseangriffe gegen fremde Regierungen an Zahl und Deutlichkeit zunehmen werden. Was insbesondere unser Verhältnis zu Deutschland anbetrifft, so möchten wir uns für heute darauf beschränken, Sie auf folgende fett gedruckten Titel einiger Presseorgane aufmerksam zu machen:

Kämpfer (Zürich): «Unsere Antwort an Hitlers Mordbestie!»

Basler Arbeiterzeitung: «Die braunen Hunnen über Deutschland».

Basler Vorwärts: «Henker! Nieder mit Hitlers Arbeitermörtern!»

An diese Beispiele liessen sich zahlreiche andere, die den Gesamteindruck verstärken, dass eine Administrativaktion gegenüber gewissen extremen Organen unumgänglich werden dürfte, anreihen.

253

E 2001 (C) 4/92

*Le Ministre de Suisse à Berlin, P. Dinichert,
au Chef du Département de Justice et Police, H. Häberlin*

Copie

L Schm/WK

24. März 1933

/.../

Jüdische Staatsbürger aller Länder zeigen sich in diesen Tagen besonders interessiert, bei uns Auskünfte über die Einreise- und Niederlassungsbedingungen in der Schweiz zu erhalten¹.

Besonders fällt uns auf, dass täglich zahlreiche polnische Juden, Inhaber von Nationalpässen, die Eintragung des Visums erwünschen². Sie verlangen meistens das Dauervisum, damit sie beliebig in die Schweiz einreisen können. Hauptsächlich handelt es sich um Geschäftsleute, denen wir früher schon das einfache Einreisevisum erteilt haben; liegt heute gegen sie nichts Nachteiliges vor, so können wir ihre Gesuche um Erteilung des Visums nicht abschlagen.

Ferner erscheinen alle Tage in auffallend grosser Zahl jüdische und nichtjüdische Staatenlose, welche ihre Pässe visiert haben möchten, um zu jeder Zeit unbehindert nach der Schweiz abreisen zu können. Entsprechend den allgemeinen Weisungen erteilt die Gesandtschaft in solchen Fällen das Visum ohne Anfrage in Bern und dann, wenn eine einwandfreie Empfehlung vorliegt oder eine Kautions von Mk 1600.– gestellt wird. Es fragt sich, ob hier nicht eine Erschwerung der Einreise eintreten sollte.

1. *La Loi fédérale sur le séjour et l'établissement des étrangers, du 26 mars 1931, distingue entre l'autorisation de séjour, l'établissement et la tolérance (RO, 1933, vol. 49, pp. 279ss.). Cette loi doit entrer en vigueur le 1^{er} janvier 1934.*

2. *L'entrée des ressortissants polonais en Suisse est soumise au visa (E 4001 (A) 1/92, notice du 22 mars 1933 du Chef de la Division de police du Département de Justice et Police, H. Rothmund).*

Auch die Handelsabteilung dieser Gesandtschaft stellt fest, dass sich in letzter Zeit aussergewöhnlich viele Juden über die Bestimmungen betreffend Neugründung oder Ankauf eines Geschäftes in der Schweiz erkundigen. Die meisten wollen in Erfahrung bringen, ob hierzu auch von den schweizerischen Behörden die Niederlassungsbewilligung erteilt werden muss. Auffallend ist noch, dass diese Leute hauptsächlich von Neugründungen sprechen, welche in der Schweiz den Einheimischen Arbeit verschaffen sollen und auch die Erhöhung der Steuerkraft bewirken würden.

Telephonische und mündliche Anfragen über die Schulverhältnisse in der Schweiz (besonders in Zürich) häufen sich von Tag zu Tag. Es handelt sich hier in der Hauptsache um Deutsche, welche infolge der antisemitischen Strömungen mit ihren Angehörigen Deutschland verlassen wollen.

Ausserdem ist uns aufgefallen, dass sich in letzter Zeit viele deutsche Juden erkundigen, ob ein gültiger deutscher Reisepass immer noch genüge, um ungehindert in die Schweiz einreisen zu können oder ob die Schweiz bereits andere Bestimmungen erlassen hätte³.

Aus diesen Ausführungen geht deutlich hervor, dass für Ungezählte, die sich in Deutschland nicht mehr wohlfühlen, die Schweiz ein besonderer Anziehungspunkt ist. Viele werden, auch in die Schweiz eingereist, versuchen, sich daselbst irgendwie ansässig zu machen.

Es ist uns ferner gesagt worden, dass seit einiger Zeit das Polizeipräsidium Berlin besonders grosszügig Sichtvermerke an Polen und Staatenlose erteile, woraus man schliessen möchte, die Berliner Behörden würden die Ausreise bewusst erleichtern. Wenn auch heute noch alle Pässe mit dem Rückreisesichtvermerk versehen sind, so mag kaum mit Bestimmtheit behauptet werden, dass nicht durch einen unerwarteten behördlichen Erlass die Rückkehr dieser Leute vom Ausland von der Einholung eines Visums des deutschen Konsuls am Aufenthaltsort abhängig gemacht werden könnte.

Ob Massnahmen gegen die Zunahme jüdischer Einwanderer in der Schweiz ergriffen werden müssen, kann von hier aus nicht beurteilt werden. Aber wir glauben doch schon jetzt, Ihnen die Anordnung einer verschärften Inlandkontrolle anheimstellen zu sollen⁴.

3. Depuis le 20 janvier 1926, l'entrée des ressortissants allemands en Suisse n'est plus soumise à l'obligation du visa. Il en va de même, depuis le 1^{er} juin 1929, pour ceux qui prennent un emploi en Suisse. (*Id.*)

4. Dans sa notice le Chef de la Division de police du Département de Justice et Police, H. Rothmund, examine enfin les conséquences d'une réintroduction du visa pour les citoyens allemands et autrichiens, d'où qu'ils viennent. Il se demande si la Légation de Suisse à Berlin ne devrait pas être informée que la Suisse pourrait être contrainte de prendre cette mesure et il propose que la légation dénonce l'accord de 1926 ou négocie déjà avec les autorités allemandes une renonciation au délai de dénonciation d'un mois. (*Id.*)

28 MARS 1933

254

E 2300 Paris, Archiv-Nr. 86

*Le Ministre de Suisse à Paris, A. Dunant,
au Chef du Département politique, G. Motta*

RP № 8

Le «boomerang» de Rome. Une opinion yougoslave¹

Paris, 28 mars 1933

Dans son intéressant rapport du 16 de ce mois², dont vous avez bien voulu me communiquer le texte, mon excellent Collègue Wagnière³ vous écrivait, à la veille des entretiens Mussolini-Mac Donald⁴, que, dans la capitale italienne, le Nonce⁵, l'Ambassadeur d'Angleterre⁶ et même l'Ambassadeur de France⁷ considéraient comme inévitable, mais «dans certaines limites», la révision des traités de paix.

Il paraît aujourd'hui certain que le Duce et son interlocuteur britannique ne désiraient apporter aucune restriction à la poussée révisionniste ou que, du moins, s'ils estimaient eux aussi, que cette poussée devait être contenue «dans certaines limites», leur plan tendait surtout à enlever, avant tout débat, aux adversaires de la révision leurs moyens de résistance⁸. En désarmant à l'avance tous ceux qui désirent conserver à l'Europe son statut politique actuel, MM. Mussolini et Mac Donald excitaient l'appétit des mécontents et supprimaient tout frein aux convoitises les plus démesurées. L'opinion britannique semble s'en être aperçue: elle commence à montrer quelque méfiance. En Europe orientale, la réaction a été, comme il fallait s'y attendre, plus prompte et plus vive encore. Ainsi s'expliquent les divers phénomènes dont vous parlait mon rapport du 25 de ce mois⁹.

De plus en plus, il apparaît que le projectile anglo-italien parti de Rome a décrit la même trajectoire que l'arme australienne dénommée «boomerang» qui, lancée en l'air, retombe à son point de départ¹⁰. Que voulaient MM. Mussolini et Mac Donald? Réduire à l'impuissance la Petite-Entente¹¹ et la Pologne, pour ouvrir largement la voie aux révisions. Qu'ont-ils obtenu? Ils ont donné à la Petite-Entente une occasion inespérée de s'affirmer en démontrant que la Conférence de Genève¹² doit compter avec elle et que les vetos réunis de Prague, de Belgrade et

1. Non retenu.

2. Non reproduit.

3. Ministre de Suisse à Rome.

4. Premier Ministre britannique. Les entretiens, du 12 au 20 mars 1933 ont porté sur le projet italien de Pacte à Quatre.

5. Mgr. F. Borgoncini Duca.

6. Sir R. W. Graham.

7. H. de Jouvenel.

8. Remarque marginale de Motta: ?

9. Non reproduit.

10. Remarque marginale de Motta: ?

11. La Roumanie, la Tchécoslovaquie et la Yougoslavie ont créé en février 1933 un conseil permanent.

12. Sur la limitation et la réduction des armements.

de Bucarest valent celui d'une grande puissance. Sans compter qu'aux résistances des Tchécoslovaques, des Yougoslaves et des Roumains est venue s'ajouter celle de la Pologne, soudainement rapprochée d'eux par le péril commun.

Doit-on craindre que cette contre-offensive diplomatique de l'Europe Orientale, combinée avec le refus de la France d'entrer dans les vues des dictateurs italien et allemand (auxquels est venu se joindre l'ancien socialiste Mac Donald, pèlerin d'un nouveau Canossa), mette en danger la paix du monde?

Avant-hier, M. Paul-Boncour¹³, dans un dîner offert par les «Amis de la Paix» à la presse internationale, s'écriait: «Sachons regarder en face nos difficultés présentes. Elles sont graves. Elles ne sont pas insolubles. Mais, sûrement, la paix ou la guerre se jouent dans les mois que nous vivons». Au sujet de la Conférence du désarmement, il a déclaré que «le pessimisme serait au moins prématué». Quant au Directoire des quatre grandes puissances, il en a nettement repoussé l'idée¹⁴, tout en affirmant qu'une collaboration plus étroite entre ces puissances serait «un élément de détente et d'apaisement», à la condition qu'elle s'exerce dans le cadre de la S.D.N. et qu'elle respecte le principe de l'égalité des Etats.

[...]

13. Ministre français des Affaires étrangères.

14. Remarque marginale de Motta: ?

255

E 4001 (A) 1/25

*Compte-rendu¹ d'une conversation entre
le Chef du Département de Justice et Police, H. Häberlin,
et une Délégation du Parti socialiste suisse²*

CR

Berne, 29 mars 1933

Reinhard dankt Herrn Bundesrat Häberlin für seine Bereitschaft, ihnen Gehör zu schenken. Gegenstand der Besprechung sei die Behandlung der aus Deutschland zuströmenden Flüchtlinge, bei denen es sich in den meisten Fällen um Mitglieder der deutschen sozialdemokratischen Partei und um Juden handle. Die schweizerische sozialdemokratische Partei habe sich veranlasst gesehen, eine Hilfsorganisation zu treffen und habe zu diesem Zwecke ein besonderes Flücht-

1. Sur la copie (E 2001 (C) 4/92), de la main du Chef du Département de Justice et Police, H. Häberlin: Vertraulich für Herrn Bundesrat Motta. Et de la main du Chef du Département politique, G. Motta: An Auswärtiges. Vertraulich zu behandeln. 31.3.33. Motta. Ich bin mit den Auffassungen anderer Kollegen im allgemeinen einverstanden. Ad acta.

2. Composée des conseillers nationaux: E. Reinhard, Président du Parti socialiste suisse, A. Schmid, Président de la fraction socialiste du Conseil national, A. Huggler, Secrétaire du Parti socialiste suisse, de l'ancien Directeur de la police de la ville de Berne, F. Schneeberger et de M. Meister, Président de la Fédération des ouvriers sur bois et du bâtiment.

lingskomitee ins Leben gerufen, dessen hier anwesende Vertreter vernehmen möchten, wie diese Flüchtlinge über die Grenze in unser Land hereingebraucht werden könnten, auch wenn sie nicht im Besitze ihrer Ausweispapiere wären. Vom Komitee werde vorgesehen, solche Leute einen Revers unterzeichnen zu lassen, durch den sie sich verpflichteten, sich jeder politischen Tätigkeit zu enthalten und der Schweiz auch nach Aussen keine Schwierigkeiten zu machen.

Für das Komitee stelle sich die Frage, ob es bei einem solchen Vorgehen sich in Übereinstimmung befindet mit dem Vorsteher des eidgenössischen Justiz- und Polizeidepartements und mit den Absichten des Bundesrates.

Bundesrat Häberlin: Der Bundesrat hat bis heute keine Richtlinien aufgestellt; er hat sich nur besprechungsweise mit der Frage befassen können.

Das Asylrecht hat nicht nur seine qualitative, sondern auch seine quantitative Beschränkung. Wir sollten deshalb wissen, mit welcher Anzahl von Flüchtlingen wir zu rechnen haben. Ein Übermass davon vermag unser Land in einer gegenwärtigen Wirtschaftslage nicht zu ertragen. Wir können aber bei der Bewilligung zum Aufenthalt in der Schweiz nicht einzig darauf abstellen, ob einer über genügend Mittel verfügt; denn der arme Teufel müsste dann stets zurückgewiesen werden. Auf alle Fälle müssen wir den Zustrom nach Möglichkeit ritardieren, und ich äussere dem Komitee gegenüber den Wunsch, uns nicht mehr Leute auf den Hals zu laden, als ohnehin schon kommen und jedenfalls keinen zu uns einzuladen. Die Hilfsbereitschaft Ihrer Organisation hat sich selbst eine schwierige Aufgabe gestellt! Es sollte also stark zurückgehalten werden!

In der Handhabung unserer Fremdenpolizei halten wir uns gegenwärtig an folgende Richtlinien: Den Arbeitsuchenden in Berufen, wo wir nicht Mangel an eigenen Arbeitskräften aufweisen, vermögen wir nicht zu ertragen. Wer uns Verdienst bringt, wer schweizerische Arbeiter zu beschäftigen in der Lage ist, den lassen wir zu, wenn nicht Gründe besonderer Natur gegen ihn sprechen. Diejenigen sodann, die in der Schweiz ihr Geld verzehren wollen, lassen wir mindestens kurzfristig herein, nicht zuletzt mit Rücksicht auf unsere Hotellerie, wobei dann aber darüber gewacht wird, dass solche Leute nicht ohne Bewilligung eine Stelle antreten oder sonst eine Erwerbstätigkeit ausüben.

Wen sollen wir absolut annehmen? Den politischen Flüchtling, dem wir nach unseren Grundsätzen das Asylrecht gewähren können. Was aber ist unter einem politischen Flüchtling zu verstehen? Da hält keine Definition stand. Ich möchte den Begriff nicht so eingrenzen, dass unbedingt ein konkreter Verfolgungsakt vorliegen muss. Fraglich erscheint, ob die Androhung der Schutzhaft genügt. Ich kann das hier nicht entscheiden; es muss im Einzelfall untersucht werden.

Wir können in der Zulassung der Flüchtlinge larger sein, je geringer der Zustrom ist. Je grösser, desto mehr müssen wir auf Rückweisung bedacht sein und Verschlussvorrichtungen anbringen. Unsere Grenzorgane haben bis jetzt ihre Kontrollaufgabe nicht ganz zur Befriedigung erfüllen können. Die schweizerischen Grenzwächter sind wohl qualitativ gut, aber zu wenig zahlreich verfügbar. An der Grenze werden zurückgewiesen nicht verfolgte, arbeits- und existenzlose Individuen. Die politischen Flüchtlinge werden wir übernehmen müssen und dann ihre Verhältnisse überprüfen. Auch von diesen werden wir zurückschaffen, wenn wir sehen, dass kein Grund für ihre Flucht vorliegt. Aber auch politische Flücht-

linge, denen wir unser Asylrecht unter den bekannten Voraussetzungen gewähren und die nicht Raison annehmen und nicht Order parieren wollen, werden wir zur Ausreise zwingen. Wir werden ihnen freistellen, in welches Land sie sich begeben wollen, sie im Weigerungsfalle als ultima ratio schliesslich sogar in ihren Heimatstaat zurückbringen; denn dieser einzig ist ja verpflichtet, sie aufzunehmen.

Die Tatsache, dass sich in der Schweiz ein Flüchtlingskomitee gebildet hat, bedeutet an sich schon eine gewisse Einladung, unser Land als Zufluchtsstätte zu benützen. Das Komitee sollte es sich angelegen sein lassen, eine Drainage nach andern Ländern zu schaffen. Ich habe auch schon den Besuch eines israelitischen Petenten erhalten. Dem habe ich gesagt, dass die Juden für uns auch Menschen seien und dass wir bei uns kein antisemitisches Problem kennen. Aber ich habe beigefügt, er möchte dafür besorgt sein, dass seine Schützlinge abgeschoben würden, nach Paris, nach Holland oder ins Elsass. Bei diesen Abschiebungen spielt eben die Sprachenfrage auch eine Rolle. Dem deutschsprechenden Juden steht eigentlich nur das Elsass und Österreich offen, wobei wir von letzterem nicht wissen, wann es unsicher werden wird. Der israelitische Vertreter sagte mir, er habe die Drainage angeordnet, und zwar sogar bis nach Palästina.

Das ist in kurzem meine persönliche Stellungnahme zu der Frage, die Sie mir vorgelegt haben.

Helfen Sie mir nun, dass wir eine humane Politik treiben können. Gehen Sie uns mit Zahlen an die Hand. Schwarzeingereiste und beanstandete Leute sollen sich nicht verbergen können; die Leute sollen sich stellen.

Wenn wir gegeneinander arbeiten, so ergibt das eine Trübung. Ich muss Ihnen zu bedenken geben, dass es für eine bürgerliche Regierung schwierig ist, Tausende von oppositionellen Elementen aufzunehmen, die Material darstellen zu Demonstrationen und Manifestationen, die fast nichts anderes zu tun haben und die eine solche Mentalität mit sich bringen. Hinter uns stehen auch unsere Bürger, die das nicht verstehen.

Wie Ihnen bekannt ist, werden wir uns in nächster Zeit mit Fragen der Gesetzgebung zu befassen haben, die einen verstärkten Schutz der öffentlichen Ordnung zu bewecken. Wenn von Ihrer Seite nicht gezeigt wird, dass Sie auf dem Boden der Legalität stehen, so wird es für uns ungemein viel schwieriger sein, eine loyale Einwanderungs- und Asylrechtspolitik zu betreiben. Man wird mit der Forderung der Wiedereinführung des Visums an uns gelangen.³ Diese sowieso aus wirtschaftlichen Gründen vorhandene Tendenz würde starke Unterstützung erfahren, wenn das Visum gleichzeitig der Abwehr unerwünschter Elemente dienen sollte. Ich wünsche nicht, dass das Asylrecht bei uns eingeschränkt werde. Ich möchte an der bisherigen Praxis festhalten, aber man muss es uns durch Entgegenkommen ermöglichen. In der Gesetzgebung, die ich erwähnt habe, denke ich an vorübergehende Massnahmen, zu denen wir durch die Ausnahmezeiten, in denen wir gegenwärtig leben, gezwungen werden.

Reinhard: Wir gehen in der Einschätzung der Situation nicht weit auseinander. Wir geben die Kontrollnotwendigkeit zu und unterscheiden zwischen Flüchtlingen, die nicht zurückkehren können, weil sie zum Beispiel in der deutschen Politik

3. Cf. n° 253, n. 4.

oder in der deutschen Gewerkschaftsbewegung in hervortretender Stellung waren, und Flüchtlingen, die nur vorübergehend in Gefahr stehen. Als Zufluchtsländer kommen neben der Schweiz in Betracht: Österreich, allerdings unsicher, dann die Tschechoslowakei, Holland und Skandinavien. Es ist uns sogar gelungen, bereits einige Leute nach Spanien abzuschieben. Wir sind damit einverstanden, den Flüchtlingen die Verpflichtung des politischen Stillehalts aufzuerlegen. Wir haben kein Interesse an Flüchtlingskonglomerationen, in denen geradezu eine Flüchtlingspsychose entstehen kann. Unsere Zeitungen werden wir anweisen, abgesehen von wissenschaftlichen und unpolitischen Beiträgen, nur ihre bisherigen Mitarbeiter zuzulassen und auch diese nicht für politische Artikel. Wir sehen auch die Notwendigkeit ein, dass arbeitsuchende Flüchtlinge unsern Arbeitsmarkt nicht zum Schaden unserer einheimischen Arbeiter belasten dürfen. Deshalb haben wir uns auch vorgestellt, dass die Hilfe des Komitees hauptsächlich in Geldleistungen bestehen werde.

In bezug auf die Kontrolle an der Grenze möchten wir bitten, etwas large zu sein. Die Grenzorgane sind nicht in der Lage, eine Prüfung vorzunehmen; diese sollte erst im Innern des Landes geschehen.

Wir haben den Wunsch zur Zusammenarbeit. Der Grundsatz der Legalität soll durch die Flüchtlinge nicht verletzt werden; das werden wir den Leuten sagen, besonders den Kommunisten, obschon diese wohl eher via «Rote Hilfe Zürich» einrücken werden.

Mit den flüchtigen Juden werden wir uns nur ausnahmsweise befassen müssen, nämlich dann, wenn es sich um politisch hervortretende Elemente handelt. Alle übrigen werden wir einfach dem jüdischen Hilfsverein überweisen.

Zur Kontrolle würden wir in der Weise Hand bieten, dass Herr Schneeberger als administrativer Leiter der Hilfswerks die Fälle der Behörde zur Kenntnis bringen würde.

Eine allgemein gültige Definition für den politischen Flüchtling zu finden, halte ich ebenfalls für nicht möglich.

Meister: Eine der schwierigsten Fragen wird die sein, wie schaffen wir die Leute von der Grenze weg. In Kreuzlingen sind gegenwärtig die Flüchtlinge gezwungen, sich in der Gemeinde aufzuhalten. Es wäre aber besser, sie nicht beisammen zu lassen; denn wenn irgendwo vier Deutsche sich treffen, so gründen sie zusammen 6 Vereine. Heute schon haben wir das Bedenken, dass von Konstanz her plötzlich ein faszistischer Übergriff auf Kreuzlingen sich ereignen könnte. Die Grenzorte, auch die Städte Basel und Schaffhausen, ebenfalls Zürich, sollten nicht überschwemmt und jedenfalls sogleich entlastet werden. Das Bestreben unserer Organisation geht dahin, die Leute möglichst rasch von der Grenze wegzu bringen; die Kontrolle sollte im Innern des Landes geschehen können.

Schneeberger: Wir haben ein Interesse daran, nicht jeden in Schutz zu nehmen; denn es können sich auch Spione als politische Flüchtlinge ausgeben. Wir müssen deshalb eine Kontrolle ausüben. Zudem sind unsere Mittel nicht so beschaffen, dass wir unterschiedslos unterstützen könnten; wir werden es nur denjenigen gegenüber verantworten, die wir für würdig halten. Wer sich nicht an die Gesetze unseres Landes hält, dem werden wir die Unterstützung absprechen.

Wir verfolgen die Absicht, die Leute auseinander zu halten, und wir werden alles tun, um dem Departement die Arbeit nicht zu erschweren. Es mag vielleicht dazu kommen, dass von Deutschland her ein Druck auf den Bundesrat ausgeübt werden will. Es liegt in ihrem eigenen Interesse, dass sich die Flüchtlinge, solange sie bei uns sind, ruhig verhalten und weder uns noch den Behörden Schwierigkeiten bereiten.

Wenn auch nicht alle Gerüchte wahr sind, so ist jedenfalls doch in Deutschland bei der Unterdrückung des Gegners viel geschehen, das von jedem moralisch denkenden Mann verurteilt werden muss. Es werden bestimmt viele zu uns kommen, die sich politisch oder in der Gewerkschaft betätigt haben. Mit diesen wird sich unsere Hilfsorganisation in der Hauptsache zu befassen haben. Da wir sie nicht an die Stelle unserer eigenen Arbeiter treten lassen können, müssen wir sie notdürftig unterhalten, wir haben also ein Interesse daran, dass sie wieder fortkommen, sei es nach Strassburg oder Mülhausen, die als eigentlich deutschsprachige Städte – wie überhaupt das linksrheinische Gebiet – zur Abschiebung geeignet sind, sei es nach Skandinavien oder nach Holland. Bei Österreich ist fraglich, wie lange es geht, bis auch dort der Umschwung kommt; Italien fällt ausser Betracht.

Wir werden die Intentionen des Departements befolgen.

Schmid: Ich glaube, die Schweiz hat auch eine gewisse Pflicht, Verfolgte bei sich aufzunehmen. Wir unterstützen auch die zaristischen Russen. Auch wenn die deutschen Flüchtlinge einige Zeit an der Grenze bleiben, so wird sich für uns daraus keine Gefahr ergeben; denn die Leute sind so sehr deprimiert, dass sie wohl nichts unternehmen werden.

Der Terror hat gegenwärtig in Deutschland Formen angenommen, dass es den Flüchtlingen beim Übertritt in unser Land nicht immer möglich sein wird, den Nachweis des Verfolgtseins zu erbringen. Man sollte also an der Grenze möglichst loyal sein. In Wirklichkeit ist der Umschwung in Deutschland nicht eine plötzliche eruptive Erscheinung, sondern ein wohlvorbereitetes Werk von Jahren; der Druck wird nachhaltig sein. Unerhört ist die Unterdrückung jeder Wahrheit, die Knebelung der Presse. Die Behandlung der Juden ist unmoralisch, ihr Schicksal geradezu tragisch.

Die sozialdemokratische Partei der Schweiz will den Flüchtlingen, die bei uns Schutz suchen, beistehen, sie hat aber keinen Anlass, solche Leute zu uns einzuladen.

/.../⁴

Bundesrat Häberlin: Aus den gefallenen Voten stelle ich fest, dass die Tendenz vorhanden ist, dem Bundesrat die Arbeit zu erleichtern.

In bezug auf die gewünschte Largeheit an der Grenze mache ich darauf aufmerksam, dass diese Largeheit eine strengere Handhabung der Rückweisungen bedingt. Wenn es dann bei jeder Rückweisung ein Gebrüll gibt, dann lassen wir lieber gar nicht herein.

Was die Dislokation an der Grenze anbetrifft, so ist es wahr, dass sich bei der

4. A. Schmid se retire.

bekannten Veranlagung der Deutschen für das Vereinswesen leicht Bindungen unter den Flüchtlingen herstellen können, die uns nicht erwünscht sind. Ich bin also der gleichen Auffassung, dass die Leute von der Grenze weg und auseinandergebracht werden sollten. Die gegenwärtige Lage in Kreuzlingen ist nur provisorisch. Da wir vom Bunde aus, wenigstens solange wir das neue Niederlassungsgesetz nicht haben, die Kantone zur Übernahme von Fremden nicht verpflichten können, habe ich zuerst mit den Vertretern der Innerkantone Fühlung nehmen müssen. Ich habe sondiert und gehört, dass man uns, wenn nötig, entgegenkommen will. Auch darin stimme ich Ihnen zu, dass Zürich nicht zu stark belastet werden sollte; es liegt eben doch nahe, dass die Flüchtlinge an politischen Manifestationen teilnehmen.

Wenn wir unsere Aufgaben sollen lösen können, so müssen Sie uns dabei mithelfen. Es ist gar nicht ausgeschlossen, dass durch die deutsche Regierung ein Druck auf uns ausgeübt werden will. Diese Regierung fühlt sich mächtig; sie ist auch empfindlich, besonders in der ersten Zeit. Dabei sollte von Ihnen in der Presse daraufhin gewirkt werden, dass nicht eine allzu übertriebene Sprache geführt wird. Wurde Hitler grob bekämpft, bevor er Reichskanzler war, so ist das nicht das gleiche heute, wo er dieses hohe öffentliche Amt bekleidet. Und wenn der greise Reichspräsident in unseren Zeitungen als Schurke bezeichnet wird, so fühlt sich Deutschland mit Recht verletzt.

Ich stelle deshalb an Sie das Ansinnen, auf freiwilligem Wege eine gewisse Mässigung in Ihrer Presse herbeizuführen, sonst stellt sich für uns die Frage, ob wir nicht gestützt auf Art. 102 der Bundesverfassung⁵ Massnahmen ergreifen müssen. Wir können unter Umständen nicht zuwarten, bis sich die Erbitterung von selbst legt. Sorgen Sie also für Mässigung! Das ist ein Wunsch, den ich Ihnen mitgeben möchte.

Ich halte es nicht für praktisch, wenn es von der heutigen Unterredung in den Zeitungen heissen würde, das Hilfskomitee der sozialdemokratischen Partei der Schweiz für die politischen Flüchtlinge aus Deutschland habe eine Besprechung mit mir gehabt. In dieser Form sollte es nicht in die Presse kommen, sonst wird es entstellt. Dagegen beanstante ich nicht, wenn bekannt wird, dass sich einige Vertreter der schweizerischen sozialdemokratischen Partei bei mir erkundigt hätten nach den Richtlinien, die der Bund in der deutschen Flüchtlingsfrage zu befolgen gedenke.

Schneeberger erklärt, dass diese Auffassung von ihnen durchaus geteilt werde.

Huggler: Wir selbst haben kein Interesse daran, eine grosse Publizität zu entfalten, ebensowenig daran, Einladungen zur Einreise ergehen zu lassen, schon deshalb, weil wir für unsere Auslagen und Bemühungen keine Entschädigung erhalten. Totschweigen können wir allerdings unsere Hilfsorganisation auch nicht ganz; unsere eigenen Leute sollen antworten können, wenn sie angefragt werden. Wir werden auch nicht unterschiedslos jedem unsere Hilfe gewähren, sondern von uns aus prüfen. Schwierig ist abzugrenzen, wer als verfolgt zu gelten hat. Ich denke dabei an den Fall, wo einer vielleicht kurz zuvor Wind davon erhält, dass

5. Cf. n° 252, n. 4.

er verhaftet werden solle. Dann wird er eben losziehen; er wird an der Grenze ankommen, hat begreiflicherweise keine Ausweispapiere auf sich und kann auch nicht den Beweis dafür erbringen, dass er verfolgt ist. Man sollte also bei uns an der Grenze etwas large sein und nicht sofort zur Rückweisung schreiten. Mir scheint, es sollte möglich sein, einen modus vivendi zu finden bis zur Abschiebung oder bis zur Rückreise nach Deutschland. Inbezug auf die Drainage ist zu sagen, dass natürlich alle für uns in Betracht fallenden Länder schon ohne uns, auf direktem Wege, genügenden Zustrom erhalten.

[...]⁶

6. *Le Chef du Département de Justice et Police accepte de soumettre à F. Schneeberger les instructions qui seront envoyées aux organes frontières et conclut en répétant qu'il a parlé en son nom personnel, sans être certain que sa position soit partagée par tous ses collègues du Conseil fédéral.*

256

E 1004 1/339

CONSEIL FÉDÉRAL
Procès-verbal de la séance du 31 mars 1933

510. Einreise von Israeliten aus Deutschland

Justiz- u. Polizeidepartement. Mündlich

Die Massnahmen der deutschen Regierung gegen die Juden werden voraussichtlich eine grössere Zahl Israeliten veranlassen in die Schweiz zu kommen¹. Im Hinblick auf diese Möglichkeit hat das eidg. Justiz- und Polizeidepartement den Kantonen gemäss Weisungen erteilt². Es beabsichtigt, sie der Öffentlichkeit durch folgendes «mitgeteilt» bekanntzugeben:

«Das eidgen. Justiz- und Polizeidepartement hat den Kantonen über die fremdenpolizeiliche Behandlung der wegen der Ereignisse in Deutschland in die Schweiz einreisenden Israeliten Weisungen erteilt. Darin ist gesagt, dass diesen Ausländern in der gegenwärtigen für sie schweren Zeit ein vorübergehender Auf-

1. *Dans une lettre du 8 avril 1933, à la Légation britannique à Berne, qui s'inquiétait du nombre et du sort des Israélites réfugiés en Suisse, le Département politique signale que le nombre des réfugiés n'est pas exactement connu, mais que depuis le début du mois d'avril environ 4000 étrangers de confession israélite sont arrivés par chemin de fer à la gare badoise de Bâle. Les communautés israélites se sont déclarées prêtes à créer des bureaux de secours pour assurer l'aide matérielle nécessaire à leurs coreligionnaires qui ont besoin d'être secourus. Il semble toutefois que se manifeste maintenant une certaine tendance au retour vers l'Allemagne de la part de ces réfugiés* (E 2001 (C) 4/92).

2. Cf. annexe.

enthalt in der Schweiz nicht verwehrt werden wolle. Es könne sich aber im Hinblick auf die Lage des schweizerischen Arbeitsmarktes und die bereits bestehende Überfremdung des Landes nur um eine vorübergehende Zuflucht handeln, ohne Ausübung einer Erwerbstätigkeit. Die Kantone werden aufgefordert, jede Übertretung fremdenpolizeilicher Vorschriften, sowie jedes Verhalten solcher Ausländer, das Anlass zu Beunruhigung im Innern bieten oder die Beziehungen zu einem anderen Lande stören könnte, unnachsichtlich mit Wegweisung zu ahnden. Auch sind Richtlinien gegeben worden zum Einschreiten der Fremdenpolizei, sobald die Grundlagen und Beziehungen für einen dauernden Aufenthalt geschaffen werden wollen, insbesondere wenn Anstalten zum Erwerb einer Liegenschaft, zur Gründung eines Geschäftes, zur Beteiligung an einem solchen usw. getroffen werden. Über die fremdenpolizeiliche Behandlung der politischen Flüchtlinge werden demnächst besondere Weisungen erlassen.»

ANNEXE

E 2001 (C) 4/92

*Circulaire du Département de Justice et Police aux Directions de police des cantons,
ainsi qu'aux légations et consulats de Suisse en Europe³*

Entrée en Suisse d'Israélites

Berne, 31 mars 1933

I. Cantons

A la suite des événements d'Allemagne, un grand nombre d'Israélites quittent ce pays. Beaucoup d'entre eux cherchent un refuge en Suisse. Bien que nous soyons d'avis que dans la période critique que ces étrangers traversent, un séjour temporaire en Suisse ne saurait leur être refusé, nous estimons cependant qu'en raison de la surpopulation étrangère, il est nécessaire que nous apportions la plus grande attention à leur afflux sur notre sol. Malgré les événements actuels, nous ne pouvons nous écarter de la pratique suivie jusqu'à ce jour en matière de police des étrangers et nous devons avant tout nous opposer, par tous les moyens que nous avons à disposition, à ce que des éléments de mœurs différentes des nôtres s'établissent chez nous.

Beaucoup de ces étrangers, ainsi que les divers cas particuliers que nous avons eu à traiter nous permettent de le prévoir, chercheront, à peine entrés en Suisse, à prendre des dispositions et à se procurer les relations nécessaires pour résider d'une manière durable dans notre pays et c'est pourquoi nous devons intervenir dès le début. Plus tard il serait très difficile, pour ne pas dire impossible, de faire partir ces gens de notre territoire. Aussi nous vous prions de bien vouloir employer tous les moyens que vous avez à disposition pour prévenir un tel état de choses.

Il est avant tout très important que ces étrangers, même s'ils n'exercent pas d'activité lucrative et séjournent dans des hôtels, soient amenés à déclarer sans retard leur arrivée et à demander une autorisation de séjour, dès qu'il est établi qu'ils ont l'intention de séjourner d'une manière durable dans le pays; c'est ainsi toujours le cas, lorsque l'étranger a pris des dispositions pour acquérir une propriété, pour fonder un commerce, pour participer à une entreprise et en général pour se créer une situation en Suisse. Nous vous recommandons de porter à la connaissance des intéressés, par publications régulières dans les feuilles officielles et dans la presse, que le fait d'acquérir une propriété, de louer un appartement, de fonder un commerce, de participer à une entreprise etc., ne donne aucun

3. Signée du Chef du Département de Justice et Police, H. Häberlin.

droit à une autorisation de séjour et que l'étranger doit demander l'autorisation de séjour avant de prendre de telles dispositions, car les autorités de police des étrangers devraient la lui refuser, si elles se trouvent devant un fait accompli.

Un grand nombre de ces étrangers viennent en Suisse, sans aucun doute, avec l'intention de s'y fixer à demeure. Aussi, même s'ils renoncent par écrit à exercer une activité lucrative, conformément à l'article 18 de l'ordonnance sur le contrôle des étrangers des 29 novembre 1921^{4/7} décembre 1925⁵, les cantons ne doivent pas leur accorder des autorisations de séjour jusqu'à concurrence de deux ans, mais soumettre dès le début tous les cas à la Police fédérale des étrangers, conformément à l'article 19 de l'ordonnance. Les autorisations ne doivent être accordées ou prolongées que pour un court terme, soit de 1 à 3 mois, de façon que suivant la tournure des événements, ces étrangers puissent être tenus de quitter la Suisse à bref délai. Nous vous prions instamment de vous en tenir à ces prescriptions, car ce n'est que par l'étroite collaboration des cantons et de la Police fédérale des étrangers que nous pourrons nous rendre maîtres de la situation.

Les Israélites qui entreront dans notre pays auront à peu près tous des professions qui chez nous sont depuis longtemps encombrées; ce seront pour la plupart des employés de commerce, des techniciens et ingénieurs, des musiciens, des juristes, des médecins et autres gens exerçant des professions libérales. L'autorisation d'exercer une profession de ce genre ne devra, en aucun cas, être accordée, même dans les cantons où les étrangers ont accès aux professions libérales, que ce soit d'une manière générale ou avec autorisation spéciale. Les mesures prises en exécution de ces instructions pourront dans certains cas paraître un peu dures. Mais les intéressés ne doivent pas oublier qu'ils peuvent être reconnaissants à la Suisse d'avoir laissé ses frontières ouvertes et s'estimer heureux d'avoir trouvé sur notre sol un refuge temporaire au cours de ces vicissitudes. Ces étrangers, pas plus que des Suisses qu'intéresseraient leurs capacités ou leurs ressources financières, ne peuvent exiger que l'intérêt général de la Suisse à protéger son marché du travail et à se défendre contre la surpopulation étrangère soit mis à l'arrière-plan.

Nous prions également les cantons de ne pas se laisser influencer par les avantages fiscaux que pourraient retirer certaines communes.

Les autorités cantonales ordonneront un contrôle de police serré, afin de veiller à ce que ces étrangers, du reste comme tous les autres, n'exercent pas d'activité lucrative ou ne prennent pas d'emploi sans l'autorisation prescrite et qu'ils respectent les conditions qui auraient été liées à l'autorisation de séjour. Lorsqu'une contravention aura été constatée, elles interviendront rigoureusement et retireront, le cas échéant, l'autorisation de séjour. Dans tous ces cas, elles prendront une décision de renvoi et afin d'éviter que ces affaires ne tirent en longueur, elles proposeront immédiatement à la Police fédérale des étrangers d'étendre le renvoi à tout le territoire de la Confédération.

Si ces étrangers, par leur conduite, menaçaient de porter atteinte à la tranquillité intérieure du pays ou de troubler les relations de la Suisse avec un autre Etat, ils devraient évidemment être renvoyés aussi sans retard. En ce qui concerne les réfugiés politiques, des instructions spéciales seront données prochainement.

/.../⁶

4. RO, 1921, vol.37, pp.829ss.

5. RO, 1925, vol.41, pp.774-775.

6. *Suivent, sous chiffre II, des instructions aux consulats de Suisse qui ne peuvent octroyer de leur propre chef de visa aux étrangers sans papier de légitimation valable, que s'il est établi de prime abord que le séjour de ces étrangers en Suisse ne dépassera pas trois mois.*

257

E 4001 (A) 1/25

*Aide-mémoire du Chef de la Division de Police
du Département de Justice et Police, H. Rothmund*

AM

Die Behandlung der politischen Flüchtlinge
im Hinblick auf die Ereignisse in Deutschland

Bern, 4. April 1933

I. Wer ist politischer Flüchtling? Der Jude, der infolge der Boykottmassnahmen geflüchtet ist? Nein, wenigstens heute noch nicht; die Massnahmen die gegen die Juden ergriffen worden sind, liegen auf wirtschaftlichem Gebiet. In erster Linie werden es diejenigen sein, die als Staatsbeamte, als Führer politischer Linksparteien oder als Schriftsteller im öffentlichen Leben Deutschlands eine Rolle gespielt haben. Diese dürften ausnahmslos bekannt sein, wo sie es nicht sind, ist ihre Flüchtlingseigenschaft durch Feststellung ihrer bisherigen Tätigkeit leicht zu erkennen. Schwieriger ist es mit denjenigen, die in der Öffentlichkeit bisher nicht aufgetreten sind, wie kleine Beamte, Angestellte von Gewerkschaften usw., auch solche, die gelegentlich an kleineren politischen Bewegungen teilgenommen haben. Bis bekannt ist, was die deutsche Regierung diesen Leuten gegenüber vorkehrt, wird es schwer sein, den Begriff des politischen Flüchtlings festzustellen. Die bisher ergriffenen Massnahmen – mit Ausnahme der gegen die Juden gerichteten – lassen erkennen, dass die Nationalsozialisten sich stark an das italienische Vorbild anlehnen, sodass die kommende Entwicklung in Deutschland einigermassen vorausgesehen werden kann.

Ich frage mich, ob es nicht zweckmäßig wäre, unsere Gesandtschaft in Berlin zu beauftragen den Versuch zu machen, zu sondieren welche Massnahmen zu erwarten sind. Wenn das mit der nötigen Diskretion geschieht, sollte ein solcher Schritt m. E. nicht so abwegig sein, umso mehr, als die Gesandtschaft ja erklären kann, dass wir entschlossen sind dafür zu sorgen, dass jede Einmischung in die deutschen Verhältnisse von der Schweiz aus, namentlich durch politische Flüchtlinge, unterbleibt. Es ist mir aber klar, dass ein solcher Schritt eine vollständige Abklärung der Frage nicht bringen kann, weil es sich selbstverständlich nur um eine Sondierung handeln kann; denn ein offizieller Schritt bei der deutschen Regierung müsste den Anschein erwecken, dass wir unsere Massnahmen gegenüber den Flüchtlingen von ihren Wünschen abhängig machen.

Wir werden also auf jeden Fall vorläufig etwas im Dunkeln tappen. Eines scheint mir klar zu sein: Es sind sicher viele Leute unter dem Eindruck der ersten Massnahmen geflüchtet, die alles haben liegen lassen und selbst den Wunsch zur Rückkehr haben, sobald sie mit einiger Sicherheit darauf rechnen können, in Ruhe gelassen zu werden. Viele werden auch zu uns gekommen sein um den Versuch zu machen, unter dem Titel politischer Flüchtlinge ihren Erwerb in der Schweiz zu finden.

II. Diese Überlegungen führen mich dazu, zu beantragen, sehr strenge Vorschriften zu erlassen, denen sich nur diejenigen werden unterziehen können, die

wirklich asylbedürftig sind. Bestandesaufnahme, Anmeldepflicht, Anweisung des Aufenthaltsortes (Grenzkantone und Zürich ausgenommen) und vorläufig generelles Verbot der Ausübung einer Erwerbstätigkeit. Ausländer, die die schweizerische Grenze unter Missachtung der bestehenden Vorschriften überschreiten (nicht an offizieller Grenzübergangsstelle, ohne gültiges Ausweispapier, ev. ohne das vorgeschriebene Konsulatsvisum) müssen weg- oder ausgewiesen werden, es sei denn, sie kommen unmittelbar aus dem Lande, in dem sie verfolgt sind und seien wirklich bedroht. (Überhaupt müssen alle Erfahrungen, die wir mit Antifaschisten gemacht haben¹, bei Aufstellung der neuen Beschlüsse und Weisungen berücksichtigt werden). Die grundsätzlichen Massnahmen müssen vom Bundesrat als Gesamtbehörde ausgehen, und zwar nicht nur aus formellen Gründen, wie wir später sehen werden, sondern auch wegen unserer innerpolitischen Verhältnisse. Die Vorkommnisse in Zürich² und namentlich der Genfer Krawall³ haben überall im Lande herum grosse Beunruhigung über die ruhige Weiterentwicklung unseres demokratischen Staatswesens ausgelöst. In weitesten Kreisen bestehen Zweifel an der Zweckmässigkeit des Weiterbestandes unserer in der Verfassung niedergelegten demokratisch-freiheitlichen Grundsätze. Die vorerst noch klein aufgezogene schweizerische fascistische Bewegung findet deshalb einen guten Nährboden. Wir haben deshalb allen Grund, auch aus innerpolitischen Gründen dafür besorgt zu sein, dass die ausländischen politischen Flüchtlinge sich jeder offenen und versteckten politischen Tätigkeit in der Schweiz enthalten. Da die Kommunisten – und zwar parteimässig eingereihte wie sogenannte «Edelkommunisten» – nach Parteiauftrag oder eigener Überzeugung politisch tätig sein müssen, stellt sich für diese Leute die Grundfrage, ob wir ihnen überhaupt Asyl gewähren dürfen. Ich neige der Auffassung zu, diese Ausländer sollten samt und sonders vom Asyl ausgeschlossen werden, nicht erst dann, wenn ihnen der Nachweis erbracht werden kann, dass sie trotz eines von ihnen ja aus innerer Überzeugung nicht einzuhaltenden Verbotes politisch tätig gewesen sind. Bei dieser Gelegenheit wäre auch die Frage zu prüfen, ob nicht auch die in der Schweiz niedergelassenen ausländischen Kommunisten auszuweisen seien. Wo wäre die Grenze zu ziehen? Romain Rolland!

Die Frage nach der Abgrenzung stellt sich aber auch für diejenigen, die sich als Sozialdemokraten ausgeben. Hier können wir nicht auf die Mitteilungen unserer Sozialdemokraten abstehen, da die ganz linksstehenden unter ihnen im Grunde genommen ebenfalls Kommunisten sind. Wer aber in Deutschland in der sozialdemokratischen Partei aktiv tätig war, kann wohl unbedenklich als asylwürdig betrachtet werden.

III. Was ist vorzukehren?

1. Unerlässliche Voraussetzung für eine zweckmässige Behandlung der ganzen Flüchtlingsfrage ist, dass alle politischen Flüchtlinge einer zentralen Stelle gemel-

1. Cf. n° 189.

2. A la fin du printemps 1932, une grève des monteurs en chauffage donne lieu à de sévères affrontements avec la police qui font un mort et de nombreux blessés.

3. Du 9 novembre 1932.

det werden. Diese Stelle kann nur die Bundesanwaltschaft sein. Es fehlt allerdings die gesetzliche Grundlage, um die Kantone zu dieser Meldung zu zwingen. Wenn der Bundesrat sich aber an die Kantonsregierungen wendet mit dem Ersuchen, der Polizeidirektion Weisung zu erteilen, diese Meldung vorzunehmen, so dürften diese einer solchen Einladung m. E. heute durchgehends Folge geben.

Art. 2, Abs. 3, des neuen Niederlassungsgesetzes⁴ gibt dem Bundesrat die Kompetenz, für alle Ausländer oder für Gruppen solcher und für die Gastgeber strengere Meldevorschriften zu erlassen als allgemein im Gesetz vorgesehen sind, wenn besondere Verhältnisse es notwendig machen. Bis zum Inkrafttreten des Niederlassungsgesetzes sollte m. E. der Bundesrat gestützt auf Art. 10, lit. b, der Ausländerverordnung⁵ eine besondere Anmeldepflicht für politische Flüchtlinge verfügen können.

Art. 10, lit. b, lautet: «Der Bundesrat behält sich vor, im Falle von politischen, wirtschaftlichen oder gesundheitlichen Gefahren oder wenn einzelne Staaten der Einreise von Schweizern besondere Hindernisse in den Weg legen, die Grenzen für die Einreise ganz oder teilweise zu schliessen, oder für die Einreise von Angehörigen bestimmter Staaten oder für bestimmte Grenzabschnitte besondere Massnahmen anzuordnen.»

Wenn diese Bestimmung auch nur von der Grenze und von der Einreise spricht, so gehören zur Einreise doch auch die Vorschriften über das Verhalten des Ausländers unmittelbar nach der Einreise. Ganz eindeutig scheint mir die Kompetenz des Bundesrates, auf Grund dieses Artikels der Verordnung eine besondere Anmeldepflicht für politische Flüchtlinge aufzustellen, allerdings nicht zu sein. Ich glaube aber, angesichts der besonderen Verhältnisse würde wohl diese Kompetenz nicht bestritten werden. Andernfalls müsste man sich damit behelfen, dass erklärt würde, der Ausländer, der sich nicht binnen 24 Stunden nach der Einreise bei der Ortspolizeibehörde anmeldet und als politischer Flüchtling ausdrücklich zu erkennen gibt, verliere den Anspruch darauf, als solcher behandelt zu werden. Dies würde wohl auf dasselbe herauskommen, denn durch das Mittel der Anmeldung wollen wir diese Leute ja nur sofort erfassen. Immerhin wäre es besser, der Bundesrat könnte eine zwingende Vorschrift aufstellen.

Für die bereits Eingereisten müsste eine Frist von einigen Tagen eingeräumt werden. Der Antrag der Bundesanwaltschaft, diese auf 5 Tage festzusetzen, scheint mir richtig zu sein.

Die Bundesanwaltschaft sollte bei dieser Gelegenheit auch ihre Register über die schweizerischen Kommunisten ergänzen.

2. Das Verfahren zur Regelung des Aufenthaltsverhältnisses: Die formelle Regelung des Aufenthaltsverhältnisses hat für die politischen Flüchtlinge wie für alle anderen Ausländer durch die Fremdenpolizeibehörden zu erfolgen. Es sollte aber für diese, wie für die Israeliten, den Kantonen Weisung erteilt werden, dass sie ausnahmslos schon die erste kurzfristige Aufenthaltsbewilligung der eidgenössischen Fremdenpolizei im Einspracheverfahren zu unterbreiten haben. (Vgl. Kreis-

4. Du 26 mars 1931 (RO, 1933, vol. 49, p. 280). La loi doit entrer en vigueur le 1^{er} janvier 1934.

5. Ordonnance sur le contrôle des étrangers du 29 novembre 1921 (RO, 1921, vol. 37, p. 381).

schreiben über die Einreise von Israeliten vom 31. März, Seite 2, Abs. 3⁶.) Es bleibt allerdings noch die kantonale Kompetenz zur Aufenthaltsbewilligung an Saisonarbeiter. Da aber die Weisung erteilt wird, keine Bewilligung zur Ausübung einer Erwerbstätigkeit zu erteilen, fällt das dahin.

Die Regelung des Aufenthaltes durch die Fremdenpolizei hätte nach den Weisungen der Bundesanwaltschaft zu erfolgen. Bei dieser ist die ganze materielle Behandlung zu konzentrieren. Sie wird durch den Bundesrat besondere Kompetenzen erhalten müssen, einmal um sofort nach der bei ihr eingegangenen Meldung über die Anwesenheit von Flüchtlingen dem Aufenthaltskanton Weisung zu erteilen, ob und unter welchen Bedingungen er vorläufig geduldet werden kann, gegebenenfalls welcher Aufenthaltsort ihm zuzuweisen ist. Die Bundesanwaltschaft gibt der eidgenössischen Fremdenpolizei täglich eine Liste der Personalien der Gemeldeten, damit diese auf bestehenden Dossiers einen Vermerk macht oder ein neues Dossier anlegt (dies, damit sie der Bundesanwaltschaft alle Eingänge zur Kenntnisnahme überweisen kann). Langt der Aufenthaltsentscheid des Kantons bei der eidgenössischen Fremdenpolizei ein, so wird er der Bundesanwaltschaft überwiesen zur Antragstellung über den Entscheid. Der Antrag ist für die Fremdenpolizei verbindlich. Will diese davon abgehen, so hat sie sich mit der Bundesanwaltschaft zu verständigen; bei Unstimmigkeit entscheidet das Departement. Selbstverständlich muss auch die Fremdenpolizei der Bundesanwaltschaft die Fälle, die ihr bekannt werden, (auch Zweifelsfälle) sofort melden.

[...]⁷

3. Weisungen an die Grenze. Die Kontrolle der Ausweispapiere ist an der deutschen und österreichischen Grenze ausnahmslos durchzuführen, auch bei allen im Automobil Einreisenden. In Zweifelsfällen, an Grenzübergangsstellen mit kleinem Verkehr ausnahmslos, ist der Zeller⁸ zu konsultieren. Die Bundesanwaltschaft gibt den Grenzpassierstellen Listen besonders gefährlicher Kommunisten. Wer ohne gültiges Ausweispapier an die Grenze kommt, ist zurückzuweisen. Wenn im Zeller oder auf einer Liste der Bundesanwaltschaft Figurierende oder andere Ausländer, die nach den allgemeinen Instruktionen nicht zugelassen werden dürfen, an der Grenze erscheinen und als politische Flüchtlinge Einlass begehren, ist die Bundesanwaltschaft telephonisch anzufragen, ob und unter welchen Bedingungen sie durchgelassen werden dürfen. Von Rückweisungen von der Bundesanwaltschaft im Zeller Ausgeschriebenen oder auf einer ihrer Listen Figurierenden ist die Bundesanwaltschaft schriftlich zu verständigen. Zoll und Kantone sind zu verhalten, die Grenze zwischen den Grenzpassierstellen mit den ihnen zur Verfügung stehenden Mitteln zu bewachen.

[...]⁹

6. Cf. n° 256, A.

7. Le texte aborde ensuite les voies de plainte et de recours.

8. Publié tout d'abord à titre privé par l'ancien chef de la police de Liestal, W. Zeller, le Schweizerische Fahndungsregister sera repris à partir du 1^{er} janvier 1940 comme publication officielle par la Division de Police du Département de Justice et Police.

9. Le 7 avril le Conseil fédéral adopte un arrêté concernant le traitement des réfugiés politiques (RO, 1933, vol. 49, pp. 207–208). L'annexe qui suit précise le sens et la portée de ce texte.

ANNEXE

E 2001 (C) 3/100

Circulaire du Département de Justice et Police aux gouvernements des cantons¹⁰

Arrêté du Conseil fédéral du 7 avril 1933
concernant le traitement des réfugiés politiques

Berne, 20 avril 1933

/.../

Le Conseil fédéral a décidé d'accorder en principe l'asile à ces réfugiés et de donner des directives pour le traitement des questions les concernant. Il y a lieu de veiller avant tout à ce qu'ils ne compromettent pas la sûreté intérieure ou extérieure de la Suisse. Le nombre relativement élevé des réfugiés et le caractère politique de beaucoup d'étrangers venant chercher asile dans notre pays nous obligent à nous montrer très prudents dans l'octroi des autorisations de séjour et à examiner minutieusement chaque cas. En outre, l'hostilité des communistes organisés sur le terrain international à l'égard de tout Etat démocratique et leurs tendances à prendre part à toutes les manifestations contre l'Etat qui leur accorde l'hospitalité exigent la plus grande attention des autorités chargées de traiter les questions touchant les réfugiés et d'assurer l'ordre et la tranquillité du pays.

L'arrêté du Conseil fédéral du 7 avril 1933 contient les prescriptions relatives au traitement des réfugiés politiques. Il importe avant tout que les autorités cantonales de police atteignent immédiatement les réfugiés politiques et les annoncent au ministère public fédéral. Les autorités fédérales ne peuvent assumer une responsabilité pour les réfugiés tolérés sur notre territoire, que si elles sont exactement renseignées sur le nombre et la personnalité des étrangers venus chez nous pour y chercher asile. Le ministère public fédéral a été chargé de prendre, après réception des avis des autorités cantonales, les dispositions qui s'imposent immédiatement dans chaque cas particulier. La police des étrangers n'interviendra qu'une fois que le ministère public fédéral se sera prononcé et ne s'occupera que des cas dans lesquels l'éloignement de l'étranger n'aura pas été ordonné par cette autorité.

Pour éviter des malentendus, nous tenons à préciser que les prescriptions de l'arrêté du Conseil fédéral et de la présente circulaire concernent les réfugiés politiques de tous les pays et non pas seulement ceux qui nous viennent d'Allemagne.

Les dispositions d'exécution et les instructions en application de l'article 7 de l'arrêté du Conseil fédéral sont les suivantes:

*I. Contrôle à la frontière, avis du ministère public fédéral
et mesures prises par cette autorité*

1. Contrôle à la frontière. Passage de la frontière

Contrôle à la frontière: La frontière doit être soigneusement surveillée sur toute son étendue. Les étrangers qui ont l'intention de pénétrer en Suisse sans passer par l'un des postes-frontière doivent être conduits au poste-frontière officiel le plus proche. Une exception cependant sera faite en faveur des personnes qui sont au bénéfice d'une autorisation spéciale pour le petit trafic frontalier leur donnant le droit de franchir la frontière sur d'autres points que les postes-frontière. Le contrôle des papiers de légitimation doit être particulièrement sévère aux frontières allemande et autrichienne, même lorsqu'il s'agit de personnes entrant en Suisse en automobile (conducteurs et passagers). Les postes-frontière où le trafic n'est pas intense consulteront le Zeller¹¹ chaque fois qu'un passeport leur sera présenté; les autres postes, à grand trafic, le consulteront chaque fois qu'ils auront un douze, et en tout cas, lorsque les étrangers se feront connaître comme réfugiés politiques.

Passage de la frontière: a) Doivent être refoulés: les étrangers qui se sont déclarés comme réfugiés politiques alors que manifestement ils ne le sont pas, par exemple les mendians, les personnes

10. Signée du Chef du Département de Justice et Police, H. Häberlin.

11. Cf.n.8.

qui cherchent du travail; les étrangers qui ne peuvent pas même rendre vraisemblable la poursuite politique dont ils prétendent être l'objet (étranger poursuivi pour délit politique ou sur le point de l'être, soumis à la détention préventive ou menacé de l'être, etc.); les étrangers qui viennent en Suisse manifestement pour y exercer une activité politique (messagers, propagandistes). L'autorité qui aura refoulé un de ces étrangers adressera au ministère public fédéral un rapport dans lequel elle mentionnera exactement les noms, prénoms, l'état civil etc. de l'individu et les faits tels qu'ils se sont passés.

b) Les étrangers, dont la qualité de réfugiés politiques doit être encore vérifiée ou qui rendent vraisemblable une poursuite politique, doivent être remis à la police. L'autorité cantonale de police peut au besoin ordonner leur arrestation provisoire.

2. Déclaration des réfugiés

La police a l'ordre de faire tout ce qui est en son pouvoir pour découvrir la présence des réfugiés politiques. Elle peut au besoin effectuer des perquisitions domiciliaires partout où des réfugiés pourraient se cacher. Une fois découvert, le réfugié doit être interrogé sur:

- a) son activité antérieure,
- b) les circonstances qui l'ont incité à prendre la fuite,
- c) le but de son voyage, les références qu'il a en Suisse,
- d) ses ressources.

Les déclarations de l'étranger seront protocolées. Le procès-verbal mentionnera en outre les noms, prénoms, l'état-civil etc. de l'étranger et contiendra des indications sur le poste-frontière franchi et les papiers de légitimation de l'intéressé. L'autorité vérifiera si les papiers sont authentiques.

L'autorité de police informera provisoirement le réfugié que toute activité politique lui est interdite et que le ministère public se réserve de lui imposer des conditions spéciales pour son séjour en Suisse. Elle portera à sa connaissance la teneur de l'article 6 de l'arrêté du Conseil fédéral. Elle lui retirera ses papiers de légitimation. Elle invitera le réfugié à lui donner son adresse et lui donnera l'ordre de ne pas quitter l'endroit dans lequel il s'est annoncé; jusqu'à la décision du ministère public fédéral, elle peut le contraindre à s'annoncer périodiquement.

3. Avis au ministère public fédéral

L'autorité de police est tenue d'adresser au ministère public fédéral un rapport conformément à l'article 2 de l'arrêté du Conseil fédéral et de lui envoyer le procès-verbal mentionné ci-dessus et les papiers de légitimation de l'étranger. Si l'intéressé fait l'objet d'un mandat d'arrêt émanant d'une autorité étrangère, la division de police doit être informée comme d'habitude de l'arrestation, afin qu'elle puisse s'occuper de la question de l'extradition.

L'autorité cantonale doit adresser également au ministère public fédéral un rapport sur les étrangers qui se sont déclarés faussement comme réfugiés politiques et qui ont été reconduits à la frontière.

Les Israélites ne doivent être considérés comme réfugiés politiques au sens de l'arrêté du Conseil fédéral, que s'ils ont dû fuir pour des motifs d'ordre politique; le boycottage n'est pas considéré comme un motif de ce genre.

4. Le ministère public fédéral peut prendre les décisions suivantes:

- a) ordonner le renvoi des étrangers qui ne sont pas dignes de l'asile,
- b) fixer aux étrangers indésirables, notamment aux communistes sans papiers, un court délai pour quitter la Suisse, faire prononcer et notifier une interdiction d'entrée, les placer sous la surveillance de la police,
- c) imposer aux étrangers mis au bénéfice de l'asile un lieu de résidence et les contraindre à s'annoncer périodiquement.

II. Traitement en matière de police des étrangers

Dès que le ministère public fédéral se sera prononcé, et s'il n'a pas décidé l'éloignement immédiat de l'étranger, la police transmet le cas à l'autorité cantonale de la police des étrangers pour le règlement des conditions de résidence.

La première autorisation de séjour ne dépassera pas trois mois. Il sera interdit à l'étranger d'exercer une activité lucrative. L'autorisation sera soumise sans retard à la police fédérale des étrangers suivant les règles de la procédure d'opposition (article 3 de l'arrêté du Conseil fédéral). Si un réfugié qui a l'intention d'exercer une activité lucrative demande une prolongation de séjour, sa requête, lorsqu'une prise d'emploi entre en considération, sera soumise pour préavis à l'office de placement. Le préavis portera exclusivement sur la situation du marché du travail. La police fédérale des étrangers fixera d'entente avec le ministère public fédéral la durée maximum du séjour qui peut être chaque fois octroyé, ainsi que les conditions et les restrictions jointes à l'autorisation. Les autorités cantonales demeurent libres d'imposer encore d'autres conditions et restrictions.

Une autorité cantonale qui refuse le séjour à un réfugié sans l'expulser doit toujours proposer à la police fédérale des étrangers d'étendre la décision de renvoi à tout le territoire de la Confédération. La police fédérale des étrangers se prononcera sur cette proposition d'entente avec le ministère public fédéral.

III. Surveillance par la police
(Art. 5 de l'arrêté du Conseil fédéral)

Les autorités cantonales de police sont chargées de surveiller les réfugiés politiques et doivent faire part au ministère public fédéral de toutes les constatations qui peuvent avoir de l'importance pour leur contrôle; ils doivent signaler en particulier l'inobservation des conditions et restrictions imposées par le ministère public fédéral et jointes à l'autorisation de séjour.

IV. Dispositions pénales. Renvoi ou expulsion

Des poursuites pénales seront engagées conformément à l'ordonnance du 29 novembre 1921¹² sur le contrôle des étrangers contre tous les réfugiés politiques qui auront contrevenu aux prescriptions sur la police des étrangers et qui n'auront pas respecté les conditions et restrictions qui leur ont été imposées. Ces réfugiés seront, conformément aux dispositions de la dite ordonnance, renvoyés ou expulsés de Suisse. Ces décisions de renvoi devront être aussi soumises, sans exception, à la police fédérale des étrangers qui les étendra à tout le territoire de la Confédération. Demeure réservée au ministère public fédéral la faculté de proposer au Conseil fédéral, d'expulser conformément à l'article 70 de la constitution fédérale¹³ les réfugiés qui compromettaient la sûreté intérieure ou extérieure de la Suisse¹⁴.

12. RO, 1921, vol.37, pp.829ss.

13. La Confédération a le droit de renvoyer de son territoire les étrangers qui compromettent la sûreté intérieure ou extérieure de la Suisse.

14. En octobre 1933, devant la conférence des Chefs des Départements cantonaux de justice et police, le Procureur de la Confédération, F. Stämpfli, dresse un premier bilan. 251 réfugiés politiques se sont annoncés, sans compter ceux, peu nombreux semble-t-il, qui ont été refoulés à la frontière même. 173 ont été reconnus comme tels, dont 111 séjournent encore en Suisse à la date du 20 octobre. Les personnes à qui le droit d'asile politique a été le plus fréquemment refusé se répartissent en trois catégories:

1. Die Juden. Selbstverständlich haben wir alle Israeliten als politische Flüchtlinge anerkannt, die ihre politische Verfolgung irgendwie geltend machen konnten, wie Redaktoren, die von Nazi überfallen wurden; Leute, die glaubhaft machen konnten, dass sie wegen ihrer politischen Stellung (Beamte oder Partefunktionäre) eine Verfolgung befürchten mussten. Andererseits haben wir solche Ausländer, die einzig des Judenboykottes wegen flüchteten, nicht als politische Flüchtlinge angesehen, wie z. B. Kaufleute, Literaten, Ärzte, Schauspieler. Schon das Kreisschreiben unseres Departementes enthielt eine solche Weisung. Schwierigkeiten entstanden bei der Frage, ob jüdische Rechtsanwälte, die als bekannte Verteidiger von Kommunisten oder anderer Gegner der heutigen Regierung auftraten, als politische Flüchtlinge betrachtet werden konnten. Die Massnahmen der Nationalsozialisten, wie Hausdurchsuchungen gegen «jüdischmarxistische» Rechtsanwälte und andere Intellektuelle richtete sich sowohl gegen den Juden als auch gegen den

Marxisten. Wir haben diese Emigranten nur dann als politische Flüchtlinge anerkannt, wenn sich aus den Akten ergab, dass die politischen Motive der Verfolgung im Vordergrund standen. Es ist nicht nötig zu sagen, wie heikel im Einzelfall die Entscheidung war. Sind wir doch in der Regel auf die Aussagen des Asylsuchenden angewiesen. Im Anfang hielten wir zurück, um einen grossen Zudrang solcher Emigranten zu verhüten.

Wenn wir diesen Ausländern die Eigenschaft als politische Flüchtlinge nicht zuerkennen konnten, so überliessen wir es der Fremdenpolizei, zu entscheiden, ob sie ihnen nach allgemeinen fremdenpolizeilichen Vorschriften Aufenthalt gewähren könne. Ich hebe den Fall eines jüdischen Richters hervor, der aus dem Amte gedrängt wurde. Wir konnten eine politische Verfolgung nicht annehmen, empfahlen aber den Unglücklichen der Fremdenpolizei zur Gewährung des Aufenthaltes, mit der Erklärung, dass wir andernfalls eine befristete Duldung als politischer Flüchtling aus rein menschlichen Gründen verantworten würden.

2. Die Kommunisten. Hier lag eine Zurückhaltung in der Asylgewährung nahe.

/Le Procureur de la Confédération rappelle les prescriptions de la circulaire à leur propos, de même qu'un document parvenu à la connaissance des autorités qui prévoit que tout communiste émigrant dans un autre pays devient membre du parti communiste de ce dernier./

Dieses Dokument stellt die Asylwürdigkeit der Kommunisten in Frage. Wir gingen aber nicht soweit, von vornherein allen Kommunisten das Asyl abzusprechen. Wir gingen meistens so vor, dass wir den kommunistischen Flüchtlingen entweder eine Frist zur Ausreise ansetzten oder deren Duldung nur auf eine Frist von höchstens zwei Monaten verfügten. Bei Bewährung wurde die Frist verlängert. Nie haben wir einen Asylsuchenden einfach an die Grenze gestellt, sondern ihm Gelegenheit gegeben, sich in andern Staaten nach einem Asyl umzusehen.

/.../

3. Die andern Fälle, wo wir die Asylwürdigkeit verneinten, lassen sich nicht in Kategorien zusammenfassen. Ich kann Ihre Zeit nicht mit der Aufzählung einzelner Flüchtlingsangelegenheiten in Anspruch nehmen. Vielleicht bietet sich in der Diskussion Gelegenheit, den einen oder andern Fall zu erörtern.

Das Bild kann aber vervollständigt werden durch einen Hinweis auf die hauptsächlichsten Kategorien der von uns anerkannten politischen Flüchtlinge. Es sind gegenwärtig bei uns zu Gast: Parteiführer, Mitglieder von Parlamenten des Reichs, der Länder und einzelner Städte, Gewerkschaftsbeamte, im weitern Arbeiter, Angestellte und Studenten, die an den Parteikämpfen aktiv teilgenommen haben, sowie Intellektuelle wie Redaktoren, Literaten, Rechtsanwälte und Lehrer. Nach ihrer politischen Richtung geht diese Front von den Kommunisten über die verschiedensten politischen Färbungen bis neuestens auch zu dissidenten Nationalsozialisten.

Soviel über unsere Praxis. Ich hoffe, Sie davon überzeugt zu haben, dass wir auch hier besser sind als unser Ruf, und dass wir das Asylrecht nicht preisgegeben, sondern hochgehalten haben, soweit die Duldung mit der innern und äussern Sicherheit des Landes irgendwie vereinbar war. Wir sind sogar viel weitherziger gewesen als die sozialdemokratische Flüchtlingshilfe in Prag, die – offenbar aus finanziellen Gründen – einen deutschen Sozialdemokraten erst dann als politischen Flüchtling betrachtet, wenn er – ich zitiere wörtlich – «in Deutschland schwere politische Prozesse zu erwarten hat und wenn dessen Leben, Gesundheit und Freiheit bei einer Rückkehr nach Deutschland schwer gefährdet sind; Flüchtlinge, die nur örtliche Rempelien mit den Nazis hatten, die aber nicht von der Geheimen Staatspolizei oder der Staatsanwaltschaft gesucht werden, können sich in den meisten Fällen auch in einem andern Orte Deutschlands aufhalten; bei allen leichteren Fällen genügt auch eine zeitweise Ortsabwesenheit und insbesondere bei ledigen Genossen, eine vorübergehende Wanderschaft.»

Wir haben also das Urteil der Geschichte nicht zu scheuen.

/.../

(E 2001 (C) 4/98, *Protokoll der Konferenz der kantonalen Justiz- und Polizeidirektoren vom 23. und 24. Oktober 1933 in Aarau, pp. 13ss.*).

6 AVRIL 1933

258

E 7110 1/41

*Le Ministre de Suisse à Berlin, P. Dinichert, au Directeur de la Division
du Commerce du Département de l'Economie publique, W. Stucki*

L

Schweizerisch-deutsches Reiseabkommen

Berlin, 6. April 1933

Ich erhielt heute Ihr Schreiben vom 4. dies¹ betreffend den Protest des schweizerischen Hoteliervereins gegen die Einführung eines Ausreisesichtvermerks durch die Reichsregierung². Ihre Mitteilungen haben sich offenbar mit meinem Berichte vom gleichen Tage³ gekreuzt, mit dem ich der Abteilung für Auswärtiges von meinem beim Auswärtigen Amte vorgenommenen Schritte Kenntnis gab. Schon bei dieser Gelegenheit wurden die Leiter der juristischen Abteilung des Auswärtigen Amtes auf die weitgehenden Befürchtungen aufmerksam gemacht, die in Kreisen der schweizerischen Fremdenindustrie der neuen deutschen Massnahme entgegengebracht werden. Wie Sie aus meinem Bericht ersehen haben, lautet die Antwort des Auswärtigen Amtes durchaus beruhigend, so dass schon aus diesem Grunde sich eine abwartende Haltung empfiehlt.

Ich glaube nicht, dass die deutsche Verordnung vom 1. April 1933 über die vorübergehende Wiedereinführung des Ausreisesichtvermerks als Verstoss gegen das schweizerisch-deutsche Abkommen über den gegenseitigen Warenverkehr vom 5. November 1932⁴ ausgelegt werden kann, solange nicht der Beweis erbracht ist, dass die Handhabung des Sichtvermerkszwangs den Tendenzen dieses Abkommens zuwiderläuft. Es ist doch zu bedenken, dass der Sichtvermerk für deutsche Reichsangehörige zur Aufrechterhaltung von Ruhe und Ordnung eingeführt worden ist und einen staatlichen Hoheitsakt bedeutet, den sich in der gleichen Lage kein Land strittig machen lassen kann. Auch die hiesigen Botschaften und Gesandtschaften, mit denen ich in dieser Sache Fühlung genommen habe, sind der Auffassung, dass ein Protest wegen Verletzung der mit dem Ausland abgeschlossenen deutschen Reiseabkommen nicht in Frage kommen kann, da die deutsche Massnahme auf einem ganz andern Gebiete liegt, als die lediglich vom Gesichtspunkte der Devisenbewirtschaftung aus abgeschlossenen Reiseabkommen.

Wie Sie richtig bemerken, wird das Ausmass der Behinderung der Ausreise hauptsächlich vom Geiste der Handhabung der neuen Vorschriften abhängen, und erst die Praxis selbst wird zeigen, ob Interessen der schweizerischen Hotellerie wirklich verletzt werden oder nicht. Bis jetzt hat die Boykottbewegung gegen

1. Non reproduit.

2. Par son ordonnance du 1^{er} avril, entrée en vigueur le 4, le Gouvernement allemand venait d'instaurer l'obligation du visa pour tout citoyen du Reich qui désirait quitter l'Allemagne.

3. Il s'agit du rapport de Dinichert au Département politique du 4 avril, dont une copie avait été envoyée à la Division du Commerce. Non reproduit.

4. Cf. n° 207.

die Juden⁵ nur ein sehr starkes Anschwellen der deutschen Reisenden nach der Schweiz zur Folge gehabt und damit der schweizerischen Hotellerie einen Zu-strom gebracht, mit dem sie unter normalen Verhältnissen gar nicht hätte rechnen können. Die statistischen Ergebnisse des schweizerischen Reisebureaus in Berlin, von denen ich Ihnen gestern mit einem Durchschlage meines Briefes an die Abteilung für Auswärtiges⁶ Kenntnis gegeben habe, sind in dieser Beziehung sehr auf-schlussreich. Die Inanspruchnahme des Reisebureaus ist auch nach Einführung des Sichtvermerks immer noch stärker als vor Beginn der antisemitischen Boy-kottbewegung. Beispielsweise haben gestern von 51 abgefertigten Personen 50 den Sichtvermerk nach der Schweiz ohne weiteres erhalten, während nur eine Person von ausgesprochen jüdischem Aussehen von Schwierigkeiten sprach, die ihr in dieser Beziehung gemacht wurden.

Bis jetzt kann demnach von einer fühlbaren Erschwerung der Ausreise nicht gesprochen werden.

Es ist doch zu bedenken, dass die deutsche Massnahme einen ausgesprochen politischen Charakter hat, weshalb die Gesandtschaft bei einer allfälligen Inter-vention ganz besondere Zurückhaltung üben muss. Auch vom schweizerischen Standpunkt aus kann die Einführung des deutschen Ausreisesichtvermerks nicht nur als nachteilig betrachtet werden, da dadurch doch wohl gewisse Elemente an der Ausreise nach der Schweiz verhindert werden, die bei uns nur als un-erwünscht bezeichnet werden können. Ich darf in diesem Zusammenhang auf die mir zugegangenen Instruktionen des Eidg. Justiz- und Polizeidepartements⁷ ver-weisen. Das starke Interesse, das mehrere Departemente der Bundesverwaltung dem ganzen Fragenkomplex entgegenbringen, veranlasst mich, an Sie die Bitte zu richten, beim weiteren Vorgehen mit dem Politischen Departement und dem Justiz- und Polizeidepartement Fühlung zu nehmen. Ich wiederhole damit ein Ersuchen, das ich schon vorgestern an die Abteilung für Auswärtiges in Bern gerichtet habe⁸.

5. Cf. n° 253.

6. Cf. n. 3 ci-dessus.

7. Il s'agit de la circulaire du Département de Justice et Police du 31 mars. Cf. l'annexe au n° 256.

8. Sur l'introduction du visa de sortie par les autorités allemandes, cf. aussi l'annexe au présent document.

ANNEXE

J.I. 1/1/2

*Le Ministre de Suisse à Berlin, P. Dinichert,
au Chef du Département politique, G. Motta⁹*

L Personnelle

Berlin, 7 avril 1933

Le même courrier vous apporte un échange de lettres entre la Division du Commerce et moi qui traitent des conséquences que peut avoir, pour le trafic touristique, l'introduction récente du visa de sortie d'Allemagne pour les ressortissants allemands. Je crois devoir solliciter votre intervention afin que la Légation soit préservée, autant que possible, d'instructions aussi intempestives. Si je voulais les suivre sans les soumettre à un examen critique, je ne sais où cela nous conduirait. Si nos hôteliers sont aussi complètement dénués de sens politique, il ne faudrait cependant pas que les services de l'administration fédérale les encouragent à persévéérer dans de tels errements.

Vouloir prétendre que la mesure, regrettable à tel ou tel point de vue, certes, mais éminemment politique prise par le gouvernement allemand soit une violation flagrante de l'accord avec la Suisse¹⁰ à teneur duquel toute personne domiciliée en Allemagne peut emporter en Suisse de l'argent à raison de 700 marks par mois et menacer de ce fait l'Allemagne de représailles sur le charbon, le sucre ou autre chose, cela dénote, qu'il me soit permis de le dire, une incompréhension surprenante des événements, des proportions et, surtout, des conséquences inéluctables de semblables conceptions.

Dans quel horizon s'enferme-t-on pour pouvoir prétendre que, par un arrangement sur les facilités financières à accorder à des touristes, un gouvernement ait implicitement renoncé à son droit souverain de prendre les mesures qu'il considère comme indispensables – ce dont il reste le seul juge – à sa sécurité.

Je n'entends nullement exagérer la portée du cas en lui-même. Je vous en saisis parce qu'il est si symptomatique que je crois qu'il fournit l'occasion de changer quelque peu les méthodes pour l'avenir.

La situation générale est ici aussi délicate et incertaine que jamais. Elle l'est à tel point qu'on peut affirmer que pour ainsi dire toute question dont nous avons à nantir le gouvernement – hormis celles de caractère purement technique – a son côté politique. Je souhaiterais donc vivement que vous voulussiez bien en persuader le Conseil fédéral et lui demander de traiter les affaires allemandes de concert avec votre Département et, dans beaucoup de cas, d'entente aussi avec celui de Justice et Police. Je ne devrais pas être exposé à recevoir des avis ou instructions de tel ou tel service qui poursuit, dans d'excellentes intentions bien entendu, la défense d'intérêts qui lui sont immédiatement confiés, mais qui estime ne pas devoir s'embarrasser d'autres considérations fort importantes, dont il ne m'est pas possible, à moi, de ne pas me préoccuper. Pour parer à cette situation, le remède n'est pas difficile à trouver: Il réside dans la collaboration des différents départements qui sont en mesure de connaître les diverses faces d'un problème. Cela conduira tout naturellement, dans les cas d'une certaine importance, à des décisions du Conseil fédéral qui conféreront aux interventions de la Légation un poids tout particulier.

Vous savez que je suis prêt à défendre nos idées et nos intérêts avec toute l'énergie et l'insistance désirables. Je vais, à l'occasion, plus loin même que les strictes instructions lorsque je sens un terrain solide sous mes pieds. Mais lorsque celui-ci fait défaut, je me refuse à me lancer dans des aventures, à moins d'ordres formels du Conseil fédéral, qui peut, seul, me décharger de toute responsabilité.

Si je vous importune aujourd'hui, comme toujours à regret, c'est que je suis convaincu que quelques mots de votre part suffiront pour améliorer, à l'avenir, les méthodes, chose essentielle dans les conditions qui nous sont imposées ici. Ces lignes, elles-mêmes, sont destinées à votre usage personnel. Je vous remercie très vivement d'avance de la suite que vous estimerez devoir leur donner.

9. *Annotation manuscrite de Motta:* Confidentielle. Seulement pour M. le ministre de Stoutz – et à restituer. 8. 4. 33.

10. Cf. n. 4 ci-dessus.

259

E 7110 1/105

*Le Vice-directeur de la Division du Commerce
du Département de l'Economie publique, J. Hotz,
au Vorort de l'Union suisse du commerce et de l'industrie*

Copie
L MA

Bern, 7. April 1933

Österreich – Clearingabkommen

Wir erhielten Ihren ausführlichen und sehr interessanten Bericht vom 27. März¹, mit dem Sie uns über das Ergebnis Ihrer Umfrage bei Ihren Sektionen und bei einzelnen Firmen über die Neugestaltung des Zahlungsverkehrs mit Österreich berichten.

[...]

Es ist für uns selbstverständlich von grosser Wichtigkeit, die Auffassung der massgebenden Vertreter der schweizerischen Industriekreise in der Frage des Zahlungsverkehrs mit Österreich kennenzulernen. Wir gehen dabei durchaus mit Ihnen einig, dass das Ergebnis Ihrer Umfrage sehr wertvoll ist, trotzdem die geäußerten Ansichten nicht eine einheitliche Auffassung bei den interessierten Kreisen verraten. Die Umfrage hat immerhin eine sehr wünschenswerte Abklärung gebracht und vor allem dargetan, dass eine Mehrheit der schweizerischen Exportkreise, die am Handelsverkehr mit Österreich interessiert ist, keinen neuen Clearingvertrag mit Österreich wünscht. Da auch Sie angesichts dieser Stellungnahme Ihrer Sektionen und der interessierten Industriekreise glauben, uns empfehlen zu sollen, von einer neuen vertraglichen Vereinbarung abzusehen, werden wir nach Ablauf des gegenwärtigen Clearingabkommens darauf verzichten, mit Österreich einen neuen Clearingvertrag abzuschliessen. Selbstverständlich werden wir uns angelegen sein lassen – dessen dürfen Sie versichert sein –, bei den kommenden Handelsvertragsverhandlungen mit Österreich der Frage des Zahlungsverkehrs die grösste Aufmerksamkeit zu schenken und darauf zu dringen, dass uns Österreich in dieser Beziehung möglichst weitgehende Zusicherungen gibt².

1. Non reproduit.

2. Par échange de notes le 23 mai, l'accord pour le règlement des paiements résultant du commerce des marchandises entre la Suisse et l'Autriche est déclaré caduc (RO, 1933, vol.49, p.374).

260

E 2001 (C) 3/131

*Le Chef de la Division des Affaires étrangères du Département politique,
M. de Stoutz, au Ministre de Suisse à Berlin, P. Dinichert*

Copie

L CL

Bern, 20. April 1933

Von Ihren Ausführungen vom 13. d.M.¹ betreffend den Anspruch der Schweizerbürger auf Rechtsschutz im Falle von Boykottmassnahmen haben wir mit Interesse Kenntnis genommen. Wenn auch zur Zeit die Frage nur theoretisches Interesse besitzt, so empfiehlt es sich doch, sich über die im Falle künftiger ähnlicher Massnahmen einzunehmende Haltung klar zu werden. Wenn wir Ihre Ausführungen richtig verstehen, so haben Sie Bedenken, ob wir für Schweizer jüdischer Herkunft unter dem Gesichtspunkte des Rechtsschutzes Gleichbehandlung mit den arischen Deutschen verlangen können, und ob uns nicht die Tatsache entgegengehalten werden kann, dass eben den Juden deutscher Nationalität kein Rechtsschutz gegen Boykottmassnahmen gewährt wird.

Wir sind der Ansicht, dass nötigenfalls des bestimmtesten der Anspruch vertreten werden muss, dass es für die Anwendung des Rechtsschutzvertrages nur eine Kategorie von Schweizerbürgern gibt, dass alle Schweizer, welcher Religion, welcher Rasse und welcher Sprachgemeinschaft sie angehören mögen, auf Grund des Vertrages von 1910² das Recht auf Gleichbehandlung mit den vollwertigen deutschen Staatsangehörigen besitzen. Wenn die deutschen Behörden gewisse Kategorien von Deutschen ausserhalb des Rechts stellen oder als Personen mindern Rechts behandeln wollen, so ist das ihre Sache. Ein Versuch, gestützt darauf auch Schweizerbürger als solche Personen mindern Rechts zu behandeln, müsste als Verletzung des Rechtsschutzvertrages von uns zurückgewiesen werden. Würde ein solches Vorgehen gegen Schweizerjuden heute geduldet, so könnten ihm bei der fremdenfeindlichen Stimmung, morgen ähnliche Massnahmen gegen die Schweizer italienischer oder französischer Zunge folgen.

Um solchen Versuchen entgegenzutreten, scheint uns Artikel 1 des Rechtsschutzvertrages³ eine sicherere Basis zu bilden als die Berufung auf das völkerrechtliche Gewohnheitsrecht, dessen Inhalt und Geltung bezüglich dieser Frage erst nachzuweisen wäre.

1. *Non reproduit.*

2. *Traité réglant certains droits des ressortissants de chacune des parties contractantes sur le territoire de l'autre partie, du 31 octobre 1910 (RO, 1911, vol. 27, pp. 688ss.).*

3. Les ressortissants de chacune des parties contractantes jouiront sur le territoire de l'autre, pour leurs personnes et pour leurs biens, de la même protection légale que les nationaux.

Ils auront le droit d'y exercer, de la même manière et sous les mêmes conditions que les nationaux, tout genre d'industrie et de commerce, sans être astreints à des contributions, impôts, taxes ou droits autres ou plus élevés que ceux perçus des nationaux.

La disposition de l'alinéa précédent relative à l'exercice de l'industrie et du commerce s'appliquera par analogie à l'exploitation des biens ruraux que les ressortissants de l'une des parties contractantes possèdent sur le territoire de l'autre.

261

2001 (C) 5/99

*Le Chef de la Division des Affaires étrangères
du Département politique, M. de Stoutz, aux Légations de Suisse*

Confidentiel
Circulaire CD

Berne, 21 avril 1933

Nous profitons du bref répit que nous laisse la Conférence de /sic!!/ la limitation et de la réduction des armements pour vous donner un aperçu de son activité et vous faire connaître, aussi succinctement que possible, comment nous envisageons la situation présente.

Ouverte le 2 février 1932, la conférence a commencé ses travaux par une discussion générale sur les problèmes à traiter. Ceux-ci se trouvaient déjà posés en partie dans le projet de convention¹ élaboré, après des années de laborieux efforts, par la Commission préparatoire.

Ce projet avait été minutieusement examiné par le Département politique et le Département militaire, ce qui avait permis au Conseil fédéral de donner des instructions² assez détaillées à sa délégation sur les principales questions de principe.

La discussion générale a été extrêmement nourrie, la plupart des délégations – et il y en avait soixante – ayant tenu, comme on le comprend, à faire entendre leur voix sur le problème sans doute le plus important, le plus vaste et le plus complexe qui ait jamais été traité, en période de paix, au sein d'une conférence internationale. Quarante-neuf orateurs montèrent à la tribune. Le débat général fut clos le 24 février.

Le chef de la délégation suisse, M. Motta, qui avait été désigné comme président d'honneur de la conférence en sa qualité de Président de la Confédération, prit la parole le 16 février³. Il montra que la conférence était devenue une nécessité commandée d'ailleurs par le Pacte de la Société des Nations⁴. Après avoir fait toute une série de suggestions concrètes sur lesquelles nous reviendrons, le chef de la délégation suisse exprima l'avis que cette conférence ne serait qu'une première étape dans la voie du désarmement et que, cette étape franchie, aucun gouvernement ne pourrait plus «regarder en arrière pour revenir au point de départ». A cette occasion déjà, M. Motta ne craignit pas de toucher à la délicate question de la révision des traités. «Il peut se présenter des situations intenables, déclara-t-il; il peut même y avoir des traités que les érosions du temps et les modifications incessantes de la vie sociale vident de leur contenu. La vie, toute la vie obéit à un rythme déterminé par un certain équilibre entre les forces de conserva-

1. *JO. SDN, février 1931, pp. 317ss.*

2. Cf. n° 143.

3. *Les discours se trouvent résumés dans le Journal de la Conférence pour la réduction et la limitation des armements.*

4. *Selon l'article 8. Cf. aussi n° 132, n. 3.*

tion et les forces d'innovation. Tel est le sens profond de l'article 19⁵ du Pacte. La Société des Nations n'est pas seulement la gardienne du droit existant; elle est, par son but et sa vocation, l'institution qui prépare le droit nouveau et aide à corriger, à modifier les situations dangereuses qui, sans elle, aboutiraient aux formidables explosions politiques dont le vrai nom est la guerre.» Il termina en soulignant le caractère essentiellement défensif de notre armée, défensif, non pas seulement par les intentions – ce qui ne suffirait pas, car tous les Etats prétendent que leur armée n'a qu'un but de défense – mais défensif surtout par son organisation et son matériel. L'armée suisse est un modèle par le fait qu'elle est dépourvue de toute arme véritablement agressive comme les chars d'assaut, les canons mobiles de grand calibre et les avions de bombardement. Notre délégation était ainsi une des premières à insister sur un aspect du problème qui avait été jusque-là laissé dans l'ombre malgré les justes remontrances de l'Allemagne qu'on avait précisément dépouillée de ces armes en raison de leur caractère particulièrement offensif ou agressif. Quelques semaines plus tard, la question du désarmement qualitatif devait donner lieu à un important débat au sein de la conférence.

/.../⁶

La discussion générale close, la conférence constitua, afin d'aborder l'examen du projet de convention et des propositions complémentaires, plusieurs grandes commissions (Commission générale, Commission politique, Commission terrestre, Commission navale, Commission aérienne et Commission des dépenses de défense nationale). Ce que fut le travail de ces commissions jusqu'à l'approche de Pâques, on ne le sait que trop. On en a peut-être exagéré la stérilité. Le fait est néanmoins qu'au 19 mars, jour où la conférence s'imposa la première trêve pascale, le problème du désarmement demeurait aussi entier que le 2 février. Aucun progrès n'avait été réalisé. Il est même permis de dire, à certains égards, qu'on avait reculé, car les difficultés à vaincre s'étaient plutôt accumulées sur le chemin. On s'ajourna, en somme, dans la confusion, mais, comme, d'un autre côté, l'immense complexité du problème n'avait fait que se manifester davantage au fur et à mesure que se déroulaient les discussions entre experts dont la loquacité ne laissait hélas! rien à désirer, personne ne se montra trop surpris ni trop chagrin de ce premier aveu d'impuissance.

/.../⁷

En juillet, la situation était telle qu'il ne restait plus à personne l'espoir d'entrer dans la voie des réalisations. Les chaleurs d'ailleurs étaient là; il fallait s'ajourner. L'important était de le faire dans des conditions qui ne portassent pas trop préjudice à la Conférence du désarmement. Il convenait donc d'essayer à tout prix de tempérer le pessimisme ambiant. Sir John Simon⁸, qui a toujours joué un rôle de

5. L'Assemblée peut, de temps à autre, inviter les membres de la Société à procéder à un nouvel examen des traités devenus inapplicables ainsi que des situations internationales, dont le maintien pourrait mettre en péril la paix du monde.

6. *Les propositions suisses, qui sont énumérées ensuite, se trouvent déjà reproduites au n° 222.*

7. *La circulaire présente les différents plans présentés jusqu'en été à la conférence et l'accueil qui leur a été réservé, ainsi que les positions défendues par la Suisse (Cf. n° 222).*

8. *Secrétaire d'Etat au Foreign Office, deuxième délégué de la Grande-Bretagne à la conférence.*

«leader» à la conférence, fut chargé d'établir, d'accord avec les représentants des grandes puissances, un projet de résolution qui ajournerait la conférence, mais en marquant les points sur lesquels un accord semblait possible ou à peu près réalisable. La tâche de Sir John Simon fut reprise dans la suite par M. Bénès⁹, le rapporteur général de la conférence, le Secrétaire d'Etat britannique ayant bientôt été accaparé, dans son pays, par d'autres besognes pressantes.

C'est à ce moment-là que se constitua, sur l'initiative de la délégation espagnole, le fameux groupe des «huit» dont la presse a fréquemment parlé (Espagne, Suède, Pays-Bas, Danemark, Norvège, Belgique, Tchécoslovaquie et Suisse). A vrai dire, ce groupement n'a pas été véritablement organisé; sa constitution n'a pas été le fruit d'échanges de vues ou de longues méditations. Il avait un caractère purement occasionnel en ce sens qu'il poursuivait un but déterminé dans des circonstances nettement déterminées. Il s'agissait d'exercer, entre huit pays n'appartenant pas aux grandes puissances, une influence utile sur le contenu même de la résolution d'ajournement de la conférence. L'idée de M. de Madariaga¹⁰, qui a souvent présidé ce groupe des «huit», était que le désarmement n'intéressait pas seulement les grandes puissances et que les petits Etats, surtout ceux qui se rattachaient à des conceptions démocratiques sensiblement analogues, devaient avoir également voix au chapitre dans l'établissement d'un acte qui devait être à la fois le bilan et le programme futur de la conférence. La Suisse participa avec une certaine réserve à ces discussions particulières. Elle ne crut pas toutefois pouvoir se dérober à l'appel qui lui avait été adressé. Bien que la méthode de travail improvisée par l'Espagne, pour des motifs d'ailleurs honorables, ne fut pas entièrement conforme à la ligne de notre politique générale au sein de la Société des Nations, politique inspirée avant tout de neutralité et d'indépendance, nous avons pensé que si, dans certaines circonstances données, notre collaboration pouvait être utile à la cause du désarmement, nous devions la donner. L'idée de neutralité ne saurait être, en effet, exclusive, en tout et partout, de solidarité.

L'action des «huit» eut bien quelque influence sur la rédaction de la fameuse résolution du 23 juillet¹¹, mais le résultat obtenu fut, il faut en convenir, disproportionné à l'effort fourni. C'était d'autant plus inévitable que, même au sein du groupe des «huit», des divergences de vues se manifestèrent ...

[...]

Au cours de la discussion générale, les «huit» s'employèrent, en particulier, à faire prévaloir le principe de la prohibition du bombardement et de la guerre chimique, ainsi que celui du contrôle de la fabrication des armes et munitions de guerre, qu'elle fût privée ou d'Etat. Dans la séance du 21 juillet, le chef de la délégation suisse rompit, en particulier, une lance en faveur de l'interdiction totale du bombardement aérien. Il exprima le regret qu'à cet égard, la résolution fût aussi timide, tout en manifestant l'espoir que la conférence se montrerait plus hardie à

9. Ministre tchèque des Affaires étrangères.

10. Troisième délégué de l'Espagne à la Conférence.

11. Journal de la Conférence pour la réduction et la limitation des armements, 26.7.1932, pp. 964ss.

la reprise de ses travaux. «Si la conférence, déclara M. Motta, n'a pas le courage de proclamer cette interdiction totale, elle risque de consigner sur le papier des déclarations belles et humanitaires, mais qui, un jour, hélas! seront démenties par les faits. Il faut immédiatement et nécessairement tirer quelques conséquences du principe: abolition des avions de bombardement; prohibition des autres avions et hydravions et, d'une manière générale, des aéronefs au-dessus d'un poids unitaire déterminé, et il faut que le poids qui sera considéré comme licite soit le plus bas possible ... Il faut ensuite avoir le courage de proclamer que certains dispositifs doivent être prohibés; que les projectiles qui servent aux bombardements aériens doivent également être interdits et, enfin, comme conséquence obligée, proclamer que les Etats n'ont plus le droit d'entraîner leurs troupes aux bombardements aériens.»

La résolution du 23 juillet était loin d'être satisfaisante; elle fut néanmoins adoptée par la conférence, à la suite d'un vote mémorable, un peu par lassitude et aussi parce qu'on ne voyait guère – les positions des grandes puissances étant prises – la possibilité de l'améliorer sensiblement dans les conjonctures politiques existant à ce moment-là. C'était un pis-aller, mais un pis-aller qui contenait cependant beaucoup de bonnes intentions, du moins sur le papier. Tout compte fait et compte tenu surtout du grand effort de bonne volonté qui, malgré tout, s'affirmait dans la résolution, on pouvait quand même prêter encore quelque crédit à la conférence. Certains Etats perdirent toutefois patience. Tandis que l'Allemagne et la Russie votaient contre la résolution en arguant de son insuffisance, l'Italie, après un discours très critique du général Italo Balbo¹², se confina dans l'abstention, suivie par sept autres Etats. La conférence allait suspendre ainsi ses travaux dans des conditions qui n'auguraient pas favorablement de l'avenir. Les perspectives étaient d'autant plus sombres que le premier délégué allemand¹³ avait fait savoir, par une déclaration qui avait fait sensation, que l'Allemagne renoncerait à participer à la conférence jusqu'au jour où elle recevrait des assurances précises sur la question de la «Gleichberechtigung».

/.../

Nous n'avons pas à nous prononcer sur la légitimité du point de vue allemand. La délégation suisse avait reçu pour instructions de s'abstenir de toute manifestation en cette matière¹⁴. Il est permis de dire cependant que la position juridique de l'Allemagne est très forte ...

Dès le mois de septembre, le Bureau de la conférence avait repris ses travaux pour examiner, conformément au mandat qui lui avait été décerné par la résolution du 23 juillet, diverses questions importantes comme le contrôle, la guerre chimique, la fabrication privée et d'Etat des armes et matériels de guerre. Le 4 novembre, il avait été saisi du plan constructif français à la suite d'un exposé détaillé

12. Ministre italien de l'Air, troisième délégué de son pays à la conférence.

13. R. Nadolny.

14. Cf. aussi E 2001 (C) 5/174. Discussion sur les instructions à donner à la délégation suisse à la XIII^e Assemblée de la SdN, 16 septembre 1932.

de M. Paul-Boncour¹⁵. Le 17 du même mois, Sir John Simon répondait au plan français en lui opposant un plan concret de désarmement, qui n'a pas fait beaucoup de bruit, mais qui nous avait paru digne d'attention. Toutes ces discussions ne manquaient pas d'intérêt, mais il était évident que, l'Allemagne absente, rien de sérieux ne pouvait être réalisé dans la voie du désarmement. La Grande-Bretagne s'était émue de cette situation et, grâce à des trésors de diplomatie, elle parvint à trouver une formule qui obtint l'agrément de la France tout en permettant à l'Allemagne de reprendre sa place à Genève.

[...]

La Commission générale de la Conférence du désarmement fut tout exprès convoquée, le 14 décembre, pour prendre acte de cet accord. Elle félicita, dans une résolution, M. Macdonald¹⁶ du succès de ses efforts pour accueillir ensuite «avec satisfaction la déclaration selon laquelle les cinq puissances sont résolues à collaborer, à la conférence, avec les autres Etats qui y sont représentés, pour s'enforcer, sans délai, d'élaborer une convention qui réalisera une réduction substantielle et une limitation des armements avec des dispositions pour sa révision ultérieure en vue de réductions nouvelles».

L'accord du 11 décembre 1932 n'a pas été à l'abri de toute équivoque. L'Allemagne prétend qu'elle s'est libérée des fers dans lesquels on l'avait mise à Versailles; la France rétorque – et le texte de l'accord parle en sa faveur – que la libération n'est que conditionnelle, puisque le régime de sécurité auquel elle a subordonné l'égalité de droit n'a pas encore vu le jour. Quoi qu'il en soit, l'Allemagne a obtenu gain de cause sur le principe. C'est, pensons-nous, ce qu'elle désirait surtout obtenir. Elle est sortie de prison; elle n'y rentrera plus. Les discussions qui se poursuivront dans la suite sur les modalités d'application ne feront que mettre en relief cette constatation.

La conférence, qui devait reprendre ses travaux en décembre, puis en janvier, ne les reprit effectivement que le 2 février, jour anniversaire de son ouverture. Les événements auxquels nous nous référons sont si récents que nous pourrons être très brefs.

[...]

A la Commission politique, le plan français ne tarda pas à entrer en agonie. L'Italie, l'Allemagne, voire la Belgique déclarèrent sans ambages qu'elles n'accepteraient jamais d'entrer, sans la Grande-Bretagne, dans une combinaison de ce genre. Ces déclarations retentirent comme un glas funèbre dans la commission. Le projet français s'écroulait. Les espoirs de la conférence aussi. L'heure était critique. C'est alors qu'intervint M. Macdonald. Il intervint en sauveur, le projet que vous connaissez à la main. Son succès fut considérable. Qu'on le veuille ou non, son discours du 16 mars à la Commission générale comptera, quoi qu'il arrive, parmi les grandes dates de la conférence.

[...]

15. Délégué de la France à la Commission préparatoire du désarmement, vice-président de la délégation française à la Conférence sur la réduction et la limitation des armements.

16. Premier Ministre de Grande-Bretagne, chef de la délégation britannique à la conférence.

Après un examen du projet britannique par la délégation suisse que nous avions convoquée tout exprès à Berne et après discussion au sein du Conseil fédéral¹⁷, il avait été décidé que la Suisse accepterait le plan Macdonald comme base de discussion. Nous pouvions l'accepter d'autant plus facilement qu'il ne soulevait d'objections de notre part que sur un point, soit sur le chiffre auquel était limité notre contingent d'aéronefs militaires (75). Notre Etat-major général nous a représenté que, pour un pays dans la situation de la Suisse, une force aérienne de 150 aéronefs serait un minimum. Ses arguments nous paraissent si convaincants qu'il ne nous sera sans doute pas très difficile d'obtenir, le cas échéant, un relèvement de notre contingent. On a d'ailleurs peine à comprendre que la Belgique ait obtenu du premier coup le double du chiffre attribué à la Suisse, et il nous échappe totalement pourquoi des pays comme la Norvège et la Suède moins exposés que nous à des dangers d'agression reçoivent un nombre égal d'escadrilles.

Cette question d'ordre technique n'était pas de nature à changer nos sentiments à l'égard de la proposition britannique. Aussi, dans la séance de la Commission générale en date du 24 mars, M. Motta, en sa double qualité de président d'honneur de la conférence et de chef de la délégation suisse, s'est-il prononcé en faveur du plan Macdonald comme base de discussion.

/.../¹⁸

Puisque nous en sommes venus à parler incidemment de la Commission des effectifs, il nous paraît utile de relever, en passant, qu'elle se trouve saisie, en effet, d'une proposition de la Suisse tendant à soumettre les armées de milices à un régime spécial. Cette proposition, qui avait déjà été formulée par nous l'an dernier¹⁹, a été récemment renouvelée lors de la discussion générale du projet français d'uniformisation des armées sur la base d'un service à court terme et à effectifs réduits. Pour ce qui est du service à court terme, nous pouvons servir d'exemple à chacun; en ce qui concerne les effectifs, nous ne pourrions accepter de réduction sans porter un coup mortel à notre organisation militaire. Un système de défense fondé sur le principe des milices est incompatible avec une réduction des effectifs. L'armée de milices, celle qui, comme la nôtre, présente véritablement les caractéristiques essentielles de la milice (ni unités ni cadres permanents) tire sa véritable force et nous dirions même sa raison d'être du principe du service obligatoire. Le principe est inscrit dans notre Constitution²⁰, nous l'y laisserons, et, à cet égard, nous sommes certains de gagner la compréhension générale de la Conférence du désarmement. De fait, personne ne songe sérieusement, à l'étranger, à réduire les armements d'une petite armée comme la nôtre. Chacun comprend les particularités vraiment uniques de l'armée suisse, et, si nous rencontrerons peut-

17. PVCF du 24 mars 1933 (E 1004 1/339).

18. La circulaire présente l'accueil réservé au plan britannique. Elle examine ensuite le travail de la Commission des effectifs qui n'a pu aborder en profondeur aucun problème, à l'exception du régime spécial des armées de milices posé par la Suisse. Aussi cette dernière, contre la France, la Pologne et la Petite Entente, s'est-elle prononcée pour l'ajournement des travaux.

19. Cf. n° 222, A.

20. Article 18.

être quelque résistance à l'adoption de certains principes qui nous sont chers, c'est à la crainte de voir ces principes généralisés dans de grandes armées que nous le devrons. Il est certain, en effet, que, si la France restait résolue à faire triompher l'idée du service à effectifs réduits, elle ne se déclarerait pas satisfaite au cas où, pour ne rien sacrifier au principe du service obligatoire, une grande puissance manifesterait l'intention d'adopter un type d'armée calqué sur le modèle suisse. Ces craintes n'ont d'ailleurs rien d'hypothétique; des représentants à Genève de l'Etat-major français ne nous ont pas caché leur manière de voir à ce sujet.

/.../²¹

... Il faut en prendre son parti: ce n'est qu'au prix de longs efforts et de prudentes lenteurs que l'on peut progresser dans la voie de l'organisation de la paix.

Si, à cet égard, le projet Macdonald nous paraît réaliser un progrès dont il y aurait lieu de se féliciter et auquel nous pourrions, pour notre part, nous associer sans beaucoup d'hésitation, il serait permis de se demander jusqu'à quel point notre neutralité risquerait d'être affectée par le régime proposé. Vous aurez constaté que, selon l'article 4 du projet Macdonald, la conférence des Etats peut valablement prendre ses décisions à la majorité des pays autres que les parties au différend, à la condition que cette majorité comprenne l'unanimité des grandes puissances. Est-ce à dire que, dans certains cas, nous pourrions être «majorisés» et être amenés à nous conformer à des décisions qui nous obligeraient à rompre avec les principes traditionnels de notre neutralité tels qu'ils ont été reconnus par la Déclaration de Londres du 16 février 1920²²? Nous ne le pensons pas, car il n'a certainement pas été dans l'intention des auteurs du plan britannique de modifier quoi que ce soit à la situation spéciale qui a été faite à la Suisse au sein de la Société des Nations. Pareille dérogation à l'ordre international établi ne saurait découler d'une simple interprétation; elle devrait être expressément statuée. Le cas échéant et si le besoin s'en faisait sentir, il suffirait, nous en sommes convaincus, d'une simple déclaration de la délégation suisse pour dissiper tout malentendu à cet égard.

Pour cette dernière raison et pour celles que nous avons indiquées plus haut, nous ne voyons pas l'utilité de proposer de nous-mêmes des amendements à la partie I du projet britannique. Cette partie, on ne le sait que trop, est imparfaite et insuffisante, mais, comme elle semble constituer présentement un maximum politique, ce serait, somme toute, faire plus de mal que de bien que de se livrer à la tentative facile de l'améliorer. Un amendement formel aurait l'air d'une critique, et, dans un problème comme celui-là, qui vise avant tout les grandes puissances, un petit pays comme le nôtre agirait plus sagement en ne se mettant pas trop en avant. Bien entendu, nous nous réservions de prendre position à l'égard des amendements qui pourraient être ultérieurement présentés.

21. *Parmi les questions soulevées par le plan MacDonald, celle de la sécurité appelle de la part de la Suisse nombre d'observations de forme et de fond, d'autant plus que les délégations doivent faire parvenir par écrit, au plus tard le 20 avril 1933, leurs propositions d'amendements.*

22. FF, 1920, I, pp. 343ss.

Nous avons d'ailleurs un autre motif de nous abstenir, et ce motif tient à l'instabilité de la situation politique actuelle. ...

/.../

Un comité spécial, dont la Suisse ne fait pas partie, s'est aussi occupé, au cours de nombreuses séances et conformément à la résolution du 23 juillet, de la réglementation du commerce et de la fabrication privée et d'Etat des armes et des matériels de guerre. Ici encore, les difficultés d'accord sont telles qu'on ne voit, à l'heure actuelle, aucune issue certaine vers une solution raisonnable acceptable pour tous. Pour le moment, les Etats ont été invités à répondre à un questionnaire élaboré par le comité. La Suisse s'est déjà exécutée. Nous sommes les premiers à reconnaître l'importance particulière de ce problème, car les limitations de matériels seraient assez illusoires si chaque Etat avait licence d'entretenir et de développer à son gré des usines qui pourraient lui procurer, en cas de besoin, les matériels abolis. Un sérieux contrôle est à tout le moins nécessaire. Nous nous demandons toutefois s'il sera possible de régler définitivement la question avant la clôture de cette première Conférence du désarmement. Il serait désirable, certes, d'aboutir, à bref délai, à un résultat concret en ce domaine, mais nous serions déjà heureux, pour notre part, si l'on parvenait, comme premier résultat et dans le cadre du projet britannique, à un certain nombre de limitations précises étayées d'un système de contrôle impartial et efficace²³.

23. Réunies par l'Association suisse pour la Société des Nations, un certain nombre de sociétés et d'Eglises ont constitué une commission d'étude suisse pour la lutte contre les industries de guerre qui demande aux autorités de réserver la fabrication d'armes et de munitions par la Confédération à la seule défense nationale, d'interdire toute exportation d'armes et de munitions de la part de fabriques qui ne travaillent pas pour la défense nationale et de contrôler sévèrement l'exportation complémentaire des fabriques autorisées à produire des armes et des munitions.

Le Conseil fédéral répond qu'il paraîtrait prématuré d'examiner le problème du contrôle en Suisse de la fabrication du matériel de guerre aussi longtemps qu'il reste un espoir de voir la Conférence du désarmement réglementer, sur un plan international, la fabrication privée et d'Etat des armes et munitions (PVCF du 4 décembre 1933 E 1004 1/343).

262

E 2200 Paris 6/2

*Le Ministre de Suisse à Paris, A. Dunant,
au Chef du Département politique, G. Motta*

*Copie**L Confidentielle*

Paris, 21 avril 1933

Le nouveau coup de barre de la politique des Etats Unis¹ a provoqué un désarroi au Quai d'Orsay et dans de nombreux milieux français. J'apprends que M. Herriot, accablé par les informations venant de Washington, a télégraphié de l'«Ile-de-France»² à Paris, pour demander «pourquoi le Quai d'Orsay ne l'avait pas prévenu!». On considère, généralement, la brusque décision du Président Roosevelt comme un coup de Jarnac et on a de la peine à comprendre comment, quelques heures avant que le premier ministre britannique et un représentant du Gouvernement français, qui peut être assimilé à un président du conseil, – ayant, en effet, exercé ces fonctions et paraissant appelé à les assumer à nouveau³ – ne débarquent sur le sol américain, tout l'ordre du jour de la Conférence de Washington ait pu être renversé. M. Massigli, Directeur-adjoint des Affaires politiques et commerciales, qui a déjeuné aujourd'hui chez moi, a exprimé l'avis que la Conférence devrait être renvoyée. Des échos analogues, venant de différents pays, expriment un sentiment qui éclate de plus en plus. En tout état de cause, les objectifs immédiats que MM. Mac Donald et Herriot se proposaient d'atteindre s'éloignent toujours davantage.

J'ai eu aujourd'hui avec un régent de la Banque de France un long entretien portant sur toute la situation et sur les répercussions financières que le volte-face de la politique monétaire des Etats-Unis peut avoir sur les intérêts de pays à monnaie saine comme le nôtre.

Voici quelques points que nous avons abordés au cours de notre conversation et qui me paraissent être de nature à vous intéresser:

1^o En présence des mesures subitement prises à Washington et qui ne sont peut-être qu'une nouvelle phase de la partie formidable jouée entre Londres et Washington⁴ – les Etats à monnaie saine ont un intérêt primordial à se concerter pour éviter une course générale à l'abîme. Vous voyez que mon interlocuteur voit la situation sous des couleurs extrêmement sombres.

1. *L'abandon, le 19 avril, de l'étalon-or.*

2. *Sur invitation personnelle de Roosevelt, le Ministre des Affaires étrangères, Paul-Boncour, a délégué Herriot à Washington pour y discuter des questions économiques avec le Président américain et le Premier Ministre anglais Mac Donald. Le 17 avril, Herriot a quitté la France à bord du paquebot «Ile-de-France».*

3. *Depuis décembre 1932, lorsqu'il avait dû démissionner en tant que Président du Conseil, Herriot n'avait plus occupé de charge ministérielle. Il présidait à l'époque la Commission des Affaires étrangères de la Chambre.*

4. Cf. nos 86 et 213.

2^o Plusieurs personnalités étrangères sont déjà venues à Paris prendre contact avec le Gouverneur de la Banque de France dans un moment où le franc français paraît encore un rempart de l'étalon-or. Je vous suggérerais donc de vouloir bien examiner s'il n'y aurait pas intérêt à proposer à M. le Président Bachmann, de notre Banque nationale, de se mettre également en relations avec M. Moret⁵.

3^o Les Etats dont la collaboration financière paraît indispensable pour opposer un bloc aux attaques futures contre l'étalon-or sont, outre la France et la Suisse, la Belgique et les Pays-Bas dont la devise, malgré certaines atteintes, est encore saine. En outre, mon interlocuteur estime que l'Angleterre, bien qu'elle ait abandonné l'étalon-or⁶, pourrait faire partie de ce bloc du moment qu'elle pratique une politique monétaire dirigée fondée sur l'or. J'ai demandé quel serait le rôle de l'Allemagne dans cette nouvelle combinaison. Mon informateur m'a répondu que, pour le moment, on ne s'en occupait pas.⁷

4^o Ce rapprochement dans le domaine monétaire ne pourrait guère se concevoir sans un rapprochement parallèle entre les mêmes pays dans le domaine économique. Nous en reviendrions ainsi au projet exposé jadis par M. Schulthess à M. Tardieu, au cours de l'année dernière, et, plus récemment, à M. Serre, l'actuel Ministre du Commerce⁸.

L'idée de ce rapprochement semblait s'affaiblir au cours de ces derniers jours, vu les espoirs que les récentes nouvelles parvenues d'Amérique avaient fait naître à Paris. En effet, le Président Roosevelt faisait connaître son intention de demander à bref délai au Congrès de lui accorder en matière de négociations commerciales des pleins-pouvoirs lui permettant d'une part de négocier au cours de la Conférence Economique de Londres un traité unilatéral⁹ tendant à la réduction générale de tous les tarifs douaniers, et d'autre part, de négocier séparément avec

5. *Un entretien entre Bachmann et le Gouverneur de la Banque de France devait effectivement avoir lieu le 22 mai suivant. Cf. la notice du Chargé d'affaires à Paris, P. Ruegger, du 23 mai 1933:*

Communication de M. de Stoutz

A l'occasion d'un entretien qu'il a eu hier avec M. Bachmann, M. de Stoutz a rappelé la question d'une coopération éventuelle des Etats à monnaie saine en vue de la Conférence de Londres.

M. Bachmann a eu, à Bâle, des conversations à ce sujet avec MM. Moret, gouverneur de la Banque de France, Trip, de la Banque d'émission néerlandaise et Franck de la Banque d'émission belge. L'intérêt d'une coopération a été reconnu, cependant M. Moret a paru désireux de ne pas avoir l'air de préjuger les conversations anglo-américaines en cours en vue d'une stabilisation de fait des monnaies anglo-saxonnes. Aucune entente précise n'a été envisagée jusqu'ici, malgré le désir de toutes les personnalités interrogées par M. Bachmann de voir se créer un front unique à Londres en matière financière (E 2200 Paris 6/2).

6. Cf. n° 102.

7. Cependant, dans sa lettre du 5 mai suivant au Département politique, Dunant écrivait:

/.../ Le Régent de la Banque de France, avec lequel je demeure en contact, m'a dit que l'on paraît actuellement disposé à rechercher aussi une coopération financière plus étroite avec l'Allemagne. /.../ (E 2200 Paris 6/2).

8. *Sur les discussions entre Schulthess et Tardieu en mars 1932 cf. n° 163, AI. L'entretien Schulthess-Serre ne semble pas avoir laissé de traces dans les dossiers des Archives fédérales.*

9. *Correction manuscrite sur l'original: pluri (?) (E 2300 Paris, Archiv-Nr. 86).*

les différents Etats des traités bilatéraux impliquant une réduction des droits de douane américains allant jusqu'à 50% des taux actuellement en vigueur.

Des négociations commerciales avec les Etats-Unis auraient peut-être entraîné la Grande-Bretagne sur la même voie et amené par là un rapprochement économique entre la France, la Grande-Bretagne et les Etats-Unis. La récente dévaluation du dollar est de nature à modifier profondément ces projets et ces espoirs.

En effet, à l'heure actuelle, la France peut se trouver obligée¹⁰ d'un moment à l'autre, si la dévalorisation de la monnaie américaine devait s'accentuer, à prendre des mesures de défense vis-à-vis des Etats-Unis pour entraver l'afflux sur le territoire français des marchandises américaines importées au bénéfice de l'écart des changes. Ces mesures de défense se traduirraient très probablement par l'institution d'une surtaxe compensatrice de change qui indisposerait fort le Gouvernement de Washington. La Grande-Bretagne elle-même serait vraisemblablement obligée de recourir à des moyens analogues.

Toutefois, je dois constater en terminant qu'en ce qui nous concerne, l'idée d'un rapprochement économique ne semble pas encore inspirer la politique commerciale de la France à notre égard. En effet, d'après les renseignements que je viens de recueillir auprès du Ministère du Commerce, la Commission des Accords Commerciaux se serait prononcée hier au soir en faveur d'une nouvelle démarche auprès du Conseil fédéral afin d'obtenir la déconsolidation des droits de douane liés dans la Convention de commerce franco-suisse du 8 juillet 1929¹¹. Je ne serais, cependant, pas surpris si les événements qui viennent de se produire aux Etats-Unis avaient pour conséquence d'ajourner encore toute décision définitive concernant la dénonciation de cette convention¹².

10. Correction manuscrite sur l'original: amenée.

11. Cf. n° 366, n. 2.

12. Sur la dénonciation de la convention de commerce franco-suisse, cf. nos 280 et 292.

24 AVRIL 1933

263

E7110 1/82

*Le Ministre de Suisse à Rome, G. Wagnière,
au Chef du Département de l'Economie publique, E. Schulthess*

L

Rome, 24 avril 1933

En me référant au message que vous avez bien voulu faire parvenir ce matin à M. le Conseiller fédéral Motta¹, j'ai l'honneur de vous faire savoir que M. Motta a saisi l'occasion d'un entretien qu'il a eu aujourd'hui avec le Chef du Gouvernement italien pour lui donner connaissance de votre télégramme. Il a exposé à M. Mussolini le problème tel qu'il se présente et la nécessité absolue dans laquelle nous nous trouvons, surtout pour des raisons morales et non pas pour des raisons d'ordre protectionniste ou fiscal, d'obtenir le consentement du Gouvernement italien, sans que celui-ci exige une contreprestation, au relèvement, dans la mesure fixée, des taux afférents à la soie artificielle².

M. Mussolini n'était pas au courant du problème. Il a cependant assuré M. Motta qu'il parlerait de ce problème avec le Sous-Secrétaire d'Etat aux Affaires Etrangères et qu'il examinerait notre demande avec toute la bienveillance possible.

M. Homberger³, qui rentre en Suisse ce soir, mettra le directeur de la Division du Commerce au courant des conversations qui ont eu lieu ces derniers jours à Rome.

1. Cf. télégramme de Schulthess communiqué téléphoniquement par la Division du Commerce à Motta:

Référant votre entretien avec Docteur Homberger vous prions instamment attirer attention chef gouvernement italien sur importance capitale que nous devons attacher à solution favorable droit soie artificielle (E 7110/1/82).

2. Cf. nos 131 et 181.

Cf. aussi annexe au présent document.

Le relèvement des droits douaniers sur la soie artificielle ne sera obtenu par la Suisse que lors de la signature du protocole additionnel au traité de commerce avec l'Italie, le 30 décembre 1933. Ce protocole sera approuvé par le Conseil fédéral le 5 janvier et entrera en vigueur le 26 janvier 1934 (RO, 1934, vol. 50, pp. 631-635). Cf. aussi RG, 1933, pp. 605-606.

3. H. Homberger, 2^e Secrétaire du Vorort de l'Union Suisse du commerce et de l'industrie.

ANNEXE

E 7110 1/82

AM

Aide-mémoire⁴

1. Alors que le commerce extérieur de l'Italie est passif avec presque tous les pays, les échanges avec la Suisse accusent, selon la statistique italienne pour 1932, un solde actif de 269 millions de lires. Avec un tel solde, la Suisse laisse loin derrière elle tous les autres Etats.

2. En 1932, la Suisse achetait pour 142,30 lires de marchandises italiennes par tête d'habitant, alors que les achats de l'Allemagne ne se montaient qu'à 12 lires, ceux de la France à 12,50 lires, ceux de la Grande-Bretagne à 16,40 lires, ceux des Etats-Unis à 5,20 lires, ceux de l'Autriche à 29 lires, etc. Les importations italiennes de marchandises suisses n'atteignent, pendant la même année, que 7,35 lires par tête d'habitant.

3. Les droits de douane italiens sur la soie artificielle brute s'établissent entre 555 et 1285 lires par 100 kg, plus 15% ad valorem. Pour ce même produit, la France perçoit un droit de 1210 à 1937 lires, l'Allemagne un droit de 275 à 550 lires par 100 kg. Le droit suisse n'est, en revanche, que de 7,34 lires par 100 kg.

4. Il est évident que dans ces circonstances – manque absolu d'une protection douanière – l'industrie suisse de la soie artificielle serait vouée à la ruine si l'on ne pouvait remédier à sa situation en aucune manière.

5. Pour ce motif – et après des tentatives infructueuses antérieures –, la Suisse s'est vue contrainte à la fin de 1930 de prier à nouveau le Gouvernement italien de bien vouloir consentir à la déconsolidation du droit suisse sur la soie artificielle fixé en janvier 1923 dans le traité de commerce actuellement en vigueur entre les deux pays et qui était plus ou moins supportable à l'époque de la conclusion du traité précité, étant donné que l'économie mondiale traversait alors une période normale. Lors des pourparlers ultérieurs, la Suisse avait renoncé à la déconsolidation et s'était contentée de demander l'assentiment du Gouvernement italien à un droit de 550 lires (= 150 francs) par 100 kg, taux inférieur à ceux appliquées par l'Italie et par la plupart des autres pays.

6. Les pourparlers n'ayant donné aucun résultat tangible, la Suisse n'a plus finalement demandé que de pouvoir relever le droit sur la soie artificielle brute (n° 446 a du tarif suisse) à 165 lires (= 45 francs suisses) par 100 kg, soit à un taux fort modeste en comparaison avec le droit italien sur le même article. La Suisse s'attendrait à ce que le Gouvernement italien accède immédiatement et sans condition spéciale au désir de son meilleur client, étant donné la situation désastreuse de l'industrie suisse de la soie artificielle. A son grand et sincère regret, le Gouvernement fédéral a toutefois dû constater que même une demande aussi modeste n'a pas rencontré jusqu'ici l'assentiment du Gouvernement italien. La Suisse avait pourtant déclaré qu'elle était disposée à accorder une concession assez importante relative aux droits italiens sur les chaussures en contrepartie de cette majoration inévitable des droits suisses sur la soie artificielle.

4. Envoyé par le Chef de la Division du Commerce, W. Stucki, au Ministre Wagnière à Rome, le 27 avril 1933, avec la prière de le remettre personnellement à Mussolini et au Sous-secrétaire d'Etat Suvich.

264

E 1004 1/339

CONSEIL FÉDÉRAL
Procès-verbal de la séance du 25 avril 1933¹

663. Négociations commerciales avec la France

Verbal

M. le *président* communique que le gouvernement français a déjà fait plusieurs démarches en vue d'obtenir la déconsolidation d'une série de droits de douane liés par l'arrangement commercial de 1928². Le département de l'économie publique s'est toujours refusé à entrer dans ces vues. Mais le chargé d'affaires de France, M. Hoppenot³, est venu insister auprès du président à ce sujet. Le gouvernement français allègue que l'Allemagne a profité de la déconsolidation des droits du traité franco-allemand pour relever son tarif douanier. La France est empêchée de faire de même, parce qu'une série de ses droits sont liés à l'égard d'autres pays. L'Italie et la Tchécoslovaquie ont consenti aux déconsolidations qui leur ont été demandées par la France. Celle-ci a besoin, maintenant, pour être entièrement libre, du consentement de la Belgique et de la Suisse. En ce qui concerne la Belgique, le gouvernement français déclare qu'il s'est heurté à un premier refus, mais qu'un haut fonctionnaire du ministère belge du commerce se rendra incessamment à Paris, où les conversations seront renouées⁴. D'autre part, d'après les renseignements recueillis par M. Barbey, notre ministre à Bruxelles, le gouvernement belge n'aurait jusqu'ici reçu aucune demande de la France, et il déclare que s'il en recevait une, il y opposerait une fin de non-recevoir.

Du côté suisse, on s'est attaché jusqu'ici à montrer au gouvernement français que son projet n'atteindrait pas le but qu'il se propose. En relevant les droits de

1. *Absents: Pilet-Golaz et Motta.*

2. *Arrangement commercial du 21 janvier 1928 (RO, 1928, vol. 44, pp. 59ss.) et avenant du 11 mars 1928 (RO, 1928, vol. 44, pp. 137ss.). Cf. aussi DDS vol. 9, n° 361 et annexes.*

3. *H. Hoppenot, conseiller d'ambassade.*

4. *Le 10 août, le Ministre de Suisse à Paris, A. Dunant, écrit à ce propos au Chef du Département de l'Economie publique, E. Schulthess:*

Or, le Conseiller de l'Ambassade de Belgique à Paris, qui a dirigé jusqu'à la fin de l'année dernière l'Office du Commerce extérieur au Ministère à Bruxelles, m'a donné récemment, à titre très confidentiel, des renseignements sur les véritables mobiles de l'attitude de son Gouvernement dans les derniers pourparlers avec la France. Ce ne furent pas, avant tout, des raisons d'ordre politique qui ont engagé la Belgique à céder, ni – cela nous le savions déjà – des raisons d'ordre économique, bien que le Gouvernement de Bruxelles compte monnayer le fait qu'il a voulu épargner à la France l'odieux d'une dénonciation formelle du Traité franco-belge; ce furent, avant tout, des motifs d'ordre *financier*. Pour les besoins de sa trésorerie, le Gouvernement belge a, en ce moment, très fréquemment recours à Paris. Par un simple échange de lettres, qui n'est guère précédé de négociations, le Ministère des Finances belge s'assure, de temps à autre, le bénéfice d'une avance de fonds à court terme, ce qui constitue pour lui, paraît-il, un avantage précieux. Il est aisément de se rendre compte du puissant levier que détient la France dans ses pourparlers économiques avec la Belgique (E 7110 1/57).

douane sur certains articles, il entraverait sans doute les importations de Suisse, mais non pas celles d'Allemagne, où les prix de revient sont sensiblement inférieurs aux nôtres. Le département de l'économie publique n'a pas manqué non plus de rappeler que, l'arrangement commercial de 1928 ayant été soumis à l'approbation parlementaire, toute modification devrait être approuvée également par les chambres, où les déconsolidations demandées se heurteraient à une forte opposition. Aujourd'hui, le gouvernement français fait état du projet de trêve douanière de M. Roosevelt⁵ et allègue qu'à la conférence économique⁶, où l'on cherchera à supprimer les restrictions d'importation et les contingentements, la France et la Suisse devraient présenter un front commun. L'accord qui s'établirait sur les déconsolidations demandées par la France servirait ainsi de prélude à un accord entre les deux pays pour la défense de leurs intérêts à la conférence économique. Le gouvernement français est très désireux d'avoir les mains libres pour se rendre à la conférence. Il demande que le Conseil fédéral consente au moins à entendre les propositions qu'il compte faire et à s'engager dans des conversations qui, pour le moment, seraient purement officieuses.

Ces considérations n'ont pas réussi à ébranler la conviction de M. le président, qui continue à douter qu'une conversation puisse avoir aucune utilité. Toutefois, en raison de l'insistance amicale du gouvernement français, il propose au conseil d'accepter, tout en maintenant son opposition de principe, l'ouverture des négociations officieuses. Il doit être entendu que ces dernières auraient lieu à Berne. Cette proposition est *adoptée*.

5. *Lors des entretiens Roosevelt-MacDonald au début du mois d'avril.*

6. *La Conférence économique mondiale doit s'ouvrir à Londres le 12 juin.*

265

E 2001 (C) 3/14

Notice de la Division des Affaires étrangères du Département politique¹

No DM

Berne, 29 avril 1933

J'ai¹ reçu ce matin la visite de M. Frédéric Hall², qui est venu confirmer verbalement la demande d'audience auprès de M. le Conseiller fédéral Motta qu'il avait formulée par téléphone en faveur du Dedjiazmatch Nessibou, Gouverneur général de la province du Baley (province limitrophe de la côte italienne des Somalis).

M. Hall me montre la lettre en brevet dont copie ci-jointe par laquelle l'Empereur d'Ethiopie donne pouvoirs au Dedjiazmatch Nessibou et à M. Hall pour né-

1. Rédigée par P. Bonna, du Département politique, pour le Chef de la Division des Affaires étrangères du Département politique, M. de Stoutz.

2. Cf. n° 50, n. I.

gocier l'achat de matériel de guerre auprès de la Société anonyme de machines-outils d'Oerlikon et d'autres fabriques.

M. Hall expose que le Dedjiazmatch Nessibou exerce une grande influence sur l'Empereur et a fortement contribué à le convaincre de l'intérêt qu'il y a pour l'Ethiopie à donner la préférence, en matière de commandes, d'éducation, etc., à des pays tels que la Suisse plutôt qu'aux grandes Puissances, qui font une grande propagande en faveur de leurs exportateurs, de leurs écoles, etc., mais ont presque toujours des arrière-pensées politiques. Selon M. Hall, la conclusion du traité d'amitié et de commerce aurait été empêchée jusqu'ici par un véritable sabotage de certains fonctionnaires abyssins, qui laissaient traîner les choses malgré les ordres du Souverain. Le Dedjiazmatch Nessibou aurait insisté jusqu'à ce qu'il obtienne gain de cause et aurait apporté lui-même au Ministre d'Ethiopie à Paris les instructions qui ont provoqué la démarche dont M. Dunant nous a rendu compte³.

Le Dedjiazmatch Nessibou est en Suisse depuis une quinzaine de jours. Il a entamé des pourparlers, non seulement avec la fabrique de machines-outils d'Oerlikon, mais avec d'autres entreprises aussi, telles que la fabrique de Neuhausen et avec des banques suisses. Des négociations assez avancées seraient pendantes avec le Crédit suisse, qui ouvrirait au Gouvernement éthiopien un crédit d'un million de francs, couvert, à concurrence de 50%, par des dépôts en banque faisant partie de la fortune personnelle de l'Empereur et une hypothèque sur la villa que M. Hall a fait acheter à Hailé Sellassié 1^{er} à Vevey.

Le Dedjiazmatch Nessibou espère terminer dans une dizaine de jours sa mission en Suisse. Il serait enchanté de notre pays, mais très désireux d'avoir une audience de M. Motta, avec lequel l'Empereur se souvient fréquemment avec plaisir d'avoir eu un entretien il y a quelques années.

J'ai promis à M. Hall de lui téléphoner aussitôt que M. Motta aurait bien voulu fixer un jour et une heure⁴. Je n'ai naturellement pas abordé le question d'une réception à déjeuner et M. Hall n'y a fait que des allusions à peine perceptibles.

3. Cf. la lettre de Dunant à Motta du 25 avril 1933: [...]

Aujourd'hui, j'ai eu la visite du nouveau Ministre d'Ethiopie à Paris et à Londres /Bedjirond Tecle Hawariat/ et je m'apprétais, à cette occasion, à renouveler d'une manière pressante mes précédentes instances. J'ai toutefois eu la satisfaction de constater que mon nouveau collègue éthiopien était enfin porteur d'instructions définitives lui permettant de me confirmer l'approbation donnée par son Gouvernement au projet tel que vous l'aviez établi en dernier lieu. Le Gouvernement d'Addis-Abeba se propose de conférer à son Ministre en France et en Grande-Bretagne les pouvoirs nécessaires pour procéder à la signature de cet accord. Les démarches réitérées que nous avons effectuées ici, et qui ont peut-être été appuyées à Addis-Abeba même par votre informateur habituel sur les affaires d'Abyssinie /F. Hall/, ont donc conduit au résultat espéré et attendu. [...] (E 2001 (C) 3/14).

Le traité d'amitié et de commerce entre la Suisse et l'Ethiopie sera signé à Paris le 24 mai 1933. Cf. n° 78, n. 2.

4. L'audience aura lieu le 4 mai suivant.

266

E 2300 Bukarest, Archiv-Nr. 5

*Le Ministre de Suisse à Bucarest, R. de Weck,
au Chef du Département politique, G. Motta*

RP Nº 6. Strictement confidentiel

Bucarest, 6 mai 1933

Au cours du long entretien que j'ai eu avant-hier avec lui, Monsieur Titulesco m'a fait sur sa politique d'intéressantes déclarations sur lesquelles je m'abstiens de porter un jugement, n'étant pas encore assez familiarisé¹ avec les choses de l'Europe orientale pour exprimer à leur sujet une opinion motivée.

Je me bornerai donc à vous rapporter, à titre purement documentaire et aussi fidèlement que ma mémoire me le permettra, les paroles mêmes de mon interlocuteur.

Le Ministre roumain des Affaires étrangères m'a tout d'abord déclaré assez abruptement que la situation de son pays devenait de plus en plus «intolérable» en raison de l'agitation révisionniste qui se répand de plus en plus à travers l'Europe.

«Que diriez-vous, m'a-t-il demandé, si par exemple vos voisins contestaient un jour vos droits sur le Tessin, revendiquaient un autre jour le canton de Schaffhouse ou proclamaient que Genève n'est pas suisse? Nous autres Roumains, nous sommes quotidiennement abreuvés d'outrages de ce genre, tantôt à propos de la Bessarabie, tantôt pour la Transylvanie, tantôt pour une autre de nos provinces. Et pourtant, je suis absolument certain qu'un plébiscite dans les territoires sur lesquels nos droits sont mis en doute nous donnerait partout une écrasante majorité.»

Monsieur Titulesco s'est ensuite déclaré fort satisfait d'avoir pu faire échec au projet mussolinien de directoire des quatre grandes Puissances² et d'avoir réussi à renforcer la Petite Entente. Il m'a parlé également de son refus de conclure avec l'U.R.S.S. le pacte de non-agression que la France et la Pologne l'engageaient chaleureusement à signer. «Comment pouvait-on s'attendre, a-t-il observé, à me voir accepter un traité roumano-russe portant que, pendant cinq années, la question de la Bessarabie ne sera pas soulevée, alors que, si les pactes valent quelque chose, le pacte Briand-Kellog³ assure à jamais à la Roumanie la possession paisible de tout son territoire actuel?»

1. De Weck avait été nommé par le Conseil fédéral le 23 février précédent. Cf. E 1004 1/338.

2. Suivant l'article II du projet mussolinien de Pacte à Quatre de mars 1933, les quatre puissances confirment le principe de la révision des traités de paix, d'après les clauses du pacte de la Société des Nations [article 19] ... A la suite de l'opposition des Etats de la Petite Entente et de la Pologne, cet article sera remanié; la version définitive du Pacte, signé le 15 juillet suivant, prévoit que toute décision concernant la révision des traités est du ressort des organes réguliers de la SdN.

3. Pacte de renonciation générale à la guerre, du 27 août 1928.

C'est surtout au sujet de l'Italie que les paroles de Monsieur Titulesco m'ont paru avoir un très vif intérêt.

«J'adore l'Italie, m'a-t-il dit en substance, mais je me vois contraint de combattre sa politique. Le Duce est sans doute un génie en matière de politique intérieure, mais quand il s'agit d'affaires étrangères, son admirable intelligence m'a souvent paru limitée. Ses projets révisionnistes sont dangereux non seulement pour les autres, mais pour son propre pays.» Monsieur Titulesco prétend que, lorsqu'il provoqua pour parer à la manœuvre italienne le renforcement de la Petite Entente, il offrit au Baron Aloisi⁴, avec l'approbation de Monsieur Paul-Boncour⁵, de donner à l'Italie une situation prépondérante dans le groupement qu'il venait de raffermir: les pays de la Petite Entente seraient devenus pour l'Italie une sorte de vaste zone d'influence politique et économique. Consulté par le Baron Aloisi, Monsieur Mussolini aurait mis à l'acceptation de l'offre roumaine la condition que la Yougoslavie serait laissée en dehors du système, condition que la Roumanie ne pouvait accepter.

Mon interlocuteur paraît croire que, malgré tous les efforts entrepris pour l'empêcher, l'union de l'Autriche à l'Allemagne se réalisera tôt ou tard. «La France, m'a-t-il dit, essaie de soutenir le Chancelier Dollfuss, mais combien de temps cela pourra-t-il durer? Le Gouvernement autrichien actuellement au pouvoir ressemble à un malade que l'on prolonge en lui faisant respirer des ballons d'oxygène. Quant au peuple autrichien, il est sidéré par l'idée qu'un Autrichien règne aujourd'hui sur l'Allemagne. Le moyen que Monsieur Mussolini préconise pour empêcher l'«Anschluss», c'est une union austro-hongaro-bulgare qui, pour nous, et pour nos Alliés de la Petite Entente, serait un remède pire que le mal. Si le Duce s'entête dans cette politique et s'il entre dans la voie des réalisations, la Petite Entente n'aura d'autre ressource que de *mobiliser*. Certes, nous ne commettrons pas la même faute que les Japonais⁶, nous ne recourrons pas à la guerre, mais nous irons à Genève avec nos armées aux frontières.»

La gravité de telles paroles dans la bouche d'un homme d'Etat responsable ne vous échappera point.

4. Chef de cabinet de Mussolini et représentant permanent de l'Italie au Conseil de la SdN.

5. Ministre français des Affaires étrangères.

6. Sur l'intervention japonaise en Chine, cf. n° 278.

267

E 2001 (C) 3/147

*Le Directoire de la Banque nationale
au Chef du Département des Finances, J.-M. Musy¹*

*Copie**L*

Zürich, 8. Mai 1933

Seitdem die Vereinigten Staaten die Goldwährung verliessen, hat die Schweizerische Nationalbank in der Zeit vom 19. April bis zum 6. Mai, d. h. also während etwa 2½ Wochen für über eine Milliarde französische Franken den schweizerischen Banken und Bankiers, sowie an ausländische Banken abgeben müssen. Es ist dies der Gegenwert von über 200 Millionen Schweizerfranken, der zu etwa $\frac{4}{5}$ an schweizerische Grossbanken und Bankiers und zu einem kleineren Teil an ausländische Banken geflossen ist. Wieviel von diesem Betrage für eigene Rechnung, für inländische Rechnung (Private und Industrie), sowie ausländische Rechnung Verwendung fand, entzieht sich unserer Kenntnis. Nur mit Hilfe dieser Intervention war es möglich, die Devise Paris auf dem Goldexportpunkt von Schw. Fr. 20,38 für 100 französische Franken zu halten. Diese starke Entnahme, die einer Verminderung des Goldbestandes von gegen 200 Millionen Schweizerfranken nach sich zog, hat ihren Grund im Umstande, dass Frankreich nunmehr das einzige Land ist, das seine Noten auf Verlangen in effektivem Golde einlöst. Auswärtige Fluchtkapitalien, die in der Schweiz bei Banken, Holding- und Finanzgesellschaften Zuflucht genommen haben, sowie Guthaben von schweizerischen Handels- und Industrieunternehmungen sind vielfach in Gold umgewandelt worden. Da aber die Schweizerische Nationalbank selber Gold nicht abgibt, so musste dies auf dem Wege über die Devise Paris geschehen. Die schweizerischen Banken selbst haben diese Flucht ins Gold, wie der Nationalbank durch verschiedene Beispiele bekannt ist, unterstützt. Nach unserer, freilich unzulänglichen Zusammenstellung, ist im April allein von den schweizerischen Banken für 47,7 Millionen Schweizerfranken Gold nach der Schweiz eingeführt worden für sich und ihre Kunden. Es ergibt sich dadurch für die Banken ein sehr lukratives Geschäft, indem der verängstigte Kapitalist nicht nur die Devise Paris zu einem den Goldexportpunkt von 20,38 ansehnlich überschreitenden Kurse zu zahlen bereit ist, sondern für das Gold selbst einen Überpreis bezahlt und ferner bereit ist, auch die Spesen des Goldtransports und der Goldeinlagerung willig auf sich zu nehmen. Die Nationalbank hat auch von Belehnungen solcher Goldbezüge durch die Banken zu Gunsten ihrer Kunden Kenntnis erhalten. Ja die Tätigkeit der Banken geht sogar bis zur Einladung ihrer Kunden auf dem Zirkularwege zur Veräusserung schweizerischer Bundes- und anderer Obligationen und Umwandlung des Erlöses in Gold. Die Nationalbank hat diesem Verhalten der Banken gegenüber bis jetzt keine Stellung bezogen, es sei denn, dass bei Gelegenheit von Besuchen und Telephongesprächen der eine oder andere Bankenvertreter auf diese Vorgänge aufmerksam gemacht wurde, mit dem Hinweis auf das der Schweizerwährung

1. Lettre signée par G. Bachmann et E. Weber.

abträgliche Ergebnis eines solchen Verhaltens. Ist es weniger der Betrag, um den der Goldbestand der Nationalbank dadurch verkürzt wurde, so fällt dafür umso mehr ins Gewicht, dass diese Abzüge nicht zur Begleichung von Auslandsguthaben erfolgen, sondern zu Zwecken der Thesaurierung im Inland. Das Verhalten der Banken läuft im gegenwärtigen Zeitpunkte auf eine Schwächung, ja, soweit es sich um Bevorschussung von Goldbezügen handelt, gar auf eine Spekulation à la baisse des Schweizerfrankens hinaus. Es mag zugegeben werden, dass die Banken im Eifer des Geschäftes sich dieser, dem Schweizerfranken in der Wertung bei ihrem in- und ausländischen Kundenkreis schädigenden Wirkung nicht bewusst werden. Die Leitung der Nationalbank muss sich vorbehalten, je nach der Entwicklung der Dinge von sich aus bei einzelnen Banken oder bei den Banken im allgemeinen vorstellig zu werden. Sie muss sich auch vorbehalten, unter Umständen die Bundesbehörden um die Vornahme geeigneter Schritte anzugehen. Die Sachlage wird für die Nationalbank zur Zeit dadurch erschwert, dass leider bis jetzt eine Auskunftspflicht der Banken gegenüber der Nationalbank nur in beschränktem, für heutige Verhältnisse durchaus ungenügendem Masse statuiert ist.

Die gegenwärtige Lage erfährt dadurch noch eine Verschärfung, dass von Deutschland her die Gefahr eines sogenannten Transfer-Moratoriums immer näher rückt. Die Zeitungen berichten von einer Erklärung des Reichsbankpräsidenten Dr. Schacht bei seiner Ankunft in Washington, die dahin geht, Deutschland werde kein Zahlungsmoratorium verlangen, jedoch die Zahlungen weiterhin nur in Reichsmark vornehmen, wenn «nicht bald eine nachhaltige wirtschaftliche Besserung eintrete». Diese selbe Auffassung ist dem Erstunterzeichneten² bereits vom Ministerialdirektor Reichardt im Reichswirtschaftsministerium in einem persönlichen Schreiben vom 19. April³ kundgegeben worden. In der amtlichen Zusammenstellung der Auslandverschuldung Deutschlands nach dem Stande vom 30. September 1932 wird die Verschuldung nach der Schweiz in der Höhe von ca. 3 Milliarden Reichsmark Kapital und, für die Zeit vom 1. Oktober 1932 bis 30. September 1933, 194 Millionen Zinsen und Kapitaltilgungsbeträge angegeben. Es ist bekannt, dass weitaus der grösste Teil dieser Forderungen auf die schweizerischen Banken fällt und es lässt sich leicht denken, wie stark nicht nur die materiellen Rückwirkungen für die schweizerischen Gläubiger sein werden, wenn Zinsen und Kapitalabzahlungen der deutschen Schuldner nicht mehr nach der Schweiz überführt werden können, sondern wieviel grösser die psychologische Wirkung in der Wertung des Schweizerfrankens, namentlich im Ausland sein wird. Sieht das Ausland den Schweizerfranken vor allem durch die hohen Preise und Löhne und die teuere Lebenshaltung bedroht, so spielt doch dabei der Umstand der übermäßig grossen Forderungen unserer Banken an Deutschland eine bedeutsame Rolle. Es ist vor allem Frankreich, dann England und Amerika, die auf diesen wunden Punkt immer wieder den Finger legen. Die Nationalbank möchte deshalb erneut den Bundesrat auf die bereits in dem Memorandum vom 8. Oktober 1932³ enthaltenen Anregungen einer Verwertung der Einfuhr der

2. G. Bachmann.

3. Non retrouvé.

Schweiz aus Deutschland zum Ausgleich von Finanzforderungen der Schweiz an Deutschland aufmerksam machen.

/.../

Die Situation für die schweizerische Valuta wird durch die vom Inland ins Ausland und umgekehrt wieder vom Ausland ins Inland getragenen Zweifel immer ernster. Die starken Verkäufe von Obligationen-Paketen aus Auslandbesitz ziehen solche von schweizerischem Besitz nach sich. Die durchschnittliche Rendite der Bundesobligationen hat sich in der Zeit vom 19. April bis 5. Mai von 3,7% auf 4,2% erhöht. Eine beginnende Flucht in die Sachwerte kündigt sich durch das brüskie Ansteigen der Aktienkurse unserer ersten schweizerischen Industrieunternehmungen an. Die Leitung der Nationalbank ist der festen Überzeugung, dass dem Schweizerfranken nichts geschehen kann, wenn nicht das schweizerische Publikum selbst das Zutrauen zu seiner Währung verliert und sich des Schweizerfrankens über Hals und Kopf entäußern will. Die schweizerischen Banken aber sollten sich dessen bewusst werden, dass sie mit ihrem Ansturm auf das Gold heute am meisten gegen den Schweizerfranken arbeiten. Statt, dass sie dieses Gold der Notenbank zur Befriedigung des Auslandes, das seinerzeit das Gold nach der Schweiz gebracht hat, überlassen, jagen sie den Schweizer aus seiner Landeswährung und seinen Schweizer-Obligationen und lassen ihn in das Gold flüchten. Wenn hier allgemein in diesem Sinne von den Banken gesprochen wird, so mag beigefügt sein, dass es wohl Kreditinstitute gibt, die diesem Treiben mehr oder weniger fernstehen, dass aber bis jetzt der Notenbank keine bekannt wurden, die es gewagt hätten, in der Bankiervereinigung auf die Gefahren eines solchen Vorgehens aufmerksam zu machen⁴.

4. Pendant les jours qui suivent, la situation du franc suisse ne s'améliore pas et la demande de francs français de la part des financiers suisses continue, ainsi que le montre la lettre de Bachmann à Musy du 13 mai suivant:

/.../

Bis zum 12. Mai sind in dieser Woche wiederum für mehr als 400 Millionen französische Franken uns entnommen worden, so dass die Goldverluste seit dem 19. April bis heute sich auf 327 Millionen Schweizerfranken belaufen. Zu den Abzügen in der Form des Aufkaufs der Devise Paris tritt nun in stärkerem Masse der Verkauf von Schweizerfranken in Paris. Es sind die Banken, aber auch die Finanz- und Trustgesellschaften, sowie eine Reihe grösserer schweizerischer Industrie-Gesellschaften, die in dieser Weise vorgehen.

/.../ (E 6100 (A), Archiv-Nr. 454).

268

E 2, Archiv-Nr. 1730

*Le Chef du Département politique, G. Motta,
au Ministre de Suisse à Paris, A. Dunant*

Copie
Confidentiel
L DM

Berne, 8 mai 1933

/.../¹

Malgré les objections, portant tant sur les modalités d'application que sur le principe lui-même, formulées dans les milieux agricoles, le Conseil fédéral a reconnu la nécessité d'accorder aux importations des zones en Suisse «un régime plus libéral et juridiquement plus stable que par le passé». Il s'agit d'ailleurs d'un engagement pris et il est hors de doute que cet engagement sera tenu.

Cet engagement a-t-il pour conséquence que le régime à instituer doit nécessairement être une stabilisation du régime actuel? Nous avons admis jusqu'à une date récente que cette question ne pouvait comporter qu'une réponse affirmative. Mais nous avons été amenés à reviser notre jugement sur ce point à la suite d'une conférence avec les Professeurs Logoz², Burckhardt³ et Martin⁴, qui a eu lieu à Berne le 27 avril.

C'est le Professeur Paul Martin qui a pris l'initiative, ensuite des contacts qu'il a eus avec les Chambres de Commerce et d'Agriculture de Genève, de faire observer que le régime résultant des accords de 1881⁵ et 1906⁶, ainsi que de l'arrêté fédéral de 1908⁷, est partiellement vieilli et doit, conformément à l'engagement contenu dans la note suisse du 5 mai 1919⁸, être «adapté aux circonstances actuelles». Or, si ce régime traditionnel ne peut être considéré comme un tout intangible, si, par exemple, le contingent relatif aux bœufs de labour, qu'on n'élève plus dans les zones et qu'on n'importe plus dans le Canton de Genève, doit être remplacé par autre chose en faveur des habitants des zones, n'avons-nous pas, par analogie, le droit de modifier certains priviléges qui paraissent aujourd'hui susceptibles d'abus et alarment une partie de notre opinion? Nos jurisconsultes ont répondu par l'affirmative. Il a été convenu, en conséquence, avec la Direction

1. Le Conseil fédéral ne répondra pas avant une quinzaine de jours à la note française du 1^{er} mai 1933, non reproduite.

2. Agent de la Confédération dans l'affaire des zones.

3. Expert juridique dans l'affaire des zones.

4. Expert dans l'affaire des zones.

5. Convention franco-suisse relative au régime douanier entre Genève et la zone franche de la Haute-Savoie du 14 juin 1881 (RO, 1882–1883, vol. 6, pp. 455ss.).

6. Règlement relatif au pays de Gex, annexe C de la convention de commerce franco-suisse du 20 octobre 1906 (RO 1906, vol. 22, pp. 672ss.).

7. Arrêté fédéral concernant les importations des zones franches de la Haute-Savoie et du Pays de Gex du 19 juin 1908 (RO, 1908, vol. 24, pp. 701ss.).

8. Cf. DDS vol. 7/I, n° 388.

générale des Douanes que celle-ci remettrait à l'étude le projet d'arrêté fédéral⁹ qui avait été soumis au Conseil fédéral le 2 mars dernier¹⁰ et qu'en vue des négociations devant les experts, nous chercherions à établir un projet de règlement, plus libéral et plus stable que par le passé, selon les principes suivants:

- a) pour un certain nombre de produits, franchise complète pour la production normale des zones, déduction faite de la consommation locale et des exportations en France;
- b) pour d'autres produits, franchise ou réduction des droits dans la limite de contingents;
- c) des priviléges spéciaux et plus étendus que par le passé en faveur du trafic de marché;
- d) des priviléges en ce qui concerne le transit et le trafic de perfectionnement (tanneries et tailleurs).

Vu ce qui précède, nous pourrions répondre à la note française du 1^{er} mai 1933, ainsi que le dernier alinéa de votre lettre du 2 mai¹¹ semble un peu nous y inciter, que, moyennant une exécution complète et loyale de l'arrêt du 7 juin 1932¹² par la France, nous accorderons aux zones des facilités plus libérales que celles dont elles jouissent aujourd'hui et que ces facilités auront pour base et point de départ le régime traditionnel, mais que nous ne considérons nullement ce régime traditionnel comme un minimum intangible. Nous pensons cependant qu'il n'est pas de notre intérêt de faire actuellement une telle réponse. En voici les raisons:

1^o En abandonnant l'idée de l'intangibilité du régime traditionnel, nous ouvrons les voies à des discussions délicates, qu'il est plus facile de faire trancher par des experts que de résoudre au cours d'une négociation diplomatique ordinaire.

2^o Si la procédure d'expertise est probable, nous avons intérêt à aborder cette procédure les mains aussi libres que possible.

3^o Ce n'est pas notre réponse à la note française du 1^{er} mai, mais les termes mêmes de cette note qui nous permettront d'établir, le moment venu, que la France a considéré le régime traditionnel, dont il est facile de démontrer les défauts, comme un «minimum» acceptable.

4^o Devant des experts, la situation de la délégation suisse sera d'autant plus facile que celle-ci pourra conserver le rôle d'un défendeur, plein de bonne volonté, mais mal orienté sur ce qu'on attend de lui. Nous avons donc intérêt à rester fermes dans notre thèse que nous ne pouvons pas préciser notre communication du 18 mars¹³ dernier tant que nous ne serons pas au clair sur l'étendue du territoire français dans lequel les exportations de Suisse pourront pénétrer en franchise de droits de douane, sur la sévérité de la barrière fiscale qui entravera les exporta-

9. Non reproduit. Cf. n° 249.

10. Le procès-verbal de ce jour ne contient pas de trace de discussion de ce projet.

11. Non reproduit.

12. Cf. n° 160, n. 4.

13. Cf. n° 249.

tions et sur les vœux des habitants des zones touchant les avantages qui doivent compenser le profit que la Suisse pourra tirer de ces zones franches au point de vue douanier, mais non au point de vue fiscal.

Bien que nous n'ayons pas encore arrêté les termes de notre réponse¹⁴, nous pensons donc que cette réponse sera en substance la suivante: Pour pouvoir répondre aux questions posées par la note française du 1^{er} mai, la Suisse devrait recevoir au préalable une réponse aux questions qu'elle a formulées dans son mémorandum du 18 mars.

Cette attitude aura vraisemblablement pour conséquence que la France demandera qu'il soit recouru à la procédure d'expertise offerte par l'Agent suisse près la Cour. Mais nous n'y voyons guère d'inconvénients.

Sans doute, cette procédure comporte-t-elle le risque que les experts nous imposent des concessions auxquelles nous n'aurions pas consenti librement. Mais ce risque nous paraît moins à redouter que les complications presque inextricables qui résulteraient d'un nouvel échec de négociations diplomatiques ordinaires.

Or, si l'état d'esprit dans lequel M. de Marcilly¹⁵ a quitté Berne est partagé par des personnalités ayant actuellement leur mot à dire dans cette affaire – et cela paraît vraisemblable – n'est-il pas à craindre que, quoi que nous offrions, nos propositions soient présentées à l'opinion française comme tout à fait insuffisantes et justifiant, sinon la non exécution de l'arrêt de la Cour, du moins des brimades et des représailles susceptibles d'amener l'opinion suisse à demander elle-même la suppression d'un régime des zones dont les défauts auraient été volontairement poussés à l'absurde?

L'intervention de tiers impartiaux rendrait plus difficile la réalisation d'un tel plan. C'est ce qui nous fait considérer cette intervention comme souhaitable. C'est peut-être aussi ce qui fait hésiter le Gouvernement français à confirmer qu'il entend recourir à la négociation avec le concours d'experts-médiateurs.

P.S. Ainsi que vous le relevez fort justement dans votre lettre du 5 mai¹⁶, une grande réserve s'impose pour le moment. Il convient, en somme, de s'abstenir, autant que possible, d'entrer en discussion avant l'expertise.

14. *A la note française du 1^{er} mai.*

15. *Ambassadeur de France à Berne, remplacé par le Comte Clauzel.*

16. *Non reproduit.*

269

E 7800 3/153b

*Le Président du Directoire de la Banque nationale,
G. Bachmann, au Chef de la Division du Commerce
du Département de l'Economie publique, W. Stucki*

L B/M

Zürich, 10. Mai 1933

Gemäss dem Schreiben des Unterzeichneten vom 10. April¹ beeht sich derselbe namens der Nationalbank nachfolgend, entsprechend Ihrer Einladung vom 20. März, einige Bemerkungen zu der kommentierten Tagesordnung für die Londoner Wirtschaftskonferenz anzubringen. Es sei dabei zunächst auf die beiden, Ihnen am 10. April¹ übersandten Entwürfe der Konferenz der Notenbankleiter zur Goldwährung verwiesen, die in den Sitzungen vom 7. und 8. Mai bis auf redaktionelle Änderungen bestätigt wurden.

I.

Drängte sich schon zur Zeit der Aufstellung des Konferenzprogrammes im Januar den Teilnehmern des Vorbereitenden Sachverständigenausschusses² die gleichzeitige Inangriffnahme der Wirtschafts- und Währungsprobleme als zwingend auf, so hat sich dieser Zwang seit dem Abgang des Dollars vom Gold³ noch verstärkt. Bereits der Abgang des englischen Pfundes vom Gold im September 1931⁴ war als exportfördernde Massnahme gedacht und wird seither auch in diesem Sinne gehandhabt. Und die Preisgabe des Golddollars hat vollends nur diesen Ursprung, denn die Zahlungsbilanz der V.S.A. [U.S.A.] ist sowohl für die kurzfristigen wie für die langfristigen Posten ausgesprochen aktiv.

Es ist bekannt, dass auch in Ländern, die heute noch auf der Goldwährung verharren wie in Frankreich und Belgien, dann in Deutschland und Italien und schliesslich auch in Holland und in der Schweiz, innerpolitische Strömungen aufkommen, mit dem Verlangen, dem Bestreben auf Verringerung der Produktionskosten und der Kosten der Lebenshaltung Einhalt zu gebieten und zum Mittel der Senkung des Geldwertes zu greifen. Es erübrigts sich hier des näheren zu erörtern, ob die Schweiz in der weiteren Entwicklung den Gang der Inflation oder der Deflation zu gehen habe. Der Umstand, dass schätzungsweise 8 Milliarden (gleich 1/4 des Nationalvermögens) im Ausland, grossenteils in Schweizerfranken, angelegt wird und die Schweiz mutmasslich für 4 Milliarden Schweizerfranken, zum Teil kurzfristig, dem Ausland schuldet, veranschaulicht zur Genüge die verheerende Wirkung einer Abwertung des Schweizerfrankens für die schweizerische Volkswirtschaft.

1. Non retrouvé.

2. Cf. n° 199, n. 4.

3. Cf. n° 262, n. 1.

4. Cf. n° 102.

Von diesem Standpunkt ausgehend, muss die Schweiz auf der Londoner Konferenz in erster Linie die Rückkehr von England und den V.S.A. zur Währungsstabilität auf der Goldbasis postulieren. Sie muss, zusammen mit Frankreich und den andern Goldwährungsländern, in geschlossener Front diese Rückkehr zu «erzwingen» suchen. Dabei ist es zunächst nicht sosehr von Belang, auf welcher Basis diese Rückkehr vor sich gehe, sondern, dass sie möglichst bald erfolge. Die Erörterungen dieses Punktes im Kreise der Verwaltungsratsmitglieder der Bank für Internationalen Zahlungsausgleich in den Tagen des 7. und 8. Mai hat die allgemeine Ansicht ergeben, dass England heute oder doch in nächster Zukunft die Währungsstabilisierung vornehmen könnte und damit auch die V.S.A. Die beiderseitigen Goldbestände werden als ausreichend erachtet, sofern wegen Fälligkeit und Höhe der zwischenstaatlichen Verschuldung eine Verständigung gefunden werden kann. Eine solche Verständigung – die Grundlagen sollen dafür bereits skizziert sein – wird aber nach den Besprechungen in Basel dann als reif erachtet, sobald die beiden Länder in handels-, namentlich zollpolitischer Beziehung sich finden können. Auch dafür sind nach den Washingtoner Besprechungen⁵ Ansätze vorhanden. Es mag bemerkt werden, dass nicht nur von der B.I.Z.⁶ aus, sondern auch durch den Vorbereitenden Sachverständigenausschuss in Genf die Verständigung über die zwischenstaatliche Verschuldung, – und zwar allgemein und nicht nur im Verhältnis von England und V.S.A. – als Voraussetzung für ein erfolgreiches Arbeiten der Wirtschaftskonferenz hingestellt wird.

II.

Ist die Wiederherstellung der Goldwährung in England und V.S.A. eine Angelegenheit, die die betreffenden Ländern für sich zu ordnen haben, so hat die Behandlung der Währungsfragen bei der B.I.Z. im Vorbereitenden Sachverständigenausschuss dahin geführt, dass die Wiederherstellung einer allgemein funktionierenden Goldwährung auf Grund gemeinsamer Prinzipien vor sich gehen soll. Es ergibt sich aus den Verhandlungen bei der B.I.Z., dass England und auch die V.S.A. ihre Goldwährung in einem gewissen Einverständnis mit Frankreich und weiterhin Belgien, Holland und der Schweiz vornehmen wollen und es frägt sich nun, welche Stellung die Schweiz dabei einnehmen soll.

Anlass zu einer Änderung der bisher von der Nationalbank befolgten Währungspraxis liegt nicht vor und ebensowenig zu einer Änderung der Fakultäten, die Art. 20^{bis} des Bankgesetzes der Nationalbank⁷ in Eezug auf die Noteneinlösung einräumt. Die Nationalbank befolgt mit ihrer Praxis, das Gold nur ans Ausland und nicht ans Inland abzugeben, die nun auch von B.I.Z. und noch bestimmter vom Vorbereitenden Sachverständigenausschuss aufgestellten Richtlinien.

Aber auch in anderer Richtung kann die Schweiz den für die Londoner Konfe-

5. Cf. n° 262.

6. Banque des règlements internationaux.

7. L'article 20^{bis} avait été mis en vigueur par la loi du 20 décembre 1929 qui modifiait la Loi fédérale sur la Banque nationale du 7 avril 1921. CF. RO, 1930, vol. 46, pp. 97-100.

renz vorgesehenen währungspolitischen Vorschlägen auf Herabsetzung der prozentualen Metaldeckung zur Schaffung einer Währungsreserve, auf Ersatz der kleinen Noten durch Scheidemünzen zustimmen. Für die Notenbankleitungen ist nicht die prozentuale Metaldeckung des Notenumlaufs von ausschlaggebender Bedeutung, sondern der Notenbankstatus als Ganzes. Den Devisen- und nachher den Gold-Zufluss hat die Nationalbank so wenig gefördert, als sie jetzt einen normalen Abfluss hindert. Nur in einem Punkte weicht die schweizerische Notenbank von den von der B.I.Z. aufgestellten «Grundsätzen für das Arbeiten des Goldstandards» ab, darin nämlich, dass sie sich nicht zum Goldankauf zu bestimmtem, zum voraus verbindlich festgesetzten Preise für verpflichtet erachtet. Ihre Praxis geht dahin, die Golddevisen zu einem nicht unter dem Goldimportpunkte stehenden Preise aufzunehmen. Diese Praxis gibt ihr mehr Freiheit in der Kursfestsetzung, als die Haltung eines bestimmten Goldpreises; sie lässt die Notenbank immer dann sofort wirksam einschreiten, wenn der Schweiz eine Gold einfuhr, und der auswärtigen Notenbank eine Goldausfuhr nicht erwünscht ist.

Was nun aber die Durchführung der Währungspostulate auf Wiedergestattung eines freien Devisenverkehrs anlangt, so kann hier die Schweiz, die selbst keine Devisenbeschränkungen kennt und sie nie gekannt hat, nur zustimmen. Sie muss mit Nachdruck das Postulat stellen, dass das Spiel des Warenverkehrs, das bereits durch handelspolitische Massnahmen bestimmt wird, nicht durch währungspolitische durchkreuzt werde. Das Ergebnis ist sonst dasselbe, wie es sich zum Beispiel aus den jüngsten Massnahmen der V.S.A. ergibt, wo von der amerikanischen Regierung der englischen der Vorschlag eines Zoll-Waffenstillstandes⁸ gemacht wird, und alsbald darauf der amerikanische Präsident vom Parlament die Vollmacht zu einer Senkung des Golddollars um 50% erhält. Das Verlangen, dass die Deviseneinschränkungen, soweit sie zur Regulierung des Warenverkehrs getroffen sind, fallen sollen, ist umso gerechtfertigter, als der Devisenverkehr zur Regelung aller andern Zahlungsverpflichtungen nach Ansicht des Vorbereitenden Sachverständigenausschusses durch Verständigung über die kurz- und über die langfristigen Verpflichtungen öffentlichen und privaten Charakters geordnet werden muss. Nur durch eine möglichst konsequent durchgeführte Scheidung der ausländischen Zahlungsverpflichtungen der einzelnen Länder nach Warenzahlungen einer- und Finanzzahlungen anderseits und alsdann durch Freigabe der ersten und durch vertragliche Vereinbarung zur Abherrschung der zweiten, kann der ungehinderte Zahlungsverkehr von Land zu Land ohne Schädigung der Währung vorstatten gehen.

Zur Sicherung der Aufrechterhaltung unserer, heute stark angespannten Zahlungsbilanz ist freilich bei der Wahrung des eben formulierten Grundsatzes erforderlich, die Regulierung der Zahlungsverpflichtungen ausländischer Schuldner an die Schweiz so zu treffen, dass die schweizerischen Gläubigerrechte nach Mass und Zeit in gerechter, für Schuldner und Gläubiger tragbarer Weise befriedigt werden können, wobei gerade für die Schweiz bei dem starken Handelsbilanzpassivum, auf eine Abtragung der Finanzschulden des Auslandes durch die

8. Cf. n° 262.

Warenimporte in die Schweiz wird Bedacht genommen werden müssen. Es wird nicht leicht sein, *einschneidende generelle* Massnahmen zu treffen auf einem Gebiete, wo, unter Wahrung der Interessen des Ganzen, die endgültige Entscheidung nur von Land zu Land und von Zeit zu Zeit unter Zugrundelegung der Wirtschaftskonjunktur vor sich gehen kann. Es wird dabei insbesondere zu untersuchen sein, wieweit *allgemein* die Handelspolitik auf Erleichterung des Güteraus tauschs, insbesondere der Einführerleichterung für notleidende Schuldnerländer gerichtet werden kann. Wenn zur Stütze der Währungsstabilisierung einzelner Länder wegen der Wareneinfuhr zwecks Schuldentilgung eine Verständigung getroffen werden kann, so wird dies noch eine bessere Wirkung haben, als wenn solche Länder sich einem Währungsstabilisierungsfonds verschulden müssen. Gerade die Schweiz mit ihren 8 Milliarden kurz- und langfristigen Auslandanlagen hat besondere Veranlassung für eine nächste Zeit, in ihren handelspolitischen Vereinbarungen einer Erleichterung in der Befriedigung schweizerischer Finanzgläubiger durch die Wareneinfuhr ihre Aufmerksamkeit zu widmen.

III.

Zusammenfassend kann festgestellt werden, dass
zunächst die Restabstimmung der Goldwährung für die beiden grössten Wirtschaftsgebiete Grossbritannien und V.S.A. erreicht werden muss;

alsdann die Zahlungsbilanz der übrigen, vom Goldstandard abgegangenen für die Weltwirtschaft bedeutsamen Länder durch Verständigung mit den massgebenden Gläubigerländern geregelt werden muss, um auch für diese Länder die Rückkehr zur Goldwährung zu garantieren.

Beides wird nur zu erreichen sein, wenn es vorgängig oder mindestens gleichzeitig dazu kommt, dass

1. die zwischenstaatlichen Schulden endgültig geregelt sind;
2. die privaten kurz- und langfristigen Schulden der vom Goldstandard abgegangenen Länder für jedes Land in einer für Gläubiger und Schuldner tragbaren Weise geordnet sind;

auf dass *alsdann*

1. die Beschränkungen des Güter- und Zahlungsverkehrs aufgehoben oder doch abgebaut werden können und
2. eine international zu handhabende Goldwährung nach den Prinzipien, wie sie die B.I.Z. aufgestellt hat, wieder zur allgemeinen Übung werden kann.

270

E 7110 1/134

*Le Vice-directeur de la Division du Commerce
du Département de l'Economie publique, J. Hotz,
au Consulat général de Suisse à Santiago du Chili*

*Copie**L MA*

Berne, 16 mai 1933

Chili - Régime de paiement

Nous avons l'honneur de vous confirmer notre télégramme du 10 mai de la teneur suivante:

«Tous efforts exportofis conclure affaire salpêtre restés infructueux revenons sur proposition contenue votre lettre 22 février que nous pourrions discuter mais seulement sous condition que cuivre et salpêtre soient compris dans système compensation au même titre autres marchandises stop. Si Gouvernement chilien accepte cette condition engagerions négociations officielles par Légation stop. S'il refuse cette condition serions obligés examiner mesures pour retenir importations chiliennes en Suisse en faveur amortissements avoirs suisses congelés au Chili.»

Ce télégramme reprend les propositions que le Gouvernement chilien vous a soumises à la fin du mois de février et que vous avez bien voulu nous transmettre par votre dépêche du 22 février, ainsi que par votre lettre de la même date¹. Si nous ne sommes pas revenus plus tôt sur cette proposition, c'est que nous avons voulu attendre le résultat des négociations entreprises par l'Office suisse d'expansion commerciale en vue d'une compensation des créances suisses congelées au Chili avec un achat de salpêtre que la communauté des créanciers aurait acheté à la Cosach². Nous pouvons nous dispenser de vous exposer dans leur détail les péripéties de ces négociations que vous avez d'ailleurs suivies en partie et que vous avez également appuyées par de nombreuses démarches entreprises avec beaucoup d'initiative, dont nous vous remercions vivement. Les négociations n'ont pas abouti en fin de compte, les conditions imposées par la Cosach ayant été impossibles à remplir par les créanciers suisses.

Ces derniers nous ont alors prié par l'entremise de l'Office suisse d'expansion commerciale et du Vorort de l'Union suisse du commerce et de l'industrie d'envisager des mesures de représailles en vue d'obtenir du Gouvernement chilien le paiement de leurs créances ou au moins le consentement pour une compensation de ces créances avec les importations chiliennes en Suisse; ces créances accusent encore, dans les 4 premiers mois de cette année, une très sensible plusvalue sur nos exportations au Chili.

Dans le cadre des importations de marchandises chiliennes en Suisse, le cuivre occupe de beaucoup la première place, suivi ensuite par les vins et le salpêtre. Si

1. Non reproduit.

2. Compagnie de salpêtre du Chili.

16 MAI 1933

nous devons exclure d'un accord de compensation ou de clearing éventuel le cuivre et le salpêtre, ainsi que le propose le Gouvernement chilien, un trafic de clearing devient pour nous sans aucun intérêt. C'est pourquoi nous vous avons chargé par notre télégramme du 10 mai de demander au Gouvernement chilien de consentir à ce que le cuivre et le salpêtre soient compris dans un trafic de clearing entre nos deux pays. En effet, si nous pouvons incorporer dans un trafic ou dans un système de clearing avec le Chili toute son importation en Suisse, donc également le cuivre, qui constitue la plus grande partie de cette importation, la proposition que le Ministère des affaires étrangères vous a soumise en date du 22 février nous paraît tout à fait acceptable comme base de discussion. Nous ne voudrions pas manquer de vous féliciter à cette occasion de ce que vous avez obtenu de votre interlocuteur la concession de pouvoir employer les 75% de l'importation chilienne en Suisse pour le paiement de nouvelles exportations. Cela constitue sans aucun doute une sensible amélioration des accords de clearing conclus jusqu'à présent par le Chili.

Ainsi que vous avez pu le constater, nous avons suivi votre conseil contenu dans votre lettre du 16 février en menaçant le Gouvernement chilien de retenir, en cas de refus, l'importation chilienne en Suisse pour le paiement de nos créances. Nous partageons en effet votre manière de voir qu'une menace de ce genre serait bien plus efficace que la menace d'une fermeture de frontière.

Nous attendons maintenant la réponse du Gouvernement chilien pour reprendre ensuite les négociations officielles par l'entremise de la Légation à Buenos-Aires ou pour décider, le cas échéant, quelles autres mesures seraient à envisager. Nous nous rendons d'ailleurs parfaitement compte des très grosses difficultés qui s'opposent à l'exécution pure et simple de notre demande, vu que le cuivre chilien nous parvient non pas directement, mais par l'entremise des grands trusts américains. Nous ne croyons toutefois pas impossible une nouvelle organisation de l'exportation du cuivre du Chili et espérons tout de même arriver finalement à une solution satisfaisante.

/.../

271

E 7110 1/26

*Le délégué suisse pour les négociations commerciales
avec l'Allemagne, E. Wetter, au Chef du Département
de l'Economie publique, E. Schulthess¹*

L W/ME Express

Berlin², 17. Mai 1933

Ich habe nach Empfang Ihres Schreibens³ heute Veranlassung genommen, in einer privaten Besprechung mit dem Führer der deutschen Delegation, Herrn Geheimrat Hagemann, die von Ihnen berührte Angelegenheit zu besprechen. Ich habe ihn darauf aufmerksam gemacht, dass die deutsche Einfuhr nach der Schweiz im Jahre 1932 noch rund 500 Mill. Fr. betragen hat, während die schweizerische Ausfuhr nach Deutschland sich nur auf ca. 110 Mill. Fr. belief. Aus dem Handelsverkehr resultierte also ein Defizit zulasten der schweizerischen Volkswirtschaft von 390 Mill. Fr. Wenn wir die Zins- und Amortisationszahlungen Deutschlands an die Schweiz auf jährlich rund 180 Mill. Fr. einschätzen und die Erträge aus dem deutschen Fremdenverkehr mit rund 60 Mill. Fr. in Rechnung stellen, so ergibt sich als Resultat der Zahlungsbilanz Schweiz-Deutschland ein Passivsaldo der Schweiz von ungefähr 150 Mill. Fr. Diese Zahlen beweisen, dass im Gesamten der Verkehr Deutschland-Schweiz, alles eingerechnet, durchaus zugunsten der deutschen Volkswirtschaft sich auswirkt und dass die Schweiz infolgedessen in einer andern Lage ist als die meisten übrigen Staaten.

Ich habe ihn darauf aufmerksam gemacht, dass die Andeutungen, die der Reichsbankpräsident Dr. Schacht schon an der Verwaltungsratssitzung der B.J.Z.⁴ in Basel gemacht hat, auf den Erlass eines Transfermoratoriums seitens Deutschlands schliessen lassen. Ich habe ihm mitgeteilt, dass die Schweiz deshalb in den gegenwärtigen Verhandlungen einen Vorbehalt formulieren muss ungefähr folgenden Inhalts: Sollte Deutschland ein ganzes oder teilweises Transfermoratorium für Finanzverpflichtungen über die heutigen Stillhalteabkommen⁵ hinaus ergrifffen, so wird die Schweiz berechtigt sein, auf den Tag des Inkrafttretens dieses Transfermoratoriums vom heute geltenden und eventuell durch die jetzigen Verhandlungen modifizierten Abkommen zurückzutreten. Herr Hagemann hat von dieser Mitteilung Kenntnis genommen und seinerseits erklärt, dass er einen sol-

1. Cette lettre porte l'en-tête du Vorort de l'Union suisse du commerce et de l'industrie, dont Wetter était le vice-président.

Les autres délégués suisses pour les négociations commerciales avec l'Allemagne (qui avaient commencé à Berlin le 15 mai), étaient: E. Laur, Directeur de l'Union des paysans et A. Gassmann, Directeur des douanes. Cf. PVCF du 16 mai 1933 (E 1004 1/340).

2. Hotel Esplanade.

3. Non retrouvé.

4. Banque des règlements internationaux.

5. Cf. n° 94, n. 2.

17 MAI 1933

chen Vorbehalt, Redaktion vorbehalten, angesichts der momentanen Situation verstehe.

Ich habe darauf hingewiesen, dass infolge allerneuester Mitteilungen nun, wie es scheine, die deutsche Regierung mit den Gläubigerstaaten sich besprechen wolle, bevor sie irgendeinen Schritt in der Richtung eines Transfermoratoriums ergreife. Mit Bezug auf diese kommenden Verhandlungen müsse ich ihn auf folgendes aufmerksam machen: Die Schweiz müsste zum vornehmerein sich alle Vorteile ausbedingen, die irgendwie andern Staaten, z. B. Amerika, zugestanden würden. Sie müsste aber darüber hinaus im Hinblick auf unsere Handelsbeziehungen und mit Rücksicht auf die Gestaltung der Zahlungsbilanz Schweiz–Deutschland noch besondere Leistungen verlangen. Sie könnte sich nicht mit einer blossen Gleichstellung begnügen und könnte nicht zugeben, dass diejenigen Staaten, die an Deutschland viel zu fordern haben, ohne von ihm entsprechend Waren abzunehmen, gleichsam auf Kosten der Schweiz befriedigt würden.

Ich habe ihn gebeten, diese Mitteilungen, die die Ansicht der schweizerischen Regierung widerspiegeln, an die massgebende Stelle weiterzuleiten, dass ich auch bereit sei, sie an anderer Stelle zu wiederholen, damit sie tatsächlich auch zur Kenntnis der deutschen Regierung, in erster Linie des Reichswirtschaftsministeriums und der Reichsbank gelange. Ich hätte den Weg beschritten, mich vorerst an ihn zu wenden, weil es für einen Aussenstehenden momentan schwer sei, zu entscheiden, an wen man sich wenden müsse.

Herr Hagemann hat mir zugesagt, dass er diese Mitteilungen zur Kenntnis des Ministeriums und der Reichsbank bringen wolle, dass er sich vorbehalte, mich eventuell noch mit der massgebenden Stelle direkt in Verbindung zu setzen.

Ich habe diesen Weg beschritten, weil es tatsächlich, wenn man nicht den offiziellen Weg über die Gesandtschaft einschlagen will, schwer ist, zu wissen, an wen man sich wenden muss.

Herr Ritter⁶, der sonst solche Mitteilungen jeweilen entgegengenommen und weitergeleitet hat, ist, wie ich von anderer Stelle erfahren habe, mehr oder weniger mindestens momentan nebenausgestellt.

Die Verhandlungen haben normalerweise begonnen, und die Spezialbesprechungen über den Grenzverkehr scheinen zu einem befriedigenden, wenn auch bescheidenen Resultat zu führen⁷. Über die übrigen Verhandlungen lässt sich noch nichts sagen. Es scheint mir, dass alle Stellen heute mehr oder weniger desorientiert sind und dass auch Herr Hagemann von seiner früheren, sowieso nicht so grossen Aktivität angesichts seiner unsicheren Situation noch eingebüsst hat. Er macht mir den Eindruck eines Mannes, der seiner Lage gegenüber der Regierung nicht mehr sicher ist und der infolgedessen kaum den Mut aufbringt zu irgendwel-

6. *De l'Office des Affaires étrangères du Reich.*

7. *Ces négociations devaient aboutir à la signature d'une convention germano-suisse sur le petit trafic de frontière, le 19 mai suivant à Berlin; convention entrée en vigueur à titre provisoire le 1^{er} juin 1933 et à titre définitif le 11 janvier 1934. Non publiée. Texte de la convention in E 7110 1/51.*

Sur la question du trafic de frontière entre la Suisse et l'Allemagne cf. aussi le n° 122.

chen entscheidenden Schritten. Es wird sich ja in den nächsten Tagen zeigen, wie weit diese Befürchtung gerechtfertigt ist.

Ich lese soeben im Berliner Tageblatt folgende Notiz: «Die nach Berlin einberufene Schuldenkonferenz⁸ soll, soweit man hört, nicht nur die Aufgabe haben, die rein finanzielle Seite des Schulden- und Transferproblems zu lösen, sondern sie wird sich vermutlich auch mit der Frage zu beschäftigen haben, ob und auf welchem Wege Deutschland erhöhte Exportmöglichkeiten verschafft werden können. Somit wird man vielleicht von der Berliner Konferenz gewisse unmittelbare Rückwirkungen auf die Gestaltung unseres Aussenhandels erwarten dürfen, die dem Export einen neuen Auftrieb geben könnten.» Diese Mitteilung, dann aber auch die Tatsache, dass die schweizerischen Banken nun die Hilfe des Staates anrufen zur Geltendmachung ihrer Forderungen, eventuell auch auf dem Wege seiner handelspolitischen Machtmittel, veranlassen mich, bei Ihnen die Prüfung der Frage anzuregen, ob es richtig sei, dass auch in Zukunft die Banken bei diesen Stillhalteverhandlungen respektive dieser kommenden Schuldenkonferenz ohne irgendwelche Verbindung mit dem Staat vorgehen und Vereinbarungen treffen. Es war das vielleicht richtig, solange sie glaubten, selber die Macht zu besitzen, ihre Geschäfte zu ordnen. Nachdem dies aber heute kaum mehr der Fall sein dürfte, scheint mir eine genaue Prüfung der gemachten Anregung am Platze zu sein⁹.

8. Cf. n° 277.

9. *Par la suite, le Vorort devait encore exprimer son mécontentement pour le rôle, à ses yeux trop important, que les banques suisses continuaient de jouer dans le cadre des négociations financières avec l'Allemagne. Cf. n° 299, et n. 4.*

272

E 6100 (A) 12, Archiv-Nr. 454

*Proposition du Chef du Département des Finances et Douanes,
J.-M. Musy, au Conseil fédéral*

Weltwirtschaftskonferenz in London

Bern, 18. Mai 1933

Am 16. dies fand unter dem Vorsitz des Vorstehers des Finanz- und Zolldepartementes die vorgesehene Besprechung mit hervorragenden Vertretern der Banken statt¹, um zuhanden des Bundesrates zu erfahren, was für finanzielle Richtlinien nach der Auffassung der Fachleute für die schweizerische Delegation an der Londoner Weltwirtschaftskonferenz massgebend sein sollten. Wir haben die Ehre, Ihnen darüber folgenden Bericht zu erstatten.

1. *Procès-verbal de la séance non retrouvé.*

Ohne weitere Erörterungen betrachtete man es als selbstverständlich, dass alle diejenigen Länder wieder zur Goldwährung zurückkehren sollten, die sie verlassen haben. Übereinstimmend herrschte der Eindruck vor, dass der Londoner Konferenz, damit sie zu praktisch wertvollen Ergebnissen gelangen könne, eine Einigung der beiden weltwirtschaftlich führenden Länder Amerika und England voranzugehen hätte. Ausserdem müssten sich die Goldwährungen, um dauerhaft zu sein, auf gefestigte Zahlungsbilanzen stützen können. Das will heissen, die Stabilisierung der Währungen und die Rückkehr zum Golde setze voraus, dass die Frage der internationalen Verschuldung gelöst werde. Eine blosse Herabsetzung der Schuldzinsen wäre jedoch von geringem Wert, weil verschiedene Länder auch die niedrigeren Zinsen nicht aufzubringen vermöchten. Die Schweiz sollte mit andern valutarisch gesunden Ländern eine gemeinsame Front bilden, die Amerika und England gegenüber das Begehrn stellen könnte, alles zu tun, um zunächst zwischen diesen beiden Ländern die Schulden- und Währungsfrage zu regeln.

War man allgemein skeptisch mit Bezug auf die praktischen Ergebnisse der Londoner Konferenz, so schien anderseits niemand Zweifel zu hegen, dass im Verhältnis zwischen der Schweiz und *Deutschland*² praktisch viel erreicht werden könne, sofern die Handelspolitik in den Dienst der Schuldenregelung gestellt werde. Die Verhandlungen mit Deutschland wurden durchwegs als viel wichtiger denn die Londoner Besprechungen hingestellt. Der Importüberschuss der Schweiz im Warenverkehr mit Deutschland sollte dazu verwendet werden, Kompenstationen für unsere deutschen Guthaben und Zinsforderungen zu erhalten, und zwar, wie betont wurde, schon in den gegenwärtigen Handelsvertragsverhandlungen mit Deutschland. Zum mindesten wäre den Deutschen gegenüber der Vorbehalt zu machen, dass das künftige Handelsabkommen innerhalb 24 Stunden gelöst werden könne, wenn die Zinsüberweisungen nicht genügten. Tatsächlich werde in Deutschland die Frage eines Transfer-Moratoriums ernsthaft geprüft. Es wurden dabei auch einige Zahlen genannt: Nach amtlichen deutschen Schätzungen betrugen die kurz- und langfristigen Forderungen der Schweiz gegenüber Deutschland Ende September des letzten Jahres 2,7 Milliarden Mark³; Deutschland hätte das Jahr endend mit dem letzten September für 186 Millionen Mark Zinsen an die Schweiz abgeliefert. Diese Schätzungen wurden jedoch als übertrieben bezeichnet. Die schweizerischen Forderungen beliefen sich auf höchstens 1½ bis 2 Milliarden Franken, und der Zinsdienst brachte der Schweiz in der angeführten Zeitspanne wahrscheinlich nicht mehr als 120 bis 150 Millionen Franken aus Deutschland ein.

Anderseits besitze Deutschland grössere Forderungen in der Schweiz als umgekehrt die Schweiz in Deutschland, und zwar bis auf einen verhältnismässig geringen Betrag in Form schweizerischer Titel. Die Guthaben bei schweizerischen Banken seien nicht mehr sehr beträchtlich. Während einer der Sachverständigen dafür hielt, dass deren Betrag 150 Millionen Franken nicht übersteige, schätzte man sie von anderer Seite bedeutend höher ein. Gestützt auf diese Zahlen wurde

2. Cf. n° 289.

3. Cf. n°s 117 et 267.

gefordert, dass, sofern Deutschland seine Zahlungsunfähigkeit erkläre, die Schweiz unverzüglich auf diese deutschen Gegenforderungen greifen sollte.

Soweit die Richtlinien finanzieller Natur, die sich aus den Verhandlungen mit den Bankvertretern ergaben. Wir halten dafür, dass sie eine geeignete Grundlage sowohl für die Einstellung der schweizerischen Delegierten an der Londoner Weltwirtschaftskonferenz bilden als auch für die besondern Verhandlungen der Schweiz mit Deutschland, und stellen den

Antrag:

1. Der schweizerischen Delegation für die Weltwirtschaftskonferenz, die am 12. Juni in London beginnt, sind folgende Instruktionen finanzieller Natur zu erteilen:

a) Mit den Delegationen der andern Länder, die gegenwärtig noch an der Goldwährung festhalten, ist Fühlung zu nehmen, um eine gemeinsame Front der Goldwährungsländer anzubahnen und dadurch den Willen der Konferenz zu stärken, die andern Länder zu verpflichten, früher oder später zum Golde zurückzukehren.

b) In der Meinung, dass die Konferenz nur dann wirklich praktischen Erfolg zeitige, wenn sich Grossbritannien und die Vereinigten Staaten vorgängig oder zu Beginn der Konferenz sowohl über die Rückkehr zum Golde als auch über die staatliche Verschuldung geeinigt haben, sind dahingehende Bestrebungen möglichst zu unterstützen.

c) Gelingt eine Verständigung zwischen den beiden grössten Wirtschaftsgebieten, dann scheint eine gleichgerichtete Verständigung unter den übrigen, an der Konferenz teilnehmenden Ländern möglich zu sein.

2. Die schweizerische Delegation an den gegenwärtig stattfindenden Handelsvertragsverhandlungen mit Deutschland ist anzuweisen, dass sie auch die Interessen der schweizerischen Gläubiger deutscher Schuldverpflichtungen wahre und zu deren Gunsten den Umstand in die Waagschale werfe, dass die Handelsbilanz mit Deutschland für die Schweiz stark passiv ist.

273

E 2001 (C) 4/41

*Le Chef du Département politique, G. Motta,
au Chef du Département de l'Economie publique, E. Schulthess*

*Copie
L DM*

Berne, 19 mai 1933

Le Directoire de l'Union suisse du Commerce et de l'Industrie nous a adressé directement une copie du préavis qu'il vous a fait parvenir au sujet de l'opportunité d'une représentation officielle suisse en Egypte. Cet important document a retenu toute notre attention¹.

Si nous ne pouvons cacher que, sur divers points, les considérations développées dans ce préavis comporteraient certaines réserves de notre part, nous n'en restons pas moins très frappés de la netteté avec laquelle le Directoire de l'Union Suisse du Commerce et de l'Industrie se déclare partisan, malgré les difficultés et les obstacles dont il reconnaît le sérieux, de l'organisation immédiate d'une représentation diplomatique suisse au Caire.

Nous jugeons, dans ces conditions, de notre devoir de tenter un nouvel effort pour régler avec le Gouvernement égyptien le statut des Suisses en Egypte dans le cadre d'une représentation directe de la Confédération au Caire.

A moins de nous résigner – ce à quoi nous ne nous résolvons pas encore – à accepter une solution entièrement calquée sur le traité d'amitié germano-égyptien de 1925, nous avons l'impression que ces nouvelles tentatives doivent être faites par un négociateur jouissant d'un prestige supérieur à celui dont il a été possible de revêtir le Président de la Commission commerciale suisse au Caire. Nous n'entendons nullement déprécier le talent dont M. Trembley a fait preuve dans les échanges de vues qu'il a eus avec le Ministère égyptien des Affaires étrangères; nous pensons, au contraire, qu'il a montré à cette occasion des qualités peu communes et nous lui sommes extrêmement reconnaissants de son dévouement et de sa persévérance. Il nous semble toutefois démontré que M. Trembley dont, depuis plusieurs années, chaque démarche, si bien préparée et si ingénieuse qu'elle soit, se heurte aux mêmes difficultés, ne peut plus guère espérer gagner du terrain et serait même exposé à compromettre des positions considérées comme acquises si nous l'envoyions de nouveau seul à la charge.

Nous excluons, d'autre part, l'envoi de Suisse d'une délégation officielle en Egypte en raison, notamment, des lourdes dépenses qui en résulteraient.

Nous nous demandons, en revanche, si l'un de nos Ministres ne pourrait pas être utilement chargé de se rendre en Egypte en mission officielle, de prendre contact avec la colonie suisse pour se rendre compte sur place des intérêts qu'il est essentiel de sauvegarder et des points sur lesquels l'intransigeance n'est pas

1. Cf. annexe au présent document: lettre du Vorort de l'Union suisse du commerce et de l'industrie au Département de l'Economie publique, du 15 mai 1933 (E 2001 (C) 4/41).

opportune et de rouvrir, avec le Gouvernement égyptien, les pourparlers entamés par M. Trembley en vue de la conclusion d'un traité d'amitié entre la Suisse et l'Egypte en cherchant, au début tout au moins, à faire triompher le point de vue auquel nous nous en sommes tenus jusqu'ici. Si notre Ministre devait arriver à la conclusion que des concessions sont nécessaires, le Conseil fédéral déciderait; mais il lui sera plus facile de baser sa décision sur le rapport d'un diplomate expérimenté que sur les avis contradictoires des notables de la colonie suisse en Egypte.

Celui de nos Ministres dont le déplacement temporaire en Egypte coûterait le moins cher serait le Ministre de Suisse en Turquie, les communications maritimes entre Constantinople et Alexandrie étant fréquentes et moins onéreuses que les lignes de paquebot entre Alexandrie et les ports de l'Europe occidentale. Or M. Martin nous paraîtrait particulièrement qualifié pour remplir une telle mission, qui correspond certainement à son tempérament et à ses goûts. Il est accoutumé à traiter avec des Orientaux et il se mettrait rapidement au courant de la situation qu'il s'agit de dénouer. Son titre de Ministre lui assurerait le prestige nécessaire pour aborder de front certains obstacles auxquels M. Trembley n'a pu toucher qu'avec circonspection et sa qualité de Ministre en Turquie elle-même pourrait lui rendre service: chargé d'une mission de durée nécessairement très limitée, il serait en position de mener rondement les choses et de s'opposer aux méthodes dilatoires dont le Ministère égyptien des Affaires étrangères a tiré un très grand parti dans des conversations avec M. Trembley, simple particulier habitant l'Egypte qui aurait eu mauvaise grâce à se montrer insistant et pressé².

[...]

2. *Le Conseil fédéral, dans sa séance du 12 juin 1933, sur proposition du Département politique du 2 juin précédent, décidait:*

- 1) en principe, d'envoyer en Egypte M. Henri Martin, Ministre de Suisse en Turquie, afin de prendre contact avec la colonie suisse pour déterminer les intérêts qu'il est essentiel de sauvegarder et afin de rouvrir les négociations en vue de la conclusion d'un traité d'amitié entre la Suisse et l'Egypte;
- 2) d'autoriser le Département politique à s'assurer que cette mission rencontrerait l'agrément du Gouvernement égyptien (E 1004 1/340).

ANNEXE

Représentation officielle en Egypte

[...]

Les réponses extrêmement nombreuses et détaillées qui nous sont parvenues de nos Sections indiquent clairement que les milieux du commerce et de l'industrie sont vivement intéressés par la question de la création en Egypte d'une représentation officielle suisse. Il ressort de l'ensemble de ces réponses que cette création répondrait à un besoin urgent, ce point ne pouvant pas faire l'objet du moindre doute. En effet, nos relations commerciales avec l'Egypte sont relativement intenses. Il importe donc de les conserver et de les développer. Il serait de la plus grande utilité pour les diverses industries suisses exportant dans ce pays de pouvoir disposer de renseignements impartiaux, sûrs et compétents sur la situation du marché et d'être à même d'entrer en relations avec les autorités par l'intermédiaire d'un représentant officiel. Plus particulièrement, pour les très nombreuses fournitures

à l'Etat égyptien, les maisons étrangères doivent solliciter l'appui du représentant officiel de leur pays.

/.../

Il y a lieu de craindre qu'avec le régime actuel les consulats étrangers dont les ressortissants suisses sont les protégés ne favorisent leurs propres nationaux au détriment de nos compatriotes. Ces appréhensions ont été exprimées par des industriels suisses résidant en Egypte même. Par ailleurs, il y a lieu de ne pas perdre de vue que l'Egypte se développe extrêmement rapidement et qu'elle représente un marché devenant de plus en plus intéressant pour nos industries exportatrices.

La statistique suisse du commerce indique également que nos relations avec ce pays sont susceptibles d'une sensible amélioration en notre faveur; en effet, alors que l'Egypte a livré en 1932 à la Suisse pour 15 millions de fr. de matières et de marchandises, nos exportations dans ce pays durant la même année ne se sont élevées qu'à 4 millions de fr.

/.../

Pour toutes ces raisons, nous considérons la création en Egypte d'une représentation officielle suisse comme une nécessité absolue au point de vue économique. La dépression actuelle ne doit pas retarder, selon nous, la réalisation de ce projet. En effet, un représentant officiel en Egypte serait à même déjà actuellement de rendre les plus grands services à notre industrie d'exportation si fortement atteinte à l'heure présente. Des exemples concrets nous ont été donnés dans lesquels l'intervention d'un représentant officiel suisse eût été nécessaire pour permettre l'obtention de commandes importantes pouvant être remises à l'industrie des machines. Par ailleurs, il est indispensable que la Suisse ne se trouve pas dans une situation inférieure par rapport aux autres Etats étrangers lors de la reprise des affaires, ce retard pouvant être pour elle extrêmement funeste. Enfin, il paraît incontestable que la qualité de petit Etat neutre de la Suisse pourrait favoriser notre expansion commerciale en Egypte, celle-ci luttant pour son indépendance complète, si elle était mise en évidence par un représentant dans ce pays du Gouvernement helvétique.

Nous nous rendons néanmoins parfaitement compte des difficultés particulières du problème, dues au fait que celui-ci ne se pose pas uniquement sur le terrain économique, mais présente aussi des aspects juridiques.

Les obstacles d'ordre juridictionnel, qui se sont opposés jusqu'à maintenant à l'envoi en Egypte d'une représentation officielle suisse, ont pleinement retenu notre attention. Toutefois, il y a lieu de ne pas perdre de vue que lors des conversations ayant eu lieu à ce sujet avec le Gouvernement égyptien, celui-ci s'était déclaré disposé à reconnaître, par une délégation provisoire de compétence, un droit de juridiction aux tribunaux consulaires suisses pour la plus grande partie des délits pouvant être commis par nos compatriotes. Les réserves faites par le Gouvernement égyptien et qui finalement ont conduit à la suspension des négociations ne concernaient que les délits contre la sécurité extérieure et intérieure, l'ordre public et la souveraineté de l'Etat. En ce qui nous concerne, nous croyons qu'il eût été difficile au Gouvernement égyptien de faire des concessions beaucoup plus considérables à la Suisse. En fait, tous les efforts de la politique de ce Gouvernement tendent à restreindre de plus en plus le champ d'application des capitulations et il n'est guère étonnant qu'il n'ait pas estimé pouvoir reconnaître à un nouvel Etat tous les droits dont jouissent les puissances capitulaires.

/.../

Nous croyons qu'il est essentiel de ne pas perdre de vue que le sentiment de l'indépendance croît rapidement en Egypte. Il serait donc peut-être préférable d'accepter actuellement certaines réserves à la suite de négociations qui ne feraient qu'établir une situation devant se réaliser dans un avenir plus ou moins proche, par la force des choses, à la suite d'une évolution naturelle. Par ailleurs, si l'on compare les réserves faites par le Gouvernement égyptien aux avantages que l'on est en droit d'attendre de la création en Egypte d'une représentation officielle suisse, on ne peut faire autrement qu'arriver à la conclusion que ceux-ci l'emportent. Par ailleurs, il faut ne pas perdre de vue le caractère exceptionnel des délits relativement auxquels le Gouvernement égyptien a fait certaines réserves. Enfin, il y a tout lieu de considérer que la présence au Caire d'un représentant diplomatique suisse de grade supérieur pourrait également contribuer à éviter les frictions pouvant éventuellement avoir lieu en matière juridictionnelle.

/.../

Nous croyons qu'il résulte clairement de ce qui précède que le Vorort se rallie à l'opinion exprimée par la majorité de ses Sections d'après laquelle il y aurait lieu d'envoyer sans tarder une représentation officielle suisse en Egypte, même s'il est inévitable d'accepter, pour arriver à ce résultat, les réserves faites en matière juridictionnelle par le Gouvernement égyptien lors des négociations précédentes. Mais il va bien sans dire que dans les nouvelles conversations qui devront avoir lieu, il faudra s'efforcer de limiter le plus strictement possible ces réserves et d'obtenir les meilleures conditions que faire se peut. A cet égard, l'accord signé avec l'Egypte par l'Allemagne³ pourrait être considéré comme un minimum nécessaire dont il y aurait lieu de s'efforcer d'améliorer les dispositions en ce qui concerne la convention à signer entre la Suisse et l'Egypte.

/.../

L'envoi d'un fonctionnaire diplomatique et non pas consulaire nous paraît d'autant plus nécessaire qu'il devra posséder une forte autorité, pour que les quelques réserves que la Suisse devra éventuellement accepter en matière juridictionnelle ne puissent en aucun cas paraître une diminution de prestige aux yeux des Egyptiens et de nos compatriotes en Egypte, et dont il pourrait être obligé de faire éventuellement usage en cas de conflits, peu probables selon nous, en matière de compétence de tribunaux. Par contre, nous croyons qu'il y aurait lieu d'étudier la question de savoir s'il ne faudrait pas établir un consulat général à Alexandrie en sus de la légation avec siège au Caire.

La grande majorité de nos Sections se sont prononcées énergiquement en faveur de la solution de la légation qui serait également celle la plus en faveur, selon nos renseignements, au sein de la colonie suisse d'Egypte. Cette solution nous paraît donc devoir être retenue sans hésiter.

/.../

En résumé, nous arrivons aux conclusions suivantes:

1. L'établissement en Egypte d'une représentation officielle suisse répond à une urgente nécessité économique.
2. Les avantages à attendre de l'existence en Egypte d'une représentation officielle suisse l'emportent sur les réserves faites par le Gouvernement égyptien en matière juridictionnelle, les efforts des négociateurs suisses devant naturellement tendre à restreindre autant que possible le champ d'application de ces réserves.
3. La représentation officielle suisse à créer en Egypte est à constituer sous forme de légation à la tête de laquelle devrait se trouver un diplomate de formation économique et commerciale.

3. Cf. n° 149, n. 2.

*Le Chef de la Division des Affaires étrangères du Département politique,
M. de Stoutz, à l'Association suisse des banquiers*

Copie

L CI

Berne, 19 mai 1933

Etats-Unis d'Amérique

Par lettre du 11 de ce mois¹, vous avez bien voulu attirer de nouveau notre attention sur les graves conséquences que comporte le refus du Gouvernement des Etats-Unis d'effectuer sur la base or le service de ses emprunts stipulés en dollars-or. L'examen de cette situation vous a conduits à la conclusion qu'à défaut

1. Non reproduit.

d'autres moyens propres à assurer le respect des droits contractuels des porteurs que vous représentez, une réserve générale formulée par notre Ministre aux Etats-Unis constituerait du moins une mesure de défense d'une portée à la fois morale et pratique.

Nous avons l'honneur de porter à votre connaissance que nous sommes très volontiers disposés, en principe, à charger notre Légation à Washington de faire toutes réserves quant au paiement en dollars-papier d'obligations contractées en dollars-or et d'insister sur la stricte observation des engagements assumés, seule base effective des relations commerciales et financières.

Nous ne devons cependant pas vous dissimuler qu'à notre avis, les représentations que nous ferions à Washington seraient d'un faible poids si elles ne concourraient pas avec une démarche analogue des autres Etats intéressés. Vous voulez d'ailleurs bien porter à notre connaissance que vous avez pressenti les groupements français, belge, néerlandais et italien en vue du recours à une action de défense commune des porteurs de valeurs américaines en dollars-or. Nous voudrions donc savoir, avant de faire intervenir notre Légation, quel accueil reçoit votre proposition et si nous pourrions compter sur une intervention concertée des Gouvernements auxquels ressortissent les associations que vous avez consultées. Nous relevons, à ce propos, que les porteurs britanniques de valeurs émises en dollars-or doivent avoir constitué récemment un comité de défense que présiderait un ancien consul général de Grande-Bretagne à New-York, Sir Harry Gloster Armstrong ...

Si ce Comité vous paraissait présenter toutes les garanties nécessaires, il ne serait certainement pas sans intérêt de l'approcher, comme vous l'avez fait pour d'autres associations.

Entre temps, nous donnons connaissance de votre lettre du 11 mai à notre Légation à Washington², que nous invitons à examiner d'ores et déjà le projet d'intervention et à nous donner son avis.

2. Par lettre du 19 mai (E 2001 (C) 4/146).

*CONSEIL FÉDÉRAL
Procès-verbal de la séance du 23 mai 1933¹*

846. Wirtschaftliche Verhandlungen mit Frankreich

Verbal

Der *Vorsitzende* teilt mit, dass die angekündigten offiziösen Verhandlungen mit Frankreich betreffend Aufhebung der gegenseitigen Zollbindungen in Genf zwi-

1. Absent: Musy.

schen den Herren Stucki, Chef der Handelsabteilung, und Elbel, directeur des Accords commerciaux, stattgefunden haben.

Herr Elbel² hat in keiner Weise irgendwelche neuen Argumente vorzutragen gewusst. Seine Stellungnahme lässt sich kurz wie folgt zusammenfassen: Frankreich hat in den Jahren 1927/1930 gestützt auf einen mangelhaften Zolltarif mit zahlreichen Ländern Handelsverträge abgeschlossen, in welchen auf der Grundlage der uneingeschränkten Meistbegünstigung ca. 70% seiner Zölle vertraglich festgelegt sind. Es hat sich damit seiner Tarifautonomie weitgehend begeben und empfindet diese Fesselung in der gegenwärtigen Krisenzeit als untragbar. Es hat sich gegen die drohende Gefahr der Überschwemmung mit Waren aus Ländern mit billigen Produktionskosten durch die Kontingentierung der Einfuhr zu schützen gesucht. Gegen diese Kontingentierung werden aber von Handel und Konsumentenschaft zahlreiche Klagen geführt, und von dieser Seite wie auch im Parlament ist die Aufhebung dieser Kontingentierungsmassnahmen und der Schutz vor der fremden Einfuhr durch Zollerhöhungen verlangt worden. Überdies bestehet eine Strömung, welche auf der Basis der vereinheitlichten Zollnomenklatur des «Comité économique» überhaupt einen vollständig neuen Zolltarif möglichst rasch in Kraft setzen möchte. Um diese beiden Ziele zu erreichen, müsste Frankreich die «liberté tarifaire» zurückgewinnen, und es hätten verschiedene Regierungen dem Parlament entsprechende Zusagen gemacht. In langen und mühsamen Verhandlungen ist es Frankreich nun gelungen, sich von den Bindungen in den Handelsverträgen mit Deutschland, Italien, der Tschechoslowakei, Österreich und Ungarn zu befreien. Heute bestehen noch zur Hauptsache die Verträge mit der Schweiz und Belgien, und es muss Frankreich nun auch hier, nötigenfalls durch Kündigung, seine Freiheit zurückgewinnen. Demgemäß wird der Schweiz vorgeschlagen, den bestehenden Handelsvertrag in dem Sinne abzuändern, dass entweder die Tarifanlagen beseitigt oder aber mindestens jedem Partner das Recht gegeben wird, von jeder ihn hindernden Zollbindung innert zwei oder spätestens innert vier Wochen zurückzutreten.

Elbel gibt zu, dass noch vollkommen ungewiss sei, ob und eventuell in welcher Weise die französische Regierung die derart gewonnene «liberté tarifaire» ausnutzen würde. Die grosse Mehrzahl der konsultierten Industrieverbände hat erklärt, dass sie gegenwärtig überhaupt gegen jede Aufhebung der Kontingentierungsmassnahmen sind oder aber an Stelle der Einfuhrbeschränkungen Zölle treten müssten, die ein Mehrfaches der heutigen betragen. Hiegegen bestehen selbstverständlich grosse Bedenken innerpolitischer Natur, so dass die Frage noch umstritten und unabgeklärt ist. Aber, fügte er immer und immer wieder als dominierendes «Argument» bei: Die Regierungen haben dem Parlament die Tariffreiheit versprochen und müssen dieses Versprechen halten.

Direktor Stucki hat auf diese Darlegungen folgendes geantwortet: Die Schweiz hat seinerzeit Frankreich vorgeschlagen, mit Rücksicht auf die relativ normal gebliebenen inneren und gegenseitigen Beziehungen der beiden Länder, von der Anwendung von Kontingentierungsmassnahmen, die für beide Teile gegenüber Dritt-

2. P. Elbel, Directeur des Accords commerciaux au Ministère du Commerce et de l'Industrie.

staaten unumgänglich notwendig sind, abzusehen. Frankreich glaubte diesen Vorschlag nicht annehmen zu können, weil es mit bezug auf die Anwendung der Meistbegünstigungsklausel in Kontingentierungsfragen einer durchaus schematisch-proportionellen, von der Schweiz nicht geteilten Auffassung war. Man sieht offenbar auch in französischen Wirtschaftskreisen immer mehr ein, dass diese Auffassung fehlerhaft war und ist, was sich in einem Sturm gegen die Meistbegünstigungsklausel überhaupt äussert und bereits zu einer wenn auch geringfügigen Einschränkung im Verhältnis zu Deutschland und andern Staaten geführt hat. Wie dem auch sei, für die schweizerische Haltung ist absolut bestimmend und ausschlaggebend, ob unsere Ausfuhr nach Frankreich beibehalten und wenn möglich gefördert werden kann. Bei den heutigen französischen Zöllen, die meist wesentlich höher sind als die unsrigen, ist uns ein gewisses Geschäft möglich, obwohl die auch auf uns angewandte Kontingentierung gewisse Schwierigkeiten bietet. Weil die Schweiz teurer produziert als die meisten andern Staaten, namentlich auch als Frankreich selber, sind die Geschäftsmöglichkeiten und namentlich die Verdienstmargen klein. Ist nun die «liberté tarifaire» ein Schlagwort, das nur psychologische und innenpolitische Bedeutung hat, so kann man uns nicht zumuten, deshalb ganz bedeutende wirtschaftliche Interessen preiszugeben. Das schweizerische Parlament, welches zu einer solchen Änderung des Handelsvertrages einzig zuständig wäre, würde sich niemals zu einer solchen Manifestation bereitfinden. Ist aber die «liberté tarifaire» ernsthaft gemeint und soll sie ausgenützt werden, so entsteht folgende Situation: Eine geringfügige Erhöhung der Zölle, die vielleicht da und dort von der Schweiz aus noch erträglich schiene, hätte vom französischen Standpunkt aus weder Sinn noch praktische Bedeutung. Die Zollerhöhung müsste so beträchtlich sein, dass sie gegenüber der für Frankreich gefährlichen Konkurrenz, namentlich aus Deutschland und aus Ländern, deren Währungen entwertet sind, wirksam wäre und ganz oder zum Teil die aufzuhebenden Einfuhrkontingentierungen ersetzen könnte. Wir haben auf diesem Gebiet zahlreiche Erfahrungen gemacht und gesehen, dass in den meisten Fällen auch eine Verdoppelung und Verdreifachung der Zölle gegenüber dem ungeheuren Expansionsdrang von Deutschland unwirksam bleibt. Würden also die Zölle auf diese an sich einzig sinngemäße Höhe erhöht, so würde für die Schweiz jede weitere Möglichkeit der Ausfuhr ihrer Waren nach Frankreich dahinfallen. Verliert aber die Schweiz ganz oder zum grössten Teil ihren Export nach Frankreich, so ist die unvermeidbare Folge die, dass wir auch den Import französischer Waren nicht mehr dulden könnten. Der ganze Handelsvertrag hat für uns ohne Tarifischerungen, die zu praktischen Sicherungen für den Export geworden sind, keinen Sinn und keinen Wert und wir müssten, da wir – im Gegensatz zu Frankreich – noch durch zahlreiche andere Tarifabreden gebunden sind, mit der Aufhebung der Tarifanlagen auch den Rest des Vertrages, namentlich die Meistbegünstigung, beseitigen. Die Folge ist mit mathematischer Sicherheit die, dass aus einer solchen Aktion nicht nur keine wirtschaftliche Annäherung zwischen der Schweiz und Frankreich resultiert, sondern dass die zwischen zwei befreundeten Ländern, die zu den ganz wenigen gehören, welche sich wirtschaftlich, finanziell und monetär noch in einigermassen geordneten Verhältnissen befinden, bestehenden Beziehungen vollständig abgebrochen würden und ein eigentlicher Zoll- und Handelskrieg

daraus resultieren würde. Dazu kann die Schweiz niemals Hand bieten und muss Frankreich die Verantwortung überlassen.

Herr Stucki ist nach wie vor der Meinung, dass die französische Handelspolitik vollkommen festgefahren ist und wir uns auf gar keinen Fall der französischen Forderung beugen dürfen. Auch wenn, was für ihn nicht wahrscheinlich ist, die Kündigung wirklich ausgesprochen werden sollte, so glaubt er niemals daran, dass Frankreich nach Ablauf der Frist nicht wieder verlängern oder sich nicht in anderer, für uns erträglicher Weise mit uns verständigen würde. Aber selbst wenn dies nicht der Fall wäre, so wäre unsere Situation mindestens nicht schlechter, als wenn wir heute schon auf die französischen Wünsche eintreten würden.

Gestern Abend teilte der französische Geschäftsträger dem Minister de Stoutz³ mit, seine Regierung habe sich schliesslich bereit erklärt, auf eine sofortige Kündigung zu verzichten und neue Verhandlungen aufzunehmen. Sie mache aber zur Bedingung, dass die Kündigungsfrist um soviel verkürzt werde, als diese Verhandlungen dauern. Direktor Stucki, den Herr de Stoutz davon unterrichtete, machte darauf aufmerksam: 1. dass nun die Verhandlungen erschöpft seien und er nicht einsehen könnte, welchen Sinn ihre Weiterführung hätte; 2. dass Frankreich offenbar davor zurückschrecke, das Odium einer Kündigung auf sich zu nehmen, und wir kaum einen Grund hätten, ihm die Tragung seiner Verantwortlichkeit zu erleichtern; 3. dass die sechsmonatliche Kündigungsfrist Bestandteil des vom Parlament ratifizierten Vertrages sei und ohne dessen Zustimmung seines Erachtens nicht verkürzt werden könnte.

Der Vorsitzende meint auch, dass wir keinen Anlass haben, nachzugeben. Bezugnehmend auf eine Bemerkung des Vorstehers des Politischen Departementes gibt er zu, dass eine Kündigung des Handelsvertrages gerade vor der Eröffnung der Londoner wirtschaftlichen Konferenz, die unter dem Zeichen einer «trêve douanière» stattfinden soll, ein gewisses Aufsehen erregen dürfte. Die Verantwortung würde aber in keiner Weise auf die Schweiz fallen.

Auf seinen Antrag wird daher *beschlossen*.

1. Die Aufnahme von Verhandlungen mit dem Zwecke der kurzfristigen Lösung der gebundenen Zollpositionen wird abgelehnt.
2. Die Schweiz ist bereit, mit Frankreich über einzelne Positionen zu verhandeln.
3. Die Aufnahme von Verhandlungen unter der Bedingung, dass die Kündigungsfrist des Handelsvertrages verkürzt werde um die Zeitspanne, die die Verhandlungen erfordern, wird abgelehnt.

3. M. de Stoutz, *Chef de la Division des Affaires étrangères du Département politique*.

276

E 7110 1/26

*Le Directeur de l'Union suisse des paysans, E. Laur,
au Directeur de la Division du Commerce
du Département de l'Economie publique, W. Stucki*

L

Brugg, 24. Mai 1933

Ich bin gestern von Berlin zurückgekommen¹ und habe versucht, Ihnen telefonisch Bericht zu erstatten, konnte Sie aber nicht treffen.

Sie werden wohl von der Delegation in Berlin über den Gang der Verhandlungen näher unterrichtet werden, ich erlaube mir aber zu meiner Spezialmission Ihnen einige Mitteilungen zu machen. Die deutschen Delegierten eröffneten uns, dass die Schweiz, gestützt auf die Meistbegünstigung, ein Kontingent für ihre Käseausfuhr auf Grundlage des holländischen Abkommens² erhalten werde. Dieses laufe seit dem 1. Mai, und es werde demgemäß von diesem Tage an die Einfuhr aui' das Kontingent, das für 8 Monate bewilligt worden ist, verrechnet. Wir haben sofort erklärt, dass dieses Kontingent ungenügend sei und unter keinen Umständen von uns akzeptiert werden könne³. Ich habe dann eine Lösung gesucht und im Einverständnis mit der Delegation vorgeschlagen, bei welcher es Deutschland möglich ist, uns ein grösseres Kontingent zuzuweisen, ohne dass deshalb Holland aus der Meistbegünstigung Vorteile ziehen könnte. Ich schlug als Grundlage das Mittel 25/27 vor⁴. Die deutschen Delegierten hatten zuerst grundsätzliche Bedenken, ob dann nicht ein Staat den Anspruch, gestützt auf das holländische und auf das schweizerische Abkommen, kumulieren könne. Sie überzeugten sich dann aber nachträglich, dass diese Gefahr nicht bestehe, jedenfalls in der Formulierung leicht ausgeschlossen werden kann. Sie schlugen uns dann vor, die Jahre 1926/27 als Grundlage zu benützen, und offerierten uns, berechnet auf eine Einfuhr von 57885 Doppelzentnern, für 8 Monate ein Kontingent von 20%⁵ zu RM. 20.-⁶ = 11577 Doppelzentner, und von 8% zu RM. 50.-

1. Laur faisait partie de la délégation suisse chargée des négociations commerciales avec l'Allemagne. Cf. n° 271.

2. Du 27 avril 1933. Par cet accord, l'Allemagne avait accordé à la Hollande des contingents équivalant au 70% de la moyenne de ses exportations de fromage en Allemagne pendant les années 1931-1932. Les quantités livrées au Reich dans le cadre de ces contingents bénéficiaient d'un droit d'entrée plus réduit que celui habituellement en vigueur. Cf. n° 206.

3. Ce refus était motivé par le fait que la période 1931-1932, que les Allemands voulaient prendre comme base de calcul des contingents octroyés à la Suisse, avait été particulièrement mauvaise pour les exportations de fromage suisse en Allemagne. A titre de comparaison, en 1927 la Suisse avait fourni au Reich quatre fois plus de fromage qu'en 1931. Cf. la lettre de Laur à Stucki du 7 mai 1933, non reproduite.

4. C'est-à-dire la moyenne des livraisons de fromage suisse à l'Allemagne pendant les années 1925 à 1927.

5. De la moyenne des livraisons suisses pendant les années 1926-1927.

6. A la place du droit d'entrée normal qui était de 60 RM les 100.- kg.

= 4631 Doppelzentner. Wir erklärten, dieses Kontingent sei ungenügend, und verlangten auch noch besondere Kontingente für Schachtelkäse und Schabzieger.

Anlässlich der Eröffnung der landwirtschaftlichen Ausstellung kam der Ministerialdirektor Streil⁷ zu mir, um mir erfreut die Mitteilung zu machen, er habe den landwirtschaftlichen Unterhändler Nicklas ermächtigt, uns ein grösseres Kontingent, als sich aus dem holländischen Abkommen ergäbe, zu bewilligen. Ich musste ihm aber mitteilen, dass vor einer Stunde wir von diesem Kontingente offiziell Kenntnis genommen haben, es aber als absolut ungenügend bezeichnen mussten. Da ich am Montag abend verreisen wollte, ersuchte ich nachher Herrn Ministerialdirektor Streil um eine Konferenz, um womöglich schon vor der Sitzung eine bessere Offerte zu bekommen. Im Einverständnis mit der Delegation überreichte ich ihm den nachfolgenden Vorschlag, den ich als äusserste Limite bezeichnete, und erklärte, dass, wenn diese Kontingente nicht bewilligt werden, ich gezwungen sei, ohne eine Verständigung erzielt zu haben, abzureisen. An der Besprechung nahm auch Herr Ministerialrat Nicklas teil. Die Herren wiesen auf die grossen Schwierigkeiten hin, die unter den jetzigen Verhältnissen jeder Konzession auf landwirtschaftlichem Gebiete entgegenstehen. Ich benützte den Anlass, um auch Herrn Ministerialdirektor Streil mit allen den Gründen bekannt zu machen, die wir in den Sitzungen der deutschen Delegation im Hinblick auf unsere Käseausfuhr dargelegt hatten.

Zu gleicher Zeit hatte auch Herr Dr. Wetter mit Herrn Geheimrat Hagemann eine Besprechung⁸, die wenig erfreulich verlief. In der Abendsitzung der beiden Delegationen konnte man deshalb nur auf beiden Seiten konstatieren, dass wir von einer Verständigung weit entfernt seien. Herr Wetter und ich machten auf die Folgen eines Verhandlungsabbruches aufmerksam. Die deutschen Delegierten stellten in Aussicht, nunmehr mit ihren Oberbehörden Fühlung zu nehmen.

Ich hatte während der Sitzung der Internationalen Landwirtschaftlichen Kommission⁹ Gelegenheit, mit Herrn Minister Hugenberg¹⁰, Herrn Vizereichskanzler von Papen und dem neuen Leiter der landwirtschaftlichen Organisation Deutschlands, Präsident Darré, zu sprechen. Ich sah auch Herrn Staatssekretär von Rohr¹¹. Aus der Besprechung mit Herrn Minister Hugenberg ging hervor, dass die Frage unserer Verhandlungen ihm noch nicht vorgelegt worden war. Ich erhielt bei allen massgebenden Personen den Eindruck einer sehr guten Stimmung gegenüber der Schweiz und insbesondere auch gegenüber der schweizerischen Landwirtschaft. Wie weit sich aber diese Gefühle in Taten auswirken, bleibt abzuwarten. Jedenfalls bestehen gerade auch auf landwirtschaftlichem Gebiete erhebliche Schwierigkeiten. Ich habe auch seit meiner Rückkehr mit der Schweizerischen Käseunion verkehrt. Diese meint, es sollte vielleicht doch möglich sein, inskünftig etwa 20 Wagenladungen je Monat nach Deutschland zu exportieren,

7. *Du Ministère du Ravitaillement et de l'Agriculture du Reich.*

8. Cf. n° 271.

9. *La Commission internationale d'Agriculture (CIA) était présidée par le français de Vogüé. Laur en était le Vice-président.*

10. *Ministre de l'Economie du Reich.*

11. *Au Ministère de l'Economie du Reich.*

24 MAI 1933

so dass eine weitere Herabsetzung dessen, was ich in Berlin als Äusserstes bezeichnete, vom Bundesrat jedenfalls nur in beschränktem Masse in Aussicht genommen werden darf. Zu beachten ist insbesondere, dass das Kontingent, welches wir für die nächsten 8 Monate annehmen, auch die Grösse des Kontingentes für die Zukunft stark beeinflussen wird.

Einstweilen kann sich ja unser Käseexport ungehindert vollziehen, da das aus dem holländischen Vertrage sich ergebende Kontingent für einige Monate genügt. Wenn es aber erschöpft ist und Deutschland es ablehnt, sich zu verständigen, da müsste auch die Holzeinfuhr am besten ganz gesperrt werden. Keine Massnahmen würden wohl rascher Deutschland zu einer Verständigung führen, als diese. Auch eine vorsorgliche Einfuhr von Holz sollte, falls eine Verständigung nicht möglich ist, verhindert werden.

Es tut mir sehr leid, dass ich in Rücksicht auf meine Vorlesungen in Zürich¹² nicht mehr länger bleiben konnte. Die eigentlichen Diskussionen waren aber erschöpft. Über das weitere könnte ich mich auch schriftlich oder telephonisch mit der Delegation verständigen.

12. Cf. n° 122, n. I.

277

E 2001 (C) 3/147

*Le Chef du Département politique, G. Motta,
au Ministre de Suisse à Berlin, P. Dinichert*

Copie

L BX Vertraulich

Bern, 24. Mai 1933

Unser Schreiben vom 15. d. M., auf welches das Ihrige vom 20. d. M.¹ Bezug nimmt, ist inzwischen durch die Ereignisse, d.h. durch die Einladung Schachts zu der Berliner Gläubigerkonferenz² überholt worden. Doch geben wir Ihnen gerne noch Aufklärung darüber, unter welchen Umständen die schweizerische Wirtschaftsdelegation auch gewisse finanzpolitische Instruktionen auf den Weg bekommen hatte.

Herr Direktor Jaberg³, der die in unserm eben erwähnten Schreiben angeführten Informationen der schweizerischen Nationalbank hatte zukommen lassen, hatte ihr gleichzeitig nahegelegt, es möchten die Bundesbehörden beizeiten auf die Folgen eines deutschen Transfermoratoriums aufmerksam gemacht werden. Von der Nationalbank ist mit Rücksicht auf die bevorstehenden Wirtschaftsverhandlungen

1. Non reproduit.

2. Par télégramme du 15 mai adressé au Directoire de la Banque nationale, la Reichsbank avait invité les créanciers suisses de l'Allemagne à une conférence qui devait commencer le 26 mai suivant. Cf. copie de ce télégramme in E 2001 (C) 3/147.

Depuis mars 1933, H. Schacht avait remplacé H. Luther à la présidence de la Reichsbank.

3. De l'Union de Banques suisses.

lungen diese Anregung dem Volkswirtschaftsdepartement bekanntgegeben worden, und dieses hat anscheinend in Anbetracht der Dringlichkeit der Sache die in Ihrem Schreiben angeführten Weisungen der Handelsdelegation mitgegeben. Der Bundesrat nahm am 16. d. M.⁴ zustimmend Kenntnis von der Mitteilung des Vorstehers des Volkswirtschaftsdepartements, «dass er Herrn Dr. Wetter bereits angewiesen habe, die Erhöhung der Einfuhrkontingente davon abhängig zu machen, dass die deutsche Regierung keine Massnahme ergreife, welche die bisherigen Wirtschaftsbeziehungen wesentlich erschweren, wozu ein Transfermoratorium für fällige Zinsen gehören würde».

Die von Ihnen geäussernten Bedenken⁵ gegen eine Verbindung der beiden Fragen sind uns keineswegs unverständlich. Es ist in der Tat richtig, dass wir hinsichtlich der finanziellen Verpflichtungen der deutschen Schuldner auf sicherm rechtlichem Boden stehen und dass gegenüber jedem Versuch der Schuldner, sich ihrer Verbindlichkeiten zu entziehen, wir vorab auf der Beobachtung der anwendbaren Rechtssätze des nationalen und internationalen Rechts bestehen müssen. Bei einer Verletzung dieser Rechtsnormen, namentlich wenn sie ohne zwingende Not erfolgen würde, müsste man gewiss den Rechtsstandpunkt einnehmen und nicht von vornherein die Verhandlungen auf das Gebiet handelspolitischer Erörterungen verlegen, indem dadurch, wie Sie richtig bemerken, unsere rechtliche Stellung beeinträchtigt werden könnte.

Wenn wir dies vorausschicken, so möchten wir aber gleich beifügen, dass es zum mindesten sehr fraglich erscheint, ob die Einführung eines Transfermoratoriums eine Verletzung wohlerworbener Rechte in sich schliessen würde. Vorausgesetzt, dass ein Staat infolge Fehlens der erforderlichen fremden Devisen wirklich genötigt ist, zu einer solchen Massnahme zu schreiten, so kann er sein Vorgehen im Interesse der Aufrechterhaltung seiner Landeswährung rechtfertigen, und es dürfte schwerhalten, nachzuweisen, dass auch in solchem Falle die Nichtausführung von Überweisungen fremder Zahlungsmittel ins Ausland den Bruch einer Rechtspflicht darstelle. Ultra posse nemo obligatur!

Aber selbst wenn eine Verletzung von Rechtsnormen vorläge oder angenommen werden könnte, so bleibt noch zu untersuchen, ob mit blossen rechtlichen Erörterungen unter Geltendmachung des reinen Rechtsstandpunkts den betroffenen Gläubigerinteressen gedient wäre. Es muss damit gerechnet werden, dass der Schuldnerstaat die rechtliche Diskussion in die Länge ziehen und es womöglich auf ein schiedsgerichtliches Verfahren ankommen lassen würde und dass während dieser ganzen Zeitdauer der Gläubigerstaat sich mit der Tatsache der Nichtinnehaltung der Schuldnerverbindlichkeiten abzufinden hätte. Wenn dann bestenfalls der Schuldnerstaat bei diesem Rechtsstreit unterliegen würde und freiwillig oder gezwungen die Rechtsauffassung seines Gegners als begründet anerkennen müsste, so wäre damit vermutlich praktisch wenig gewonnen; denn in der Zwischenzeit hätten die Gläubiger einen vielleicht nicht wiedergutzumachenden

4. Cf. PVCF du 16 mai 1933 (E 1004 1/340). Cf. aussi dans le présent volume les documents sur les négociations commerciales avec l'Allemagne, surtout le n° 271.

5. Cf. lettre de Dinichert du 20 mai, non reproduite.

Schaden erlitten, und es wäre auch sehr fraglich, ob sie ihre gerichtlich anerkannten rechtlichen Forderungen durchsetzen könnten.

Was nun die Lage gegenüber Deutschland betrifft, so ist sie einstweilen noch gänzlich unabgeklärt, und wir wissen nicht, welche Eröffnungen Herr Schacht den auf den 29. d. M. nach Berlin einberufenen Gläubigervertretern zu machen gedenkt. Die schweizerischen Banken haben eine Delegation bestellt, die sich aus folgenden Herren zusammensetzt:

Herr *Dr. Jöhr*, Mitglied der Generaldirektion der Schweizerischen Kreditanstalt und Präsident des Schutzkomitees Deutschland der Schweizerischen Bankiervereinigung,

Herr *P. Jaberg*, Mitglied der Hauptdirektion der Schweizerischen Bankgesellschaft und führendes Delegationsmitglied bei den Verhandlungen für das sog. allgemeine deutsche Stillhalteabkommen,

Herr *H. Blass*, stellvertretender Generaldirektor der Schweizerischen Kreditanstalt und führendes Delegationsmitglied für die Verhandlungen betreffend das Stillhalteabkommen mit deutschen öffentlichen Schuldern; ferner wird der Delegation als Vertreter der Nationalbank

Herr Direktor *Dr. M. Schwab* angehören.

Einem Wunsche dieser Bankenvertreter entsprechend, ist ihnen Gelegenheit gegeben worden, in einer am 22. d. M. stattgefundenen Besprechung⁶ mit den in Be tracht kommenden Departementen (Politisches Departement, Volkswirtschaftsdepartement und Finanzdepartement) Fühlung zu nehmen. Es wurde dabei von seiten der Banken namentlich Kritik an den von deutscher Seite veröffentlichten Zahlen über die deutsche Verschuldung ans Ausland geübt. Sie finden diese Einwendungen im wesentlichen in den Nummern 902 und 934 der Neuen Zürcher Zeitung vom 19. und 24. Mai 1933 wiedergegeben. Nach Schätzungen der Banken betrage für Deutschland die Last des jährlichen Zinsendienstes nach der Schweiz nicht 180 bis 200 Millionen Franken, sondern bloss 125–150 Millionen Franken⁷, und zur Bestreitung des Zinsen- und Amortisationsdienstes sei nicht, wie behauptet, ein Überschuss der deutschen Handelsbilanz von ca. 80 Millionen Mark, sondern bloss ein solcher von 40–50 Millionen Mark erforderlich. Ferner wurde von den Bankenvertretern betont, dass sie sich nach Berlin begeben, ohne im Besitze von Vollmachten zu sein, wodurch bindende Abmachungen für unser Land nicht getroffen werden könnten. Gegenüber unserer Landesregierung beschränken sich die Banken darauf, die Unterstützung ihres Rechtsstandpunktes, namentlich die Aufrechterhaltung der vertraglichen Verpflichtungen, zu verlangen, wobei auf die besondere Stellung der Schweiz als Abnehmerin deutscher Waren hingewiesen werden könne.

Von den anwesenden Vorstehern des Volkswirtschaftsdepartements und des Politischen Departements wurde sogleich erklärt, dass der Bundesrat es einstweilen gerne den Banken über lasse, den Versuch einer Lösung der bestehenden Schwierigkeiten zu unternehmen. Wenn Clearingabmachungen in dieser oder

6. Voir le procès-verbal de cette conférence in E 2001 (C) 3/147.

7. Sur cette question cf. n° 267.

jener Form vermieden werden könnten, so wäre das gewiss nur wünschenswert. Von Herrn Bundespräsident Schulthess wurde noch bemerkt, dass für die Handelsvertragsdelegation es wichtig sei, über die Transferverhandlungen auf dem laufenden gehalten zu werden.

Zusammenfassend kann somit gesagt werden, dass vorläufig gegenüber der deutschen Regierung der Rechtsstandpunkt auf getreue Vertragserfüllung eingenommen wird. Sollte deutscherseits zu vertragswidrigen Massnahmen geschritten werden, so wird hingegen von seiten der Schweiz die Frage zu prüfen sein, welcher Gebrauch von der Waffe zu machen sein wird, die uns in dem starken deutschen Exportüberschuss nach unserm Land gegeben ist.

Wir gewärtigen gerne Ihre weitern Mitteilungen und wären Ihnen im besondern sehr dankbar, wenn Sie uns die Ihnen in der ganzen Angelegenheit zugehenden Auskünfte bekanntgeben wollten.

278

E 2001 (C) 5/115

*Le Chef de la Division des Affaires étrangères du Département politique,
M. de Stoutz,
aux Légations de Suisse et au Consulat général de Suisse à Shanghai*

Copie

R CD Confidentiel

Berne, 26 mai 1933

Nous avons l'honneur de vous fournir quelques renseignements sur deux autres questions traitées par la Société des Nations: Suite donnée au rapport de l'Assemblée de la Société des Nations relatif au conflit sino-japonais¹, entrée en vigueur de la Convention internationale pour limiter la fabrication et réglementer la distribution des stupéfiants, du 13 juillet 1931².

1. *Suite donnée au rapport de l'Assemblée de la Société des Nations relatif au conflit sino-japonais.* – Comme vous le savez, la procédure entamée, conformément à l'article 15 du Pacte de la Société des Nations, en vue d'apaiser, si possible, le conflit qui s'est élevé entre la Chine et le Japon et qui a déclenché une véritable guerre (bien qu'elle n'ait pas été «déclarée») entre les deux pays s'est achevée sur le rapport adopté par l'Assemblée en date du 24 février 1933³.

[...]

La Délégation suisse, sans qu'elle eût rien fait pour briguer cet honneur, a été appelée à participer activement à l'élaboration de ce document. Notre pays était, en ef-

1. Le 3 mars 1932, l'Assemblée de la SdN s'est réunie en session extraordinaire pour examiner, à la demande de la Chine, le conflit extrême-oriental. Pour les instructions à la délégation suisse cf. E 1004 1/333, PVCF du 2 mars 1932, et E 2001(C) 5/174, discussion des instructions à donner à la délégation suisse en vue de la XIII^e Assemblée de la SdN, 16 septembre 1932.

2. Cette deuxième partie du rapport n'est pas reproduite ici.

3. Cf. JO. SDN, 1933, Supplément spécial n° 112, pp. 56–82.

fet, représenté non seulement au sein du Comité des dix-neuf⁴, mais encore au sein du Comité restreint de rédaction (Allemagne, Belgique, Espagne, France, Grande-Bretagne, Italie, Suède, Suisse et Tchécoslovaquie), qui, pratiquement, fit tout le travail avec l'assistance du Secrétaire général et de certains de ses collaborateurs.

Notre attitude au sein du Comité a été très claire. Nous n'avons accepté d'introduire la procédure dite de recommandation (art. 15, alinéa 4)⁵ qu'après démonstration faite que toutes les tentatives raisonnables de conciliation (art. 15, alinéa 3) resteraient sans aucun résultat. L'intransigeance du Japon établie, nous nous sommes prononcés sans hésiter en faveur de l'application des principes fondamentaux du Pacte, sans le respect desquels l'ordre international nouveau instauré par la Société des Nations ne serait plus qu'une mystique sans consistance. Nous nous sommes néanmoins attachés par respect scrupuleux des engagements internationaux – et, au Comité de rédaction, notre position ne semble pas avoir été toujours comprise par chacun – à ne pas dégager du Pacte, sous prétexte qu'il s'agissait d'un cas caractérisé d'agression, des conséquences qui ne résultraient, selon nous, ni de sa lettre ni de son esprit. Nous avons maintes fois été amenés à faire valoir que le Pacte était, qu'on le veuille ou non, un instrument imparfait et qu'en prenant cet instrument tel qu'il avait été conçu, on ne pouvait échafauder, à l'occasion d'un cas particulier, si grave fût-il, des solutions qui résistassent à toute critique. En somme, si notre attitude a été ferme sur les principes, elle a été conciliante et modérée dans l'application.

Il y aurait beaucoup à dire sur l'économie même du rapport du 24 février. On pourrait formuler, ici et là, certaines réserves, mais, dans l'ensemble, ce document d'une importance politique et historique si considérable nous paraît satisfaisant. Le problème, il ne faut pas l'oublier, était d'une singulière complexité et, vu les sérieuses difficultés qu'il a causées et cause encore à la Société des Nations, on peut se féliciter qu'il se soit trouvé une unanimité à l'Assemblée pour approuver la recommandation et, notamment, l'*«exposé des solutions»* qui en constitue la partie IV. Cette unanimité de l'Assemblée a restitué à la Société des Nations, à un moment dramatique de son histoire, un peu de l'autorité qu'elle avait perdue à la suite des faiblesses, des flottements et des atermoiements du Conseil.

Quant aux effets juridiques qui devraient découler du rapport unanime de l'Assemblée, nous jugerions peu opportun de nous y arrêter dans un exposé comme celui-ci. Le fait est – et nous nous en tiendrons là – que le Japon ne paraît pas beaucoup se soucier de la recommandation de l'Assemblée et qu'après l'occupation de toute la Mandchourie et du Jehol, les hostilités se poursuivent au delà de la grande muraille comme si la Société des Nations n'existe pas. Pékin paraît menacée, et, si critique que soit la situation créée par l'invasion japonaise, personne, à Genève, ne songe plus sérieusement, que nous sachions, à l'application des sanctions de l'article 16 contre le Japon.

4. Constitué à la suite d'une décision de l'Assemblée de la SdN du 11 mars 1932; il comprenait le président de l'Assemblée, les membres du Conseil autres que ceux impliqués dans le conflit et six membres élus au scrutin secret.

5. Si le différend n'a pas pu se régler, le Conseil rédige et publie un rapport, voté soit à l'unanimité, soit à la majorité des voix, pour faire connaître les circonstances du différend et les solutions qu'il recommande comme les plus équitables et les mieux appropriées à l'espèce.

[...]⁶

Le problème de l'embargo sur les armes n'a pas encore été examiné par la sous-commission. Il se présente sous un jour assez obscur. De sérieuses difficultés politiques entravent, ici, les bonnes volontés. Les plus considérables proviennent cependant des Etats-Unis d'Amérique, qui se méfient des mesures d'embargo, sauf quand elles sont destinées à être appliquées à des pays lilliputiens. La Grande-Bretagne, qui avait décrété un embargo sur les armes et munitions destinées à l'Extrême-Orient, a dû faire machine arrière, le Président Hoover n'ayant pas obtenu les pouvoirs qu'il demandait pour prendre les mêmes mesures. La France, qui était favorable à l'embargo, a dû, dans ces conditions, se réserver également. M. Roosevelt sera-t-il plus heureux? L'avenir nous le dira. En attendant, on est réduit, faute de pouvoir agir d'un commun accord, à laisser la question ouverte.

Encore faudrait-il s'entendre sur la façon dont devrait être appliqué l'embargo. Serait-il appliqué à la fois à la Chine et au Japon? S'il en était ainsi, cette mesure, originarialement conçue comme une sorte de sanction, ne profiterait qu'au Japon, déjà abondamment pourvu, nous dit-on, en armes et en munitions, alors que la Chine, qui doit s'approvisionner au dehors, serait atteinte dans ses moyens de défense. L'embargo ne frapperait alors que la victime de l'agression! Aussi d'aucuns ont-ils insisté, dans divers pays, pour que l'embargo fût dirigé exclusivement contre le Japon.

[...]

Pour ce qui est de la Suisse, la question soulève des problèmes délicats, affectant le régime de notre neutralité. Elle devra, le cas échéant, être soumise à un examen approfondi. Constitutionnellement, rien ne s'opposerait, selon nous, à ce que le Conseil fédéral fût investi du pouvoir de décréter des mesures d'embargo. Sa compétence à cet égard serait normalement fixée par une loi fédérale, mais on pourrait, à la rigueur, recourir aussi à un simple arrêté fédéral. C'est un point que nous aurions encore à examiner avec beaucoup d'attention.

Ce problème touche d'ailleurs d'assez près au problème plus général, dont on a beaucoup parlé en Suisse ces derniers temps, de la fabrication et de l'exportation des armes et des munitions. Peut-être aurons-nous l'occasion de vous donner un jour des indications précises à ce sujet.

En ce qui concerne la question de la non-reconnaissance du «Mandchoukuo»⁷, certains progrès ont été enregistrés. La sous-commission s'est réunie tout récemment, en effet, aux fins d'examiner un mémoire d'ensemble qui avait été préparé, pour servir de base de discussion, par les soins du Secrétariat de la Société des Nations.

6. Le 24 février, l'Assemblée de la SdN se prononçait en faveur de la création d'un Comité consultatif chargé de suivre la situation en Chine, composé des représentants des membres du Comité des Dix-Neuf et des représentants du Canada et des Pays-Bas. Ce Comité, réuni dès le 5 mars suivant, décidait de mettre à l'étude la question de l'exportation des armes par rapport à la situation en Extrême-Orient, ainsi que la question de la non-reconnaissance du Mandchoukuo. Ces deux questions furent renvoyées à deux sous-commissions, dans lesquelles la Suisse était représentée.

7. En application du rapport du 24 février, le Conseil fédéral décide, le 4 juillet, de ne reconnaître ni de jure, ni de facto, le régime établi en Mandchourie (E1004 1/341).

Le rapport du Secrétariat, qui avait un caractère confidentiel, était intéressant. Il examinait, sous leurs divers aspects, un certain nombre de questions à la faveur desquelles le gouvernement japonais pourrait être tenté de faire reconnaître indirectement le «Mandchoukuo»: Questions se rapportant à l'adhésion aux conventions internationales, question des timbres et des services postaux, question de la non-reconnaissance d'une monnaie «mandchoue», acceptation de concessions octroyées par les autorités «mandchoues», question des passeports, situation des consuls, etc. Le Département politique avait apporté sa contribution à cet exposé pour la question des adhésions aux conventions internationales. On nous avait demandé de faire connaître, en particulier, les mesures que le Conseil fédéral pourrait prendre, en sa qualité de gérant de certaines conventions internationales, à l'effet de repousser toute tentative du «Mandchoukuo» de se faire reconnaître, par la voie d'une adhésion à une convention, comme membre de la communauté internationale. La réponse que nous avons adressée à Genève à cet égard étant susceptible de vous intéresser, nous vous en communiquons la teneur sous ce pli.

La sous-commission prit connaissance avec intérêt du rapport du Secrétariat de la Société des Nations. Au cours de la discussion, on demanda qu'il fût complété sur certains points. La rubrique réservée à la situation des consuls fera, en particulier, l'objet d'une étude plus approfondie. Nous reviendrons peut-être ultérieurement à l'une ou l'autre de ces questions.

La sous-commission se réunira probablement à nouveau dans un avenir rapproché. Comme vous le voyez, elle n'est pas encore arrivée au terme de ses efforts; elle est en plein travail, mais nous avons tenu, dès maintenant, à appeler particulièrement votre attention sur l'ostracisme juridique dont est frappée l'entité politique que les Japonais désignent sous le nom de «Mandchoukuo» et, notamment, sur les engagements que notre pays a assumés à cet égard en vertu de la résolution de l'Assemblée de la Société des Nations du 24 février 1933.

/.../

279

E 2300 London, Archiv-Nr. 27

*Le Ministre de Suisse à Londres, C. Paravicini,
au Chef du Département politique, G. Motta*

RP No. 15

A la veille de la Conférence¹.

Londres, 2 juin 1933

Après quelques jours d'absence, il est instructif d'observer, à l'œil frais, l'état des choses et, en rentrant de Paris, je m'attendais à trouver ici, eu égard à la date rapprochée de la réunion des Délégations, quelques progrès vers l'éclaircissement dans la préparation et la disposition technique et mentale. Il paraît cependant qu'il n'en est

1. Conférence économique mondiale, ouverte à Londres le 12 juin suivant.

rien et que la situation est aussi embrouillée que jamais. A vrai dire, on remarque partout la même incertitude et la même confusion. Il est tout aussi impossible qu'avant mon départ d'avoir des indications quelque peu précises au sujet de la procédure, des intentions et de la politique que suivra la Délégation britannique. Le Premier Ministre continue à répondre évasivement à toutes les questions qui lui sont posées au Parlement, attitude qui ne manque pas d'appeler la critique dans des cercles étendus.

Les conditions générales sur le domaine politique international ont pris une allure plutôt défavorable que le contraire.

D'abord la tournure prise à la Conférence du Désarmement² et les nouvelles de Genève font ici une impression assez pénible. On avait espéré jusqu'au dernier moment que la Conférence Mondiale pourrait s'ouvrir sous les auspices encourageants d'un résultat, si maigre soit-il, acquis à Genève. L'anéantissement de cet espoir a un effet peu propice et l'inquiétude au sujet des difficultés qui surgiront à partir du 12 juin n'a certainement pas diminué. Cependant, puisqu'il a été impossible d'arriver à un accord convenable, on est généralement d'avis que mieux vaut renoncer à forcer les choses dans une atmosphère orageuse, comme celle qu'on soupçonne devoir exister à Genève, et de laisser les portes carrément ouvertes jusqu'à nouvel ordre.

Il est caractéristique de noter que, alors que jusqu'ici on avait posé en principe que le succès de la Conférence Economique se baserait sur un accord de Genève, on cherche maintenant, faute de mieux, à adhérer à la doctrine que le résultat qu'on obtiendra à Londres sauvera plus tard la situation à Genève. C'est un cercle vicieux de circonstances et d'idées qui, évidemment, ne trompe personne et n'est pas fait pour inspirer la confiance.

Dans tous les cas, l'ouverture du 12 juin ne se fera pas dans le calme qu'on souhaiterait voir régner pour le début d'une entreprise mondiale de cette envergure et la nervosité qui se fera sentir inévitablement sera due, pour une grande part, aux expériences faites à la veille autour du désarmement *sic!*. Ainsi on suit avec anxiété les développements en Suisse pendant ces derniers jours et il y a lieu de relever certaines réflexions qui sont significatives.

Ainsi, on constate à nouveau la divergence qui existe entre les Grandes Puissances et les Nations moins importantes et on y voit un symptôme peu heureux pour la réunion de Londres. Bien qu'on se rassemblera ici sur un terrain et dans une ambiance différents, ces prédispositions psychologiques des participants ne manqueront pas, croit-on, de se faire valoir. On a l'impression que ce n'est que grâce à l'habileté³ du Président Henderson que la Conférence de Genève a échappé au fiasco et il n'est pas certain que, dans ce sens, Mr. MacDonald, appelé à jouer le rôle correspondant à la Conférence Mondiale, jouisse dans le public d'une confiance égale,³ à celle acquise à son collègue et rival.

Ensuite et malgré les démentis dans la presse, on n'est pas rassuré au sujet des dissensments qui auraient compliqué dernièrement la situation au Cabinet Britan-

2. Cf. n° 261.

3. Remarque de Motta: ?

nique même, précisément au sujet des questions de désarmement; on me dit cependant, de source sûre, que ces bruits ont été exagérés et qu'il n'a jamais été question, sérieusement, d'une divergence de vues qui aurait pu avoir des conséquences entre Sir John Simon⁴ et ses collègues. Mais, d'une manière générale, il est avéré que les derniers jours de Genève, au lieu de contribuer, ainsi qu'on l'espérait, à la bonne entente, si désirable pour la journée du 12 juin, ont plutôt gâté les dispositions qui, il y a encore une quinzaine de jours, se présentaient sous un jour décidément plus favorable.

En ce qui concerne le Pacte des Quatre Puissances⁵ dont on se promettait également un bon effet, sa signature après tant de difficultés et d'agitation inquiétante – si on arrive enfin à y procéder – ne saura rien changer au scepticisme qui règne. Dans tous les cas, il ne donnera guère d'élan au prestige personnel de Mr. MacDonald qui, lors de son retour de Rome⁶, avait cru en remporter un succès personnel. On ne se trompe pas sur le fait que, ensuite des changements essentiels qui auront été inévitablement apportés au texte original, ce Pacte sera au fond un document sans importance qui n'aurait jamais dû provoquer une telle mesure d'agitation.

Quant aux problèmes des dettes⁷, cette corvée qui, en vue de la date du 15 juin⁸, progresse chaque jour en acuité, il paraît y avoir l'incertitude la plus complète. Malgré le fait que cette question a été techniquement détachée de la Conférence, il n'en est pas moins certain qu'elle exercera une influence décisive sur toute la situation. Et voici, selon toute apparence, son aspect actuel:

1) Sur les intentions du Gouvernement, au sujet du paiement ou du non-paiement au 15 juin, il n'y a aucune indication. Il est même plus que probable qu'il n'y a pas de décision.

Entièrement en faveur du versement ne paraissent être que le Premier Ministre lui-même et Mr. Baldwin⁹; leur raisonnement se base sur des considérations de politique générale et il est indubitable que certains de leurs collègues au Cabinet ne sont pas d'accord, alors que d'autres restent hésitants.

2) La grande majorité des milieux entrant en ligne est opposée au paiement:

La Trésorerie qui a toujours été contraire au versement du 15 juin maintient fermement son attitude;

La Banque d'Angleterre est également opposée au paiement;

La Cité, comme telle, a été jusque très récemment indécise. Il y a eu des partisans puissants en faveur du paiement. Cette manière de voir paraît avoir changé depuis quelque temps en raison de l'attitude nerveuse et indéfinissable du Président Roosevelt et du Congrès, de sorte que, actuellement, on peut dire que, même dans ces milieux, l'opposition paraît devoir l'emporter.

[...]

4. *Ministre des Affaires étrangères.*

5. *Signé par l'Allemagne, la France, la Grande-Bretagne et l'Italie le 15 juillet suivant.*

6. *Du 18 au 20 mars 1933, MacDonald et J. Simon s'étaient entretenus à Rome avec Mussolini.*

7. *Cf. n° 213.*

8. *Echéance du paiement de la nouvelle tranche de la dette de guerre anglaise.*

9. *Lord-président du Conseil privé et Lord-garde du Sceau privé.*

280

E 7110 1/57

*Le Chef du Département de l'Economie publique, E. Schulthess,
à l'Ambassadeur de France à Berne, B. Clauzel*

*Copie**N HM*

Berne, 3 juin 1933

Vous avez bien voulu me remettre hier une note¹ dans laquelle le Gouvernement français souligne derechef la nécessité de recouvrer sa liberté tarifaire et présente, à cette fin, trois propositions différentes. Je n'ai pas manqué de soumettre ce document à un examen attentif et, aujourd'hui même, j'en ai donné connaissance au Conseil fédéral. En son nom, j'ai l'honneur de communiquer à Votre Excellence ce qui suit:

A maintes reprises, j'ai eu l'occasion de Vous exposer les raisons d'ordre juridique et spécialement les motifs de fond qui empêchaient le Conseil fédéral d'accéder aux désirs de Votre Gouvernement. Ni la première, ni la deuxième des propositions² énoncées dans Votre note ne correspondent à ce que le Conseil fédéral serait à même d'accepter pour sauvegarder les intérêts qui lui sont confiés. Dès lors, seul le chiffre 3 de Votre note entrerait encore en considération. Vu la teneur de cette proposition et d'après les commentaires que Vous avez eu l'amabilité de me donner de vive voix, je comprends le chiffre 3 en ce sens que la France, conformément à l'article 25, paragraphe 3, de la Convention de commerce du 8 juillet 1929³, a dénoncé ladite Convention pour lui faire prendre fin dans un délai de six mois à dater d'hier⁴. C'est avec regret qu'au nom du Conseil fédéral je prends acte de cette dénonciation.

1. *Non reproduit.*

2. *Selon la première proposition, les deux Gouvernements se mettraient d'accord pour ne pas procéder, sans s'être préalablement communiqué leurs intentions à cet égard un mois à l'avance, à des relèvements tarifaires sur les produits repris dans des listes annexées à la convention, qui seraient substituées aux listes de consolidation actuellement en vigueur.*

Aux termes de la seconde proposition, des négociations s'engageraient immédiatement à Berne, en vue de rechercher une procédure permettant aux deux gouvernements de ne pas être liés formellement et inconditionnellement par le système actuel de consolidation tarifaire. Le délai de préavis de six mois prévu dans la convention de 1928 pour mettre fin à celle-ci courrait à dater du jour de l'ouverture de la négociation, en ce qui concerne les clauses de consolidation tarifaire.

3. Cf. DDS vol. 9, n° 499.

4. Soit le 1^{er} décembre 1933.

*Délégation suisse à la Conférence monétaire et économique
de Londres*
*Procès-verbal de la première séance tenue au Palais fédéral,
le 3 juin 1933*

Président: M. Schulthess, Président de la Confédération.

Présents: MM. Motta et Musy, Conseillers fédéraux.

MM. Bachmann Dr, Banque Nationale, *Zurich*; Bindschedler Dr, Crédit suisse, *Zurich*; Homberger Dr, Vorort de l'Union suisse du commerce et de l'industrie, *Zurich*; Jaberg, Union de Banques suisses, *Zurich*; Laur Dr, Union suisse des paysans, *Brougg*; Sarasin Dr, Banque Nationale, *Bâle*; Stucki, Directeur de la Division fédérale du commerce, *Berne*; Wetter Dr, Vice-président de l'Union suisse du commerce et de l'industrie, *Zurich*; Rossy, Banque Nationale, *Berne*; Parodi, Division fédérale du commerce, *Berne*.

M. le Président: remercie MM. Motta et Musy et les délégués présents d'être venus. Il s'agit de fixer, au cours de cette séance, les instructions devant être données par le Conseil fédéral à la délégation suisse. Il donne lecture de la liste des délégués, suppléants et experts¹. M. Dapples² s'est excusé de ne pouvoir assister à cette réunion et M. Porchet³ s'est vu dans l'obligation de renoncer à son mandat. Il ne sera pas remplacé.

M. Stucki a préparé pour le Conseil fédéral un projet d'instructions pour la délégation suisse. Il ne lira que les conclusions de ce projet. Il s'est basé pour le rédiger sur les délibérations des deux précédentes conférences préparatoires⁴. M. Stucki examinera les uns après les autres les différents points de ce projet:

I. *Trêve douanière.*

La Suisse devra donner son adhésion au projet de trêve douanière⁵, sans soumettre celle-ci à des réserves. Elle devra déclarer, par contre, qu'elle désire bénéficier

1. Cette liste avait été arrêtée par le Conseil fédéral lors de sa séance du 30 mai (E 1004 1/340). Sur la composition de la délégation cf. aussi RG, 1933, p. 590.

Schulthess avait été désigné comme chef de la délégation suisse à la conférence où il aurait dû prononcer un discours; par la suite, sur proposition de Stucki, il décida de ne pas se rendre à Londres. Cf. Journal de la délégation suisse à la Conférence monétaire et économique de Londres, séance du 13.VI.1933 (E 7800 3/135^b).

2. L. Dapples, Président de Nestlé and Anglo-Swiss Condensed Milk Company.

3. F. Porchet, Conseiller d'Etat vaudois.

4. Ces deux conférences, présidées par Schulthess, avaient eu lieu le 11 et le 19 mai. Pour les procès-verbaux de ces deux réunions cf. E 7800 3/153^b.

5. Lors de sa séance du 12 mai, le Comité d'organisation de la conférence de Londres avait décidé, sur demande du représentant des Etats-Unis, de proposer une trêve douanière aux Etats participants à la conférence. Cf. RG, 1933, p. 595. Cf. aussi n° 262.

des réserves faites par les autres Etats et qu'elle ne se considère comme liée par sa signature que pour aussi longtemps que sa propre situation n'empirera pas par suite de nouvelles mesures prises par les autres puissances.

M. le Président déclare qu'il est préférable de discuter les différents points les uns après les autres. La discussion est ouverte.

M. Wetter est d'accord avec les conclusions présentées par *M. Stucki*.

M. Laur propose que l'acceptation de la Suisse au projet de trêve douanière soit soumise à une réserve pour ce qui concerne les mesures que nous devrions éventuellement prendre à l'égard de l'Allemagne.

M. le Président annonce que l'Allemagne déclarera probablement le moratoire des transferts la semaine prochaine⁶. Cette mesure n'a rien à voir avec l'acceptation de la trêve douanière par la Suisse. Notre pays pourra toujours prendre les mesures qui s'imposent si sa situation venait à empirer par suite de décisions prises par d'autres pays. Le texte de la déclaration d'adhésion de la Suisse à la trêve douanière nous réserve cette possibilité.

M. Stucki. Il ressort du procès-verbal de la réunion du Comité d'organisation tenue à Londres⁷, que l'Allemagne a aussi soumis son adhésion à des réserves dans le domaine monétaire. Comme nous bénéficierons des réserves faites par les autres Etats, nous pourrons toujours prendre en tout temps les mesures nécessaires lorsque nos intérêts seront en danger.

M. le Président demande si tout le monde est d'accord avec le texte présenté par *M. Stucki*. Personne ne demandant plus la parole, ce texte est considéré comme accepté.

M. Stucki passe à l'examen du deuxième point de son projet d'instructions:

II. *Attitude que la Suisse devra observer, en général, à la Conférence.*

a) La Suisse est opposée à l'idée de l'autarcie; elle reconnaît la nécessité de parvenir à la plus grande liberté possible dans le domaine du trafic des capitaux et des marchandises. Elle sera très heureuse d'examiner toutes les propositions qui seraient réellement propres à réaliser ce but.

b) La Suisse est d'avis qu'il faut d'abord résoudre les questions monétaires et financières avant de pouvoir procéder avec succès à une diminution des obstacles à la liberté du commerce. Elle ne peut en aucun cas accepter qu'on exige d'elle une réduction des mesures extraordinaires de protection qu'elle a dû prendre dans le domaine de la politique commerciale⁸, tant que les questions financières et monétaires, dont l'action se fait si fortement sentir sur son industrie d'exportation et ses intérêts financiers, n'auront pas été réglées, pour le moins simultanément.

c) La Suisse ne peut pas concevoir que la méthode plurilatérale, dont on envi-

6. Cf. n° 297.

7. Cf. n. 5 ci-dessus.

8. Ces mesures de protection avaient été prises à la suite de l'arrêté fédéral du 23 décembre 1931 concernant la limitation des importations (*RO*, 1931, vol. 47, pp. 799-800).

sage l'application, soit apte à procurer des solutions satisfaisantes à beaucoup des questions inscrites à l'ordre du jour. Elle estime qu'il serait beaucoup plus indiqué de chercher à régler la plupart de ces questions au moyen de la méthode bilatérale. C'est seulement après ce travail bilatéral minutieux et pénible que l'on pourra peut-être couronner l'ensemble par une construction plurilatérale. La Conférence pourrait entamer de telles négociations bilatérales, avec certaines chances de succès, sur une base générale et selon certaines directives communes. La Suisse reconnaît, néanmoins, la nécessité d'employer la méthode plurilatérale pour résoudre certains problèmes spéciaux.

M. Musy entre en séance et M. le Président prie M. Stucki de relire les considérations qui précèdent.

M. le Président dit que la Suisse devrait aussi déclarer que l'assainissement de la situation économique du monde dépend du règlement des questions politiques.

M. le Dr Laur est en général d'accord avec ce qui a été dit au sujet de la plus grande liberté possible à obtenir dans le domaine des échanges de capitaux et de marchandises. Il trouve néanmoins que les moyens dont on veut faire usage pour réaliser cette liberté sont un peu trop aventureux de l'avis de l'agriculture. M. le Dr Laur estime que la délégation suisse est composée de telle manière que les milieux qui ont le plus d'intérêt à la réalisation d'une entente internationale sont plus fortement représentés que les autres. Cela pourra provoquer certaines divergences d'opinions au sein de la délégation suisse. A son avis, il faudrait observer en général une attitude plus réservée à la Conférence de Londres; nous voulons simplement retourner à la politique économique pratique d'avant la guerre. La Suisse ne devrait accepter une diminution des mesures de protection commerciale qu'elle a prises qu'en ce qui concerne celles qu'elle a été obligée de prendre depuis la guerre. M. le Dr Laur propose de changer le projet d'instructions présenté par M. Stucki dans le sens qu'il vient d'indiquer.

M. Wetter estime que tout est relatif dans ce domaine. Même la résolution en faveur de la plus grande liberté possible du commerce, dont il vient d'être question. Tout le monde serait enchanté si l'on pouvait retourner aux conditions économiques d'avant-guerre; les nations désirent donc que l'on sorte du régime autarcique actuel. Tous les délégués sont sans doute d'avis que la liberté des échanges dont on a parlé ne peut être que relative.

M. Stucki pense que les craintes exprimées par M. Laur ne sont pas justifiées. Ce qu'il a dit de la liberté du commerce ne signifie pas qu'il est partisan du libre-échange. Il est en faveur de la plus grande liberté possible dans le domaine des échanges ainsi qu'il l'a déjà déclaré à la Conférence économique de 1927⁹. Il croit que l'expression: plus grande liberté possible du commerce, ne peut être interprétée par personne comme signifiant que l'on devra conclure des accords vétérinaires par exemple.

M. le Président. L'autarcie est impraticable aujourd'hui et il n'y a pas de doute qu'il faille libérer le commerce de ses entraves. Il discutera ultérieurement avec M.

9. Sur la conférence économique de Genève (4-23 mai 1927), cf. DDS vol. 9, nos 249 et 328. Cf. aussi RG, 1927, pp. 501-503.

Stucki pour établir la forme rédactionnelle à donner à ce projet d'instruction à la délégation suisse¹⁰.

M. Bachmann propose encore de dire dans ce projet d'instruction, qu'il faut d'abord obtenir le règlement des questions monétaires et ensuite celui des questions financières.

M. le Président déclare qu'on doit d'abord stabiliser les monnaies et régler ensuite la question des dettes.

M. Sarasin ne croit pas qu'il faille séparer dans le projet d'instructions les questions monétaires des questions financières. Il voudrait que l'on conservât la rédaction précédemment proposée: «La Suisse est d'avis qu'il faut d'abord résoudre les questions monétaires et financières». Il est d'ailleurs clair qu'il faudrait résoudre séparément les problèmes monétaires et les problèmes financiers.

M. Stucki déclare qu'il n'a parlé ici du règlement des problèmes monétaires et financiers qu'en rapport avec celui des questions économiques. Ces problèmes monétaires et financiers seront examinés ultérieurement dans une autre partie des instructions à la délégation.

Il passe ensuite à l'examen du troisième point de son projet d'instructions.

III. Questions générales et conditions sur lesquelles la Suisse ne peut exercer aucune action directe.

La délégation suisse est rendue attentive au fait que les conditions préalables suivantes doivent être réalisées pour que la Conférence aboutisse à des résultats:

- a) retour de la confiance dans le domaine politique en général,
- b) règlement définitif des dettes politiques internationales,
- c) résultats positifs de la Conférence du désarmement,
- d) retour de l'Angleterre et des Etats-Unis à la stabilité monétaire sur la base de l'étalon-or.

La Suisse ne peut rien faire pour hâter le règlement de ces questions; elle serait néanmoins très heureuse si elles étaient résolues dans un avenir prochain.

M. Motta. On ignorait encore lors de la dernière séance ce qui allait se passer à la Conférence du désarmement. On sait maintenant que celle-ci reprendra ses travaux au début de juillet. La discussion générale sera probablement terminée à la Conférence de Londres à ce moment. *M. Henderson*¹¹ croit qu'en recommençant au début de juillet ces négociations, il arrivera à établir une convention sur le désarmement au moment de la réunion de l'Assemblée de la Société des Nations. C'est un espoir qui ne sera probablement pas réalisé. *M. Motta* lit ensuite un article du Journal de Genève résumant un discours de *M. Chamberlain* à la Chambre des communes, dans lequel celui-ci a, notamment examiné la question de l'étalon-or.

M. Musy. En ce qui concerne ces questions générales la Suisse ne peut entraîner les autres pays dans son sillage. Il faut que l'Angleterre et l'Amérique arrivent enfin à s'entendre sur la question monétaire. La responsabilité de la reconstruction écono-

10. *Les instructions à la délégation suisse, acceptées le 9 juin suivant par le Conseil fédéral, sont identiques aux points a), b) et c) présentés ci-dessus par Stucki. Cf. E 1004 1/340.*

11. *A. Henderson, président de la conférence du désarmement.*

mique du monde repose sur eux. On espérait que la Conférence du désarmement aboutirait à un résultat avant que la Conférence de Londres ne se réunisse; on est encore loin d'un tel aboutissement. La question des dettes internationales n'a pas non plus encore été réglée et c'est un facteur énorme du rétablissement de la confiance, qui agit si activement sur les bourses. Il faudrait déclarer brutalement que si nous ne sortons pas de la situation dans laquelle nous nous trouvons, nous ne resterons pas au niveau actuel, mais continuerons à descendre toujours plus bas pour aboutir finalement à la débâcle. —

La trêve douanière ne propose en somme que la cristallisation du niveau actuel mais ce niveau est intenable et il est exclus de le conserver. Il ne faut pas accepter le projet de trêve douanière avant que les Anglais et les Américains ne se soient engagés à fixer un cours stable à leur devise. Tout le monde est d'accord pour conserver l'étalon-or, mais les Anglais ont toujours dit qu'il y avait tout un chemin à parcourir dans le domaine économique avant qu'ils puissent y revenir. Ils ne veulent pas rétablir l'étalon-or avant qu'on ait résolu certains problèmes d'ordre économique. Cette méthode soulève beaucoup de difficultés. Il faut que les Anglais et les Américains cessent de faire peser sur le monde l'insécurité causée par l'instabilité de leurs monnaies. Lorsque ceci aura été obtenu, un grand progrès sera réalisé. M. Musy annonce qu'il a parlé hier soir avec M. Avenol¹². Celui-ci a dit que, selon une déclaration du Ministre français des finances¹³, la France conserverait la parité actuelle du franc et non pas seulement l'étalon-or. La Belgique en fera sûrement autant, bien qu'elle traverse une période assez dangereuse. Il serait utile, qu'avant l'ouverture de la Conférence de Londres, les pays qui ont gardé pratiquement l'étalon-or et sont donc solidaires, s'entendent entre eux. Les Gouverneurs des banques d'émission seraient les organes par l'intermédiaire desquels on pourrait arriver à réaliser cette entente. Le Conseil de la Banque des règlements internationaux tient une séance demain, et M. Bachmann pourrait commencer à discuter de cette entente avec les Gouverneurs des banques centrales des autres pays¹⁴.

M. le Président. La Suisse devrait faire une déclaration dans le sens indiqué par M. Musy, mais elle ne peut pas toutefois se mêler de la politique intérieure anglaise et américaine. Elle peut uniquement dire: si telle question est résolue, alors on pourra régler tel autre problème. Le règlement des dettes politiques s'impose.

M. Stucki lit encore les commentaires qui accompagnent son projet d'instructions à la délégation. Personne ne demandant plus la parole, il passe à l'examen du quatrième point de ce projet:

IV. *Question de l'étalon-or.*

Le rapport de la Banque nationale suisse, daté du 10 mai 1933¹⁵, contient les instructions à donner à la délégation suisse à cet égard.

La Suisse se prononce contre le système du bimétallisme.

12. Secrétaire général de la SdN.

13. G. Bonnet.

14. Bachmann avait déjà eu des entretiens à ce sujet avec les Gouverneurs des Banques centrales de quelques pays européens. Cf. n° 262, n. 5.

15. Cf. n° 269.

Les conclusions du rapport précité ont été lues lors de la première conférence préparatoire des associations économiques¹⁶.

M. Bachmann estime qu'il faudrait faire ressortir plus clairement que le retour de la confiance dépend du règlement des dettes internationales. Dès que ce règlement sera obtenu, la confiance renaîtra. Il faudrait compléter dans ce sens le point III, alinéa a, du projet d'instructions.

En ce qui concerne l'étalon-or, il faudrait déclarer que la Suisse estime que l'Angleterre et l'Amérique peuvent stabiliser, indépendamment du règlement des autres questions. La situation financière de l'Angleterre et de l'Amérique est telle que ces deux pays peuvent stabiliser avant que les autres problèmes ne soient résolus. M. Rist¹⁷ est aussi d'accord avec cette manière de voir.

M. le Président. Il faut stabiliser les monnaies; le monde attend cette stabilisation pour avoir de nouveau confiance. La Suisse ne peut entraîner les autres pays dans son sillage, mais il lui est possible de placer l'Angleterre et l'Amérique devant leurs responsabilités.

M. Musy. Au moment où l'Angleterre a abandonné l'étalon-or¹⁸ elle ne pouvait faire autrement. La situation a changé depuis lors et ce pays pourrait rétablir maintenant l'étalon-or pratique. Les Américains n'avaient aucune raison d'ordre monétaire d'abandonner l'étalon-or pratique; ils n'ont pris cette mesure que pour des raisons d'ordre économique. On ne peut pas admettre que les Etats-Unis bouleversent le régime économique du monde entier pour des raisons de cet ordre. L'Amérique en a pris à son aise avec les intérêts du monde; elle a abandonné l'étalon-or pour montrer aux Anglais qu'elle aussi pouvait prendre une telle mesure. C'est un point capital sur lequel la délégation suisse devra insister.

M. Motta lit encore une phrase du discours de M. Chamberlain à la Chambre des Communes dans lequel celui-ci déclare qu'il ne sera pas facile de ramener à l'étalon-or l'Angleterre et l'Amérique. Il dit: «Nous regrettons l'état de guerre économique qui s'est élevé entre nous et les autres pays. Nous devons le maintenir aussi longtemps que les autres pays ne répareront pas le mal qu'ils nous ont causé».

M. Stucki a intentionnellement évité de dire que l'Angleterre et l'Amérique pouvaient stabiliser leurs devises. C'est la Banque des Règlements Internationaux qui a seule l'autorité suffisante pour dire à un pays qu'il pourrait stabiliser s'il le voulait bien. La Suisse ne peut faire une telle déclaration.

M. Jaberg est d'accord avec cette manière de voir. Il semble que l'Amérique veuille adopter le système du bimétallisme. Il ne peut en être question pour la Suisse.

La discussion étant close sur ce point, M. Stucki passe à l'examen du cinquième point de son projet d'instructions à la délégation suisse.

V. Question du règlement des dettes.

La Suisse s'opposera à tout règlement général et schématique de la question des dettes privées internationales. Elle reconnaît la nécessité de régler cette question,

16. Cf. n. 4 ci-dessus.

17. Sous-gouverneur honoraire de la Banque de France.

18. Cf. nos 102 et 103.

mais elle se réserve de chercher avec chacun de ses débiteurs un moyen de règlement adapté aux circonstances. Elle accepte en principe l'idée de l'amortissement des dettes à l'aide de prestations en marchandises ou en services et elle est prête à recevoir des marchandises des Etats débiteurs dans l'intérêt de ses créances, mais non pas de celles des autres Etats créanciers.

Personne ne demande la parole sur ce point, – M. Stucki passe alors à l'examen de la question¹⁹ d'une participation de la Suisse à un *fonds de stabilisation monétaire*:

Au cas où l'on ferait appel à la collaboration des capitaux suisses afin de stabiliser des monnaies étrangères, ou dans n'importe quel autre but, la délégation suisse devrait consulter tout d'abord les représentants de la finance privée et, le cas échéant, présenter un rapport et une proposition au Conseil fédéral.

M. Bachmann demande si on veut déjà, de prime abord, renoncer à ce que l'Etat participe à un fonds de stabilisation monétaire. Il est d'avis qu'il faudrait déclarer que l'Etat ne pourra fournir une aide financière au cas où un tel fonds serait constitué.

M. Stucki dit que la participation de l'Etat n'est pas exclue dans son projet d'instruction, mais elle est très improbable.

M. Bachmann. Ce sont les banques nationales des différents pays et la B.R.I. qui pourraient participer à un tel fonds.

M. Musy désire atténuer la déclaration de M. Stucki. Lors de la réunion du Comité d'experts²⁰, c'était Francqui²¹ qui avait soutenu un projet de fonds de normalisation monétaire. Son idée était d'intéresser surtout les Etats à la création d'un tel fonds. L'Italie avait alors déclaré qu'elle s'intéresserait à cette création. Il ne servirait à rien de créer un fonds de stabilisation monétaire avant que l'on n'ait mis un peu d'ordre dans le domaine monétaire. Il faut des garanties avant d'envisager des réalisations pratiques. Il est nécessaire, avant tout, que l'Angleterre et l'Amérique arrivent à une entente. Nous sommes en état de guerre économique et M. Musy ne pense pas qu'on pourra conclure bientôt la paix. Il faudrait au moins arriver à réaliser un armistice.

Aucun paiement en or à un fonds monétaire ne peut entrer en ligne de compte pour notre pays.

M. le Président. Personne ne demandant plus la parole, ces instructions peuvent être considérées comme adoptées.

M. Stucki examine maintenant la question des prix:

VII. *Question des prix.*

La délégation suisse ne se contentera pas seulement de s'abstenir de combattre les efforts qui seraient faits par les pays producteurs afin de faire hausser au moyen d'accords plurilatéraux les prix des matières premières et de relever ainsi le pouvoir

19. *Devrait, à l'instar des autres questions, porter le n° VI.*

20. Cf. n° 199.

21. E. Francqui, *Ministre d'Etat belge.*

d'achat et les possibilités de paiement des Etats participants; elle sera même favorable à de tels efforts à la condition que des garanties complètes lui soient données que les intérêts justifiés des consommateurs ne seront pas atteints.

La baisse des prix est une des causes de la crise, elle a réduit le pouvoir d'achat de beaucoup de pays qui ne sont plus en mesure de ce fait, de rembourser leurs dettes. La Suisse a un grand intérêt à la hausse des prix. On pourra arriver à faire hausser les prix de certains produits, comme le blé, au moyen d'arrangements plurilatéraux.

M. le Dr Laur. L'Argentine et les Etats-Unis recherchent une solution à la question du blé en limitant les surfaces cultivées. Ils proposent que l'Europe en fasse autant. Cette proposition ne peut être acceptée. Il semble, selon les dernières informations, que les Etats-Unis aient mis de côté leur projet de taxe à l'importation et de limitation de la production. Les prix ont d'ailleurs haussé aux Etats-Unis par suite de la dévaluation du dollar. La liquidation des stocks existants ne pourra s'opérer sans beaucoup d'efforts. Il faudrait organiser le commerce international des céréales (Projet Laur)²²; on ne sait quelle solution sera trouvée à Londres où la question sera discutée. La Suisse est intéressée directement à ce que la question des céréales soit réglée de façon satisfaisante.

M. le Président. Personne ne demandant plus la parole, ces instructions sont considérées comme adoptées.

M. Stucki passe à l'examen du huitième point de son projet d'instructions.

VIII. *Organisation de la production au moyen de cartels internationaux.*

La délégation suisse considérera avec scepticisme et s'opposera en général à toutes les propositions d'organisation de la production au moyen d'arrangements économiques internationaux privés.

C'est la France qui prendra l'initiative de présenter cette question à la Conférence de Londres. –

Personne ne demandant plus la parole, ce point de vue est considéré comme adopté. –

IX. *Question des obstacles au commerce.*

a) La Suisse est d'avis qu'en temps normal, lorsque les conditions monétaires, économiques et sociales sont à peu près identiques dans les différents pays, il ne faut chercher à protéger la production nationale qu'au moyen de droits de douane. Pour permettre la plus grande liberté possible dans le trafic des marchandises, ces droits doivent être fixés au niveau le plus bas possible au moyen de négociations bilatérales ou plurilatérales et tous les Etats devront pouvoir bénéficier de ces droits réduits par suite du traitement de la nation la plus favorisée.

b) Les conditions monétaires, économiques et sociales étant actuellement très différentes, les principes énoncés plus haut ne peuvent s'appliquer à notre époque. Il

22. Cf. Gutachten zum Programm für die Internationale Währungs- und Wirtschaftskonferenz in London, présenté par Laur à l'Institut international d'agriculture à Rome et publié à Brougg en 1933.

vaut mieux se défendre au moyen de mesures temporaires et extraordinaires, qu'à l'aide de droits de douane, car il serait ensuite plus difficile de réduire ces derniers.

c) En ce qui concerne l'application et l'exécution de ces moyens extraordinaires, il faudrait que les Etats qui possèdent des conditions monétaires, économiques et sociales à peu près identiques s'entendent pour conclure des accords plurilatéraux. On ne peut étendre ces accords aux Etats qui ne réalisent pas cette condition, cela causerait de graves injustices et créerait de nouveaux obstacles au commerce international.

d) Il vaut beaucoup mieux chercher une solution au moyen d'accords bilatéraux en se basant sur la mise en équilibre de la balance des paiements bilatéralement et en se rapprochant ainsi de l'idée de réciprocité. –

e) La Suisse ne pourra adhérer à des accords bilatéraux ou plurilatéraux que si des garanties pratiques et certaines lui sont données que son adhésion n'entraînera pas, pour le moins, une aggravation de l'état actuel de sa balance commerciale et de sa balance des paiements. Elle est persuadée qu'il est préférable lorsque l'on veut améliorer sa balance commerciale et sa balance des paiements, d'augmenter son exportation plutôt que de diminuer ses importations. La Suisse se prêterait facilement à la conclusion d'arrangements bilatéraux ou d'accords avec les Etats qui se trouvent dans des conditions identiques aux siennes.

M. Stucki déclare que cette question a déjà été discutée dans les précédentes séances, il n'y a donc pas lieu d'apporter d'autres éclaircissements sur ce point.

M. le Dr Laur est d'accord avec ce qui a été dit par M. Stucki. Il croit que la méthode bilatérale devra être surtout utilisée à l'avenir.

M. le Président relève que l'accord s'est ainsi fait sur le projet d'instructions à la délégation suisse. Il y en aura peut-être d'autres qui seront données ultérieurement.

[...]

282

E 1004 1/340

CONSEIL FÉDÉRAL
Procès-verbal de la séance du 6 juin 1933

919. Verhandlungen mit Deutschland über die Behandlung der beiderseitigen Staatsangehörigen hinsichtlich Fremdenpolizei und Berufstätigkeit.

Politisches Departement. Antrag vom 10. Mai 1933.

Am 21. April ernannte der Bundesrat eine Delegation¹ für Verhandlungen mit der deutschen Regierung über die Behandlung der beiderseitigen Staatsangehörigen

1. Elle comprend, outre des experts, le Ministre de Suisse à Berlin, P. Dinichert, le Chef de la Division de Police du Département de Justice et Police, H. Rothmund, et le Directeur de l'Office fédéral de l'Industrie, des Arts et Métiers et du Travail, P. Renggli.

hinsichtlich Fremdenpolizei und Berufstätigkeit, die bezweckten, zu erreichen, dass trotz der Verschiedenartigkeit der gesetzlichen Ordnung in den beiden Ländern die beiderseitigen Staatsangehörigen materiell in gleicher Weise behandelt werden². Die Verhandlungen fanden vom 25. April bis 4. Mai im Reichsarbeitsministerium in Berlin statt. Sie wurden in einem sehr freundschaftlichen Geiste geführt und erlaubten, das gesteckte Ziel zu erreichen. Gleichzeitig bot sich Gelegenheit, gewisse Fragen über die bereits bestehende Gleichbehandlung der beiderseitigen Staatsangehörigen in der Krisenunterstützung abzuklären.

Das Verhandlungsergebnis ist in der vorgelegten Niederschrift³ und den dazu gehörenden Anlagen vom 4. Mai 1933⁴ niedergelegt. Für das Nähere darf auf den ebenfalls beigefügten ausführlichen Bericht⁵ der Delegation verwiesen werden. Die getroffenen Abreden haben lediglich den Charakter einer jederzeit auf drei Monate kündbaren Verständigung über die beiderseits von den Behörden zu befolgende Praxis. Sie unterliegen daher nicht der parlamentarischen Überprüfung.

Die Delegation empfiehlt die von ihr getroffenen Abmachungen in allen Teilen zur Genehmigung. Das Politische Departement ist mit dem Justiz- und Polizeidepartement und dem Volkswirtschaftsdepartement der Auffassung, dass das Ergebnis der Verhandlungen einen erfreulichen Erfolg bedeutet und dass der gefundenen Verständigung ohne Verzug zugestimmt werden sollte, damit sie sobald als möglich in Wirksamkeit treten kann⁶.

2. Procès-verbal non reproduit. Cf. n° 244, n. 11.

3. Non reproduit.

4. Cf. annexe.

5. Non reproduit. (Cf. E 4001 (A) 1/28).

6. Lors de la Conférence des directeurs cantonaux de police, le 23 mai 1933, certains cantons ont manifesté leurs hésitations et réservé leur décision (E 2001 (C) 4/53. Lettre confidentielle de la Division des Affaires étrangères du Département politique au Ministre de Suisse à Berlin, P. Dinichert, 24 mai 1933). La convention entre en vigueur, après sa ratification par le gouvernement allemand. (E 2001 (C) 4/53. Lettre du Ministre de Suisse, P. Dinichert, au Secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères du Reich, B.W. v.Bülow, 21 juin 1933).

Le 27 juin enfin, le Conseil fédéral décide de ne pas publier les textes adoptés par les deux pays, car le gouvernement allemand a demandé que les concessions faites à la Suisse gardent un caractère confidentiel (PVCF du 27 juin E 1004 1/ 340).

ANNEXE

E 4800 (A) 1967/111/306

Annexe du protocole du 4 mai 1933 /au sujet/ du résultat des négociations intervenues à Berlin entre la Suisse et l'Allemagne⁷

*Questions relatives au marché du travail et
à la police des étrangers.*

A.

I. Sur demande, les travailleurs suisses soumis à l'ordonnance allemande du 23 janvier 1933 concernant les travailleurs étrangers, obtiennent, au plus tard après avoir séjourné légalement pendant cinq ans sans interruption sur le territoire allemand, le «Befreiungsschein».

Le «Befreiungsschein» est établi pour la durée de cinq ans et prolongé chaque fois, sans examen du cas quant au fond, pour le même laps de temps. Il est valable pour tout le territoire allemand et pour l'exercice de toutes les professions. Sur demande, un «Befreiungsschein» qui n'autorise le titulaire à exercer son activité que dans l'agriculture, est échangé contre un certificat du même genre valable pour l'exercice de toutes les professions.

Le traité d'établissement conclu entre la Suisse et l'Allemagne le 13 novembre 1909 est appliqué sans restriction aux ressortissants suisses qui ont obtenu le «Befreiungsschein» ou qui ne tombent pas sous le coup de l'ordonnance allemande du 23 janvier 1933 concernant les travailleurs étrangers.

II. Les ressortissants allemands obtiennent, au plus tard après avoir séjourné légalement pendant cinq ans sans interruption en Suisse, l'autorisation d'établissement. Cette autorisation est en elle-même illimitée. Dans la règle, le permis délivré au bénéficiaire de l'autorisation d'établissement est établi ou prolongé pour la durée de validité de l'acte d'origine allemand produit.

Le traité d'établissement conclu entre la Suisse et l'Allemagne le 13 novembre 1909 est appliqué sans restriction aux ressortissants allemands qui ont obtenu l'autorisation d'établissement.

Une autorisation de séjour limitée peut être délivrée à la place d'une autorisation d'établissement, même après l'expiration du délai de cinq ans, aux ressortissants allemands qui, d'après leur propre déclaration, ont renoncé à exercer une activité lucrative ou qui pour des motifs spéciaux n'ont été autorisés à exercer qu'une activité déterminée, par exemple celle de directeur d'une succursale d'une maison de commerce allemande, d'employé d'un proche parent, de domestique lorsqu'il s'agit d'une personne de sexe féminin.

B.

I. Les ressortissants suisses qui se trouvent déjà en Allemagne, obtiennent, sans qu'il soit tenu compte de la situation du marché du travail, l'autorisation de prendre un emploi (Arbeitserlaubnis) et leur employeur, l'autorisation de les occuper (Beschäftigungsgenehmigung). Si l'employeur n'a pas encore demandé cette autorisation, l'office du travail compétent se met en relation avec lui en attirant son attention sur cet arrangement. Les demandes de ressortissants suisses qui dorénavant se rendront en Allemagne, seront traitées avec bienveillance, mais en tenant compte de la situation du marché du travail.

II. Lorsque des ressortissants allemands résidant en Suisse demandent la prolongation de l'autorisation de séjour, le Gouvernement suisse, sans perdre de vue en particulier la situation du marché du travail, prend en considération avec bienveillance les conditions spéciales du cas, surtout la durée du séjour du requérant en Suisse.

C.

I. Le séjour et l'établissement ne sont pas considérés comme interrompus, lorsque l'interruption est due à une cause qui de par sa nature même est passagère.

7. Il a paru utile de reproduire ici cette annexe, malgré son caractère technique, puisqu'elle n'a pas été publiée à l'époque.

II. Les ressortissants d'un des deux Etats, qui se rendent dans l'autre Etat ou y séjournent, seulement pour une cause de par sa nature même passagère, par exemple pour études ou pour raisons de santé, ne peuvent revendiquer les avantages susmentionnés.

III. Les émoluments de la police des étrangers, ainsi que les taxes de l'autorisation de prise d'emploi et du «Befreiungsschein» seront remis en tout ou partie au requérant qui prouve son indigence.

D.

Les deux gouvernements exposeront aux organisations de patrons et de travailleurs, dans la mesure où l'exécution de cet arrangement l'exige, quelles conditions ce dernier a à sa base et quelle est sa tenue.

Cet arrangement demeure en vigueur aussi longtemps qu'une des parties ne l'a pas dénoncé. Une dénonciation ne peut être notifiée que pour la fin d'un mois et trois mois d'avance.

Allocations de crise aux ressortissants suisses en Allemagne et aux ressortissants allemands en Suisse.

A) Par décret du 10 janvier 1933, le Ministre du travail du Reich a décidé conformément à l'art. 101, al. 3 de la loi sur le placement et l'assurance-chômage, d'allouer des secours de crise aux ressortissants suisses en Allemagne, dans les mêmes conditions et proportions qu'ils sont accordés aux ressortissants allemands. Par circulaire du 16 février 1933, l'Office fédéral de l'industrie, des arts et métiers et du travail a informé les autorités cantonales de cette disposition, en les priant de veiller à ce que les ressortissants allemands au bénéfice d'un permis d'établissement ou de séjour en Suisse, soient traités pour les allocations de crise sur le même pied que les ressortissants suisses.

B) Sur la base de ces dispositions, de l'art. 101 al. 3 de la loi allemande sur le placement et l'assurance-chômage et de l'art. 13 de l'arrêté fédéral allouant une aide extraordinaire aux chômeurs, un accord est intervenu aux termes duquel les ressortissants suisses résidant en Allemagne et les ressortissants allemands résidant en Suisse bénéficieront des allocations de crise aux mêmes conditions et dans la même mesure que les nationaux.

Il y a lieu, à ce sujet, de s'en tenir aux règles ci-après:

1^o L'allocation de crise sera servie aux ressortissants suisses en Allemagne même dans les cas où leur droit aux prestations de l'assurance-chômage était épousé soit avant le 16 janvier 1933, soit avant le 27 mai 1932; il suffit que la demande d'allocation soit introduite au plus tard dans les trois ans à partir de l'extinction du droit à l'assurance-chômage.

2^o Le versement de l'allocation de crise ne pourra être demandé pour une période déjà écoulée; le remboursement des allocations de crise déjà versées ne pourra être exigé.

Négociations financières avec l'Allemagne

*Réunion du «Komitee Deutschland» de l'Association suisse des banquiers,
tenue au siège du Crédit suisse à Zurich le 6 juin 1933¹*

PV

M. Jöhr² expose que le Comité et la délégation des créanciers suisses à Berlin³ ont été l'objet de quelques critiques; on leur a reproché de ne grouper que des banquiers, déjà engagés personnellement dans les «Stillhalteforderungen⁴», et de n'avoir pas suffisamment tenu compte des intérêts des autres créanciers (hypothécaires, assurances) et surtout des porteurs d'obligations. Pour répondre à cette critique, le comité avait convoqué des représentants des trois principales bourses suisses; seules les bourses de Bâle-Zurich ont répondu à l'invitation. Genève n'était pas représentée.

M. Jöhr oriente le Comité sur les pourparlers qui viennent d'avoir lieu à Berlin, sur demande de la Reichsbank. Il rappelle que la Conférence s'est ouverte par un discours de Schacht qui a été reproduit par la presse.

Schacht a eu soin de spécifier d'emblée qu'il ne s'agissait pas, en convoquant les «créanciers» de l'Allemagne, d'ouvrir des négociations, mais d'une simple prise de contact entre les premiers et la Reichsbank. La conférence avait aussi un but d'information et de préliminaire à d'éventuels pourparlers. Les débiteurs allemands n'étaient pas convoqués, vu qu'il ne s'agissait pas d'examiner leur solvabilité. Le seul problème en jeu est celui des transferts; c'est donc uniquement la situation du marché des devises en Allemagne qui est l'objet de la Conférence. Le Gouvernement du Reich n'était pas non plus représenté.

Schacht fait l'historique de la crise de crédit en Allemagne et il accuse le règlement des réparations d'être la cause essentielle de la présente situation⁵. Celle-ci a été aggravée par le protectionnisme douanier; l'Allemagne ne pouvait s'acquitter qu'en marchandises et tous les marchés étrangers se sont plus ou moins fermés aux exportations allemandes. L'excédent du commerce extérieur, qui seul assurait les prestations financières, a été en diminuant. Des 20 milliards de marks de crédit obtenus par l'Allemagne, 10 auraient été employés au paiement des réparations. En même temps, l'Allemagne a été contrainte, par cet apport de devises et par la poli-

1. Procès-verbal non signé, daté du 7 juin 1933.

2. Du Crédit suisse, Président du «Komitee Deutschland» de l'Association suisse des banquiers.

3. Cf. n° 277.

4. Créances à court terme à l'égard de l'Allemagne. Depuis 1931, les capitaux étrangers investis à court terme en Allemagne avaient été immobilisés dans le but de sauver la monnaie allemande. Cf. n° 94, n. 2.

5. Remarque de Motta dans la marge: ?

Sur les réparations cf. n°s 84 et 86.

tique commerciale des prêteurs, à se laisser inonder de produits étrangers. On sait le reste: la crise américaine, qui a provoqué un premier retrait de fonds d'Allemagne, l'affaire de la Kreditanstalt⁶, le «run» sur les banques, la suspension des apports de nouveaux crédits ou d'argent frais, la fuite des capitaux, etc. La «Devisenzwangswirtschaft⁷» a dû être introduite. Malgré la sévérité du contrôle et une balance commerciale assez fortement active, l'encaisse de la Reichsbank a été réduite de 3 milliards à 300 millions. Il n'est pas possible de tomber au-dessous de ce chiffre sans provoquer une nouvelle catastrophe monétaire. Cette réserve doit demeurer intangible et même elle doit être accrue de 1½ milliard. La Reichsbank prend déjà toutes les mesures propres à renforcer son encaisse. En résumé, Schacht ne fait aucune proposition et ne formule aucune demande; il en attend de la part des créanciers mis en présence de la situation du pays.

M. Jöhr expose comment la conférence a poursuivi ses travaux. Des conversations ont eu lieu au sein des différents groupes de représentants liés par un intérêt commun: créanciers à court terme (Stillhaltegläubiger), créanciers à long terme (obligataires, etc.) et des délégations nationales. M. Schacht s'est mis à disposition de chaque commission ou délégation pour répondre à leurs demandes. Il a fait distribuer un «blaues Heft» confidentiel, qui établit la situation en devises de l'Allemagne. L'Allemagne a besoin pour les 12 prochains mois (juin 1933 à juin 1934) d'environ 1.400 millions de devises pour faire face à ses paiements. Une économie d'environ 100 millions sera réalisée grâce à la baisse du dollar et à supposer que la dépréciation actuelle se maintienne (15%). 300 millions sont nécessaires pour les amortissements et remboursements et un milliard pour les intérêts des capitaux. Si on suspendait les amortissements, l'Allemagne pourrait peut-être faire face à ses autres engagements à supposer que l'excédent de son commerce extérieur se maintienne au niveau des premiers mois de l'année 1933, que la Russie paye, etc. Mais, du côté allemand, aucune proposition n'a été faite dans ce sens. Le moratoire des transferts semble avoir été décidé⁸. De l'avis de la délégation suisse, des considérations non seulement économiques et financières, mais politiques aussi, dictent l'attitude de l'Allemagne. Schacht a déclaré aux Hollandais qu'il fallait à tout prix ranimer le commerce allemand. Le moratoire de transfert serait un moyen de faire abaisser les murailles douanières des clients de l'Allemagne et il fournirait à ce pays, au moment de la Conférence de Londres⁹, une arme égale à celle que Anglais et Américains se sont donnée en abandonnant le «Goldstandard».

Ces «dessous» ont compliqué la situation à Berlin, car Schacht ne s'est pas laissé ébranler par les arguments des délégués qui n'ont pas manqué d'invoquer les mesures de rétorsion ou de défense que pourraient prendre les pays lésés.

6. Le 11 mai 1931 cette grande banque viennoise avait été mise en faillite.

7. Les premières ordonnances du Gouvernement Brüning sur le contrôle des devises et contre l'exportation des capitaux datent de juillet 1931. Cf. n° 93.

L'année suivante, les différentes dispositions existantes sont groupées dans une nouvelle ordonnance édictée le 23 mai.

8. La loi instituant le moratoire des transferts date du 9 juin 1933 et n'entrera en vigueur que le 1^{er} juillet suivant.

9. Cf. n° 289.

L'attitude de la délégation suisse a été la suivante: elle a fait valoir les bonnes relations de voisinage, la confiance que la banque et le public suisses n'ont cessé de témoigner à l'Allemagne et à son crédit. Elle a relevé le fait que le grand public suisse est bien davantage intéressé, – par les emprunts, hypothèques, etc., – que les banques elles-mêmes; que si ces dernières comprennent la situation et peuvent attendre, il n'en va pas de même du rentier; qu'on peut craindre un fort mouvement d'opinion, qui tentera de forcer la main à nos autorités et de leur faire prendre des mesures de représailles¹⁰. La délégation a surtout insisté sur la forte passivité de notre balance commerciale, dont l'existence connue de tous engagera les créanciers et porteurs suisses à réclamer la saisie ou l'utilisation en leur faveur (clearing). Schacht a rétorqué que le commerce extérieur de l'Allemagne ne devait subir aucune atteinte, car il est la seule source importante de devises et la seule garantie réelle des créanciers étrangers. L'intérêt de tous les créanciers est identique et solidaire sur ce point. Les mesures individuelles que prendrait un Etat seraient imitées ailleurs. Or tous les pays, sauf les Etats-Unis (matières premières), achètent plus à l'Allemagne qu'ils ne lui vendent. Schacht a donc fait appel à l'esprit de compréhension et de conciliation de la Suisse. Il doute de l'utilité d'un accord de clearing qui ne tarderait pas à conduire à une impasse. Il n'a pas voulu s'engager non plus relativement à la concession de droits préférentiels ou d'une position privilégiée à un Etat déterminé. Au cours d'une séance subséquente, Schacht a constaté que les représentants des créanciers à long terme et à court terme, ainsi que des «Stillhaltegläubiger» n'ont pas d'instructions. Il a insisté sur le fait que les dettes demeurent intactes dans leur substance (capital et intérêts) et que seule la question du transfert est en jeu.

Un communiqué de la Reichsbank, destiné à l'information du public et reproduit par la presse à la fin de la conférence, a souligné le fait qu'aucune proposition n'a été formulée de part et d'autre et que les créanciers se sont convaincus des difficultés existantes et de la nécessité de consolider et d'augmenter par étapes les réserves de la Reichsbank. D'autre part, les représentants des créanciers à long terme ont constitué une commission permanente, qui restera en contact avec la Reichsbank, comme le sont déjà les créanciers à court terme par l'organe des «Stillhaltekomitee».

M. Jaberg résume ses impressions en déclarant que les délégués des différents groupes de créanciers ont été appelés essentiellement à Berlin pour donner une certaine résonance aux déclarations du président de la Reichsbank. C'est une véritable mise en scène destinée sans doute à faciliter la tâche des Allemands à Londres. Il croit néanmoins à la possibilité de négocier, une fois le moratoire intervenu.

Une conférence a réuni, le matin du même jour, la délégation suisse à la Banque nationale suisse. Il a été décidé à cette occasion:

- a) de faire à la presse un communiqué dont la rédaction a été confiée à M. Jaberg;
- b) d'ouvrir une enquête destinée à établir le montant des créances suisses sur l'Allemagne; cette enquête est devenue indispensable dès lors qu'un arrangement équitable ne semble pas pouvoir intervenir avec l'Allemagne.

10. Remarque de Motta dans la marge: attention!

Samedi 10 juin, la délégation se rencontrera avec les Autorités fédérales¹¹ et avisera aux mesures à prendre. Faudrait-il dénoncer notre traité de commerce avec l'Allemagne¹² (dénonçable dans un mois environ) et nous servir de cette arme pour exiger l'attribution d'un contingent à fixer de devises réservées aux créances suisses? Pourrait-on faire jouer notre traité d'arbitrage¹³ et ouvrir ainsi une voie de recours contre la décision unilatérale de suspendre le transfert des paiements?^{*)} On verra quel parti s'imposera après la conférence avec les Autorités fédérales.

M. Jöhr est sceptique quant à l'effet de mesures de rétorsion. Il estime qu'il faut tenir compte de l'état d'esprit particulier qui règne à Berlin. Il doute aussi que la Suisse ait intérêt à chercher à régler la question pour son seul compte et à rompre l'unité de front des créanciers qui s'est formée à Berlin et qui constitue déjà un certain succès. Une entente semble s'être créée surtout entre les délégations suisse et hollandaise. Les Britanniques auraient paru plutôt trop favorables aux thèses allemandes. M. Jöhr ne croit guère à l'utilité d'un clearing et insiste sur les expériences faites avec la Hongrie¹⁴. Ce qui importe le plus, pour l'instant, c'est d'effectuer un recensement complet de tous nos «Ansprüche».

Selon renseignements fournis au cours d'un échange de vues plus général, il ne paraîtrait pas, à s'en tenir aux déclarations de M. Schacht, que les fonds immobilisés en Allemagne ensuite d'un moratoire serviraient directement à des fins économiques intérieures, telles que financement de travaux publics, lutte contre le chômage, etc. Ils seraient tenus à disposition des créanciers et, selon les contingences, transférés par doses homéopathiques, sans doute.

Le comité aborde ensuite la question de son organisation, compte tenu des critiques dont il est l'objet et de certaines démarches de porteurs ou de leurs représentants (Wulfsohn dans la «Finanzrevue», démarche de la Banque Schoop¹⁵, etc.). Le comité doit tenir compte de la menace d'une «action séparée», d'une campagne de presse, etc. analogues à celles qui se sont produites par exemple pour certains emprunts balkaniques (emprunt serbe de 1895¹⁶).

Comme il existe déjà, avec des intérêts parallèles, un «Komitee für Goldhypotheken», on pourrait élargir les bases du Comité Allemagne et lui adjoindre: des repré-

11. Remarque de Motta dans la marge: avec quelles autorités fédérales? 11.6.33

Une conférence entre Schulthess, Motta et Jöhr aura lieu le 19 juin suivant. Cf. compte-rendu de la rencontre in E 7110 1/45.

12. La convention de commerce avec l'Allemagne datait du 5 novembre 1932 et était entrée en vigueur provisoirement le 17 novembre suivant.

13. Traité d'arbitrage et de conciliation avec l'Allemagne, conclu le 3 décembre 1921 et ratifié le 7 avril 1922 (RO, 1922, vol. 38, pp. 349-360).

*) Que donnerait enfin un accord de compensation?

14. Cf. dans le présent volume les documents consacrés à la négociation d'un clearing avec ce pays.

15. La banque Schoop, Reiff & Co de Zurich avait accusé la délégation suisse à la conférence de Berlin du 26 mai (cf. n° 277) d'être composée uniquement de représentants des grandes banques. Elle avait mis en doute la représentativité du «Komitee Deutschland» de l'Association suisse des banquiers et avait entrepris de rassembler les rentiers, obligataires, etc., possédant des créances à l'égard de l'Allemagne. Cf. la lettre de cette banque au Département politique du 29 mai 1933 (E 2001 (C) 3/147). Cf. aussi n° 289.

16. Sur cet emprunt cf. les dossiers E 2001 (C) 3/174 et E 2001 (C) 4/175.

sentants des créanciers à long terme (hypothécaires, porteurs, etc.), des compagnies d'assurances, des Finanzgesellschaften (Motor-Columbus, Elektrobank, etc.). On décide d'engager ces différentes catégories d'intéressés à se faire représenter. On renseignera les intéressés et on enverra des circulaires aux banques.

284

E 1004 1/340

*CONSEIL FÉDÉRAL
Procès-verbal de la séance du 9 juin 1933*

940. Goldklausel

Finanz- und Zolldepartement. Antrag vom 7. Juni 1933

Seitdem die Vereinigten Staaten die Einlösung der Banknoten in Gold und die Wirksamkeit der Goldklausel aufgehoben haben¹, mehren sich die Anfragen bei der Schweizerischen Nationalbank und auf dem eidgenössischen Finanz- und Zolldepartement, wie sich der Bund der im Jahre 1924 in Amerika emittierten 5½ %igen Dollaranleihe gegenüber verhalte. Diese Anleihe enthält die in einer Reihe von ausländischen und inneramerikanischen Anleihen üblichen Goldklausel, wonach sowohl das Kapital als auch die Zinsen in Goldmünzen der Vereinigten Staaten zu bezahlen sind, und zwar in Goldmünzen im Gewicht und zum Feingehalte, die am 1. April 1924 gesetzliche Geltung hatten.

Rechtlich scheint die Sache klar zu liegen. Die schweizerische Dollaranleihe ist unter amerikanischem Recht abgeschlossen worden; die Zinsen und das Kapital sind in New York in amerikanischen Münzen zahlbar. Durch die Aufhebung der Goldklausel in den Vereinigten Staaten ist auch die Schweiz von der Verpflichtung entbunden, die Zinsen und das Kapital der Dollaranleihe in Gold zu bezahlen. Aber wenn sie schon nicht muss, so kann sie doch die Goldklausel hochhalten. Wenn sie es tun kann, so fragt es sich, soll sie es oder soll sie es nicht.

Darüber besteht kein Zweifel, dass sich der Bund im Jahre 1924 im vollen Bewusstsein ihrer Tragweite zur Goldklausel bekannte. Das Direktorium der Schweizerischen Nationalbank vertritt denn auch in einem Gutachten vom 6. Mai 1933² die Auffassung, dass für die Eidgenossenschaft kaum etwas anderes in Betracht komme, als grundsätzlich die aus dem Anleihensvertrag bezw. aus der Goldklausel sich ergebenden Verpflichtungen zu respektieren. Allerdings macht das Direktorium sogleich eine Einschränkung, indem es schreibt: «Dabei sind wir uns allerdings bezüglich der Erfüllungsmöglichkeit dieser Verbindlichkeit bewusst, dass

1. *Par loi du 29 mai 1933* (Act to assure uniform value to the coins and currencies of the United States).

2. *Non retrouvé*.

im gegebenen Zeitpunkt, je nach der dannzumaligen, heute nicht vorauszusehenden Lage unserer Bundesfinanzen und der Währungen, unter Umständen eine völlig veränderte Situation sich ergeben könnte, die alsdann eine neue Stellungnahme des Anleihenschuldners erheischen würde.» Näher erläutert stellt sich die Nationalbank vor, dass, falls auch die Schweiz gezwungen wäre, von der Goldwährung abzugehen, es im Volke nicht verstanden würde, wenn der Bund die Zinsen und das Kapital der Dollartitel auch dann noch in Gold einlösen würde. Das Direktorium ist also nicht der Meinung, dass der Bund die Goldklausel unter allen Umständen einhalten sollte. Übrigens ist der Bankausschuss der Nationalbank letzter Tage beauftragt worden, seinerseits einen Bericht über diese Frage zuhanden des Bankrates zu erstatten.

Abgesehen davon, dass man in der Tat nicht wissen kann, wie sich die Verhältnisse in einigen Monaten gestalten, sei noch auf folgenden Umstand aufmerksam gemacht. In der Schweiz befinden sich grosse Posten in amerikanischen Obligationen. Indem die Vereinigten Staaten die Goldklausel aberkannten, werden die schweizerischen Besitzer solcher Titel stark geschädigt. Es kommt hinzu, dass eine stattliche Reihe europäischer Staaten und Unternehmungen seinerzeit Dollarobligationen mit Goldklausel auf den Markt brachte; bereits liegen die Erklärungen einiger dieser Schuldner vor (z.B. von Deutschland, Prag, Amsterdam, Antwerpen), dass sie den Anleihendienst künftig in Papierdollar besorgen werden. Während also viele Kapitalbesitzer in der Schweiz, und zwar auch manche kleine Rentner, beträchtlichen Schaden durch die amerikanischen Massnahmen erleiden, wird dem Bunde zugemutet, seinen amerikanischen Gläubigern ohne weiteres freiwillig ein Aufgeld zu entrichten, sozusagen ein Geschenk zu machen. Will sich der Bund nicht auf Kosten seiner Gläubiger bereichern und seine ursprünglich eingegangenen Verpflichtungen hochhalten, so liesse sich die Frage stellen, ob nicht das Aufgeld, d.h. der Unterschied zwischen Goldwert und Papierwert der fälligen Verpflichtungen des Bundes, in eine Dollarreserve zu legen sei, über die, sobald die Verhältnisse besser abgeklärt sind, verfügt werden kann, entweder, dass das Aufgeld nachträglich doch noch nach Amerika abgeführt wird, oder dass die schweizerischen Geschädigten daraus einigermassen entschädigt werden, oder dass die Reserve, falls auch die Schweiz von der Goldwährung abgehen müsste oder die Bundesfinanzen in eine bedenkliche Lage gerieten, zur Deckung der Krisenlasten Verwendung findet³.

Da alle diese und weitere Fragen noch nicht abgeklärt sind und auch die Nationalbank die Angelegenheit noch weiter prüft, so kann es sich für den Augenblick nur

3. Voir aussi la notice rédigée, le 24 mai 1933, par le Directeur de l'Administration fédérale des Finances pour le Chef du département des Finances et des Douanes, Musy:

[...]

... nous nous permettons de vous rendre spécialement attentif au fait que le maintien de la clause or entraînerait éventuellement pour les finances fédérales, en cas de remboursement de l'emprunt au 1^{er} avril 1933, une perte de 20 à 30 millions de francs.

La Banque nationale, qui nous a remis un rapport relatif à la clause précitée, évalue le montant des titres de l'emprunt de 1924, qui se trouvent actuellement en Suisse, à plus de 7½ millions de dollars.

[...] / (E 6100 (A) 12, Archiv-Nr. 498).

darum handeln, festzusetzen, was für eine Antwort auf die einlaufenden Anfragen betreffend die schweizerische Dollaranleihe zu erteilen ist. Die Nationalbank schrieb dem Finanz- und Zolldepartement diesbezüglich am 6. Mai: «Sollte der Bund vorziehen, vorderhand von einer Erklärung wegen der Goldklausel Umgang zu nehmen, so würden wir alsdann die an uns gelangenden Anfragen wegen der Respektierung der Goldklausel nicht in positivem Sinne beantworten, sondern einfach auf die Anleihensbedingungen verweisen mit dem Beifügen, es sei uns nichts davon bekannt, dass der Bund sich nicht an diese Bedingungen zu halten gedenke.» Das Finanz- und Zolldepartement hat der Nationalbank bereits geantwortet, dass es sich nicht empfehle, heute schon eine bindende öffentliche Erklärung abzugeben, und dass es anderseits mit der angeführten Formel für die Beantwortung von Anfragen einverstanden sei. Dementsprechend hält das Finanz- und Zolldepartement dafür, dass es sich seinerseits einer ähnlichen Antwortformel bedienen sollte.

Antragsgemäss wird daher *beschlossen*:

Das Finanz- und Zolldepartement wird ermächtigt, auf Anfragen betreffend die Goldklausel der 5½ %igen Dollaranleihe des Bundes vom Jahre 1924 zu antworten, dass der Bundesrat gedenke, sich an die Anleihensbedingungen zu halten.

285

E 200 1 (C) 4/55

*Le Chef du Département politique, G. Motta, au
Ministre de Suisse à Paris, A. Dunant*

Copie
L CL Dringend

Bern, 12. Juni 1933

Wir beecken uns, den Empfang Ihres Schreibens vom 8. d.M. anzugeben¹, woraus wir mit grossem Bedauern entnehmen mussten, dass Sie bei Ihrer neuen Demarche auf dem französischen Aussenministerium wegen der Frage der prozentualen Beschränkung der ausländischen Arbeitnehmer in einzelnen Berufen, insbesondere im Hotelgewerbe, von Herrn Campana² die Antwort erhielten, dass seine Bemühungen um die Regelung dieser Frage auf den passiven Widerstand der technischen Ministerien stossen. Das Verhalten der französischen Regierung in dieser für uns ausserordentlich wichtigen grundsätzlichen Frage befremdet uns, offen gestanden, sehr. Wir teilen durchaus Ihre Auffassung, dass wir es nicht einfach hinnehmen können, dass Ihre grundsätzlichen Vorstellungen, welche darauf hinwiesen, dass die Anwendung der Vorschriften über die prozentuale Beschränkung ausländischer Arbeitnehmer auf unsere Landsleute im Widerspruch mit dem Niederlassungsver-

1. Cf annexe.

2. Sous-directeur des Affaires administratives et des Unions internationales au Ministère des Affaires étrangères.

trage³ stehe, was übrigens vom französischen Aussenministerium Ihnen gegenüber keineswegs bestritten worden ist, einfach unbeantwortet bleiben, während andererseits mehr und mehr unsere Landsleute gestützt auf die erwähnten Vorschriften aus ihren Stellen verdrängt werden. Deshalb sind wir durchaus damit einverstanden, wenn Sie in der Sache beim französischen Aussenminister selbst vorstellig werden. Es kann sich dabei unseres Erachtens nicht darum handeln, neue Argumente vorzubringen. Unser Standpunkt ist dem Aussenministerium bereits in einlässlicher Begründung dargelegt worden, und wir müssen an diesem Standpunkt in allen Teilen festhalten. Andererseits halten wir es nicht für opportun, dass Sie bei dieser Aussprache schweizerische Gegenmassnahmen androhen.

3. *Du 23 février 1882 (RO, 1882, vol. 6, pp. 362, ss.).*

ANNEXE

E 200 I (C) 4/55

*Le Ministre de Suisse à Paris, A. Dunant,
au Chef du Département politique, G. Motta*

L

Paris, 8 juin 1933

La lettre que M. le Consul Vicarino vous a adressée⁴ dépeint, hélas! fort exactement un état de choses contre lequel nous luttons en vain depuis des mois. Hier soir, je me suis rendu, une fois de plus, chez le Directeur du Service compétent au Quai d'Orsay, M. Campana, dont je dois reconnaître la bonne volonté. Cette fois, j'ai dû lui parler dans les termes les plus énergiques et les plus nets, en ne lui cachant pas que nous allions au devant d'une situation pouvant devenir fort grave. Je lui ai rappelé également notre désir d'obtenir enfin la réponse tant retardée à ma démarche de principe en l'affaire des employés d'hôtel suisses.

M. Campana a dû m'avouer sans ambages que tous ses efforts se heurtaient à la résistance passive des ministères techniques. Vous pensez bien que je n'ai pu me déclarer satisfait de cette réplique déconcertante. M. Campana n'a vu d'autre issue que de me recommander d'aller voir directement M. Paul-Boncour⁵ pour lui exposer nos griefs légitimes.

C'est à cette démarche pressante que je devrai sans doute me résoudre incessamment. Vous m'obligeriez vivement en me faisant savoir si vous approuvez mon projet et en me communiquant, le cas échéant, les arguments nouveaux que j'aurais à faire valoir vis-à-vis du Ministre des Affaires Etrangères. Le moment me paraît venu de ne laisser aucun doute sur les mesures que nous pourrions être appelés à prendre en Suisse au cas où nos revendications continueraient à se heurter à un mur.

Je vous avoue que je suis profondément peiné de l'incohérence de plus en plus manifeste entre les dicastères des diverses administrations françaises entre les mains desquels se joue le sort d'un grand nombre de nos compatriotes. À tout instant je constate que des assurances formelles de Ministres responsables ne sont pas tenues et que leurs directives, même lorsqu'elles sont données, ne parviennent souvent pas au service compétent.

4. Non reproduit. *Le Consul de Suisse à Nice, F. Vicarino, y décrit la situation préoccupante des employés d'hôtel suisses, notamment dans la région des Alpes-Maritimes.*

5. *Ministre des Affaires étrangères.*

A l'issue de mon entretien avec M. Campana, je suis allé voir le Nonce Apostolique, Mgr. Maglione. J'ai été amené à échanger avec lui des réflexions fort mélancoliques sur les difficultés que rencontrent nos démarches dans les domaines les plus divers. Le Nonce m'a déclaré, en me citant plusieurs exemples, que lui aussi faisait continuellement les mêmes expériences qu'il attribue à la désagrégation des pouvoirs publics en France.

286

E 7800 3/153^b

*Délégation suisse à la Conférence monétaire et économique de Londres
Procès-verbal de la séance tenue à Londres (Grosvenor House),
le 12 juin 1933*

Sont présents¹:

MM. Stucki², qui préside; Paravicini, Ministre de Suisse; Bachmann, Bind-schedler, Jaberg, Laur, Rüfenacht³, Sarasin, Wetter.

Secrétaires: MM. Rossy et Parodi.

M. Stucki souhaite la bienvenue aux membres de la délégation, à M. le Ministre Paravicini et au Dr Rüfenacht. Il donne les raisons pour lesquelles le Conseil fédéral a jugé bon de ne pas adjoindre le Ministre de Suisse à la délégation. La délégation peut, en effet, être appelée à brusquer certains pourparlers pour des raisons de tactique, et il importe que la position de la Légation qui, elle, est un organe permanent, n'en soit pas affectée. A l'occasion d'autres conférences, le Conseil fédéral avait déjà adopté cette même ligne de conduite.

M. Paravicini⁴ déclare avoir compris les raisons qui militent en faveur de la non-participation d'un diplomate aux travaux officiels de la délégation.

1. Sur la composition de la délégation suisse cf. n° 281.

2. Le 16 juin suivant, le Conseil fédéral attribuait à Stucki le titre de Ministre. Cf. le procès-verbal de la séance: M. le chef du département politique communique que M. le président l'a consulté sur la question de savoir s'il ne serait pas indiqué d'accorder à M. Stucki, directeur du commerce, le titre de ministre. Après examen, il est arrivé à une conclusion nettement affirmative. Depuis quelques années, les fonctions de M. Stucki se sont élargies et ont dépassé le cadre de l'activité régulière d'un directeur du commerce. Les capacités dont il a fait preuve dans les missions qui lui ont été confiées l'ont placé sur un plan international où son action est d'ordre non plus seulement économique, mais éminemment diplomatique. En lui attribuant le titre de ministre, le Conseil fédéral lui assurera un rang égal à celui de nombreuses personnalités avec lesquelles il doit traiter, notamment comme chef de la délégation à la conférence économique de Londres; il lui facilitera ainsi, dans l'intérêt du pays, l'accomplissement de sa tâche.

Après discussion, le conseil décide, conformément à la proposition du chef du département politique, d'accorder à M. Stucki, à titre exceptionnel et en raison de son activité personnelle, le titre de ministre (E 1004 1/340).

3. W. Rüfenacht, secrétaire à la Légation de Londres.

4. Voir son rapport politique du 2 juin (A la veille de la Conférence), n° 279. Ses autres rapports du 15 juin (Conférence mondiale) et du 31 juillet (L'ajournement de la Conférence) n'ont pas été reproduits. Cf. E 2300 London, Archiv-Nr. 27.

M. Paravicini est invité à prendre part aux séances de la délégation suisse ou à y faire représenter la Légation. M. le Dr Rüfenacht est désigné à cet effet.

[... /

Attitude générale de la délégation suisse.

Les délégués suisses devront s'imposer une grande prudence dans leurs rapports avec les délégués étrangers.

Il va sans dire que vis-à-vis de l'étranger, les délégués suisses ne peuvent avoir qu'une opinion unique. Toute divergence d'opinion sur des problèmes de quelque importance doit être réglée au cours des séances de la délégation et chacun doit s'en tenir à la décision qui sera prise.

Attitude de la Suisse à l'égard de quelques pays.

M. Stucki attire l'attention de la délégation sur la situation spéciale de la Suisse à l'égard de quelques grands pays.

France:

La France vient de dénoncer le traité de commerce franco-suisse⁵. Bien que ce traité ait valu à nos voisins une position absolument privilégiée, qui se traduit par un excédent favorable pour la France d'un ordre de grandeur de 900 millions de francs français, ce sont des principes purement doctrinaires (reprise de la liberté tarifaire) qui ont amené la France à prendre cette mesure.

La ligne de conduite à adopter dans les discussions avec les délégués français consiste à leur faire comprendre que la France ne trouvera une solution aux problèmes de sa politique commerciale qu'en recourant au système des contingentements (système suisse) et non à celui de l'élévation des tarifs douaniers (système français). La thèse française de la réciprocité de la hausse des positions tarifaires doit être rejetée. Notre arme principale dans les discussions avec la France est le contingentement et le refus de la clause de la nation la plus favorisée à l'égard de ce pays. Comme argument accessoire, on peut faire valoir que les pays à base monétaire or (France, Hollande, Suisse et, à un moindre degré, Belgique et Italie) ont un intérêt majeur à faire un front commun pour le retour à des conditions générales plus ordonnées dans le monde entier.

M. Laur remarque que la dénonciation du traité de commerce par la France n'est pas seulement la conséquence d'une doctrine plus ou moins soutenable et qu'elle a été dictée par la situation économique générale de ce pays. Ce que *M. Stucki* a reconnu implicitement.

M. le Dr Bachmann relève l'étroite collaboration de la Banque de France avec les banques d'émission des pays à monnaie or et fait part de ce que les relations entre la

5. Par note du 2 juin. Cf. n° 280.

Banque de France et le Ministère français des finances ne sont pas en tous points satisfaisantes.

Allemagne:

M. Stucki relève que le grand problème qu'il faut résoudre avec ce pays est le problème du moratoire des transferts⁶. Le Conseil fédéral a fait savoir à Berlin que la Suisse resterait sur le terrain du droit et qu'elle demande d'entrer en relations immédiatement aux termes de l'art. 3 du traité de commerce⁷. Ces négociations doivent, aux termes des traités en vigueur, commencer dans les quatre semaines qui suivent la notification et au bout de quatre autres semaines de négociations, l'ancien traité devient caduc. Les négociations devront avoir lieu à Londres puisque les instances responsables de tous les pays se trouvent ici. La Suisse attend les propositions de son partenaire. Le Conseil fédéral a désigné *M. Stucki* et *M. Bachmann* pour mener ces négociations. On aura recours à d'autres membres de la délégation, notamment aux représentants des banques et à *M. Wetter*, dès qu'on entrera dans des questions de détail.

Le principe général qui devra dominer ces négociations est celui du paiement intégral par l'Allemagne au moyen de ses exportations de marchandises en Suisse.

M. Stucki fait remarquer encore que nous sommes liés par le traité de commerce pour une durée de deux fois quatre semaines, comme il vient de l'indiquer, mais que nous sommes entièrement libres sur la question de nos paiements.

Sur une question de MM. Laur et Wetter, *M. Stucki* précise bien que ce n'est pas le problème du traité de commerce qui se trouve au premier plan, mais que c'est bien celui des transferts et que nous pouvons simplement être appelés à dénoncer le traité de commerce comme mesure de tactique dans les négociations au sujet des transferts.

M. Jaberg relève le fait que pour le moment, les avoirs compris sous le «Stillhalte⁸» ont été exclus du moratoire des transferts. Les négociations concernant la prorogation des crédits «Stillhalte» s'ouvriront le 13 juin et porteront tout d'abord sur les crédits bancaires. Les représentants de la Suisse dans ces négociations n'ont pas à formuler de propositions. L'initiative appartient à l'Allemagne. Trois jours plus tard, commenceront les négociations relatives à la catégorie des créances à court terme sur les corps publics allemands et quelques jours plus tard celles relatives aux créances à long terme (emprunts, etc.).

M. Jaberg propose d'inviter les représentants de la Suisse aux séances de la délégation pour travailler en commun accord dans ce domaine.

6. *La loi du 9 juin 1933 sur les règlements à effectuer à l'étranger* (entrée en vigueur le 1^{er} juillet), oblige les débiteurs allemands à se libérer en marks auprès de la caisse de conversion de toutes prestations périodiques échues à titre d'intérêts, de participations aux bénéfices, d'amortissement, de loyers, etc., qui sont acquises à des étrangers (RG, 1933, pp. 120–122).

7. Du 5 novembre 1932, entré provisoirement en vigueur le 17 novembre suivant (RO, 1934, vol. 50, pp. 1331–1343). Cf. n° 207.

8. Le «Stillhalteabkommen» (cf. aussi n° 94, n. 2) avait été conclu le 19 août 1931 entre les créanciers étrangers de l'Allemagne et les banques et firmes allemandes.

M. Stucki considère cette proposition comme allant de soi. Il pose la question d'un traitement différentiel en faveur notamment des emprunts Young et Dawes⁹.

M. Bachmann attire l'attention sur le fait que si les créances dérivant des accords de Stillhalte sont exclues du moratoire des transferts il faut l'attribuer uniquement à la circonstance que leur inclusion dans le moratoire rendrait caducs ces accords de prorogation. On peut se demander si les créances de Stillhalte de caractère commercial (crédit documentaire pur) n'auront pas un sort plus favorable que les autres. En tout état de cause, *M. Schacht* de la Reichsbank paraît ne plus être aussi intransigeant que c'était le cas tout au début¹⁰. Le premier indice de son évolution est déjà visible dans le fait que l'entrée en vigueur du moratoire a été renvoyée au premier juillet. Le problème du moratoire se complique du fait que tous les pays ne sont pas intéressés proportionnellement aux trois catégories atteintes par le moratoire. C'est ainsi que la France, par exemple, a la majeure partie de ses créances en Allemagne à long terme. Le gouverneur Moret fera tout pour assurer un traitement de faveur à ces catégories de créances. *M. Schacht* s'est déjà montré très réservé à l'égard des prétentions françaises.

Il s'est déjà constitué plusieurs comités de défense représentant les diverses catégories de créances.

M. Bachmann déclare que *M. Schwab* de la Banque nationale ne pourra pas faire partie d'un de ces comités, la Banque nationale devant fonctionner comme office central de tous les groupes de créanciers suisses; et par conséquent la Banque nationale doit rester absolument neutre, ce qui ne serait plus le cas si un de ses fonctionnaires représentait un groupe d'intéressés.

M. Bindschedler relève que les divers pays ne tombent pas d'accord sur les catégories de créances auxquelles doit s'appliquer la préférence. Il pense dès lors qu'une entente générale ne sera guère réalisable et que la Suisse n'a aucun intérêt de s'associer à des négociations en vue d'un traitement de préférence en faveur de l'une ou de l'autre catégorie de créances. La position de la Suisse est forte du fait de nos fortes importations de marchandises allemandes.

M. Jaberg fait remarquer qu'à Berlin¹¹ déjà les représentants de la Suisse se sont entretenus de cette question de préférence, mais qu'ils ont décidé de ne pas donner suite à cette idée. Il remarque que l'emprunt Dawes est mieux protégé que d'autres créances, vu les clauses qui devraient en assurer le paiement. La Suède appuiera fortement pour accorder un droit de préférence à l'emprunt Dawes, vu que d'autres créances suédoises (*Kreuger*) portent une clause analogue.

M. Stucki est également d'avis que la Suisse ne peut s'engager dans des discussions ayant trait à des traitements préférentiels, car en vertu de sa position commerciale extrêmement forte vis-à-vis de l'Allemagne, elle doit exiger le paiement de toutes les créances sans distinction. Il fait encore remarquer que déduction faite de nos

9. Emprunts émis par le gouvernement allemand à la suite des Plans Dawes (1924) et Young (1929) pour le règlement des réparations de guerre allemandes. Sur l'émission de ces emprunts en Suisse cf. n° 354.

10. Sur les déclarations de Schacht cf. n° 283.

11. Cf. n° 283.

propres exportations en Allemagne et des sommes dépensées par l'Allemagne pour le tourisme en Suisse et des intérêts des créances suisses tombant sous le coup du moratoire, la Suisse a encore un solde passif important à régler.

M. Bindschedler est également d'avis que la Suisse doit exiger le paiement intégral.

M. Wetter pense que la Suisse affaiblirait sa position si elle se prêtait à discuter la question d'un traitement préférentiel de certaines catégories de créances.

M. Stucki relève encore qu'il sera désirable d'attirer l'attention des Français et des Hollandais, par exemple, sur le fait que, pas plus que nous ils n'ont intérêt à faire cause commune avec les Etats-Unis qui, eux, ont une balance commerciale favorable vis-à-vis de l'Allemagne. *M. Stucki* a déjà pris contact avec des milieux hollandais et il n'a pas constaté une ligne de conduite très ferme dans ces milieux.

Grande-Bretagne:

M. Stucki déclare qu'il sera bon de faire remarquer aux Anglais le dommage que la chute de la livre sterling a causé à notre balance des paiements et que la Suisse est l'un des pays qui a le plus souffert de l'abandon de l'ancienne parité monétaire par l'Angleterre¹².

Etats-Unis:

M. Stucki fait remarquer que les Américains ont contribué à amorcer la crise par un protectionnisme exagéré¹³ et que par conséquent les propositions américaines d'une trêve douanière¹⁴ ne sauraient être acceptées puisque cette trêve aurait pour seul effet d'empêcher les autres pays d'élever leurs droits comme les Etats-Unis l'ont déjà fait. Au surplus, les Etats-Unis pratiquent encore un dumping de change.

Italie:

M. Stucki rapporte les plaintes de l'Italie au sujet de notre politique de contingentement¹⁵. Il convient de ne pas oublier que l'Italie a une organisation corporative qui lui permet d'atteindre en somme le même résultat et sans recourir au contingentement proprement dit. Elle recourt simplement à une autre tactique qui a le même effet que le contingentement. Notre balance commerciale avec l'Italie est passive, en sorte que notre position pour les négociations avec ce pays est favorable.

Pays-Bas:

M. Stucki: Notre balance commerciale avec les Pays-Bas, qui était active autrefois, est maintenant passive. Ce renversement de situation s'explique par la cherté relative de nos produits, car la Hollande se procure actuellement, dans des pays meilleur marché que le nôtre, quantité de marchandises qu'elle achetait précédem-

12. Cf. n° 102 et n° 103.

13. Sur la mise en vigueur du nouveau tarif américain en juin 1930 cf. n° 16.

14. Cf. n° 281, n. 5.

15. Cf. n° 220.

ment chez nous. Il s'agira de faire connaître aux Hollandais qu'ils ont intérêt à passer des commandes à l'industrie suisse plutôt qu'à l'industrie allemande, puisque l'Allemagne ne fait plus face à ses engagements financiers envers la Hollande. On peut ainsi demander aux Hollandais une certaine préférence en faveur du commerce suisse et cela d'autant mieux que notre pays est un bon client de la Hollande.

Belgique:

M. Stucki remarque que ce qui vient d'être dit des Pays-Bas s'applique également à la Belgique. Notre balance commerciale avec ce pays a toujours été passive pour la Suisse, mais le solde s'est accru ces dernières années.

Considérations d'ensemble.

M. Bachmann: Les divers pays encore attachés à l'ancienne parité or paraissent vouloir s'entendre pour faire un front contre l'Allemagne et les Etats-Unis, et la France a déclaré vouloir prendre la direction de ce front. Il y a actuellement à Londres 300 millions de livres sterling de «bad monney» /sic/ et une entente sera sans doute nécessaire entre la France, les Etats-Unis, l'Amérique, si l'on veut éviter que ces fonds vagabonds ne compromettent la situation monétaire de la Grande-Bretagne lorsque la £ sera stabilisée. MM. les gouverneurs Trip, Franck et M. le président Bachmann se sont déjà entretenus de ces questions¹⁶.

M. Laur demande quelle est l'importance des avoirs suisses en Italie.

MM. Jaberg & Bindschedler déclarent que ces avoirs ne sont pas importants. Par contre, la Suisse a des créances à long terme d'un certain montant contre l'Italie.

M. Bindschedler fournira des chiffres relatifs à l'importance des placements suisses en Italie.

16. Cf. n° 262, n. 5.

*Le Chef du Département politique, G. Motta,
au Chef du Département de Justice et Police, H. Häberlin*

*Copie
L DM*

Berne, 13 juin 1933

Pour faire suite à notre lettre du 21 septembre dernier¹, nous avons l'honneur de vous remettre ci-joint copie d'un rapport² par lequel le Consul général de Suisse à Shanghai nous informe que l'accord du 17 février 1930³ entre la Chine, d'une part,

1. Non reproduit.

2. Non reproduit.

3. Cf. n° 12.

et les six Puissances qui sont au bénéfice de traités contenant des clauses capitulaires, d'autre part, au sujet de la Cour provisoire de Shanghai a été prorogé pour trois ans.

Ainsi que vous le verrez, M. Lardy expose que les expériences faites avec la Cour provisoire qui a remplacé l'ancienne Cour mixte internationale de Shanghai ont malheureusement justifié les prévisions très pessimistes formulées par M. Isler dans un rapport du 4 mars 1930⁴, dont nous vous avons communiqué copie en son temps. Si les Puissances capitulaires en Chine se sont résignées à proroger pour trois ans un état de choses si peu satisfaisant, c'est crainte, dit M. Lardy, de l'empirer encore.

Ces renseignements sont peu réjouissants, mais, ainsi que vous le savez, le traité d'amitié conclu entre la Suisse et la Chine en 1918 ne nous assure que les droits de la nation la plus favorisée et ne nous met pas en situation d'intervenir dans un débat où les Etats les mieux armés pour se montrer énergiques semblent réduits à une impuissance presque complète⁵.

4. Cf. annexe au n° 12.

5. Cf. aussi la lettre du Consul Lardy au Département politique, du 22 août 1933, sur les difficultés des Suisses avec la justice en Chine:

... /

Le Consulat Général, à ma connaissance, n'a jamais été appelé à intervenir dans des cas précis où des Suisses, engagés dans un procès devant une cour chinoise, y aurait essuyé un déni de justice. Ceci, bien entendu, n'est pas à dire que nos compatriotes n'aient point eu à souffrir de l'état de choses actuel. Fixés depuis longtemps sur le résultat à attendre, les Suisses, comme les autres étrangers, se gardent bien, en effet, d'ouvrir action et c'est en celà que consiste leur dommage, puisqu'ils se trouvent contraints, au lieu de plaider et d'obtenir justice, de rechercher à tout prix extra-judiciairement, une solution transactionnelle qui représente nécessairement un injuste sacrifice. Le cas se présente constamment en matière de recouvrements. Connaissant les lenteurs de la justice chinoise, connaissant également les moyens de la provoquer si le procès, par hasard, était intenté, les mauvais payeurs, lorsqu'ils ressortissent à la juridiction chinoise (Chinois, Russes, Allemands, etc) exploitent systématiquement cette situation vis-à-vis de leurs créanciers suisses, en Chine ou à l'étranger. Mon Consulat Général est sans cesse obligé de rappeler cette déplorable situation aux créanciers suisses qui s'adressent à lui et qui, lorsque le débiteur se dérobe, demandent l'ouverture d'une procédure judiciaire. Il est à noter, au demeurant, que, même si, après des sacrifices de temps et d'argent, un jugement était obtenu, celui qui en bénéficierait ne serait pas encore, pour celà, au bout de ses peines, car la procédure d'exécution présente les mêmes faiblesses que celle de jugement (E 2001 (D) 3/162).

288

E 7110 1/127¹

*Le Vice-directeur de la Division
du Commerce du Département de l'Economie publique, J. Hotz,
au Consulat général de Suisse à Budapest*

*Copie**L*

Ungarn. – Clearingabkommen.
Einfuhrbeschränkungen

Bern, 13. Juni 1933

Wir beeihren uns, Ihnen den Empfang Ihres Telegrammes vom 9. ds. Mts. sowie Ihres Schreibens vom gleichen Datum¹ zu bestätigen, mit dem Sie uns zur Kenntnis bringen, dass Ungarn die Einfuhr aus der Schweiz ganz allgemein stark abgedroselt habe, um eine Erhöhung des Clearingsaldos zu vermeiden.

Wir können nicht umhin, über dieses Vorgehen Ungarns, einigermassen unser Erstaunen auszudrücken. Wir haben das Clearingabkommen mit Ungarn, wie mit andern Staaten selbstverständlich einzig und allein in der Absicht getroffen, unsren Export nach diesen Ländern, trotz der dort bestehenden Devisenvorschriften, aufrecht zu erhalten. Wenn nun Ungarn die Einfuhr schweizerischer Waren einfach verbietet, um ein weiteres Anschwellen des Clearingsaldos zu verhindern, so widerspricht dies vollkommen dem Sinn und Zweck des Clearingvertrages. Auch wir haben selbstverständlich kein Interesse an einem starken Anschwellen des Saldos. Trotzdem können wir uns niemals damit einverstanden erklären, dass Ungarn in ganz einseitiger Weise die Grenze für schweizerische Waren sperrt, weswegen wir Sie bitten möchten, gegen diese Massnahme allerschärfsten Protest zu erheben und zu verlangen, dass unserer Wareneinfuhr keine Schwierigkeiten in den Weg gelegt werden, bezw. dass nur diejenigen Massnahmen zur Anwendung gelangen, die auch gegenüber der Wareneinfuhr aus allen andern Ländern zu Recht bestehen. Ein übermässiges Anschwellen des Clearingsaldos braucht die Ungarische Nationalbank übrigens gar nicht zu befürchten, da die schweizerischen Exportfirmen durch die sehr schlechten Erfahrungen gewitzigt, ohnehin mit der Ausfuhr nach Ungarn sehr zurückhaltend sind. Es zeigt sich dies in beinahe erschreckender Deutlichkeit aus unserer Ausfuhrstatistik nach Ungarn.

Wir möchten nicht unterlassen, Ihnen bei dieser Gelegenheit der Ordnung halber auch noch den Empfang Ihrer Schreiben vom 27. und 30 Mai² zu bestätigen. Der Zeitungsausschnitt³, den Sie Ihrem Briefe vom 27. Mai beigefügt hatten, bringt eine ausserordentlich schiefe Darstellung der mit Ungarn schwebenden Verhandlungen. Die Unrichtigkeiten betreffen aber ebenso sehr die ungarische Haltung, wie die schweizerischen Vorschläge. Wir können uns selbstverständlich nicht auf eine Pressediskussion in einer ausländischen Zeitung einlassen.

1. Le télégramme est daté en réalité du 8. Télégramme et lettre non reproduits.

2. Non reproduit.

3. Il s'agit d'un article paru dans le «Magyar Közgazdaság» du 25 mai (Das schweizerische Abkommen sichert für Ungarn einen schwungvollen Export).

Inzwischen hat uns die Ungarische Gesandtschaft in Wien, worüber Sie durch das Aussenministerium in Budapest wohl orientiert sein dürften, die Mitteilung gemacht⁴, dass Ungarn mit der Verlängerung des alten Abkommens tel quel bis zum 31. Juli einverstanden sei. Die ungarische Regierung hat den Vorschlag angenommen, den die schweizerische Delegation in der Schlussitzung bei den Mai-Verhandlungen der ungarischen Delegation unterbreitete⁵. Die weitere Entwicklung wird sich erst überblicken lassen, wenn Ungarn die in Aussicht gestellte Erklärung über die Lieferungsmöglichkeit ungarischer Agrarprodukte abgegeben haben wird. Eine gewisse Präjudizierung der zukünftigen Verhandlungen müssten wir in dem Abkommen erblicken, welches dieser Tage mit Deutschland über die Lieferung von ungarischen Agrarprodukten getroffen wurde und welches dem «Pester Lloyd» zufolge angeblich für Ungarn sehr vorteilhaft sein soll. Wir wären Ihnen sehr verbunden, wenn Sie uns über diese Vereinbarung sobald wie möglich nähere Aufschlüsse vermitteln können.

4. *Par note du 8 juin 1933. Cf. E 7110 1/129.*

5. *Ces négociations avaient eu lieu à Zurich du 13 au 19 mai. La proposition suisse était la suivante: Verlängerung alten Abkommens tel quel bis 31.Juli. Bezuglich Getreidelieferung wird bis 1.Juli ungarische Offerte erwartet worauf weitere Verhandlungen ansonst ab 1.August vertragsloser Zustand. Cf. télégramme de la Division du Commerce à la Légation hongroise à Vienne du 2 juin. (E 7110 1/129).*

289

E 2001 (C) 3/147

Echange de vues entre la délégation suisse à la Conférence de Londres
et les représentants des intérêts financiers suisses
aux négociations relatives au moratoire allemand

Procès-verbal de la séance du 15 juin 1933, tenue à Londres (Grosvenor House¹)

Présidence: M. Stucki.

Sont présents: de la délégation suisse²: MM. Bachmann, Sarasin, Laur, Wetter, Bindschedler.

Des représentants financiers: MM. Jaberg³, Jöhr⁴, Meyer⁵, Vischer⁶, Bär⁷, König⁸, Stein⁹.

1. Non signé.

2. Sur la composition de la délégation suisse à la conférence de Londres cf. n° 281.

3. Directeur de l'Union de Banques suisses.

4. Directeur général du Crédit suisse.

5. Peut-être F. Meyer, membre du Conseil d'Administration de la Lebensversicherung et Rentenanstalt de Zurich.

6. Secrétaire de l'Association suisse des banquiers.

7. De la Bourse de Zurich.

8. Directeur de la Lebensversicherung et Rentenanstalt de Zurich.

9. De La Bâloise, Société d'assurance sur la vie.

M. Stucki: [...]

Les représentants suisses aux négociations connaissent l'opinion du Conseil fédéral en matière de moratoire des transferts¹⁰. Le Conseil fédéral espère que l'Allemagne satisfaira aux intérêts de toutes les catégories de créances suisses; dans ce cas, il n'aurait pas à prendre des mesures spéciales. Par contre, si les intérêts des créanciers suisses ou d'un groupe de créanciers suisses étaient lésés, le Conseil fédéral envisagerait si et dans quelle mesure il y aurait lieu de mettre la politique commerciale au service de la politique financière pour la défense de ces intérêts. Le déficit élevé de notre balance commerciale à l'égard de l'Allemagne nous confère une forte position. En 1932, ce déficit était de 390 millions de francs. Ce solde en faveur de l'Allemagne est loin d'être absorbé par les prestations de ce pays pour assurer le service de ses engagements financiers envers la Suisse, service qui exige quelque 150 millions de francs, et par les dépenses des touristes allemands, qui s'élèvent à quelque 40 millions de francs. Le solde passif de notre balance des paiements avec l'Allemagne est de l'ordre de 200 millions de francs. Il va sans dire que ces chiffres reposent sur des estimations parfois assez grossières. Dans les cinq premiers mois de 1933, la balance commerciale vis-à-vis de l'Allemagne a laissé un solde proportionnellement moins fort qu'en 1932. Mais, d'autre part, de l'aveu même des négociateurs allemands, les touristes allemands ont moins dépensé en Suisse cette année que l'an dernier. Le solde net en faveur de l'Allemagne a donc diminué, mais il reste cependant très élevé; la Suisse continue ainsi à fournir à l'Allemagne un gros contingent de devises pour l'achat de ses matières premières sur les marchés étrangers et pour le service de ses engagements financiers envers les autres pays créanciers.

Cette situation confère à la Suisse une position spéciale. L'Allemagne paraît le comprendre, mais fait valoir les difficultés d'une réglementation différentielle de ces questions.

M. le Président Schulthess a fait part aujourd'hui, par téléphone, de la nervosité grandissante en Suisse au sujet du moratoire allemand et de la défense des intérêts

10. Décrété par la loi du 9 juin, il devait entrer en vigueur le 1^{er} juillet 1933. Cf. n° 286, n. 6.
L'opinion du Conseil fédéral avait été exprimée par Schulthess devant le Conseil des Etats, lors de la séance du 9 juin. Schulthess était intervenu à cette occasion pour recommander l'adoption de la déclaration préparée par la Commission des douanes après l'annonce du moratoire allemand des transferts. Voici le texte de cette déclaration, acceptée par le Conseil des Etats:

Nach Art. 4 des Bundesbeschlusses vom 23. Dezember 1931 [RO 1931, vol. 47, pp. 799–800] über die Beschränkung der Einfuhr ist der Bundesrat ermächtigt, gegenüber Staaten, die den freien Zahlungsverkehr einschränken, die schweizerischen Interessen auch durch den Abschluss kurzfristiger Abkommen zu wahren.

Es hat sich nun die Frage gestellt, ob der Bundesrat gegenüber solchen Staaten, die zwar den freien Zahlungsverkehr beschränken, aber sich weigern, durch Abschluss kurzfristiger Abkommen den schweizerischen Interessen Rechnung zu tragen, die nötigen Massnahmen zu deren Schutz treffen kann. Die Zollkommissionen stehen auf dem Standpunkt, dass diese Frage zu bejahen ist und der Bundesrat gestützt auf Art. 4 des erwähnten Bundesbeschlusses die Ermächtigung besitzt, in solchen Fällen nicht nur durch Beschränkung der Wareneinfuhr, sondern auch durch jede andere geeignete wirtschaftliche oder finanzpolitische Massnahme, insbesondere durch Beschränkung des Zahlungsverkehrs nach solchen Ländern, die schweizerischen Interessen zu vertreten. Sie beantragen den Räten, von dieser Interpretation in zustimmendem Sinne Kenntnis zu nehmen (E 1001 (D) d 1/220). Cf. PVCF du 9 juin (E 1004 1/340).

suisses. Les requêtes succèdent aux requêtes, et divers milieux dénient aux représentants de la finance la compétence ou le droit de s'engager à Londres dans des accords qui prétériraient les droits de l'un ou l'autre des groupes de créanciers. Les petites caisses d'épargne et diverses sociétés de forces motrices laissent entrevoir qu'elles provoqueront des interpellations aux Chambres fédérales.

M. Stucki fait remarquer que dans les négociations avec l'Allemagne, il faut bien distinguer entre les négociations relatives à la prorogation des crédits bancaires (*Stillhalte*) et les négociations relatives aux créances à long terme.

En ce qui concerne les premières de ces créances, le Conseil fédéral peut se désintéresser de leur sort si les groupes intéressés arrivent à un accord avec les Allemands. Pour ce qui est des créances à long terme, le problème se pose tout à fait différemment étant donné la différence profonde de nature des créances elles-mêmes et surtout leur répartition sur un très grand nombre d'intéressés. *M. Stucki* se demande si les négociateurs présents à Londres peuvent se considérer comme étant les représentants des intérêts de tous les groupes de créanciers suisses. *M. Stucki* n'a pas de mandat spécial pour se prononcer dans ce domaine, la défense des intérêts financiers suisses ayant été soumise, jusqu'ici au Département politique, au Département des finances et à la Banque nationale. La délégation suisse à la Conférence de Londres ne peut pourtant se désintéresser des négociations avec l'Allemagne et doit avoir un contact avec les représentants financiers à ces négociations. La délégation suisse ne peut toutefois qu'observer une attitude d'attente. Elle est l'organe naturel par lequel les représentants financiers peuvent établir le contact avec le Gouvernement.

On peut se demander quelle sera la meilleure tactique à suivre par les délégués financiers. Une action commune avec d'autres Etats ne paraît guère possible. La Grande-Bretagne et la France par exemple ne défendront pas les mêmes intérêts que la Suisse. Nos alliés naturels devraient être les Pays-Bas, mais on peut se demander si les représentants de ce pays défendront jusqu'au bout les mêmes intérêts que les nôtres. Les représentants suisses ne doivent pas craindre de rester isolés, si cela devient nécessaire, car le Gouvernement est décidé à défendre les intérêts financiers du pays. *M. le Président Schulthess* considère cette question comme plus importante que la Conférence de Londres elle-même. Si les négociations n'aboutissent pas à un résultat satisfaisant pour la Suisse, il faudra recourir à des négociations officielles et *M. Stucki* a expressément réservé vis-à-vis de l'Allemagne la liberté d'action du Gouvernement suisse, qui n'est nullement engagé par les négociations suisses.

/.../

M. Jöhr exprime la reconnaissance des représentants financiers à *M. le Président Schulthess* pour l'attitude prise par le Gouvernement fédéral dans cette question de moratoire¹¹. Il est heureux que le Gouvernement se soit fait autoriser à prendre des mesures unilatérales de paiement par un clearing dans les relations communes avec d'autres pays. Cette possibilité offre des perspectives intéressantes précisément dans le cas du moratoire allemand. Il renforce la position des négociations suisses.

M. Stucki a parlé d'une certaine nervosité dans les milieux fédéraux par suite de

11. Cf. n. 10 ci-dessus.

nombreuses requêtes relatives à la représentation des intérêts suisses aux négociations de Londres. M. Stucki nous a fait part également des doutes concernant la valeur du mandat des négociateurs. Ces doutes ne visent naturellement que la représentation des créances à long terme.

L'orateur relève le fait que, depuis quinze ans, le Comité Allemagne de l'Association des banquiers a toujours pris en mains les intérêts des créanciers suisses à long terme et les a, dès lors, toujours défendus à l'entièvre satisfaction de ces créanciers. Au moment de la conférence de Berlin¹², ce printemps, la Banque nationale a désiré prendre part aux travaux et le Comité Allemagne en a été très heureux. Il s'est d'ailleurs complété en s'adjoignant deux délégués de chacune des Bourses de Zurich, de Bâle et de Genève. Des représentants des groupes créanciers hypothécaires et des sociétés d'assurances ont été accueillis dans le Comité élargi.

Le Comité Allemagne de l'Association des banquiers a toujours été l'organe de défense des intérêts suisses à long terme et a toujours traité à ce titre non seulement avec le Département politique, mais aussi avec la Banque nationale. Le Comité Allemagne défend les intérêts de tous les groupes de créanciers à long terme et sa compétence pour le faire n'aurait pas été mise en doute, si la maison Schoop-Reiff¹³ n'avait lancé une circulaire semant la méfiance contre l'Association des banquiers et le Comité Allemagne, en cherchant à éveiller l'impression que ce Comité subirait l'influence des grandes banques. M. Jöhr tient à faire remarquer que les grandes banques sont en minorité au sein de l'Association des banquiers et qu'elles n'ont qu'un tiers des voix dans les organes directeurs de cette association, un autre tiers étant réservé aux banques cantonales et aux banques locales, et le reste aux banquiers privés. Indépendamment de cela, les grandes banques ont un intérêt majeur à défendre les intérêts des créanciers à long terme, ne serait-ce déjà qu'en considération de forts montants de titres qu'elles ont placés dans le public. La circulaire de la maison Schoop-Reiff est une basse calomnie contre l'Association des banquiers¹⁴.

[...]

M. Bindschedler a entretenu hier M. Stucki, en présence de M. Laur, des progrès réalisés dans les négociations relatives aux accords de Stillhalte. Ces négociations prendront fin probablement demain.

Les banques suisses ont consenti des sacrifices sur les taux d'intérêt et ces sacrifices sont définitifs, car en dehors des intérêts dont le transfert sera permis, il ne sera versé aucun autre intérêt dans une caisse commune. Ce sacrifice de $\frac{1}{2}\%$ doit permettre un traitement plus favorable des créances à long terme.

[...]

En ce qui concerne les crédits à long terme, il s'agit de déterminer la tactique à suivre. L'orateur est d'avis que les représentants de la Suisse devront exiger le paiement complet des intérêts sur toutes les catégories de ces créances. Une coopération étroite est nécessaire avec les autorités, car, en dernière fin, il appartiendra au Gouvernement de décider si l'accord à réaliser est acceptable ou non.

12. Cf. nos 277 et 283.

13. Cf. n° 283, n. 15. Le texte de la circulaire diffusée par cette banque se trouve in E 2001 (C) 3/147.

14. Ces déclarations de Jöhr sont appuyées par Meyer, Vischer et Sarasin.

Pour la première journée des négociations, les représentants suisses se borneront à prendre connaissance des propositions allemandes et ils feront valoir le principe du paiement intégral des intérêts sur toutes les créances et du transfert du plus haut montant possible de ces intérêts. Le solde devra être versé à la caisse commune.

Les représentants tiendront M. Stucki au courant des négociations.

/.../

M. Bachmann voudrait attirer l'attention sur une question de droit. La Maison Schoop-Reiff est en possession d'un mandat des porteurs suisses, alors que ce n'est pas le cas du Comité Allemagne. L'orateur pense que si le Comité Allemagne est reconnu par les pouvoirs publics, une action dans le genre de celle de la maison Schoop-Reiff ne peut prendre une grande extension. Il constate ensuite que dès le moment où les intérêts de tous les groupes de créanciers par le Comité Allemagne sont représentés *sic!*, la Banque nationale n'a pas à intervenir; elle se bornera à son rôle habituel de conseillère du Département politique, en ce sens qu'elle donnera son avis à ce Département au sujet de propositions du Comité Allemagne.

/.../

M. Stucki a été l'un des premiers à souhaiter une liaison plus étroite entre la politique commerciale et la politique financière qui doivent être conduites parallèlement. Il est heureux de la voir se réaliser en principe, mais il convient de ne pas pousser jusque dans les détails. Il n'appartient pas au Chef de la Division du commerce de trancher la question de savoir si le Comité Allemagne est l'instance toute désignée pour défendre des intérêts de tous les créanciers suisses à long terme. Les questions de ce genre dépendent d'autres instances fédérales¹⁵.

Il résume la situation comme suit: La Délégation suisse à la Conférence de Londres fera son rapport à Berne. Elle communiquera qu'un accord est en voie de réalisation pour ce qui concerne les créances de Stillhalte, que cet accord n'est pas en tous points satisfaisant, mais que les intéressés l'approuvent. Elle fera part aussi de ce que les négociations pour les créances à long terme commenceront demain et que les représentants des créanciers ne s'engageront pas sans en référer au préalable aux autorités fédérales par le canal de la délégation suisse à Londres. L'orateur insiste sur le fait que ces communications seront faites à M. le Conseiller fédéral Schultess, non en sa qualité de Chef du Département de l'économie publique, mais en sa qualité de Président de la Confédération.

La situation ne s'éclaircira guère avant lundi ou mardi. Les résultats des négociations préliminaires seront soumis au Conseil fédéral, qui pourra décider si elles sont acceptables ou non. Si ces résultats ne sont pas acceptables, le Conseil fédéral avisera. M. Stucki a réservé expressément la liberté d'action de notre Gouvernement vis-à-vis de l'Allemagne.

/.../

M. Jöhr fait remarquer que Schacht désire régler le sort des créances par voie bilatérale ou multilatérale et non sur la base de décisions prises par l'Allemagne seule-

15. Lors de sa séance du 19 juin suivant, le Conseil fédéral, prenant en considération les critiques adressées à l'égard du comité financier suisse à Londres, décide en principe: d'élargir le comité financier pour y assurer la représentation des créances à long terme et, le cas échéant, de donner à ce comité un caractère officieux en y déléguant une personnalité autorisée. /.../ (E 1004 1/340).

ment. La Suisse ne pourrait accepter les versements dans une caisse commune de conversion, si l'Allemagne le décidait en application du moratoire. Il est essentiel que cette caisse commune de conversion et la Reichsbank s'engagent à verser en devises un montant de 4 à 5% de l'ensemble des créances; seul le solde est acceptable sous forme d'un versement à la caisse de conversion.

Un point très important est aussi celui du remboursement de créances échues. Il importe que ce remboursement ne puisse être fait à la caisse de conversion sans l'agrément exprès du créancier, car ce remboursement signifie la conversion d'une créance en francs en une créance en reichsmarks. Ce qu'il faut donc atteindre est une prorogation des créances échues.

En résumé, notre but ultime est d'obtenir le plus grand paiement possible en francs suisses. Alors que dans les négociations sur les crédits de Stillhalte l'intérêt au taux réduit sera entièrement transféré en francs ou en devises, on envisage dans les négociations sur les crédits à long terme de ne pas modifier les taux contractuels et d'exiger le paiement de la plus grande partie possible des intérêts en francs et de consentir au versement du solde dans la caisse commune de conversion.

/.../

290

E 2300 Paris, Archiv-Nr. 86

*Le Ministre de Suisse à Paris, A. Dunant,
au Chef du Département politique, G. Motta*

RP N° 12

Les relations franco-suisses
au cran d'arrêt¹?

Paris, 16 juin 1933

Dans un récent article publié dans la «Liberté», André Tardieu², faisant le procès de la politique extérieure du Cartel³, a préconisé une politique au «cran d'arrêt»: arrêt dans les concessions à Genève, à Londres, sur tous les secteurs du front international. Politique stérile et négative, s'il en est, qui renforcerait fatalement en Europe l'image d'une France figée dans l'immobilité, ne sachant donner à son esprit conservateur aucune expression nouvelle; conception politique contre laquelle le Cabinet de M. Daladier réagit d'ailleurs nettement en adhérant au principe de la collaboration nouvelle qu'implique le Pacte à quatre⁴.

Toutefois, si l'on voulait caractériser l'état des relations entre la Suisse et la France, on serait parfois tenté de penser – bien que ce ne soit guère sur ce terrain là que l'ancien président du Conseil recherche son objectif – que le «programme» de M. Tardieu est réalisé en ce qui concerne les rapports de son pays avec le nôtre. Nous restons, dans bien des domaines, au cran d'arrêt.

1. Remarque marginale de G. Motta: Cette mise au point est intéressante. 20.7.

2. Ancien Président du conseil, ancien Ministre des Affaires étrangères.

3. Radicaux et socialistes ont remporté les élections des 1^{er} et 8 mai 1932.

4. Signé le 15 juillet 1933.

Certes, ce serait forcer la note que de dire que nous le sommes sur toute la ligne. La Convention sur l'aide aux chômeurs, que j'ai pu finalement signer l'autre jour⁵ et qui apportera un soulagement effectif à une catégorie, hélas, nombreuse de nos compatriotes en France est une preuve de la marche en avant sur certains secteurs. Suivant la tournure que prendra la procédure d'expertise en l'affaire des zones⁶, nos relations politiques avec la France pourront, le cas échéant, être allégées d'un poids considérable. D'autres signes encore, notamment l'insistance qu'on met ici, dans certains milieux, à rechercher des contacts plus étroits avec nous en matière financière, indiquent les atouts que nous possédons pour faire progresser un «clearing» de nos contestations avec Paris. Néanmoins, il paraît nécessaire, en présence des résistances et des lenteurs de l'Administration française que je vous ai maintes fois signalées, de faire, de temps à autre, le point de la situation. La liste des accords signés, mais arrêtés à défaut d'approbation parlementaire en France, est toujours longue; celle des autres problèmes qui attendent leur solution n'est pas moins impressionnante. En voici le résumé:

A. – Conventions signées.

1) Je débute par le Traité de conciliation et d'arbitrage obligatoires que j'ai signé, avec M. Herriot, le 6 Avril 1925⁷ et qui, malgré toutes les promesses prodiguées par des Gouvernements successifs, attend toujours son approbation par le Sénat. La France n'ignore point combien nous sommes blessés par ce retard, d'autant plus choquant que le Parlement français trouve des loisirs pour approuver des Conventions analogues, signées après notre traité, avec une série d'autres Etats. Nous ne pouvons, cependant, pas nous dissimuler que l'affaire des zones d'abord, la question des dommages de guerre ensuite, ont lourdement pesé sur la ratification du traité d'arbitrage.

Et cependant, c'est la mise en vigueur de cet instrument qui devra probablement un jour marquer la «reprise», début d'un règlement général, s'il y a lieu, de nos différends avec la France.

2) Il n'y a guère d'illusions à se faire sur la ratification par la France, de la Convention signée le 24 juillet 1924, au sujet de la pêche dans le Lac Léman, le Rhône et leurs affluents⁸.

3) Les deux Conventions relatives à la gare de Bâle, approuvées par arrêté fédéral du 25 juin 1930⁹, attendent encore leur ratification. En réponse à mes dernières démarches, on m'avait assuré que le projet de loi portant approbation des dits accords allait être soumis à un nouvel examen. Mais l'affaire n'est guère avancée.

4) La Convention relative à la pêche dans les eaux du Doubs formant frontière, signée le 15 avril 1929 et approuvée par les Chambres fédérales le 4 octobre de la

5. Cf. n°298.

6. Cf. n°303.

7. Cf. DDS vol. 9, n°107.

8. Cette convention, du 28 juillet 1924, ne sera jamais ratifiée.

9. Ces conventions, signées le 20 juin 1928, n'ont pas été ratifiées, mais s'appliquent en fait. Elles sont complétées par un échange de notes le 8 janvier 1930 (RO, 1930, vol. 46, pp. 52-53).

même année déjà¹⁰, s'est heurtée à une opposition d'ordre régional dans la Commission de l'Agriculture de la Chambre des Députés.

5) La Convention d'assistance, signée le 9 septembre 1931, a été finalement approuvée, au mois d'avril dernier, par la Chambre des Députés¹¹. Je m'emploie de mon mieux pour que le Sénat entérine également cet accord avant les vacances parlementaires et je veux espérer qu'il en sera ainsi¹².

B. – Questions faisant l'objet de négociations.

1) En tout premier lieu, il convient de signaler ici la situation créée par la dénonciation de notre Traité de Commerce¹³. Non contente de ne pas ratifier des Conventions signées, la France dénonce l'accord réglant nos échanges commerciaux et crée ainsi une situation instable, en dépit du profit de 900 millions de frs. qu'elle tire encore de ces échanges. Je n'ai pas besoin d'insister sur l'importance capitale des négociations qui devront être menées à chef avant le mois de décembre prochain.

2) Un accord analogue à ceux conclus avec l'Allemagne¹⁴ et la Grande-Bretagne¹⁵, pour éviter la double imposition, n'a pu être établi au cours des négociations entreprises avec le Gouvernement français.

3) Les obstacles mis à l'exercice de la profession médicale par nos compatriotes en France nous obligent à entrer dans la voie de la négociation d'une Convention diplomatique dont nous ne pouvons guère nous dissimuler les difficultés.

4) Les dispositions prises en France en vue de la protection de la main-d'œuvre nationale au moyen de la limitation de l'activité professionnelle des étrangers nous ont amenés à protester contre la violation, à notre sens établie, du Traité franco-suisse d'établissement¹⁶. Les nombreuses démarches que j'ai entreprises n'ont pas encore abouti aux résultats souhaités.

Je n'indique que pour mémoire nos contestations relatives à la question des baux à loyer et en matière de propriété commerciale.

En recherchant les causes des lenteurs, pour ne pas dire de l'«arrêt» dont nous avons à nous plaindre, nous constatons qu'elles résident pour une part seulement dans une inertie voulue de l'administration, véritable support de la tradition gouvernementale dans un pays qui tend à confondre les termes de démocratie et d'instabilité du pouvoir exécutif. Pour une bonne partie c'est le jeu des institutions, fonctionnant selon la constitution, mais vicié par des habitudes parlementaires de plus en plus enracinées et qui accordent une influence démesurée à des intérêts locaux et particuliers, qui entravent notre action. Enfin, il y a lieu de tenir compte, pour apprécier la situation dans son ensemble, de la complexité de la machine gouvernementale

10. *FF*, 1929, I, pp. 907 ss.

11. *RO*, 1933, vol. 49, pp. 615 ss.

12. Remarque marginale de G. Motta: c'est fait.

13. Cf. n°280.

14. *Le 15 juillet 1931 (RO, 1934, vol. 50, pp. 106 ss.).*

15. *Le 17 octobre 1931 (RO, 1932, vol. 48, pp. 365 ss.).*

16. Cf. n°370.

et administrative: lorsqu'il y a friction interne, le moyen le plus aisé pour l'éliminer est de sacrifier les intérêts du dehors.

Notre programme, au regard de cette situation, est évidemment immuable.

Sur le terrain politique, il s'agira, l'affaire des zones une fois liquidée et à condition qu'un régime de chicane ne s'installe pas à proximité de Genève, de tâcher de purifier l'atmosphère, ce qui serait sensiblement facilité par l'entrée en vigueur du Traité d'arbitrage. Dans la meilleure des hypothèses, nous pourrions envisager, à l'instar d'autres Etats ayant des intérêts plus considérables en jeu d'obtenir un «règlement général» avec la France comportant notamment la ratification, par nos voisins, des conventions les plus importantes en suspens et la solution d'une série de différends.

Sur le terrain économique, nos efforts pourront éventuellement être secondés par une action de nos milieux intéressés tendant à attirer l'attention générale en France sur l'importance réelle de nos échanges commerciaux.

Sur les deux terrains, politique et économique, il y a lieu d'utiliser largement les atouts que nous confère encore notre situation financière.

Tout autres seraient évidemment les conditions si une politique à courte vue de l'administration française tendait à paralyser Genève, au prix même de sacrifices imposés aux populations zoniennes et si, parallèlement, un arrangement économique équitable ne venait pas à se substituer au traité dénoncé. La situation serait alors d'une gravité incontestable.

Pour terminer sur une note plus optimiste, je ne veux toutefois pas omettre d'insister sur ce qu'il y a d'essentiel de l'autre côté de la balance. Sur la frontière française, aucun incident d'une gravité quelconque n'est à signaler depuis fort longtemps; et aucun incident, s'il venait à se produire, n'atteindrait probablement le même degré d'acuité que nous constatons sur d'autres secteurs. De même la similitude des institutions dans les deux pays exclut toute une série de difficultés qui sont inséparables – nous en voyons tous les jours la preuve – des rapports entre Etats à structure politique foncièrement différente.

C'est ce qui me conduit à penser que l'arrêt, si arrêt il y a, dans nos relations avec la France ne devra et ne pourra pas être de trop longue durée.

291

E 7110 1/82

*Le Vice-directeur de la Division du Commerce du
Département de l'Economie publique, J. Hotz, à son Directeur, W. Stucki¹*

L

Verhandlungen mit Italien

Bern, 16. Juni 1933

Wie Sie wissen, schrieb uns die J.R. Geigy A.-G. in Basel², auch im Namen der andern Mitglieder der Interessengemeinschaft der Basler chemischen Fabriken, kürzlich wegen teils bestehender, teils befürchteter Schwierigkeiten im Verkehr mit Polen, Italien, der Tschechoslowakei und Deutschland. Speziell wegen Italien wünschte die Interessengemeinschaft eine baldige Besprechung. Diese Besprechung hat gestern stattgefunden.

In bezug auf Italien hatte die J.R. Geigy A.G. folgendes geschrieben:

«Italien. In diesem Lande hat sich in den letzten Jahren ebenfalls eine starke Bewegung bemerkbar gemacht, welche zum Ziele hat, die inländische Farbstoffindustrie auf Kosten der Importeure erstarken zu lassen. Am regsten sind in dieser Hinsicht die Kreise der Wollindustriellen, welche in Melegnano durch finanzielle Unterstützung eine Farbstofffabrik in die Lage versetzt haben, unser italienisches Geschäft fühlbar zu beeinträchtigen. Melegnano hat kürzlich der Regierung ein ausführliches Exposé eingereicht, in welchem folgende Forderungen erhoben werden:

1. Erhöhung der Einfuhrzölle auf Farbstoffen.
2. Einführung des Systems der Einfuhrkonzessionen in dem Sinne, dass solche Farbstoffe, welche in Italien selbst hergestellt werden, nicht importiert werden dürfen.
3. Fabriken mit ausländischer Beteiligung in Italien (wobei die Fabrikationsstätte unserer Interessengemeinschaft ausdrücklich erwähnt wird) sollen keine Fabrikationserlaubnis für Produkte erhalten, welche schon in rein italienischen Fabriken hergestellt werden. Zum mindesten wird ein Zwangssyndikat für den Verkauf solcher Produkte gefordert.
4. Verbot des Baues neuer und der Erweiterung bestehender Fabriken auf dem Farbstoffgebiet.
5. Allgemeines Zwangssyndikat für die Farbstoffindustrie.
6. Änderung der Patentgesetzgebung in dem Sinne, dass umfassende Patente nicht mehr erteilt werden, damit die italienische Industrie künftig durch Patente weniger eingeschränkt sein soll.

Dieses Programm würde im Falle seiner Verwirklichung dazu führen, dass unser Geschäft mit Italien auf ein Minimum reduziert würde. Es wäre daher wünschbar, wenn von schweizerischer Seite rechtzeitig dagegen Stellung genommen würde.

Pharmazeutische Spezialitäten. Die Bewegung der letzten Jahre, die einheimische nationale Industrie zu entwickeln und zu schützen, findet ihren jüngsten und

1. Lettre adressée à Londres, Stucki se trouvant dans cette ville pour participer à la conférence économique mondiale.

2. En date du 27 mai 1933.

stärksten Ausdruck in dem kgl. Dekret vom 13. April³, von welchem wir einen am 4. Mai im «Corriere della Sera» erschienenen Auszug beifügen. Demnach sieht Italien Massnahmen durch Zollerhöhungen bis zu 50% vor gegen Waren aus Ländern, welche der italienischen Ausfuhr irgendwie Schwierigkeiten machen, sei es durch Einfuhrverbote oder -beschränkungen, spezielle Devisenbestimmungen, Kontingentierungen⁴, bevorzugte Behandlung anderer Länder, durch welche sich italienische Waren benachteiligt sehen usw. Die Schweiz dürfte zwar infolge der handelsvertraglichen Regelung mit Italien und dem Verhalten gegen italienische Waren durch die in Aussicht gestellten Tarifzuschläge nicht besonders betroffen werden, doch ist grösste Vorsicht der Schweiz gegenüber Italien angezeigt, da, wie man sieht, Italien sich nicht mehr mit einem Vorzugstarif allein begnügen wird, sondern auch sonstige Benachteiligung zum Ausgangspunkt von Zollrepressalien nehmen kann.

Schon jetzt hat die schweizerische pharmazeutische Ausfuhr in der letzten Zeit z.B. darunter zu leiden gehabt, dass zum Schutze der italienischen Industrie, deren pharmazeutische Belange durch den Fabrikanten Prof. Serono – Rom im faschistischen Wirtschaftsrat und im «Collegio consultativo dei Periti doganali» äusserst einflussreich vertreten werden, willkürliche neue Zollklassifikationen vorgenommen wurden, sodass vereinzelte Präparate, welche jahrelang als «prodotti chimici organici non nominati» eingeführt werden konnten, plötzlich in die Klasse mit den hohen Zöllen der «prodotti medicinali sintetici» eingereiht wurden. Die italienische Tendenz wird durch die Auslegungsmöglichkeiten, welche das kgl. Dekret nach Umwandlung in ein Gesetz und Inkraftsetzung bietet, eine starke Stütze finden.»

Mündlich ergänzten die Vertreter der Basler chemischen Fabriken obige Angaben in dem Sinne, dass die deutsche I.G. Farbenindustrie von den italienischen Behörden eine Einladung erhalten habe, nach Rom zu kommen, um über verschiedene Fragen mit ihnen zu unterhandeln. Die deutsche I.G. Farbenindustrie habe die Einladung an die deutsche Regierung weitergeleitet und nach Rom geantwortet, dass Unterhandlungen im Beisein von Regierungsvertretern stattfinden müssten.

Nach den Angaben der Vertreter der Basler Interessengemeinschaft ist ihre Fabrik in Italien nicht eine eigentliche Filiale, sondern eine Gesellschaft italienischen Rechts. Das Kapital sei jedoch zu 100% schweizerisch. Die Fabrik in Italien sei nötig; denn wenn die eigene Fabrikation in Italien eingeschränkt oder gar aufgegeben werden müsste, wäre auch die Einfuhr bei weitem nicht mehr im bisherigen Umfange möglich.

In bezug auf die Einfuhr machten wir darauf aufmerksam, dass eine Erhöhung der Einfuhrzölle auf den Farbstoffen, die handelsvertraglich gebunden sind, nicht eintreten könne, solange diese Bindungen bestehen.

Ferner erklärten wir, die Einführung dieses Systems der Einfuhrlizenzen in dem Sinne, dass solche Farbstoffe, welche auch in Italien hergestellt werden, nicht importiert werden dürfen, erscheine uns kaum wahrscheinlich. Selbstverständlich würden derartige Vorschriften von uns bekämpft.

3. Cf. avant-dernier paragraphe de ce document.

4. Cf. n° 220.

Hinsichtlich der Einfuhrzölle und Einfuhrbeschränkungen bestehe also wohl keine unmittelbare Gefahr.

Was die Fabrikationsstätte der Interessengemeinschaft in Italien betreffe, so könnten wir uns kaum auf einen bestimmten Vertragsartikel berufen, falls ihr Schwierigkeiten im Sinne der Mitteilungen der Interessengemeinschaft gemacht werden sollten. Artikel 22 des Handelsvertrages⁵, der sich auf die Gesellschaften beziehe, könnte schwerlich angerufen werden, da jene Fabrikationsstätte nicht eine Zweigniederlassung, sondern eine selbständige Gesellschaft italienischen Rechts sei. Trotzdem könnten wir aber natürlich, falls die befürchteten Schwierigkeiten wirklich eintreten sollten, gestützt auf den Stand der Handelsbeziehungen der beiden Staaten vorstellig werden.

Die Vertreter der Basler chemischen Fabriken wünschen, dass Sie anlässlich der bevorstehenden Besprechungen mit der italienischen Delegation sich darüber erkundigen möchten, was italienischerseits auf Grund der Begehren der italienischen Farbstofffabrik in Melegnano beabsichtigt sei.

Unserseits werden wir gemäss dem Ersuchen der erwähnten Vertreter unsere Gesandtschaft in Rom beauftragen, uns zu berichten, falls sie etwas, besonders auch hinsichtlich der Absichten Deutschlands, erfahren könne.

Was die pharmazeutischen Spezialitäten betrifft, so bestätigte es sich anlässlich der Unterredung, dass die erwähnten Umtarifierungen nicht angefochten werden können, da die Position, in der die fraglichen Erzeugnisse bis jetzt verzollt wurden, nicht handelsvertraglich gebunden ist. Für ein speziell in Betracht kommendes Produkt hatte übrigens unsere Gesandtschaft in Rom, auf direktes Gesuch von Basel aus, bereits resultatlos Schritte unternommen. Es wurde auch seitens der beteiligten Fabrik als aussichtslos betrachtet, die Angelegenheit nochmals aufzugreifen.

Das hiervor unter dem Titel «Pharmazeutische Spezialitäten» erwähnte italienische Dekret vom 13. April ist das allbekannte Dekret über die Erhebung von Zollzuschlägen bis zu 50% für Waren aus Ländern, die italienische Erzeugnisse ungünstig behandeln. Es handelt sich übrigens einfach um eine teilweise Änderung bereits bestehender Bestimmungen.

NS. Soeben erhalten wir von der I.R. Geigy A.-G. noch den in Kopie beiliegenden Artikel aus der Mailänder Handelszeitung «Il Sole» vom 3. ds., woraus hervorgeht, dass anlässlich einer Sitzung des Rats des fascistischen Bundes der chemischen Industrie in Rom beschlossen worden ist, die Verteidigungsaktion zum Schutze des einheimischen Erzeugnisses gegen die Konkurrenz der ausländischen Industrie zu verstärken. Es wäre den Basler Firmen erwünscht, via London näher Aufschluss über die von den zentralen Organen der italienischen chemischen Industrie gefassten Beschlüsse zu erhalten.

5. Garantissant à toutes les sociétés suisses ou italiennes le droit de s'établir sur le territoire de l'autre pays (RO, 1924, vol. 40, pp. 114-115).

18 JUIN 1933

292

E 7110 1/57

*Le Ministre de Suisse à Paris, A. Dunant,
au Chef du Département politique, G. Motta*

L

Duplicata

Confidentielle et personnelle

Paris, 18 juin 1933

Par suite de la dénonciation, par la France, de notre Traité de Commerce¹, il faudrait, en vue des négociations prochaines, exposer notre situation au public français, qui ignore que la France jouit, dans la balance entre les deux pays, d'un solde actif de 900 millions environ. Or, pour ce faire, il n'y a qu'un seul moyen: la presse; et, à Paris, ce n'est pas gratis. Vous savez qu'à différentes reprises, des gazettes quotidiennes et des journaux hebdomadaires nous ont soumis des propositions de numéro spécial ou d'articles documentaires sur la Suisse; cette sorte de publicité peut se faire de deux manières différentes: ou bien on alloue une somme X au journal pour faire passer l'article dont le texte lui est fourni, ou bien on garantit au journal qui aura publié l'article dont il s'agit l'achat de X numéros. C'est généralement la seconde éventualité qui est préférée, car elle présente l'avantage, pour le pays intéressé, de pouvoir distribuer à son gré le journal avec lequel la «combinaison» a été réalisée.

Jusqu'à présent, vous n'avez guère témoigné de sympathie à une publicité de ce genre, entr'autres, parce que vous ne disposiez daucun fonds dans ce but.

Or, M. Stucki a demandé à M. de Torrenté² que la Légation lui fournisse un devis sur le coût d'une publicité propre à influencer favorablement l'opinion française. Naturellement, ce ne serait pas votre Légation qui s'en chargerait; mais nous avons une Chambre de Commerce dont le Secrétaire général, M. Gérard de Pury (beau-frère de M. Vieli³), est intelligent et avisé; si ce projet se réalise, c'est à lui que cette activité discrète pourrait être confiée – sous notre contrôle; mais, bien entendu, nous resterions dans la coulisse.

Je ne vous cacherai pas, Monsieur le Conseiller fédéral, que j'applaudis à la suggestion de M. Stucki; nous vivons des temps extraordinaires et il nous faut recourir à d'extraordinaires moyens si nous voulons nous tirer d'affaire économiquement. Vous connaissez la situation lamentable de notre exportation; si, par des articles bien rédigés et habilement répartis dans la presse de ce pays, nous pouvons, au cours des prochaines négociations, attirer l'attention des intéressés français sur l'importance que présente pour eux le marché suisse, ce sera un grand avantage parce que, parmi tant de contrées étrangères, c'est certainement la France qui offre encore un débouché profitable pour nous.⁴

1. Cf. n°280.

2. H. de Torrenté, Secrétaire de légation, chargé des affaires commerciales à la Légation de Suisse à Paris.

3. P. Vieli, de la Division du Commerce du Département de l'Economie publique.

4. Consultés, le Chef du Département de l'Economie publique, E. Schulthess, et le Directeur de la Division du Commerce du même Département, W. Stucki, se rallient au point de vue exprimé par le

Chef du Département politique, G. Motta, dans une lettre confidentielle à son collègue E. Schulthess, le 26 juin 1933: Nous avons éprouvé quelques hésitations à nous rallier au point de vue de M. Dunant, en raison, d'une part, des difficultés budgétaires qu'il comporte et, d'autre part, du précédent assez dangereux qu'une expérience du genre de celle qui nous est proposée pourrait constituer pour l'avenir. Il est à craindre, en effet, que, le jour où il sera acquis que, comme d'autres pays, la Suisse rétribue les articles qui lui sont favorables, nous soyons entraînés plus souvent que nous ne le voudrions à des dépenses de propagande. Nous arrivons, toutefois, à la conclusion que les circonstances sont trop graves pour que des objections de cette nature doivent nous empêcher d'user de tous les moyens imaginables pour défendre notre situation et sauvegarder notre commerce extérieur (E 7110 1/57).

De son côté, le Ministre de Suisse à Paris prévoit un plan d'action et un budget de 243.000 francs français destiné avant tout à la presse d'information et d'opinion, puisque les périodiques techniques et économiques accueillent et accueilleront sans incitation particulière la propagande commerciale suisse: Il s'agit, et la tâche n'est pas facile, de mettre en lumière le fait qu'un traitement exceptionnel s'impose à l'égard d'un pays qui offre à la France des avantages également exceptionnels. Pour atteindre cette opinion publique, dont l'influence est manifeste sur les actes du Parlement, il ne saurait suffire de se servir de la presse technique et des organes des industries exportatrices. Une action dans la presse d'opinion et même d'information est nécessaire. Or, cette presse, ainsi que vous le savez, à commencer par «Le Temps», le journal le plus solennel de la République, est vénale à tous les degrés. D'où les chiffres qui, à première vue, vous paraîtront un peu élevés, figurant sur le projet de budget ci-joint. Ces chiffres, qui n'ont qu'une valeur d'approximation, ont été établis à la suite de divers sondages. Dans ma pensée, ils seront susceptibles de compression ou d'augmentation, selon la durée et le développement de la campagne envisagée.

(Lettre confidentielle du Ministre de Suisse à Paris, A. Dunant, au Chef du Département de l'Economie publique, E. Schulthess, 28 juillet 1933. La missive porte en marge une annotation paraphée par ce dernier: Bo /Bonhôte, de la Division du Commerce/ aa /ad acta/ wurde mit den H.H. Dunant, Brandt u. de Pury vorläufig mündlich erledigt (E 7110 1/57).

293

E 2001 (C) 4 /146

*Le Chef de la Division des Affaires étrangères du Département politique,
M. de Stoutz,
à l'Association suisse des banquiers à Bâle*

*Copie
L CI*

Berne, 19 juin 1933

Comme suite à notre lettre du 19 mai¹, nous avons l'honneur de vous transmettre le texte ci-joint de la réponse que la Légation de Suisse à Washington a bien voulu donner, le 6 juin², à notre consultation relative aux perspectives d'une action diplomatique dirigée contre l'abrogation de la clause-or aux Etats-Unis.

1. Cf. n°274.

2. Pour le Ministre de Suisse à Washington, Peter, [...] une action isolée de la Suisse serait vouée à un insuccès certain et, pour autant que j'ai pu apprendre jusqu'à ce jour, aucune action diplomatique n'a été entreprise ou envisagée par la France, les Pays-Bas, l'Italie ou la Grande-Bretagne. Les débats qui ont eu lieu à la Chambre des Représentants le 29 mai et au Sénat le 3 juin n'ont laissé aucun doute quant aux tendances de la majorité du Congrès et à son intention de ne faire aucune différence entre qui que ce soit. Alors que la mesure en elle-même [*l'abrogation de la clause-or*] a donné lieu, comme vous le faites remarquer, à une vive critique en Amérique même, une disposition favorisant les porteurs étrangers ou domiciliés à l'étranger, dans l'état actuel de l'opinion, ne serait pas comprise et n'aurait aucune perspective. [...] (E 2001 (C) 4 /146).

L'opinion de cette Légation est plutôt pessimiste, elle ne se promet aucun résultat pratique des réserves qui viendraient à être formulées en l'occurrence et elle craint même qu'une telle démarche n'aille à fin contraire des intérêts des obligataires. Il se rait en tout cas nécessaire, à son sens, que la Suisse n'agît pas isolément, mais que son exemple fût suivi par d'autres Etats.

Sans entendre ouvrir ici une discussion des arguments pour et contre une intervention à Washington, nous croyons cependant devoir vous communiquer que, tout en reconnaissant les difficultés de l'entreprise et les excellentes raisons qui ont engagé la Légation à nous y rendre attentifs, nous ne pouvons guère nous rallier à son point de vue.

Si nous laissions sans protestation la décision des Etats-Unis, il est fort probable que notre silence ne manquerait pas d'être interprété comme un acquiescement tacite non seulement par les débiteurs américains, mais encore par les Etats tiers qui, liés par des contrats en dollars-or, entendraient se prévaloir à nos dépens des avantages qu'implique pour eux l'abrogation de la clause-or américaine. Les représentations que nous sommes en droit de faire à Washington ne sauraient d'ailleurs aggraver la situation des porteurs suisses, dès lors qu'il s'agirait uniquement de formuler à titre officiel une réserve générale de droit et non point, comme paraît le supposer la Légation, d'exiger le «paiement sous réserve» du principal et des intérêts des dettes libellées en dollars-or. Quant à notre intérêt de voir se former un groupe d'Etats disposés à constituer avec nous un front commun, nous vous rappelons que nous avons dès le début insisté sur ce point et que notre opinion coïncide donc pleinement avec celle de la Légation. Aussi n'est-ce pas sans une réelle satisfaction que, par votre circulaire du 15 juin, nous avons appris votre initiative de convoquer prochainement à Bâle les représentants des Associations belge, française et hollandaise en vue de former un comité de défense international et d'aviser ensuite aux mesures à prendre en commun vis-à-vis des Etats-Unis.

294

E 7110 1/134

*Le Directeur de l'Office suisse d'expansion commerciale, M. G. Lienert,
à la Division du Commerce du Département de l'Economie publique*

L DC/LT

Zürich, 27. Juni 1933

Wir beeihren uns, den Empfang Ihres Schreibens vom 15. Juni¹ zu bestätigen, womit Sie uns u.a. vom Inhalt eines kürzlich erhaltenen Luftpostbriefes des Generalkonsulats in Santiago betreffend den augenblicklichen Stand seiner Unterhandlungen mit dem chilenischen Handelsministerium Kenntnis geben. Wir haben von

1. Non reproduit.

der leider eher negativen und ablehnenden Stellungnahme der chilenischen Regierung den Vorschlägen der Schweiz gegenüber mit Bedauern Kenntnis genommen.

Schon am Freitag, 16. Juni, nach Erhalt Ihrer telephonischen Mitteilung über dieses Ergebnis, haben wir uns mit einer Delegation der hauptsächlichsten schweizerischen Besitzer von Exportguthabten in Chile in Verbindung gesetzt und mit ihnen die allgemeine Lage eingehend besprochen.

Die einstimmige Auffassung der Exportkreise, welche wir hier vertreten, bestätigt im allgemeinen den Inhalt unseres Briefes vom 7. Juni¹. Auf unsere Exporteure macht die Tatsache, dass die Schweiz in den ersten 5 Monaten dieses Jahres für mehr als 1½ Millionen Schweizerfranken Waren aus Chile importiert und bezahlt hat, ohne dass damit irgendein Betrag unserer eingefrorenen Guthaben kompensiert werden konnte, grossen Eindruck. Sie sind der Ansicht, dass dieser unleidliche Zustand nicht länger andauern sollte.

Es scheinen sich heute drei Wege abzuzeichnen, die zu einer Lösung des Problems führen könnten. Wir haben sie in Verbindung mit den interessierten Exporteuren geprüft:

1. – Die sofortige Schliessung der Schweizergrenze für chilenische Produkte zum Zweck, Chile zu grösserem Entgegenkommen zu zwingen ist nicht möglich, da Sie uns erklären, dass gegenwärtig neue Einfuhrbeschränkungen nicht dekretiert werden sollen.

2. – Die Kompensierung unserer Guthaben auf Grund des freiwilligen Entgegenkommens unserer Importeure oder auf Grund eigener Käufe von chilenischen Exportwaren ist von der Handelszentrale in Verbindung mit den Hauptinteressen des eingehendsten geprüft worden. Nicht nur die Mission des Herrn Holle², der in unserm Auftrage einen Teil des Winters in Chile verbrachte, sondern auch eine lange Serie von Besprechungen mit den Hauptimporteuren und Konsumenten in der Schweiz dienten diesem Zwecke. Die Gründe des Misserfolges unserer Versuche sind hauptsächlich darin zu suchen, dass die chilenische Exportware sich in internationalem Besitz befindet und nur indirekt in die Schweiz eingeführt wird. Drei Spezialfälle heben wir hervor:

a) Das grösste Produkt, Kupfer, befindet sich in nordamerikanischem Besitz. Die Schweizerkonsumenten, an die wir letzte Woche noch einmal gelangt sind, erklären, dass es nicht in ihrer Macht liege, den Lieferanten irgendwelche Abnahmebedingungen vorzuschreiben. Übrigens wird erklärt, dass Katanga-Kupfer heute zu Bedingungen angeboten wird, welche den Chile-Kupfer zu verdrängen geeignet sind. Von «zusätzlichen» Kupferimporten dürfte demnach in diesem Jahre kaum die Rede sein, mehr als die Aufrechterhaltung des bisherigen Umfangs könnte kaum gewährleistet werden.

b) Der Chile-Salpeter wird in der Schweiz nur noch beschränkt verwendet. Die Importeure kaufen ihn im Meerhafen und zwar nicht einmal direkt von der Cosach³. Auch sie behaupten demnach keinen Druck auf die Lieferanten ausüben zu können. Verhandlungen mit der Cosach haben sowohl in Santiago als in London

1. Non reproduit.

2. Cf. aussi n° 311.

3. Compagnie du salpêtre du Chili.

stattgefunden. Sie sind noch nicht abgeschlossen, im günstigsten Falle vermitteln sie uns aber nur geringe Beträge, wenn wir nicht durch offizielle Verhandlungen unterstützt werden.

c) Chile-Äpfel sind im Mai für rund Frk. 150'000.– ohne jegliche Kompensation hereingekommen. Als dann für die beabsichtigten Juniimporte die schweizerische Einfuhrbewilligung von der Kompensation mit unsern Guthaben abhängig gemacht wurde, kamen nur noch zwei ganz unbedeutende Geschäfte zustande, der übrige Import unterblieb, weil nach den Erklärungen unserer Importeure die Kompensation (offizieller statt schwarzer Kurs) eine für unsern Markt untragbare Preiserhöhung mit sich gebracht hätte. Heute dürfte die Saison für Äpfel vorbei sein, dagegen sind wir Ihnen sehr dankbar, dass die Sektion für Einfuhr angewiesen worden ist, für alle kontingentierten Waren chilenischen Ursprungs die erwähnte Bedingung auf alle Fälle an die Einfuhrbewilligung zu knüpfen.

Wir führen unsere Untersuchungen und Verhandlungen bezüglich aller chilenischen Artikel selbstverständlich weiter. Wir müssen aber hier erklären, dass die bisherigen Bemühungen einen Erfolg nicht gebracht haben und dass wir auch keine grossen Hoffnungen auf die künftigen setzen. Das weitere Vorgehen in dieser Angelegenheit darf also vom sehr zweifelhaften Erfolg dieser Schritte nicht abhängig gemacht werden.

3. – Die einzige Aussicht, unter diesen Umständen trotzdem zu einem Ziele zu gelangen, bieten direkte Verhandlungen von Regierung zu Regierung. Wir sind uns mit dem Vorort des Schweizerischen Handels- und Industrievereins darüber einig, dass es sehr wünschbar wäre, wenn die Delegationen der beiden Länder, die sich gegenwärtig in London befinden, direkte Unterhandlungen aufnähmen, um möglichst rasch zu einer Lösung zu gelangen. Die Warengläubiger, mit denen wir in letzter Zeit verkehrten, haben uns beauftragt, Ihnen mitzuteilen, dass sie ihrerseits eine Kompensationsquote annehmen könnten, die bedeutend unter jenen liegen würde, die bisher in den Clearingabkommen mit andern Ländern vereinbart worden sind. Selbst wenn letzten Endes nur 30 oder gar nur 20% der Lieferungen Chiles in die Schweiz für die Kompensation mit unsern Warenguthaben verwendet werden könnten, so sollte nach ihrer Meinung das Abkommen abgeschlossen werden. Im Hinblick auf die letzten Meldungen unseres Generalkonsulats in Santiago ist aber zu betonen, dass der gesamte Kupferimport und nicht nur unrealisierbare zusätzliche Importe von der Kompensation erfasst werden sollten, wobei, wenn es nicht anders geht, die Kompensationsprozente hier eventuell noch mehr verringert werden dürften. Wir möchten noch erwähnen, dass die schweizerischen Exporteure im allgemeinen nicht daran denken, neue Geschäfte mit Chile zu tätigen, bevor die heute ausstehenden Guthaben hereingebracht sind. Es gibt auch heute noch Firmen, welche dank der besondern Art ihrer Produkte, die zur dringenden Bedarfsdeckung bestimmt sind, nach Chile exportieren können und auch bezahlt werden. Diese Situation braucht sich auch durch das Kompensationsabkommen nicht zu ändern, die betreffenden Firmen scheinen eine Berücksichtigung im Kompensationsverkehr nicht nötig zu haben. Das Schwergewicht kann deshalb schweizerischerseits auf die Abtragung der alten Guthaben gelegt werden.

Unsere obigen Ausführungen zusammenfassend, hoffen wir, dass es möglich sein werde, durch die Einleitung direkter Verhandlungen in London die chilenische

Regierung zur Aufgabe dieser verschleppenden Taktik zu bringen, sodass möglichst bald die Importe chilenischer Waren der Hereinbringung unserer alten Warenguthaben dienstbar gemacht werden kann. Die Ergebnisse unserer privatgeführten Untersuchungen stehen zu Ihrer Verfügung; wir verweisen darauf, dass auch unsere Gesandtschaft in London bereits in dieser Angelegenheit tätig gewesen ist.

295

E 2001 (C) 3/147

*Négociations avec l'Allemagne concernant le moratoire des transferts
Procès-verbal de la conférence du 29 juin 1933¹*

Copie

Anwesend: Herr Bundespräsident Schulthess
Die Herren Minister de Stoutz, Dr. Feldscher, Polit. Dep.; Generaldirektor Jöhr,
Legationsrat Vieli.

Herr Dr. Jöhr referiert im Anschluss an die Besprechung vom 19. Juni² über die seither geführten Unterhandlungen mit Reichsbankpräsident Schacht und den übrigen Bankenvertretern³. Er bemerkt einleitend, dass er seit der Sitzung vom 19. Juni auch die Vertreter der Klein- und Lokalbanken zu den Besprechungen des Komitees Deutschland der Bankiervereinigung eingeladen habe. Herr Gut vom Bankhaus Schoop, Reiff & Co.⁴ sei in London gewesen und von ihm jeweils nach den Besprechungen mit der deutschen Delegation orientiert worden.

Ehe Herr Jöhr sich nach London begab, fuhr er nach Berlin, wo er mit Herrn Schacht eine 2½stündige Unterredung hatte. Er unterbreitete Herrn Schacht den Vorschlag, einen bestimmten Prozentsatz der Zinsen der langfristigen Anleihen, z.B. 4%, zu transferieren und den Rest in die Konversionskasse⁵ in Deutschland einzubezahlen, wobei aber der ursprüngliche Schuldner seine Haftbarkeit beibehalten würde. Herr Schacht zeigte sich diesem Vorschlag geneigt, ohne allerdings irgendwie auf den zu transferierenden Prozentsatz einzutreten. Er stellte auch eine entgegenkommende Behandlung unserer speziellen Wünsche in Aussicht, so für die Zahlungen unserer Stromlieferungen, die Beteiligungsüberweisungen der Elektrizitätsgesellschaften usw. – Auch die eventuelle Einrichtung eines Teilclearings für die nicht transferierten Zinsen wurde von Schacht nicht ohne weiteres abgelehnt. Er

1. Non signé.

2. Cf. procès-verbal de cette conférence, à laquelle avaient participé aussi les conseillers fédéraux Schulthess et Motta, in E 7110 1/45.

3. Cf. n° 289. Sur ces négociations avec Schacht cf. aussi le rapport préparé par H. Koenig, directeur de la Renten-Anstalt, du 23 juin, non reproduit.

4. Cf. n° 283, n. 15.

5. Cf. n° 286, n. 6.

erklärte allerdings, dass diesbezüglich eine Besprechung mit Herrn Hugenberg notwendig sei.

Herr Jöhr begab sich dann zu Herrn Hugenberg, der jedoch in seinen Erklärungen sehr unbestimmt war. Er fühlte sich schon in jenem Moment in seiner Stellung sehr wenig sicher. Herr Jöhr sprach daher mit den beiden eventuell als Nachfolger Hugenbergs in Betracht kommenden Staatssekretären⁶, besonders mit Herrn Wagener. Der Letztere billigte den oben angedeuteten Vorschlag ebenfalls. Auch hielt er eine Transferierung der Zinsen auf der Basis von 4% für durchaus angebracht.

Von Berlin reiste Herr Jöhr nach London, wo zunächst Besprechungen mit den Holländern und Schweden geführt wurden, die allerdings kein positives Resultat ergaben. Die Holländer und die Schweden lehnten eine Transferierung auf der festen Basis von 4% der Zinsen ab, weil sie darin ein Präjudiz für die von Deutschland sicher zu erwartenden Bestrebungen auf eine Reduktion des Zinsfusses erblickten. Aus diesem Grunde ziehen die Holländer und die Schweden eine Transferierung von 50% oder 75% des Zinsbetrages einer festen Fixierung des Zinssatzes vor.

Es kamen dann die Verhandlungen der gesamten Gläubigervertreter mit Schacht. Dieser wollte niemals eine feste Ziffer für die transferierbaren Zinsen nennen. Er liess sich nur auf die Erklärung ein, dass ein gewisser Teil der Zinsen transferiert würde, während für den Rest sog. Scrips auf die Konversionskasse ausgestellt würden. Diese Scrips sollten nach der Meinung Schachts auf Mark lauten; unter keinen Umständen wollte er sich einverstanden erklären, die Scrips in der ursprünglichen Valuta der Schuldverpflichtung auszustellen. Zu einer Einigung in dieser Frage kam man nicht. Immerhin wurde dann ein gemeinsames Communiqué veröffentlicht.

Es folgte dann eine Besprechung mit Herrn Minister Stucki und Herrn Schacht, welcher schweizerischerseits auch Herr Jöhr und deutscherseits Unterstaatssekretär Bang und Ministerialrat Ritter beiwohnten. Herr Stucki verlangte mit Nachdruck eine differentielle Behandlung der Schweiz, die sich durch die deutsch-schweizerischen Handelsbeziehungen rechtfertigt. Herr Schacht erklärte, dass die Amerikaner sich sehr energisch dagegen ausgesprochen hätten. Deutschland hat Bedenken, gegen den Willen der Amerikaner der Schweiz eine differentielle Behandlung angedeihen zu lassen, weil eine Sequestrierung der deutschen Schiffe in New York und der deutschen Guthaben in Amerika befürchtet wird. Schacht wäre jedoch einverstanden mit einem Vorschlage Jöhrs, wonach in der Schweiz eine spezielle Organisation für die sofortige Teilverwendung der Scrips eingerichtet würde. Diese Spezial-Regelung müsste natürlich streng geheim gehalten werden. Danach würden zu den 50% der Zinsen, deren Transferierung Deutschland ohnehin vornimmt, noch etwa 40% von dem verbleibenden Rest mit Hilfe von deutschen Importen in die Schweiz verwertet. Herr Schacht wollte dies mit zusätzlichen Importen durchführen, wogegen Herr Stucki unverzüglich Einspruch erhob. Der dann noch

6. Le 27 juin Hugenberg avait abandonné son porte-feuille de Ministre de l'Economie et de l'Agriculture. Il allait être remplacé par K. Schmitt.

verbleibende Rest hätte die Aussicht auf eine spätere Auszahlung durch die Konversionskasse.

[...]

Herr Bundespräsident *Schulthess* hält zunächst die Geheimhaltung der Spezialorganisation für ganz unmöglich. Das kann allerdings der Schweiz auch völlig gleichgültig sein, da sie sich um die Amerikaner nicht zu kümmern hat. Immerhin findet er ein offenes Vorgehen unter solchen Umständen für viel richtiger.

[...]

Herr Bundespräsident Schulthess hat auch mit Herrn Stucki telephoniert und ist mit diesem der Ansicht, dass man von Deutschland doch etwas mehr erreichen können. Er macht kein Hehl daraus, dass hier schwerwiegende schweizerische Interessen auf dem Spiele stehen, welche eventuell doch dazu führen könnten, dass wir gewisse Massnahmen gegenüber Deutschland ergreifen müssen. Auf Grund seiner telephonischen Besprechung mit Herrn Stucki ist dann ein Communiqué der Depechenagentur übergeben worden, welches in den heute Mittag zur Ausgabe gelangenden Zeitungen erscheinen und worin erklärt wird, dass man mit eventuellen Massnahmen gegen Deutschland zuwarten wolle, bis die von Schacht in Aussicht gestellte Angabe über die Transferquote vorliegt.

[...]

Herr Bundespräsident *Schulthess* schliesst die Besprechung, indem er bemerkt, dass nunmehr zunächst die Erklärung Schachts, d.h. der deutschen Regierung, vom 1. Juli abzuwarten sei, wobei schweizerischerseits der endgültige Entscheid über die eventuell zu treffenden Massnahmen erfolgen muss. Immerhin macht er alle Vorbehalte mit Bezug auf die von Herrn Jöhr vorgeschlagene Teillösung und bemerkt ausdrücklich, dass die Verantwortung für dieselbe von den Vertretern der privaten Gläubiger, d.h. also vom Komitee Deutschland, übernommen werden müsste.

[...]

296

E 7110 1/41

*Le Ministre de Suisse à Berlin, P. Dinichert,
au Chef du Département politique, G. Motta*

Copie

L

Deutschland. – Reiseverkehr.

Berlin, 30. Juni 1933

Unter Bezugnahme auf meinen Bericht vom 26. dies¹ beeche ich mich, Ihnen mitzuteilen, dass ich gestern gelegentlich meines Besuches bei Freiherrn von Neurath² die beabsichtigte Intervention betreffend die Handhabung des deutschen Ausreise-

1. Non reproduit.

2. Ministre des Affaires étrangères.

sichtvermerks³ vorgenommen habe. Unter näherer Darlegung aller Verhältnisse habe ich Herrn von Neurath eindringlich auf die schwerwiegende Belastung hingewiesen, die den deutsch-schweizerischen Wirtschaftsbeziehungen aus der steigenden Erschwerung der Ausreise aus Deutschland durch behördliche Massnahmen erwächst. Abgesehen von der Tragweite des Problems an sich, das eine unserer grössten Landesindustrien aufs nächste angeht, verwies ich auch auf die gespannte Gesamtsituation unserer wirtschaftlichen Beziehungen, die Deutschland allen Anlass geben sollte dafür zu sorgen, dass die Belastung nicht noch durch neue Schwierigkeiten ins Unerträgliche wachse.

Herr von Neurath zeigte entschieden viel Verständnis für die vorgebrachten Klagen, über die er ja bereits durch meine Aufzeichnung vom 20. Juni⁴ orientiert war. Insbesondere gab er zu, dass die behördliche Erschwerung der Ausreise, bezw. Beeinflussung der Reisedispositionen von einzelnen Personen, auch von Beamten, mit den Tendenzen des Abkommens⁵ im Gegensatz stehe und nicht vereinbar erscheine mit den wirtschaftlichen Zugeständnissen, die von der Schweiz im Rahmen des Wirtschaftsabkommens für Verkehrserleichterungen deutscherseits gewährt worden sind.

Die Art und Weise, wie sich Herr von Neurath zu meiner in entschiedenster Form vorgebrachten Intervention äusserte, lässt erwarten, dass er den ganzen Einfluss seiner Person aufbieten wird, um eine Milderung der zurzeit eingerissenen Praxis bei der Handhabung des deutschen Ausreisesichtvermerks durchzusetzen.

Ich habe im übrigen auch noch den zuständigen Ministerialdirektor⁶ und den zuständigen Länderreferenten des Auswärtigen Amtes in dieser Sache aufgesucht, um nichts zu unterlassen, was eine möglichst rasche Lösung herbeizuführen geeignet ist.

3. Cf. n° 258 + A.

4. Non retrouvé. Dans une lettre du 26 juin, Dinichert communique au Département politique qu'il a l'intention de présenter dans les jours qui suivent une nouvelle note aux Affaires étrangères allemandes sur la question du visa de sortie. Nous reproduisons cette note en annexe au présent document.

5. Il s'agit du protocole signé le 29 juin 1932 (cf. l'annexe au n° 178), repris dans l'accord conclu le 5 novembre suivant. Cf. n° 207.

6. K. Ritter.

ANNEXE

E 7110 1/41

*Note verbale présentée par le Ministre de Suisse à Berlin, P. Dinichert,
à l'Office des Affaires étrangères du Reich*

*Copie
Dringlich*

Berlin, ... Juni 1933⁷

Die schweizerische Gesandtschaft beeht sich, im Auftrage ihrer Regierung das Auswärtige Amt zuhanden der zuständigen Reichsbehörden auf die ernsten Besorgnisse aufmerksam zu machen, die der schweizerischen Wirtschaft durch die auf deutscher Seite in Erscheinung tretenden, stets grösser werdenden Erschwerungen des Reiseverkehrs nach dem Ausland erwachsen. Die Schweiz erblickt solche Erschwerungen in folgenden Tatsachen und Vorgängen:

- 1) Bekanntmachungen der Reichsregierung und der Regierungen der süddeutschen Länder, die sich gegen Urlaubsreisen der Beamten ins Ausland richten. Formelles Verbot von Auslandsreisen von Beamten durch die Bayerische Regierung.
- 2) Die wachsende Abhängigkeitsmachung des Ausreisesichtvermerks von einem Unbedenklichkeitsattest des zuständigen Finanzamtes.
- 3) Die Forderung der Sicherstellung eines Viertels des Vermögens für solche Reisende, deren steuerpflichtiges Vermögen RM 200.000.– und darüber beträgt, als Voraussetzung der Gewährung des Unbedenklichkeitsattestes durch die Finanzämter. Die Finanzämter stützen sich bei dieser Massnahme auf die Sicherungsbestimmungen der Reichsfluchtsteuerverordnung.
- 4) Übereinkommen der süddeutschen Länder, wonach jedes Gesuch um Gewährung des Ausreisesichtvermerks geprüft werden soll nach Zweck des Auslandaufenthaltes, politischer Einstellung des Gesuchstellers und Konfession. Gewährung oder Verweigerung des Sichtvermerks je nach befriedigendem oder unbefriedigendem Ergebnis dieser Prüfung.
- 5) Technische Erschwerung in der Erteilung des Sichtvermerks an deutsche Kurgäste, die sich vorübergehend in süddeutschen Kurorten aufhalten und kurzfristige Ausflüge nach der Schweiz unternehmen wollen.

Auf alle diese Punkte hat die schweizerische Gesandtschaft in ihrer Aufzeichnung vom 20. Juni⁸ des näheren hingewiesen. Die zuständigen schweizerischen Behörden sind der Auffassung, dass die hier aufgeführten Massnahmen in ihrer Gesamtheit eine ernsthafte Beeinträchtigung des deutschen Reiseverkehrs nach der Schweiz zur Folge haben, die nicht nur den vom Auswärtigen Amte gelegentlich der Einführung des Sichtvermerkzwangs am 4. April abgegebenen Zusicherungen widerspricht, sondern auch mit den Bestimmungen und dem Zweck des deutsch-schweizerischen Reiseabkommens vom 5. November vorigen Jahres⁹ nicht mehr in Übereinstimmung zu bringen ist.

Die Gesandtschaft darf daran erinnern, dass die Schweiz in diesem Abkommen als Gegenleistung zu den von Deutschland für den Reiseverkehr vertraglich gewährten Erleichterungen sich verpflichtet hat, monatlich gewisse Rohstoffe aus Deutschland in gleichen Mengen wie im Jahre 1931 zuzulassen. Sie darf im ferneren darauf hinweisen, dass der Reiseverkehr aus der Schweiz nach Deutschland einen besonders starken Aufschwung genommen hat, nachdem die im Stillhalteabkommen vorgesehenen Verwertungsmöglichkeiten für Registermark die Beschaffung von deutschen Zahlungsmitteln für den Reiseverkehr in letzter Zeit wesentlich verbilligt haben. Die zuständigen schweizerischen Behörden haben deshalb die Gesandtschaft beauftragt, der bestimmten Erwartung Ausdruck zu geben, dass die Reichsregierung alles tun wird, um die geschilderten Erschwerungen, die durch Massnahmen der Länderregierungen, der Finanzämter und der Polizeiorgane eingetreten sind, im Sinne der getroffenen Abmachungen wieder zu beseitigen.

7. La note est présentée vraisemblablement le 29 juin, lors des entretiens évoqués par Dinichert dans sa lettre du 30 reproduite ci-dessus. Cf. lettre de Dinichert au Département politique du 26 juin, non reproduite.

8. Cf. n. 4 ci-dessus.

9. Cf. n. 5 ci-dessus.

297

E 1004 1/341

CONSEIL FÉDÉRAL
Procès-verbal de la séance du 4 juillet 1933¹

1111. Verwahrung gegen das deutsche Transfermatorium

*Politisches Departement
Antrag vom 3. Juli 1933*

Das deutsche Gesetz über Zahlungsverbindlichkeiten gegenüber dem Auslande vom 9. Juni 1933² ist am 1. Juli in Kraft gesetzt worden. Durch direkte Verhandlungen von Vertretern der Gläubiger mit dem Reichsbankpräsidenten Dr. Schacht ist es zwar gelungen, wesentliche Zugeständnisse zu erwirken. Trotzdem muss die nun getroffene Teillösung, die – abgesehen von Sonderbestimmungen für die Dawes- und die Young-Anleihe³ – eine Transferierung nur der Hälfte der Zins- und Dividenzahlungen vorsieht und zudem noch auf maximal 4 % der Kapitalforderungen begrenzt, als schwere Verletzung wohlerworbener Gläubigerrechte bezeichnet werden. Bedenklich ist namentlich, dass für die nicht transferierbare Quote, zu der noch die Amortisationsbetrifffnisse hinzukommen, den Gläubigern nur eine Forderung in Reichsmark gegen die Konversionskasse zugestanden wird, wobei für Forderungen, die auf ausländische Währung lauten, ein Zwangskurs festgesetzt ist.

Aus den Kreisen der schweizerischen Gläubigervertreter ist an das politische Departement das Ersuchen gerichtet worden, es möge gegen das Vorgehen der Reichsregierung Verwahrung eingelebt werden. Das politische Departement glaubt diesem Begehrung stattgeben zu sollen. In einer konferentiellen Besprechung der beteiligten Departemente mit dem Leiter der Delegation schweizerischer Gläubigervertreter hat auch Herr Bundespräsident Schulthess einem solchen Schritte zugestimmt⁴.

Dans la discussion, *M. le chef du département de l'intérieur* fait observer que lors de la dévaluation des monnaies d'autres Etats, par exemple de la livre Sterling⁵, qui a fait subir à la Suisse des pertes aussi grandes que le moratoire allemand des transferts, la Suisse s'est abstenu de toute démarche diplomatique. Sans doute s'agissait-il alors non pas d'un moratoire de transferts, mais de l'abandon de la convertibilité de la monnaie en or. Mais y a-t-il une raison de traiter différemment les deux opérations? N'est-il pas à craindre que cette différenciation nous soit imputée à grief en Allemagne?

M. le président et M. le chef du département politique constatent que les Etats

1. Absents: Pilet-Golaz et Häberlin.

2. Cf. n° 286, n. 6.

3. Cf. n° 286, n. 9.

4. Cf. n° 295.

5. Cf. n° 102.

européens qui ont abandonné l'étalon-or pouvaient arguer de la force majeure, tandis que l'Allemagne intervient, par le moratoire, dans les rapports de droit privé entre débiteurs allemands et créanciers étrangers. C'est le point qui appelle une protestation, le Conseil fédéral ne devant s'exposer au reproche des créanciers suisses d'être resté inactif. Toutefois MM. Schulthess et Motta se déclarent prêts à examiner s'il est possible de tenir compte, dans la rédaction de la note, des observations du chef du département de l'intérieur.

Sous cette réserve, le conseil arrête:

Die schweizerische Gesandtschaft in Berlin ist zu beauftragen, durch Übergabe einer Note (siehe Beilage)⁶ bei der Reichsregierung gegen das von ihr verfügte Teil-moratorium für langfristige deutsche Auslandschulden Verwahrung einzulegen.

ANNEXE

E 7110 1/45

*Note verbale remise par la Légation de Suisse à Berlin
à l'Office des Affaires étrangères du Reich*

Copie

Berlin, 5. Juli 1933

Im Auftrag des Schweizerischen Bundesrates beeindruckt die schweizerische Gesandtschaft dem Auswärtigen Amte Nachstehendes zur Kenntnis zu bringen.

Am 1. Juli d.J. ist das am 9. Juni 1933 erlassene Gesetz über Zahlungsverbindlichkeiten gegenüber dem Ausland in Kraft getreten, mit dem angeordnet wird, dass gewisse näher angeführte Schuldverpflichtungen gegenüber ausländischen Gläubigern an die Konversionskasse für deutsche Auslandschulden zu entrichten sind. Dabei wird u.a. festgesetzt, dass Leistungen in ausländischer Währung zu einem gesetzlich bestimmten Kurse in Mark an diese Kasse abzuführen sind und dass der Schuldner durch die Zahlung an die Kasse sich von seiner Verpflichtung befreit.

Seit Erlass des Gesetzes sind zwischen Vertretern der Gläubiger einerseits und der Reichsregierung andererseits Verhandlungen über Milderungen in der Anwendung der Gesetzesbestimmungen gepflogen worden, die indessen noch nicht abgeschlossen sind. Es hat sich dabei auch ergeben, dass die Reichsregierung beabsichtigt, nach Ablauf von sechs Monaten die von ihr angeordneten Zahlungseinschränkungen wieder aufzuheben.

Im Hinblick darauf, dass durch die Massnahmen der Reichsregierung die Rechte schweizerischer Gläubiger in bedeutendem Umfang betroffen wurden, legt der Bundesrat Gewicht auf die Feststellung, dass die durch das Gesetz vom 9. Juni 1933 berührten Rechtsverhältnisse internationaler Natur sind und nicht durch einseitige Eingriffe des Wohnsitzstaates des Schuldners abgeändert werden können. Die Schweizerische Regierung möchte vermeiden, dass durch ein Stillschweigen von ihrer Seite angenommen werden könnte, dass sie oder die schweizerischen Gläubiger die einseitig vorgenommene Regelung anerkennen würden. Sie ist deshalb genötigt, gegen das fragliche Vorgehen Verwahrung einzulegen und für sich und die betroffenen schweizerischen Gläubiger alle Rechte vorzubehalten.

6. Cf. annexe au présent document.

CONSEIL FÉDÉRAL
Procès-verbal de la séance du 7 juillet 1933¹

1129. Abrede mit Frankreich vom 9. Juni 1933 betreffend
Arbeitslosenunterstützung.

Politisches Departement
Antrag vom 28. Juni 1933.

Mit Beschluss vom 25. Mai 1932² stimmte der Bundesrat dem Entwurf zu einem Abkommen mit Frankreich über die gegenseitige Gleichbehandlung der beiderseitigen Staatsangehörigen in der Arbeitslosenunterstützung zu und bevollmächtigte Herrn Minister Dunant zur Unterzeichnung des Abkommens unter dem Vorbehalt, dass dasselbe im Wege eines Notenaustausches durch eine Zusicherung ergänzt werde, wodurch die arbeitslosen Schweizer in Frankreich vor dem Entzug oder der Nichterneuerung der Aufenthaltsbewilligung wegen Arbeitslosigkeit geschützt werden. Ferner sollte durch diesen Notenwechsel vereinbart werden, dass die zu treffende Abrede in Erwartung der Ratifikation mit dem Tage der Unterzeichnung vorläufig in Kraft trete.

Die weiteren Verhandlungen mit der französischen Regierung waren sehr langwierig. Gegen den Vorschlag des politischen Departementes, die Abmachungen mit ihrer Unterzeichnung in Erwartung der Ratifikation provisorisch in Kraft zu setzen, wandte die französische Regierung ein, dass ihr dies aus verfassungsmässigen Gründen nicht möglich sei. Dagegen erklärte sie sich bereit, die Unterzeichnung den zuständigen Behörden mitzuteilen mit der Aufforderung, im Hinblick auf diese Tatsache den schweizerischen Arbeitslosen die reglementarischen Unterstützungen zu gewähren.

Die französische Regierung beanspruchte für ihre Staatsangehörigen in der Schweiz die Gleichbehandlung auch hinsichtlich der kantonalen und kommunalen Zusatzleistungen zu den vom Bunde subventionierten Unterstützungen, wogegen das Departement einwandte, dass der Bundesrat keine Zusicherung bezüglich der Ausrichtung solcher in die Zuständigkeit der Kantone und Gemeinden fallenden Leistungen machen könne. Da die französische Regierung insistierte, stimmte es, um endlich zu einem Abschluss zu gelangen, im Benehmen mit dem Volkswirtschaftsdepartement zu, dass dem vorgesehenen Notenwechsel eine Klausel beigefügt werde, wonach die Bundesbehörden sich für die Gleichbehandlung der Franzosen hinsichtlich dieser kantonalen und kommunalen Leistungen verwenden werden.

Am schwierigsten war es, sich über eine Bestimmung zur Sicherung der Aufenthaltsbewilligung im Falle von Arbeitslosigkeit zu einigen, gegen die von französi-

1. *Absent: Häberlin.*

2. *Cf. n° 169.*

scher Seite immer neue Einwände erhoben wurden, ganz zu schweigen von der Langsamkeit, mit der die schweizerischen Vorschläge geprüft und beantwortet wurden. Die Formel, die schliesslich von der französischen Regierung vorgeschlagen wurde und die das politische Departement im Einvernehmen mit dem Justiz- und Polizeidepartement und mit dem Volkswirtschaftsdepartement angenommen hat, besagt folgendes:

1. Den französischen Arbeitnehmern, die in der Schweiz die Niederlassungsbewilligung besitzen, und den schweizerischen Arbeitnehmern, die seit mehr als fünf Jahren regelmässig in Frankreich wohnen und unter geordneten Bedingungen beschäftigt werden, d.h. eine Identitätskarte für Arbeitnehmer besitzen, wird auf keinen Fall lediglich wegen Arbeitslosigkeit die Niederlassungsbewilligung oder die Identitätskarte entzogen oder deren Verlängerung verweigert.
2. Den französischen Arbeitnehmern, die in der Schweiz eine Aufenthaltsbewilligung besitzen, und den schweizerischen Arbeitnehmern, die noch nicht fünf Jahre regelmäßig in Frankreich wohnen und unter geordneten Bedingungen beschäftigt werden, d.h. eine Identitätskarte für Arbeitnehmer besitzen, wird auf keinen Fall lediglich wegen Arbeitslosigkeit die Bewilligung oder die Identitätskarte entzogen. Ein Anspruch auf Verlängerung der Bewilligung oder Erneuerung der Karte, deren Gültigkeit abgelaufen ist, besteht nicht. Indessen werden die diesbezüglichen Gesuche mit Wohlwollen geprüft.

Während in Frankreich die Abrede der Genehmigung des Parlaments bedarf, ist schweizerischerseits der Bundesrat für die Genehmigung derartiger Abkommen zuständig auf Grund von Artikel 11, Abs. 2, des Bundesgesetzes über die Beitragsleistung an die Arbeitslosenversicherung vom 17. Oktober 1924³ und der Bundesbeschlüsse über die Krisenhilfe für Arbeitslose (Artikel 13 des Bundesbeschlusses vom 13. April 1933)⁴. Nach diesen Bestimmungen kann der Bundesrat die Angehörigen solcher Staaten, welche die Schweizer schlechter behandeln als ihre eigenen Bürger, von der Gleichbehandlung ausschliessen. Er ist also zweifellos auch ermächtigt, Gegenseitigkeitsabkommen zu treffen, welche den Schweizern im Auslande die Gleichbehandlung sichern, wie dies für die Arbeitslosenversicherung bereits mit zahlreichen Staaten geschehen ist.

Die Abrede über die Arbeitslosenunterstützung ist nach erfolgtem Austausch der Ratifikationsurkunden in der amtlichen Gesetzessammlung zu veröffentlichen, wogegen der Notenwechsel, soweit er Vereinbarungen der beiden Regierungen über die bei der Handhabung der fremdenpolizeilichen Vorschriften zu befolgende Praxis enthält, vertraulichen Charakter hat⁵.

3. *RO*, 1925, vol. 41, pp. 239 ss.

4. *RO*, 1933, vol. 49, pp. 237 ss.

5. *L'accord entre en vigueur le 15 juillet 1937 (RO, 1937, vol. 53, pp. 706-707).*

299

E 7110 1/45

*Le Vorort de l'Union suisse du Commerce et de l'Industrie
à la Division du Commerce du Département de l'Economie publique¹*

L Hu/K

Zürich, 12. Juli 1933

Wir gelangten in den Besitz Ihrer Zuschrift vom 11. Juli² betreffend das deutsche Transfermatorium³ und haben von dessen Inhalt mit Interesse Kenntnis genommen. Sie ersuchen uns, uns darüber auszusprechen, ob der Bundesrat von Zwangseingriffen im Zahlungsverkehr mit Deutschland im Hinblick auf die zwischen dem deutschen Schutzbüro der Schweizerischen Bankiervereinigung und dem Reichsbankpräsidenten getroffene Vereinbarung absehen soll.

Wir müssen Ihnen schon gestehen, dass es uns nicht leicht fällt, Ihnen unsere Stellungnahme in so kurzer Zeit zur Kenntnis zu bringen, ohne dass uns die Möglichkeit geboten gewesen wäre, selbst an den vorausgegangenen Besprechungen teilzunehmen⁴ oder uns mit den hauptsächlich interessierten Kreisen unserer Organisation zu besprechen. Wir bitten Sie, diese Schwierigkeiten, die sich bei der Beantwortung Ihrer Anfrage für uns ergeben, bei der Würdigung unserer Vernehmlassung in Anschlag bringen zu wollen.

Zur Sache selbst glauben wir voraussetzen zu müssen, dass die in Aussicht genommene Verständigung für die schweizerischen Gläubiger eine Vorzugsbehandlung darstellt, sodass es für uns ohnehin schwer fallen müsste, diesen relativen Erfolg in Frage zu stellen, ohne dass wir gleichzeitig auch nur mit einiger Gewissheit darauf rechnen könnten, dass auf anderem Wege für die schweizerischen Interessen ein besseres Ergebnis erzielt werden könnte. Anderseits dürfen die Gefahren, die sich aus der in Aussicht genommenen Lösung für die schweizerische Wirtschaft und den schweizerischen Export ergeben, nicht unterschätzt werden. Wenn auch die aus den deutschen Verpflichtungen der Schweiz gegenüber sich ergebenden «scrips»⁵ nur 25% der zu bezahlenden Summe ausmachen und sich insgesamt für das zweite Halbjahr 1933 nur auf 12,5 Millionen Franken belaufen werden, so kommen dazu die «scrips» für die andern Länder und die Möglichkeit, dass Deutschland infolge

1. Lettre signée par le Président, J. Syz et par le 1^{er} Secrétaire, O. Hulftegger.

2. Non reproduit.

3. Cf. n°297.

4. Dans une autre lettre du 19 juillet suivant adressée à Schulthess, le Vorort renouvellera ses regrets pour ne pas avoir été directement associé aux négociations financières avec l'Allemagne: /.../ Es handelt sich hier nicht um eine Angelegenheit, die ausschliesslich die Schweizerische Bankiervereinigung betrifft, sondern um eine Frage, an der der schweizerische industrielle Export in weitgehendem Masse beteiligt ist. Es würde deshalb nicht verstanden, wenn bei der weiteren Behandlung dieser Angelegenheit nicht auch der Vorort in der sonst üblichen Weise auf dem Laufenden gehalten würde. /.../ (E 2001 (C) 3/147).

5. Bons négociables (en allemand, Reichsmark-Schuldscheine) remis aux créanciers de l'Allemagne pour l'équivalent de la partie non transférable de leurs créances. Ces bons, créés par la loi du 9 juin 1933, ne portent pas d'intérêt. Cf. aussi n°308.

des Transfermoratoriums Forderungen aus andern Ländern, die eventuell weniger günstig behandelt werden als die Schweiz, zu noch billigeren Preisen zurückkaufen kann, um sie so dem deutschen Export zugute kommen zu lassen. Wie Sie zutreffend bemerken, werden die 12,5 Millionen Franken, die sich aus dem Schuldverhältnis gegenüber der Schweiz ergeben, nicht nur bei der deutschen Ausfuhr nach der Schweiz zur Auswirkung kommen, sondern auch beim deutschen Export nach Drittländern. Bei den bereits bestehenden Konkurrenzverhältnissen muss in dieser möglichen Stärkung des deutschen Dumpings eine ausserordentlich ernste Gefahr für die schweizerische Exportindustrie erblickt werden.

Wie man uns mitgeteilt hat, soll das Reichsbankpräsidium den schweizerischen Unterhändlern gegenüber nachträglich noch die Erklärung abgegeben haben, dass die sich aus den schweizerischen Transferforderungen ergebenden «scrips» nicht zugunsten des deutschen Exports nach der Schweiz Verwendung finden sollen. Ganz abgesehen davon, ob eine Kontrolle der Durchführung dieses Versprechens überhaupt möglich sein wird, möchten wir bezweifeln, ob damit für die Schweiz viel gewonnen ist. Gegen einen Dumpingexport Deutschlands nach der Schweiz könnte sich schliesslich die Schweiz zur Not mit Einfuhrbeschränkungen zur Wehr setzen; bei der Verwendung dieser «scrips» zur Förderung des deutschen Exports nach Drittmarkten steht aber der Schweiz zur Abwehr des deutschen Dumpings kein Mittel zur Verfügung.

Es lag uns daran, Ihnen diese Bedenken, die sich für den schweizerischen Export nach Drittländern ergeben, in ihrem ganzen Ernst darzulegen, soweit uns das die Kürze der uns zur Verfügung gestellten Zeit überhaupt gestattet. Der Vorort hat schon bei früheren Anlässen auf die Gefahr der sogenannten «zusätzlichen Importe»⁶ hingewiesen und kann sich daher in dieser Hinsicht auf seine bisherige Stellungnahme berufen. Es sei daran erinnert, dass die schweizerischen Forderungen für die letzten Handelsvertragsverhandlungen mit Deutschland das Verlangen nach einem Verbot dieser «zusätzlichen Importe» enthielten. Anderseits verstehen wir sehr wohl, dass die Interessen der Finanzgläubiger Berücksichtigung finden müs-

6. *Le Vorort fait allusion ici aux exportations supplémentaires (zusätzliche Exporte) que Schacht voulait promouvoir par l'intermédiaire de son plan financier. Cf. sur ce sujet le rapport de A. Jöhr devant le «Comité Allemagne» de l'Association suisse des banquiers sur les négociations auxquelles il avait pris part à Berlin du 4 au 8 juillet: /.../ M. Schacht entend lier le trafic des scrips à un plan de «Zusätzliche Exporte». On connaît l'antienne; l'Allemagne doit à tout prix accroître ses exportations et c'est une question capitale pour elle. Le Dr Jöhr a fait remarquer au Dr Schacht qu'en ce qui concerne la Suisse, l'Allemagne ne saurait prétendre lui imposer encore des «zusätzliche Exporte», en raison de l'énorme passivité de nos échanges commerciaux avec l'Allemagne et du maintien des exportations allemandes à un niveau relativement très élevé. Le Dr Schacht semble s'être refusé à accorder à la Suisse un traitement différentiel sur ce point (par crainte probablement de représailles de la part des Etats-Unis, entre autres) et il a insisté sur la nécessité d'augmenter partout le chiffre des exportations allemandes. En revanche, le Dr Schacht a fait la proposition d'offrir à la Suisse le rachat «cash» des scrips au 50% de leur valeur nominale. M. Jöhr a réservé pour la Suisse le régime de la clause de la nation la plus favorisée. Il a fait admettre aussi le principe que le transfert ne devra pas mettre en péril la situation financière des trusts, banques, sociétés d'assurances, etc. établis en Suisse et que l'examen des cas d'espèces sera toujours possible. /.../*

(Compte rendu de la séance tenue le 11 juillet 1933 à Zurich par le «Comité Allemagne» E 2001 (C) 3/147).

sen, und wir könnten uns – in der kurzen uns zur Verfügung gestellten Zeit – nicht entschliessen, die Verantwortung dafür zu übernehmen, dass das deutsche Angebot schweizerischerseits rundweg abgelehnt würde in der Erwartung, dass durch Zwangseingriffe für die schweizerischen Interessen eine bessere Lösung gefunden werden könnte. Wenn wir aber diese Verantwortung nicht glauben auf uns nehmen zu können, so müssen wir im Hinblick auf die erwähnten Gefahren für die Export-industrie unbedingt Wert darauf legen, dass der Bundesrat davon absieht, seine Zustimmung zu der getroffenen Abmachung zu erklären und den bereits angebrachten Rechtsvorbehalt Deutschland gegenüber im vollen Umfange aufrechterhält. Er sollte unserer Ansicht nach speziell auf die von uns erwähnte Gefahr hinweisen und sich vorbehalten, bei verhängnisvollen Auswirkungen seine Handlungsfreiheit zurückzunehmen. Es wäre unseres Erachtens auch durchaus zu erwägen, ob nicht der Bundesrat «sein Stillehalten» an die Bedingung knüpfen sollte, dass die im Vorsommer ergebnislos verlaufenen Handelsvertragsverhandlungen mit Deutschland durch ein vorgängiges Zugeständnis Deutschlands wieder in Gang gesetzt werden könnten. Wir bitten Sie somit, unsere Stellungnahme dahin aufzufassen, dass wir vom Standpunkt der Exportindustrie aus eine ausdrückliche Zustimmung zu der getroffenen Verständigung nicht zu befürworten vermögen, dass wir aber auch die Verantwortung für eine ausdrückliche Ablehnung nicht zu übernehmen in der Lage sind.

300

E 1004 1/341

*CONSEIL FÉDÉRAL
Procès-verbal de la séance du 12 juillet 1933*

1158. Maintien de l'étalon-or.

Département politique. Verbal.

M. le chef du Département politique soumet au Conseil, pour ratification, une déclaration signée pour la Suisse par M. Bachmann, concernant la volonté d'un certain nombre de gouvernements de maintenir le libre fonctionnement de l'étalon-or dans leurs pays respectifs. Cette déclaration a la teneur suivante:

«Les Gouvernements soussignés:

Convaincus que le maintien de leurs monnaies est essentiel pour la restauration économique et financière du monde, pour la reprise du crédit et pour la sauvegarde des progrès sociaux accomplis chez eux;

Confirment leur volonté formelle de maintenir le libre fonctionnement de l'étalon-or dans leurs pays respectifs, aux parités or actuelles et dans le cadre des lois monétaires existantes;

Demandent à leurs banques centrales de demeurer en étroit contact pour donner à la présente déclaration le maximum d'efficacité.

Pour les Gouvernements de Belgique, E. Franqui; France, C. Rist; Hollande, Trip; Italie, Guido Jung; Pologne, Adam Koc; Suisse, G. Bachmann.»¹

Le Conseil est d'accord.

1. Sur les contacts que Bachmann avait eus précédemment avec les Banques centrales des pays du Bloc-or cf. n°262, n. 5 et n°286.

ANNEXE

E 2200 Paris 6/10bis

*Le Chef de la Division des Affaires étrangères du Département politique
aux Légations de Suisse^{1a}*

R Série B N° 7.

Confidentiel

Berne, 15 juillet 1933

Dans ce rapport, nous avons l'honneur de vous communiquer des renseignements qui nous ont été fournis par la Banque nationale sur la situation financière de la Confédération.

On était en droit d'espérer que la conférence économique mondiale aurait au moins pour résultat d'apporter un peu de clarté dans les problèmes monétaires internationaux². Cet espoir a été déçu jusqu'ici puisque la conférence a abouti au refus du président Roosevelt de stabiliser le dollar³ et que, de ce fait, la Grande-Bretagne a estimé être dans l'impossibilité de rétablir la livre sur une base or. Le seul résultat positif des discussions a été l'organisation d'un groupement des banques d'émission des pays restés fidèles à l'étalon-or.

La situation monétaire en Suisse.

Jusqu'au 6 juillet, le cours du franc suisse correspondait au point de sortie de l'or. Les demandes de francs français auprès de la Banque nationale augmentèrent ou diminuèrent d'importance selon que les pourparlers londoniens étaient plus ou moins favorables aux pays à étalon-or. Le retrait d'avoirs étrangers en Suisse n'a pas été seul à influencer le cours du change, car la spéculation y a contribué pour une bonne part⁴. La faiblesse qu'a enregistrée dernièrement le florin hollandais n'a pas manqué de soulever une inquiétude générale à l'égard des devises-or et dont le franc suisse n'a pas été le dernier à se ressentir. L'accord technique intervenu entre les pays à monnaie stable et leur esprit d'entente ont immédiatement influé sur le cours des changes-or. Le 7 juillet, le franc français tombait brusquement de 20,37 ½ à 20,30, enfin même à 20,24, le 8 juillet: il s'en suit que le franc suisse se retrouve au-dessus de la parité. Le fait que la spéculation à la baisse a dû subitement se couvrir n'est pas étranger à cette rapide amélioration de cours.

La situation de la Banque nationale n'a cessé de demeurer très forte, bien que depuis fin mars elle ait dû se défaire de 700 millions de francs-or pour se procurer les devises nécessaires; ses engagements, par contre, ont diminué dans la même proportion. La couverture-or de l'ensemble de ses engagements à vue n'a subi qu'une modification minime; elle s'élève encore à 94,50% contre 97% en chiffre rond, à fin mars dernier. La réserve d'or atteint toujours encore 1,8 milliard de francs. Insignifiante est la mise à contribution de la Banque par le marché (portefeuille suisse 17 millions, Caisse de prêts 19 millions,

1a. *Rapport signé par P. Bonna, à la place de M. de Stoutz.*

2. Pour un résumé des délibérations de la conférence de Londres cf. RG, 1933, pp. 590-595.

3. Le 19 avril, le dollar avait été dévalué d'environ 50 %. Le 3 juillet, dans un communiqué personnel à la conférence de Londres, Roosevelt déclarait que celle-ci avait tort de s'attaquer à la stabilité monétaire et qu'il fallait viser avant tout l'équilibre du système économique intérieur des différents pays.

Voir aussi, dans le présent volume, les documents consacrés aux relations avec les Etats-Unis (emprunt suisse de 1924 et problème de la clause-or).

4. Cf. n°267.

avances sur nantissement 59 millions). La Confédération, de son côté, n'a pour ainsi dire pas recouru au crédit de la banque d'émission. Les déclarations faites au parlement et par nos délégués à la conférence de Londres ne laissent subsister aucun doute quant à la volonté de maintenir notre change, malgré les critiques peu obligeantes dont il a été l'objet de la part de la presse étrangère. Il est dès lors compréhensible que dans les circonstances actuelles la balance des paiements de la Suisse ait plutôt empiré. Le solde passif de la balance commerciale du premier semestre 1933 (387 millions) est inférieur à celui de l'an dernier (489 millions); il reste néanmoins toujours assez élevé en raison de la baisse qu'ont enregistrée les autres postes actifs du bilan des paiements (rendement du tourisme et des placements à l'étranger) et qu'ils auront à subir encore. La Suisse possède cependant des moyens suffisants pour parer à cette défection du bilan des paiements.

La bourse.

Les fluctuations de cours que relevait déjà notre précédent rapport⁵ ont continué à se manifester. A l'étranger et notamment en Amérique, les valeurs à revenu variable connurent de nouveau une période de hausse qui ne manqua pas d'influencer favorablement les principales actions industrielles du marché suisse. Les obligations, par contre, s'affaiblirent très sérieusement, mais un revirement dans le sens de la hausse est venu, ces jours-ci, en redresser les cours; voici du reste l'évolution de notre valeur standard:

obligation 3½% des chemins de fer fédéraux, série A-K

	23 février	27 avril	27 juin	10 juillet
cours faits:	101,10%	96,90%	89,20%	90,00%
taux de capitalisation:	3,42 %	3,73 %		4,34 %

En liaison avec les variations survenues dans le rendement des titres à revenu fixe, il s'est produit un certain renchérissement du taux pour l'argent à long terme; toutes les grandes banques ont appliqué le taux de 4% pour l'émission de leurs obligations. Certaines banques cantonales, de leur côté, ont procédé à une élévation du taux de l'intérêt pour leurs obligations de caisse, sans toutefois dépasser le 3¾%. Aucun changement appréciable n'est survenu dans les autres conditions d'intérêts.

Situation financière de l'Etat.

Le projet de réadaptation des traitements du personnel fédéral, qui avait été repoussé par le scrutin populaire auquel il fut soumis⁶, a nécessité un examen général de la situation financière de l'Etat, toujours encore considérée comme saine; cet examen a conduit à l'établissement d'un programme financier⁷ prévoyant la réduction des dépenses et notamment la création de nouvelles sources de revenus. Il semble que les discussions portant sur cette question si importante pour la Suisse aient plus de chance d'aboutir à une entente que cela ne fut le cas pour le projet de réduction des traitements fédéraux. On considère comme hors de doute que les dispositions prises pour équilibrer le budget seront approuvées par le parlement dans sa session d'automne par un arrêté fédéral muni de la clause d'urgence⁸.

Dans le dessein de convertir l'emprunt 4½% des Chemins de fer fédéraux, remboursable le 1er août prochain, le Conseil fédéral a décidé d'émettre pour 150 millions de francs d'obligations 4% à 10 ans, pour le compte des CFF, au cours de 97,40% plus timbre, ce qui assure aux souscripteurs un rendement de 4,30 %.

5. Non retrouvé.

6. *Le projet de Musy avait été soumis au vote populaire à la suite d'une demande de référendum. Le 28 mai il avait été repoussé par 505'000 voix contraires et 411'000 favorables.*

7. *Ce programme va aboutir au Message du Conseil fédéral concernant les mesures extraordinaires et temporaires destinées au rétablissement de l'équilibre budgétaire, du 2 septembre 1933 (FF, 1933, II, pp. 201-297).*

8. *Un Arrêté fédéral concernant les mesures extraordinaires et temporaires destinées au rétablissement de l'équilibre budgétaire, entrera effectivement en vigueur le 13 octobre 1933 (RO, 1933, vol. 49, pp. 859-867).*

301

E 2001 (C) 4/176

*Le Directoire de la Banque nationale au Chef du Département
de l'Economie publique, E. Schulthess¹*

Copie

L Sr/MF

Betrijft: Zahlungsverkehr mit dem Ausland.

Zürich, 17. Juli 1933

/.../

Die Besprechungen an der Wirtschaftskonferenz in London^{1a} hinsichtlich der Regelung der zwischenstaatlichen privaten Verschuldung und der Abtragung der Finanzforderungen werden voraussichtlich negativ verlaufen. Es hat sich bis jetzt gezeigt, dass die Bestrebungen, eine Behebung oder zum mindesten doch eine Milderung der auf dem Gebiete der zwischenstaatlichen Schuldenregelung herrschenden Schwierigkeiten und Missstände auf den Wege plurilateraler Abmachungen zu erreichen, vorderhand und wahrscheinlich für längere Zeit keine Aussicht auf Erfolg haben. Damit findet die in der Instruktion des Bundesrates an seine Delegation² enthaltene grundsätzliche Auffassung allgemein Anerkennung, dass anstelle einer generellen und schematischen Regelung der internationalen Privatschulden der Weg der individuellen Schuldenregelung zwischen Gläubiger und Schuldner zu beschreiten sei. Dieses Ergebnis der bezüglichen Verhandlungen gibt uns zur Feststellung Anlass, dass die namentlich für die Schweiz in höchstem Masse unbefriedigende Situation in bezug auf die Abtragung der schweizerischen Finanzforderungen an das Ausland andauert und sich sogar zufolge des ungünstigen Ausgangs der Weltwirtschaftskonferenz und der inzwischen eingetretenen Transfermassnahmen Deutschlands³ im Grunde nicht unwesentlich verschlimmert hat.

Wenn darauf hingewiesen wird, dass ein Teil der schweizerischen Finanzforderungen der Vorteile der Stillhalteabkommen⁴ mit Deutschland und Ungarn teilhaftig wird, so ist demgegenüber im Rahmen unserer Betrachtung sogleich auf die Schwierigkeit aufmerksam zu machen, dass gemäss den deutschen Transfermassnahmen die Überweisung der in den Stillhalteabkommen festgelegten Rückzahlungsquoten aus deutschen Stillhaltekrediten bis zum Ablauf der Abkommen nicht mehr erfolgt, und dass im ungarischen Stillhalteabkommen⁵ eine Transferierung weder der Zinsen noch der Tilgungsraten vorgesehen ist. Die Erfassung mehrerer Gläubigerstaaten in diesen Stillhalteabmachungen hat nun zur Folge, dass hierdurch für die Dauer der Stillhalteabkommen, d.h. bis Ende Februar, bzw. 15. März

1. Signé par G. Bachmann et E. Weber.

1a. La conférence allait être ajournée sine die le 27 juillet suivant.

2. Cf. n° 281.

3. Cf. n° 286, n. 6.

4. Cf. n° 286, n. 8.

5. Le Gouvernement hongrois avait décidé, le 22 décembre 1931, un moratoire des transferts qui affectait l'ensemble du service de la dette extérieure hongroise. Voir dans le présent volume les documents consacrés aux relations avec la Hongrie.

1934, eine Berücksichtigung dieser Forderungen in allfälligen bilateralen Vereinbarungen zur Schuldabtragung mit den betreffenden Schuldnerstaaten nicht in Frage kommen kann, weil die Vertragsbedingungen eine Vorzugsbehandlung einzelner beteiligter Staaten in der Frage der Kapitalrückzahlung ausdrücklich verbieten.

In Erwägung dieser Schwierigkeiten gibt die Entwicklung der Sachlage berechtigterweise zu ernsten Bedenken Anlass; denn gerade heute kommt unter dem Eindruck des weiterhin ungünstigen Standes der Handelsbilanz den Erträgnissen aus dem Kapitalverkehr im Rahmen der schweizerischen Zahlungsbilanz ganz besondere Bedeutung zu. Wie sehr der Rückgang der Kapitalerträgnisse im Verein mit der Verminderung anderweitiger Einkünfte in der Zahlungsbilanz dazu angetan ist, deren Status zu verschlechtern, dürfte aus der beiliegenden Aufstellung⁶ über die Entwicklung der schweizerischen Zahlungsbilanz von 1928 bis 1932 hervorgehen. Wohl kann es sich in diesen Angaben um blosse Schätzungen handeln; doch vermögen diese gleichwohl gewisse Anhaltspunkte über die Bewegung der schweizerischen Wirtschaft zu vermitteln.

Die dargelegten Umstände lassen die zwingende Notwendigkeit erkennen, dass die schweizerischen Finanzforderungen an das Ausland als wichtiger Teil des Nationalvermögens zum Schaden der gesamten Volkswirtschaft nicht mehr länger einem unbestimmten Schicksal überlassen werden dürfen und dass deshalb zu deren Abtragung, unbekümmert um die jetzige Sonderstellung der Stillhalteforderungen, versucht werden muss, auf dem Wege bilateraler Abmachungen an eine für die Schweiz befriedigende Lösung dieses Problems heranzutreten. Nach unserer Auffassung rückt damit die Frage der Abtragung ausländischer Finanzschulden an die Schweiz mehr und mehr in den Rahmen des schweizerischen Warenverkehrs mit dem Ausland, in dem Sinne, als schweizerische Finanzforderungen letzten Endes nur durch Warenbezüge aus den betreffenden Schuldnerstaaten beglichen werden können.

Unter dem Gesichtspunkt einer entsprechenden Regelung der schweizerischen Handelsbeziehungen mit dem Ausland ist deshalb die Abänderung der bestehenden Clearingverträge mit ausländischen Staaten – wir denken zunächst an Ungarn – sowie allenfalls der Abschluss neuer Clearingverträge mit weitgehendster Berücksichtigung der Finanzforderungen ins Auge zu fassen. Tatsächlich drängt sich die Erkenntnis auf, dass zur Regelung der ausländischen Schuldverpflichtungen an die Schweiz die Handelspolitik unseres Landes aufs engste mit den Massnahmen zur Aufrechterhaltung des zwischenstaatlichen Zahlungsverkehrs verknüpft werden muss. Es scheint uns deshalb, dass kommende Handelsvertragsverhandlungen und Clearingabmachungen dem Gedanken der Abtragung schweizerischer Finanzforderungen Rechnung zu tragen haben. Alsdann dürfte es unumgänglich sein, den Einfuhrhandel, nach den dargelegten Gesichtspunkten über die Berücksichtigung der Finanzforderungen, unter Umständen in neue Kanäle zu leiten, um die Importe vornehmlich jenen Ländern zugute kommen zu lassen, die der Schweiz gegenüber bedeutende Kapitalverpflichtungen aufzuweisen haben. Dieser Weg dürfte sich umso eher als gangbar erweisen, als die Finanzgläubiger die Geneigtheit bekunden,

6. *Non reproduit.*

auf ihren Forderungen einen gewissen Einschlag zuzugestehen, falls deren Realisierung auf dem Wege des Importes ausländischer Waren in die Schweiz erzielt werden kann. Diese Möglichkeit verdient Beachtung, denn gerade durch solche Zugeständnisse seitens der Gläubiger lassen sich umso leichter Importe aus Ländern nach der Schweiz bewerkstelligen, die sonst nicht oder nur in unbedeutendem Masse nach der Schweiz exportieren.

Zur Durchführung einer derartigen Forderungsabtragung ist es notwendig, genaue Erhebungen über die schweizerischen Finanzforderungen an solche, in Betracht kommende Länder vorzunehmen. Eine möglichst genaue Feststellung der eigentlichen schweizerischen Interessen einerseits und der Ausländern zustehenden Ansprüche anderseits kann unseres Erachtens nicht umgangen werden. Wir sind uns dabei allerdings bewusst, dass eine solche Ausscheidung der Forderungen und Interessen mit gewissen Schwierigkeiten verbunden sein dürfte. Ohne diesbezüglich heute schon auf Einzelheiten eintreten zu wollen, möchten wir zur vorläufigen Orientierung lediglich auf die Überlegungen und grundsätzlichen Ansichten hinweisen, die in Bezug auf diese Forderungsausscheidung bei Anlass der Vorbereitungen der Enquête über die schweizerischen Interessen in Deutschland⁷ als Basis zur Feststellung des schweizerischen Titelbesitzes und der schweizerischen Forderungen dienten. Diese Grundsätze sind im Entwurf zum Bundesratsbeschluss über die Durchführung von Erhebungen betreffend die schweizerischen Gläubigerinteressen in Deutschland, sowie in den Leitsätzen und Bemerkungen zu den Erhebungsformularen enthalten, welche Vorlagen dem eidgenössischen Volkswirtschaftsdepartement seinerzeit übermittelt worden sind.

Da eine solche Clearingregelung mit Einschluss der Finanzforderungen primäre Interessen der schweizerischen Handelspolitik berühren würde, dürfte es in organisatorischer Hinsicht als zweckmäßig erscheinen, einen in diesem Sinne ausgebauten Clearingverkehr im Interesse einer technisch reibungslosen und den Direktiven der zuständigen Behörden untergeordneten Durchführung direkt dem eidgenössischen Volkswirtschaftsdepartement anzugehören.

Es wäre für uns von grossem Wert, Ihre Ansicht, hochgeachteter Herr Bundespräsident, zu diesen Darlegungen vernehmen zu können⁸.

7. Cf. n° 117, A.

8. Bachmann avait transmis au Chef du Département politique une copie de la lettre à Schulthess du 17 juillet. Le 20, Motta communiquait à son collègue Schulthess son point de vue sur les propositions de la Banque nationale:

/.../

... nous partageons entièrement les vues de la Banque nationale et ... nous souscrivons en même temps aux méthodes et aux mesures qu'elle préconise. Nous reconnaissions aussi qu'une application plus généralisée du système de compensations aux créances financières toucherait au premier chef les intérêts de notre politique commerciale et, pour cette raison, qu'il serait indiqué de placer sous votre autorité immédiate l'organisation technique préposée à la direction des opérations. Nous nous permettons d'ajouter toutefois que la protection des intérêts financiers suisses à l'étranger étant du ressort de Département politique, celui-ci devrait être consulté sur toute question de principe et appelé à délibérer sur toute mesure d'ordre général (E 2001 (C) 4/176).

302

E 7110 1/128

*Le Chef du Département des Finances, J.-M. Musy,
au Chef du Département de l'Economie publique, E. Schulthess*

L

Ungarn-Clearing.

Bern, 18. Juli 1933

Wir haben uns durch den Direktor der Getreideverwaltung¹ über den Verlauf der Vorbesprechungen in Bern vom letzten Freitag mit einer ungarischen Delegation hinsichtlich weiterer Warenlieferungen im Clearingverkehr berichten lassen. Aus diesem Berichte geht hervor, dass Ungarn immer noch an der Forderung eines Überpreises festhält. Diese Tatsache veranlasst uns, Ihnen mitzuteilen, dass wir unsere wiederholt im Schosse des Bundesrates vertretene Auffassung, ein allfälliger Überpreis dürfe nicht auf den inländischen Verbrauch abgewälzt werden, auch heute noch aufrechterhalten. Wenn in den Verhandlungen ein Überpreis für irgendwelche Warenlieferungen zugestanden werden muss, so soll er restlos durch die Nutzniesser des Clearing getragen werden. Wir gestatten uns, um Wiederholungen zu vermeiden, auf die sachbezüglichen Protokolle der Bundesratssitzungen vom 16. Juli² und 22. November 1932³ zu verweisen.

Was nun die Höhe des von Ungarn für Weizen geforderten Überpreises anbetrifft, so können wir Ihnen nicht verhehlen, dass sie uns zu grossen Bedenken Anlass gibt. Die Ungarn fordern für Theissweizen von 80 kg Hektolitergewicht Fr. 2.– und für Transdanubier-Weizen von 78 kg Hektolitergewicht Fr. 1.25 Überpreis über den Preis von Manitoba II. Leider kann aber in der Vermahlung der Manitobaweizen nicht durch Ungarweizen ersetzt werden. Dagegen ersetzt der Ungarweizen den argentinischen Bahia Blanca-Weizen, der Fr. 1.50 bis Fr. 2.– je q billiger ist als Manitoba II. Wenn man das berücksichtigt, so erhöht sich der von Ungarn geforderte Preis im Durchschnitt auf Fr. 3.40 je q. Daraus ergibt sich für die Schweiz folgende Rechnung:

5000 Wagen Weizen à rund Fr. 1600.– franko Buchs/transit	= Fr. 8.000,000.–,
davon $\frac{2}{3}$ zu Gunsten Schweizer Clearinggläubiger	= Fr. 5.334,000.–,
davon reiner Überpreis zu Lasten der Schweiz 5000×340	= Fr. 1.700,000.–.

Es wäre somit nach dem ungarischen Vorschlag ein volles Drittel der Zahlungen zu Gunsten der Clearing-Gläubiger durch den Überpreis zu decken. Das scheint uns auf alle Fälle viel zu weit zu gehen.

Seit einiger Zeit sind die Weizenpreise auf dem Weltmarkte erheblich gestiegen. Trotzdem hat der Vorstand des Verbandes schweizerischer Müller gestern beschlossen, vorderhand den Backmehlpreis nicht zu erhöhen. Ausdrücklich wurde aber festgestellt, dass eine Verpflichtung zur Übernahme von Ungarweizen mit einem

1. *W. Laesser.*

2. *Cf. n° 185.*

3. *Cf. n° 217.*

Überpreis den Backmehlpreisaufschlag unverzüglich auslösen müsste. Unter den gegenwärtigen Verhältnissen sollte nach unserer Meinung alles vermieden werden, was zu einem Brotpreisaufschlag beitragen könnte.

303

E 2, Archiv-Nr. 1731

Notice sur l'affaire des zones¹

No DM

Berne, 19 juillet 1933

Par lettre du 18 juillet², j'ai mis M. Logoz³ au courant de la conversation que M. le Conseiller fédéral Motta a eue, le 17 au soir, avec le Comte Clauzel⁴, ainsi que de la décision prise par le Conseil fédéral⁵ au sujet de l'inopportunité de négociations préliminaires tant que les experts-arbitres n'auront pas été désignés.

M. Logoz m'a téléphoné ce matin qu'il se félicitait vivement de la décision prise.

Plus il y réfléchit, plus M. Logoz se persuade que des pourparlers préliminaires en dehors de la présence des experts, ainsi que nous l'avions proposé dans notre note du 5 janvier⁶, présenteraient de très graves inconvénients pratiques maintenant que la France a accepté la procédure d'expertise⁷ et il estime que nous ne devons pas y prêter les mains.

Dès le début de l'affaire des zones, la tactique française a toujours consisté à compliquer les questions et à essayer, si possible, de diviser l'opinion suisse. Cette tactique continue, à son avis, et c'est elle qui inspire aussi bien la manœuvre reflétée par les articles de «La Tribune»⁸ que le refus de la France de s'expliquer catégoriquement et par écrit sur les questions que nous lui avons posées dès le début de cette année⁹.

Une négociation préliminaire en dehors de la présence des experts a sans doute pour but:

- a) de faire dévier le débat,
- b) d'éveiller de faux espoirs dans une partie de l'opinion publique,

1. Signée de P. Bonna.

2. Non reproduit.

3. Agent de la Confédération dans l'affaire des zones.

4. Ambassadeur de France à Berne.

5. Lors de la séance du 18 juillet 1933 (E 1004 1/341).

6. Non reproduit. Cf. n°236, n. 2.

7. Par note du 29 mai 1933 (E 2, Archiv-Nr. 1730).

8. Il s'agit notamment d'un article du directeur de la Tribune de Genève, Edgar Junod, dans le numéro du 9-10 juillet 1933, qui plaide pour que soient représentés dans la procédure qui va s'ouvrir les intérêts de tous les milieux économiques genevois, notamment ceux de l'industrie et qui suggère que l'on profite de négocier plus largement l'ensemble des problèmes soulevés par l'enclavement de Genève, qu'il s'agisse du trafic automobile, des relations ferroviaires, de l'emplacement des postes de douane et des exportations des produits industriels. Cet article suscite l'ire de P.E. Martin, partagée par P. Bonna. Mais le Chef du Département politique décide finalement de ne pas réagir. (Lettre de P. Bonna à P.E. Martin, 11 juillet, E 2, Archiv-Nr. 1731).

9. Cf. n° 236.

c) d'arriver à créer un état de négociation au sujet duquel il serait très difficile de renseigner les experts (les expériences faites devant la Cour au sujet des négociations de 1929 et de 1931, pour lesquelles il avait pourtant été dressé – au prix de quelle peine! – des procès-verbaux signés par les deux Parties¹⁰, ont démontré à quels ergotages on peut se livrer à propos de ce qui s'est réellement passé).

M. Logoz redoute que, si nous entrions, sur ce point, dans les vues françaises, un état de choses absolument inextricable, tant au point de vue de la négociation proprement dite que des répercussions intérieures n'en puisse sortir. Il insiste:

a) pour que l'idée de négociations préliminaires proposées par la France soit écartée;

b) pour que la nomination des trois experts soit poussée le plus rapidement possible. Il pense qu'il serait opportun de faire savoir à l'Ambassadeur, au cours d'une prochaine conversation – accompagnée peut-être par la remise d'un aide-mémoire – que, si d'ici fin juillet, un accord ne pouvait être conclu entre les deux Parties à ce sujet, le Conseil fédéral jugera nécessaire de demander au Président de la Cour de procéder lui-même à la désignation des trois experts¹¹.

/.../

10. *Publications de la Cour permanente de justice internationale*, série C. N° 19 *Documents relatifs à l'ordonnance du 6 décembre 1930. Affaire des zones franches de la Haute-Savoie et du Pays de Gex (deuxième phase)*, vol. II, pp. 791 ss. ainsi que *Cour permanente de justice internationale. Série C. Plaidoiries, exposés oraux et documents XXV^e session. – 1932. N° 58. Affaire des zones franches de la Haute-Savoie et du Pays de Gex. Arrêt du 7 juin 1932. passim.*

11. *Cette notice est approuvée par le Chef du Département politique, G. Motta. Après de longs pourparlers, de fin juillet à la mi-août, entre le Département politique et l'Ambassadeur de France à Berne, les deux gouvernements tombent d'accord pour proposer à la Cour les noms de MM. B.O. Undén, ancien ministre des Affaires étrangères de Suède, J. López Oliván, Ministre d'Espagne à Stockholm, Sir John Baldwin, membre de la Commission européenne du Danube et des Commissions internationales de l'Elbe et de l'Oder (E 1004 1/341 PVCF du 22 août 1933).*

304

E 2001 (C) 4/23

*Le Ministre de Suisse à Varsovie, H.A. von Segesser,
au Chef du Département politique, G. Motta*

L E/F

Warschau, 19. Juli 1933

In Beantwortung Ihres Schreibens vom 26. Juni¹ (No. B. 14/2 Pol. 1 – B. 14/2 Pol. 2) betreffend die Frage der Ergänzung der Niederlassungsbestimmungen unseres Handelsvertrages von 1922², beehre ich mich, Ihnen Folgendes mitzuteilen.

1. Non reproduit.

2. *Convention commerciale entre la Suisse et la Pologne, conclue le 26 juin 1922 (RO, 1922, vol. 38, pp. 488–497).*

Es ist wohl richtig, dass, wie Sie ausführen, der erwähnte Vertrag der Schweiz die Meistbegünstigungsklausel gewährt und dieselbe auch in der Praxis seitens Polen respektiert wird. Meine nun bald 8-jährige Erfahrung in diesem Lande³ hat aber gezeigt, wie schwer es für schweizerische Unternehmungen ist, durchzusetzen, dass ihre schweizerischen Vertrauensleute, Direktoren, Spezialisten, Techniker, etc. hier bleiben können. Es besteht eben hier, in Polen, wie in anderen Ländern, die immer mehr ausgesprochene Tendenz, die Ausländer zu Gunsten der Einheimischen zu verdrängen. Ganz abgesehen davon, haben schweizerische Grossfirmen viele Millionen dadurch verloren, dass sie ihre polnischen Unternehmungen sozusagen ganz polnischen Direktoren ausliefern mussten. Unter diesen Umständen sah ich mich natürlich nach Niederlassungsbestimmungen um, welche die weitgehendsten Garantien bieten. Leider fand ich in den ratifizierten und in Kraft stehenden Verträgen Polens nichts derartiges. Dagegen, erlaube ich mir, Ihnen in der Beilage, in zwei Kopien, die einschlägigen wichtigen Art. 17 bis 24 des polnisch-deutschen Wirtschaftsabkommens vom 15. März 1930⁴ zu unterbreiten, welches, meines Erachtens, die weitgehendsten Garantien enthält. Der Vertrag wurde wohl durch Polen, nicht aber durch Deutschland ratifiziert, trat somit nie in Kraft und hat deshalb nur informatorisches Interesse. Veröffentlicht wurde er im unoffiziellen Teile des «Anzeigers des Deutschen Reiches» No. 70 vom 14. März 1930. Wäre dieser Vertrag in Kraft getreten, so hätte er, kraft der Meistbegünstigungsklausel unseres Handelsvertrages von 1922, auch die Schweiz ohne weiteres in den Genuss dieser Bestimmungen gesetzt. Diese Niederlassungsklauseln wären allerdings die einzigen bedeutenden Vorteile, welche dieser Vertrag für die Schweiz geboten hätte⁵. Die Nichtratifizierung des Vertrages und die Fortdauer des deutsch-polnischen Zollkrieges hat der Schweiz allerdings bedeutende wirtschaftliche Vorteile gebracht, indem sie sich da und dort an Stelle der deutschen Konkurrenz eindrängen konnte. Leider haben aber die Weltwirtschaftskrise, die Verminderung der Aufnahme- und Zahlungsfähigkeiten Polens den grössten Teil dieser Vorteile, zugleich aber auch das Ergebnis der langjährigen Arbeit der Gesandtschaft, sozusagen vernichtet.

Vom Standpunkt der schweizerischen Gesandtschaft in Polen aus wäre es natürlich wünschenswert, dass in einem polnisch-schweizerischen Niederlassungsvertrag oder Zusatzprotokoll im Handelsvertrage eine Bestimmung wie Art. 19 des nicht-

3. Von Segesser avait été nommé Ministre à Varsovie le 24 octobre 1924.

4. Non reproduit.

5. Sur les conséquences que le traité polono-allemand aurait pu entraîner pour le commerce suisse, cf. aussi le rapport politique de von Segesser du 14 mars 1931:

/.../

La Suisse étant au bénéfice de la clause de la nation la plus favorisée, nos compatriotes, financiers et industriels, venant en Pologne profiteront des clauses très libérales d'établissement du traité polono-allemand. Par contre, la formidable concurrence de l'industrie et du commerce allemands, avec leurs méthodes et leur dumping, porteront préjudice à notre exportation dans ce pays et menaceront sérieusement des positions que nous y avons conquises pendant les 5 ans de guerre douanière polono-allemande. Nous ne pouvons donc pas nous réjouir de l'entrée en vigueur de ce traité qui, ne fixant aucun tarif, ne nous donne pas d'avantages douaniers, mais ouvre largement la porte au commerce allemand.

/.../ (E 2300 Warschau, Archiv-Nr. 6).

ratifizierten deutsch-polnischen Handelsvertrags aufgenommen würde, zumal die Schweiz rund ungefähr 60 Millionen Franken in Polen investiert hat. Stellt man sich aber auf dem Standpunkt der schweizerischen Behörden, so ergibt sich natürlich ein anderes Bild, denn ca. 800 Schweizern im 32 Millionen Lande Polen, stehen in unserem kleinen Lande ca. 5000 Polen gegenüber, wovon höchstwahrscheinlich mindestens 4000 Juden sind⁶. Dass unter diesen Umständen die schweizerischen Behörden weitgehendste Handlungsfreiheit sich vorbehalten wollen, ist begreiflich. Man wird deshalb einstweilen, ohne Niederlassungsvertrag oder Zusatzprotokoll, sich mit den Niederlassungsbestimmungen des Handelsvertrags von 1922 begnügen müssen. Selbst der modernste Handels- und Niederlassungsvertrag Polens, der mit den Vereinigten Staaten von Nordamerika am 15. Juni 1931 nach langjährigen Verhandlungen zustande kam, enthält keine wesentlich weitgehenden Niederlassungsklauseln (Ihnen übermittelt am 10. Juli 1933).

Was Ihre Bemerkung auf Seite 5 anbelangt, wonach Ihnen nicht bekannt ist, dass eine Revision der schweizerischen Niederlassungsverträge mit den Nachbarstaaten beabsichtigt sei, mag heute zutreffen. Vor einigen Jahren war aber das Eidg. Justiz- und Polizeidepartement der Ansicht, dass die bestehenden Verträge gerade mit den Nachbarstaaten revisionsbedürftig seien. Seither sind allerdings auf dem Weltarbeitsmarkt und in politischen Dingen so grosse Änderungen eingetreten, dass diese Absichten aufgegeben worden sind. Ich nehme mit Interesse davon Kenntnis, dass zurzeit nur Unterhandlungen über Niederlassungsverträge mit Finnland, Rumänien und der Tschechoslowakei schwelen.

Ihrem Briefe vom 26. Juni lag der Entwurf eines Niederlassungsvertrages zwischen der Schweiz und Rumänien bei. Wie ich der «Zürcher Zeitung» vom 4. ds. Mts. entnehme, ist inzwischen derselbe vom Bundesrat genehmigt worden, sodass er voraussichtlich demnächst durch unsern Gesandten in Bukarest unterzeichnet werden kann⁷.

Wie die Verhältnisse in Polen liegen, könnte dieser Vertrag mit Rumänien, auch hier als Modell dienen.

Was nun die Frage einer Verständigung mit Polen zwecks Vermeidung der Doppelbesteuerung anbelangt, so sind mir die Schwierigkeiten, die dem Abschluss von

6. Sur ce point, cf. aussi le rapport de gestion de la Légation de Suisse à Varsovie pour l'année 1932:

/.../

Dans toutes ses interventions, la Légation a relevé avec énergie que le nombre des Suisses (environ 800) établis en Pologne est infime comparé à celui (environ 5000) des Polonais en grande majorité Juifs qui se trouvent en Suisse. Dans nos entretiens, nous insistâmes régulièrement sur le fait que les Autorités fédérales se montrent très libérales dans l'octroi des autorisations de séjour et que les Polonais domiciliés chez nous n'ont pas à se plaindre du traitement qui leur est accordé. A ce propos, il paraît utile d'observer que de nombreux Polonais sémites se rendent en Suisse où les fortunés d'entre eux acquièrent des biens-fonds. Ils arrivent ainsi peu à peu à s'établir et à amener leur famille dans notre pays. On peut se demander si l'apport de cet élément ethnique en Suisse est désirable et si les Autorités fédérales et cantonales ne devraient pas examiner avec une attention toute particulière les demandes d'établissement et surtout de nationalisation émanant de Juifs.

/.../ (E 2001 (C) 4/23).

7. La convention d'établissement entre la Suisse et la Roumanie est conclue à Bucarest le 19 juillet 1933 (RO, 1934, vol. 50, pp. 638-642).

derartigen Abkommen bei uns angesichts der verschiedenartigen kantonalen Gesetzgebungen entgegenstehen, zur Genüge bekannt. Ich teile deshalb auch Ihre Ansicht, dass wir uns wenigstens damit begnügen sollen, mit Polen einige fundamentale Grundsätze zu vereinbaren. Fälle von Doppelbesteuerungen im eigentlichen Sinne sind der Gesandtschaft nicht bekannt geworden. Der bekannte Fall des Elektrischen Unternehmens Łaziska Gorne, bei welchem der oberschlesische Fiskus versucht hat, die Firmen Brown, Boveri in Baden und Gebr. Sulzer in Winterthur für ihre Montagenarbeiten unter allen möglichen Vorwänden willkürlich noch zu besteuern, wurde aber ja durch energische Interventionen der Gesandtschaft heute beseitigt.

In Posen hatte ein ungeschickter Vertreter der Firma Henkel & Co. in Basel dieselbe registriert. Das Ergebnis war, dass der polnische Fiskus den Gesamtumsatz des Schweizer Hauses zur Steuerleistung heranziehen wollte, worauf der Vertreter sich an die Gesandtschaft wandte. Meine Intervention beschränkte sich damals darauf, ihm mitzuteilen, dass er geradezu unverantwortlicherweise gehandelt habe und sofort die Firma aus dem Handelsregister streichen lassen müsse. Seither hat die Gesandtschaft in der Angelegenheit nichts mehr gehört. Sie dürfte günstig erledigt worden sein.

Möglich ist, dass einzelne unserer Kantone polnische Staatsangehörige oder Unternehmer zur Doppelbesteuerung herangezogen haben. Hier sind mir aber keine derartigen Fälle bekannt geworden.

/.../⁸

Polen ist, nach wie vor, wenig geneigt, eigentliche Niederlassungsverträge abzuschliessen; man muss sich mit den besonderen Klauseln des Handelsvertrages begnügen⁹.

8. *Von Segesser donne la liste des Etats avec lesquels la Pologne a déjà conclu des traités concernant la double imposition.*

9. *Cf. la réponse de la Division des Affaires étrangères du Département politique du 5 août 1933:*
/.../

Wir glauben daraus entnehmen zu können, dass Sie sich unserer Auffassung anschliessen, dass so wie die Dinge liegen, Verhandlungen über einen solchen Vertrag nicht in Betracht kommen.

Die Frage einer Vereinbarung mit Polen zur Vermeidung der Doppelbesteuerung werden wir weiter prüfen, und wir behalten uns vor, auf diese Sache zurückzukommen (E 2001 (C) 4/23).

305

E 2001 (C) 4/78

*Le Chef du Département politique, G. Motta,
au Chargé d'affaires a.i. de Suisse à Berlin, H. Frölicher*

*Copie
L CL*

Bern, 20. Juli 1933

/.../

Was Fälle betrifft, wo es sich um Verhaftungen und Ausweisungen wegen unzweifelhafter kommunistischer Betätigung handelt, so sind wir durchaus mit Ihnen der Auffassung, dass eine diplomatische oder konsularische Verwendung unter diesen Umständen nicht in Betracht kommt. Dabei hat es natürlich die Meinung, dass über die kommunistische Betätigung kein Zweifel besteht. Wir bitten Sie also, bei der Verhaftung von Schweizern wie bisher zunächst Erhebungen über die Gründe anzustellen und auf eine weitere Verfolgung der Angelegenheit erst zu verzichten, wenn die Antwort der deutschen Behörden klar dahin lautet, dass die getroffenen Massnahmen eine Folge kommunistischer Tätigkeit des Betreffenden seien. Die blosse Andeutung oder der Verdacht, dass es sich um einen Kommunisten handeln könnte, soll die Gesandtschaft nicht abhalten, sich der Sache weiter anzunehmen und auf genauen Aufschluss zu dringen. /.../

Allerdings kann den deutschen Behörden nicht verwehrt werden, Schweizer aus Gründen der öffentlichen Sicherheit auszuweisen, auch wenn nur ein Verdacht staatsfeindlicher Betätigung besteht. Wo aber Schweizer in Schutzhaft genommen werden, scheint es uns wichtig und es kann wohl auch beansprucht werden, dass Ihnen von den deutschen Behörden mitgeteilt wird, um was es sich handelt.

Zu Ihrer Information fügen wir bei, dass uns von der italienischen Regierung, mit der wir ja, namentlich in früheren Jahren, ähnliche Anstände zu behandeln hatten, auf Veranlassung des Regierungschefs¹ die Zusicherung abgegeben und den lokalen Behörden die Weisung erteilt worden ist, von jeder Verhaftung eines Schweizers unverzüglich das zuständige schweizerische Konsulat zu verständigen. Ein gleiches ist auch von den deutschen Behörden zu verlangen.

/.../

Wir haben gerne davon Kenntnis genommen, dass Sie die Konsulate angewiesen haben, der Bundesanwaltschaft von den Ausweisungsfällen Meldung zu machen. Die Bundesanwaltschaft hat in der Tat ein grosses Interesse daran, diese Informationen zu erhalten. Wie wir von ihr vernehmen, sind ihr aber bis jetzt erst etwa ein halbes Dutzend solcher Fälle mitgeteilt worden. /.../²

1. *B. Mussolini.*

2. *Le souhait du Ministre de Suisse à Berlin, P. Dinichert, et du Département politique, de conclure avec le Reich un accord pour que les consulats suisses soient informés immédiatement des mesures privatives de liberté frappant des ressortissants suisses dans le III^e Reich, se heurte aux objections du Département de Justice et Police et du Procureur de la Confédération. Ces derniers redoutent de devoir communiquer aux consulats allemands en Suisse les noms des ressortissants allemands*

arrêtés pour des délits de droit commun. L'accord se fait finalement entre les autorités suisses pour proposer à Berlin une information réciproque, à la demande de la personne emprisonnée (E 2001 (C) 4/78, lettre du Chef du Département politique, G. Motta, au Ministre de Suisse à Berlin, P. Dinichert, 26 décembre 1933).

Constatant que depuis l'été 1933 les cas d'arrestation ont été annoncés soit par les parents, soit par les intéressés eux-mêmes, soit encore par les autorités allemandes et que de nouveaux cas de détention préventive (Schutzhaft) n'ont plus été signalés, le Ministre de Suisse à Berlin conseille d'attendre un nouveau cas pour intervenir auprès des Affaires étrangères du Reich dans le sens proposé (E 2001 (C) 4/78, lettre au Chef du Département politique, G. Motta, 16 janvier 1934).

306

E 7110 1/82

*Le Directeur de la Société anonyme Geigy, C. Koechlin,
au Directeur de la Division du Commerce du Département
de l'Economie publique, W. Stucki*

L

Basel, 20. Juli 1933

Mit meinen Zeilen vom 15. ds.¹ erlaubte ich mir zu schreiben, dass ich mir vorbehalten werde, auf den Inhalt des Briefes von Herrn Minister Wagnière vom 3. Juli² zurückzukommen. Ich möchte dies mit diesen Zeilen ganz kurz tun, um einige Ungenauigkeiten und Unrichtigkeiten klarzustellen.

Vor allem liegt es mir daran, die Entstehung der deutsch-schweizerischen Zusammenarbeit in Italien genau zu beschreiben.

Im Herbste 1930, als der bekannte Konzern der Italgas eine vollständige Reorganisation und Sanierung durchführen musste, wurden gleichzeitig die deutschen und die Basler Firmen von verschiedenen Persönlichkeiten angefragt, ob sie ein Interesse daran hätten, sich an einer reorganisierten italienischen Farbstoffindustrie zu beteiligen. Die Lage war damals folgende:

Der unter dem Namen «Acna» bekannte italienische Farbstoffkonzern, in dem in den Nachkriegsjahren die Firmen Italica, Bonelli & Sipe zusammengeschlossen worden waren, war in finanzieller und organisatorischer Beziehung dem vollständigen Zusammenbruch nahe. Die Acna war nicht nur vom Produktions-, sondern auch vom Verkaufs- und vom Finanz-Standpunkt aus viel zu gross aufgezogen und hatte ausserdem eine durchaus unfähige technische und kaufmännische Leitung. Diese wollte nicht nur in Italien das ganze Geschäft an sich reissen, sondern auch noch im Export grosse Geschäfte tätigen. Durch diese Politik wurde das Preisniveau in Italien vollständig zerrüttet, und im Export gelang es der Acna nur in verschiedenen Ländern störend aufzutreten und einige Geschäfte zu Verlustpreisen zu

1. Non retrouvé.

2. Par sa lettre confidentielle du 3 juillet, Wagnière répondait à la Division du Commerce qui, en date du 16 juin, lui avait demandé des renseignements sur les mesures prises en Italie pour la protection de l'industrie nationale des matières colorantes et lui avait communiqué la lettre du groupe-

tätigen. Das Endresultat war, wie bereits gesagt, der vollständige Zusammenbruch, der mit der Reorganisation der Italgas vereint, die vollständige Loslösung der alten Acna von ihren früheren Bindungen bedingte.

Da die italienische Regierung, und zum Teil auch die Kundschaft, ein natürliches Interesse daran hatte, eine lebensfähige chemische bzw. Farbstoff-Industrie dem Lande zu erhalten, gelang es Rom, den Montecatini-Konzern schliesslich zu bewegen, in die Übernahme der Acna einzuhilfigen. Dies war aber nur möglich, nachdem die neue Acna von jeder Verpflichtung der alten Acna losgelöst wurde, damit die Garantie bestand, dass sie in keiner Weise belastet übernommen werde, und nachdem die italienische Regierung sich bereit erklärt hat, zur Finanzierung des neuen Unternehmens ein Darlehen von 80 Mill. Lit. bereitzustellen.

ment des industries chimiques bâloises (cf. n° 291) Voici quelques-uns des renseignements fournis par Wagnière:

/.../

Le problème à résoudre est, en somme, le suivant: la «I.G. Farbenindustrie» a, en son temps, conclu un accord avec la Montecatini dont l'objet était de s'assurer la suprématie en Italie pour la fabrication des matières colorantes et de faire disparaître petit à petit leurs concurrents moins forts. Il y a deux ans environ, la société Acna se vit obligée de fermer ses usines et elle fut rachetée par le groupe I.G. Farbenindustrie-Montecatini qui est le plus grand producteur de couleurs d'Italie. Les actions du groupe sont entre les mains de la Montecatini à raison du 51%; le reste appartient à la «I.G. Farbenindustrie».

Le Gouvernement italien reproche à la I.G. Farbenindustrie de pratiquer des prix très élevés pour les produits qui ne peuvent pas être fabriqués en Italie, tandis qu'elle exagère en sens inverse pour les couleurs fabriquées également dans ce pays. L'Allemagne se défend en répondant qu'en dépit de l'abaissement général des prix, l'industrie italienne a augmenté les siens en raison du 50% environ, tandis que les prix des mêmes matières importées de l'étranger n'accusent pour ainsi dire aucune augmentation.

/.../

L'Italie s'est également mise en rapport avec l'«Industrie-Verband» allemand pour provoquer un échange de vues sur le relèvement de certains droits afférents aux couleurs. Saisie de cette demande, la «I.G. Farbenindustrie» demanda conseil à l'Ambassade d'Allemagne à Rome. En raison de la force du groupe «I.G. Farbenindustrie-Montecatini» d'une part, et, d'autre part, de la grande influence de la «I.G.» comme telle qui, entre temps, a encore acquis une fabrique de matières colorantes en Italie, (il ne nous a pas été possible d'apprendre le nom de l'ancien propriétaire de cette fabrique) qui fut incorporée au groupe, plaçant ainsi entre les mains de la «I.G.» la majorité des actions de ce groupe, – la «I.G.» répondit au «Industrie-Verband» qu'elle n'avait aucun intérêt à entreprendre des négociations douanières avec l'Italie.

/.../

Il semble donc que les difficultés qui vous ont été signalées et les craintes formulées en Suisse ont, avant tout, leur origine, d'une part dans l'activité envahissante du groupe «I.G. Farbenindustrie-Montecatini» (ce groupe, m'assure-t-on, n'a pas la sympathie des autorités italiennes) et, d'autre part, dans le désir de l'industrie nouvellement installée à Melegnano de se disputer le marché italien avec le groupe en question. Le problème est certes plus complexe encore, les difficultés auront d'autres sources. En outre, le groupe «I.G. Farbenindustrie-Montecatini» ne sera plus le seul concurrent avec lequel doit compter Melegnano. Dans ces circonstances, je suis d'avis que le développement de cette situation doit être suivi avec soin et je ne manquerai pas de continuer à vouer à cette affaire l'attention qu'elle mérite (E 7110 1/82).

Dans sa lettre du 7 juillet suivant à la Division du Commerce (E 7110 1/82), Wagnière écrivait que les renseignements contenus dans sa lettre du 3 juillet lui avaient été fournis par un collègue de l'Ambassade d'Allemagne qui l'avait prié d'en faire un usage strictement confidentiel.

In diesem Zeitpunkt ist dann die Montecatini an die deutsche I.G. gelangt, mit dem Vorschlag, die italienische Farbstoffindustrie gemeinsam aufzurichten und zu leiten. Zu diesem Zwecke wurden der deutschen Gruppe, wie dies im Bericht des Herrn Wagnière³ steht, 49% des Aktienkapitals der neuen Acna, das sich auf 60 Mill. Lit. beziffert, zur Verfügung gestellt, unter der Bedingung allerdings, dass auch die deutsche Gruppe der Montecatini, bzw. der neuen Acna, eine entsprechende Beteiligung an dem der deutschen I.G. gehörenden italienischen Werk Società Chimica Lombarda A.E. Bianchi & Co., Rho, zur Verfügung stelle. Die deutsche I.G. hätte sich ferner zu verpflichten, ihre technische Erfahrung der neuen Acna weitgehend zur Verfügung zu stellen und ausserdem dafür besorgt zu sein, dass der neuen Acna im italienischen Markte eine ihrer nationalen Bedeutung entsprechende Quote zufalle und sie ausserdem noch einen Anteil am Exportgeschäft haben könne.

So waren die Voraussetzungen bzw. Bedingungen einer italienisch-deutschen Zusammenarbeit, die, ich möchte das speziell betonen, nicht nur im Einverständnis, sondern zum Teil auch unter Druck von Rom aufgestellt worden sind.

Die deutsche Gruppe hat, gemäss den Vereinbarungen die wir mit ihr haben, im Einverständnis mit uns die Verbindung mit der neuen Acna aufgenommen und ein entsprechender Vertrag ist zustande gekommen.

Was die technische Seite betrifft, so ist festzustellen, dass die neue Acna von der Zusammenarbeit mit der deutschen Gruppe ausserordentlich viel profitiert hat; unrentable, an verschiedenen Orten durchgeführte Fabrikationen sind in rationeller Weise zusammengefasst worden, Verfahren wurden verbessert und die deutsch-schweizerische Gruppe hat der neuen italienischen Industrie im Inland Platz gemacht und ausserdem beträchtliche Mengen Farbstoffe von ihr bezogen, die früher von verschiedenen kleinen italienischen Fabriken geliefert wurden und die infolge der neuen Zollansätze nicht mehr nach Italien importiert werden können.

Auch im Export haben die Deutschen und Schweizer der neuen Acna Dienste geleistet, sie haben die alten Lager der Acna liquidiert zu Preisen, die zum mindesten keinen Verlust mehr liessen, und ausserdem in einigen Ländern der Acna Geschäfte zugewiesen, die sie nun mit Gewinn weiter betreiben kann.

Diese Abmachungen im Verkauf und zum Teil auch in bezug auf die technische Hilfe sind begründet in einem provisorischen Abkommen, das Ende ds. Js. abläuft. Die deutsch-schweizerische Gruppe stellt sich auf den Standpunkt, dass diesem kurzfristigen Provisorium nun ein langfristiges Definitivum folgen müsse.

Es stimmt also keineswegs, dass die deutsche Gruppe versucht hätte, direkt oder indirekt die Kontrolle über die massgebende italienische Farbstoffindustrie zu erlangen, um diese dann zum Stillstand zu bringen.

Was nun die kleinen Fabriken betrifft, so ist zu sagen, dass in Italien während des Krieges und in der unmittelbaren Nachkriegszeit verschiedene kleinere Fabriken entstanden sind, die eine beschränkte Anzahl von Farbstoffen fabrizierten, wobei sie die Auswahl auf die Produkte legten, die in grossen Quantitäten Absatz fanden. Diese Werke haben von Anfang an eine Preispolitik getrieben, die zusammen mit der alten Acna die Preisbasis in Italien vollkommen erschütterte. Die Folge

3. Cf. n. 2 ci-dessus.

davon war, dass verschiedene eingehen mussten. Einige, wie z.B. die Italica, Bonelli und die Sipe suchten ihr Heil in der alten Acna, und andere, wie Melegnano verstanden es, sich die moralische und finanzielle Unterstützung von grössern Kreisen der Konsumenten zu sichern. Alle Bemühungen, die Preisbasis wieder auf ein normales, gesundes Niveau zu bringen, das allen richtig geleiteten Fabriken ein Arbeiten ohne Verlust und mit einem berechtigten Gewinn ermöglicht hätte, haben fehlgeschlagen. Dass sich die grössern Werke nach verschiedenen vergeblichen Versuchen in dieser Richtung dazu genötigt sahen, gegen diese Outsiders vorzugehen, ist wohl begreiflich und kann ihnen nicht zur Last gelegt werden. Man kann von ihnen auch nicht verlangen, dass sie billige, gute Roh- und Zwischenprodukte liefern, mit denen dann diese kleineren Firmen den rücksichtslosen Kampf mit dem Endprodukt führen. Herr Donegani, der Leiter der Montecatini bezw. der neuen Acna, hat diese Auffassung auch geteilt und eingesehen, dass ohne Lösung dieses Outsider-Problems die Lage in Italien nicht saniert werden könne.

Unter diesen Outsidern spielt nun Melegnano, das von einem Herrn Dr. Saronnio⁴ geleitet wird, deshalb eine besondere Rolle, weil sich die Kundschaft des Distriktes Biella, unter der Führung des bekannten Industriellen Rivetti, bereit finden liess, Melegnano mit allen Mitteln gegen die neue Acna und die deutschen und schweizerischen Firmen zu unterstützen. Wir glauben aus zuverlässigen Quellen zu wissen, dass das finanzielle Resultat dieser Firma ein schlechtes ist, und dass die Firma vor dem Zusammenbruch nur gerettet werden kann durch die Unterstützung des sich zu diesem Zwecke zusammengeschlossenen Syndikats der Industriellen von Biella. Einigen davon ist die Last zu schwer geworden und sie haben sich zurückgezogen.

Die Tatsache, dass Melegnano, bezw. Dr. Saronnio⁴, mit allen Mitteln versucht, Rom zum Einschreiten zu bewegen, lässt u.E. darauf schliessen, dass die Lage so ist, wie ich sie eben geschildert habe und dass diese Outsider Firma ihre Rettung nur dann sieht, wenn von Rom aus ein Machtwort gesprochen wird.

Neben Melegnano und einigen andern nicht bedeutenden Outsiders haben, wie bereits gesagt, die Deutschen eine Fabrik, die unter dem Namen Società Chimica Lombarda A.E. Bianchi & Co., Rho, bekannt ist und an der, wie auch schon erwähnt, die Acna stark beteiligt ist. Die Basler haben eine kleine Fabrikationsstätte unter dem Namen Società Bergamasca per l'Industria Chimica, Seriate.

Bei diesem Anlass möchte ich erwähnen, dass sowohl Bianchi als auch Seriate bereits unter der Leitung von Frankfurt und Basel standen, bevor der Zusammenbruch der alten Acna Tatsache wurde.

Die Vorwürfe des Dumpings sind in der Weise richtigzustellen, als das Preis-schleudern von den Italienern ausging, von der alten Acna und den verschiedenen kleinen Fabriken. Die Deutschen und Schweizer mussten folgen, da im Farbenge-schäft eine grosse Organisation auf die grossen Artikel nicht verzichten kann, wenn sie ihr standing im Verkauf, in der Applikation und in der Fabrikation auf der Höhe behalten will, die man bei ihr seitens der Kundschaft ohne weiteres voraussetzt. Sogar viele sog. Spezialitäten aus der Reihe der echten Farbstoffe sind gerade in Ita-

4. Il s'agit en réalité de C. Serono.

lien bereits auf einer sehr tiefen Preisbasis angelangt. Dass man bei den wenigen Spezialprodukten, für die man noch gute Preise bekommen kann, sucht diese Preisbasis so lange wie möglich zu erhalten, ist selbstverständlich, damit man wenigstens dort Geld verdient, um den Verlust an den Grossprodukten glattzustellen.

In einem Spezialgebiet, dem Schwefelschwarz, wurde seinerzeit versucht, eine Verständigung zwischen allen Fabrikanten zu treffen, um jedem ein nutzbringendes Geschäft sicherzustellen. Diese Vereinbarung wurde aber gerade von den kleinen Fabriken zu groben Überschreitungen benutzt, sodass die grössern die Kündigung aussprechen mussten. Auch dies ist ein Zeichen dafür, dass die italienischen Outsiders, die neue Acna immer ausgenommen, eben für ein Zusammenarbeiten nicht zu haben waren.

/.../⁵

Was nun die in Aussicht genommenen etwaigen Verhandlungen mit der italienischen Gruppe betrifft, so wissen wir, dass sich die deutsche I.G. ihrer Regierung gegenüber bereit erklärt hat, im Herbst die Verhandlungen mit Rom aufzunehmen. Wir wissen auch, dass Deutschland gewillt ist, eine Verständigung zu suchen; diese darf aber nicht so aussehen, wie es nach den uns bisher zugekommenen Informationen die Italiener wünschen, d.h. die Reservierung des fast vollständigen italienischen Marktes für die italienischen Fabriken und dazu noch eine beträchtliche Quote im Export. Speziell die Schweizergruppe hat es immer abgelehnt, und wird es auch in Zukunft tun, einen Verzicht auf ein wichtiges Konsumationsland zu geben. Wir, die wir über kein grosses eigenes Hinterland verfügen, müssen unbedingt unsere Anteile im Export behalten können. Die Forderungen der Italiener müssen sich deshalb in einem Rahmen bewegen, der den heutigen Verhältnissen entspricht, wobei wir selbstverständlich anerkennen, dass eine bevorzugte Stellung im eigenen Lande als berechtigter Wunsch angesehen werden muss.

Auch für den Export wird sich eine Verständigung finden lassen, wenn der Bogen nicht überspannt wird, denn darüber müssen sich die Italiener im Klaren sein, dass alle Farbstoff-Fabriken der Welt heute reduziert arbeiten müssen, dass die Produktionsmöglichkeit weit über die Aufnahmefähigkeit geht, und dass es deshalb nicht möglich ist, neuen Partnern in einer Vereinbarung grössere Gebiete abzutreten.

Damit glaube ich Ihnen zu dem Berichte unserer Gesandtschaft in Rom noch einige Ergänzungen gegeben zu haben, die das Bild vervollständigen. Ich darf Sie wohl bitten, auch meine Ausführungen vertraulich und persönlich zu behandeln und möchte nicht verfehlten beizufügen, dass ich selbstverständlich jederzeit zur Verfügung stehe, falls Sie weitere Informationen wünschen sollten.

5. Koechlin s'étonne d'un passage de la lettre de Wagnière du 3 juillet (cf. n. 2 ci-dessus), relatif aux pressions de la Pologne pour le rétablissement d'un cartel international des prix, car ce pays n'est pas directement intéressé à la fabrication de matières colorantes.

307

E 2001 (C) 4 /146

*Le Chef du Département politique, G. Motta,
aux Légations de Suisse à Paris, Bruxelles et la Haye*

*Copie
L CI*

Berne, 24 juillet 1933

Comme vous le savez certainement, le Comité de l'étalement or de l'Association suisse des Banquiers a pris sur lui de grouper les intérêts identiques des porteurs belges, français et hollandais atteints dans leurs droits par de nombreux cas de répudiations de la clause or et, notamment, par la nouvelle législation des Etats-Unis (Gold repeal resolution, du 29 mai 1933). Un comité international de défense contre la répudiation de la clause or s'est constitué à Bâle, le 30 juin, et, comme tâche préliminaire, s'est assigné celle de mettre à l'étude les mesures propres à faire reconnaître et sanctionner les droits lésés.

Bien que l'Association suisse des Banquiers n'ait pas encore été informée des décisions prises par les groupements belges, français et néerlandais, elle nous a néanmoins priés de formuler une réserve générale à Washington, au nom des porteurs suisses¹.

Nous partageons l'opinion de l'Association suisse quant à l'opportunité de notifier une réserve de droit. Diverses considérations militent fort en faveur de cette démarche. Elle serait, tout d'abord, l'unique moyen de saisir à bref délai les autorités américaines du différend suscité par la promulgation de la «Gold repeal resolution». Une action judiciaire devant la Supreme Court of the United-States, à supposer qu'on y recourût, exigerait de longs travaux préparatoires et, entre temps, les agents fiscaux et les domiciles payeurs aux Etats-Unis se refusent à encaisser sous réserve les titres et coupons dont le service s'effectue en dollars-papier contrairement aux clauses du contrat. Les effets de l'annulation du dollar-or comme monnaie contractuelle ne s'arrêtent pas aux seuls engagements assumés par des débiteurs américains; cette mesure menace d'affecter par contre-coup les nombreuses opérations financières traitées sur le marché américain par des Etats tiers, au cours de ces dernières années. Or comment les plaignants seraient-ils fondés à poursuivre la reconnaissance de leurs droits à l'encontre d'un Etat tiers, qui s'abrite simplement derrière la décision américaine, aussi longtemps qu'ils n'auront pas attaqué le tort à sa source et que leur silence pourra être interprété comme un acquiescement de principe à cette entorse?

Nous n'avons pas hésité à informer l'Association suisse des Banquiers de ce que nous serions prêts, pour ces motifs, à charger notre Légation à Washington de faire la démarche appropriée, étant toutefois entendu que nous ne nous promettons quelque résultat de cette intervention que si d'autres Etats, aux intérêts analogues, faisaient leur notre décision. La présente requête de l'Association nous place donc

1. *Par lettre du 14 juillet (E 2001 (C) 4 /146).*

dans une position quelque peu délicate, puisque rien ne nous assure que les Gouvernements belge, français et hollandais, sur la coopération desquels nous devrions pouvoir compter, décideront de prendre aussi fait et cause pour leurs nationaux.

Nous supposons, d'ailleurs, que les Comités de défense de ces trois pays ne sont pas restés inactifs et qu'ils n'ont pas manqué de saisir leurs Gouvernements de la revendication et de les pressentir sur l'opportunité d'une action diplomatique aux Etats-Unis. Aussi nous serait-il très précieux de connaître les intentions de ces Gouvernements et d'être instruits des raisons, s'ils en ont, qui les engagent à éviter que la question de la clause or soit traitée sur le terrain diplomatique.

En portant ce qui précède à votre connaissance, nous vous prions de nous procurer les informations que vous jugerez le plus propres à éclairer notre religion.

308

E 2001 (C) 3/147

La Division des Affaires étrangères du Département politique aux Légations de Suisse

Copie

R Série B N° 8. Confidentiel

Berne, 25 juillet 1933

Dans ce rapport, nous avons l'honneur de vous communiquer quelques renseignements sur la position de la Suisse à l'égard du moratoire allemand des transferts.

1.../¹

... le 9 juin, le gouvernement allemand a promulgué une loi sur les transferts à l'étranger² aux termes de laquelle tous les paiements d'intérêts et d'amortissements relatifs aux dettes à long terme dues par des débiteurs allemands à des créanciers étrangers doivent être effectués à partir du 1^{er} juillet à une caisse de conversion pour dettes extérieures. Sont seuls exceptés les crédits consentis postérieurement à la crise bancaire de 1931, les engagements de la Reichsbank et de la Golddiskontbank et enfin les crédits bancaires visés par les Stillhalteabkommen³. La loi prévoit en outre que le débiteur allemand pourra se libérer de ses engagements libellés en monnaie étrangère par un paiement en Reichsmark à la caisse de conversion sur la base d'un taux de change légal.

La Reichsbank a aussitôt après la promulgation de la loi convoqué les créanciers à long terme de l'Allemagne à une conférence qui s'est ouverte le 16 juin à Londres, et s'est poursuivie ultérieurement à Berlin⁴.

1. La première partie de ce rapport, non retenue ici, rappelle les déclarations de Schacht à la conférence avec les créanciers de l'Allemagne, ouverte le 26 mai à Berlin. Cf. à ce propos les nos 277 et 283.

2. Cf. n° 297.

3. Crédits à court terme. Cf. n° 94, n. 2 et n° 286, n. 8.

4. Cf. n° 295.

Au cours de ces pourparlers, qui ne sont pas encore terminés, des adoucissements importants ont été prévus dans l'application de la loi du 9 juin. Si les circonstances ne se modifient pas, c'est-à-dire si le commerce extérieur du Reich n'accuse pas une nouvelle diminution et si la Russie continue à tenir ses engagements à l'égard de l'Allemagne, la Reichsbank pourra, du 1^{er} juillet au 31 décembre, effectuer les transferts suivants:

Les intérêts et l'amortissement de l'emprunt Dawes seront transférés intégralement. Il en sera de même des intérêts de l'emprunt Young. Quant aux autres dettes à long terme, il est prévu le transfert de 50% du montant de l'intérêt mais avec taux maximum de 4% par an. Il n'est prévu aucun transfert à titre d'amortissement, emprunt Dawes excepté.

Pour les sommes non transférées et qui seront versées, conformément à la loi, en Reichsmark à la Caisse de conversion, le règlement suivant est envisagé. Pour les montants non transférés à titre d'intérêts, il pourra être remis aux créanciers des scrips de la caisse de conversion, libellés en Reichsmark et ne portant pas intérêt^{4a}.

Les versements à titre d'amortissement sont en revanche bonifiés au créancier étranger auprès de la caisse de conversion.

La mobilisation des scrips fait encore l'objet de pourparlers. Il est permis toutefois d'envisager qu'elle permettra de favoriser dans une certaine mesure les pays qui, comme la Suisse et la Hollande, sont de gros importateurs de marchandises allemandes et dont la balance commerciale à l'égard de l'Allemagne est fortement passive. Il est notamment prévu que ces scrips pourront être utilisés pour le 50% de leur valeur pour le paiement des importations allemandes de sorte que les créanciers suisses pourraient toucher immédiatement 75% du montant total des intérêts.

D'autre part, M. Schacht envisage favorablement la possibilité de mettre au nombre des exceptions prévues par la loi du 9 juin les primes dues par les assurés allemands à des compagnies d'assurances suisses, les intérêts sur dettes hypothécaires et le prix de l'énergie électrique fournie à l'Allemagne par les usines suisses. Ces montants ne seraient donc pas sujets aux dispositions de la loi et pourraient être transférés intégralement.

Il est clair que l'Allemagne est résolue à utiliser au maximum sa situation de débiteur insolvable pour obtenir des facilités d'exportation. En ce qui concerne la Suisse, par exemple, la somme correspondant au 25% des intérêts ou à 50% du montant des scrips pourra être mise par l'Allemagne à la disposition de son commerce d'exportation ce qui lui permettrait, sinon d'augmenter encore son exportation en Suisse, ce qui pourrait à la rigueur être évité par de nouvelles mesures de contingentement, du moins de concurrencer notre exportation sur les marchés étrangers. Ainsi qu'on peut s'en rendre compte, la situation créée soulève pour notre pays des problèmes des plus délicats.

Malgré les adoucissements apportés temporairement à l'application de la loi du 9 juin, le conseil fédéral a estimé devoir éléver une protestation auprès du gouvernement allemand⁵ contre des mesures modifiant unilatéralement des rapports

4a. Cf. n° 299, n. 5.

5. Cf. n° 297 + A.

contractuels internationaux et formuler les réserves les plus expresses concernant ses droits et ceux des créanciers suisses.

La question de l'institution d'un clearing forcé avec l'Allemagne a fait l'objet d'études approfondies⁶. On a préféré renoncer, dans l'état actuel des pourparlers, à prendre cette mesure d'une application extrêmement difficile et dont les résultats seraient, somme toute, moins avantageux, dans l'éventualité d'une évolution favorable de la situation, que ceux que permettent d'espérer les arrangements envisagés à Berlin. Toutefois, les circonstances pourraient nous forcer de modifier tôt ou tard notre attitude et nous amener à établir un clearing au moins partiel.

6. Cf. Entwurf über einen Zwangsclearing mit Deutschland, daté du 22 juin 1933 (E 2001 (C) 3/147).

309

E 2001 (C) 4 /146

*L'Association suisse des banquiers
à la Division des Affaires étrangères du Département politique¹*

L EC

Bâle, 28 juillet 1933

Nous avons l'honneur de nous référer à l'entretien téléphonique de ce jour entre M. le Dr. Feldscher² et le soussigné, relatif à une action conjuguée de la Hollande et de la Suisse contre le Gouvernement du Royaume du Danemark, afin d'obtenir la reconnaissance par ce Gouvernement de la validité de la clause or insérée dans les contrats d'emprunts qui ont été émis sur le marché de New-York et qui sont libellés en dollars or.

Lors de la dernière séance du Comité d'Etudes du Comité International contre la répudiation de la clause or, qui s'est tenue à Berne le 26 juillet, il a été constaté que les emprunts danois libellés en dollars, intéressaient les marchés belge, hollandais et suisse et se révélaient par conséquent comme favorables à une action commune des trois Gouvernements dont les ressortissants étaient lésés par la non reconnaissance, par le Gouvernement Royal danois, d'exécuter le service de ses emprunts sur la base du dollar or.

Nous avons appris par les délégués hollandais au Comité d'Etudes que le Ministère des Affaires Etrangères du Royaume de Hollande serait tout disposé à envisager les emprunts danois libellés en dollars or comme «test cases» pour les soumettre à la Cour de La Haye. Cependant, auparavant, le Ministère des Affaires Etrangères du Royaume de Hollande préférerait s'assurer le concours du Gouvernement suisse, dans cette affaire, et à cet effet, il se dispose à approcher à ce sujet notre Ministre à La Haye.

1. Lettre signée par le 2^e Secrétaire, G. de Haller.

2. De la Division des Affaires étrangères du Département politique.

M. le Ministre de Stoutz³, dans sa déclaration en séance constitutive du Comité International contre la répudiation de la clause or, déclaration qu'il a bien voulu nous confirmer par lettre du 11 juillet 1933⁴, nous a assurés que le «Département Politique se mettrait à la disposition de notre Association pour effectuer telle démarche que de raison /sic/ conjointement avec les Gouvernements qui prendront fait et cause pour les obligataires lésés par l'annulation de la clause or».

Nous nous sommes permis de vous signaler cette éventualité qui s'offre à la Suisse de s'associer à une action diplomatique de la Hollande contre l'attitude adoptée par le Gouvernement Royal du Danemark.

Des enquêtes très réduites auprès d'un ou deux établissements importants de notre pays, nous avons pu établir que la Suisse est intéressée aux emprunts libellés en dollars or par le Gouvernement Royal du Danemark pour un montant minimum de dollars or 1.800.000.-. Nous sommes persuadés que si nous effectuons une enquête auprès de l'ensemble des banques de notre Association, il nous sera annoncé un montant très important d'emprunts danois libellés en dollars or.

3. *Chef de la Division des Affaires étrangères du Département politique.*

4. *Non reproduit.*

310

E 2001 (C) 4/93

*Le Chef du Département politique, G. Motta,
au Chargé d'affaires a.i. de Suisse à Berlin, H. Frölicher*

Copie
L CL Dringlich

Bern, 31. Juli 1933

/.../

Grundsätzlich ist daran festzuhalten, dass die Schweizer sich nicht in die politischen Angelegenheiten des Gastlandes einmischen dürfen und dass ihnen deshalb vom Beitritt zur nationalsozialistischen Partei wie zu irgend einer politischen Partei abzuraten ist. Es muss aber berücksichtigt werden, dass der Nationalsozialismus ähnlich wie der Faschismus nicht mehr ausschliesslich eine politische Partei im hergebrachten Sinne ist, sondern einerseits Funktionen ausübt, die bisher dem Staate selbst vorbehalten waren (z.B. durch die SS und SA) und andererseits durch besondere Verbände und Organisationen auch im Wirtschaftsleben und auf kulturellem Gebiet eine noch im Wachsen begriffene Rolle spielt. Je stärker nun die von den einzelnen Organisationen ausgeübten Funktionen politischen Charakter haben, desto grössere Zurückhaltung werden sich unsere Landsleute auferlegen müssen. Umgekehrt wird ihnen der Beitritt zu Berufsverbänden mit vorwiegend wirtschaftlichen Zwecken kaum verwehrt werden können, zumal da, wo ein Fernbleiben für ihre weitere wirtschaftliche Existenz verhängnisvoll sein könnte.

Es besteht ja überhaupt, anders als bei den Formationen militärischen Charak-

ters, keine gesetzliche Grundlage, um unsererseits den Schweizern die Zugehörigkeit zur nationalsozialistischen Partei und ihren Nebenorganisationen zu verbieten, soweit von deutscher Seite ihnen der Beitritt gestattet wird. Es kann sich vielmehr nur darum handeln, unsren Landsleuten Ratschläge zu erteilen und sie vor den unliebsamen Folgen zu warnen, die eine Zugehörigkeit zu Organisationen politischer Natur für sie haben könnte, sei es, dass sie in politische Auseinandersetzungen im Gaststaat verwickelt werden, sei es, dass sie dadurch in einen Konflikt mit ihren Pflichten gegenüber dem Heimatstaat geraten könnten.

Wir sind über die Organisation und die Mitgliederpflichten der in Rede stehenden Verbände zu wenig unterrichtet, um uns im einzelnen dazu äussern zu können, in welchen Fällen gegen einen Beitritt unserer Landsleute keine Bedenken bestehen. Im allgemeinen wird nichts dagegen einzuwenden sein, dass die Schweizer solchen Berufsorganisationen beitreten, wo eine gleichzeitige Zugehörigkeit zur nationalsozialistischen Partei nicht erforderlich ist, wie das nach Ihren Angaben für den Kampfbund des gewerblichen Mittelstandes zutrifft. Auch den Beitritt zu den Arbeitgeber- und Arbeitnehmerverbänden wird man unsren Landsleuten nicht verwehren können. Es dürfte sich aber empfehlen, dass Sie sich möglichst genau über diese Verbände und die mit der Mitgliedschaft verbundenen Pflichten informieren, um die an Sie gerichteten Anfragen mit voller Sachkenntnis beantworten zu können. Es würde uns interessieren, vom Ergebnis Ihrer Erhebungen Kenntnis zu erhalten.

Heikler wird die Stellung von solchen Schweizern sein, die nicht nur Mitglied sind, sondern in leitende Stellen berufen werden sollten. Die Mitteilungen unserer Gesandtschaft in Rom zeigen, dass sich dies in Italien nicht ganz vermeiden liess.

Auf Grund Ihrer Schreiben vom 26., 28. und 29. d.M.¹ stellt sich nun aber die weitere Frage, ob die Schweizer gezwungen werden können, den Berufsverbänden beizutreten. Weder der Niederlassungs-² noch der Rechtsverhältnissevertrag³ mit Deutschland enthalten Bestimmungen, welche der zwangsweisen Zugehörigkeit zu Berufsverbänden im Wege stünden. Dagegen findet sich in den neuern Niederlassungsverträgen in der Regel eine Klausel, wonach die Angehörigen des andern Vertragsstaates von der Ausübung irgendwelcher öffentlicher Funktionen gerichtlicher oder administrativer Natur befreit sein sollen. Es kann dies wohl als ein allgemein anerkannter Grundsatz des Fremdenrechts bezeichnet werden, der auch in dem Entwurf zu einem internationalen Abkommen über die Behandlung der Ausländer⁴ Aufnahme gefunden hat. Ob aber ein Zwang zum Beitritt zu Berufsverbänden gegen diesen Grundsatz verstösst, scheint uns zweifelhaft. Dies wird wohl nur soweit behauptet werden können, als diese Verbände politische Funktionen ausüben.

Indessen ist es ohne Zweifel ein allgemein anerkannter Grundsatz des Völkerrechts, dass die Ausländer nicht nur verpflichtet sind, sich jeder politischen Tätigkeit zu enthalten, sondern auch vom Aufenthaltsstaat nicht gezwungen werden dürfen,

1. Non reproduit.

2. Du 13 novembre 1909 (*RO*, 1911, vol. 27, pp. 675 ss.).

3. Du 31 octobre 1910 (*RO*, 1911, vol. 27, pp. 688 ss.).

4. *RG*, 1932, p. 54.

an politischen Aktionen teilzunehmen oder Organisationen politischer Natur beizutreten. Wir sind deshalb damit einverstanden, dass Sie beim Auswärtigen Amte vorstellig werden, um darauf hinzuweisen, dass es kaum zulässig sei, die Schweizer zum Beitritt zu Verbänden zu zwingen, die nicht nur wirtschaftlichen Zwecken dienen, sondern auch eine politische Rolle spielen. Dabei wird allerdings zum Ausdruck gebracht werden müssen, dass damit keineswegs etwa einem Ausschluss unserer Landsleute von diesen Berufsverbänden das Wort geredet werden wolle. Soweit die Berufsverbände wirtschaftliche Zwecke verfolgen, stehe der Zugehörigkeit und Mitarbeit der Schweizer nichts im Wege. Was aber im beiderseitigen Interesse vermieden werden müsse, sei, dass die Schweizer gezwungen werden, Organisationen politischen Charakters anzugehören oder als Mitglieder von Berufsverbänden an politischen Manifestationen teilzunehmen.

/... / Es empfiehlt sich deshalb, vorsichtig zu sein und den Anspruch auf eine Sonderbehandlung der Ausländer nicht allzusehr zu betonen, denn, wie oben dargelegt und wie die Entwicklung der Dinge in Italien gezeigt hat, wird für unsere Landsleute häufig ein unzweifelhaftes Interesse bestehen, den Berufsverbänden angehören zu können, damit das ihnen im Rechtsverhältnissevertrag zugesicherte Recht auf Gleichbehandlung im Wirtschaftsleben nicht illusorisch gemacht wird.

311

E 7110 1/134

*Le Vice-directeur de la Division du Commerce
du Département de l'Economie publique,
J. Hotz, à la Légation de Suisse à Buenos-Aires*

Copie

L MC

Chili – Régime des paiements

Berne, 2 août 1933

Ainsi que vous le savez, notre commerce d'exportation avec le Chili rencontre, depuis plus de deux ans, d'énormes difficultés par suite du régime de devises institué dans ce pays, régime qui empêche complètement le transfert de tout avoir. Depuis plus d'une année, nous sommes constamment en rapports avec notre Consulat général à Santiago, en vue d'obtenir, tout d'abord, un allègement des prescriptions en matière de devises et, par la suite, compenser les importations chiliennes en Suisse par nos avoirs bloqués, résultant de notre exportation de marchandises. Vous êtes certainement aussi au courant de la mission dont le secrétaire de la Chambre de commerce du Chili en Suisse, M. Holle, avait été chargé par l'organisation des exportateurs suisses et qui n'a abouti à aucun résultat. Par la suite, et sur le conseil de M. Holle, l'Office suisse d'expansion commerciale avait tenté de rapatrier, par l'achat d'une assez grande quantité de salpêtre, une partie des créances d'exportation gelées au Chili. Cette tentative, malgré de gros efforts de toutes les autorités et organisations intéressées, est également restée infructueuse.

Nous avons alors repris une proposition que le sous-secrétaire du commerce de la

Division des Affaires étrangères avait soumise, en date du 22 février, au consulat général à Santiago, proposition fixant un système de clearing qui compendrait toutes les importations chiliennes en Suisse, excepté le salpêtre et le cuivre; le Chili mettrait, toutefois, 20% de la valeur du salpêtre importé en Suisse à la disposition du clearing.

Tout d'abord, nous avons cru devoir refuser cette proposition, étant donné que sur une importation chilienne totale en Suisse de 2'700'000 francs en 1932, l'importation de cuivre et de salpêtre atteignait plus de 2 millions de francs suisses. Nous avons essayé d'exercer une pression sur le Gouvernement chilien pour obtenir son consentement à ce que le cuivre et le salpêtre soient intégralement incorporés dans le système de clearing. A la suite de longs pourparlers, nous avons dû finalement nous rendre compte que vu la structure de ces deux industries chiliennes, il nous fallait renoncer à notre intention première, qui était de monopoliser l'importation chilienne en Suisse pour le système de compensation.

Aussi avons-nous repris la première proposition du Gouvernement chilien, du 22 février, en nous contentant du reste de l'importation chilienne en Suisse, ce qui nous permettra toujours de dégeler une partie des avoirs bloqués et de reprendre une certaine exportation au Chili, ne fût-ce que dans une proportion très limitée. En date du 16 juin, nous avons chargé notre Consulat général à Santiago de faire une déclaration¹ dans ce sens au sous-secrétaire du commerce de la Division des Affaires étrangères, et le Consulat nous répond par télégramme, en date du 21 juillet, que le «Ausserministerium bestätigt Vorschläge 22. Februar als Basis diplomatischer Verhandlungen, ausserdem Abkommen für Salpeter 20% und eventuell geringer Prozentsatz Mehrimporte Kupfer».

Dès réception de ce télégramme, nous avons derechef consulté le Vorort, la Banque nationale suisse et l'organisation des exportateurs suisses au Chili, par l'intermédiaire de l'Office suisse d'expansion commerciale. Ces trois instances viennent de nous prier de conclure le plus tôt possible un accord de clearing sur la base esquissée plus haut et proposée par le Ministère des Affaires étrangères chilien.

Par conséquent, nous vous prions de bien vouloir nous mettre immédiatement en rapport avec le Gouvernement chilien en vue de la conclusion d'un accord de clearing sur le modèle de l'accord ci-joint¹, que nous avons conclu avec la Grèce. Nous estimons que les termes de notre accord avec la Grèce pourraient être presque intégralement repris dans l'accord avec le Chili.

/.../

Nous voudrions encore tout particulièrement attirer votre attention sur le contenu du 4^e alinéa de notre lettre du 16 juin au Consulat général à Santiago, où nous avons chargé ledit Consulat de formuler toutes réserves au sujet de l'incorporation du cuivre dans le système de clearing. Nous vous prions de conclure l'accord en question sous la même réserve².

/.../

1. Non reproduit.

2. Voir en annexe la réponse du chargé d'affaires a.i. à Buenos-Aires, Fumasoli, à la Division du Commerce, du 31 août 1933:

2 AOÛT 1933

ANNEXE

E 7710 1/134

Buenos-Aires, 31 août 1933

/.../

J'ai pris bonne note de vos instructions et il me semble, en effet, que je possède tous les renseignements nécessaires afin de mener, en connaissance de cause, les négociations que vous avez bien voulu me confier. Il restera à établir de quelle façon il faudra formuler notre réserve relative à l'incorporation successive de l'importation des cuivres chiliens dans le trafic de clearing. Je pense qu'il y aurait avantage à faire figurer cette réserve dans l'Accord même, ...

Je demande, cependant, à notre Consulat général à Santiago, d'examiner – avant de soumettre une proposition dans ce sens au Gouvernement chilien – s'il n'y aurait pas lieu par hasard, de cacher notre intention aux compagnies qui, au Chili, monopolisent l'exportation des cuivres. Si tel était le cas, la réserve en question ne pourrait être formulée que dans un échange de notes. Il reste également à étudier dans quelle forme il y aurait lieu de stipuler la clause concernant le cours du peso auquel devraient être dégelés les crédits suisses.

Attendu que les points au sujet desquels les négociateurs auront à se mettre d'accord, sont assez nombreux, je suis arrivé à la conclusion que – si nous ne voulons pas que les pourparlers traînent indéfiniment et si nous voulons éviter que M. le Ministre Traversini, actuellement au Paraguay pour une quinzaine de jours, se déplace à Santiago – il faudrait tout d'abord que notre Consulat général à Santiago tâche de mettre sur pied, d'entente avec la Section commerciale du Ministère des Affaires Etrangères, un projet d'accord que le Gouvernement chilien accepterait sans grandes modifications, lorsque la Légation le lui soumettrait. Car, si la Légation voulait faire elle-même ce travail, par correspondance, notre accord ne verrait pas la lumière de sitôt. En effet, pour la Légation, de négocier un accord depuis ici, cela serait comme pour vous de mener, depuis Berne, des pourparlers avec l'Egypte ... Cela ne vous paraîtra pas étrange, si je vous dis qu'entre l'Argentine et le Chili les communications postales ont lieu grâce à un train qui parcourt le trajet une fois par semaine et grâce à deux lignes aériennes, dont les avions partent de Buenos Aires pour le Chili seulement une fois par semaine le samedi. Ajoutez à cela qu'il faudrait, par surcroît, compter avec l'inertie traditionnelle des chancelleries sudaméricaines et se résoudre à attendre, peut-être des semaines, la réponse du Ministère chilien des Affaires Etrangères à une note de la Légation.

Dans ces conditions, afin de parer aux difficultés que je viens de vous décrire, j'ai pensé de charger M. Küpfer de prendre immédiatement contact, au nom de la Légation, avec la Section commerciale du Ministère des Affaires Etrangères et de mettre sur pied un projet d'accord que le Gouvernement chilien pourrait accepter sans trop de modifications. Une fois ce travail préliminaire accompli, la Légation pourra proposer le dit projet au Gouvernement qui, peut-être, ne fera plus, alors, trop traîner les négociations, attendu que le projet aurait été rédigé d'accord avec ses bureaux.

/.../

312

E 4001 (A) 1/28

*Le Chef de la Division de Police du Département de Justice et Police, H. Rothmund,
au Chargé d'affaires a.i. de Suisse à Berlin, H. Frölicher*

*Copie**L*

Bern, 4. August 1933

Mein lieber Herr Frölicher,

Wie Sie wissen, bin ich mit recht gemischten Gefühlen von Berlin heimgekehrt¹ und konnte mich der getroffenen Vereinbarung² nicht recht freuen, obgleich wir ja bei allen Herren der deutschen Delegation³ auf Verständnis für unsere Lage gestossen sind und sympathisches Entgegenkommen gefunden haben. Die Unsicherheit über die Möglichkeit der praktischen Durchführung der uns von Deutschland gemachten Zusicherungen, die wir den deutschen Herren ja jeden Tag zum Ausdruck gebracht haben, beunruhigte mich auf der Heimreise und hat mich auch bis heute nicht losgelassen. Es war recht schwer für uns, die Kantone, deren Polizeidirektoren wir zusammengerufen hatten⁴, zu überzeugen, dass wir trotz der schweren Krise, in der sich auch die Schweiz befindet, den zahlreichen Deutschen, die schon seit fünf Jahren sich in der Schweiz aufhalten – im Kanton Zürich allein sind es über 800 – die Niederlassung bewilligen und ihnen damit die volle Freiheit in der Berufsausübung gestatten müssen, wozu bekanntlich beliebiger Stellenwechsel, ja Berufswechsel – vom Land in die Stadt! – und Selbständigmachung gehören. Ich habe mich persönlich mit meiner ganzen in jahrelanger Fühlung mit den Kantonen erworbenen Autorität dafür eingesetzt mit dem Erfolg, dass die Kantone zugesimmt haben.

Das Abkommen wurde wohl ratifiziert⁵, jedoch viel später als uns in Berlin in Aussicht gestellt worden war. Trotzdem sind seither sozusagen täglich Meldungen von Ihrer Gesandtschaft eingegangen über Fälle, in denen Schweizern Schwierigkeiten gemacht wurden, sei es vom Arbeitgeber, sei es von den Behörden. Eine Reihe solcher Fälle betreffen Schweizer, die sich seit vielen Jahren in Deutschland aufhalten, ja solche, die dort geboren und aufgewachsen sind. Dieser Tage kam dann Ihr Bericht⁶, wonach die Instruktionen an die Behörden der deutschen Länder über die Krisenfürsorge erst vor kurzer Zeit abgegangen sind. Das hat mich ausserordentlich stutzig gemacht und lässt sogar Zweifel aufkommen am guten Willen der bei den Verhandlungen anwesenden zuständigen deutschen Beamten, die uns doch mehrfach die ausdrückliche Erklärung abgegeben hatten, dass ihrerseits alles unternommen werde, um die Durchführung des Abkommens sicherzustellen.

1. A l'issue des négociations relatives au marché du travail et à la police des étrangers qui ont eu lieu dans la capitale du Reich du 25 avril au 4 mai 1933.

2. Cf. n° 282, A.

3. Conduite par J. Krohn, Secrétaire d'Etat au Ministère du Travail.

4. Conférence des directeurs cantonaux de police, le 23 mai 1933. Cf. n° 282, n. 6.

5. Cf. n° 282.

6. Non reproduit.

Was haben wir seither getan? Wir haben nicht nur unsere bisherige anständige Praxis den Deutschen gegenüber weitergeführt. Wenn wir auch, gezwungen durch die Lage unseres Arbeitsmarktes, von den sehr zahlreichen Deutschen, die kurz vor Einbruch der grossen Krise noch zum Stellenantritt zugelassen worden sind, eine verhältnismässig kleine Zahl wegschicken müssen, wenn ihre Aufenthaltsbewilligungen ablaufen, so haben wir doch auch dabei unnütze Härten vermieden. Die über 100.000 bereits niedergelassenen Deutschen stehen nach wie vor in freier Berufsausübung und werden nicht nur von den Behörden, sondern auch von den Arbeitgebern als einheimische Arbeitskräfte behandelt, somit dem Schweizer gleichgestellt. Darüber hinaus erhalten diejenigen, die schon über 5 Jahre in der Schweiz sind und unter das Abkommen fallen, bei Ablauf ihrer Aufenthaltsbewilligung die Niederlassung, in Überwindung aller durch die heutige Krise bedingten Bedenken.

Ich habe den Eindruck, wir seien hereingelegt worden. Nachdem die Weisungen über die Krisenfürsorge so verspätet ergangen sind, muss ich annehmen, dass auch die Instruktionen über Befreiungsschein, Arbeitsbewilligung usw. nicht zur richtigen Zeit und namentlich nicht in richtiger Weise erlassen worden sind. Man kann uns nicht entgegenhalten, die Behörden könnten auf die Arbeitgeber nicht einwirken. Denn es wurde uns ja zugesichert und ist im Abkommen verankert, dass der Arbeitgeber durch die Behörde aufmerksam gemacht werden muss, wenn ein Schweizer, der noch keinen Anspruch auf den Befreiungsschein hat, um die Arbeitsbewilligung einkommt und noch kein Gesuch des Arbeitgebers um Beschäftigungsgenehmigung für ihn vorliegt. Umso vielmehr müssten die Behörden den Arbeitgeber darauf aufmerksam machen, dass er einen Schweizer frei anstellen oder behalten kann, der Anspruch auf den Befreiungsschein hat. – Offenbar sind die Instruktionen, die erteilt worden sind, sehr lau, gleich wie die für die Angehörigen anderer Staaten, mit denen Deutschland ähnliche Vereinbarungen abgeschlossen hat, die aber niemals die Zahl von Deutschen aufgenommen haben wie die Schweiz. Wir müssen aber unbedingt verlangen, dass unsere Landsleute angesichts der besonderen Lage auch besonders bevorzugt behandelt werden, und dass das im ganzen Reich bekanntgegeben wird, Behörden, Arbeitgebern und namentlich allen massgebenden Instanzen der regierenden Partei.

Nachdem alle Ihre Interventionen, von denen Sie uns in verdankenswerter Weise regelmässig Kenntnis geben, für die allgemeine Lage wenig oder nichts gefruchtet zu haben scheinen, frage ich mich, ob wir nicht deutlicher werden müssen. Sollen wir wirklich das Abkommen strikte und loyal zur Anwendung bringen und einer sehr grossen Zahl von Deutschen die Niederlassungsbewilligung⁷ erteilen, die nur entzogen werden kann, wenn Ausweisungsgründe vorliegen, in einem Moment, in dem unsere Schweizer noch so haarsträubend behandelt werden? Sollen wir nicht den Kantonen mitteilen, sie möchten zuwarten mit der Erteilung dieser Bewilligungen, bis Sie endlich in die Lage kommen, uns zu benachrichtigen, dass das Abkommen deutscherseits loyal angewendet werde und den gewollten praktischen Erfolg

7. Cf. art. 6 de la Loi sur le séjour et l'établissement des étrangers du 26 mars 1931 (RO, 1933, vol. 49, p. 280).

für unsere wenig zahlreichen Landsleute in Deutschland habe? Wenn es so weiter geht mit der Behandlung unserer Landsleute in Deutschland, so könnte das ja der deutschen Regierung bekanntgegeben werden mit dem Bemerken, sobald das Abkommen in Deutschland wirklich durchgeführt werde, würden diese Niederlassungsbewilligungen erteilt; bis dahin werde eine abwartende Haltung eingenommen und in solchen Fällen vorläufig weiterhin Aufenthaltsbewilligung⁸ erteilt. Die Betroffenen würden also unbehelligt hier belassen, blos könnten sie noch nicht die Niederlassungsbewilligung erhalten.

Wir könnten natürlich auch zuwarten bis Ende des Jahres und, wenn bis dahin nicht alles in Ordnung ist, das Abkommen kündigen und Art. 25 des Niederlassungsgesetzes⁹ spielen lassen. Das würde aber selbstverständlich den fremdenpolizeilichen Krieg bedeuten und die freundnachbarlichen Beziehungen ganz erheblich stören. Das wollen wir aber gerade verhindern.

Oder sollen wir, unter Hinweis auf die schlechte Behandlung unserer Landsleute in Deutschland, unsere Zulassungspraxis bedeutend verschärfen, indem wir dem Arbeitgeber, der einen neu zureisenden Deutschen einstellen will, bedeuten, die Bewilligung werde für einen andern Ausländer erteilt, für einen Deutschen nicht? Auch das hätte aber wohl nur Verschärfung im Gefolge, ohne eine Besserung auf die Dauer herbeizuführen. Den Deutschen in der Schweiz in Einzelfällen gar die unwürdige Behandlung zuteil werden zu lassen, wie sie viele Schweizer in Deutschland seit geraumer Zeit erfahren, geht mir wider den Strich. Abgesehen davon, dass es angesichts der heutigen Krise wohl leicht wäre, die untern Instanzen zum Losschlagen zu veranlassen, aber sehr schwer, sie zurückzupfeifen, würde eine solche Praxis unserer Überlieferung widersprechen. Wir waren immer stolz darauf, dass wir die zugelassenen Ausländer anständig und weitherzig behandeln.

Wenn es ohne Druckmittel nicht geht, bleibt uns vorderhand also m.E. nur der erste Weg: Zuwarten mit Erteilung der Niederlassungsbewilligung auch nach Ablauf von fünf Jahren. Auf keinen Fall dürfen wir aber mit leeren Drohungen aufrücken. Wenn wir uns zu einem Druckmittel entschliessen, muss es auch durchgeführt werden¹⁰.

8. Cf. art. 5 de la même loi.

9. Cet article prévoit à la lettre f, § 2 que Le Conseil fédéral peut édicter, sur l'établissement, des dispositions dérogeant aux prescriptions de la présente loi pour les ressortissants d'Etats qui traitent les ressortissants suisses d'une manière moins favorable que la Suisse ne traite les leurs (*RO*, 1933, vol. 49, p. 287).

10. A la copie de cette lettre est ajoutée une note manuscrite de H. Rothmund au Chef du Département de Justice et Police, H. Häberlin:

Ich bin sehr besorgt um die Durchführung unseres Abkommens in Deutschland. Herr Dr. Kappeler, vom polit. Dept., mit dem ich gestern gesprochen habe, sieht die Dinge nicht so schwarz. Ich habe ihm gesagt, ich würde Dr. Frölicher einen persönlichen Brief schreiben, um die Aussicht der Gesandtschaft zu provozieren. Es ist also mit dem Schreiben nichts präjudiziert.

Le Chef du Département de Justice et Police s'est contenté de signer cette note.

*Le Chef du Département politique, G. Motta,
au Chef du Département de Justice et Police, H. Häberlin*

Copie

L DM

Berne, 11 août 1933

Les constatations faites par M. Buomberger¹ sont, en tous points, corroborées par celles de notre service de presse qui a remarqué, lui aussi, que le journal «Der Kämpfer» se distingue par sa grande virulence parmi les journaux d'extrême gauche dans les colonnes desquels les excès de langage et les injures se rencontrent pourtant avec une fréquence de plus en plus grande.

Dans le rapport qu'il vous a présenté le 29 mars et dont vous avez eu l'obligeance de nous donner connaissance², M. le Procureur de la Confédération a reconnu, en principe, que le Conseil fédéral a le droit, fondé sur l'article 102, alinéas 8 et 9 de la Constitution fédérale³, de prendre en période critique des mesures administratives pour empêcher que des articles de journaux compromettent les relations amicales que notre pays est dans l'absolue nécessité d'entretenir avec les Etats étrangers. M. Stämpfli⁴ jugeait, il y a cinq mois, que le moment n'était pas encore venu d'agir contre les abus de la liberté de la presse, mais il reconnaissait que le langage inadmissible des journaux de gauche à l'égard, notamment, du Gouvernement allemand ne pourrait pas être toléré en tout temps.

La démarche spontanée que M. Buomberger vient de faire auprès de nous, nous conduit à nous demander si le moment n'est pas venu d'examiner à nouveau quelles seraient les mesures propres à mettre fin à un état de choses qui finirait à la longue par placer notre pays dans de sérieuses difficultés. Il nous paraît vraiment superflu d'entreprendre ici la démonstration que la période que nous vivons actuellement comptera dans l'histoire comme une période critique s'il en fût. Il est vrai que, contrairement à la crainte que M. Buomberger ne dissimule pas, ce qui s'est produit au moment où certains journaux suisses attaquaient plus spécialement le Gouvernement italien, aucun Gouvernement étranger n'exerce en ce moment une pression particulière sur nous pour que le nécessaire soit fait, afin de modérer le ton d'une partie de notre presse. Mais nous serions pour notre part tentés de penser que la possibilité laissée au Conseil fédéral de prendre des mesures en dehors de toute pression étrangère doit être considérée comme favorable à une action énergique. Nous ne savons pas pendant combien de temps cette liberté d'action, qui nous met à l'abri de tout reproche de servilité à l'égard de l'étranger, nous sera laissée.

Nous vous serions très reconnaissants, en conséquence, de bien vouloir mettre à nouveau à l'examen si des mesures administratives ne devraient pas être prises dans

1. Directeur de la police de la ville de Zurich, dans un rapport non reproduit.

2. Non reproduit.

3. Cf. n° 252, n. 4.

4. Procureur de la Confédération.

le sens envisagé par le rapport de M. le Procureur de la Confédération, du 29 mars 1933.

Des mesures de confiscation analogues à celles que le Conseil fédéral a ordonnées le 18 juillet à l'égard de brochures destinées à une lente diffusion⁵ nous paraissent devoir être considérées comme inefficaces lorsqu'il s'agit d'abus commis par un journal quotidien. A quoi servirait-il, par exemple, de décider aujourd'hui de confisquer le numéro du «Der Kämpfer», du 10 août, qui contient l'article intitulé «Der Henker der bulgarischen Werktätigen wird vom Bundesrat empfangen»?

Nous inclinerions, pour notre part, à penser qu'en présence des excès quotidiens de langage commis par le journal «Der Kämpfer» la parution de ce journal devrait être interdite pour quelques jours et que le Conseil fédéral devrait saisir l'occasion, comme l'envisageait M. Stämpfli dans son rapport du 29 mars, de rendre la presse suisse en général attentive au fait que des injures contre des Gouvernements étrangers ne seront plus tolérées et que, s'il n'est pas tenu compte de cet avertissement, des mesures administratives pourront aller jusqu'à empêcher définitivement la parution des journaux qui mettent en péril nos relations avec l'étranger⁶.

5. *Une brochure Angeklagter Hitler et une circulaire du Comité d'action pour un boycott des marchandises allemandes à Schaffhouse sont confisquées.* (E 1004 1/341 PVCF du 18 juillet 1933).

6. *Le Chef du Département de Justice et Police ayant répondu le 16 août 1933 en défendant la liberté de critique objective, G. Motta revient à la charge le 21 août 1933:*

Est-il besoin de dire que nous tenons comme vous à ce que la presse suisse conserve la faculté de relater et de commenter librement les événements de Suisse et de l'étranger, même au prix des complications que ce droit de libre critique peut entraîner pour notre pays, placé entre deux grands voisins qui ont banni de chez eux la liberté de la presse. Quelles que soient, dans une période telle que celle que nous vivons aujourd'hui, les facilités qu'un contrôle de la presse peut assurer à la politique étrangère, ce serait renier nos meilleures traditions que de songer seulement à organiser une censure et il ne peut en être question un instant. Nous persistons à penser, en revanche, que les outrages contre les Gouvernements d'Etats avec lesquels il faut que la Suisse maintienne des relations amicales ne doivent pas être tolérés. Comme la législation en vigueur rend pratiquement impossible une répression judiciaire de ces outrages, la voie administrative est la seule par laquelle il peut être fait obstacle à de tels excès de langage, qui, dans certains journaux, sont malheureusement quotidiens.

Nous avons la conviction que, tôt ou tard, des mesures énergiques devront, bon gré mal gré, être prises dans ce sens et nous sommes d'avis qu'il serait à tous égards préférable qu'elles ne fussent pas édictées sous une pression de l'étranger. C'est pourquoi nous souhaiterions que les conjonctures actuelles pussent être mises à profit (E 2001 (C) 4/93).

314

E 7110 1/45

*Le Chef de la Division des Affaires étrangères du Département politique,
M. de Stoutz, à la Division du Commerce du Département de l'Economie publique*

L BX

Bern, 11. August 1933

Auf Grund des Bundesratsbeschlusses vom 4. d.M.¹, betreffend das deutsche Transfermoratorium, haben wir unsere Gesandtschaft in Berlin beauftragt, an die deutsche Regierung die vom Bundesrat genehmigte Note² zu richten, in welcher die Rechte der schweizerischen Gläubiger vorbehalten werden und betont wird, dass ihnen in Anbetracht der bedeutenden deutschen Einfuhr nach der Schweiz eine Vorzugsbehandlung einzuräumen sei.

Wie Ihnen von Seiten unserer Gesandtschaft in Berlin bereits direkt mitgeteilt worden ist³, hat Herr Ministerialdirektor Ritter mündlich den Standpunkt vertreten, dass eine Vorzugsstellung der schweizerischen Gläubiger nicht in Betracht kommen könne und dass Deutschland sich vorbehalten müsse, Gegenmassnahmen zu treffen, wenn die Schweiz zu Zwangsmassnahmen zum Zwecke der Befriedigung seiner Gläubiger Zuflucht nehmen sollte; die deutsche Regierung wäre hiezu genötigt, um zu vermeiden, dass auch andere Länder, wie Holland, Schweden, etc., den Weg des Zwangsclearings beschreiten.

Wir haben demgegenüber unsere Gesandtschaft darauf hingewiesen⁴, dass die Tschechoslowakei anscheinend bereits ein Zwangsclearing gegenüber Deutschland eingeführt habe und dass auch Belgien ähnliche Massnahmen getroffen haben soll. Holland habe die gesetzlichen administrativen Bestimmungen für ein Zwangsclearing ebenfalls ausgearbeitet, sodass ein solches sofort in Kraft gesetzt werden könnte.

Wir haben unsere Gesandtschaft in Prag ersucht⁵, uns über die Erfahrungen, welche die Tschechoslowakei über die Durchführung eines Zwangsclearings macht, auf dem laufenden zu halten.

Wir müssen jedenfalls damit rechnen, dass die deutsche Regierung ohne Druck den schweizerischen Gläubigern keine Vorzugsbehandlung zuteil lassen wird, und es wird deshalb nunmehr zu prüfen sein, was schweizerischerseits bei dieser Sachlage für Vorkehren in Aussicht genommen werden können. Da andere Staaten gegenüber Deutschland mit Zwangsclearingsmassnahmen bereits vorgegangen sind, sollte sich an Hand der dabei gemachten Erfahrungen feststellen lassen, welche Rückwirkungen ein solches Vorgehen mit sich bringt.

1. Cf. PVCF du même jour (E 1004 1/341).

2. Le 5 juillet, une note de protestation contre l'introduction du moratoire des transferts avait déjà été présentée par la Légation de Suisse à Berlin au Gouvernement allemand. Cf. n°297.

3. Par lettre du 8 août (E 2001 (C) 3/147).

4. Par lettre du 11 août (E 2001 (C) 3/147).

5. Par lettre du 3 août (E 2001 (C) 3/147).

315

E 2300 Bukarest, Archiv-Nr. 5

*Le Ministre de Suisse à Bucarest, R. de Weck,
au Chef du Département politique, G. Motta¹*

RP Confidentiel

Bucarest, 11 août 1933

J'ai l'honneur de soumettre à votre bienveillant examen quelques-unes des réflexions que m'ont suggérées mes récents séjours en Grèce et en Yougoslavie², ainsi que le début de mon activité en Roumanie³.

I.
Considérations politiques.

/.../

En examinant quelles peuvent être les relations politiques de la Yougoslavie avec la Suisse, il convient de s'arrêter à la personne du Souverain. Des trois chefs d'Etat auprès desquels le Conseil Fédéral m'a fait l'honneur de m'accréderiter, le Roi Alexandre me paraît être de beaucoup le plus intelligent et le plus conscient des devoirs de sa charge. A l'entendre s'exprimer très simplement, très posément, avec une grande douceur, d'une voix sans éclat et dont l'accent a quelque chose d'ecclésiastique, on ne croirait pas être en présence d'un autocrate, d'un dictateur royal. Un binocle de professeur, un maintien presque timide effacent l'apparence martiale de l'uniforme militaire, mais, derrière ce regard bienveillant, on devine un esprit clair et une volonté ferme. Le Roi connaît fort bien notre pays, où son père a longtemps vécu en exilé, où lui-même a passé une enfance et une jeunesse qui n'eurent, semble-t-il, rien de royal⁴.

/.../

II.
Considérations économiques.

/.../

Des trois pays dont il est ici question, la Roumanie est celui qui, pour notre commerce extérieur, présente le plus d'intérêt. Le chiffre de sa population, l'étendue de son territoire, les richesses de son sol et de son sous-sol le désignent d'emblée à l'attention. La très rapide croissance de l'Etat roumain ne lui a pas encore permis de trouver la stabilité économique et politique. La crise dont souffre le monde entier l'affecte dans ses finances plus que dans sa vie intérieure, qui demeure assez pareille

1. Remarque de Motta: Intéressant. 18.8.33 Lenk.

2. Depuis 1925, le Ministre de Suisse à Bucarest était accrédité en même temps à Athènes et à Belgrade.

3. Cf. n°266, n. 1.

4. Né en 1888, Alexandre a passé la plus grande partie de son enfance à Genève, où il fréquenta l'Ecole Brechbuhl.

à ce qu'elle a toujours été. L'état de crise ne pouvant pas être éternel, il est certain que la Roumanie verra se relever tôt ou tard son «standard of life» et que, son développement industriel étant très insuffisant pour satisfaire à ses besoins, elle offrira aux pays dont l'industrie est fortement équipée des débouchés fort importants.

Mais, depuis qu'elle existe en tant qu'Etat indépendant, elle a toujours été un pays débiteur. Cette situation s'est aggravée avec la crise, au point de rendre les transactions extrêmement difficiles. L'argent, aujourd'hui, est plus rare que jamais. Les paiements se font mal. L'Etat donne lui-même aux particuliers un parfait exemple de ce qu'est le mauvais débiteur.

Néanmoins, l'exportateur qui sait doser adroitemment la prudence et la hardiesse peut encore faire de bonnes affaires en Roumanie. Malheureusement, la pauvreté actuelle, non pas du pays, mais du consommateur, lui fait donner la préférence au bon marché sur la qualité, circonstance qui n'est guère favorable aux produits suisses. Des conditions analogues semblent exister en Grèce et en Yougoslavie. Pour la Roumanie, la richesse réelle que lui a donnée la nature lui permettra sans doute un jour de consommer davantage, de mieux choisir et de payer plus cher ce qu'elle achètera. Elle deviendra un meilleur client lorsque, ayant réussi à mettre en valeur son patrimoine, elle pourra en tirer des recettes suffisantes pour multiplier ses commandes. En attendant, les pays qui sont ses créanciers ont intérêt, pour rentrer dans leurs fonds par le moyen des accords de «clearing» à se fournir chez elle en produits du sol et du sous-sol, ce qui, d'autre part, leur permet d'espérer qu'elle se fournira chez eux en produits manufacturés, car la politique commerciale roumaine a pour mot d'ordre aujourd'hui de ne rien acheter à qui n'achète rien en Roumanie.

Ces considérations paraissent valoir aussi pour le Royaume yougoslave. Quant à la Grèce, il est douteux qu'elle devienne jamais pour la Suisse un client de tout premier ordre. Son sol pauvre ne peut guère l'enrichir. C'est par la navigation et le commerce que ses enfants s'entendent à faire fortune.

/.../

Ce qui intéresse particulièrement l'exportation suisse dans la péninsule balkanique, ce sont les caractères que les transactions commerciales y revêtent du fait des personnes avec lesquelles nous avons à traiter. Ici, je pense surtout à la Roumanie.

Certaines de nos maisons font des expériences malheureuses parce que, sans prendre la peine de se renseigner, elles envoient de la marchandise à des clients qui se révèlent dans la suite insolubles ou malhonnêtes. Il arrive que des exportateurs suisses, ainsi châtiés de leur imprudence, renoncent totalement à s'aventurer sur le marché roumain et se déclarent fermement convaincus qu'il n'y a rien à faire «dans un pays pareil». C'est jeter le manche après la cognée: les affaires sont possibles, à la condition de procéder avec prudence. Mais cela exige toute une étude: d'abord, pour déterminer les besoins des régions où l'on veut s'introduire ou les articles qui ont quelque chance de s'y bien vendre; ensuite, pour connaître les positions prises et les méthodes employées par la concurrence étrangère; enfin, pour s'assurer non seulement le moyen de vendre, mais celui de se faire payer.

Pour autant que j'en puis juger, les firmes qui réussissent le mieux ici sont celles qui réussissent à constituer dans le pays une société d'apparence autonome, disposant sur place de certains appuis (exemple: Sulzer, dont la société roumaine a pour président de son conseil d'administration M.G. Mironesco, lequel, lorsqu'il fait par-

tie du Gouvernement – comme c'est le cas aujourd'hui⁵ – cède sa place à son fils). Une autre formule dont les résultats paraissent favorables consiste à se faire représenter sur place par un bon agent, choisi de préférence parmi les compatriotes connaissant bien la région (exemple: la S.A. des produits Sandoz, de Bâle).

Les entreprises plus modestes, qui n'ont pas les moyens d'employer l'une ou l'autre de ces deux méthodes, sont évidemment moins bien placées pour se créer des débouchés intéressants. Avec de la prudence et du flair, elles peuvent néanmoins recueillir quelques succès. A cet effet, l'aide des Légations et Consulats peut se révéler fort utile, à la condition que l'on y recoure en temps utile, c'est-à-dire avant de s'engager dans une aventure, et non pas, comme on le fait généralement, c'est-à-dire trop tard et seulement pour tenter de réparer les ruines accumulées par des opérations mal conduites.

/.../

III.

Colonies suisses en Roumanie, Grèce et Yougoslavie

Le nombre des citoyens suisses établis dans les trois pays qui nous occupent paraît avoir sensiblement diminué au cours de ces dernières années. Il est aujourd'hui d'environ 1500 pour la Roumanie, de 450 à 500 pour la Yougoslavie et de 300 seulement pour la Grèce.

Ces chiffres modestes doivent être attribués tout d'abord à la crise économique mondiale qui rend fort malaisé à nos compatriotes l'exercice d'une profession lucrative en des régions où abondent les difficultés intérieures de tout ordre.

La Roumanie et le Royaume yougoslave ont vu s'accroître considérablement, à la suite de la guerre, l'étendue de leurs territoires respectifs. Cet accroissement soudain comporte une période de réadaptation et, si j'ose recourir à une comparaison triviale, un effort de «digestion» qui ne sont guère favorables à la prospérité des éléments étrangers.

/.../

A Belgrade et Athènes comme à Bucarest, j'ai pu constater que nos compatriotes éprouvaient des difficultés croissantes à obtenir le renouvellement de leurs permis de séjour. Jusqu'à présent, les efforts des trois Légations pour défendre, dans ce domaine, les intérêts suisses, ont été couronnés de succès. Mais l'avenir demeure incertain. En Grèce, j'ai eu l'occasion d'entretenir de cette question M. Pesmazoglou, ministre intérimaire des Affaires Etrangères et je me plaît à espérer que son amitié pour la Suisse trouvera là une occasion de s'affirmer.

Nos colonies dans les trois capitales où je suis accrédité présentent des caractères assez différents.

A Bucarest, nos compatriotes, assez nombreux, appartiennent aux professions les plus diverses. La plupart d'entre eux appartiennent à la fois au «Schweizerverein» et au groupe local de la Nouvelle Société Helvétique. Ils semblent animés du meilleur esprit et demeurent très attachés à la Suisse tout en vivant en bonne intelligence avec les Autorités et la population roumaines. La colonie suisse en Roumanie est d'ailleurs au bénéfice d'un passé déjà ancien et de traditions respectables dont

5. G. Mironesco, à l'époque Ministre de l'Intérieur dans le cabinet Vaida-Voevod.

l'histoire a été écrite avec beaucoup de conscience par M. M. Eggermann, animateur de la N.S.H. à Bucarest.

En Grèce ou, tout au moins, dans la région Athènes – Le Pirée, la communauté helvétique présente moins de cohésion. L'élément féminin, représenté surtout par des institutrices et des gouvernantes, y prédomine, ce qui ne contribue pas toujours à faire régner la concorde et la paix. Ajoutez à cela certaines inimitiés personnelles, dont l'origine remonte parfois jusqu'à l'époque de la guerre mondiale. Au surplus, il n'est pas trop surprenant que, dans un pays où la politique passionne tout le monde, les étrangers se laissent parfois atteindre par la contagion et entraîner à prendre parti dans les querelles intestines de leurs hôtes.

La colonie suisse d'Athènes possède une société de bienfaisance et un groupe de la Nouvelle Société Helvétique. Il y a lieu de mentionner aussi la Ligue gréco-suisse, placée sous les auspices du philhellène genevois Jean-Gabriel Eynard. J'ai eu la bonne fortune de pouvoir coopérer, durant mon bref séjour, à la renaissance de cette Ligue, qui était un peu tombée en sommeil et qui, sous l'impulsion de son nouveau Président, M. Pesmazoglou, Ministre de l'Economie Nationale, semble appelée à rendre de grands services.

A Belgrade, nos compatriotes sont peu nombreux, tandis que plusieurs centaines de Suisses sont dispersés dans toutes les régions du Royaume yougoslave. Leur individualisme est tel que, malgré le goût très vif dont nous témoignons, en général, pour les associations de toutes sortes, il a été jusqu'ici impossible de former parmi eux la plus modeste Société. Cependant, les listes de souscription que la Légation fait circuler quand elle se trouve dans la nécessité absolue d'alimenter sa caisse de secours sont généralement bien accueillies.

Quand on songe aux 150.000 ressortissants de la Confédération qui ont pris domicile en France, un effectif inférieur à 3000 âmes pour les colonies suisses réunies de Roumanie, de Grèce et de Yougoslavie paraît, à première vue, modeste. Il prend néanmoins une importance et une signification tout autres si on le compare à celui des immigrés d'autres pays: le nombre des Suisses dont le Gouvernement Fédéral a confié les intérêts à un seul ministre est très supérieur à celui des sujets britanniques et des citoyens français dans les trois Etats en question, où, pourtant, l'Angleterre et la France entretiennent chacune trois envoyés extraordinaire, plusieurs consuls généraux et consuls de carrière, ainsi que de nombreux agents de tous grades. Si l'on tient compte, en outre, des intérêts économiques de la Suisse dans le Proche Orient et si l'on compare, au point de vue budgétaire, l'effort de notre pays à celui de la plupart des nations européennes, on acquiert la conviction que la solution adoptée par le Conseil Fédéral constitue un minimum au dessous duquel il serait périlleux de descendre.

IV.

Comment la Suisse est-elle représentée en Roumanie, Grèce et Yougoslavie?

/.../

Pour ma part, j'ai la conviction très ferme que de fréquents voyages à Belgrade et Athènes seront indispensables au succès de ma mission: il serait extrêmement désirable que je fusse, non seulement autorisé, mais encouragé à faire au moins une fois l'an des séjours dans les capitales de la Grèce et de la Yougoslavie. C'est en multipliant ces séjours que j'apprendrai à connaître les pays dans lesquels j'ai l'honneur

de représenter le Conseil Fédéral, les hommes d'Etat qui les gouvernent, les similitudes et les différences dont il convient de tenir compte pour défendre utilement nos droits et intérêts. Plus votre ministre sera familiarisé avec les gens et les choses, plus il lui deviendra facile d'exercer la fonction directoriale que vous lui avez confiée et dont l'objet essentiel doit être, comme je l'ai déjà dit, de coordonner et d'unifier dans toute la mesure du possible l'activité des trois postes.

L'organisation actuelle doit permettre d'obtenir ce résultat, pourvu que le ministre puisse entreprendre au moins un voyage annuel en Grèce et en Yougoslavie. L'accueil des groupements suisses établis dans ces deux pays m'a donné la certitude que, pour eux, un «envoyé» de la Confédération est véritablement «extraordinaire», qu'ils apprécient sa présence et qu'ils la souhaitent fréquente. Elle contribue sans aucun doute à fortifier en eux l'esprit patriotique, à leur faire prendre une conscience plus nette de la solidarité nationale, à les encourager dans la légitime ambition de maintenir et d'accroître partout où ils vivent et travaillent la bonne renommée de la Suisse.

Aux points de vue politique, juridique, administratif et militaire, les trois légations, telles qu'elles sont présentement constituées répondent certainement à tous les besoins.

Peut-être n'en est-il pas absolument de même dans le domaine économique. Cette remarque n'implique, cela va sans dire, aucun blâme à l'adresse des agents de tous grades actuellement attribués aux postes dont il s'agit. Avec les moyens très limités dont ils disposent, tous font de leur mieux pour en tirer le meilleur rendement possible.

Ce que l'on pourrait facilement améliorer, c'est l'outillage des services commerciaux, dont la documentation est souvent insuffisante. A cet égard, je dois regretter que le Département, animé d'un louable désir d'économies, ait comprimé à l'excès les crédits affectés à des achats d'ouvrages ou d'autres instruments de travail, ainsi qu'aux abonnements à des journaux et revues.

... /

Malgré les déficiences que l'on peut relever dans leur outillage, nos trois légations, je le répète, accomplissent aussi bien qu'elles le peuvent leur service d'information économique.

Je m'efforce de perfectionner leurs méthodes en préconisant certaines réformes faciles à réaliser, par exemple, dans la tenue des fichiers et réertoires.

Mais l'information n'est rien si l'on n'y joint l'action. Celle-ci, en matière économique, présente des caractères très différents selon qu'elle porte sur le personnel gouvernemental et administratif du pays de résidence ou qu'elle s'adresse à des personnes privées et à des organismes non officiels.

Pour agir sur la machine de l'Etat ou, plus exactement, sur ceux qui en détiennent les «leviers de commande», nos Légations sont, je crois, au moins aussi bien équipées que celles des autres pays européens d'importance et de développement analogues. Dans ce domaine, les services qu'elles rendent sont, je crois pouvoir l'affirmer, aussi satisfaisants que possible. Sans doute le seraient-ils davantage encore si chaque poste possédait au moins un agent doté de la formation économique complète que peuvent conférer la pratique commerciale et un stage au Département fédéral de l'Economie Publique.

Mais si l'ont veut que les Légations de Bucarest, Athènes et Belgrade puissent réellement aider l'industrie suisse à se créer des débouchés nouveaux, l'organisation actuelle, il faut l'avouer, est insuffisante pour obtenir des résultats de quelque importance. Le moment actuel, sans doute, ne se prêterait guère à une modification, forcément onéreuse, de l'état de choses existant. C'est en vue de l'avenir, qui ne manquera pas de faire succéder à la présente dépression une reprise des affaires, qu'il convient d'étudier dès maintenant les réformes possibles.

En période de reprise, ou même seulement de transactions normales, la tâche des Légations serait de seconder l'initiative de nos exportateurs en les renseignant sur l'état du marché, sur les méthodes à suivre pour le conquérir ou tout au moins le disputer aux nations concurrentes, sur les besoins des populations, sur les prix pratiqués et les usages observés par le commerce local, sur les maisons avec lesquelles il peut être avantageux de travailler comme sur celles dont il vaut mieux se tenir à distance, etc., etc. Il faudrait pouvoir aussi rechercher la clientèle, l'étendre, se garder en contact avec elle, éveiller et entretenir son intérêt pour nos produits.

Pour remplir toutes ces tâches et toutes celles que l'on pourrait énumérer encore, de quoi disposons-nous aujourd'hui? 1^o) De trois chancelleries diplomatiques dont le personnel, en grande partie absorbé par l'expédition d'affaires courantes dont la nature est le plus souvent administrative, ne dispose ni du temps, ni de la mobilité nécessaires à l'accomplissement du travail multiforme dont j'ai indiqué ci-dessus quelques aspects; 2^o) de deux consulats et d'un vice-consulat honoraires (Galatz, Zagreb et Salonique); 3^o) du concours bénévole de certains groupes et de certaines personnalités suisses qui, par dévouement patriotique, se chargent parfois de besognes déterminées et limitées.

Loin de moi la pensée de sousestimer les services rendus par ces divers organes. Mais je crois que l'on pourrait en améliorer le rendement dans une très forte proportion en organisant des forces aujourd'hui éparses: il s'agirait d'en faire un ensemble cohérent, une machine mue par un seul moteur.

Comment y arriver?

Comme j'ai déjà eu l'honneur de l'exposer à l'Office Suisse d'Expansion Commerciale, le moyen le plus pratique serait d'adoindre à la Légation de Bucarest un attaché commercial dont l'activité s'étendrait, comme celle du chef de poste, aux trois pays où ce dernier est accrédité.

Si disposé que soit votre ministre à se rendre au premier signal à Belgrade ou Athènes (*), il lui serait difficile de se faire commis-voyageur pour parcourir en tous sens les vastes territoires dans lesquels le Conseil Fédéral lui a confié nos intérêts. Or, c'est d'un véritable voyageur que nous aurions besoin si nous voulions «travailler» sérieusement le marché balkanique.

Il faudrait à ce poste un homme jeune, très allant, de préférence célibataire, formé à l'école de notre Département de l'Economie Publique et toujours prêt à boucler sa valise pour toutes destinations qui pourraient lui être assignées. Bien entendu, il se-

(*) Il vient d'en donner la preuve en allant par la voie des airs, à la demande de la Division fédérale du Commerce, voir le Président du Conseil yougoslave pour obtenir, dans l'affaire du «clearing», une concession jugée fort importante et en regagnant Bucarest dans la même journée.

rait désirable de donner à sa mission un caractère de permanence, car, en faisant des séjours périodiques au siège de nos Légations et Consulats, ainsi que dans les villes où nous avons des intérêts importants, l'agent mobile stimulerait l'activité des sédentaires, tout en conservant des relations suivies avec tous les milieux dont le concours peut être utile à nos industries exportatrices. Entre tous les points sensibles sur lesquels nous devons nous efforcer d'agir – et que son initiative pourrait multiplier – , ce «voyageur» serait un lien vivant, un moteur toujours en action.

Cependant, si, pour des motifs d'économie et de prudence, on hésitait à engager l'avenir en créant une nouvelle fonction permanente, on pourrait en faire l'essai pendant une période déterminée: une année, par exemple. Il est permis d'espérer, en effet, que l'impulsion donnée par l'effort accompli aurait des effets durables et amènerait dans le fonctionnement des services actuels des améliorations qui, une fois réalisées, pourraient être maintenues sans trop de peine: perfectionnement de l'outillage et des méthodes de travail, extension des relations déjà formées, consolidation des gains acquis, etc.

On pourrait examiner encore une autre solution, qui ne serait pas applicable seulement aux pays visés par le présent rapport, mais à tous ceux où nous avons des intérêts économiques. De même que des «inspecteurs des finances» vérifient périodiquement la comptabilité et la gestion financière de nos postes diplomatiques et consulaires, pourquoi le Département Politique et celui de l'Economie Publique ne se mettraient-ils pas d'accord pour déléguer dans ces postes des «visiteurs» qui, au bénéfice d'une bonne formation technique, aideraient Légations et Consulats de Suisse à obtenir un meilleur «rendement»? Ils s'appliqueraient, par exemple, à unifier et à rendre plus pratiques les méthodes de classement des archives, signaleraient les lacunes de la documentation, suggéreraient des buts et des moyens, etc. Sans doute l'action de tels agents serait-elle moins efficace que celle d'attachés commerciaux ayant un rayon d'activité moins vaste mais qu'ils parviendraient, avec le temps, à connaître parfaitement. Elle pourrait, néanmoins, rendre d'importants services.

Toutes les considérations qui précèdent vous paraîtront sans doute peu opportunes à l'heure actuelle. Je n'en disconviens pas. Ce n'est pas pour le moment présent, c'est en vue de temps meilleurs et d'un retour – à plus ou moins longue échéance – de conditions économiques normales que je me suis permis de vous les soumettre.

*Le Chef du Département de Justice et Police, H. Häberlin,
au Chef du Département politique, G. Motta*

L Rg/H

Bern, 12. August 1933

Mit Ihrem Schreiben vom 3. August 1933¹ teilen Sie uns mit, dass die Verhandlungen mit der französischen Regierung über die Anwendung der Bestimmungen, die die Beschäftigung der ausländischen Arbeitnehmer beschränken, nicht weiter gediehen sind. Sie fragen uns gleichzeitig an, ob wir fremdenpolizeiliche Massnahmen gegen französische Staatsangehörige im Sinne Ihres Schreibens vom 12. Juni 1933 getroffen hätten². Wir beehren uns, Ihnen folgendes zu antworten, indem wir uns auf Ihre Unterredung mit dem Unterzeichneten in dieser Angelegenheit beziehen.

Wir waren und sind der Auffassung, dass wir mit Massnahmen der von Ihnen vorgeschlagenen Art kaum einen bessern Fortschritt der im Gang befindlichen Unterhandlungen erzielen würden. Solche Massnahmen würden von den französischen Behörden nur als Sticheleien aufgefasst und könnten deshalb unter Umständen sogar eine Erschwerung der Verhandlungen zur Folge haben. Dagegen fassen wir die Möglichkeit ins Auge, gemäss Art. 25, Alinea 2 des Niederlassungsgesetzes³ die allgemeine Stellung der französischen Niedergelassenen ungünstiger zu gestalten. Sie haben diese Frage selbst in Ihrem Schreiben vom 17. Mai 1933⁴ an unsere Gesandtschaft in Paris aufgeworfen. Es könnte in Frage kommen, sämtliche Niederlassungsbewilligungen von französischen Staatsangehörigen zurückzuziehen und durch befristete Aufenthaltsbewilligungen zu ersetzen, deren Verlängerung nur unter Berücksichtigung der Arbeitsmarktlage gewährt würde. Wir fragen uns angeichts der Verschleppung der Angelegenheit durch die französische Regierung, ob nicht der Augenblick gekommen sei, sie in aller Form darauf aufmerksam zu machen, dass wir gezwungen wären, die günstige Lage der französischen Niedergelassenen in der Schweiz zu verschlechtern, wenn sie auf der Anwendung der Kontingentierungsbestimmungen auf die in Frankreich ansässigen Schweizer beharren sollte?

1. *Non reproduit.*

2. *Non reproduit.*

3. *Du 23 février 1882 (RO, 1882, vol. 6, pp. 362, ss.).*

4. *Non reproduit.*

*Le Chargé d'affaires a.i. de Suisse à Rome, E. Broye,
au Chef du Département politique, G. Motta*

L

Rome, 14 août 1933

On savait que Rome réservait à la croisière transatlantique du Général Balbo depuis hier Maréchal de l'Air, au moment où elle viendrait poser ses ailes triomphantes sur les bouches du Tibre, un de ces accueils délirants dont seuls sont encore capables aujourd'hui les héritiers des Césars. Cette attente ne fut pas déçue. Vous dire l'émotion qui m'a étreint lorsque subitement l'escadre compacte apparut au dessus de la foule, qui comptait à haute voix le nombre des avions heureusement tous présents, serait bien difficile.

Mais ce qui m'a frappé davantage encore, ce fut lorsque le Duce, en chemise noire et nu-tête, entouré de ses ministres et des dirigeants du parti fasciste, s'approcha jusqu'à l'ultime bord du fleuve pour recevoir dans ses bras le Général Balbo qui, d'un bond, sauta de son appareil à terre. Les deux hommes s'embrassèrent éperdument *en de longues étreintes* pendant de longues secondes, en de longs baisers bruyants qu'ils s'appliquaient tour à tour sur les joues, en même temps que les bras se resserraient en de violentes étreintes entrecoupées de tapotements familiers. Le contraste était saisissant entre, d'une part, l'ordonnance rigide qui présidait à l'alignement des tribunes, de la troupe, des divers corps civils et militaires qui formaient, en somme, l'arrière plan, et, d'autre part, la simplicité, le laisser aller, le naturel au gré des fantaisies personnelles et collectives de ce groupe d'hommes en chemises noires et en salopettes, nu-têtes, se revoyant comme des frères consanguins après un grand danger.

J'ai eu le privilège d'assister à la fête aux côtés de M. Mussolini en qualité de représentant d'un des pays qui fut survolé par la croisière¹. Je me suis trouvé ainsi admirablement placé en compagnie de quelques hautes personnalités, telles que le président du Sénat^{1a}, M. Marconi, Le Gouverneur de Rome, l'Ambassadeur d'Amérique et les Chargés d'Affaires des autres pays survolés, ainsi qu'avec MM. Aloisi et Suvich et les hauts fonctionnaires du Palais Chigi, tous en chemises noires et tête nue, faisant penser à quelque sujet de tableau moyenâgeux, à quelque chose d'austère, d'égalitaire, presque ancillaire.

Le but de la croisière était non seulement de démontrer le potentiel de l'aéronautique italienne d'aujourd'hui, mais Mussolini est en train de continuer à écrire l'histoire romaine à la manière de Tacite, de Cicéron. L'histoire effacera même les noms de Lindberg, de Costes et Bellonte, de Codos et Rossi, qui viennent de faire une performance quatre fois plus grande que la plus belle étape réalisée par la présente croisière du Général Balbo; elle vient d'inscrire dans le marbre le fait qu'une centurie ro-

1. Cf. en annexe au présent document la note du Département politique à la Légation d'Italie à Berne autorisant l'escadrille de Balbo à survoler le territoire suisse.

1a. L. Federzoni.

maine au complet, en formation militaire, a franchi l'Océan par la voie des airs et les aigles romaines sont venues pour la première fois apporter un salut de paix à la grande République.

/.../²

Du point de vue technique, la croisière Balbo est pleine d'enseignements, et de redoutables enseignements. Car si ce dernier a fait faire à ses équipages des arrêts dont la durée a pu impacter le public avide de nouvelles sensationnelles, c'est uniquement parce que Balbo a voulu ménager à tout prix *la vie* des hommes et ne pas risquer inutilement une catastrophe. Le souvenir du malheureux Nobile est encore trop vivace dans sa mémoire pour qu'il n'en eût fait son profit. Mais il ne faut pas se dissimuler que les diverses étapes de cet exploit collectif, si précis et si méthodique, auraient pu être accomplies à n'importe quel jour et quelle heure en cas de guerre où la vie des hommes ne compte plus lorsqu'il s'agit d'exécuter une mission importante. Que l'imagination remplace par des explosifs le surplus de charge utile que peut porter un de ces appareils au cours d'une étape qui, en temps de guerre, serait beaucoup plus petite que celles qui viennent d'être réalisées, et l'on se rend compte de la redoutable capacité meurtrière que possède une telle escadre.

Par ce même courrier, j'envoie quelques informations d'ordre technique au Service de l'Etat-Major général, ainsi qu'à l'Office aérien du Département fédéral des chemins de fer, en attendant qu'ils reçoivent les rapports officiels qui seront rédigés incessamment par les autorités compétentes.

2. Broye reproduit ensuite les commentaires de quelques journaux romains.

ANNEXE

E 2001 (C) 3/137

Le Département politique à la Légation d'Italie à Berne

Copie

N DM

Berne, 26 mai 1933

Par note du 17 mai³, la Légation Royale d'Italie a bien voulu demander au Gouvernement Fédéral, à titre absolument exceptionnel, l'autorisation de transit par la Suisse avec survol du col du Saint-Gothard et éventuellement des cols du Splügen et du Simplon, selon que l'un ou l'autre de ces itinéraires paraîtra le plus convenable, pour les escadrilles d'avions qui accompliront prochainement la traversée de l'Atlantique.

Le Département Politique n'a pas manqué de soumettre cette demande à l'examen des divers Services compétents. Il s'empresse de faire connaître à la Légation Royale que les Autorités Fédérales, qui portent le plus grand intérêt à l'expédition si hardie que va entreprendre l'aviation militaire italienne et qui forment des vœux chaleureux pour sa réussite, accordent bien volontiers aux escadrilles qui y participeront l'autorisation de transit de la Suisse par le col du Splügen ou le col du Simplon.

L'Office Fédéral Aérien serait heureux d'être avisé télégraphiquement du jour et de l'heure de départ des escadrilles dont il s'agit et de pouvoir disposer, au moment où le transit par la Suisse aura lieu, d'une liste des appareils avec les marques distinctives de chacun d'eux et les noms des chefs d'escadrille.

3. Non reproduit.

Les Autorités Fédérales se féliciteraient, d'autre part, de pouvoir prêter un concours efficace au service de sécurité des escadrilles italiennes qui traverseront les Alpes. A cet effet, elles seraient heureuses d'accueillir à Dübendorf un officier qualifié pour régler les détails du service météorologique et de T.S.F. avec les organes de l'Office Fédéral Aérien.

Malgré leur désir de faciliter le voyage des aviateurs italiens, les Autorités Fédérales n'ont, en revanche, pas pu consentir, même à titre exceptionnel, une dérogation à l'interdiction opposée même aux aviateurs suisses de survol de la région fortifiée du Gothard délimitée par l'article 2 de l'arrêté du Conseil Fédéral du 26 janvier 1932⁴, dont le texte est ci-joint.

De l'avis des Autorités suisses compétentes en matière d'aviation, le survol du col du Splügen est, d'une façon générale, la voie la plus recommandable pour franchir les Alpes en Suisse. Le survol du col du Simplon peut également être envisagé comme une voie possible. Le survol de la région du Gothard présente, en revanche, en raison des changements rapides des courants atmosphériques qui se forment autour du massif central des Alpes suisses et des variations de la nébulosité qui en résultent, de tels inconvénients techniques que cette route aurait dû, en tout état de cause, être déconseillée.

4. RO, 1932, vol. 48, pp. 51–52.

318

E 7110 1/127¹

*Le Directeur de la Division du Commerce du Département de l'Economie publique,
W. Stucki,
au Consulat général de Suisse à Budapest*

Copie

L

Ungarn.–Clearingabkommen

Bern, 17. August 1933

Im Anschluss an unser gestriges Telephonespräch gestatten wir uns, Ihnen nachstehend einen Überblick über die Verhandlungen mit Ungarn zu geben, indem wir Ihnen in der Beilage zu Ihrer vertraulichen Orientierung das schweizerisch-ungarische Abkommen sowie die dazugehörigen 2 Protokolle¹ und die einseitige Erklärung der schweizerischen Delegation² übermitteln.

1. *L'accord pour le règlement des paiements résultant du commerce de marchandises entre la Suisse et la Hongrie avait été conclu le 28 juillet précédent à Zurich. (RO, 1933, vol. 49, pp. 760–761). L'article 3 de l'accord prévoyait que le solde du clearing existant au 31 juillet auprès de la Banque nationale hongroise en faveur des exportateurs suisses, serait compensé par la livraison de 500'000 quintaux de froment, dont la contre-valeur servirait intégralement à amortir le solde en question. Les conditions de cet arrangement étaient réglées par un protocole spécial, non publié (voir le texte du protocole in E 2001 (C) 4/169). Pour le protocole final à l'accord du 28 juillet cf. RO, 1933, vol. 49, p. 762.*

2. *Voici le texte de cette déclaration:*

Die schweizerische Delegation bedauert aufs lebhafteste, dass Ungarn die Einbeziehung von Finanzforderungen in das im oben erwähnten Abkommen vorgesehene Weizengeschäft abgelehnt hat. Sie erklärt aber heute schon mit aller Bestimmtheit, dass sie einer zukünftigen Regelung des Zahlungsverkehrs zwischen den beiden Ländern, über welche gemäss Absatz 2 von Artikel 2 spätestens am 1. Oktober 1933 neue Verhandlungen aufgenommen werden sollen, nur zustimmen kann, wenn in dieselbe auch die Abtragung von schweizerischen Finanzguthaben gegen ungarische Schuldner miteinbezogen wird (E 2001 (C) 4/169).

Die Verhandlungen für die Neugestaltung des Zahlungsverkehrs mit Ungarn, wofür der Bundesrat den schweizerischen Delegierten in seiner Sitzung vom 24. März bestimmte Weisungen erteilt hat³, sind in der Folge zweimal unterbrochen worden, weil die intransigente Haltung Ungarns eine Einigung verunmöglichte. Die Besprechungen wurden zum dritten Male am 14. Juli wieder aufgenommen.

Ungarn sträubte sich ausserordentlich heftig gegen die Einbeziehung von Finanzforderungen in den Clearingverkehr und brachte alle nur denkbaren Einwände gegen eine solche Regelung vor. Unter dem äusserst scharfen Druck, den die schweizerische Delegation auf die Ungarn ausübt, hat sich damals das gesamte ungarische Ministerium während 2 Tagen in langen Sitzungen mit der schweizerischen Forderung befasst. Schliesslich gab die ungarische Delegation im Auftrage ihrer Regierung folgende Erklärung ab:

«Nachdem derzeit in London⁴ mit den Vertretern der ausländischen Finanzkreditoren Ungarns Verhandlungen im Zuge sind zwecks Erweiterung der alten Pengö-Transfervereinbarung, welche Erweiterung den Zweck verfolgt, die Transferierung der Finanzforderungen günstiger zu gestalten, ist die ungarische Regierung nicht in der Lage, mit der Schweiz eine separate Vereinbarung zum Zwecke der Abtragung von Finanzschulden durch Warenexport zu treffen. Die im Zuge befindlichen Londoner Verhandlungen haben den Zweck, eine neue Vereinbarung zustande zu bringen, durch welche die Gläubiger in den einzelnen Ländern, somit auch die schweizerischen Gläubiger, in die Lage kämen, eine selbständige Initiative zu ergreifen. Der ungarische Finanzminister hat in London bereits erklärt, dass bei additio-nellen Exporten, die auf Initiative der Gläubigergruppen einzelner Länder getätig- werden, 80 % des Devisenerlöses der betreffenden Gruppe zur freien Verfügung ste- hen. Die ungarische Regierung legt grösstes Gewicht darauf, dass der Warenver-kehr zwischen der Schweiz und Ungarn ungestört aufrecht erhalten bleibe und schlägt daher vor, die Clearingvereinbarung telle quelle auf drei Monate zu verlän- gern. Es ist zuversichtlich zu erwarten, dass während dieser Zeit die in London ein- geleiteten Verhandlungen zu einem die Finanzgläubiger zufriedenstellenden endgül- tigen Ergebnis führen. Auch wäre die ungarische Regierung bereit, den vollen

3. Ces instructions étaient les suivantes:

- a) eine Lösung für die Abtragung des zurzeit bestehenden Clearingsaldos in dem Sinne zu tref- fen, dass gewisse aus Ungarn einzuführende Waren ausschliesslich diesem Zwecke dienstbar gemacht werden;
- b) für die Finanzierung des zukünftigen schweizerischen Exportes nach Ungarn, wenn möglich, die gesamte verbleibende ungarische Einfuhr in die Schweiz sicherzustellen, im äussersten Falle einen Bruchteil von 20% dieser Einfuhr der Ungarischen Nationalbank zur freien Verfügung zu überlassen;
- c) innerhalb der Beträge, welche für die Finanzierung des schweizerischen Exportes zur Verfü- gung stehen, einen gewissen Prozentsatz für die Bezahlung der Forderungen der Schweizerischen Bundesbahnen sowie schweizerischer Finanzguthaben in Ungarn, unter Ausschluss von Anleihen-forderungen, abzutrennen;
- d) für die zukünftige Gestaltung des Zahlungsverkehrs wenn möglich den Schweizerfranken als Verrechnungsbasis zu stipulieren (E 1004 1/339).

4. Conférence économique de Londres.

Gegenwert des in Verhandlung stehenden Weizenexportes von 500.000 Meterzentner⁵ zur Abtragung alter Warendschulden zur Verfügung zu stellen.»

An diese Mitteilung knüpfte die ungarische Delegation im weitern die Erklärung, dass sie Weisung habe, unverzüglich abzureisen, wenn schweizerischerseits dieser letzte Vorschlag Ungarns, der ein sehr weitgehendes Entgegenkommen darstelle, nicht angenommen werde.

Für die schweizerische Delegation ergaben sich aus dieser Haltung Ungarns zwei Schwierigkeiten.

1. Der ungarische Vorschlag verunmöglichte die Berücksichtigung von Finanzforderungen, was den Instruktionen des Bundesrates vom 24. März⁶ widersprach und auch mit dem sehr dringend gestellten Begehrn der Nationalbank auf Berücksichtigung der Finanzforderungen im neuen Abkommen nicht übereinstimmte.

2. Der ungarische Vorschlag liess die Schwierigkeit der Überbrückung des von Ungarn verlangten Überpreises für Weizen von neuem auftauchen. In der Tat kam angesichts der heutigen Getreidepreise eine Überwälzung des Überpreises auf die Importeure nicht in Frage, weil dadurch eine Brotpreiserhöhung unvermeidlich geworden wäre; eine solche konnte aber im Hinblick auf die allgemeinen politischen Verhältnisse im gegenwärtigen Zeitpunkte unter keinen Umständen verantwortet werden. Es ergab sich somit nur mehr die Möglichkeit, die Zahlung des Überpreises den Exportgläubigern zu überbinden, zu deren Gunsten das Weizengeschäft in erster Linie abgeschlossen werden soll. Allerdings ergab sich dadurch für die Clearinggläubiger die Notwendigkeit, auf mindestens 20% ihrer Guthaben Verzicht zu leisten, was für sehr viele Exporteure ein schweres Opfer bedeutet, welches dadurch noch fühlbarer wird, als sie zum Teil schon beinahe ein Jahr auf die Auszahlung ihrer Warenguthaben warten mussten. Es entsprach im weitern diese Lösung auch nicht den Grundsätzen, die von der Handelsabteilung immer wieder vertreten worden waren, nämlich dass die Clearingverträge so ausgestaltet werden sollten, dass die schweizerische Exportindustrie in den ungekürzten Besitz ihrer Warenforderungen gelangen könne.

Die schweizerische Delegation gab sich über die vorstehend erwähnten Schwierigkeiten in vollem Umfange Rechenschaft. Es wäre ihr ausserordentlich daran gelegen gewesen, die Finanzforderungen im Interesse der schweizerischen Banken in die Regelung des Weizengeschäfts mit einzubeziehen und ausserdem eine Abtragung des Clearingsaldos zu ermöglichen, ohne dass die Exportgläubiger irgendwelche Opfer bringen mussten. Anderseits stand sie vor der schwerwiegenden Erklärung der ungarischen Delegation, dass Ungarn definitiv die Verhandlungen abbrechen würde, wenn sein letzter Vorschlag nicht angenommen werde. Mit Bezug darauf ist nun allerdings zu bemerken, dass er gegenüber allen früheren ungarischen Vorschlägen einen sehr weitgehenden Fortschritt darstellt, insofern als sich Ungarn zum erstenmal bereit erklärt hat, den Totalwert der ungarischen Weizeneinfuhr restlos der Schweiz zur Verfügung zu stellen, und zwar trotzdem die ungarischen Delegierten immer wieder darauf hinwiesen, dass Weizen für Ungarn Gold bedeute und das

5. Cf. n. 1 ci-dessus.

6. Cf. n. 3 ci-dessus.

einige Produkt darstelle, mit dem es sich Devisen im Ausland beschaffen und damit lebensnotwendige Waren erwerben könne. Dazu kommt, dass mit Hilfe dieses Weizengeschäftes die Möglichkeit geschaffen wurde, den gesamten, heute noch bestehenden Clearingsaldo bis Ende dieses Jahres restlos abzutragen und dabei gleichzeitig auch die Guthaben der Schweizerischen Bundesbahnen bei den Ungarischen Staatsbahnen in vollem Umfange hereinzubringen. Das Eidg. Post- und Eisenbahn-departement hat denn auch bereits die Erklärung abgegeben, dass die im Weizenabkommen getroffene Lösung für die Bezahlung der Transportspesen, die im Schlussprotokoll enthalten ist⁷, den Interessen der Bundesbahnen in vollem Umfange gerecht werde.

Die schweizerische Delegation war einstimmig der Ansicht, dass es nicht verantwortet werden könnte, unter solchen Umständen den ungarischen Vorschlag abzulehnen. Dies umso weniger, als von Seiten der «Gesuwa»⁸ immer wieder das Begehr gestellt worden war, ihr die Erlaubnis zu grössern Kompensationsgeschäften ausser Clearing zu erteilen, deren Durchführung ebenfalls nur mit Hilfe gewisser Abstriche an den Clearingguthaben möglich gewesen wäre. Das nunmehr vorliegende Weizengeschäft stellt letzten Endes nichts anderes als ein solches Kompensationsgeschäft grossen Stiles dar. Der zu den Verhandlungen als Experte zugezogene Vertreter der «Gesuwa» hat denn auch im Namen ihres Gesamtvorstandes in sehr bestimmter Form das Verlangen gestellt, es möchte der ungarische Vorschlag nicht abgelehnt, sondern den Gläubigern Gelegenheit gegeben werden, sich dazu auszusprechen. Die «Gesuwa» hat es ihrerseits übernommen, die sämtlichen am gegenwärtigen Saldo noch beteiligten Exportgläubiger durch ein Zirkular anzufragen, ob sie bereit wären, das von ihnen verlangte Opfer eines Verzichtes auf rund 20% ihrer Guthaben zum Zwecke der Überbrückung des von Ungarn verlangten Überpreises zu tragen oder nicht. Das vorläufige Ergebnis dieser Umfrage liegt nun vor: Von den Gesamtgläubigern, die rund 6.500.000 Franken Guthaben vertreten, haben die Guthabensitzer von ca. 5.500.000 Franken die Umfrage beantwortet. Weitere Antworten treffen fortlaufend ein. Von den Antworten sprechen sich ca. Fr. 4.500.000, also rund 81,9 % bedingungslos für die Übernahme des zugemuteten Opfers aus; damit erscheint das geplante Weizengeschäft als durchführbar. Um die Verzichtquote der Gläubiger nicht zu erhöhen, werden im Umfange derjenigen Guthaben, deren Inhaber dem Vertrag nicht zustimmen wollten, noch solche Exportgläubiger herangezogen, für die bereits ein Guthaben bei der Schweizerischen Nationalbank in Zürich angemeldet, dessen Gegenwert bei der Ungarischen Nationalbank in Budapest jedoch noch nicht einbezahlt wurde.

Da wegen der Lösung, die im Schlussprotokoll zugunsten der Schweizerischen Bundesbahnen vereinbart wurde, die Möglichkeit besteht, dass die von Ungarn zu liefernde Weizenmenge von 500.000 q zur Abtragung des gegenwärtig bestehenden Saldos nicht restlos genügt, ist in das Abkommen auch noch eine ungarische Zuk-

7. Il a ... été convenu entre les délégués des deux gouvernements que le contingent de froment serait livré port dû, c'est-à-dire que les frais de transport seraient réglés à part. Cf. *Protocole final du 28 juillet, RO, 1933, vol. 49, p. 762.*

8. *Genossenschaft zur Förderung des Schweiz.-Ungarischen Warenverkehrs, à Zurich.*

kerlieferung miteinbezogen worden. Die Übernahme eines Überpreises ist von uns abgelehnt worden. Ein interner Frachtenausgleich zur Ermöglichung des Absatzes dieses Zuckers auf dem schweizerischen Markte, der maximal 60 Rp. je 100 kg nicht überschreiten soll, ist von den Importeuren angesichts der grossen Schwankungen im Zuckermarkt ohne weiteres übernommen worden.

Das Abkommen besteht aus 5 Artikeln⁹, von denen blos Artikel 2, 3 und 4 von materieller Bedeutung sind.

In Artikel 2 wird zunächst vereinbart, das bisherige Abkommen bis zum 31. Oktober 1933 zu verlängern, mit der Bestimmung, dass spätestens am 1. Oktober 1933 die Verhandlungen für die Neugestaltung des Zahlungsverkehrs wieder aufgenommen werden sollen. Zu dieser Bestimmung hat die schweizerische Delegation im Interesse der schweizerischen Finanzgläubiger eine dem Abkommen beigefügte Erklärung¹⁰ abgegeben, dass sie einer zukünftigen Regelung des Zahlungsverkehrs zwischen den beiden Ländern nur zustimmen könne, wenn in dieses Abkommen auch die Abtragung von schweizerischen Finanzguthaben gegen ungarische Schuldner mit einbezogen werde.

In Artikel 3 wird das Weizengeschäft als solches zum Zwecke der Abtragung des Clearingsaldos vereinbart. Die näheren Bedingungen für die Durchführung des Geschäftes sind in einem dem Abkommen beiliegenden Protokoll näher festgelegt.

In Artikel 4 wird zwischen den beiden Delegationen vereinbart, dass ähnliche Geschäfte, wie das nunmehr vorliegende Weizengeschäft, auch für die Abtragung jener schweizerischen Warenguthaben abgeschlossen werden sollen, welche bei der Schweizerischen Nationalbank zwar bereits angemeldet, aber bei der Ungarischen Nationalbank noch nicht einbezahlt sind. Der Betrag dieser Guthaben ist am 31. Juli 1933 mit Fr. 7.058.012,33 ausgewiesen worden. Er dürfte sich in Tat und Wahrheit allerdings sehr wesentlich vermindern, weil nachgewiesenermassen ein nicht unbedeutender Teil dieses Betrages infolge Zahlungsunfähigkeit des ungarischen Schuldners überhaupt nie einbringlich sein wird, und ferner, weil ziemlich bedeutende Beträge bereits auf anderem Wege realisiert wurden, ohne dass der schweizerische Gläubiger bisher sein Guthaben bei der Schweizerischen Nationalbank angemeldet hätte.

9. Cf. n. 1 ci-dessus.

10. Cf. n. 2 ci-dessus.

319

E 2001 (D) 3/285

*Le Chef du Département politique, G. Motta,
au Chargé d'affaires a.i. de Suisse à Berlin, H. Frölicher*

*Copie
L DM*

Berne, 18 août 1933

Nous comprenons sans peine que l'attitude de la presse suisse à l'égard du Gouvernement allemand vous cause parfois des inquiétudes. Nous déplorons avec vous – vous le savez du reste – que nombre de journaux suisses, épousant complètement la querelle des adversaires du régime hitlérien, se permettent, vis-à-vis du Gouvernement allemand, des excès de langage indéfendables. Nous constatons aussi à regret que, même dans des journaux de ton objectif et de tendances modérées, paraissent souvent des articles qui, du point de vue de l'observateur impartial, ne prêtent pas à la critique, mais qui, en portant inutilement un jugement sévère sur des faits complètement étrangers aux relations germano-suisses, peuvent, sans aucun profit pour nous, être une source de fâcheuses complications. Dans la mesure où nous le pouvons, nous réagissons contre ces imprudences.

Ceci dit, nous devons avouer qu'en ce qui concerne, en revanche, les questions en rapport avec les relations germano-suisses et, en particulier, les visées de certains pangermanistes, il nous semble extrêmement désirable que la presse suisse exprime en toute franchise notre point de vue national. Il est arrivé, et le fait pourrait se reproduire, que certains journaux en viennent à exprimer avec un peu d'exagération la réaction bien naturelle de notre opinion contre les manifestations de pangermanisme qui se sont produites ces derniers temps en Allemagne. Mais cette exagération même nous paraît présenter moins d'inconvénients qu'une réserve excessive qui empêcherait une réaction salutaire de s'exprimer.

Quant à l'article de fond publié par la «Neue Zürcher Zeitung» du 15 août sous le titre «Die schwerhörigen Schweizer», sur lequel vous avez bien voulu attirer notre attention¹, il nous paraît réfléchi, objectif et modéré et nous ne croyons pas qu'il puisse être pris en mauvaise part par les dirigeants actuels de l'Allemagne si – comme vous voulez bien nous le dire et comme nous nous plaisons à le penser – ils n'approuvent pas les tendances des esprits excités qui rêvent d'une grande Allemagne comprenant tous les peuples de langues germaniques.

Ainsi que nous vous l'écrivions le 14 juillet², nous n'estimons pas qu'il serait très opportun, dans les circonstances actuelles, de prendre l'initiative de démarches officielles en vue d'obtenir que la presse allemande ne fasse pas écho aux appétits territoriaux de certains journaux nationaux-socialistes exaltés. De telles démarches don-

1. Non reproduit. Le 10 août, le Chargé d'affaires a.i. signale que selon le correspondant de la Neue Zürcher Zeitung à Berlin, R. Caratsch, des S.A. et des S.S. ont saisi pour la première fois le journal dans les kiosques (E 2001 (C) 4/132).

2. Non reproduit.

neraient sans doute trop d'importance à des manifestations qu'il vaut mieux ne pas prendre trop au tragique. Nous ne verrions toutefois aucun inconvénient, bien au contraire, à ce qu'on se rendît clairement compte à Berlin que des articles du genre de celui qu'a publié le 7 juillet «Der Westdeutsche Beobachter» provoquent l'indignation de tout Suisse, quelle que soit la langue qu'il parle, et sont de nature à aliéner à l'Allemagne, surtout en Suisse allemande, les sympathies sur lesquelles elle peut compter. Si la censure à laquelle les journaux allemands sont soumis s'exerçait dans ce sens, elle ferait incontestablement œuvre utile.

Au cas où, du côté allemand, l'on prendrait l'initiative de vous parler de l'article paru dans la «Neue Zürcher Zeitung» du 15 août, c'est dans ce sens que nous vous serions reconnaissants de vous exprimer.

320

E 7110 1/57

*Le Vorort de l'Union suisse du commerce et de l'industrie
à la Chambre de commerce suisse en France¹*

*Copie**L R/W*

Relations commerciales franco-suisses.

/.../

Zurich, 28 août 1933

C'est avec le plus grand intérêt que nous avons pris connaissance de vos développements² et avec une vive satisfaction que nous constatons que vous êtes disposés à mettre toute votre énergie, que nous savons apprécier, avec une renouvellement de vigueur au service de l'exportation suisse en France qui est effectivement exposée, par suite de la dénonciation française du traité de commerce³, à se trouver dans une situation critique. Nous sommes convaincus que vous serez en situation, grâce à votre activité, en particulier en donnant des explications et en procédant à une propagande adéquate, d'appuyer efficacement les prochaines négociations. Cependant, il ne faudrait pas comparer sans autre la situation actuelle avec celle de 1927/1928. Alors il s'agissait de mettre sur pied un ouvrage conventionnel entièrement nouveau qui devait prendre la place d'une situation qui, durant des années, n'a pour ainsi dire pas été contractuelle. Cette fois la situation est caractérisée par le fait qu'elle résulte d'un acte français unilatéral représentant, ainsi que vous le savez, une conséquence de la liberté tarifaire que poursuit la France. Au point de vue des relations commerciales franco-suisses, l'attitude de celle-ci a été d'autant plus incompréhensible que la balance commerciale est très favorable à la France et que la Suisse est proportionnellement le meilleur acheteur de produits français, fait sur lequel il faudra attirer l'attention de l'opinion publique toujours à nouveau. Mais, d'autre part, ce fait précisément doit avoir pour conséquence que du côté suisse on garde tout son sang froid

1. Lettre signée par le Vice-président, E. Wetter, et le 1^{er} Secrétaire, H. Homberger.

2. Non retrouvé.

3. Cf. n° 280.

en laissant tout d'abord à la France le soin de la forme future des relations commerciales franco-suisses. Cela paraît d'autant plus indiqué que depuis l'époque où la France a dénoncé le traité de commerce, la situation s'est déjà modifiée à plusieurs égards. Avant tout, la France a également maintenant derrière elle l'expérience de la Conférence économique mondiale⁴ au cours de laquelle elle se sera sans doute rendue compte que son idée primitive consistant à supprimer le contingentement et à le remplacer par des élévations douanières ne peut pas tenir compte des besoins réels. Le refus par le Parlement français des pleins pouvoirs tarifaires sollicités ne doit également pas être resté sans aucune influence sur l'attitude du Gouvernement français. De ces divers faits on peut peut-être tirer la conclusion que celui-ci apprécie la situation autrement au point de vue actuel qu'il ne le faisait encore il y a quelques mois. Tout au moins, nous y voyons des motifs pour ne rien précipiter du côté suisse et pour ne pas éveiller l'impression devant l'opinion publique française que nous serions nerveux. Tout en considérant avec vous comme indispensable d'éclairer objectivement l'opinion publique, nous croyons qu'il ne devrait pas y être procédé actuellement d'une façon trop pressante et trop concentrée. Par conséquent, pour le moment, il ne serait aussi sans doute pas nécessaire d'avoir recours à des moyens financiers particuliers. L'époque actuelle nous paraîtrait d'ailleurs peu favorable pour réunir ceux-ci en Suisse, non seulement parce que la situation économique générale oblige naturellement toutes les industries à observer la plus grande réserve en ce qui concerne de semblables dépenses et que ces derniers temps leur générosité a déjà été sans cela fortement mise à contribution dans des buts de politique interne, mais avant tout parce qu'actuellement la situation à l'égard de la France paraît, selon nous, trop peu éclaircie pour les raisons indiquées pour justifier une dépense financière particulière. Néanmoins, le moment viendra peut-être où une manière de faire plus active sera inévitable. Pour ce cas, cependant, il faudrait trouver un mode de financement qui ne rendrait plus nécessaire une mise à contribution financière de l'industrie. Nous supposons que vous êtes orientés relativement à la conversation ayant eu lieu récemment à ce sujet entre M. le Ministre Stucki et M. Brandt⁵.

En ce qui concerne les demandes suisses pour les prochaines négociations que vos collègues et amis français désirent connaître, elles peuvent être définies d'une façon simple dans la situation actuelle. La Suisse ne peut pas en principe renoncer aux garanties que lui fournit le traité de commerce de 1929⁶ et qui ont été aussi créées par l'accord de contingentement de 1932⁷. C'est pourquoi il n'est pas possible, au point de vue suisse, de considérer ce traité comme caduc en ce sens que tout serait à reprendre ab ovo. Il est possible que l'une ou l'autre des positions n'ait plus

4. Qui s'est tenue à Londres du 12 juin au 27 juillet 1933.

5. Dans le but d'organiser la propagande commerciale suisse en France, le Ministre de Suisse à Paris, A. Dunant, a réuni autour de lui un petit comité formé de MM. G. Brandt, G. de Pury, secrétaire général de la Chambre de commerce suisse en France, R. La Roche, sous-directeur au Crédit commercial et H. de Torrenté, conseiller de légation, chargé des affaires commerciales (*Lettre confidentielle du Ministre de Suisse à Paris, A. Dunant, au Chef du Département de l'Economie publique, Ed. Schulthess, 28 juillet 1933 E 7110 1/57*). Cf. aussi n° 292, n. 4.

6. Entré en vigueur le 5 avril 1931 (RO, 1931, vol. 47, pp. 194, ss.).

7. Entré en vigueur le 1er juillet 1932 (RO, 1932, vol. 48, pp. 357, ss.).

actuellement l'importance qu'elle avait à l'époque de la conclusion du traité et de même il va sans dire qu'entre temps des intérêts totalement nouveaux se sont fait jour qui doivent être pris en considération. Sur plus d'un point, l'expérience a aussi confirmé les craintes que les douanes françaises alors convenues sont toujours encore beaucoup trop élevées pour rendre possibles de fructueuses affaires. Il faudra donc encore parler au sujet de semblables détails. Mais grossso modo, du côté suisse, le contenu matériel du traité de commerce en vigueur, c'est-à-dire la garantie que l'exportation ayant eu lieu jusqu'à maintenant soit maintenue, doit être admis comme base des relations futures. C'est en partant de ces considérations que nous renonçons pour le moment à procéder à une enquête proprement dite pour réunir des demandes. Par contre, nous avons adressé, pour les informer, une circulaire à nos Sections et nous nous permettons de vous en donner également connaissance en annexe⁸. Quant au reste, nous nous réservons de prendre nos décisions selon l'évolution future des événements.

8. Non reproduit.

321

E 2001 (C) 4/55

*Le Chargé d'affaires a.i. de Suisse à Paris, P. Ruegger,
au Chef du Département politique, G. Motta*

L Urgent

Paris, 31 août 1933

J'ai l'honneur de vous confirmer ma lettre du 28 août¹ concernant nos démarches au sujet du sort futur des travailleurs suisses en France à la suite de l'application de la loi du 10 août 1932² et des décrets subséquents limitant la main-d'œuvre étrangère. Au cours d'un entretien que j'ai eu hier avec M. Bargeton, directeur des affaires politiques et commerciales au Quai d'Orsay, j'ai à nouveau abordé cette importante question, en insistant surtout sur le fait qu'elle commençait à prendre le caractère d'un problème de politique générale de nature à avoir de fâcheuses répercussions sur nos relations et que nous ne pouvons certainement plus laisser à la discréption des Ministères et Services techniques. J'ai rappelé à M. Bargeton, qui était fort peu au courant de l'affaire qui nous préoccupe, mais qui en saisit toute l'importance, les assurances données le 28 juin dernier par M. Paul-Boncour à Monsieur le Ministre Dunant³. J'ai souligné, en me basant sur les annexes de votre lettre du 22 août⁴ que non seulement les conséquences de l'intervention du Ministère des Af-

1. Non reproduit.

2. Loi protégeant la main-d'œuvre nationale (JO. RF, 12 août 1932, n° 188, p. 8818).

3. Cf. Lettre du Ministre de Suisse à Paris, A. Dunant, au Chef du Département politique, G. Motta, du 28 juin 1933. Non reproduit (E 2001 (C) 4/55). L'entrevue a eu lieu le 27 juin.

4. Non reproduit.

31 AOÛT 1933

faires Etrangères auprès du Ministère du Travail se faisaient encore attendre en ce qui concerne nos compatriotes, employés d'hôtel dans le Département des Alpes-Maritimes⁵, mais que la fameuse loi de 1932 risquait d'être appliquée au détriment de nos ressortissants de la région de Lyon.

M. Bargeton m'a promis de signaler de nouveau cette affaire à l'attention toute spéciale de M. Paul-Boncour⁶. Le directeur des affaires politiques et commerciales se promet, en effet, davantage d'une action personnelle du Ministre des Affaires Etrangères auprès de son collègue du Travail que d'un appel direct à M. François-Albert tel que vous l'envisagez dans votre lettre du 22 août. Je pense, néanmoins, comme vous que si d'ici peu nous ne constatons pas un revirement favorable à notre point de vue, il faudra se résoudre à une intervention auprès de M. François-Albert. Reconnaissant l'intérêt général de la question, M. Bargeton a ajouté qu'il chargerait la sous-direction d'Europe, gérée actuellement par M. Rochat, de suivre l'affaire du point de vue *politique*, d'accord avec les services techniques. M. Rochat, que j'ai vu ensuite, m'assure qu'il s'emploiera de son mieux aux fins de hâter un *modus vivendi* acceptable.

Située dans un cadre plus général, la question du sort futur de nos travailleurs en France est, en effet, une de celles dont le règlement doit intervenir à bref délai si nous voulons demeurer à l'abri de fâcheuses surprises. L'opposition de droite et celle de gauche inscrivent effectivement sur le programme une protection accentuée de la main-d'œuvre nationale en France. Dans un récent article au «Figaro», le fameux Sporturno, alias Coty, se vante d'avoir provoqué le mouvement parlementaire ayant rendu possible le vote de la loi de 1932 et, d'autre part, l'aile dite «néo-fasciste» du parti socialiste, qui préconise un régime d'autorité fondé sur un socialisme national, voudrait également attiser sa clientèle par des promesses d'une protection rehaussée du marché du travail français contre l'afflux de l'étranger.

5. Cf. annexe au n° 285.

6. Ministre des Affaires étrangères.

322

E 2001 (C) 4/146

*Le Chargé d'affaires a.i. de Suisse à Paris, P. Ruegger,
au Chef du Département politique, G. Motta*

L

Paris, 31 août 1933

Par lettre du 28 juillet dernier¹, vous aviez informé notre Légation des mesures préconisées par le Comité de l'étalon-or de l'association suisse des Banquiers, qui avait pris sur lui de grouper les intérêts identiques des porteurs belges, français et hollandais atteints dans leurs droits par de nombreux cas de répudiations de la

1. La lettre de Motta est en réalité du 24 juillet. Cf. n° 307.

clause-or et, notamment, par la nouvelle législation des Etats-Unis (Gold repeal resolution, du 29 mai 1933).

/.../

L'aide-mémoire que j'ai remis au sujet de cette question au Quai d'Orsay, est resté jusqu'ici sans réponse. Au cours d'un récent entretien que j'ai eu avec M. de La Baume, Sous-directeur des relations commerciales au Ministère des Affaires Etrangères, j'ai constaté que le Quai d'Orsay, qui a transmis notre demande d'informations au Ministère des Finances, se trouve fort embarrassé de nous répondre officiellement, notamment en raison de la situation toute spéciale résultant du problème des dettes qui pèse toujours sur les relations franco-américaines.

A titre personnel et sans vouloir préjuger la teneur d'une réponse qui pourrait nous être donnée à la suite de l'avis attendu du Ministère des Finances, M. de La Baume m'a exposé ce qui suit: Le Gouvernement français, pour sa part, hésiterait beaucoup à s'associer, à l'heure actuelle, à toute démarche pouvant provoquer à Washington une nouvelle réaction antifrançaise. Or, le Quai d'Orsay est convaincu que le Président Roosevelt se sentirait profondément blessé de toute intervention diplomatique étrangère qu'il considérerait comme une ingérence extérieure dans la réalisation de son plan de reconstruction économique des Etats-Unis. L'Ambassade de France à Washington a signalé, à plusieurs reprises, l'extrême susceptibilité du Président et de son cabinet à l'égard de toute critique du plan périlleux préconisé par la Maison Blanche. Vu cet état d'esprit et considérant, d'autre part, la nécessité pour la France de reprendre un jour ou l'autre les pourparlers sur l'affaire des dettes, le Ministère des Affaires Etrangères ne saurait conseiller une action diplomatique quelconque à Washington dirigée contre la «Gold repeal resolution». J'ai cru comprendre que cet avis avait déjà été exprimé à certains Etats qui, comme la Belgique, se trouvent, dans de nombreuses questions de politique étrangère, dans le sillon de la France.

Vous m'obligeriez en me faisant connaître si vous désirez que j'insiste pour avoir une réponse en toute forme à notre demande de renseignements touchant l'attitude du Gouvernement français. A première vue, il me paraît, en présence des déclarations si catégoriques de M. de La Baume, que toute réponse écrite ne pourra que refléter sous une forme atténuée ce qui m'a été dit par le Sous-directeur des relations commerciales².

2. Par lettre du 9 septembre 1933, le Département politique invitait Ruegger à ne pas insister pour obtenir une réponse écrite à sa demande adressée au Ministère des Affaires étrangères (E 2001 (C) 4/146).

323

E 2001 (D) 1/217

*Le Chef du Département politique, G. Motta,
au Chef du Département de Justice et Police, H. Häberlin*

Copie
L CI Urgent

Berne, 31 août 1933

Le Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique a promulgué, le 5 juin dernier, une loi du 29 mai qui déclare contraire à l'ordre public tout engagement contractuel stipulant qu'une obligation publique ou privée est payable en or effectif ou à la valeur du dollar-or. Cette loi (Act to assure uniform value to the coins and currencies of the United States) a donc pour effet d'annuler rétroactivement la clause-or, tout en imposant la fiction de l'équipollence du dollar-papier et du dollar-or.

L'abrogation de la clause-or aux Etats-Unis pose pour la Confédération suisse un problème de haute importance, attendu que son emprunt de 30 millions de dollars, émis à New York le 1^{er} avril 1924, est précisément muni d'une clause-or, ainsi qu'il ressort du texte du contrat d'emprunt et du libellé des titres ...

Pour répondre aux questions qui affluaient concernant le sort de cet emprunt, le Conseil fédéral a pris, le 9 juin dernier¹, la décision suivante: «Das Finanz- und Zolldepartement wird ermächtigt, auf Anfragen betreffend die Goldklausel der 5½%igen Dollaranleihe des Bundes vom Jahre 1924 zu antworten, dass der Bundesrat gedenke, sich an die Anleihensbedingungen zu halten.»

L'approche de l'échéance du 1er octobre et l'éventualité d'un remboursement anticipé de l'emprunt à la date du 1er avril 1934 exigeraient qu'une résolution définitive intervînt incessamment touchant la validité de la clause-d'or insérée dans cet emprunt.

Il n'est point besoin d'insister sur la portée de cette décision, dont les conséquences financières, notamment, ne sont pas quantité négligeable. Nous nous bornerons à relever ici que les dispositions qu'adoptera la Confédération étendront leurs effets au delà de l'emprunt lui-même. Le public suisse détient d'importants dossiers de titres émis aux Etats-Unis par des débiteurs non-américains, qui ne sont souvent que trop enclins à vouloir opposer à tout porteur indistinctement les restrictions dérivant d'une mesure dont l'application ne devrait être que strictement territoriale. Au nom de ces intérêts menacés, l'Association suisse des Banquiers a pris l'initiative de constituer un Comité international contre la répudiation de la clause-or, qui se propose de provoquer des décisions judiciaires pour faire reconnaître les droits acquis des créanciers.

Le sort de l'emprunt émis par la Confédération aux Etats-Unis ne peut, bien entendu, être réglé en prenant en considération ces circonstances étrangères au sujet. La décision doit intervenir en connaissance de cause et après un examen objectif des

1. Cf. n° 284.

points de droit soulevés par la promulgation de la loi américaine du 29 mai et son application éventuelle aux porteurs des titres de l'emprunt de 1924.

/.../

Comme l'établit le Département des Finances dans sa lettre du 28 août², la question à résoudre se réduit en définitive à déterminer quel est le droit, – suisse ou américain, – qui régit les rapports contractuels nés entre l'emprunteur et les porteurs. En posant comme prémissse que les parties ne peuvent guère avoir entendu se référer à une loi autre que la «lex loci executionis» et en invoquant diverses autres considérations militant aussi en faveur de l'application du droit américain à l'ensemble du contrat d'emprunt, le Département des Finances arrive inévitablement à la conclusion suivante: «Die Rechtsanwendungsfrage erscheint uns eindeutig gelöst, und die Bestimmungen der «Acts Roosevelt» erachten wir als uneingeschränkt anwendbar».

Jusqu'à plus ample informé, nous ne pouvons guère partager cette opinion. Sans vouloir nous livrer ici à une réfutation en règle de l'argumentation du Département des Finances, nous rappellerons seulement qu'une des thèses le plus lumineusement mises en évidence par les mémorables arrêts rendus en 1929 par la Cour permanente de Justice internationale dans les causes des emprunts serbes et brésiliens³ a trait précisément au principe qu'un Etat ne peut être présumé avoir fait une élection de législation. Pour tout emprunt contracté par un Etat en vertu de lois spéciales qui en fixent les conditions, la substance de la dette sera soumise à la loi de cet Etat, sauf dérogation expresse stipulée au contrat. «Un Etat souverain, déclare la Cour permanente, ne peut être présumé avoir soumis la substance de sa dette et la validité des engagements pris par lui à ce sujet à une autre loi que sa propre loi». Pour qu'il en fût autrement, une référence formelle à une législation étrangère serait indispensable. Or nous ne découvrons aucune disposition dans le contrat d'emprunt de 1924 qui permette d'inférer que la Confédération a entendu laisser déterminer l'étendue de son obligation par les normes du droit américain. Tout au contraire, la garantie donnée aux porteurs touchant l'exemption de tout impôt ou droit de timbre fédéral actuel et futur nous semble constituer une sérieuse indication dans le sens opposé.

Nous inclinons à croire que la loi américaine du 29 mai ne modifie donc que les modalités de paiement exclusivement, posant d'ailleurs ainsi un problème assez délicat, qui est même susceptible d'amener la Confédération suisse à prendre certaines mesures appropriées en constituant, par exemple, un nouveau domicile de paiement hors des Etats-Unis, ou encore en établissant une discrimination selon que le porteur est domicilié aux Etats-Unis ou ailleurs.

Dans la pratique et selon la décision à laquelle s'arrêtera le Conseil fédéral, les prestations dues aux termes de l'emprunt pourront s'effectuer soit sur la base du dollar-or, soit en dollars-papier, soit encore en dollars-papier aux Etats-Unis et en dollars-or en dehors des Etats-Unis.

2. Non reproduit.

3. *Publication de la Cour permanente de justice internationale, Série A N° 20/21. Recueil des Arrêts. Affaires concernant le paiement de divers emprunts serbes émis en France. Affaires relatives au paiement, en or, des emprunts fédéraux brésiliens émis en France.*

En portant ce qui précède à votre connaissance, nous avons l'honneur de vous prier de bien vouloir examiner la question juridique soulevée par l'annulation de la clause-or aux Etats-Unis et par les effets de cette mesure sur l'obligation contractée par la Confédération suisse en raison de l'émission de l'emprunt de 1924.

/.../⁴

4. *Dans sa réponse du 29 septembre suivant, H. Häberlin parvenait aux mêmes conclusions que le Chef du Département politique:*

/.../ Wir gelangen zum Ergebnis, dass die Goldklausel sowohl bei der schweizerischen Anleihe wie bei den drei dänischen Anleihen /cf. n° 309/ nach wie vor verbindlich ist und dass daher die Zinszahlung und die Kapitalrückzahlung zum Goldwert zu erfolgen haben (E 2001 (C) 1/217).

324

E 1004 1/342

CONSEIL FÉDÉRAL Procès-verbal de la séance du 1^{er} septembre 1933

1353. Dollaranleihen und Dollarklausel

*Finanz- u. Zolldepartement
Antrag vom 1. September 1933*

Am 9. Juni 1933 hat der Bundesrat beschlossen¹, es sei das Finanz- und Zolldepartement zu ermächtigen, auf Anfragen betreffend die Goldklausel der 5½% Dollaranleihe des Bundes vom Jahre 1924 zu antworten, dass der Bundesrat gedenke, sich an die Anleihensbedingungen zu halten.

Damit sollte zum Ausdruck gebracht werden, dass der Bundesrat nicht schon im damaligen Zeitpunkte auf die Respektierung der Goldklausel verzichten wolle. Anderseits erschien ihm nicht zweifelhaft, dass eine rechtliche Verpflichtung zur Bezahlung der Coupons und der Kapitalsumme in Gold nicht bestehe. Der Bundesratsbeschluss wurde jedoch in der Presse so ausgelegt, als ob sich der Bundesrat im Zeitpunkte des Beschlusses zur strikten Einhaltung der Goldklausel ein für allemal verpflichtet habe. In einer Anzahl Tagesblätter wurde diese Stellungnahme scharf kritisiert. Der Bundesrat mache den Amerikanern ein Geschenk von vielen Millionen Franken und dies in einer Zeit, wo die Subventionen an die Landesangehörigen beschnitten werden und gewisse Volksschichten, wie die Bauern, eine Hilfeleistung dringend nötig hätten. Die Handlungsweise des Bundesrates sei unverständlich.

Am 20. September dieses Jahres müssen die erforderlichen Beträge für die Bezahlung des am 1. Oktober fälligen Coupons der fraglichen Dollaranleihe bei der Zahlstelle in New York bereitgestellt sein. Auch nach der Meinung der Nationalbank sollte dieser Coupon in Gold bzw. zum vollen Goldeswert eingelöst werden.

1. Cf. n° 284.

Das könnte in der Weise geschehen, wie das Frankreich zu tun beschlossen hat, indem es die Coupons seiner Dollaranleihe in französischen Franken zur Dollarparität durch je eine Zahlstelle in New York und Paris einlösen lässt, und zwar auf beiden Plätzen durch das Haus Morgan. Das Finanz- und Zolldepartement müsste mit Morgan darüber verhandeln, ob er sich einverstanden erklären kann, dass in seinem Auftrage eine Zahlstelle in der Schweiz (z.B. die schweizer. Nationalbank) in Schweizerfranken zur Dollarparität einlöse, wie übrigens auch er selbst in New York. Dabei hat freilich die Nationalbank die Auffassung, dass man nicht strikte die Parität anrechnen sollte, sondern den Goldimportpunkt minus die Spesen der schweizerischen Zahlstelle, d.h. $5.14 - 0,02 = 5.12$ Fr. statt 5.18 Fr.

Die Frage ist immer noch nicht vollständig abgeklärt, ob wir uns für alle Zukunft und unter allen Umständen für die Einlösung der Coupons und, nach erfolgter Kündigung unsererseits, auch des Kapitalbetrages in Gold oder Goldeswert verpflichten wollen. Um beizutragen, die Frage zu lösen, sind Nationalbank und Finanz- u. Zolldepartement der Auffassung, man sollte versuchen, festzustellen, wieviele Dollartitel sich in amerikanischem, in schweizerischem und anderweitigem Besitze befinden. Stellt sich dabei heraus, dass der amerikanische Besitz nur noch klein ist (er wird gegenwärtig auf den dritten Teil der Anleihe von 30 Millionen Dollar geschätzt), so lässt sich leichter ein Beschluss fassen, unter allen Umständen in Gold zu bezahlen. Eine derartige Feststellung liesse sich dadurch erreichen, dass bei der nächsten Couponeinlösung (ab 1. Oktober 1933) von den Inhabern verlangt würde, dass sie ein Affidavit beibringen. Wer sich nicht dazu verstehen wollte, müsste sich damit begnügen, Papierdollars statt Goldzahlung in Empfang zu nehmen. Sogleich ist zuzugestehen, dass dadurch der Markt der Dollaranleihe beunruhigt und ihr Kurs bedeutend gedrückt würde; denn im Publikum würde angenommen, dass die Beibringung eines Affidavits nur der Vorläufer einer Ausscheidung der Gläubiger sei, wovon die einen künftig in Gold, die andern aber in Papier bezahlt würden. Auch über das Affidavit hätte man sich mit Morgan zu verständigen.

Antragsgemäß wird daher *beschlossen*:

1. Der am 1. Oktober 1933 fällige Coupon der 5½ %igen Dollaranleihe des Bundes vom Jahre 1924 wird auf der Goldbasis eingelöst. Der Umrechnungskurs beträgt 5.12 Fr. für den Dollar.
2. Die schweizer. Nationalbank wird beauftragt, mit dem Hause Morgan zu verhandeln, um zu erreichen, dass eine Zahlstelle in der Schweiz errichtet wird, die in seinem Auftrage einlöst. Als solche Zahlstelle würde die schweizer. Nationalbank bezeichnet.
3. Die Frage, ob an den späteren Couponsterminen und bei der Rückzahlung der Anleihe auf der Goldbasis bezahlt werde, bleibt offen.
4. Zur Erleichterung der Beschlussfassung über den vorangegangenen Punkt wird von den Besitzern der am 1. Oktober 1933 fälligen Coupons die Beibringung eines Affidavits verlangt, widrigenfalls die Einlösung in Papierdollars erfolgt. Die schweizer. Nationalbank wird ermächtigt, darüber mit dem Hause Morgan zu unterhandeln.

325

E 2001 (C) 3/167

*Le Chef du Département politique, G. Motta,
à la Légation de Suisse à Bucarest*

*Copie
L CI*

Berne, 1^{er} septembre 1933

Ainsi que vous le savez, la suspension des transferts afférents au service de la dette publique extérieure de Roumanie¹ a provoqué des protestations à Bucarest de la part des Gouvernements britannique et français.

L'Association suisse des Banquiers nous communique, d'autre part, une lettre du 22 août² de l'Association nationale des porteurs français de valeurs mobilières dont il ressort que l'institution française a fait connaître au Gouvernement roumain sa décision de ne participer à la Conférence convoquée à Paris le 5 septembre qu'au cas où les paiements suspendus seraient préalablement repris et la coopération technique de la Société des Nations acceptée en vue d'un examen objectif de la situation financière de la Roumanie. L'Association suisse des Banquiers a adressé au Ministère des Finances un télégramme, daté du 31 août³ et en copie ci-jointe, dont la teneur doit être analogue à la notification française.

D'autres mesures sont envisagées par les milieux intéressés. L'Association nationale des porteurs français propose aux groupements similaires d'autres pays d'adresser une lettre collective au Ministre des Finances pour lui faire connaître leur point de vue. L'Association française voudrait aussi que cette démarche fût appuyée diplomatiquement par les représentants à Bucarest des Etats créanciers. Nous avons déjà répondu à l'Association suisse des Banquiers, qui s'était fait l'interprète de ce vœu, que nous serions prêts à nous joindre à l'intervention projetée, aussitôt informés de la décision des autres Gouvernements.

L'Association suisse des Banquiers vient de nous saisir, d'autre part, d'une nouvelle requête tendant à ce que la Légation de Suisse s'associe immédiatement aux représentations faites à Bucarest par la France et la Grande-Bretagne peu après la promulgation du décret de moratoire.

Nous avons l'honneur de porter à votre connaissance que nous avons décidé de déférer aussi à cette dernière demande. Nous vous prions, par conséquent, de formuler auprès du Gouvernement roumain toutes réserves de droit contre sa décision de suspendre le transfert des intérêts de la dette publique extérieure, mesure unilatérale qui est en contradiction avec les engagements assumés envers les porteurs suisses. Comme il ressort de votre rapport politique du 23 août⁴ que les Ministres de France et de Grande-Bretagne ont adressé des notes identiques au Gouvernement roumain, nous estimons qu'il serait indiqué que vous vous conformiez autant que possible, dans votre démarche, à ce qui a été fait par les représentants de ces deux pays.

1. *Décision prise par décret ministériel du 12 août 1933, entré en vigueur le 15 août.*

2. *Non reproduit.*

3. *Non reproduit.*

4. *Non reproduit. Cf. E 2300 Bukarest, Archiv-Nr. 5.*

326

E 7110 1/41

*Le Ministre de Suisse à Berlin, P. Dinichert,
au Directeur de la Division du Commerce
du Département de l'Economie publique, W. Stucki*

L

Erschwerung der Wirtschaftsbeziehungen.

Berlin, 4. September 1933

Gestützt auf Ihre Weisungen vom 4. August¹ hat die Gesandtschaft am 7. August dem Auswärtigen Amte, wie wir Ihnen tags darauf berichteten, eine Aufzeichnung² überreicht, die in erster Linie eine Beschwerde gegen die deutschen Zoll erhöhungen auf Baumwollgarne enthält und sodann alle diejenigen deutschen Massnahmen aufzählt, die in letzter Zeit zusammengekommen sind, um die Wirtschaftsbeziehungen mit der Schweiz zu erschweren, so das deutsche Transfermatorium³, die steigende Verwendung von Sperrmark für Zwecke der Exportfinanzierung, die anfechtbare Handhabung des Ausreisesichtvermerks⁴ und nicht zuletzt auch die Steuerfreiheit für Ersatzbeschaffungen auf dem Gebiete des Maschinenmarktes.

Das Auswärtige Amt hat nun in einer Verbalnote vom 28. August⁵, der eine eingehende Aufzeichnung beilag, auf die damalige Intervention der Gesandtschaft geantwortet. Ich lasse Ihnen diese Verbalnote nebst Aufzeichnung in zwei Abschriften zugehen und gestatte mir, noch dazu folgendes zu bemerken.

1. *Transfermatorium*. Das Auswärtige Amt hebt hervor, dass bei den mit dem Transfermatorium zusammenhängenden Massnahmen auf die Schweiz besondere Rücksicht genommen worden sei. Diese besondere Rücksicht besteht, wie auch aus den Berichten von Herrn Direktor Jöhr über seine Verhandlungen mit Herrn Schacht⁶ hervorgeht, in der Sonderbehandlung auf dem Gebiete der Rheinkraftwerke, der Goldhypotheken, des Versicherungswesens und, wie allerdings noch nicht abschliessend geklärt, der Verwertung der Scrips⁷.

2. *Sperrmark*. Die Verwertung von Sperrmark für deutsche Exportzwecke hat, wie Sie wissen, für die Schweiz auf gewissen Gebieten auch ihre Vorteile. Grosse Firmen der schweizerischen Exportindustrie sind daran interessiert, ihre Roh- und Halbstoffe, die sie aus Deutschland beziehen, mit Sperr- oder Registermark zu bezahlen. Die Gesandtschaft hat sich in allen Fällen, in denen solche Firmen ihre Vermittlung in Anspruch nehmen wollten, neutral verhalten und sich darauf beschränkt, die Verbindung mit dem Reichswirtschaftsministerium herzustellen. Durch die geplante Zentralisierung des Sperrmarkhandels bei der Golddiskont-

1. Non reproduit.

2. Non retrouvé.

3. Cf. n° 297.

4. Cf. nos 258 et 296.

5. Non reproduit.

6. Cf. nos 283 et 295.

7. Cf. n° 299, n. 5.

Bank wird die Möglichkeit geschaffen werden, die Zuteilung von Sperrmark nach Ländern und nach Produkten einheitlich zu reglementieren, z.B. in dem Sinne, dass für Exporte nach der Schweiz nur in ganz bestimmten Fällen Sperrmark zu Verfügung gestellt werden. Hinsichtlich der Verwertung der Scrips soll ja eine derartige Verständigung, wie aus den Berichten des Herrn Jöhr hervorgeht, bereits getroffen sein.

3. *Reiseverkehr.* Es kann nicht verkannt werden, dass sich die Reichsregierung Mühe gegeben hat, die Erschwerungen im Reiseverkehr, welche durch schikanöse Handhabung des Ausreisesichtvermerks eingetreten sind⁸, in letzter Zeit zu beheben. Allerdings haben diese Bemühungen zu spät eingesetzt oder zum mindesten so spät gewirkt, dass ein schöner Teil der Reisesaison darüber vergangen ist und der schweizerischen Hotellerie nicht wieder gut zu machender Schaden entstand.

/.../

8. Cf. n° 296 et annexe.

327

E 2001 (D) 1/98

*Le Ministre de Suisse à Berlin, P. Dinichert,
au Chef du Département politique, G. Motta*

L D/FK
Vertraulich

Berlin, 5. September 1933

Mit Ihrem Einverständnis¹ bin ich also der Einladung des Reichskanzlers zum Reichsparteitag der nationalsozialistischen deutschen Arbeiterpartei in Nürnberg vom ersten bis dritten September gefolgt. Wie ich aus den schweizerischen Zeitungen ersehe, findet diese Beteiligung in der Schweiz nicht allseitige Billigung² und hat sich der Zentralvorstand der freisinnig-demokratischen Partei sogar veranlasst gesehen, dazu sein Bedauern auszusprechen³.

Wie Sie sich erinnern, war die Einladung auf der Gesandtschaft eingegangen, unmittelbar bevor ich hierher aus der Schweiz zurückkehrte. Herr Legationsrat Fröhlicher hatte Ihnen die Angelegenheit sofort und in einer Weise unterbreitet, die durchaus meiner eigenen Auffassung entsprach. Auf die zustimmende Antwort des Departements, mit deren Ausführungen ich ebenfalls einig ging, nahm ich denn die

1. Lettre du Chef de la Division des Affaires étrangères du Département politique, M. de Stoutz, au Ministre de Suisse à Berlin, P. Dinichert du 21 août 1933, en réponse à une lettre du 18 août du Chargé d'affaires a.i. à Berlin, H. Fröhlicher (E 2001 (D) 1/98).

2. Le 31 août R. Baumann et sept autres signataires, parmi lesquels le conseiller d'Etat tessinois G. Canevascini et Ch. Schürch, délégué ouvrier suisse à la Conférence internationale du travail, protestent contre la présence du Ministre de Suisse à Nuremberg (E 2001 (D) 1/98). Le Conseil fédéral décide de laisser cette pétition sans réponse (E 1004 1/342 PVCF du 5 septembre 1933).

3. Le 3 septembre 1933.

Einladung an, nachdem ich zuvor noch, wie ich Ihnen am 23. August schrieb⁴, vom Protokoll die Auskunft erhalten hatte, dass an die dreissig Vertretungen die Einladung des Reichskanzlers bereits angenommen hätten⁵.

Ich gestehe, dass mir trotzdem die Sache nicht ganz lag, weil ich mich, wie übrigens einige meiner Kollegen, in eine Zwangslage versetzt fühlte. Je mehr ich mir's aber überlegte, desto mehr verstärkte sich bei mir der Eindruck, dass die getroffene Entscheidung uns auch mehr nützen als schaden würde. Bei der zunehmenden Schwierigkeit unserer Beziehungen zu Deutschland auf allen Gebieten erscheint es doch vorsichtig und zweckmäßig, alles zu vermeiden, was als eine unfreundliche oder unfreundschaftliche Einstellung gegenüber der Partei und dem System als solchem gedeutet werden könnte oder müsste⁵.

Das ist mir gerade zum starken Bewusstsein gekommen im Laufe der vorigen Woche, als die Grenzverletzung in Ramsen⁶ mich in intensive Bewegung setzte. Unter anderem weil in der Form meiner zugesagten Beteiligung in Nürnberg unsere sagen wir verständnisvolle Einstellung zum heutigen Deutschland bekundet worden war, konnte ich es leichter verantworten, eine Sprache zu führen, die zwischen den beiden Regierungen doch nicht alltäglich ist. Ich darf heute beifügen, dass ich am vorigen Donnerstag, als die letzten Widerstände gegen die augenblickliche Auslieferung Webers in kürzester Frist gebrochen werden mussten, den in Betracht kommenden Stellen des Auswärtigen Amtes zu zwei Malen erklärte, dass, wenn vor dem Abend der Anstand nicht geordnet sei, ich in letzter Stunde darauf verzichten müsste, am Freitag früh nach Nürnberg zu fahren, da ich die Gesandtschaft unter solchen Umständen zu verlassen nicht verantworten möchte. Sie sehen, in welchem Sinne ich in formaler Hinsicht gemachte Konzessionen glaubte und weiterhin glaube zu unsren Zwecken ausbeuten zu sollen.

Tatsächlich haben 29 Missionschefs die Nürnberger Tage mitgemacht. Es waren 31 angekündigt; die Vertreter Litauens und Rumäniens haben am Vorabend krankheitshalber abgesagt. Von den Teilnehmenden sind für uns von Interesse die Vertreter von Dänemark, Schweden, Norwegen, Finnland, Estland, Lettland, Italien, Irland, Ungarn, Griechenland, Bulgarien, der Türkei, Ägypten, Portugal, sodann Argentinien, Brasilien, Uruguay, Mexiko und China. Davon vertraten einige Monarchien und mehrere Staaten mit ausgesprochen demokratischen Einrichtungen. Dass Frankreich, Belgien, Polen, die Tschechoslowakei, wie auch Österreich nicht mitmachen wollten, versteht sich, war aber eher ein Grund für als gegen die Beteiligung der Schweiz. Auf der britischen Botschaft bestand anfänglich die Absicht, der Aufforderung Folge zu leisten⁷. Dass das schliesslich nicht der Fall war, dürfte

4. Non reproduit.

5. Remarque marginale de G. Motta: richtig!

6. Le 27 août 1933, quatre membres de la S.A. pénètrent en territoire suisse et s'emparent dans une habitation située à 100 mètres de la frontière d'un contrebandier tchèque nommé Weber. La Suisse exige la restitution du contrebandier, ce qui est fait, et une punition sévère des coupables. Sur cette affaire, comme sur les incidents de frontières de Augst-Wyhlen et de l'Otterbach, qui font l'objet d'un entretien à Genève le 26 septembre 1933 entre le Chef du Département politique, G. Motta, et les Ministres du Reich Goebbels et von Neurath cf. n° 336. Ultérieurement, Weber sera expulsé du territoire suisse.

7. Remarque marginale de G. Motta: richtig!

zurückzuführen sein einmal auf die Abwesenheit des neuen Botschafters, der nach vergeblichem langem Warten sein Beglaubigungsschreiben noch nicht überreichen konnte, sodann, wie ich vermuten möchte, auf einen diesfälligen Wunsch Frankreichs. Was Spanien und die Vereinigten Staaten anbelangt, so konnten ihre neuen Botschafter ihre Beglaubigungsschreiben erst am Vorabend Nürnbergs überreichen, was sie veranlasst haben mag, ihre Mission nicht in der gedachten Weise einzzuweihen. Der niederländische Gesandte endlich konnte der Teilnahme an der Nürnbergertagung aus dem Wege gehen, indem er sich, möglicherweise deswegen, beizeiten in Urlaub begab. Und dass unter den mitgegangenen Diplomaten sich acht zeitweilige Geschäftsträger befanden, ist einfach darauf zurückzuführen, dass um diese Jahreszeit eine Anzahl von Missionschefs noch in den Ferien sind. Das hätte leicht auch auf mich zutreffen können und dann wäre offenbar die Schweiz durch ihren Geschäftsträger vertreten gewesen.

In den drei Tagen hatten wir Missionschefs natürlich Gelegenheit, uns über das Thema der Regelmässigkeit und Zweckmässigkeit unserer Gegenwart in Nürnberg zu unterhalten. Die meisten von uns handelten natürlich mit Wissen und Zustimmung der vorgesetzten Behörde, und alle waren der Auffassung, dass unter den gegebenen Umständen die Beteiligung als das Richtige oder jedenfalls das Richtigere zu betrachten war.

Die Einladung war auf einen direkten, ausdrücklichen Wunsch des Reichskanzlers erfolgt. Der Führer der Partei ist heute in solcher Weise der Führer der Nation oder des Deutschen Reiches geworden, dass da in seiner Person eine Trennung machen zu wollen keiner Realität mehr entspräche. Man kann gerade nach der Nürnbergertagung den Deutschen schwerlich widersprechen, die behaupten, dass der Staat gewissermassen in der nationalsozialistischen Partei aufgegangen sei, m.a.W. dass nationalsozialistisch sich mit national kurzweg decke. Wie in Ihrem Schreiben vom 21. August⁸ treffend bemerkt, wird hinsichtlich der Zustände in Italien zwischen faschistisch und national seit langem kein Unterschied mehr gemacht. Ist man in Deutschland bereits so weit in Bezug auf den Nationalsozialismus? Man ist geneigt, diese Frage zu bejahen, nach dem, was man in Nürnberg sehen und hören konnte, ohne allerdings damit ein überzeugtes Urteil über die Dauer der dermalen bestehenden Zustände abgeben zu wollen.

Wenn auch den Nürnbergerlässen die Aufschrift «Reichsparteitag» gegeben worden ist, so hatten wir alle das Gefühl, einer in diesem Ausmaße wohl selten dagewesenen nationalen Veranstaltung beizuwohnen. Auch äusserlich trug sie dieses Gepräge. Die ganze Regierung war zugegen, obwohl bisher nicht bekannt geworden ist, dass sich ihre sämtlichen Mitglieder parteimässig zum Nationalsozialismus bekannt hätten. Um den ausländischen Vertretern für ihr Erscheinen zu danken, hat uns nicht nur der Reichskanzler in dem uns als Quartier dienenden Eisenbahnzug einen Besuch abgestattet, sondern auch der Minister des Auswärtigen, der keineswegs im Namen der Partei zu handeln und sprechen berufen ist.

Was mich persönlich am meisten gestossen hat, ist, dass wir als Vertreter unserer Regierungen und gerne gesehene Ehrengäste des Reichskanzlers seinen sich in

8. Non reproduit. Cf. n. 1.

raschestem Tempo folgenden grossen Reden und kürzeren Ansprachen in passiver Haltung lauschen mussten, obwohl darin zu viele unhaltbare sog. Grundsätze aufgestellt wurden über Rasse, Volk, Instinkt, Kunst und Vorsehung, wie er auch insbesondere die Demokratie ganz allgemein aufs Korn nahm und sie zum mindesten lächerlich zu machen suchte. Man könnte füglich sagen, dass, um solches mitanzuhören, er uns nicht hätte einzuladen brauchen. Aber wir werden, in nächster Zeit wenigstens, hier überhaupt nicht viel anderes zu hören bekommen, und der praktische Schluss, den ich daraus zu ziehen geneigt wäre, ist, dass auch wir uns gegenüber dieser Regierung nicht zu genieren brauchen. Ihre ganze Art ist so bestimmt, absolut, rücksichtslos und jede Erörterung ausschliessend, dass wir ihr einen Dienst leisten, wenn wir sie, wenigstens im internationalen Verkehr, zur sachlichen, aber harten Diskussion zwingen.

Die Auslassungen der nationalsozialistischen Führer in Nürnberg sind durch die Presse in reichstem Masse verbreitet worden und so auch Ihnen bekannt geworden. Es war aber dort nicht nur manches zu hören, sondern auch viel zu sehen. Unverkennbar war festzustellen die begeistertste Zustimmung eines ganzen Volkes; denn es sollen in den drei Tagen weit über eine Million Menschen in Nürnberg eingereist sein. Das hat den Kanzler veranlasst, den ausländischen Vertretern zu sagen, dass sie sicher den Eindruck empfangen haben werden, dass die nationalsozialistische Herrschaft in Deutschland nicht Zwang oder gar Tyrannie sei, sondern dass hier die Volksstimme zum innersten und tiefsten Ausdruck komme. Anderseits bot der Aufmarsch von beinahe zweihunderttausend gut uniformierten Leuten in strammster Haltung und Zucht ein überwältigendes Bild. Eine Abordnung der Abrüstungskonferenz hätte lehrreiche Eindrücke empfangen können. Fehlten nicht die Waffen, wäre uns das denkbar grossartigste militärische Schauspiel geboten worden. Dabei hat der Kanzler nicht versäumt, Deutschlands Friedenswillen mit Nachdruck erneut zu bestätigen.

Das Echo der Nürnbergtagung, das uns vom Auslande zurückkommt, zeigt in entscheidender Weise, dass sie dort nicht als Parteisache, sondern als nationale Kundgebung im weitesten Sinne angesehen wird und dass sie in der internationalen Politik der allernächsten Zeit noch eine Rolle spielen dürfte.

Diese letztere Feststellung erklärt und rechtfertigt schliesslich die Nürnbergerreise der hiesigen diplomatischen Vertreter, die dort für die Erfüllung ihrer Mission zweifelsohne nützliche Beobachtungen anstellen konnten.

*Le Directeur de la Division du Commerce du Département de l'Economie publique,
W. Stucki,
au Ministre de Suisse à Berlin, P. Dinichert*

Copie

L Vertraulich

*Erschwerung der
Wirtschaftsbeziehungen.*

Bern, 7. September 1933

Mit bestem Dank bestätigen wir Ihnen den Empfang Ihres Berichts vom 4. d.M.¹ und der darin erwähnten Beilagen. Wir beehren uns, dazu folgendes zu bemerken:

Wie Sie wissen, macht sich in den weitesten Kreisen der schweizerischen Oeffentlichkeit eine stark steigende Beunruhigung über unsere wirtschaftlichen und finanziellen Beziehungen zu Deutschland bemerkbar. Die Presse aller Schattierungen verlangt immer deutlicher ein energisches Vorgehen des Bundesrates, und die bei uns einlaufenden Klagen der Industrie, des Handels, der Hotellerie, aber auch zahlreicher nicht durch die Grossbanken vertretener Gläubiger werden immer lebhafter.

Am 30. August hat nun in Bern eine Konferenz² zwischen einer Delegation des Bundesrates und der Nationalbank sowie den Herren Prof. Laur und Dr. Wetter stattgefunden. Sie kam einmütig zum Schlusse, dass in der Tat unsere Wirtschaftsbeziehungen zu Deutschland unhaltbar geworden sind, und dass ein energisches Vorgehen sich aufdränge. Die Meinungen darüber, ob man vor Beginn neuer Besprechungen Zwangsmassnahmen namentlich auf finanziellem Gebiet ergreifen solle, oder ob man eine Besserung der Verhältnisse nochmals auf dem Verhandlungswege zu versuchen habe, waren geteilt. Der Bundesrat hat in seiner Sitzung vom letzten Freitag³ beschlossen, nochmals, ein letztes Mal, den Versuch zu machen, die verschiedenen wichtigen Probleme auf dem Verhandlungswege zu regeln. Entsprechend einem noch von Herrn Minister Müller⁴ und dem Herrn Bundespräsidenten in Aussicht genommenen Vorgehen beschloss der Bundesrat, es sollte der Unterzeichnete so rasch als möglich in Berlin mit dem deutschen Reichswirtschaftsminister die bestehenden Zustände und Schwierigkeiten einlässlich besprechen, ähnlich wie dies in London mit seinem Vorgänger, Dr. Hugenberg, geschehen war⁵. Es handelt sich dabei noch nicht um die Aufnahme eigentlicher Verhandlungen, sondern darum, wenn möglich für diese eine für uns annehmbare Grundlage zu

1. *Non reproduit.*

2. *Cf. procès-verbal (manuscrit) de cette conférence in E 2001 (C) 3/147. Le Conseil fédéral était représenté par Schulthess, Motta, Musy et Häberlin.*

3. *Dans le procès-verbal de la séance du Conseil fédéral du vendredi 1er septembre il n'est pas fait mention de cette décision.*

4. *Depuis le 5 septembre 1933 E. von Weizsäcker avait remplacé le Ministre Müller à la tête de la Légation d'Allemagne à Berne.*

5. *L'entrevue de Stucki avec Hugenberg et Schacht avait eu lieu au début du mois de juin. Cf. PVCF du 19 juin 1933 (E 1004 1/340).*

schaffen. Gelingt dies, so würden dann die eigentlichen Verhandlungen aufgenommen. Sollte sich dagegen die deutsche Regierung nicht zu grundsätzlichen Zugeständnissen herbei lassen, die sich sowohl auf den Warenverkehr wie auf den Verkehr der Personen und Kapitalien beziehen müssten, so wäre dem Bundesrat Bericht zu erstatten, worauf die Entscheidung über die von ihm zu ergreifenden Zwangsmassnahmen getroffen werden müsste.

Es war mit der Deutschen Gesandtschaft vereinbart worden, dass diese Besprechungen mit Reichswirtschaftsminister Schmitt heute, den 7. d.M., in Berlin beginnen sollten. Infolge Unmöglichkeit des Unterzeichneten musste dessen Abreise um einige Tage verschoben werden und ist nun auf Sonntag Abend festgesetzt. Das Reichswirtschaftsministerium wird durch die Gesandtschaft oder direkt ins Hotel Esplanade berichten, wann und wo am Montag Nachmittag die erste Besprechung stattfinden soll.

[...]

329

E 2001 (C) 3/147

*Le Ministre de Suisse à Berlin, P. Dinichert,
au Chef du Département politique, G. Motta¹*

L Confidentiel

Berlin, 8 septembre 1933

Dans de précédentes circonstances déjà et, en dernier lieu, par sa lettre du 15 août², le Département m'avait demandé de le tenir au courant de ce que nous pourrions apprendre des résultats de pourparlers menés ici par des négociateurs suisses, officiels ou officieux, sans que la Légation y fût directement mêlée. Nous nous sommes, dans de tels cas, appliqués à nous et vous renseigner de notre mieux, avec d'autant plus de zèle et d'attention que c'est dans l'intérêt évident de la mission à accomplir par la Légation qu'elle se trouve éclairée au sujet de tout ce qui se passe entre les deux pays. Je ne soulève pas ici la question de savoir – dont *sic!* j'ai dû vous entretenir cet été – si l'intérêt général ne commande pas que la Légation participe à telle négociation d'importance pour le présent et l'avenir.

C'est, dans ces conditions, que je me suis tenu, depuis mon retour ici, en rapport aussi étroit que possible avec M. Jöhr, du Crédit Suisse, d'abord, puis avec M. König, de la Lebensversicherungs- et Rentenanstalt, qui séjourne à Berlin en ce moment-ci. Vous connaissez sans doute la tâche de l'un et de l'autre, chargés de préciser et régler définitivement un certain nombre de points que soulève le moratoire des transferts allemand.

1. *Annotation de Motta dans la marge:* Les points de vue développés dans cette lettre se rapprochent beaucoup de ceux que j'ai soutenus moi-même dans la conférence qui s'était récemment /le 30 août. Cf. procès-verbal de la conférence, non reproduit/ dans la salle verte du C. des Etats. 12.9.33.

2. Non reproduit.

Je n'entre pas dans les détails de leur mission plus ou moins commune, d'une part, parce qu'elle concerne plutôt des arrangements de nature technique, d'autre part, parce que tous deux m'ont dit qu'ils renseigneraient directement et mieux que je ne saurais le faire les instances fédérales que cela concerne plus spécialement³.

Ce que je retiens d'essentiel des déclarations de ces deux messieurs c'est que nos avis concordent en ce qu'un règlement réellement satisfaisant des points à discuter par eux pourrait impliquer un règlement d'ensemble acceptable quant aux conséquences du moratoire. On peut, bien entendu, être encore d'avis divergent à cet égard. Mais, si nous parvenons, en fin de compte, à sauver disons le 85 % environ des paiements touchés par le moratoire, le sacrifice du reste ne semble guère justifier des mesures de rétorsion à prendre au sujet et à l'égard du moratoire même, comme le serait, par exemple, le «clearing» à imposer à l'Allemagne et dont on a tant parlé. Je reconnais sans autre que l'idée du «clearing» devait nécessairement se présenter à l'esprit en présence d'une situation économique où nous n'aurions plus grand'chose à perdre. Il y aurait, par contre, à perdre et peut-être beaucoup à perdre si nous écartions, sans motif déterminant, les arrangements financiers déjà pris et à compléter encore par les négociations en cours. Que, pendant que celles-ci se poursuivent ici, on continue à jeter l'alarme en Suisse et à menacer de mesures visant précisément le moratoire ne me paraît pas une tactique sans autre compréhensible. Ou bien on souhaite et escompte encore l'aboutissement des négociations qui se poursuivent par des personnalités vraiment compétentes et on s'impose dans les menaces la réserve désirable, ou bien on ne tient ou ne croit pas à une entente et qu'alors on renonce à poursuivre des pourparlers dont on pourrait dire, le cas échéant, qu'ils ont assez duré.

Je connais suffisamment les difficultés que rencontre, en particulier, notre exportation vers l'Allemagne et celles que la concurrence allemande nous crée dans des pays tiers pour comprendre toutes les préoccupations qu'elles inspirent à notre économie nationale. Mais il ne semble point indispensable de compromettre, tant qu'une chance d'accord subsiste, les arrangements financiers peut-être possibles en provoquant vraisemblablement du même coup une lutte générale dans l'ordre économique avec l'Allemagne. On est, certes, mieux en mesure en Suisse d'en apprécier toutes les conséquences. Elles me paraissent, à moi, si étendues que de chercher à les limiter et les endiguer, non à tout prix, mais s'il reste une possibilité, est encore un devoir de l'heure présente.

Si, dans le domaine des relations commerciales proprement dites, de nouveaux arrangements immédiats ou, à leur défaut, des mesures de réciprocité devaient s'imposer, on ne voit pas pourquoi il faudrait absolument y lier des mesures inspirées par le moratoire. Il serait désirable sans doute de pouvoir compenser le déchet des paiements par quelques importations d'Allemagne en Suisse, d'entente avec le gouvernement allemand. A défaut d'une telle entente, il ne sera pas encore nécessaire, espérons-le, d'agir selon le principe du tout ou rien. Le règlement de la situation découlant du moratoire des transferts est – je garde, à cet égard, mon opinion précédem-

3. Cf. les rapports rédigés par König sur ses négociations à Berlin, datés du 6 au 13 septembre (E 7110 1/45).

ment exprimée – trop délicat pour se faire sans l'assentiment ni de l'Allemagne ni des autres pays créanciers, à moins d'une nécessité absolue.

Il était de mon devoir de vous soumettre ces quelques réflexions au moment où des pourparlers plus étendus vont probablement s'engager. Elles ne sont pas nouvelles de ma part; mais je les vois partagées par des personnes dont la compétence ne saurait être mise en doute.

330

E 1004 1/342

CONSEIL FÉDÉRAL
Procès-verbal de la séance du 8 septembre 1933¹

1389. Interdiction de la «Nouvelle Gazette de Zurich» en Allemagne.

Verbal.

M. le *chef du département politique* annonce qu'il a été informé par notre ministre à Berlin de l'interdiction dont est frappée pour 15 jours la «Nouvelle Gazette de Zurich» en raison d'un article paru le 30 août dans ce journal sous le titre «Süddeutsche Eindrücke». Le nombre des journaux suisses interdits en Allemagne est actuellement de 17, mais ce sont des feuilles communistes ou socialistes en faveur desquelles il n'est pas possible d'intervenir, vu le caractère injurieux des articles qu'elles publient sur le régime hitlérien. Le cas de la «National Zeitung», interdite également pour 15 jours, est différent, bien que ce journal ait témoigné aussi d'une certaine vivacité dans ses appréciations, et M. Dinichert a fait une démarche en sa faveur, mais sans succès². Quant à la «Nouvelle Gazette de Zurich», la mesure qui l'atteint ne saurait se justifier par des violences de langage, l'article en question ne dépassant pas les limites d'une critique objective. Mais il faut reconnaître qu'en raison de la volonté de contrôler l'opinion qui se manifeste sous le régime hitlérien, tout journal allemand qui aurait publié pareil article aurait été certainement interdit. Peut-on, dans ces conditions, intervenir auprès du gouvernement allemand? De divers côtés, le département a été sollicité de recourir à des représailles en interdisant tel grand journal allemand, mais M. Motta s'y est refusé, dans la conviction qu'une telle mesure ne servirait pas les intérêts des journaux suisses et pour ne pas aigrir les rapports entre les deux pays qui, pour d'autres motifs, risquent de se tendre dans un avenir prochain.

Le chef du département politique prie ses collègues de lui donner leur avis. Il estime que M. Dinichert devrait demander à M. Neurath³ une audience pour lui expli-

1. Absents: Musy et Schulthess.

2. Lettre confidentielle du Ministre de Suisse à Berlin au Chef du Département politique, le 31 août 1933 (E 2001 (C) 4/132).

3. Ministre des Affaires étrangères du Reich.

quer que des mesures comme celle qui frappe la «Nouvelle Gazette de Zurich» excitent notre opinion et sont de nature à troubler les bonnes relations entre les deux pays. Ces mesures devraient donc être évitées.

M. le *chef du département de l'intérieur* admet que l'on ne doit pas, pour une question de journaux, troubler les rapports entre les deux pays. Mais nous devons songer à l'intérêt national qui nous commande de maintenir le contact avec nos ressortissants établis en Allemagne. Or aucun moyen n'est plus efficace à cet égard que la lecture des journaux du pays. L'Allemagne a, pour les mêmes raisons, un grand intérêt à ce que ses nationaux établis en Suisse puissent lire de la prose hitlérienne. En outre, sans mettre ce motif au premier plan, nous avons un intérêt à faire rayonner nos idées au dehors. Par ces motifs, il ne paraît pas indiqué d'observer une attitude passive à l'égard de l'interdiction dont est frappé le journal zurichois.

M. le *chef du département de justice et police* partage l'opinion qui vient d'être exprimée au sujet du contact avec nos ressortissants en Allemagne. Mais le souci de ce contact est-il suffisant pour justifier des représailles? Ne nous reprocherait-on pas, si nous entrions dans cette voie, de contester au gouvernement allemand le droit de contrôler la presse étrangère au moment où nous prétendons nous réserver ce droit à l'égard du journaliste Dell⁴? Il y a là une question de principe qui doit nous faire réfléchir. D'autre part nous aurons, en tout état de cause, à sévir contre les menées d'associations nationales-socialistes existantes et celles de sociétés d'étudiants en formation qui exercent une pression sur les autres étudiants allemands de nos universités. Or, en usant de représailles dans le domaine de la presse, nous affaiblirions notre situation à l'égard de ces groupements. Il suffira, pour le moment, de faire remarquer au nouveau ministre d'Allemagne⁵ que les interdictions de journaux suisses, loin de rallier notre presse au nouveau régime, ne peuvent qu'accentuer son hostilité.

M. le *vice-président*⁶ estime également que des représailles ne sont pas indiquées. Il faut agir avec la plus grande prudence, car, le jour où le Conseil fédéral prendrait publiquement fait et cause pour la «Nouvelle Gazette de Zurich», il créerait un dangereux précédent. M. Pilet-Golaz profitera d'une audience que lui a demandée M. de Weizsäcker pour exposer au nouveau ministre l'opinion développée par le chef du département de justice et police.

M. le *chef du département militaire* se prononce également contre des représailles.

Par ces motifs le conseil charge le département politique d'inviter M. Dinichert à exposer au gouvernement allemand que des mesures telles que l'interdiction de la «Nouvelle Gazette de Zurich» ne sont pas de nature à faciliter les rapports entre les deux pays et à lui signaler l'intérêt que l'Allemagne comme la Suisse ont à ce que les nationaux établis sur le territoire de l'autre Etat restent, par la presse, en contact avec la mère-patrie.

4. Correspondant à Genève du *Manchester Guardian*. A la suite des événements du 9 novembre 1932 et d'une question écrite du Conseiller national J. Duft, le Conseil fédéral adresse à ce journaliste un avertissement (E 1004 1/342, PVCF du 5 septembre 1933).

5. E. v. Weizsäcker.

6. M. Pilet-Golaz, Chef du Département des Postes et Chemins de fer.

331

E 2, Archiv-Nr. 1731

Notice¹

Affaire des zones

Objectifs de la conférence du 11 septembre 1933

No DM

Berne, 9 septembre 1933

La conférence réunie à Berne le 15 juin 1933 a examiné un avant-projet de convention franco-suisse relative aux importations des zones en Suisse établi par le Département politique². Les grandes lignes de ce projet peuvent, semble-t-il, être considérées comme ayant été acceptées. Sur les détails, en revanche, ainsi que sur la nature et l'étendue des concessions qui pourraient être faites en cours de négociation, une étude plus approfondie devra encore être accomplie en temps et lieu. Elle ne peut être menée à chef tant que le Conseil fédéral ne sera pas au clair sur l'emplacement exact du cordon douanier français, la nature et le rôle du cordon fiscal à la frontière suisse et les désiderata de la France. Ce n'est donc pas sur la base de cet avant-projet qu'il importe aujourd'hui de poursuivre la discussion.

Il convient, en revanche, de bien se pénétrer de ce que la négociation qui va s'ouvrir³ ne sera pas une négociation ordinaire, dans laquelle les délégations en présence ont à choisir entre un accommodement ou une rupture. C'est précisément pour éviter la possibilité d'une rupture que le Conseil fédéral a accepté que l'alternative ordinaire soit remplacée par l'alternative entre des solutions librement consenties ou des solutions imposées par des experts⁴. Il en découle:

1⁰ que les débats garderont l'allure de négociations, mais que les déclarations de chaque délégué devront être conçues dès le début, non dans un esprit de marchandage, mais dans un esprit de plaidoirie;

2⁰ qu'il serait vain, de la part du Conseil fédéral, de donner à la délégation suisse⁵ des instructions impératives ou de fixer d'avance des concessions maxima;

3⁰ que, par contre, tout ce qui pourra contribuer à convaincre les experts que telle ou telle proposition est raisonnable et équitable revêt une importance qui peut être décisive,

de sorte que les questions de tactique doivent jouer, dans la préparation des négociations, un rôle de premier plan.

Or, par échange de lettres des 18/19 juillet entre le Chef du Département politique et l'Ambassadeur de France à Berne⁶, puis au cours des conversations qui ont

1. D'après le code du Département politique ce texte a été rédigé par P. Bonna, conseiller de légation.

2. Non reproduit.

3. A Territet, le 9 octobre 1933.

4. Sir John Baldwin, J. López Oliván et B.O. Undén.

5. P. Comte, Inspecteur général des douanes, président, P.E. Martin, Archiviste d'Etat et professeur, E. Péquignot, Secrétaire du Département de l'Economie publique, A. Borel, Vice-directeur de l'Union suisse des paysans, membres.

6. Non reproduit.

eu lieu à l'occasion de la désignation des experts impartiaux, il a été établi que la France ne répondrait pas par écrit aux questions qui lui ont été posées au sujet:

- a) de l'emplacement exact du cordon douanier français,
- b) de la nature et du rôle du cordon fiscal à la frontière suisse.

Il a été convenu, en revanche, que ces questions, dont la solution est indispensable pour déterminer l'étendue de l'obligation de la Suisse à l'égard des zones, seront examinées, en présence des experts impartiaux, à l'ouverture des prochaines négociations franco-suisses.

On peut se demander si, du côté français, on a mesuré toute la portée de l'accord intervenu à ce sujet: En effet, s'il est, à certains égards, fâcheux que l'absence de précisions sur la façon dont la France exécutera l'arrêt de la Cour⁷ empêche le Conseil fédéral de se prononcer à l'avance sur les facilités qui devront être accordées pour l'importation des produits des zones, il est, en revanche, extrêmement avantageux pour la Suisse que nos délégués, au lieu d'avoir à fournir au début des négociations un projet de règlement que la délégation française pourrait battre en brèche devant les experts, aient, au contraire, à demander à la délégation française de s'expliquer d'abord sur les intentions du Gouvernement français et les besoins des populations zoniennes. Il importe d'examiner de quelle façon il est possible de tirer le plus grand parti de cet avantage tactique.

M. Logoz⁸ sera sans doute en mesure de fournir des indications utiles à cet égard en indiquant de quelle façon il envisage l'évolution du débat devant les experts.

Il importe, d'autre part, que la délégation suisse soit au clair sur l'étendue exacte de la compétence des experts. Il semble, à première vue, que ceux-ci n'ont aucune compétence pour se prononcer sur l'emplacement du cordon douanier français, sur la question de la taxe à l'importation, sur la question de l'application par le cordon fiscal de prohibitions d'importation, etc., et qu'ils ne peuvent se prononcer que sur «l'importation de marchandises en franchise ou à droits réduits à travers la ligne des douanes fédérales». Mais, pour déterminer les facilités que la Suisse doit donner aux zones en contre-partie des avantages qu'elle retire du recul du cordon douanier français, ils se trouveront forcément, à mon avis, amenés à déterminer l'étendue de ces avantages, qui variera selon que la France appliquera correctement ou non l'arrêt rendu par la Cour. Sur cette question aussi importante que délicate, il serait utile d'avoir l'avis de MM. Logoz⁸ et Burckhardt⁹.

/.../

De l'ensemble de la discussion, il sera possible de déterminer quelles sont les instructions à la délégation suisse à soumettre au Conseil fédéral. Il semble que ces instructions devraient être aussi simples que possible, aussi bien pour éviter des discussions superflues que pour ne pas mettre d'entraves à l'action des délégués, au patriotisme et à la clairvoyance desquels on peut faire confiance.

/.../¹⁰

7. Du 7 juin 1932. Cf. n° 160, n. 4.

8. Agent de la Confédération dans l'affaire des zones.

9. Expert juridique dans l'affaire des zones.

10. Le texte examine ensuite la répartition des tâches au sein de la délégation helvétique.

332

E 2001 (C) 4/41

*Le Ministre de Suisse à Istanbul, H.F. Martin,
au Chef du Département politique, G. Motta*

L

Ankara, 11 septembre 1933

J'ai l'honneur de vous accuser réception de votre lettre du 6 de ce mois¹, par laquelle vous m'informez que le Consul d'Egypte à Genève avait appris vos intentions et qu'il en aurait fait part à Shamsy Pacha². Comme vous, je regrette qu'une indiscretion ait été commise, et qu'une parole sans doute anodine et jetée dans le vent, ait retenu l'attention du vigilant Consul d'Egypte de Genève. Evidemment, il est impossible de remonter à la source. Cette indiscretion me frappe d'autant plus que, lorsque vos premières instructions de fin mai³ me sont parvenues, j'avais soigneusement évité, comme jusqu'à ce jour du reste, de faire la moindre allusion à ma mission à mon collègue égyptien, et même d'entrer en correspondance avec aucun des amis que j'ai au Caire ou à Alexandrie. Cependant, tout bien considéré, je ne crois pas qu'il y a lieu de s'alarmer outre mesure de ce que cette nouvelle ait été éventée en Suisse, car rien n'est changé au fond du problème. Je persiste à croire qu'il y aurait intérêt à vous en tenir à votre lettre du 26 juin⁴, et à donner à ma mission un caractère général sous la forme d'une démarche de courtoisie auprès du Roi et de son Gouvernement, de façon à me permettre de démentir éventuellement (à condition que M. Trembley ait, depuis le premier jour, tenu le secret le plus absolu vis-à-vis de quiconque), votre intention de négocier.

Le problème est en effet très compliqué car mon frère William⁵ qui, en revenant de Chine, s'est arrêté deux jours à Alexandrie, et m'a fait visite à Istanbul m'a dit que le caractère nationaliste du Ministère n'avait pas changé, et que la colonie suisse tenait mordicus aux priviléges capitulaires. Il faut donc s'attendre, si vous deviez faire une concession dans l'intérêt de notre industrie, à ce que j'aie la colonie contre moi. A moins que la constellation politique ne change, et j'ai l'impression que le retrait de Sidky Pacha⁶ ne la modifierait pas forcément, je ne crois guère que nous trouverons au Caire une mentalité comme l'était celle d'avant 1924. Partout le régime capitule

1. Non reproduit.

2. C'est le président de la Commission commerciale suisse en Egypte, E. Trembley, qui en avait informé le Département politique, dans une lettre du 2 septembre 1933:
/.../

Ayant, par hasard, rencontré hier à Genève, Son Excellence Shamsy Pacha, celui-ci, à ma surprise, m'a dit que le Consul d'Egypte à Genève lui avait déclaré que s'étant rendu récemment à Berne pour affaires concernant le consulat, il y avait appris qu'il avait été décidé d'envoyer au Caire Monsieur le Ministre Martin afin d'y reprendre les négociations. Le Gouvernement égyptien sera donc mis ainsi au courant dès maintenant (E 2001 (C) 4/41).

3. Lettre de Motta au Ministre Martin du 29 mai 1933 (E 2001 (C) 4/41). Cf aussi n° 273.

4. Non reproduit.

5. Rédacteur au Journal de Genève.

6. Chef du Gouvernement égyptien, Ministre de l'Intérieur et des Finances.

laire, devant le réveil du nationalisme des pays orientaux pâlit à l'horizon, et le jour viendra certainement où il faudra y renoncer même en Extrême-Orient⁷, comme cela a été le cas au Japon, en Turquie et en Perse. Malgré sa réserve pénale, la délégation de pouvoir contenue dans le traité germano-égyptien⁸ n'est certes pas à dédaigner. L'heure actuelle est si grave au point de vue de la vente de nos produits à l'étranger, que l'argumentation du Vorort⁹, selon laquelle la réserve du traité est restée plus théorique que pratique, mérite également une sérieuse attention. Il va sans dire que ces remarques ne sont que personnelles et inspirées uniquement par l'inquiétude que me causent les soucis de notre commerce d'exportation. Il est bien entendu que tout devra être tenté au début pour obtenir un arrangement sans réserve pénale. Mais, si nous devions continuer à nous trouver devant un mur infranchissable et imperforable il faudra se décider à prendre malgré tout un pied officiel en Egypte, mesure qui a, à mes yeux, déjà trop tardé. Partout on voit l'Allemagne procéder à tout prix à une pénétration économique intense, abandonnant ci et là un privilège théorique pour courir au résultat pratique, en laissant à sa diplomatie le soin de régler un cas difficile qui aurait pu surgir à droite ou à gauche.

Toutes vos instructions me prouvent le prix que vous attachez au maintien intégral des priviléges capitulaires, que je tenterai naturellement d'obtenir dans des conditions hérissées de difficultés.

Dans votre proposition au Conseil Fédéral du 27 février 1928¹⁰ concernant une convention d'établissement et de commerce entre la Suisse et la Perse, je lis que la Suisse a été la première de tous les pays à proposer à la Perse la conclusion d'un accord faisant abstraction du régime capitulaire. Si par hasard le Gouvernement Egyptien, averti de l'arrivée de M. Brunner¹¹ à Téhéran par la Légation d'Egypte dans cette ville, venait à me poser une question sur votre attitude vis-à-vis de ce régime en Perse, il me serait très précieux de pouvoir lui expliquer nos raisons, qui paraissent divergentes en ce qui concerne ces deux pays. Cette question, que le Roi bien informé pourrait me poser à brûle-pourpoint, doit en tout cas être préparée à l'avance, pour ne pas m'exposer à une réponse non fortement étayée, comme elle le sera quand j'aurai reçu vos éclaircissements. Il n'est pas impossible en effet que M. Brunner soit quelque peu surveillé ou, disons-le franchement, même espionné à Téhéran, et il est d'autre part probable que le Ministre d'Egypte aura peut-être une accointance ou l'autre au Ministère de Téhéran. Il est même certain qu'un jour ou l'autre l'accord final que concluera M. Brunner sera connu au Caire, de sorte que le point que je me permets, en toute confiance, de soulever ici, doit être, avant mon départ en Egypte, étudié de très près, afin que ma réponse à la question, hypothétique il est vrai mais non point impossible que je soulève, puisse être faite dans le cadre strict de vos instructions. Quoi qu'il en soit, je serai prêt, probablement vers fin no-

7. Cf. notamment, à ce propos, les documents traitant du problème de l'extritorialité en Chine publiés dans le présent volume, surtout le n° 194.

8. Cf. n° 149.

9. Cf. annexe au n° 273.

10. Cf. DDS, vol. 9, n° 374.

11. A. Brunner, conseiller de légation à Istanbul, envoyé en mission spéciale à Téhéran par le Conseil fédéral en octobre 1933.

vembre, à partir pour l'Egypte, lorsque j'aurai pu conclure avec le Gouvernement Turc un arrangement commercial¹² que le Département de l'Economie Publique considère, avec raison, urgent, et lorsque M. de Bavier se sera suffisamment initié pour assumer en mon absence la gérance de mon poste.

12. Signé à Ankara le 4 décembre 1933. Cf. n° 369.

333

E 2001 (C) 4/132

*Le Ministre de Suisse à Berlin, P. Dinichert,
au Chef du Département politique, G. Motta¹*

L Vertraulich

Berlin, 12. September 1933

Wie Ihnen bereits angekündigt, bin ich gestern abend zwischen 6 und 7 Uhr vom Reichsaussenminister² empfangen worden. Nachdem ich ihm dafür gedankt hatte, dass er sich noch am Tage meines Begehrens um eine Audienz mir zur Verfügung stelle, teilte ich ihm mit, dass ich den Auftrag erhalten habe, wegen der Zeitungsverbote gegen schweizerische Zeitungen, vornehmlich der Neuen Zürcher Zeitung, bei ihm in eindringlicher, aber ebenso freundschaftlicher Weise vorstellig zu werden³. Der Bundesrat betrachte in der Tat diese jüngsten Massnahmen als eine sehr bedauerliche Belastung für unsere gegenseitigen Beziehungen, die wahrlich neuer Erschwerungen nicht bedürften. Und wenn auch der Bundesrat vorderhand von Gegenseitigkeitsmassnahmen Abstand nehmen wolle, so könne er sich nicht verhehlen, wie das schon aus verschiedenen Kundgebungen nicht nur in der Presse, sondern aus weitesten schweizerischen Kreisen hervorgehe, dass bei der Fortsetzung dieser Politik gegen die Schweizerpresse, sich ihm, dem Bundesrat, Abwehrmassnahmen aufdrängen müssten.

Freiherr von Neurath unterbrach mich hier, um mir zu eröffnen, dass er sich der Sache bereits angenommen habe und sich im Hinblick auf meinen Besuch eingehenden Vortrag habe erstatten lassen. Er könne mir insbesondere folgendes mitteilen:

1. Das Verbot der National-Zeitung sei mit dem gestrigen Tage abgelaufen und er habe verlangt, dass ihr keine weiteren Schwierigkeiten gemacht werden. Das will offenbar heissen, dass etwa von einer Verlängerung des Verbots nach der vierzehntägigen «Bewährungsfrist» Umgang genommen werde. Dazu ist ferner zu bemerken, dass mir gestern früh von Basel gemeldet wurde, man verweigere dort an der Aufgabestelle des Badischen Bahnhofs die Annahme von Sendungen der National-

1. Remarque marginale de G. Motta: Herr Dinichert hat seine Sache sehr gut gemacht. Herr von Neurath hat sicher die besten Absichten, die werden nun sehen ... 13.9.33.

2. C. von Neurath.

3. Cf. n° 330.

Zeitung nach Deutschland. Auf unsere sofortige Vorstellung bei der Presseabteilung im Auswärtigen Amte hat uns diese ihre Unterstützung zugesagt. Auch davon wird der Minister gehört haben.

2. Die Zürcher Volkszeitung sei bis auf weiteres verboten worden wegen heftiger Angriffe auf die Person von Mitgliedern der Reichsregierung. Ganz persönliche Anfeindungen könnten nicht geduldet werden, und wenn sie von seiten der Zürcher Volkszeitung unterblieben, so würden auch ihr keine weitern Schwierigkeiten gemacht werden. Da wir diese Zeitung nicht erhalten und uns auch keine Ausschnitte aus derselben zugestellt worden sind, so war ich nicht in der Lage, mich zu den Vorwürfen, die der Zürcher Volkszeitung gemacht werden, zu äussern.

3. Was die Neue Zürcher Zeitung betrifft, so bestätigte der Aussenminister, dass man insbesondere in der letzten Zeit ihren gemässigten, sachlichen Ton mit Genugtuung vermerkt habe, umso mehr als man ihre verhältnismässig grosse Verbreitung in Deutschland kenne. Aber gerade deswegen hätten dann vereinzelte, sehr kritische Artikel bei gewissen Stellen besondern Anstoss erregt. Man habe ihm namentlich den «Süddeutsche Eindrücke» betitelten Aufsatz genannt; er habe diesen zwar selbst nicht gelesen, da er ihm nicht habe verschafft werden können. Da ich die betreffende Nummer der N.Z.Z. bei mir trug, so durchgingen wir den Artikel rasch miteinander. Herr von Neurath meinte, diese «Eindrücke» seien in der Tat nicht sonderlich freundlich und wohl geeignet, in gewissen deutschen Kreisen arg zu missfallen. Aber, so wie er die Verhältnisse in Süddeutschland, namentlich in seinem Württemberg kenne, halte er es für durchaus nicht ausgeschlossen, dass so ein bescheidener Bürgermeister sich habe dahin vernehmen lassen, dass man die Gemeindebehörden jetzt «im Drecke stecken lasse». Bestimmt wisse er nur, dass die «innern Stellen» sehr unzufrieden seien und an dem vierzehntägigen Verbote jedenfalls festhalten werden. Er hoffe aber zuversichtlich, dass es damit sein Bewenden haben werde.

Da die sog. innern Stellen solcherweise in den Vordergrund geschoben wurden, so glaubte ich nun diese schärfer aufs Korn nehmen zu dürfen.

Ich setzte dem Aussenminister auseinander, dass er mir zugeben und uns zugute halten werde, dass wir uns in Beschwerden gegen die deutsche Presse bisher die grösste Zurückhaltung auferlegt hätten, ja dass wir, abgesehen von einigen besonders gearteten Fällen, die wir mit seiner Presseabteilung besprochen haben, von Vorstellungen überhaupt Umgang genommen hätten. Und doch sei in der offiziellen Parteipresse, nicht zuletzt in den verschiedenen «Beobachtern» unter ausdrücklichem Hinweis auf die Schweiz allerlei zu lesen gewesen über das grössere Deutschland, seine noch nicht feststehenden Grenzen, die unerlösten Brüder, dem Rückwege zum Reich, dem feigen, krankhaften Liberalismus, der faulen Demokratie, u.a.m. Wir hätten uns allerdings keineswegs aufgeregt und nicht in den Fehler verfallen wollen, verdrehte und unwahre Unterstellungen etwa ernst zu nehmen. – Da haben Sie auch ganz recht gehabt, solchen Unsinn nicht zu beachten, meinte Herr von Neurath.

Ich erwiderete, unser Verhalten berechtige aber die innern Stellen keineswegs, die nicht imstande oder willens gewesen sind, uns von derartigen Zudringlichkeiten und Schmähungen zu verschonen, nun mit der primitiven Waffe des Verbots zu fechten jedesmal, wenn bei im allgemeinen sachlich gehaltenen und als solche anerkannten

Betrachtungen unserer Presse gelegentlich ein herberes Wort oder ein schärferer Satz mitläuft. Es müsse doch zugegeben werden, dass wir da mindestens soviel Anlass hätten, einzugreifen als auf deutscher Seite. Denn wenn auch unsere Zeitungen in Deutschland einen gewissen Einbruch in das heutige System der strengen Pressezensur bedeuteten, so komme doch jenen bedenklichen Auslassungen der hochparteilichen deutschen Zeitungen insofern eine besondere Bedeutung zu, als sie eben mit Duldung und stillschweigender Zustimmung, um nicht mehr zu sagen, der zuständigen innern Stellen erscheinen und verbreitet werden. Dies dürfte letzteren bei diesem Anlass unverhohlen zum Bewusstsein gebracht werden.

Ich erwähnte noch, aber ohne besondern Nachdruck, dass andere auswärtige Zeitungen von Bedeutung, wie z.B. der Pariser «*Temps*» oder die Londoner «*Times*,» nicht verboten worden seien, trotzdem darin noch ganz anderes zu lesen steht als etwa in der Neuen Zürcher Zeitung. Wirstellten aber gemeinsam fest, dass man es hier eben von jenen ausländischen Zeitungen kaum anders erwarte.

Ich glaubte auch, das Argument nicht besonders betonen zu sollen, dass die fremde Kolonie, in unserm Falle die Schweizer in Deutschland einen eigentlichen Anspruch darauf hätten, die Zeitungen aus der Heimat ungehindert zu empfangen. Darüber liesse sich wohl streiten, und im übrigen würde sich der Einwand mit 3½ Mal mehr Kraft gegen uns wenden am Tage, wo in der Schweiz ein Verbot gegen deutsche Presseerzeugnisse ernstlich in Frage käme⁴.

Ich glaube sagen zu dürfen, dass meine Ausführungen ihren Zweck nicht ganz verfehlten. Nicht nur nahm sie Freiherr von Neurath mit grösster Liebenswürdigkeit, bisweilen mit bestem Humor entgegen, er erklärte mir auch, dass er meinen Schlussfolgerungen durchaus beipflichte und bereit sei, sich für einen Widerruf des gegen die Neue Zürcher Zeitung erlassenen Verbots vorab beim Reichsministerium des Innern nachdrücklich einzusetzen. Ich hatte ihm erklärt, dass der Bundesrat darin einen ersten Beweis des gegenseitigen Verständigungswillens in dieser für unsere Beziehungen nicht unbedeutsamen Angelegenheit erblicken würde, was auch in der Schweiz allgemein begrüßt werden müsste. Herr von Neurath fügte zwar bei: Ich kann Ihnen noch nicht versprechen, dass ich Erfolg haben werde; aber ich verspreche Ihnen, mein Möglichstes zu tun. –

Ich will also meinerseits hoffen, dass da ein Erfolg uns beschieden sein möge, dank der so ausgesprochen freundschaftlichen Gesinnung Herrn von Neuraths unserem Lande und, ich darf sagen, auch mir persönlich gegenüber⁵.

[...]/⁶

4. *Remarque marginale de G. Motta:* Diese Auffassung ist wohl richtig. 13.9.

5. *Malgré la compréhension du Ministre des Affaires étrangères du Reich, la mesure prise à l'encontre de la Neue Zürcher Zeitung n'est pas reportée. Mieux encore, ce journal est à nouveau interdit pour un mois le 20 octobre, ce qui entraîne une nouvelle démarche du Ministre de Suisse auprès du Ministre des Affaires étrangères (Cf. PVCF du 23 octobre 1933 E 1004 1/342).*

6. *Conformément aux instructions reçues, le Ministre de Suisse attire encore l'attention de son interlocuteur sur le discours prononcé le 20 août à Säckingen par le Reichsstatthalter du Pays de Bade, R. Wagner, discours que le Ministre des Affaires étrangères du Reich regrette.*

CONSEIL FÉDÉRAL
Procès-verbal de la séance du 22 septembre 1933¹

Wirtschaftliche Verhandlungen mit Deutschland

Secret

Mündlich.

Der Vorsitzende berichtet über die Verhandlungen, die Minister Stucki in Berlin vom 11. bis 16. September über wirtschaftliche Fragen führte.

Die Besprechungen mit den Herren Reichswirtschaftsminister Schmitt, Staatssekretär Posse, den Ministerialdirektoren Sarnow, vom Reichswirtschaftsministerium, und Ritter, vom Auswärtigen Amt, sowie mit Reichsbankpräsident Schacht bezogen sich sowohl auf die Transferfragen wie auf die Regelung des Fremdenverkehrs und des Warenverkehrs. Herr Stucki hat nachdrücklich dargetan, dass auf allen drei Gebieten die heutige Situation nach Ansicht des Bundesrates und der gesamten öffentlichen Meinung durchaus unhaltbar geworden ist und wir gezwungen wären, sehr ernsthafte Abwehrmassnahmen zu ergreifen. Trotzdem dies von der gesamten Öffentlichkeit mit immer grösserer Ungeduld verlangt werde, sei der Bundesrat bereit, einen nochmaligen Versuch zu machen, um diese Fragen gütlich zu erledigen. Herr Stucki hat folgende vier Hauptpunkte aufgestellt:

1. Transferfragen.²

Die Schweiz anerkennt den Grundsatz, dass im internationalen Verkehr der Schuldner, welcher nicht über Gold verfügt, seinen Verpflichtungen nur durch Warenlieferungen oder Dienstleistungen nachkommen kann. Sie ist, als Gläubigerland, wie in der Vergangenheit so auch in der Zukunft bereit, diesen Grundsatz ihrem Schuldnerland, Deutschland, gegenüber in Anwendung zu bringen. Nun ist der Überschuss des Warenimportes aus Deutschland trotz unserer Kontingentierungsmassnahmen so gross, dass daraus die gewiss mässigen Aufwendungen für die deutschen Touristen in der Schweiz und auch mit Leichtigkeit 100% der Zinsenzahlungen an die Schweiz aufgebracht werden können. Auch wenn man in Betracht zieht, dass sich in der Handelsbilanz das Defizit im laufenden Jahr nicht unwesentlich vermindert hat, so bleibt – was Herr Stucki im einzelnen zahlenmässig nachgewiesen hat – selbst nach Volltransferierung aller Zinsen ein Aktivsaldo in der Zahlungsbilanz zugunsten von Deutschland übrig. Zwingt man uns zu Abwehrmassnahmen, die, darüber geben wir uns Rechenschaft, in verhältnismässig kurzer Zeit zu einem Kriegszustand auf wirtschaftlichem und finanziellem Gebiet führen müs-

1. *Absent: Musy.*

2. *Voir aussi, dans le présent volume, les documents consacrés aux relations financières avec l'Allemagne.*

sen, so muss dann doch über kurz oder lang wieder aufgebaut werden, wobei dann für uns nur noch eine ausgeglichene Zahlungsbilanz und für Deutschland damit eine Verschlechterung gegenüber dem Zustand entsteht, der aus der Erfüllung unserer Forderungen hervorgehen würde. Wir müssen deshalb unter allen Umständen verlangen, dass uns die Devisen für unsere Zinsforderungen zu 100% transferiert werden. Der Hinweis auf das deutsch-amerikanische Verhältnis verfängt in der Schweiz nicht, ja man sagt sich mit Recht, dass die formelle Gleichbehandlung der verschiedenen Gläubigerstaaten geradezu auf eine Prämierung dessen hinausläuft, der – aller wirtschaftlichen Vernunft zuwider – die Bezahlung in Waren ablehnt.

Deutscherseits wurde die grundsätzliche Berechtigung dieses schweizerischen Standpunktes durchaus anerkannt. Namentlich Herr Schacht hat ohne weiteres zugegeben, dass es auch im deutschen Interesse liege, die deutsche Warenausfuhr nach den Vereinigten Staaten dadurch zu fördern, dass man sie in der Zinstransferierung eben nicht gleich gut behandle, wie die guten Kunden für deutsche Waren. Es wurde aber von ihm wie von Herrn Schmitt erklärt, dass nach der Meistbegünstigungsklausel des deutsch-amerikanischen Handelsvertrages eine Diskriminierung des amerikanischen Gläubigers äusserst bedenklich sei und Deutschland Repressalien namentlich auf dem Gebiete der Schiffahrt befürchtet. Man müsse ihm also Zeit lassen, diese ungeheuer schwierige Frage mit Amerika zu regeln, zu welchem Zweck Herr Schacht voraussichtlich in den nächsten Monaten persönlich hinüber fahren werde. Es sei ganz ausgeschlossen, vorher der Schweiz gegenüber die Verpflichtung zu übernehmen, den 100%igen Transfer zu gestatten.

Herr Stucki hat nach dieser vorauszusehenden Einwendung erklärt: Wir begreifen schliesslich, dass in einer so ungeheuer wichtigen Frage Deutschland seine Gleichbehandlungspolitik nicht von einem Tag zum andern ändern könne. Wir verlangen, dass für die Schweiz nach dem 1. Januar 1934 unser Begehren um 100%ige Transferierung ohne irgendwelche neue Gegenleistung anerkannt werde. Für die Zwischenzeit sind wir trotz schwerer grundsätzlicher Bedenken bereit, eine Brücke bauen zu helfen, die uns praktisch unsere 100% gibt und Deutschland doch gestattet, andern Gläubigerländern gegenüber auf ein besonderes schweizerisches Entgegenkommen zu verweisen. Wir nehmen deshalb grundsätzlich die Idee der zusätzlichen Importe³ zur Ermöglichung zusätzlicher Transferierungen auf, ohne aber praktisch Verpflichtungen für solche neuen zusätzlichen Importe übernehmen zu können. Man würde in der Schweiz niemals verstehen, dass wir die Erfüllung unserer Rechtsansprüche durch neue Gegenleistungen erkaufen sollen, nachdem die bisherigen Deutschland mehr als nur 100% der Möglichkeiten schaffen, um seinen Verpflichtungen gegenüber der Schweiz nachzukommen. Es hänge also alles davon ab, dass man für den Begriff «zusätzlicher Import» Definitionen finde, die die Fassade gegenüber andern Gläubigerstaaten wahren, ohne der Schweiz untragbare Opfer zuzumuten. Herr Stucki machte dann den Vorschlag, für solche zusätzliche Importe drei Kategorien in Aussicht zu nehmen: A. Die Schweiz könne in gewissen Fällen, namentlich in Verbindung mit von den Importeuren aufgegebenen Inlandsbestellungen mehr deutsche Waren zulassen, als zu was sie im bestehenden Kon-

3. Cf. n° 299, n. 6.

tingentierungsabkommen⁴ verpflichtet sei. Dass solche Importe zusätzlichen Charakter besitzen, könne man im Ernst gar nicht bestreiten. Zu B. Man habe im Reiseabkommen⁵ vorgesehen, den Gegenwert der schweizerischen Bezüge an Kohlen, Zucker und Malz aus Deutschland in den Dienst der für deutsche Touristen zu erteilenden zusätzlichen Devisenbewilligungen zu stellen. Zum Teil infolge vertragswidriger deutscher Massnahmen, zum Teil infolge der Verarmung des deutschen Reisepublikums werden diese Erleichterungen nur zum kleinen Teil ausgenutzt. Wir hätten deshalb das Recht, die Gegenleistungen in Form von Importen der angeführten Waren entsprechend zu kürzen. Wenn wir dies nicht tun, so ist die Differenz als zusätzlicher Import zu betrachten. C. Endlich hätten wir eine Reihe von Waren, für welche ausser der Meistbegünstigungsklausel vertragliche Verpflichtungen gegenüber Deutschland nicht bestehen, autonom kontingentiert⁶, und wir könnten solche Waren auch in Zukunft autonom kontingentieren. Wenn wir mehr zur Einfuhr zulassen als dieser Rechtslage entspricht, so müssten wir die Anerkennung des zusätzlichen Charakters dieser Mehrimporte beanspruchen. Herr Stucki hatte hiebei besonders im Auge: die Automobile einerseits und gewisse Getreidearten anderseits.

Nach sehr hartnäckigen Verhandlungen hat die deutsche Regierung diesen Vorschlag in allen Punkten gutgeheissen, mit der einzigen Modifikation, dass bei der dritten Kategorie der zusätzliche Charakter erst dann rechnerisch anerkannt wird, wenn die effektiven Importe 50% der Einfuhr des Jahres 1931 übersteigen.

Rechnerisch stellt sich die Sache ungefähr so:

Vom 1. Juli bis Ende des Jahres kann aus Kategorie A voraussichtlich ein Zusatzimport von ca 4 Millionen, aus Kategorie B von ca 15 Millionen und aus Kategorie C von ca 8 Millionen nachgewiesen werden. Da die Transferierungsdifferenz von 75 %, gemäss dem heutigen Zustand, und von 100 %, gemäss unserer Forderung, nach schweizerischer und nach deutscher Rechnung maximal nur etwa zwischen 15 und 20 Millionen Franken liegt, so ist mit dieser Methode der Zusatzreichlich gesichert. Wohlverstanden soll dann als zusätzliche Transferierung nur das angerechnet werden, was nicht schon nach den bisherigen Verhandlungen auf dem Gebiete gewisser Anleihen (Young, Dawes und Kali)⁷, auf dem Gebiete des Versicherungswesens sowie für gewisse Grenzkraftwerke und Grenzbanken deutscherseits zugestanden worden ist.

Technisch würde die Sache so durchgeführt, dass der schweizerische Zinsgläubiger wenn irgendwie möglich ohne weiteres 100% in bar ausbezahlt erhält. Da die vorzunehmenden Abrechnungen immer eine gewisse Zeit erfordern, so muss die Differenz zwischen 75% und 100% vorgeschossen werden, womit sich Herr Dr. Jöhr namens eines von ihm zu bildenden Konsortiums der Grossbanken einverstanden erklärt hat⁸.

4. *Du 5 novembre 1932. Cf. n° 207.*

5. *Du 5 novembre 1932. Cf. n° 207 et l'annexe au n° 178.*

6. *Cf. n° 144, n. 2.*

7. *Pour les emprunts Dawes et Young, cf. n° 286, n. 9.*

8. *Cf. n° 295.*

Die Verhandlungen über diese Transferfragen sollen und dürfen nicht mit den Verhandlungen über Erleichterungen im Warenverkehr verquickt und bis zum 15. Oktober verschoben werden. Auf Grund des erzielten Einverständnisses ist vielmehr die technische Durchführung sofort zu regeln, was Herr Dr. Jöhr auf den Wunsch von Herrn Stucki hin gegenwärtig in Berlin besorgt, sodass der Volltransfer bereits auf Anfang Oktober vorgenommen werden kann.

Eine verbindliche deutsche Erklärung über das, was nach dem 1. Januar 1934 auf dem Gebiete des Transfers geschehen soll, konnte nicht erreicht werden. Herr Stucki hat mit allem Nachdruck daran festgehalten, dass wir von jenem Zeitpunkte an die 100%ige Transferierung ohne irgendwelche, auch scheinbare, Gegenleistung verlangen müssen.

2. Fremdenverkehr.

Es ist deutscherseits mündlich und auch im Protokoll vom 15. September⁹ schriftlich zugegeben worden, dass die Wirkungen des Reiseabkommens von örtlichen Stellen, entgegen dem Willen der Reichsregierung, verletzt worden sind. Die Reichsregierung übernimmt die Verpflichtung, in Zukunft mit allen ihr zur Verfügung stehenden Mitteln für die loyale Durchführung des Reiseabkommens zu sorgen. Die oben geschilderte direkte, auch zahlenmässige Verbindung zwischen dem Zusatzcharakter unserer Kohlenimporte und den Zusatzdevisen für den Fremdenverkehr gibt Deutschland einen starken Anreiz dahin, möglichst grosse Zusatzdevisenerteilungen für den Fremdenverkehr nachweisen zu können. Sie handelt also direkt gegen ihre finanziellen und auch wirtschaftlichen Interessen, wenn sie weiter der Ausreise deutscher Touristen nach der Schweiz Schwierigkeiten bereitet. Unsere Fremdenindustrie beklagt sich bekanntlich, und zwar mit Recht, über die äusserst nachteiligen Folgen des von Deutschland immer noch geforderten Ausreisesichtvermerks¹⁰. Herr Stucki hat deshalb sehr energisch dessen Aufhebung auf spätestens 31. Dezember verlangt. Nach unendlicher Mühe ist es schliesslich gelungen, eine deutsche Erklärung zu provozieren, wonach diese Aufhebung bis zum 31. Dezember 1933 «in bestimmte Aussicht genommen wird». Herr Stucki glaubt nicht, dass in kommenden Verhandlungen für den Reiseverkehr mehr erreicht werden kann. Die Frage wird aber mit den interessierten Kreisen noch besprochen werden müssen. Eine wesentliche Belastung der kommenden Verhandlungen durch diese Fragen erscheint nicht wahrscheinlich.

3. Warenverkehr.

Herr Stucki hat dargelegt, dass seit Abschluss des letztjährigen November-Abkommens¹¹ Deutschland auf verschiedenen Gebieten äusserst starke Zollerhöhungen vorgenommen hat, die, wenn sie auch nicht in erster Linie gegen die Schweiz gerichtet waren, doch unsern Export auf das empfindlichste getroffen und um Mil-

9. Cf. *texte du protocole ci-après*.

10. Cf. n°s. 258 et 296.

11. Cf. n° 207.

lionen geschädigt haben. Angesichts des gegenwärtigen Standes der Handelsbilanz könnten wir diese Schädigung unmöglich hinnehmen. Wir müssten deshalb verlangen, dass Deutschland als Ziel der bevorstehenden Verhandlungen anerkenne, dass diese Schädigungen, namentlich soweit Baumwollgarne, Baumwollgewebe¹² und Hutgeflechte in Frage kommen, beseitigt werden. Dies konnte schliesslich mit grösster Mühe erreicht werden, nachdem deutscherseits immer nur eine «Milderung» hat zugestanden werden wollen. Mit Bezug auf die drohende Neuregelung des deutschen Kunstseidenmarktes konnte nur das Zugeständnis erreicht werden, dass Deutschland dabei die schweizerischen Interessen nach Möglichkeit wahren und vor Erlass neuer Massnahmen mit der Schweiz verhandeln werde.

Wie zu erwarten war, konnte hinsichtlich des deutschen Gesetzes¹³ betreffend Steuerbefreiung von im Inlande aufgegebenen Ersatzanschaffungen keinerlei Zugeständnis erreicht werden. Man hat erklärt, dieses Gesetz sei ein derart wichtiger Faktor im Gesamt-Arbeitsbeschaffungsprogramm, dass es ganz unmöglich der Schweiz zuliebe aufgehoben oder in seinem wesentlichen Inhalt abgeändert werden könne. Herr Stucki hat unsern Standpunkt für die kommenden Verhandlungen und das Recht allfälliger Abwehrmassnahmen ausdrücklich vorbehalten.

Zu besonders eingehenden und schwierigen Erörterungen gab die Tatsache Anlass, dass Deutschland mit den verschiedenen Arten entwerteter Mark (Registermark, Sperrmark, Scrip-Mark, etc.)¹⁴ in grossem Umfange eine Exportförderung treibt und auch in Zukunft treiben will, die für die schweizerische Wirtschaft die bedenklichsten Folgen hat. Herr Stucki ersuchte deshalb, man möge dafür sorgen, dass diese Art des Dumpings beseitigt werde. Man hat ihm folgendes erwidert: Deutschland kann seinen finanziellen Verpflichtungen nur durch Warenexport nachzukommen hoffen. Mit seiner vollwertigen Mark kann es gegen die Valutakonkurrenz von England, den Vereinigten Staaten und anderer Länder niemals aufkommen. Es bleibt ihm deshalb nur übrig, diese entwerteten Markarten zur Exportförderung zu verwenden oder aber zur Inflation überzugehen oder gar die Zahlungen an das Ausland überhaupt einzustellen. Zu letzterem müsste es mit Sicherheit kommen, wenn es durch einen Block der Gläubigerländer oder auf andere Weise gezwungen würde, auf die geschilderte Art der Exportförderung zu verzichten.

Herr Stucki konnte die grundsätzliche Richtigkeit dieser Darlegungen nicht wohl bestreiten und musste sich darauf beschränken, zu verlangen, dass gegenüber der Schweiz von dieser Art des Dumpings in allen denjenigen Fällen abgesehen werde, wo deutsche Offerten in Konkurrenz mit Offerten unserer Inlandsproduktion stehen. Hiemit erklärte sich Deutschland einverstanden. Herr Stucki tat im fernern dar, dass die Dinge bei gewissen Rohstoffen und Halbfabrikaten anders liegen und er für solche Waren im Interesse unserer durch die übrigen Wirkungen dieses Valutadumpings geschädigten Exportindustrie verlangen müsse, dass sie wenigstens einen kleinen Ausgleich in Form verbilligter Rohmaterialbezüge erhalte. Die deutsche Erklärung geht dahin, man werde solchen schweizerischen Wünschen nach

12. *Les droits d'entrée sur les fils et filés de coton avaient été majorés depuis le 28 juillet et ceux sur les tissus de coton depuis le 1er février 1933.*

13. *Du 12 juin 1933 (RG, 1933, p. 121).*

14. *Créés après la mise en vigueur du moratoire des transferts, le 1^{er} juillet 1933. Cf. n° 308.*

Möglichkeit Rechnung tragen, ohne sich allerdings verpflichten zu können, ihnen in jedem Fall voll zu entsprechen.

Herr Stucki betont, dass er bei allen deutschen Stellen den offenkundigen Willen, sich wenn irgend möglich mit der Schweiz zu verständigen, vorgefunden habe. Neben gewissen politischen Gründen ist hiefür wohl hauptsächlich die bestimmte Überzeugung massgebend gewesen, dass die Schweiz fest entschlossen und auch in jeder Hinsicht vorbereitet sei, den Kampf wenn nötig aufzunehmen und mit Energie durchzuführen. Die von uns hauptsächlich aus taktischen Gründen getroffenen Vorbereitungen (systematische Aktion der schweizerischen Importeure bei ihren deutschen Lieferanten, Zeitungskampagne und gewisse Zirkulare an schweizerische Importzentralen) sind von der deutschen Regierung bedeutend ruhiger aufgenommen und besser verstanden worden, als das zum Teil in der Schweiz der Fall war!

Herr Stucki hat die vorstehend skizzierten Grundlagen am 15. September 1933 mit dem Reichswirtschaftsminister und dem Vertreter des Auswärtigen Amtes paraphiert. Dabei hat er aber die Erklärung abgegeben, dass er dies nur ad referendum tun könne und der Bundesrat entscheiden müsse, ob er, gestützt auf das Ergebnis dieser Verhandlungen, Zwangsmassnahmen ergreifen oder aber seine Bereitschaft zur Aufnahme der vorgesehenen weiteren Besprechungen erklären wolle.

Die ebenerwähnte Niederschrift des Ergebnisses der Verhandlungen hat folgenden Wortlaut:

«Es herrscht Übereinstimmung bezüglich folgender Punkte:

1. Transfer-Fragen.

a) Deutschland wird bis zum 31. Dezember 1933 über die bestehenden Spezialregelungen hinaus die Einlösung der «scrips», die schweizerischen Gläubigern im Zusammenhang mit dem deutschen Transfermoratorium übergeben werden, bis zu 100% zulassen, falls und soweit die hierfür benötigten Devisen durch zusätzliche Importe deutscher Waren in die Schweiz beschafft werden.

Als solche zusätzliche Importe gelten:

1. Diejenigen Importe deutscher Waren in die Schweiz, welche vertraglich festgelegte schweizerische Einfuhrkontingente überschreiten.

2. Diejenigen Importe deutscher Waren in die Schweiz, die bei vertraglich nicht festgelegten Positionen des Zolltarifs die von der Schweiz autonom festgelegten Kontingente überschreiten. Die Überschreitung wird aber höchstens soweit berücksichtigt, als die Importe 50% der entsprechenden Einfuhr aus Deutschland im Jahre 1931 übersteigen oder soweit nicht Deutschland über die Meistbegünstigungsklausel Anspruch auf höhere als die von der Schweiz autonom festgesetzten Kontingente hätte.

3. Die in die Schweiz getätigten Importe von Kohle, Koks, Steinkohlen- und Braunkohlen-Briketts, Zucker und Malz, soweit ihr Wert den Betrag überschreitet, welcher von Deutschland gemäss Reiseabkommen über die 200-Markgrenze hinaus für deutsche Touristen, die sich in die Schweiz begeben, tatsächlich zur Verfügung gestellt wurde. Für die Abrechnung sind massgebend einerseits die schweizerische Statistik über die Wareneinfuhr und anderseits die deutschen amtlichen Aufzeichnungen über erteilte Zusatzbewilligungen für den Fremdenverkehr nach der Schweiz.

b) Gegenstand der in Aussicht genommenen Besprechungen wird auch sein, eine Methode zu finden, um ungünstige Wirkungen auf dem schweizerischen Markt durch Verwendung von Sperrmark, Registermark usw. zu verhüten. Es bleibt der schweizerischen Regierung vorbehalten, dabei im einzelnen mitzuteilen, bei welchen Waren ihr die Verwendung von Sperrmark, Registermark usw. bei der Ausfuhr nach der Schweiz erwünscht ist. Die Deutsche Regierung wird bei der Erteilung von Genehmigungen diesen Wünschen Rechnung tragen, soweit dies vereinbar ist mit ihrem primären Interesse, für die laufende deutsche Ausfuhr bare Devisen zu erhalten.

2. Reiseverkehrsabkommen.

Die Schweizerische Regierung hat beanstandet, dass von deutschen örtlichen Stellen Massnahmen getroffen worden sind, die eine Beeinträchtigung des Reiseverkehrs aus Deutschland nach der Schweiz zur Folge haben und die Erteilung des Ausreise-Sichtvermerks nach Gesichtspunkten erfolgt, die die gleiche Wirkung haben. Die Deutsche Regierung hat bereits die erforderlichen Anordnungen getroffen, um diese ohne ihr Wissen und gegen ihren Willen erfolgten Massnahmen rückgängig zu machen und sicherzustellen, dass die Erteilung des Ausreise-Sichtvermerks nur nach den polizeilichen und innerpolitischen Gesichtspunkten erfolgt, die für ihre Einführung massgebend waren. Die Reichsregierung wird auch in Zukunft, falls noch weiter Anlass zu Beanstandungen ähnlicher Art gegeben sein sollte, alles tun, um diese Beanstandungen zu beseitigen.

Die Reichsregierung beabsichtigt, den Ausreise-Sichtvermerk aufzunehmen, sobald die erwähnten polizeilichen und innerpolitischen Gesichtspunkte weggefallen sind, und nimmt diese Aufhebung bis zum 31. Dezember 1933 in bestimmte Aussicht.

3. Warenverkehr.

Es sollen raschmöglichst, spätestens Mitte Oktober, zwischen Deutschland und der Schweiz Verhandlungen aufgenommen werden mit dem Ziele, das bestehende Abkommen vom 5. November 1932 auszubauen. Gegenstand dieser Verhandlungen werden insbesondere die seit Abschluss jenes Abkommens in Deutschland eingetretenen Zollerhöhungen für Baumwollgarne, Baumwollzwirne, Baumwollgewebe und Hutgeflechte sein mit dem Ziel, die dadurch für den schweizerischen Export eingetretenen ungünstigen Wirkungen zu beseitigen. Die Deutsche Regierung erklärt sich auch bereit, bei der von ihr beabsichtigten Neuregelung des Kunstseidenmarktes die schweizerischen Interessen nach Möglichkeit zu berücksichtigen und vor endgültigen Entscheidungen darüber mit dem Bundesrat zu verhandeln.

Die Schweizerische Regierung erklärt sich demgegenüber bereit, deutsche Wünsche auf Erleichterung der von ihr vorgenommenen Einführerschwerungen wohlwollend zu prüfen und ihnen nach Möglichkeit Rechnung zu tragen.

Im übrigen bleibt beiden Regierungen vorbehalten, weitere Wünsche vorzubringen, die Gegenstand der erwähnten Verhandlungen bilden sollen.»

Der *Chef des Volkswirtschaftsdepartements* beantragt

1. Es sei das Volkswirtschaftsdepartement zu ermächtigen, die Transferfragen gemäss vorstehendem Projekt Ziffer 1, lit. a 1-3 auf dem Wege des Notenaustausches oder eines Protokolls mit der deutschen Regierung zu regeln.

2. Es seien die Ausführungen zu Ziffer 1, lit. b, sowie Ziffer 2 und 3 hievor als

Grundlage für künftige Verhandlungen gutzuheissen und das Volkswirtschaftsdepartement zu beauftragen, diese Verhandlungen auf vorstehender Grundlage aufzunehmen und durchzuführen.

Dans la discussion, M. le *chef du département de justice et police* demande s'il ne serait pas possible d'obtenir que les allégements envisagés en matière de tourisme portent effet déjà le 15 décembre, de manière que l'hôtellerie puisse en profiter dès le début de la saison d'hiver.

Ce vœu est appuyé par le *chef du département des postes et des chemins de fer*.

Il en est pris acte en vue des prochaines négociations.

M. le *président* déclare qu'il a exprimé ses remerciements à M. Stucki pour les résultats obtenus. Le conseil décide de s'y associer.

Les propositions du Département fédéral de l'économie publique sont *approuvées*.

335

E 7110 1/134

*Le Vice-directeur de la Division du Commerce du Département
de l'Economie publique, J. Hotz,
à la Légation de Suisse à Buenos-Aires*

*Copie**L MC*

Chili – Accord de clearing

Berne, 25 septembre 1933

Nous avons eu l'honneur de recevoir vos deux lettres des 31 août¹ et 9 septembre², et vous remercions d'avoir bien voulu traiter cette affaire avec l'urgence qu'elle comporte. Après avoir examiné vos lettres, ainsi que l'excellent rapport de M. le consul général Küpfer², nous vous avons télégraphié que nous étions tout à fait disposés à donner suite à la suggestion de M. Küpfer de nous servir, pour notre accord de clearing, de celui que la Belgique a conclu récemment avec le Chili. Nous insistions, par contre, pour que notre consulat général à Santiago n'attende pas la fin des négociations que l'Allemagne et l'Italie menaient à ce moment-là avec le Gouvernement chilien, en vue de la conclusion d'un accord de clearing, mais que nous attachions le plus grand prix à ce que notre accord soit conclu le plus vite possible. Dans notre télégramme, nous avons toutefois exprimé le désir que M. Küpfer réussisse à connaître les concessions que l'Italie cherche à obtenir du Gouvernement chilien et qui, d'après son rapport, paraissent plus avantageuses que toutes les concessions obtenues jusqu'à présent par les Etats étrangers. Pour le reste, nous avons fixé les points essentiels du futur accord comme nous voudrions le voir établi. Nous y revenons plus en détail dans la suite de la présente lettre.

Nous avons en effet jugé parfaitement justifiées les raisons qui ont engagé M. Küpfer à nous proposer certaines modifications au projet d'accord que nous lui

1. Cf. annexe au n° 311.

2. Non reproduit.

25 SEPTEMBRE 1933

avions soumis par votre entremise. En effet, M. Küpfer est mieux placé que nous pour juger les possibilités du fonctionnement d'un pareil accord et les concessions que l'on peut espérer obtenir du Gouvernement chilien. C'est pourquoi nous avons accepté sa suggestion de conclure un accord qui se composerait de deux parties:

La première traiterait la liquidation des avoirs suisses congelés au Chili au cours officiel du pesos, soit à 3,15 pence or par pesos or. Pour alimenter ce clearing, nous emploierions les importations de salpêtre et de cuivre chiliens en Suisse. Le salpêtre sera mis très prochainement au régime du permis d'importation, de sorte qu'il nous sera facile de saisir cette marchandise en faveur du clearing. Le cuivre est importé par trois ou quatre maisons seulement, qu'il sera aisément de réunir, afin de les engager à faire en commun et directement au Chili leurs achats de ce métal. En ce qui concerne le salpêtre, nous nous rendons très bien compte, d'après les expériences des longues négociations conduites au commencement de cette année par l'Office suisse d'expansion commerciale³, que nous ne pourrions saisir que 20 % de l'importation de ce produit en faveur du clearing. Aussi, sommes-nous décidés, ainsi que nous l'avons dit dans notre télégramme, à nous contenter de cette fraction de l'importation de salpêtre. Pour ce qui est du cuivre, M. de Moras⁴ – qui a passé dans nos bureaux – nous a fait entrevoir qu'il avait eu l'impression, dans ses discussions au Ministère chilien des Affaires étrangères, qu'on mettrait toute exportation supplémentaire de cuivre à la disposition des créanciers suisses, c'est-à-dire à la disposition du clearing. Or, d'après les statistiques chiliennes, la Suisse n'a pour ainsi dire pas du tout importé de cuivre chilien, de sorte que nous pourrions faire passer nos importations futures de cuivre comme importations supplémentaires, à la condition, bien entendu, que l'achat se fasse directement au Chili et non par l'intermédiaire des trusts américains ou français. C'est grâce à cette combinaison que nous espérons pouvoir saisir le cuivre chilien que nous importons, soit entièrement, soit au moins partiellement, en faveur de la liquidation des créances suisses bloquées. C'est à M. Küpfer et à ses talents de négociateur que nous devons laisser le soin d'obtenir du Gouvernement chilien la cession de la plus grande partie possible du cuivre que nous pourrions acheter au Chili.

Les deux produits chiliens susmentionnés permettraient donc de liquider une certaine partie, au moins, de nos avoirs bloqués. Nous nous rendons parfaitement compte que même par ce système la liquidation entière de toutes les créances suisses ne pourra se faire que dans quelques années. Toutefois, si nous y arrivons, nos exportateurs extrêmement impatients et découragés, reprendront confiance et pourront se décider à effectuer de nouvelles exportations vers le Chili.

La seconde partie de l'accord de clearing en question concernerait un clearing général pour toutes les autres marchandises que nous achetons au Chili et qui atteignent chaque année une somme assez considérable. D'après ses propres propositions, le Gouvernement chilien devrait céder 25 % de ses exportations en Suisse pour le paiement des créances bloquées, au cours des devises d'exportation, alors que les 75 % restants seraient employés au paiement de nouvelles exportations suisses au

3. Cf. n° 270 et n° 294.

4. Vice-consul de Suisse à Santiago.

Chili. Nous pourrions même envisager, dans ces conditions, de favoriser l'achat de produits chiliens si, grâce à cet accord, notre exportation dans ce pays – qui était réduite à un minimum – pouvait de nouveau reprendre une partie de son ancienne importance.

Nous vous serions reconnaissant de bien vouloir insister auprès de M. le Consul général Küpfer, afin qu'il hâte dans la mesure du possible ses négociations et qu'il tâche d'arriver à une conclusion rapide de l'accord tant désiré et si impatiemment attendu par nos exportateurs.

336

2001 (C) 3/9c

*Le Chef du Département politique, G. Motta,
au Conseil national¹*

*Discours**Berne, 27 septembre 1933*

/.../

Les incidents principaux sont ceux du 8 août à Augst-Wyhlen, du 27 août à Ram-sen² et du 24 de ce mois à l'Otterbach près de Bâle.

Je remarque, d'une manière générale, que dans chacun de ces cas, comme d'ailleurs dans tous les autres de moindre importance, le Conseil fédéral a immédiatement entrepris, au moyen de son Département politique et celui-ci au moyen de notre Légation de Berlin les démarches qui étaient commandées par les circonstances. Je connais trop bien notre Ministre à Berlin, M. Dinichert, pour savoir que chacune de ses interventions n'a rien laissé à désirer, ni au point de vue de la netteté, ni à celui de la fermeté. Tous les rapports qui me sont parvenus n'ont fait que me confirmer dans ce sentiment.

Dans le cas de Augst-Wyhlen, il s'agissait d'un détachement de miliciens d'assaut qui avait cru pouvoir perquisitionner dans la guérite du gardien du barrage sur le Rhin, située à 7 mètres en deçà de la frontière suisse. Le Ministre d'Allemagne à Berne fit tout de suite une démarche pour exprimer les regrets de son Gouvernement. [Il n'attendit donc pas que nous eussions fait une démarche à ce sujet à Berlin].

Dans la réponse que nous fîmes à cette démarche, nous exprimâmes l'attente que les coupables seraient punis. Ils l'ont été.

1. Le 27 septembre 1933, en fin d'après-midi, le Chef du Département politique, G. Motta, revenu tout exprès de Genève, où il participe à la XIVE Assemblée générale de la SdN, répond aux interpellations Oeri et Schneider, déposées le 25 septembre au Conseil national. Le texte de la réponse, adopté peu auparavant par le Conseil fédéral (E 1004 1/342 PVCF du 27 septembre 1933) est reproduit ici. Il présente quelques variantes mineures par rapport au procès-verbal des délibérations du Conseil national (E 1001 (C) d 1/301, pp. 134 ss.) dont il n'a pas été tenu compte, à l'exception de quelques passages prononcés devant l'assemblée, qui sont reproduits entre crochets.

2. Cf. n°327, n. 6.

Dans le cas de Ramsen, 4 miliciens d'assaut également firent un coup de main sur notre territoire et s'emparèrent, dans un réduit situé dans une habitation à 100 mètres de la frontière qu'ils avaient ouvert par effraction, du contrebandier tchécoslovaque Weber.

Nous exigeâmes la restitution immédiate de Weber. Cette restitution eut lieu. Le Conseil fédéral a estimé depuis lors que Weber était un individu indésirable et l'a expulsé en vertu de l'article 70 de la Constitution fédérale. Nous demandâmes, en outre, une punition sévère des coupables. Cette punition est intervenue³.

Dans le cas de l'Otterbach, qui s'est déroulé peu après une heure du matin, 6 Allemands qui étaient venus, dans la journée précédente, de Fribourg en Brisgau à Bâle et s'y étaient adonnés à des libations abondantes eurent des démêlés violents avec des miliciens accourus sur place. [Je remarque que le Conseil fédéral attachera de l'importance au fait qu'un Allemand était venu de Bâle en portant l'uniforme des miliciens d'assaut recouvert par ses vêtements ordinaires. Si le Parquet constatait qu'il s'agit d'un personnage peu désirable, celui-ci sera l'objet des mêmes mesures que nous avons déjà prises dans des cas analogues contre des gens de cet acabit.] L'automobile de ces 6 Allemands portait en grandes lettres sur le capot les mots «*Rote Front*» et sur un des pneus de réserve «*Heil Moskau*». Les six ont prétendu [– chose assez étrange –] n'avoir point remarqué ces inscriptions. Deux furent arrêtés sur territoire allemand; deux autres sur territoire suisse, l'un à 2 mètres de la frontière, l'autre à 5 mètres; les deux derniers se sauvèrent sur notre territoire. Tous sont rentrés maintenant en Allemagne. Un garde-frontière suisse qui avait averti les miliciens allemands de la violation de frontière qu'ils commettaient, a été empêché, pendant quelques instants, d'exercer ses fonctions.

Telle est la substance des rapports que nous avons reçus. Il conviendra de tirer

3. Affirmation pour le moins prématuée, comme en témoigne cet extrait d'une lettre du Chef du Département politique, G. Motta, au Ministre de Suisse à Berlin, le 13 octobre:

/.../

Nous ne saurions dissimuler qu'après les déclarations, dont nous ne pouvons mettre en doute la sincérité, qui nous ont été faites par MM. de Neurath et Göbbels le 21 [25] septembre, nous éprouverions quelque hésitation à rouvrir une conversation diplomatique au sujet des incidents d'Augst-Wyhlen et de Ramsen. En raison même de l'émotion que ces deux affaires ont causée en Suisse, nous avons eu, en effet, un réel avantage à pouvoir affirmer au Conseil National qu'elles étaient définitivement réglées et qu'elles ne devaient plus peser sur les relations germano-suisses que nombre de difficultés plus substantielles menacent de troubler. Il nous paraît difficile de revenir en arrière sans renoncer à l'objectif que nous avons eu en vue et que nous avons incontestablement atteint dans une large mesure.

Nous reconnaissions, d'autre part, que l'affirmation selon laquelle les auteurs des coups de main d'Augst-Wyhlen et de Ramsen avaient été sévèrement punis, que M. de Neurath a certainement formulée de parfaite bonne foi, se concilie mal avec les renseignements que l'on recueille dans la région-frontière et gagnerait à être précisée. Nous nous félicitions, en conséquence, de vous voir saisir l'occasion d'une conversation à la Wilhelmstrasse pour demander, à titre officieux, des précisions au sujet des mesures disciplinaires qui, nous n'en doutons pas, ont été prises ... (2001 (C) 3/9c).

Apparemment les démarches diplomatiques n'auront guère plus d'effet que la demande de poursuite pénale introduite par la Division de Police du Département de Justice et Police auprès du Ministère badois de la Culture, de l'Enseignement et de la Justice en exécution du traité d'extradition germano-suisse (E 1004 1/343 PVCF du 1er décembre 1933. Réponse à la petite question Bringolf déposée au Conseil national le 27 septembre 1933).

tout à fait au clair certains points, car la frontière en diagonale, l'heure nocturne et la soudaineté des événements ont rendu l'enquête plus compliquée.

Nous avons protesté dès le lendemain, 25 de ce mois, contre ces faits et avons exigé la punition des coupables. Je ne doute pas que si notre version est confirmée, ce que j'estime certain, cette punition interviendra. Le Gouvernement allemand a ordonné, dès que l'affaire lui a été signalée, lui aussi, une enquête.

J'ai eu hier une longue entrevue à Genève, à l'Hôtel Carlton, avec le Ministre des Affaires étrangères du Reich, M. le Baron von Neurath, et avec le Ministre de l'Education et de la Propagande, M. Goebbels. J'ai exposé à mes deux interlocuteurs que ces incidents de frontière avaient profondément ému notre opinion et qu'ils préoccupaient sérieusement le Conseil fédéral.

MM. von Neurath et Goebbels m'ont déclaré que le Gouvernement du Reich regrette vivement ces incidents et qu'il prendra des mesures pour les faire cesser. Ces incidents proviennent d'actes d'indiscipline grave. Ils sont en opposition avec la volonté formelle des hommes placés aux responsabilités et sont d'ailleurs nuisibles aux intérêts politiques et moraux de l'Allemagne. Les coupables des incidents antérieurs ont été déjà, d'après les assurances explicites qui m'ont été données, sévèrement punis. Les personnes dont la culpabilité sera établie seront également l'objet de sanctions dès que l'enquête déjà engagée sera terminée.

Le ton très franc et en même temps très amical de notre conversation n'a laissé subsister dans mon esprit aucun doute sur l'intention du Gouvernement allemand de faire cesser ces abus. Les deux Ministres ont souligné que leur pays a subi une révolution profonde et que cette révolution continue à travailler les esprits; ils ont fait appel à l'esprit de compréhension et d'amitié du peuple suisse pour qu'il ne pense pas à des intentions inamicales du nouveau régime politique allemand, alors que l'on se trouve en face d'actes d'indiscipline individuels qui seront réprimés.

J'ai saisi l'occasion propice qui s'offrait à moi pour élargir et éléver la discussion. J'ai exposé les cas de mauvais traitements subis par des Suisses en Allemagne, notamment le dernier dont la victime a été le jeune Ruegg établi à Lausanne⁴. Ici aussi, notre Ministre, M. Dinichert, avait déjà accompli les démarches nécessaires; les coupables de l'aggression, je n'en doute pas, seront punis.

J'ai abordé la question de la presse. Cette question est délicate. L'Allemagne ne connaît plus la liberté de la presse⁵, alors que notre pays se fait un titre d'honneur de cette liberté. La question de savoir si la presse étrangère peut librement pénétrer dans un pays n'est pas à proprement parler une question de droit strict. Il s'agit plutôt d'une question de bons procédés et de bonnes relations. MM. von Neurath et Goebbels m'ont déclaré que leur Gouvernement était parfaitement disposé à accepter la critique des journaux suisses comme de la presse étrangère en général, mais à la condition que cette critique n'allât pas jusqu'à la malveillance caractérisée. Notre presse ne subira donc pas [ou ne subira plus] d'entraves si elle sait se contenir dans les limites de l'information objective et de la critique raisonnable et équitable. La

4. Ressortissant suisse agressé le 16 septembre 1933 à Berlin par des S.A. et des S.S. (Cf. E 2001 (C) 3/131).

5. Dès la promulgation, le 28 février 1933, de l'ordonnance d'urgence pour la protection du peuple et de l'Etat.

presse allemande, elle, d'après les déclarations que j'ai reçues, ne s'immiscera pas dans nos affaires intérieures.

Je me suis efforcé alors de porter encore une fois plus haut le débat. Je n'ai pu cacher que les doctrines du pangermanisme troublaient chez nous les consciences et que rien ne pouvait froisser davantage les cœurs suisses que de parler à la légère de notre pays comme s'ils ne constituait pas une nation profondément unie et fraternelle, portant en lui la certitude de la durée et ayant sa mission particulière.

Voici la réponse que me fit M. Goebbels vivement approuvé par M. von Neurath:

La doctrine et la politique du Gouvernement allemand ne sont point tournées contre la Suisse. Bien au contraire [– ce sont les termes presque littéraux que je vous cite –]. La Suisse est un organisme solide et sain, qui s'est développé harmonieusement dans le cours d'une longue histoire. L'Europe ne saurait plus se concevoir sans la Suisse. Ce pays a une haute mission particulière. *Man könnte sich die Schweiz nicht mehr weg denken.* On ne pourrait plus se passer d'elle. Le Reich ferait la politique la plus aventureuse et qui le mettrait en conflit avec un grand nombre d'Etats s'il prétendait absorber en lui toutes les populations de race et de langue allemandes. Le Reich veut vivre avec la Confédération Suisse, malgré les divergences dans les idées et dans les institutions, sur un pied d'amitié profonde et durable.

/.../⁶

A ce moment, mon entretien pouvait prendre fin. J'ai demandé à mes interlocuteurs de pouvoir faire usage devant vous des déclarations qu'ils venaient de faire. Cette permission m'a été donnée de bon cœur et sans réserves. Je les ai assurés que le Conseil fédéral attachait le plus grand prix à de bonnes et confiantes relations avec tous les Etats et tout spécialement avec ses voisins. La Suisse n'est, en effet, moralement grande et pleinement libre que si sa politique demeure fondée sur la maxime d'une neutralité pratiquée dignement et fermement.

J'aime à croire que cette partie de mes explications est de nature à satisfaire les interpellateurs.

[Certes, je ne pourrai pas suivre M. Schneider dans le sillon qu'il trace à la politique étrangère de la Confédération. Je connais quelles sont nos responsabilités. Aussi longtemps que j'aurai l'honneur de représenter mon pays au Conseil fédéral et de diriger la politique étrangère, je ne négligerais aucun effort pour empêcher que nos relations avec nos voisins ne se troublient.]

J'ajoute que l'Administration générale des douanes a déjà pris plusieurs mesures destinées à renforcer ses services de frontière. L'école de recrues de gardes-frontières a été convoquée à Liestal, plus tôt que d'ordinaire, pour le 15 octobre: Après l'incident de Ramsen, 18 hommes ont été déplacés de la frontière tessinoise à Ramsen et à Bâle. Le service de garde a été rendu plus rigoureux; les patrouilles ont été doublées et les hommes sont munis du mousqueton chargé. Il y a donc des raisons sérieuses de penser que notre frontière cessera d'être à l'avenir le théâtre d'incidents regrettables.

6. *Le Chef du Département politique aborde encore brièvement avec ses interlocuteurs les négociations économiques germano-suisses, qui vont reprendre, et la ratification – toujours en souffrance – du traité de double imposition entre la Suisse et l'Allemagne.*

[Si cet espoir, que j'exprime en toute bonne foi, ne devait pas se réaliser, je prie le Conseil national de faire confiance au Conseil fédéral, qui veille avec le plus grand scrupule à toutes les relations extérieures, en particulier à celles avec nos voisins. J'engage aussi l'opinion publique à garder le calme, qui est seul digne d'un peuple comme le nôtre, petit matériellement, mais moralement très fort⁷. (Bravos et applaudissements à la tribune publique.)]

7. *Les interpellations sont alors classées, leurs auteurs se déclarant satisfait (A. Oeri), ou partiellement satisfait (F. Schneider), des explications fournies par le Chef du Département politique.*

337

E 2300 Paris, Archiv-Nr. 86

*Le Chargé d'affaires a.i. de Suisse à Paris, P. Ruegger,
au Chef du Département politique, G. Motta*

R P N° 17

Le problème de l'Autriche vu de Paris. –

Le flirt franco-russe. – La France et l'Allemagne.

Paris, 28 septembre 1933

Vus sous l'angle de l'histoire de notre pays, les mouvements dictatoriaux, autoritaires et sociaux à la fois, qui se déplacent chez nos voisins du Sud et du Nord, auront peut-être, malgré certaines difficultés de l'heure, allégé indirectement notre politique extérieure de deux soucis qui auraient pu devenir cuisants. Le fascisme italien, en déracinant – volontairement ou non – les quelques velléités irrédentistes dont notre sol n'était guère immunisé avant la marche sur Rome; le national-socialisme allemand en provoquant, par ricochet, un repliement de l'Autriche sur elle-même, un réveil – ou plutôt la naissance – d'un sentiment national dans le petit Etat issu mutilé de la salle d'opérations de St-Germain-en-Laye, et, enfin, il est permis de l'espérer, le maintien de notre quatrième frontière.

On n'ignore pas à Paris l'attitude nette adoptée toujours par le Conseil Fédéral dans la question d'Autriche, les termes catégoriques dans lesquels les deux messages au Parlement, celui de 1922¹ comme celui de 1933², insistent sur l'intérêt essentiel que la Suisse doit porter à l'existence d'une Autriche viable et réellement indépendante. Suivant le cours que prendront les événements, il est possible que des invitations plus ou moins précises nous soient adressées, soit pendant l'Assemblée actuelle³, soit après, pour nous amener à nous associer à des moyens de fortune tentés,

-
1. *Message du Conseil fédéral concernant la participation financière de la Suisse à la reconstruction de l'Autriche (FF, 1922, III, pp. 833, ss.).*
 2. *Message du Conseil fédéral concernant la participation de la Suisse à l'œuvre de secours de 1932 en faveur de l'Autriche (FF, 1933, I, pp. 517, ss.).*
 3. *XIV^e Assemblée générale de la SdN.*

cette fois sur le plan économique, pour garantir l'avenir immédiat de l'Autriche. Il paraît, dès lors, essentiel, de vous renseigner sur la manière dont le problème d'Autriche est envisagé aujourd'hui à Paris.

Selon l'avis généralement exprimé au Quai d'Orsay, le mois de septembre devait être la période déterminante pour la politique intérieure autrichienne. La crainte d'un coup d'Etat subit soit à Vienne, soit dans l'un des «Länder» était extrêmement vive, surtout au début de ce mois. Un haut fonctionnaire du Ministère, spécialiste des questions danubiennes, avouait que chaque matin, il redoutait de trouver une dépêche annonçant la formation d'un Gouvernement national-socialiste à Vienne, ou en province. En présence d'un fait accompli de la constitution d'un Gouvernement qui ne manquerait pas de se déclarer parfaitement «régulier», le Quai d'Orsay eût été désarmé. Actuellement, il y a lieu de constater un certain regain d'optimisme dans les milieux gouvernementaux français, qui se montrent, en particulier rassurés par l'action de l'Italie. Le mouvement d'opinion alimenté par l'Assemblée de la Société des Nations – qui, dans ce domaine a déjà fait œuvre utile – est considéré comme un atout précieux.

Néanmoins, la situation en Autriche continue à causer des inquiétudes. C'est surtout dans le Tyrol qu'on voit le point névralgique de l'Autriche anémie. Et, une fois de plus, les préoccupations primordiales sont de nature économique. On se rend compte que la situation de la population agricole du Tyrol est presque désespérée. Les mesures prises par le Cabinet hitlérien de Berlin pour enrayer l'afflux des touristes allemands ont porté un coup extrêmement dur aux familles de paysans tyroliens qui réussirent auparavant à boucler leur modeste budget en hébergeant pendant quelques semaines de l'année un touriste allemand. Ce ne sont pas les quelques trains de voyageurs et autres que Paris, grâce à une propagande improvisée, a su diriger vers Innsbruck qui ont pu combler cette lacune sensible dans les ressources des montagnards tyroliens.

Pour parer au plus pressé – et en songeant toujours au danger d'un coup d'Etat réalisé d'abord à Innsbruck – le Cabinet français a, depuis quelque temps, assuré à l'Autriche des contingents extraordinaires portant sur toute une série de positions douanières. Il a voulu, en outre, concéder à l'Autriche des facilités importantes pour l'importation de bois en France. La consternation fut, dès lors, assez vive au Quai d'Orsay lorsque malgré les objurgations du Ministre des Affaires Etrangères, qui appela à son secours son collègue de l'Agriculture, la Commission sénatoriale compétente, sous la pression des puissants groupements nationaux, et maintenant une décision négative antérieure de la Haute Assemblée, refusa de se rendre aux arguments du Gouvernement. Ce refus parlementaire a aussi enlevé du poids aux démarches presque impérieuses entreprises par le Quai d'Orsay auprès des autres Etats successeurs de la Monarchie danubienne pour les sommer d'accorder une aide immédiate à l'Autriche en péril par la concession de contingents supplémentaires.

Jusqu'ici les moyens de sauvetage économique préconisés à Paris en complément de la dernière action financière menée à bonne fin⁴, sont à proprement parler des moyens de fortune. Il dépendra peut-être en partie de l'Assemblée de la S.d.N. d'in-

4. Cf. n° 232.

corporer ces initiatives isolées dans un plan plus général et plus vaste, pouvant remédier tardivement à certaines erreurs funestes commises en 1919 à Saint-Germain.

Cette initiative ne viendra certainement pas du côté de la France, actuellement presque trop consciente des soupçons éveillés par le fameux plan danubien de M. Tardieu⁵. En revanche, si, par hasard, le premier pas est fait à Rome, la France et ses satellites de la Petite-Entente⁶ donneront presque certainement leur appui à une nouvelle union danubienne, même élargie du côté de la Hongrie et de la Bulgarie, à la condition, toutefois, que l'Italie se contente d'un rôle d'initiatrice sans demander des avantages immédiats dans le bassin du Danube.

Libéré momentanément du poids qu'il ressent en politique étrangère lors de la réunion des Chambres, le Gouvernement de Paris a franchi, durant les vacances parlementaires qui touchent à leur fin, des étapes importantes de son programme hasardeux de rapprochement avec la Russie soviétique. Je n'ai pas à revenir sur le voyage de M. Herriot⁷ que certains journaux représentent comme «l'homme conquis» par la vue de villages à la Potemkine – ni sur l'expédition aérienne, stimulée par le raid du maréchal Balbo⁸, de M. Pierre Cot⁹, Ministre de l'Air et pilote de l'armée aérienne française. Ces manifestations, suivies d'amples commentaires, de conférences, d'accolades ont cependant préparé l'opinion publique à envisager sous un nouveau jour et incontestablement avec un intérêt accru les rapports entre Paris et Moscou. Le régime soviétique est généralement considéré comme un élément relativement stable de la politique internationale actuelle. Les mobiles qui paraissent décider le Quai d'Orsay et le Cabinet actuel à agir nettement dans le sens d'un rapprochement sont d'ordre divers. Tout d'abord, le désir de ne pas voir se rétrécir un marché possible après la reconnaissance, escomptée ici, des Soviets par les Etats-Unis; puis, la tendance instinctive, en face de l'Allemagne hitlérienne, à consolider la position des alliés orientaux de la France; enfin, dans une certaine mesure, la crainte de voir la France «distancée», dans ce domaine aussi, par d'autres Etats et, en particulier, par l'Italie.

Il est certain que le voyage de M. Herriot a été vivement encouragé par le Gouvernement de M. Daladier. D'une source généralement très sûre, il me revient que M. Paul-Boncour¹⁰ aurait même souhaité donner à la réunion en Russie un caractère plus «officiel» et gouvernemental, en déléguant, par exemple, M. Patenôtre, sous-secrétaire à l'Economie Nationale. Les négociations actuelles avec les Soviets – sur le résultat desquelles nous vous renseignerons séparément – ne paraissent d'ailleurs pas fort avancées et certaines nouvelles de presse semblent répondre davantage aux désirs de porteurs de titres russes qu'à la réalité. Je vous signale cependant qu'il a été question, dans les pourparlers, de l'emploi de main-d'œuvre française en Russie. D'après une information que je ne puis contrôler, mais qui m'a

5. En février 1932.

6. Roumanie, Tchécoslovaquie et Yougoslavie.

7. Fin août 1933.

8. Ministre italien de l'Air. Cf. n° 317.

9. Du 15 au 21 septembre 1933.

10. Ministre des Affaires étrangères.

été donnée comme certaine de bonne source, les Soviets, escomptant un arrangement portant sur les créances françaises d'avant-guerre, effectueraient déjà, en bourse de New-York, des achats de titres des anciens emprunts russes.

Quoi qu'il en soit – les semaines à venir nous donneront sans doute des précisions – l'œuvre du Cabinet Daladier demeurera caractérisée par le rapprochement politique et économique¹¹ qu'il a réalisé entre la France et les Soviets. Il s'agit là d'un fait qui ne peut nous laisser indifférents. Déjà, une discrète pression s'exerce de Paris sur Bruxelles dans le sens d'un encouragement de pourparlers entre la Belgique et Moscou.

La tragédie des rapports franco-allemands dans la période de l'après-guerre, qui est, du reste, pour une grande partie le drame de notre Continent, résulte, ainsi qu'il a été relevé plus d'une fois, du manque de synchronisme entre les mouvements qui, alternativement, se sont fait jour dans les deux pays dans le sens de la conciliation et d'un règlement à l'amiable des graves questions controversées. Aujourd'hui, l'Allemagne nationaliste et portée vers l'isolement a en face d'elle un Gouvernement français qui souhaiterait vivement une entente. Des indices nombreux démontrent la vérité de cette assertion, en dépit de l'intransigeance apparente dont tout Cabinet soucieux de l'opinion publique croit devoir faire preuve dans certains domaines et, notamment, dans celui du désarmement.

Le Cabinet Daladier et le Ministère des Affaires Etrangères marquent souvent la volonté de «causer» avec Berlin et se plaignent du peu d'écho que trouvent leurs efforts. Le meilleur chemin de Paris à Berlin passe aujourd'hui, de l'aveu même du Quai d'Orsay, par Rome, dont on écoute volontiers ici les conseils modérateurs, désireux de se ménager, après la conclusion du Pacte à Quatre¹², les possibilités qu'assure aux signataires de cet instrument l'intervention médiatrice du Chef du Gouvernement italien. Des considérations de prestige, si puissantes jadis, cèdent le pas à la préoccupation du moment d'utiliser tout canal de conversations fructueuses.

Il est assez significatif que le Ministre actuel des Affaires Etrangères veut même conserver l'espoir que la Russie soviétique apportera, à la suite de la politique de rapprochement franco-russe, une contribution effective au maintien de la paix en Europe. Il me revient que M. Paul-Boncour aurait développé récemment, dans une réunion privée, des théories qui ont laissé rêveurs ses interlocuteurs. L'ancien leader socialiste, qui a fait rappeler récemment la part qu'il a prise à la construction d'un nouveau système corporatif tel qu'il existe en Italie, aurait émis, plein d'optimisme, l'hypothèse que l'idée sociale, réalisée sous des formes différentes en France, en Allemagne et même en Russie pourrait devenir la base d'un nouveau statut de collaboration européenne. S'il en fallait encore une preuve, ces propos démontreraient jusqu'à quel point le Gouvernement d'aujourd'hui – dont la vie est évidemment suspendue à toutes sortes d'aléas de politique intérieure – est pénétré du désir d'une entente internationale.

11. Le 29 novembre 1932, la France et l'URSS ont signé un pacte de non-agression et de conciliation.

12. Signé le 15 juillet 1933.

338

E 2001 (C) 4/142

*Le Ministre de Suisse à Paris, A. Dunant,
au Chef du Département politique, G. Motta*

L

Paris, 3 octobre 1933

Le Chargé d’Affaires d’Ethiopie à Paris vient de faire appel à l’entremise de la Légation, dans les circonstances suivantes:

Ainsi que vous le savez, le Gouvernement d’Addis-Abeba a placé en Suisse, grâce, d’ailleurs, à l’intervention active de M. Frédéric Hall, une série de commandes d’armes et de munitions¹. Entr’autres, le Gouvernement éthiopien a conclu un contrat avec les usines métallurgiques de Kreuzlingen.

Vous voudrez bien trouver, sous ce pli, un exemplaire de ce contrat, ainsi que d’un cahier de charges pour la réception des fusils Mauser cal. 7, 9 destinés au Gouvernement de l’Empire d’Ethiopie.

Ne se voyant, actuellement, pas dans la possibilité de déléguer un fonctionnaire ou un officier éthiopien en Suisse pour vérifier la livraison sur la base du cahier des charges, le Gouvernement éthiopien a télégraphié à sa Légation à Paris en la chargeant de solliciter le concours d’un spécialiste à désigner par le Gouvernement fédéral, aux fins de la vérification dont il s’agit.

Je vous serais, dans ces conditions, très obligé de vouloir bien examiner, d’entente avec le Département militaire fédéral, si ce dernier peut désigner un de ses fonctionnaires qui agirait en qualité d’expert pour le compte du Gouvernement éthiopien. Les frais de cette mission seraient, ainsi qu’il a été expressément spécifié par M. Tasfaé Tagagne², à la charge du Gouvernement éthiopien.

La demande qui nous est adressée est peut-être quelque peu inusitée. D’autre part, j’estime, et vous partagerez sans doute mon sentiment, que nous aurions tout avantage à favoriser, dans la mesure du possible, les commandes placées par le Gouvernement éthiopien en Suisse. Je me plaît donc à espérer que vous me chargerez, après entente avec le Département militaire fédéral, de transmettre une réponse affirmative à la Légation d’Ethiopie à Paris³.

1. Cf. n° 166.

Voir aussi le PVCF du 10 mai 1932 (Waffen- und Munitionsausfuhr nach Äthiopien E 1004 1/334).

2. Chargé d’affaires d’Ethiopie à Paris.

3. Cf. la réponse affirmative du Chef du Département militaire, Minger, à Motta (25 novembre 1933): /.../

Wir beeihren uns, Ihnen hierauf mitzuteilen, dass die Kriegstechnische Abteilung ...

in der Lage ist, die in Frage stehende Kontrolle vornehmen zu lassen gemäss den zwischen Lieferant und Besteller vereinbarten Vorschriften. Sofern keine andern Weisungen eintreffen, wird die Kriegstechnische Abteilung den Chef der eidg. Waffenkontrolle beauftragen, sich zwecks Vornahme dieser Kontrolle mit dem Lieferanten der vorerwähnten Mausergewehre ins Einvernehmen zu setzen (E 2001 (C) 4/142).

339

E 1004 1/342

CONSEIL FÉDÉRAL
Procès-verbal de la séance du 6 octobre 1933¹

1551. Verhandlungen mit Deutschland

Volkswirtschaftsdepartement.

Antrag vom 3. Oktober 1933

Das Volkswirtschaftsdepartement berichtet folgendes:

«1. Transferfragen.

Gestützt auf die am 15. September in Berlin geschaffene Grundlage² hat mit unserem Einverständnis der Präsident des Komitees Deutschland der schweizerischen Bankiervereinigung³ in den letzten zehn Tagen in Berlin über die technische Durchführung des Transfers für schweizerische Gläubiger verhandelt. Er blieb dabei in ständiger enger Fühlung mit uns und hat gestern die Arbeiten abgeschlossen. Neben verschiedenen materiellen Schwierigkeiten, die noch zu überwinden waren, musste der Tatsache Rechnung getragen werden, dass auf deutscher Seite die Kompetenzverhältnisse ziemlich kompliziert und zum Teil auch verworren sind. Dies führte dazu, dass die getroffenen Abmachungen einsteils in einem zwischen den beiden Ländern abzuschliessenden Staatsvertrag, andernteils in einer Vereinbarung⁴ zwischen der Reichsbank und dem Komitee Deutschland der schweiz. Bankiervereinigung niedergelegt werden mussten. Die Verbindung zwischen beiden Dokumenten wird dadurch hergestellt, dass im Staatsvertrag die beiden Regierungen vom Banken-Abkommen Kenntnis nehmen und ihm zustimmen. Der Staatsvertrag soll abgeschlossen werden durch Unterzeichnung seitens des Chefs des Volkswirtschaftsdepartementes einerseits und der Deutschen Gesandtschaft in Bern anderseits⁵.

1. Absent: Motta.

2. Cf. n°334. Suivant cet accord provisoire, la Reichsbank promettait aux créanciers suisses le transfert intégral de leurs intérêts et non pas du 50% seulement comme c'était le cas pour les autres créanciers de l'Allemagne. Sur l'issue de ces négociations cf. aussi la lettre de Dinichert à Motta du 16 septembre:

/.../

Erfreulich ist das Ergebnis jedenfalls insofern, als vorderhand, d.h. bis Ende des Jahres, die Wehen im Gefolge des Transfermoratoriums beseitigt wären. An den bereits getroffenen Abreden wird nicht mehr gerüttelt und der weitere Ausgleich der Zahlungen soll durch die sog. zusätzlichen Exporte gesichert werden. Damit fällt ein Zwangs-Clearing, dessen Folgen kaum abzusehen gewesen wären, bis auf weiteres ausser Betracht. Es ist nur zu hoffen, dass aus den hundertprozentigen Zahlungen an die Schweiz sich von Seiten dritter Gläubigerländer keinerlei Schwierigkeiten ergeben. Das bleibt für mich immer noch ein etwas empfindlicher Punkt. /.../ (E 2001 (C) 3/147).

3. A. Jöhr.

4. Cf. Bankenabkommen über die Durchführung des Transferprotokolls, conclu le 2 octobre à Berlin entre la Reichsbank, la Caisse de conversion pour les dettes extérieures, la Golddiskontbank, du côté allemand et le «Komitee Deutschland», du côté suisse. Copie de l'accord in E 2001 (C) 3/147.

5. La signature de cet accord aura lieu le 7 octobre à Berne. Cf. annexes I et II au présent document.

Das erzielte Resultat darf als durchaus befriedigend bezeichnet werden, indem es dank der verständnisvollen Mitwirkung der schweizerischen Banken möglich sein wird, von der Aushändigung der «Scrips»⁶ an schweizerische Coupongläubiger Umgang zu nehmen und diesen auf einmal 100% der Couponbeträge auszuzahlen. Auch die Interessen der andern Gläubigerkategorien (Versicherungsgesellschaften, Goldhypotheken, Haus- und Grundeigentümer, Grenzkraftwerke) sind weitgehend gewahrt.

2. Gegenstand der auf 15. Oktober in Bern festgesetzten Verhandlungen bilden noch folgende drei Fragen:

- a) deutsches Dumping mit entwerteter Mark;
- b) Fremdenverkehr;
- c) Erleichterungen für den schweizerischen Warenexport nach Deutschland.

Was die Fragen a) und b) anbelangt, so enthält das Vorabkommen vom 15. September befriedigende und genügende Grundlagen. Immerhin wird die schweizerische Delegation darnach trachten, dieselben nach Möglichkeit zu verbessern und insbesondere eine Aufhebung des deutschen Ausreisesichtvermerks schon auf Anfang Dezember zu erreichen.

Mit bezug auf den schweizerischen Warenexport nach Deutschland wird die schweizerische Delegation die bereits anlässlich der Mai-Verhandlungen⁷ vorgebrachten Begehren vertreten und ihr Hauptgewicht darauf legen, dass die früheren Ausfuhrmöglichkeiten für Baumwollgarne, Baumwollzwirne und Baumwollgewebe wieder hergestellt werden. Die deutsche Delegation wird eine Reihe von Wünschen betreffend Erhöhung der Deutschland bisher gewährten Kontingente vorbringen, denen schweizerischerseits entsprochen werden kann, soweit nicht wichtige Interessen der einheimischen Produktion geschädigt werden.

3. Was die Zusammensetzung der schweizerischen Delegation anbelangt, so erscheint es angezeigt, sie gleich bleiben zu lassen, wie für die Mai-Verhandlungen.»

Antragsgemäss wird *beschlossen*:

1. Von den vorstehenden Ausführungen wird zustimmend Kenntnis genommen.
2. Für die am 15. Oktober beginnenden schweizerisch-deutschen Wirtschaftsverhandlungen wird die schweizerische Delegation wie folgt bestellt:

- a. Minister Stucki, Direktor der Handelsabteilung des Volkswirtschaftsdepartementes, als Chef der Delegation;
- b. Oberzolldirektor Gassmann, in Bern;
- c. Prof. Dr. Laur, in Brugg;
- d. Nationalrat Dr. Wetter, in Zürich;
- e. Nationalrat Schirmer, in St. Gallen.

Das Volkswirtschaftsdepartement wird ermächtigt, Experten und Sekretäre nach Bedarf zuzuziehen.

6. Cf. n° 308.

7. Cf. nos 271 et 276.

ANNEXE I

E 2001 (C) 3/147

*Accord conclu entre la Suisse et l'Allemagne sur l'exécution
du moratoire allemand des transferts⁸*

Copie
Protocole

Bern, 7. Oktober 1933

Artikel I.⁹

Die Einlösung der Schuldscheine der Konversionskasse für deutsche Auslandsschulden (Scrips), die schweizerischen Gläubigern im Zusammenhang mit dem deutschen Transfermoratorium zustehen, wird bis zu 100% erfolgen, falls und soweit die hierfür benötigten Devisen durch zusätzliche Einfuhren deutscher Waren nach der Schweiz beschafft werden.

Als zusätzliche Einfuhren gelten:

1. Diejenigen Einfuhren deutscher Waren nach der Schweiz, die vertraglich festgelegte schweizerische Einfuhrkontingente überschreiten.
2. Diejenigen Einfuhren deutscher Waren nach der Schweiz, die die von der Schweiz autonom festgelegten Kontingente bei solchen Positionen des Zolltarifs überschreiten, für die vertragliche Abmachungen nicht bestehen. Die Ueberschreitung wird dabei nur insoweit berücksichtigt, als die Einfuhren 50% der entsprechenden Einfuhr aus Deutschland im Jahre 1931 übersteigen oder soweit nicht Deutschland auf Grund der Meistbegünstigungsklausel Anspruch auf höhere als die von der Schweiz autonom festgesetzten Kontingente hat.
3. Die Einfuhren aus Deutschland nach der Schweiz an Kohle, Koks, Steinkohlen- und Braunkohlenbriketts, Zucker und Malz, soweit ihr Wert den Betrag der Devisenbewilligungen überschreitet, die gemäss dem Reiseabkommen über die Freigrenze¹⁰ von 200 RM hinaus für Reisen von Deutschland nach der Schweiz erteilt worden sind.

Artikel II.

Das Eidgenössische Volkswirtschaftsdepartement wird dem Reichswirtschaftsministerium alsbald nach Abschluss dieses Abkommens auf Grund der schweizerischen Statistik über die Wareneinfuhr eine Aufstellung überreichen, welche die unter Artikel I fallenden Einfuhren aus Deutschland nach der Schweiz für die Monate Juli und August 1933 nach Menge und Wert enthält, und zwar getrennt nach den unter Artikel I Ziff. 1, 2 und 3 aufgeführten Gruppen und geordnet nach Zolltarifpositionen.

Das Reichswirtschaftsministerium wird ebenfalls alsbald nach Abschluss des Abkommens dem Eidgenössischen Volkswirtschaftsdepartement eine Aufstellung übermitteln, aus der sich die gemäss dem Reiseabkommen über die Freigrenze von 200 RM hinaus für Reisen von Deutschland nach der Schweiz in den Monaten Juli und August 1933 erteilten Devisenbewilligungen ergeben.

Die Reichsbank wird den Saldo, der sich aus der im Benehmen beider Stellen (Eidgenössisches Volkswirtschaftsdepartement und Reichswirtschaftsministerium) erfolgten Abrechnung der Aufstellungen zugunsten der Schweiz ergibt, bis zum 25. Oktober 1933 auf ein bei der Schweizerischen Nationalbank in Zürich zu führendes Sonderkonto für zusätzlichen Transfer (Transferkonto) überweisen.

Vom Monat September 1933 ab erfolgt die Abrechnung monatlich, und zwar jeweils am 25. des folgenden Monats, erstmals am 25. Oktober 1933. Die Ueberweisung des Saldos auf das Transferkonto hat zehn Tage darauf zu erfolgen.

8. Signé par Schulthess et par le Chargé d'affaires de la Légation d'Allemagne à Berne, K.W. Dankwort.

9. Cet article est presque identique au point 1. du pré-accord négocié par Stucki le 15 septembre à Berlin. Cf. n°334.

10. Du 29 juin 1932. Cf. n°178.

Die Umrechnung von Reichsmark in Schweizerfranken erfolgt zu dem am Abrechnungstage letzten bekannten Berliner Mittelkurs für Auszahlung Zürich.

Die auf dem Transferkonto auflaufenden Beträge sind ausschliesslich für die Bedienung der Scrips schweizerischer Gläubiger nach Massgabe der Artikel III und IV bestimmt.

Die Einzelheiten der bankmässigen Durchführung werden durch Briefwechsel zwischen der Schweizerischen Nationalbank und der Reichsbank geregelt werden.

Artikel III.

Schweizerische Gläubiger im Sinne dieses Abkommens sind juristische und natürliche Personen, die ihren Sitz oder ständigen Wohnsitz in der Schweiz haben und die entweder schon am 1. Juli 1933 Eigentümer der Coupons oder Gläubiger der Zinsforderungen waren, für welche die Scrips ausgegeben worden sind, oder nach dem Stichtage noch Wertpapiere oder Forderungen erworben haben, für welche die genannten Merkmale am Stichtage gegeben waren. Als Eigentümer oder Gläubiger gelten nicht solche Personen, denen die Coupons oder Forderungen nur zur Einziehung oder nur sicherungshalber (pfandweise) übertragen worden sind.

Artikel IV.

Aus den auf dem Transferkonto aufgelaufenen Beträgen werden in erster Linie die Zahlungen, mit denen das schweizerische Konsortium und die Schweizerische Postverwaltung bei dem Ankauf der Scrips in Vorlage getreten sind, in zweiter Linie die Zahlungen vergütet, welche die Deutsche Gold- und Diskontbank zum Ankauf der Scrips zur Verfügung gestellt hat. Der danach noch verbleibende Restbetrag auf dem Transferkonto bleibt zur Verfügung der Reichsbank.

Artikel V.

Durch die vorstehenden Abmachungen bleiben die Erklärungen der Reichsbank über das Transfermoratorium unberührt.

Artikel VI.

Die vorstehende Regelung gilt bis zum 31. Dezember 1933¹¹ und schliesst alle Fälligkeiten bis zu diesem Zeitpunkt ein, soweit hierfür Scrips den schweizerischen Gläubigern zustehen und soweit diese Scrips bis zum 28. Februar 1934 dem schweizerischen Bankenkonsortium vorgelegt worden sind.

11. *Sa validité est prolongée ensuite jusqu'à la conclusion d'un nouvel accord entre les deux pays, mais au minimum jusqu'au 31 janvier 1934. Cf. lettre du délégué allemand Hagemann à Stucki, du 20 décembre 1933* (E 2001 (C) 3/147).

6 OCTOBRE 1933

ANNEXE II

E 7110 1/45

*Le Chef du Département de l'Economie publique, E. Schulthess,
au Chargé d'affaires de la Légation d'Allemagne à Berne, K.W. Dankwort*

*Copie**N*

Bern, 7. Oktober 1933

Sie hatten die Freundlichkeit, mir anlässlich der heutigen Unterzeichnung des deutsch-schweizerischen Protokolls über die Vereinbarungen betreffend Durchführung des deutschen Transfermoratoriums folgendes mitzuteilen¹²:

«Die Deutsche Regierung hat sich zu der in dem heute unterzeichneten Abkommen getroffenen Regelung über die Einlösung von Scrips schweizerischer Gläubiger nur mit Rücksicht darauf bereit gefunden, dass die Schweiz ihr schon bisher zusätzliche Ausfuhrmöglichkeiten eröffnet hat, die ihr voraussichtlich die Bedienung der Scrips zum vollen Wert ermöglichen werden, und dass sich die Schweizerische Regierung bereit erklärt hat, darüber hinaus weitere zusätzliche Ausfuhrmöglichkeiten zu schaffen. Sollten wider Erwarten die vorstehend erwähnten zusätzlichen Ausfuhren nicht für eine volle Bedienung der Scrips schweizerischer Gläubiger ausreichen, so kann eine Fortsetzung des Verfahrens über den 1. Januar 1934 hinaus von der Deutschen Regierung nur bei Gewährung weiterer zusätzlicher Ausfuhrmöglichkeiten nach der Schweiz in Aussicht genommen werden».

Indem ich von vorstehenden Mitteilungen Kenntnis nehme, beeche ich mich, Ihnen zu Handen Ihrer Regierung zur Kenntnis zu bringen, dass der Bundesrat den vorstehenden Darlegungen der Deutschen Regierung nicht beipflichten kann. Er steht nach wie vor auf dem Standpunkt, dass die Deutsche Regierung verpflichtet und durch den bestehenden grossen Ueberschuss im Warenexport nach der Schweiz auch in die Lage versetzt ist, das im heutigen Abkommen Vorgesehene zu tun ohne besondere Gegenleistungen der Schweiz. Er hat denn auch der gegenwärtigen Regelung bis zum 31. Dezember ds. Js. lediglich deshalb zugestimmt, um der Deutschen Regierung die Ueberwindung besonderer Schwierigkeiten in ihren Beziehungen zu andern Staaten zu erleichtern. Wie anlässlich der Verhandlungen mündlich erklärt, behält sich der Bundesrat für die Zeit nach dem 31. Dezember 1933 volle Handlungsfreiheit vor.

12. *Par note du même jour* (E 7110 1/45).

340

E 2001 (C) 1/217

*Conférence sur la clause-or du 13 octobre 1933¹**PV*

Présidée par M. le Conseiller fédéral Motta;
 Département politique: M. le Ministre de Stoutz et M. Jaccard;
 Département des finances: M. Kellenberger;
 Banque nationale suisse: M. Schwab;
 Association suisse des banquiers: MM. Golay, Wieland et G. de Haller.

M. Motta déclare que, pour le Département politique, il n'y a aucun doute que la clause-or continue à lier la Confédération suisse et à régir le service des intérêts et le remboursement de l'emprunt. C'est dans ce sens que le Conseil fédéral s'était prononcé tout d'abord en déclarant qu'il s'en tiendrait aux conditions stipulées par le contrat d'emprunt². Si la clause-or nous oblige, aucune discrimination ne doit être faite selon la nationalité ou le domicile des porteurs. L'exigence d'affidavits ne se justifie pas, si ce n'est peut-être comme moyen d'établir une statistique de la répartition des titres de l'emprunt. *M. Motta* demande au délégué du Département des finances d'exposer les raisons qui justifient à ses yeux la création d'une double catégorie de porteurs.

M. Kellenberger rappelle les dommages causés à l'économie suisse par l'abandon du Goldstandard aux Etats-Unis³ et l'inutilité, par conséquent, de sacrifier nos intérêts aux ressortissants de ce pays quand nous pouvons faire autrement. Les affidavits exigés pour l'échéance du 1er octobre permettront de déterminer l'importance de la tranche de l'emprunt qui est en mains américaines. Si cette tranche est peu importante, tous les porteurs seront payés indifféremment sur la base du dollar-or. Au cas contraire, on pourrait se demander si une discrimination ne se justifierait pas à titre de mesure de rétorsion. *M. Kellenberger* fait observer aussi que la question juridique prête à différentes théories assez divergentes, que d'autres pays ne se sont pas engagés à payer en or les porteurs américains (estampillage des titres belges et de quelques titres hollandais) et qu'enfin, une partie de la presse suisse s'est prononcée contre un acte de «générosité» de notre part.

M. Schwab rappelle les conditions dans lesquelles est née l'idée d'un recours aux affidavits, après une étude sérieuse du problème par la Banque nationale. A l'époque où cette décision a été prise, l'avenir du franc suisse n'était guère rassurant et il fallait envisager le danger d'une dévalorisation possible de notre monnaie nationale et en tirer certaines conclusions.

MM. Golay et Wieland exposent avec beaucoup de conviction le point de vue de

1. Procès-verbal rédigé par G. Jaccard, du Département politique, et daté du 14 octobre 1933.

2. Cf. n° 284.

3. Cf. n° 284, n. 1.

l'Association. Font valoir l'importance générale de la question de la clause-or, la nécessité de restaurer la confiance qui se fonde sur le respect des contrats, la position morale de la Suisse, qui ne doit pas s'exposer à des critiques et moins encore aux risques d'un procès. Ils critiquent le système des affidavits ... Rappellent la constitution et le rôle du Comité international⁴.

M. Motta, résumant l'opinion des préopinants, déclare que les départements intéressés et toutes les personnes présentes sont en définitive unanimes pour reconnaître la validité de la clause-or de notre emprunt 1924. M. Motta passe ensuite à la question de la défense des porteurs suisses de titres étrangers émis en dollars-or. Après avoir entendu les renseignements fournis par M. Golay sur le projet hollandais de s'associer à un autre pays pour faire trancher devant la Cour permanente de Justice internationale le litige des emprunts en dollars de l'Etat danois⁵, M. Motta se déclare en principe d'accord d'engager les préliminaires. Il regrette que ce soit le Danemark qui ait été choisi pour cette démonstration; il doute qu'une sentence condamnatoire fasse beaucoup d'impression sur les Etats-Unis et fait certaines réserves quant aux répercussions de l'action sur nos relations commerciales avec le Danemark.

4. Il s'agit du Comité international contre la répudiation de la clause-or, constitué à Bâle le 30 juin 1933.

5. Cf. n° 309.

341

J.I. 1.1./28

*Le Chef du Département politique, G. Motta,
au Ministre de Suisse à Berlin, P. Dinichert*

Copie
L personnelle

Berne, 14 octobre 1933

/.../

Je tiens tout d'abord à vous dire que je suis avec la plus vive sympathie votre /2 mots illisibles/ et souvent ingrate. Je me rends compte parfaitement que votre tâche demeure hérissee de difficultés et ne peut vous procurer d'autres satisfactions que celle d'accomplir un devoir nécessaire au service du pays. Vous avez, comme vous le savez, ma pleine confiance et je souhaite que vous puissiez tirer de cette déclaration un peu de réconfort.

Mon impression de la dernière assemblée de Genève¹ a été que l'Allemagne s'y est trouvée *fort isolée*. Même les anciens neutres (Suède, Norvège, Danemark, Hollande et Espagne) regardent à l'Allemagne avec une méfiance accrue. La Suisse est probablement le seul pays qui, conformément à sa politique traditionnelle, a voulu et su maintenir une attitude amicale vis-à-vis de tous les pays. Notre politique à l'égard de l'Italie nous dictait d'ailleurs notre politique à l'égard de l'Allemagne ...

La rupture de l'Allemagne avec la Conférence pour la limitation des armements

1. XIV^e Assemblée de la SdN.

et même avec la Société des Nations² m'a causé une peine profonde, mais pas de très grande surprise. J'avais depuis des mois la *sensation* que l'Allemagne se trouvait mal à l'aise dans la S.d.N. L'esprit de Genève se concilie mal avec l'esprit du régime national-socialiste ...

Je crois que les deux raisons les plus graves qui ont déterminé l'Allemagne à son geste sont, d'abord, l'horreur du contrôle et, ensuite, la répugnance à transformer l'armée de métier en armée avec service à court terme ... Ces raisons ne sont pas les seules, bien entendu, mais elles ont pesé, sans doute, d'un poids décisif. M. von Neurath³ en a d'ailleurs fait presque l'aveu.

Comme vous le savez, la commission générale de la Conférence aura à délibérer, le 26 de ce mois, sur la suite à donner à ses travaux. Je penche, personnellement, vers l'avis qu'il serait sage d'ajourner la Conférence *sine die* ou, dans tous les cas, à longue échéance. Je ne vois vraiment pas comment la Conférence pourrait faire encore œuvre utile. Sans l'Allemagne il n'y a pas de convention possible. Or, comment espérer que l'Allemagne accepterait une convention à l'élaboration de laquelle elle n'aurait pas participé? Et d'ailleurs est-on sûr que les travaux ultérieurs de la Conférence sans l'Allemagne ne feront pas apparaître des malentendus, des divergences, des discordes entre les Etats qui seront restés? Il me paraît que le parti le plus avisé serait d'ajourner et de laisser, pendant les mois prochains, les Grandes Puissances négocier entre elles. Plus tard on verrait si la convocation de la Conférence serait encore possible.

Je n'espère plus que l'Allemagne retrouve le chemin du retour à Genève. La question se posera donc de notre situation dans la Société des Nations, mais il serait évidemment prématuré de se livrer à ce sujet à des considérations nécessairement vaines. Il me paraît admissible que la Suisse continue la politique qu'elle a pratiquée jusqu'ici; à la condition que la Société des Nations n'assume pas figure d'Etats coalisés contre l'Allemagne.

Je me félicite d'avoir toujours nourri et professé publiquement au sujet de *notre neutralité* les mêmes doctrines et les mêmes points de vue. Notre neutralité est un bien précieux. La maxime de la neutralité reste dominante dans notre politique extérieure. J'ai la persuasion que l'immense majorité de notre peuple pense de même et qu'elle, cette majorité, se comportera en conséquence lorsqu'il s'agira des sacrifices qu'impose notre défense nationale.

Nous devons vivre en *bons termes* avec *tous nos voisins*. La Suisse ne pourrait pas sans perdre son indépendance pratiquer une politique qui la placerait dans le sillage de l'un quelconque de ses grands voisins.

J'entretiens jusqu'ici les meilleurs rapports avec le nouveau ministre d'Allemagne à Berne, Monsieur de Weizsäcker. Celui-ci est un esprit pondéré, agréable et amical. Il suivra, *mutatis mutandis*, la tradition de son prédécesseur.

Cette lettre est devenue un peu plus longue que je n'avais supposé, mais je pense qu'elle vous éclairera sur les lignes maîtresses de la politique que je désire observer, et que vous excuserez par conséquent sa longueur.

2. Cf. n° 345.

3. Ministre des Affaires étrangères.

18 OCTOBRE 1933

342

E 7110 1/127

*Le Vice-directeur de la Division du Commerce du Département de l'Economie
publique, J. Hotz,
au Consulat général de Suisse à Budapest*

*Copie**L*

Ungarn.-Clearingverhandlungen

Bern, 18. Oktober 1933

Wir beeihren uns, Ihnen den Empfang Ihres Schreibens vom 14. Oktober¹ zu bestätigen und Ihnen für die Uebermittlung einiger Uebersetzungen von ungari-schen Zeitungsausschnitten betreffend die schweizerisch-ungarischen Clearingver-handlungen verbindlichst zu danken.

Diese Zeitungsartikel sind allerdings nicht nur ungenau, sondern geradezu falsch. Besonders die Mitteilung des «Magyar Közgazdaság» vom 12. Oktober über die Mission von Herrn Direktor Blass enthält ungefähr ebenso viele Unrichtigkeiten wie Wörter. In Tat und Wahrheit hat die Mission von Herrn Direktor Blass (nicht Generaldirektor der Schweizerischen Kreditanstalt) mit unsren Verhandlungen nicht das geringste zu tun. Wir wissen nicht, welche Geschäfte diese Reise ver-anlasst haben, die absolut ohne unser Wissen erfolgt ist.

Etwas anders verhält es sich mit der Reise der beiden Herren Generaldirektor Strässle² und Generaldirektor Speich³. Diese beiden Herren sind tatsächlich mit unserem Wissen im Verfolge der Clearingverhandlungen, welche vom 4.–6. Okto-ber in Zürich stattfanden, nach Budapest gereist. Aber auch sie können in keiner Weise irgendwelche Abmachungen treffen, sondern sind bloss auf den ausdrückli-chen Wunsch von Herrn Direktor Tabakovics⁴ nach Budapest gereist, um dort selbst die Vorschläge der ungarischen Regierung über die Einbeziehung der Finanz-forderungen in den schweizerisch-ungarischen Waren- und Zahlungsverkehr entge-genzunehmen⁵.

Wir kommen damit auf das Ergebnis der Verhandlungen selbst zu sprechen, wel-

1. Non reproduit.

2. J. Strässle, Directeur général du Crédit suisse. Sur l'activité de cette banque cf. n°214.

3. R. Speich, Directeur général de la Société de banque suisse.

4. D. Tabakovics, Directeur de la Banque nationale de Hongrie.

5. Le 25 octobre suivant, devant la commission du clearing, J. Strässle présente le résultat de ces négociations avec les délégués de la Banque nationale de Hongrie:
/.../

Die anwesenden ungarischen Delegierten machten auf die mit England und Amerika bestehen-den Stillhalte-Abkommen und Transfer-Agreement aufmerksam, welche der ungarischen Regie-rung im Entgegenkommen der Schweiz gegenüber genaue Schranken auferlegen. Es sei mit diesen bestehenden Verträgen nicht vereinbar, dass die schweizerischen Finanzforderungen im allge-meinen Clearingabkommen mit einem bestimmten Prozentsatz berücksichtigt werden. Dagegen sei Ungarn bereit, gewisse Warengattungen, solange vorrätig, für die Abtragung

a) von auf kurzfristige Kredite entfallende Pengö-Zinsguthaben,

ches völlig negativ ausgefallen ist. Wie Sie sich erinnern, hatte beim Abschluss der Verhandlungen im Juli die schweizerische Delegation eine einseitige Erklärung⁶ zu Protokoll gegeben, wonach die Verhandlungen im Oktober nur dann wieder aufgenommen würden, wenn Ungarn der Einbeziehung von Finanzforderungen in den Zahlungsverkehr zustimme. Aus dem Briefwechsel, den Herr Präsident Bachmann mit dem ungarischen Finanzminister Imredy führte, sowie aus einer persönlichen Besprechung, die Herr Bachmann und ein Vertreter unseres Departementes mit Herrn Imredy hatten, musste die Schlussfolgerung gezogen werden, dass Ungarn nunmehr der Berücksichtigung von Finanzforderungen im Rahmen des schweizerisch-ungarischen Warenverkehrs zustimme.

Als nun die Verhandlungen in Zürich begannen, erklärte Herr Tabacovics zum grossen Erstaunen der schweizerischen Delegation, dass er über Finanzforderungen nicht verhandeln könne. Wir haben darauf sofort die Verhandlungen abgebrochen, so dass die 7-köpfige ungarische Delegation völlig unverrichteter Dinge nach Budapest zurückkehren musste. Eine Lösung, wie sie Herr Tabacovics Ihnen neuerdings auseinandersetzte, in dem Sinne, dass einzelne Verträge über Warenlieferungen gegen Finanzpengös abgeschlossen würden, kommt für uns nicht in Frage. Sollte Ungarn in diesem Punkte seine Haltung nicht ändern, so würden selbstverständlich auch die bereits abgeschlossenen Verträge über den Ankauf von weitem Weizen- und Gerstenmengen, sowie ein mit den schweizerischen Bierbrauern vereinbartes Malzgeschäft dahinfallen. Die ungarische Delegation ist darüber mit aller nur wünschenswerten Deutlichkeit informiert worden.

b) von 50% der im Rahmen des Stillhalte-Abkommens geleisteten Kapitalrückzahlungen, freizugeben, wobei 20% des Gegenwertes in Devisen der Ungarischen Nationalbank ausgeliefert werden müssten. Die Frachten gingen zu lasten des Käufers.

Die Frage, ob die Möglichkeit bestehe, gewisse Mengen *Weizen oder Zucker* für Finanzforderungen im gleichen Sinne zu verwenden, wie die auf der ungarischen Liste angeführten Warengattungen (von welchen nur Stroh Gegenstand von Importen im Masstab der angegebenen Vorräte sein könnte), wurde weder absolut bejahend noch verneinend beantwortet; man liess jedoch durchblicken, dass unter Umständen bei grösseren Bezügen eine solche Möglichkeit nicht ausgeschlossen sei.

Die Vertreter Ungarns erklärten, dass die ungarische Regierung unwiderruflich darauf bestehe, dass die Finanzforderungen aus dem zukünftigen Clearingvertrag ausgeschlossen werden und auch abgeneigt sei, einen Geheimvertrag abzuschliessen. Eine Einbeziehung der Finanzforderungen in die Regelung des ungarisch-schweizerischen Zahlungsverkehrs aus dem Warenaustausch sei mit den mit anderen Ländern abgeschlossenen Verträgen nicht vereinbar.

/.../ Protokoll der Sitzung der Clearingkommission von Mittwoch, den 25. Oktober 1933 ... (E 2001 (C) 4/169).

6. Cf. n°318, n. 2.

343

E 1004 1/342

*CONSEIL FÉDÉRAL**Procès-verbal de la séance du 20 octobre 1933¹*

1636. Activité politique du colonel Fonjallaz.

Verbal.

M. le chef du département militaire désire connaître l'opinion du conseil au sujet de l'activité politique du colonel Fonjallaz, chargé de cours à l'école des sciences militaires. Cet officier est à la tête d'un comité qui publie le journal «Le Fasciste», il a été reçu par M. Mussolini² en qualité de chef du fascisme suisse et il représente en Suisse le mouvement en faveur de «l'universalité de Rome»³. Cette activité est-elle compatible avec la nature de l'enseignement qu'il donne à l'école des sciences militaires?

Le conseil répond négativement à cette question. Sans doute doit-on se montrer large en ces matières et ne pas intervenir sans nécessité dans l'activité politique des membres du corps enseignant. Mais en l'espèce il s'agit de cours destinés à des instructeurs ou à de futurs instructeurs, et l'on doit veiller que les théories fascistes ne soient pas répandues dans ce corps du haut d'une chaire fédérale. D'autre part, il ne serait ni équitable ni prudent de frapper le colonel Fonjallaz immédiatement et sans l'avoir entendu. Il ne faudrait pas, en particulier, qu'en Italie, où son nom jette un certain éclat, son éloignement puisse être considéré comme un acte inamical de la Suisse.

M. le chef du département militaire déclare, en conséquence, qu'il invitera le colonel Fonjallaz à choisir entre son activité politique et son enseignement à l'école des sciences militaires. Au cas où cet officier donnerait la préférence à son activité politique, son enseignement cesserait au printemps prochain.

Le conseil se déclare d'accord⁴.

1. Absents: Schulthess, Häberlin et Musy.

2. Cf. la lettre du Ministre Wagnière au Chef du Département politique, Motta, du 18 octobre 1933:

Je viens d'avoir la visite du Colonel Fonjallaz qui tenait, par correction, à me faire connaître le but de son voyage à Rome.

Il a obtenu, par l'entremise de la Légation d'Italie à Berne, une audience du Chef du Gouvernement pour lui et pour une quarantaine de citoyens suisses qui l'accompagnaient. /.../ (E 2001 (C) 4/104).

3. Comités d'action pour l'universalité de Rome (C.A.U.R.) fondés en juillet 1933, organisation de propagande à destination de l'étranger, présidée par E. Coselschi, dépendant du Ministère des Affaires étrangères.

4. Pour la suite de cette affaire cf. PVCF du 31 octobre 1933 (E 1004 1/342):

/.../

Der Vorsteher des Militärdepartements wurde beauftragt, Herrn Oberst Fonjallaz zu sich kommen zu lassen und ihm einen ... Rücktritt nahezulegen. Diesem Auftrag hat der Sprechende [Minister] Folge gegeben und konnte denn auch den Obersten Fonjallaz zum Verzicht auf seinen Lehrauftrag an der militärwissenschaftlichen Abteilung der Eidgenössische Technische Hochschule, sowie zur Einreichung eines Gesuches um Entlassung aus der Wehrpflicht bewegen.

Von dieser Mitteilung wird am Protokoll Vormerk genommen.

344

E 2001 (C) 4/104

*Le Chef du Département politique, G. Motta,
au Ministre de Suisse à Rome, G. Wagnière*

Copie
L confidentielle

Berne, 23 octobre 1933

Je vous remercie des informations que vous m'avez fournies au sujet de la récente visite des *fascistes suisses* auprès de M. le Président Mussolini¹.

J'ai constaté que la presse italienne a donné à cette visite une importance extraordinaire. Je n'ai pu lire le récit qu'elle en a fait sans être surpris.

Je ne comprends pas comment M. Mussolini se prête à des manifestations aussi *ridicules*. Je ne sais pas si vous connaissez personnellement M. le colonel Fonjallaz. Le moins que je puisse dire de lui est qu'il *s'agit d'un irresponsable*. Le groupe dont il est chef est un groupe infime au point de vue du nombre et dénué de toute influence.

Il faudrait trouver un moyen opportun pour faire comprendre à nos amis italiens qu'ils *ont tort* d'accorder de l'importance aux manifestations comme celle dont il s'agit.

Je vois que cela est assez délicat, car l'opinion d'avoir à l'Etranger des adhérents nombreux flatte la vanité et l'orgueil des chefs fascistes. Je suis persuadé, d'ailleurs, que M. Mussolini en recevant les *fascistes suisses* a estimé faire un geste amical pour la Suisse. Mais sur ce point il se trompe. Il n'y a pas un suisse sérieux qui ne hoche la tête devant des faits pareils qui lui paraissent appartenir au genre comédie. Nos bonnes relations ne gagneront rien, bien au contraire, à ces manifestations.

Croyez-vous trouver un moyen de *faire comprendre*?

Lorsque je verrai M. Marchi, le ministre d'Italie, je ne lui cacherai pas mon sentiment. J'espère que, s'il a observé autour de lui, il comprendra et rapportera à Rome en conséquence².

1. Cf. n° 343.

2. Cf. aussi annexe au présent document.

23 OCTOBRE 1933

ANNEXE

E 2001 (C) 4/104

*Le Ministre de Suisse à Rome, G. Wagnière,
au Chef du Département politique, G. Motta³*

*L personnelle**/.../*

Je comprends fort bien votre surprise et votre indignation à la lecture du récit de cette audience reproduit par toute la presse italienne sans exception. Je tiens, toutefois, à vous dire que le Duce reçoit chaque jour des étrangers qui lui apportent l'hommage de leur admiration. Des groupes fascistes se sont constitués un peu partout hors d'Italie, même en Angleterre, le pays qui, par ses traditions et son caractère, paraît le plus éloigné de ces nouvelles doctrines. */.../*

Vous n'ignorez pas que le Colonel F/ onjallaz/ a de terribles hérédités du point de vue mental. J'ignorais ce détail, et d'autres encore moins édifiants, lorsque je l'ai reçu à la Légation. D'autre part, ce qui se passe à Genève par exemple, où la vie publique est comme empoisonnée par la lutte des classes et par la propagande constante du désordre et de tout ce qui est contraire aux traditions les plus sacrées du pays, peut faire considérer le fascisme, même par nos compatriotes, avec plus d'indulgence que cela n'aurait été le cas autrefois.

Je vous dis cela sans prétendre excuser le moins du monde la démarche de ces quarante Confédérés.

Je ne manquerai pas, suivant vos indications, de faire savoir à l'occasion en haut lieu ce qu'il faut penser de cette singulière initiative, mais je ne pense pas – et vous ne me le demandez pas – qu'il convienne d'aller en parler avec le grand chef qui pourrait mal interpréter une démarche de ce genre.

*/.../**3. Remarque manuscrite de Motta:*

Il ne s'agit pas, bien entendu, d'en parler à M. Mussolini. J'ai parlé d'ailleurs moi-même à M. Marchi de l'affaire dont il s'agit; M. Marchi a partagé entièrement mes sentiments. 30.X.1933.

345

E 1004 1/342

*CONSEIL FÉDÉRAL
Procès-verbal de la séance du 23 octobre 1933¹*

1641. Abrüstungskonferenz

Politisches Departement.

Mündlich.

Der Vorsteher des Politischen Departements teilt mit, dass das Bureau der Abrüstungskonferenz sich übermorgen, Mittwoch, besammeln wird und dass am folgenden Tage eine Vollsitzung stattfindet, an der über die Fortführung der Abrüstungskonferenz voraussichtlich Beschluss gefasst werden soll. Redner wünscht Instruktionen des Bundesrates darüber, wie sich der Vertreter der Schweiz im Bureau sowie die schweizerische Delegation an der Abrüstungskonferenz selbst zu verhalten habe. Bekanntlich hat Deutschland die Abrüstungskonferenz verlassen

1. Absents: Häberlin et Musy.

und es handelt sich darum, zu entscheiden, welche Konsequenzen diesem Schritt Deutschlands gegeben werden sollen.

Auf Grund der Beratung wird antragsgemäss *beschlossen*:

Die Vertreter der Schweiz haben sich in der ganzen Angelegenheit eine strenge Reserve aufzuerlegen und alles daran zu setzen, damit keine Verschärfung der Lage eintritt. Sollte die Frage der Fortführung der Konferenz zur Sprache und zur Abstimmung gelangen, so haben die schweiz. Vertreter für eine Vertagung der Konferenz sine die oder auf einen möglichst in die Ferne gerückten Zeitpunkt zu stimmen.

346

E 2, Archiv-Nr. 1732

*Le Chef du Département politique, G. Motta,
au Conseil d'Etat de la République et Canton de Genève*

Copie

L DM

Très confidentiel

Berne, 24 octobre 1933

/.../

Comme cela avait été convenu entre notre Département et l'Ambassade de France à Berne, la délégation française a fourni verbalement, au début des négociations¹, les renseignements, concernant le tracé de la ligne douanière française et la nature et le rôle du cordon fiscal, que nous avions demandés à diverses reprises au Gouvernement français, notamment par notre note du 18 mars dernier², en ne cachant pas qu'il nous serait indispensable d'être au clair sur ces points pour pouvoir faire des propositions concrètes au sujet du régime des importations de zone en Suisse. Ces renseignements obtenus, une interruption des négociations a été nécessaire – elle a eu lieu le 12 octobre – pour nous permettre de mettre au point le projet suisse de règlement.

Les données fournies par la délégation française au sujet de la limite intérieure des zones ont démontré que le Gouvernement français se considérait comme obligé, par les termes de l'article 3 du Traité de Turin du 16 mars 1816³, à adopter pour ligne douanière un tracé en ligne droite allant de village en village. Elles ont révélé, en outre, la survivance d'assez sérieuses divergences au sujet du sens à donner à certaines stipulations des traités de 1815 et 1816 qu'une longue conversation diplomatique entamée au début du XVIII^e siècle^{3a} n'avait pas réussi à résoudre. Les experts-médiateurs⁴ ont exprimé le désir que les questions relatives au tracé de la ligne douanière française soient réglées le plus promptement possible par un accord entre les deux

1. Le 9 octobre 1933.

2. Cf. n° 249.

3. *Publications de la Cour permanente de justice internationale. Série C. N° 17-1. Affaire des zones franches de la Haute-Savoie et du Pays de Gex, vol. II, pp. 647-648.*

3a. Il faut lire XIX^e siècle.

4. Sir John Baldwin, J. López Oliván et B.O. Undén.

Gouvernements. Pour suivre ce conseil, le chef de la délégation suisse, M. Paul Comte, Inspecteur général des douanes, et M. le Professeur Paul-Edmond Martin⁵ se sont rendus à Paris afin de tenter de conclure un arrangement sur ce point en cherchant à obtenir, en échange de concessions de notre part sur le tracé de la ligne douanière française, un règlement satisfaisant des questions relatives à la circulation entre les zones et la Suisse – notamment la taxe de circulation sur les véhicules automobiles –, questions qui échappent à la compétence des experts-médiateurs. Les concessions que nous pourrions faire au sujet de l'emplacement des postes douaniers français ont une valeur pratique assez considérable pour l'administration française; elles ne sauraient porter aucun préjudice notable aux intérêts suisses et répondraient pleinement aux désirs des milieux agricoles, vis-à-vis desquels nous nous sommes engagés à ne consentir aucune augmentation de l'étendue des zones contractuelles⁶. Nous n'avons pas besoin de souligner, en revanche, l'importance qu'aurait un arrangement satisfaisant touchant les questions de circulation. Des pourparlers officieux ont dû s'ouvrir à ce sujet à Paris, ce matin 24 octobre. Il nous est naturellement impossible d'en préjuger l'issue. Nous ne pouvons nous dissimuler que les chances de succès ne sont pas très grandes, mais vous estimerez sans doute avec nous que l'occasion d'obtenir satisfaction sur un des points auxquels l'opinion publique attache le plus de valeur – le problème de la circulation – ne devait être négligée à aucun prix.

En ce qui concerne les désirs du Gouvernement français touchant les importations des zones en Suisse, la délégation française a insisté tout d'abord sur la nécessité de substituer au régime précaire qui a existé jusqu'à ce jour un régime juridiquement stable permettant à l'avenir le développement des zones. A cet égard, la délégation suisse a pu donner tous apaisements à la délégation française.

Quant à l'étendue des facilités douanières pour l'importation des produits zoniens, la délégation française n'a pas hésité à demander que la franchise douanière complète soit accordée à la totalité de la production des zones, sans même tenir compte de la consommation locale et des exportations ailleurs qu'en Suisse. La délégation suisse a immédiatement souligné ce que cette prétention avait d'exorbitant. La simplicité même du système préconisé par la France a paru toutefois de nature à séduire les experts-arbitres et constitue, par conséquent, un danger auquel il importe de parer.

Conformément à ses instructions, la délégation suisse s'est abstenue jusqu'ici de découvrir en quoi que ce soit les intentions du Gouvernement fédéral. Mais elle a pu se rendre compte de la grande difficulté qu'il y aurait à faire accepter par les experts-arbitres, en opposition au système français, un système suisse uniquement basé sur la consolidation du régime antérieur et l'octroi, par voie énumérative, de facilités nouvelles destinées à rendre plus libéral le régime actuellement en vigueur.

La délégation suisse a jugé nécessaire, dans ces conditions, d'établir un nouveau projet de règlement reposant sur des principes simples, acceptable pour les experts-arbitres et susceptible de faire pièce au système français.

5. Expert dans l'affaire des zones, membre de la délégation suisse.

6. Cf. n° 236.

Ce projet n'est pas encore entièrement mis au point. Il devra faire l'objet d'une nouvelle discussion avec les spécialistes suisses des questions agricoles et commerciales qui assistent la délégation suisse, dès le retour de MM. Comte et Martin. Ce projet devra, d'autre part, être approuvé par le Conseil fédéral dans un avenir extrêmement rapproché, car nous ne pourrions, sans nous exposer au risque d'indisposer les experts-arbitres, retarder la reprise des négociations à Territet au delà des tout premiers jours de novembre.

Aussitôt que le projet actuellement mis à l'étude sera établi, nous ne manquerons pas de vous le communiquer, afin que vous soyez exactement informés de nos intentions et que vous puissiez suivre au fur et à mesure la marche de cette affaire, qui est entrée maintenant dans sa phase décisive et qui doit, par conséquent, évoluer fort rapidement.

Nous n'avons pas besoin de souligner que les indications qui précèdent sont du caractère le plus confidentiel, la suite des négociations pouvant être gravement compromise par une indiscretion.

347

E 2001 (C) 4/41

*Le Chef du Département politique, G. Motta,
au Ministre de Suisse à Istanbul, F. H. Martin*

*Copie
L DM*

Berne, 24 octobre 1933

Pour faire suite à notre lettre du 2 octobre¹, nous avons l'honneur de vous informer que M. Trembley, qui rentrera au Caire le 1er novembre, se tient dès cette date à votre disposition pour prendre, sur place, les mesures que vous jugerez opportunes en vue de faciliter votre mission en Egypte.

/.../

Au cours de l'entretien que nous avons eu avec lui avant son départ, M. Trembley nous a confirmé que le nouveau Ministère égyptien ne lui paraissait guère devoir se maintenir très longtemps au pouvoir et que la personnalité d'Abd el Fattah Pacha Yehia, qui cumule les fonctions de Président du Conseil et de Ministre des Affaires étrangères, ne lui permettait pas d'envisager les conjonctures actuelles comme particulièrement propices à la reprise des négociations au sujet du traité d'amitié entre la Suisse et l'Egypte. M. Trembley n'est pas d'avis, néanmoins, qu'il convienne de retarder votre voyage jusqu'à un moment plus favorable que nous risquerions peut-être d'attendre assez longtemps; il conseille simplement, par mesure de prudence, que les conditions de votre arrivée en Egypte soient telles qu'elles ne vous obligent pas à entrer en négociations, si vous deviez vous convaincre sur place qu'il est préférable de vous en abstenir.

1. Avec cette lettre, le Département politique faisait parvenir au Ministre Martin des renseignements sur la démission du Gouvernement égyptien de Sidky Pacha, survenue le 21 septembre (E 2001 (C) 4 / 41).

Dans ces conditions, il nous paraît indiqué que votre voyage en Egypte ne soit pas annoncé à l'avance aux Autorités égyptiennes et devra être présenté, le moment venu, comme une prise de contact avec les colonies suisses. L'usage égyptien voulant que toute personnalité de distinction qui se rend au Caire sollicite une audience du Roi et du Président du Conseil, vous serez tout naturellement amené à entrer en rapport avec le Gouvernement égyptien sans avoir à fournir trop de précisions sur le but de votre venue au Caire. Dans cette première entrevue avec le roi Fouad, vous voudrez bien présenter verbalement un message de courtoisie de la part du Conseil fédéral qui a gardé un souvenir agréable de la visite à Berne de ce souverain². La remise d'une lettre ne paraît ni nécessaire ni désirable.

Le contact pris, vous apprécierez si des négociations sont possibles et nous vous ferons parvenir des pouvoirs vous désignant, de même que M. Trembley, comme plénipotentiaires.

Votre arrivée au Caire devrait coïncider à peu près avec le retour du Gouvernement dans la capitale, c'est-à-dire avoir lieu dans les premiers jours de décembre. Nous vous serions reconnaissants de prendre vos dispositions à cet effet.

2. En juillet 1929. A l'occasion de cette visite, Motta avait eu des entretiens avec le Ministre des Affaires étrangères d'Egypte.

348

E 2200 Paris 6/2

*Le Chef du Département politique, G. Motta,
au Ministre de Suisse à Paris, A. Dunant*

L DM

Berne, 24 octobre 1933

Nous avons eu l'honneur de recevoir votre lettre du 17 octobre¹ et nous vous remercions vivement de nous avoir rendu compte de l'entretien fort intéressant que M. Ruegger² a eu avec M. Comert au sujet de certains articles de la presse française de nature à faire croire à leurs lecteurs que notre pays courrait de sérieux dangers du fait de la propagande hitlérienne.

Nous nous félicitons de la parfaite compréhension à l'égard de la situation dans notre pays dont M. Comert a fait preuve au cours de cet entretien. Il nous est précieux d'y trouver une nouvelle preuve que la Suisse a en la personne du chef du Service de la presse du Ministère français des Affaires étrangères un ami bienveillant et éclairé, disposé à rectifier les informations tendancieuses, et de pouvoir compter sur une action discrète de sa part pour atténuer le zèle des correspondants de certains grands journaux français.

Il nous paraît clair que les démarches envisagées par M. Comert ne pourront, cependant, être effectuées que lorsque l'occasion s'en présentera.

1. Non reproduit.

2. P. Ruegger, Conseiller de légation à la Légation de Suisse à Paris.

Nous sommes prêts, de notre côté, à inciter le «Journal de Genève» à relever dans un article de fond ce qu'il y a de choquant à envisager la situation en Suisse comme comparable à celle de l'Autriche et à démontrer que les quelques cerveaux échauffés qu'ont séduits les doctrines hitlériennes n'ont aucune chance de rallier de nombreux adhérents chez nous, de sorte que les préoccupations qui se sont exprimées à l'étranger sont complètement dépourvues de fondement, mais nous aurions besoin pour cela d'un article tendancieux ou exagéré à rectifier. Or, il serait un peu tard pour revenir sur les articles – d'ailleurs assez anodins, malgré leur titre tapageur – de M. Rochat-Cenise³ et nous n'avons pas connaissance d'articles plus récents qui fourniraient un bon prétexte à une mise au point générale.

Il n'y aurait rien de surprenant à ce que de tels articles vissent prochainement le jour. Vous nous obligerez beaucoup en nous les signalant. Nous ferions aussitôt le nécessaire dans l'esprit de ce qui précède. Si vous aviez, à Paris, l'occasion d'agir dans le même sens auprès des correspondants de nos principaux journaux romands, nous vous en saurions naturellement le plus grand gré.

3. Sous le titre Guillaume Tell en chemise brune ou le racisme en Suisse, *le journal de droite le Rempart* publie une série d'articles du 11 au 16 septembre.

349

E 2, Archiv-Nr. 1732

*Le Président de la Confédération, E. Schulthess,
au Chef du Département politique, G. Motta*

Copie
L

Vevey, 26. Oktober 1933

Mein lieber College,

Vor meiner Abreise von Bern erhielt ich noch Kenntnis von dem Konventionsprojekte¹, das den französischen Vertretern in Montreux² unterbreitet werden soll.

Ich halte mich für verpflichtet, Ihnen jetzt schon mit freundschaftlicher Offenheit zu erklären, dass ich diesen Vorschlägen nicht zustimmen könnte. Es ist mir peinlich, dies zu tun, allein es muss sein.

Grundsätzlich möchte ich darauf aufmerksam machen, dass man möglichst wenig anbieten muss, da die Gegenpartei nur hinaufmarkten wird und die Experten auch höher gehen werden. Es ist aber schliesslich noch besser, von den Experten zu Leistungen verurteilt zu werden als sie selbst anzubieten.

/.../³

Ich weiss, dass Kritik in dieser Sache Sie unangenehm berührt. Schon deshalb würde ich schweigen, da ich solche Auseinandersetzungen nicht liebe, aber es ist

1. Cf. n° 351.

2. Plus exactement à Territet.

3. Suit la critique de quelques articles en particulier.

26 OCTOBRE 1933

meine Pflicht zu warnen, da es sich um wirtschaftliche Dinge handelt. Diese Pflicht habe ich gegenüber dem Lande, aber auch gegenüber Ihnen als Colleague und Freund, wenn auch vielleicht meine Warnungen «malgré vous» erfolgen und nicht erwünscht sind. Glauben Sie mir, dass meine Vertrauensleute, die alle mit mir einig sind, doch diese Dinge besser verstehen, als gewisse Genfer Kreise, die diese Sache einzig leiten und beeinflussen möchten.

Nun, denken Sie wie Sie wollen, mein Schritt ist wirklich gut und freundschaftlich gemeint und im Landesinteresse geboten. Schliesslich noch die Bemerkung, dass ich Herrn Péquignot⁴ gebeten habe, mit Laur⁵ und Wetter⁶ zu sprechen, da ich die Verantwortlichkeit nicht auf mich allein nehmen wollte.

Ich stehe zu weiterer Aufklärung zu Ihrer Verfügung.

Mit freundlichen Grüssen

4. Secrétaire général du Département de l'Economie publique, membre de la délégation suisse.

5. Directeur de l'Union suisse des paysans.

6. Vice-président du Vorort de l'Union suisse du commerce et de l'industrie.

350

E 2, Archiv-Nr. 1732

*Le Directeur de l'Union suisse des paysans, E. Laur,
au Chef du Département politique, G. Motta*

L

Brugg, 26. Oktober 1933

Herr Dr. Borel¹ hat mir streng vertraulich von dem Projekte eines Abkommens in Sachen der Genferzone, sowie von dem Briefe², den er unter dem 23. Oktober an Sie gerichtet hat, Kenntnis gegeben. Wir haben den Entwurf in allen Einzelheiten durchgesprochen. Ich komme zum Ergebnisse, dass das, was hier für die Landwirtschaft vorgeschlagen wird, schon eine sehr grosse Belastung und Gefahr für die schweizerische Landwirtschaft bedeutet. Leider muss angenommen werden, dass das Schiedsgericht noch über diese Vorschläge hinaus gehen wird. Wie mir Herr Dr. Wetter³ sagte, hält dieser den Entwurf auch vom Standpunkte der Industrie als unannehmbar. Leider entscheidet aber endgültig nicht mehr die Schweiz in freier Vereinbarung mit Frankreich, sondern ein Schiedsgericht über die Bestimmungen. Wenn man die Bewegung unserer Exportziffern in die Zone anschaut, erkennt man die gewaltige Änderung, die sich in der Bedeutung der Zone für die Schweiz vollzogen hat. Früher kämpften wir für ein Absatzgebiet, heute aber öffnen wir Frankreich den Schweizermarkt, ohne dass wir eine entsprechende Gegenleistung erwarten dürfen. Es ist kaum anzunehmen, dass sich dieses Verhältnis in absehbarer Zeit ändern wird.

1. Vice-directeur de l'Union suisse des paysans.

2. Non reproduit.

3. Vice-président du Vorort de l'Union suisse du Commerce et de l'industrie.

Ich erlaube mir deshalb, Ihnen, wie es auch Herr Dr. Borel getan hat, den Gedanken nahe zu legen, ob die Schweiz nun nicht Frankreich erklären soll: Wir haben den Prozess gewonnen, das Recht hat gesiegt, nachdem wir nun aber feststellen müssen, dass die wirtschaftlichen Verhältnisse sich inzwischen grundlegend verändert haben, sind wir bereit, der Verlegung der Zollgrenze auf die politische Grenze zuzustimmen, vorausgesetzt, dass Frankreich uns für den Grenzverkehr gewisse Erleichterungen gewährt. Die Schweiz aber würde in diesem Falle von jeder Bindung in bezug auf die Einfuhr befreit. Ich kann Ihnen die Versicherung abgeben, dass die weitesten Kreise der schweizerischen Landwirtschaft und Industrie, aber auch grosse Teile der genferischen Bevölkerung erleichtert aufatmen würden, wenn die Zonenfrage in dieser Weise ihre Erledigung fände.

Sollten Sie diesem Vorschlag nicht zustimmen können, so bitte ich Sie unter allen Umständen im Abkommen der Schweiz das Recht vorzubehalten, vom Vertrage zurückzutreten, sobald sie Frankreich gestattet, die Zolllinie auf die politische Grenze zu verlegen. Es scheint, dass die Frage, ob die Schweiz dieses Recht besitze, nach dem Entscheide des Schiedsgerichtes⁴ nicht mehr ganz klar ist, und es ist leicht möglich, dass später Frankreich das, für was es nun seit Jahren gekämpft hat, sich schliesslich von der Schweiz noch abkaufen liesse, wenn die Meinung bestünde, der Verzicht der Schweiz auf die Zone sei nur im Einverständnis mit Frankreich möglich. Es wäre ja allerdings eine wahre Ironie, wenn schliesslich der Zonenprozess dazu geführt hätte, das Recht der Schweiz auf die Zonen zu einem ewigen Servitute der Schweiz auf die Zoneneinfuhr umzugestalten.

4. *Du 7 juin 1932. Cf. n° 160, n. 4.*

351

E 1005 2/3
Secret

CONSEIL FÉDÉRAL
Procès-verbal de la séance du 3 novembre 1933

Affaire des zones.

Département politique

Proposition du 30 octobre 1933

Le Département politique fédéral soumet au Conseil fédéral une proposition devant servir de nouvelles instructions pour la délégation suisse chargée de négocier avec les représentants de la France sur le futur régime des zones, ainsi qu'un projet de convention franco-suisse relative aux importations des zones en Suisse (voir annexes)¹.

Le Chef du département politique déclare que le projet de convention a été communiqué aux gouvernements des cantons intéressés à titre d'information, ainsi qu'aux délégués de notre pays. Tous les délégués se sont déclarés d'accord. Le Gou-

1. *Le projet de convention n'a pas été reproduit.*

vernement de Genève a déclaré explicitement son accord. Les intérêts agricoles sont sauvagardés dans toute la mesure du possible. Une protection très large est prévue pour l'agriculture.

Das la dernière séance du Conseil fédéral², M. le Président³ a posé la question s'il serait possible à la Suisse de se retirer de la convention et de renoncer sans autre aux zones pour le cas où un régime sauvegardant ses intérêts ne pourra pas être établi. M. Motta estime que cela serait possible mais personne ne pourrait donner une réponse absolument certaine. Lorsque, en 1849/50, la Suisse établit un cordon douanier à la frontière genevoise, la France protesta; le Conseil fédéral déclara alors subitement qu'il pourrait renoncer aux zones, mais la France s'opposa à cette manière de voir. Il est clair que le Conseil fédéral ne pourrait faire la déclaration de renonciation que si l'Assemblée fédérale et, le cas échéant, le peuple y donnaient leur approbation. La question soulevée par M. le Président est digne d'être examinée, mais il serait peut-être dangereux de la soulever dans la négociation.

M. Motta parle également de la taxe française à l'importation⁴, qu'il estime être contraire au traité et qui nous autoriserait à des rétorsions.

M. le Président propose tout d'abord de renvoyer la discussion sur la question de la taxe française à l'importation à une séance ultérieure. Puis il constate qu'à son avis, la question de savoir s'il y aurait possibilité pour la Suisse de se retirer unilatéralement de la nouvelle convention ne peut être tranchée d'une façon claire et précise. En tout état de cause, le problème devrait faire l'objet d'une votation populaire. Si nous voulons prévoir ou nous assurer la possibilité de nous retirer de la convention, il faudrait préciser cela davantage dans l'introduction, en statuant que les prestations imposées à la Suisse ne vaudraient que pour la durée des zones et cesseraient dès le jour où celles-ci auraient disparu pour une raison quelconque.

/.../

Enfin, M. le Président fait remarquer que le chiffre 2 des instructions⁵ prévoient que notre délégation pourra consentir, dans le cadre et l'esprit du projet, les concessions indispensables à la réalisation d'un accord. Il estime que cela est très dangereux, parce que quelques membres de la délégation suisse semblent envisager avant tout les intérêts du consommateur genevois. Il faudrait donc remplacer ce chiffre 2 par une disposition statuant que la délégation suisse devra dans toutes les questions importantes, demander des instructions au Conseil fédéral avant de faire des concessions.

M. le vice-président Pilet-Golaz partage les craintes de M. le Président concernant le chiffre 2 des instructions. La délégation n'ose pas se laisser entraîner trop loin sur le chemin des concessions. Il est en tout cas impossible de transiger sur le principe du contingent d'importation, ni sur celui de la prise en considération, lors de la fixation des contingents, de la consommation zonienne et de l'exportation en France; on ne saurait de même transiger sur notre droit de prendre des mesures de crise lorsque cela nous paraît nécessaire.

2. Il n'y a pas trace de cette question dans le PVCF du 31 octobre qui précède (E 1004/1342).

3. Ed. Schulthess, Chef du Département de l'Economie publique. Cf. aussi n° 349.

4. Cf. n° 96.

5. Cf. annexe.

/.../⁶

M. le chef du département politique est d'accord de modifier le chiffre 2 des instructions dans le sens demandé, étant bien entendu que l'obligation des délégués de demander de nouvelles instructions au Conseil fédéral ne doit pas avoir pour conséquence une interruption des négociations. Il est d'ailleurs trop évident que le vrai sens de la proposition écrite ne diffère pas des avis manifestés. En ce qui concerne la stipulation d'une disposition fixant d'une façon indubitable la possibilité pour la Suisse de renoncer en tout temps au régime des zones, M. Motta cherchera une formule en collaboration avec M. le Chef du département de justice et police, formule qui sera soumise ensuite à M. le Président⁷.

6. *Les quatre autres membres du collège gouvernemental se déclarent en général satisfaits par le projet de convention. Ils partagent toutefois la mise en garde des deux orateurs précédents en ce qui concerne le chiffre 2 des instructions à la délégation.*

7. *Le 7 novembre 1933, le Conseil revient sur la négociation de Territet:*

M. le chef du département politique communique qu'il a chargé le président de la délégation suisse, M. Comte, de combattre la taxe française à l'importation «telle qu'elle existe et qu'elle est perçue actuellement», sans toutefois se laisser entraîner dans une discussion sur le principe même de la taxe d'importation. Dans ces conditions, la possibilité pour la Suisse d'introduire un jour une taxe sur le chiffre d'affaires, à percevoir également comme taxe à l'importation, mais n'ayant pas un caractère douanier, demeure réservée. M. Motta estime que cette instruction tient compte des objections et craintes du chef du département de l'économie publique et que dès lors cette affaire peut être considérée comme liquidée.

Le Conseil se rallie à cette manière de voir.

Le chef du département politique rappelle en outre que, dans sa séance du vendredi 3 novembre, le Conseil fédéral a estimé qu'il y aurait lieu d'introduire dans la convention une disposition permettant à la Suisse de se retirer quand bon lui semblera. Il fut dès lors décidé le lendemain de compléter l'article 9 du projet de convention /non reproduit/ par un second alinéa ayant la teneur suivante: «Demeure réservé le droit de la Confédération Suisse de mettre fin à la convention par sa renonciation au bénéfice du régime des zones.» Le Conseil craignit un moment que la France s'opposerait peut-être à l'insertion d'une pareille disposition. Or, les Français eux-mêmes viennent d'introduire dans leur projet de décret relatif au tracé le passage suivant:

«Vu l'arrêt de la Cour permanente de justice internationale, en date du 7 juin 1932, d'après lequel le régime des zones franches doit continuer d'exister, aussi longtemps que la Confédération Suisse n'y aura pas renoncé.»

Cela signifie que la France admet sans autre la possibilité pour la Suisse de renoncer unilatéralement aux zones pour le cas où un régime sauvegardant ses intérêts ne pourra pas être établi. Mais il va sans dire que l'alinéa 2 de l'article 9 doit continuer à faire partie du projet de convention établi par le Conseil fédéral dans ses séances de vendredi et samedi derniers (E 1005 2/3 PVCF secret du 7 novembre).

ANNEXE

E 1005 2/3

DM

Proposition du Département politique au Conseil fédéral

Affaires des zones:

nouvelles instructions de la
délégation suisse.

Berne, 30 octobre 1933

/.../⁸

La délégation suisse a jugé nécessaire, dans ces conditions, d'établir un nouveau projet de règlement reposant sur des principes simples, acceptable pour les experts-arbitres⁹ et susceptible de faire pièce au système français.

Ce projet qui est joint à la présente proposition¹⁰, répond au désir manifesté dans certains milieux agricoles d'affranchir la Suisse du régime traditionnel basé sur un contingentement empirique qui, sur certaines positions, ne correspond plus à la production effective des zones.

Il est aisément démontré que, dans leur ensemble, les facilités prévues par ce projet créent d'une part le régime plus libéral auquel nous sommes tenus, sans constituer pourtant une extension du régime actuel dangereuse pour notre économie nationale. Bien au contraire, en ce qui concerne la production agricole, elles réalisent les restrictions souhaitées par les milieux suisses intéressés.

Tout d'abord les quantités de produits agricoles susceptibles d'être importés en Suisse en franchise de droit de douane seront limitées par des crédits d'importation, ce qui n'était pas le cas jusqu'ici. Le régime de marché est mis en conformité avec la loi fédérale sur les douanes et comporte encore les restrictions de quantités désirées par les producteurs suisses. Pour le lait, le régime actuel de contingent journalier a été maintenu, en réduisant toutefois ce contingent d'une manière sensible. Quant aux fromages, il n'était accordé jusqu'ici un contingent d'importation en franchise que pour la zone du Pays de Gex; ce contingent a été maintenu au chiffre actuel, mais étendu aux deux zones. En ce qui concerne l'importation des produits industriels, il n'a pas paru possible de continuer à accorder des priviléges à certaines industries, à l'exclusion d'autres. Le projet s'est efforcé d'arriver à un système de facilités équitables qui fait naturellement la différence entre les établissements industriels existant avant le transfert du cordon douanier à la frontière politique et ceux qui se sont installés dans les zones à la faveur de la protection douanière française. Cette importante concession est rendue nécessaire par les restrictions citées ci-dessus. La détermination des contingents telle qu'elle a été prévue évitera néanmoins tout danger sérieux de concurrence pour l'industrie suisse. En fait les facilités prévues pour les industries récemment installées dans les zones sont des plus minimes.

Ce projet pourra être défendu contre la délégation française devant les experts-arbitres avec de sérieux arguments. Mais il n'en constitue pas moins, ainsi que ce qui précède le démontre, un minimum. La délégation suisse devrait être autorisée à faire, dans le cadre du projet ainsi établi, certaines concessions supplémentaires, si elle s'aperçoit qu'une attitude intransigeante de sa part aurait pour effet de rendre une conciliation impossible et conduirait inévitablement à une solution arbitrale. Malgré toute la confiance que nous plaçons dans les experts-arbitres, nous ne saurions nous dissimuler qu'il serait extrêmement désirable de n'arriver qu'à la dernière extrémité à un règlement imposé qui pourrait, surtout si les experts-arbitres sont indisposés par une attitude trop négative de la part de la Suisse, être très différent de ce que nous souhaiterions. Il semble, dans ces conditions, que le Conseil fédéral ne ferait pas œuvre utile en fixant d'avance, et dans l'ignorance du développement ultérieur des débats, un maximum aux concessions que la délégation suisse pourra consentir. Il importe au contraire, de laisser à cette délégation composée de spécialistes à qui l'on peut s'en remettre, la latitude nécessaire pour s'adapter aux besoins de la négociation. La délégation suisse doit avoir simplement pour instruction de s'opposer à toute solution qui aurait pour effet de dériver vers la Suisse l'écoulement des produits zo-niens.

8. La proposition fait d'abord le point sur les négociations qui se sont déroulées à Territet.

9. Sir John Baldwin, J. López Oliván et B.O. Undén.

10. Le projet de convention n'a pas été reproduit, car ses principales dispositions sont expliquées par la proposition elle-même.

En conséquence, nous proposons:

1. d'approuver le projet ci-joint de convention franco-suisse relative aux importations des zones en Suisse et de donner à la délégation suisse les nouvelles instructions suivantes:

La délégation suisse présentera le projet ci-dessus et s'efforcera de le faire accepter par la délégation française;

2. la délégation suisse pourra consentir, dans le cadre et l'esprit du projet, les concessions indispensables à la réalisation d'un accord avec la délégation française si elle a des raisons de croire qu'un tel accord serait préférable à une solution imposée par les experts-arbitres;¹¹

3. la délégation suisse s'opposera en revanche¹² à la solution préconisée par la délégation française et à toute autre solution qui auraient pour effet de modifier l'écoulement normal des produits des zones et de le dériver vers la Suisse¹³.

11. Conformément à la décision prise lors de la séance du Conseil fédéral du 3 novembre, le texte définitif du chiffre 2 des instructions est le suivant: 2. Sauf dans les questions d'importance secondaire, la délégation suisse devra demander des instructions au Conseil fédéral, avant de consentir ou de faire entrevoir des concessions.

12. Les termes en revanche sont, de même, remplacés par la formule dans tous les cas.

13. Le 9 décembre les experts font connaître leur sentence arbitrale datée du 1er décembre concernant les importations en Suisse des produits des zones franches de la Haute-Savoie et du Pays de Gex (RO, 1933, vol. 49, pp. 1028 ss.). L'arrêté fédéral du 22 décembre 1933 fixe au 1er janvier 1934 l'entrée en vigueur du règlement établi par les experts.

*Le Directeur de la Division du Commerce du Département de l'Economie publique,
W. Stucki, au Ministre du Chili à Bruxelles, J. Valdés Mendeville*

Copie
L MC

Berne, 4 novembre 1933

J'ai bien reçu votre lettre du 25 octobre¹, qui a eu toute mon attention. Avant tout, je tiens à vous remercier de toute la peine que vous avez bien voulu vous donner pour activer les négociations en cours, en vue de la conclusion d'un accord de clearing entre la Suisse et le Chili. Je suis persuadé que vous n'aurez rien négligé pour amener votre Gouvernement à entrer dans nos vues et à nous donner sans retard la réponse définitive devant permettre la conclusion de l'accord désiré. Nous attendons – je ne puis vous le cacher – avec une certaine impatience cette réponse, car, ainsi que vous aurez pu vous en rendre compte lors de notre entretien, le problème du régime des paiements entre nos deux pays devient de plus en plus brûlant et exige une solution rapide. Au cas contraire, j'aurais certainement beaucoup de peine à résister plus longtemps à nos milieux industriels et exportateurs, qui demandent avec une insistance croissante l'application des mesures unilatérales que prévoit le nouvel

1. Non reproduit.

arrêté fédéral du 14 octobre², à l'égard des Etats qui entravent le transfert des paiements.

Je vous serais donc vivement reconnaissant de bien vouloir user de toute la grande influence dont vous jouissez auprès de votre Gouvernement, afin que nous puissions mener à chef, dans un avenir très rapproché, les négociations que nous avons entamées déjà au mois de février dernier.

2. Il s'agit de l'Arrêté fédéral concernant les mesures de défense économique contre l'étranger (*RO*, 1933, vol. 49, pp. 831–833).

353

E 2001 (C) 3/167

*Le Ministre de Suisse à Bucarest, R. de Weck,
au Chef du Département politique, G. Motta*

L

Bucarest, 8 novembre 1933

En me référant à votre dépêche du 1er de ce mois et pour faire suite à mon rapport d'hier¹ relatif au résultat des négociations engagées à Paris par M. Madgearu² au sujet des emprunts émis par le Gouvernement roumain³, j'ai l'honneur de vous faire connaître que le Ministère des Finances a publié un communiqué que reproduisent la plupart des journaux de ce matin et aux termes duquel les porteurs suisses comme les porteurs français de rentes roumaines auraient adhéré à l'accord du 26 octobre⁴. Il vous intéressera sans doute de connaître l'opinion que m'a exprimée hier M. Titulesco sur la situation financière de la Roumanie en général et, en particulier, sur les fautes commises par M. Madgearu dans les négociations relatives à la dette extérieure. L'avis de M. Titulesco me semble mériter de retenir votre attention, car, ainsi que vous le savez, l'actuel Ministre des Affaires Etrangères a détenu à deux reprises le portefeuille des Finances.

Dans la conversation que j'ai eue avec lui, il s'est exprimé à peu près en ces termes:

«Nous avions certes le droit de réclamer et même d'exiger que nos créanciers

1. Non reproduit.

2. Ministre roumain des Finances.

3. Cf. n° 325.

4. Signé à Paris par le Ministre Madgearu et par les représentants des associations de porteurs de différents pays, dont la Suisse. Cet accord, qui réglait à titre provisoire et jusqu'au 31 mars 1934 le sort des emprunts directement émis par le Gouvernement roumain, était généralement considéré comme un succès pour les porteurs de titres. Cf. texte de l'accord in E 2001 (C) 3/167. Dans une autre lettre au Département politique du 23 novembre suivant, le Ministre de Weck relate son entrevue avec le successeur de Madgearu au Ministère des finances, Brătianu: [...]

Je n'ai pas manqué de rappeler à M. Brătianu que l'épargne suisse est intéressée pour 120 millions de francs suisses au sort des emprunts roumains. Il m'a répondu que son gouvernement respecterait les engagements pris par M. Madgearu dans l'accord provisoire du 26 octobre et qu'il se proposait de reprendre la négociation au mois de janvier prochain dans l'esprit le plus conciliant. [...] (E 2001 (C) 3/167).

tienent compte de notre situation financière et nous consentent certaines facilités. En effet, si l'on considère les conditions dans lesquelles furent émis nos emprunts, les monnaies qui furent adoptées dans les stipulations et, d'autre part, la formidable dépréciation de notre devise nationale, nous demander de payer intégralement les intérêts prévus équivaudrait à nous imposer des taux usuraires du 25 à 30 %. Mais, précisément parce que nous avions le bon droit pour nous, nous ne pouvions nous permettre aucune faute de tactique. Or, mon collègue Madgearu, dont je ne conteste aucunement les qualités et les mérites, a fait preuve dans ses relations avec les porteurs étrangers et avec leurs gouvernements respectifs de la plus grande maladresse. La décision unilatérale qu'il prit en septembre dernier⁵ était une faute presque irréparable. Lorsqu'il s'en aperçut, il me dépêcha son sous-secrétaire d'Etat pour me demander d'arranger les choses. Je ne pus me retenir de lui répondre qu'il était un peu tard et que le plus adroit des potiers ne saurait raccomoder en quelques heures un vase brisé en mille morceaux.»

«J'essayai néanmoins de réparer le dommage et je fis savoir à M. Paul-Boncour que, pour sortir de l'impasse où nous avait placés le geste de M. Madgearu, je ne voyais qu'un seul moyen: appeler mon collègue à Paris et négocier avec lui.» «Laissez-lui croire, dis-je à mon collègue français, qu'il n'aura affaire qu'à vous et au Ministre des Finances. Quand il sera au Quai d'Orsay, vous trouverez facilement le moyen, sans trop blesser son amour-propre, de l'amener à causer avec vos banquiers et avec les représentants des porteurs.»

«Le conseil n'était pas mauvais et Paul-Boncour n'a pas dû se repentir de l'avoir suivi.»

M. Titulesco m'a parlé ensuite de l'état présent des finances roumaines et, à ce propos, m'a répété certaines déclarations qu'il m'avait déjà faites à Genève au début du mois d'octobre dernier. Elles sont de la teneur suivante:

«Je me plaît à espérer que les experts qui devront évaluer notre capacité de paiement comprendront tout le tragique de notre situation. Elle est cent fois pire que celle de l'Autriche sur laquelle, cependant, tout le monde s'apitoie. Vingt millions de Roumains n'arrivent pas à payer au fisc plus de 12 milliards de lei, de telle sorte que, si les traitements de nos fonctionnaires, les pensions de nos retraités, de nos invalides de guerre, etc., étaient intégralement servis, il ne resterait exactement rien pour les autres dépenses de l'Etat.»

«Tel est l'effet de la crise actuelle sur les pays agricoles comme le nôtre. Dans les Etats fortement industrialisés, cette crise se traduit par l'aggravation du chômage et par un appauvrissement général de la population. Les finances publiques peuvent néanmoins dans ces conditions rester prospères. C'est l'inverse qui se produit chez nous. Les produits de notre sol valent à peine le cinquième de ce qu'ils valaient il y a quelques années. Néanmoins, nos paysans ont un toit sur leurs têtes et de quoi manger à leur faim. Mais l'Etat est complètement ruiné. C'est une chose qu'on ne devrait pas oublier lorsqu'on parle de notre situation financière.

5. Titulesco fait allusion au décret du 12 août 1933. Cf. n° 325.

354

E 2001 (C) 4/146

*Le Chef du Département politique, G. Motta,
à l'Association suisse des banquiers à Bâle*

Copie
L CI

Berne, 10 novembre 1933

Nous avons eu l'honneur de recevoir vos lettres des 23¹ et 31 octobre² par lesquelles vous avez bien voulu nous exposer les vues du Comité de l'étalement or concernant le moyen de faire trancher par la Cour permanente de Justice internationale un des conflits suscités par l'inexécution des engagements découlant de la clause-or.

Comme votre intention est d'amener, avec l'appui de la Confédération suisse, un Etat défaillant devant la Cour permanente de Justice internationale, vous vous êtes attachés à dégager tout d'abord les raisons d'ordre général qui justifieraient la prise à partie d'un Etat donné de préférence à d'autres. En nous donnant connaissance de vos conclusions, vous nous invitez à émettre aussi un avis.

C'est avec un extrême intérêt que nous avons examiné cette complexe et délicate question, sur laquelle, sans avoir encore une opinion très arrêtée, nous croyons cependant pouvoir formuler déjà quelques considérations.

1. *Dans cette lettre, l'Association des banquiers, après avoir remercié Motta pour les assurances formelles données lors de la séance du 13 octobre (cf. n° 340) quant au respect de la clause-or dans l'emprunt suisse de 1924 et après avoir dressé une liste des Etats défaillants que la Suisse pourrait éventuellement citer devant la Cour de La Haye, terminait par ces considérations:*

/.../

Nous comprenons fort bien qu'il est désagréable pour un pays d'être en procès avec un autre pays. Toutefois, il s'agit ici d'une violation brutale de droits, légitimement acquis, de citoyens suisses par des Etats étrangers et cela en ayant recours à un moyen que la Suisse, en ce qui la concerne, considère comme illégal et immoral. Si donc la Suisse se sent obligée de respecter la clause-or de son emprunt, les créanciers suisses ont aussi le droit de demander que les Etats étrangers remplissent leurs engagements qui sont clairement définis juridiquement.

Vous-même, Monsieur le Conseiller fédéral, avez montré avec un sens très fin quelle lourde faute la Suisse commettait, juridiquement et moralement, en ne respectant pas la clause-or. La Suisse a donc d'autant plus le droit de demander aux autres Etats qu'ils adoptent la même attitude. Au surplus, il y a lieu de relever que la clause-or pour les emprunts en dollars a pris, en Suisse également, une très grande importance, spécialement lorsqu'ensuite de la dépréciation de plusieurs monnaies européennes après la guerre mondiale, la plupart des Etats n'ont pu emprunter de l'argent qu'en acceptant l'introduction de la clause-or dans les contrats d'emprunts. Il est donc particulièrement immoral que précisément ces Etats répudient maintenant la clause-or et privent illégalement leurs créanciers d'une partie de leur avoir.

/.../

Finalement, nous nous permettons d'attirer votre attention sur le fait que notre Gouvernement rendrait un grand service à l'économie nationale en aidant dans leurs efforts pour faire reconnaître le bon droit les banques suisses, qui ont placé de bonne foi ces titres avec clause-or dans leur clientèle en Suisse et ailleurs et qui sont moralement obligées de défendre les intérêts des obligataires (E 2001 (C) 4/146).

2. *Non reproduit.*

Le but que vous vous assignez, – introduction d'une action-type devant la plus haute juridiction internationale pour en tirer le maximum d'effet utile, – rend désirable que la partie intimée soit une grande puissance. Il faut aussi considérer l'ordre de grandeur des intérêts suisses susceptibles d'être restaurés dans leur intégrité par un prononcé favorable. Nous ne sous-entendons pas les seuls porteurs de l'emprunt objet du procès, mais aussi tous autres créanciers en état de former des revendications analogues à l'endroit du même pays. Si la sentence de La Haye emporte reconnaissance et sanction de la défaillance de l'Etat A en sa qualité de débiteur d'une dette obligataire, on peut tenir pour probable que les corporations publiques et les sociétés privées de ce pays ne tarderont pas à passer condamnation; l'effet moral de l'arrêt, en revanche, sera moins certain déjà pour ce qui concerne les débiteurs du pays B et la probabilité de les amener à résipiscence restera donc ici plus lointaine.

Nous croyons, enfin, que ce travail préliminaire serait incomplet s'il ne comportait aussi un examen comparatif des difficultés juridiques propres à chaque cas susceptible de devenir matière à procès: les cent formes de contrats d'emprunt, la diversité de la clause-or, les divergences d'interprétation selon la législation applicable ne laisseront pas de jouer leur rôle et d'exercer une influence directe sur le sort de l'action. Le cas choisi le sera donc, en définitive, pour ce qu'il offre de moins ambigu et de plus topique.

Ces considérations générales une fois rappelées, nous nous permettons de repasser rapidement en revue les diverses éventualités déjà examinées dans vos lettres précitées.

Angleterre. – Le seul emprunt britannique muni de la clause-or est le 5½ %, émis aux Etats-Unis, qui vient de faire l'objet d'une offre de conversion. Les conditions de cette opération, bien qu'impliquant une dérogation à la clause-or, infraction génératrice d'une perte de 20% environ pour les titres convertis, ne paraissent cependant pas attaquables comme telles en raison du caractère strictement conventionnel de la conversion. La violation de la clause-or ne deviendra manifeste qu'au moment où il s'avérera que le service des titres non-convertis s'effectue, comme c'est à prévoir, sur la base du dollar-papier. Il importe donc d'attendre la prochaine échéance du coupon avant de prendre une décision. Cette réserve faite, nous abondons dans votre sens quant à la préférence à donner, toutes autres conditions étant égales, à un procès avec la Grande-Bretagne. La Suisse n'est plus directement liée par un traité de règlement judiciaire ou arbitral avec la Grande-Bretagne. Mais ce dernier pays a ratifié, le 5 février 1930, la disposition facultative reconnaissant la juridiction de la Cour permanente et est ainsi justiciable de la Cour, sous réserve de réciprocité, pour tous différends nés après le 5 février 1930 et provoqués par une situation ou des faits postérieurs à cette date. L'adhésion britannique exclut toutefois de la compétence de la Cour les différends relatifs à des questions qui, d'après le droit international, relèvent exclusivement de la juridiction du Royaume-Uni.

Allemagne. – A s'en tenir seulement à l'importance des intérêts suisses engagés et lésés par la méconnaissance de la clause-or, c'est le Reich qui, de prime abord, semblerait devoir être traduit devant la Cour permanente. La réalisation de ce plan paraît toutefois hérissée de difficultés. Relevons en premier lieu que les deux principaux, sinon les seuls emprunts internationaux du Reich sont le 7% 1925 (emprunt Dawes) et le 5½% 1931 (emprunt Young). Comme vous en faites la remarque, ces

deux émissions représentent des cas plutôt spéciaux, si exceptionnels même que l'Allemagne, sous le terme de «Tributanleihen», les considère trop facilement comme une forme d'asservissement financier. Cette opinion intéressée est d'ailleurs très secondaire, surtout quand il s'agit de créances suisses. Ce qui nous retient davantage, c'est le fait qu'à l'endroit des porteurs suisses, il ne semble pas que le Reich soit en défaut. La tranche suisse de l'emprunt Dawes a été émise en 1925 en francs suisses et en livres sterling pour être complétée par une émission additionnelle en livres sterling en 1929. Or les titres libellés en livres sterling ne sont pas munis, que nous sachions, de la clause-or. Le service dû en francs suisses s'effectuerait normalement. Quant à l'emprunt Young, intégralement couvert, lui, par la clause-or, la défaillance du Reich porte exclusivement, si nous sommes bien informés, sur les tranches en livres sterling, dollars et couronnes suédoises, cependant que le service de la tranche en francs suisses se poursuit sans modifications, croyons-nous. En d'autres termes, la violation de la clause-or imputable à l'Allemagne à l'endroit de la Suisse est essentiellement le fait de sociétés privées et probablement aussi de corporations de droit public, cas ne ressortissant pas à la juridiction de La Haye. [...]

... à moins d'obtenir l'assentiment exprès de l'Allemagne, c'est un tribunal arbitral et non la Cour permanente de Justice internationale qui aurait à connaître du différend et à statuer.

Italie. – A défaut de pouvoir engager un procès avec la Grande-Bretagne et l'Allemagne, nous pourrions actionner l'Italie, qui semble réunir les diverses conditions nécessaires pour cela. Pour l'instant, nous ne possédons toutefois encore aucune preuve concluante du manquement de l'Etat italien (emprunt 7% 1925), il convient donc de laisser la question en suspens jusqu'au 1er décembre.

Restent, comme pays de moindre importance, les trois Etats scandinaves, l'Autriche, la Tchécoslovaquie, etc. Parmi ceux-ci, nous ne retiendrons, pour l'instant, que le cas du Danemark et de la Suède.

Les représentants des porteurs néerlandais semblent disposés à actionner le *Danemark* pour ses emprunts de 1922, 1925 et 1928³. Nous avons aussi examiné cette éventualité. Les trois emprunts du Royaume de Danemark nous paraissent contenir un engagement suffisamment précis et indiscutable pour qu'on puisse attendre de la Cour permanente un prononcé confirmatoire de nos revendications. Ce différend, s'il devient litigieux, tombe sous le coup de l'article 36 du statut de la Cour permanente, non en raison de notre traité avec ce pays, simple convention de conciliation, mais du fait que le Danemark a ratifié la clause facultative. Malgré cet ensemble de circonstances favorables, nous ne pouvons nous empêcher d'entrer dans vos vues et de reconnaître qu'il y aurait quelque chose de choquant à nous en prendre à un Etat comparativement petit, comme le Danemark, dont la politique monétaire, ne l'oublions pas, est trop étroitement assujettie à celle de la Grande-Bretagne pour ne pas en subir inévitablement les vicissitudes.

La Hollande, dont l'intérêt matériel paraît plus engagé que le nôtre, par suite, surtout, du placement d'une tranche danoise à Amsterdam, pourrait, même sans notre concours, poursuivre son dessein et actionner le Danemark à titre d'exemple.

3. Cf. n° 309.

Le même raisonnement devrait s'appliquer au cas presque similaire de la *Suède* et nous dissuader de rechercher un règlement judiciaire du conflit naissant, suscité par la conversion de l'emprunt 5½% 1924. Nous inclinons néanmoins vers une autre opinion et ceci pour deux raisons. L'importance et les ressources de la Suède, non moins que le rôle financier, aussi éminent que passager, joué naguère par elle, la place, nous semble-t-il, sur un tout autre plan que le Danemark. Par notre récente intervention à Stockholm, surtout, nous avons déjà pris fait et cause pour les porteurs suisses de l'emprunt de 1924 et formé opposition contre la décision suédoise⁴. Cette intervention préjuge jusqu'à un certain point l'avenir et ne nous laisse plus la liberté de nous incliner sans plus devant les arguments par lesquels le Gouvernement suédois cherchera sans doute à justifier sa politique de conversion. Selon les termes de la réponse suédoise, le plan de recours judiciaire examiné aujourd'hui peut donc se trouver inopinément mis en action. Aussi devons-nous réservé encore notre opinion en ce qui concerne la Suède.

En résumé, nous estimons que les deux pays qui doivent retenir en tout premier lieu notre attention sont la Grande-Bretagne, dès que nous aurons acquis une preuve concluante du manquement de cet Etat, et la Suède avec laquelle nous venons d'entrer en contestation.

4. Voir le texte des deux aide-mémoire remis les 1er et 3 novembre 1933 par le Ministre de Suisse à Stockholm au Ministère suédois des Affaires étrangères, pour protester contre la décision du Gouvernement suédois de convertir son emprunt en dollars-or de 1924 en une rente d'Etat en couronnes, à un cours inférieur au dollar-or (E 2001 (C) 4/148).

355

E 2001 (C) 4/173

*Le Ministre de Suisse à Varsovie, H.A. von Segesser,
à la Division des Affaires étrangères du Département politique*

L

Varsovie, 14 novembre 1933

Le nouveau ministre de Belgique¹, après avoir examiné à fond le dossier de l'affaire des obligations du chemin de fer Varsovie-Vienne², estime, comme moi d'ailleurs, qu'il faut enfin en finir d'une façon ou d'une autre.

La mauvaise foi du Gouvernement polonais est évidente. D'autre part, on comprend qu'il se dérobe par tous les moyens à régler cette dette, vu la situation de ses finances. Au surplus, la reconnaissance de cette dette, et même la reprise du service des coupons, constituerait un précédent fâcheux pour lui. C'est pour ce motif qu'il avait suggéré au sinistre farceur qu'était Charles S. Dewey, qualifié de Conseiller fi-

1. J. vicomte Davignon.

2. Cf. nos 64 et 68.

nancier de l'Etat polonais et homme de confiance des signataires de l'emprunt de stabilisation, d'écrire dans son rapport final du 20 novembre 1930, page 82:

«Des questions sont soulevées quelquefois au sujet des anciennes obligations émises par les compagnies privées de chemins de fer qui exploitaient avant la guerre les lignes se trouvant actuellement sur le territoire polonais. Si l'Etat polonais a acheté des lignes de chemins de fer des propriétaires étrangers, l'endettement provenant des obligations de ces sociétés a été reconnu par le Gouvernement polonais comme une charge à assumer par le Trésor. Toutefois, dans le cas où ces lignes auraient été achetées avant la guerre par le gouvernement russe et reprises ensuite par la Pologne après l'armistice, les engagements sont considérés comme faisant partie de l'endettement de l'ancien empire russe. La ligne de chemin de fer Varsovie-Vienne est de ce nombre. Conformément au point de vue du Gouvernement polonais, la dette provenant des obligations de ces chemins de fer constituait une partie de la dette publique de la Russie en 1912, lors de l'achat de la ligne par le gouvernement russe; elle n'est donc pas matière à négociations entre le Gouvernement polonais et les porteurs des obligations.»

Les dossiers de cette Légation, comme ceux de la Légation de Belgique, ne contiennent au fond que les recharges et, de temps à autre, une réponse polonaise qui ne tient pas debout au point de vue juridique.

Dans ces conditions, le Vicomte Davignon a décidé de suggérer à son Gouvernement de soumettre la question à un arbitrage et d'y intéresser tous les Etats dont des ressortissants sont détenteurs d'obligations du chemin de fer Varsovie-Vienne, savoir: la Belgique, la Suisse, la France, la Hollande et l'Angleterre. Si ces pays demandaient une procédure d'arbitrage, cela engagerait peut-être la Pologne à transiger. A ce propos, il y a toutefois lieu de remarquer, qu'à l'heure qu'il est, seules la Suisse et la Belgique traitent l'affaire par la voie diplomatique. La France, qui, au début, faisait des démarches purement platoniques, nous a lâchés ouvertement. Les Pays-Bas et l'Angleterre n'ont jamais agi par voie diplomatique et ont laissé faire, sans succès d'ailleurs, leurs milieux financiers. Vu cet état de choses, je suis à peu près certain que la France et peut-être l'Angleterre refuseront de se joindre à une demande d'arbitrage. J'ignore quelles sont les intentions des Pays-Bas.

Mon collègue belge a adressé à son Gouvernement un rapport concluant, ou à une procédure d'arbitrage, ou à classer l'affaire. Dans son idée, le Gouvernement de son pays devrait, s'il est d'accord, proposer aux Gouvernements des 4 autres Etats intéressés, à se joindre à sa demande de liquider l'affaire par arbitrage. Le Vicomte Davignon attend la réponse de Bruxelles et me la fera connaître.

356

E 2001 (C) 4/132

*Le Chef du Département politique, G. Motta,
au Ministre de Suisse à Berlin, P. Dinichert*

Copie

L CL Vertraulich

Bern, 15. November 1933

Ihr Telegramm vom 13. d.M., das uns die Aufhebung des Verbots der «Neuen Zürcher Zeitung» mit Wirkung vom 16. d.M.¹ meldete, traf hier ein, während der Bundesrat gerade auf Grund eines einlässlichen Berichts des Politischen Departements die Frage der deutschen Zeitungsverbote diskutierte². Der Bundesrat hat mit grosser Genugtuung von dem Erfolg Ihrer unentwegten Bemühungen Kenntnis genommen. Wir sprechen Ihnen für Ihre unermüdlichen Anstrengungen in dieser Sache unsern ganz besondern Dank aus. Der von Ihnen erfochtene Entschluss der deutschen Regierung hat in einer heiklen Frage im kritischen Moment eine wertvolle Entspannung herbeigeführt und wir haben deshalb Ihr Telegramm und schon Ihren Bericht vom 11. d.M.³ mit wahrer Erleichterung gelesen. Denn wir machten uns keine Illusionen darüber, dass es sich bei der Ergreifung von Gegenmassnahmen nur um eine Abwehr aus Gründen der nationalen Ehre hätte handeln können, während eine entgegenkommendere Haltung der deutschen Behörden auf diesem Wege kaum zu erzwingen gewesen wäre. Vielmehr hätte ein schweizerisches Verbot deutscher Zeitungen den deutschen innern Stellen wohl nur den erwünschten Vorwand verschafft, nun die ihnen lästigen Schweizerblätter deutscher Sprache dauernd zu verbieten, was ja nichts als eine logische Konsequenz der «Gleichschaltung» der deutschen Presse wäre.

Nun aber ist durch die Aufhebung des Verbots der «Neuen Zürcher Zeitung» erfreulicherweise eine Entspannung eingetreten, die es auszunützen gilt, um auch den Widerruf der gegen die andern gemässigten Schweizerblätter noch bestehenden Verbote anzustreben. Wir denken dabei vor allem an das freisinnige «Aargauer Tagblatt» und an das katholische «Basler Volksblatt», bei denen überhaupt nicht recht verständlich ist, was zu den ergangenen Verboten Anlass geben konnte. Weiter sind unseres Wissens zur Zeit noch verboten der «Landbote», Winterthur, die «Zürcher Volkszeitung», der «Solothurner Anzeiger» und das «Aargauer Volksblatt» (katholisch). Die meisten dieser Blätter dürften in Deutschland nur vereinzelt gelesen werden, sodass ein besonderes Interesse an der Beibehaltung der Verbote kaum besteht, während deren Aufhebung im Interesse der Beruhigung der Gemüter in der Schweiz sehr erwünscht wäre. Die Ihnen von Herrn von Neurath⁴ gegebene Zusicherung, dass künftig bei der Beanstandung schweizerischer Zeitungen mit weniger Überstürzung vorgegangen werde, worin das Eingeständnis liegt, dass die Berechtigung

1. Non reproduit.

2. Cf. n° 359, A.

3. Non reproduit.

4. Ministre des Affaires étrangères du Reich.

der getroffenen Massnahmen auch vom deutschen Standpunkt aus nicht über jeden Zweifel erhaben ist, ermöglicht wohl der Gesandtschaft, sich beim Auswärtigen Amt dafür einzusetzen, dass diese Verbote in Wiedererwägung gezogen werden. Ein solcher Entschluss würde weiter beruhigend auf die öffentliche Meinung in der Schweiz wirken. Er dürfte überdies dazu beitragen, dass die schweizerischen Zeitschriften bei der Besprechung der deutschen Belange in ihrer Kritik mehr Mass halten.

Was endlich den Fall der «Nationalzeitung» betrifft, so scheint uns eine nochmaliige Verwendung zu ihren Gunsten aussichtslos und umso weniger opportun, als unseres Erachtens die Beanstandung des Artikels vom 25. v.M. nicht ganz unberechtigt ist. Wir haben aber nichts einzuwenden, falls Sie es für tunlich erachten, im Rahmen der allgemeinen Demarche auch sie zu erwähnen⁵.

5. *Dans une lettre du 27 novembre, le Ministre de Suisse à Berlin peut annoncer au Chef du Département politique qu'il a obtenu la levée de l'interdiction illimitée prononcée contre les journaux suivants: Aargauer Volksblatt, Basler Volksblatt, Landbote, Zürcher Volkszeitung, Solothurner Anzeiger. La National Zeitung reste en revanche interdite jusqu'au 10 décembre 1933 (E 2001 (C) 4/93).*

357

E 2300 Berlin, Archiv-Nr. 34

*Le Ministre de Suisse à Berlin, P. Dinichert,
au Chef du Département politique, G. Motta¹*

R P N° 21

Berlin, 17. November 1933

Eine Berichterstattung meinerseits über den grossen Wahltag vom 12. November² an sich und dessen unmittelbare Ergebnisse dürfte sich erübrigen; denn die Vorbereitungen dazu, die bedeutendsten in der Fülle der Wahlreden, die bemerkenswerten Wahl- und Abstimmungszahlen und die darauf folgenden amtlichen Kundgebungen sind Ihnen in den Einzelheiten durch die Presse vermittelt worden.

Wenige Stunden, nachdem die Abstimmungsergebnisse bekannt geworden waren, bot sich mir Gelegenheit, mich mit einem der Reichsminister zu unterhalten. Ich hatte keinen Grund, durch ihn die Reichsregierung nicht zum Ausgang ihrer Wahlaktion zu beglückwünschen; damit war noch kein persönliches Werturteil insbesondere über die Völkerbundpolitik Deutschlands verbunden. Der Reichsminister erwiederte sehr offen, die Ergebnisse übertrafen in der Tat alle Erwartungen der Regierung, nicht etwa wegen der bisher unerhörten Beteiligung, denn dafür habe gebührender Zwang gesorgt, sondern wegen der 95% und 92% bejahenden Stimmen, da die Grundbedingung der geheimen Stimmabgabe allgemein gewährleistet gewesen sei. Dazu erzählte mir der Reichsminister sogar folgendes persönliches

1. *Remarque marginale de G. Motta: sehr interessant! 21. XII. 33.*

2. *Elections au Reichstag et plébiscite sur le retrait de l'Allemagne de la Conférence sur la réduction et la limitation des armements et de la SdN.*

Erlebnis, an dessen Richtigkeit ich nicht zu zweifeln habe. Er habe das Wahllokal gemeinsam mit seiner zwanzigjährigen Tochter, die zum ersten Mal von dem Stimmrechte Gebrauch machte, betreten und habe das jasagende Kreuz in den dazu bestimmten Kreis des Wahlzettels eintragen wollen, indem er das Papier auf den Rücken seiner Tochter legte. Da habe ihn ein Wahlaufseher sogleich darauf aufmerksam gemacht, dass diese Eintragung erst in der geschlossenen Wahlkabine erfolgen dürfe. – Von Schweizer Journalisten, denen auf Empfehlung des Propagandaministeriums der Zutritt zu den Wahllokalen Berlins ausnahmsweise gestattet worden war, wird mir bestätigt, dass die Geheimhaltung des Wahlgeschäfts, soweit ihre Beobachtungen gingen, gesichert worden sei.

Aber nicht minder richtig ist der überall ausgeübte Druck und Zwang hinsichtlich der Ausübung des Wahlrechtes. Von persönlichen Bekannten erfuhr ich, dass z.B. ein Schwerkranker liegend getragen von zwei Wärtern und begleitet von zwei Krankenschwestern ins Wahllokal befördert wurde, dass die Köchin einer Diplomatenfamilie viermal im Lokal ihrer Berufstätigkeit aufgesucht wurde, ehe sie in das ihrer Bürgerpflichtserfüllung geführt werden konnte, dass ein junger Schweizer mehrmals in der Straßenbahn aufgefordert wurde, sich über die Ausübung des – ihm nicht zustehenden – Stimmrechtes auszuweisen.

Kann also die Wahlbeteiligung ohne weiteres der meistergültigen und lückenlosen Organisation zugeschrieben werden, so mag doch die einmütige Zustimmung zur Aussenpolitik der Regierung und mehr noch zur nationalsozialistischen Reichstagswahlliste einigermassen überraschen. Hier nach den Gründen suchen und sie aufzählen zu wollen, wäre ein weitläufiges und überdies unsicheres Unterfangen. Die Furcht vor der Entdeckung eines Verneinens wird trotz des Wahlgeheimnisses vielerorts mitgespielt haben. Die Masse des Volkes hat indessen bewusst bejaht, weil es die «deutsche Ehre» wirklich zu verteidigen glaubte, die ungleiche Abrüstung als unerträglich empfindet, dem Völkerbund überhaupt nie zugetan war, aber auch weil, nach meiner Überzeugung, die sehr grosse Mehrheit nun einmal ihre Hoffnung auf bessere Zeiten in Hitler gesetzt hat, den sie als den Retter aus politischer, sozialer und wirtschaftlicher Not ansieht.

Das sozusagen unbeschränkte Vertrauen in den «Führer» hat sich in den letzten Monaten zweifelsohne auf weitere Volkskreise erstreckt. Überall, in allen Schichten der Bevölkerung, trifft man ihm vollkommen ergebene, in tiefster Verehrung zu ihm aufblickende Leute. Er scheint mir zur Zeit gewissermassen allein dazustehen. Alle andern sind die von ihm Geführten; er könnte sich heute von einem jeden trennen, ohne Schaden zu leiden oder im geringsten gefährdet zu sein. Ich sage aber ausdrücklich: jetzt und in der nächsten Zeit. Was später kommen mag, wird auch hier vom Erfolge, von der Erfüllung wenigstens eines Teiles der weitgehenden Erwartungen abhängen.

Ein Reichsminister – und nicht etwa einer der leidenschaftlichsten – sagte mir noch kürzlich, man mache sich bei den Aussenstehenden gar keinen richtigen Begriff von der überzeugenden Autorität, die der Reichskanzler auf alle Mitglieder seines Kabinetts ausübt. Er leite dessen Verhandlungen überlegen, sei stets verbindlich, einfach, ohne Pose, rede wenig, befehle sozusagen nie, gebe gerne seine Zustimmung, sofern auch er eine Lösung als richtig betrachte, bringe aber das entscheidende, mitreissende Argument, wenn er nicht einverstanden sei, gelegentlich gegen

mehrere seiner Minister. Der, der mit mir sprach, mag sich immerhin etwas haben hinreissen lassen, wenn er mir sagte: Mussolini ist zweifelsohne ein hochbegabter Staatsmann: aber unser Hitler ist doch noch ein ganz anderer Mann³. – Sie ersehen aus diesem Ausschnitt aus dem gelegentlichen Gespräche mit einer besonnenen und erfahrenen Persönlichkeit, welch' tägliche Aufgabe es für uns bedeutet, all' das, was wir hören, ohne es etwa systematisch verwerfen zu wollen, auf ein richtiges Mass zurückzuführen.

Un nun die Antwort oder besser die Antworten auf die allgemeine Frage: Was wird jetzt nach dem Wahltriumph vom vergangenen Sonntag auf diesem und jenem Gebiete geschehen?

Zwar werden allerlei Mutmassungen gemacht und Gerüchte herumgeboten. Ich glaube aber sagen zu können, dass in der Hauptsache noch keine endgültigen Entscheidungen getroffen sind.

Vorerst hat man von weitgehenden Änderungen im Kabinett selbst gesprochen. Diesfällige Gerüchte hatten sich vorige Woche so sehr verdichtet, dass sie in der ausländischen Presse, so auch in der Neuen Zürcher Zeitung, Aufnahme gefunden hatten. Der Reichsaussenminister⁴ sollte ausscheiden und Vizekanzler von Papen an seine Stelle treten, um das Vizekanzleramt für Rudolf Hess, den «Stellvertreter des Führers», freizumachen. Ich hatte Grund, an dieser Nachricht zu zweifeln. Von bestinformierter Seite ist mir seither bestätigt worden, dass Hitler seinen Stellvertreter in der Partei nicht in die Regierung zu berufen gedenke, und zwar weil er die Parteiformationen als solche zu erhalten entschlossen sei. Er wolle für diese eine straffe Organisation und strenge Disziplin, wie sie für die Gesamtheit des Volkes keineswegs passe. Dazu bedürfe es einer entschiedenen, zielbewussten Führung, die weiterhin, ganz unabhängig von der Regierung, in der Hand von Rudolf Hess, wahrscheinlich des vertrautesten und einflussreichsten Mitkämpfers Hitlers, bleibe.

Sodann spricht man viel von allerlei persönlichen Spannungen innerhalb der Parteileitung und sogar der Regierung. Dabei spielen Goebbels und Goering die Hauptrollen. Dass die beiden sich nicht wohl verstehen und vertragen können, ist bei ihrem grundverschiedenen Temperament und ihren ungleichen geistigen Eigenschaften kaum zu verwundern. Dass aber der eine offen gegen den andern, beide von Parteigängern unterstützt, auftreten würden, halte ich vorderhand für ausgeschlossen. Hitler ist im Stande beiden, zusammen oder gesondert, ein unbedingtes Halt zu gebieten.

Nun sollen aber weitgreifende politische Pläne im Werden begriffen sein, die sich mittelbar gegen den Einfluss Goerings richten. Des Letzteren eigentliches Revier ist, wie Sie wissen, Preussen, dessen Ministerpräsident und Innenminister er ist. Er war da im Begriffe zu hausen wie ihm eigenen Haus. Beispiel: die Schaffung des preussischen Staatsrates, über den ich Ihnen früher geschrieben habe. Das weittragendste Vorhaben der Regierung, an dessen baldige Verwirklichung ich glauben möchte, ist die Aufhebung der deutschen Länder und die Errichtung des vollkommen einheitlichen Reiches, mit rein administrativer Einteilung in Gaue. Möglicherweise verzö-

3. *Remarque de G. Motta: Vielleicht.*

4. *C. von Neurath.*

gert sich die Durchführung noch einige Zeit, weil sie bedeutende verwaltungstechnische Vorbereitungen erheischt und die dazu erforderliche Mitwirkung zahlreicher Amtsstellen, wie man mir sagt, auf allerlei Widerstände und Hemmungen stösst. Wenn nun das bisher mächtige Preussen als Land in der Versenkung verschwinden soll, so hänge Goering mehr oder weniger in der Luft. Und wenn dies auch mit seiner weitern Eigenschaft als Reichsminister der Luftschiffahrt nicht gerade in Widerspruch steht, so wäre damit weder er noch seine engere Gefolgschaft, vorab die etwa 80 Mitglieder des kaum ins Leben gerufenen und schon wieder verschwindenden Staatsrates keineswegs befriedigt. Eine etwelche Entschädigung dürfte Goering in der Form eines neuen Reichspolizeiministeriums geboten werden.

Aussenpolitisch müssen die Auswirkungen des 12. November genau verfolgt werden. In der nächsten Zukunft wird Deutschland Friedenswillen und -Sehnsucht durch entsprechende Beteuerungen, gegebenenfalls Verhandlungen und sogar Taten zu beweisen suchen. Wie man sich aber in der Wehrfrage verhalten wird, ist eine Frage für sich, *die* Frage könnte man wohl sagen. Kürzlich machte in dieser Beziehung ein Reichsminister mir gegenüber eine nicht ganz eindeutige Bemerkung, derzufolge Deutschland natürlich seine Wehrbereitschaft einigermassen zu verbessern gezwungen sei, nicht aber daran denke, im jetzigen Zeitpunkt eine eigentliche Aufrüstung vorzunehmen, da ihm zu sehr daran liege, vor allem das Ausland von seiner Friedensliebe zu überzeugen.

In diesem Zusammenhang erklärte mir der betreffende Minister weiter, dass die Reichsregierung einmütig den Schwerpunkt der deutschen und damit der gesamten europäischen auswärtigen Politik im Verhältnisse Deutschlands zu Frankreich erblicke. Deshalb auch die alle andern Rücksichten zurückstellenden Anstrengungen Hitlers, jenes Verhältnis in einer für beide Teile annehmbaren Weise zu regeln. Nichts hätte ihn unter diesen Umständen mehr kränken können, als die gewollte vollkommene Übergehung Deutschlands in der Regierungserklärung des neuen französischen Ministerpräsidenten⁵. Seither ist die Sache nun einigermassen durch die Aussprache vom 14. November in der französischen Kammer geebnet worden. Reichsminister Goebbels hat seinerseits einem meiner Kollegen gegenüber bemerkt, dass, wenn Frankreich aus irgendeinem Grund oder Vorwände militärische Sanktionsmassnahmen ergreifen sollte, Deutschland sich in keiner Weise zur Wehr setzen würde, sondern Frankreich die alleinige Verantwortung für die unausbleiblichen Folgen überlassen müsste. Die nächste Zukunft wird zeigen, ob direkte Besprechungen zwischen Berlin und Paris in Gang gebracht werden können.

Was die Verhandlungen mit Polen⁶ betrifft, von denen in den letzten Tagen viel gesprochen wird, so halte ich dafür, dass ihre Bedeutung überschätzt wird. Der neue hiesige polnische Gesandte⁷ hatte mir nämlich bereits vor einigen Wochen auseinandergesetzt, dass seine Mission vorläufig darin bestehe, ein erfreulicheres gegenseitiges Verhältnis zu schaffen durch Vermeidung ständiger Reibungen und Zwischenfälle an der Grenze und eine Besserung der wirtschaftlichen Beziehungen. Man

5. *A. Sarraut.*

6. *Qui aboutiront au pacte de non-agression germano-polonais du 26 janvier 1934.*

7. *J. Lipski.*

wünsche in Warschau aufrichtig, alles zu vermeiden, was das neue Deutschland unnötigerweise reizen und zu unüberlegten Handlungen verleiten könnte. Deshalb sei auch die kürzlich erreichte Verständigung zwischen Polen und Danzig sehr zu begrüßen⁸. Hingegen, so meinte der polnische Gesandte, könne keine Rede davon sein, dermalen die grossen politischen Probleme, wie die des Korridors und des Status selbst der Stadt Danzig auch nur anzuschneiden. Darüber müsse die zu einer beidseitig endgültig angenommenen Lösung erforderliche Zeit vergehen.

8. *L'accord du 5 août 1933 entre les autorités de la Ville libre et le gouvernement polonais, sous les auspices du Haut-Commissaire de la SdN, règle la question de l'utilisation par la Pologne du port de Danzig et le statut des ressortissants polonais et des personnes originaires de Pologne dans la Ville libre.*

358

J.I.1.1/28

*Le Chef du Département politique, G. Motta,
au Ministre de Suisse à Rome, G. Wagnière*

Copie
L personnelle

Berne, 21 novembre 1933

Je lis toujours avec un grand intérêt vos rapports et je suis avec la plus vive attention, les choses d'Italie.

J'avais déjà été frappé (et je dois bien le dire, *très désagréablement*) par la partie du discours de M. Mussolini¹ relative à la situation politique et à la Société des Nations. J'avais trouvé que le langage du Duce manquait de la pondération qu'on est en droit de demander à ceux qui s'arrogent la prétention de parler au nom d'un Etat et d'un peuple.

Les nouvelles que les journaux nous ont portées hier au matin n'ont fait que me confirmer dans mes sentiments. Le *Corriere della Sera* (*quantum mutatis ab illo!*) portait une note qui n'était évidemment pas de la plume de M. Mussolini, mais était d'inspiration officieuse évidente...²

Il ne faut pas se faire des illusions: si le Grand Conseil fasciste décide, au début de décembre, que l'Italie, elle aussi, quitte la Société des Nations, celle-ci aura vécu... Le geste de l'Allemagne³ avait le caractère d'un défi et l'apparence d'un acte d'énergie; il pouvait, *à la rigueur*, être compris si non approuvé. L'idée de la *Gleichberechtigung* est à la base de la politique allemande. Or, le Gouvernement allemand pense

1. Prononcé le 16 novembre devant le Conseil des Corporations. Cf. la lettre de Wagnière du même jour (E 2300 Rom, Archiv-Nr. 33).

2. Points de suspension dus à la plume de Motta, comme tous ceux qui apparaissent dans cette lettre.

3. En octobre 1933 l'Allemagne avait décidé de quitter la conférence du Désarmement et de se retirer de la SdN. Décision ratifiée le 12 novembre suivant, lors d'un plébiscite, par le peuple allemand.

que cette *Gleichberechtigung* n'existe, à l'heure actuelle, à Genève, ni en fait ni en droit...

Mais le geste que l'Italie accomplirait, si elle l'accomplit vraiment, serait infiniment plus grave encore...

Pour tout homme impartial le coup mortel à la Société des Nations aurait été donné par M. Mussolini lui-même...

Les arguments de M. Mussolini contre la S.d.N. ne sont pas sérieux. Il faut se demander en quoi le Pacte à quatre⁴ avec le conciliabule des Grandes Puissances et les méthodes que celles-ci appliqueraient seraient meilleurs que le Pacte de la Société des Nations...

On sent dans les paroles de M. Mussolini l'amour propre blessé... et même un lointain écho de l'affaire de Corfou...⁵

Mais j'avoue que je ne suis pas trop surpris... Il y avait déjà plusieurs mois, peut-être plusieurs années que j'entrevoyais le danger... L'esprit de toutes les dictatures est l'esprit de la force et même de la violence. Le droit n'est pour elles qu'un des aspects de la force. La S.d.N. est, malgré tous ses défauts trop évidents mais inévitables, en définitive une grande institution libérale et démocratique. Comme telle elle s'oppose à tout ce qui touche de près ou de loin à l'absolutisme...

Je n'avais cependant pas cru que l'Italie aurait pu assumer devant l'histoire les responsabilités qu'elle semble vouloir braver... Ces quelques réflexions n'ont pour but que de vous informer de mon opinion. Si vous avez l'occasion de parler autour de vous de l'impression que la menace italienne produit en Suisse, vous êtes autorisé à dire que cette impression est *franchement mauvaise* et que les amis de l'Italie en sont consternés...⁶

4. Signé le 15 juillet 1933 par l'Italie, la France, la Grande-Bretagne et l'Allemagne. Cf. n° 266, n. 2.

5. En août 1923, prenant comme prétexte l'assassinat d'un général italien en Grèce, la marine italienne occupe l'île de Corfou, La Grèce s'adresse alors à la SdN et l'Italie doit abandonner l'île.

6. Cf. aussi, en annexe au présent document, la lettre de Motta à Wagnière du 23 novembre 1933 (J.I.1.1/28).

ANNEXE

J'ai eu l'occasion, hier après-midi, à Genève (il y avait une réunion du Bureau de la Conférence pour le Désarmement⁷) de parler avec M. le marquis di Soragna qui représente l'Italie en l'absence de M. l'ambassadeur Aloisi, chef de cabinet de M. Mussolini.

Je lui ai déclaré que les menaces du Gouvernement italien et de sa presse à l'égard de la Société des Nations jetaient la consternation parmi tous les vrais amis de l'Italie et que, si ces menaces étaient suivies d'exécution, le monde entier aurait considéré M. Mussolini comme l'homme qui aurait donné le dernier coup – et mortel – à la grande institution de Genève...

J'ai prié M. di Soragna, qui doit, je crois, trouver prochainement M. Mussolini, de lui dire que personne n'est plus désolé que moi de cette attitude...

Je suis persuadé, en effet, que la responsabilité de M. Mussolini serait énorme et que l'Italie expierait un jour – lointain peut-être – ce crime moral...

7. Cf. aussi sur ce thème le n° 368.

M. di Soragna m'a semblé partager personnellement mes idées. Il ne croit pas, pour le moment, que M. Mussolini décidera que l'Italie doit quitter la S.d.N.⁸. Il m'a promis de communiquer mon avis et mon sentiment à M. Mussolini lui-même et m'a d'ailleurs remercié cordialement.

La situation à Genève, quant à la Conférence du Désarmement, est très sombre. Personne ne sait où l'Europe s'achemine... On a de nouveau renvoyé la continuation à janvier... mais qu'arrivera-t-il dans l'intervalle?

8. Cf. la lettre de Wagnière à Motta du 25 novembre 1933:

/.../

... au Palais Chigi on affirme positivement que l'Italie n'entend pas sortir de la S.d.N. Il faut donc croire qu'il y aurait dans toutes ses attaques une manœuvre, j'allais dire une sorte de chantage, pour obtenir une réforme complète de la S.d.N. tendant à remplacer le Conseil actuel par un pacte à quatre, dans lequel l'Italie aurait la haute-main. /.../ (E 2300 Rom, Archiv-Nr. 33).

359

E 2001 (C) 4/93

*Le Chef du Département politique, G. Motta,
au Chef du Département de Justice et Police, H. Haeberlin*

Copie

L DM

Berne, 22 novembre 1933

Nous insistions, il y a trois mois¹, sur les avantages qu'il y aurait à prendre les mesures nécessaires pour mettre fin à une campagne d'injures quotidiennement poursuivie contre des Gouvernements avec lesquels il est pourtant indispensable que nous maintenions des relations correctes, avant que nous ayons à le faire sous une pression de l'étranger. Notre point de vue n'a pas varié et nous devons déclarer aujourd'hui que de nouvelles temporisations nous paraîtraient déplorables.

Jusqu'ici, le Gouvernement allemand a mis beaucoup de discrétion à se plaindre des injures qui sont, chaque jour, publiées en Suisse à son adresse, mais il n'est pas contestable que ces injures inlassablement répétées provoquent en Allemagne du ressentiment contre notre pays et exercent une répercussion très fâcheuse sur les relations germano-suisses en général. Nous en avons eu la preuve, notamment, dans l'affaire de la «Neue Zürcher Zeitung»². Les renseignements fournis par le chef du bureau des douanes suisses à Singen³ corroborent, d'autre part, maintes autres indications que c'est moins le Gouvernement lui-même que l'opinion publique en Allemagne qui s'irrite de l'attitude des journaux suisses d'extrême-gauche. Cette constatation est assez inquiétante.

Ainsi que nous vous l'écrivions le 21 août⁴, nous n'entendons nullement limiter le droit de libre critique de la presse suisse. Mais la libre critique ne doit pas être

1. Cf. n° 313.

2. Cf. n° 330.

3. Non reproduit.

4. Cf. n° 313, n. 6.

confondue avec l'outrage systématique et nous assumerions une lourde responsabilité en persistant à ne pas faire cette discrimination nécessaire et à ne pas en tirer les conséquences qui s'imposent.

Nous sommes d'accord au sujet du droit du Conseil fédéral de prendre, en période critique, des mesures administratives pour empêcher que des articles de journaux ne compromettent les relations amicales que notre pays est dans l'absolue nécessité d'entretenir avec ses voisins. Il ne s'agit donc plus que de savoir si les conjonctures actuelles peuvent être considérées comme «critiques». Nous vous avons écrit le 11 août⁵, qu'il nous paraissait impossible de ne pas répondre par l'affirmative.

Certes, la «période critique» que nous traversons n'est peut-être pas la plus critique que nous soyons destinés à vivre. Depuis le 11 août, la situation a empiré; elle peut s'aggraver davantage. Mais on ne saurait, pourtant, en tirer argument pour soutenir qu'il convient d'attendre que de graves complications se soient produites pour se reconnaître le droit de prendre les mesures destinées à les empêcher.

Des mesures préventives ne sont utiles que si elles sont prises à temps. Aussi nous sommes-nous permis, il y a quelques jours déjà, de prier par téléphone M. le Procureur de la Confédération d'étudier à nouveau l'opportunité, déjà envisagée par son rapport du 29 mars⁶, de rendre la presse suisse attentive au fait que des injures contre des Gouvernements étrangers ne seront plus tolérées et que, s'il n'était pas tenu compte de cet avertissement, des mesures administratives pourront aller jusqu'à empêcher définitivement la parution des journaux qui mettent en péril nos relations avec l'étranger.

Nous avons le devoir d'insister pour que cet examen soit poursuivi d'urgence et que le Conseil Fédéral soit promptement appelé à se prononcer sur cette question importante.

5. Cf. n° 313.

6. Id.

ANNEXE

E 1004 1/343

CONSEIL FÉDÉRAL
Procès-verbal de la séance du 24 novembre 1933

1818. Verbot schweizerischer Zeitungen in Deutschland

Politisches Departement.

Antrag vom 13. November 1933.

Das Politische Departement berichtet:

«Gleichschaltung» in Deutschland.

«Eine der ersten Bemühungen der nationalsozialistischen Regierung nach dem Wahlsieg vom 5. März 1933 ging dahin, die Beeinflussung der öffentlichen Meinung im Sinne der neuen Regierung sicherzustellen und eine ihr feindliche Propaganda auszuschliessen. Die kommunistischen und sozialistischen Blätter wurden verboten. Die bürgerliche Presse musste sich «gleichschalten» oder ebenfalls untergehen. Mit der Schaffung eines Propagandaministeriums ging man daran, das ganze deutsche

Geistesleben im Sinne der neuen Machthaber zu beeinflussen und zu kontrollieren. Bereits ist ein allerdings bis jetzt noch nicht in Kraft gesetztes Pressegesetz (Schriftleitergesetz vom 4. Oktober 1933) erlassen worden, wodurch dem Stand der Journalisten («Schriftleiter») ein fast öffentlich-rechtlicher Charakter gegeben werden soll, mit entsprechenden Pflichten und entsprechender Verantwortlichkeit.

Notwendigerweise sah sich aber die deutsche Regierung gezwungen, nach der Gleichschaltung der inländischen Zeitungen auch gegen die zu ihr feindlich eingestellte ausländische Presse durch Verbote vorzugehen, wenigstens soweit es sich um Blätter deutscher Sprache handelt, um zu verhindern, dass die im Innern bekämpften Ideen und die ihr feindliche Propaganda auf dem Umweg über die Aulandspresse weiterhin auf die öffentliche Meinung in Deutschland einwirke.

Verbot sozialistischer u. kommunistischer Blätter.

Das hatte zur Folge, dass auch die kommunistische und sozialistische Schweizerpresse, besonders die deutschsprachige, in Deutschland verboten wurde. Eine der schweizerischen Gesandtschaft von der Pressestelle des Auswärtigen Amtes am 26. Juni übergebene Liste⁷ enthielt bereits 24 Namen, wobei es sich aber fast ausschliesslich um kommunistische, sozialistische oder gewerkschaftliche Blätter handelt. Die Liste liegt dem Original dieses Berichtes bei, ebenso eine ergänzende Liste vom 6. Oktober betreffend 10 weitere Blätter⁷. Der Ton der sogenannten marxistischen Schweizerzeitungen gegenüber dem neuen Regime in Deutschland ist aber derart masslos und diese Blätter ergehen sich so hemmungslos in Beschimpfungen führender Persönlichkeiten, wie die dem Original des Berichts beigelegten Beispiele aus den letzten Wochen zeigen, dass nicht nur das Verbot dieser Zeitungen durch die deutsche Regierung als begreifliche Abwehrmassnahme erscheint, sondern dass auch ernstlich erwogen werden muss, ob nicht gegen einen derartigen Missbrauch der Pressefreiheit einzuschreiten sei.

Verbot bürgerlicher Blätter.

Leider sind nun aber, namentlich in der letzten Zeit, eine Reihe durchaus gemässigter schweizerischer Zeitungen ebenfalls verboten worden, teils befristet, teils auf unbestimmte Zeit. Gegenwärtig sind verboten von den freisinnigen Blättern der «Landbote», Winterthur, die Zürcher Volkszeitung, das Aargauer Tagblatt, die Nationalzeitung und vor allem die Neue Zürcher Zeitung; die beiden letzteren waren schon früher Gegenstand kurzfristiger Verbote, wurden dann aber nach deren Ablauf wieder zugelassen; ein im Frühling gegen die Thurgauer Zeitung erlassenes Verbot ist später wieder aufgehoben und nicht mehr erneuert worden. An katholischen Blättern sind derzeit verboten: Das Aargauer Volksblatt, der Solothurner Anzeiger und das Basler Volksblatt.

Frühere diplomatische Schritte.

Wegen der Aufhebung von Verbots einzelner gemässigter Blätter ist unsere Gesandtschaft in Berlin schon früher beim Auswärtigen Amt vorstellig geworden, wobei man deutscherseits immer wieder versicherte, dass man keineswegs die schweizerischen Zeitungen bloss wegen sachlicher Kritik fernhalten wolle, die Verbote richten sich vielmehr nur gegen eine ausgesprochen feindselige Haltung. Im gleichen Sinne äusserten sich, wie Sie wissen, auch Herr Reichspropagandaminister Goebbels und Herr Reichsaussenminister v. Neurath bei einer Aussprache mit dem Unterzeichneten in Genf⁸.

Die bisherigen Ergebnisse der hängigen Intervention der schweizer. Gesandtschaft.

Leider haben sich die an das Ergebnis jener Unterredung geknüpften Hoffnungen nicht erfüllt. Es sind seither neue Verbote ergangen; insbesondere wurde die Neue Zürcher Zeitung für einen Monat verboten und es ist bis jetzt noch nicht gelungen, die Aufhebung dieses wegen des Kommentars zum Austritt Deutschlands aus dem Völkerbund ausgesprochenen Verbotes zu erwirken, das in der Schweiz besonderes Aufheben erregte. Im Auftrage des Bundesrates hat Herr Minister Dinichert⁹ sich beim Reichsaussenminister v. Neurath persönlich aufs nachdrücklichste für eine Änderung in der

7. Non reproduit (E 2001 (C) 4/130).

8. Cf. n° 336.

9. Ministre de Suisse à Berlin.

Behandlung der Schweizerpresse und insbesondere für die Aufhebung des Verbotes der Neuen Zürcher Zeitung verwandt, wobei er zu verstehen gab, dass andernfalls die schweizerische Regierung es kaum vermeiden könnte, Gegenmassnahmen zu treffen. Eine zweimalige Aussprache, wobei Herr v. Neurath sich seinerseits über die Angriffe der schweizerischen Presse gegen Deutschland beklagte, hat zwar zu einer Abklärung der beiderseitigen Standpunkte geführt, jedoch steht das endgültige Ergebnis der Verhandlungen noch aus. Es ist möglich, dass die deutsche Regierung, nachdem der Abstimmungstag vom 12. November¹⁰ vorüber ist, sich leichter entschliessen wird, den auch bei den letzten Verhandlungen wieder bekundeten guten Willen gegenüber den schweizerischen Zeitungen, die sich auf loyale und sachliche Kritik beschränken, in die Tat umzusetzen durch die Aufhebung bestehender Verbote. Jedenfalls wird eine Aufhebung des Verbots der N.Z.Z. vor Fristablauf, wofür sich auch der deutsche Gesandte in Bern eingesetzt hat, zurzeit erwogen. Einstweilen hat unser Gesandter in Berlin vom Reichsaussenminister die Zusicherung erhalten, dass eine Beanstandung schweizerischer Pressezeugnisse künftig erst nach sorgfältiger Prüfung und nur im Benehmen mit dem Auswärtigen Amt erfolgen werde. Letzteres werde sich gegebenenfalls auch mit den Berliner Korrespondenten dieser Zeitungen in Verbindung setzen und in schlimmeren Fällen eine Verwarnung aussprechen. Bei den früheren Verhandlungen war von deutscher Seite die Möglichkeit angetönt worden, dass die deutsche Regierung die erlassenen Verbote aufheben könnte gegenüber schweizerischen Zeitungen, die der schweizerischen Regierung eine Loyalitätserklärung abgeben, eine Lösung, die unser Gesandter selbstverständlich als für die Schweiz undurchführbar bezeichnete. Herr v. Neurath hat auf diese Idee mit der Bemerkung verzichtet, dass er die Unmöglichkeit ihrer Verwirklichung bei dem in der Schweiz bestehenden Verhältnis zwischen Regierung und Presse völlig begreife.

Mit weiteren Schwierigkeiten in der Zukunft muss gerechnet werden.

Trotz den bereits erhaltenen Zusicherungen und selbst für den Fall, dass das Verbot gegen die N.Z.Z. und eventuell auch andere Zeitungen nach dem 12. November aufgehoben werden sollte, darf man sich keine Illusionen darüber machen, dass damit die Schwierigkeiten für die Zukunft keineswegs überwunden sind, wie gerade das neue Verbot der Nationalzeitung zeigt. Dieses Verbot ist mit ausdrücklicher Zustimmung des Reichsaussenministers erlassen worden, der sich zuerst dagegen aussprach, jedoch angesichts des in der Nationalzeitung vom 25. Oktober erschienenen Situationsberichts aus Deutschland seine Ansicht änderte.

Es bestehen eben zwischen den deutschen Behörden und der schweizerischen Presse tiefgehende Meinungsverschiedenheiten darüber, was als erlaubte Kritik Anspruch auf Duldung hat. Die deutsche Regierung muss bestrebt sein, die ihrem Werk feindlichen Geisteseinflüsse auszuschalten. Sie beurteilt die schweizerischen Pressezeugnisse nach ihrer Gefährlichkeit für die deutsche Geistesverfassung und wird darum immer wieder Äusserungen als feindselig ansehen, die den an die freie Meinungsäusserung gewohnten Schweizerzeitungen als objektive Kritik erscheinen. Umgekehrt will und darf die schweizerische Presse nicht aus Rücksicht auf ihren Absatz in Deutschland sich die freie Stellungnahme zu den dortigen Verhältnissen beeinträchtigen lassen, sofern diese in anständigem Tone vorgebracht wird. Es ist deshalb beinahe unvermeidlich, dass immer wieder Konflikte entstehen, solange sich die Verhältnisse in Deutschland nicht so konsolidiert haben, dass die deutsche Regierung dem Einfluss der in Deutschland gelesenen ausländischen Presse keine Bedeutung mehr beimisst.

Der Ruf nach Gegenmassnahmen.

Die schweizerische Presse macht nun aber aus der Sache eine Prestigefrage. Einzelne Blätter forderten seit langem Gegenmassnahmen gegen die deutschen Zeitungsverbote. Es wurde auch darauf hingewiesen, dass die schweizerische öffentliche Meinung solche Gegenmassnahmen bestimmt erwarte. In einer ausführlichen Eingabe vom 1. November haben der Verein der Schweizer Presse und der Schweizerische Zeitungsverlegerverein ebenfalls diese Forderung vertreten¹¹. Das Politische Departement hat bereits mit Brief vom 7. d.M. in beruhigendem Sinne geantwortet¹¹. Das Begehr wird

10. *Sur le retrait de l'Allemagne de la Conférence sur la réduction et la limitation des armements et de la SdN. Cf. n° 357.*

11. *Non reproduit* (E 2001 (C) 4/130).

damit begründet, dass die deutschen Verbote eine unerträgliche Rechtsungleichheit für den Zeitungsverkehr schaffen, dass dadurch die geistigen Bande zwischen den Schweizern in Deutschland und der Heimat zerrissen werden, dass endlich die Schweiz damit die Möglichkeit verliere, in wichtigen Fragen ihren Standpunkt bei den deutschen Behörden und Privaten im Wege ihrer Presse zur Geltung zu bringen und zu verteidigen.

Die rechtliche Lage.

Dass die Schweiz berechtigt wäre, das den schweizerischen Interessen abträgliche Verbot angesehener Schweizerzeitungen durch die deutsche Regierung mit Gegenmassnahmen zu beantworten, steht ausser Zweifel. Man wird sich aber dabei klar sein müssen, dass durch die deutschen Verbote wohl Interessen, nicht aber Rechtsansprüche verletzt werden. Es besteht kein Recht auf die Zulassung der einzelnen Schweizerzeitungen. Es gibt keinen rechtlichen Anspruch der Schweizer in Deutschland, ihre Heimatpresse zu erhalten; denn es lässt sich nicht behaupten, dass sie in dieser Beziehung ein Recht auf eine privilegierte Stellung gegenüber den Einheimischen erheben können. Das Völkerrecht kennt keine solchen Privilegien der Ausländer. Umgekehrt lässt sich das Recht eines Staates, ausländische Zeitungen aus Gründen der Sicherheit des Staates zu verbieten, nicht bestreiten. Es handelt sich also hier nicht um eine rechtliche Frage, sondern um eine politische. Es geht um die guten Beziehungen zwischen den beiden Ländern, wobei aber zu bedenken ist, dass für Deutschland vor allem Erwägungen der Sicherheit des politischen Regimes den Ausschlag geben werden bei allem guten Willen, auf die guten Beziehungen zur Schweiz Rücksicht zu nehmen.

Die tatsächliche Lage.

Dem Verbot einzelner Blätter steht andererseits die von den Postorganen festgestellte Tatsache gegenüber, dass seit dem Umschwung eine beträchtliche Steigerung der Ausfuhr von gewissen schweizerischen Zeitungen nach Deutschland eingetreten ist. So gingen von der N.Z.Z. im Jahre 1932 pro Auflage nur eine geringe Zahl von Exemplaren nach Deutschland, im März 1932 bereits gegen 2000 Stück und im August 1933 zwischen 6500 und 7000 Stück. Überhaupt scheint die Zahl der nach Deutschland ausgeführten Schweizerzeitungen nach den beiden in Abschrift anliegenden Berichten der Generaldirektion der Post- u. Telegraphenverwaltung vom 18. und 29. September¹² über die betr. Zahlen im August 1933, soweit sie festgestellt werden konnten, erheblich grösser zu sein als umgekehrt. Nach diesen Angaben gingen nämlich täglich ca. 38 000 Schweizerzeitungen nach Deutschland und nur ca. 15 000 deutsche Zeitungen in die Schweiz, wovon speziell die nationalsozialistischen Blätter insgesamt nicht einmal 2000 Stück erreichten. Es geht deshalb zum mindestens beim heutigen Stand der Dinge zu weit, von einer Zerreissung der Bande zwischen der Schweizerkolonie in Deutschland und der Heimat zu reden.

Die Wirkung von Gegenmassnahmen.

Es muss zugegeben werden, dass das bisherige praktische Ergebnis der diplomatischen Bemühungen recht unbefriedigend ist. Das ist wohl auch der Grund, warum der schweizer. Gesandte in Deutschland sich ebenfalls für die Ergreifung von Gegenmassnahmen ausgesprochen hat¹³. Wir können uns aber seiner Ansicht nicht ohne Vorbehalt anschliessen. Es handelt sich wie gesagt vor allem um eine Frage der guten Beziehungen. Diese werden durch Gegenmassnahmen, die geeignet sind ihrerseits wieder Gegenmassnahmen zu rufen, nur geschädigt. *Erzwingen* lässt sich die Wiederzulassung der Schweizerzeitungen durch Gegenmassnahmen kaum. Sie mögen der deutschen Regierung in gewisser Hinsicht unangenehm sein. Aber würden sie den Nationalsozialisten nicht anderseits gerade den willkommenen Grund liefern, um künftig, ohne weiter Rücksicht nehmen zu müssen, die ihr unbedeutende Schweizerpresse fernzuhalten?

Es kommt der deutschen Regierung jetzt vor allem darauf an, ihr feindliche Einflüsse im Innern aus-

12. Non reproduit.

13. Dans une lettre du 6 novembre 1933 au Ministre de Suisse à Berlin, le Chef du Département politique exprime ses doutes sur le succès des démarches diplomatiques et exprime sa crainte de devoir en arriver à des mesures de rétorsion (E 2001 (C) 4/132).

zuschalten. So muss befürchtet werden, dass schweizerische Gegenmassnahmen nicht zur Wiederzulassung unserer Zeitungen in Deutschland führen würden, sondern im Gegenteil das endgültige Verbot aller der deutschen Regierung unbequemen Blätter zur Folge hätten, wobei es dann viel schwerer wäre, wieder zu einer gütlichen Verständigung zu gelangen. Wenn z.B. die Tschechoslowakei und Österreich ihrerseits deutsche Zeitungen verboten haben, so geschah es ebenfalls zur Abwehr der nationalsozialistischen Propaganda im Innern, nicht wegen der Wiederzulassung der eigenen Zeitungen in Deutschland. Soweit sind wir aber in der Schweiz nicht, dass ein Einbruch in die Pressefreiheit zur Bekämpfung der nationalsozialistischen Propaganda in Frage käme, ein Vorgehen, das übrigens nicht nur unseren Traditionen widerspräche, sondern nur schädlich wirken müsste, solange offensichtlich der politische Instinkt des Schweizervolkes ohne polizeiliche Nachhilfe gesund bleibt.

Gefährdung anderer schweizerischer Interessen.

Es ist auch zu erwägen, ob nicht durch Gegenmassnahmen auf dem Gebiet der Presse Rückwirkungen auf andern Gebieten zum Nachteil von schweizerischen Interessen eintreten könnten. Bereits ist dem Politischen Departement eine Eingabe des schweizer. Hoteliervereins vom 10. d.M.¹⁴ zugegangen, worin darauf aufmerksam gemacht wird, dass man wie dies kürzlich in der Publizitätskommission der S.B.B.¹⁵ zum Ausdruck gekommen sei, in Verkehrskreisen das Vorgehen gewisser schweizerischer Zeitungen gegenüber den Ereignissen im Ausland als den Interessen der schweizer. Wirtschaft zuwiderlaufend betrachte. Es wird deshalb gebeten, bei der Beantwortung des Gesuches der Schweizerpresse und der schweizerischen Zeitungsverleger nahezulegen, «ihre überflüssige Einmischung in ausländische Verhältnisse zu unterlassen».

Schlussfolgerungen.

Unter den geschilderten Umständen scheint es angezeigt, die schwelbenden diplomatischen Unterhandlungen forzusetzen und danach zu trachten, zu einem modus vivendi zu gelangen. Jedenfalls wäre es verfrüht, zu Gegenmassnahmen zu schreiten, ohne das endgültige Ergebnis der gepflogenen Unterhandlungen und die weitere Auswirkung der vom Reichsaussenminister abgegebenen Versprechen abzuwarten.

Sollte aber jetzt oder später dem Gedanken von Gegenmassnahmen näher getreten werden, so wäre es aus Gründen die nicht dargelegt zu werden brauchen, kaum möglich, deutsche Zeitungen in der Schweiz zu verbieten, gleichzeitig aber die Hetze und die Beschimpfungen der schweizerischen Linkspresse gegen Deutschland weiter gehen zu lassen.

P.S. Soeben trifft von der schweizerischen Gesandtschaft in Berlin der Bericht¹⁶ ein, dass dank einer nochmaligen nachdrücklichen Demarche das Verbot der N.Z.Z. vermutlich Mitte der Woche aufgehoben werden dürfte.»

M. le chef du département politique tient à compléter le rapport par quelques renseignements sur l'atmosphère qui règne à Berlin à l'égard de la presse suisse et sur les écarts commis par certains journaux dans l'appréciation de la situation politique en Allemagne.

En ce qui concerne ce dernier point, le ministre d'Allemagne¹⁷ est venu le voir et a attiré son attention sur un article du «Landschäftler» qui notamment s'exprime dans un langage absolument inconvenant envers le président du Reich. En présence de la violence des expressions employées par ce journal, en présence aussi des attaques inqualifiables dirigées par la presse socialiste et communiste contre le nouveau régime, on doit se demander si le Conseil fédéral peut continuer à observer une entière passivité. Hier encore un rapport de la douane¹⁸ signalait que le langage de la presse communiste suisse crée une agitation croissante de l'autre côté de la frontière et réclamait des mesures. Les hôteliers de leur côté reçoivent de nombreuses lettres de clients qui déclarent ne pas pouvoir venir dans un pays où s'aff-

14. Non reproduit.

15. Chemins de fer fédéraux.

16. Télégramme du 13 novembre, non reproduit (E 2001 (C) 4/132).

17. E. v. Weizsäcker.

18. Non retrouvé.

ficient des sentiments anti-allemands. En présence de ces faits, M. Motta demande que le département de justice et police examine s'il ne serait pas possible d'interdire les journaux dont le langage est de nature à compromettre nos relations extérieures. M. Feldmann, président de l'association suisse de la presse, qui s'était prononcé précédemment en faveur de mesures de rétorsion contre l'interdiction de journaux suisses en Allemagne, a déclaré lui-même, dans un récent entretien avec M. Motta, qu'il fallait chercher à tracer une limite entre la presse convenable et l'autre et qu'il soumettrait cette question au comité de l'association.

Quant à l'ambiance à Berlin, elle paraît être meilleure. L'interdiction de la «Nouvelle Gazette de Zurich» a été levée avant le terme primitivement fixé, bien que ce journal ait publié, pendant la durée de l'interdiction, un article de Konrad Falke¹⁹ qui a fait une fâcheuse impression à Berlin. Notre ministre, M. Dinichert, a été invité à continuer ses démarches pour faire lever l'interdiction d'autres journaux. Il a obtenu le retrait de la mesure prononcée contre l'«Aargauer Tagblatt», qui paraît avoir été victime d'une confusion avec l'«Aargauer Volksblatt», également interdit.

M. le *chef du département de justice et police* rappelle, à propos du langage de la presse suisse, que, dans les débuts du régime fasciste en Italie, on avait déjà examiné si des mesures pouvaient être prises contre les journaux qui dépassent les limites permises de la critique. Mais l'article 42 du code pénal fédéral²⁰ dispose que des poursuites pénales peuvent être engagées seulement si le pays visé par la critique assure la réciprocité. Or ce n'est pas le cas de l'Allemagne, en sorte que la situation est encore moins favorable qu'à l'égard de l'Italie. La question juridique est ainsi réglée. Reste la question politique. Il s'agit de savoir si le Conseil fédéral peut invoquer l'article 102, chiffre 8, de la constitution, qui le charge de veiller aux intérêts de la Confédération au dehors, pour engager des poursuites. Le professeur Burckhardt, qui a donné au département une consultation sur ce point, répond par l'affirmative. Mais le Conseil fédéral veut-il s'engager dans cette voie? M. Häberlin estime, comme M. Motta, qu'on ne peut pas rester impassible plus longtemps devant les violences de langage d'une certaine presse. Mais, avant d'interdire les journaux, il faut les avertir, et n'aller plus loin que si l'avertissement reste sans effet.

Sur la proposition de M. le président, le conseil arrête:

1. Il est pris acte du rapport du département politique sur les mesures prises par l'Allemagne contre des journaux suisses;
2. Le département politique et le département de justice et police sont chargés d'examiner de concert s'il n'y a pas lieu de prendre des mesures contre les journaux suisses dont les violences sont de nature à compromettre les intérêts de la Confédération au dehors.

19. *Sous le titre Der Name Mensch in Gefahr dans le n° 2005 du 5 novembre 1933.*

20. *RO, 1851–1853, III, pp. 347–348.*

360

E 1004 1/343

CONSEIL FÉDÉRAL
Procès-verbal de la séance du 24 novembre 1933

1826. Négociations commerciales franco-suisses.

*Département de l'économie publique.
 Proposition du 22 novembre 1933.*

Des négociations en vue de fixer le régime applicable aux relations commerciales franco-suisses après le 1er décembre 1933, date pour laquelle le Gouvernement français a dénoncé la convention de commerce du 8 juillet 1929¹, se sont ouvertes le 20 novembre à Berne. La délégation française était composée de MM. Bonnefon-Craponne, directeur des accords commerciaux au Ministère du Commerce, Lesage, directeur au Ministère de l'agriculture, Gazel, adjoint au Ministère des affaires étrangères, Lecuyer, chef de service à la Direction générale des douanes et Hignette, attaché commercial près de l'Ambassade de France à Berne. Assistaient aux délibérations, du côté suisse, MM. Stucki², Wetter³, Laur⁴ et Gassmann⁵. Les négociations, qui se sont déroulées dans l'esprit le plus amical et n'ont duré que deux jours, peuvent se résumer comme il suit.

A la suite des conversations que le directeur de la division du commerce avait eues à Paris vers le milieu d'octobre, M. Bonnefon-Craponne lui soumit, à titre personnel et confidentiel, par lettre du 28 octobre⁶, une proposition qui était de nature, à ses yeux, à résoudre les difficultés résultant de la dénonciation de la convention de commerce du 8 juillet 1929. La constitution française de 1875 dispose que les lois doivent être promulguées dans le mois qui suit leur vote, ce que revient à dire que les lois sont applicables, au plus tard, un mois après leur adoption par le Parlement. Le directeur des accords commerciaux proposait de faire présenter au Parlement français un projet de loi autorisant le Gouvernement à conclure avec les pays étrangers à l'égard desquels la balance commerciale accuse un important solde excédentaire, des accords commerciaux prévoyant que si, postérieurement à l'accord, les droits de douane étaient relevés sur des produits nommément désignés à l'accord et offrant pour ces pays un intérêt essentiel, les nouveaux droits ne seraient applicables auxdits pays qu'à l'expiration d'un délai de trois mois après promulgation de la loi relevant les droits. La nouvelle formule devrait donc, en définitive, permettre au Gouvernement français de proroger la convention de commerce franco-suisse pour une durée illimitée, sous réserve que celle-ci puisse être dénoncée de part et d'autre à

1. Cf. n° 280.

2. W. Stucki, Directeur de la Division du commerce du Département de l'Economie publique.

3. E. Wetter, Vice-président du Vorort de l'Union suisse du commerce et de l'industrie.

4. E. Laur, Secrétaire de l'Union suisse des paysans.

5. A. Gassmann, Directeur général des douanes.

6. Non reproduit (E 7110 1/57).

tout moment, moyennant un préavis de trois mois. Le parlement français aurait ainsi la liberté de décréter, pour des positions figurant dans le traité franco-suisse, des augmentations tarifaires dont le Gouvernement de la République informerait le Conseil fédéral, en lui demandant son assentiment sur ces majorations. Si la Suisse acceptait les augmentations adoptées par le Parlement, en demandant éventuellement une contrepartie, la convention devrait être modifiée pour les positions visées. Au cas où la Suisse refuserait son assentiment, c'est le Gouvernement français qui devrait dénoncer l'accord pour être en mesure d'exécuter la décision du Parlement dans un délai de trois mois.

Vu le caractère personnel et confidentiel de cette proposition, le département de l'économie publique ne croit pas devoir la soumettre au Conseil fédéral. Le directeur de la division du commerce se borna à répondre, à titre personnel et officieux⁷, au directeur des accords commerciaux que tout en reconnaissant son sérieux effort en vue de trouver une solution et tout en ne voulant pas exclure d'emblée la formule proposée, il prévoyait une très forte opposition en Suisse contre un tel arrangement, attendu que notamment notre industrie de la construction mécanique et des machines demande, vu les longs délais de livraison, une garantie tarifaire d'au moins six mois. Il insistait, dans cette lettre, sur la nécessité de donner au commerce entre les deux pays une sécurité pour une période d'une certaine durée.

Lors des dernières négociations, la délégation française reprit cette proposition, qui est donc maintenant officielle. Toutefois, afin de se rapprocher autant que possible des désirs de la Suisse, le président de la délégation française, M. Bonnefon-Craponne, soumit à la délégation suisse une autre formule, selon laquelle le Gouvernement français présenterait au Parlement un projet de loi lui demandant la faculté de pouvoir conclure avec les pays à l'égard desquels la balance commerciale de la France est fortement active, des accords établissant que pour les produits y mentionnés la France renoncera pendant la durée de l'accord, qui pourrait être étendue jusqu'à six mois et être éventuellement prorogée, à augmenter les droits de douane sur ces produits, en tant que ces derniers seraient *contingentés*. En d'autres termes, pour pouvoir se garantir réciproquement, pendant six mois, la consolidation du régime stipulé dans la convention en vigueur, les deux Parties seraient obligées, d'après la proposition française, de contingentier toutes les positions figurant dans cette convention. Malgré la bonne volonté dont témoigne la nouvelle formule suggérée par la délégation française, la Suisse ne saurait l'accepter pour les raisons suivantes. 15%, en moyenne, des positions tant du tarif suisse que du tarif français, consolidées dans la convention de 1929, sont actuellement contingentées de part et d'autre. Dès lors, il faudrait, suivant la proposition française, pour maintenir le régime tarifaire garanti par la convention, étendre considérablement les mesures de contingentement appliquées par les deux pays. On aboutirait ainsi à cette situation tout à fait anormale que deux Etats, comme la France et la Suisse, qui suivent aujourd'hui une politique commerciale à peu près parallèle et préconisent le rapprochement économique entre pays du bloc-or, par une discrimination en matière de contingentement et une diminution des entraves au commerce, n'arriveraient à se

7. Par lettre du 2 novembre 1933, non reproduite (E 7110 1/57).

rapprocher qu'en augmentant sensiblement ces entraves! Ce serait nettement contraire aux intérêts du commerce suisse et à la politique défendue par la Suisse à la Conférence de Londres⁸ et à bien d'autres occasions. La délégation suisse n'a pas manqué de faire remarquer à la délégation française ce qu'une telle solution aurait d'illistique. Tout en reconnaissant la situation difficile dans laquelle le Gouvernement français se trouve vis-à-vis du Parlement, qui voudrait recouvrer une pleine liberté pour protéger la production française, les délégués suisses n'ont pas pu prendre sur eux d'accepter cette solution. Ils ont insisté sur la nécessité absolue dans laquelle la Suisse se trouve, vu la situation actuelle, d'augmenter ses exportations en France, si elle veut assurer à cette dernière le maintien de ses importations, par des garanties tarifaires et en atténuant, le cas échéant, les mesures de contingentement qui lui sont appliquées. Par contre, ils se sont déclarés d'accord sur la première proposition française (prolongation, de 1 à 3 mois, du délai d'application des majorations tarifaires qui pourraient être décrétées par le Parlement français), à condition que ce délai fût étendu à six mois, ce qui accorderait en fait à la Suisse le minimum de stabilité tarifaire à laquelle elle doit prétendre. La délégation française a repoussé cette proposition, en déclarant qu'une semblable modification ne serait jamais votée par le Parlement.

Comme une entente ne pouvait pas se réaliser sur l'une de ces deux propositions, et que, par ailleurs, ni l'une ni l'autre délégation n'envisageait une rupture du statut contractuel liant les deux pays, il ne restait, pour gagner du temps, qu'à se mettre d'accord provisoirement sur une prolongation pure et simple de la convention. Ainsi que l'a dit le département de l'économie publique dans sa proposition du 16 novembre⁹, le Gouvernement français avait déjà consenti à proposer l'accord de un mois. La délégation française ayant finalement proposé une prorogation de deux mois, les délégués suisses crurent pouvoir s'y rallier. Cette prorogation vise également l'accord relatif à l'application des contingentements des produits manufacturés, du 24 juin 1932¹⁰, prorogé par le protocole du 31 décembre 1932¹¹, et les différents accords franco-suisses sur le contingentement des produits agricoles (fromage, lait condensé, fruits, légumes et viande) conclus par échange de notes¹².

Il faut ajouter que le Gouvernement français a notifié au département de l'économie publique, peu de jours avant les négociations, sa décision de nous reprendre, dès le 1er janvier 1934, l'administration des contingents relatifs à l'importation des produits agricoles en France, notamment pour le fromage. La délégation suisse s'est vivement élevée contre cette décision. Elle a défendu énergiquement, à cette occasion, le point de vue selon lequel la Suisse doit pouvoir développer ses exportations de fromage et de bétail en France pour assurer à l'agriculture française le maintien de ses débouchés actuels sur le marché suisse. La délégation française a laissé entrevoir qu'un arrangement serait peut-être possible, si le Gouvernement suisse consent à

8. Cf. n° 286.

9. Non reproduit (E 7110 1/57).

10. Cf. n° 177.

11. RO, 1933, vol. 49, pp. 47, ss.

12. Non reproduit.

une certaine élévation des droits français sur le fromage. Des propositions nous seront encore faites à cet égard.

[...]¹³

13. Le Conseil fédéral décide donc de proroger de deux mois, soit jusqu'au 1er février 1934, la convention de commerce du 8 juillet 1929 et les accords en vigueur en matière de contingentement. Il refuse en revanche de conclure un accord de garantie réciproque pour six mois du régime conventionnel en vigueur, à la condition que les produits auxquels cette garantie se rapporterait soient contingents.

361

E 1004 1/343

CONSEIL FÉDÉRAL

Procès-verbal de la séance du 24 novembre 1933

1827. Ungarn, Clearingabkommen.
Einfuhr von Mahlweizen.

*Volkswirtschaftsdepartement. Antrag vom 9. November 1933.
Finanz- und Zolldepartement. Mitbericht vom 23. November 1933.*

Unter dem 18. August d.Js.¹ hat der Bundesrat dem am 28. Juli 1933 getroffenen schweizerisch-ungarischen Abkommen² für die Zahlungsregulierung aus dem schweizerisch-ungarischen Warenverkehr, sowie den dazu gehörigen Protokollen seine Genehmigung erteilt. Jenes Abkommen fusste bekanntlich zur Hauptsache auf einem Weizengeschäft, welches ausschliesslich der Abtragung des im Clearingverkehr mit Ungarn aufgelaufenen Saldobetrages diente. Es handelte sich um 5000 Wagen Weizen, die bis zum 31. Dezember 1933 aus Ungarn bezogen werden sollten und deren Gegenwert von Ungarn der Schweiz 100%ig zur Saldotilgung überlassen wurde, wobei jedoch für den ungarischen Weizen ein Überpreis von Fr. 2.35 pro q gewährt werden musste.

Schon im Zeitpunkt der Verhandlungen bereitete die Frage der Überbrückung dieses Überpreises sehr grosse Schwierigkeiten. Die schweizerische Delegation, welche die Verhandlungen mit Ungarn führte, glaubte damals, keinen Vertrag abschliessen zu können, durch den der Überpreis den Importeuren überbunden worden wäre. Im Auftrage des Departementes mit dem es das Abkommen der Genehmigung des Bundesrates empfohlen hat, machte es darauf aufmerksam, dass angesichts der damaligen Getreidepreise eine Überwälzung des Überpreises auf die Müller nicht in Frage komme, weil sonst die Gefahr einer Brotpreiserhöhung bestanden hätte.³

Um das Weizengeschäft mit Ungarn im Interesse der Tilgung des Clearingsaldos tätigen zu können, blieb daher nur die Lösung übrig, den ungarischen Weizen für ein

1. PVCF non reproduit. Cf. E 1004 1/341.

2. Cf. n° 318.

3. Cette préoccupation avait été exprimée surtout par Musy. Cf. nos 185, 217 et 302.

Kompensationsgeschäft auf breiter Basis hereinzunehmen, wobei die Clearinggläubiger durch Verzicht auf einen gewissen Prozentsatz ihrer Guthaben den von Ungarn verlangten Überpreis übernahmen. Naturgemäß konnte eine solche Aktion auf dem Grundsätze der Freiwilligkeit durchgeführt werden. Von den Clearinggläubigern stimmten rund 81% diesem Kompensationsabkommen zu⁴, aber unter der Bedingung, dass die maximale Einbusse, die sie zu tragen hätten, auf keinen Fall 20% ihres Guthabens übersteige. Die Zahl der zustimmenden Gläubiger war voll auf genügend, um mit Hilfe des von ihnen gebrachten Opfers den Überpreis zu bezahlen, welcher sich bei einer Gesamtmenge von 500000q auf Fr. 1175000 belief.

Der Preis von Manitoba II Atlantic, der den Basispreis für die Durchführung des Abkommens bildete, stand im Zeitpunkte der Vereinbarung mit Ungarn auf ca. Fr. 12.80 par q transit Basel. Zu diesem Grundpreis kam dann also noch der Überpreis von Fr. 2.35. In diesem letztern ist enthalten eine sog. Qualitätsdifferenz, d.h. eine Spezialvergütung für den Minderwert, den der ungarische Weizen nach den Erklärungen der schweizerischen Müller aufweist und welcher mit 85 Rp. festgesetzt worden ist. Der effektiv an Ungarn zu zahlende Überpreis über denjenigen von Manitoba II Atlantic betrug somit Fr. 1.50, während die Qualitätsdifferenz dem schweizerischen Müller zustatten kam, der diese Vergütung beanspruchte, weil ihm durch den Minderwert des Ungarweizens beim Ausmahlen gewisse Nachteile entstanden.

Schon gleich bei Abschluss der Vereinbarung wurde von Seiten der Vertreter der Gläubiger mit allem Nachdrucke das Begehr gestellt, es möchte die Qualitätsdifferenz von 85 Rp. nicht dem ohnehin schon notleidenden Clearinggläubiger überbunden werden; der Müller könnte diese Qualitätsdifferenz sehr wohl in Kauf nehmen, namentlich angesichts des Umstandes, dass die ungarische Weizenernte dieses Jahr eine vorzügliche Qualität ergeben habe. Das Departement machte sich diesen Standpunkt der Gläubiger-Vertreter zu eigen und hat in mehrfachen Korrespondenzen mit der Getreideverwaltung versucht, nachträglich noch einen Verzicht der Müller auf Vergütung der Qualitätsdifferenz zu erwirken. Alle bezüglichen Demarchen bei der Getreideverwaltung blieben ergebnislos. Dieselbe weigerte sich, mit den Müllern Verhandlungen zum Zwecke der Rückerstattung der von ihnen zum Teil bereits bezogenen Vergütung für die Qualitätsdifferenz einzuleiten.

Das Volkswirtschaftsdepartement sieht sich deshalb genötigt, die Angelegenheit dem Bundesrate zu unterbreiten und den untenstehend formulierten Antrag zu stellen, und zwar mit folgender Begründung:

Seit Abschluss der Vereinbarung mit Ungarn, d.h. also seit dem 28. Juli 1933, haben die Getreidepreise international eine erhebliche Senkung erfahren. Statt Fr. 12.80 pro q gilt der Manitoba II Atlantic franko Basel unverzollt gegenwärtig ca. Fr. 10.20 und während sehr langer Zeit stand er noch tiefer; er war sogar bis auf Fr. 9.65 gefallen.

Auf Grund des Preises vom 28. Juli inclusive Überpreis, war ein Gesamtergebnis aus dem Weizengeschäft von mindestens Fr. 7,5 Millionen zu erwarten. Nach Abzug der Frachtspesen, die im Interesse unserer Bundesbahnen nicht in den Clear-

4. Cf. n° 318.

ingvertrag einbezogen werden konnten, verblieb als Reinergebnis für die Saldotilgung eine Summe von weit über 5 Millionen Franken, wozu sich noch der Ertrag aus einem Zuckergeschäft über 340 Wagons gesellte, welches ebenfalls in das Juli-Abkommen einbezogen und der Saldotilgung dienstbar gemacht worden war. Auf Grund der Gläubiger-Zustimmungen zum Weizengeschäft und der daraufhin angestellten Berechnungen ergab sich die Möglichkeit, das Weizengeschäft durchzuführen und aus den Abstrichen der daran beteiligten Guthaben eine genügend grosse Summe aufzubringen, um den Überpreis in Höhe von Fr. 1175 000 zu tragen.

Wie bereits erwähnt, hat seit Ende Juli eine sehr spürbare Preisrückbildung für Weizen und so auch für Manitoba II eingesetzt. Die Folge davon war, dass die Eingänge aus den ungarischen Weizenlieferungen nach der Schweiz nicht mehr genügten, um alle zustimmenden Gläubiger auszuzahlen. Dies war sehr bedauerlich, weil dadurch wieder erneut Unruhe und Unsicherheit in die Exportkreise getragen wurde. Noch schwerwiegender aber ist der Umstand, dass infolge dieser Preissenkung die Überbrückung des Überpreises zur Unmöglichkeit geworden ist. Der letztere bildet eine feststehende Summe in der bereits erwähnten Höhe von Fr. 1175 000, die auf Grund des Abkommens unter allen Umständen an Ungarn abgeführt werden muss. Nachdem das Ergebnis aus dem Weizengeschäft nicht erlaubt, eine genügende Höhe von Saldoguthaben zur Abtragung zu bringen, mit deren 20%igem Abstrich der Überpreis ausgeglichen worden wäre, wird der Nationalbank nach durchgeföhrter Aktion ein Betrag von ungefähr Fr. 300 000 fehlen, den sie für die Bezahlung des Überpreises vorschissen musste. Die Nationalbank hat diesen Betrag der Eidg. Staatskasse belastet. Selbstverständlich geht es nicht an, auf diese Weise das Budget mit einem Betrage zu belasten, der nirgends vorgesehen und von keiner Behörde beschlossen war und auch keinem ersichtlichen schweizerischen Nutzniesser zustatten käme. Es muss daher eine Lösung gefunden werden, um diese Summe wieder hereinzu bringen. Von den Clearinggläubigern, die bereits ausbezahlt wurden, kann sie selbstverständlich nicht erhoben werden, da dieselben das von ihnen verlangte Opfer im Rahmen der gestellten Bedingungen gebracht haben. Von den noch nicht ausbezahlten Gläubigern kann ebenfalls der Betrag nicht eingeholt werden, weil dieselben nur dann auf 20% ihres Guthabens verzichten, wenn sie befriedigt werden.

Es besteht somit nur die Möglichkeit, von den Müllern die Rückerstattung der Vergütung für die Qualitätsdifferenz in Höhe von 85 Rp. zu verlangen. Die Rückerstattung dieser Differenz würde einen Betrag von Fr. 425 000 ergeben, was mehr als genügend wäre, um das Manko auf dem ungarischen Clearingkonto bei der Nationalbank zu decken und selbst noch eine kleine Rückvergütung an die Clearinggläubiger, welche 20% ihres Guthabens geopfert haben, erlauben würde.

Nun ergibt sich jedoch noch folgende Lösung zur Beseitigung der oben geschilderten Schwierigkeiten. Gemäss den Mitteilungen der eidg. Getreideverwaltung würden wir in der Lage sein, bis zum 30. Juni 1934 noch weitere 7500 Wagons Ungarweizen in der Schweiz zu vermahlen. Das Volkswirtschaftsdepartement hat der Schweizerischen Genossenschaft für Getreide und Futtermittel bereits Weisung erteilt, unter Anrechnung auf dieses Quantum im 4. Quartal 1933 aus Ungarn noch 2500 Wagons Weizen zu beziehen, wobei eventuelle Überpreise von den einfuhrberechtigten Müllern zu übernehmen wären. Auf diesem Wege wird es möglich sein,

den grössten Teil des noch vorhandenen Saldos im Clearingverkehr mit Ungarn noch in diesem Jahre abzutragen und auf jeden Fall alle diejenigen Gläubiger zu befriedigen, welche sich mit einem Abstrich von 20% auf ihren Guthaben einverstanden erklärt haben, was die nötigen Mittel beschafft, um das oben erwähnte Manko bei der Nationalbank zu decken.

Es erscheint im übrigen in keiner Weise ungerechtfertigt, bei einem neuabschliessenden Weizengeschäft mit Ungarn eventuelle Überpreise den Müllern aufzuerlegen, nachdem dieselben seit Ende Juli aus der allgemeinen Senkung des Weizenpreises einen sehr bedeutenden Nutzen gezogen haben. In der Tat ergaben die Berechnungen der Nationalbank, dass infolge des Weizenpreissturzes rund 2 Millionen Franken weniger auf das Saldo-Tilgungskonto einbezahlt wurden. Diese 2 Millionen sind der schweizerischen Müllerschaft oder dem Bäckergewerbe zugute gekommen. Die richtige Folgerung aus diesem Preissturze des Weizens wäre eine Senkung der Brotpreise gewesen, die aber bisher nicht eingetreten ist.

Das Volkswirtschaftsdepartement hält es unter diesen Umständen für durchaus recht und billig, dass bei den weitern 7500 Wagons Ungar-Weizen eventuelle Überpreise zulasten der importierenden Müller gehen. Es könnte dann vermieden werden, von den Müllern die Rückerstattung der im Weizenabkommen vom 28. Juli gewährten Vergütung für Qualitätsdifferenz zu verlangen. Auch würde die Neugestaltung des Clearingverkehrs entschieden vereinfacht. Und schliesslich könnten die schweizerischen Finanzforderungen, die im Interesse gewisser schweizerischer Banken sowie unserer Zahlungsbilanz nicht mehr vernachlässigt werden dürfen, in einem erheblich grösseren Umfange Berücksichtigung finden.

Im Hinblick auf die vorstehend niedergelegten Erwägungen und aus den angeführten Gründen stellt das Volkswirtschaftsdepartement folgenden

Antrag:

«1. Der Bundesrat möge verfügen, dass eventuelle Überpreise auf den weitern 7500 Wagons Ungar-Weizen, die bis zum 30. Juni 1934 bezogen werden können, von den Importeuren bzw. von der Müllerschaft zu tragen seien.

2. Für den Fall, dass der Bundesrat eine solche Verfügung nicht für geeignet halten sollte, möchten die schweizerischen Müller veranlasst werden, die ihnen im Weizengeschäft vom 28. Juli bewilligte Qualitätsdifferenz zurückzuerstatten, um das durch den Weizenpreissturz verursachte Manko der Schweizerischen Nationalbank abzudecken.»

Im Einverständnis mit dem Vorsteher des Finanz- und Zolldepartementes wird

beschlossen:

1. Antrag 1 des Volkswirtschaftsdepartementes wird grundsätzlich angenommen.

2. Über die Einzelheiten der Durchführung werden sich das Volkswirtschaftsdepartement und das Finanz- und Zolldepartement verständigen.

362

E 7110 1/26

*Le Ministre de Suisse à Berlin, P. Dinichert,
au Directeur de la Division du Commerce du Département de l'Economie publique,
W. Stucki*

L

Berlin, 27. November 1933

Es wird Ihrer Aufmerksamkeit nicht entgangen sein, dass die deutschen Zeitungen eine offenbar von einer zentralen Stelle aus lancierte gleichlautende Meldung über den Stand der schweizerisch-deutschen Handelsvertragsverhandlungen¹ gebracht haben, worin deutscherseits insbesondere gegen die schweizerischen Begehren auf dem Gebiete der Baumwollgarne Stellung genommen wird². Die Veröffentlichung geht vom Reichsstand der deutschen Industrie (früher Reichsverband) aus, also von der Spitzenorganisation der Interessenten selbst. Ich vermute, dass sie im Einvernehmen mit dem Reichswirtschaftsministerium vorgenommen worden ist. Ich lasse Ihnen in der Beilage³ die Ausschnitte aus der Frankfurter Zeitung, dem Berliner Tageblatt, der Vossischen Zeitung, dem Berliner Börsen Courier und der Berliner Börsenzeitung mit der besagten Meldung zugehen. Es ist nicht Sache der Gesandtschaft, zu den deutschen Behauptungen, die zweifellos teilweise unrichtig sind, Stellung zu nehmen. Ich darf dies, sofern es überhaupt als notwendig erachtet wird, der schweizerischen Delegation für die Wirtschaftsverhandlungen überlassen⁴.

Dagegen möchte ich Sie darauf aufmerksam machen, dass die Berliner Börsenzeitung, die sich in letzter Zeit durch besondere Gehässigkeit gegen die Schweiz auszeichnet, sich dazu versteigt, zu behaupten, dass man in Bern für die Interessen dritter Länder, wahrscheinlich in erster Linie Englands, eintrete. Denn anders könnte man sich die schweizerische Hartnäckigkeit nicht erklären. Wie Herr Dr. Feer⁵ in einem Gespräch mit Herrn Ministerialdirektor Ritter⁶ feststellen konnte, ist man sowohl im Auswärtigen Amte wie im Reichswirtschaftsministerium durch diese höchst unsachliche und intrigante Bemerkung verärgert und lehnt sie als eine Taktlosigkeit ab.

1. Cf. nos 334 et 339.

2. Cf. n° 334, n. 12.

3. Les annexes manquent au dossier.

4. Depuis le 15 octobre des négociations commerciales avaient repris avec l'Allemagne. Sur les buts de ces négociations et sur la composition de la délégation suisse cf. n° 339.

5. Conseiller à la Légation de Suisse à Berlin, chargé des affaires commerciales.

6. De l'Office des Affaires étrangères du Reich.

363

E 2001 (C) 4/130

*L'Association de la presse suisse
au Chef du Département politique, G. Motta¹*

L

Bern/St. Gallen, 28. November 1933

Der Zentralvorstand des Vereins der Schweizer Presse bestätigt mit bestem Dank den Empfang Ihrer geehrten Schreiben vom 24. und 27. November 1933² und gestattet sich die Mitteilung, dass er in seiner Sitzung vom 25. November die gesamte Angelegenheit der Verbote schweizerischer Zeitungen in Deutschland in mehrstündiger Diskussion besprochen hat. Diese Besprechung führte zu folgenden Ergebnissen:

Der Zentralvorstand des Vereins der Schweizer Presse nimmt mit Befriedigung Kenntnis von den Bemühungen des Eidg. Politischen Departements und der Schweizerischen Gesandtschaft in Berlin, die auf eine Aufhebung der noch bestehenden Verbote schweizerischer Zeitungen in Deutschland gerichtet sind und die denn auch bereits zu greifbaren Erfolgen geführt haben³. Die Verbote, um deren Beseitigung sich das Eidg. Politische Departement bemüht, betrafen Blätter mit durchwegs gemässigter Schreibweise und sie waren deshalb als vollkommen unbegründet und willkürlich zu betrachten. Der Zentralvorstand gibt seiner Überzeugung Ausdruck, dass gegen weitere unbegründete und willkürliche Verbote schweizerischer Zeitungen im Ausland nur Vergeltungsmassnahmen die schweizerischen Presseinteressen, welche in weitem Masse mit den schweizerischen Landesinteressen identisch sind, wirksam und in einer die schweizerische öffentliche Meinung befriedigenden Weise zu wahren vermögen. In diesem Sinne hält der Zentralvorstand fest an den Begehren, die in dem gemeinsamen Schreiben des Vereins der Schweizer Presse und des Vereins Schweizerischer Zeitungsverleger vom 1. November 1933 an das Eidg. Politische Departement⁴ gestellt worden sind.

Der Zentralvorstand des Vereins der Schweizer Presse gestattet sich in diesem Zusammenhange die Mitteilung, dass auf Grund verschiedener Anregungen zurzeit die Einberufung einer ausserordentlichen Generalversammlung des Vereins der Schweizer Presse erwogen wird, welcher die Aufgabe zukäme, die schweizerisch-deutschen Pressebeziehungen zu besprechen und zu ihrer gegenwärtigen Lage Stellung zu nehmen.

Der Zentralvorstand des Vereins der Schweizer Presse gibt sich andererseits vollauf Rechenschaft von der leider nicht zu bestreitenden Tatsache, dass gewisse Erscheinungen innerhalb der schweizerischen Presse dem Bundesrate und dem Verein der Schweizer Presse die wirksame Wahrung der schweizerischen Presseinteressen in unnötiger Weise erschweren. Der Zentralvorstand legt Wert auf die Fest-

1. Signée par le Président, M. Feldmann et le Secrétaire, E. Flückiger.

2. Non reproduit.

3. Cf. n° 356, n. 5.

4. Non reproduit. Cf. annexe au n° 359.

stellung, dass er – bei aller Wahrung des grundsätzlichen Rechtes auf freie Kritik – Beleidigungen und Verunglimpfungen fremder Regierungen und Völker nicht billigt und dass er bereit ist, auf Grund präziser und dokumentierter Angaben von sich aus nach besten Kräften auf eine Mässigung hinzuwirken, wie sie das Interesse des Landes sowohl wie auch das richtigverstandene Interesse der schweizerischen Presse selber verlangt.

Der Zentralvorstand des Vereins der Schweizer Presse nimmt Kenntnis von der Absicht des Bundesrates, den hier in Frage stehenden Übelständen durch den Erlass notrechtlicher Bestimmungen entgegenzuwirken; die einstimmige Meinung des Zentralvorstandes geht dahin, dass solche notrechtlichen Bestimmungen unter keinen Umständen in Erwägung gezogen werden sollten, bevor gegen willkürliche und unbegründete Zeitungsverbote des Auslandes die sich aufdrängenden und sachlich berechtigten Vergeltungsmassnahmen angeordnet und durchgeführt sind und bevor feststeht, ob die oben in Aussicht gestellten Bestrebungen des Vereins der Schweizer Presse, aus eigener Kraft auf die Beseitigung gewisser Überbordungen hinzuwirken, einen Erfolg zu erzielen vermögen oder nicht⁵.

... / ⁶

5. Le 8 décembre 1933, le Président de l'Association de la presse suisse, M.Feldmann, fait rapport au Chef du Département politique sur les efforts qu'il a entrepris auprès de la presse socialiste:

Wie mir Herr Nationalrat Nobs, Chefredaktor des «Volksrecht» soeben mitteilt, hat er entsprechend den mir am 4. November erteilten Zusicherungen im Verlaufe dieser Woche mit folgenden Vertretern der sozialdemokratischen Presse Fühlung genommen:

Nationalrat Dr. A. Schmid («Freier Aargauer»)
Chefredaktor Hans Vogel («Berner Tagwacht»)
Nationalrat Fritz Schneider («Basler Arbeiter Zeitung»)
Nationalrat Paul Graber («Sentinelle»),

ebenso mit dem Auslandredaktor der «Berner Tagwacht», Redaktor Bütikofer. Alle genannten sozialdemokratischen Journalisten haben nach der Mitteilung des Herrn Nationalrat Nobs für die Lage Verständnis gezeigt und den Willen bekundet, in der Besprechung der deutschen Angelegenheiten auf Bezeichnungen ausländischer Regierungen oder Staatsmänner, die nach schweizerischem Recht strafbaren Beleidigungen oder Verbalinjurien gleichkommen, zu verzichten und bei aller Wahrung des Rechts auf freie Kritik des derzeitigen deutschen Regimes doch in der Ausdrucksweise auf eine gewisse journalistische «Abrüstung» hin zu wirken. Um der ganzen Aktion den nötigen Nachdruck zu verleihen, ist auf nächsten Dienstag, 12. Dezember eine sozialdemokratische Pressekonferenz einberufen worden, welche in dieser Angelegenheit gewisse Richtlinien aufstellen soll. Herr Nationalrat Nobs, der im vorliegenden Fall gegenüber dem Verein der Schweizer Presse die sozialdemokratische Presse vertritt, legt Wert auf die Feststellung, dass dieses auf eine Mässigung hinzielende Vorgehen der sozialdemokratischen Presse durchaus aus freien Stücken erfolgt. Persönlich habe ich den Eindruck, dass Herr Nationalrat Nobs vom aufrichtigen und bestem Willen erfüllt ist, sowohl der Landesregierung wie dem Verein der Schweizer Presse unnötige und vermeidbare Schwierigkeiten zu ersparen (E 2001 (C) 4/130. *Le chef du Département politique note en marge de ce texte:* Für die expressliche Mitteilung danken 9.XII.33.).

6. La lettre se termine par une demande d'audience, à propos de laquelle le Chef du Département politique note en marge: Gerne werde ich eine Audienz in den nächsten Tagen festsetzen. 29.XI.33.

364

E 2300 Paris, Archiv-Nr. 86

*Le Ministre de Suisse à Paris, A. Dunant,
au Chef du Département politique, G. Motta*

R P N° 27

Paris, 28 novembre 1933

[...]

Hier et aujourd’hui, la Légation a été l’objet de nombreuses visites et d’appels téléphoniques au sujet du désastreux résultat des élections au Conseil d’Etat de Genève¹; la demande qui nous était le plus souvent posée était de savoir s’il y avait lieu de retirer des titres en dépôt dans une banque de Genève. Voilà la répercussion qu’a eue la trop grande mansuétude des Assises fédérales à l’égard de Léon Nicole² qui, s’il avait été privé des droits civiques pendant quelque temps, ne serait pas à la veille de devenir président du Gouvernement d’un Etat confédéré. Peut-être cela vous intéressera-t-il si j’ajoute que, de ma ville natale³, j’ai appris l’intention de plusieurs personnes d’émigrer vers le midi de la France afin de couler des jours plus heureux dans un climat ensoleillé plutôt que d’être en butte à des impôts cantonaux qui n’iront qu’en augmentant.

1. Aux élections des 25 et 26 novembre 1933, les socialistes ont conquis 4 des 7 sièges de l’exécutif cantonal.

2. Le 3 juin 1933, Léon Nicole a été condamné à six mois de prison, à la suite des événements du 9 novembre 1932.

3. Genève.

365

E 1004 1/343

*CONSEIL FÉDÉRAL
Procès-verbal de la séance du 1er décembre 1933*

1878. Haut-Commissariat pour les réfugiés provenant d’Allemagne

[...]¹

Quant à la discussion générale sur les travaux du Haut-Commissariat², le délégué suisse pourra y participer en exposant la situation difficile qui résulte pour la

1. La Suisse a accepté l’invitation du Conseil de la SdN à se faire représenter au Conseil d’administration chargé d’assister le Haut-Commissaire pour les réfugiés provenant d’Allemagne. Elle se rallie à l’idée que le siège du Haut-Commissariat soit fixé à Lausanne, mais le Département politique estime qu’il n’y a pas lieu de lui accorder les priviléges et immunités diplomatiques dont bénéficie par exemple l’Office Nansen pour les réfugiés, puisque le nouvel organisme est totalement indépendant de la SdN.

2. Lors de la première séance, qui aura lieu le 5 décembre. Pour le problème des réfugiés dans le cadre de la SdN, cf. aussi E 2001 (C) 5/174, *Discussion des instructions à donner à la délégation suisse à la XIV^e Assemblée de la SdN*.

Suisse de la surpopulation étrangère et de l'état de son marché du travail; il signera, en particulier, les sacrifices considérables que doit s'imposer notre pays du fait de l'assistance d'un très grand nombre d'étrangers sans ressources. Il observera donc la plus grande réserve à l'égard des propositions qui seraient faites à notre pays en vue d'héberger un certain contingent de réfugiés allemands. Au moment où, frappés par des mesures de boycott, les juifs allemands s'enfuirent d'Allemagne, la Suisse n'a pas fermé sa frontière, mais a, au contraire, donné temporairement asile à des milliers de fugitifs. Elle ne pourrait faire davantage. La Confédération – chacun le sait – a toujours été très favorable aux grandes œuvres humanitaires, mais, dans l'espèce, il lui serait malaisé d'autoriser un contingent déterminé de réfugiés allemands à s'établir à demeure sur son territoire déjà gravement menacé par la surpopulation étrangère. Elle pourrait d'autant moins le faire que les 30 000 étrangers bénéficiant sur son territoire d'un permis d'établissement sont, à quelques exceptions près, assimilés entièrement aux citoyens suisses dans l'exercice de leur profession et sont, par conséquent, traités, en cas de chômage, comme les ressortissants du pays.

Il va sans dire, cependant, que la Suisse se réservera d'examiner avec bienveillance, dans certains cas particuliers, les demandes d'autorisation de séjour dont elle pourrait être saisie.

Pour les questions relevant plus spécialement de la police des étrangers en général, il sera loisible, par ailleurs, au délégué suisse³ de prendre, en cas de doute, l'avis du Département de Justice et Police.

En ce qui concerne une participation financière de la Suisse aux frais du Haut-Commissariat, l'attitude du Conseil fédéral sera pleinement réservée. Notre représentant ne prendra aucun engagement avant d'y avoir été expressément autorisé.

/.../

3. H. Rothmund, *Chef de la Division de police au Département de Justice et Police.*

CONSEIL FÉDÉRAL
Procès-verbal de la séance du 1er décembre 1933

1887. Négociations commerciales franco-suisses.

Département de l'économie publique.
Proposition du 30 novembre 1933.

Comme nous l'avons dit dans notre proposition du 22 novembre¹, les délégations suisse et française avaient convenu le 21 novembre, à Berne, de proroger purement

1. Cf. n° 360.

et simplement de deux mois, c'est-à-dire jusqu'au 1er février 1934, la convention de commerce franco-suisse du 8 juillet 1929², dénoncée par le Gouvernement français pour le 1er décembre³, et les accords relatifs au régime du contingentement. La délégation française avait bien insisté la veille sur la nécessité dans laquelle le Gouvernement français se trouvait de reprendre à la Suisse comme aux autres pays, dès le 1er janvier 1934, l'administration des contingents des produits agricoles, mais il n'en fut plus question à la fin des négociations et les deux délégations tombèrent d'accord de proroger les arrangements en vigueur, aux conditions actuelles. Toutefois, le Gouvernement français ne l'entendit pas ainsi et nous fit notifier hier, par l'Ambassadeur de France, deux réserves aux termes desquelles la France s'assure la reprise de la gestion des contingents des produits agricoles suisses (fromage, lait condensé, farine lactée, fruits et légumes), dès le 1er janvier 1934 et déclare qu'elle cessera d'accorder à la Suisse, à partir de la même date, un contingent supplémentaire trimestriel de 2500 quintaux de fromage, qu'elle lui attribue depuis ce printemps en compensation du déficit éventuel des échanges de viandes entre les deux pays. Nous n'avons pas manqué de protester énergiquement contre ces réserves, en faisant remarquer à l'Ambassadeur de France et au président de la délégation française, qu'elles étaient en contradiction formelle avec la décision prise par les deux délégations le 21 novembre à Berne. Il nous fut répondu qu'il y avait eu malentendu et que le Gouvernement français se voyait obligé, en tout état de cause, de maintenir les deux réserves dont il s'agit. En dehors d'une rupture du statut contractuel, nous avions le choix entre deux solutions: ou bien réduire à un mois le délai de prorogation de tous les accords à renouveler, ou bien accepter les réserves formulées par le Gouvernement français, afin de conserver le bénéfice de la prorogation de deux mois aux accords non visés par ces réserves, tout en nous garantissant la faculté de restreindre l'importation des produits agricoles ou vinicoles français, dans une mesure correspondante au préjudice que les modifications envisagées pourraient causer à l'exportation suisse. Cette dernière solution nous a paru, sans contredit, la plus avantageuse.

2. Entrée en vigueur le 5 avril 1931 (*RO*, 1931, vol. 47, pp. 194, ss.).

3. Cf. n° 280.

367

J. I.1.1/2

*Le Ministre de Suisse à Rome, G. Wagnière,
au Chef du Département politique, G. Motta*

*L Confidentielle**Rome, 2 décembre 1933*

De Reynold¹, dans l'entretien qu'il a eu hier avec le Duce et dont je vous parle dans ma lettre de ce jour², a eu l'impression qu'il se préoccupait beaucoup de l'état intérieur de la Suisse. C'est une des raisons sans doute pour lesquelles R[eynold] a été convoqué sans avoir demandé d'audience. Il est vrai qu'en arrivant à Rome pour la séance de l'Institut de cinématographie il avait prié De Feo³ de faire savoir au Duce «qu'il était là»!

M/ussolini/ a été évidemment alarmé par les récentes élections à Genève et Lausanne⁴. Il s'intéresse beaucoup à la Suisse par amitié et aussi pour les conséquences que peut avoir pour l'Italie une Suisse socialiste ou hitlérienne, ce qu'il redoute également. Il n'a pas dit cela en ces termes mais cela résulte de ses propos. Il paraît craindre beaucoup pour notre pays une sorte de *désagrégation* qui ne ferait que commencer et dont il voit les symptômes dans les mouvements divers qui se forment en Suisse et dans les progrès d'un socialisme anti-patriote et anti-national. Je le répète, il n'aura pas dit cela dans ces termes; ce sont les impressions que R[eynold] (qui saisit les choses au vol) a emporté de sa conversation. Il a aussi le sentiment que M/ussolini/ ne demanderait pas mieux que de s'entendre avec vous au sujet de la S.d.N.⁵ et je me permets de former le vœu que vous trouviez le moyen de revenir, pour une raison ou pour une autre, à Rome avant longtemps⁶; je suis convaincu que cela serait très utile à beaucoup d'égards, pour le bien de la Ligue et pour le nôtre aussi. Je vous prie de faire usage strictement *confidential* de ce qui précède: le nom de R[eynold] ne devrait pas être prononcé.

Je suis extrêmement attristé par les événements de Genève: le drapeau suisse baissé par le parti au pouvoir, un régime de haine sociale et d'hostilité à la patrie et à toutes nos traditions installé pour longtemps et cela après un siècle de démocratie, de progrès, de paix, de culture générale! Quelle tristesse.

1. *Lors de ses voyages à Rome pour les réunions de l'Institut international du cinématographe éducatif, dont il était membre du Comité exécutif, G. de Reynold avait déjà eu des entretiens avec Mussolini, notamment en novembre 1932. Sur l'Institut international du cinématographe éducatif, cf. RG, 1928, p. 64.*

2. *Non reproduit* (Cf. E 2300 Rom, Archiv-Nr. 33).

3. *L. De Feo, Directeur de l'Institut international du cinématographe éducatif de Rome.*

4. *A Genève, en novembre 1933, les socialistes de L. Nicole ont pris la direction du gouvernement cantonal (4 élus sur 7). En ville de Lausanne, les socialistes sont devenus majoritaires à la municipalité.*

5. *Cf. n° 358 et annexe.*

6. *En avril 1933, Motta a effectué un voyage à Rome; il a eu un entretien, le 24, avec Mussolini. Cf. n° 263.*

368

E 2300 London, Archiv-Nr. 27

*Le Ministre de Suisse à Londres, C. Paravicini,
au Chef du Département politique, G. Motta¹*

RP N° 31 Confidential

La complication européenne et la Grande-Bretagne

Londres, 8 décembre 1933

/.../²

En ce qui concerne l'action de M. Mussolini³, on se tient, comme je viens de le dire, dans une attitude d'attente. Au premier moment, l'effet de la décision du Grand Conseil à Rome⁴ n'a pas eu le caractère d'un choc. On l'a reçue d'une manière comparativement calme, en admettant qu'il y avait en effet quelque chose à dire en faveur de l'idée même. La façon brusque appliquée par le Duce a été expliquée, je le répète, par le fait qu'on se trouvait en face d'un dictateur.

Depuis lors, l'impression paraît avoir changé et on envisage la situation avec pas mal d'inquiétude.

Comme je viens de l'apprendre par mon ancien collaborateur, M. Léopold Boissier – qui a dîné hier avec Sir John Simon – le Duce ne se dérange pas pour faire des propositions pour la façon dont son idée de reconstruction pourrait être réalisée. Sir Eric Drummond⁵ aurait envoyé un rapport sur un entretien qu'il aurait eu avec M. Mussolini, où les propositions constructives de la part de ce dernier, auraient manqué totalement. Il aurait même donné à son interlocuteur l'impression d'être quelque peu vaguement au courant de l'ambiance à Genève et ne se serait même pas rappelé exactement de ce qu'était le Traité de Locarno⁶! Selon cette information, l'attaque fasciste contre Genève se présenterait comme un de ces tours du Palais Chigi exécuté surtout dans le but d'affirmer la position du Duce sur le champ des affaires européennes⁷.

Il me semble qu'en ce moment-ci je ne puis dire plus que ceci:

Malgré que l'idée d'une révision du Pacte de la Société des Nations n'est en elle-même pas sans un fond de raison, le coup porté par M. Mussolini contre Genève, et la façon dont ceci a été fait, a fini par provoquer une impression pénible à Londres comme à Paris⁸;

1. Remarque manuscrite de Motta à la fin de ce rapport: Monsieur Paravicini a oublié de signer ce rapport très intéressant et qui est évidemment son œuvre personnelle. Péché vénial.

2. Dans la première partie de son rapport, Paravicini expose les thèmes d'un entretien qu'il vient d'avoir avec le Ministre des Affaires étrangères, Sir J. Simon.

3. Le 16 novembre précédent, Mussolini avait prononcé un discours très critique à l'égard de la SdN. Cf. nos 358 et 367.

4. Le 6 décembre, le Grand Conseil fasciste décide que l'Italie subordonnera sa participation à la SdN à une réforme radicale du fonctionnement et des objectifs de l'institution.

5. Ambassadeur de Grande-Bretagne à Rome, ancien secrétaire général de la SdN.

6. Signé en octobre 1925. Mussolini avait participé aux négociations de Locarno.

7. Remarque de Motta dans la marge: C'est aussi mon impression.

8. Remarque de Motta dans la marge: C'est trop naturel!

Cette impression s'accentue par le fait qu'une proposition constructive sur la manière dont la reconstruction de la Société des Nations serait à entreprendre ne paraîtrait pas suivre de Rome où on se serait ainsi limité à l'attaque même – doublement regrettable à l'époque actuelle – sans prendre la peine d'étudier ou d'indiquer le remède;

Attendu que le pacte même contient les moyens de procéder à une révision en cas de désir ou de nécessité, il ne faut pas se laisser brusquer par la mesure prise par Rome;

Des efforts paraissent être en cours pour établir une entente entre Londres et Paris par rapport à l'attitude à adopter vis-à-vis de Rome. Paris semblerait prendre une position défiante en faveur du maintien du principe démocratique;

Les manières prises dernièrement par les Dictateurs à l'égard de la Société des Nations sembleraient causer auprès du Gouvernement britannique pas mal d'impatience et d'irritation⁹;

Cependant, alors qu'à chaque nouvelle difficulté grave dans les affaires continentales, le mouvement en faveur de la splendide isolation britannique reprend dans certains milieux, les instances responsables maintiennent leur volonté de collaborer avec le Continent et notamment par l'appareil de la Société des Nations, qu'ils estiment après comme avant être le mécanisme le meilleur et le plus apte à mener à des résultats;

En ce qui concerne les intentions du Gouvernement italien, les opinions diffèrent. D'aucuns disent qu'après cette démonstration le Duce ne pourra pas, en cas de non-acceptation par les autres Puissances, revenir en arrière et devra quitter la Société des Nations. D'autres sont persuadés qu'il y a dans cette affaire un grand élément de bluff¹⁰ et que l'Italie se gardera bien de vraiment tirer des conséquences et de se mettre mal, à la fois avec la France et la Grande-Bretagne;

On se demande, d'autre part, si l'empressement du Duce à profiter des complications actuelles pour reprendre le geste de directeur de la politique internationale (en élevant la voix sur plate-forme de son traité des grandes Puissances¹¹), n'est pas pousser les choses trop loin et une opération qui plus que probablement aura des conséquences défavorables pour lui-même et pour les autres;

En face de toutes ces considérations, la politique de l'attente tout en restant en contact suivi avec Paris, paraît être la chose naturelle à faire pour le Gouvernement britannique.

9. Remarque de Motta dans la marge: Je n'en suis pas surpris!

Sur l'attitude de Motta devant les attaques de l'Allemagne et de l'Italie contre la SdN, cf. aussi les n°s 341 et 358 + A.

10. Remarque de Motta dans la marge: ?

11. Cf n° 279, n. 5.

369

E 1004 1/343

*CONSEIL FÉDÉRAL**Procès-verbal de la séance du 8 décembre 1933*

1922. Négociations commerciales avec la Turquie.

Département de l'économie publique.
Proposition du 6 déc. 1933.

Le Département de l'économie publique rapporte ce qui suit.

Depuis longtemps déjà, nous sommes en pourparlers avec la Turquie, aux fins d'obtenir une atténuation des mesures prises par ce pays pour restreindre l'importation étrangère¹. Ces mesures gênent très fortement et rendent même impossible l'importation en Turquie de produits suisses tels que le fromage, l'horlogerie, le chocolat, les broderies, les tissus de coton, la bonneterie, etc. Des négociations avaient été entamées à la Conférence de Londres entre le chef de la délégation suisse et la délégation turque, en vue d'aboutir le plus rapidement possible à un accord garantissant à la Suisse des facilités pour son importation en Turquie. Ces négociations furent interrompues par le départ inopiné de la délégation turque. Nous chargeâmes, dès lors, M. le Ministre Martin de négocier sans plus tarder un semblable accord. Notre représentant s'est heurté à de grandes difficultés, provenant du fait que la nouvelle politique commerciale de la Turquie tend à ne pas conclure d'accord commercial qui ne soit pas accompagné d'un accord de clearing, et de ce que le Gouvernement turc veut absolument protéger, par de sévères restrictions à l'importation, diverses industries naissantes en Turquie, en particulier la fabrication des tissus de soie, de la bonneterie, des chaussures, etc.

Le règlement de ces questions et notamment la conclusion d'un accord de clearing nécessitant encore un certain temps, nous avons accepté la proposition de M. Martin de conclure avec le Gouvernement turc un accord provisoire garantissant déjà à la Suisse la libre importation pour des articles importants tels que l'horlogerie et le fromage. L'industrie horlogère pourra ainsi encore exporter ses articles en Turquie, avant les fêtes. En effet, l'accord dont il s'agit, qui a été signé le 4 décembre à Ankara, entrera en vigueur le 11 décembre. Il sera valable deux mois et doit être remplacé, dans ce délai, par un accord définitif sensiblement plus étendu, prévoyant notamment des facilités pour l'importation des tissus et machines suisses et qui réglera les relations commerciales entre les deux pays sur la base du système de clearing. Les négociations pour la conclusion de cet accord vont être reprises.

Nous ajoutons que la Suisse ne restreint, en fait, que l'importation des tapis en provenance de Turquie². Elle s'engage à maintenir ce régime libéral pendant la durée de l'accord et garantit à la Turquie le chiffre de ses importations de tapis en 1931.

1. Cf. nos 212 et 230.

2. ... l'importation des tapis de pied visés par la position N° 482 b. du tarif douanier suisse, sera limitée à un contingent de 148 quintaux et 166 kilos durant une période de deux mois. /.../

Ci-joint, nous vous remettons un texte de l'accord³ tel qu'il a été signé et de la liste y annexée.

Au bénéfice de ces considérations, nous vous prions de prendre acte de l'accord commercial provisoire qui a été signé entre la Suisse et la Turquie le 4 décembre 1933, à Ankara.

Le texte de l'accord ne sera pas publié. En revanche, la liste A annexée à l'accord paraîtra, avec un commentaire, dans la Feuille officielle suisse du commerce⁴.»

Dont acte.

3. *Texte de l'accord*, cf. E 1001 1/EVD 1.10. – 31.12.1932.

4. N° 289 du 9 décembre 1933, p. 2895.

370

E 2001 (C) 4/55

*Le Ministre de Suisse à Paris, A. Dunant,
au Chef du Département politique, G. Motta¹*

L

Paris, 9 décembre 1933

Dans mes derniers rapports sur la situation des travailleurs suisses en France, notamment dans ceux des 3 et 20 novembre², j'ai eu l'honneur de vous exposer mes inquiétudes au sujet de cette très grave question. En effet, nous ne saurions nous dissimuler que le Gouvernement français, sous la double pression du Parlement et de l'opinion publique, cherche par des mesures de plus en plus sévères, à restreindre l'activité économique des étrangers en France, aussi bien dans les professions indépendantes que dans les emplois salariés. Vous avez été tenu au courant de toutes ces mesures. Je me borne donc à vous rappeler les dispositions interdisant désormais aux étrangers l'exercice de la médecine³ en France, les différends relatifs aux baux commerciaux⁴, les restrictions mises à l'emploi de la main-d'œuvre étrangère, enfin les dispositions⁵ de l'adjudication des travaux entrepris par des corporations publiques ou subventionnées.

A cela viennent s'ajouter des propositions parlementaires tendant à restreindre, pour les étrangers, l'exercice de la profession de commerçant ou d'architecte, ou in-

1. *Remarque marginale de G. Motta*: J'ai eu hier une conversation avec M. l'Ambassadeur de France auquel j'ai remis un aide-mémoire. M. l'Ambassadeur se rendra tout prochainement à Paris et aura une conversation avec M. le Ministre Dunant. 14. XII. 1933.

2. Non reproduit.

3. *Remarque marginale*: nous avons fait la même chose.

4. *Remarque marginale*: liquide.

5. *Remarque marginale*: dans ce domaine c'est la pratique qui importe, tt. accord serait peu effectif si la bonne volonté de l'exécutif manque.

vitant le Gouvernement à assurer l'équilibre du marché du travail national par la réduction du nombre des travailleurs étrangers, etc. Nous nous trouvons donc en présence d'un vaste plan concerté des pouvoirs publics pour écarter les étrangers et les empêcher de gagner leur vie en France.

Pour notre pays, la situation présente un caractère de gravité exceptionnel du fait que la France a été, jusqu'à ce jour, le pays européen d'émigration par excellence et que la colonie suisse y jouit d'une autorité et d'une réputation considérables. C'est donc non seulement du point de vue économique que la situation devient de plus en plus grave, mais aussi du point de vue moral. Nous assistons actuellement à une régression marquée du nombre des Suisses établis en France, dont les conséquences ne manqueront pas de se faire sentir tôt ou tard dans les domaines les plus différents.

Il ne saurait être question d'exposer ici d'une manière détaillée tous ces problèmes; je me borne donc à une récapitulation des difficultés que nous rencontrons dans les questions relatives à l'emploi de la main-d'œuvre suisse en France.

1. Application de la loi sur la protection de la main-d'œuvre nationale du 10 Août 1932.⁶

Ainsi que vous le savez, une enquête a démontré que nos compatriotes n'avaient pas encore été gravement frappés par les décrets fondés sur l'article 2 de la loi. Onze employés d'hôtel, exerçant leur profession depuis de nombreuses années, ont cependant été licenciés en raison du décret du 20 mars 1933 sur la restriction de l'emploi de la main-d'œuvre étrangère dans les Alpes-Maritimes⁷.

Toutefois, les syndicats français protestent avec véhémence, par l'intermédiaire de leurs députés et par la voie de la presse, contre le nombre minime de décrets qui ont été pris depuis l'entrée en vigueur de la loi. Comme vous le savez, un décret est en préparation pour restreindre, dans le département de la Seine, l'emploi de la main-d'œuvre étrangère de l'hôtellerie. Toutes nos protestations contre la loi du 10 Août 1932 et les décrets pris subséquemment sont restées sans réponse.

2. Délivrance de la carte d'identité de travailleur.

Le régime de faveur dont bénéficiaient les étrangers qui, établis en France depuis plus de cinq ans, sollicitent la carte de travailleur, et les jeunes étrangers qui cherchent un emploi, a été abrogé au début de l'année. Par une note du 26 juillet dernier⁸, le Ministère des Affaires Etrangères nous a donné l'assurance que les demandes des ressortissants suisses établis depuis 5 ans en France, tendant à l'octroi de la carte de travailleur, seraient examinées avec bienveillance. Néanmoins, aucune instruction ne semble avoir été donnée, à ce sujet, aux autorités régionales compétentes. Les Offices de placement prennent leurs décisions, comme par le passé, en se basant uniquement sur la situation du marché du travail dans la profession en question, ce qui mène, dans la plupart des cas, à un rejet de la demande. Il faut donc une intervention de la Légation pour provoquer un nouvel examen du cas, dès que nos ressortissants viennent se plaindre. Les inconvénients de ce procédé sautent aux yeux, car l'employeur qui a besoin de son personnel ne saurait attendre 5 à 6 mois la

6. JO. RF., 12 août 1932, n° 188, p. 8818.

7. JO. RF., 22 mars 1933, n° 69, p. 2891.

8. Non retrouvé.

décision du Ministère du Travail. Je me suis prévalu, à plusieurs reprises, des assurances du Ministère en faveur des jeunes Suisses qui ont été élevés en France en vivant chez leurs parents. Il est évident que si, en fin de compte, le permis de travail leur est refusé, ces jeunes gens, malgré leur amour pour la Suisse, devront songer à se faire naturaliser français s'ils veulent continuer à vivre en France. Il est difficile de leur en tenir rigueur.

Je cite également la situation de nos compatriotes qui faisant usage de la faculté que leur donne la législation française, optent pour la Suisse et se voient, de ce fait, assimilés par les autorités françaises, aux nouveaux immigrés. Eux aussi se voient obligés de penser à la naturalisation⁹.

Je constate, à ce propos, que le «Journal Officiel» du 3 décembre, publie les noms de 44 personnes présumées suisses qui se sont fait naturaliser¹⁰.

Le Ministère du Travail ne tient donc de lui-même aucun compte de la situation spéciale de cette catégorie de nos ressortissants et il faut que j'intervienne, sans relâche, pour recommander à son bienveillant examen les cas de ce genre.

Quant aux Suisses qui viennent chercher du travail en France, ce n'est aussi qu'avec difficultés et bien rarement qu'ils obtiennent la carte d'identité de travailleurs¹¹. Par là aussi, la colonie s'anémie, faute de l'appoint de l'immigration. Dans des cas de ce genre, je suis amené à faire assez souvent, des démarches en vue d'obtenir le permis de travail que nos compatriotes sollicitent; mais ces démarches sont évidemment toujours assez délicates et leur résultat aléatoire.

3. La question de l'*assistance aux chômeurs* suisses a été résolue, en principe, par l'Accord du 9 Juin dernier¹². Les refus des Fonds de chômage d'accorder les secours à nos ressortissants, en raison de leur nationalité, sont devenus plus rares; en revanche, les Fonds trouvent maints autres prétextes pour refuser les allocations, ce qui nécessite, aussi, des interventions journalières.

4. La question du *renouvellement des cartes de travailleurs de Suisses en chômage*, a été réglée également par un échange de notes du 9 Juin¹³. Des difficultés à ce sujet ne surviendront, très probablement, qu'à la fin de l'année, les récépissés de cartes d'identité étant valables jusqu'à cette date. On ne saurait compter sur la diligence du Parlement pour entériner l'Accord; en effet, une certaine opposition se fait jour dans la presse contre la conclusion de pareilles Conventions, sous le prétexte que la France en fait seule les frais, vu le grand nombre de chômeurs étrangers en France et le nombre relativement minime de chômeurs français à l'étranger. Dans une proposition de résolution déposée sur le bureau de la Chambre des Députés, on qualifiait même de duperie ces traités de reciprocité en matière d'assistance aux chômeurs. Tout cela ne contribuera guère à une prompte ratification de notre Accord.

9. *Remarque marginale:* Nous connaissons seulement 2 cas de ce genre, l'un de 1929 et l'autre de 1933.

10. *Remarque marginale:* auch wir arbeiten an die Naturalisation der seit langem ansässigen Ausländer hin.

11. *Remarque marginale:* Il n'y a aucun doute que l'immigrat/ation/ reprendra dès que la situation économique s'améliorera.

12. Cf. n° 298.

13. Non reproduit.

Je mentionne enfin la tendance systématique des employeurs de débaucher leurs employés et ouvriers étrangers, en alléguant de prétendues instructions gouvernementales. Or, vous savez par mes rapports dans quelles professions l'emploi de la main-d'œuvre étrangère est soumis à des restrictions. L'agitation xénophobe des syndicats aidant, j'assiste, ces derniers temps, à une véritable vague de licenciements de travailleurs suisses. Ils partagent, évidemment, ce triste sort avec les ressortissants de pays tiers et les Français eux-mêmes, mais il ne faut pas se dissimuler que les étrangers ne pourront, dans les conditions actuelles du marché du travail trouver à se replacer. Ainsi le Consulat de Suisse à Besançon m'a signalé, dernièrement, que sur 150 Suisses employés, il y a 2 ans, à la Société Alsacienne de Constructions Mécaniques à Belfort (Alsthom), il n'en restait plus qu'une dizaine seulement. L'Usine Renault, à Billancourt, qui, selon les constatations du Département fédéral de Justice et Police, du 30 septembre dernier, (annexe à votre lettre du 18 octobre 1933¹³) employait encore 78 Suisses, en débauche tous les jours.

La situation me semble donc excessivement grave; elle l'est, à ce point, qu'il ne suffit plus, à mon avis, de se borner à intervenir, comme je le fais maintenant, dans des cas d'espèce, en invoquant des raisons d'équité, etc. Ces démarches fréquentes usent lentement mais sûrement le crédit dont la Légation dispose auprès des autorités françaises.

Au bénéfice de ces considérations, j'arrive à la conclusion qu'il y aurait lieu d'examiner si des conversations avec le Gouvernement Français ne seraient pas opportunes, en raison de la tournure que prennent les événements, sur ces diverses questions, relatives à l'application du Traité d'établissement de 1882¹⁴. Dans cet ordre d'idées, c'est avec une vive satisfaction que j'ai pris connaissance du contenu de la lettre du 30 novembre dernier¹⁵, par laquelle vous m'annonciez que vous aviez saisi de ce problème le Département de l'Economie Publique. J'incline, en effet, à croire, comme je vous le laissais entrevoir dans ma lettre du 20 novembre¹⁵, que la question de l'emploi de la main-d'œuvre suisse en France devrait être étudiée dans le cadre général des relations économiques franco-suisses. Cette procédure pourrait, dans une certaine mesure, renverser la situation à notre profit et faciliter notre rôle de demandeur.

Par ailleurs, on pourrait aussi se prévaloir utilement du fait que, sur une population de 4 millions environ, 37000 Français sont établis chez nous, tandis que, sur une population dix fois plus nombreuse, 137000 Suisses seulement gagnent leur vie en France; je doute même que ce dernier chiffre soit encore exact.

Je vous serais très obligé de vouloir bien me faire connaître votre manière de voir à ce sujet.

13. Non reproduit.

14. Du 23 février 1882 (*RO*, 1882, vol. 6, pp. 362, ss.).

15. Non reproduit.

CONSEIL FÉDÉRAL
Procès-verbal de la séance du 14 décembre 1933¹

1947. Vortrag Dr. Schacht.

Präsidium, Mündlich.

Herr Bundespräsident Schulthess führt aus, dass Reichsbankpräsident Dr. Schacht in Basel am letzten Montag² auf Einladung seiner Landsleute einen Vortrag gehalten habe, der eine Reihe irrtümlicher Ausführungen und arger Missverständnisse enthielt. So sagte Herr Schacht u.a., die sich ständig verschlechternde wirtschaftliche Lage und die wenig freundliche Stimmung gegen den deutschen Nationalsozialismus, geschürt durch die deutschen Emigranten, seien zum Anlass geworden, dass man schweizerischerseits in Deutschland Vorstellungen erhoben habe, um die volle Transferierung der Zinsen zu erreichen; es werde in der schweizerischen Öffentlichkeit mit dem sogenannten Clearing gedroht.

Diese Rede hat im Lande allenthalten Aufregung verursacht. Im Nationalrat hat Herr Schneider soeben eine Interpellation eingereicht³, die unverzüglich beantwortet werden sollte. Vielleicht wird sich schon vorher Gelegenheit bieten, zur Rede des Herrn Schacht Stellung zu nehmen, falls in der Eintretensdebatte zum Voranschlage von bürgerlicher Seite auf die Ausführungen Schachts hingewiesen wird. Herr Bundespräsident Schulthess würde vor allem feststellen, dass der Bundesrat einzig in Wahrung unserer wirtschaftlichen und finanziellen Interessen und zwar mit vollem Recht, wegen des Transferabkommens⁴ vorstellig geworden ist. Unser Vorgehen sei keineswegs der Ausfluss einer Stimmung gegen den deutschen Nationalsozialismus gewesen, und vollends müsse er es mit aller Entschiedenheit ablehnen, dass deutsche Emigranten direkt oder indirekt irgend einen Einfluss ausgeübt hätten. Wir seien bemüht, mit Deutschland gute und freundschaftliche Beziehungen aufrecht zu erhalten und zwar auch für die Zukunft. Die Verhandlungen über ein neues Handelsabkommen⁵ dürften in den nächsten Tagen beendet werden und wenn die Erwartungen nicht trügen, zu einer annehmbaren Lösung führen. Hinsichtlich des mit dem Handelsabkommen parallel laufenden Transferabkommens darf kein

1. *Absent: Musy.*

2. *Le 11 décembre, Schacht avait tenu une conférence sur le thème Zins oder Dividende, eine Frage an die Welt. Le texte de la conférence avait été immédiatement publié sous forme de brochure. Cf. aussi n° 373.*

3. *Le 13 décembre, le député socialiste bâlois F. Schneider avait déposé l'interpellation suivante:*
Der Präsident der deutschen Reichsbank hat am Montag abend in Basel über die deutschen Schulden gesprochen und dabei angekündigt, dass Deutschland nicht mehr in der Lage sei, einen 50prozentigen Transfer zu bewerkstelligen und «dass das starre Festhalten an Rechtsansprüchen in aussergewöhnlichen Zeiten ungeheure Gefahren in sich berge». Was hat der Bundesrat zu diesen alarmierenden und die schweizerische Volkswirtschaft bedrohenden Ausführungen Dr. Schacht's zu erklären?

Procès-verbal des délibérations du Conseil national, séance du 13 décembre 1933, p. 375 (E 1001 (c) d 1/303).

4. *Cf. n° 339, A I.*

5. *Cf. n° 339.*

Zweifel darüber gelassen werden, dass die Schweiz darauf bestehen muss, dass ein neues Abkommen, das sich an das bisherige, am 31. Dezember auslaufende, anschliesst, den schweizerischen Gläubigern nicht weniger bieten darf als das gegenwärtige. Die deutsche Regierung habe sich denn auch mit einer Lösung auf der Basis des bisherigen Abkommens einverstanden erklärt und durch die Gesandtschaft in einem «Aide-mémoire»⁶ ihre Bereitschaft zu bezüglichen Verhandlungen zum Ausdruck gebracht. Der Bundesrat habe die feste Absicht, die Rechte der Schweiz und ihre finanziellen und wirtschaftlichen Interessen mit aller Entschiedenheit wahrzunehmen und bei aller Versöhnlichkeit hinsichtlich der Form keine Lösung zu akzeptieren, die ungünstiger ist als die gegenwärtig in Kraft stehende⁷.

6. Non retrouvé.

7. Le 14 décembre Schulthess répondait devant le Conseil national à l'interpellation Schneider, déposée le veille. Le chef du Département de l'Economie publique reprenait les termes de sa communication au Conseil fédéral du même jour et ajoutait notamment:

... /

Wir stehen... der Boykottbewegung, die in einzelnen Kreisen gegen deutsche Waren in die Wege geleitet worden ist, fern und billigen sie nicht. Aus meiner Besprechung mit Hrn. Dr. Schacht habe ich den Eindruck erhalten, dass dieser trotz allem für die Schwierigkeiten der Schweiz volles Verständnis hat, unserem Lande wohlgesinnt und auch bemüht ist, zu einer Verständigung Hand zu bieten. Wir wünschen, mit der gegenwärtigen deutschen Regierung, wie ich soeben betont habe, in politischer und wirtschaftlicher Hinsicht die gleichen freundschaftlichen Beziehungen zu unterhalten, die von jeher mit allen Regierungen des deutschen Reiches bestanden haben. ... /

Procès-verbal des délibérations du Conseil national, séance du 14 décembre 1933, p. 385 (E 1001 (c) d 1/303).

372

E 2, Archiv-Nr. 1734

*Le Professeur P. E. Martin¹
au Conseiller de légation, P. Bonna*

Copie

L personnelle

Genève, 16 décembre 1933

Le Conseil d'Etat de Genève, soit sa majorité², part en guerre contre la sentence³ et excite les paysans. M. Motta vient de me téléphoner pour me dire qu'il⁴ avait demandé une entrevue au Conseil fédéral; j'ai écrit à M. Motta après réflexion qu'il y aurait avantage à retarder l'entrevue⁵; l'association des zones⁶ a sa réunion mer-

1. Expert de la Confédération dans l'affaire des zones.

2. Aux élections des 25 et 26 novembre 1933, les socialistes ont emporté 4 des 7 sièges de l'exécutif cantonal.

3. Cf. n° 351, n. 13.

4. Il faut comprendre ici le Conseil d'Etat genevois (ou sa majorité).

5. Remarque marginale de G. Motta: Un renvoi de l'audience fixée au mercredi prochain à 11 h. n'était pas nécessaire, car la question est trop claire. 18.XII.33.

A la délégation du Conseil d'Etat genevois, qui lui demande de ne pas appliquer le règlement prévu par la sentence arbitrale et de renoncer aux zones, le Chef du Département politique répond au nom du Conseil fédéral qu'il ne peut en être question et qu'il s'agit maintenant d'appliquer la sentence (E 1004 1/343 PVCF du 20 décembre 1933).

6. Association pour le maintien des zones de 1815 et 1816. Cette association estime que Grâce à la

credi; il serait bon que le Conseil fédéral puisse recevoir quelques messages de Genève avant la réunion avec le Conseil d'Etat.

Il faut s'attendre à ce que les paysans genevois soient assez violents; je tâche de trouver des calmants; peut-être pourrez-vous agir de Berne?

Je suis sûr que vous saurez préparer un excellent papier pour réfuter les propos de la majorité du Conseil d'Etat. On peut dire en particulier: 1^o que le parti socialiste et M. Nicole sauf erreur ont repoussé la convention de 1921⁷ 2^o qu'ils ont approuvé le compromis d'arbitrage⁸ 3^o que la procédure d'arbitrage et de conciliation a été recommandée en 1921 par le Grand Conseil de Genève unanime⁹ 4^o que le projet suisse de règlement de 1930¹⁰ a été approuvé par Genève sauf erreur, en tout cas par la Chambre genevoise d'agriculture le 3 février 1933 (voir *Journal d'agriculture suisse* du 14 mars 1933) 5^o que dès lors il faudrait faire la preuve que le règlement des experts est beaucoup plus défavorable que ledit projet 6^o que les zones ont une valeur économique (voir la sentence)⁷ que le prix de la vie en est influencé⁸ que contrairement à ce que dit le Travail¹¹, les mesures de police concernant la main-d'œuvre de la zone ne sont pas touchées par la sentence et par l'arrêt, etc.

Au sujet de la commission franco-suisse¹², M. Logoz¹³ pense comme moi qu'il y aurait intérêt à y mettre un représentant de l'intérêt général, en même temps juriste, et que ce représentant pourrait bien être M. Albert Picot¹⁴. La question l'intéresse vivement et je serais heureux que vous puissiez échanger vos vues à ce sujet – si cela est pressé par téléphone¹⁵.

persévérance, la loyauté et l'habileté du Conseil fédéral, la Suisse réalise de la façon la plus honorable le programme que contenait sa note du 5 mai /1919/. Elle ne partage pas les craintes qui s'élèvent dans les milieux agricoles genevois. Notre conviction est que le régime qui vient d'être institué, fruit de l'expérience de plus d'un siècle, sera, dans un avenir plus ou moins rapproché, une source de prospérité pour Genève, donc pour tous ses enfants, en même temps qu'il fortifiera l'amitié traditionnelle entre les deux nations en cause (*Lettre au Conseil fédéral du 21 décembre 1933 E 2, Archiv-Nr. 1734*).

7. *Du 7 août 1921.*

8. *Du 30 octobre 1924, cf. n° 38, n. 7.*

9. *Arrêté législatif relatif à la question des zones du 12 février 1921* (Mémorial des séances du Grand Conseil, 1921, t. I, p. 459).

10. Cf. n° 27.

11. *Journal du Parti socialiste genevois.*

12. *Prévue à l'article 7 du règlement concernant les importations en Suisse des produits des zones franches annexé à la sentence arbitrale du 1er décembre 1933 (RO, 1933, vol. 49, p. 1048).*

13. *Agent de la Confédération dans l'affaire des zones.*

14. *Conseiller d'Etat genevois, membre de la minorité bourgeoise du gouvernement cantonal.*

15. *Le 30 décembre 1933, le Grand Conseil genevois adopte, par 82 voix contre 10, un arrêté qui condamne la sentence arbitrale de Territet et demande au Conseil fédéral de remédier par tous les moyens à sa disposition aux effets de cette dernière* (Mémorial des séances du Grand Conseil, 1933 – 1934, t. I, p. 226).

E 7110 1/38

*Le Ministre de Suisse à la Haye, A. de Pury,
à la Division du Commerce du Département de l'Économie publique*

L

La Haye, 18. Dezember 1933

Im Verfolge meines Telephons von heute, beehe ich mich, hierfolgend die Mitteilung zu bestätigen, die ich Herrn Dr. Vieli¹ über die Stellung des Ministeriums für Auswärtiges und des Finanzministeriums zur kürzlichen Basler Rede des Reichsbankpräsidenten Schacht² machte. Ich sage Ihnen:

«Im Ministerium des Auswärtigen und im Finanzministerium erachtet man es als eine Unverschämtheit Schachts nach der Schweiz zu kommen und dort seine Rede über das Transfermoratorium zu halten. Hier hat man bereits schlechte Erfahrungen mit der Vertrauenswürdigkeit Schachts und seinen Bluffmanövern gemacht. Man weiss aber, dass Schacht bei der Regierung grossen Einfluss ausübt und dass es ihm gewöhnlich gelingt, seine Pläne durchzusetzen. Man glaubt, dass auch die Basler Rede wiederum ein Bluffmanöver war, um die ausländischen Kreditoren zum Glauben zu bestimmen, dass sie sich glücklich schätzen müssen, wenn sie den bisherigen Transfer von 50% der geschuldeten Zinsen in bar erhalten. An eine Devisenarmut der Reichsbank glaubt das Finanzministerium nicht. Auf Grund eigener Einschätzungen und laut Auskünften aus zuverlässiger englischer Quelle weiss man, dass die Reichsbank beständig Gold in London ankauf und die Deutschen fortwährend ihre Anleihen im Ausland zurückkaufen.»

«Eine Erwiderung wie diejenige des Herrn Minister Stucki³ auf die Basler Rede Schachts komme hierzulande nicht in Betracht. Einmal bestehe hier keine Persönlichkeit, die über genügend Autorität im Lande und Prestige in der Fremde verfüge, um solches zu tun. Andererseits möchte die holländische Regierung das gute Einvernehmen mit Deutschland, das durch den Abschluss des neuen Handelsvertrages hergestellt worden sei, nicht durch einen Protest zerstören.»

«Was die Verlängerung des Transfermoratoriums betrifft, so ist hier in Ermangelung konkreter Vorschläge von Seiten Deutschlands noch nichts beschlossen worden. Die holländische Regierung erachtet aber die bisherige Regelung als das äusserste Zugeständnis, das gemacht werden kann. Sollte Schacht einen Transfer von nur 40% in bar und 60% in Scrips⁴ vorschlagen, so würde Holland dagegen scharfen Protest einlegen. Im Finanzministerium glaubt man aber, dass Deutschland zu gleicher Zeit vertraulich im Haag vorsprechen lassen würde, mit dem Vorschlag,

1. *De la Division du Commerce.*

2. Cf. n° 371, n. 2. *Sur les réactions du Conseil fédéral cf. n° 371, n. 7 et lettre du Ministre Dinichert à la Division du Commerce du 19 décembre* (E 7110 1/45).

3. *Le 13 décembre, à l'occasion d'une conférence sur la Situation actuelle et l'avenir de la politique suisse d'exportation, prononcée à Zurich, Stucki avait répondu aux déclarations que Schacht avait faites à Bâle, concernant la politique commerciale et financière de la Suisse.*

4. Cf. n° 308.

das alte Abkommen betr. den zuständigen Export als Gegenleistung für den Transfer von 50% in bar aufrecht zu erhalten und Gegenleistungen für den Transfer der neuen 10% nur formell zu verlangen.»

«Schacht hat den übrigen Ländern versprochen, ihnen die zukünftigen Sonderregelungen mit Holland und der Schweiz⁵ zu zeigen. Holland denkt nicht daran, diesem Prinzip zuzustimmen. Holland wird gegebenenfalls vorschlagen, die neue Regelung in zwei Verträgen abzuschliessen, wovon der eine über den Transfer öffentlich wäre, der andere über den zusätzlichen Export vertraulich. Dieser letztere Vertrag würde der Schweiz übermittelt werden.»

«Im Finanzministerium ist der Wunsch ausgedrückt worden, die Schweiz und Holland möchten gemeinsam vorgehen. Der holländische Gesandte in Berlin ist angewiesen worden, ständig mit Herrn Dinichert in Verbindung zu stehen. Im Ausserministerium wurde darauf hingewiesen, dass die Gläubiger Deutschlands eine gemeinsame Front bilden sollten, da sich Deutschland nur dadurch zwingen lassen würde.»

«Man weiss hier, dass sich Amerika und England über die holländische und schweizerische Sonderregelung aufgehalten haben. Deswegen ist bei den letzten Verhandlungen in Berlin von holländischer Seite versucht worden mit England und den andern Kreditoren wiederum in nähern Kontakt zu treten.⁶»

5. *Les autres créanciers de l'Allemagne avaient réagi vigoureusement aux accords spéciaux intervenus auparavant entre la Reichsbank et les créanciers suisses et hollandais. Cf. à ce propos l'annexe au présent document.*

6. *Sur les informations fournies par le ministre du Pury, cf. aussi la notice rédigée par P. Vieli, pour W. Stucki, le 19 décembre:* Minister de Pury telephoniert soeben, dass ihm der holländische Aussenminister heute nachmittag erklärt habe, Holland werde schon morgen gegen die neue deutsche Transfer. Regelung schärfsten Protest in Berlin einlegen. Er möchte gerne wissen, welche Schritte wir unternehmen oder schon unternommen haben.

Pury hat im übrigen mit dem deutschen Gesandten im Haag gesprochen, der seiner Regierung über den schlechten Eindruck berichtet hatte, den die Basler Rede Schachts auch in Holland ausgelöst hat. Die deutsche Regierung hätte ihm geantwortet, dass Schacht ohne Auftrag gesprochen habe u. dass sie seine Äusserungen nicht billige (E 7110 1/38).

ANNEXE

E 2001 (C) 3/147

*Le «Comité Allemagne» de l'Association suisse des banquiers
à ses membres⁷*

L circulaire N° 80

Confidentiel

Moratoire allemand des transferts

Bâle, 7 décembre 1933

Aux négociations relatives aux transferts qui ont eu lieu du 5 au 7 décembre 1933 à la Reichsbank, les Etats-Unis, la Grande-Bretagne, la France, la Hollande, la Suède et la Suisse étaient représentés.

7. *Lettre signée par le président, A. Jöhr et par le secrétaire, M. Vischer.*

La délégation suisse était constituée par Monsieur le Dr. A. Jöhr, Monsieur Ed. Barbey⁸ et Monsieur le Dr. Max Vischer, ce dernier en remplacement de Monsieur le Directeur Dr. König, qui malheureusement, peu avant la conférence, avait demandé d'être si possible relevé de ce mandat.

Au sujet de la prorogation au-delà du 31 décembre du régime des transferts actuellement en vigueur, aucune déclaration positive n'a pu être obtenue de la Reichsbank. Malgré les statistiques allemandes défavorables relatives à la situation des devises, les représentants des créanciers ont naturellement soutenu le point de vue que la prorogation du régime en vigueur était un minimum.

Les autres pays, spécialement les Etats-Unis d'Amérique et la Grande-Bretagne ont déchaîné une attaque très violente contre les accords des transferts spéciaux intervenus avec la Suisse et la Hollande⁹. Au cours de la conférence, la France, le Luxembourg, la Suède et la Tchécoslovaquie ont exigé l'égalité de traitement avec les créanciers suisses et hollandais et se sont déclarés prêts à conclure des accords spéciaux analogues.

La délégation suisse a fait valoir que l'arrangement spécial intervenu avec la Suisse était tout à fait légitime. Les Hollandais ont soutenu un point de vue analogue.

La Reichsbank a cependant cru nécessaire, d'accord avec le Gouvernement allemand, de faire une concession aux Américains et aux Anglais. Le Reichswirtschaftsminister s'est déclaré prêt à communiquer, à temps voulu, à la Reichsbank, la teneur des conventions qui seraient signées après le 31 décembre 1933 au sujet des transferts, afin que la Reichsbank puisse donner la faculté au Comité International des Créditeurs de formuler son avis avant que de tels accords entrent en vigueur.

Il appert des précisions données à la demande de la délégation suisse, que l'opinion du Comité International des Créditeurs aurait un caractère consultatif seulement.

La délégation suisse ne manquera pas à l'avenir, également au sein du Comité International des Créditeurs, de défendre la situation particulière de la Suisse.

/.../

8. *De la banque Lombard, Odier et Cie de Genève.*

9. Cf. n° 339.

374

E 2, Archiv-Nr. 1734

Le Vice-directeur de l'Union suisse des paysans, A. Borel, au Chef du Département politique, G. Motta

L

Brougg, 18 décembre 1933

/.../

Permettez-moi de saisir l'occasion pour vous féliciter sincèrement de l'aboutissement heureux du long effort que vous avez fait pour assurer le triomphe d'une cause très difficile dans laquelle entraient en jeu, non seulement les intérêts supérieurs du pays, mais bien aussi les intérêts mêmes de la considération de la justice internationale¹.

Avec vous, j'espère que le nouveau régime donnera pleine satisfaction à la Suisse, non seulement au point de vue moral, mais aussi au point de vue économique. Sur ce

1. *Remarque marginale de G. Motta:* Convient-il de répondre? Il faut remercier en tout cas des amicales félicitations. 19.XII.33.

dernier point, je ne vous dissimulerai toutefois pas mes craintes. Si je comprends parfaitement la nécessité d'éviter tout ce qui paraîtrait mettre en doute la parfaite intégrité et les capacités des médiateurs-arbitres², je n'en dois pas moins avouer que j'ai été fort étonné de lire dans de nombreux commentaires de journaux qu'on aurait pris connaissance avec satisfaction de leur verdict au Palais fédéral. A mon avis, ce prononcé ne présente qu'une faible amélioration par rapport au «projet de conciliation»³ que les arbitres nous avaient remis à Territet. Quand je songe à l'énorme distance qui sépare ce verdict de la thèse que nous avons de tout temps soutenue, et des divers projets que nous avons élaborés ces dernières années, quand je me remémore l'impression de consternation qu'avait provoquée, chez tous nos délégués sans exception, la remise de ce projet de conciliation et les propos échangés encore entre eux au dernier jour des négociations, j'aurais peine à comprendre un revirement si soudain et si complet. Le verdict des arbitres n'a fait que confirmer, et au-delà, les appréhensions dont je vous avais fait part dans ma lettre du 23 octobre⁴. Quels que puissent être aujourd'hui l'opinion du Conseil fédéral⁵ et l'avis de MM. mes collègues de la délégation suisse⁶, j'estime que le verdict des arbitres est nettement défavorable à la Suisse et je crains fort qu'il ne mette à la charge de l'agriculture suisse et de l'économie suisse en général des charges, peut-être pas très lourdes il est vrai, étant donné le territoire restreint des zones, mais néanmoins tout à fait hors de proportion avec les avantages matériels que le maintien des zones vaudra à la Suisse⁷.

2. *Sir John Baldwin, J. López Oliván et B.O. Undén.*

3. *Non reproduit.*

4. *Non reproduit. Cf. n° 350.*

5. *Cf. n° 372, n. 5.*

6. *A. Borel était membre de la délégation helvétique à Territet.*

7. *Le 23 décembre, la Chambre genevoise d'agriculture demande au Conseil d'Etat de Genève d'intervenir énergiquement auprès du Conseil fédéral en vue d'obtenir la suspension provisoire des effets de la sentence arbitrale et sa non-application le 1^e janvier 1934. Le 3 janvier, le Comité directeur de l'Union suisse des paysans apporte son appui aux craintes des agriculteurs genevois et demande, pour le cas où le Conseil fédéral entendrait néanmoins appliquer la sentence arbitrale sans entamer de nouvelles négociations avec la France qu'il soit créé des centrales d'importation chargées d'absorber les produits des zones dont l'importation pourrait provoquer des perturbations sérieuses sur le marché genevois et suisse. Mais la position du Conseil fédéral est arrêtée:*

Tout en regrettant avec vous que, malgré les efforts de la délégation suisse et, notamment, de M. Borel, les experts-arbitres n'aient pas accepté aussi largement que nous l'eussions souhaité de protéger l'agriculture genevoise contre la concurrence des petites zones, il est exclu, à notre avis, que la Suisse puisse se dérober à une expérience loyale du rétablissement des zones franches dont le peuple suisse n'a pas autorisé l'abandon.

Il est bien clair en effet – et votre sens politique est trop averti pour le méconnaître – que, si le Conseil fédéral s'était laissé aller à prendre, sous le coup de l'agitation fomentée à Genève par des considérations électorales, l'initiative de proposer à la France de ne pas exécuter larrêt rendu par la Cour permanente de Justice internationale le 7 juin 1932 et d'entamer des négociations en vue d'improviser un autre régime de voisinage, de telles négociations auraient certainement tourné à notre confusion.

Après quinze ans d'efforts opiniâtres pour obtenir le maintien des zones franches, notre pays se doit de faire loyalement l'épreuve du régime établi par les arbitres.

Les charges nouvelles qui nous sont imposées n'aggravent pas celles que nous avons librement supportées depuis vingt-cinq ans au point de pouvoir provoquer un bouleversement des conditions

de l'agriculture dans le canton de Genève, de sorte que l'expérience peut être tentée sans péril. Si elle démontre que les inconvénients du régime des zones en surpassent réellement les avantages, au sujet desquels nous ne pouvons faire aujourd'hui que des conjectures assez arbitraires, nous examinerons volontiers ce qui pourra être entrepris pour remédier à une situation qu'il convient, en tout état de cause, d'envisager avec sang-froid (E 2, Archiv-Nr. 1734 *Lettre du Chef du Département politique, G. Motta, au Directeur de l'Union suisse des paysans, E. Laur, du 8 janvier 1934.*)

375

E 2001 (C) 4/55

*Le Chef du Département politique, G. Motta,
au Ministre de Suisse à Paris, A. Dunant*

Copie
L CL

Bern, 20. Dezember 1933

/.../

Angesichts der zunehmenden Schwierigkeiten der Schweizer in Frankreich haben wir uns selbst wiederholt gefragt, ob es nicht möglich und angezeigt sei, den Versuch zu unternehmen, durch eine direkte Aussprache mit den zuständigen französischen Instanzen die drohenden Gefahren abzuwenden. Diese Möglichkeit ins Auge zu fassen, lag umso mehr nahe, als es im vergangenen Frühjahr gelungen ist, mit der deutschen Regierung Abreden zu treffen, die es erlaubten, auch unter denkbar schwierigen Umständen die Schweizer in Deutschland in wirksamer Weise zu schützen, und deren Anwendung im allgemeinen durchaus befriedigende Ergebnisse zeitigte¹.

Es ist aber nicht zu vergessen, dass wir uns gegenüber Deutschland deshalb in einer sehr günstigen Lage befanden, weil den ca. 40 000 Schweizern in Deutschland etwa 135 000 Deutsche in der Schweiz gegenüberstehen, von denen nahezu 80 000 erwerbstätig sind. Auf diese Sachlage konnte bei den Verhandlungen immer wieder hingewiesen werden und ihr ist es wohl vor allem zu verdanken, dass die Deutschen ein verhältnismässig recht weitgehendes Entgegenkommen zeigten. Gegenüber Frankreich ist die Lage gerade umgekehrt. Gegenüber einer Schweizerkolonie in Frankreich von rund 137 000 Köpfen betrug die Zahl der Franzosen in der Schweiz, die seit 1920 erheblich zurückgegangen ist, nach der Volkszählung von 1930, wie Sie selbst erwähnen, nur noch 37 000. Gegenüber diesen absoluten Zahlen lässt sich mit dem Hinweis auf das Verhältnis zur Gesamtbevölkerung nicht viel ausrichten. Wir mussten uns bereits mit dem Justiz- und Polizeidepartement davon überzeugen, dass wir nur in seltenen Fällen in der Lage wären, Gegenmassnahmen gegen französische Staatsangehörige zu ergreifen und dass wir in einem Konflikt unvermeidlich die Leidtragenden wären. Wenn auch Frankreich einen grossen Teil unserer Mitbürger wegen ihrer besondern Kenntnisse und Tüchtigkeit nicht entbehren könnte, so wäre es doch für die französischen Behörden ein leichtes, Schweizer in grosser Zahl

1. Cf. Allemagne 1. 6.

ohne grossen Nachteil für die französische Volkswirtschaft zu verdrängen. Dass die französische Regierung bis jetzt nicht für nötig befunden hat, auf die wiederholten Vorwürfe wegen Verletzung des Niederlassungsvertrages zu antworten, lässt darauf schliessen, dass sie sich der Stärke ihrer tatsächlichen Stellung uns gegenüber bewusst und gewillt ist, daraus Nutzen zu ziehen.

Die Lage einer schweizerischen Delegation wäre deshalb eine recht heikle. Sie würde, abgesehen vom Hinweis auf die Handelsbilanz, kaum neue Argumente für die bis jetzt von Ihrer Gesandtschaft erfolglos vorgebrachten Forderungen geltend machen können, sähe sich aber umgekehrt wohl allen möglichen französischen Wünschen gegenüber. Eine noch günstigere Behandlung der französischen Staatsangehörigen als bisher liessen die Lage des Arbeitsmarktes und die zu befürchtenden Rückwirkungen mit Bezug auf den Zustrom aus andern Ländern, die wenigstens zum Teil Anspruch auf die Meistbegünstigung für ihre Staatsangehörigen haben, schweizerischerseits kaum zu.

Bei den Verhandlungen mit Deutschland bestand von vornherein Einmütigkeit darüber, dass die bestehenden Verträge (Niederlassungsvertrag von 1909² und Rechtsverhältnissevertrag von 1910³) bestehen bleiben sollen und dass es sich nur darum handle, Zusatzvereinbarungen zu treffen über die Anwendung der nach dem Kriege in den beiden Ländern erlassenen Vorschriften über Fremdenpolizei und Arbeitsmarkt im Rahmen der bestehenden Abmachungen.

Im Falle von Verhandlungen mit Frankreich müsste damit gerechnet werden, dass die französische Regierung die Revision des Niederlassungsvertrages von 1882 fordert⁴. Verhandlungen über einen neuen Niederlassungsvertrag unter den heutigen Umständen und bei der gegenwärtig in Frankreich herrschenden Mentalität könnte aber nur zu einem ungünstigeren Vertrag führen und müssen darum wenn irgend möglich vermieden werden.

Was uns gegenüber Frankreich not tut, ist überhaupt nicht so sehr eine neue Vereinbarung, sondern die Achtung der bestehenden Abkommen durch Frankreich. Unser Niederlassungsvertrag von 1882 sichert unsren Landsleuten die Gleichbehandlung bei der Ausübung von Handel und Gewerbe zu. Durch die Anwendung der Dekrete über die prozentuale Beschränkung der ausländischen Arbeitnehmer auf unsere Landsleute wird dieser Vertrag verletzt. In einem neuen Vertrag würde Frankreich einen Vorbehalt für diese Vorschriften verlangen. Auch bietet der gelende Niederlassungsvertrag uns eine rechtliche Grundlage, um die Erhebung einer Sondersteuer für die Beschäftigung schweizerischer Arbeitnehmer anzufechten und die Gleichbehandlung der schweizerischen Architekten mit ihren französischen Kollegen zu beanspruchen. Die Gleichbehandlung der Schweizer in der Arbeitslosenunterstützung ist bereits vertraglich vereinbart. Mit Bezug auf die Ausstellung der Identitätskarte für Arbeitnehmer ist durch den Notenwechsel vom 9. Juni 1933⁵ das Erreichbare an vertraglichen Zusicherungen wohl verwirklicht.

Es hat wenig Sinn, neue Abmachungen mit Frankreich zu treffen, solange die

2. *Traité du 13 novembre 1909 (RO, 1911, vol. 27, pp. 677, ss.).*

3. *Déclaration du 30 avril 1910 (RO, 1910, vol. 26, pp. 160, ss.).*

4. *Du 23 février 1882 (RO, 1882, vol. 6, pp. 362, ss.).*

5. *Non reproduit.*

bestehenden nicht respektiert werden. Zudem ist zu befürchten, dass ein neues Abkommen angesichts der herrschenden Mentalität – wir verweisen besonders auf den uns von Ihnen übermittelten Resolutionsentwurf, der am 14. November der französischen Deputiertenkammer unterbreitet wurde (Nr. 2513)⁶ und wo auf Seite 4 ganz offen eine möglichste Verschleppung der Ratifikation der getroffenen Abmachungen empfohlen wird – Monate oder sogar Jahre auf die Ratifikation warten müsste.

Es ist allerdings zuzugeben, dass der alte Niederlassungsvertrag durch die Nachkriegspraxis in beiden Ländern teilweise derogiert worden ist und dass es wünschbar wäre, einmal genau abzuklären, in welchem Umfang er heute noch uneingeschränkt gilt. Bei uns ist es klar. Er gilt vollinhaltlich für die Franzosen mit Niederlassungsbewilligung und für die übrigen im Rahmen der geltenden fremdenpolizeilichen Vorschriften. In Frankreich ist dies weniger klar. Es wäre wünschbar, deutlich festzulegen, dass die seit fünf Jahren in Frankreich ansässigen Schweizer Anspruch auf die Verlängerung der Aufenthaltsbewilligung haben und hinsichtlich aller Vorschriften über den Arbeitsmarkt wie Franzosen zu behandeln sind. Eine solche Vereinbarung würde aber ohne Zweifel, selbst wenn die französische Regierung dazu bereit wäre, in absehbarer Zeit vom französischen Parlament nicht ratifiziert werden. Wir möchten es daher lieber bei der zugegebenermaßen unvollkommenen Lösung im Notenaustausch vom 9. Juni 1933 bewenden lassen.

Eine andere Frage ist die, ob die bisher trotz allen sehr verdankenswerten Anstrengungen erfolglos gebliebenen Schritte der Gesandtschaft in den erörterten Fragen vielleicht durch die Entsendung einer Delegation aus Bern und eine direkte Aussprache mit den zuständigen französischen Instanzen in wirksamer Weise ergänzt und zu einem erfolgreichen Ende geführt werden könnten. Durch direkte Verhandlungen würde in der Tat die französische Regierung gezwungen, aus ihrem beharrlichen Stillschweigen herauszutreten und endlich zu den aufgeworfenen Fragen Stellung zu nehmen. Allerdings bestehen auch in diesem Falle die eingangs erörterten Bedenken. Es muss damit gerechnet werden, dass diese Stellungnahme negativ ausfällt, dass unerfüllbare Gegenforderungen gestellt werden. Solche Verhandlungen bergen darum das nicht zu unterschätzende Risiko in sich, dass daraus statt einer Verbesserung eine Verschlechterung der Lage resultiert. Es ist klar, dass nötigenfalls trotzdem dieser Versuch gewagt werden muss und diese äusserste Anstrengung im Interesse der Schweizer in Frankreich nicht gescheut werden darf, selbst auf die Gefahr eines Misserfolges hin, eher als dass wir uns von vornherein mit einer schweren Schädigung der auf dem Spiele stehenden Interessen abfinden. Wir fragen uns aber, ob die Dinge so weit gediehen sind und dass es sich rechtfertigt, diese letzte Karte auszuspielen. Sie sind gerade hinsichtlich dieser Frage am besten in der Lage, ein massgebendes Urteil zu fällen, und wir möchten gerne noch Ihre nähere Ansicht hierüber hören.

6. *Non retrouvé.*

*Le Ministre de Suisse à Berlin, P. Dinichert,
au Chef du Département politique, G. Motta*

L Personnelle

Berlin, 22 décembre 1933

Voici deux mois déjà que me sont parvenues vos lignes du 14 octobre¹, que j'ai été heureux de recevoir et dont je vous remercie vivement, d'autant plus que je sais bien qu'en réalité, le temps vous manque pour ce genre de correspondances de caractère plutôt personnel. Admettez, cependant, que ce n'est point du temps inutilement employé, car il est précieux pour nous d'entendre, de temps à autre, une manifestation de votre pensée sous cette forme. Elle nous est, comme vous le dites, un réconfort et une indication presque nécessaire pour notre ligne de conduite.

Ce que vous avez pris la peine de m'écrire quant à la politique générale – et même spéciale vis-à-vis de l'Allemagne – à pratiquer par la Suisse, sans être nouveau pour moi, a cependant son importance. Tant de choses, même inattendues et souvent difficilement saisissables, se passent de nos jours qu'il est bon d'établir ce contact direct afin d'apprendre et de se voir confirmer que certains principes et maximes demeurent. Il en est ainsi, de toute évidence, de notre politique traditionnelle et immuable de neutralité. Et d'en convaincre, en cas de besoin, les tiers, avant tout les Etats voisins, est pour nous de nécessité et d'un devoir également élémentaires. Je m'y applique ici en toute circonstance propice. Je vais même plus loin en soulignant que notre attitude à la fois impartiale, compréhensive et franchement amicale correspond, non seulement à une tradition éprouvée et à des sympathies solides, mais encore à une véritable nécessité pratique. Les bons rapports avec notre plus grand voisin et sa prospérité même sont les conditions essentielles pour notre propre tranquillité et une existence économique à peu près normale de la Suisse.

Je continue du reste à rencontrer ici, d'une manière générale, des sentiments qui correspondent aux nôtres. Seulement, si les sentiments sont toujours là, l'expression qui leur est donnée, les conséquences qu'on voudrait en tirer, l'attitude qu'ils inspirent se ressentent sans doute de la situation très particulière de l'Allemagne et de sa mentalité collective, qui continue à me réservier tant de surprises. Il est difficile de rester absolument soi-même dans ce milieu, de ne pas se laisser démonter ou écœurer ou affliger par ce qu'on voit et entend, devine et prévoit.

Cette question de tous les jours: Où va-t-on en Allemagne et, par répercussion, peut-être ailleurs, elle pèse sur nous, sans qu'on puisse entièrement s'en défendre. Je ne vois pas le domaine où l'on pourrait, en conscience, prédire avec certitude quoi que ce soit pour un temps quelque peu éloigné. On ne vit peut-être pas au jour le jour; mais décrire à quoi on en sera dans cinq ou même deux ans m'apparaîtrait comme une entreprise purement hasardeuse. Parmi toutes les décisions et mesures

1. Cf. n° 341.

prises du soir au matin, il y en a de bonnes, certes, de logiques et compréhensibles, et il y en a de déconcertantes, de troublantes.

Parmi ces dernières, ne citons que les manifestations du mouvement religieux. Qui doit y comprendre quelque chose? Tout cela est tellement étrange, déréglé, qu'on se prend à douter que ces idées et conceptions nouvelles puissent germer dans des cerveaux normaux. A ce propos, je vous confierai ceci. Il y a quelques semaines déjà, j'ai reçu la visite du nonce², qui venait me consulter, en premier, au sujet du discours qu'il doit prononcer, le jour de l'an, au nom du corps diplomatique. Il revenait de congé et il me paraissait que cette allocution, d'ailleurs très substantielle, devait avoir été ébauchée à Rome. Le nonce m'a expliqué qu'il venait tout d'abord chez moi comme représentant d'un pays neutre, mixte au point de vue religieux, comme l'Allemagne, et je crois même qu'il a ajouté qu'il avait appris à me connaître comme un esprit pondéré! Le discours était beau de forme, d'une langue allemande excellente et fortement louangeux. J'en fis la remarque, non point, dis-je, que cela me gênait moi-même, mais peut-être d'autres de nos collègues, et j'ajoutai que j'en tirais la conclusion qu'on ne tenait pas rigueur, à Rome, au gouvernement allemand de quelques écarts dans le domaine de la religion et de la conscience. Le nonce prit un air quelque peu interrogateur. Je lui expliquai donc que ce mouvement intempestif vers un soi-disant christianisme germanique, ces formules messianiques appliquées au programme et au chef national-socialiste, me semblaient, à moi, contenir des germes dangereux pour la sublime conception chrétienne, de caractère universel. Pour autant qu'une douce ironie pouvait être de mise, j'ajoutais que, probablement, je me faisais là, en laïque inexpérimenté, des soucis exagérés puisque je ne les voyais guère partagés par les hommes les plus qualifiés qui soient. Le nonce me répondit très franchement et simplement que ce que je venais de lui dire le frappait beaucoup et qu'il devait y réfléchir à loisir. Quelque temps plus tard, Mgr. Orsenigo me déclarait qu'il avait sérieusement remanié son projet de discours, à la suite de notre conversation et de quelques autres avis qu'il avait pris. Tout cela devait, bien entendu, être considéré comme absolument secret. Je vous rapporte cet incident, parmi d'autres, pour vous montrer les réactions diverses que provoquent des idées et manifestations aussi singulières que celles qui ont cours dans ce pays, en temps normaux si réfléchi, sage et utilitaire, et aussi un peu, je l'avoue, pour vous procurer la surprise de me voir faire le défenseur de l'idéal chrétien.

Mais, rassurez-vous, ce ne sont là que digressions très occasionnelles de ma part.

En effet, tous les matins nos affaires propres me ramènent tout à fait à la réalité des choses. Elles nous procurent, ainsi que vous voulez bien le reconnaître, du travail en suffisance, accompagné de quelques soucis. Je ne puis cependant pas dire que cela aille en empirant. Au contraire, et surtout ma connaissance croissante de milieux divers me permet de mieux me rendre compte de la psychologie des gens du nouveau régime en ce qui concerne plus spécialement nos questions propres. Là, je finis par avoir des idées assez nettes, corroborées par les résultats pratiques que j'obtiens. Et il est compréhensible, par conséquent, que je désirerais fort les faire partager par Berne. Il y a ici nombre d'instances, le plus souvent subalternes, de ca-

2. Mgr. C. Orsenigo.

ractère essentiellement politique, mais sans le concours desquelles rien ne peut se faire, qui ne comprennent pour ainsi dire qu'un langage comminatoire. C'est le seul qui leur en impose; tout autre attitude est pour ces gens faiblesse ou défaut de conviction. Je n'ai, au cours des derniers mois, jamais rien obtenu, en particulier de ce qui nous intéressait sérieusement, sans langage net, sinon tranchant, sans forte pression, sinon menace. Que ce soit la restitution de l'individu de Ramsen³, la punition des agresseurs de Ruegg⁴, la révocation des interdictions de journaux⁵, une réponse dans l'affaire Emile Ludwig⁶, même les concessions dans le domaine de nos emblèmes nationaux⁷, rien de cela n'a été décroché sans que j'aie dû peindre et repeindre le diable à la muraille, mais toujours aussi en prenant comme «Leitmotiv», comme trésor à sauvegarder, nos bonnes relations. Si j'arrive à bien faire saisir ce but ultime, je puis me permettre le langage le plus énergique, la dialectique la plus «mathématique». Aux Affaires étrangères, si on ne provoque pas, en quelque sorte, cette méthode, on s'y attend, on s'en félicite plus souvent encore qu'on ne le reconnaît, on se montre ou se sent surpris si je n'y ai recours. Je voudrais donc vous prier de ne point vous en préoccuper, mais de vouloir avec le succès le seul moyen d'y atteindre /sic/. La garantie que vous aurez toujours c'est qu'il est autant de mon intérêt pour ainsi dire personnel que de ma mission de ne rien gâter sans nécessité.

Jusqu'ici, en tout cas, rien de cela ne s'est produit. Les rapports officiels et personnels sont bons avec tout le monde. J'y travaille encore, cela va de soi; car tout ne peut s'accomplir en une année. Le côté social, je suis bien obligé de le reconnaître, joue ici un rôle important. L'Allemand y est particulièrement sensible. Il serait donc impardonnable de le négliger; mais j'éviterai aussi de tomber dans l'excès.

Nous voici aussi au lendemain d'un accord économique, au moins provisoire⁸. Au cours des négociations, nous n'avons appris que ce qu'en rapportaient les journaux et ce qui résultait de quelques indications recueillies au hasard au ministère. Il va de soi que je me félicite fort de toute entente qui peut donner satisfaction de part et d'autre. Vous savez que j'appréhendais autant que vous-même un grave désaccord dans le domaine des relations économiques.

Il demeure cependant une importante question, au sujet de laquelle je vous avais écrit dès le printemps dernier et dont je me suis entretenu cet été à Berne, entre autres avec M. Schulthess⁹ et avec M. Stucki¹⁰, qui continue à me préoccuper de sérieuse manière: c'est cette «jonction» absolue entre les relations commerciales et les relations financières. Je n'ai jamais contesté qu'au point de vue strictement économique, cette compensation apparaissait comme logique, semblait même s'imposer.

3. Cf. n° 336.

4. Ressortissant suisse agressé le 16 septembre 1933 à Berlin par des S.A. et des S.S. Cf. n° 336, n. 4.

5. Cf. n° 356, n. 5.

6. Bourgeois d'honneur d'Ascona, où il est établi depuis 1907, citoyen suisse depuis 1932, l'écrivain a demandé l'intervention du Département politique pour rentrer en possession de ses biens saisis chez l'éditeur Rowohlt à Berlin (E 2001 (D) 1/87).

7. RG, 1933, pp. 114-115.

8. Cf. nos 362 et 379.

9. Chef du Département de l'économie publique.

10. W. Stucki, Directeur de la Division du commerce du Département de l'économie publique.

En Suisse, la presse, l'opinion publique, le parlement, ont été durement travaillés dans ce sens et se sont d'emblée montrés convaincus. On ne leur a pas dit l'entièr vérité. On a abusé, à mon sens, de la conception du droit, tel qu'on le considérait jusqu'ici et tel qu'il continue, à mon avis, à exister. Le créancier, en droit privé ou international, a droit au paiement intégral tant que le débiteur est solvable; s'il cesse de l'être, ce qui est matière à discussion, tout créancier a vis-à-vis du débiteur les mêmes droits. On nie cela aujourd'hui en Suisse, pour la première fois, que je sache, eu égard à nos relations avec l'Allemagne. Cela peut se retourner contre nous, à la première occasion, de la façon la plus dangereuse. Supposons, ce dont nous avons occasionnellement menacé même l'Allemagne, une rupture commerciale avec elle et ses importations réduites à un minimum. Ne sera-t-elle plus obligée au paiement de ses dettes vis-à-vis de nous que dans la proportion de notre commerce? Son *droit* sera-t-il de traiter mieux que nous p.ex. les Pays-Bas ou tout autre pays? Ceci, selon la nouvelle théorie que nous avons échafaudée. A un déficit commercial vis-à-vis de l'Allemagne viendrait s'ajouter une grave discrimination financière.

La Suisse est créancière pour des sommes relativement importantes d'un très grand nombre de pays. Notre garantie à cet égard a été jusqu'ici, d'abord, le crédit ou la richesse de ces pays, puis, en dernière analyse, la sécurité de ne pas être moins bien traités que les autres créanciers. Je n'ai jamais parlé d'un barème de paiement des dettes correspondant aux exportations du pays débiteur vers les pays créanciers. Si, demain, un des nombreux pays débiteurs de la Suisse venait à nous payer différentiellement, à notre défaveur, n'y aurait-il pas un tollé général en Suisse dans les mêmes milieux que ceux qui trouvent fort en règle notre attitude dans la discussion avec l'Allemagne?

J'ai été frappé, l'autre jour, par une remarque de M. Musy¹¹ au parlement à l'occasion de l'affaire de la Banque populaire suisse¹². Il a dit, avec raison, qu'étant donné la situation périlleuse de notre industrie d'exportation et de notre économie touristique, notre activité financière internationale prenait, pour l'avenir, d'autant plus d'importance pour notre situation économique générale. Le chef du Département des Finances se sera rappelé aussi que l'activité de la finance suisse, qui d'ailleurs a commis ses grosses erreurs, a cependant procuré au fisc fédéral des dizaines de millions par an. A l'avenir, des placements faits de Suisse à l'étranger courront ce risque supplémentaire de se voir opposé un traitement discriminatoire si d'autres pays créanciers sont meilleurs clients commerciaux du pays endetté. Une telle crainte, je l'aurais jusqu'ici dissipée en faisant valoir que notre dernière ressource consisterait en un recours à une instance internationale. Et c'est nous qui instaurons une nouvelle pratique, qu'on ne manquera peut-être pas de nous opposer à la première occasion. On oublie aussi, je crois, qu'on risque de détruire une solidarité internationale dans le domaine financier qui nous a déjà rendu et pourrait encore nous rendre des services. Je ne pense pas qu'une telle solidarité avec l'Angleterre et les Etats-Unis soit à négliger pour la défense de nos intérêts financiers en Amérique du Sud ou centrale, dans les Balkans ou en Asie.

11. *Chef du Département des Finances et des Douanes.*

12. *FF, 1933, II, pp. 809 ss. Cf. aussi n° 168, n. 7.*

Si j'additionne toutes ces conséquences possibles, cette renonciation à un droit jusqu'ici incontesté, qui, comme en d'autres matières, est la garantie dernière des petits Etats, j'estime que nous avons payé cher, sinon trop cher, ce traitement privilégié, peut-être éphémère, tandis que notre argumentation risque de laisser des traces durables.

Je n'ai pas besoin de vous dire que, tout en conservant ma conviction, je défends d'autant plus âprement vis-à-vis des étrangers la position que nous avons prise. J'ai naturellement été abordé, occasionnellement, par des Anglais et Américains. Comprenant leur point de vue de principe, puisque je le partage dans notre propre intérêt général, je leur oppose qu'il ne s'agit pas, en ce domaine, de faire de la théorie, que leur intérêt se confond avec le nôtre puisque nos relations commerciales avec l'Allemagne, qu'il s'agit de maintenir, lui fournissent précisément d'abondants moyens pour payer ses autres créanciers. Cette thèse peut parfaitement se soutenir, notamment vis-à-vis des Anglo-Américains. C'est pourquoi aussi j'aurais été partisan d'une entente à rechercher avec eux. J'ai un peu l'impression que tous les efforts n'ont pas été faits dans ce sens. Peut-être l'occasion s'en présentera-t-elle sous peu vu que tout accord spécial doit être examiné par le Comité financier international. J'espère que nos financiers y parviendront, d'autant plus que je ne serais pas surpris que l'un ou l'autre partageât mes craintes. En fin de compte, Anglais et Américains obtiendront quand-même notre traitement; car je suis persuadé qu'à la longue l'Allemagne ne pourra résister à leur pression politique et économique. A ce moment-là, il ne faudrait pas que nous ayons fait l'office de leur tirer les marrons du feu. Les pourparlers internationaux ultérieurs dans cette grosse question continueront donc à présenter pour nous un évident intérêt et je les suivrai de la coulisse de mon mieux.

Vous voyez que je fais mieux de ne pas me mettre trop souvent à vous envoyer des billets personnels, car il n'est pas si aisés d'y mettre un terme.

377

E 2001 (C) 4/181

Le Chef du Département politique, G. Motta, à la Légation de Suisse à Londres

Copie
L CI

Berne, 22 décembre 1933

Une des conséquences, néfaste entre toutes, de la crise économique réside certainement dans la baisse visible de la moralité en affaires et dans son corollaire, le mépris des engagements contractés. Le débiteur, qu'il s'agisse de l'Etat, d'une corporation publique ou d'une simple société, abuse avec désinvolture des événements pour dicter sa loi, oubliant qu'un contrat ne se modifie que par décision synallagmatique, précédée d'un examen contradictoire des faits qui la motivent. Cette politique d'abus paraît avoir trouvé un terrain de prédilection dans la clause-or, stipulation que les successives catastrophes monétaires de l'après-guerre ont rendue fréquente en matière de contrats internationaux.

Il serait oiseux de faire l'énumération des Etats débiteurs, pour ne citer qu'eux, qui ont failli à un engagement formel d'effectuer certaines prestations sur la base d'une monnaie or. Les Etats respectueux de leur signature sont l'exception et seules, en définitive, la France, la Suisse et la Hollande (encore faut-il excepter la ville de Rotterdam, la Royal Dutch, etc.) remplissent intégralement leurs obligations. Le Gouvernement belge s'est arrêté à une solution intermédiaire, surtout conforme à ses intérêts. Le coup le plus grave porté à la clause-or est venu des Etats-Unis d'Amérique. Peu après avoir décrété l'embargo sur l'or, le Gouvernement américain a annulé d'autorité la clause-or dans tous les contrats publics et privés par l'Act du 29 mai 1933, dit «Joint resolution to assure Uniform value to the coins and currencies of the U-S.». Cette mesure, dictée par des considérations de politique intérieure, lé-sait des intérêts considérables, en toute première ligne aux Etats-Unis, où l'on évalue à 100 milliards de dollars le montant des engagements, tant internes qu'extérieurs, qui sont qualifiés par une clause-or.

La Suisse, dont les intérêts, il est vrai, sont essentiellement ceux d'un créancier, a été peut-être le premier pays à prendre position contre les atteintes portées de toute part à la validité de la clause-or. L'action du Comité de l'étalon or de l'Association suisse des Banquiers est trop connue pour qu'il soit besoin de la rappeler; c'est à lui, entre autres, qu'est due l'initiative de constituer un Comité international contre la ré-pudiation de la clause-or¹, qui groupe les représentants des porteurs belges, français, néerlandais et suisses. Le plan d'action commune du Comité international n'a pas donné de résultats très positifs jusqu'ici. L'Association suisse des Banquiers, ferme-ment décidée à ne rien négliger pour amener le triomphe de la cause qu'elle défend, est d'avis que le moyen qui conduirait le plus sûrement à la reconnaissance de la clause-or, partout où elle est méconnue, serait de faire juger par la Cour permanente de Justice internationale le ou les points litigieux soulevés par la carence d'un Etat émetteur d'un emprunt public libellé en dollars-or. En d'autres termes, le dessein de l'Association est d'ouvrir un «test-case» devant la plus haute instance judiciaire internationale, dans l'espoir qu'une sentence favorable fixera définitivement la juris-prudence et la doctrine internationales relatives à la validité de cette clause.

Pour donner à ce procès le maximum d'effet, il faudrait que l'Etat, pris à partie par la Confédération suisse, fût une grande Puissance. Différentes raisons s'opposent à un arbitrage avec les Etats-Unis et déconseillent une action contre le Reich. Resterait donc la Grande-Bretagne², qu'il faut ranger au nombre des Etats défail-lants, comme nous le verrons plus loin. Tant l'Association que nous-mêmes esti-mons que c'est avec le Gouvernement britannique que nous aurions présentement le plus d'intérêt à signer un compromis, qui soumettrait à la Cour permanente la contestation née de l'inobservation de la clause-or.

Comme la contestation portera essentiellement sur un double point, validité de la clause-or et législation applicable, il coule de source que, pour mettre le plus de chances possibles du côté de la demande, le procès ne devrait être engagé qu'avec un Etat dont la législation et la jurisprudence ne condamnent pas la clause-or comme

1. Cf. n° 340, n. 4.

2. Cf. n° 354.

telle. De cette façon, le rôle de la Cour se limiterait à l'examen de la question, déjà fort complexe, du droit applicable. Or, jusqu'à maintenant, nous avions les plus sérieuses raisons de douter que la jurisprudence anglaise fût favorable à nos desseins en ce qui concerne son interprétation de la clause-or.

/.../

La sentence rendue le 15 décembre par la Chambre des Lords³ a levé un grave facteur d'incertitude, tout en faisant même naître l'espoir que cette importante décision jouera son rôle dans la restauration de la notion du respect intégral des contrats.

Nous croyons donc, avec l'Association suisse des Banquiers, que le moment est arrivé d'examiner et de nous assurer si le Gouvernement britannique consentirait amiablement à faire juger par la Cour de Justice internationale la question de savoir si la manière dont il effectue le service de son emprunt de 1917 est bien conforme aux engagements qu'il a contractés. L'emprunt 5 ½ % en dollars-or 1917/1937 émis par le Royaume-Uni contient une clause-or ...

/.../

Si, nous le répétons, l'opération de conversion, en raison de son caractère conventionnel, est inattaquable comme telle, il n'en va pas de même du service financier des titres non-convertis de l'emprunt 1917. Le prochain coupon échoit le 1er février 1934 et c'est à cette date que sera connu le sort que le Gouvernement britannique réserve à la clause-or dont est assortie sa dette. Il est permis de présumer que le paiement se fera sur la base du dollar-papier, comme ce fut le cas lors de l'échéance du 1er août 1933.

Comme nous l'avons dit, nous sommes prêts à contester, au nom des porteurs suisses, la régularité de ce paiement et à revendiquer l'application de la clause-or. Si le Gouvernement britannique oppose à notre réclamation l'argument qu'il se considère comme délié en raison de la nouvelle législation américaine déclarant contraire à l'ordre public toute clause établissant qu'une obligation est payable en or ou dans une monnaie mesurée sur un étalon or, nous lui déclarerons qu'il nous est impossible de nous rallier à cette opinion et nous l'inviterons, vu ce conflit de droit, à soumettre d'un commun accord le point ou les points litigieux au jugement de la Cour permanente. Nous représenterons en même temps au Gouvernement britannique que notre proposition n'est pas inspirée par un intérêt égoïste, – les montants en jeu étant d'ailleurs fort minimes en l'espèce, – mais par le désir de contribuer loyalement, avec lui, à la restauration de la confiance dans les rapports internationaux, en commençant par faire prévaloir les solutions de droit sur les décisions unilatérales arbitrairement imposées par une des parties.

Avant de donner une forme aussi décisive à notre démarche à Londres, nous voudrions poser aux Autorités anglaises une question préalable, qui pourrait être résumée comme suit: le Gouvernement britannique, en ce qui concerne le service de la tranche non-convertie de son emprunt 1917, entend-il modifier sa position ensuite du jugement prononcé le 15 décembre par la Chambre des Lords, sentence qui em-

3. Cette sentence avait reconnu comme valable la clause-or contenue dans le libellé de l'emprunt émis en Grande-Bretagne par la Société Intercommunale Belge d'Electricité.

porte pleine et entière reconnaissance de la clause-or en Angleterre? Il ne serait pas superflu qu'on laissât d'ores et déjà entendre à cette occasion qu'au cas où le Gouvernement britannique persisterait à considérer sa dette comme soumise au droit américain et, partant, comme convertie en dollars-papier, nous insisterons pour que le différend fût tranché par la Cour de Justice internationale. Si vous estimiez, cependant, que la question à poser au Gouvernement britannique se suffit à elle-même, sans qu'il fût utile ni même indiqué d'en dévoiler pour le moment le mobile et le but, nous ne verrions aucun inconvénient à ce que vous taisiez, dans cette première démarche, les raisons qui nous font agir.

En portant ce qui précède à votre connaissance, nous avons l'honneur de vous prier de bien vouloir donner à cette communication la suite que vous jugerez la plus indiquée. Nous devons ajouter que nous chargeons notre Ministre à la Haye de tenir au courant de notre action le Gouvernement hollandais, dans l'idée que celui-ci voudra peut-être entreprendre une démarche conjointe de caractère analogue.

378

E 2001 (C) 3/17

*Le Chef du Département de l'Economie publique, E. Schulthess,
au Chef du Département politique, G. Motta*

L

Türkei. – Handels- und Clearing-
vertragsverhandlungen.

Bern, 27. Dezember 1933

In seinem Bericht vom 20. Dezember¹ spricht Herr Minister Martin von seiner Reise nach Rom, wo er mit der türkischen Delegation Handelsvertragsverhandlungen zu führen habe. Sie haben im Anschluss an diese Ausführungen von Herrn Minister Martin die Frage aufgeworfen, warum der schweizerische Gesandte in der Türkei die Vertragsverhandlungen in Rom zu führen beabsichtige. Wir gestatten uns, Ihnen über diesen Punkt folgende Aufklärung zu geben.

Herr Minister Martin führt seit Monaten auf Grund unserer Weisungen die Handelsvertragsverhandlungen mit der türkischen Regierung in Ankara. Die für solche Verhandlungen zuständige türkische Delegation musste nun, wie schon seit langer Zeit in Aussicht genommen, in der zweiten Hälfte Dezember ds. Js. nach Rom reisen, wo Handelsvertrags- und Clearingverhandlungen von voraussichtlich langer Dauer zwischen Italien und der Türkei stattfinden sollen.

Da wir an der Einrichtung eines Clearingverkehrs mit der Türkei kein Interesse haben, so lehnten wir ein bezügliches türkisches Begehr mehrfach ab. Schliesslich erklärte die türkische Regierung, dass sie einen Handelsvertrag mit uns überhaupt nur unter der Bedingung schliessen werde, dass wir sofort ein Clearingabkommen mit ihr treffen. Um noch etwas Zeit für den Abschluss des letztern zu geben, wurde

1. Non reproduit.

ein provisorischer Handelsvertrag² vereinbart, der jedoch bei weitem nicht alle von uns gewünschten Begehren berücksichtigt.

Wir hatten daraufhin der türkischen Regierung durch Herrn Martin mitteilen lassen, dass wir bereit wären, mit ihr ein Clearingabkommen in der Schweiz zu verhandeln, wenn ihr an dem sofortigen Abschlusse eines derartigen Abkommens so sehr gelegen sei. Nachdem die türkische Delegation ohnehin nach Rom reise, dürften wir ihr auch zumuten, sich nach Bern zu begeben, um mit uns dieses Abkommen zu verhandeln.

Herr Minister Martin telegraphierte uns daraufhin, dass die türkische Delegation geneigt sei, mit uns in der Schweiz zu verhandeln und zu diesem Zwecke in der Woche zwischen Weihnachten und Neujahr nach Bern kommen würde. Da uns für die Handelsvertragsverhandlungen der von der türkischen Delegation gewählte Zeitpunkt in keiner Hinsicht genehm war, wir aber anderseits die Herreise derselben nicht verhindern wollten, sandten wir unter dem 19. Dezember an Herrn Minister Martin das beiliegende Telegramm³. Sie wollen demselben entnehmen, dass wir geneigt waren, den Clearingvertrag in der Woche zwischen Weihnachten und Neujahr mit der Türkei zu verhandeln und abzuschliessen⁴, dass jedoch die Handelsvertragsverhandlungen erst im Januar stattfinden könnten. In der Annahme, dass die türkische Delegation ihren Aufenthalt in Bern nicht über die Feiertage verlängern würde, ersuchten wir Herrn Minister Martin, sich im Januar nach Rom zu begeben, um dortselbst die eigentlichen Handelsvertragsverhandlungen zu führen.

Diesbezüglich müssen wir nämlich bemerken, dass wir auf die Weiterführung und Beendigung dieser Verhandlungen durch Herrn Martin das grösste Gewicht gelegt haben. Herr Martin hat diese Verhandlungen seit Monaten geführt, er kennt die einschlägige türkische Gesetzgebung ganz genau und ist auch mit der Mentalität und den Methoden der türkischen Delegation genau vertraut. Wenn die Handelsvertragsverhandlungen in Bern stattgefunden hätten, so war es die feste Absicht des Leiters unserer Handelsabteilung, Herrn Martin nach Bern zu berufen. Nachdem wir vermuten mussten, dass die Verhandlungen in Rom beendet würden, haben wir daher durch das beiliegende Telegramm Herrn Martin angewiesen, sich im geeigneten Zeitpunkt nach Rom zu begeben. Der von ihm angedeutete Reiseplan entspricht daher den genauen Weisungen, die er von unserem Departement erhalten hat.

2. Cf. n° 369.

3. Non reproduit.

4. *L'accord de clearing avec la Turquie est conclu à Zurich le 29 décembre 1933 et entre en vigueur le 11 février suivant (RO, 1934, vol. 50, pp. 196–200.).*

Notice du Chef du Département de l'Economie publique, E. Schulthess

Besprechung mit Herrn Minister Weizsäcker

Bern, 28. Dezember 1933

Mit Rücksicht auf die Tatsache, dass uns zur Kenntnis gelangt ist, der Zusammentritt des Gläubigerkomitees für Deutschland finde erst Anfang Februar statt, habe ich Herrn Minister Weizsäcker hierher gebeten, um ihm zu erklären, dass der Bundesrat das Abkommen genehmigt habe¹, dass er von vornherein darauf zähle, dass für den ganzen Monat Januar die Zinsen zu 100 % vergütet werden wie bis jetzt. Wir könnten aber auch nicht damit einverstanden sein, dass durch die Verschiebung des Zusammentritts des Gläubigerkomitees und durch einen erst am 1. Februar erfolgenden Entscheid der deutschen Regierung über das neue Abkommen eine Unterbrechung eintritt. Wir müssten daher darauf beharren, dass auf alle Fälle

1. die Verhandlungen über ein neues Abkommen so rasch wie möglich und zwar im Januar an die Hand genommen und zu Ende geführt werden;
2. dass inzwischen, bis zum Inkrafttreten des neuen Abkommens, das alte² weiter gelte.

Herr Weizsäcker erklärte, es sei ihm von einer solchen Verschiebung nichts bekannt und er scheine es als ganz natürlich zu betrachten, dass unseren Wünschen entsprochen wird. Er wird demgemäß nach Berlin berichten.

1. Cf. PVCF du 28 décembre:

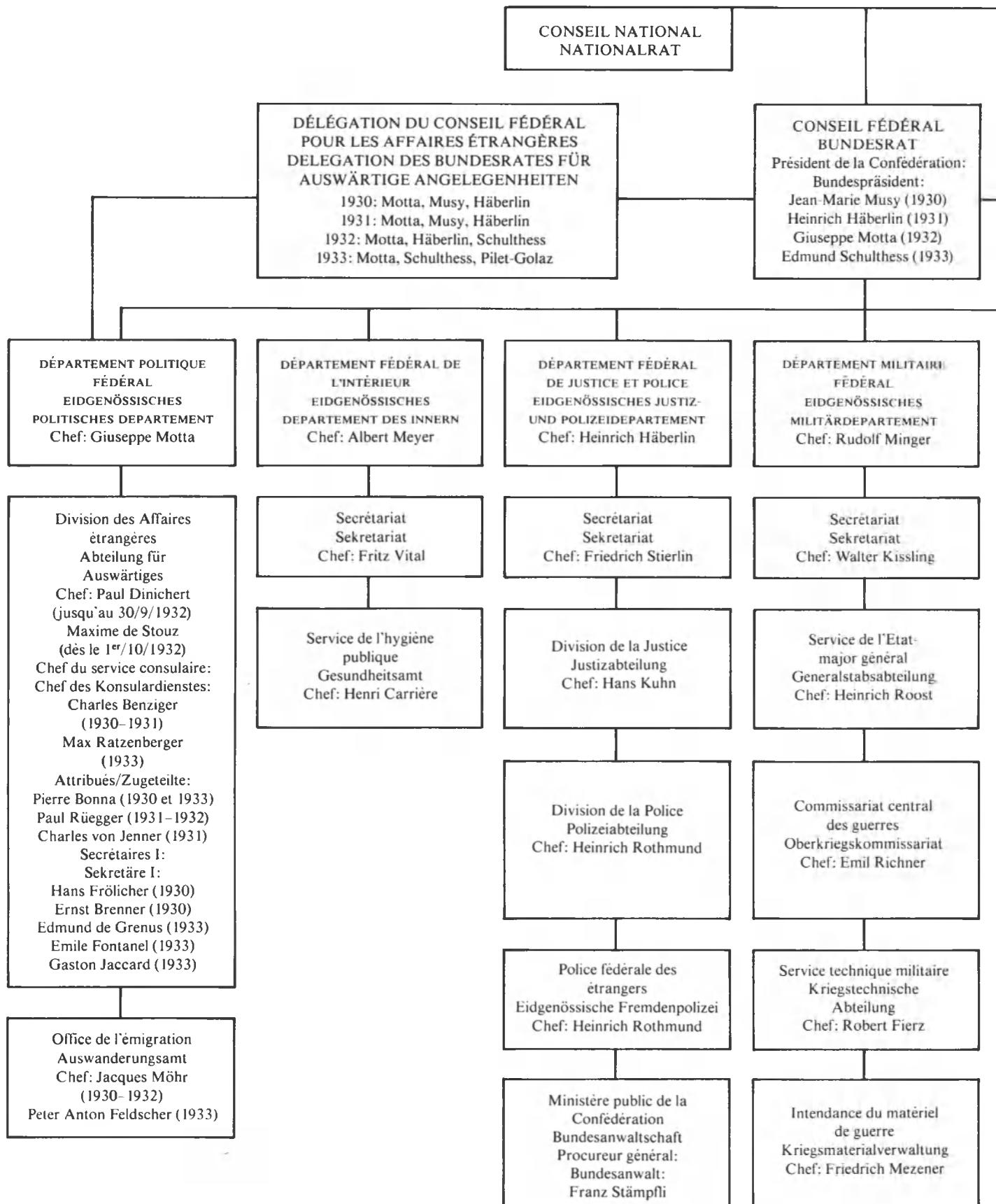
«Gestützt auf die seinerzeit vom Bundesrat erteilten Instruktionen konnte gestern nach ungewöhnlich schwierigen und hartnäckigen Verhandlungen das Wirtschaftsabkommen mit Deutschland unterzeichnet werden. Es besteht aus einer grossen Anzahl verschiedener Dokumente, die zusammen 76 Normalseiten ausmachen. Nur ein ganz kleiner Teil dieser Abmachungen, nämlich das vierte Zusatzabkommen zum Vertrag vom 5. November 1932 sowie das Schlussprotokoll, ist zur Veröffentlichung bestimmt [*les deux documents figurent in RO, 1934, vol. 50, pp. 1344–1358*. *Les trois premiers avenants à l'accord du 5 novembre 1932 avaient été signés respectivement le 3 mars, le 31 octobre et le 6 décembre 1933*]. Alle andern Dokumente müssen, zum grössten Teil auf dringenden Wunsch der deutschen Regierung, zum Teil aber auch im schweizerischen Interesse, *geheim* bleiben. [*Ces documents sont les suivants*: Protokoll betreffend Devisenvereinbarung über den Reiseverkehr; Protokoll über die Durchführung des deutschen Zusatzausfuhrverfahrens; Zusatzprotokoll zur vierten Zusatzvereinbarung zum schweizerisch-deutschen Abkommen vom 5. November 1932 (*concernant la livraison de fromage, de soie artificielle et de certains types de machines à l'Allemagne*). Cf. *les originaux de ces documents in Verträge I, Nr. 887/I et II*].

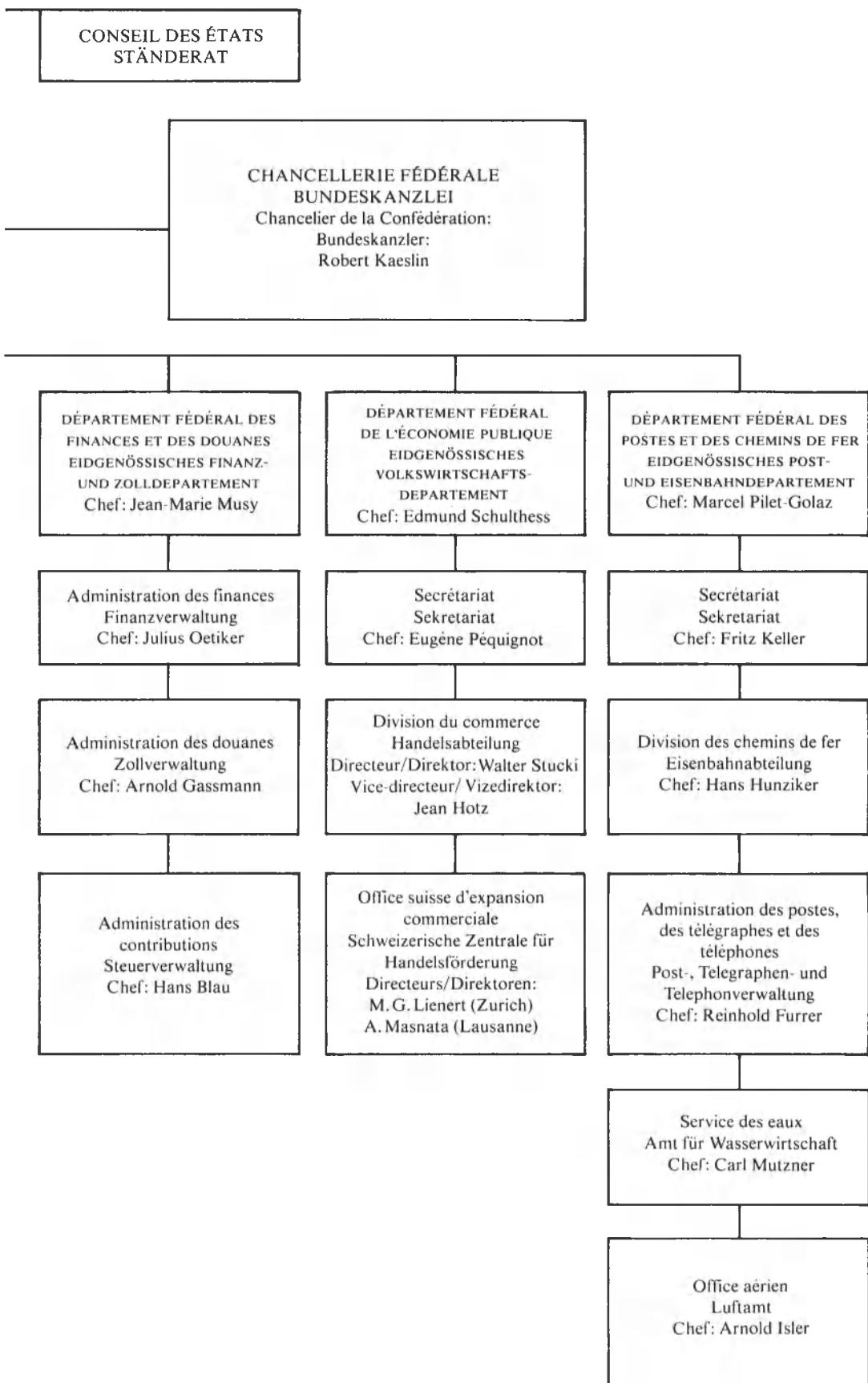
Grundlage für die Verhandlungen und das neue Abkommen war das am 15. September 1933 in Berlin paraphierte sog. Vorabkommen, über welches wir am 22. September Bericht erstatteten [cf. n° 334]. Wir können feststellen, dass die dort vereinbarten Richtlinien innegehalten werden konnten und die von der deutschen Regierung damals gemachten Zusagen respektiert worden sind. Demgemäß sollte sich die bessere Regelung der gegenseitigen Wirtschaftsbeziehungen erstrecken nicht nur auf den Warenverkehr, sondern auch auf den Fremdenverkehr und den Kapitalverkehr. [...] (E 1004 1/343).

2. Le premier accord germano-suisse sur les transferts datait du 7 octobre 1933. Cf. annexe I au n° 339.

VII. ANNEXES

**VII.I ORGANIGRAMME DE L'ADMINISTRATION FÉDÉRALE
CONCERNÉE PAR LES RELATIONS INTERNATIONALES
1930–1933**





VII.2 LES POSTES DIPLOMATIQUES ET CONSULAIRES SUISSES À L'ÉTRANGER 1930-1933

Etats	Légations	Ministres plénipotentiaires	Chargés d'Affaires	Consulats
EUROPE				
1. Allemagne	Berlin	Karl H. Rüfenacht Paul Dinichert (1932)		
2. Autriche	Vienne	Maximilian Jäger		
3. Belgique et possessions belges	Bruxelles	William-Frédéric Barbeau		
4. Bulgarie			Sofia	
5. Danemark			Copenhague	
6. Dantzig			Dantzig	
7. Espagne	Madrid	Maxime de Stoutz Karl Egger (1932)	Barcelone, Séville	
8. Estonie			Tallinn (Reval)	
9. Finlande			Åbo, Helsinki	
10. France et possessions françaises	Paris	Alphonse Dunant	Alger, Besançon, Béziers, Bordeaux, Casablanca, Dakar, Dijon, Le Havre, Lille, Lyon, Marseille, Mulhouse, Nancy, Nantes, Nice, Saigon, Strasbourg, Tunis (transf. à Tunis 1932), Toulouse	
11. Grande-Bretagne et possessions britanniques	Londres	Charles R. Paravicini	Adelaide, Auckland, Bombay, Brisbane, Calcutta, Capetown, Colombo, Freetown, Glasgow, Jaffa, Johannesburg, Liverpool, Madras, Manchester, Melbourne, Montreal, Rangoon, Singapore, Sydney, Tanga, Toronto, Vancouver, Winnipeg	
12. Grèce	Athènes	Ferdinand von Salis (Bucarest) René de Weck (Bucarest, 1933)	Eugène Broye Conrad C. Jenny (1930)	
13. Hongrie			Budapest	

14. Italie	Rome	Georges Wagnière
15. Lettonie		
16. Lithuanie		
17. Norvège		
18. Pays-Bas et possessions néerlandaises	La Haye	Arthur de Pury
19. Pologne	Varsovie	Hans Albrecht von Segesser
20. Portugal et possessions portugaises	Lisbonne	Maxime de Stoutz (Madrid) Karl Egger (Madrid, 1932)
21. Roumanie	Bucarest	Ferdinand von Salis René de Weck (1933)
22. Suède	Stockholm	Charles L. E. Lardy
23. Tchécoslovaquie	Prague	Hans von Segesser (Varsovie)
24. Turquie	Istanbul	Henri François Martin
25. Yougoslavie	Belgrade	Ferdinand von Salis (Bucarest) René de Weck (Bucarest, 1933)
AMÉRIQUE		
1. Argentine	Buenos-Aires	Karl Egger Emile Traversini (1932)
2. Bolivie	Rio de Janeiro	Albert Gertsch
3. Brésil		
4. Canada, cf. Grande-Bretagne		
5. Chili	Buenos-Aires	Karl Egger Emile Traversini (1932)
6. Colombie		
EUROPE		
14. Catane, Florence, Gênes, Livourne, Milan, Naples, Trieste, Turin, Venise		
15. Riga		
16. Kaunas		
17. Oslo		
18. Amsterdam, Batavia, Medan, Rotterdam		
19. Lisbonne, Porto, Lourenço-Marques		
20. Galatz		
21. Karl Brüggmann		
22. Karl von Jenner		
23. Paul Steiner (1930)		
ASIE		
1. La Paz		
2. Bahia, Curityba, Pará, Pernambuco, Porto Alegre, São Paulo		
3. Santiago de Chile, Magallanes, Valdivia, Valparaíso		
4. Bogotá		

Etats	Légations	Ministres plénipotentiaires	Chargés d'affaires	Consulats
7. Costa Rica				
8. Cuba	Washington	Marc Peter		San José La Havane
9. Equateur				Guayaquil
10. Etats-Unis d'Amérique	Washington	Marc Peter		Chicago, Cincinnati, Denver, Los Angeles, Manille, New Orleans, New York, Philadelphie, San Francisco, Seattle, St. Louis, Portland (fermé 1931)
11. Guatémala				Guatémala
12. Mexique				Guadalajara, Mexico, Tampico
13. Panama				Panama
14. Paraguay	Buenos-Aires	Karl Egger Emile Traversini (1932)		Asunción
15. Pérou				Lima
16. Salvador				San Miguel
17. Uruguay	Buenos-Aires	Karl Egger Emile Traversini (1932)		Montevideo
18. Vénézuela				Caracas
ASIE				
1. Chine			Etienne Lardy (1932)	Shanghai, Canton
2. Japon	Tokio	Emile Traversini (jusqu'en 1932)	Armin Daeniker (1932)	
3. Palestine, cf. Grande-Bretagne				
4. Perse			Alfred Brunner (mis- sion spéciale 1933)	Téhéran (géré par la Légation de France)

5. Philippines,
cf. Etats-Unis
d'Amérique
6. Possessions et mandats
britanniques,
cf. Grande-Bretagne
7. Possessions et mandats
français, cf. France
8. Possessions et mandats
néerlandais,
cf. Pays Bas
9. Siam

Bangkok (1932)

AFFRIQUE

1. Possessions belges, cf. Belgique
2. Possessions, protectorats et mandats britanniques, cf. Grande-Bretagne
3. Possessions, protectorats et mandats français, cf. France
4. Possessions portugaises, cf. Portugal

AUSTRALIE

1. Australie,
cf. Grande-Bretagne

VII.3 LES POSTES DIPLOMATIQUES ET CONSULAIRES ÉTRANGERS EN SUISSE 1930-1933

Etats	Légations	Ministres plénipotentiaires	Chargés d'affaires	Consulats
EUROPE				
1. Allemagne	Berne	Adolf Müller Ernst von Weizsäcker (1933)		Bâle, Berne, Davos, Genève, Lugano, St-Gall, Zurich
2. Autriche	Berne	Maximilian Hoffinger Heinrich Schmid (1933)		Bâle, Berne, Lausanne, Lucerne (fermé 1930), St-Gall, Zurich
3. Belgique	Berne	Fernand Peltzer Le Jeune de Munsbach (1931)		Bâle, Berne, Genève, Lausanne, Lucerne, Neuchâtel Zurich
4. Bulgarie	Berne	Dimitri Mikoff		Berne
5. Danemark	Berne	Gustav Rasmussen Erik H. Schack (1932)		Bâle, Berne, La Chaux-de-Fonds, Montreux, (1931), Genève, St-Gall, Zurich
6. Espagne	Berne	Mauricio Lopez-Roberts y Terry de la Torrehermosa Manuel Aguirre de Cárcer (1931)		Bâle, Berne, Davos, Genève, Lucerne, Montreux, St-Gall, Zurich
7. Estonie	Berlin Rome	Karl Menning A. Schmidt (1931)		Berne
8. Finlande	Berne	Rudolf Holsti		Bâle, Berne, Genève, Lucerne, Lugano, Zurich
9. France	Berne Ambassade	Henri Chassain de Marcilly Bertrand comte Clauzel (1933)		Bâle, Berne, Davos, Genève, Lausanne, Lucerne, Lugano, St-Gall, Zurich
10. Grande-Bretagne	Berne	Claud Russell Howard William Kennard (1931)		Bâle, Berne, Davos, Genève, Lausanne, Lucerne, Lugano, Montreux, Neuchâtel, St-Moritz
11. Grèce	Berne	Euthymios Canelopoulos (1930)	Raphael Raphael	Davos
12. Hongrie	Berne	Félix Pacher de Terjéfalva Louis Ambrózy de Sédén et Remete (1932)		Berne, Zurich
		Eugène Nelky (1933)		Vienne

13. Italie	Berne	Bonifacio Pignatti Morano di Custoza Giovanni Marchi (1930)	Bâle, Berne, Brigue, Chiasso, Coire, Davos, Genève, Lausanne, Locarno, Lugano, St Gall, Schaffhouse, Zurich
14. Lettonie	Berlin Berne	Oskar Voit Jules Feldmans (1933)	Berne
15. Liechtenstein	Berlin		
16. Lithuanie	Berlin Londres (1932)	Venceslas Sidzikauskas	Zurich
17. Luxembourg			Fribourg, Genève, Lausanne
18. Monaco	Rome	Johannes Irgens	Berne, Genève
19. Norvège	Berne	Willem I. Doude van Troostwijk	Bâle, Berne, Genève, Vevey, Zurich
20. Pays-Bas	Berne	Jean de Modzelewski	Bâle, Berne, Davos, Genève, Lugano, Zurich
21. Pologne	Berne	Vasco de Quevedo	Berne, Zurich (fermé pendant 1932)
22. Portugal	Berne	J. Lobo d'Avila Lima (1933)	Bâle, Berne, Davos, Genève, Lausanne, Lucerne, Zurich
23. Roumanie	Berne	Michel B. Boeresco	Genève, Zurich
24. Saint-Siége	Berne	Mgr Pietro Di Maria	
25. Suède	Berne	Karl Jvan Westman	Bâle, Berne, Genève, Zurich
26. Tchécoslovaquie	Berne	Zdeněk Fierlinger	Bâle, Berne, Genève, Zurich
27. Turquie	Berne	R. Künzl-Jizerský (1932) Mehmed Munir Bey	Berne, Genève
28. Yougoslavie	Berne	Cemal Hüsnü Bey (1930) Jlya Choumenkovitch Milan Miloyévitch (1931) Miroslav Spatařkovitch (1933)	Bâle, Berne, Genève, Zurich (1932)
		Paris	

Etats	Légations	Ministres plénipotentiaires	Chargés d'Affaires	Consulats
AMÉRIQUE				
1. Argentine	Berne	José M. Cantilo Enrique Ruiz Guiñazu (1931)		Bâle, Berne, Genève, Lausanne, Lugano, St-Gall, Zurich
2. Bolivie	Berne	Alberto Cortadellas (jusqu'en 1931) Ministre résident		Bâle, Geneve, Lausanne, Lucerne, Zurich
3. Brésil	Berne	Raoul do Rio-Branco		Berne (fermé 1931), Genève, Lausanne (fermé 1931), St-Gall, Zurich
4. Chili	Berne	Jorge Valdés Mendeville Ministre résident (Bruxelles)	Jorge Saavedra Agüero (1931)	Genève, Neuchâtel, Zurich
5. Colombie	Berne	Francisco J. de Urrutia	Rafael Bernal- Jiménez (1930)	Berne, Fribourg, Genève, Lausanne, Winterthour
6. Costa Rica	Berne	Carlos de Armenteros y de Cárdenas	J. Rueda (1933)	Genève, Lugano, Zurich Genève
7. Cuba	Berne			
8. République Dominicaine	Paris		Emilio García Godoy Salvador Emilio Paradas (1932)	Bâle (1931), Berne, Genève, Lausanne (1932), Zurich
9. Equateur	Berne	Hugh R. Wilson		Genève
10. États-Unis d'Amérique				Bâle, Berne, Genève, Lausanne (fermé 1932), Zurich
11. Guatemala				Genève, Zurich
12. Haïti				Genève, Zurich
13. Honduras				Berne, Zurich

14. Mexique	Bâle, Berne, Genève, Lugano, Zurich
15. Nicaragua	Bâle, Berne, Genève, Lugano, Zurich
16. Panama	Genève (1930), Lugano, Zurich
17. Paraguay	Aarau, Bâle (1930), Berne, Genève, Lausanne, Lucerne (1930), Lugano (transféré à Bâle), Zurich
18. Pérou	Bâle, Genève, Lausanne, Lugano, Zurich
19. Salvador	Genève, Zurich
20. Uruguay	Bâle, Berne, Genève, Lugano, Zurich
21. Vénézuela	Bâle, Berne, Genève, Lugano, Zurich
<hr/>	
1. Afghanistan	Francisco Villalaz (1931)
2. Chine	Pablo S. Mimbelá Luis Miró Quesada (1933)
3. Japon	Alfredo de Castro
4. Perse	César Zumeta Paris
5. Siam	Chacín-Itriago (1930)
<hr/>	
ASIE	
1. Afghanistan	Paris
2. Chine	Berne
3. Japon	Berne
4. Perse	Berne
5. Siam	Paris
<hr/>	
1. Egypte	AARAU
2. Libéria	Genève
<hr/>	
AFRIQUE	
1. Egypte	Genève
2. Libéria	Genève, Zurich

VIII. INDEX

1. NOMS DE PERSONNES¹

- Abd el-Fattah, Yehia, Pacha (Président du Conseil et Ministre égyptien des Affaires étrangères), 859
- Abdul-Hamid II (Sultan de l'Empire ottoman), 527 et n
- Adatci, Mineitcirô (Juge japonais à la Cour permanente de justice internationale), 119 et n, 144 et n
- Albert I^e (Roi des Belges), 36
- Albert, François, dit François-Albert (Ministre français du Travail et de la Prévoyance sociale), 802
- Alessandri y Palma, Arturo (Président de la République du Chili), 461 n
- Alexandre I Karageorgévitch (Roi de Yougoslavie), 783 et n
- Aloisi, Pompeo, Baron (Chef de cabinet de Mussolini), 656, 791, 881
- Andreae, Charles (Citoyen suisse; Directeur de l'Ecole polytechnique égyptienne; auparavant Professeur à l'Ecole Polytechnique fédérale), 332
- Anken, Isaac (Secrétaire général du Département de l'Intérieur et de l'Agriculture à Genève), 114 n, 203 et n
- Anzilotti, Dionisio (Juge italien à la Cour permanente de justice internationale), 144
- Anzilotti, Eugenio (Inspecteur général chargé de la Production industrielle et des Echanges au Ministère italien des Corporations), 168 et n, 169, 170, 416 et n, 417, 515
- Arioli, Giovanni (Réfugié italien), 206
- Ariyoshi, Akira (Ministre du Japon en Chine; auparavant à Berne), 455
- Armstrong, Sir Harry Gloster (Ancien Consul général de Grande-Bretagne à New-York), 678
- Arx, Henri von (Missionnaire suisse en Chine), 315 n
- Auberson, Jacques (Citoyen suisse, Conseiller juridique du gouvernement éthiopien), 182
- Auriti, Giacinto (Ministre d'Italie à Vienne), 89 et n
- Avenol, Joseph Louis Marie Charles (Secrétaire général-adjoint, puis Secrétaire général de la SdN), 401 n, 698
- Bacciarini, Aurelio (Evêque, Administrateur apostolique du Diocèse de Lugano), 133 et n
- Bachmann, Gottlieb (Président du Directoire de la Banque nationale suisse), 5, 6, 7, 8 et n, 9, 27 et n, 28, 49, 50, 99 n, 103, 104, 110 et n, 177, 178 n, 213, 215 et n, 218 et n, 246 et n, 268, 272, 274, 306, 345, 346, 347, 348, 383 et n, 384 et n, 385, 388, 394, 418, 425 n, 428, 434, 449 n, 451, 459, 460, 462, 510 et n, 511, 543 n, 592, 648 et n, 657 n, 658 et n, 659 n, 663, 694, 697, 698 et n, 699, 700, 714, 715, 716, 717, 719, 722, 726, 750, 751 et n, 753 n, 755 n, 853
- Baechtold, Paul (Premier adjoint à la Police des Etrangers du Département de Justice et Police), 436 n
- Baer, Walter (Président du Zürcher Effektenbörsenverein), 722
- Balbo, Italo (Ministre et Maréchal italien de l'Air), 642, 791 et n, 792, 841
- Baldwin, Sir John Grey (Citoyen britannique; Arbitre dans la question des zones franches), 758 n, 819 n, 857 n, 866 n, 916 n
- Baldwin, Sir Stanley (Lord-Président du Conseil privé et Lord-garde du Sceau privé dans le gouvernement Ramsay MacDonald), 21 n, 23, 692
- Balli, Giacomo (Conseiller de légation à la Légation de Suisse à Paris, puis à celle de Madrid), 381 n
- Bang, Paul (Sous-secrétaire d'Etat à l'Economie du Reich), 740
- Barbey, Edmond (Associé de MM. Lombard, Odier et Cie à Genève, banquiers), 914
- Barbey, William-Frédéric (Ministre de Suisse à Bruxelles), 301 n, 652
- Bargeton, Paul (Directeur des Affaires politiques et commerciales au Ministère français des Affaires étrangères), 801, 802

¹ Pour les personnes vivantes en 1930–1933, l'index ne prend en considération, en principe, que la (ou les) fonctions exercées pendant cette période.

- Barth, Alfred (DéTECTIVE privé à St-Gall), 33 et n
 Basdevant, Jules (Jurisconsulte du Ministère français des Affaires étrangères), 128, 556
 Bassanesi, Giovanni (Antifasciste italien), 72 n, 73 n, 74 et n, 75, 78, 79, 80 et n, 81 et n, 82, 112, 113 n, 120, 121 et n, 122 n, 380
 Baumann, Rudolf (De Lucerne, Secrétaire général de l'Union Helvetia), 810 n
 Baumgartner (Citoyen suisse, Directeur de la S.A.V.A. [Neuhausen] à Venise), 375
 Bavier, Charles-Edouard de (Secrétaire de légation à la Légation de Suisse à Rome, puis à Paris, ensuite à Istanbul), 823
 Bazzi, Gian Luigi (Etudiant italien, fils de Giovanni), 550
 Bazzi, Giovanni (Employé italien; Informateur de la police politique italienne), 32
 Becerra, Carlos (Chargé d'Affaires chilien a.i. en Chine), 356
 Beck, Jozef (Sous-Secrétaire d'Etat, puis Ministre polonais des Affaires étrangères), 155 et n, 500 et n, 501 et n,
 Bellonte, Maurice (Aviateur français), 791
 Bendel (Citoyen suisse, Chef technicien de la S.A.V.A. [Neuhausen] à Venise), 375
 Beneš, Edouard (Ministre tchécoslovaque des Affaires étrangères), 641
 Berkovits, Eugen (De l'Institut hongrois pour le Commerce extérieur), 499
 Bernabò (Commandeur italien, associé à la Direction de la S.A.V.A. [Neuhausen] à Venise), 375, 376
 Bethlen, Istvan, Comte (Ministre-Président hongrois), 86, 88
 Bianchi, A.E. & Co. («Società chimica Lombarda», Rho), 765, 766
 Bindschedler, Rudolf (De la Direction générale du Crédit Suisse), 110, 111, 694, 714, 717, 718, 719, 722, 725
 Bismarck, Otto, Prince de (Chancelier de l'Empire allemand), 32 et n
 Blanc, Jacques (Directeur au Ministère français du Commerce), 337, 338, 339
 Blass, Heinrich (Remplaçant du Directeur général du Crédit Suisse), 498, 686, 852
 Blau, Hans (Directeur de l'Administration des Contributions du Département des Finances et des Douanes), 5, 8, 9, 177, 178 n,
 Blum, Léon (Dirigeant socialiste français; Député à la Chambre), 77
 Bocchini, Arturo (Chef de la Police italienne), 382, 574, 582, 598
 Böhi, Albert (Expert de l'Administration fédérale des blés), 419, 420
 Boissier, Léopold (Ancien Attaché à la Légation de Suisse à Londres), 903
 Boeresco, Michel B. (Ministre de Roumanie à Berne), 160 et n, 161, 260, 261
 Bonelli (Société italienne), 763, 766
 Bonhôte, Eric (Juriste à la Division du commerce du Département de l'Economie publique), 337 n, 735 n
 Bonna, Pierre (Conseiller de légation à la Division des Affaires étrangères du Département politique, puis Vice-directeur de l'Union financière de Genève, ensuite à nouveau Conseiller de légation au DPF), 124 et n, 584 n, 653 n, 751 n, 757 n, 819 n, 911
 Bonnefon-Craponne, Louis (Directeur des Accords commerciaux au Ministère français du Commerce), 889, 890
 Bonnet, Georges (Ministre français des Finances), 449 n, 698 et n
 Bontempi, Teresa (Inspectrice cantonale des écoles enfantines tessinoises; co-fondatrice de *l'Adula*), 133 et n, 134, 341
 Borel, André (Vice-Directeur de l'Union suisse des paysans), 10, 12 et n, 13, 14 et n, 197 et n, 203 et n, 210, 819 n, 862, 863, 915, 916 n
 Borella, Francesco (Avocat; Conseiller national tessinois), 170 et n
 Borgoncini Duca, Francesco, Mgr. (Nonce apostolique en Italie), 616 et n
 Bottai, Giuseppe (Ministre italien des Corporations; fondateur de *Critica fascista*), 286 n
 Bourgeois, Joseph Emile Robert (Général français; Sénateur du Haut-Rhin), 342
 Brabant, Gaston (Aviateur français), 72 n, 73 n, 74 et n, 78
 Brandt, Gustave-Louis (Président de la Commission des douanes de la Chambre de commerce suisse à Paris), 735 n, 800 et n
 Brătianu, Constantin I.C. (Ministre roumain des Finances), 868 n
 Brechbuhl (Ecole privée à Genève), 783 n
 Brémont, Maurice (Ingénieur genevois; Président de l'Association pour le maintien des Zones franches de 1815 et 1816), 202 n, 204 et n
 Briand, Aristide (Ministre français des Affaires étrangères), 16 n, 29 n, 66, 68, 69, 70, 71, 72 n, 76, 77, 175, 176, 321 et n, 342, 655
 Bridler, Otto (Colonel Commandant de corps), 538, 539
 Bringolf, Walter (Conseiller national de Schaffhouse), 836 n
 Brown, Boveri & Cie (Société anonyme à Baden), 376, 761
 Broye, Eugène (Conseiller de légation à la Légation de Suisse à Rome), 791, 792 n

- Brüning, Heinrich (Chancelier du Reich), 143, 144, 196 et n, 200 et n, 237 n, 244 n, 258 et n, 283 et n, 503, 707 n
- Bruggmann, Karl (Ministre de Suisse à Prague), 363 et n
- Brunner, Alfred (Conseiller de légation à la Légation de Suisse à Istanbul), 560 et n, 822 et n
- Buehler, Adolf (Industriel suisse des machines), 570
- Bülow, Bernhard Wilhelm von (Secrétaire d'Etat du Reich aux Affaires étrangères), 251 et n, 257, 285 n, 595, 596, 597, 703 n
- Bütikofer, Ernst (Rédacteur de politique étrangère à la *Berner Tagwacht*), 898 n
- Buffoni, Umberto (Maçon italien), 33 et n, 474
- Buomberger, Emil (Conseiller municipal, Directeur de la police à Zurich), 780
- Burchardt-Bukowiecki (Général polonais), 501
- Burckhardt, Walter (Professeur; Expert juridique de la Confédération), 7, 8, 115 et n, 119, 483, 575, 576, 660, 820, 888
- Burkhard Gantenbein (Maison suisse en Turquie), 560
- Buresch, Karl (Chancelier fédéral autrichien et Ministre des Affaires étrangères; ensuite Ministre des Finances), 398 n
- Campana, César Rizio (Directeur des Affaires administratives et des Unions internationales au Ministère français des Affaires étrangères), 712, 713, 714
- Canevascini, Guglielmo (Conseiller d'Etat tessinois, Chef du Département des Travaux publics), 75 et n, 170 et n, 810 n
- Caratsch, Reto (Correspondant de la *Neue Zürcher Zeitung* à Berlin), 798 n
- Cardis, Angelo (Domestique du Juge de paix Martignoli), 79
- Cattani, Otto (Secrétaire de la Société suisse des constructeurs de machines), 570
- Cattori, Giuseppe (Conseiller d'Etat tessinois, Chef du Département de l'Instruction publique et de Police), 412
- Cavin (Directeur de la Banque Française et Italienne pour l'Amérique du Sud à Santiago du Chili), 308
- Cecil of Chelwood, Robert, Vicomte (Délégué britannique à la SdN; Membre du Parlement), 17, 83, 84, 497, 498
- Celal, Mahmud, Bey (Directeur général de la Banque d'Affaires turque; Ministre de l'Economie nationale), 491, 492, 493, 557, 558, 559
- Celio, Enrico (Conseiller d'Etat tessinois, Chef du Département de l'Instruction publique et de Police), 573
- Cemal, Hüsnü, Bey (Ministre de Turquie à Berne), 559
- Chamberlain, Sir Joseph Austen (Député à la Chambre des communes), 497, 697, 699
- Charles I^{er} de Habsbourg (Ex-Empereur d'Autriche-Hongrie), 79 et n, 86 n, 88 n,
- Cherif, Sabry, Bey (Sous-Secrétaire d'Etat égyptien aux Affaires étrangères), 36, 37, 45
- Chiang Hsue-liang (Maréchal chinois), 455, 563
- Chiang Kai-shek (Généralissime des armées du Kuo-min-tang; Président de la République chinoise), 125, 287, 288, 289, 454, 512, 513, 514, 515
- Chu Te (Général; Dirigeant communiste chinois), 514
- Ciancarelli, Bonifacio Francesco (Chef du bureau de politique économique du Ministère italien des Affaires étrangères), 216 n, 327 et n, 328, 329, 515, 516
- Ciano, Galeazzo (Consul et Chargé d'Affaires d'Italie en Chine), 127, 454, 455
- Ciarlantini, Franco (Journaliste et Député italien), 286, 287
- Cicéron, Marcus Tullius (Orateur et homme politique romain), 791
- Claparède, Edouard de (Professeur à l'Université de Genève), 333
- Clauzel, Bertrand, Comte (Ministre de France à Vienne, puis Ambassadeur à Berne), 86 et n, 662 n, 693, 757, 758 et n, 819, 901, 906 n
- Codos, Paul (Aviateur français), 791
- Cohen (Représentant commercial suisse en Turquie), 558, 560, 561
- Colloredo, Maurizio di, voir Franchetti, Leonardo
- Colombi, Emilio (Journaliste tessinois, collaborateur de l'*Adula*), 265 et n, 266, 267, 286 et n, 325, 341
- Colombo (Fonctionnaire au Ministère italien des Corporations), 416
- Combe, Gustave (Colonel, 1^{er} Chef de Section du Service de l'Etat-Major général du Département militaire), 310 n, 457
- Comert, Pierre (Chef de presse et d'information au Ministère français des Affaires étrangères), 860
- Comte, Paul (Inspecteur général des Douanes), 819 n, 858, 859, 865 n
- Conti (Bureau d'informations allemand), 248 n
- Conti, Ettore (Industriel et financier italien; Sénateur), 546 et n
- Contini, Angelo (Agent de la police du Royaume lombard-vénitien), 32 et n, 472

- Corona Rodriguez, Luisa (Citoyenne espagnole), 471 et n
- Coselschi, Eugenio (Président des «Comitati d'azione per l'universalità di Roma»), 854 n
- Costes, Dieudonné (Aviateur français), 791
- Cot, Pierre (Ministre français de l'Air), 841
- Coty, François (Parfumeur; propriétaire du *Figaro*), 802
- Coudenhove-Kalergi, Richard Nikolaus, Comte (Ecrivain autrichien), 20 n
- Coulondre, Robert (Sous-directeur des relations commerciales au Ministère français des Affaires étrangères), 370 et n, 377 et n, 394, 395
- Crousaz, Roger de (Colonel), 124 n, 179 et n
- Curtius, Julius (Ministre des Affaires étrangères du Reich), 101, 103, 138, 140, 143 et n, 192, 200 et n, 232 et n, 283 et n,
- Daeniker, Armin (Fonctionnaire du Consulat de Suisse à Shanghai avec fonction de Consul, puis Chargé d'Affaires à Tokyo), 241, 287, 313
- Daladier, Edouard (Président du Conseil français), 727, 841, 842
- Dankwort, Karl Werner (Chargé d'Affaires à la Légation d'Allemagne à Berne), 275 n, 323, 846 n, 848
- Dapples, Louis (Président de Nestlé and Anglo-Swiss Condensed Milk Company), 694 et n
- Darré, Walter (Responsable de l'agriculture dans le NSDAP; Chef de l'organisation agricole du IIIe Reich), 683
- David, Fernand (Sénateur de la Haute-Savoie), 30
- Davignon, Jacques, Vicomte (Ministre de Belgique à Varsovie), 873 et n, 874
- Dawes, Charles Gates (Banquier et homme politique américain; auteur du Plan Dawes pour le règlement des réparations), 717 et n, 744, 770, 828 et n, 871, 872
- De Feo, Luciano (Directeur de l'Institut international du cinématographe éducatif et de l'Institut «L.U.C.E.» à Rome), 902 et n
- Dell, Robert Edouard (Correspondant à Genève du *Manchester Guardian*), 818
- De Rosa, Fernando (Antifasciste italien), 113 n
- Deutsch, Otto (Journaliste autrichien), 85 n
- Dewey, Charles Schuveldt (Conseiller financier américain de l'Etat polonais), 154 et n, 873
- Dietrich, Hermann Robert (Ministre des Finances et Vice-chancelier du Reich), 283 et n
- Di Maria, Pietro, Mgr. (Nonce apostolique à Berne), 150, 151
- Dingeldey, Eduard (Dirigeant du Volkspartei allemand), 143 et n
- Dinichert, Paul (Chef de la Division des Affaires étrangères du Département politique, puis Ministre de Suisse à Berlin), 5, 9, 42, 50 n, 58, 65 n, 156 n, 173, 179, 207 n, 217, 218, 219, 227, 240, 255 n, 267, 307, 331, 368 n, 439 n, 502, 585, 593, 595, 612 n, 613 n, 614, 634 et n, 636, 638, 684, 685 n, 702 n, 703 n, 741, 742 n, 743 et n, 762 n, 763 n, 809, 810 et n, 814, 815, 817 et n, 818, 823 et n, 825 n, 835, 836 n, 837, 844 n, 850, 875, 876 et n, 884, 885, 886 et n, 888, 896, 913 n, 914, 920
- Dolezal, François (Sous-secrétaire d'Etat au Ministère polonais de l'Industrie et du Commerce), 365
- Dollfuss, Engelbert (Chancelier fédéral d'Autriche), 656
- Donegani, Guido (Administrateur délégué de Montecatini; Député au Parlement italien), 766
- Doumer, Paul (Président de la République française), 342, 395 et n,
- Doumergue, Gaston (Président de la République française), 76
- Dreyfuss, Armand (Membre de la Direction générale de la Société de Banque suisse), 383 n,
- Drummond, Sir James Eric (Secrétaire général de la SdN, puis Ambassadeur de Grande-Bretagne à Rome), 99, 226, 227, 240 n, 688, 903
- Duft, Johannes (Conseiller national de St-Gall), 818 n
- Dunant, Alphonse (Ministre de Suisse à Paris), 29 n, 76, 122, 144, 145 n, 147 n, 156 et n, 19 et n, 181, 267, 277, 280, 301 n, 342, 359 n, 367, 368 n, 369, 376, 394 et n, 401, 556, 575, 580, 616, 647, 648 n, 652 n, 654 et n, 660, 712, 713, 727, 734, 735 n, 746, 800 n, 801 et n, 843, 860, 899, 906 et n, 917
- Eccard, Frédéric (Sénateur français du Bas-Rhin), 342
- Eggermann, Manfred (Ingénieur suisse établi à Bucarest), 786
- Eichhorn (Secrétaire du Directeur ministériel Posse), 244
- Elbel, Paul (Directeur des Accords commerciaux au Ministère français du Commerce et de l'Industrie), 128, 344 et n, 408, 679 et n
- Elisabeth, Reine de Belgique, 36
- Ender, Otto (*Landeshauptmann* du Vorarlberg), 553, 554
- Epper, Th. (De la Stickerei-Treuhand-Genossenschaft), 464

- Eynard, Jean-Gabriel (Banquier genevois, philhellène), 786
- Fabre, Eugène (Rédacteur en chef du journal *La Suisse*), 204 n
- Falke, Konrad (Pseudonyme de Karl Frey, Ecrivain suisse), 888
- Fani, Amedeo (Sous-secrétaire d'Etat du Ministère italien des Affaires étrangères), 215, 267 et n
- Farinacci, Roberto (Ex-secrétaire du Parti national fasciste; directeur du *Régime fascista* de Crémone), 286 et n, 287
- Feder, Gottfried (Député nationalsocialiste au Reichstag, puis Secrétaire d'Etat au Ministère de l'Economie et Commissaire du Reich pour la Colonisation), 141
- Federzoni, Luigi (Président du Sénat italien), 791 et n
- Feer, Eduard (Conseiller de légation à la Légation de Suisse à Berlin, chargé des Affaires commerciales), 326, 896
- Feigenwinter (Spécialiste bâlois des questions agricoles), 263
- Feldmann, Markus (Président de l'Association de la presse suisse), 888, 897 n, 898 n
- Feldscher, Peter Anton (Chef de section à la Division des Affaires étrangères du Département politique), 343, 547 n, 739, 771
- Feng Yü-hsiang (Général chinois), 288
- Fierz, Robert (Colonel, Chef du Service technique du Département militaire), 539
- Fighiera, Roger-Charles-Théodore (Directeur des Affaires commerciales et industrielles au Ministère français du Commerce), 338 et n
- Filliol, Frédéric (Secrétaire de l'Association suisse des banquiers), 162 n
- Firstermacher, Alberto (Agent de la police politique italienne), 468, 470, 471 et n, 472, 473, 542 et n, 543, 550, 573 et n, 574, 582, 590 et n, 591, 598, 601 et n, 602
- Fiscalini, Costantino (Secrétaire du Département tessinois des Travaux publics), 78
- Fischer, Georg, AG (Aciéries à Schaffhouse), 165 et n, 166, 479, 532
- Flandin, Pierre-Etienne (Ministre français des Finances), 176, 359, 372, 376, 377
- Fleischmann, Carlo (Marchand suisse de céréales, Expert de l'Administration fédérale des Blés; Consul général de Roumanie à Zurich), 393, 419, 420
- Flückiger, Ernst (Secrétaire de l'Association de la presse suisse, journaliste au *St. Galler Tagblatt*), 897 n
- Flückiger, Gottlieb (Directeur de l'Office vétérinaire fédéral), 346, 420
- Fonjallaz, Arthur (Colonel; Chargé de cours à l'Ecole des sciences militaires), 854 et n, 855, 856
- Fontanel, Emile (Secrétaire de légation à la Légation de Suisse à Berlin, puis à celle de Varsovie), 365
- Forges-Davanzati, Roberto (Journaliste, Directeur de la *Tribuna* de Rome), 286
- Forrer, Ludwig (Ancien Conseiller fédéral), 189
- Fouad I^e, Ahmed (Roi d'Egypte), 331 n, 332, 821, 822, 860
- Fouché, Joseph, Duc d'Otrante (Ministre de la Police du Directoire, puis du Consulat, enfin du I^e Empire), 591
- Fougère, Etienne (Député français, Président de la Commission des douanes de la Chambre), 29, 30
- Fountain, Sir Henry (Chef de la Section des traités au Ministère britannique du Commerce), 146, 212, 213
- Franchetti, Leonardo (Emissaire de la Police italienne), 341
- Franck, Louis-Marie-François (Gouverneur de la Banque d'Emission belge), 648 n, 719
- François-Albert, voir Albert, François
- François-Poncet, André (Ambassadeur de France à Berlin), 441 et n, 504 et n, 505
- Francqui, Emile (Ministre d'Etat belge), 700 et n, 751
- Frank, Felix (Ministre d'Autriche à Berlin), 196 et n
- Fraser, Léon (Citoyen américain, Vice-président de la Banque des règlements internationaux), 459 n
- Frédéric-Auguste III (Ex-Roi de Saxe), 258 et n
- Frère, Maurice (Conseiller français auprès de la Banque nationale autrichienne), 609
- Frölicher, Hans (Premier secrétaire à la Division des Affaires étrangères du Département politique, puis Secrétaire de légation à la Légation de Suisse à Berlin), 8, 9, 140 n, 455 n, 584 n, 762, 772, 777, 779 n, 798, 810 et n
- Fromageot, Henri (Juge à la Cour permanente de Justice internationale), 115 et n
- Fumasoli, Mario (De la Division du Commerce du Département de l'Economie publique, puis de la Division des Affaires étrangères du Département politique, enfin Secrétaire de légation à la Légation de Suisse à Buenos Aires), 10 n, 106 n, 775 n
- Funder, Friedrich (Rédacteur en chef du *Reichspost* de Vienne), 88

- Gandhi, Mohandas Karamchand (Philosophe et homme politique indien), 286, 287 et n
- Garbasso, Carlo (Ancien Ministre d'Italie à Berne), 325 et n
- Garobbio, Aurelio (Tessinois, membre de l'Adula) 266 et n, 286
- Gassmann, Arnold (Directeur général des Douanes), 10, 11, 106, 107, 130, 206 et n, 207, 360 et n, 669 n, 845, 889 et n
- Gauss, Friedrich (Directeur ministériel au Ministère des Affaires étrangères du Reich), 9
- Gazel, Armand (Sous-Directeur des Relations commerciales au Ministère français des Affaires étrangères), 889
- Geigy, Johann Rudolf, AG (Société chimique à Bâle), 731, 733, 763
- Goebbels, Joseph (Ministre de la Propagande du Reich), 140, 141, 142, 144, 811 n, 836 n, 837, 838, 878, 879, 884
- Goering, Hermann (Ministre de l'Air du Reich et Premier Ministre de Prusse), 587 et n, 613 n, 878, 879
- Golay, Maurice (Directeur général de la Société de Banque suisse), 849, 850
- Gorgé, Camille (Chef de section au Département politique), 537, 539
- Gozzi, Enrico (Emissaire fasciste italien à Vienne), 87
- Graber, Ernest-Paul (Conseiller national de Neuchâtel, Secrétaire du Parti socialiste suisse, Rédacteur de la *Sentinelle*), 898 n
- Graham, Sir Ronald William (Ambassadeur de Grande-Bretagne à Rome), 616 et n
- Graham, William (Ministre britannique du Commerce), 146 et n, 147, 212, 213
- Grandi, Dino (Ministre italien des Affaires étrangères puis Ambassadeur à Londres), 73 n, 86 et n, 134, 215, 266, 267, 285, 286, 287, 382, 474, 573
- Grazzi, Umberto (Vice-consul à St-Gall, puis Secrétaire au Bureau de politique économique du Ministère italien des Affaires étrangères), 33, 515
- Grimm, Robert (Conseiller national de Berne), 67 n, 546 et n
- Gruner, Heinrich Eduard (Ingénieur à Bâle), 332
- Guidone, Luca (Policier italien), 30 n, 32
- Gunscher, Rodolfo (Antifasciste italien), 542 et n
- Gustloff, Wilhelm (*Landesgruppenleiter* du parti national-socialiste allemand en Suisse), 584 n
- Gut (De la Banque Schoop, Reiff & Co. de Zurich), 739
- Habsbourg (Famille), 79 n, 85, 88
- Häberlin, Heinrich (Conseiller fédéral, Chef du Département de Justice et Police), 38, 40 n, 65 n, 78, 91, 112 n, 115 n, 119, 131 n, 134, 177, 190, 202 n, 207 n, 224 et n, 231 n, 306, 310 n, 341, 385, 386, 399, 405, 412 et n, 425 n, 471, 481 n, 525, 526, 534, 535 n, 536, 542, 543, 551 n, 565, 566, 573, 579, 583, 590, 593, 595 n, 599 et n, 600 n, 602, 612, 614, 617 et n, 618, 621, 623 n, 624 n, 630 n, 719, 744 n, 746 n, 779 n, 780, 781 n, 790, 804, 806 n, 814 n, 818, 833, 854 n, 856 n, 865, 882, 888
- Häberlin, Hermann (Conseiller national de Zurich), 310 et n, 311, 539
- Hämmerle, Josef (Député au Landtag; Chef du contrôle de la broderie au Vorarlberg), 464
- Hagemann, Werner (Fonctionnaire au Ministère de l'Economie du Reich), 403, 404, 405, 409, 411 n, 431 n, 474, 479 n, 669, 670, 683, 847 n
- Haguenin, Eric (Directeur général des contributions indirectes au Ministère français des Finances), 359, 368 et n, 377
- Hailé Sélassié I^{er} (Empereur d'Ethiopie depuis 1930; auparavant Ras Tafari), 124 et n, 125, 179 et n, 180, 182, 183, 379, 653, 654
- Hainisch, Michael (Ministre autrichien du Commerce), 23 et n
- Hall, Frédéric (Homme d'affaires; conseiller de l'Empereur d'Ethiopie), 124 et n, 179 et n, 180, 378, 379, 380, 653, 654 et n, 843
- Haller, Gaston de (Secrétaire de l'Association suisse des banquiers), 771 et n, 849
- Hellpach, Willy Hugo (Professeur et député au Reichstag), 142 et n
- Henderson, Arthur (Ministre britannique des Affaires étrangères; Président de la Conférence du Désarmement), 3, 4, 15, 16, 17, 18, 151, 196, 200, 496, 497 n, 691, 696 et n
- Henkel & Co. (Société bâloise), 761
- Hermes, Andreas (Député au Reichstag; Président de la Confédération des Associations paysannes d'Allemagne), 176
- Herriot, Edouard (Président du Conseil français, puis Président de la Commission des Affaires étrangères de la Chambre des Députés), 401 n, 407, 441, 442, 496, 504 et n, 505, 647 et n, 728, 841
- Hess, Rudolf (*Stellvertreter* du Führer), 878
- Hignette, Marcel (Attaché commercial de l'Amambassade de France à Berne), 337, 889
- Hindenburg, Paul von Beneckendorff und von (Président du Reich), 502 et n, 503, 504, 505, 588 n, 622, 887
- Hirschfeld, Hans-Max (Directeur général du commerce et de l'industrie au Ministère hol-

- landais de l'Economie nationale et du Travail), 366
- Hitler, Adolf (Chancelier du Reich), 89, 90 et n, 142, 442, 503, 505, 588 n, 589, 596 et n, 597, 614, 617, 622, 656, 781 n, 810, 812, 813, 877, 878, 879
- Hochstrasser, J.J. (Société suisse établie en Turquie), 561
- Hodler, Armin (Président de l'Office suisse pour les créances en Roumanie), 51, 260, 261
- Hodler, Emile (Directeur suisse de la Banque ottomane), 560, 561
- Hoetzsche, Otto (Historien; membre du Reichstag), 529
- Hoffinger, Max (Ministre d'Autriche à Berne), 490
- Holle, Hugo (Citoyen chilien; secrétaire de la Chambre de Commerce chilienne en Suisse), 737, 774
- Holten, Carl von (Secrétaire à la Légation d'Allemagne à Berne), 593 et n
- Homberger, Heinrich (Secrétaire du Vorort de l'Union suisse du commerce et de l'industrie), 221 n, 333 n, 413 n, 431 n, 650 et n, 694, 799 n
- Hoo Che-shy (Du Service du protocole du gouvernement chinois à Nankin), 562
- Hoover, Herbert Clark (Président des Etats-Unis), 47, 196 n, 199 et n, 200, 201, 202, 218 n, 237 et n, 398 n, 495, 538, 539, 689
- Hoppenot, Henri (Charge d'Affaires à l'Ambassade de France à Berne), 652 et n, 681
- Horthy de Nagybánya, Miklós (Régent de Hongrie), 88 et n
- Hotz, Jean (Vice-directeur de la Division du Commerce du Département de l'Economie publique), 29, 183 n, 330, 637, 667, 721, 731, 774, 833, 852
- Houriet, Raoul (Juge suisse au Tribunal mixte du Caire), 332
- Howald, Oskar (Membre du Secrétariat de l'Union suisse des Paysans), 177
- Hsiang Tsing-fah (Hsiang Chung-fa) (Secrétaire général du Parti communiste chinois), 513
- Huber, Max (Conseiller juridique du Département politique), 292, 315, 317 n, 318 n, 537
- Hugenberg, Alfred (Ministre du Reich de l'Economie, du Ravitaillement et de l'Agriculture), 683, 740 et n, 814 et n
- Huggler, August (Conseiller national de Berne, Secrétaire du Parti socialiste suisse), 617 n, 622
- Hugo, Victor (Ecrivain français), 441
- Hu Han-min (Président du Conseil législatif de la République chinoise), 288
- Hulftegger, Otto (Secrétaire du Vorort de l'Union suisse du commerce et de l'industrie), 268, 272, 308 n, 335 n, 422 n, 439 n, 448 n, 748 n
- Humbert de Savoie (Prince héritier d'Italie), 113 n
- Humbert-Droz, Jules (Communiste suisse), 530 et n
- Ibañez, Carlos (Ancien Chef de l'Etat chilien), 461 n
- Imhof, Ferdinand (Consul de Suisse à Venise), 375
- Imperiali, Francesco (Citoyen tessinois), 30 n, 470 et n, 472
- Imrédy, Bela de (Ministre des Finances de Hongrie), 853
- Isler, Johann Lukas (Consul général de Suisse à Shanghai), 4, 38 et n, 125, 720
- Jaberg, Paul (Directeur général de l'Union de Banques suisses), 684, 686, 694, 699, 708, 714, 716, 717, 719, 722
- Jaccard, Gaston (Secrétaire à la Division des Affaires étrangères du Département politique), 392 n, 849 et n
- Jacques, Marcel (Communiste suisse), 530 et n
- Jäger, Maximilian (Ministre de Suisse à Vienne), 255, 259, 490, 566 n
- Jäger, Theodor (Vice-président de l'Association suisse des banquiers), 571 n
- Jenny, Conrad Caspar (Conseiller de légation à la Légation de Suisse à Vienne, puis Charge d'affaires a.i. à Athènes), 85 et n, 88 n, 182 et n, 364 n
- Jöhr, Adolphe (Membre de la Direction générale du Crédit suisse), 111, 428, 686, 706, 707, 709 et n, 722, 724, 725 et n, 726, 739, 740, 741, 749 n, 809, 810, 815, 828, 829, 844 et n, 914 n, 915
- Joniteșcu, Pompiliu (Réprésentant de la Municipalité de Bucarest), 162
- Jorstad, Lars Jakob Hvinden (Greffier-adjoint de la Cour permanente de justice internationale), 115 et n
- Jouvenel, Henry de (Ambassadeur de France à Rome), 574, 616 et n
- Jouvet, Robert (Secrétaire de la Chambre genevoise du commerce et de l'industrie), 114 et n, 203 et n
- Julliard, Robert (Membre du Comité directeur de l'Association de secours mutuels et de protection des intérêts suisses en Russie), 547 n
- Jung, Guido (Ministre italien des Finances), 751

- Junod, Edgar (Directeur de la *Tribune de Genève*), 757 n
- Kaas, Ludwig, Mgr. (Président du «Zentrum» allemand), 142
- Kanya, Koloman de (Ministre de Hongrie à Berlin, puis Ministre hongrois des Affaires étrangères), 611 et n
- Kappeler, Franz (Juriste à la Division des Affaires étrangères du Département politique), 339, 378, 779 n
- Karrer, Bruno (*Regierungsrat*; Président de la Commission pour l'encouragement de la broderie du Vorarlberg), 464, 553
- Kellenberger, Eduard (Suppléant du Directeur de l'Administration des finances du Département des Finances et des Douanes), 849
- Kellogg, Frank Billings (Ancien Secrétaire d'Etat américain; initiateur du Pacte de renonciation à la guerre), 16, 17, 316, 321 et n, 655
- Kissling, Walter (Colonel; Secrétaire du Département militaire), 539
- Kloeti, Emil (Conseiller aux Etats et Président de la Ville de Zurich), 178
- Koc, Adam (Sous-secrétaire d'Etat au Ministère polonais des Finances), 751
- Koechlin, Carl (Directeur et Président du Conseil d'administration de Geigy), 763, 767 n
- König, Hans (Directeur de la Lebensversicherungs- und Rentenanstalt de Zurich), 722, 739 n, 815, 816 n, 915
- König, Richard (Conseiller national bernois), 539
- Koepke, Gerhard (Directeur ministériel au Ministère des Affaires étrangères du Reich), 257
- Koller, Ernst (Ingénieur suisse, Directeur de la S.A.V.A. [Neuhausen] à Venise), 375
- Koo, Wellington (Ministre chinois des Affaires étrangères, puis Ministre de Chine à Paris), 289
- Kreuger, Ivar (Industriel et financier suédois), 717
- Krohn, Johannes (Secrétaire d'Etat au Ministère du Travail du Reich), 777 n
- Küng & Rosenberg, (Maison d'importation zurichoise), 533 n
- Küpfer, Albert (Consul général de Suisse à Santiago du Chili), 307, 603, 605 n, 776, 833, 834, 835
- La Baume, Joseph Marie Robert Renom de (Sous-directeur des relations commerciales au Ministère français des Affaires étrangères), 803
- Laboulaye, André Lefebvre de (Sous-directeur des affaires d'Europe, puis Directeur-adjoint des affaires politiques et commerciales au Ministère français des Affaires étrangères), 556
- Labouray, voir Labouret, Albert-Camille Jacques
- Labouret, Albert-Camille Jacques (Chef de bureau à la Sous-direction Europe du Ministère français des Affaires étrangères), 370 et n, 372, 373, 374
- Laesser, Werner (Directeur de l'Administration des blés du Département des Finances et des Douanes), 424 n, 425, 435 n, 436, 756 et n
- Lagarde, Duc d'Entotto, Comte de (Ministre plénipotentiaire de l'Empire d'Ethiopie, accrédité auprès de la SDN), 124 n, 379
- Lampson, Sir Miles Wedderburn (Ministre de Grande-Bretagne en Chine), 39, 355
- Lanzetti, Giuseppe (Professeur à Varese), 550
- Lardy, Etienne (Consul général et Chargé d'Affaires de Suisse à Shanghai), 313, 353, 357 n, 453, 512, 562, 719, 720 et n
- La Roche, Robert (Président de l'Association suisse des banquiers, Sous-directeur du Crédit commercial à Paris), 433 n, 800 n
- Laur, Ernst (Professeur; Directeur de l'Union suisse des paysans), 71 n, 97, 106, 108, 117, 197 n, 209, 238 n, 261 et n, 262 n, 383, 406 n, 474, 488, 669 n, 682 et n, 683 n, 694, 695, 696, 701 et n, 702, 714, 715, 716, 719, 722, 725, 814, 845, 862, 889 et n, 917 n
- Laval, Pierre (Président du Conseil français), 144 n, 237 et n
- Lebrun, Albert (Président du Sénat, puis Président de la République française), 342
- Lecuyer, Ernest (Administrateur à la Direction générale des douanes françaises), 889
- Lesage, Jean-Maurice (Directeur au Ministère français de l'Agriculture), 889
- Liechti, Ernst (Marchand suisse de céréales, Expert de l'Administration fédérale des blés), 419, 420
- Lienert, Meinrad Gero (Directeur de l'Office suisse d'expansion commerciale), 736
- Li Lie-san (Dirigeant communiste chinois), 513
- Lindberg, Charles Augustus (Aviateur américain), 791
- Lindsay, Sir Ronald (Ambassadeur de Grande-Bretagne à Washington), 201
- Lipski, Josef (Ministre de Pologne à Berlin), 879 et n, 880
- Lloyd George, David (Député à la Chambre des Communes), 21 n, 23
- Logoz, Paul (Professeur; Conseiller national;

- Agent de la Confédération dans l'affaire des zones franches), 25, 34, 93 et n, 94 n, 102 et n, 114, 115 et n, 116, 117, 118, 119, 120, 128, 204, 352 n, 446, 483, 556, 575, 576, 660, 662, 757, 758, 820, 912
- Lombard, Odier et Cie (Banquiers à Genève), 915 n
- López Oliván, Julio (Ministre d'Espagne à Stockholm; Arbitre dans la question des zones franches), 758 n, 819 n, 857 n, 866 n, 916 n
- Loriol, Gaston de (Colonel Commandant de corps), 539
- Lo Wen-kan (Ministre chinois des Affaires étrangères), 454, 562, 563
- Ludin, Hans (Lieutenant de la Reichswehr), 90 n
- Ludwig, Emil (Ecrivain allemand, naturalisé suisse, établi à Ascona), 381, 922
- Luisoni (Hôtelier suisse à Venise), 376
- Lunatcharsky, Anatoly Vasilievich (Commissaire du peuple à l'Instruction publique de l'URSS), 149 et n
- Lustenberger, Maurice (De l'Union suisse du fromage), 570
- Luther, Hans (Président de la Reichsbank), 110, 213, 215, 219, 246, 684 n
- Lutz, Balthasar-Antoine (Tailleur bavarois), 32 n
- Lyon, Jacques (Jurisconsulte du Ministère français des Affaires étrangères), 6, 9
- Lytton, Victor Bulwer-Lytton, Comte de (Délégué de l'Empire britannique à la SdN; Président de la Commission d'Etude de la SdN en Mandchourie (1932), 455
- MacDonald, James Ramsay (Premier Ministre britannique), 3, 4, 17 et n, 196, 200, 201, 202, 227 n, 497 et n, 498, 611 et n, 616, 617, 643, 644, 645 et n, 647 et n, 653 n, 691, 692 et n
- Madariaga, Salvador de (Ambassadeur d'Espagne à Paris), 641
- Madgearu, Virgil (Ministre roumain des Finances), 868 et n, 869
- Maglione, Luigi, Mgr. (Nonce apostolique à Paris), 714
- Manfredi, Umberto (Major italien à Vienne), 87
- Mao Tsé-toung (Dirigeant communiste chinois), 514
- Marchi, Giovanni (Ministre d'Italie à Berne), 33, 82, 134 et n, 286, 325 n, 340 n, 381, 405, 406 et n, 412, 468, 469 et n, 579, 855, 856 n
- Marcilly, Henri Chassain de (Ambassadeur de France à Berne), 26 et n, 35, 66 n, 191, 194 n, 395, 490, 556 n, 557, 575, 662
- Marconi, Guglielmo (Savant italien, Président de l'Académie d'Italie), 791
- Marie-Thérèse de Habsbourg (Archiduchesse d'Autriche et Impératrice, Reine de Hongrie et de Bohême), 182
- Martignoli, Carlo (Juge de paix à Lodrino), 78, 121 et n
- Martignoni (Citoyen suisse, Directeur de la S.A.V.A. [Neuhausen] à Venise), 375
- Martin, François-Henri (Ministre de Suisse à Istanbul), 40 et n, 41, 48 et n, 49, 50 n, 55, 106, 107 et n, 108, 109 et n, 491, 492 n, 557, 560 n, 675, 821 et n, 859 et n, 905, 927, 928
- Martin, Paul-Edmond (Professeur et Archiviste d'Etat à Genève; Expert de la Confédération dans l'affaire des zones), 144, 145 n, 660, 757 n, 819 n, 858, 859, 911
- Martin, William (Rédacteur de politique étrangère au *Journal de Genève*. Frère du Ministre François-Henri Martin), 537, 821
- Martin, William (Président de la Chambre genevoise d'agriculture), 113 n
- Marucci, Giovanni (Vice-consul d'Italie à Lausanne), 550
- Massigli, René (Directeur-adjoint des Affaires politiques et commerciales au Ministère français des Affaires étrangères), 647
- Maze, Sir Frederic (Citoyen britannique; Inspecteur général des douanes chinoises), 453, 454
- Mazzini, Giuseppe (Révolutionnaire républicain italien), 32 n, 121
- Meister, Martin (Secrétaire de l'Union syndicale suisse; Président de la Fédération des ouvriers sur bois et du bâtiment), 617 n, 620
- Mellon, Andrew William (Secrétaire au Trésor américain, puis Ambassadeur des Etats-Unis à Londres), 202
- Mendelssohn & Co. (Banquiers à Amsterdam), 511
- Ménélik II (Empereur d'Ethiopie), 124 n
- Messmer, Jean, S.A. (Entreprise genevoise de transports internationaux), 364
- Meyer, Albert (Conseiller fédéral, Chef du Département de l'Intérieur), 4 n, 78 n, 118, 120, 191, 374, 386, 399, 409 n, 430, 472, 517, 527, 534, 566, 744, 745, 818
- Meyer, 722, 725 n
- Meyer, Franz (Du Conseil d'Administration de la Lebensversicherungs- und Rentenanstalt de Zurich), 722 n
- Miescher, Rudolf (Conseiller d'Etat à Bâle et Conseiller national), 8, 10
- Milch, Erhard (Secrétaire d'Etat au Ministère de l'Air du Reich), 586 et n
- Minger, Rudolf (Conseiller fédéral, Chef du

- Département militaire), 18 n, 83, 119, 120, 128, 130, 144 n, 173 n, 191, 207 n, 224, 226, 234, 239 et n, 310 n, 312 n, 386, 387, 399, 422 n, 424, 425 n, 428 et n, 429, 430, 472, 509, 526, 527, 534, 535 et n, 536, 543, 565, 818, 843 n, 854 et n
- Mironesco, Georges (Membre du Gouvernement roumain; Président du Conseil d'Administration de Sulzer en Roumanie), 784, 785 n
- Moerikofer, Peter (Membre du Comité directeur de l'Association de secours mutuel et de protection des intérêts suisses en Russie), 547 n
- Montagu, Collet Norman (Gouverneur de la Banque d'Angleterre), 200, 201
- Moras, Ernest de (Vice-consul de Suisse à Santiago du Chili), 602, 603, 834
- Morel-Vischer, Auguste (Banquier et Président du «Comité Balkans» de l'Association suisse des banquiers), 42 n, 162 et n
- Moret, Clément (Gouverneur de la Banque de France), 648 et n, 717
- Morgan, John Pierpont & Co (Banquiers à New York), 53 n, 807
- Moriaud, Alexandre (Conseiller d'Etat genevois, Chef du Département des Finances et des Contributions), 384 n
- Moro-Giafferi, Vincent de (Avocat français), 113
- Moser-Schaer, Franz (Conseiller national; Président de l'Union suisse des paysans), 71 n, 238 n
- Motta, Giuseppe (Conseiller fédéral, Chef du Département politique), 1, 4, 5 n, 7, 8, 9, 15, 16, 17, 25, 26 et n, 27 n, 28 et n, 29 n, 30, 34, 35 n, 38, 48, 49, 50, 55, 57, 64 et n, 66 et n, 67 n, 71, 72 et n, 74 n, 75, 76, 81, 83, 85, 89, 91, 92, 93, 99 et n, 102 et n, 110, 112 et n, 113 et n, 115 et n, 116, 119, 120 et n, 122 et n, 126 n, 127 et n, 128, 130, 131 n, 132 et n, 133 et n, 140, 144, 145 n, 150, 151, 156 et n, 160 et n, 162, 166 n, 168 n, 170, 171 et n, 173 n, 177, 178 n, 179 n, 181, 189, 190, 191, 192 et n, 193 et n, 194, 196, 197, 199, 202, 203, 204, 205, 209, 215 et n, 216 n, 217, 224 et n, 226, 235 et n, 239 et n, 249 n, 252 n, 255 et n, 260, 265, 266 n, 267 n, 285, 292 et n, 310 n, 313, 315 et n, 316 n, 317 et n, 318 et n, 324 et n, 325 n, 339, 340, 342 et n, 352 n, 353 et n, 356, 368 n, 370, 374 n, 375, 380, 381 n, 383, 385, 387, 391, 394, 400, 401, 402, 405, 406 n, 409 n, 412 et n, 422 n, 428, 430, 433, 441, 449 n, 455, 460, 463, 468, 469 et n, 471, 472, 481, 486 et n, 487, 488 et n, 490, 494 et n, 496 et n, 500, 502 et n, 504 et n, 517, 527, 533, 534, 536, 537, 538, 542, 543, 545, 547, 548, 549 n, 550, 551 n, 556 et n, 559, 562, 564, 566, 571, 572 n, 573, 574, 575, 576 et n, 577, 578, 579, 582, 583, 584, 590 et n, 591 n, 592, 595, 598, 599, 600, 602, 607, 608, 610 et n, 612 et n, 616 et n, 617 n, 636 et n, 639, 641, 642, 644, 647, 650 et n, 652 n, 653, 654 et n, 655, 660, 674, 681, 684, 686, 690, 691 n, 694, 697, 699, 706 n, 708 n, 709 n, 712, 713, 714 n, 719, 727 et n, 729 n, 734, 735 n, 739 n, 741, 744, 745, 750, 755 n, 757 et n, 758 et n, 762, 763 n, 768, 772, 780, 781 n, 783 et n, 790, 791, 798, 801 et n, 802 et n, 804, 806 n, 808, 810, 811 n, 814 n, 815 et n, 817 et n, 819, 821 et n, 823 et n, 825 n, 835 et n, 836 n, 838 n, 839 et n, 843 et n, 844 n, 849, 850, 854 n, 855, 856 et n, 857, 859, 860 et n, 861, 862, 863, 864, 865 et n, 868, 870 et n, 875, 876 et n, 878 n, 880 et n, 881 n, 882 et n, 886 n, 887, 888, 897, 898 n, 899, 902 et n, 903 et n, 904 n, 906 et n, 911 et n, 915 et n, 917 et n, 920, 924, 927
- Moustafa Kémal Atatürk (Président de la République turque), 557
- Müller, Adolf (Ministre d'Allemagne à Berne), 140 et n, 242 et n, 243 et n, 251 n, 252 n, 275, 276 et n, 302 et n, 323 et n, 324, 403, 410 et n, 613 n, 814 et n
- Müri, Hermann (Conseiller national d'Argovie), 241 n
- Murray, Gilbert (Helléniste anglais, Professeur à Oxford), 497
- Mussolini, Benito (Chef du Gouvernement italien, Ministre des Affaires étrangères depuis 1932), 73 et n, 74, 75, 77, 86, 87, 88, 121, 127, 215 et n, 216 et n, 217, 286, 325, 341, 375, 380, 381 et n, 382, 412, 468, 474, 545 et n, 546, 550, 574, 579, 582, 598, 599, 600, 601, 602, 611, 612 et n, 616, 617, 650 et n, 651 n, 656 et n, 692 n, 762 et n, 791, 842, 854 et n, 855, 856 et n, 878, 880, 881, 882, 902 et n, 903 et n, 904
- Musy, Jean-Marie (Conseiller fédéral, Chef du Département des Finances et des Douanes), 7, 24 et n, 25, 51 n, 63, 91, 92, 93, 95 n, 110 n, 115 n, 119, 120, 123 n, 132 n, 136 n, 171 n, 177, 178, 191, 247, 270 n, 283 n, 374 n, 383 et n, 384 n, 385, 388, 395, 397, 399 et n, 400, 401, 402 et n, 407, 418, 425 n, 428, 429, 430, 435, 439, 458 et n, 460, 462, 463, 465, 473, 490 n, 509, 510, 528, 529 n, 534, 535 n, 536, 537 n, 543, 565, 566, 592 n, 657, 659 n, 671, 678 n, 694, 696, 697, 698, 699, 700, 711 n, 752 n, 756, 814 n, 817 n, 826 n, 854 n, 856 n, 892 n, 895, 910 n, 923

- Nadolny, Rudolf (Délégué allemand à la Conférence pour la réduction et la limitation des armements), 642 et n
- Naef, Martin (Membre du Comité directeur de l'Association de secours mutuel et de protection des intérêts suisses en Russie; ancien Conseiller d'Etat à Genève), 547 n
- Nahas, Moustafa, Pacha (Président du Conseil et Ministre de l'Intérieur égyptien), 60
- Naki, Bey (Directeur des affaires commerciales au Ministère turc de l'Economie nationale), 493
- Nansen, Fridtjof (Explorateur et homme politique norvégien; fondateur de l'Office Nansen pour l'aide aux réfugiés), 899 n
- Napoleon I^e, Bonaparte (Empereur des Français), 591
- Napoleon III (Empereur des Français), 441
- Nessimou, Dedjiazmatch (Gouverneur général de la province éthiopienne du Baley), 653, 654
- Neurath, Constantin, Freiherr von (Ministre des Affaires étrangères du Reich), 504 et n, 585 et n, 741, 742, 811 n, 812, 817, 823 et n, 824, 825 et n, 836 n, 837, 838, 851, 875, 878 et n, 884, 885, 887
- Nicklas (Conseiller ministériel du Reich), 683
- Nicole, Léon (Conseiller national et Conseiller d'Etat genevois; Rédacteur en chef du *Travail*), 899 et n, 902 n, 912
- Niggli, Theophil (Secrétaire de l'Association des Fabricants suisses de soieries), 291 n
- Nobile, Umberto (Général et explorateur italien), 792
- Nobs, Ernst (Conseiller national de Zurich; Rédacteur en chef du *Volksrecht*), 898 n
- Northcliffe, Alfred Charles W. Harmsworth, Vicomte de (Propriétaire de presse britannique), 88 n
- Notari, Umberto (Journaliste, Directeur de la *Sera* de Milan), 286
- Noulens, (Pseudonyme du délégué du Komintern en Chine), 314 et n, 513
- Nouman, Ménemenly-Zadé, Bey (Sous-secrétaire d'Etat turc aux Affaires étrangères), 493, 559, 560
- Obermayr, Andreas (Père d'Emil), 32 et n
- Obermayr, Emil (Déetective privé à St-Gall), 30 n, 32 n
- Oda, Yorozu (Professeur; ancien Juge japonais à la Cour permanente de justice internationale), 144
- Oeri, Jakob Albert (Rédacteur en chef des *Basler Nachrichten*; Conseiller national de Bâle-Ville), 835 n, 839 n
- Orsenigo, Cesare, Mgr. (Nonce apostolique à Berlin), 258, 921 et n
- Ottlet (Citoyen belge), 5 n
- Otto de Habsbourg, Prince (Fils de Charles I^r, prétendant à la couronne de Hongrie), 86 et n, 88
- Pacciardi, Randolfo (Antifasciste italien), 468 et n, 472, 542, 543, 551, 573, 574, 579, 580, 582, 584, 590, 601
- Paganon, Joseph (Sous-secrétaire d'Etat au Ministère français des Affaires étrangères), 441
- Panella, Giuseppe (Citoyen italien), 32
- Papen, Franz von (Chancelier, ensuite Vice-chancelier du Reich), 502, 503, 504, 505, 683, 878
- Paravicini, Charles R. (Ministre de Suisse à Londres), 1, 9, 15 n, 39 et n, 146, 151, 199, 212 et n, 227, 235, 494, 690, 714, 715, 903 et n
- Paréjas, Edouard (Géologue suisse, Professeur à Nankin), 515
- Parini, Piero (Journaliste; Directeur général des Italiens à l'Etranger), 286 et n, 341
- Parini-Colombi, Rosetta (Co-fondatrice de *L'Adula*; femme de Piero), 286 et n
- Parodi, André (Secrétaire à la Division du Commerce du Département de l'Economie publique), 694, 714
- Patenôtre, Raymond (Sous-secrétaire d'Etat au Ministère français de l'Economie nationale), 841
- Paul-Boncour, Joseph (Ministre français des Affaires étrangères), 102 n, 103 n, 607, 617, 643, 647 n, 656, 713, 801, 802, 840, 841, 842, 869
- Pauletto, Casimiro (Citoyen italien), 32
- Pauletto, Rosario (Menuisier, fils de Casimiro), 32
- Pavelic, Ante (Chef nationaliste croate), 87
- Pentimalli, Natale (Colonel, ancien Attaché militaire italien à Berne), 325 et n, 340 n
- Péquignot, Eugène (Secrétaire du Département de l'Economie publique), 819 n, 862
- Perrier, Ernest (Conseiller d'Etat et Conseiller national fribourgeois), 539
- Perrone, Adolfo (Lieutenant-colonel, Attaché militaire italien à Berne), 340 n
- Pesmazoglou, Georges (Ministre grec de l'Economie nationale), 785, 786
- Pessôa, Epitacio da Silva (Juge brésilien à la Cour permanente de justice internationale), 117

- Peter, Francis J. (Juge suisse au Tribunal mixte du Caire), 332
- Peter, Marc (Ministre de Suisse à Washington), 678, 735 n
- Petersen, Carl (2^e Bourgmestre de Hambourg), 505
- Pfister, Bruno (Conseiller national de Saint-Gall), 464 et n, 553
- Pfister, P. (Homme d'affaires suisse en Turquie) 560, 561
- Picot, Albert (Conseiller d'Etat genevois, Chef du Département du Commerce, de l'Industrie et Militaire), 912
- Pictet, Paul (Président de l'Association pour le maintien des zones de 1815 et 1816), 202 et n, 203, 204, 557
- Piffl, Friedrich Gustav (Cardinal autrichien), 87
- Pignatti Morano di Custoza, Bonifacio, Comte (Ancien Ministre d'Italie à Berne), 325 et n, 340 n
- Pilet-Golaz, Marcel (Conseiller fédéral, Chef du Département des Postes et des Chemins de fer), 63 n, 117, 120, 131 n, 171 n, 174 n, 190, 191, 203, 204, 386, 398, 429, 430, 473, 508, 509, 526, 528, 533, 534, 535 n, 536, 543, 565, 576, 577 et n, 602, 607, 652 n, 744 n, 818 et n, 833, 864
- Pilotti, Massimo (Jurisconsulte du Ministère italien des Affaires étrangères), 6, 9
- Pilsudska, Madame, 501
- Pilsudski, Jozef (Premier Maréchal de Pologne, Ministre de la Guerre), 57 n, 500 et n, 501
- Platten, Fritz (Communiste suisse établi en URSS), 314 n
- Poincaré, Raymond (Ancien Président de la République et du Conseil français), 77
- Politis, Nicolas Socrate (Ministre de Grèce à Paris, Délégué à la SdN), 83, 181 et n, 182, 183
- Porchet, Ferdinand (Conseiller d'Etat vaudois), 694 et n
- Posse, Hans Ernst (Directeur ministériel au Ministère de l'Economie du Reich), 138, 233, 242, 243, 244, 245, 246, 247, 248 et n, 249 et n, 250, 256, 257, 326, 327, 826
- Potterat, Louis (Professeur à l'Ecole polytechnique fédérale, puis Directeur de l'Ecole polytechnique égyptienne), 332
- Pradella, Erminia (Citoyenne italienne), 32
- Priess (Homme d'affaires allemand en Turquie), 560, 561
- Pury, Arthur de (Ministre de Suisse à La Haye), 5 n, 115, 144, 771, 913, 914 n, 927
- Pury, Gérard de (Secrétaire général de la Chambre de commerce suisse à Paris), 734, 800 n
- Quo Tai-chi (Représentant à Shanghai du Ministère des Affaires étrangères de Nankin, puis Ambassadeur de Chine à Londres et Délégué à la SdN), 355, 357
- Regensburger, Ernst (Correspondant de la *Neue Zürcher Zeitung* à Berlin), 326
- Reichardt, Wolfgang (Directeur ministériel au Ministère de l'Economie du Reich), 658
- Reinhard, Ernst (Conseiller national de Berne; Président du Parti socialiste suisse), 617 et n, 619
- Renault (Usines d'automobiles à Billancourt), 909
- Renggli, Paul (Directeur de l'Office fédéral de l'industrie, des arts et métiers et du travail), 702 n
- Revaclier, David (Vice-président de la Chambre genevoise d'agriculture), 113 n
- Reynold, Gonzague de (Ecrivain suisse; membre de la Commission de coopération intellectuelle de la SdN), 902 et n
- Rezzonico, Clemente Alberto (Secrétaire de légation à la Légation de Suisse à Londres), 228
- Rham, Etienne de (Secrétaire de l'Association suisse des banquiers), 42 n
- Rieser (Citoyen suisse, Administrateur commercial de la S.A.V.A. [Neuhausen] à Venise), 375
- Rist, Charles (Economiste français; Sous-gouverneur honoraire de la Banque de France; Conseiller technique de la Banque nationale roumaine), 43 n, 50 et n, 51, 699, 751
- Ritter, Karl (Directeur ministériel à l'Office des Affaires étrangères du Reich), 99, 100, 101, 103, 138, 192, 233, 247, 248, 249, 250, 252, 253, 256, 257, 258, 259, 276, 282, 283, 302, 324, 670, 740, 742 et n, 782, 826, 896
- Riva, Francesco (Citoyen italien, employé à Lugano), 550
- Rivetti, Ermanno (Industriel lainier à Biella), 766
- Rizzoli, Arturo (Citoyen italien), 33 et n
- Rochat, Charles-Antoine (1^{er} Secrétaire à l'Ambassade de France à Rome puis Chef de bureau à la Sous-direction d'Europe au Ministère des Affaires étrangères), 802
- Rochat-Cenise, Charles (Journaliste au journal *Le Rempart*), 861
- Roda, Graziella (Informatrice de la Police politique italienne), 601 et n

- Rohr, Hans-Joachim von (Secrétaire d'Etat au Ministère de l'Economie du Reich), 683
- Rolland, Romain (Ecrivain français vivant à Villeneuve), 627
- Rollin, Louis (Ministre français du Commerce et de l'Industrie), 338 et n, 359, 368, 372
- Romm, Wladimir (Journaliste russe de l'Agence Tass), 91 et n, 92, 93
- Roosevelt, Franklin Delano (Président des Etats-Unis), 647 et n, 648, 653 et n, 665, 689, 692, 751 et n, 803, 805
- Roost, Heinrich (Colonel, Chef du Service de l'Etat-major général du Département militaire), 234, 297, 299 n
- Rosselli, Carlo (Antifasciste italien), 113 et n, 121 n
- Rossi, Cesare (Ancien Chef du Bureau de presse de Mussolini), 472, 591 et n
- Rossi, Maurice (Aviateur français), 791
- Rossy, Paul (Directeur du 2^e Département de la Banque nationale), 694, 714
- Rost van Tonningen, Meinoud Marinus (Citoyen hollandais, Délégué en Autriche du Comité financier de la SdN), 395
- Rothermere, Harold Sidney Harmsworth, Vice-comte de (Propriétaire de presse britannique), 88 et n
- Rothmund, Heinrich (Chef de la Division de police du Département de Justice et Police), 593 et n, 614 n, 615 n, 626, 702 n, 777, 779 n, 900 n
- Rothschild, Nathan Mayer & Sons (Banquiers à Londres), 308
- Rowohlt, Ernst (Editeur à Berlin), 922 n
- Rubattel, Rodolphe (Chef de section à la Division de l'agriculture du Département de l'Economie publique), 136 n
- Rüfenacht, Hermann (Ministre de Suisse à Berlin), 89 et n, 99, 103, 111, 138, 196, 213 n, 232 et n, 247, 251, 252 et n, 253, 255, 281, 285 et n, 326 n
- Rüfenacht, Walter (Secrétaire de légation à la Légation de Suisse à Londres), 714 et n, 715
- Ruegg, Frédéric-Jules (Citoyen suisse), 837, 922
- Rüegg, Paul (Communiste suisse), 314 et n
- Ruegger, Paul (Secrétaire de légation à la Légation de Suisse à Rome; Conseiller de légation à la Division des Affaires étrangères du Département politique, puis à la Légation de Paris), 81, 339 n, 378 n, 648 n, 801, 802, 803 n, 839, 860 et n
- Rundstedt, Gerd von (Général allemand, Commandant de la Circonscription militaire de Berlin), 585 et n
- Russel, Claud (Ministre de Grande-Bretagne à Berne), 151, 163, 490
- Sahm, Heinrich (Premier Bourgmestre de Berlin), 585 et n
- Salis, Ferdinand von (Ministre de Suisse à Bucarest), 42 et n, 43, 44, 160, 260
- Saltamerenda, Saverio (Commerçant italien), 30 n, 32
- Sandoz, S.A. (Industrie chimique à Bâle), 785
- Sarasin, Alfred (Président du Conseil d'Administration de la Banque nationale), 51 et n, 55 n, 694, 697, 714, 722, 725 n
- Sarkotić von Lovcen, Stjepan (Ex-général austro-hongrois, dirigeant nationaliste croate à Vienne), 88
- Sarnow, Otto (Directeur ministériel au Ministère de l'Economie du Reich), 826
- Saronnio, voir Serono, Cesare
- Sarraut, Albert (Président du Conseil français), 879 et n
- Sawow (Sawowic) (Ex-député bulgare; a opté pour la Yougoslavie), 88
- Sbardellotto, Angelo (Antifasciste italien), 412
- Scala, Pietro (Commerçant italien), 32
- Schacht, Hjalmar (Président de la Reichsbank), 587, 658, 669, 684 et n, 686, 706, 707, 708, 709, 717 et n, 726, 739 et n, 740, 741, 744, 748, 749 n, 769 n, 770, 809, 814 n, 826, 827, 910 et n, 911 n, 913 et n, 914 et n
- Schäfer (Président du Parti du Centre en Bavière), 587
- Scheringer, Richard (Lieutenant de la Reichswehr), 90 n
- Scheurer, Karl (Ancien Chef du Département militaire fédéral), 400
- Schiele, Martin (Ministre du Ravitaillement et de l'Agriculture du Reich), 283 et n
- Schirmer, August (Conseiller national et Conseiller d'Etat à St-Gall; Président de l'Union suisse des Arts et Métiers), 845
- Schleicher, Kurt von (Général, Chef de la Section politique de la Reichswehr), 441, 442, 456 et n, 457, 503, 504 et n, 505
- Schmid, Arthur (Conseiller national d'Argovie; Secrétaire du Parti socialiste suisse et rédacteur du *Freier Aargauer*), 617 n, 621 et n, 898 n
- Schmid-Roost (Fabrique suisse de roulements à billes), 532
- Schmitt, Kurt (Ministre de l'Economie du Reich), 740 n, 814, 815, 826, 827, 831, 915
- Schmitz (Du Syndicat allemand des azotates), 222
- Schneeberger, Friedrich Oskar (Directeur de la

- Police de la Ville de Berne; Conseiller national), 617 n, 620, 622, 623 n
- Schneider, Fritz (Conseiller national de Bâle-Ville; Rédacteur de la *Basler Arbeiterzeitung*), 835 n, 838, 839 n, 898 n, 910 et n, 911 n
- Schneider, Gustav (Conseiller aux Etats de Bâle-Campagne), 27 et n, 28
- Schnorf, Fritz (Chef de la section des devises de la Banque nationale), 345, 348
- Schober, Johannes (Chancelier fédéral autrichien, puis Ministre des Affaires étrangères), 86 et n, 89, 193
- Schoeller, Arthur (Industriel zurichois), 79 et n
- Schoop, Reiff & Co. (Banquiers à Zurich), 709 et n, 725, 726, 739
- Schrafl, Anton (Président de la Direction générale des Chemins de fer fédéraux), 190, 203, 204, 402 et n
- Schüller, Richard (Chef de section au Secrétariat général des Affaires étrangères de l'Office du Chancelier fédéral autrichien), 238, 255, 272, 275, 312, 464 et n
- Schüpbach, Hermann (Conseiller national de Berne; Président de la «Genossenschaft für internationale Warenaustausch»), 570
- Schürch, Charles (Secrétaire de l'Union syndicale suisse), 810 n
- Schulthess, Edmund (Conseiller fédéral, Chef du Département de l'Economie publique), 18, 23, 25, 40 n, 45, 46 et n, 59, 62, 63 et n, 66, 91, 94 et n, 102, 116, 117, 118, 119, 120, 127 n, 128, 132 n, 138 n, 146, 147 n, 158 n, 163, 165, 166, 168, 174, 177, 184, 186, 188, 190, 193 n, 194 n, 216, 217, 220, 242, 243 et n, 246, 247, 249 n, 250, 251 et n, 252 n, 256, 259, 261 et n, 262 n, 269 et n, 273 n, 275 et n, 280, 284 et n, 292, 300, 302, 303, 306, 312 et n, 323, 327, 345, 346, 347, 348, 367 et n, 368 et n, 369, 370, 374, 376, 383, 385, 387, 391 et n, 394, 397, 398, 399, 400, 402, 404 n, 407, 409, 410, 411, 422 n, 424 n, 425 n, 435, 448, 449 et n, 462, 463, 464 n, 466 et n, 472, 475, 486, 487, 490 n, 506 n, 509, 515, 517 et n, 528, 531, 533, 534, 535, 536, 552, 565, 576 et n, 577, 578, 608 et n, 648 et n, 650 et n, 652 et n, 653, 669, 674, 678, 681, 685, 686, 687, 693, 694 et n, 695, 696, 697, 698, 699, 700, 701, 702, 709 n, 714 n, 723 et n, 724, 726, 734 n, 735 n, 739 et n, 741, 744, 745, 748 n, 753, 755 et n, 756, 800 n, 814 et n, 817 n, 826, 832, 833, 844, 846 n, 848, 854 n, 861, 864 et n, 865 et n, 888, 910, 911 n, 922, 927, 929
- Schwab, Max (Directeur du Département I de la Banque nationale), 592 n, 686, 717, 849
- Schwegler, Walter (Collaborateur scientifique à la Banque nationale), 348
- Schwerin von Krosigk, Lutz, Graf von (Ministre des Finances du Reich), 504 et n
- Scipioni, voir Firstermacher, Alberto
- Seeckt, Hans von (Général, ancien Commandant en chef de la Reichswehr), 141
- Segesser, Hans Albrecht von (Ministre de Suisse à Varsovie), 57 et n, 154, 155 n, 365 et n, 500, 758, 759 n, 761 n, 873
- Seiler, Adolf (Conseiller d'Etat à Bâle-Campagne et Conseiller national), 28
- Seipel, Ignaz, Mgr. (Ancien Chancelier fédéral d'Autriche; Ministre des Affaires étrangères), 88
- Seref, Mustafa, Bey (Ministre turc de l'Economie nationale), 491
- Serono, Cesare (Chimiste et Industriel italien en produits pharmaceutiques), 732, 766 n
- Serre, Louis (Ministre français du Commerce), 648 et n
- Sertorio, Giovanni (Représentant en produits pharmaceutiques; Informateur de la Police politique italienne), 473, 590 et n
- Sforza, Carlo, Comte (Ex-ministre italien des Affaires étrangères), 112, 113
- Shamsy, Aly, Pacha (Délégué de l'Egypte à la SdN), 821 et n
- Sidky, Ismail, Pacha (Président du Conseil et Ministre égyptien de l'Intérieur et des Finances), 60, 821, 859 n
- Silberschmidt, William (Professeur à l'Université de Zurich), 539
- Simon, Sir John (Ministre britannique des Affaires étrangères), 497, 611 et n, 640, 641, 643, 692 et n, 903 et n
- Soldati, Agostino (Juge fédéral), 121 et n, 122 n
- Solf, Wilhelm (Ancien Ambassadeur du Reich au Japon), 505
- Solmi, Arrigo (Professeur à l'Université de Pavie; Député, puis Sous-secrétaire d'Etat au Ministère italien de l'Education nationale), 266 et n, 381
- Sonderegger, Emil (Colonel divisionnaire), 173, 174, 241 et n, 356
- Soong, Tseu-wen (Ministre des Finances et Président intérimaire du Gouvernement chinois; Beau-frère de Chiang Kai-shek), 453, 454, 564
- Soragna, Antonio Meli Lupi, marquis di (Délégué-adjoint de l'Italie à la Conférence pour la réduction et la limitation des armements), 881, 882
- Speich, Rudolf (Directeur général de la Société de Banque suisse), 852 et n

- Spierer, Hermann & Cie (Maison suisse exportatrice de tabac), 558, 560, 561
- Sporturno, voir Coty, François
- Stämpfli, Franz (Procureur de la Confédération), 30, 31, 32, 79, 80, 81, 82, 470, 632 n, 633 n, 762 n, 780, 781, 883
- Stein, Paul (Directeur général de la société d'assurance La Bâloise), 722
- Stimson, Henry Lewis (Secrétaire d'Etat américain), 218 n
- Stoutz, Maxime de (Ministre de Suisse à Madrid, puis Chef de la Division des Affaires étrangères du Département politique), 460, 490, 549 n, 564 n, 612 n, 636 n, 638, 639, 648 n, 653 n, 677, 681 et n, 687, 735, 739, 751 n, 772, 782, 810 n, 849
- Strässle, Joseph (Directeur général du Crédit suisse), 572, 852 et n
- Streil (Directeur ministériel au Ministère du Reich pour le Ravitaillement et l'Agriculture), 683
- Stucki, Famille (Propriétaires de moulins à Venise; d'origine suisse, naturalisés italiens), 375
- Stucki, Walter (Directeur de la Division du Commerce du Département de l'Economie publique; Ministre), 10, 11, 12, 13, 14, 29, 36, 60, 61, 93 et n, 94, 106, 107, 108, 109, 128, 130, 136 n, 138 et n, 145 et n, 157, 165, 168, 185, 203 et n, 207, 211, 212, 217, 228, 231, 233, 238, 242, 243, 244, 248 et n, 249, 255, 256, 275, 276, 277, 280, 281, 283, 284, 285 n, 290, 292, 302, 306, 323, 324, 326 n, 329 n, 337, 338, 339, 344, 345, 346, 347, 357, 367 et n, 368, 369, 372, 394 n, 401, 403, 404, 405, 408, 410, 411 et n, 416, 424 et n, 425 n, 429, 449 n, 474, 479 n, 482 et n, 491, 493, 516 n, 531, 532 n, 533 et n, 534, 536, 547 et n, 548, 557, 559, 567, 569, 634, 650, 651 n, 663, 679, 681, 682 et n, 694 et n, 695, 696, 697 et n, 698, 699, 700, 701, 702, 714 et n, 715, 716, 717, 718, 719, 722, 723, 724, 725, 726, 731 et n, 734 et n, 740, 741, 763, 793, 800, 809, 814 et n, 815, 826, 827, 828, 829, 830, 831, 833, 845, 846 n, 847 n, 867, 889 et n, 890, 896, 913 et n, 914 n, 922 et n, 928
- Sulzer, Frères (Industriels à Winterthour), 761, 784
- Sun Yat-sen (Fondateur du Kuo-min-tang; Président de la République chinoise), 563
- Suvich, Fulvio (Sous-secrétaire d'Etat italien au Ministère des Affaires étrangères), 473 n, 550, 551, 573, 574, 578, 579, 582, 598, 599, 600, 602, 610, 611, 650, 651 n, 791
- Syz, John (Président du Vorort de l'Union suisse du commerce et de l'industrie), 335 n, 422 n, 439 n, 448 n, 748 n
- Tabakovics, Dusan (Directeur de la Banque nationale hongroise), 852 et n, 853
- Tacite, Publius Cornelius (Historien romain), 791
- Tagagne (Teguegné), Tasfaé (Chargé d'Affaires d'Ethiopie à Paris), 843
- Tarchiani, Alberto (Antifasciste italien), 113 et n, 121 n
- Tardieu, André (Président du Conseil français), 30 n, 76, 77, 278, 338, 359, 368 et n, 369, 370, 371, 372, 373, 374, 376, 377, 378, 395, 397, 407, 442, 648 et n, 727, 841
- Tecle, Hawariat, Bedjirond (Ministre d'Ethiopie à Paris et Londres), 654 et n
- Tell, Guillaume, 861 n
- Tewfik, Rüstü, Bey (Ministre turc des Affaires étrangères), 558, 559
- Titulesco, Nicolae (Ministre roumain des Affaires étrangères), 655, 656, 868, 869 et n
- Töndury, Hans (Professeur; Président de l'Association de secours mutuel et de protection des intérêts suisses en Russie), 547 et n, 548, 549 et n
- Tofani, Giovanni (Sénateur italien), 221
- Tonello, Tommaso Angelo (Ancien Député italien; antifasciste), 412 n
- Torrenté, Henri de (Secrétaire de légation à la Légation de Suisse à Paris), 734 et n, 800 n
- Traversini, Emile (Ministre de Suisse à Tokyo, puis à Buenos Aires), 307 n, 602, 605 n, 776
- Trembley, Ernest (Président de la Commission commerciale suisse en Egypte), 11 et n, 36 et n, 45, 60, 333 et n, 674, 675, 821 et n, 859
- Trendelenburg, Ernst (Secrétaire d'Etat au Ministère de l'Economie du Reich), 276, 283 et n
- Trip, Leonardus J.A. (Président de la Banque néerlandaise), 459 n, 648 n, 719, 751
- Tuka, Vojtech (Professeur; Chef autonomiste slovaque et Député), 87
- Turati, Filippo (Leader socialiste italien), 113
- Udržal, František (Président du Conseil des ministres tchécoslovaque), 88
- Umberto, voir Humbert de Savoie
- Undén, M.B. Östen (Jurisconsulte suédois; Arbitre dans la question des zones franches), 758 n, 819 n, 857 n, 866 n, 916 n
- Ungarelli, Giacomo (Vice-consul d'Italie à St-Gall), 30 n, 32 n, 33, 34, 550

- Vaida-Voevod, Alexandru (Chef du Gouvernement roumain), 785 n
- Valdés Mendeville, Jorge (Ministre du Chili à Bruxelles), 867
- Vallotton, Henry-François-Jules (Avocat, Conseiller national vaudois), 539
- Valt, Candido (Maçon italien), 32
- Varesi, Eugenio (Caissier cantonal du Tessin), 78
- Veit, Valentin (Journaliste allemand), 326
- Vicarino, Fernand (Consul de Suisse à Nice), 341 et n, 713 et n
- Vieli, Peter (Secrétaire de légation à la Légation de Suisse à Rome, puis Conseiller de légation attribué à la Division du Commerce du Département de l'Economie publique), 165 et n, 168, 419, 420, 421, 734 et n, 739, 913, 914 n
- Vischer, Max (1^{er} Secrétaire de l'Association suisse des banquiers), 343 n, 433 n, 571 n, 722, 725 n, 914 n, 915
- Vocke, Wilhelm (Membre du Directoire de la Reichsbank), 9
- Vogel, Hans (Rédacteur en chef de la *Berner Tagwacht*), 898 n
- Vogüé, Melchior, Marquis de (Citoyen français; Président de la Commission internationale d'Agriculture), 683 n
- Vollenweider, Jakob (Adjoint à la Division du Commerce du Département de l'Economie publique), 166 et n
- Volpi di Misurata, Giuseppe, Comte (Financier et industriel italien; ancien Ministre des Finances), 376 et n
- Vuagnat, Eugène (Secrétaire de la Chambre genevoise d'agriculture), 113 n
- Wacyf, Ghali, Pacha (Ministre égyptien des Affaires étrangères), 36
- Wagener, Otto (Chef de la Section de l'Economie de la Direction du NSDAP; Secrétaire d'Etat au Ministère de l'Economie du Reich), 597 et n, 740
- Wagner, Robert (*Reichsstatthalter* du pays de Bade), 825 n
- Wagnière, Georges (Ministre de Suisse à Rome), 59, 64, 72, 73 n, 75, 112, 120, 126 n, 165 et n, 170, 171 n, 215 et n, 217, 266 n, 285, 301 n, 324 et n, 325 n, 327, 329 n, 340, 375, 380, 468, 473 n, 515, 516 n, 543, 545 et n, 546 n, 550, 573, 574, 578, 582, 590 n, 598, 599, 600, 601, 602, 610, 612 n, 616, 650, 651 n, 763 et n, 764 n, 765, 767 n, 854 n, 855, 856, 880 et n, 881 n, 882 n, 902
- Walch, Emil (Membre du Comité directeur de l'Association de secours mutuel et de protection des intérêts suisses en Russie), 547 n
- Walther, Heinrich (Conseiller national et Conseiller d'Etat à Lucerne), 590
- Wang-Tsing-wei (Président du Conseil exécutif [Premier Ministre] de la République chinoise), 455
- Weber, Ernst (Chef du Département III de la Banque nationale), 592 n, 657 n, 753 n
- Weber, Hermann Josef (Contrebandier tchèque), 811 et n, 836
- Weck, René de (Conseiller de légation à la Légation de Suisse à Paris, puis Ministre à Bucarest), 441, 655 et n, 783, 868 et n
- Wehrli, Heinrich (Meunier à Zurich, membre de la Commission fédérale des blés), 419, 420
- Weinzinger, Erich (Ex-consul d'Autriche à Addis-Abeba), 179
- Weizer (Chef de la Délégation commerciale soviétique à Berlin), 547 n, 567, 568, 569
- Weizsäcker, Ernst von (Ministre du Reich à Berne), 814 n, 818 et n, 835, 851, 885, 887 et n, 929
- Wellesley, Sir Victor (Premier Sous-secrétaire d'Etat au Ministère britannique des Affaires étrangères), 1, 2, 3
- Wend, Hans Friedrich (1^{er} lieutenant de la Reichswehr), 90 n
- Wetter, Ernst (Conseiller national; Vice-président du Vorort de l'Union suisse du commerce et de l'industrie), 10, 12, 13, 14, 106, 108, 109, 136 n, 217, 221 n, 308 n, 333 n, 335 n, 345, 348, 394, 413 n, 425 n, 428, 429, 431 n, 439 n, 448 n, 570, 669 et n, 683, 685, 694, 695, 696, 714, 716, 718, 722, 799 n, 814, 845, 862, 889 et n
- Widmer, Albert (Citoyen suisse), 545 n
- Wiedemann, Ch. (Citoyen suisse), 547 n
- Wieland (De l'Association suisse des banquiers), 849
- Wiesner, Friedrich Ritter von (Leader légitimiste autrichien; Editeur de la *Donauländischen Korrespondenz*), 87, 88
- Wilden, Auguste (Ministre de France en Chine), 355
- Wilson, Hugh R. (Ministre des Etats-Unis à Berne), 398 n
- Wohlgemuth, August (Inspecteur de police allemand), 32 et n
- Wulfsohn, Leo (Rédacteur de la *Finanz-Revue*), 709
- Yen Hsi-shan (Général chinois), 288
- Young, Owen D. (Homme d'affaires américain; Président du Comité d'Experts qui élabora le Plan Young sur les réparations), 5 n, 6 n, 717 et n, 744, 770, 828 et n, 871, 872

- Zaleski, Auguste (Ministre polonais des Affaires étrangères), 500 n
 Zamboni, Assunto (Antifasciste italien, devenu informateur de la police italienne), 590
 Zappoli, Italo (Consul d'Italie à Lausanne), 33 n, 34
 Zelleka, Aguedéou, Bedjerond (Ministre d'Ethiopie à Paris), 379
 Zeller, Walter (Ancien Chef de la Police de Liesstal), 629 et n, 630
 Zen, Achille (Secrétaire du Consulat d'Italie à St-Gall), 33 et n, 34, 550
 Ziegler, Bernard (Homme d'affaires suisse, Agent général de Zénith en Turquie), 492, 493, 494
 Zimmermann, Alfred Rudolf (Ancien Haut-commissaire de la SdN en Autriche), 400
 Zita de Habsbourg (Ex-impératrice d'Autriche-Hongrie), 86 n, 88 et n
 Züblin, Anton (Colonel et Avocat à Zurich), 83, 234, 311, 538, 539
 Zweigert, Erich (Secrétaire d'Etat au Ministère de l'Intérieur du Reich), 90 et n

2. NOMS GÉOGRAPHIQUES¹

- Addis-Abeba, 124, 179, 180, 182, 379, 654, 843
 Afghanistan, 150
 Alexandrie, 332, 675, 677, 821
 Allemagne, 9, 13, 14, 18, 21, 24, 32, 40, 53 n, 54, 68, 76, 78, 79 n, 100, 101, 110, 111, 112, 126, 131 n, 132, 137, 138 et n, 139, 140, 142, 143, 144, 158, 159, 160, 166, 167, 168, 170, 175, 176 et n, 184, 190, 193, 196, 199, 200, 209, 213 n, 214, 218 et n, 220, 221, 222, 224 n, 231, 232 et n, 233, 234, 236 et n, 237, 238, 243 et n, 244, 245, 246, 248, 249 et n, 250, 251, 252, 253 et n, 256, 257, 258, 259, 261, 262 n, 263, 264, 269, 275 et n, 276, 279, 280, 281, 282, 283, 284, 291, 296 n, 300, 301, 302, 323, 324, 326 et n, 328, 331 n, 333, 334, 337, 338, 342, 345, 360, 361, 366, 370, 373, 382, 383 n, 395, 396, 397 n, 399, 400, 402, 403, 404, 405, 409, 410, 411, 416, 429, 431, 432, 433, 435, 441, 442 et n, 443, 447, 456, 457, 458, 466 n, 467, 474, 475 et n, 476, 477, 478, 479 et n, 480, 497 et n, 500, 501, 502, 503, 505, 509, 518, 522 n, 524, 527, 535, 546, 558, 559, 565, 568, 584, 585, 587, 588, 589, 593, 594, 595, 596, 597, 613 n, 614, 615, 617, 621, 622, 623, 624, 626, 627, 630, 633 n, 634 n, 636, 639, 642, 643, 648 et n, 651, 652, 653, 656, 658, 659, 663, 669 et n, 670, 671 et n, 672, 673, 677, 679, 680, 682 et n, 683, 684, 685 n, 686, 688, 692 n, 695, 702, 704, 705, 706, 707, 708, 709 et n, 711, 716 et n, 717, 718, 719, 722, 723, 724, 725, 726, 727, 729, 731, 733, 739, 740, 741, 742, 743, 744, 745, 748 et n, 749 et n, 750, 753, 755, 759, 764 n, 767, 769 n, 770, 771, 773, 777, 778, 779, 782, 798, 799, 809, 811, 812, 813, 814, 816, 817, 818, 822, 824, 825, 826, 827, 828, 829, 830, 831, 832, 833, 835, 837, 838 n, 839, 842, 844 et n, 845, 846, 848, 850, 851, 856, 857, 871, 872, 875, 876 et n, 879, 880 et n, 881 n, 882, 883, 884, 885 et n, 886, 887, 888, 896 n, 897, 899 et n, 900, 904 n, 910 et n, 913, 914 et n, 917, 918, 920, 921, 923, 924, 929 et n
 Alpes, 74
 Alpes-Maritimes, 713 n, 802, 907
 Alsace, 264, 279
 Altstätten, 261
 Ambérieu, 204
 Amérique (cf. aussi Etats-Unis), 316, 495, 648, 719, 752
 Amérique latine, 127, 307, 308, 343, 923
 Amsterdam, 511, 711, 872
 Anatolie, 560
 Andermatt, 73 n
 Andes (Cordillère des), 604, 605
 Andorre, 150
 Angleterre (cf. Grande-Bretagne)
 Angora (cf. Ankara)
 Anhwei, 512
 Ankara, 40, 41 n, 49, 109 n, 126, 491, 492, 557, 559, 821, 906, 927
 Anvers, 711
 Aoste, 72 n
 Apennin, 376
 Argentine, 96, 605, 701, 776, 811
 Argovie, 875, 876 n, 884, 898 n
 Ascona, 922
 Asie, 126, 923
 Assouan, 333
 Athènes, 180, 182, 364 et n, 365, 783 n, 785, 786, 788

¹ Les noms Berne et Suisse n'ont pas été retenus.

- Au, 464 n
 Augst-Wyhlen, 811 n, 835, 836 n
 Autriche, 21, 23, 54, 85, 86 et n, 87, 88 n, 126, 131 n, 137, 158, 159, 160, 167, 168, 180 et n, 184, 187, 192, 193, 224 n, 238 et n, 255 et n, 259, 267, 268, 269 et n, 270, 271, 272, 273 et n, 274, 275, 279, 296 n, 300 et n, 303, 304, 305, 309, 312, 313 et n, 330, 333, 335, 345 et n, 348 et n, 349, 350 et n, 354, 361, 362, 391, 395 et n, 396, 397, 398 et n, 399, 400, 401 et n, 406, 407, 413, 414, 415, 426, 427, 428, 439 et n, 440, 447, 463, 464, 465, 487, 490, 491, 522 n, 543, 552, 553, 554, 555, 560, 564 et n, 565, 566, 608, 609, 610 et n, 619, 620, 621, 637, 651, 656, 679, 811, 839 et n, 840, 861, 869, 872, 887
 Autriche-Hongrie, 79 n, 85, 294, 392
- Baden, 522, 761
 Baden-Baden, 4 et n, 5, 10
 Bâle, 4, 5 n, 8, 9, 10, 32 n, 42, 48 n, 99, 100, 101, 110, 160, 161, 162, 176, 177, 178, 186, 188, 199, 218 et n, 221, 222, 223, 253 et n, 257, 258, 263, 264, 279, 284, 333, 343, 348, 433, 473, 571, 620, 623 n, 648 n, 664, 669, 694, 706, 725, 728, 731, 732, 733, 735, 736, 761, 763, 766, 768, 771, 785, 823, 835, 836, 838, 850 n, 870, 875, 876 n, 884, 898 n, 910 et n, 913 et n, 914 et n,
 Bâle-Campagne, 27, 28
 Baley (province du), 653
 Barasson (Col de), 65 n
 Barcelone, 546
 Bavière, 85 n, 587
 Belfort, 909
 Belgique, 10, 53 n, 122 n, 126, 137, 154, 155 n, 157, 160, 162, 175, 180 et n, 184, 186, 220, 234, 300, 314, 331, 341, 344, 357, 366, 368, 371, 378, 395, 396, 400, 401 n, 416, 442 n, 446, 447, 522 n, 531, 535, 641, 643, 644, 648, 652 et n, 663, 664, 679, 688, 698, 715, 719, 751, 803, 811, 833, 842, 873, 874
 Belgrade, 616, 783 n, 785, 786, 788
 Bellegarde, 189, 190, 191, 204, 205
 Bellinzone, 72 n, 74 et n, 112, 121, 325 n, 340, 341
 Berlin, 89 n, 90 n, 103, 104, 138, 140, 196, 213 et n, 232 et n, 242, 246, 247, 250 n, 251, 252 et n, 253 n, 255, 261 et n, 265 n, 269, 275, 276, 281, 283, 284, 285, 302, 324, 326 et n, 403, 405, 425 n, 431, 441 et n, 455, 477, 502, 520, 523, 525, 534, 549 n, 568, 569, 584 n, 585, 586, 587, 595 et n, 612 et n, 613, 614, 615 et n, 626, 634, 635, 636, 638, 669 et n, 670 n, 671, 682, 684, 686, 702 n, 703 et n, 704, 706, 707, 708, 709 et n, 716, 717, 725, 739, 741, 743, 745, 762 et n, 763 n, 769, 771, 777, 782 et n, 798 et n, 799, 809, 810 et n, 814, 815, 816 n, 817 n, 823, 826, 829, 835, 836 n, 837 n, 840, 842, 844 et n, 846 n, 850, 875, 876 et n, 877, 879, 884, 885, 886 n, 887, 888, 896 et n, 897, 914 et n, 920, 922 n, 929
- Besançon, 909
 Bessarabie, 655
 Billancourt, 909
 Bolivie, 126
 Bologne, 190, 265
 Bolzano, 266
 Bordeaux, 190
 Bourg-St-Pierre, 206
 Brésil, 38 n, 126, 150, 446, 447, 560, 811
 Brügg/Brugg, 14, 177, 197, 238, 261, 406, 474, 488, 682, 701 n, 845, 862, 915
 Bruxelles, 5, 6, 88, 113 n, 300, 341, 652 et n, 768, 842, 867, 874
 Bruzella (région de), 65 n,
 Bucarest, 13, 42 et n, 43, 44, 51, 160, 161, 260, 511, 617, 655, 760 et n, 783 et n, 785, 786, 788, 808, 868
 Budapest, 219 et n, 268, 347, 348, 363, 364, 392 et n, 418, 422, 499, 506, 507, 508, 510, 721, 722, 793, 796, 852
 Buenos-Aires, 307 et n, 330 et n, 602, 603, 604, 605, 669, 774, 775 n, 833
 Bulgarie, 96 n, 175, 357, 365, 396, 450 n, 451, 544, 558, 572, 811, 841
- Canada, 96, 689 n,
 Canton, 135, 194, 288, 512
 Cassel, 142
 Catalogne, 546 n
 Changsa, 513
 Chicago, 53 n
 Chili, 126, 225, 307, 308, 314, 330 et n, 343, 356, 447, 460, 461 et n, 462, 603, 604, 605 et n, 667, 668, 737 et n, 738, 774, 775, 776, 833, 834, 835, 867
 Chine, 1, 2, 3, 4, 38, 39, 40, 58 et n, 69, 126 et n, 127, 134, 135 et n, 173 et n, 194, 195, 241 et n, 242 n, 314 et n, 315, 354, 356, 446, 447, 448, 453, 454, 455, 511, 512 et n, 513, 562, 563, 564, 656, 687, 689 et n, 719, 720 et n, 811, 821, 822 n
 Cointrin, 74 n
 Coire, 436 n
 Côme, 32 n
 Constance, 263, 620
 Constantinople (cf. Istanbul)
 Corfou, 881 et n
 Craiova, 42 et n, 43 et n, 44

- Crête Sèche (Col de), 65 n
 Costa Rica, 150
 Credo (Mont), 204
 Croatie, 85, 86, 88
 Cuba, 20, 126, 314
 Danemark, 67, 98, 126, 157, 175, 186, 224 n, 331, 366, 446, 447, 641, 771, 772, 811, 850, 872, 873
 Dantzig, 57, 150, 500, 501, 880
 Diepoldsau, 464 n
 Djibouti, 179 n, 182
 Doubs, 728
 Dübendorf, 72 n, 793
 Egypte, 10, 11 et n, 12 et n, 15, 36 et n, 37, 38, 45, 60, 150, 331 et n, 332, 333 et n, 674, 675 et n, 676, 677, 776, 811, 821 et n, 822, 823, 859, 860 et n
 Equateur, 150
 Espagne, 126, 184, 328, 331, 446, 447, 475 et n, 490, 546, 620, 641 et n, 688, 758 n, 812, 850
 Estonie, 96 n, 175, 354, 450 n, 811
 Etats-Unis, 9, 21, 38 et n, 46, 47 et n, 69, 83, 84 n, 96, 126, 150, 160, 195, 196 n, 199, 201, 230, 246, 297, 314, 330, 331, 398 n, 441, 446, 447, 495 et n, 527, 647, 649, 651, 658, 663, 664, 665, 666, 670, 672, 673, 677, 678, 689, 694 n, 697, 699, 700, 701, 708, 710, 711, 718, 719, 735, 736, 740, 749 n, 751 n, 760, 768, 769, 791, 803, 804, 805, 806, 812, 827, 830, 841, 849, 850, 852, 871, 914, 915, 923, 925
 Ethiopie, 124 et n, 125, 174, 179 et n, 180 et n, 181 et n, 182, 339, 378, 379 et n, 380 n, 653, 654 et n, 843
 Europe (et ses différentes subdivisions), 17, 22, 36, 47, 48, 60, 67, 68, 69, 70, 72, 96, 97 et n, 131, 153, 168, 178, 185, 188, 194 n, 199, 236, 311, 316, 370, 382, 396, 397, 449 et n, 450, 451, 452, 616, 624, 701, 727, 838, 842, 882
 Extrême-Orient, 1, 127, 342, 447, 689, 822
 Faucille, 189, 190 et n, 191, 203, 204, 205
 Fenêtre (Col de), 65 n
 Finlande, 126, 157, 175, 184, 314, 326 et n, 447, 760, 811
 Fiume, 87
 Florence, 190, 286
 France, 1, 3, 9, 13, 18, 21, 24, 25, 26 n, 29 et n, 34, 35 et n, 38 n, 39, 41, 53 n, 54, 62 et n, 63, 64, 65, 66 n, 68, 72, 76, 77, 79 n, 80, 84 et n, 86, 100, 102, 111, 115, 116, 117, 119, 120, 122 n, 124 n, 126, 127 n, 128, 131 n, 132, 137, 144, 147, 155, 156, 158, 159, 160, 166, 172, 175, 176, 182, 184, 187, 189, 191, 194, 195, 197, 198, 200, 201, 203, 204, 205 et n, 207, 209 n, 210 et n, 211 n, 220, 224 n, 225, 234, 239, 258, 264, 277, 278, 279, 280, 281, 296 n, 300 e n, 314, 322, 326, 328, 331, 333, 334, 337, 338, 339, 342, 344, 345, 352, 355 n, 358, 359 et n, 360, 365, 369, 370, 371, 374, 377, 379 et n, 380 n, 382, 389, 390, 395, 396, 399, 400, 401 n, 402, 407, 408, 416, 429, 435, 441 et n, 442 et n, 443, 445 et n, 446, 447, 482, 483, 484, 485, 486 n, 489, 490, 497, 501, 511, 516 et n, 524, 527, 546, 565, 575 et n, 576 et n, 577, 581, 606, 607, 608, 616, 617, 643 et n, 644, 645, 647 n, 648, 649, 651, 652 et n, 653, 654 n, 655, 656, 658, 661, 662 et n, 663, 664, 678, 679, 680, 681, 688, 689, 692 n, 693, 698, 701, 714, 715, 717, 719, 724, 727, 728, 729, 730, 734, 735 n, 746, 747, 751, 757, 758 et n, 799, 800 et n, 801, 802, 803, 805 n, 807, 808, 811, 812, 819, 820, 839, 840, 841, 842, 857, 858, 862, 863, 864, 865 n, 874, 879, 881 n, 889, 890, 891, 899, 901, 904, 906 et n, 907, 908, 909, 914, 915, 916 n, 917, 918, 919, 925
 Francfort, 766, 896
 Fribourg-en-Brisgau, 836
 Fukien, 513, 514
 Furgg (Col de), 65 n
 Galatz, 788
 Gênes, 286
 Genève, 5 n, 16, 17, 18 et n, 19 et n, 22, 23, 24, 26, 68, 71, 72 n, 74 et n, 77, 84 n, 91, 92, 93, 95 et n, 97 n, 98, 113, 114, 115, 117, 119, 127, 130, 131 n, 133, 134, 136 et n, 138, 140, 143, 155, 156, 157 et n, 159, 175 et n, 178, 183 et n, 187, 189 et n, 190 et n, 191, 192 et n, 197, 198, 203, 204, 205, 208, 210, 211 n, 224 n, 226, 231, 232, 233, 238, 239, 242, 246, 248, 255, 279, 287, 298, 299, 300 n, 312, 317, 318, 320, 321, 333, 340, 342, 361, 364, 368 et n, 369, 370 et n, 371, 372, 373, 374, 379, 383 et n, 384 et n, 385, 386, 387, 393, 397, 401, 442, 454, 459, 460, 484, 486, 488, 496, 497 et n, 501, 524, 526, 530, 532, 533 n, 540, 545 et n, 547, 557, 559, 564 n, 577, 606, 607, 616, 643, 645, 655, 656, 660 et n, 664, 678, 688, 690, 691, 706, 725, 727, 730, 757 n, 783 n, 818, 821 et n, 835 n, 837, 850, 851, 856, 857, 861, 862, 869, 881, 882, 884, 899 et n, 902 et n, 903, 911, 912 et n, 915 n, 916 n, 917
 Gex (Pays de), 25 n, 26 n, 34 n, 35 n, 63, 64 n, 127 n, 128, 145, 172, 173 n, 190, 191 n, 205 n, 209 n, 352 et n, 353 n, 445, 481, 482 n, 485, 486, 575, 607, 660 n, 758 n, 857 n, 866, 867 n

- Glaris, 152
 Gothard, 72 n, 73 n, 74 et n, 792, 793
 Grande-Bretagne, 2, 3, 9, 16, 21, 23, 24, 38 n, 39, 44, 53 n, 54, 67, 76, 77, 84 n, 86, 98, 99, 111, 126, 136 et n, 137, 138, 146, 147, 153, 154, 157, 158, 159, 163, 164, 174, 175, 182, 185, 187, 194, 195, 199, 200 et n, 202, 211, 212, 213, 227, 228, 229, 230 et n, 235, 236, 246, 259, 286, 314, 331, 355 n, 362 et n, 370, 373, 379 n, 382, 395, 396, 397 n, 400, 401 n, 441, 442 n, 446, 447, 490, 495, 496 et n, 497, 498, 518, 522 n, 531, 535, 616, 640 n, 643 et n, 648, 649, 651, 654 n, 658, 664, 666, 672, 673, 678, 688, 689, 692 n, 697, 699, 700, 718, 719, 724, 729, 735 n, 751, 786, 808, 830, 852, 856, 871, 872, 873, 874, 881 n, 896, 903 et n, 904, 914, 915, 923, 925, 926 et n, 927
 Grèce, 12 n, 86, 107 n, 108, 109, 126, 157, 180 et n, 181 et n, 182 n, 184, 331, 364, 365, 396, 560, 775, 783, 784, 785, 786, 787, 811, 891 n
 Grisons, 266 n, 437 n, 439
 Guernesey, 441

 Hambourg, 380, 493, 505
 Hankan, 194
 Haute-Savoie, 25 n, 26 n, 30, 34 n, 35 n, 63, 64 et n, 127 n, 128 n, 145 n, 172, 173 n, 190, 191 n, 205 n, 209 n, 211 n, 352 et n, 353 n, 445, 481, 482 n, 485, 486, 575, 660 n, 758 n, 857 n, 867 n
 Hollande (cf. Pays-Bas)
 Hongrie, 68, 79 n, 85, 86 et n, 88 et n, 96 n, 175, 245, 259, 267, 268, 269, 273, 300 et n, 303, 304, 305, 330, 333, 335, 336, 345, 346, 347, 348, 350, 351, 357, 363, 364, 391, 392, 393, 394, 396, 418 n, 419, 420, 421, 422 et n, 423, 424 n, 425 et n, 426, 427, 428, 429, 430, 435, 443, 444, 445, 448, 449 n, 451, 494, 499, 500, 506, 507, 508, 543, 560, 611, 679, 709, 721, 722, 753 et n, 754, 756, 793 et n, 794, 795, 796, 811, 841, 852 et n, 853 et n, 892, 893, 894, 895
 Hunan, 288, 512, 513, 514
 Hupeh (Hankow), 512, 513, 514, 515, 563

 Indes, 202, 495, 531
 Innsbruck, 840
 Irlande, 495, 811
 Iselle, 74
 Islande, 150
 Istanbul, 48, 49, 55, 491, 557, 560, 675, 821, 822 n, 859
 Italie, 9, 13, 18, 21 et n, 30 et n, 32 et n, 33 et n, 34, 53 n, 59, 61, 65, 68, 74, 76, 82, 84 et n, 85, 86, 87, 88, 92, 107, 113 n, 122 n, 126, 127, 129, 130 et n, 131 n, 137, 157, 158, 165, 166, 169, 175, 182, 184, 206, 207, 208, 209 et n, 215 n, 216 et n, 217, 220, 221, 222, 223, 224 n, 265, 266, 279, 286, 287, 292 n, 296 n, 300 et n, 314, 325 et n, 327, 328, 329, 331, 340, 346 et n, 361, 368, 370, 373, 375, 376, 378, 379 n, 380 et n, 382, 395, 396, 397 n, 399, 400, 401 n, 405, 412, 416, 417, 418, 429, 436, 437, 438, 442 n, 446, 447, 454, 468, 469, 470, 472, 474, 515, 516 et n, 517 n, 518, 522 n, 527, 543, 546, 551, 559, 565, 573, 579, 581, 582, 598, 599, 600, 601, 611, 621, 642, 643, 650 n, 651, 652, 656 et n, 679, 688, 700, 715, 718, 719, 731, 732, 735 n, 751, 763 et n, 764 n, 765, 766, 774, 791 n, 792, 811, 812, 833, 840, 841, 842, 854 et n, 855, 872, 880, 881 et n, 882 et n, 888, 902, 903 n, 904 et n
 Japon, 20, 39, 53 n, 84 n, 91, 126, 242 n, 289, 314, 447, 455, 505, 687, 688, 689, 822
 Jassy, 44
 Jehol, 563, 688
 Jersey, 441

 Kansu, 514
 Kharbine, 354
 Khartoum, 182
 Kiangsi, 288, 513, 514
 Kiangsu, 135
 Kreuzlingen, 843
 Kriefern, 464 n
 Küsnacht, 561
 Kwantung, 512

 La Haye, 4 n, 5 n, 6 et n, 7 et n, 8, 9, 16 n, 25, 26, 27 n, 29, 63, 64, 93 n, 94 n, 113, 114, 117, 127, 128, 144, 180, 190, 191, 193, 203, 204, 317 n, 352 n, 481, 485, 486, 556, 575, 576, 608, 768, 771, 870, 871, 913, 914 n, 927
 La Lenk, 215 n, 216 n, 217 n
 La Manche, 77
 Lausanne, 12, 15, 33 n, 92 n, 112, 113, 124 n, 179 n, 258 n, 361 n, 396, 397, 399, 400, 401 n, 408, 436 n, 442, 449, 451, 458 n, 469, 474, 505, 566 n, 837, 899 n, 902 et n
 Le Caire, 36, 45 et n, 60, 332, 333 et n, 674, 676, 677, 821 et n, 822, 859, 860
 Léman (Lac), 728
 Lettonie, 157, 175, 354
 Liechtenstein, 45, 150, 181 et n
 Liestal, 629 n
 Lithuanie, 96 n, 450 n, 811
 Locarno, 77, 469, 903 et n
 Lodrino, 72 n, 73 n, 78, 79, 80, 81, 121 n
 Londres, 1, 2 n, 4, 9, 15, 36, 40, 77, 84 n, 86 et n,

- 125, 146, 147, 151, 194 n, 199, 200, 201, 202, 211, 212, 218 et n, 227, 228, 229, 235, 236, 293, 296 n, 297, 298, 308, 311, 316, 344, 494, 496, 497, 559 n, 645, 647, 648 n, 653 n, 654 n, 663, 664, 671, 672, 673, 681, 690 et n, 691, 694 et n, 695, 696, 697, 698, 701 et n, 707, 708, 714 et n, 716, 719, 722, 724, 725, 726 t n, 727, 731 n, 733, 738, 739, 751 n, 753, 769, 794, 800 n, 814, 825, 891, 903, 904, 905, 913, 924, 926
- Lucerne, 475 n
- Lugano, 79, 112, 122 n, 132 n, 133 et n, 134 et n, 325 et n, 381, 436 n, 469, 473
- Luxembourg, 157, 915
- Lyon, 190, 204, 802
- Macédoine, 85
- Malegnano, 764 n, 766
- Manchester, 818 n
- Mandchourie/Mandchoukouo, 288, 446, 453, 454, 455, 514, 688, 689 et n, 690
- Mapocho, 604
- Marghera, 59, 376 n
- Maroc, 181
- Marseille, 190, 493
- Martigny, 221, 222, 223
- Méditerranée, 383
- Menouve (Col de), 65 n
- Mer Rouge, 88, 182
- Mexique, 126, 150, 447, 811
- Milan, 32 n, 73 et n, 74, 78, 79, 81, 113, 121, 222, 223, 266 et n, 286, 341, 382, 383, 469
- Mlawa, 57
- Monaco, 150
- Mont-Blanc, 191
- Mont-Cenis, 189, 190, 204
- Monte-Ceneri, 170
- Mongolie, 150, 514
- Montligen, 464 n
- Montreux, 861
- Moscou, 18, 526, 530, 546, 549 n, 589, 841, 842
- Moukden, 562 n
- Mulhouse, 32 n, 621
- Nanchang, 514
- Nankin, 1, 2, 3, 58, 125, 126, 127, 241, 288, 289, 313, 314, 354, 356, 513, 515, 562
- Nantua, 204
- Nedjed, 150
- Neuchâtel, 299
- Neuhausen, 59, 61 et n, 122, 173, 375, 654
- New-York, 53 n, 110, 111, 200, 202, 218, 605, 678, 710, 740, 771, 804, 806, 807, 842
- Ngan-Hwei, 135
- Nice, 341, 713 n
- Norvège, 38 n, 67, 126, 157, 186, 224 n, 314, 331, 446, 447, 641, 644, 811, 850
- Nufenen, 74 n
- Nuremberg, 810 et n, 811, 812, 813
- Oerlikon, 173, 654
- Olten, 546 n
- Oslo, 186
- Ottawa, 362, 495 et n
- Otterbach, 811 n, 835, 836
- Oxford, 498
- Palestine, 619
- Paraguay, 776
- Paris, 5 et n, 6, 9, 16, 29, 69, 72 n, 76, 88, 91, 92, 93, 122 n, 123, 128, 144, 145 n, 146, 147, 149, 150, 156 et n, 166, 168, 171, 173 n, 176, 178, 179 et n, 180, 181 et n, 189, 190, 191, 192, 194 n, 201, 218, 220, 267, 277, 280, 289, 300, 308, 324 n, 339, 342, 344, 367, 368 et n, 369, 371, 374, 376, 379 et n, 381 et n, 390, 394 et n, 397, 401, 407, 441, 442, 501, 511, 556, 574, 575 et n, 577, 580, 605, 608 n, 616, 619, 647, 648 et n, 652 et n, 654 et n, 657, 659 n, 660, 690, 712, 713, 727, 728, 734 et n, 735 n, 768, 790, 800 n, 801 et n, 802, 807, 808, 825, 839, 840, 841, 842, 843, 858, 860, 861, 868, 869, 879, 899, 903, 904, 906, 917
- Pavie, 266 n
- Pays-Bas, 10, 14, 21, 23, 38 n, 54, 67, 98, 126, 155, 160, 175, 176, 180 et n, 182, 186, 224 n, 225, 234, 246, 257, 331, 357, 366, 371, 395, 396, 400, 401 n, 416, 446, 447, 474, 511, 522 n, 619, 620, 621, 641, 648, 664, 682 et n, 689 n, 715, 718, 719, 724, 735 n, 740, 751, 771, 772, 782, 850, 872, 874, 913, 914 et n, 915, 923, 925
- Pékin, 39, 125, 126, 127, 241, 313, 314, 355, 356, 455, 512, 562 n, 563, 564, 688
- Pérou, 126, 343, 447
- Perse, 38, 69, 122, 123 et n, 536, 822
- Pologne, 54, 57 et n, 85 n, 96 n, 126, 137, 150, 155, 163, 175, 314, 355, 356, 357, 365 et n, 416, 447, 450 n, 451, 455, 500, 501, 535, 616, 617, 644, 655 et n, 731, 751, 758 n, 759 et n, 760 et n, 761 et n, 767 n, 811, 874, 879, 880 et n
- Poméranie, 57
- Portugal, 126, 331, 446, 447, 811
- Prague, 85 n, 148, 149, 150, 300, 301 n, 363, 501, 616, 633 n, 711, 782
- Prusse, 57, 142
- Prusse orientale, 57, 500
- Ramsen, 811, 835, 836 et n, 838

- Rheintal, 464 n
 Rhin, 78, 101 n, 199, 442, 465, 539, 835
 Rhin supérieur, 103
 Rhône, 728
 Rome, 59, 61, 64, 65 n, 72, 73 n, 74 n, 81, 87, 112, 120, 126 n, 130, 165, 168, 169, 170, 190, 209 n, 215, 265, 285, 290, 300, 301 n, 324, 327, 328, 340, 341, 361, 375, 380, 381, 417, 468, 470, 471, 474, 515, 545, 573, 574, 578, 579, 582, 590, 591, 598, 599, 600, 601, 602, 605, 610, 613 n, 616, 650, 651 n, 692 et n, 701 n, 732, 733, 764 et n, 765, 766, 767, 773, 791, 839, 841, 842, 854 et n, 855, 856, 880, 902 et n, 903 et n, 904, 921, 927, 928
 Roumanie, 10, 11, 13, 14 n, 41, 42, 43, 44, 50 n, 51, 68, 86 et n, 96 n, 160, 161, 162, 175, 260 et n, 449 n, 510 et n, 511, 512, 544, 572, 616 n, 617, 655, 656, 760, 783, 784, 785, 786, 808, 841 n, 868
 Rotterdam, 925
 Royaume-Uni (cf. Grande-Bretagne)
 Ruhr, 236
 Russie, 17, 91, 92 et n, 148, 149, 150, 151, 193 n, 247, 314 n, 501, 515, 517, 518, 519, 520, 521, 522, 523, 524, 525, 526, 527, 528, 529 et n, 530, 531, 532, 533, 534, 535, 536, 537 et n, 546 et n, 547 et n, 548, 549 n, 567, 568, 569, 570, 571, 642, 707, 770, 841, 842, 874
 Saint-Amour, 189, 190, 191, 204, 205
 Saint-Bernard (Col du Grand), 65 n
 Saint-Gall, 30 et n, 32 n, 33 et n, 34, 384, 464 n, 465, 490 n, 552, 554, 845, 897
 Saint-Germain-en-Laye, 839, 841
 Saint-Gingolph, 145, 172
 Saint-Julien, 557
 Saint-Marin, 150
 Saint-Maurice, 179 n
 Salonique, 788
 Santiago du Chili, 225, 307 et n, 308, 330, 460, 462 et n, 602, 603, 604, 605 et n, 667, 736, 738, 775, 776, 833, 834 n,
 Sarre, 150
 Saxe, 258 n
 Scandinavie, 620, 621
 Schaffhouse, 165, 166, 479, 522, 532, 620, 655, 781 n
 Serbie, 86
 Shanghai, 4, 38, 39, 58, 125, 126, 127, 135, 173, 194, 241, 287, 288, 313, 314, 353 et n, 354, 355, 356, 357 et n, 446, 447, 453, 454, 512 et n, 513, 514, 562, 564, 687, 719, 720
 Shanaikwan, 453, 562, 563
 Shensi, 514
 Sicile, 381 n
 Simplon, 74, 189, 190, 204, 762, 793
 Singen, 532
 Slovaquie, 85, 86 et n, 88
 Soldau / Dzialdowo, 57
 Soleure, 532, 875, 876 n
 Soudan, 182
 Sousak, 383
 Splügen (Col du), 792, 793
 Stockholm, 605, 873 et n
 Strasbourg, 99, 621
 Stresa, 344, 449, 451, 452, 453 et n
 Suède, 54, 67, 126, 157, 160, 175, 186, 224 n, 331, 366, 367, 447, 641, 644, 688, 717, 740, 758 n, 782, 811, 850, 872, 873, 914, 915
 Suez, 241
 Tchécoslovaquie, 85, 96 n, 126, 160, 170, 175, 184, 209, 221, 300, 301 n, 314, 328, 333, 357, 362, 363 et n, 370, 400, 416, 447, 451, 490, 507, 508, 522 n, 560, 616 n, 617, 620, 641, 652, 679, 688, 731, 760, 782, 811, 841 n, 872, 887, 915
 Tche Kiang, 135
 Téhéran, 822 et n
 Territet, 859, 861 n, 865 n, 866 n, 912 n, 916 et n
 Tessin, 30 et n, 32 n, 73 et n, 74, 78, 79, 81, 122 n, 132 et n, 133, 134 n, 265 n, 266, 286, 341, 381 et n, 412, 437 et n, 438, 439, 468 et n, 469 et n, 470 et n, 473, 474, 542, 543, 550 et n, 573, 574, 578, 579, 582, 583, 599, 600, 611, 612 n, 655
 Théodule (Col du), 65 n
 Thurgovie, 552, 884
 Tientsin, 39, 194, 563, 564
 Tokyo, 125, 126, 563
 Transylvanie, 655
 Trieste, 493
 Turin, 857
 Turquie, 10, 11, 12 et n, 13, 38, 40, 41, 49 n, 92, 106, 107, 108, 109 et n, 126, 150, 193 n, 491, 492 et n, 493, 494, 527, 557, 558, 559, 560, 561, 675 et n, 811, 822, 905, 906, 927, 928 et n
 Tyrol, 840
 URSS (cf. Russie)
 Uruguay, 811
 Uster, 269 n
 Valais, 156, 189 n, 437 n, 439, 557, 606
 Varese, 132, 265, 383, 598
 Varsovie, 57, 96, 97 n, 154, 155 et n, 162, 175, 365 et n, 449 n, 500, 758, 759 n, 760 n, 873, 874, 880

- Vatican, 86 et n, 88, 150, 151, 503
Vaud, 156, 189 n, 190, 191, 557, 606
Venise, 375
Versailles, 16 n, 57, 141, 197, 294, 342, 352,
353 n, 442, 482, 485, 501, 642
Vevey, 182, 379, 654, 861
Vienne, 85 et n, 87, 88, 154, 155 et n, 162, 180,
238, 255, 259, 268, 269 n, 272, 274, 275, 333,
347, 348, 400, 487, 488, 490, 554, 566 n,
722 n, 840, 873, 874
Vorarlberg, 464 et n, 490, 552, 553, 554, 555,
564
Washington, 2 n, 40, 46, 48, 89, 125, 201, 237,
266, 293, 495, 496, 647 et n, 649, 658, 678,
735 et n, 736, 768, 803
Weimar, 89 n
Winterthur, 761, 875, 884
Wittnau, 464 n
Yangtze, 125, 563
Yemen, 150
Yougoslavie, 85, 86 n, 96 n, 175, 358, 364 et n,
396, 450 n, 451, 491, 493, 616 n, 617, 656,
783, 784, 785, 786, 787, 841 n
Zagreb, 788
Zurich, 9, 50, 110, 155, 158, 167, 178 et n, 192,
199, 213, 218, 221, 222, 225, 261 et n, 292,
303, 307, 308, 333, 335, 348, 364, 393, 413,
418 et n, 422, 424 n, 431, 439, 448, 462, 498,
508, 510, 511, 519, 522, 524, 532, 533 n, 560,
592, 612, 615, 620, 622, 627, 656, 663, 684,
694, 706, 709 n, 722 n, 725, 736, 748, 753,
777, 780 n, 793 n, 796 et n, 799, 817, 818,
823, 824, 825, 845, 846, 847, 852, 853, 875,
876 n, 882, 884, 885, 888, 913 n, 928 n

IX. LISTE DES FONDS DES ARCHIVES FÉDÉRALES CONSULTÉS POUR LA PRÉPARATION DE CE VOLUME

FONDS OFFICIELS

A. FONDS DE MATIÈRES

- E 2 Affaires extérieures (seulement pour la question des zones)

B. FONDS DE PROVENANCE

Chancellerie fédérale

- E 1001 1 Propositions des Départements au Conseil fédéral
E 1001 (C) d 1 Procès-verbaux du Conseil national
E 1001 (D) d 1 Procès-verbaux du Conseil des Etats
E 1004 1 Procès-verbaux du Conseil fédéral
E 1005 2 Procès-verbaux du Conseil fédéral portant à l'époque la mention «secret»

Département politique

- E 2001 (C) Division des Affaires étrangères (enregistrement central, 1926–1936)
E 2001 (D) Division des Affaires étrangères (enregistrement central, 1937–1945)
E 2015 Russlandschweizerbüro
E 2200 Représentations diplomatiques et consulaires de la Suisse
E 2300 Rapports politiques
E 2400 Rapports de gestion

Département de Justice et Police

- E 4001 (A) 1 Handakten Heinrich Häberlin
E 4300 (B) Police fédérale des étrangers (1925–1965)
E 4800 (A) 1 Nachlass Heinrich Rothmund
E 4800 (A) 1967/111 Handakten Heinrich Rothmund

Département des Finances et des Douanes

- E 6100 (A) Administration des finances (1922–1949)

Département de l'Economie publique

- E 7110/1 Division du commerce
E 7800 3 Actes du Département sur la Société des Nations

Département militaire
E 27

C. ACTES JURIDIQUES

K 1

Traités, dès 1848

FONDS PRIVÉS

- J. I. 1. 1. Giuseppe Motta
J. I. 6. 1. Edmund Schulthess

DOCUMENTS OFFICIELS CONSULTÉS ET CITÉS

- Bulletin sténographique officiel de l'Assemblée fédérale / Amtliches stenographisches Bulletin der Bundesversammlung
- Recueil officiel des lois et ordonnances de la Confédération suisse
- Rapport du Conseil fédéral à l'Assemblée fédérale sur sa gestion
- Feuille fédérale de la Confédération suisse
- Journal officiel de la République française
- Journal officiel de la Société des Nations
- Publications de la Cour permanente de justice internationale

X. PARAPHES DES CORRESPONDANTS DU DÉPARTEMENT POLITIQUE

Seuls les correspondants figurant dans les documents publiés ont été retenus.
Les paraphes des correspondants des autres départements et des représentants diplomatiques n'ont pas été décodés.

	1930	1931	1932	1933
Bonna, Pierre	VH			DM
Feldscher, Peter Anton	VS	YI	N	BX
Fumasoli, Mario			R	
Gorgé, Camille				CD
Hohl, Reinhard	WE			
Jaccard, Gaston			BE	CI
Jenner, Charles von		YT		
Kappeler, Franz		YU	Z	CL
Kohli, Robert		YV		
Merminod, Jean		YX	AD	DD
Motta, Giuseppe	WO	ZB	AH	CV
Naville, René			AK	
Ruegger, Paul		ZP	AT	
Rüfenacht, Hermann		ZR		
Schlaepfer, Ernst		ZZ		
Wagnière, Georges				DH